



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

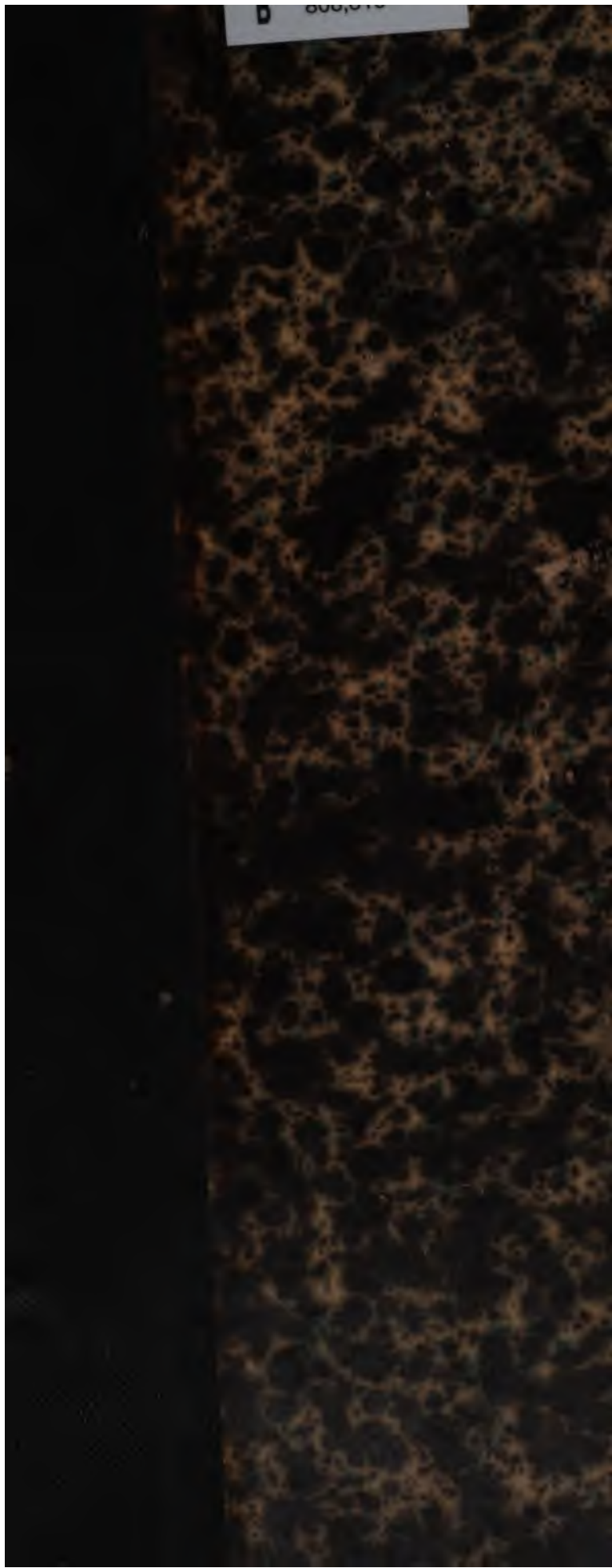
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





ARCHIVES  
**PARLEMENT**

PUBLIÉES PAR

MM. J. MAVIDAL ET E.

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRES AU CORPS LÉGISLATIF

---

RECUEIL COMPLET  
DES DÉBATS LÉGISLATIFS

DES

**CHAMBRES FRANÇAISES**

DE

**1800 à 1860**

FAISANT SUITE A LA RÉIMPRESSION DE

ET COMPRENANT UN GRAND NOMBRE DE NOUVEAUX

---

**TOME VII**

**PREMIÈRE PARTIE**

COMPRENANT LA SUITE DES OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL

SUR LE PROJET DE CODE CIVIL



**PARIS**  
LIBRAIRIE ADMINISTRATIVE DE  
RUE DE GRENNELLE-SAINT-HONORÉ

---

**1866**

# ARCHIVES PARLEMENTAIRES

## OBSERVATIONS

### DU TRIBUNAL D'APPEL ÉTABLI A RENNES, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Le tribunal d'appel, en suivant la division du travail qui lui a été présenté par sa commission, s'attachera d'abord aux observations principales et d'un intérêt majeur. Il discutera ensuite les observations de détail, dont le plus grand nombre ne portent que sur la rédaction des articles.

### PREMIÈRE PARTIE.

#### OBSERVATIONS PRINCIPALES.

Les premiers regards de la commission se sont portés sur la forme du projet. Une expérience suivie l'a convaincue de l'incommodité de différentes séries d'articles dans un ouvrage tel qu'un corps de lois. Une seule série, conforme au projet de *Cambacérés*, serait infiniment plus commode pour tous les citoyens, et surtout pour ceux qui, par état, sont obligés d'en faire de fréquentes applications. Qu'on voie le Code pénal de 1791 : de quelles circonlocutions n'est-on pas obligé de se servir pour en citer un article ? Il en sera de même du projet de Code civil, si la division qui y a été suivie est adoptée ; au lieu que, si le Code était formé d'une seule série d'articles, il suffirait d'indiquer le nombre de l'article qu'on veut citer.

Rien de plus facile à établir que cet ordre numérique, sans toucher d'ailleurs à la division des matières. Par ces considérations, la commission propose de réduire tous les articles du Code à une seule série continue. Cette proposition, mise aux voix dans l'assemblée générale, est adoptée.

### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

#### TITRE III.

##### *Mode de promulgation des lois.*

La commission a fait l'observation suivante :

Il y a longtemps que les bons esprits gémissent de l'insuffisance du mode actuel de promulgation des lois ; et l'on ne trouve point, dans ce titre, le remède aux abus qui en résulteraient, le mode proposé étant toujours le même.

Il y avait sur cette matière importante deux problèmes à résoudre.

1<sup>er</sup> problème. Trouver un terme fixe et uniforme pour que la loi devienne exécutoire, le même jour, pour tous les citoyens, dans l'étendue de la République.

2<sup>e</sup> problème. Trouver un mode de publication tel que chaque citoyen, sachant lire, puisse acquérir sans frais la connaissance de la loi.

Ce moyen est l'affiche dans toutes les communes de la République, ou tout au moins dans tous les chefs-lieux des tribunaux civils, et dans les lieux où sont établis les juges de paix.

La seule objection qu'on puisse faire contre l'affiche dans toutes les communes, est la dépense qu'elle entraîne et que l'on croit énorme : elle l'était sans doute dans les années orageuses de la

Révolution  
décrets in  
décrets d  
méritent

L'obser  
sur les lo  
en petit  
coûtera  
tures par  
depuis le  
de cette  
gouverne  
de tous l  
la déper  
contre le

A l'ég  
auquel l  
les citoy  
ne s'agit  
pour qu  
commun

On ren  
les lois r  
exécutoi  
nant l'ac  
vice d'au  
pas de le  
cables p  
blèmes p  
à cet inc

L'artic  
cret du  
Premier  
sion.

En sur  
compter  
Consul,  
aux extr  
gnées du  
cles 2, 3  
de la ma

Art. 2.  
« dans t  
« l'expir  
« sant, c  
« cinq de  
« nable),  
« sera fa  
« le Pre  
Art. 3.  
« être p  
« dience  
« récepti  
« forfait  
« sera p  
Art. 4.  
« quérir  
« sera a  
« la déc  
« conser  
« une de

Le tri  
Pa ado



# ARCHIVES PARLEMENTAIRE

## OBSERVATIONS

### DU TRIBUNAL D'APPEL ÉTABLI A RENNES, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Le tribunal d'appel, en suivant la division du travail qui lui a été présenté par sa commission, s'attachera d'abord aux observations principales et d'un intérêt majeur. Il discutera ensuite les observations de détail, dont le plus grand nombre ne portent que sur la rédaction des articles.

### PREMIÈRE PARTIE.

#### OBSERVATIONS PRINCIPALES.

Les premiers regards de la commission se sont portés sur la forme du projet. Une expérience suivie l'a convaincue de l'incommodité de différentes séries d'articles dans un ouvrage tel qu'un corps de lois. Une seule série, conforme au projet de *Cambacérès*, serait infiniment plus commode pour tous les citoyens, et surtout pour ceux qui, par état, sont obligés d'en faire de fréquentes applications. Qu'on voie le Code pénal de 1791 : de quelles circonlocutions n'est-on pas obligé de se servir pour en citer un article ? Il en sera de même du projet de Code civil, si la division qui y a été suivie est adoptée ; au lieu que, si le Code était formé d'une seule série d'articles, il suffirait d'indiquer le nombre de l'article qu'on veut citer.

Rien de plus facile à établir que cet ordre numérique, sans toucher d'ailleurs à la division des matières. Par ces considérations, la commission propose de réduire tous les articles du Code à une seule série continue. Cette proposition, mise aux voix dans l'assemblée générale, est adoptée.

### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

#### TITRE III.

##### *Mode de promulgation des lois.*

La commission a fait l'observation suivante :

Il y a longtemps que les bons esprits gémissent de l'insuffisance du mode actuel de promulgation des lois ; et l'on ne trouve point, dans ce titre, le remède aux abus qui en résulteraient, le mode proposé étant toujours le même.

Il y avait sur cette matière importante deux problèmes à résoudre.

1<sup>er</sup> problème. Trouver un terme fixe et uniforme pour que la loi devienne exécutoire, le même jour, pour tous les citoyens, dans l'étendue de la République.

2<sup>e</sup> problème. Trouver un mode de publication tel que chaque citoyen, sachant lire, puisse acquérir sans frais la connaissance de la loi.

Ce moyen est l'affiche dans toutes les communes de la République, ou tout au moins dans tous les chefs-lieux des tribunaux civils, et dans les lieux où sont établis les juges de paix.

La seule objection qu'on puisse faire contre l'affiche dans toutes les communes, est la dépense qu'elle entraîne et que l'on croit énorme : elle l'était sans doute dans les années orageuses de la

Révolution, et les décrets innombrables décrétés de ci méritaient pas

L'observation sur les lois d'en petit nombre coûtera peu. tures par le depuis le 18 de cette vérité gouvernemen de tous les c la dépense contre le pri

A l'égard auquel la loi les citoyens ne s'agit que pour que la communes le

On remarque les lois relatives exécutoires (nant l'admin vice d'autan pas de lois d cables par l blèmes propo à cet inconve

L'article 37 cret du Cor Premier Cons sion.

En suppos: compter de Consul, soit aux extrémit gnées du séj cles 2, 3 et 4 de la manière

Art. 2. « La « dans toute « l'expiration « sant, on pe « cinq década « nable), à c « sera faite, « le Premier

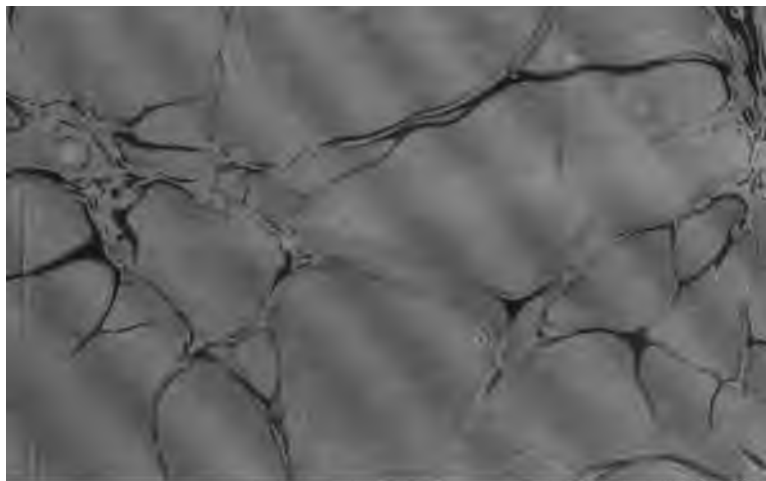
Art. 3. « Av « être publi « dience qui « réception, « forfaiture c « sera procès

Art. 4. « l' « quérir sans « sera affich « la década « conservée « une década

Le tribuna l'a adoptée.













**ARCHIVES**

**PARLEMENT.**





ARCHIVES  
**PARLEMENT**

PUBLIÉES PAR

MM. J. MAVIDAL ET E.

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRES AU CORPS LÉC

---

RECUEIL COMPL  
DES DÉBATS LÉGISLATIFS ]

DES

**CHAMBRES FRAN**

DE

**1800 à 1860**

FAISANT SUITE A LA RÉIMPRESSION DE  
ET COMPRENANT UN GRAND NOMBRE DE NOUVE

---

**TOME VII**

PREMIÈRE PARTIE

COMPRENANT LA SUITE DES OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL  
SUR LE PROJET DE CODE CIVIL



**PARIS**

LIBRAIRIE ADMINISTRATIVE DE P  
RUE DE GRENNELLE-SAINT-HONORÉ,

---

**1866**



# ARCHIVES PARLEMENTAIRE

## OBSERVATIONS

### DU TRIBUNAL D'APPEL ÉTABLI A RENNES, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Le tribunal d'appel, en suivant la division du travail qui lui a été présenté par sa commission, s'attachera d'abord aux observations principales et d'un intérêt majeur. Il discutera ensuite les observations de détail, dont le plus grand nombre ne portent que sur la rédaction des articles.

## PREMIÈRE PARTIE.

### OBSERVATIONS PRINCIPALES.

Les premiers regards de la commission se sont portés sur la forme du projet. Une expérience suivie l'a convaincue de l'incommodité de différentes séries d'articles dans un ouvrage tel qu'un corps de lois. Une seule série, conforme au projet de *Cambacérès*, serait infiniment plus commode pour tous les citoyens, et surtout pour ceux qui, par état, sont obligés d'en faire de fréquentes applications. Qu'on voie le Code pénal de 1791 : de quelles circonlocutions n'est-on pas obligé de se servir pour en citer un article ? Il en sera de même du projet de Code civil, si la division qui y a été suivie est adoptée ; au lieu que, si le Code était formé d'une seule série d'articles, il suffirait d'indiquer le nombre de l'article qu'on veut citer.

Rien de plus facile à établir que cet ordre numérique, sans toucher d'ailleurs à la division des matières. Par ces considérations, la commission propose de réduire tous les articles du Code à une seule série continue. Cette proposition, mise aux voix dans l'assemblée générale, est adoptée.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

### TITRE III.

#### *Mode de promulgation des lois.*

La commission a fait l'observation suivante :

Il y a longtemps que les bons esprits gémissent de l'insuffisance du mode actuel de promulgation des lois ; et l'on ne trouve point, dans ce titre, le remède aux abus qui en résulteraient, le mode proposé étant toujours le même.

Il y avait sur cette matière importante deux problèmes à résoudre.

1<sup>er</sup> problème. Trouver un terme fixe et uniforme pour que la loi devienne exécutoire, le même jour, pour tous les citoyens, dans l'étendue de la République.

2<sup>e</sup> problème. Trouver un mode de publication tel que chaque citoyen, sachant lire, puisse acquérir sans frais la connaissance de la loi.

Ce moyen est l'affiche dans toutes les communes de la République, ou tout au moins dans tous les chefs-lieux des tribunaux civils, et dans les lieux où sont établis les juges de paix.

La seule objection qu'on puisse faire contre l'affiche dans toutes les communes, est la dépense qu'elle entraîne et que l'on croit énorme : elle l'était sans doute dans les années orageuses de la

Révolution, parce que les décrets innombrables décrétés de circonstance méritaient pas le titre de loi.

L'observation de la commission sur les lois d'utilité publique, en petit nombre, coûtera peu. En justice, par le nombre des lois, depuis le 18 brumaire de cette vérité de gouvernement est de tous les citoyens la dépense n'est pas contre le principe.

A l'égard du titre auquel la loi puisse être promulguée, les citoyens dans ne s'agit que de pour que la loi soit promulguée dans les communes les plus nombreuses.

On remarque, que les lois relatives à l'exécution en matière d'administration d'autant plus pas de lois d'administration par les tribunaux proposés à cet inconvénient.

L'article 37 de la loi du Corps législatif, Premier Consul, l'ordonne.

En supposant qu'on compte de cette loi, soit suffisant aux extrémités des bornes du séjour des lois 2, 3 et 4 du titre de la manière suivante.

Art. 2. « La loi « dans toutes les « l'expiration d'un « sant, on peut y « cinq décades, ou « nable), à compter « sera faite, aux « le Premier Consul.

Art. 3. « Avant l' « être publiée dans « dience qui suiv « réception, par l' « forfaiture contre « sera procès-verbal.

Art. 4. « Pour « quérir sans frais « sera affichée dans « la décade de la « conservée ou « une décade entière.

Le tribunal, d'après la loi adoptée.

ne pouvait être admise en cette matière, ; commencer à courir que du jour où la i des héritiers devient définitive, comme elle d'un étranger ; et l'on remarquera , faisant durer trente ans la possession , il ne se trouve aucun intervalle entre dévolution irrévocable de la propriété, u'on la fait acquérir aux héritiers présans prescription caractérisée, et sans dé un seul jour *animo domini*. Le droit ars ne peut être fondé sur la prescrip-qualité y étant un obstacle perpétuel, ement sur la présomption de mort de résomption qui cesse évidemment par son est bien assez qu'après dix ans, les hé-soient plus comptables des jouissances, en profitent ; mais en quelque temps it, le fonds doit être rendu à l'absent, eparait. L'article 6 du projet reconnaît e général que la loi ne présume la l'absent qu'après cent ans révolus, du a naissance ; et la dernière partie de 4 est en opposition directe avec ce

« l'âge de leurs  
« que ceux-ci r  
« cinq ans accoi  
« l'enfant ou de  
« a requis le co  
« mère, ou celu  
« laquelle réqui  
« être reçues. »

Art. 3. La maj. d'avis d'admetti mutuel, le tribu en a prononcé l

Il a été pareill commission, de fureur, même p

Sur la dernièr a pensé que cett demande de divo qu'il est au pouv réciprocité néces tère de l'un des é

Enfin, le tribunal est d'avis, sur le même article, d'en retrancher la diffamation publique, terme trop vague dont l'abus tendrait à faire prononcer le divorce pour injures. Si l'injure est grave, elle rentre soit dans la cause des sévices et mauvais traitements, soit même dans l'attentat d'un époux à la vie de l'autre.

Art. 53. *Aliments aux divorcés.* La réciprocité de l'obligation de fournir des aliments est, dans l'opinion de la majorité de la commission, une conséquence nécessaire du principe qui est la source de cette obligation. Ce principe est uniquement la commisération; sentiment indépendant des causes du divorce.

Ainsi, au lieu de l'article 53, la commission propose, et le tribunal est d'avis, de substituer l'article 8 du troisième paragraphe de la loi du 20 septembre 1792, qui, outre la réciprocité, présente une sage limitation. Il n'y a point, en effet, d'obligation d'alimenter, si l'époux, à qui cette obligation devra être imposée, n'a étroitement que les moyens de s'alimenter lui-même. Au contraire, l'article 53 du projet accorde indéfiniment le sixième ou le tiers du revenu de l'époux chargé de la pension alimentaire. Sur quoi, le tribunal demande s'il est juste de retrancher encore un sixième de revenu à celui qui n'en a pas de suffisant pour subvenir à ses besoins de première nécessité.

## TITRE VIII.

### *Puissance paternelle.*

Art. 3. Le tribunal, après une mûre délibération, adoptant l'avis de la majorité de la commission, a pensé que ce serait donner une trop dangereuse extension à la puissance paternelle, que d'autoriser le père seul à faire renfermer son enfant. Son avis est que le père comme la mère soient assujettis à s'adresser au conseil de famille, conformément à la loi du 24 août 1790.

## TITRE IX.

### *Emancipation.*

Art. 106. L'avis du tribunal, conforme à celui de la commission, est qu'il n'y ait pas d'émancipation de plein droit à dix-huit ans; que le recours au conseil de famille soit nécessaire avant et après cet âge; que le conseil de famille puisse le devancer ou le retarder suivant le degré de capacité qu'il reconnaitra dans le mineur; et qu'en aucun cas, l'émancipation ne puisse avoir lieu au-dessous de l'âge de quinze ans, pour l'un et l'autre sexe.

## LIVRE III.

### TITRE PREMIER.

#### *Successions.*

#### CHAPITRE IV.

#### *Enfants naturels. Successibilité.*

Le système général des dispositions du Code relatives aux enfants naturels, a paru à la commission trop sévère; et celui de la loi du 12 brumaire an II leur était trop favorable. On pouvait, entre ces deux extrêmes, se frayer, vers la justice et l'équité, une route intermédiaire. Réduire les enfants naturels au rôle de créanciers dans la succession de leur père ou de leur mère naturels, c'est les jeter, contre le vœu de la nature, hors de la famille; c'est les punir d'une faute qui ne leur est point personnelle; c'est en faire une caste à part, et perpétuer le malheur de leur naissance. La commission, en majorité, incline de préférence pour le projet de *Cambucérés*, qui admet les en-

fants naturels à mères, en concubinage, mais qui ne leur fait lorsqu'il y a des enfants légitimes exclure les collatéraux.

Le tribunal, après avoir entendu les conclusions, est d'avis de confirmer le projet, qu'ils sont rédigés par la commission des enfants naturels n

C

On a d'abord : la contrainte par corps, le Code civil, ou le Code du commerce, ou le Code de correctionnel.

Le tribunal, après avoir entendu les conclusions, est d'avis de confirmer le projet, que la contrainte par corps ne soit appliquée qu'à la matière civile et commerciale, et non à la matière pénale, ci-après.

En suivant l'avis de la commission, le titre IV, l'avis

1° D'admettre la répétition, contre les débiteurs des deniers publics.

2° De l'admettre pour la restitution du propriétaire, fait, ainsi que pour les fonds, et pour les corps, comme n'est injuste ;

3° Il a été décidé d'admettre les corps, comme n'est injuste ;

4° De rejeter les corps pour *stellionat*, la puissance naturelle est de droit ;

5° De l'admettre ;

6° Pour la révoquer l'ordonnance de personnes publiques ;

7° Et pareille chose déposées gardiens ;

8° L'avis pres rejeter la faculté des corps dans les l ne pouvant, en tition sa liberté perdre ;

9° Enfin, la co de la majorité c les fermiers de représenter le cl instruments ara tout sous les mo

TI

*Hypothèques, let*

Deux princip thécaire établi la publicité et la publicité, qui a les longues et s dans plusieurs trouve renversé projet, qui ne f dans cette mati

Quant à sa plusieurs com cours de ces d triomphante.

et 19. *Faculté de donner à un successible.* Rapport de la commission, le tribunal a, presque unanime de retrancher ces deux et d'y substituer la prohibition absolue et à un successible, sans l'obliger au rapport de la succession du donateur.

et 19. *Faculté de donner à un successible.* Rapport de la commission, le tribunal a, presque unanime de retrancher ces deux et d'y substituer la prohibition absolue et à un successible, sans l'obliger au rapport de la succession du donateur.

ulté de donner à un successeur, sans rapport, est contraire au principe sur lequel, dans une république, doivent toutes les lois. Elle autorise les préférences parents, si funestes dans leurs effets; blit les anciens privilèges des successions; elle introduit enfin, dans les familles, es de haine éternelle entre l'enfant avareux qui ont été dépouillés pour l'enrichir. ombre a proposé de modifier tellement la ion en ligne directe, qu'un père ou une t donner, hors part, à celui de ses enfants it affligé d'une infirmité physique ou moe qu'il a cotité égale à la portion qui appar- à chacun des autres enfants. Cette mo- n, mise aux voix, a été rejetée par le

l'avenir, la peine  
la question très-  
doit être mainte-

Art. 28. L'article mort civile au jo Cependant l'article que la mort civile ment. N'est-ce pa graphique? ou bi elle été de pur l'époque de sa mission plus con tel qu'il est énon ment de contuma exister de différe la personne cond toire sans contu qui, s'étant repré le délai de la loi. Le tribunal, déli approuvée.

Art. 29. L'obse  
été adoptée, aux  
nés le tribunal e



## TITRE II.

## État civil.

Art. 4. *Procuration spéciale*..... Le tribunal, sur le rapport de sa commission, est d'avis d'ajouter *en forme authentique* ; l'officier de l'état civil devant avoir la certitude de la véracité des déclarations qui lui sont faites et des actes qui lui sont présentés.

Art. 7 et 15. Sur le rapport de la commission, le tribunal est d'avis d'ajouter à l'article 7 la disposition suivante : « Elles parapheront, ainsi que l'officier public, les procurations et autres pièces dont la représentation est exigée, lesquelles demeureront annexées à celui des registres triples destiné à être déposé au greffe du tribunal d'arrondissement. »

Cette addition rendra inutile l'article 15, qui n'est point à sa place naturelle.

Art. 8. La commission qui a examiné, d'après cet article, les formules annexées au titre II, observe qu'elles ne font pas mention de la lecture dont la formalité est prescrite. Il est donc absolument nécessaire de rectifier ces formules. Cette observation est adoptée.

Art. 11. Sur le rapport de sa commission, le tribunal est d'avis d'ajouter à cet article, l'indication du tribunal qui prononcera l'amende. Pareille indication est faite à l'article 40, pour un autre cas. Il paraît donc également nécessaire de déterminer ici la compétence ; elle appartient au tribunal correctionnel, aux termes de la loi du 3 brumaire an IV.

Entre les articles 10 et 11, ou immédiatement après l'article 11, le tribunal, sur le rapport de la commission, propose d'ajouter l'article suivant : « Les actes de l'état civil pourront être dressés sur feuilles volantes. L'officier contrevenant sera poursuivi criminellement, à la diligence soit du ministère public, soit des parties intéressées, et condamné à une peine afflictive qui ne pourra excéder cinq ans de prison, ni être au-dessous de trois ans. Il sera, en outre, condamné aux dommages-intérêts des parties, s'il y a lieu. »

La raison de cette addition sera sentie dans l'examen de l'article 54 ci-après.

Art. 19. Sur le rapport de la commission, le tribunal a jugé cet article insuffisant ; la Convention nationale avait rendu, le 2 floréal an III, une loi contenant différentes dispositions relatives au remplacement des registres détruits ou perdus ; dispositions que *Cambacérés* avait fait entrer dans son projet de Code civil, articles 87 et suivants.

L'insuffisance de l'article 19, qu'on examine ici, est d'autant plus sensible, qu'il ne prévoit pas, et qu'aucun des autres articles ne prévoit, le cas fréquent d'omission d'un acte civil dans un registre existant. On doit naturellement trouver, dans le Code, les dispositions nécessaires pour régler le mode de rectification de ces omissions.

Tout a été prévu avec le plus grand soin dans les articles cités du projet de *Cambacérés*. Il ne s'agit que de les faire concorder avec la Constitution actuelle de la France, et avec les autres dispositions du projet dans lequel on les fait entrer.

*Ibid.* La commission observe, à l'égard du divorce, que le projet n'ayant pas mis le divorce au nombre des actes de l'état civil, à la différence de la loi de 1792 et du projet de *Cambacérés*, il n'y avait pas lieu de le comprendre dans la disposition de l'article 19 ; la preuve en étant moins sur les registres de l'état civil que dans les minutes ou registres des tribunaux qui ont prononcé

le divorce. Ces registres des tribunaux, il faudrait bien de réparer cette forme voulue vement au divorce.

Art. 23. Un n commandation dans les actes sance des père e faire cette addit

Le tribunal a

Art. 27. Par le rapport de la écrit sur les reg la reconnaissance 29<sup>e</sup>, ne font me

reconnaissance écrite sur feuil très-graves inco eût été nécessa civil à en garc l'enfant reconnu de reconnaissai sances, à la dat

L'article 32 di naissance soit r Cette dispositio nécessité d'une

Le mot *report* suppose même i gistre, à la date

L'état civil de dans le cas où l à sa naissance,

1<sup>o</sup> L'inscriptio de l'état civil, l'enfant, soit du de la reconnaiss

2<sup>o</sup> Le *report*, marge de l'enreg de l'enfant reco sent également point assez for dont il s'agit ici

Il y a division lequel des regist fera l'acte de r ne l'a point fait l'enfant ? mais i de l'acte, qu'il se sances.

Art. 30. Sur le bunal a pensé q saire d'ajouter a déclaration d'un a une dans les r nexés au projet modèles sont m tent des renseignements joints a

Il est égaleme de l'état civil à et prénoms de e exposé : c'est un

Art. 34. Le reg sur papier timbr comme les regist

Ces questions mission, le tribu doivent être rés avis est qu'à l'ai « gistre des pub « même forme

On a répondu qu'il serait injuste et contraire à l'ordonnance du juge de paix, qui, aujourd'hui, peut, de l'obliger à se faire assister de deux témoins pour recevoir une déclaration.

Le tribunal est d'avis que cette réponse ne lève l'objection de la rédaction, et qu'il est impossible de la faire disparaître.

S'il n'y a point de parents dans l'arrondissement, ou si les parents n'avertissent pas, il est impossible de charger un fonctionnaire public de provoquer la pourvoyance des juges de paix. Les arrondissements des juges de paix sont incessamment étendus à un plus vaste territoire, et il leur sera le plus souvent impossible de faire à temps les décès qui peuvent donner lieu à des tutelles. Le tribunal pense qu'il est, en ce cas, de charger de l'avertissement l'officier de l'état civil, qui, étant obligé de vérifier les décès, peut, sans frais, s'assurer si le défunt laisse des enfants mineurs.

Si celui qui a convoqué a été nommé en son absence, il ne peut se notifier à lui-même. La commission a pensé qu'en

l'estimation.

Cette observation a été prise en considération. Quelques-uns ont proposé que, si le tuteur ou le subrogé-tuteur ne présente pas de déclaration de dommages-intérêts, le tribunal puisse, à la requête du défendeur, condamner le tuteur à payer le montant du dommage. On a répondu qu'il n'y a rien de nouveau dans cette proposition, et qu'elle sera éludée si le tuteur ne présente pas de déclaration de dommages-intérêts. Ils ont proposé de modifier l'article 1041 du Code de procédure, en ajoutant à l'article : « Le tuteur condamné à payer le montant du dommage, sera tenu de payer les intérêts des sommes dues, à compter du jour de la condamnation, et jusqu'à la restitution des sommes dues. »

Un membre a proposé de modifier l'article 1041 du Code de procédure, en ajoutant à l'article : « Le tuteur condamné à payer le montant du dommage, sera tenu de payer les intérêts des sommes dues, à compter du jour de la condamnation, et jusqu'à la restitution des sommes dues. »

donnant, comme au passé, que, par l'acte même de la tutelle, le conseil de famille désignât au tuteur un ou plusieurs hommes de loi, par l'avis desquels il serait tenu de se conduire en toute affaire litigieuse. On a répondu que l'abus de cette nomination d'un conseil de tutelle a été reconnu par l'expérience, qui aura probablement conduit les rédacteurs à n'en point parler dans le Code. Le tribunal, délibérant sur ces observations respectives, a été d'avis qu'il soit inséré dans la VII<sup>e</sup> section, une disposition qui porte que « le conseil de famille, en nommant le tuteur, lui désignera un ou plusieurs hommes de loi des plus éclairés, par l'avis desquels le tuteur et le subrogé seront respectivement tenus de se conduire en toute affaire litigieuse. » Cette disposition nécessitera, dans les autres articles de la même section, quelques rectifications tendant à dégager le tuteur des entraves d'une trop fréquente convocation du conseil de famille.

Art. 100. Un membre a observé que les comptes définitifs de tutelle sont d'une importance trop majeure pour en déférer la connaissance en première instance aux juges de paix, dont la matière même, par sa valeur, excède les attributions.

On a répondu que l'article a eu en vue de prévenir, autant que possible, tout procès entre le tuteur et ses mineurs, procès presque constamment ruineux pour ces derniers. Ces considérations ont déterminé le tribunal en faveur de l'article tel qu'il est rédigé.

Art. 105. Un membre a observé que la prescription de dix ans, sagement combinée pour l'action du mineur contre son tuteur, est trop longue pour la responsabilité des nominateurs. L'article 198 du projet de *Cambacérés* avait soumis cette dernière action à la prescription de trois ans : ce terme peut aussi paraître trop court. Un juste milieu serait d'assujettir l'action contre les nominateurs à la prescription de cinq ans ; et l'action contre le tuteur, à celle de dix ans, à compter du jour de la majorité accomplie des mineurs.

Le tribunal, délibérant sur cette observation, l'a accueillie. Il pense même que le terme de trois ans serait suffisant, parce qu'il importe de ne pas laisser trop longtemps les nominateurs de la tutelle sous le coup d'une responsabilité qu'ils n'ont, le plus souvent encourue que par zèle pour les intérêts du mineur.

Cet article a paru déplacé dans la section des *comptes de tutelle*. La commission propose de le placer soit à la suite du chapitre II. de la *puissance paternelle*, soit à la fin de la septième section, relative à l'*administration du tuteur*, laquelle s'étend à la personne comme aux biens du mineur.

Le tribunal a pensé que cette dernière place serait celle qui conviendrait le plus à l'article 105.

Art. 106. Renvoi aux observations principales, fornant la première partie du présent travail.

Art. 109. La commission a observé, et le tribunal pense, que la dernière partie de cet article est susceptible de réformation. Le mineur émancipé ne doit être restitué que contre les obligations contractées postérieurement à celles qui ont épuisé la partie disponible, c'est-à-dire l'année de son revenu. Ou les actes des créanciers ont une date certaine, ou non : au premier cas, les premiers créanciers qui n'ont prêté que jusqu'à la concurrence d'une année de revenu, doivent être à couvert de la restitution ; au second cas, le mineur ne doit être restitué que pour l'excédent ; et les créanciers qui ont prêté viennent, au marc le franc du montant de leurs créances, se faire

payer ce  
biens d  
plus jus  
contre t

Art. 1  
assesser  
la loi du  
changer

Sur le  
tance d  
qu'elle  
commis  
pondu q  
sances  
qui con  
qu'il pe  
dont il

Le tri

Art. 3  
rait assi  
terdit é  
tion, à  
même c  
l'arrond  
le maire  
vœu de

Sur c  
tribunal

« Le r  
« du tut  
« l'exéc  
« les ma  
« interd  
« enjo

Art. 1  
article  
cord av  
vœu de  
assujetti  
suite de  
ture mē  
pour ur  
dans l'a  
teur no  
les acti  
avoir à

Le tr  
soient c  
rence s  
l'article

Art. 4  
de com  
qu'ils n  
mais les  
eût offe  
primant  
total de  
blesse d  
et en di  
de se trc

Au fo  
qu'à sa  
considér  
l'interdi  
d'interd  
teurs, e  
renonce  
sujettit

Art. 1

de Rennes.]

désigner par le pro-

posé d'excepter les  
mines de charbon de  
sceptibles d'usufruit,  
0 et suivants du projet

t été accueillie.

V.

es.

*communes...* L'inten-  
sans doute de parler  
ges, qui excèdent en  
. Le mot *communes* est  
nmunes dont les mai-  
un grand arrondisse-  
cle n'a point d'appli-

la commission, de-  
insi rédigé : *Dans les*  
*t la population, etc.*


oyer aux règlements  
faits, et que la plupart  
nt pas, il était plus  
ns le Code même, la  
ouvrages à faire dans  
. On trouve, dans le  
58), la distance déter-  
viron six pieds deux  
ette distance ne serait  
d'élever un mur ou  
r empêcher que les  
rticle ne soient nui-  
is de ce changement

III.

III.

e cette section fût in-  
*'s des propriétaires du*  
*ervant*, afin de persua-  
s servant, c'est-à-dire  
int été perdus de vue.

ait pas la raison qui a  
n'appliquer qu'à la



**du jugement de condamnation :** ici, l'article semble établir une différence entre cette époque et celle de l'habileté à succéder. Cependant, la succession n'étant ouverte que du jour de la mort civile acquise, la conséquence naturelle serait que l'habile à succéder à cette époque précise fût le véritable et seul héritier. Ce n'est pas ce que décide l'article, puisqu'au contraire, il défère la succession aux parents qui étaient habiles à succéder au condamné, *à l'époque du jugement*, c'est-à-dire avant que la mort civile fût acquise; ce qui répugne.

Le tribunal, sur l'avis de la commission, pense que la rédaction est fautive, et qu'à la dernière ligne de l'article on doit lire : *à l'époque de l'exécution du jugement.*

**Art. 4.** Il y a encore ici une contradiction entre cet article et le précédent. Dans l'article 3, les héritiers existent avant la mort civile: et dans l'article 4, ils n'existent qu'après: c'est-à-dire que, dans ces deux articles, et en sens contraire, la succession ne s'ouvre pas du jour même de la mort civile acquise, qui est cependant la seule époque de l'ouverture. La mort civile est une fiction de la mort naturelle: elle a les mêmes effets. De même que, du jour de la mort naturelle, la succession du décédé est ouverte à ceux qui, à cette époque précise, sont habiles à lui succéder: de même la succession du mort civilement s'ouvre à compter du jour de la mort civile encourue, et elle s'ouvre au profit de ceux qui, à cette époque, avaient droit à sa succession.

Le Tribunal est d'avis que les articles 3 et 4 soient rectifiés d'après les principes précédemment établis et les observations faites sur l'ouverture et les effets de la mort civile, tant à l'égard des condamnés par jugement contradictoire qu'à l'égard des contumax.

Sur la dernière partie du même article 1, le tribunal, conformément à l'observation faite par la commission, est d'avis de substituer les mots *droits civils* à ceux *droits de citoyen*, par la raison que le Code civil ne règle que les droits civils, et que les *droits de citoyen* sont dans l'ordre des droits politiques.

Art. 6. Sur le rapport de la commission, le tribunal pense qu'à cet article, qui est puisé dans la loi du 3 brumaire an IV, article 175, on ajoute la restriction que réclame l'humanité en faveur de l'indigence, *sauf les secours à accorder à la femme, aux enfants, aux père et mère de l'accusé pendant la contumace.*

Art. 13. Un membre observe que cet article peut donner lieu à de fréquentes usurpations des droits d'héritier en collatérale. Pour les prévenir, il paraît absolument nécessaire qu'au delà du degré de frère et sœur, ceux qui se prétendent héritiers à succéder au défunt se fassent reconnaître à la justice, et qu'ils justifient leur qualité avant d'être envoyés en possession des biens de la succession. Quelque nom qu'on donne à cette reconnaissance judiciaire des droits de l'héritier en collatérale, elle peut seule empêcher qu'un téméraire usurpateur ne vienne s'emparer de la succession au préjudice des véritables héritiers : autrement la succession serait abandonnée au premier occupant.

Sur cette observation, le tribunal est d'avis presque unanime, de réviser ainsi l'article 13 :

• A l'instant même de l'ouverture des successions, les héritiers du sang sont saisis de plein droit de tous les biens, droits et actions du défunt, et ils sont tenus de toutes les charges de la succession. Néanmoins, en succession collatérale, au delà du degré de frère et de sœur.

« ceux qui se préte  
« défunt seront tent  
« et leur qualité au  
« domicile du défu  
« lui seront faites, le

**Art. 15.** *L'enfant 1 jours, ajouter : s'il de vie, à la place de donné quelques signe étaient continus et rait successible. Il n enfant, né avant ce vécu quelques heur surer sa qualité d'h*

Art. 17. La commission, telle qu'il est rédigé, et, en conséquence, la part du cessionnaire dans la succession a ses enfants. Supprimé par contumace, que de la condamnation, délai accordé au fils d'autres enfants ; lui-même des enfants mort civile est ouvert qu'il ne peut être de repousser, veule, damné viennent retenu à leur père dans. Cependant les termes *successions ouvertes avec lesquels le con-* c'est-à-dire, dans les et sœurs ; d'où il résulterait rien, ce qu'

Sur cette observation, l'article soit conçu

« En conséquence  
« été arrêté, ou ne  
« délai utile, les suc  
« dans le cours de c  
« damné était appe  
« tiers, qui vienne  
« cueillir la part q  
« même s'il n'était u

Art. 18. Les obse-  
les articles 3 et 4, s  
réclament la rectifi

Art. 36. La représentation à la commission et cet article. Elle doit les représentants se munir du défunt, et succéder. Par exemple, proche habile à lui, dans cette espèce, le cousins, germains et petits, c'est-à-dire, germain, le défunt, et les avant lui, lui valent au même titre représentation de la commission avec l'autre, tant ils se trouvent l'article. Le projet, était trop borné; il a fini, en colater, aussi l'article 36, a mis au droit de lui, en entre ces deux, proposé par la commission, la représentation se rattache au défunt et de son

l : on a répondu que ce serait un que l'article, tel qu'il est rédigé, indemnité doit précéder l'abandon ire ; néanmoins, le tribunal a été ition du mot *préalable*, qui pré- e interprétation de l'article.

le que, dans l'hypothèse assez e, on donne à la superficie mobile ter le fonds ; ce qui est contraire oli dans l'article 9 du même titre. doptant cette observation de sa te pour la conservation du prin- séquent pour la réformation de

### TITRE III.

1. Dans l'article 8, il est dit que est *fruit civil* ; l'article 10 porte ivils s'acquièrent jour par jour ;

11, on donne le prix du bail à u propriétaire qui étaient enjouis- nt de la récolte. La commission a lans ces dispositions une contra-

CHAPITRE X.

### CHAPITRE

### SECTION

Le tribunal eût désiré titulée : *Des droits respo fonds dominant et du fon* der que les droits du fo ceux de la liberté, n'ont

Art. 56. Le tribunal n déterminé les rédacteu servitude discontinue et tion qui s'opère par la main des fonds servants nion éteint toute espèce non apparente, continu ne doit donc pas être b

Art. 57 et 58. Ces arti tement rédigés, en fixa la prescription relative nues et non apparentes. d'en user ; et dans l'ai continues et apparente un acte contraire à la s



du jugement de condamnation : ici, l'article semble établir une différence entre cette époque et celle de l'habileté à succéder. Cependant, la succession n'étant ouverte que du jour de la mort civile acquise, la conséquence naturelle serait que l'habile à succéder à cette époque précise fût le véritable et seul héritier. Ce n'est pas ce que décide l'article, puisqu'au contraire, il défère la succession aux parents qui étaient habiles à succéder au condamné, à l'époque du jugement, c'est-à-dire avant que la mort civile fût acquise ; ce qui répugne.

Le tribunal, sur l'avis de la commission, pense que la rédaction est fautive, et qu'à la dernière ligne de l'article on doit lire : à l'époque de l'exécution du jugement.

Art. 4. Il y a encore ici une contradiction entre cet article et le précédent. Dans l'article 3, les héritiers existent avant la mort civile ; et dans l'article 4, ils n'existent qu'après : c'est-à-dire que, dans ces deux articles, et en sens contraire, la succession ne s'ouvre pas du jour même de la mort civile acquise, qui est cependant la seule époque de l'ouverture. La mort civile est une fiction de la mort naturelle ; elle a les mêmes effets. De même que, du jour de la mort naturelle, la succession du décédé est ouverte à ceux qui, à cette époque précise, sont habiles à lui succéder ; de même la succession du mort civilement s'ouvre à compter du jour de la mort civile encourue, et elle s'ouvre au profit de ceux qui, à cette époque, avaient droit à sa succession.

Le tribunal est d'avis que les articles 3 et 4 soient rectifiés d'après les principes précédemment établis et les observations faites sur l'ouverture et les effets de la mort civile, tant à l'égard des condamnés par jugement contradictoire qu'à l'égard des contumax.

Sur la dernière partie du même article 4, le tribunal, conformément à l'observation faite par la commission, est d'avis de substituer les mots *droits civils* à ceux *droits de citoyen*, par la raison que le Code civil ne règle que les droits civils, et que les *droits du citoyen* sont dans l'ordre des droits politiques.

Art. 6. Sur le rapport de la commission, le tribunal pense qu'à cet article, qui est puisé dans la loi du 3 brumaire an IV, article 175, on ajoute la restriction que réclame l'humanité en faveur de l'indigence, *sauf les secours à accorder à la femme, aux enfants, aux père et mère de l'accusé pendant la contumace.*

Art. 13. Un membre observe que cet article peut donner lieu à de fréquentes usurpations des droits d'héritier en collatérale. Pour les prévenir, il paraît absolument nécessaire qu'au delà du degré de frère et sœur, ceux qui se prétendent habiles à succéder au défunt se fassent connaître à la justice, et qu'ils justifient leur qualité, avant d'être envoyés en possession des biens de la succession. Quelque nom qu'on donne à cette reconnaissance judiciaire des droits de l'héritier en collatérale, elle peut seule empêcher qu'un téméraire usurpateur ne vienne s'emparer de la succession au préjudice des véritables héritiers ; autrement la succession serait abandonnée au premier occupant.

Sur cette observation, le tribunal est d'avis presque unanime, de rédiger ainsi l'article 13 :

« A l'instant même de l'ouverture des successions, les héritiers du sang sont saisis de plein droit de tous les biens, droits et actions du défunt, et ils sont tenus de toutes les charges de la succession. Néanmoins, en succession collatérale, au delà du degré de frère et de sœur,

« ceux qui se  
« défunt seront  
« et leur qualité  
« domicile du  
« lui seront fait

Art. 15. *L'enfant, ajoutant : de vie, à la place donné quelques-uns étaient continueraient successibles enfant, né avant vécu quelques-uns sur sa qualité*

Art. 17. La condition qu'il est résolu, la part de succession à ses enfants. Le condamné par contumace de la condition accordée à d'autres enfants lui-même des effets de la mort civile est tel qu'il ne peut être de repousser, le condamné viennent tenu à leur père. Cependant les successions ouvertes avec lesquels le condamné est, dans les successions ; d'où il aurait rien, etc.

Sur cette observation, le tribunal est d'avis que l'article soit corrigé.

« En conséquence  
« été arrêté, ou  
« délai utile, le  
« dans le cours  
« condamné était  
« tiers, qui vi  
« cueillir la pa  
« même s'il n'est

Art. 18. Les articles 3 et 4 réclament la rectification.

Art. 36. La rectification est faite par la commission. Elle est représentée par le défunt. Elle succède. Par ce proche habile à dans cette espèce cousins germains pectifs, c'est-à-dire germains, le défunt cédés avant lui rallient au même représentation de la succession avec l'indigence. Pendant ils se trouvent l'article. Le projet allait trop loin ; l'infini, en collatérale, l'article : l'étude au droit milieu entre ces proposé par la commission, la représentation se du défunt et de

t aucune mention des dons rémun-  
rance qui est conséquent au système  
, sur la faculté de donner à un

yant été, au contraire, d'avis d'une  
éfinie de donner à l'un des suc-  
réjudice des autres, propose de  
suivant à la fin de la distinction 4°  
s rapports :

ilific rémunératoire est sujet à rap-  
s qu'il ne soit privé, autrement que  
1° que les services allégués ont été  
endus ; 2° que la récompense est  
proportion des services. Si elle  
édant est rapportable. »

membre a observé qu'il peut ré-  
rticle une charge tellement oné-  
cohéritier chargé de tenir compte  
qu'il soit réduit à abandonner la  
à prétendre dans le fonds.

lu que la masse de la succession  
plus-value, il est bien juste d'in-  
des cohéritiers qui l'a procurée  
ations : et qu'il n'y a r d'incon

de la ci-devant Bretagne  
lésion du sixième; et  
aussi trop faible. La lés  
qu'adopterait le tribu

Art. 218. Citation fau  
il faut lire, *chapitre vi*  
tribunal a fait, sur ce  
dont le résultat est de

TI

Con

Art. 7. La commissio  
qui comprendrait plus  
plète, comme cause de

« Il n'y a point de c  
« été donné par erreur  
« dol ou artifice, ou s  
« d'eux n'avaient pas  
« nement suffisant po  
« sance de cause. »

Mais après discussio  
la dernière partie de  
vague et serait la sou  
procès. Il est difficile

ployer contre l'un des époux les mêmes moyens pour le forcer à exiger le consentement de l'autre époux ; et il propose d'ajouter encore *ou de son époux*.

Le tribunal approuve ces deux observations, et propose de réduire ainsi les deux articles 10 et 11.

« La violence n'annule le contrat que lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle a pu lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune, celle de ses ascendants ou de ses enfants, ou celle de son époux ou épouse, à un mal considérable et présent. »

Art. 14. Il était bien inutile de dire, dans une loi, que *le dol ne se présume pas et doit être justifié*. Ce principe n'est pas seulement applicable au dol, mais à toutes les autres causes de nullité. S'il était donc jugé nécessaire de l'énoncer, sa place naturelle serait à la suite de l'article 7 :

« L'erreur, la violence, le dol ou l'artifice, ne se présument point ; ils doivent être justifiés. »

Cette observation de la commission est adoptée.

Art. 27. La commission observe, sur la première partie de cet article, que la disposition est trop générale, et qu'il convient de la modifier, en ajoutant, « sauf les restrictions qu'y peuvent porter les lois de police et les règlements d'administration. »

De la disposition que présente la seconde partie, il semblerait résulter qu'on peut accepter une succession future, quoiqu'on ne puisse y renoncer. La maxime de tous les temps est, au contraire, qu'on ne peut traiter, de quelque manière que ce soit, sur une succession future ; et cette maxime a d'autant plus de force aujourd'hui, que l'institution d'héritier est abolie.

Le tribunal adopte ces deux observations, et demande que l'article 27 soit rédigé dans les termes suivants :

« Les choses futures peuvent être l'objet d'une convention, sauf les restrictions qu'y peuvent porter les lois de police et les règlements d'administration. »

« On ne peut pas cependant traiter, de quelque manière que ce soit, sur une succession non ouverte. »

La seule lecture de l'article 43 convaincra que la rédaction en est vicieuse. La commission a proposé, et le tribunal demande, la rédaction suivante :

« Les dommages-intérêts n'ont point lieu, lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de faire ce à quoi il s'était obligé, ou a été obligé de faire ce qui lui était interdit. »

Art. 54. Faute typographique : *matière du contrat* ; lisez, *nature du contrat*.

Art. 69. La commission a observé que la première partie de cet article est inexacte ; qu'il y a une infinité de cas où l'obligation est valable, quoique la condition soit entièrement au pouvoir de l'obligé ; que l'ouvrage de *Pothier*, où l'article a été puisé, distingue très-bien la clause potestative ; qui porte directement sur la substance même de l'obligation, de celle qui ne porte que sur la condition ; et qu'il n'y a que la première qui annule le contrat, parce qu'alors il n'y a plus de lien, au lieu qu'il y en a lorsque la faculté laissée à la volonté de l'obligé ne porte que sur la condition ; ce qui deviendra plus sensible par un exemple : « Je vous promets cent écus, si je vais à Paris. » Il dépend bien de moi d'aller ou de ne point aller à Paris ; mais si j'y vais, je suis

lié et je dois gage à partir a pas de lien

Après dis l'article, tel q en interdisar l'obligation

l'observation il adopte l'at

Art. 83. Il disposition l conçue à pe

« Mais si c

« l'un d'eux :

« créancier,

« pour les ol

C'est l'opin

motif, la m

*gravari debet*

et du tribun

Art. 88. D'

sa première

pas de sa :

chose périe,

déterminé. l

alternative d

si l'une des

que ce soit,

dacteurs on

l'autre, sans

chose périe.

avait été déf

et non pas s

Le tribuna

commission.

l'article 88

« Il en es

« mises vic

« ce soit ; l

« offert à sa

Art. 91. Il

fait à l'articl

*venu par les*

*de l'un d'eu*

trop généra

ticle, compa

précédent, p

tention de d

créanciers s

tous, nonob

part d'un au

car la solida

autoriser l'u

lorsque cet

débiteur.

Art. 104. l

ticle, est-ell

de cette exp

*lulaire*, élu

très-controv

Cependant

vérité diffé

éteinte qu'à

à payer sa p

la question

dans un cas

dans un aut

nera lieu d'i

rité contre t

dacteurs, il

prévenir tou

*tion solidair*

Si, au con

d'appliquer :

» Rennes.]

est réputée n'avoir  
mais existé n'est pas  
même qu'un être qui  
s. Enfin, si l'on vou-  
mbre des causes qui  
dire, « par les juge-  
mules, quand ils ont  
gée. »

on de la commission,  
*nullité* soit purement  
l'article 128.

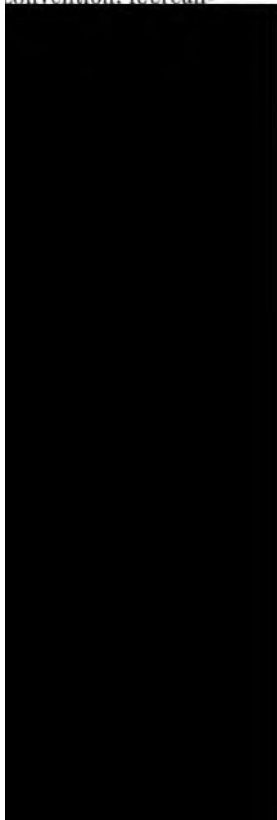
partie de l'article, il  
mots, si *le créancier*  
car, dans aucun cas,  
répéter la chose qu'il  
place de celle qu'il  
ouvât l'erreur de son

mission est adoptée.  
tie de cet article était  
ble d'assujettir le dé-  
le paiement du reste  
aurait pas de sûreté  
e est divisée sans son

ensé, et le tribunal  
ulté donnée par cette  
ux a une forte teinte  
la loi est-elle obligée  
user très-sobrement.  
as donner cette lati-  
es autoriser à porter  
e la loi elle-même ne

ropose d'ajouter à la  
s mots : *au temps de*  
*on*; car il serait in-  
r à aller rechercher  
onvention ou l'obli-  
icile plus éloigné.

ommission a observé  
nte fréquemment, et  
l'article : c'est celle  
nu au domicile du  
convention, le créan-



Le tribunal vote pour la subrogation de droit fondée en principe de justice, et, par conséquent, pour la suppression de l'article 142, qui paraît n'avoir été glissé que par inattention.

• *Distinction 2 de la 1<sup>re</sup> section.*

CHAPITRE IV.

Avant l'article 147, la première règle à établir dans l'ordre naturel, en matière d'imputation, est celle-ci : Le débiteur de deux dettes échues a le droit, « en payant, de déclarer sur quelle dette « il entend imputer son paiement, pourvu qu'il « en réalise le principal et les accessoires; il n'est « pas en son pouvoir de la morceler. »

Cette observation de la commission est adoptée, et le tribunal vote pour l'insertion de l'article proposé avant l'article 147.

Art. 150 et 153. La commission propose et le tribunal demande qu'on supprime les derniers mots de l'article, *lorsqu'elles sont jugées valablement faites*. La consignation faite dans les formes prescrites par l'article 152 libère le débiteur et ses cautions ou coobligés, aussi parfaitement que le paiement réel dont elle est l'équivalent.

L'article 152 décide positivement qu'il n'est pas nécessaire que la consignation soit autorisée par le juge; de même, il est inutile que les offres réelles soient jugées valablement faites. Assujettir le débiteur à des frais pour parvenir à ce jugement, c'est aggraver son obligation, et rendre sa condition trop dure; c'est au créancier qui prétendrait que les offres ne sont point valables, à le faire juger ainsi contradictoirement avec son débiteur : celui-ci est quitte par des offres réelles suivies de consignation.

A l'égard de l'article 153, le vœu du tribunal, comme celui de la commission, est que le débiteur ne puisse, du moment qu'il a consigné, retirer les deniers de la consignation, indépendamment de la non acceptation du créancier; parce que, du moment où le débiteur a consigné, la chose ou les deniers dont il s'est dessaisi ne lui appartiennent plus; il ne peut donc les retirer, de même que ses créanciers ne peuvent ni saisir ni arrêter la somme consignée.

Art. 166. La commission avait proposé, sur cet article, d'ajouter aux mots *ou tombé en déconfiture*, ceux-ci *à l'insu du créancier*. Mais après y avoir réfléchi, elle regarde cette addition comme superflue, et le tribunal l'a jugé ainsi, par le motif que, si le créancier avait eu connaissance de la faillite ou déconfiture, il n'eût point accepté la délégation.

Art. 174. Faute typographique : *pour le*, lisez; *pour la*.

Art. 196. Les mots *simple lésion* sont équivoques. L'équivoque consiste en ce que l'on pourrait croire que le mineur non émancipé est assujetti à prouver la lésion comme le majeur; ce qui n'est point vrai. On disait bien, dans l'ancien droit, que le mineur n'est restitué que comme lésé, et non comme mineur; mais la lésion est toujours présumée quand le mineur se restitue, et il n'a autre chose à prouver que sa minorité. D'ailleurs, quel serait le degré de lésion nécessaire pour la restitution du mineur? le vague des mots *simple lésion* laisserait de l'incertitude sur la quotité. L'article sera conforme aux principes, en disant : *Il y a lieu à la restitution en faveur du mineur, etc.*

Cette observation de la commission est adoptée.

Au mot *bourgeois*, il convient de substituer, *particuliers non marchands*; ce mot, qui pouvait être entendu dans l'ordonnance de 1673, parce

qu'alors il représentait, ne peut être reconnu plus citoyens.

Observation ad Art. 227. La

article deux obse

1<sup>o</sup> Il serait im tous les contrats la perte de la événements imputation en bonne foi mains de la parti conventions qui besoin de prouv cidentelle des mi

2<sup>o</sup> Il y aurait c niment dans tou conditions; car s l'acte n'existaier dition impossibl conditions suffi prise sur le regis commencement nières considéra dernière partie d « dition ne sera r « vivraient enco

Et quant à la commune à tout L'article 227, s'il placé au titre de est relatif.

Art. 228. Les c vicieuses : il n'a primordial soit t reconnitifs; ce ne fassent preu sert soit obligée C'est à celui qu est contraire au différent, que l primordial doit c

La commission ou plusieurs acte fèrents dans les plus rapproché la préférence.

Voilà les princ propose la rédac

« Les actes réc  
« au titre primor  
« la représentat  
« représenté, et  
« tent des dispos  
« le titre primor  
« sion constante  
« de titres recog  
« sence du titre  
« deux ou plusi  
« ou différents d  
« fférence est du  
« du titre primor

Art. 232. On s'e lettre des ancie sur ce qui serai depuis les actes. Inutiles : leur mots qui précède actes. Trop vagu cun cas la prou des circonstanc et suivi l'acte, q soit pas de l'excl

convention ne  
circonstances

stitution de l'ar-  
de 1667. L'ar-  
mandes, à quel-  
ont entièrement  
es par un même  
mandes dont il  
it ne seront re-  
de prévenir les  
prohibition de la  
tant, ou de le  
d'effacer, dans  
e instance, qui  
oyens d'éluider

la commission,  
même instance  
ui, à ce moyen,

ose l'évidence  
dispenserait de  
t *impugné*, ou  
enable à la dis-

est adoptée.

v.

unal demande,  
n qui ordonne  
noncée en per-  
empêchement  
r le tribunal.  
l'inutilité des  
nt-ils réduit à  
ait également  
nt ne sont pas  
ne à l'audience  
e des juges et  
craindrait pas  
l'affirmer pour  
d'étouffer en  
ai reproche un

« ment indemnisés par les p  
« maisons, dont il sera cor  
« d'experts, que la conserv  
« molition des maisons voi

## TITRE I

### *Contrainte par*

Renvoi aux observations  
première partie de ce travail

Art. 8. La provision est po  
cle 12 du titre XXXIV de 1  
la lui accordait, mais avec  
cation qui souvent rendait  
Le projet de Code civil la h  
vertement le principe. L'ar  
formé, et remplacé par la d

« La contrainte par corps  
« cas où le jugement qui la

« pris par opposition ou par  
Le tribunal approuve cet  
commission.

## TITRE V

### *Cautionnem*

Art. 9. La commission a ol  
aggrave, contre le principe.  
caution; qu'il est juste, é  
caution, pour profiter du bér  
soit tenue de désigner les bier  
l'objet; mais qu'elle ne doi  
frais de cette discussion, sa  
si les biens désignés sont in

Cette observation ayant ét  
considération que le créanc  
cautionnée n'est pas obligé d  
les biens du principal déb  
d'avis que l'article soit mainte

Art. 19. Le principe, établi  
titre 1<sup>er</sup>, exige qu'il en soit fai  
cle 19. Entre cohéritiers, la  
dans la dette commune est i  
autres au marc le franc: il  
entre cofidéjusseurs; et cette  
exercée entre eux comme e  
ritiers.

Le tribunal, sur cette ob

nifestent par des actes extérieurs dont on peut acquérir la preuve, même écrite. L'effet de la suggestion et de la captation est de substituer la volonté d'un tiers à celle du donateur ou testateur, de manière qu'il n'y a point de la part de celui-ci de véritable consentement. Il est donc nécessaire d'admettre la preuve, soit par écrit, soit par témoins, de la suggestion et de la captation.

Sur cette observation de la commission, le tribunal est d'avis que la dernière partie de l'article 4 soit ainsi rédigée :

« La loi n'admet point la preuve que la disposition n'a été faite que par haine ou colère ; elle admet celle de la suggestion ou de la captation. »

Art. 6. *Dernière partie.* La suggestion est plus facilement présumée ; elle est plus forte de la part des tuteurs naturels et légitimes. D'ailleurs, la loi attribuant déjà aux tuteurs naturels la jouissance des biens de leurs enfants pendant leur minorité, sans qu'ils soient tenus d'en rendre aucun compte, c'est une raison de plus pour ne point accumuler à cet avantage celui de la capacité de recevoir par donation de ces mêmes enfants.

Par ces considérations développées par la commission, le tribunal est d'avis que l'exception contenue dans la dernière partie de l'article 6 soit supprimée.

Art. 16. Au lieu de l'article 16, le vœu de la commission, approuvé par le tribunal, est de substituer les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 4 germinal an VIII.

L'article 1<sup>er</sup> limite la faculté de donner en proportion du nombre d'enfants du donateur, et cette proportion est fondée en raison ; elle est équitable. Le *maximum* de la disponibilité est le quart ; mais, s'il y a quatre enfants ou plus, la portion disponible se réduit à une part d'enfant, c'est-à-dire au cinquième si le donateur laisse quatre enfants, au sixième s'il en laisse cinq, et ainsi de suite.

Le second article comprend, sous le nom d'enfants, les descendants des enfants du donateur, en comptant seulement pour un les enfants ou descendants du même père. A ces dispositions très-justes, il convient d'ajouter les dispositions suivantes :

« Lorsque le donateur ne laisse ni enfants ni descendants, la donation ne pourra excéder le tiers s'il laisse des ascendants ou des frères et sœurs ; la moitié, s'il laisse des neveux ou nièces, enfants au premier degré d'un frère ou d'une sœur ; et les trois quarts, s'il y a des cousins germains. A défaut de parents dans les degrés ci-dessus exprimés, les donations peuvent épuiser la totalité des biens du donateur. »

On remarque la différence de cette gradation à celle établie dans le projet ; elle consiste : 1<sup>o</sup> à réduire au tiers la faculté qui était portée à la moitié, et ainsi des autres gradations ; 2<sup>o</sup> à établir un degré de plus en faveur des cousins germains qui pourraient être frustrés de la totalité de la succession, si l'article 16 du projet était adopté.

Le tribunal approuve les réformations proposées.

Art. 18 et 19. Le tribunal renvoie à la première partie de ses observations, concernant la faculté de donner à un successible.

Art. 22. La commission observe, sur le second alinéa de cet article, qu'on devrait distinguer la donation entre-vifs et celle à cause de mort. La raison de refuser, dans le premier cas, aux créanciers du donateur le droit de demander la réduction du don, sauf la conservation de leurs hypo-

thèques, est toute de la succession entre-vifs ne se t sion, et par consé avoir aucun droit donation à cause tementaires. Les avant rien réclame s'ouvre, il est évi légués sont *in bon* ou testateur ; et é biens héréditaires créanciers, si les réduction du don ne peut être refu subrogés dans les venus leurs débit

Le tribunal app mande que le se les termes suiva

« Néanmoins le « demander la ré « si elle n'est der

Art. 29. A la p teur, lisez *donat* phique.

Art. 33. Un m d'avis de supprin tes donations au blissements d'uti

Cet avis ayant é verte. On a dit, p du projet subsis au commerce et leurs cendres ; q ont dû éclairer si propriétaires ; q bles de propriété qui puisse faire c tés individuelles tend à introduir suite au renver blique.

On a répondu c vent céder à la f établissements de pices civiles ; étal à un dépérissem appropriation suivi

Le tribunal, a l'article soit mai

Art. 60. Cet art révocation, fond taire. Il en est u licite l'introduct refus que fait le au donateur deve

Le tribunal, ap commission, den ces termes :

« 3<sup>o</sup> S'il est ju « au donateur de

Art. 84. Il a ée des juges de pai son suppléant.

Art. 135. La c tions sur cet arti tribunal.

1<sup>o</sup> Le fait que plice de la mort ner lieu à la po damment de cet d'autoriser la de fondée sur le m

et rapporte, il convient que la loi  
à pères, mères et autres ascendants, à  
leurs enfants ou descendants le par-  
irs biens ; mais cette faculté doit être  
manière qu'elle ne puisse être exercée  
ete même qui contient leur démission,  
it être irrévocable.

sion contre les partages des pères et  
être admise comme contre les actes de  
successions échues, pour lésion du

Au reste, il paraît juste, mais sura-  
ajouter que le demandeur en rescision  
avancer les frais, et qu'il les supporte  
s'il est débouté. La loi sur la procé-  
contendra sans doute des disposi-  
rales relatives aux dépens.

observations de la commission, le tri-  
l'avis :

chapitre VI, du titre *des donations et*  
en soit retranché en entier ;

chapitre VII, du titre *des successions*,  
ré des dispositions relatives aux par-  
es pères, mères, et autres ascendants,  
en autorisant ces partages, la loi en

que les contre-lettres  
à changer ou altère  
niales : on ne saurait  
prendre trop de préc

Par ces motifs, la  
tribunal demande, qu  
il soit ajouté ceux-ci

Art. 21. La disposi-  
bornée aux licitation  
l'impossibilité consta-  
dant à toute licitation  
les moyens de frustra-  
tion plus ou moins  
qui lui est due : un  
conjoint, valant ré-  
par exemple, pour  
une somme moitié  
connivence facile et  
tants. Cette conniven-  
le mari, sans que  
moindre connaissance

Le tribunal, adopte  
commission, demande



Art. 46. Ne convient-il pas de distinguer entre le mari et la femme ? Que le remploi qui est dû au mari n'ait lieu qu'à la concurrence du prix versé dans la communauté, rien de mieux, parce qu'étant maître absolu de l'administration, il ne peut y avoir lieu à la présomption de fraude à son propre préjudice : mais par la raison même qu'il dispose à son gré de la communauté, il semble juste de conserver à la femme l'intégralité du remploi de son immeuble aliéné, en lui en assurant la *valeur réelle* au temps de l'aliénation, conformément à l'ancien droit commun de la France ; autrement le mari, par l'effet de l'ascendant qu'il a sur sa femme, pourrait concerter avec l'acquéreur de l'immeuble aliéné, les moyens d'énervier les reprises de la femme ou de ses héritiers.

Cette observation de la commission éant adoptée, le tribunal est d'avis de substituer à l'article 46 la rédaction suivante :

« Le remploi, qui est dû au mari dont l'immeuble est aliéné, n'a lieu que jusqu'à concurrence du prix constaté par le contrat de vente, indépendamment de la valeur réelle de l'immeuble vendu. Le remploi dû à la femme sera de la valeur réelle de son immeuble aliéné, eu égard au temps de la vente, si cette valeur excède le prix porté au contrat. Si le prix de la vente excède la valeur connue par l'estimation, la femme ou ses héritiers obtiendront le remploi du prix. »

Art. 72. L'observation faite sur l'article 82, du titre des *successions*, reçoit ici son application relativement à la communauté ; et de plus, la commission ajoute que l'inutilité de l'article 72 est le résultat évident de la disposition de l'article 91 du même titre, où les rédacteurs supposent qu'un des héritiers de la femme peut accepter la communauté, et que l'autre peut y renoncer divisément, chacun pour sa part virile. Enfin, l'article 82 n'a point le caractère d'une loi ; il n'est ni impératif ni prohibitif ; il ne dit rien.

Art. 83 et 96. La rigueur du principe est que la communauté ne peut se prolonger au delà de l'époque précise de sa dissolution. Cependant l'art. 96 présente une exception à ce principe, en faveur des frais de scellé, inventaire et vente. On en voit une autre à l'article 108, en faveur de la femme renonçante, pour sa nourriture et son logement, pendant le délai qui lui est accordé pour délibérer.

Sur quoi un membre a demandé s'il ne serait pas juste d'accorder la même faveur à la femme qui accepte la communauté. Un délai lui est accordé par la loi, soit pour accepter, soit pour renoncer, quelque parti qu'elle prenne, elle doit être nourrie sur les provisions existantes. Cependant l'article 108 n'est applicable qu'à la femme qui renonce : il convient donc qu'à la suite de l'article 96, le Code présente une semblable disposition en faveur de la femme qui accepte.

On a dit, dans le cours de la discussion, que le droit de la femme renonçante est susceptible d'une extension qui ne peut avoir lieu pour la femme communère. Le droit de celle-ci doit être borné aux provisions existantes à la mort de son mari : l'étendre au delà de ces bornes, ce serait outrer la fiction d'une communauté survivant à sa dissolution.

Le tribunal, prenant en considération les observations qui ont été faites de part et d'autre, est d'avis qu'à la suite de l'article 99, et avant la distinction 2, il soit inséré un article additionnel ainsi conçu :

« La femme, « nauté, soit qu' « masse des prov « modérément n « celle de ses do « lui est accord « sans préjudice « après réglées » « tante. »

Art. 108. La « mots, *nourrie au* droit plus étendu provisions exist juste, que, dans ménages peu fo sions en nature.

gée de contracter dan le délai de faire supporter | dissoute, il conv loi, une dispositi fût tellement lim voir de la femme de dettes exorbit ture.

2° A l'égard du à l'époque de la dans une maison serait néanmoins continuer sa der bérer, sans être pour aucune par vraisemblableme mais elle n'est pa deuxième partie

Le tribunal, d' que l'article 108 : nière suivante :

« Elle a droit, « et de quarante « faire inventair « nourriture et c « les provisions c « emprunt au c « la charge d'en

« Elle ne doit « tation qu'elle a « une maison d « appartenante a « maison qu'habi « dissolution de « tenue à titre de « buera point « mêmes délais, « audit loyer, les « mune. »

Art. 111. On ce être renvoyé au t laissant subsister l'époque à laque femme renonçan ques, art. 19, que séparée par cont du jour de leur mariage lorsqu'il la femme séparé pour l'indemnité ou pour le remp compter du jour n'y a qu'un mot cet article, en d « accepte la com « a, etc. ; » et à cas où on le lais

rédigé comme il suit :  
« qui échoit à chacun des deux  
« au mariage, doit être constaté  
« taire. Faute d'inventaire du mo-  
« mari, ses héritiers, ou lui, s'il  
« n'vient reprendre, lors de la disso-  
« communauté, que ce qui sera jus-  
« qu'à lui être échu : faute d'inventaire  
« échu à la femme, elle ou ses héri-  
« tiers à faire preuve, par commune  
« de la valeur de ce mobilier. »

#### TITRE XI.

*chose a péri par cas fortuit... Il  
chose qui avait des vices a péri, etc.;*  
« icile, pris isolément, pourrait in-  
« r : en effet, la chose vendue qui  
« ortuit, péricule pour l'acheteur pro-  
« , non pour le vendeur; la perte  
« -ci que lorsque la chose avait des  
« res. Cette observation est adoptée

« rticle abandonné aux usages lo-

mission, est d'avis que l'art  
« Si, après l'expiration du  
« le fermier continue la jo  
« *décade* au delà du délai  
« sa sortie, le fermier, etc.

Art. 26. A la dernière lig  
la citation de *l'article 21*;  
a voulu citer : faute typogr

Art. 43. Autre faute d'im  
tions, etc. lisez *ces réparati*

Sur le même article la con  
corrections :

La première est relative  
réparations locatives, exce  
cassées par la grêle. La grêl  
cident dont l'effet sur les  
du bailleur ou autre pro  
d'ajouter : « ou autres accid  
« de force majeure dont l  
« tenu. »

La seconde observation e  
croisées, cloisons en plancl  
ter encore force majeure

lence on pourrait inférer que l'indemnité est bornée, comme pour les biens de ville, à une somme égale au prix du loyer; ce qui serait le plus souvent injuste. Il convient donc d'ajouter à l'article 60 : « S'il s'agit de biens ruraux, ou de manufactures, usines, hôtelleries ou autres établissements qui exigent de grandes avances, l'indemnité sera réglée par experts. »

Cette observation est adoptée par le tribunal, qui vote pour l'addition proposée.

Art. 85. Cet article impose au bailleur l'obligation de prouver que la bête a péri par la faute du preneur. N'y a-t-il pas beaucoup plus d'inconvénients à laisser cette preuve à la charge du bailleur, qu'à obliger le preneur de justifier qu'il n'y a point de sa faute? Si l'obligation de représenter les peaux des bêtes mortes suffisait pour sa décharge, ne pourrait-il pas vendre un bœuf, par exemple, ou le consommer, en gardant la peau pour la représenter à son bailleur, qui, dans l'éloignement, serait hors d'état de prouver ou la vente ou la consommation? Le preneur étant possesseur des bestiaux, il paraît juste de l'assujettir à justifier que la bête a péri sans sa faute : c'est une conséquence naturelle du principe énoncé dans l'article 83.

Le tribunal, sur cette observation de la commission, est d'avis que l'article soit réformé et converti dans la disposition suivante :

« En cas de contestation sur la cause de la perte du cheptel, c'est au preneur à prouver qu'il a péri sans sa faute. Cette preuve opère sa décharge. »

Art. 27. *Sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés...* lisez que son industrie aurait procurés à la société dans d'autres affaires. Autrement il y aurait emphybologie, le pronom *lui* pouvant se rapporter à l'associé qui est l'antécédent immédiat. — Adopté.

Art. 29. La construction est vicieuse et embarrassante; car on ne peut pas dire qu'un associé soit créancier des risques de sa gestion. Cela ne s'entend pas. Mais il est facile de réparer cette incorrection, en ajoutant aux mots *mais encore*, ceux-ci, à raison des obligations, etc., et des risques. — Adopté.

Art. 31. Cet article est à retrancher comme vague et inutile. L'associé, qui voudra attaquer le règlement des parts, ne manquera jamais de prétextes plus ou moins spécieux pour le supposer contraire à l'équité. Ou le vœu du législateur est de rendre ce règlement irrévocable, ou son intention est d'autoriser l'associé qui s'en croit lésé à l'attaquer : dans l'un et l'autre cas, l'article 31 doit être réformé. Au surplus, la commission pense qu'on ne peut priver l'associé du droit de se plaindre du règlement fait par un autre associé, soit par un tiers qui n'a point le caractère de juge, encore moins celui de juge en dernier ressort.

Le tribunal est d'avis que l'article soit retranché.

## TITRE XV.

Art. 41. Le tribunal ayant été précédemment d'avis de substituer les lois du 11 brumaire an VII au système des hypothèques et saisies réelles suivi dans ce projet, la première partie de cet article devra, dans cette hypothèse, être supprimée.

Quant aux deux autres parties, le tribunal observe que, dans les cas où le capital de la rente constituée est exigible, il ne peut y avoir lieu à

la division de la position finale. Il au créancier de débiteur a fait fa lorsque la saisie

L'article 41 est tion toute diffé primer en entier qui, dans l'artic devant donner l obligation pure

Art. 13. *Lorsq écrit, ajoutez : et moins n'en est p*

La nécessité lorsqu'on fera : preuve par témo pôt; et qu'alors, sitaire ne peut é qu'il n'y ait pas

Le tribunal a sa commission.

Art. 16. Cette purement de pr tile; car en ca sera l'action du contre le dépôt pas coactive est pour l'exécution peine de la con naturellement l intérêts du dé suites contre le de police correc vant la gravité

Le tribunal ap

Art. 29. On po cle la dispositio « sitaire peut o « dépôt, et s'il y « vider. »

Cette dispositi bacérés (art. 106) serait pas juste e de garder le dép indéfini. — Obs

Art. 32 et 33. Le contre l'hôtelier dacteurs paraiss Dauty, étayé de stances ne sont Pothier, qui est dans la raison? l'hôtelier n'est r été remis soit à ou autres person effets des voyage

2° Qu'il est re ait été commis ses domestiques. soit même par

3° Que lorsqu' ou le dommage n'ont pas été do même, soit à ses sable des effets

4° Enfin que, d ne porte que su ce que le voyag si ce n'est qu'il voyageur en est

de Rennes.]

taux des rentes viagères d'argent, soit par acte l'un immeuble. Le cadastre donne la loi est un légale contraire aux

observations, est d'avis 5 soient supprimés, et

le de cet article a paru aux principes d'équité. viagère qui n'en paie le premier à ses enfants de sa part doit naitre du créancier, l'action inexecutée. *Fidem frange non est*. Si la rente d'argent, il est juste arrérages, le créancier n'ent : si elle est le prix est également juste qu'il n'est. Les condamnations l'autre cas, ne seront l'adjudicataire ne pourra s'en approprier, et qu'il n'ayant. La commission, contraire à ces principes qui ont traité des rentes paraît devoir être ré-

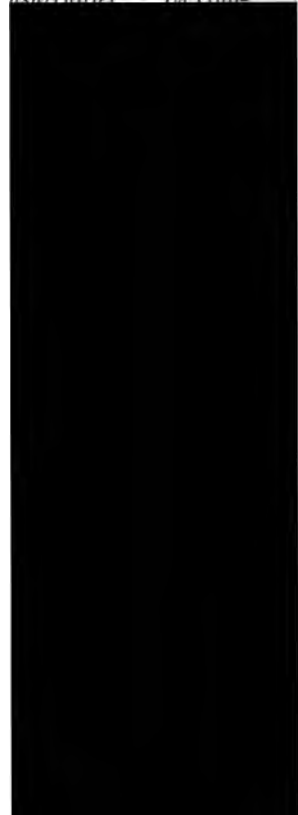
la rente viagère a été d'argent, soit en représentation aliénée, peut demander, si le constituant des sûretés qu'il aurait l'extinction, ou s'il est en arriérés d'arrérages. Dans le cas de résiliation

des observations de sa part la rédaction proposée article 19.

XX.

ions.

usufruitier. La com-



Celle de la commission, mise aux voix, a été adoptée, et le tribunal est d'avis de l'addition.

Art. 32. La commission observe que la question, résolue affirmativement par cet article, est très-controversée : un grand nombre de jurisconsultes sont pour la négative. *D'Argentré*, qui a traité *ex professo* des prescriptions, établit qu'en fait d'interruption il ne se fait pas d'extension d'une personne à une autre. L'équité veut, de plus, que le principal débiteur ne puisse pas rendre, par son fait, la condition de sa caution plus dure. En un mot, les obligations de la caution peuvent être quelquefois resserrées ; jamais on ne doit les étendre : il est surtout essentiel d'observer qu'ici il n'est question que de la caution simple, dont le titre d'obligation est différent de celui qui lie le principal débiteur.

La proposition de la commission a donc pour objet d'établir, au lieu de l'article 32, une maxime diamétralement opposée, en ces termes :

« L'interpellation faite au principal débiteur, ou sa reconnaissance, ne peuvent avoir l'effet d'interrompre la prescription contre la caution simple. »

Un membre a observé que la construction de l'article est vicieuse, par la raison que ce n'est pas l'interpellation du débiteur, mais plutôt celle qui lui est faite, qui interrompt la prescription.

La commission répond que ce vice grammatical est réparé par la rédaction qu'elle propose.

Le tribunal, après discussion, adopte cette rédaction.

La commission a ensuite proposé la question inverse : L'interpellation faite à la caution, ou sa reconnaissance, interrompent-elles contre le principal débiteur ? Elle s'est prononcée en majorité pour la négative, par le principe déjà cité, qu'en matière de prescription, il ne se fait pas d'extension d'une personne à une autre.

La reconnaissance de la dette par la caution ne vaut que pour le temps que dure l'obligation principale, sans en pouvoir prolonger la durée. Ou la caution s'est renfermée dans les bornes de son cautionnement ; et alors la reconnaissance de la dette ne la lie que pour le temps que la dette subsistera : ou bien, dépassant les limites de son premier engagement, elle s'est personnellement obligée ; en ce cas, elle n'a pu évidemment que se lier elle-même sans suite au débiteur primitif, qui, par l'effet de la prescription, est libéré, indépendamment du nouveau contrat de la caution.

Le membre de la commission, qui s'est trouvé d'avis contraire, a soutenu son opinion par ce principe constant que le créancier peut s'adresser à la caution, même simple, et la poursuivre jusqu'à ce qu'elle requière la discussion préalable des biens du principal obligé. De ce principe il résulte nécessairement, dit-il, que le principal obligé ne peut se prévaloir de la prescription de la dette quand le créancier s'est pourvu à temps contre la caution ; car il répugne que la caution demeure obligée sans que le débiteur principal le soit : il l'est, puisque la caution a son recours assuré contre lui. En un mot, la caution n'est qu'accessoirement obligée, et l'on ne peut concevoir que l'accessoire subsiste sans le principal.

Un autre membre a poussé plus loin la faveur de la libération : il a dit que l'interpellation faite à la caution n'interrompt pas contre la caution même, et ne vaut que pour la durée de l'action principale ; et cela, pour la raison qui vient d'être déduite, que l'accessoire ne peut exister lorsque le principal n'existe plus. Qu'on suppose, par

exemple, a-t-il a caution deux jo prescription. Le après la prescrip principal. Celui-c libère : eh bien, entraîner celle d

Le tribunal, a d'abord mis aux tion faite à la ca tion même, de n delà de la durée rité s'est pronon dent, divisant en reconnaissance, termes :

L'interpellation elle contre le pri

La reconnai elle le même eff

La discussion proposé de se bo résoudre ces que prévalu, le tribu ticle 32, il soit de la caution interro 2° si la reconnai le même effet.

Art. 38. *Derni* que le dernier n faute d'impressi lire *solvabilité*, et le tribunal est

Art. 43. Le ter actions personne dans son projet t plus longue pres et ce terme était entre ces deux duer les prescrip tance des action actions réelles à les actions pers voilà le *medium* observant, au si durée des preser cipe certain puis

Sur ce rappor est d'avis que l' cède l'article 43, et IV soient réu sous le titre de l'article 43 soit :

« Les actions  
« ans, sans titre  
« Les actions  
« vingt ans.

« On peut opp  
« allègue l'une  
« tions ; et il n'y  
« diciaire pour

Art. 57. La co convenable de contre les juges les juges n'ont Autrefois, intèr sûreté de leurs les rendre resp étant sans intèr gement, n'a plu

Au surplus, q tie contre lui n durée que l'acti est de même de

trop de latitude à l'arbitraire des  
pas besoin d'appeler, de provo-  
dire, les interprétations, les  
jurisprudences locales. Ces  
urs de la loi, qui l'affaiblissent  
uite la minent insensiblement, et  
r usurper ses droits, ne reparaî-  
t. Malheur au temps où, comme  
cherchera moins ce que dit la loi  
i fait dire ! où l'opinion d'un  
mps seul aura accréditée, balan-  
e la loi ! où une erreur hasardée  
essivement adoptée par les au-  
i vérité ! où une suite de préjugés  
es compilateurs aveugles ou ser-  
la conscience du juge, et étouf-  
législateur !

Je savons, laisser d'abord les cas  
uité du juge ; mais c'est sur ces  
eulement qu'il peut s'établir une  
encore ne faut-il pas que cette  
arie suivant les lieux, et que la  
ieux tronc, reste oubliée au mi-  
parasites, divergentes dans tous

regies et les exceptions p  
à portée de statuer, d'apr  
dans les cas les plus impi  
même partie qu'il faut  
plutôt avec l'esprit des lo  
que sur la lettre qui *quel*

L'autre partie du droit  
particulière et positive  
règle les droits des pères  
époux, le mariage, le c  
les donations, les testam  
ment chez chaque natic  
matière civile.

Tous les points de dép  
cette espèce de loi doive  
titution d'un peuple et

Comme cette partie de  
tiellement à l'ordre publ  
par aucune convention p  
des motifs d'équité ou p  
tion. Le juge, en ce regar  
aux termes de la loi, qu  
rait des injustices partic

D'après cela, on peut c

anneaux de cette grande chaîne : les rédacteurs du nouveau Code ont montré, sur tous ces points, des vues et des intentions infiniment louables; nous désirerions trouver encore dans l'ensemble des dispositions relatives à ces objets si importants, un caractère plus ferme et plus prononcé.

## CODE CIVIL.

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Il nous paraît inutile, et peut-être il est dangereux, de faire entrer le livre du droit et des lois dans le système du Code civil. Cela nous paraît dangereux surtout, lorsque plusieurs des principes contenus dans ce livre préliminaire ont nécessairement l'effet d'affaiblir et d'énervier la force de la loi par la très-grande latitude qu'ils donnent à l'arbitrage du juge et aux usages locaux.

Il ne faudrait, ce nous semble, ni discours préliminaire ni livre du droit et des lois. Laissons à la loi toute sa force, elle ne sera encore que trop souvent éludée.

Le livre premier, *des personnes*, et le livre second, *des biens et des différentes modifications de la propriété*, nous paraissent bien ordonnés dans la distribution des matières.

Mais le livre III, *des différentes manières d'acquérir* laisse désirer quelques déplacements. 1° A la suite des contrats ou obligations en général, se trouvent la contrainte par corps, le cautionnement, les privilèges et hypothèques, et les lettres de ratification, sans doute comme moyens ou effets accessoires des conventions tendant à leur donner plus de garantie et de solidité : or le gage et le nantissement doivent être rangés au nombre de ces moyens ou effets accessoires des conventions. Ainsi, le chapitre du gage et nantissement devrait naturellement être placé à la suite du cautionnement. Laisse où il se trouve dans le projet, il rompt la chaîne des idées, et est véritablement déplacé.

2° Le mandat n'a point pour effet nécessaire d'acquérir. Il est donc hors les contrats qui constituent les différentes manières d'acquérir; il doit former le dernier chapitre du Code, comme exception au principe général à toutes les conventions, qui veut que chacun contracte pour lui-même.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

## DU DROIT ET DES LOIS.

## TITRE PREMIER.

## Définitions générales.

Art. 4. *Les coutumes et usages*, non sanctionnés par l'autorité publique, ne peuvent avoir de force de loi dans un bon gouvernement, et surtout dans un gouvernement républicain, où la loi doit être une comme sa constitution.

Art. 7. 1° La loi ne peut que contraindre ou réprimer la volonté de l'homme; elle ne peut donc qu'ordonner ou défendre, et voilà pourquoi (comme le porte l'article 8 du titre IV du même livre) *tout ce que la loi ne défend point est réputé licite*.

2° Au lieu de ces mots, *elle annonce*, ne vaudrait-il pas mieux dire, *elle établit*? Cette expression, *elle annonce*, est sans caractère et très-insignifiante.

## TITRE II.

## Division des lois.

Art. 1<sup>er</sup>. 3° alinéa. *Les rapports de l'homme avec la loi*; ne vaudrait-il pas mieux dire, *avec l'ordre social*?

Art. 4. Rien de la publication des lois, que du jour d'incertain : or précis que cet : de la publication blier; 2° du fa partiendront se Qui jugera la l' l'autorité char quer? Sera-ce d'ailleurs qu'il tion n'appartie tribunaux? Que publication par séances ne son moins, dans ce tion; car il fa ments, même l blics réelleme deviennent exc peuvent donner res (et il en es soient publiés c

Art. 1<sup>er</sup>. *Tern* idée est faible vaudrait mieux nition.

## De l'applicati

Art. 12. *Se re* déni de justice, avoir là que dé

## Observation g

Les tribuna ment, si ce n'es et le service des logation par le de police intér dans le livre du qui consacra le nul ne peut fai les cas prévus p

Art. 5. Quel c dont jouissent c

Art. 30. *De tr* A quel autre ti doivent les rec confiscation que n'y a-t-il pas cor

## Des actes de

Art. 4. *Ou pa* nous semble qu' « où la présenc « la loi; » car p parties ne peuv un fondé de pro

conduirait à leur acte de mariage ou de leur naissance : de cette manière s'établiraient très-facilement, sans qu'il soit nécessaire d'exiger la même énonciation dans les actes de décès, autant que cela serait utile, que l'omission de cette énonciation entraîne la nullité.

### TITRE III.

#### *Du domicile.*

Designera-t-on celui qui, n'ayant de fixe, n'aura point non plus de connu ?

### TITRE IV.

#### *Des absents.*

Art. 42. Qu'autant qu'en réunissant le tiers de leur majorité, il ne se trouve pas le tiers de trente années révoquerait-il point dire pour plus de dix ans qu'en réunissant le tiers de la majorité à celui qui s'est écoulé de la possession provisoire jusqu'à la fin, il ne se trouve point etc ?

Art. 42. Par suite de ce point une disposition qui l'acte de célébration sera dans les vingt-quatre heures l'état des citoyens serait l'officiers publics.

Art. 43. *Nonobstant la p qui ne serait point contr oppose la nullité.* Il nous n'existant point, puisque lement nul, la possession dictoire avec celui qui a posé l'existence d'un réellement point, ne p contre sa réclamation.

Voyez l'article suivant, union soit nulle, même à en sont issus, sans égar

Art. 65, 66, 67 et 68 donne le mari au comme il pas une autorisation si dernière siste en juger sont la suite et l'effet de Combien de cas où l'on



aussi bien que le vœu de la nature, et il nous semble que l'incapacité naturelle de la part d'un des époux doit, plus que tout autre motif, opérer la dissolution du mariage. Nous savons que l'allégation d'un pareil motif paraît immoral, et que tel époux aimera mieux passer sa vie dans le malheur, que de soumettre à la justice une demande que l'opinion publique regardera comme honteuse.

Mais ne peut-on pas tout concilier à cet égard, en statuant que le divorce pourra être demandé pour incompatibilité d'humeur, après cinq ans du jour de la célébration du mariage, et quand les époux n'auront point eu d'enfants?

Cette idée nous paraît digne d'être méditée.

## TITRE VI.

*Du divorce.*

**Art. 3. Faut-il diviser ou cumuler les termes du deuxième alinéa?**

Nous pensons que les sévices ou *mauvais traitements* ne doivent pas toujours suffire pour prononcer le divorce, mais qu'aussi le divorce, suivant les cas, pourrait être prononcé sans qu'il y eût eu sévices. Tel homme peut se permettre des violences, et souvent les époux ne s'en aiment pas moins après cet orage domestique ; mais, entre des âmes plus sensibles et dont les passions sont plus raffinées, une suite d'injustices et de tracasseries, le mépris, l'outrage, sont pires que des coups, et peuvent suffire. Il faut donc, sur cet objet, une rédaction plus précise.

Nous pensons aussi que la disposition du troisième alinéa relatif à l'adultère de la femme, doit être réformée. 1<sup>o</sup> Quelles seront les circonstances qui caractériseront le scandale public dont parle la loi ? Le divorce n'aura-t-il lieu qu'autant que la femme sera notoirement affichée pour une prostituée publique ? 2<sup>o</sup> Quelle sera la femme assez maladroite pour que le mari puisse avoir des preuves écrites émanées d'elle ? Quoi donc ! le mari qui pourrait établir par des témoins sûrs, joints à des écrits non suspects de l'amant lui-même, ou par un ensemble de preuves certaines, que sa femme viole tous ses devoirs, lui donne même des enfants étrangers, sera contraint de tout souffrir en silence ! La loi doit-elle proclamer en principe un tel relâchement ?

Nous pensons donc que le divorce doit être purement et simplement autorisé pour adultère ou débauche de la femme, et qu'il faudrait retrancher ces mots : *accompagné de scandale public, ou prouvé par des écrits émanés d'elle.*

Art. 32. Cette disposition est-elle juste dans ces deux cas déterminés par la loi : 1° quand il s'agit d'un mari qui a abandonné sa maison, sa femme et ses enfants; 2° quand il s'agit d'un mari qui tient sa concubine dans la maison commune?

Art. 35 et 36. 1<sup>o</sup> Il faudrait que, sur la demande de la femme, le scellé fût, dans tous les cas, apposé provisoirement, et que jamais il ne pût être levé sans inventaire qu'après le jugement.

2<sup>o</sup> Les contestations sur cet objet sont trop importantes pour n'être point portées devant les tribunaux d'arrondissement et d'appel, suivant la marche ordinaire.

## TITRE VII.

### *De la paternité.*

**Art. 8.** Suffira-t-il que le désaveu extrajudiciaire soit signifié dans les huit mois après le retour, ou faudra-t-il encore que l'action qui doit

**suivre le dés  
délai de huit**

S'il suffit qu'  
huit mois, il f  
tion doit être i  
nullité du dés:

 $De$ 

**Art. 2. Sans  
que contre l'en-  
pas le dire ?**

De

**Art. 17.** Cet  
drait-il pas di  
nullité, signée  
*pair*, de son  
deuxième cas,  
déclarant ?

Art. 30. D'a  
loi, les parent  
le plus éloigné  
rait juste cepe  
portionnées a  
fussent déferé  
idée a suggère

On dira que  
senter moins c

Le remède à  
libres de nomi  
solide : mais q  
la tutelle au p  
garantie ; c'est  
pays l'action e  
point lieu ent  
lement.

On dira encore donné à la police nommer celui à la garde et à l'égard, les par décision du li l'éducation qu

Art. 76. 2<sup>e</sup>  
mots, contre de  
par des caracte

Art. 80 et 81  
neur est intéressé

1<sup>er</sup> Maintenan-  
est rétablie, et  
rien depuis la  
venus exorbita-  
servé, toute s-  
se trouvera un  
quefois au del

Pourquoi cette nomination d'experts en justice, cette nomination en justice et de délivrance des lots étant d'ailleurs tirés au sort par le Gouv. tout sans frais et sans paiement conser-

2° Qui suppose ce le mineur s le dit point. C tante. Si le m une infinité de lui : si les fra

## TITRE PREMIER.

### *De la distinction des biens.*

*Sont réputés immeubles par leur destination les animaux destinés à la culture.*

Est-il de là que les chevaux, les vaches, et qui nantissent une ferme, ne puissent d'une saisie mobilière? que la vente des animaux soit assujettie à toutes les prescrites pour la vente forcée des immeubles? jamais il n'en fut ainsi.

Les animaux sont précisément les animaux qui sont considérés comme destinés à la culture. Où cela doit-il s'étendre? Les vaches, les porcs, les chèvres, qui ne consacrent à la culture que par les engrais qu'ils fournissent, sont-ils immeubles?

Le foin de la récolte d'une prairie, le produit en blé d'une culture, sont-ils immeubles? Les foins sont une denrée qui, comme toute autre, doit être dans le commerce des biens mobilières.

*Les récoltes pendantes par racines, et les arbres non encore coupés, sont immeubles.*

national, mais une propriété de la nation non à la souveraineté.

2° L'île n'est pas un fleuve, mais bien un droit des particuliers que le fleuve l'a.

3° Il ne peut guère le fleuve s'élargir au profit de ses voisins; et les rivaux propriétaires de ce fleuve obtiennent les îles qui sont comme une juste récompense et des pertes.

Le principe que la nation possède aucune atteinte à la propriété que la nation possède des titres d'engagement à l'égard des particuliers, liser les particuliers, sèdent des îles dans la propriété, et qu'ils sont toujours vexés, sa pouiller de leurs f

menacé l'usufruitier, ne donnera-t-elle pas au propriétaire autant et plus de garantie qu'une caution ? Et comment d'ailleurs trouver une caution qui veuille garantir l'administration d'un usufruitier qui peut jouir pendant vingt, trente, quarante années ?

Art. 39. *Par la mort civile de l'usufruitier.* La mort civile n'emportant point, d'après les nouvelles lois, la peine de confiscation, il semble que l'usufruit devrait se perpétuer jusqu'à la mort naturelle du condamné au profit de ses héritiers.

Art. 42. *Lorsqu'il consent à la vente de la chose dont il a l'usufruit.* Pour plus de clarté et de précision, ne faudrait-il pas dire : « lorsqu'il consent à la vente, avec transport de jouissance, de la chose dont il a l'usufruit ? »

Il n'y a en effet que le consentement donné à la vente, avec transport de jouissance, qui puisse être considéré comme renonciation à l'usufruit.

En tout il faut prévoir et prévenir les surprises qui pourraient être faites ou à l'ignorance ou à la confiance.

### LIVRE III.

#### Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. « La propriété des biens s'acquiert :

« 1<sup>o</sup> Par la puissance paternelle. Il en a été traité au titre des tutelles ;

« 2<sup>o</sup> ..... »

La puissance paternelle ne peut, dans aucun cas, donner des droits à la propriété des biens des enfants. Si elle doit passer quelquefois dans les mains du père, ce ne peut être que de la manière dont se transmettent ordinairement les biens, et non par l'effet de la puissance paternelle. L'article ci-dessus, qui rappelle le titre des tutelles, contient une erreur manifeste ; car ce titre, art. 5 et 6, n'accorde pas au père un droit de propriété, mais une simple jouissance pendant la minorité de ses enfants.

Le nombre 1<sup>er</sup> de l'article ci-dessus est à retrancher.

Art. 2. « La loi civile ne reconnaît point le droit de simple occupation.

« Les biens qui n'ont jamais eu de maître, etc. »

Détruire le droit de premier occupant, c'est anéantir en même temps l'effet de la possession annale, qui avait lieu même vis-à-vis d'un précédent propriétaire.

Ce droit important était consacré par le droit romain ; et il était établi pour toute la France par l'ordonnance de 1667.

On doit s'empresse de supprimer l'article 2, comme blessant les règles du droit commun ; et de reconnaître, dans le Code, le droit de premier occupant, fondé sur une possession annale, conformément aux règles de l'ordonnance de 1667.

### TITRE PREMIER.

#### Des successions.

#### CHAPITRE PREMIER.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 3. « Si l'individu condamné n'a point été arrêté, ou ne s'est point représenté dans le délai que la loi lui accorde pour purger la contumace, sa mort civile est encourue du jour de l'exécution du jugement de condamnation... »

Cette règle était consacrée par l'ancienne législation ; mais il paraît préférable de ne faire courir la mort civile que du jour de l'expiration du délai de la contumace. Cette disposition produirait des résultats beaucoup plus simples. S'il survenait au contumax des successions pendant le dé-

lai, il suffirait égard comme à gerait les articles et on supprimerait le chapitre II, d'embarras dans

Art. 7. « Si p  
« appelés à la s  
« dans un mèn  
« prouver lequ  
« somption de  
« constances d  
« de l'âge et du

La présomption de circonstances d'et qui offre un et à l'arbitraire considérer qu'antantes ; et elle qu'autant qu'ell dont on veut a que l'article est possibilité de p s'arrêter aux citations qui doivent qu'on nomme j déduites dans le pose de termin

La présomption de force de l'âge et suivantes.

Art. 15. « Son  
« qui, etc. ; 2<sup>o</sup> P  
« 4<sup>o</sup> l'enfant né  
« quand même  
« vie ; 5<sup>o</sup> celui,

Le nombre 4 sition qu'on ne connaissances d déterminer le r depuis la conce sance de l'enfan femmes se trom trente jours sur ment donc fair que celle qui es ticle en dit ass doit se proposer

Art. 16, 17, 18

On renvoie, ci-dessus, faite s

#### Sur

La loi du 17 r résultant de la elle a, en ligne admis la repré mode de succé vision de l'entit l'une pour la lig maternelle, il fa de subdivisions remonter de deg des auteurs du eux de la même

Ce mode, empi d'Anjou, en succ raitre le plus nal les biens du défi aux différentes sortis. Il était d'

uitement, et à réunir sous une seule  
ses énormes de propriétés, n'acquerra  
tabilité; car son premier effet est  
individus qui composent la famille,  
r les liens qui les unissent. Il n'est  
; favorable à l'agriculture, en ce que  
possède une trop grande masse de  
riaux, au lieu de s'occuper du  
rendre plus productifs, en confie  
ion à un agent, qui le plus sou-  
rade et les détériore. Il est surtout  
en ce que l'intérêt de l'Etat n'est  
quelques citoyens excessivement  
r conséquent beaucoup de pauvres,  
le plus grand nombre possible de  
s, surtout dans la classe des proprié-  
t véritablement celle qui se rattache  
ité.

listinction des propres, sur laquelle  
l'ancienne législation, serait bien pré-  
stème du projet de Code, parce que  
e rendait à chacun ce qui lui appar-  
nnait un cours moins resserré à la  
héréditaire d biens ritaires.

tion en ligne collatéra  
mettre que dans le ca  
remonter que d'un degré  
du défunt, au même de  
proche.

6° Donner à ces bases  
venables, et les raccord  
sitions du projet de Cod

Nous terminerons ce  
que les sections III et  
*la succession des descen-  
des ascendants* doivent  
*des descendants*; du *dr*  
*dants*, parce qu'on n'y  
des personnes dont il  
du droit qu'elles ont  
que si on adoptait l'ord  
d'être développé, il fau-  
tuer au mot *ligne* le mo

CHAPT

SECTION

*Du droit des e*

du père de l'enfant naturel qui ne laisserait aucuns descendants légitimes, mais seulement des ascendants, la portion de cet enfant serait, vis-à-vis de ceux-ci, du tiers de la succession du père, puisque, s'il eût été légitime, il aurait recueilli la totalité : or cette disposition est contradictoire avec la suivante, qui porte que la portion de l'enfant naturel est du quart de la succession, lorsqu'il n'y a ni descendants légitimes, ni ascendants. Il serait au surplus inconvenant que cette portion fût plus forte vis-à-vis des ascendants du père de l'enfant naturel que vis-à-vis des collatéraux. Il est donc nécessaire de déterminer d'une manière plus précise la portion que doit avoir l'enfant naturel vis-à-vis des ascendants du père, lorsqu'ils se trouveront seuls en concurrence avec lui ; et nous estimons que, sous aucun rapport, elle ne doit pas s'élever au delà du quart.

Art. 60. « Toutes les fois qu'il y a lieu de liquider la portion afférente à l'enfant naturel, l'héritier légitime... doit lui offrir la valeur de cette portion en argent ou fonds. »

L'option établie par cet article paraît avoir pour objet la conservation du patrimoine dans les familles : cette vue serait mieux remplie si on donnait à l'héritier légitime la faculté d'offrir à l'enfant naturel sa portion légale, non-seulement en argent ou fonds, mais encore en rente constituée et remboursable toutes fois et quantes.

Art. 61. « En cas de contestation.... »

« Les frais de cette liquidation sont avancés par l'enfant naturel, et supportés en définitif par celui qui succombe. Si l'enfant naturel surcombe, il est condamné aux frais, qui sont retenus par l'héritier légitime sur la portion revenant à l'enfant naturel.... »

Chacune des parties doit avancer les frais qu'elle est obligée de faire, soit en demandant, soit en défendant. Dans toutes les contestations, la partie qui succombe est condamnée aux dépens. Le second membre de l'article 61, qui appartient d'ailleurs plus à un Code de procédure qu'à un Code civil, est ici un hors-d'œuvre qui est absolument à retrancher.

## SECTION II.

### *Sur le droit des enfants adultérins.*

La reconnaissance des enfants adultérins ou incestueux par les père et mère, ne doit point être admise, elle donnerait lieu à des actions qui causeraient un scandale public. Une reconnaissance de ce genre est un cas rare, dans lequel le législateur doit faire céder l'impulsion de la justice à l'intérêt des mœurs. Il n'y aurait lieu à la pension viagère que lorsque la reconnaissance résulte d'un jugement rendu sur une procédure criminelle, parce qu'alors la demande de la pension n'est plus qu'un accessoire qui ne peut produire aucun effet nuisible : et encore, lorsqu'on rédigerait le Code pénal, il sera bon d'examiner s'il n'est pas plus avantageux à la société de jeter un voile impénétrable sur ces sortes de délits, que de les divulguer par l'éclat d'un procès criminel. Nous pensons que cette section doit être entièrement supprimée, et remplacée par un article que les enfants adultérins ou incestueux n'ont aucune action de leur chef contre leurs pères et mères ou leurs héritiers.

## SECTION III.

### *De la succession aux biens des enfants naturels.*

Art. 70. « Le père ou la mère succèdent à leur enfant naturel, à l'exclusion de la République,

« lorsque celui-ci  
« cendant issu en

Articles suivants.  
Il résulte de l'art. 70 que les enfants naturels ne font pas partie de la succession du père et à la mère, et à droit de succéder dans le cas déterminé par l'art. 70. Ce droit de la portion légale eue par l'effet de section 1<sup>re</sup> : mais serait les autres enfants, nous pensons que le père et mère, ou la totalité desdits mais par une attri

### *De la succession*

Art. 78. « La r  
« qui réclame, à t  
« sion au nom de  
« pétition à l'effet  
« sion de l'hér  
« tions, etc.... »

L'action en rev  
conservée contre  
des particuliers ;  
la succession exi  
dues, parce que n'  
à la chose, elle n  
parer qu'à la c  
présente, en tem  
clément. Le délai  
trente ans par les  
donc essentiel de  
tionnel portant c  
vendre, engager, i  
dont elle se sera f  
de déshérence, q  
à compter du jou  
immeubles appart

Art. 81. « Lorsq  
« est déférée, etc. »

Le tuteur de l'enfant  
cession pour son  
terdit, et il est n  
article. Il en doit  
l'autorisation de se  
du moins qu'elle a  
chef, héritière bèn  
échoit une succes  
mari ou dans l'int  
vorce à la pronon  
accepter cette succ  
par justice.

Art. 82. « Si les  
« entre eux, on c  
« aurait été le plus

Comment et par  
cette adoption ?  
mêmes ; et s'ils ne  
c'est aussi la majo  
il faut que cela  
ainsi, il est donc d  
malgré soi ; ce qu  
l'article 79 ci-dess  
il vaut beaucoup

tation est tacite et légalement présumée les fois que l'héritier fait un acte tel que ceux qui ne se retrouvent plus entières.

## SECTION II.

« La faculté d'accepter ou de répudier une succession ne se prescrit que par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers. »

Il aurait plus de clarté et de précision, si l'on disait :

*Faculté d'accepter ou de répudier une succession prescrite par trente ans.*

## SECTION IV.

21. « Lorsqu'une succession est vacante, le juge compétent lui nomme un curateur. » Il est bon de définir en quoi on reconnaît une succession pour être vacante; ce qui est facile à faire : *Une succession est réputée vacante, après l'expiration des délais marqués en la loi de ce chapitre, si elle ne s'est présentée pour la réclamer.*

## CHAPITRE VII.

### SECTION P

130 « Le conjoint survivant peut de-

on persistait à autoriser le père héritier présomptif

Mais l'expérience était elle-même les avantages indirects de ce titre de vente, par lequel le père un postérieurement à la mort de ses siens propres pouvait être ceux de la famille de grands profits de tous les actes de famille, et qui favorisait la désunion parmi les héritiers.

Il est à désirer que la loi interdise les legs à titre de reconnaissance, mais tous les actes faits à titre de reconnaissance dont la loi reconnaît la validité à l'égard des héritiers présomptifs, qu'à l'égard des héritiers venant aux besoins de la famille, lorsqu'il y a une mesure.

Art. 183. « Il est interdit au testateur de

## SECTION III.

*Du paiement des dettes.*

Art. 191. « Les cohéritiers contribuent au paiement des dettes et charges de la succession, « chacun dans la proportion de la quotité qu'ils y « prennent. »

Les dispositions de cet article sont conformes au droit romain. Mais au lieu de permettre la division de la créance à l'effet que chaque cohéritier n'en réponde que dans la proportion de la part qu'il prend dans la succession, ne serait-il pas mieux de rejeter la division, et d'établir la solidarité entre tous les cohéritiers, sauf, en cas de poursuites contre un seul d'entre eux pour le tout, son recours contre chacun des autres, *pro modo emolumenti* ?

Cet usage est reçu dans plusieurs coutumes de France, et est incontestablement plus approprié au droit du créancier : lorsqu'il fournit, à quelque titre que ce soit, un capital à celui qui en a besoin pour l'arrangement de ses affaires, il n'a qu'un seul débiteur ; s'il n'est pas payé, il n'a qu'une seule action à former : pourquoi donc dénaturer son titre au point de diviser la dette et de lui donner autant de poursuites à exercer qu'il peut se trouver de cohéritiers dans la succession de son débiteur ? Est-ce pour favoriser l'ordre établi dans les successions ? mais cet ordre n'est créé que pour l'intérêt des parents du défunt, et cet intérêt ne doit pas se remplir aux dépens du droit d'autrui.

Le droit romain, en cette partie, porte évidemment atteinte aux transactions sociales ; mais il tend en outre à la hausse de l'intérêt de l'argent, qu'il est si essentiel à la prospérité de l'Etat de conduire toujours à la baisse. Il est en effet incontestable que, dans le système du droit romain, l'homme qui aura besoin d'argent pour ses spéculations commerciales ou pour toute autre cause, s'en procurera plus difficilement, et toujours à un intérêt plus élevé, que dans le système de la solidarité, parce que si le capitaliste voit qu'en cas de mort de son débiteur la dette soit divisible entre un grand nombre de cohéritiers, il fera entrer pour beaucoup dans le calcul des intérêts, les embarras et l'incertitude du recouvrement intégral de ce qui lui serait dû. L'intérêt public se joint donc ici au respect dû aux contrats pour préférer au système du droit romain celui de l'indivision entre les cohéritiers au regard du créancier.

## SECTION V.

*De la rescision en matière de partage.*

Art. 211. « Les partages peuvent être rescindés « comme tous les autres actes, pour cause de violence, de dol ou d'erreur de fait. »

Art. 212. « Il y a encore lieu à la rescision en « partage si quelqu'un des cohéritiers, même « majeur, établit qu'à son égard il y a eu lésion « de plus du quart, etc..., etc..., etc... »

Nous commencerons par citer un passage du discours préliminaire, qui nous paraît plus applicable à cette matière qu'à celle des hypothèques pour laquelle il a été fait.

« On gouverne mal quand on gouverne trop. « Un homme qui traite avec un autre homme « doit être attentif et sage : il doit veiller à son « intérêt, prendre les informations convenables, « et ne pas négliger ce qui est utile. L'office de « la loi est de nous protéger contre la fraude « d'autrui, mais non pas de nous dispenser de « faire usage de notre propre raison... Si l'on

« part de l'idée qu  
« tous les abus do  
« pables, tout est j  
« à l'infini, on n'a  
« neuse aux cito  
« pire que le mal.

Ces réflexions «  
fondes, lumineuse  
exprès pour la n  
section. Nous con  
rescision pour les  
est juste : il serait  
toyens restassent  
lence ou de la sur

L'action resciso  
peut encore être  
lots ont été faits,  
trouvait sous la p  
tuteur y a stipulé  
un moyen de prév  
pendant assez diffi  
forme du partage é

Mais quand les j  
majeurs, pourquoi  
quart ? Elle était c  
tion ; mais nous n  
est utile à conserv  
tiers au quart, ou d  
quelque apparenc  
d'absence et de cho

Aujourd'hui qu'i  
font des lots et se  
deviennent pour c  
nance, à l'égard c  
lieu à la rescision

Si les copartag  
venance mutuelle,  
pour la distributio  
qu'on peut prescri  
faire devant le jug  
en à l'intérêt pers  
fera plus pour l'éq  
précautions que v  
rience a fait conna  
lation, la plupart d  
suggérées que par  
manie de plaider.  
Si vous voulez ma  
donnez de la stabil  
ment faits. Rien n  
que de les faire d  
fections de deux  
rescision pour lési  
proportion de mèn  
admise du moins c

*Des con*

CHA

SEC

Art. 16. « La con  
« violence, dol ou  
« plein droit. Elle de  
« en nullité ou en n  
« manière ci-après  
« chapitre IV. »

Art. 17. « Tout  
« deux personnes in  
« à l'égard des deux  
« qui soit incapable  
« attaquée que par  
Art. 18. « On ne j

gle, elle doit être placée sous l'arti-

## CHAPITRE II.

### SECTION PREMIÈRE.

#### *De l'obligation de donner.*

L'obligation de donner emporte, de débiteur, celle de livrer la chose et de conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages-intérêts envers le créancier. »

On devrait être intitulée *de l'obligation de livrer*, plutôt que *de l'obligation de donner*; car ce mot se rapporte à un acte de libéralité. On ne peut être question ici : il est proprement employé dans l'article 23, qui traite des donations. Il faut donc, pour éviter toute confusion dans les idées, lui substituer *de livrer*, et par conséquent rédiger l'article 34

*de livrer emporte celle de conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages-intérêts.*

Le débiteur n'est pas tenu de la perte par cas fortuit ou par force majeure, s'il n'est pas en demeure de la livrer, à moins qu'il n'en ait été expressément chargé. Le

seul consentement des parties, il ne rend celui à qui elle est livrée, propriétaire et soumis aux risques de la chose, ou elle a dû être livrée. L'obligation est parfaite dès le jour du contrat, et c'est du jour du contrat que les risques doivent commencer à courir, quelle que soit l'époque où la chose est livrée.

Ainsi, nous proposons d'insérer les articles 36 et 37 comme il suit.

Art. 36. *L'obligation de livrer est parfaite dès le jour du contrat, et c'est du jour du contrat que les risques doivent commencer à courir, quelle que soit l'époque où la chose est livrée.*

Art. 37. *Si l'obligé s'est engagé à livrer la chose, il est tenu de la livrer, à moins qu'il n'en ait été expressément chargé. Le débiteur n'est pas tenu de la perte par cas fortuit ou par force majeure, s'il n'est pas en demeure de la livrer, à moins qu'il n'en ait été expressément chargé.*

Art. 38. *Si l'obligé s'est engagé à livrer la chose, il est tenu de la livrer, à moins qu'il n'en ait été expressément chargé. Le débiteur n'est pas tenu de la perte par cas fortuit ou par force majeure, s'il n'est pas en demeure de la livrer, à moins qu'il n'en ait été expressément chargé.*

SECTION



## SECTION V.

Art. 62. « Ils ne peuvent (les créanciers) attaquer, sous prétexte de fraude à leurs droits, les actes faits par leur débiteur, que dans les deux cas suivants : »

1° Lorsqu'il s'agit d'actes réprouvés par la loi, concernant les faillites;

2° « Lorsqu'il s'agit d'une renonciation faite par le débiteur à un titre lucratif, tel qu'une succession ou une donation, à la charge par les créanciers de se faire subroger aux droits de leur débiteur, et de prendre sur eux tous les risques et toutes les charges du titre qu'ils acceptent de son chef. »

On propose d'ajouter à l'article 62 la disposition suivante :

*Lorsqu'il s'agit d'actes par lesquels le débiteur place et conserve tout ou partie de sa fortune, sous le nom d'autrui, pour la soustraire aux poursuites de ses créanciers.*

## CHAPITRE III.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 67. « Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention entre-vifs qui en dépend. »

« Il en est autrement dans les dispositions testamentaires. »

Tout acte dont l'exécution est subordonnée à des conditions contraires aux mœurs ou aux lois, doit être déclaré nul. On ne voit pas sur quoi serait fondée une exception à cette règle générale en faveur des testaments; rien n'en laisse apercevoir la raison : s'il en est une, il faut l'exprimer, ou supprimer le dernier membre de l'article.

Art. 69. « Toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sous une condition purement potestative de la part d'une des deux parties contractantes; elle n'est pas nulle, lorsqu'elle dépend de la volonté d'un tiers. »

On a omis de décider en cet article, *quid juris*, lorsqu'elle est mixte.

Art. 78. « La condition résolutoire est celle qui révoque l'obligation, lorsqu'elle s'accomplit, etc. »

Cet article offre une équivoque qu'il est facile de faire disparaître par une simple transposition de mots, ainsi qu'il suit :

*La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, révoque l'obligation, etc.*

## SECTION III.

Art. 88. « Il en est de même si l'une des choses promises vient à périr, et ne peut plus être livrée par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place. »

« Si toutes deux sont périées successivement, le débiteur doit payer le prix de celle qui a péri la dernière. »

*Ces deux règles cessent dans le cas où le choix était déferé au créancier.*

L'article nous paraît mieux conçu s'il était rédigé en ces termes :

*Il en est de même, si l'une des choses promises vient à périr, ou ne peut plus être livrée par toute autre cause que le fait du créancier.*

*Si toutes deux sont périées successivement, le débiteur doit payer le prix de celle qui a péri la dernière, à moins que par l'accord le choix n'ait été déferé au créancier.*

## SECTION IV.

Art. 101. « La remise de la dette, faite par le

« créancier à l'ur  
« bère tous les au  
« n'ait expressém  
« derniers; mais  
« plus répéter la  
« part de celui au

Si on veut se droit commun, i inverse, et dire :

*La remise de l particulièrement i ne libère pas les plus répéter la det de celui auquel il*

Art. 112. L'obl  
« dans l'exécution  
« teur. La divisibil  
« de leurs héritiers

Le premier me gible. Si on veut la nature de l'o l'exécution, cette les obligations qu et livraisons part au choix du débi visibles par leur leur exécution. O règle générale de d'une obligation, créancier et le dél l'article est au s Quant au surplus, vations sur l'artic

Art. 123. « La p  
« d'une obligatio  
« d'une chose qui  
« excéder l'intérêt

Les étoffes, les c marchandises, se faut de livraison p perte bien supérie taux de la loi, et être entière. On c partie de l'article, tion. Jusque-là, i trancher ces mots par l'usage.

Art. 126. « Lors  
« a été contracté  
« d'une chose inc  
« par un seul des  
« verture à la pei  
« lement en tota  
« travention, ma  
« cohéritiers, pou  
« recours entre et

Au lieu de ces eux, il serait plus l'article de dire qui a commis la c était insolvable. Nous avons dit sur la faudrait se borner et portion.

Art. 128. « Les  
« trats s'éteignent  
« s'éteignent enco  
« résolutoire qu

32. « Le paiement, pour être valable, doit être fait par le propriétaire de la chose donnée, et capable de l'aliéner. »

Il est mieux être un peu moins concis et se faire plus clair.

L'intelligence de cet article, on doit dire : *Le paiement, pour être valable, doit être fait par celui qui est propriétaire de la chose donnée, à fin de libération, et capable d'aliéner, sauf les exceptions.*

33. « Le paiement d'une somme en argent, par celui qui n'en était pas le propriétaire, si celui-ci était incapable de le faire, ne peut être opposé contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi. »

Qu'il ne s'agit pas dans l'article d'un corps certain, mais uniquement d'une somme d'argent, la mobilité est extrême, comment vérifier si le créancier l'a consommée ou non ? Il faut se reporter aux derniers mots de l'article, ceux-ci, *de bonne foi*.

37. « Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui

*son titre souscrit pour le prix du meuble en créance. Il en est de même des hypothécaires, soit en vertu de leur*

Art... Lorsque de l'immeuble n'est pas le délégataire qui y a été affecté, à l'effet de la libération. Dans ce cas, le créancier a le droit de demander le remboursement de celui qui

DISTINCTION

Art. 150 et 151  
« de recevoir soit  
« faire des offres

« Les offres reçues

Il ne suffit pas de faire des offres réelles, il faut qu'elles soient acceptées, il faut donc qu'elles soient accompagnées d'un acte de récépissé.

Art. 153. « Tar

En cet article, au lieu des mots *exercer contre les tiers*, on doit dire, *exercer au préjudice des tiers*.

## SECTION II.

*De la novation.*

Art. 160. « La substitution d'un nouveau créancier suffit pour opérer la novation. Cette espèce de novation peut s'opérer sans le concours du premier débiteur. »

On propose de mettre à la suite de cet article celui-ci :

*La substitution d'un nouveau créancier ne produit aucun changement à la situation du débiteur principal et des cautions, lorsqu'il y a subrogation aux droits de l'ancien créancier.*

## SECTION III.

*De la subrogation.*

Art. 165. « La délégation est l'acte par lequel un débiteur donne au créancier un autre débiteur, lequel s'oblige en sa place envers le créancier. »

Cette définition ne paraît pas exacte ; elle laisserait à penser qu'une délégation pourrait s'opérer sans le concours du créancier, ce qui ne doit pas être.

Nous proposons celle-ci :

*La délégation est l'acte par lequel un débiteur en constitue un autre, lequel s'oblige en sa place envers le créancier qui l'accepte.*

Art. 166. « Le créancier qui a accepté le débiteur, etc. »

Nous proposons, sous cet article, un article additionnel conçu en ces termes :

*Du moment que la délégation est parfaite pour la réunion du fait du délégant, de l'obligation du délégué et de l'acceptation du créancier, celui-ci est réputé saisi de la somme qui est l'objet, au respect des créanciers du délégant.*

## SECTION V.

*De la compensation.*

Art. 179. « Le débiteur qui a accepté purement et simplement la cession que son créancier a fait de ses droits à un tiers ne peut plus opposer à ce cessionnaire la compensation que celui-ci devait au cédant avant la date de la cession. »

Cet article renferme un contre-sens ; pour le détruire, il faut remplacer les mots, *que celui-ci* par ces mots, *que le débiteur*.

Art. 182. « Celui qui a payé une dette qui était de droit éteinte par la compensation ne peut plus exercer la créance dont il n'a point opéré la compensation, au préjudice des tiers. »

Pour l'intelligence de cet article, il y a une transposition de mots à faire comme il suit :

*Celui qui a payé une dette qui était de droit éteinte par la compensation, ne peut plus, au préjudice des tiers, exercer la créance dont il n'a point opéré la compensation.*

## SECTION VII.

*De l'extinction ou de la perte de la chose due.*

Les articles 36 et 37, section 1<sup>re</sup>, de même que les articles épars qui se rencontrent dans les sections suivantes, sur les pertes causées par cas fortuit ou force majeure, doivent être retirés des sections où ils se trouvent, et remplacés avec les modifications dont ils sont susceptibles dans la section VII. Il est, en effet, beaucoup mieux de réunir dans un seul cadre tous les éléments de la même matière, que de les laisser disséminés dans différentes sections, où il serait très-difficile de les trouver.

Il est à désirer :  
tion particulière :  
qui ne paraît pas  
de Code. Les sub  
rogations conven  
Elles présentent  
tantes : il est esse  
rales qui doivent

« Il y a même c  
« quelles la loi n'  
« décharge de la c

Il serait préférable  
sition de l'article

Il y a des créan  
sion judiciaire ne  
contrainte par cor

*De l'action*

Art. 196. « La s  
« titution en fav  
« contre toutes so

« A l'égard des  
« restitution que d  
« bles et dans les

On demandela  
de cet article, en  
qué au titre des su  
et à ce qui sera d

SE

*De*

Art. 210. « L'ac  
« de la convention  
« contractantes et  
« jusqu'à inscripti  
« La preuve te  
« contre et outre

La seconde dis  
retrancher, comm  
la première, et c  
exprimée en l'art  
qu'on détermine  
défaut de titre, a  
officier public, en  
la collation a été  
elles preuves ? Si  
cienneté faut-il po

Art. 228. « Les  
« point de la repré  
« moins que sa ten  
« té... ils n'ont au  
« nent de plus ou  
« dans ce titre pri

Il est essentiel  
que sa teneur, cet  
de ce titre ; et de  
l'article par ces e  
tion d'y déroger n

Art. 229. « L'art  
trat antérieur à un

« Si l'acte con  
« n'est point valid  
« moins qu'il n'e  
« nullité du pret  
« parer ; qu'il n'e  
« ne contienne la  
« donner l'exécuti

La rédaction d  
viciuse. D'ailleu  
lois de précaution  
la nullité d'un ac

ait en droit trois sortes de présomptions :  
*juris, juris et de jure.*

on III ne distingue point la simple présomption légale, qui se détruit par la preuve contraire, de la présomption *juris et de jure*, contre laquelle aucune preuve n'est admise. Cette distinction doit être établie.

La distinction nous paraîtrait plus exacte, si elle était formulée en ces termes :

*La présomption est la conséquence que l'on tire de plusieurs faits certains, pour arriver à la connaissance d'un fait incertain.*

Il y a deux sortes de présomptions : l'une légale, l'autre judiciaire.

1. « La présomption légale est, etc... »

2. « Les présomptions, qui ne sont point prévues par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre qu'avec la plus grande circonspection. Il ne doit admettre que des présomptions graves, précises, claires et uniformes, et seulement dans le cas où la loi admet la preuve testimoniale. »

CHAPITRE.

### De l'affirmation

Art. 253. « Il ne peut y avoir d'affirmation de la part d'un témoin pour répondre à une question posée par les articles. »

Cet article présente une difficulté à résoudre ; car il exprime que le témoin ne peut répondre à une question posée par les articles, sans qu'il soit d'abord établi que la question est légitime. On propose de modifier ainsi cet article :

*L'affirmation du témoin est la déclaration de la partie qui est assignée à comparaître sur fait.*

Art. 255. « Elle est valable, si elle est faite sur un fait qui est l'objet de la demande, et si elle est faite par une personne qui a intérêt à la vérité de ce fait. »

Cet article doit être modifié ainsi :  
*Elle peut néanmoins être admise, si elle est faite par une personne qui a intérêt à la vérité de ce fait.*

information judiciaire a été reçue à l'une des parties, nul n'est recevable à en faire la fausseté.

20 doit être réformé en ces

« soit qu'elle ait été déferée, soit  
« déferée, ne peut plus être révoquée,  
« et a déclaré être prêt à la faire.

« Affirmation sur la valeur de la  
« ne peut être déferée par le  
« leur, que lorsqu'il est d'ailleurs  
« constater autrement cette valeur.  
« même en ce cas limiter la somme  
« rance de laquelle le demandeur  
« sur son affirmation. »

« Si la limitation, dont parle l'ar-  
« rête de disposition, doit se faire  
« contraire, elle ne doit se faire  
« tion. L'un et l'autre cas pré-  
« inconvénients : paraît néanmoins  
« que cette réduction ait lieu  
« on ; mais il faut s'expliquer sur  
« article.

### TITRE III.

#### des quasi-contrats.

#### SECTION PREMIÈRE.

« Qui a reçu ce qui lui était véri-  
« mais des mains de celui qui  
« le débiteur, lequel n'a payé que  
« trait en être débiteur, est obligé  
« celui qui ne lui a fait ce paiement

« susceptible de plusieurs distinc-  
« une somme d'argent que le créan-  
« bonne foi, celui qui l'a payée mal  
« avoir que son recours contre le  
« or, surtout si la réclamation ne  
« près le paiement ; car c'était au-  
« ter avant d'agir, et non au créan-  
« tant que ce qui lui est dû, peut  
« voir que les choses ne se passent  
« l'arrangement qui lui est étran-  
« ers vraisemblable que, dans l'in-  
« tement à la réclamation, s'il est de  
« le créancier, qui aura reçu de  
« tiers le remboursement d'une  
« aura disposé de la somme ; et  
« que la faute de celui qui a payé  
« nbaras pour la restitution. Il ne  
« quitable d'ordonner cette resti-  
« tervalle du paiement à la récla-  
« ble débiteur était devenu insol-

« corps certain, et que le créancier  
« reçu de bonne foi, il faut distin-  
« est encore en la possession du  
« que de la réclamation, et celui  
« : s'il est encore dans la main du  
« it admettre qu'il soit tenu de le  
« a au contraire disposé au profit  
« doit pas y avoir lieu à restitution.  
« ints de difficulté doivent être ré-  
« e.

#### SECTION II.

#### Des quasi-délits.

« est responsable non-seulement du  
« l'on cause par son propre fait,  
« e celui qui est causé par le fait  
« dont on doit répondre, ou des  
« n a sous sa garde.

« mère, après le décès du mari,

« sont responsables des d  
« mineurs ;

« Les maîtres et les com  
« leurs domestiques et pré  
« tions auxquelles ils les o

« Les instituteurs et le  
« commis par leurs écoliers

« La responsabilité ci-  
« lorsque les père et mère,  
« ont pu empêcher le délit  
« Ils sont censés avoir p  
« lorsqu'il a été commis pa  
« gence à surveiller ceux  
« sables, ou lorsqu'il a été  
« sence.

« Le propriétaire d'un ar  
« du délit ou du dommage,  
« sa garde, ou qu'il fût éga

L'exception contenue au  
l'article, commençant par  
sabilité ci-dessus, est prin  
les instituteurs et les arti  
n'y sont pas compris : elle  
l'égard des père et mère d  
s'ils ne réparent point civil  
que leurs enfants auront cau  
Nous ne nous attacherons p  
futer à leur respect ; mais  
l'égard des maîtres et des co

En effet, si un propriétair  
de haut jet, et que ses prép  
sur le bâtiment du voisin  
qu'il en ait été surveillant  
été présent ou absent, il doi

Qu'un cultivateur envoi  
duire une voiture de denré  
charretier fasse, sans néces  
sur une pièce de terre e  
n'aura pu empêcher le délit  
pas moins le réparer civile

Qu'un cocher, allant cher  
quelqu'un par sa faute, le  
ment subvenir au blessé.

Et cependant, dans ces o  
tres et commettants, d'ap  
tion contenue en l'article, n  
responsables. On pourrait  
ples dans lesquels les maît  
doivent être responsables :  
pour faire sentir qu'ils doiv  
cas où il s'agit de domrag  
mestiques et préposés dan  
quelles ils les emploient, p  
dont ils profitent qui en est  
d'ailleurs, s'imputer d'avoir  
à des hommes maladroits o

Notre opinion est donc qu  
quatrième alinéa, les insti  
doivent prendre la place d  
mettants ; et, qu'à l'égard d  
être retirés de l'article 20  
dans un article séparé, por

Les maîtres et commetta  
responsables des dommages  
mestiques et préposés, dans  
ils les ont employés.

### TITRE

#### De la contrainte

Art. 1<sup>er</sup>. « La contrainte  
civile, n'a lieu que dans le  
« 1<sup>o</sup>... etc..... ;

« 7<sup>o</sup> Pour la représentati  
aux séquestres, commissair

ins le cas où il y a opposition au jugement, il est exécutable par provision caution. »

ion contenue en l'article 8 est trop elle n'est pas en harmonie avec les es. Il est possible que sur l'opposition des moyens qui fassent absorber le jugement de contrainte par quoi en précipiter l'exécution ? Il n'y urgence à emprisonner un homme ivile ; il suffit à l'intérêt du poursuipermettre d'employer ce genre de après que la consommation des liciaires aura garanti la nécessité de consacrer la disposition de l'article, me donner ouverture, contre le rene action en dommages-intérêts très-3, si en définitif le jugement de controuvait anéanti. Il vaut mieux rticle 8 par le suivant :

*l qui prononce la contrainte par*

ART. 19. « Lorsque  
« cautionné un même  
« dette, la caution qui  
« cours contre les aut  
« sa part et portion. M  
« lorsque la caution ;  
« poursuites dirigées c

Il ne doit point être des poursuites contr pour qu'elle use de re seurs. La prévoyance boursier la créance, et aux droits du créancier poser à ce qu'elle ex que lui, sous la déd d'insolvabilité du pri et portion qu'elle do qualité de cofidésusset tions. Le dernier me trancher.

CHA

*De la caution légale*

Art. 25. « Tout

dans l'article 25 même, au lieu de dire *dans le lieu où elle doit être donnée*, il faut, pour plus de facilité, dire *dans l'arrondissement du lieu où elle doit être reçue*.

Art. 30. « Celui qui a simplement cautionné la « caution judiciaire ne peut demander la discussion du principal débiteur et de la caution. »

Il y a dans cet article une erreur manifeste ; il ne s'agit, pour la réparer, que d'en retrancher la négation, c'est-à-dire le mot *ne*.

## TITRES VI et VII.

### Sur les hypothèques.

Nous ne nous livrerons point à une discussion de détail sur les articles qui composent les titres VI et VII du présent Code, parce que les déficiences que nous avons cru y apercevoir appartiennent plus au fond, sur lequel on veut élever un nouvel édifice hypothécaire, qu'aux parties intégrantes qui la composent.

La matière des hypothèques est, sans contredit, la plus importante de toutes celles qui doivent entrer dans la composition d'un Code civil : elle intéresse la fortune mobilière et immobilière de tous les citoyens, et elle est celle à laquelle toutes les transactions sociales se rattachent.

Suivant la manière dont elle sera traitée, elle donnera la vie et le mouvement au crédit public et particulier, ou elle en sera le tombeau.

Depuis plus d'un siècle, on est à la recherche de la véritable pierre de touche en cette partie. On a cru l'avoir saisie lors de la promulgation de l'édit de 1771. Cette loi fut un fâcheux qui devait être reçu avec d'autant plus d'empressement, qu'on se trouvait alors dans un état complet d'obscurité.

Mais on a soutenu que, s'il garantissait de quelques mauvais pas, sa lueur pâle et décevante était loin d'éclairer sur les principaux dangers qu'avaient à courir ceux qui étaient obligés de traiter avec des hommes astucieux et de mauvaise foi.

La Convention nationale fut particulièrement frappée de cette idée : en conséquence, elle produisit, à la fin de sa session, un code hypothécaire sur d'autres bases que celles de l'édit de 1771. Quoiqu'il renfermât quelques germes féconds, il dût être mal accueilli, parce qu'il était environné de tant de formes et de difficultés d'exécution, que le bien qu'il présentait ne valait pas les peines et les frais qu'il en devait coûter pour l'obtenir.

Tous les intérêts, toutes les convenances, y étaient évidemment sacrifiés au génie de la fiscalité.

Ainsi ce code, décrété le 9 messidor an III, fut suspendu dans son exécution, l'année suivante. Cette suspension a duré trois années, pendant lesquelles il a été soumis à l'examen de plusieurs commissions qui se sont succédées au Corps législatif.

Le résultat de cet examen, suivi des discussions les plus approfondies, tant au Conseil des Cinq-Cents qu'à celui des Anciens, a été l'abrogation du Code du 9 messidor, et son remplacement par un autre en date du 11 brumaire an VII, qui est celui qui régit maintenant les transactions sociales.

Après qu'une matière a été aussi longtemps élaborée que celle des hypothèques, il serait inutile de chercher dans les ressources de l'imagination les éléments d'un système neuf ; il faut se résoudre à opter entre le projet de Code civil,

qui est calqué établi par la loi tance épurée

Pour faire u de fixer le bu régime des hy à ce sujet, une

La France cante ; les cap tribués entre l

Le commerc de capitaux à il les absorber ture, si l'infér sur immeuble et la solidité

Les traités parties distinc toriaux, et la capitaux mob

Le but à rer est donc de pr sactions la pl l'essence, ni e

Ce n'est qu' un concours remonter le p

table hauteur. verser dans le parties de son tion de l'agric

Il est très-l avec un autre veiller à sou convenables,

(Discours pré. Mais on dél bâtir aucun blable texte.

Il ne suffit voyance dans du moins pou société, avoir surpris ; en c donner à notr venir la fraud lorsqu'elle est

Dans le con l'honneur et l fournit des ca servation de d'abuser de la

Mais dans l cune de ces c impossible, villes, d'en ac et l'état de la tracte.

La loi doit c cace et promp précautions, présente de f manqué le bu

Ceci posé, e le double raj priétés, et du nous connaît le mieux son

La base du cerne les acte blissement de de 1771 donn faculté de re des hypothéqu





doute elle doit en occasionner; c'est la suite nécessaire du passage d'un ancien ordre de choses à un nouveau, et la conséquence de l'amalgame des hypothèques d'ancienne origine avec celles de nouvelle création.

Mais le nombre des hypothèques créées sous l'empire des précédentes lois, et qui seules en ce moment causent quelque embarras, va tous les jours décroissant; elles finiront par s'éteindre. Alors le régime de la loi du 11 brumaire, dégagé de tout ce qui lui est étranger, restera tel que nous l'avons dépeint. Lorsqu'on veut poser les fondements d'une législation durable, il ne faut pas se laisser rebuter par quelques inconvénients passagers; c'est au choix des matériaux les plus propres à faire un ouvrage solide, qu'on doit principalement s'attacher.

Il suffirait peut-être du rapprochement que nous venons de faire du système du projet de Code civil, avec celui de la loi du 11 brumaire, pour mettre chacun en état d'opter. Nous croyons néanmoins devoir entrer dans quelques développements, pour justifier la préférence qui, sous tous les rapports, nous paraît devoir être accordée à la loi du 11 brumaire, sur le projet de Code.

Dans le système du projet de Code, il est manifeste que l'individu, qui a en vue l'acquisition d'un immeuble, n'a aucune voie pour connaître s'il existe des droits réels ou hypothécaires sur l'objet qui fixe ses regards; il l'achète sans savoir ce qu'il fait. On suppose qu'il ne le paiera pas sans avoir pris des lettres de ratification.

Alors elles vont le traîner de délais en délais, et le constituer dans des formalités dont la moindre omission lui fera manquer l'effet. Il sera six mois en cet état; et s'il s'élève des questions sur quelques points, il aura à soutenir des procès qui le tiendront en échec pendant des années.

Que tout soit en règle, il aura à craindre les enchères et surenchères des créanciers opposants, qui viendront lui enlever son marché, à moins qu'il ne consente à en élever le prix à un taux auquel ses facultés ne lui permettront que très-difficilement d'atteindre; et le plus souvent il ne le pourra pas, parce que, pour se diriger dans cette conjoncture, il aura été obligé de s'abandonner aux gens de pratique, qui auront consommé la totalité ou la plus grande partie de son aisance.

Ainsi il aura réuni ses capitaux pour les convertir en immeubles, il creira, en prenant des lettres de ratification, avoir fait une acquisition solide; point du tout; il sera éconduit par des enchérisseurs, et il n'aura fait que des frais en pure perte. En dernière analyse, il se trouvera n'avoir rien acquis; et il faudra qu'il se mette à la recherche d'autres immeubles successivement, jusqu'à ce qu'il parvienne à faire purger son contrat d'hypothèques, sans être évincé par les enchérisseurs et surenchérisseurs.

Et c'est là ce qu'on nous propose de rétablir pour faciliter les transmissions d'immeubles et garantir l'exécution des contrats.

L'acquéreur, il est vrai, s'il est dégoûté par l'insuccès d'un premier ou d'un second essai, aura du moins conservé ses capitaux; et c'est en cela que se remarque le beau côté du Code.

Mais envisageons-le sous une autre face; et nous allons bientôt nous convaincre que l'espèce de sûreté qui est offerte à cet égard n'est qu'un vain simulacre, dont la plupart des acheteurs ne peuvent pas s'aider.

En général, le propriétaire qui vend son bien, ne s'y détermine que pour faire de son capital un

emploi plus à échapper l'occurrence qui formalité pré marché ne se n'aura pas le un intérêt se celui-ci préfère au profit d'un par le défaut des immeubles des acquéreurs.

Mais objecte pital, pourquoi le Code lui mais si ces n traiter ou obl très-certainer aucun. Il est garantie offer le fait, en beau illusion.

L'expérience où l'édit de 17 un grand nor et que la plu formaient sar revêtus du se cause des obs vendeur ou de plus commun d'un acquereu survenaient a paisible.

Il en était c travail et son un capital ph

Il voulait le curer une re avancé; il le mains d'un pa une masse d apparence, pe la loi ne lui naltre les cha leur valeur é thèques antér arrivait; son son capital ét dans sa vieilles

Ce tableau exemples de l'édit de 1771 de le voir ar aussi simple ses résultats

Aujourd'hui priété fonciè capital sur i tout ce qu'il opération.

S'agit-il de qui se la prop blics: s'il ne t confiance, et ferait s'il lui Existe-t-il des prix, parce q chargeant de l'acquit du vi si mieux n'ai la mainlevée.

S'agit-il de meubles? n

« En lieu, ce serait une nouveauté, qu'elle  
« est dangereuse pour le crédit.  
« espèce de crédit, en effet, pourrait-elle

pas au crédit des propriétaires; car il est stable que, lorsque le régime actuel aura atteint à toute sa pureté, ils trouveront à faire des affaires avec plus de facilité et à meilleur compte qu'ils ne l'aient jamais fait.

Certes, nous nous  
aux connaissances  
du nouveau projet d  
souvent l'occasion  
vail l'empreinte du  
persuadés que la r  
composé leur ouv  
temps de comparer  
pénétrer de la supé  
ce moment.

Pendant longtemps institutions et nous forment avec plus d'en attendre de me citation, soit anti le cachet de la nou ne soit frappé de la ramène à toutes les à tous les abus de l'ap ples de ce genre, ne fâcheux effets se r nos yeux.

**La loi du 3 bruma**

plutôt que d'avoir à lutter contre un plaideur opiniâtre, et de donner sa fortune à dévorer aux patriciens. Indubitablement, il y a dans l'ancien ordre de choses beaucoup à recueillir, mais aussi la Révolution a produit des idées neuves, libérales, qu'il serait pénible de voir sacrifier à l'esprit de routine ou à sa prévention.

On nous pardonnera sans doute une digression que nous ne nous sommes permise que parce que nous avons la conviction intime que les chefs de l'Etat, supérieurs à tous les éloges, préfèrent une vérité utile à une flatterie parasite, ou à un silence timide et infructueux.

Nous nous résumerons en peu de mots sur la matière des hypothèques.

Les formes du projet de Code sont lentes, obscures, compliquées; celles de la loi du 11 brumaire sont simples, lumineuses, rapides.

Le fond du projet commence par mettre un acquéreur, un créancier hypothécaire, dans l'embaras, et ne lui laisse que des ressources souvent impuissantes pour l'en tirer.

Le fond de la loi du 11 brumaire donne à celui qui se propose de faire une acquisition, comme à celui qui veut placer ses capitaux sur immeubles, des moyens prompts et efficaces pour traiter sans pouvoir être jamais troublé.

L'un ouvre une large porte à la fraude; l'autre la ferme hermétiquement.

L'un est subversif de toutes les fortunes; l'autre les affermit.

L'un prépare la ruine et la désolation du père de famille; l'autre lui assure la paix et la tranquillité.

L'un entrave et restreint les transactions civiles; l'autre leur ouvre la plus vaste carrière.

L'un dessèche une des principales sources de la fortune publique; l'autre l'alimente et la féconde.

L'un tend à maintenir la dépréciation des biens territoriaux; l'autre à en relever la valeur et à faire en même temps baisser l'intérêt de l'argent.

L'agriculture et le commerce trouvent dans celui-ci des avantages mutuels; celui-là ne leur en présente aucun.

Non, le projet de Code ne renferme point un régime hypothécaire, puisqu'on n'y remplit pas son objet principal, qui est la garantie et la sûreté des traités sur immeubles. La loi du 11 brumaire donne les moyens d'atteindre complètement ce but; tout se réunit donc pour déterminer la préférence en faveur de cette loi tutélaire.

Et dans quelles circonstances veut-on en provoquer l'abolition? C'est après six ans d'efforts et de sacrifices pour obtenir un meilleur mode que celui de l'édit de 1771; c'est lorsque toutes les transactions ont été suspendues pendant quinze mois pour satisfaire à toutes les inscriptions et transcriptions prescrites par le nouveau régime; c'est enfin à la veille de recueillir le fruit de tant de soins et de travaux, qu'on veut nous y faire renoncer: et pourquoi? pour nous replonger dans le même état de fluctuation et d'incertitude où nous étions auparavant. Cela n'est pas concevable; nous ressemblerions à cet insensé qui aurait, à grands frais, mis en valeur un terrain inculte, et qui, au moment de réaliser ses espérances, le laisserait capricieusement retomber en friche.

Mais quel serait le sort des acquisitions purgées par la transcription? Les créanciers, qui avaient des hypothèques générales qu'ils n'ont point fait inscrire au terme de la loi du 11 brumaire, seraient-ils reçus à venir troubler des acquéreurs qui se sont libérés sur la foi des lois existantes? Que

deviendraient la transcription? finirait-elle encore à aux créanciers, aux créanciers, aux créanciers, de toutes les le dit pas; du rétabliss et, dans cet civiles, que que d'intér sans doute, cupés, reco convenant versatilité, une aussi du

Nous tenons ces notes relatives aux lois du 11 brumaire

1° Séparer la loi du 11 brumaire des lois relatives aux hypothèques.

2° Etablir un Code civil, qui soit l'unique transcription des lois relatives aux hypothèques.

3° Admettre le projet de Code des hypothèques et des privilèges.

4° Y insérer un chapitre sur les privilèges, avec désignation des privilèges qui s'exercent sans qu'il y ait transcription. Les privilèges IV et V, mais maint tous les fe guer si le l beaucoup d d'ailleurs, est toujours dre à une a

5° Donner la puissance d'hypothèque aux créanciers proches de requérir l'inscription en cas d'échéance.

6° Déterminer que les ca est créée, jusqu'après le dépôt de la transcription de la date de des deniers de la minute sera joint.

7° Statuer que les inscriptions inscrites qu cat contena aux termes mair, et q trat, le créa des deniers faire autor

le temps qu'elle perçoit le droit d'en-

les conservateurs des hypothèques à n directe du Gouvernement; en main- r chaque arrondissement, dans la t est le siège du tribunal de première en établir deux pour Paris, dont l'un arrondissement la rive gauche et e droite de la Seine. Il serait, selon onvenable de charger ces fonction- e en même temps l'office de receveur tions.

ier la surveillance des conservateurs es au ministre de la justice, qui, pour tenue des registres, l'exercerait par qu'en feraient, de trois mois en trois nmissaires du Gouvernement près de x.

it, si on le jugeait à propos, établir dministration centrale de trois mem- ait chargée de diriger les opérations teurs des hypothèques : mais on ne te m re néces e, au moyen que

le titre du propriétaire, et des biens ayant appar l'aliénation est postéri être discutés à sa gara des frais.

Cette mesure est néc et la multiplicité des

6° Accorder à ceux ment, par un titre qu hypothèque générale : coobligé, le droit de s commun un immeuble et dont la valeur soit répondre du recouvre principal et frais, aux ticle 3 ci-dessus, et s mobilière, qui apparti crier, contre tous et u

7° Autoriser, en c 3° section, chapitre v, le vendeur d'un immo ration des vingt années en forme authentique quereur aurait forn

de lire avec quelque attention les cent soixante-dix-neuf articles qui le composent.

Nous n'en retracerons donc point le tableau.

Nous ne pouvons cependant nous dispenser de faire remarquer que les rédacteurs, effrayés sans doute de la complication de leur méthode, ont tracé, chapitre VIII, un mode beaucoup plus simple pour la vente des immeubles dont la valeur n'excède pas 400 fr. : il eût été à désirer qu'ils l'eussent pris pour base de leur travail. Mais, par une singularité frappante, ils déclarent, art. 178, que ce mode ne purge ni les privilèges ni les hypothèques ; en sorte que, par là, le tempérament qu'ils proposent se trouve parfaitement inutile, puisqu'il sera impossible de trouver des adjudicataires à cette condition.

Nous observerons néanmoins que, dans cet amas de formes dont est composé le présent titre, on rencontre quelques règles faciles à reconnaître et bonnes à recueillir ; et qu'en les combinant avec la loi du 11 brumaire sur les expropriations forcées, il est facile de faire un bon ouvrage. On se gardera bien sans doute d'y déterminer, comme en l'article 28 du projet de Code, que la saisie doit être poursuivie devant le juge du domicile du saisi : car il est possible que ce domicile soit établi à cent lieues, et plus, de la situation des fonds ; et alors on conçoit facilement qu'il ne se présenterait pas d'adjudicataires. Mais on adoptera la règle générale, que la vente des immeubles saisis doit se poursuivre devant le juge du lieu où ils sont situés. On aura soin d'éviter les contradictions, telles que celles qui existent entre l'article 3 et l'article 4, dans le cas où le débiteur a vendu les fonds hypothéqués à la dette ; et de ne jamais prendre pour règle, comme en l'article 55, le revenu présumé par le rôle des contributions, à cause de l'inégalité de leur répartition.

Nous pensons, au surplus, comme les rédacteurs du projet, que cette matière doit être détachée du Code civil. La saisie réelle n'est en effet, comme la saisie mobilière, qu'un mode d'exécution, une forme de procéder, dont la véritable place est dans le Code de procédure civile.

## TITRE IX.

### *Des donations et testaments.*

#### *Dispositions générales.*

Art. 3. Il serait bon de mettre : *le testament ou donation à cause de mort, etc.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *De la capacité requise pour donner, etc.*

Art. 4. *Dernier alinéa.* La loi qui, dans bien des cas, permet des dons très-considérables ou même universels, rejette toute preuve de haine, colère, suggestion et captation. Est-ce donc que tous les actes autorisés par la loi ne doivent pas être essentiellement justes et raisonnables ? Quoi ! si l'acte renferme en lui-même tous les caractères de la fureur ou de la suggestion ; s'il y en a d'ailleurs des preuves écrites ou des commencements de preuve par écrit, la justice sera obligée de fermer les yeux et les oreilles ! N'est-ce pas ouvrir la porte à toutes les passions insensées et à tous les genres de captation et de surprise ? N'est-ce pas tout préparer pour la spoliation des héritiers légitimes ?

Art. 6. *L'instituteur, le curateur, ne doivent-ils pas être mis dans la même classe que le tuteur ?*

Art. 14. Ne faudrait-il pas mettre au même rang que le médecin du malade, le ministre de son culte qui l'assiste dans sa dernière maladie ?

## T. VII.

Art. 15  
*ment, etc*  
tion, ou  
tiennent.

### *De la 1*

Art. 16  
qu'il per  
préjudice  
*et sœurs*  
à notre  
mille, et  
autres.

1° Les  
observé,  
ciété se  
server à  
étenduc.

2° Les  
ment, s  
mille, tu  
mère et  
importan  
riages de  
essentiell  
étroites :

L'obje  
coup à la  
dans l'é  
raments  
consiste  
une loi  
raisonna  
l'autre,  
ordre, a  
attachen  
d'un ég  
Celle es  
personn  
général,  
elle tout

Nous  
d'un cer  
degrés  
sent pro

Art. 1  
et desce  
de la ju  
drait de  
mauvais  
surprise  
seraient  
enfants,  
voilà le  
bonne,  
hypocri

Nous  
bre dis  
Nous la  
des assc  
cle 177  
nous a  
même a

### *Des cas*

Art. 6  
suite ca

l'absence qu'aucune peine ne sanctionne.  
17. Nous ôterions cette fonction aux  
et surtout aux femmes séparées.

### SECTION III.

27. *Deuxième alinéa.* Cet alinéa suppose  
*thèse spéciale*, comme l'article 103.

### CHAPITRE VI.

38, 144 et 145. Ces partages, favorables  
point de vue, sont fort dangereux sous  
. Ils le sont surtout si l'on conserve tout  
au père la faculté de disposer du quart  
d'un de ses enfants : alors, par l'effet  
ages, il pourra faire, au profit du même  
la donation indirecte d'un second quart,  
e plus, car, suivant l'article 144, *chaque*  
né ne peut se plaindre qu'autant qu'il  
personnellement une perte du quart ou  
ici mérite réflexion.

### CHAPITRE VIII.

56. En admettant les changements que nous  
l'article 16 en faveur d'un

des conventions m  
par l'article 1<sup>er</sup> de

De deux époux  
riche, et l'autre  
pourront néanno  
blir entre eux une  
*biens présents et à*

Rien n'empêch  
époux ne verse, c  
tionnelle, le tout  
sents et futurs.

D'un autre côté  
et 158 et autres,  
la dissolution de  
époux aura une  
celle de l'autre,  
tame somme pou

D'après toutes  
pourra se dépoui  
tiers, en faveur  
pas la peine de  
empêcher les do

Croit-on donc

cherchaient dans leur union qu'à se vendre ou à se tromper pour des terres ou pour des écus ! Nos lois, par des dispositions indirectes et réfléchies, doivent tempérer, autant qu'elles le peuvent, cette propension à tout rendre vénal, dont l'effet naturel est d'éteindre tous les sentiments primitifs, tout instinct généreux et estimable.

Les articles 150 et 155 vont jusqu'à autoriser les époux à stipuler que la communauté entière, qui peut renfermer tous les biens, tout l'avoir de l'un et de l'autre, restera à l'un des deux ou à celui qui survivra. Nous sommes loin de penser qu'il faille permettre ainsi de *jouer à pair ou non* les intérêts des familles. Nous sommes persuadés au contraire que, sans une certaine stabilité dans les *droits des familles*, il ne saurait y avoir aucune consistance dans les mœurs, et que, sans les mœurs, les lois elles-mêmes seraient vaines.

Il faut donc parer aux inconvénients qui résulteraient d'une communauté trop étendue : et pour atteindre ce but, fixons séparément les objets qui doivent entrer dans la communauté, de droit ou avec des modifications, et ceux qu'il ne doit pas être permis d'y faire entrer du tout.

Le premier objet qui doit y entrer de droit ou conventionnellement avec des modifications, c'est le mobilier et tout ce qu'on comprend sous ce nom.

Ces avouons que cet article lui-même est sujet à des abus; car un banquier, un négociant, ou même un homme ou une femme dans tout autre état, peuvent avoir une fortune considérable en mobilier, et n'en pas avoir d'autre : mais quoi qu'on fasse, le mobilier sera toujours incertain et mobile; il échappe à toute règle fixe : or il ne faut jamais vouloir faire ce qui est contre la nature des choses.

Chacun des époux, soit qu'il ait des immeubles ou non, sera maître de se constituer en dot, par son contrat de mariage, tout ou partie de son mobilier, et de le soustraire ainsi à la société conjugale : telle est, quant aux meubles que les époux possèdent lors du mariage, la seule restriction raisonnable.

Les jouissances et les revenus de toute espèce sont, comme on l'a très-bien senti, l'objet naturel de la communauté : il en est de même des conquêtes immeubles, puisqu'ils proviennent ou des meubles que nous avons fait entrer d'abord, ou de la collaboration ou économie commune.

Mais si les immeubles personnels de chacun des époux, soit ceux qu'ils auraient lors du mariage, soit ceux qui leur écherraient depuis par succession, peuvent aussi être versés dans la communauté, la transmission des biens d'un époux à l'autre deviendra ou peut devenir une mesure : il faut donc décider que ces immeubles demeureront invariablement étrangers à la société conjugale; il faut interdire et annuler toute convention qui les y ferait entrer sans l'exécution des donations permises par la loi.

On pourra nous objecter qu'un capitaliste qui, en se mariant, n'aura que du mobilier, ne consentira peut-être pas à le verser dans la communauté, si son épouse, dont toute la fortune serait immobilière, n'y versait pas réciproquement tout ou partie de ses immeubles. Le moyen qui resterait à ce capitaliste serait, comme nous l'avons dit, de se constituer en dot tout ou partie de ses capitaux; et ce moyen doit être favorisé, parce qu'il tend à restreindre entre les époux les donations ou transmissions excessives.

Dans nos principes, les donations d'immeubles, faites aux époux, n'entreraient pas non plus

dans la commune  
l'article 18.

En outre, il  
tion particulière  
li-res échues  
fois seront de  
statuer que, qu  
raient que pou  
et qu'à la dis  
moitié, si elle  
placée, serait  
même, ou, à d  
mari, s'il s'agi  
femme.

Il faut, en fait, faire inventaire des lières qui échappent pour constater qu'il n'y a pas la fixation le montant, le montant doit toujours redresser sa répétition qui lui sera à la fin, le moitié sur le sur information

Ces reprises  
lières paraître  
a beaucoup d'i  
ne serions pas  
rendre à cette  
d'établir des r  
prise d'un m  
faudrait bien p  
qui voudraien  
bélières qui q  
alors ne pourr  
et en maxime  
de convenir.   
mariage seule  
lières, qui éhe  
union, apparti  
gale, et statuti  
dispensé, dans

Dans le plan  
deux grandes  
rapport aux bi-  
riase et les co-  
durée tombera  
suivrai-nt seul-  
dits de : épon-  
leur resteraient  
se les transmet-  
nations légales  
succession per-  
de droit à l'Éq-  
conventions ce-  
sentes par le c-  
eipes qu'il no-  
contre les stipi-  
sive et spoliati-

2<sup>e</sup> Objet d'ob-  
personnels des  
l'administratio  
l'utilité commu  
veulent ainsi :  
le mari n'abus

L'intérêt de  
ment l'avantag  
que toujours s  
public le dema  
vue : en effet,

si veillé efficacement pour elles, et les  
dans tous les cas contre leur propre fai-

plus encore : c'est l'ordre social et pu-  
lient les femmes dans la dépendance du  
ans l'ignorance de leurs propres intérêts ;  
onc qu'elles trouvent dans cet ordre so-  
ublic une garantie qui les en dédom-  
est la loi même qui les place dans une  
où leur *consentement* ne saurait être en  
libre ni éclairé ; il faut donc que la loi,  
eut être juste, les mette à l'abri de tous  
de ce *consentement* même. On verra  
e qu'il conviendrait, dans notre opinion,  
r à cet égard.

*et d'observation.* Le projet de Code n'éta-  
un *don légal* entre les époux.

rd il se pourrait que les pactions matri-  
s eussent exclu la communauté, ou que  
uits se trouvassent réduits à zéro, et que  
survivant, auquel l'autre époux n'aurait  
né, ne possédât de son chef aucun bien  
dans ce cas, ne serait-il pas contraire

livre III, titre VI.

Le *droit de ma-*  
lieu, se prendrait  
du mari après les  
être diminué par  
thèque que ces re

Les immeubles  
aliénables du co  
mais sous cette c  
raient être rempla-  
nauté, soit sur ces  
au mari ; si tous ce  
placement, l'alién

Il serait imposs  
le remplacement  
même hypothèque  
lières ; mais nou  
expédient de ne  
que celle des co  
pour éviter les r  
pour ne pas trou  
du mari. Ce sera  
femme à consulte



qu'elle serait colloquée du capital de ses créances en exemption des frais de saisie réelle, et qu'elle en toucherait les intérêts sur les revenus jusqu'à la collocation ; 2° en lui remboursant les frais qu'elle aurait précédemment et légitimement faits pour son envoi en possession.

Vis-à-vis des acquéreurs du mari, elle serait tenue de prendre la voie d'expropriation forcée.

La femme séparée ne pourrait aliéner ses immeubles ni du consentement du mari ni par l'autorité du juge : la raison en est décisive autant que palpable ; c'est que ces deux autorisations ne lui procureraient ni remplacement ni sûreté.

Telles sont les idées qui nous semblent prises dans la nature des choses et dans les rapports des personnes, et que nous jugeons propres à établir un juste équilibre entre tous les intérêts. Ces aperçus généraux nous dispenseront de discuter divisément la plupart des dispositions du présent titre X. Revenons aux détails sur quelques articles particuliers seulement.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Dispositions générales.*

Art. 4. Il serait aussi équitable que politique de réduire à presque rien les droits de bureau sur les contrats de mariage : ce sont ces droits, et non l'émolument de l'officier public, qui empêchent presque toujours de les passer devant notaire.

Si ces droits sont considérables, ils seront graves pour le riche et prendront le dernier sou du pauvre ; et quoi que la loi dise, on se passera de contrat pour les éviter ; ce serait même un obstacle aux mariages. Si les droits sont très-modiques, tous les époux contracteront devant notaire ; et ces contrats produiront davantage par leur multiplicité.

Au surplus, l'intérêt du fisc ne doit pas être compté, lorsqu'il s'agit du sort et de la tranquillité des familles.

Nous ne pouvons trop insister sur ce point : il serait à souhaiter qu'après avoir fixé les droits au taux le plus bas, le législateur pût s'interdire à lui-même de jamais les augmenter.

Art. 26. Le moyen admis dans le troisième alinéa est dangereux et incertain : nous ne voyons pas, dans l'espèce, de motifs suffisants pour l'admettre. Si le mari n'a pas fait inventaire, lui et ses héritiers doivent être non recevables à demander la récompense.

Art. 31. La rédaction en est louche et obscure : n'a-t-on pas voulu dire : « Il ne peut faire une donation entre-vifs du mobilier, quand même cette donation sera faite sans tradition réelle et avec réserve d'usufruit ? »

Art. 36... *Pour tirer son mari de prison.* Elle peut s'obliger, s'il est prisonnier de guerre, ou emprisonné pour crime.

Elle ne peut pas, s'il est en prison pour dette ou en vertu de la simple contrainte par corps.

Le peut-elle, lorsque, sur un mandat d'amener ou d'arrêt, il doit être relâché en donnant caution ?

Il appartient au Code civil de déterminer ces différents cas.

*Pour l'établissement de ses enfants.* Peut-elle s'obliger pour tout autre établissement que leur mariage ? Le peut-elle pour chacun d'eux au delà de sa part héréditaire ?

Art. 46. Cette règle est bonne, et doit être posée en thèse générale.

Si pourtant l'immeuble de la femme avait été vendu au tiers ou à moitié de sa valeur, il serait présumable qu'il y aurait eu un pot-de-vin déguisé.

Enfin il y aurait de la part du mari, ou fraude

aut lata culpa ponsable ?

Art. 52, 53, ventaire, sup mis sur-le-cl même est si doit le prescr

Art. 51. Ce point de con ajouter qu'ell stipulation se

Art. 56. Qu pour conservi exiger cautio faut le dire.

Art. 72. Mèr du titre 1<sup>er</sup>. Il l'article 91 du

Art. 75. Si d'un inventa s'en faire dis cautions devr

Art. 114. 3<sup>e</sup> tion de la co diction dans l

Art. 130. Le pour suppléer Les termes c de croire que

et laisseront u Il vaut mien telles que noi

Si le mari r héritiers sont répétition.

S'il n'a pas bilières échue auront leur ré mune renomm

Art. 145. Da préciput est i d'une avant-p veau Code, on lement entenc

Art. 11. Il s déterminable, d'une personn trio boni viri.

Art. 19. Dar ils exercer ce

Art. 20. Pot à la veuve le pourrait ne l autant que les

Art. 44. Cet que les deux a peu près de compensation se ferait sur l

Art. 69. Le c hitoires doit c vice, et non l'intérêt du c justice, il fau

Art. 77. 1<sup>o</sup> pas convenu toujours, fau noncée par le sonnabile : R. C'est d'ailleu contrats syn

e quelques observations particulières de cette section.

e de l'égalité dans les partages entre 'il n'était pas un motif. était du moins pour faire admettre l'action en rescission ; mais on ne voit ici ni raison ni r la rétablir.

agents de la régie de l'enregistrement iné qu'ils trouveraient en elle un ire cesser la dissimulation du véritables contrats de vente. L'erreur était jusqu'aujourd'hui que les retraits et nt abolis, il est impossible d'empêcher des contre-lettres, autrement que ble modération dans la fixation des sor public.

était d'ailleurs purement fiscale ; et l'occupe du droit civil d'un grand gislateur doit s'élever à des considérations. Le commerce des immeubles our prospérer, de la même indépendance commerce des biens meubles et des s. La loi doit déterminer la forme et les règles d'après lesquelles elle

Art. 41. Ajouter, ou s pas suivant l'usage des

Art. 110. Cet article n'y aurait ni preuve écrite : dans preuve par écrit ; dans circonstances du fait de

Art. 112. Il doit y police en cette matière autrefois.

#### TITRE

##### *Du contrat*

Art. 5. Il y a des sociétés la convention ; il y en le fait même.

Le droit a reconnu c société comme la première avec raison.

Deux particuliers à achat dans une foire, c en commun une exploitation commerce, ou une affaire il que l'un d'eux puisse les profits et les pertes

tion ; et la société de fait, comme tout autre fait.

Art. 8. Il faudrait dire : *la loi ne reconnaît d'autre société universelle que celle des gains, etc.*

Art. 6, 14, 15, 16, 22, 23, 40, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49 et 50. Ces articles appartiennent aux sociétés commerciales, et doivent être renvoyés au Code du commerce.

Art. 51. Il faut réformer les derniers mots de cet article, et dire : *s'ils ne lui en ont conféré le pouvoir.*

Nous observerons, au surplus, qu'on a omis un des premiers principes qui dérivent de la nature des sociétés. Ce principe est que la société forme une personne fictive et morale, séparée des associés, et qu'en conséquence on ne peut saisir les immeubles ou les fonds de la société pour la dette personnelle d'un des associés, lorsque la société est légale et authentiquement constante ; sans préjudice toutefois des hypothèques antérieures sur les immeubles qui auraient appartenu à l'un des associés.

## TITRE XV.

### *Du prêt.*

Art. 7. Souvent on n'a prêté qu'en considération du prêteur et à lui *personnellement*. Alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir du prêt à usage.

Art. 8. Plusieurs articles du présent Code n'ont point suffisamment spécifié les degrés de surveillance ou de soin qu'impose la nature de chaque contrat ou de chaque obligation. Suivant les espèces, il faut distinguer les fautes légères, graves, très-graves, etc. : *levis lata, culpa, dolo proximo, doli malus*. Cette matière demanderait un chapitre et des règles générales et particulières.

## TITRE XVI.

### *Du dépôt et du séquestre.*

Art. 12 et 13. Il nous semble qu'on ne devrait point, à l'occasion de chaque contrat, revenir ainsi sur les preuves qui ont été déterminées par des règles générales.

On nous force à répéter ici, comme nous eussions pu le faire en plus d'un endroit, que la partie peut requérir l'interrogatoire sur faits et articles ; et que, s'il y a commencement de preuve par écrit, elle doit être admise à la preuve par témoins.

Art. 25. On a voulu dire, *par un tuteur, par un mari ou par un autre administrateur.*

Art. 31 et suivants. Suffira-t-il au voyageur de prouver qu'il est entré dans l'auberge avec tel ou tel objet qu'il aurait pu lui-même soustraire ensuite ? Suffira-t-il également de prouver qu'il était porteur de telle somme qu'il n'aurait pas particulièrement confiée au maître ? S'il prouve qu'il a apporté une malle, en sera-t-il cru sur la valeur des objets qu'elle contenait ? La difficulté sur tous ces articles consiste à savoir comment s'établira la preuve du fait. La fin de l'article 35 est fort sage ; mais c'est surtout l'objet même de la preuve qu'il faudrait déterminer et restreindre : les règles sur cette matière auraient besoin d'être perfectionnées.

## TITRE XVIII.

### *Du gage et nantissement.*

Les mêmes règles étaient portées par les articles 8 et 9, titre VI de l'ordonnance ; elles ont spécialement lieu entre marchands, lorsqu'il y a soupçon de fraude, et surtout vis-à-vis des usuriers, ou gens faisant métier de prêteur à gage.

Art. 13. Cet article est mal rédigé : il faut dire,

*le gage est insaisissable, etc.*

Art. 1<sup>er</sup>. Les mots, *le risque substituer, le*

Art. 2. Cett  
les folies qui  
les fourberies  
Le sénatus-co  
cines du ma  
fils de famille  
et si sage, qu  
de nos provir  
romain.

Si on croit  
obligations ta  
pour jeu, il ir  
aux bonnes n  
fils de famille  
cette cause o  
Nous sollicito  
établi par le  
les modificati  
équitable d'y

Art. 13. Ces  
et tout à fait  
des risques. C  
treprendre de

S'il était qu  
sur la vie d  
pourrait y av  
chaque créan  
rente viagère  
seul ou de qu  
probabilités  
vaines et tro  
contrat de rei  
l'arbitrage de  
sentles appréc  
lières de leur

La dernière  
s'il y a plus d  
nombre et l'a  
ble, moins tro  
a aucune proj  
cédentes, ni c  
même s'appl  
pêche essenti

Art. 16. On  
chose.

Il vaudrait  
un dixième, p

Art. 19. Cet  
fait en haine  
ont des aspe  
demande en t  
voi en posses  
naturelles ; 2<sup>e</sup>  
trouvera due  
moyen de se  
sible. L'oblige  
forcée, à vain  
les frais qui  
un nouvel en  
tranquillité d  
une rente à v  
sa carrière, l'

### *De la prescription.*

. La possession annale une fois jugée, le  
ur au pétitoire doit établir sa propriété,  
re ou par une possession suffisante pour  
prescription : cet article détruirait cette

et suivants. 1° Il faudrait traduire et  
le principe général, *contra non valentem*  
C'est de ce principe que découlent la  
es règles comprises dans la section II.

. On ne dit rien des effets de la posses-  
sionnaire.

. Il est nécessaire de désigner les articles  
ts dont on entend parler, afin que cet  
se concilie avec l'article 33.

esseront d'avoir force de loi générale ou  
re dans les matières qui sont l'objet du  
ode... »

occasion, nous remarquerons qu'on n'a  
le l'*adoption*, qui était admise par nos  
elles.

*on sur le mot successible, qu'on a souvent  
employé dans le projet de Code*

prudent de pourvi  
quence de destine  
des enfants, le qu  
les parents à l'épo  
qui leur viendrait  
le sens de la juris

Celui qui donne  
le conserver et à l  
cet enfant un état  
existence civile : i  
plus favorable et p  
sont le premier ol  
contractent en effi

Ces réflexions r  
parce qu'elles sais  
et les cœurs droit  
qu'il faut répondr

On objecte que l  
la liberté des père

1° Cette liberté  
gations légitimes.  
plaisir ou pour sa  
tracter telle hypot

fauts. C'est là une de ces belles théories, qui, en prenant les hommes tels qu'ils sont, s'évanouissent dans la pratique. La loi aura beau le prescrire ; la plupart des pères, qui possèdent des propriétés, ne voudront point le faire, ou ne le feront point : il ne faut pas compter sur une précaution, lorsqu'il est certain qu'elle ne sera pas remplie.

Dans la classe ouvrière et laborieuse, le père apprendra son métier à son fils, ou lui en fera faire un autre : si le fils n'a point appris de métier, il aura des bras, et saura s'en servir. Voilà pour cette classe intéressante une *légitime* assez sûre.

Dans la classe manufacturière, commerciale, etc., qui ne possède guère que du mobilier, les enfants auront aussi acquis quelque expérience ou quelque industrie utile : si la fortune du père est renversée, les enfants et lui-même sauront encore se ménager quelques moyens d'existence. De plus, l'inévitable mobilité de l'argent et du mobilier ne permet pas de porter pour eux les précautions plus loin.

C'est à la seule classe des propriétaires que l'institution en question est applicable ; et c'est aussi pour celle-là qu'elle est nécessaire. Que le père se trouve ruiné par ses dissipations ou des malheurs, qu'arrivera-t-il ? les enfants ne sauront pas s'honorer d'un travail qu'ils seront incapables de faire ; ils deviendront des vauriens et des sujets dangereux. La misère et l'abandon seront même de mauvais conseillers pour les deux époux qui, avec toutes les habitudes de la richesse ou de l'aisance, se verront privés de tout : or c'est là ce que la loi doit prévenir pour l'intérêt des mœurs et pour la tranquillité publique.

On nous dira que nous proposons une *vieillesse* et des *idées locales*. Cette objection semblerait fort superficielle, et pourrait être aisément rétorquée. Combien de dispositions dans le projet de Code qui sont tirées de nos lois municipales ! N'y remarquera-t-on pas dans les titres les plus essentiels, et trop peut-être, la coutume ou même les commentaires de Paris, rajustés et rajeunis pour servir de règles à toute la République ? Au reste, il ne faut là-dessus qu'un seul mot : ce n'est point parce qu'une idée est neuve ou ancienne, parce qu'elle appartient à telle coutume ou à telle autre, mais parce qu'elle est bonne, judicieuse et conforme à l'intérêt public, qu'elle doit être préférée.

Arrête à Rouen, le 4 messidor an IX.

THIEULLEN, *président*; EUDE, *vice-président*; FOUQUET, *commissaire du Gouvernement*.

OBSERVATION ESSENTIELLE sur l'article 52, chapitre III, titre VI, livre III du projet de Code civil. — De l'effet des hypothèques contre le tiers détenteur, etc.

Cet article 52 autorise le tiers détenteur, sur lequel on saisit, à requérir la discussion (par le créancier) des autres biens qui sont encore dans la possession du principal obligé, d'où il suit qu'il ne peut exiger la discussion des biens qui, depuis son acquisition, auraient été aliénés par le débiteur.

Ce système présente les conséquences les plus funestes.

Je suppose que l'obligé, lorsqu'il contracta la dette, possédait vingt immeubles, qu'il a depuis aliénés successivement ; le créancier, si cela lui plaît, ou si le premier des immeubles vendus par son débiteur est à sa convenance, pourra faire saisir et vendre sur le tiers détenteur ce premier immeuble vendu ; ce tiers détenteur, s'il ne veut pas ou ne peut pas acquitter la dette, et si son débiteur ne possède plus aucun immeuble, ou s'il

n'en possède ladite dette, son fonds, postérieurs ; vendre le s saisir et ven de suite, jus vingt acqui et vendus ; eût pu être aliéné par le

Il serait fa de saisies et rants qui en tiers détente ques, et en des fonds v l'obligé, et c

Nous avior vulgairemer l'article 131

« Le créar  
« meubles h  
« le tiers ac  
« auparavant  
« biteur ni  
« tiers acqu  
« côtés des  
« ACQUÉREUR  
« jugés par  
« caution de  
« en exempt

La derniè et il paraît veau Code t

FOUQUET

DU TRIBUNA

Les lois ment dans t de fixer un de leur pu connues da

Art. 3. La trop sévère.

Art. 4. M

Il convier la publicati

Art. 1<sup>er</sup>. Su et d'ailleurs

Art. 3. P sultier de c connaîtra portant qu d'une autre

Art. 8. E

*ctes destinés à constater l'état civil.*

et 15. Prononcer une peine pour assurer n de ces dispositions.  
que la remise soit constatée par des rbaux, dont il sera tenu registre.

SECTION PREMIÈRE.

*particulières aux actes de naissance.*

La vérification du sexe de l'enfant par public est une innovation qui ne pré- une utilité.

Si n'accorderait-on pas aux témoins et ant la même confiance pour le sexe que liation?

Expliquer si l'omission de la *transcrip-* acte de reconnaissance sur le registre, *mention* en marge de l'acte, emporte la la reconnaissance.

en sera fait l'envoi?

. Mêmes observations que sur l'ar-

nt effectuer les mentions prescrites. sur

SE

*De la rectification*

Art. 70. Même obser- bre de cet article qu- des deux minutes qu- dans les dépôts publi

*Sur le même artic-* qu'elle compromet l- qu'un tiers y eût int- préjudice, serait injus-

Art. 73. Cet article- tradictoire avec celui-

Le délai de l'appel- ne devrait courir que-

Art. 74. Même obs- tion, que sur les artic-

T]

*De.*

CH.

*Des effe*

SECTION

le supprimer le mot *irrévoca-*  
le l'exclure.

#### SECTION III.

*sence relativement au mariage.*  
rait arriver que l'absent, reve-  
ème année de son âge, trouvât  
rié.  
prévu.

#### TITRE V.

*Du mariage.*

#### CHAPITRE PREMIER.

*Conditions requises pour pouvoir  
contracter mariage.*

*t réciproquement est inutile à  
l'acte; il devrait se trouver  
membre, à la suite des mots et  
femmes de leurs descendants,  
de l'article.*

*l'acte annule indistinctement le  
l'un des époux ne survit pas  
maladie dont il est atteint.*

*de disposition aux personnes  
le concubinage; par ce moyen  
l'acte est inutile.*

#### CHAPITRE II.

*Conditions relatives à la célébration du  
mariage.*

*l'acte du premier membre de  
l'acte.*

*; le mariage contracté en pays  
étranger, etc., lire, sera valable en  
l'acte ait été précédé des publi-  
par l'article 25.*

#### CHAPITRE III.

##### SECTION PREMIÈRE.

*Conditions au mariage.*

*mariage est un acte si important,  
pas pourquoi les oppositions ne  
sont portées au tribunal de pre-  
saut le recours au tribunal*

*les matières qui tiennent si  
citoyens, et à l'égard des enga-  
ments plus grande influence sur le  
qu'il importe que l'ordre des  
nœuds ne soit pas interverti.*

*les devraient faire admettre un  
délai de trois jours pour in-*

#### SECTION II.

*Conditions de nullité de mariage.*

*l'acte de mariage contenue au § II de  
d'une dangereuse conséquence  
mari qui réclame serait encore  
de la puberté.*

*l'acte de mariage pendant un an devrait  
être le réclameant non recevable,  
5.*

*l'acte de mariage peu convenable d'admettre la  
nullité du mariage, à cause du dé-  
faut de la part de celui des époux  
existait à l'époque de la célébration.  
l'observation sur le dernier mem-  
bre de l'article 35.*

*l'observation que sur l'article 36,  
son contre les collatéraux.  
même article, faute d'impression.*

Au lieu des mots *aux articles 35 et 36.*

Art. 40. Il serait équitable  
qu'après que les époux au-  
raient en demeure par une sommation  
l'officier exerçant les fonctions  
public.

Art. 47 et 48. Si l'officier  
murt lorsque la fraude est dé-  
montrée, restera-t-il pour légitimer les  
actes.

Même question dans le cas  
complice de la fraude, me-  
me procédure.

#### CHAPITRE II.

*Des obligations qui naissent  
du mariage.*

Art. 56. Le mot *solidairement*  
dans cet article; il est en ces  
termes *chacun en ce qui le concerne*  
immédiatement.

Art. 58. Cet article est vague.

Art. 59 et 60. Il serait in-  
équitable d'époux dans l'impossibilité  
qu'ils auraient fait à l'un de  
les reconnaissant pas dans l'acte.

#### SECTION II.

*Des seconds mariages.*

Art. 76. Prononcer des pe-  
nes en cas de contravention à ce  
dispositif.

#### TITRE VI.

*Du divorce.*

#### CHAPITRE PREMIER.

*Des causes du divorce.*

*Observation générale.*

On a tant écrit sur le divo-  
rce, réflexions qu'on pourrait faire  
inutiles.

Les inconvénients qu'il en-  
traîne aux époux, et plus encore  
aux enfants, sont si sensibles, qu'il  
eût pu éviter de recourir à  
pour rompre des nœuds mal-  
heureux.

Mais soit qu'on admette,  
divorce, il semblerait juste  
aux époux à prononcer la séparat-  
ion temporaire, lorsque l'un  
temps déterminé, lorsque l'un  
raitront l'exiger.

Art. 3. *La diffamation publi-*

Ce moyen est trop vague.

*L'adultère de la femme, ajou-*  
*ter l'adultère de la femme, ajou-*  
*ter l'adultère de la femme, ajou-*  
tion des mœurs notoire. Il est  
de prouver l'adultère, et tra-  
par des écrits émanés de la

#### CHAPITRE II.

*Des formes du divorce.*

Art. 12. Le mot *reçu* sem-  
blerait l'obligation d'une se-

Sur le même article. La loi  
demandeur la faculté d'objec-  
tions par le défendeur.

On pourrait prendre prétexte  
prétendre qu'elle lui est inte-

Art. 14. D'après cet article  
pour se croire autorisés à rej-  
procher; ne serait-il pas à  
faculté?

Art. 16. Même observation  
sur l'article 12.

ablement.

Art. 34. L'obligation de fournir des aliments être réciproque, lorsque le mari n'a pas des revenus suffisants, et que ceux de la femme non commune excèdent ce qui lui est nécessaire pour venir à ses propres besoins.

Art. 35. *Dont le mari est en possession.*

Ces expressions font douter si le scellé pourra être apposé, non-seulement sur les meubles appartenant à la femme non commune, qui se trouvent au pouvoir du mari, mais encore sur les biens du mari.

Art. 36. *La décision est purement provisoire.*

Expliquer si la décision du juge de paix doit être provisoirement exécutée.

Dans ce cas, il serait à craindre que le mari ne perdît les meubles et effets.

Art. 37. *Dans ses meubles personnels.* Il convient de remplacer ces mots par ceux-ci : *dans ses biens personnels.*

La garantie sur les meubles présente peu de difficulté; d'ailleurs l'article 36 suppose que le mari peut vendre les meubles.

### CHAPITRE III.

*Fin de non-recevoir contre l'action en divorce, et de l'état des enfants conçus ou nés pendant le mariage.*

injuste de lui rendre.

Art. 16. Il sera réclamer à p  
fils a pourvu, l  
retien, qu'à so

L'article sen  
preuve de ces t  
supprimer celle

Art. 22 et 23  
héritiers de l'e  
tenter ou à suiv  
de leur auteur.

*Des en*

Art. 18. L'art  
digé ainsi qu'il

*Si, ayant été  
il est décédé,  
l'acte.*

Art. 30. Quel  
rels reconnus |

Pourront-ils

Auront-ils d  
des biens de l  
été disposé à t  
en de dispo



## TITRE VIII.

*De la puissance paternelle sur la personne des enfants.*

Art. 3. Cet article ne prévoit ni le cas où le mariage a été dissous par le divorce, ni ceux d'un second mariage, ou de la condamnation à une peine infamante. Il est nécessaire d'expliquer si le droit de détention pourra être exercé dans ces cas, et par qui.

Art. 5. La seconde disposition paraît limitative aux écarts qui avaient déjà motivé la détention.

Au lieu des termes *les écarts qui l'avaient motivée*, lire *si l'enfant y donne lieu de nouveau*.

Art. 9. On n'a pas prévu le cas où quelques-uns des parents ne voudraient, ne pourraient ou ne sauraient signer.

## CHAPITRE II.

*De l'effet de la puissance paternelle sur les biens qui adviennent aux enfants non émancipés.*

Art. 12. Expliquer qu'il s'agit des enfants non émancipés par acte ou par mariage.

Dans les autres cas, il paraît convenable que le père conserve l'administration et la jouissance des biens de ses enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur vingt-cinquième année.

## CHAPITRE III.

*De la disposition officieuse.*

Art. 15 et 17. Pour lever les doutes que pourraient faire naître ces articles, il serait à propos d'expliquer : 1° si, dans le cas où il n'existe qu'un seul descendant à l'époque du décès du disposant, ceux qui surviendraient doivent profiter des biens compris dans la disposition, et dans quelle proportion.

2° Si, indépendamment de la portion dont il peut disposer de son chef, il peut avantager quelqu'un des enfants du dissipateur, à concurrence de la quotité dont celui-ci aurait en lui-même la libre disposition.

3° L'objet de la loi ne paraît pas rempli, si la disposition officieuse ne s'applique pas à l'enfant dissipateur, qui, étant marié, n'aurait pas encore de descendants.

Art. 18. Si tous les descendants du dissipateur décèdent avant lui, il devrait rentrer de plein droit dans la nue propriété, tant des meubles que des immeubles; le tout devant être conservé en nature pour l'usufruit qui lui appartient, il ne devrait pas même être permis aux descendants de vendre ni de donner au préjudice de leur père et des autres enfants qui peuvent lui survenir.

## TITRE IX.

*De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.*

## CHAPITRE II.

## DE LA TUTELLE.

## SECTION II.

*De la tutelle naturelle.*

Art. 17. Mauvaise rédaction, en ce que l'article confond la déclaration reçue par le juge de paix avec celle faite devant un notaire.

## SECTION III.

*De la tutelle légitime.*

Art. 22. Il y a même raison pour déclarer aussi l'article 12 commun aux aïeules.

## SECTION IV.

*De la tutelle déferée par le conseil de famille.*

Art. 23. Les parents au delà du 4° degré n'ayant

pas le droit d'aurait pas le la convocation

Art. 27. L'a à se proroger des parents a résidant hors dans la dista paraît utile d

Fixer la m tion faite d'o drait par là l ticle 41.

Art. 30. Il s libérative et j rcsponsible c parents resp sont en moir

Si l'observa mille devrait

Art. 34. Il l'assemblée e telle que pou causes qui n

Si la délibe devait être d rait concour les plus grav lité ne serait la délibérati drait alors a avec le tutei avec lui, et t

*Des cas*

Art. 46. L' voirs imposés préfets exige pense.

Art. 51. L s'opposent à service puiss

Art. 52. Le tés à raison e charge de le

Art. 53. Il década au tu ses excuses.

Ce délai pa personnes ill présentés qu

*Des excl*

Art. 54. l tutelle, lors complis.

Art. 56. La pas être éter père ou de l

Ce motif j objet, puisq pables, et su capable pen

Art. 57. La conserve la titués pour tion sur l'ar

Art. 61. L sont trop ia à l'ordre na

En cas d' accorder le

Le recours au tribunal d'appel deviant  
isé, lorsque le *reliquat* ou le débet  
mille francs. Ce n'est point introduire  
me degré de juridiction, puisque l'opé-  
juge de paix ne peut être regardée que  
e liquidation et un arrêté de compte.  
Il ne serait pas juste que les délibé-  
ent responsables de l'insolvabilité du  
venue après la délibération.

#### QUESTION.

iteurs pourront-ils rembourser valable-  
uteur les sommes capitales qu'ils doi-  
ineur ?

cas de l'affirmative, il est nécessaire  
les formalités qui doivent être obser-  
pour l'intérêt du mineur que pour la  
débiteur qui voudra se libérer, et du  
recevra le remboursement.

#### CHAPITRE III.

##### *De l'émancipation.*

. Recevoir et donner décharge d'un ca-  
lier

#### OBSERV.

Il paraît conveni-  
pour cause de pro-  
de la procédure qui  
de soumettre le p-  
seil de famille po-  
de ses immeubles

Art. 5. Cette fac-  
parents au delà d-

Art. 10. Il convi-  
rative aux ascendi-  
et à l'époux de ce

Art. 12. Le com-  
devrait être enten-

Art. 13. Modific-  
assesseurs, puisq-

Art. 24. Réserv-  
battre les faits do-  
dans la procédure

Art. 29. Il n'y  
recours aux tribu-  
d'un objet indéter-

*Les membres*

## CHAPITRE III.

## DES BIENS DANS LEUR RAPPORT AVEC CEUX QUI LES POSSÈDENT.

Art. 29. Ajouter, ou *sections de commune.*

## TITRE II.

*De la pleine propriété.*

## SECTION II.

*Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.*

## DISTINCTION PREMIÈRE.

*Du droit d'accession relativement aux choses immobilières.*

Art. 15. Il serait à désirer qu'on insérât dans le Code civil les règles relatives à la largeur du marche-pied dont il est parlé dans cet article, au lieu de renvoyer aux règlements.

Art. 19. Il est juste que les particuliers qui, à l'époque de la publication du Code civil, se trouveront en possession de quelques îles ou îlots formés dans les lits des rivières navigables ou flottables, soient maintenus dans leur possession (quand bien même elle ne serait pas suffisante pour opérer la prescription), si elle est fondée sur des causes légitimes.

Art. 22. Expliquer à qui doivent appartenir les vieux chemins abandonnés, lorsque l'on ouvre une nouvelle route.

## TITRE III.

*De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.*

## CHAPITRE PREMIER.

*De l'usufruit.*

## SECTION PREMIÈRE.

*Des offres de l'usufruitier.*

Art. 15, 16 et 17. Expliquer si l'usufruitier a des droits sur l'accroissement que les bois taillis ont reçu pendant son usufruit, et à quel âge les bois doivent être réputés futaies.

Art. 18. L'usufruitier doit-il également remplacer les bêtes à corne et à laine qui périront pendant sa jouissance, soit qu'il s'agisse de l'usufruit d'un troupeau ou d'un nombre déterminé de têtes de bétail?

## SECTION II.

*Des obligations de l'usufruitier.*

Art. 27. L'équité exige que la vente des denrées, celle des meubles, la collocation du prix et l'adjudication des baux à ferme, lorsqu'il y aura lieu d'y procéder, ne puissent être faits qu'en présence de l'usufruitier, ou après l'avoir dûment appelé.

Le bail de caution pour les immeubles ne devrait même pas être exigé indistinctement.

Art. 31. La reconstruction des gros murs de refend, le rétablissement des escaliers, et autres semblables reconstructions, ne devraient pas être classés parmi les réparations d'entretien, ni être à la charge de l'usufruitier.

Art. 34. Expliquer quelles sont les charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, avec l'effet de restreindre les droits de l'usufruitier.

Art. 36. Il serait plus équitable et plus conforme aux principes de la matière, d'autoriser le propriétaire, qui ne pourrait avancer les sommes nécessaires pour l'acquit des dettes, à vendre une partie du fonds assujéti à l'usufruit, l'usufruitier dûment appelé.

Art. 37. Déclarer que, lorsque les procès intéressent tout à la fois la propriété et l'usufruit, l'usufruitier devra y contribuer en proportion de son intérêt.

Art. 4.  
server à  
timent i

Art. 4  
et l'habi  
vile. Ma  
d'habita  
du surv  
de seco  
mier lit

Art. 4  
vent sur  
faveur c

Ce se  
l'usager

Art. 5  
cation d  
l'usager  
détermi

Dans  
souvent  
bres, de  
blables  
mériter

Des ser

Il con  
tout ce  
notam  
au lieu  
ticuliers  
temps.

Des ser

Même  
du chap

Art. 1  
présu  
en pose

Cet é  
qu'à To  
n'est p  
qu'au c

Art. 2  
s'oppos  
aucun |  
l'expert

Art. 2  
« s'il pa  
« l'utili

Le fo  
toyen, l  
ritages  
du fond  
Il ser

une faute qu'il est important de corriger. Dès les annotateurs de la coutume de Paris, article 202, la distance doit être comptée *de du dehors du mur ou pan de bois où est la* est-à-dire depuis le parement extérieur, et puis le parement *intérieur*.

*le 2<sup>e</sup> membre*. Si ce dernier mur n'est pas n, l'intervalle devrait se compter jusqu'à son *ent extérieur*.

étant pas mitoyen dans le principe, il l'est depuis, les vues existantes devraient sub-

t à celles qui pourraient être pratiquées à r, on observerait les précédentes dispo-

que le droit des vues droites ou obliques uis par titre ou par possession, à quelle e le voisin pourrait-il bâtir?

#### OBSERVATION GÉNÉRALE.

rait à désirer qu'on ajoutât à ce titre un ent général relatif aux anciennes servi- dont il est si longuement traité dans le main et e les coutumes: tell 1

#### Comment

Art. 58. Explique qu'on perd par le perd qu'à la suite

Art. 59. Même c

T

#### Disj

Art. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 4. délit pourraient é fication.

Art. 2. Détermin seront regardés c qu'il faudra obser

Il serait à désir règles relatives à. au mode d'acqué dans la mer, et s

7

civile n'est encourue *que du jour du jugement contradictoire*, est aussi en opposition avec celle portant que la succession n'est ouverte, d'après le même article, que du jour de *l'exécution de ce second jugement*, et dévolue aux parents du condamné habiles à lui succéder à *cette époque*. On ne conçoit pas que l'époque de *l'ouverture* de la succession puisse être autre que celle de la mort civile; elle serait néanmoins antérieure si l'article 3 subsistait, et postérieure si l'article 4 n'était pas réformé.

Cette observation fortifie celle sur l'article 28 du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup>.

Au lieu des mots, à *l'époque du jugement*, à la fin de l'article 3, lire, à *cette époque*, c'est-à-dire de *l'exécution*; et au lieu de ceux-ci, *du jour de ce jugement contradictoire*, de l'article 4, lire, *du jour de l'exécution du jugement*.

Art. 6. Limiter la disposition de l'article 6 aux *fruits perçus* par les agents de la République.

Art. 10. Fixer le sens des expressions, *d'âge à peu près égal*, et déterminer l'espace de temps, qui ne changera rien à cet égard à l'inégalité de l'âge.

## SECTION II.

### *De la saisine légale des héritiers.*

Art. 13. On préviendrait des procédures dispendieuses, en étendant cette disposition aux héritiers testamentaires et aux légataires à titre universel, qui devraient être saisis, de plein droit, de la quotité disponible.

## CHAPITRE II.

### *Des qualités requises pour succéder.*

Art. 18. La contradiction qui paraît exister dans les dispositions de cet article, en ce qu'il porte que les successions qui sont échues au condamné avant *l'exécution du second jugement*, peuvent être réclamées par ceux de ses parents qui se trouvent être ses héritiers de droit à *l'époque du second jugement*, fortifie nos observations sur les articles 24 et 25 du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup>, et sur les articles 3 et 4 du présent titre;

Car il implique que celui qui est mort civilement, *du jour du second jugement*, puisse recueillir et transmettre des successions échues à une époque postérieure.

Art. 20. L'humanité sollicite quelques modifications aux dispositions de cet article, en faveur des contumax qui seraient ensuite reconnus et déclarés innocents.

Il serait à désirer que la disposition de cet article fût, du moins, limitée aux fruits *perçus*.

Art. 22. Ajouter : « celui qui a empêché, par violence ou voie de fait, de faire une disposition, » et celui qui a supprimé une disposition déjà faite. »

Art. 23. Il y a aussi de grandes raisons pour étendre la même exception aux frères et sœurs.

## CHAPITRE III.

### *Des divers ordres de successions.*

## SECTION PREMIÈRE.

### *Dispositions générales.*

Art. 27. La division illimitée de la succession entre les deux lignes paternelle et maternelle, établie par cet article, nécessitera des généalogies très-complicquées; elle donnera lieu à des procès fréquents, dans le cas où un parent à un degré trop éloigné pour faire obstacle à la libre disposition de la totalité des biens, mais qui néanmoins se trouve le plus proche dans *sa ligne*, sera appelé à recueillir la succession en concours avec un

autre pa  
mais d'

Il ser  
division  
se trou  
libre dis

Art. 3  
lorsqu'il  
tion du  
claire si

« Ils l

« tête, l

« Par

« de leu

« Par

« sentat

Art. 4

second l

remmen

biens qu

volé à d

de la li

de ces n

Sans c

sacré le

férence

en règle

contradi

quité ré

du prem

partie d

La rai

licitent

article p

des libé

leurs bi

lit, au pr

Art. 4:

est injus

des coll

au préju

degré de

Le pri

plus équ

position.

De la su

défunt

dants

Art. 4:

l'article

Il est i

par des

biens do

leur des

Art. 4:

sente ur

ticle 50.

Des dro

.

Art. 5:

... dans un délai déterminé, et après l'envoi  
ion;  
u, déterminer l'époque après laquelle la  
ue pourra prescrire la propriété.

#### CHAPITRE VI.

##### *De l'acceptation des successions.*

2. La disposition de cet article paraît  
inaire; elle donnera lieu à des procé-  
utiles, et empêchera la culture des biens  
ngeant la vacance de la succession.  
lus naturel qu'en cas de refus de quelques-  
héritiers, les autres puissent accepter à  
ils et risques, et que les portions de ceux  
dient accroissent à ceux qui accepteront.

#### SECTION II.

##### *De la renonciation aux successions.*

Expliquer si, dans le cas de cet accrois-  
l'héritier pour partie pourra, malgré son  
on préalable, répudier la totalité de la  
on qui accroît à sa portion, par la répu-  
autres héritiers, et si les ex-...

Cette disposition  
rendre la propriété  
illimité.

##### *A quelle succ.*

Art. 169. Il ar-  
tant de son che-  
pour tous droits;  
quer ce qu'il doi-

Si le donataire  
somme ou tout l'  
de ce qui lui av-  
tant que sa mère

Il serait donc i-  
les cas : 1° où le  
pour droits pater-  
de la mère, sans  
chef maternel;

2° Dans le cas  
que le père ou la  
contrat;

3° Lorsque le p-  
droits maternels.

Art. 203. Expliquer si la dernière disposition de cet article exclut les créanciers de la faculté de se pourvoir par rescision du partage, par la voie de la lésion, en exerçant les actions de leur débiteur.

Art. 206. Si l'hypothèque privilégiée doit avoir lieu, à quelque époque que l'acte privé ait été reconnu, la restriction contenue dans cet article est sans objet.

Dans le cas contraire, ce serait mal à propos que cette hypothèque serait qualifiée privilégiée.

#### SECTION V.

##### *De la rescision en matière de partage.*

Art. 214. On pourra abuser de la disposition de cet article, et donner à des actes de partage les apparences et les formes d'une vente de droits successifs, pour se mettre à l'abri de l'action en rescision.

### TITRE II.

#### *Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

##### CHAPITRE PREMIER.

##### SECTION II.

##### *Du consentement.*

Art. 21. Ajouter, ceux qui n'ont pas l'usage de la raison, quoique non encore interdits.

Art. 22. Les héritiers ou ayants cause devraient être admis à attaquer les engagements contractés par leurs tuteurs, mineurs, interdits, ou femmes mariées, du moins lorsque le mineur est mort avant la majorité, l'interdit dans son état d'interdiction, et la femme mariée dans les liens du mariage; et surtout à suivre l'action intentée par leur auteur.

Même observation, et à plus forte raison, à l'égard de leurs créanciers.

##### CHAPITRE II.

##### *De l'effet des obligations.*

##### SECTION PREMIÈRE.

##### *De l'obligation de donner.*

Art. 38. D'après la disposition de l'article 38, il peut arriver qu'un homme de mauvaise foi vende son bien par un premier acte passé dans un pays éloigné.

Qu'il le revende ensuite, et que le deuxième acquéreur de bonne foi, qui n'a pas pu avoir connaissance de la première vente, soit exposé à être évincé pendant tout le temps requis pour la prescription.

Il serait essentiel de concilier l'intérêt du premier acquéreur, et la préférence qui est due au premier acte, avec l'intérêt des tiers, et la faveur qu'il convient de donner au commerce des immeubles.

On pourrait peut-être atteindre ce but, en ne donnant au premier acte de vente l'effet de transporter la propriété sur la tête de l'acquéreur, qu'autant qu'il aurait fait afficher son contrat dans l'auditoire du tribunal de première instance de la situation des immeubles vendus, dans le délai, et pendant le temps qui sera déterminé, le contrat devant avoir son effet du jour de sa date, au moyen de l'accomplissement de ces formalités.

Par ce moyen, ou tout autre qu'on pourrait lui substituer, le public pourrait être instruit de la vente; on éviterait les fraudes, les immeubles se vendraient plus avantageusement et avec plus de facilité; au lieu que l'incertitude, dans laquelle la

disposition est sur le sort des fonds, et en

Art. 51. Ex baux à loyer dus, année par fermages, etc. damnation, et tant liquidat.

Il est sur l'égard de la qui n'est que en délaissem

Art. 61. Mé

Art. 62. Il étendre cette en fraude de

Des c

Des

Art. 69. Or tion puremen cet article.

Il y a une pendent de l fait, et celle et jointes à d'accomplir promets cent serait essenti pour l'admet

De

Art. 88. La cet article se qui suit :

« Ainsi, lo  
« crier, il peu  
« le prix de l  
« du débiteur  
« Dans le  
« promises s  
« faute du dé  
« der le prix

Des obliga

Des c

Art. 113. Il confond le choses promi avec celui où

Qu'il confor tient au débi au créancier.

Art. 127. St stances et les naître l'intent puisse se faire

Restreindre stipulé que le pour le total

De l'extincti

Art. 128. La

auquel il

t tenu l'us-  
le la chose

n contre les

article laisse  
ts, lorsqu'elle

ait être res-  
témontre par  
mineur a fait  
ances;

les frais que  
lus modique.  
ion, et deter-  
objet au-des-  
mettre l'action

meubles a été  
sur lui-même,  
endant trente  
s actions res-

entre la ven-  
uteur, et celle

exécution et  
norité, aura le

n du capital et-  
la réception des  
res prestations.

faux énonci-  
tion de sav-  
geraient qu'  
particulier

Art. 259.  
où la pre-  
établie par  
du serment  
n'a gagné  
mation.

*Des engage-  
ments*

Art. 15.  
dépenses  
de la cho-  
restitutio

Art. 1.  
douter  
l'apparte-  
Lire :

été jetée

Sur le  
logent de  
sur la ri

Art. 2



quel, et sur la question est recevable, existant par une disposition

V.

DEMIÈRE.

Dis-décisoire.

disposition dans le cas d'affirmation se trouve et, depuis la prestation du fait de la partie qui au moyen de l'affir-

I.

ient sans conventions, et quasi-délits.

MIÈRE.

atrats.

order les intérêts des pour la conservation nient comptable de la

I.

délits.

ignore, peuvent faire celui qui a jeté, ou à a été jetée.

ppartement la chose a

Excepter ceux qui s qui ne donnent pas absents.

L'expression *délit* est cas dont il s'agit, et

chargé, en abandon- le dommage, sauf le son imprudence.

par corps.

ne raison d'étendre partiaires et cheptex qui leur ont été ne contiendrait pas e par corps.

faiture ne peut être injustice, du moins à t été d'un avis con-

application, puisque majorité des voix, et des noms des oppo-

tre, déplacée et inju-révolutionnaire.

nent.

I.

onnement.

MIÈRE.

tre le créancier et la

xécution de la con-

## LIVRE III.

### TITRE VI.

#### *Des privilèges et hypothèques.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Des privilèges.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *Privilèges sur les meubles.*

#### OBSERVATION GÉNÉRALE.

La classification des créances privilégiées, mentionnées dans cette section, n'est pas aussi méthodique qu'on pourrait le désirer.

Art. 8, n° 3. Ce privilège devrait avoir lieu sur les fruits appartenant aux colons partiaires, à raison des avances à eux faites pour leur nourriture, ou pour faciliter l'exploitation, sauf le privilège à raison des sommes dues pour les semences, et les frais de récolte ;

Et sur le prix des bestiaux et autres choses mobilières, à concurrence des avances faites pour leur conservation.

Sur le même n° 3. *Suivant les usages des lieux* : il serait à propos d'introduire des règles uniformes dans toute la France, sauf à prévoir les exceptions dans les cas extraordinaires ; par exemple, à l'égard des loyers des boutiques, pendant la durée de certaines foires.

Sur le n° 5. Il serait plus simple que le délai pour revendiquer les effets mobiliers non payés fût le même que celui de dix jours accordés dans le n° 3 de ce même article, au propriétaire de la maison ou ferme, pour revendiquer les meubles qui garnissaient la maison ou la ferme. La différence de deux jours n'est pas importante pour l'exercice de l'action, et ne fait que compliquer les idées.

Les séquestres devraient avoir le même privilège sur les fruits soumis à leur séquestration, pour les avances par eux faites pour leur perception, etc.

Art. 9. Le Code sera incomplet si l'on n'explique pas sommairement en quoi consiste le privilège, à raison des contributions, ainsi que l'ordre dans lequel il s'exerce ; ce qui n'empêche pas qu'on ne comprenne les mêmes règles dans les lois administratives.

#### SECTION II.

##### *Privilèges sur les immeubles.*

Art. 10, n° 2. Expliquer si le cessionnaire pour partie du prix, venant en concours avec le vendeur lui-même, sera alloué avant, concurremment, ou après le vendeur.

N° 3. Ajouter : « Pour le retour des échanges » sur les immeubles donnés par celui à qui le retour est dû. »

N° 4. Les architectes devraient passer avant le vendeur, à concurrence seulement de l'augmentation que la chose a acquise par les constructions ou réparations.

#### SECTION III.

##### *Privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles.*

Art. 11. Il ne suffit pas de fixer les privilèges, il faudrait encore déterminer l'ordre dans lequel le privilège doit avoir lieu. Si les auteurs du projet ont entendu que les privilèges doivent être alloués suivant l'ordre dans lequel ils sont classés dans le projet, la classification est injuste, et contraire aux principes suivis jusqu'à présent, par

aux énonciatif ou intellectuel, et sur la question de savoir si la preuve en est recevable, exigeraient qu'il y fût pourvu par une disposition articulière.

## SECTION V.

## DISTINCTION PREMIÈRE.

*De l'affirmation litis-décisoire.*

Art. 259. Modifier cette disposition dans le cas où la preuve contraire à l'affirmation se trouve établie par un écrit découvert, depuis la prestation du serment, et retenu par le fait de la partie qui l'a gagné son procès qu'au moyen de l'affirmation.

## TITRE III.

*Des engagements qui se forment sans conventions, ou des quasi-contrats et quasi-délits.*

## SECTION PREMIÈRE.

*Des quasi-contrats.*

Art. 15. Il est juste d'accorder les intérêts des dépenses nécessaires et utiles pour la conservation de la chose, à celui qui devient comptable de la restitution des fruits.

## SECTION II.

*Des quasi-délits.*

Art. 17. Les mots, *si on l'ignore*, peuvent faire ouuter s'ils s'appliquent à celui qui a jeté, ou à l'appartement dont la chose a été jetée.

Lire : *si on ignore de quel appartement la chose a été jetée.*

Sur le mot *solidairement*. Excepter ceux qui sont dans des appartements qui ne donnent pas sur la rue, et ceux qui sont absents.

Art. 20. *Dernier membre.* L'expression *délit* est impropre, inapplicable au cas dont il s'agit, et doit être supprimée.

Le maître devrait être déchargé, en abandonnant l'animal qui a causé le dommage, sauf le cas où on peut l'imputer à son imprudence.

## TITRE IV.

*De la contrainte par corps.*

Art. 1<sup>er</sup>, n° 9. Il y a même raison d'étendre cette disposition aux colons partiaires et chepteliers, à raison des bestiaux qui leur ont été confiés, quand même le bail ne contiendrait pas stipulation de la contrainte par corps.

Art. 5. La peine de la forfaiture ne peut être dérogée aux tribunaux sans injustice, du moins à l'égard des juges qui auront été d'un avis contraire.

Elle ne peut recevoir son application, puisque les jugements passent à la majorité des voix, et qu'il n'est pas fait mention des noms des opposants.

Cette disposition est, en outre, déplacée et injuste, et rappelle le régime révolutionnaire.

## TITRE V.

*Du cautionnement.*

## CHAPITRE II.

*De l'effet du cautionnement.*

## SECTION PREMIÈRE.

*L'effet du cautionnement entre le créancier et la caution.*

Art. 7. Régler le mode d'exécution de la contrainte par corps.

*Des privilèges*

## CHA

## D

## SECT

*Privilège*

## OBSERV

La classification des privilèges dans cette méthode qu'on pour

Art. 8, n° 3. Ce privilège sur les fruits appartenant au créancier à raison des avances de la caution, ou pour le privilège à raison des avances, et les frais

Et sur le prix des mobilières, à condition pour leur conserva

Sur le même n° 3 il serait à propos

formes dans toutes les exceptions dans l'exemple, à l'égard de la durée de ce

Sur le n° 5. Il serait pour revendiquer le fût le même que celui n° 3 de ce même

maison ou ferme, qui garnissaient la préférence de deux jours l'exercice de l'action les idées.

Les séquestres de privilège sur les fruits pour les avances de la caution, etc.

Art. 9. Le Code serait pas sommairement à raison des contributions auquel il s'exerce; ne comprennent les ministérielles.

*Privilèges*

Art. 10, n° 2. Expliquer la partie du prix, vendeur lui-même, serment, ou après le ve

N° 3. Ajouter : « 1° sur les immeubles » tour est dû. »

N° 4. Les architectes vendeur, à concurrence de la chose et des réparations

*Privilèges qui s'éteignent*

Art. 11. Il ne suffit il faudrait encore de le privilège doit avoir été entendu que alloués suivant l'ordre dans le projet, la contraire aux principes

Art. 1<sup>er</sup>.  
ordonnée.  
ciers privi  
cer que la  
Il serait  
même à l  
tuées, et  
bourseme

*De*

Art. 4.  
le cas de  
de l'acqui  
leur paie  
qu'ils au

Art. 9.  
pas quelle  
seur à tit  
sa libérat  
193 du tit  
meubles é  
grevés, s  
autres co

Art. 10  
d'une lici

Art. 14  
il devrait  
c'est-à-di

ification.

Le prix de la vente, en faveur des créanciers, semble annoncer des capitaux exigibles. s'il doit en être de des rentes constituera en exige le rembourser.

HER.

ratification.

1. Expliquer si, dans l'acte ou de l'éviction qui auront obtenu de rembourser ce

ur, si l'on n'explique droit que le successeur pour acquérir les articles 192 et il résulte que les impropriétaires demeurent l'un d'eux contre les

même dans le cas des créanciers ou communistes.

II.

CRÉANCIERS.

TIÈRE.

ositions.

itions est trop court; l'action hypothécaire,

être utile qu'au fisc. est trop rigoureuse des cautions dans un

à l'égard de l'acquéreur à opposer la pres-

de faire opposition.

sont tenus de faire l'acte son tuteur. le propriétaire devrait

crédits de la créance l'opposition faite par

ait pas les règles à l'acte du prix de la vente, n'aura d'autre objet l'hypothèque éventuelle

ositions.

il devant lequel l'acquéreur le créancier qui a

res administrateurs, ne devraient être mentionnés à la radiation l'acte de ceux dont ils l'égard des créances de l'autorisation du

le celui qui requiert

la radiation soit tenu de justifier de sa qualité, lorsqu'il aura signé les actes portant consentement à la mainlevée, comme représentant l'opposant, l'article devrait déclarer que celui qui requiert la radiation justifiera de la qualité de ceux qui ont consenti à la mainlevée, ou de ceux qui ont signé les actes mentionnés en l'article 30, comme représentant les opposants ou comme chargés de leurs procurations.

Pour prévenir les difficultés que pourraient faire les conservateurs, il conviendrait d'indiquer la forme en laquelle la qualité doit être justifiée, et d'énoncer s'il suffira d'exhiber ou de signifier au conservateur les actes constatant la qualité, ou s'il faudra encore les lui remettre.

Art. 32. Expliquer si l'obligation, imposée par cet article de notifier le jugement au domicile élu, exclut la faculté de faire la signification au vrai domicile de l'opposant, à l'effet de faire courir utilement le délai après lequel il n'est plus permis de se pourvoir, et s'il faudra donner copie du jugement au conservateur.

Art. 35. Il n'y a pas de raison pour interdire à la partie la faculté d'appeler dans le délai ordinaire de trois mois.

Il serait d'ailleurs extraordinaire qu'après avoir appelé du jugement, et signifié l'appel à la partie, même dans le mois, elle en fût déchue pour ne l'avoir pas notifié, dans le même délai, au conservateur.

Dans le cas où le jugement rendu en dernier ressort serait attaqué par la voie de la cassation ou de la requête civile, quel sera l'effet du jugement qui cassera, ou de celui qui entérinera la requête civile, à l'égard des droits acquis à des tiers dans l'intervalle?

Art. 37. Il serait injuste que l'acquéreur n'eût pas, dans tous les temps, la faculté de poursuivre la radiation des oppositions inutiles.

#### CHAPITRE III.

*Du dépôt du contrat au greffe et de l'affiche.*

Art. 38. Outre la mention du dépôt dans le registre à ce destiné, le greffier devrait être tenu de délivrer un récépissé du contrat.

Art. 41. On devrait du moins excepter le cas où il s'agit d'un corps de domaine situé dans plusieurs arrondissements, et restreindre la disposition qui ordonne la ventilation, au cas où les immeubles situés dans divers arrondissements sont indépendants les uns des autres; puisque, suivant l'article 13, l'opposition faite audit cas, au bureau des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les bâtiments d'exploitation, s'étend sur les immeubles qui en font partie, quoique situés dans un autre arrondissement.

Art. 45. On n'a pas prévu le cas où le vendeur n'élirait pas le même domicile ou n'en élirait aucun.

Il faudrait déclarer qu'audit cas, les procédures pourront être faites contre lui au domicile qu'il avait le jour de la vente, ou au domicile précédemment élu.

#### CHAPITRE IV.

*Des enchères et surenchères.*

Art. 50. Lorsqu'il y a d'autres avantages stipulés par le vendeur, il est juste d'en ajouter le montant ou la valeur au prix principal, et que quotité de l'enchère soit relative à cet entier prix.

Art. 51. Il ne devrait pas y avoir lieu aux enchères lorsque le prix est suffisant pour payer tous les créanciers opposants. Il serait bon d'expliquer si, dans le cas de la vente d'un fonds ap-

Art. 31  
des noms  
biens ne  
saisie ré  
pourvu q  
désignés,

Art. 33  
aux asses  
blication

Art. 34  
de signi  
réelle au  
nullité d

Suppri  
depuis l  
multiplie  
et attend  
l'article 5  
leurs cré

*De l'enre*

Art. 38  
sont de  
traîner i  
il serait  
fier, en

Art. 40

Art. 41

Art. 43  
portes d

V.  
saisie réelle.

ÈRE.

saisie réelle.

désignation inexacte  
es qui exploitent les  
ner la nullité de la  
étaient pas connus,  
ets saisis fussent bien

oints du juge de paix  
nt plus lors de la pu-

déclarer si le défaut  
verbal de la saisie  
is fixés, opérera la

positions de l'article.  
, comme tendant à  
ais et les longueurs,  
s sont dispensés, par  
oncer le montant de

ublication et de l'af-  
e réelle.

itions de ces articles  
inexécution doit en-  
al de la saisie réelle,  
r une peine au gref-  
ou de négligence.

que sur l'article 31.  
que sur l'article 39.  
rait être affiché aux  
itation, soit qu'elles  
ns partiaires, ou par  
rs à gages.

onnaissance du délit  
appartenir au tribunal  
civil devant lequel  
pendante.

son pour ne pas rem-  
ie additionnelle, les  
tion II, aussi bien que  
n première.

I.

les baux.

nal compétent pour  
au séquestre par le

evrait être autorisée  
le compte, lorsqu'il  
s, mais sans retarda-

de prendre commu-  
un court délai.

rigueur à soumettre  
ix total du bail, faute  
faire la déclaration

e par cet article au  
its pendants par les  
lité de justice, peut  
ides.

u procès-verbal d'ad-  
ffisante; il serait à  
on au bruit du tam-  
procès-verbal parti-

obligation imposée au

fermier de payer six mois d'avance n'aurait pas  
été mentionnée dans le cahier des charges, il suf-  
firait qu'elle fut portée dans le procès-verbal  
d'adjudication.

Sur les termes *en la manière accoutumée*. Régler  
la forme en laquelle la caution devra être reçue,  
ou s'en référer à celle qui sera réglée par le Code  
judiciaire. Dans tous les cas, le poursuivant  
et le saisi devraient y être appelés.

Art. 67. Cet article devrait prévoir le cas où  
l'enchère ne sera pas portée à concurrence de la  
moitié de la mise à prix.

Art. 69. Ajouter la restriction *si tant la saisie  
dure*, surtout lorsque la saisie prend fin par le  
paiement que fait le débiteur saisi.

Il suffirait, dans ce cas, que le fermier judi-  
ciaire continuât l'exploitation pendant l'année  
commencée.

Art. 70. Il peut y avoir du danger à s'en remet-  
tre au séquestre sur la nécessité des réparations.

On ne devrait du moins l'autoriser à faire de  
réparations s'élevant à 150 fr., qu'autant que  
cette somme n'excéderait pas la valeur du quart  
des fruits du bail.

Le poursuivant et le saisi devraient encore en  
être prévenus par une dénonciation.

Art. 72. Cette disposition est injuste, et blesse  
les droits de la propriété.

#### CHAPITRE V.

#### *Des oppositions de l'ordre.*

#### SECTION PREMIÈRE.

#### DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 89. Cette disposition est d'une injustice  
révoltante à l'égard du propriétaire en tout ou en  
partie de l'immeuble saisi, qui ne serait pas débi-  
teur.

Art. 92. Cet article ouvrira la porte à beaucoup  
de fraudes.

La disposition surtout qui porte qu'après la  
mort de l'avoué de l'opposant, les poursuites  
seront continuées au domicile de cet avoué, est  
injuste et inadmissible. En effet, les poursuites ne  
peuvent être faites qu'avec une personne vivante.  
Il est extraordinaire qu'elles puissent être signi-  
fiées à un domicile qui sera peut-être abandonné  
de suite après la mort de l'avoué.

#### DISTINCTION II.

#### *Des oppositions à fin d'annuler ou de distraire.*

Art. 93. Les dispositions de cet article sont  
subversives de tout droit de propriété, et ne sau-  
raient subsister dans le Code d'une nation civilisée.

On ne peut exiger que celui dont on saisit mal  
à propos la propriété, soit obligé, quoiqu'il ne  
doive rien, de s'opposer, avant l'adjudication, à  
une saisie dont il est même possible qu'il ne  
soit pas instruit.

Il ne doit être permis, dans aucun cas, d'ex-  
proprier irrévocablement celui qui n'est pas dé-  
biteur.

La troisième disposition est encore plus injuste,  
en ce qu'elle refuse d'admettre l'opposition pos-  
térieure au congé d'adjudger.

Art. 94. Le tiers, qui ne doit rien et dont la  
chose a été injustement saisie, doit non-seule-  
ment être reçu à s'opposer en tout état de cause,  
mais encore être admis à poursuivre la nullité de  
la vente, avec des dommages et intérêts, même  
après l'adjudication, et pendant tout le temps de  
la prescription.

Art. 95. L'opposition à fin d'annuler doit sus-  
pendre les poursuites de la saisie réelle.

Il donne  
pouvoir de  
seulement  
ressort, qu  
contestati  
à la cens  
important  
raient av  
cerne les

*Des de*

*De la co*

Art. 4.  
devrait :  
compagn

Art. 5.  
mineur e  
testamen

Art. 7.  
l'autorisa  
la femme

Art. 1.  
faire une  
diques, c  
veur de  
parent d

*De la poi*

à l'attribution et au  
nière instance, non-  
ncraient en dernier  
que soit l'objet de la  
ce qu'il les soustrait  
cassation, quelque  
formalités qui pour-  
noins en ce qui con-

et du testament.

MIER.

ir donner ou pour

tation ou suggestion  
lorsqu'elle a été ac-  
ide.

notifs pour priver le  
ulté de donner par  
sponible.

ner entre-vifs, sans  
rait être restreinte à

d'inconvénients à  
des libéralités mo-  
er la quotité, en fa-  
surtout lorsqu'il est

II.

est permis de disposer,  
cas d'excès.

ÈRE.

sponible.

luit une innovation  
contrarier les senti-  
même les devoirs les

disponible en usu-  
ni, ou un parent, de  
marque de son attas-  
sance à un ami, ou  
auquel il peut avoir

érer qu'on permet-  
d'une quotité plus

ors part. »

faire croire qu'elles  
lativement.

I.

, de la manière dont  
ses effets.

même à la ligne du

9.

le déclarer si le rap-  
lans cet article doit  
es avant la publica-  
ves aux successions,  
es en ligne collaté-  
ennes lois, n'étaient

donations à cause de  
ponible, il paraît na-  
dans la réduction la  
re, c'est-à-dire que le  
re à titre universel,  
narc le franc entre

tous les légataires particuliers : il convient ce-  
pendant de l'expliquer.

Art. 27. Il serait juste de ne soumettre le légai-  
taire à la restitution des fruits que du jour de  
la demande en réduction.

Art. 29. L'observation sur l'article 27 s'appli-  
que, à plus forte raison, à la disposition de l'ar-  
ticle 29.

A la fin de l'article 29, substituer les mots *le donataire lui-même* à ceux-ci, *le donateur lui-même*.

### CHAPITRE III.

#### *Des dispositions réprouvées par la loi.*

Art. 32. Il serait à désirer que l'époux prémou-  
rant fut autorisé à conférer à son conjoint survi-  
vant la faculté d'élire un ou plusieurs de leurs  
enfants, ou celui que le survivant jugerait le  
plus digne, pour recueillir la portion disponible  
qu'il désirerait leur laisser.

Cette disposition ne présente ni les caractères,  
ni les inconvénients des fidéicommiss : elle pro-  
duirait des effets salutaires, en offrant une ré-  
compense à la bonne conduite des enfants, et en  
les excitant tous à s'en rendre dignes.

Art. 33. Cet article devrait être modifié : les  
établissements publics et gens de mainmorte  
devraient au moins être obligés d'aliéner les im-  
meubles dans un court délai, afin de prévenir le  
retour des abus résultant de l'inaliénabilité des  
biens-fonds.

A l'égard des dons de sommes modiques ou  
d'effets mobiliers, la nécessité d'obtenir l'autori-  
sation du Gouvernement paraît moins nécessaire.

Art. 34, 35 et 36. La libéralité devrait être  
seulement réductible dans le cas de ces articles,  
à concurrence de la portion disponible.

### CHAPITRE IV.

#### *Des donations entre-vifs.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De l'irrévocabilité des donations.*

Art. 44. Chacun ayant la liberté d'imposer à  
ses libéralités les restrictions et les conditions  
licites qu'il juge à propos, il paraît que le dona-  
teur devrait être autorisé à stipuler le droit de  
retour, même dans le cas où le donataire, non  
descendant du donateur, laisserait des descen-  
dants.

Le droit de retour devrait encore avoir lieu,  
*sans stipulation*, en faveur du donateur ascen-  
dant, à l'égard des dons ou libéralités par lui  
faites, même hors du contrat de mariage, en fa-  
veur de ses descendants morts sans postérité ;  
sauf les droits acquis à des tiers à titre onéreux.

#### SECTION II.

##### *De la forme des donations entre-vifs.*

Art. 47. Il conviendrait d'ajouter à la fin du  
premier alinéa, que l'acceptation de la « dona-  
tion doit être expresse. »

Art. 48. Lorsque l'acceptation est postérieure à  
la donation, il paraît que la procuration doit être  
seulement annexée à l'acte contenant l'accepta-  
tion, mais que néanmoins l'acceptation et la pro-  
curation doivent être notifiées au donateur.

Art. 49. La femme non commune ne devrait  
avoir besoin ni du consentement de son mari, ni  
de l'autorisation du juge, pour accepter la dona-  
tion faite en sa faveur.

Art. 50. Cette disposition devrait être restreinte  
au mineur non émancipé.



sera reçu à  
où elle lui  
2° Si le  
aura la m

Art. 6.  
mineur de  
mineur n'  
ventions i  
ment des

2° Les  
ne se rapp  
seil de fa  
a cepend  
ment des

Leur su

*sisté au c*

Art. 7 é  
lesquelles  
celles cor  
il est parl  
tre-lettres  
l'on enter  
conventio

Art. 8.  
voques, c  
est nulle  
ou *contre*  
rable ou

On ne  
ger aux  
cours de

Les pr  
sont pas

ut temps, dans le cas  
s présents et à venir  
option.

nariage.

MIER.

article, à l'égard du  
faire croire que ce  
de changer ses con-  
ne avec le consente-  
sisté au contrat.  
aissent impropres et  
ts composant le con-  
aux ascendants; il y  
d'exiger le consente-  
ui des collatéraux.  
on, lorsqu'ils ont as-  
les conventions par  
it des changements à  
trat de mariage, dont  
omprennent les con-  
dans l'article 7, ou si  
différence entre ces  
tres.  
i des tiers sont équi-  
ter si la convention  
en faveur d'un tiers,  
oit qu'elle soit favo-

la facilité de déro-  
oniales, sans le con-  
it intervenus.  
par cet article ne  
il serait facile d'in-  
à la suite du contrat,  
essées.  
et 8, on peut déroger  
des jusqu'à la célé-  
iendrait souvent im-  
convention à la suite

1.  
té légale.

unauté activement et  
it.

devrait se composer  
parlé dans le n° 1<sup>er</sup>,  
rêts échus ou perçus  
nés dans le n° 2 de  
ce qui est nécessaire  
tenu semblerait exi-  
euble eût été conso-  
vant le mariage, tan-  
uit possédé avant le

impropre; on pour-  
é d'une stipulation  
sition aux libéralités  
le mort.  
e l'immeuble acquis  
i des deux conjoints  
propriétaire par indi-  
nanière nette et pré-

cise ce qu'on entend par *dettes mobilières*; la  
dette devrait acquérir une date certaine, par la  
mort du créancier qui aurait souscrit un acte  
synallagmatique avec la femme.

Art. 25. L'article devrait déclarer qu'il y a lieu  
à la récompense, dans le cas du paiement des  
dettes d'une succession purement immobilière,  
et à plus forte raison que dans le cas de l'arti-  
cle 27, où la succession n'est immobilière qu'en  
partie.

Art. 27. « Autres que ceux dépendants de la  
succession. »

On pourrait induire de ces termes, que les créan-  
ciers ne pourraient point agir sur les biens im-  
meubles dépendants de la succession; au lieu  
qu'ils ont le droit de poursuivre leur paiement,  
tant sur la propriété que sur les jouissances de  
ces biens.

### SECTION III.

Art. 31. « Sans tradition réelle avec réserve d'u-  
suf fruit. »

La rédaction serait plus claire si elle était ainsi  
conçue : « Sans tradition réelle; la réserve d'usu-  
fruit ne pouvant, dans ce cas, tenir lieu de tra-  
dition. »

Art. 33 et 34. Le principe adopté dans l'arti-  
cle 34 devrait s'appliquer à l'article 33.

Art. 38. On prévendrait beaucoup de fraudes  
en déclarant que les baux ne dureront que pen-  
dant trois ans après la dissolution du mariage.

Art. 44. « Le remploi du prix de l'immeuble ap-  
partenant au mari. »

### SECTION IV.

*De la dissolution de la communauté.*

#### DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 52. Il y a trop de rigueur dans la disposi-  
tion qui prive le conjoint survivant (tuteur de ses  
petits-enfants mineurs) de la moitié de la part qui  
lui revient dans le partage de la communauté,  
lorsqu'il néglige de faire l'inventaire.

Il ne devrait pas être traité avec plus de rigueur  
que le père ou la mère qui tombe dans la même  
négligence.

Art. 59. Lorsque la séparation de biens est fondée  
sur des causes légitimes, on ne devrait pas obli-  
ger la femme à poursuivre sans interruption le  
paiement de ses reprises.

Art. 68. Il est contradictoire que le mari, qui  
est garant du défaut d'emploi, ne soit pas garant  
de l'utilité de l'emploi.

### SECTION V.

Art. 74. Il y a de l'injustice à priver la femme  
de la faculté de se faire restituer contre la qua-  
lité de commune par elle prise avant d'avoir fait  
inventaire, lorsqu'elle est encore dans le délai,  
puisque ce n'est que par l'inventaire qu'elle peut  
connaître s'il lui est avantageux ou nuisible de  
renoncer à la communauté.

### CHAPITRE III.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 114. 1<sup>o</sup> Il est extraordinaire que, dans le  
cas d'exclusion de communauté, le mari ait le  
droit de percevoir les capitaux.

2<sup>o</sup> Aux mots après la dissolution de la commu-  
nauté, substituer ceux-ci : dissolution du mariage;  
attendu qu'on s'occupe des effets des conventions  
exclusives de la communauté.

Il est juste aussi que, par la séparation de  
biens ordonnée en justice, le mari perde l'admini-  
stration des biens propres de la femme.

sera reçu à  
où elle lui  
2<sup>e</sup> Si le  
aura la mé

Art. 6. L  
mineur de  
mineur n'a  
ventions n  
ment des l  
2<sup>e</sup> Les l  
ne se rapp  
seil de fai  
a cependa  
ment des

*Leur su  
sisté au co*

Art. 7 et  
lesquelles  
celles conl  
il est parlé  
tre-lettres  
l'on euten  
conventio

Art. 8. L  
voques, e  
est nulle  
ou *contre*  
rable ou l

*On ne d*  
ger aux c  
cours de t

Les préc  
sont pas s

en tout temps, dans le cas  
reuse;  
les biens présents et à venir  
après l'option.

## LIVRE X.

### Contrat de mariage.

#### ARTICLE PREMIER.

de cet article, à l'égard du  
pourrait faire croire que ce  
liberté de changer ses con-  
sentes, même avec le consente-  
ont assisté au contrat.

ici paraissent impropres et  
x parents composant le con-  
on pas aux ascendants; il y  
raison d'exiger le consente-  
Que celui des collatéraux.

pression, lorsqu'ils ont as-  
signé.

er si les conventions par  
portent des changements à  
le contrat de mariage, dont  
le 8, comprennent les con-  
parlé dans l'article 7, ou si  
quelque différence entre ces  
tre-lettres.

L'égard des tiers sont équi-  
re douter si la convention  
est faite en faveur d'un tiers,  
enfin soit qu'elle soit favo-  
ers.

ccorder la facilité de déro-  
matrimoniales, sans le con-  
i y sont intervenus.

liquées par cet article ne  
puisqu'il serait facile d'in-  
vention à la suite du contrat,  
s intéressées.

, 6, 7 et 8, on peut déroger  
rimoniales jusqu'à la célé-

, il deviendrait souvent im-  
ouvelle convention à la suite

## CHAPITRE II.

### Communauté légale.

#### SECTION II.

communauté activement et  
passivement.

auté ne devrait se composer  
t il est parlé dans le n° 1<sup>er</sup>,  
et intérêts échus ou perçus  
mentionnés dans le n° 2 de  
ence de ce qui est nécessaire  
famille.

n appartenu semblerait exi-  
e l'immeuble eût été conso-  
poux avant le mariage, tan-  
qu'il l'ait possédé avant le

senti est impropre; on pour-  
nécessité d'une stipulation  
unauté.

le disposition aux libéralités  
cause de mort.

iste que l'immeuble acquis  
t à celui des deux conjoints  
ement propriétaire par indi-  
ise.

d'une manière nette et pré-

cise ce qu'on entend par *dettes mobil*  
dette devrait acquérir une date certaine  
mort du créancier qui aurait souscrit  
synallagmatique avec la femme.

Art. 25. L'article devrait déclarer qu'il  
à la récompense, dans le cas du paier  
dettes d'une succession purement imm  
et à plus forte raison que dans le cas d  
cle 27, où la succession n'est immobiliè  
partie.

Art. 27. « Autres que ceux dépendan  
succession. »

On pourrait induire de ces termes, que l  
ciers ne pourraient point agir sur les l  
meubles dépendants de la succession;  
qu'ils ont le droit de poursuivre leur p  
tant sur la propriété que sur les jouiss  
ces biens.

#### SECTION III.

Art. 31. « Sans tradition réelle avec rés  
suffruit. »

La rédaction serait plus claire si elle é  
conçue : « Sans tradition réelle; la résér  
« fruit ne pouvant, dans ce cas, tenir lie  
« dition. »

Art. 33 et 34. Le principe adopté da  
cle 34 devrait s'appliquer à l'article 33.

Art. 38. On prévient beaucoup de  
en déclarant que les baux ne dureront  
dant trois ans après la dissolution du ma

Art. 44. « Le remploi du prix de l'imme  
partenant au mari. »

#### SECTION IV.

### De la dissolution de la communauté

#### DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 52. Il y a trop de rigueur dans la  
tion qui prive le conjoint survivant (tute  
petits-enfants mineurs) de la moitié de la  
lui revient dans le partage de la comm  
lorsqu'il néglige de faire l'inventaire.

Il ne devrait pas être traité avec plus de  
que le père ou la mère qui tombe dans  
négligence.

Art. 59. Lorsque la séparation de biens es  
sur des causes légitimes, on ne devrait  
ger la femme à poursuivre sans interrup  
paiement de ses reprises.

Art. 68. Il est contradictoire que le n  
est garant du défaut d'emploi, ne soit pe  
de l'utilité de l'emploi.

#### SECTION V.

Art. 74. Il y a de l'injustice à priver la  
de la faculté de se faire restituer contre  
lité de commune par elle prise avant d'a  
inventaire, lorsqu'elle est encore dans l  
puisque ce n'est que par l'inventaire qu  
connaître s'il lui est avantageux ou nui  
renoncer à la communauté.

#### CHAPITRE III.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 114. 1<sup>o</sup> Il est extraordinaire que,  
cas d'exclusion de communauté, le mari  
droit de percevoir les capitaux.

2<sup>o</sup> Aux mots après la dissolution de la  
nauté, substituer ceux-ci : dissolution du  
attendu qu'on s'occupe des effets des con-  
exclusives de la communauté.

Il est juste aussi que, par la sépar  
biens ordonnée en justice, le mari perde  
nistration des biens propres de la femme

serve d'une  
du prix, soi

Et de pr  
ont été ven  
bles, à un :  
bien à un s  
les immeul

On jugea  
ment de To  
cas, il n'y ;  
que le vend  
le tout.

Art. 107.  
meuble de  
l'un des c  
tion ; ce qu

*Du trans,*

Art. 111  
« moins qu  
a connu la

notv. On j  
régulant les ef  
gage à fourn  
du débiteur  
insérées dai

Art. 3. I  
refuser à  
suffit pas  
n'est pas

, soit pour la totalité

des effets mobiliers  
ent avec des immeu-  
rix, sans division, ou  
entre les meubles et  
les prix différents.

au ci-devant parle-  
is les deux premiers  
ile et même vente, et  
d'établir la lésion sur

VII.

tion.

cet article que l'im-  
même dans le cas où  
il en prendre sa por-

VIII.

es et autres droits  
ls.

membre. Ajouter « à  
à que le cessionnaire

p de contestations, si l'on  
laquelle le cédant s'en-  
celleaux *périls et risques*  
s, qui sont fréquemment  
réances.

I.

ige.

échangeurs puisse se  
l'il a promise, il ne  
e l'autre contractant  
ette chose, comme le  
ore qu'il le prouve.

que la soulte excède  
r de l'immeuble cédé

aient exiger que la  
valeur totale de l'im-  
encore de la moitié  
si l'immeuble vaut  
se portât à plus de  
oit suffire que, dans  
e plus de 500 francs.  
de plus de moitié la  
échange, il faudrait,  
r de l'immeuble cédé

III.

e.

MIER.

choses.

IERE.

urée des baux.

cet article est trop

le louage des choses  
nevaux, les lits, etc.  
pas 150 francs, la  
se.

l'ajouter à cette dis-  
as de contravention,  
cher le sous-fermier  
ation ; ou l'en expul-  
ement du bail avec  
choix.

Art. 15 et 19. Il est inutile de s'en  
l'usage des lieux, lorsqu'on peut établi  
gle générale.

Art. 21. Il serait difficile de s'en tenir  
position de cet article, à l'égard du bai  
maine en corps, lorsque la partie des ter  
domaine est divisé en trois lots, par ex  
l'autre partie en deux seulement.

S'il s'agissait d'un domaine duque  
draient des bois taillis, le bail ne devr  
prolonger jusqu'à l'échéance de la  
coupe. Il faudrait expliquer que la der  
position s'applique au seul cas où le ba  
sur un bois indépendant de tout autre

Art. 24. Il y a même raison à l'égard  
par écrit et à l'année, sans fixation d'aut

Art. 25. Quel délai donnera-t-on au  
taire après l'expiration du bail, pour ag  
le fermier, à l'effet d'empêcher la tacite re  
tion ; presque partout, le fermier est c  
sortir le même jour où le bail expire.

Art. 26. Même observation que sur l'a  
Au lieu de *l'article 21*, lire *article 19*.

Fixer le délai après lequel le pro  
pourra obliger le locataire à vider la ma  
Pour le surplus, même observation  
l'article 25.

## SECTION II.

### *Des obligations du bailleur.*

Art. 35. Le bailleur ne devrait pas s  
une diminution du prix du bail, lorsque  
ble ou les voies de fait sont la suite et  
l'animosité dirigée contre le preneur.

## SECTION III.

### *Des obligations du preneur.*

Art. 38. Le preneur devrait être co  
non-seulement aux dommages résultant  
de la chose louée, mais encore à ceux q  
raient résulter de la diminution du prix  
veau bail.

Art. 43. Même observation sur les us  
lieux que sur les articles 15, 19 et 26.

Substituer les termes *ces réparations* :  
*les réparations*.

Art. 50. La disposition qui rend les l  
*solidairement* responsables de l'incendie  
preuves indiquées), n'est pas juste, et  
modifiée.

Toutes les autres dispositions des artic  
suivants de cette section, sont applica  
colons partiaires ou métayers.

Les maîtres, valets ou serviteurs à g  
vraient aussi répondre des dégradatio  
l'incendie occasionnés par eux ou par  
mille.

## SECTION IV.

### *De la résolution du louage.*

Art. 57. Même observation sur l'u  
lieux que sur les articles 15, 19, 26 et 43

Art. 58. Le locataire ou le fermier  
obligé de vider en cas de vente, ne doit pa  
des dommages ; car ces dommages lui tie  
lieu de prorogation du bail ; ce qui  
traire à la convention.

Art. 59 et 61. Même observation que  
ticle 57.

Art. 64. La fraude n'est pas à craindre  
cas de cet article, et rien n'empêche qu'on  
le principe posé dans l'article 56.

merce se fasse au profit de tous.

### CHAPITRE III.

*Des engagements des associés entre eux, et des tiers.*

#### SECTION PREMIÈRE.

*Des engagements des associés entre eux.*

Art. 35. S'il y a urgente nécessité, l'administrateur doit pouvoir agir sans l'autorisation de celui-ci se trouve malade, ou en toute autre cause légitime.

#### SECTION II.

*Des engagements des associés vis-à-vis des tiers.*

Art. 49. Sur les termes, « à moins que le genre de l'obligation, il ne paraisse que l'obligation ne concernait pas les affaires de la société ».

Cette disposition est trop vague, et peut traverser le commerce. Le tiers porteur d'obligation n'est pas obligé de s'informer si les affaires de la société concernent ou non les affaires de la société. Les associés doivent s'imputer d'avoir donné leur confiance à des personnes qui ne la méritent pas.

Restreindre cette disposition au seul cas où elle résulte de l'acte de l'obligation lui-même. Elle ne concerne pas les affaires de la société. Par exemple, si l'associé à un commerce exprime dans l'obligation que les empruntées doivent servir à payer les besoins de ses frères, et autres cas semblables, et compagnie.

### CHAPITRE IV.

*Des différentes manières dont finit la société.*

Art. 56. La prorogation de la société résulte de la continuation du commerce sans contradiction et avec le concours des associés.

Art. 57. Cet article paraît inutile.

Art. 68. Expliquer si l'action en résiliation a lieu à raison du partage qui n'aurait lieu que des marchandises, des dettes actives, des effets mobiliers ;

Ou seulement à raison du partage des biens ; ou enfin à l'égard de celui qui a en même temps des immeubles et des effets mobiliers.

il suffit que le com-

tre eux, et vis-à-vis

R.

viés entre eux.

essité, l'un des ad-  
r sans l'autre, lors-  
le, ou empêché par

vis-à-vis des tiers.

moins que, par le  
paraître qu'elle ne  
e la société. »

gue, et pourrait en-  
porteur de l'obliga-  
former si elle inté-  
a société. Les asso-  
donné leur con-  
e la méritaient pas.

au seul cas où il  
n lui-même, qu'elle  
la société : comme,  
commerce particu-  
on que les sommes  
er les droits suc-  
s nblables, et

nt finit la société.

la société devrait  
du commerce sans  
ours des mêmes as-

utile.

on en rescision aura  
n'aurait pour objet  
ttes actives, ou des

partage des immeu-  
ui qui comprendrait  
les et des marchan-

R.

commodat.

leur dans le premier  
it que l'emprunteur  
e prêtée, arrivée par  
nteur aurait pu la  
enne propre.

L'emprunteur a fait  
tres que celles dont

I.

mmation.

I.

prêteur.

e le prêteur soit tenu  
as, des défauts de la

chose prêtée ; l'emprunteur devra se  
dre des choses de la même qualité.

Au lieu des termes, *le prêteur est  
faute, il faudrait substituer ceux-ci,  
défauts.*

## TITRE XVI.

### Du dépôt et du séquestre

#### CHAPITRE II.

##### Du dépôt proprement dit

##### SECTION PREMIÈRE.

##### De la nature et de l'essence du

Art. 12. Excepter le cas où il y a  
cement de preuve par écrit.

##### SECTION II.

##### Des obligations du déposita

Art. 21. La rédaction de cet article  
claire si, au lieu de dire, « il ne doit  
« rêt de l'argent qu'il n'a pas pu em-  
« usage, » elle était ainsi conçue :

*Il ne doit aucun intérêt de l'argent,  
ne l'a fait employer à son usage.*

Art. 25. Substituer les expressions,  
*été fait par un tuteur, à celles-ci, si  
fait à un tuteur.*

##### SECTION IV.

##### Du dépôt nécessaire.

Art. 35. Le juge ne doit pas être re-  
spect dans l'admission de l'affirma-  
teur.

## TITRE XVII.

### Du mandat.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 10. Expliquer qu'il s'agit d  
général.

Art. 13. « Les dédommager des fr  
curation. »

Cette expression ne fait pas conn  
obligations du mandant : on y su  
celle-ci, à *les dédommager des frais  
l'exécution du mandat.*

#### CHAPITRE III.

##### Des obligations du mandant

Il serait à propos de prévoir le ca  
plusieurs mandataires ont été cor-  
même procuration, sans qu'il soit  
raient conjointement ou séparémen

Savoir si l'un pourra agir sans l'  
affaires importantes ; et si, dans le  
pouvoir d'agir conjointement, et q  
mourir, le survivant pourra conti

#### CHAPITRE V.

##### Comment le mandat prend

Art. 35. Ajouter, « par la faillite d  
« et par sa condamnation à des  
« mantes, etc., etc. »

Art. 37. Excepter le cas où ceu  
le mandant avait donné pouvoir de  
connu la révocation.

Il serait à désirer qu'on pût trou  
d'arrêter l'effet de la mauvaise foi  
taire qui voudrait abuser d'une pro  
rale, après que la révocation lui  
notifiée.



[Pro

Art. 40. Cett  
juste que l'hér  
naissance des

La prescript  
contre l'hériti  
accordé pour  
jours pour dél  
connaître les

*Du te*

*De la pre*

Art. 46. Il  
tion, relative  
dont il est pa  
sonnes qui  
européen de  
l'égard de c  
effet, il est c  
pour prescri  
sonnes qui ne  
ressort, quoiqu  
guées que d  
qu'il ne soit  
qui sont éloig  
mètres, sous  
ressort du mè

Il vaudrait  
tion à vingt  
personnes de  
mental de la

Art. 47. Ce

*Sur la dispos*

Les lois civ  
cohérentes de

trop dure ; il est de prendre concession.

Il ne peut s'accomplir en moins de trois mois et de quarante jours que le projet ne peut agir sans

prescrire.

et vingt ans.

Il n'y a aucune distinction de la prescription entre les personnes physiques et les personnes morales, mais seulement à l'égard des personnes physiques dans le même territoire continental. En France, le temps requis est de vingt ans à l'égard des personnes physiques et de dix ans à l'égard de ceux de vingt myriades de personnes physiques dans le territoire continental.

La prescription est de la prescription entre les personnes physiques et les personnes morales.

utile et sans objet.

termine le projet

Il ne peut pas d'être insensé pas rempli, explicitement les blâmes législatives, objet du Code civil. Conformément à ce résumaire. »

re une foule de

Il ne faut pas faire de bonnes lois pour toute la France, mais les lois qui ne peuvent être appliquées assez puissamment et surmonter la difficulté de faire le bien. L'État, honore ses lois et mieux faire en fait des définitions des matières y sont y a réuni en un de principes fé-

Il s'aperçoivent au même temps et de la même façon ; et ce n'est pas remplir que celle l'on voudrait trou-

Il ferme sont néanmoins pouvoir être passés

Il n'y a pas assez d'étendue des peuples les plus comme la sauvegarde des pure des vertus

sociales ; on veut rendre les enfants indépendants à l'âge où ils ont le plus besoin d'être con- ll est rare qu'à *vingt-un ans* la raison ait la maturité nécessaire pour pouvoir résister à la violence des passions qui sont alors dans leur force.

Au lieu de proscrire le divorce, dont l'existence n'a que trop fait connaître les inconvénients et les dangers (surtout par rapport aux enfants), on a cherché seulement à le rendre fréquent ; et bien loin d'avoir atteint ce but, on n'a pas senti que rien ne pouvait contribuer efficacement à multiplier les divorces, que vouloir introduire la *communauté légale* dans les lieux où elle a toujours été inconnue, et de les femmes dans une dépendance à laquelle sera difficile de s'accoutumer, relativement à la gestion des biens qu'elles n'ont pas eu à se constituer en dot.

En limitant la faculté de disposer en ligne latérale, l'on a contrarié, sans aucun motif, le vœu le plus naturel à l'homme laborieux et sensible, qui, après avoir été lui-même l'auteur de sa fortune, ne désire rien tant que de pouvoir transmettre librement aux personnes qu'il aime.

Par cette gêne, on n'a fait qu'ouvrir la porte à une infinité de fraudes, qu'on ne manque de mettre en usage pour éluder une loi sage.

On n'a pas fait attention que, si les testaments et les autres dispositions à cause de mort ont leur fondement dans le droit civil, les donations entre-vifs sont par elles-mêmes l'exercice légitime du droit sacré de propriété. On a écrit dans les mêmes bornes deux genres de dispositions qui se ressemblent si peu dans leur essence et dans leurs effets.

Le nouveau système relatif aux hypothèques aux saisies réelles est encore plus vicieux. Il tirerait aux plus dangereuses conséquences un plan en est mauvais dans son ensemble et dans tous ses détails.

Les définitions et règles concernant les sources (sources si fréquentes de procès) n'ont pas suffisamment développées.

Il y a, sur toutes les autres matières, un grand nombre d'articles qui exigent des modifications et des changements que nous avons indiqués.

Il ne restera ensuite qu'à pourvoir par des lois transitoires à une infinité de cas qui entraveront inévitablement la marche des tribunaux, si on n'y a pas prévu.

Il semble enfin que les auteurs du projet reconnaissant combien il est nécessaire de simplifier les lois qui ont pros crit en masse (sans utilité pour l'agriculture) les rentes et redevances foncières, stipulées avec mélange de féodalité, aient craint néanmoins d'aborder cette question, quoique ce soit dans le Code civil qu'il faut être tracés les principes d'après lesquels on peut aisément faire disparaître toutes les traces de l'odieuse féodalité, en conservant des droits qui ne peuvent être supprimés sans injustice.

Tel est le résultat de nos observations. Les lois nous ont été dictées par le désir de rétablir la confiance du Gouvernement, et de contraindre tout notre pouvoir à la perfection d'un ouvrage : la France l'attend avec la plus vive impatience comme le plus beau monument qui doit être élevé à la gloire du jeune héros auquel doit son repos et son bonheur.

Les commissaires du tribunal d'appel de Toulouse, pour les observations sur le projet de Code civil, MONSSINAT, SOLOMIAC, ARESSY.

soumis, le mode de publication et qu'un moyen d'obtenir une présomption que le citoyen connaît la loi du jour où elle est promulguée.

Cela pose, un membre de la commission a exprimé le désir qu'on adoptât un mode de publication, d'après le lieu du Gouvernement, d'après le mode de publication commun à tous les départements, deviendrait exécutoire le même jour.

La commission n'a point adopté l'avantage qu'elle présentait de l'être, pour tous les Français, au lieu du lieu du Gouvernement, d'après le mode de publication commun à tous les départements, deviendrait exécutoire le même jour.

La publication des lois paraît donc aux préfets de chaque département l'envoi aux tribunaux et à toutes les autorités qui pourraient concerner, qui seraient les procès-verbaux d'inscription sur les registres.

#### TITRE IV.

##### *Des effets de la loi.*

Art. 1<sup>er</sup>. (Le 2<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 3. — Néanmoins la loi ne serait qu'explicative d'une règle même le passé, sans préjudice de son dernier ressort, des transactions arbitrales passées en force de chose jugée.

*Dévelop.* (1<sup>er</sup> article du projet).

Le premier article du projet paraitrait de droit; et en fait il n'est que trop facile de la matière des raisonnements qu'on se livre pour le terminer.

(Le 3<sup>e</sup> du projet).

Quelque raisonnable et nécessaire que soit cet article, il ne peut être limité dans ses justes bornes; les expressions, une loi qui ne sera pas une loi, ne sont pas des expressions.

Un membre de la commission a dit, mais, règle même le passé, ne fut-ce que pour l'entendu même du temps antérieur, mais la force du sens de l'article précédent, ne laisse lieu à aucune objection.

Art. 3. (Le 4<sup>e</sup> du projet).

Art. 4. (Le 4<sup>e</sup> du projet).

Art. 5. (Le 6<sup>e</sup> du projet).

le publication des  
se sûrement par-  
u doivent y être  
n'est donc jamais  
n légale que tout  
st publiée.

sion exprimait le  
plication au chef-  
et après un délai  
ntinentaux, la loi  
ns toute la Répu-

ette idée, malgré  
les lois exécute-  
moment : mais  
ne fallait-il pas  
administrative et  
ier rapport, parce  
ranscrite, et ne le  
même lieu, parce  
encore publiée.  
avoir être confiée  
sans préjudice de  
autorités qu'elles  
tenus de dresser  
registres.

, une loi qui ne  
loi précédente,  
des jugements  
is et décisions  
e jugée.

ignifiant en point  
que la loi devient  
aurait pour objet

soit la disposi-  
ormellement res-  
l'indiqueront les  
cpliative.

craindre que ces  
susceptibles d'être  
la loi expliquée;  
mant exception à  
ne équivoque.

Atre retranché? il  
peut déroger par  
qui, tout en ré-  
ère, leur laissent  
férente, en usant  
qu'on ne fait que

placé au titre Ier,  
re de la loi qu'à

ile et dangereux?  
d'une loi prohi-  
sileur se sera  
de lois emploient  
ritable sens n'est  
amp ouvert aux  
on de la loi le  
le emporte peine

tion des lois.

*Réd. prop.* Art. 2. — Il peut être nécessaire d'interpréter les lois.

Il y a deux sortes d'interprétations : l'une par voie d'autorité, qui consiste à résoudre les doutes, par forme de disposition générale et de commandement ; elle n'appartient qu'au pouvoir législatif : l'autre, par voie de doctrine, consiste à saisir le véritable sens d'une loi dans son application à un cas particulier ; celle-ci seule constitue le ministère du juge.

Art. 3. — L'application de chaque loi doit se faire à l'ordre des choses sur lesquelles elle statue ; les objets qui sont d'ordres différents ne peuvent être décidés par les mêmes lois.

Art. 4. — Quand une loi est claire, il ne faut point en éluder la lettre sous prétexte d'en pénétrer l'esprit ; et dans l'application d'une loi obscure, on doit préférer le sens le plus naturel, et qui est le plus conséquent au principe de la loi.

*Dévelop.* (Les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> du projet).

Les légers changements proposés semblent rendre la rédaction plus exacte.

(Le 5<sup>e</sup> du projet).

L'expression du sens le moins defectueux dans l'exécution ne paraît ni propre ni précise. C'est la conformité au principe général de la loi qui doit déterminer la préférence d'un sens dont est susceptible une loi, sur tout autre qu'on peut lui prêter.

Art. 5. (Le 6<sup>e</sup> du projet).

Art. 7. — Il n'est permis au juge ni de mettre sa présomption à la place de celle de la loi, ni de distinguer, lorsque la loi ne distingue pas, ni de suppléer des exceptions que la loi ne prononce pas.

Art. 7. — L'induction d'un cas à un autre ne peut être admise que lorsqu'il y a même motif de décider.

*Dévelop.* (Les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> du projet).

Les expressions, *ne doit, ne doivent*, employées dans les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> articles du projet, conviennent peu au style des lois. Le langage positivement impératif est de leur essence.

Art. 8. (Le 9<sup>e</sup> du projet).

Art. 9. (Le 9<sup>e</sup> du projet).

*Dévelop.* (Le 8<sup>e</sup> du projet).

Voir l'observation sur l'article 6.

*Réd. prop.* Art. 10. — Dans les matières criminelles et de police, le juge ne peut, en aucun cas, suppléer à la loi pénale.

*Dévelop.* (Le 10<sup>e</sup> du projet).

Sur cet article 10 du projet, la commission s'est demandée si l'on pouvait supposer qu'il y eût des lois odieuses ; et, en le supposant, si le législateur pouvait défendre à l'homme sensible de n'en faire l'application qu'avec réserve. La réponse à ces deux questions a été de proposer la suppression de l'article, sans aller jusqu'à ériger en loi la maxime contraire, quoique consacrée par un vieil adage de droit.

*Réd. prop.* Art. 11. — Le juge qui refuse ou diffère de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, se rend coupable de déni de justice.

*Dévelop.* (Les 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> du projet).

C'est à la loi pénale seule qu'il doit être interdit au juge de suppléer, puisque, quant à l'instruction, la loi criminelle donne formellement aux présidents un pouvoir discrétionnaire ; et il est évident qu'en matière de police comme en matière criminelle, la loi pénale ne peut être suppléée.

L'article 12 du projet, placé le dernier, devient commun, comme il doit l'être, aux matières civiles et criminelles ; et le déni de justice étant le caractère propre de

*Red. prop. Art. 16. — Les condamnations emportent la mort civile, sont celles à la mort, ou aux seules peines afflictives, et ne s'étendent à toute la durée de la vie.*

*Dévelop. (Le 16<sup>e</sup> du projet).*

Le Code pénal actuellement en vigueur ne prononce de peines afflictives qui s'étendent à toute la vie; il ne faut donc parler de ces sortes de peines que conditionnellement.

On ne peut admettre l'alternative des peines ou infamantes; car l'infamie, une fois encourue, s'étend nécessairement à toute la durée de la vie.

D'ailleurs, la dégradation civile, peine purement civile, n'emporte pas mort civile.

*Red. prop. Art. 17. — Une condamnation prononcée contre un Français en pays étranger n'emporte pas la mort civile.*

*Dévelop. (Le 17<sup>e</sup> du projet).*

Pourquoi exprimerait-on, comme une sorte de disposition de l'article, que le crime commis en pays étranger? Si la condamnation est prononcée contre un Français en pays étranger, pour un crime commis en France, cette condamnation est nulle, car elle ne peut produire aucun effet, car elle serait éminemment incompétente.

*Red. prop. Art. 18. — La mort civile est prononcée du jour de la prononciation du jugement dictoire ou par contumace.*

*Art. 19. — La cassation d'un jugement dictoire, comme la représentation ou l'absence d'un condamné par contumace, font cesser la mort civile.*

*Art. 20. — Le condamné par contumace qui décède avant l'expiration du délai qui est accordé pour purger la contumace, le condamné dictoirement qui décède dans le délai accordé pour se pourvoir, enfin celui qui est pourvu, décède avant qu'il ait été statué sur sa demande, meurent dans l'intégrité de leur personne.*

*Art. 21. — Le condamné à une peine afflictive, qui s'est évadé, et celui qui a été jugé par contumace, ne s'en trouvent réintégrés dans les droits de la loi, ne sont pas réintégrés dans les droits civils par la prescription de la peine.*

*Art. 22. — Ceux qui ont été condamnés à une autre peine emportant mort civile sont*

ON II.

*ils par une condamnation civile.*

- Les condamnations qui, sont celles à la peine de nes afflictives qui *pour-* a durée de la vie.

et).  
ent en vigueur ne connaît pas étendent à toute la durée de rler de ces sortes de peines

ernative des peines *afflictives* ie, une fois encourue, s'étend urée de la vie.

civile, peine purement *infa-* civile.

Une condamnation pro- nis en pays étranger n'em-

jet).  
comme une sorte de condition le, que *le crime aurait été* ? Si la condamnation était çais en pays étranger, pour ette condamnation n'en serait uire aucun effet en France; incompétente.

La mort civile commence *tion du jugement contra-* ice.

On d'un jugement contra- ésentation ou arrestation itumace, font cesser la

né par contumace, qui du délai qui est accordé ice, le condamné contra- dans le délai qui lui est y, enfin celui qui, s'étant u'il ait été statué sur sa l'intégrité de leurs droits. né à une peine emportant vadé, et celui qui, après mace, ne s'est pas repré- arrêté dans le délai de la s dans les droits civils peine.

ont été condamnés à une ort civile sont privés des l proprement dit : ainsi, age est dissous; ils sont er un nouveau, d'exercer e paternelle, de recueillir iens qu'ils laissent à leur ait partie de leur succes- rt civile, et appartiennent habiles à leur succéder ou e peuvent faire aucune ort, ni être tuteurs, ni leur témoignage ne peut ni pour la validité d'aucun

rent capables de tous les turel : ainsi, par exemple, ansactions commerciales, entre-vifs, échanger, faire me ou loyer, emprunter, u un délit.

jet).  
le, pour la suite de la dispo- élevée sur le point de savoir oncerdu jour de l'exécution

du *jugeme* projet, ou ment.

D'un côté ce jour a jour de l'e civile n'été pas être p avoir été exemple, e jour après toute exé qu'une rig

On a ré motif de r l'exécution ment app seule appr était retra gement pa admettre q de la mor contumax en effligie, contradicti inconvénit conserver temps qui lui de fai cassation, jourd'hui

En cons comme pr rait du jo

(Les 18 Les disp paru pou articles pr conséqu évident.

C'est p cles 23, 24 Voir l'o

(Le 30 On a ob de dire, le civil. le n lois que c

Les exp qui en sor succession paru laiss biens. To recueillir?

Il a par cession d'i la mort ci d'autres h peler ces cueillir m acquérir p

Il a été tiers au serait bles hériter au tous leurs par des év

Enfin ur a été que, être exclus l'être, à partout où ticité des

(Le 31 Il a déjà ment le p

Art. 24 Réd. p

aucune le nom u cet effet judiciaire

Art. 27. -- L'  
l'acte de nais  
le reconnaître  
par un acte sé  
du lieu de son  
lieu de la nai

Si la recon  
acte devant l  
ou résidence  
diligence du  
l'état civil d  
de la transcri  
les registres,  
reste annexé

*Dévelop.* (Le  
La simple r  
l'officier de l'ét  
la déclaration  
que c'est à la  
envois d'expéd

Soit que l'  
l'état civil du  
été par celui  
il est fait me  
de naissance

*Réd. prop.*  
d'un enfant  
de l'état civ  
celui qui s'e

Cet acte  
l'enfant, su  
mention en  
sance.

*Dévelop.* (L  
L'officier ci  
autorisé, com  
claration; et

qui n'aurait pas fait dans l'enfant la déclaration de jours à temps de le faire, ant l'officier de l'état civil ou résidence, ou celui du l'enfant.

de l'enfant est faite par le l'état civil du domicile une expédition doit, à la e envoyée à l'officier de la naissance, qui est tenu e jour de la réception sur lesquels cette déclaration

objet).

père semble suffire pour que cette résidence puisse recevoir it; et il paraît bon d'exprimer du père que seront faits les pourront être nécessaires.

été dressé par l'officier de la naissance, soit qu'il l'ait cile ou résidence du père, et acte en marge de celui

— L'acte de reconnaissance e né est reçu par l'officier icile ou de la résidence de e père.

te, après la naissance de s du lieu où il est né, et i marge de l'acte de nais-

jet).

résidence du père doit être n domicile, à recevoir sa déement qu'il faut ordonner le te de reconnaissance sur les te de naissance.

Dans le cas où la recon- le père est avouée par la cet aveu peut être faite, il du domicile ou résidence celui qui a reçu la recon- t enfin devant celui qui a ; cette déclaration sera s de naissance, et signée er de l'état civil.

signer, sa déclaration ne e de deux témoins sachant ue la mère déclarante est lle dont elle prend le nom. mera les prénoms, noms, s de ces témoins.

la déclaration de la mère naissance et de la recon- cet effet, si ces actes ont officiers publics, il en sera expéditions.

jet).

ire que l'aveu de la mère peut l'état civil; il est nécessaire de bon de lui donner l'option que

s où elle ne saurait pas signer, nécessaires pour éviter les abus ; mais il est aisé de sentir il convenait de dispenser la ux témoins pour faire sa dé- r.

quent aux règles précédentes laration de la mère en marge que de la reconnaissance du divers actes dont le concours

assure l'état de l'enfant, et qu'il pourrait avoir difficultés à réunir dans les temps plus éloigné

Art. 30. (Le 30<sup>e</sup> du projet).

Réd. prop. Art. 31. — Tous actes rel naissance d'un enfant, qui auront été l du domicile du père, devront être rep les registres des naissances du lieu de ce

## SECTION II.

### Règles particulières aux actes de mar

Réd. prop. Art. 32. — Les deux put prescrites au titre du mariage, et qui de précéder la célébration, sont faites, la p<sup>re</sup> décadi, et la seconde le quintidi suivan la porte extérieure et principale du lieu de municipales.

Dévelop. (Le 32<sup>e</sup> du projet).

Le délai de plus de vingt jours, qu'entraîne l du projet, ne peut-il pas, sans inconvénient, é de la manière que le propose ce même article

N'est-il pas de la nature d'une publication q faite extérieurement? Le modèle annexé au p pose la publication faite à la porte extérieure.

Réd. prop. Art. 32 bis. — L'officier de l proclame, dans ces publications, les j noms, professions et domiciles des futu ceux de leurs pères et mères, et même la des futurs époux, lorsqu'elle n'est pas la leur domicile.

Dévelop. (Les 32<sup>e</sup> et 33<sup>e</sup> du projet).

La résidence des époux peut n'être pas la leur domicile légal, et être cependant le domic monial: de là, nécessité de comprendre la comme le domicile des futurs époux dans les deu

Réd. prop. Art. 33. — Il dresse acte de blications, contenant les jour, lieu et l elles ont été faites, et les mêmes préno professions, domiciles et résidences.

Dévelop. (Le 33<sup>e</sup> du projet).

Voir l'article 32.

Art. 34. (Le 34<sup>e</sup> du projet).

Réd. prop. Art. 35. — L'extrait de che de publication sera et demeurera affiché i extérieure du lieu de la séance de l'ad tion municipale, pendant l'intervalle de c ations au jour du mariage. Il pourra être dès le décadi qui suivra la seconde public

Dévelop. (Le 35<sup>e</sup> du projet).

La disposition de cet article doit s'appliquer ment à chaque acte de publication, et chacun actes doit rester affiché depuis le jour où il a jusqu'au jour de la célébration du mariage.

En permettant de célébrer le mariage dès l qui suivra la publication, on abrégera le dé invitera, sans y contraindre, à se marier les

Il avait été proposé de prescrire la nécessité veler au moins une publication, en cas qu laissé passer plus de trois mois après la sec célébrer le mariage. La majorité de la comm convenant de l'utilité de cette mesure, n'a qu'elle fût assez nécessaire pour en proposer l

Art. 36. (Le 36<sup>e</sup> du projet).

Art. 37. (Le 37<sup>e</sup> du projet).

Réd. prop. Art. 38. — L'officier de l' inscrit sur-le-champ un extrait somme oppositions sur le registre des publication

Dévelop. (Le 38<sup>e</sup> du projet).

C'est sur-le-champ qu'il faut que l'officier p tenu d'inscrire les oppositions.

Art. 39 (Le 39<sup>e</sup> du projet).



L'officier de l'  
de déclarer s'i  
sommier le div

Art. 57. —  
l'officier civil  
mariage est d  
champ, qu'il  
et les témoins  
non, mention  
ils n'ont sign

En tête de  
jugement qui

Art. 58. —  
par la partie i  
devant lequel  
dans le jour n  
en marge de  
dépens, dom

*Dévelop.* (La

La commissi  
devait pas proi  
riser le d man  
vant l'officier  
prononciation  
quises pour le  
liens doivent  
ont été contrac

*Des règle*

*Réd. prop*  
sera faite se  
civil, qui ne  
du décès, et  
écoulées de

En cas de  
de l'officier  
vingt-quatre

interpelle le demandeur dans la résolution de con-

andeur déclare persister, au nom de la loi, que le il en dresse acte sur-le- les parties comparantes vent et peuvent signer; si de la cause pour laquelle

t transcrit le dispositif du é le divorce.

n de cet acte est adressée, à l'officier de l'état civil age avait été célébré, qui, réception, en fait mention élébration, à peine de tous intérêts.

jet).

5 que l'autorité judiciaire ne vorce, mais simplement auto- requérir la prononciation de- a cru devoir faire faire cette mes formalités que celles re- suivant la maxime que les s de la même manière qu'ils

#### TON IV.

##### es aux actes de décès.

Aucune inhumation ne ice de l'officier de l'état vrer qu'après s'être assuré vingt-quatre heures soient s.

manifeste, l'ordonnance être délivrée avant les une attestation d'un offi- meurera annexée à l'or-

jet).

parler que d'un avis à donner idu est décédé, est bien inn- etre à des formalités, puis- l'acte; s'il entend parler des constater que c'est tel ou tel st avec l'article 58 du projet

ocaux à déterminer le mode s de l'état civil s'assureront ir que l'humanité dicte enfin t égard, tels qu'on soit pré- ises dont on n'a que trop

- Acte de chaque décès est l'état civil, sur la déclara- qui signent avec lui, ou n'ont pu ou su signer. vent être, s'il est possible, parents ou voisins de la i personne qui commande laration est faite par un , lorsque le défunt n'est opre domicile.

jet).

article 53 du projet paraissent

ojet).

ojet).

- Les corps des noyés, des eux qui ont été trouvés ou indices de mort subite irconstances qui donnent

lieu de le soupçonner, ne peuvent être qu'après qu'un officier de police judiciaire d'un officier de santé, a dressé, sur le ra l'officier de santé, un procès-verbal de cadavre, et des circonstances y relatif que des renseignements qu'il aura pu i touchant les nom, prénoms, âge, profess de naissance et domicile du décédé.

*Dévelop.* (Le 59<sup>e</sup> du projet).

On a observé, sur cet article, que c'est dan taux surtout qu'il est à désirer qu' les pi soient multipliées pour éviter les inhumations p mais ces observations n'ont pu qu'être renvoi reglements spéciaux pour ces sortes d'instituti (Le 60<sup>e</sup> du projet).

Il a paru bon que les dispositions de cet art projet fussent formellement appliquées aux noyés, des asphyxiés, de tous individus morts s. Il a paru également convenable que l'officier judiciaire, pour dresser en ces cas un proc fût tenu de se faire assister d'un officier de :

Art. 64. (Le 61<sup>e</sup> du projet).

Art. 65. (Le 62<sup>e</sup> du projet).

Art. 66. (Le 63<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 67. — Lorsque quelqu' dans un voyage de mer, il en est dressé, vingt-quatre heures, un double acte, d sur le livre-journal du bâtiment, et P: une feuille particulière.

Cet acte est dressé en présence de deux qui en signent les deux doubles avec le ou maître; sinon il est fait mention qu' pu ou su signer.

Le double, écrit sur une feuille part reste dans la main du maître, lequel est le remettre, dans les vingt-quatre heures rivée du navire en France, à l'officier civil du lieu où le navire aborde. Il est i même jour sur les registres de l'état cette inscription est souscrite par celu trouve être le maître du bâtiment, au t l'arrivée, et par l'officier de l'état civil.

*Dévelop.* (Le 64<sup>e</sup> du projet).

Le second alinéa de l'article 64 du projet : autoriser à croire, contre l'intention sans de auteurs, que, s'il n'y avait pas parmi l'équip: passagers deux personnes sachant signer, le ou maître pourrait, en en faisant mention, dre hors la pré-ence de tout témoin. Il a paru d'exprimer que s'il n'y a personne sachant signer, mention sera cependant faite de la p deux témoins à l'acte, en même temps que de pour laquelle ces deux témoins, qui auront l'acte, n'auront pu le signer.

*Réd. prop.* Art. 68. — Les greffiers c sont tenus d'envoyer, dans les vingt-quati de l'exécution des jugements portant i mort, une expédition du procès-verbal tion, à l'officier de l'état civil du lieu où damné a été exécuté : celui-ci inscrit s registres de l'état civil un acte de décès du co sans aucune mention de la nature de sa m annexe le procès-verbal d'exécution à l'u registres.

Art. 69. — Les concierges des prisons f tion, sur les registres d'écrou, du décès tenus, et envoient, dans les vingt-quatre un extrait de ce registre à l'officier de P: dans l'arrondissement duquel est la pris ci annexe cet extrait à l'un de ses registr acrit sur chacun l'acte de décès de l'indit faire mention de la détention dans laquel décédé.

(Les 65<sup>e</sup> et 66<sup>e</sup> du projet).

préjudice du domicile, et transporté au lieu de l'exercice perpétuelles.

Art. 10. — Le domicile règle les successions. C'est au domicile non remis à la personne son devant le juge du domicile que les actions personnelles : le tout sans cas formellement exceptés par la loi.

Art. 11. — Celui qui n'a aucun domicile peut être cité, soit à son domicile soit au lieu de sa résidence ou momentanée ; il sera, pour les actions personnelles, justiciable des juges dans l'étendue duquel il se trouve.

*Dévelop.* (Les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> du projet)

Les changements proposés par les articles 10 et 11, ne sont que des développements parus évidents à la commission.

#### TITRE IV.

##### *Des absents.*

##### CHAPITRE PREMIER

##### *De l'absence en général, et de la manière dont elle doit être constatée.*

*Réd. prop.* Art. 1<sup>er</sup>. — La loi déclare absent celui qui, après avoir quitté son domicile ou de sa résidence, n'a paru depuis cinq années, et dont aucune nouvelle depuis ce terme n'est parvenue.

Art. 2. — L'absence est constatée par le juge de paix du lieu de la résidence ou de la domicile, et attesté par un acte de trente ans et domiciliés dans la commune ou dans la distance de quatre lieues.

Lorsque l'absent, en qualité de public, avait un domicile distinct, il est fait un double acte de notoriété, l'un au lieu de son domicile, l'autre au lieu de sa résidence.

Art. 3. (Le 3<sup>e</sup> du projet).

Art. 4. (Le 4<sup>e</sup> du projet).

Art. 5. (Le 5<sup>e</sup> du projet).

*Dévelop.* (Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> du projet)

Les divers changements, proposés, n'ont pour objet qu'une plus grande clarté dans l'expression.

civil, qui sera toujours exercé de ses fonctions

égale le lieu de l'ouverture du domicile que les exploits ne sont adressés ; c'est à dire que sont portées les poursuites tout sans préjudice des poursuites par la loi.

à aucun domicile actuel, dernier domicile connu, résidence de fait, habituelle, et, pour ses obligations, des juges du territoire où il se trouve.

(projet).

et par les articles 8, 9, 10 et développements dont l'utilité a été démontrée.

#### IV.

absents.

##### PREMIER.

et de la manière dont elle est constatée.

La loi ne reconnaît pour l'absent, après avoir quitté le lieu de sa résidence, n'a point résidé, et dont on n'a reçu aucune nouvelle pendant ce temps.

constatée par un acte de décès de paix de l'arrondissement où il avait son domicile, et par sept témoins âgés de plus de dix ans, résidant dans la même commune ou de deux myriamètres de sa résidence, en qualité de fonctionnaires publics, et distinct de sa résidence, de notoriété, l'un au lieu où il a résidé.

1).

2).

3).

4) (projet).

proposés dans ces deux articles, avec plus rigoureuse précision.

#### TRE II.

de l'absence.

##### PREMIÈRE.

définitifs de l'absence.

La loi présume la mort de l'absent, après trois ans révolus du jour de sa disparition authentique du jour de

il est également, sans preuve de l'absence, après cinq ans, sans nouvelles, s'il est disparu sur un navire dont on n'a plus de nouvelles, ou après un naufrage, ou tel autre accident de mer.

des articles 6 et 7, l'absent ouvre tous les droits qui lui reviennent du décès de l'absent.

l'article 8 du projet étant absolu, l'article 6, les deux articles ont été supprimés ; et un article a été consacré à

exprimer qu'en ces cas les effets de l'absence sont absolus, définitifs, irrévocables.

#### SECTION II.

*Des effets non absolus de l'absence relative aux propriétés que l'absent possédait au jour de sa disparition.*

*Réd. prop.* Art. 9. — *Hors les cas des articles 6 et 7, l'absence, jusqu'à la preuve du décès de l'absent, ne donne à ceux qui, dans la supposition du décès, auraient des droits à exercer, tels que des héritiers présomptifs, des donataires, des légataires, des donataires sous condition de survie, des propriétaires grevés d'usufruit au profit de l'absent, qu'un droit provisoire réglé au projet.*

*Dévelop.* (Le 9<sup>e</sup> du projet).

Les auteurs du projet ont établi une différence entre l'absent qui a laissé une procuration et celui qui n'en a pas laissé. Mais comment une procuration laissée par un absent altérerait-elle la présomption de décès ? forme une absence de cinq ans sans nouvelles, et pourquoi prolonger une administration non car pour quoi préférer un mandataire à des héritiers présomptifs ? Une procuration peut-elle subsister dans ces cas même où la loi présume la mort qui fait l'absence ? La commission a donc cru ne pas maintenir de différence entre le cas de procuration et celui où l'absent n'en a pas laissé.

Elle s'y est d'autant plus déterminée que, dans la législation dans cette partie, elle a pour principe, que le jour où expirent les cinq ans de l'absence sans nouvelles, est celui où (sauf exceptions) il est censé mourir, et jusqu'à la preuve du contraire il est censé avoir vécu ; en sorte que le système du projet, la commission lui fait jusque-là, tant les successions que tous droits de l'absent et ses héritiers sont ceux qui se trouvaient en vigueur à cette époque, ce que le projet ne peut pas décider ainsi formellement.

*Réd. prop.* Art. 10. — A l'expiration des trois années révolues depuis les dernières nouvelles de l'absent, soit qu'il ait ou non laissé de procuration, sa succession est réputée s'ouvrir dès ce jour au profit des parents qui se trouvent à cette époque au degré successif ; ils peuvent, en conséquence, se faire envoyer en possession provisoire de la succession composant cette succession.

Art. 11. (Le 11<sup>e</sup> du projet).

Art. 12. (Le 12<sup>e</sup> du projet).

Art. 13. — Les héritiers, tant qu'ils n'ont pas obtenu l'envoi provisoire, ne peuvent aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent, sous le sceau de l'absent, sauf dans les cas de l'article 14, néanmoins, après trente ans révolus du jour de la disparition, la loi a reconnu l'absence, ils peuvent obtenir l'envoi en possession définitif, et ils sont propriétaires en vertu du jugement qui l'accorde, en présence et du consentement du procureur général du Gouvernement.

Art. 14. — Ce délai de trente ans ne court que contre l'absent mineur que du jour où il a atteint sa majorité.

*Dévelop.* (Le 14<sup>e</sup> du projet).

La commission propose d'exprimer que c'est relativement à l'absent que les héritiers en possession provisoire ne peuvent vendre ou hypothéquer, pour éviter la question de savoir si, même en l'absence de la preuve de l'absence, la validité de la vente peut être contestée.

On verra plus bas pourquoi la commission a proposé la prohibition absolue d'aliéner.

La commission propose de faire courir le délai de trente ans du jour où l'absence est devenue définitive, plutôt que du jour de l'envoi provisoire. Les présomptions n'ont qu'une faculté et non une

d'après preuves acquises de l'époque du décès.

Voir l'article 20.

### SECTION III.

*Des effets de l'absence relativement aux événements qui peuvent compéter à l'absence.*

*Réd. prop.* Art. 25. — L'effet de la présomption de mort, résultant de l'absence, est tel, qu'un héritier ne peut réclamer, du chef de l'absent, les droits qui ne seraient échus que postérieurement à l'expiration de cinq ans révolus, sans avoir eu, depuis le jour de la disparition, si elle est sans accident, ou postérieurement au jour de la disparition survenue dans les cas prévus par les articles 6 et 7; et l'on ne peut obliger les héritiers présomptifs le paiement de rentes ou d'annuités données à son existence que d'après les règles.

*Dévelop.* (23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> du projet).

La commission ayant posé en principe que l'absent est réputée avoir eu lieu le jour où elle a commencé la cinquième année de l'absence sans nouvelle, le projet, qui n'avait pas admis le projet, et les changements proposés sur cet article.

*Réd. prop.* Art. 26. — Les dispositions du précédent ne préjudicient pas à la restitution de l'hérédité, et à tous droits appartenant à l'absent qui prouvera son existence au temps de l'ouverture, ou à ses représentants contre ceux qui, à son défaut, ont et ceux-ci ne pourront acquérir prescriptivement cette action que par le laps de temps indiqué au titre des prescriptions.

*Réd. prop.* Art. 27. — Tant que l'absent ne représente pas, ou que l'action n'est pas éteinte de son chef, les parents qui ont recueilli une partie de la succession gagnent les fruits perçus de bonne foi.

*Dévelop.* (Le 26<sup>e</sup> du projet).

Il peut être bon d'exprimer que la disposition de l'article s'applique indistinctement à ceux qui ont recueilli tout ou partie de la succession.

### SECTION IV.

*Des effets de l'absence relativement aux biens de l'absent.*

*Réd. prop.* Art. 28. — L'absence d'un

de l'époque précise du de faire nommer aux enfants un si

(Le 30<sup>e</sup> du projet).

Le projet n'a évidemment pour but, de cette section, que les cas de dispari-  
devenue *absence légale*. Il ne convient  
ployer les expressions d'*absence*, d'*abse*

### N III.

*relativement aux droits  
compéter à l'absent.*

L'effet de la présomption  
absence, est tel, que per-  
du chef de l'absent, des  
us que postérieurement  
révolus, sans nouvelles  
rition, si elle est arrivée  
eurement au jour même  
e dans les cas prévus  
l'on ne peut exiger des  
ement de rentes subor-  
que d'après les mêmes

jet).

en principe que la mort de  
lieu le jour où s'est termi-  
absence sans nouvelles, ce  
mis le projet, explique les  
t article.

Les dispositions de l'ar-  
licient pas à l'action en  
et à tous droits qui com-  
uvera son existence au  
u à ses représentants,  
léfaut, ont été appelés :  
ier prescription contre  
laps de temps qui sera  
riptions.

Tant que l'absent ne se  
ction n'est pas exercée  
ont recueilli tout ou  
gnent les fruits par eux

l.  
r que la disposition de cet  
ment à ceux qui ont pris  
n.

### N IV.

*relativement au mariage.*

L'absence de l'un des  
on ait reçu de ses nou-  
autoriser l'autre à con-  
riage; il n'y peut être  
positive du décès de  
ue l'absent ne soit par-  
ou qu'il ait disparu dans  
lans l'article 7.

et).

et).

prévues dans l'article 7 de  
connues, par les auteurs du  
former des présomptions  
thétique du décès, ainsi  
nt ans dans la personne de  
t toujours tous ces cas sur

### N V.

*n d'un des époux relati-  
ants mineurs.*

Si le père a disparu lais-  
s, la mère en a la sur-  
eur égard tous les droits  
re. Elle est néanmoins  
onseil de famille, à l'effet

Art. 32. — Si la mère est décédée  
du père, et que *six mois se soient  
qu'on ait reçu de ses nouvelles*, la su-  
enfants est déférée, par le conseil d  
ascendants les plus proches, et, à  
un tuteur provisoire, suivant les r  
au titre des tutelles.

Il en est de même si la mère vi  
dans le cours de cinq années requ  
terminer la qualité d'*absent*.

(Le 31<sup>e</sup> du projet).

Voir cet article.

Réd. prop. Art. 33. — Dans le c  
qui a disparu laisse des enfants mi-  
son mariage précédent, ces enfants  
l'administration de leurs ascendants  
provisoire nommé par la famille.

(Le 32<sup>e</sup> du projet).

Voir l'article 31.

## CHAPITRE III.

*Appendice concernant les individus  
de leur département au service de  
République.*

Réd. prop. Art. 34. — Si le citi  
service des armées de la République  
département, n'a point laissé de pro  
la régie de ses biens, l'administrati  
prend les mesures nécessaires pou  
conservation de ses propriétés imm

Dévelop. (Le 33<sup>e</sup> du projet).

Le titre d'absent ne doit pas être appl  
sont l'objet de ce chapitre, pas plus qu'à  
l'objet de la dernière section du chapitr

La commission a pensé de plus que  
projet, *absent pour la défense de la Rép*  
peut-être incertain le sort de ceux qui  
prement *défenseurs de la patrie*, sont cep  
au service des armées; elle a pensé au  
pouvoir qu'au cas où le service entraîn  
hors de son département.

Réd. prop. Art. 35. — S'il échoit  
à laquelle ce citoyen soit appelé, l  
nistration doit l'en avertir, après av  
les s'ellés.

Elle en instruit pareillement le  
guerre.

(Le 34<sup>e</sup> du projet).

Voir l'article 34.

Art. 36. — La procuration que c  
envoyer, d'après cet avertisseme  
dressée par le conseil d'administr  
auquel il appartient.

(Le 35<sup>e</sup> du projet).

Voir *Ibid.*

Réd. prop. Art. 37. — Si, tro  
l'avertissement présumé reçu, ce c  
envoyé de procuration, il est proc  
dans lequel il est représenté par un  
voir de l'administration municipale

(Le 36<sup>e</sup> du projet).

Voir *Ibid.*

mité de la vie  
celui de légitime  
homme et de la

Il est considéré  
jointe se trouvant  
tion, d'une manière  
dont il meurt

Art. 19. (Le

*Dévelop.* (Le

La non légitime  
aient été ou non  
se marient qu'à  
ment exprimée  
point se prêter à  
cette disposition,  
mieux placée ici.

Les questions  
été si souvent a  
lement que, dans  
est censé fait in

La commission  
à trente jours  
l'article du projet

Un membre pe  
de grossesse d'un  
comme maladie  
point, il n'a pas  
cette difficulté, q

*Des formalités*

*Réd. prop.* A  
publiquement

*Dévelop.* (Le 2

L'expression c  
dit que le mariage  
blement célébré,  
prévus et énoncés  
lement nul; il s'  
tions relatives au

les effets civils, même  
des enfants du même  
me

tel, lorsqu'un des con-  
l'époque de la célébra-  
aiguë, soit chronique,  
nte jours qui suivent.

enfants naturels, soit qu'ils  
sur les père et mère, s'ils ne  
t paru devoir être positive-  
faveur de ce cas ne parût  
on au principe général; et  
l'article 63 du projet, parut

**Les maladies aiguës ou chroniques ont-elles le droit de décider formellement du mariage ? Dans l'autre cas, le mariage**

ivé d'inconvénient à étendre  
vingt jours proposé dans

devait exprimer que l'état ne pouvait être considéré qu'il y ait eu procès sur ce point de prévoir le retour de la situation. Cette affaire a été élevée sans succès.

RE 11.

la célébration du ma-  
je.

Le mariage est célébré  
selon les rites ci-après prescrites.

). trop tranchante, lorsqu'il etc., etc., qu'il n'est valable que, même aux cas où n'est pas toujours radical. Je présenterai ici les dispositions exigées pour la célébration

- Il est *célébré* dans la  
aux a son domicile.

mariage, s'acquiert et habitation continue dans

१).

4.

Le mariage est célébré  
posé à cet effet ; l'acte  
public, et non sur les

ne pas se borner à indiquer  
il regardé comme n'étant

e mariage contracté en is, ou entre Français et les formes usitées dans é, pourvu néanmoins publications ci-dessus nt été contracté en con- us contenues au cha-

ur du Français dans le  
e, l'acte de célébration  
ays étranger, *est rap-*  
registres publics des  
a venu s'établir, sous

peine, à défaut de ce rapport, d'une amercionnée aux facultés des époux, laquelle peut être moindre de cent francs, ni mille francs.

(Le 27<sup>e</sup> du projet).  
Voir l'article 25.

### CHAPITRE III.

### *Des oppositions au mariage, et des dema nullité.*

## SECTION PREMIÈRE.

### *Des oppositions au mariage.*

*Réd. prop. Art. 27. — Le père ou la mère vit, et, à leur défaut, les aïeuls et aïeules, former opposition au mariage de leurs descendants, encore que ceux-ci aient vingt ans accomplis.*

**Dévelop. (Le 28<sup>e</sup> du projet).**

N'est-il pas bon d'exprimer que ce n'est qu' du père que la mère peut former opposition, en cas de dissentiment, le consentement du père S'exposerait-on à voir la mère opposante à un consenti par le père ?

**Art. 28. (Le 29° du projet).**

*Réd. prop. Art. 29. — L'oncle ou la tante, le frère ou la sœur, le neveu ou la nièce, le cousin ou la cousine germaine, majeurs, ne peuvent opposer opposition que dans trois cas :*

1° Lorsque le consentement de la famille n'a pas été obtenu ou suppléé, conformément à ce qui a été ci-dessus prescrit ;

2° Lorsque l'opposition est fondée sur l'insolence du parent ; et cette opposition reçue qu'à la charge par l'opposant de prouver l'interdiction et d'y faire statuer, dans un délai qui sera fixé par le juge ;

3° Lorsque l'opposition est fondée sur le fait que l'un des futurs époux, ou sur l'existence d'un premier mariage non légalement dissous, dans ces deux cas l'opposant est tenu de justifier, en tête de son opposition, soit l'acte de naissance du futur époux qu'il annonce n'avoir pas été enregistré, soit l'acte de célébration du premier mariage dans lequel il prétend qu'il est encore engagé.

**Dévelop.** (Le 30<sup>e</sup> du projet).

Pourquoi l'article ne serait-il pas commun  
*veux et nièces*, plus proches que les cousins et  
 germains? Ne convient-il pas d'exiger form  
 qu'on soit majeur, pour former opposition à un

Pourquoi n'opposerait-on pas l'opposition fondée sur l'engagement d'un des contractants dans un précédent, ou sur le défaut d'âge requis par le contrat, à l'opposition fondée sur le défaut de consentement ? Il vaut mieux appeler des *oppositions* que des *demandes* en nullité.

**Réd. prop. Art. 30. —** Tout acte d'op-  
contient élection de domicile dans le lieu  
mariage doit être célébré.

L'opposition est signifiée aux parties, *personne, ou domicile indiqué en l'article* : doit être dénoncée à l'officier civil chargé célébrer le mariage.

**Dévelop.** (Le 31<sup>e</sup> du projet).

C'est au domicile matrimonial, formé par u  
dence de six mois, qui peut par conséquent êt  
que le domicile de droit, que doit être signifié  
sition.

*Réd. prop.* Art. 31. — La demande en levée de l'opposition est portée devant le tribunal de paix du lieu où le mariage doit être célébré.



vant, et pourvu  
n'existât au. un

Et néanmoins  
qu'ils auraient  
celles qui l'aur  
cèdent.

*Dér. sup.* (Le 31

Lorsqu'un mari  
résulte de la ca  
rité de la légiti  
pas permettre la r  
cet enfant ne peut  
été *légitime*, et  
naissance, être d  
peut seul être att  
latéraux de l'épou  
qu'il n'y a point.

La commission  
exception pour l  
dant, sans le con  
a été célébré. Il  
hostier qui lui at  
que requerrait la

Art. 12. — Ce  
qu'en faveur d  
sans le consent  
célébré; ils por  
vième après sa  
l'article 39, quoi

Voyez l'article

Art. 13. (Le 4

Art. 14. — L  
vidus dans le c  
épousée par les  
aux deux épou  
qu'il n'aît pas  
ment du décès  
ité ne pourrai  
d'état qui ne  
celui qui aurait

mort du prédécédé il mariage.

il suivre soit les actions lement intentées, soit ar celui auquel ils suc-

ous, le scandale qui peut ndait nul étant cessé, l'in- fant, s'il y en a, ne doit es héritiers, et la mort de ivre; car il ne peut avoir ion à laquelle il a dû sa ). Ainsi l'époux survivant i héritiers directs ou col- t il ne peut l'être qu'autant moment du décès.

idant devoir adopter une éritier se trouve un ascen- cessaire duquel le mariage ul'il ait un descendant, un é sans son consentement,

ne souffre d'exception t mère, aïeul et aïeule, quels un mariage a été demander la nullité, ), dans le délai fixé par enfants de ce mariage.

et).

l'union de deux indi- le précédent, peut être ont intérêt actuel, soit it au survivant en cas ts de l'union au mo- ourant; et cette nul- e par une possession . contradictoire avec mande.

cet article, que c'est un t seul autoriser les tiers par l'article précédent; et ui n'aurait que l'intérêt possible, n'y serait pas

encore d'exprimer que du moment où l'un des t est décédé laissant un nt dissous par la mort, lus la nullité; il ne s'agit enfant, laquelle est tou- ), il ne doit pas dépendre rs enfants leur état, soit érobant aux enfants la ration du mariage, et du

que l'enfant ait vécu au nourant des deux époux . la nullité de l'union ne ème lorsque l'enfant vien- t à l'état est indivisible. fant, après avoir vécu et t ensuite être considéré

Les enfants issus de nulle contre les père x articles précédents, riage, et ne peuvent enfants naturels, s'ils is.

un deux, sont décédés itaqué, leurs héritiers ontester la légitimité union, sous prétexte présenter l'acte de cé-

lébration du mariage de leurs père et mère que ceux-ci ont joui publiquement de la c d'époux au temps de la conception et nai- des enfants; et lorsque cette possession d' trouve constatée, soit à l'égard des père et soit à l'égard des enfants, par actes authent ou autres dignes de foi, émanés soit des p- mère, soit des réclaments ou de ceux qu' présentent, ou par la preuve testimoniale, sur un commencement de preuves par écrit.

*Dévelop.* (Le 44<sup>e</sup> du projet).

Les changements proposés dans cet article sont par ceux proposés plus haut, et s'expliquent par cessité de faire concorder ses dispositions avec des articles précédents.

*Réd. prop.* Art. 46. — Si les personnes l'union a été déclarée illégale, s'unissent d veau par mariage, ce mariage ne produit civil que du jour de sa célébration; les en- nés ou conçus antérieurement, ne sont lég par ce mariage, qu'autant qu'on a rempli, égard, les conditions ci-après prescrites a pitre iv du présent titre.

*Dévelop.* (Le 46<sup>e</sup> du projet).

La faculté de se marier, pour les personnes dont a été déclarée illégale, n'a pas besoin de leur être a comme un droit spécial; il ne s'agit que de det- les effets de leur mariage, s'ils le contractent.

*Réd. prop.* Art. 47. — Tout officier pub- vant lequel un mariage aurait été réell- célébré, et qui n'en aurait rédigé l'acte q- une feuille volante, sera poursuivi par v- police correctionnelle; s'il est convaincu, condamné aux peines portées par l'article titre XI des personnes, et, en outre, aux de- ges-intérêts des parties.

L'action peut être intentée tant par les eux-mêmes que par le commissaire du G- nement.

Elle est dirigée par le commissaire du G- nement, tant contre l'officier public que les époux eux-mêmes, si le délit a été co- de concert avec eux, ou contre celui des époux qui aurait seul concouru à la fraud- dans ce dernier cas, l'action peut être in- contre cet époux par l'autre.

*Dévelop.* (Le 47<sup>e</sup> du projet).

Il a déjà été proposé de ne soumettre le délit s'agit en cet article, qu'à la police correctionnelle.

*Réd. prop.* Art. 48. — Dans le cas où la p- de la célébration du mariage se trouve ac- par l'événement de la procédure autorisé l'article précédent, le jugement est, soit à- ligence de l'époux qui l'a obtenu, soit à ce commissaire du Gouvernement, inscrit sur- gistre de l'état civil, auquel est annex- feuille volante sur laquelle le premier acte rédigé; cette inscription et cette annexe ass- au mariage tous les effets civils, à partir- date, tant à l'égard des époux qu'à l'égar- enfants.

*Dévelop.* (Le 48<sup>e</sup> du projet).

La commission n'a pu penser que, lorsque l'a- célébration serait inscrit sur une feuille volante, qu'une preuve juridique constaterait la rélité d- célébration, il pût y avoir encore besoin d'une- litation, à laquelle les auteurs du projet ont mèn- posé que l'une des parties pourrait se refuser; laisserait l'autre partie dans un état incertain do- serait pas facile de déterminer les conséquences.

Une fois bien constaté que le seul vice est- inscription sur le registre, le remède n'est-il p-

[Pro

frappé d'une cor  
slictive, encore  
par contumace,  
peut, dans tout  
ester en juge  
fait autoriser pa  
donner l'autoris  
entendu ni appe

*Dévelop.* (Le 69

L'effet de cet ar  
durée de la peine  
afflictives, sans a  
subsiste après que  
sé, et cependant l  
prendre l'exercice

Art. 68. (Le 7

Art. 69. (Le 7

Art. 70. (Le 7

Art. 71. (Le 7

Art. 72. (Le 7

Art. 73. (Le 7

Art. 74. (Le 7

Art. 75. (Le 7

D

...

...

*Réd. prop.* ...  
peut être cor  
causes et dans

Art. 2. — Co

on emportant peine afflictive, n'ait été prononcée que de la durée de la peine, n'interrompt, qu'après s'être éteinte, qui peut, en ce cas, être limitée au temps de la peine, que le mari ait été ni

et).  
et).  
et).  
et).  
et).  
et).  
et).

et).

et).

et).

et).

et).

et).

et).

N II.

u mariage.

et III.

mariages.

VI.

RCE.

Le lien du mariage ne se dissout que pour des causes autorisées par la loi. Il y a deux espèces : les causes susceptibles d'être

et de l'un des époux. et commune insupportable.

objet).

Le Code civil n'ont admis de causes de faits susceptibles de divorce, et de la preuve positive du succès de la demande

une autre espèce de divorce n'est admise, a été proposée à la commission, qui a démontré qu'il faut avoir de justes motifs pour avoir des faits bien précis reconnus par le projet de loi, parmi les causes pouvant entraîner la dissolution habituelle de l'union, et à celui-ci la vie com-

susceptible d'être formellement possible d'acquiescer, par la loi, à prescrire au demandeur de s'engager à la preuve par une forte que toute preuve ne se soit, que le renoncement nécessaire?

Sur ces deux questions par la commission, malgré les objections des auteurs du Code qui ont été soutenues et rejetées avec une nouvelle force, la majorité a retracé dans le projet au travail de la commission

ait admis une seconde espèce de divorce, duquel on n'exigerait la preuve de la part de l'époux qui se

soumettrait aux épreuves, aux sacrifices du genre de divorce.

(Voyez les deux opinions à la fin du projet).

*Réd. prop.* Art. 3. — Les causes de divorce sont :

Les sévices, mauvais traitement graves ;

La diffamation publique par l'un des époux vers l'autre ;

L'abandonnement du mari par la femme, ou de la femme par le mari ;

L'absence de l'époux pendant cinq années ;

L'adultère de la femme accompagné de sévices publics, ou prouvé par des épreuves ; celui du mari dont la concubine habite dans la maison commune ;

La condamnation de l'un des époux à une peine afflictive ou infamante.

*Dévelop.* (Le 3<sup>e</sup> du projet).

1<sup>o</sup> Aux causes déterminées de divorce par le projet, la commission a cru devoir ajouter l'absence légale. Cette absence n'est-elle pas une présomption légale de mort ? n'est-elle pas un abandonnement, quoique en différant sous des noms ?

2<sup>o</sup> L'attentat d'un époux à la vie de l'autre, il ne peut être censé éminemment compris dans les mauvais traitements et injures graves ? Cette cause est essentiellement distincte : d'ailleurs doit-il formellement énoncer comme cause de divorce ce qui peut devenir un titre d'accusation ?

*Réd. prop.* Art. 4. — La conduite d'un époux, qui rend à l'autre la vie commune insupportable, est réputée constante et prouvée par la loi par l'effet des épreuves et condamnations prescrites à l'époux qui demande le divorce, et auxquelles il se soumet.

## CHAPITRE II.

### Des formes du divorce.

#### SECTION PREMIÈRE.

De la poursuite du divorce pour causes.

*Réd. prop.* Art. 5. — Le divorce est instruit et autorisé avec connaissance de cause par le juge de paix ; il est prononcé par l'officier public.

Il ne peut être porté devant des juges particuliers.

*Dévelop.* (Le 4<sup>e</sup> du projet).

La commission a pensé qu'il convenait de ne pas déclarer dissous que par l'organe de l'officier public qui avait déclaré l'union légalement

*Réd. prop.* Art. 6. — La demande de divorce est portée devant le tribunal de première instance. Le commissaire du Gouvernement, entendu, sur simples propos de comparution et des dires des parties, rend le jugement sur la demande.

*Dévelop.* (Le 5<sup>e</sup> du projet).

Un tribunal de première instance ne peut être saisi de la demande de divorce qu'à trois juges au moins, ces expressions sont dans cet article.

Art. 7. (Le 6<sup>e</sup> du projet).

Art. 8. (Le 7<sup>e</sup> du projet).

Art. 9. (Le 8<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 10. — Au jour indiqué par le tribunal, les parties comparant, et comparant seule, les observations et conclusions propres à opérer le rapprochement d'elles.

*Dévelop.* (Le 10<sup>e</sup> du projet).

[Pro

frappé d'une cor  
flictive, encore  
par contumace,  
peut, *dans tout*  
ester en jugeme  
fait autoriser pa  
donner l'autoris  
entendu ni appe

*Dévelop.* (Le 69

L'effet de cet ar  
durée de la peine;  
afflictives, sans aj  
subsiste après que  
sé, et cependant l  
prendre l'exercice

Art. 68. (Le 70

Art. 69. (Le 7

Art. 70. (Le 7

Art. 71. (Le 7

Art. 72. (Le 7

Art. 73. (Le 7

Art. 74. (Le 70

Art. 75. (Le 7

Di

I

*Red. prop.* A  
peut être rom  
causes et dans

Art. 2. — Ces

tant peine af-  
prononcée que  
majeure, ne  
rée de la peine,  
qu'après s'être  
eut, en ce cas,  
mari ait été ni

é au temps de la  
er que de peines  
es; car l'infamie  
afflictive est pas-  
rès ce temps, re-

gc.

s.

du mariage ne  
que pour des  
es par la loi.  
ux espèces :  
ceptibles d'être

un des époux,  
une insuppor-

I n'ont admis de  
faits susceptibles  
la preuve positive  
es de la demande

espèce de divorce  
a été proposée à  
a démontré qu'il  
r de justes motifs  
s faits bien précis  
par le projet de  
s causes pouvant  
abituelle de l'un  
lui-ci la vie com-

le d'être formelle-  
e d'acquiescer, par  
scrire au deman-  
ager à la preuve  
que toute preuve  
t, que le renède  
é ?

aux questions par  
opinion qui sera  
mission, malgré  
auteurs du Code  
té soutenus et re-  
ne nouvelle force,  
té a retracés dans  
travail de la com-

s une seconde es-  
d on n'exigerait la  
de l'époux qui se

soumettrait aux épreuves, aux sacrifices impos-  
genre de divorce.

(Voyez les deux opinions à la fin du titre  
VORCE).

*Réd. prop.* Art. 3. — Les causes déterminées  
donnent lieu au divorce sont :

Les sévices, mauvais traitements, ou i-  
graves ;

La diffamation publique par l'un des époux  
vers l'autre ;

L'abandonnement du mari par la femme  
de la femme par le mari ;

L'absence de l'époux pendant cinq ans san-  
relles ;

L'adultère de la femme accompagné d'un  
dale public, ou prouvé par des écrits é-  
d'elle ; celui du mari dont la concubine a  
cécé dans la maison commune ;

La condamnation de l'un des époux à une  
afflictive ou infamante.

*Dévelop.* (Le 3<sup>e</sup> du projet).

1<sup>o</sup> Aux causes déterminées de divorce propos-  
le projet, la commission a cru devoir aussi  
l'absence légale. Cette absence n'est-elle pas un  
sompion légale de mort ? n'est-elle pas une so-  
bandonnement, quoique en différant sous plusieurs  
ports ?

2<sup>o</sup> L'attentat d'un époux à la vie de l'autre :  
il pas être censé éminemment compris dans les  
mauvais traitements et injures graves ? Ce n'est d-  
une cause essentiellement distincte : d'ailleurs, on  
doit-il formellement énoncer comme cause de  
ce qui peut devenir un titre d'accusation capitale

*Réd. prop.* Art. 4. — La conduite habi-  
d'un époux, qui rend à l'autre la vie con-  
insupportable, est réputée constante aux yeux  
la loi par l'effet des épreuves et conditions  
prescrits à l'époux qui demande le divorce  
cette cause, et auxquelles il se soumet pour  
tenir.

## CHAPITRE II.

### Des formes du divorce.

#### SECTION PREMIÈRE.

*De la poursuite du divorce pour causes déterminées.*

*Réd. prop.* Art. 5. — Le divorce est den-  
instruit et autorisé avec connaissance de cause  
justice ; il est prononcé par l'officier de l'état  
Il ne peut être porté devant des arbitres.

*Dévelop.* (Le 3<sup>e</sup> du projet).

La commission a pensé qu'il convenait que le  
ne fût déclaré dissous que par l'organe de la mé-  
torité qui avait déclaré l'union légalement contrac-

*Réd. prop.* Art. 6. — La demande est  
devant le tribunal de première instance, e-  
à huis clos, le commissaire du Gouvernement  
lablement entendu, sur simples procès-ver-  
de comparution et des dires des parties, sans  
autre mémoire que la demande.

*Dévelop.* (Le 5<sup>e</sup> du projet).

Un tribunal de première instance ne pouvant  
qu'à trois juges au moins, ces expressions sont  
dans cet article.

Art. 7. (Le 6<sup>e</sup> du projet).

Art. 8. (Le 7<sup>e</sup> du projet).

Art. 9. (Le 8<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 10. — Au jour indiqué, l-  
fait aux deux parties comparantes, ou à ce  
comparait seule, les observations convena-  
propres à opérer le rapprochement des époux

*Dévelop.* (Le 10<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 28. — D  
en divorce est fondée :  
l'autre époux à des pei  
nantes, cette condanna  
représentation du juge

Les formes réglées par  
observées. Le juge et le t  
penser d'ordonner les c  
prescrites par les articles  
aient eu lieu ou non, le t  
risation du divorce sur le  
damnation, et sans autre  
entendu le commissaire

Si la condamnation es  
de contumace, le divor  
que deux années après  
jugement. Si l'accusé se  
est arrêté avant le divo  
jusqu'après le jugement

*Dévelop.* Le 28<sup>e</sup> du proje

La disposition de cet artic  
indique elle-même ses motifs

*Réd. prop.* Art. 29. —  
l'abandonnement de la  
n'est admis que dans  
cause légitime. il a refu  
réunir au demandeur en

Ce refus persévérant n  
sommations faites de  
éloigné, de se réunir a  
suivies d'un jugement  
qui lui ait été signifié

Si c'est une cause légit  
l'éloignement de l'un de  
tions et significations ci-  
mencées après deux ans  
si la cause ne subsiste  
rant de réunion pourra  
égard.

L'absence seule, quel  
produira le même effet  
sans aucune nouvelle ;  
la forme réglée par le c  
absents

dans le cas où la demande sur la condamnation de menées afflictives ou infamantes est constatée par la sentence qui le prononce.

Les articles 5, 6 et 7 sont applicables au tribunal de première instance par comparaison et citation des articles 8, 10 et 11; et soit qu'elle le tribunal prononce l'autorisation du jugement de conciliation, après avoir obtenu l'avis du Gouvernement.

La demande en divorce ne peut être autorisée par un jugement de conciliation; la prononciation de ce jugement ne peut être autorisée par la justice ou le tribunal, il est sursis contradictoire et définitif.

et).  
de, qu'on propose d'ajouter, s.

— Le divorce, fondé sur la part de l'un des époux, le cas où, éloigné sans cesse persévéramment de se séparer.

est constaté que par trois mois en mois à l'époux domicile matrimonial, si le lui ait ordonné, et si les fois de mois en mois. une qui a d'abord motivé deux époux, les sommalles peuvent être comdu jour de l'éloignement dus; et le refus persévérantsi être constaté à son

e qu'en ait été la cause, elle a subsisté cinq ans e qui sera constaté dans après 1<sup>re</sup>, 2<sup>de</sup> section des

st).  
nombre de trois sommations et l s'agit dans l'article 29 soit celui de deux ne serait-il

iger, en cas de divorce pour priété qui, fait par personnes u être moins suspect d'être que celui qu'une partie se s qu'elle appelle elle-même: ne contradiction à ne pas se du même acte sur lequel éputé mort auprès de la loi?

ments qui condamnent r dans la maison comqu'après avoir entendu résident dans la même aut, ses amis ou ses voi-retraite, et sur les motifs on éloignement: ils sont liligence du commissaire

ides en divorce, fondées s en l'article 29, seront à compter de leur date, u des sommations, juge-ci-dessus prescrits et le

commissaire du Gouvernement entendu, soit besoin d'autres instructions.

Art. 32. (Le 33<sup>e</sup> du projet).

## SECTION II.

*De la poursuite du divorce demandé par l'un des époux pour la conduite habituelle de l'autre époux rendant la vie commune insupportable au demandeur.*

Art. 33. — Ce divorce ne peut être demandé que par des époux qui sont mariés depuis cinq ans, et qui ne le sont pas depuis vingt années accomplies.

Art. 34. — Les maris ne peuvent le demander avant d'être entrés dans la trente-unième les femmes avant d'être entrées dans la sixième. Ce divorce ne peut être demandé contre un époux qui a accompli sa vingt-cinquième année.

Art. 35. — Si le mari a plus de cinquante ans, il est non recevable à former cette demande en divorce, après quinze ans révolus depuis son mariage, ou dix ans s'il a des enfants: il en est de même à l'égard de la femme, lorsqu'elle a plus de quarante-cinq ans.

Art. 36. — Cette demande en divorce est formée comme celle de la première espèce, devant le tribunal de première instance, traitée à huis clos, autorisée, s'il y a lieu, sur simples procès-verbaux de comparution, sans aucun mémoire à produire.

Art. 37. — Elle est introduite par pétition devant le tribunal, laquelle le demandeur déclare sans qu'il ait permis d'articuler aucun fait, que la conduite habituelle du défendeur lui rend la vie commune insupportable.

La pétition ne peut être présentée qu'en personne par le demandeur.

Art. 38. — Par l'ordonnance du président, les parties sont appelées à comparaître personnellement devant lui deux fois, dont la seconde pourra être fixée ni avant l'expiration d'un mois depuis la demande, ni au delà de quatre mois.

Ces séances sont employées à faire aux parties, ou à la partie comparante, les observations et les invitations les plus propres à opérer la conciliation; il en est dressé procès-verbal.

Art. 39. — Après la seconde comparution, le président permet au demandeur de citer le défendeur devant le tribunal assemblé, à un mois ou à deux mois au plus.

Cette première comparution, ainsi que les suivantes, sont destinées à concilier les deux parties.

Art. 40. — Soit que les deux époux comparussent ou non à la première assemblée du tribunal, si le demandeur persiste, le tribunal indique successivement jours et heures pour deux ou trois séances, et peut en indiquer jusqu'à trois pour le même objet de conciliation, bien que l'époux défendeur n'ait pas comparu aux précédentes.

Si le demandeur manque de comparaître en personne à l'une des séances sans justification, l'empêchement légitime et sans demander de délai d'une décade l'indication d'une séance supplée à celle à laquelle il n'aura pas comparu; il sera déclaré déchu de sa demande, et ne pourra former de nouveau sans renouveler les diligences qu'il avait précédemment remplies.

Un intervalle de trois mois au moins entre les quatre mois au plus sera toujours observé entre les séances indiquées devant le tribunal; procès-verbal sera dressé de chacune.

Art. 41. — Si les époux n'ont pu être conciliés, et si le demandeur persiste à la fin de la



[Pr

fera révoquer l'acte adressé au tribunal d'appel, qui aura son nouveau jugement commissaire du Gouvernement appelée par l'officier de port sera inscrite sera faite tant en du divorce, qu'en du mariage.

Si l'enfant avait que celui du mariage, à se registres des na

Art. 64. — Si d'opposer l'excuse de la grossesse l'époux, est reçu Gouvernement relever les faits faire révoquer provoquer les actions sur registre cèdent.

Si le tribunal du commissaire n'était que col une séparation deux époux à cent francs, ni

Art. 65. (Le

Art. 66. (Le

Art. 67. (Le

Art. 68. (Le

simple pétition  
à l'instance, soit  
le tribunal rendra  
conclusions du com-  
missaire du  
présentes ou  
ait été prononcé  
gement de rap-  
et mention en  
le prononciation  
de célébration

s un autre nom  
ordonnera la ré-  
scription sur les

divorce néglige  
iliation résultant  
rent ou non des  
commissaire du  
si-même d'office  
d'accouchement,  
itivement rendu,  
ons et réforma-  
n en l'article pré-

r la réclamation  
ande en divorce  
ée pour couvrir  
condamne les  
pourra excéder  
rois francs.

re.

2.

que cause que le  
ne peuvent con-  
rés une année ré-  
divorce, s'il n'y a  
us, et après deux

le la seconde es-  
eux ans après le  
as d'enfants du  
ois ans, s'il en

marier ensemble

prés ne peuvent  
l'un d'eux a, de-  
mariage qui serait

s l'article proposé  
at par eux-mêmes.  
s les divers articles  
qui obtient le di-  
me position aussi  
prouvé cause légi-  
opposition avec le  
pourrait porter un  
vorce.

a paru juste de ne  
es avantages qu'ils  
mort de celui qu'ils

uel le divorce de  
sé, et celui qui a  
espèce, seront

privés de tous les gains de survie et avant-  
gaux ou stipulés par contrat de mariage ou  
cas. *La femme* est même, dans l'un ou l'autre  
privée de tout droit dans la communauté  
mari offre de lui rendre tout ce qu'elle peut  
apporté, et, en outre, une somme égale à  
de la valeur dudit apport.

Cependant, en cas de divorce pour cause  
sente qui est considérée comme présomp-  
mort, il n'emporte la déchéance d'aucun  
avantages stipulés entre les époux ; les di-  
l'époux divorçant sont réglés entre lui et l'autre  
tiers présumés de l'autre époux, suivant les  
cipes établis au titre de l'absence.

Art. 71. — L'époux qui a obtenu le divorce  
*première espèce, et celui contre qui a été obtenu le divorce de la seconde*, conservent les gains de survie et avantages, soit qu'ils aient été réciproques.

Art. 72. — Si les époux ne s'étaient fait  
avantage, ou si ceux stipulés ne paraissent  
suffisants pour indemniser l'époux qui a  
le divorce de la première espèce ou qui a  
divorce de la seconde espèce, le tribunal peut  
accorder une pension alimentaire sur les biens  
de l'autre époux, *proportionnée à ses facultés*.

Art. 73. — Dans tous les cas de divorce  
exception, lorsque l'un des deux époux se  
dans le besoin, il peut recevoir une pension  
alimentaire sur les biens de l'autre époux, s'il  
ci a des facultés suffisantes au delà de ses besoins.  
Cette pension cesse par le second mariage de  
l'époux à qui elle est accordée.

Art. 74. — L'époux contre lequel a été obtenu  
le divorce de la première espèce, ou qui a obtenu  
le divorce de la seconde, ne peut, en second ou ultérieur mariage, faire aucun apport direct ou indirect à son nouvel époux.

### SECTION III.

#### *A l'égard des enfants.*

Art. 75. — Les enfants nés du mariage  
demeurent au pouvoir et sous la surveillance  
celui qui a obtenu le divorce de la première  
et de celui contre qui a été obtenu le divorce de la  
seconde espèce.

Et néanmoins, la famille convoquée, par  
l'un des deux époux, soit par l'un ou l'autre, peut,  
pour le plus grand avantage des enfants, par  
une délibération spéciale, confier le gouvernement  
de tous ou de quelques-uns, soit au père, soit à la  
mère, ou même à un tuteur.

Art. 76. — Si l'époux divorcé, à qui le  
la personne et l'administration des biens de l'autre  
neurs auraient été confiés, contracte un second  
mariage, le conseil de famille est nécessairement  
assemblé pour décider si ces dispositions doivent  
maintenues, ou si la personne ou les biens des  
enfants seront confiés à l'autre époux ou à un  
tuteur.

Art. 77. (Le 57<sup>e</sup> du projet).

Art. 78. (Le 58<sup>e</sup> du projet).

Art. 79. — Néanmoins l'époux qui a obtenu  
le divorce de la seconde espèce, non plus que  
celui contre qui a été obtenu le divorce de la  
première espèce, ne peuvent autoriser le mariage  
de leurs enfants âgés de moins de vingt-cinq ans  
leur seul consentement. Si c'est le père ou la mère  
dans ce cas, le consentement de la famille est  
requis.

Art. 80. (Le 59<sup>e</sup> du projet).

Art. 81. — L'époux qui a provoqué le divorce  
de la seconde espèce, comme celui qui a obtenu le divorce de la première espèce, ne peut, en second ou ultérieur mariage, faire aucun apport direct ou indirect à son nouvel époux.

tend jusqu'au  
préparé et ass

Je reviens.

à celui des  
mœurs : ici t  
tous les goûts  
dité est exalt  
fectent tous l  
la douceur, e  
rient les influ  
dernières cla  
mé que le sup  
que de plaisir  
tentement qu  
affaires, les es  
bition, les dé  
qu'enfantent  
exigeants qu'  
concurrence,  
vie que la na  
sées dans la v  
sont effacées  
traîne tous les  
gion est enco  
consolations  
malheureux ;  
pirait sont i  
rance de déd  
toute modéra  
tout princip  
exceptions q  
elles ne son  
encore pis,  
institutions d  
récompenses  
discernement  
bonnes mœu

bien, en a bien souvent site.

oin de l'état de la France ns dont j'ai dépeint les assions sont en activité, s et recherchés; la cupit, l'orgueil, la vanité nts naturels, en altèrent nt la pureté, en contra- s'est étendu jusqu'aux écessaire est moins esti- moins besoin de bonheur ie d'amusements, de con- actions; le tourment des t les inquiétudes de l'am-

la licence, les intrigues oins, ou les plaisirs plus erelles et les haines de la nt tous les moments d'une ait aux jouissances pui- que: les idées religieuses urbillon violent qui en- le sentiment de la reli- eint que les idées; les tait sont perdues pour les et la patience qu'il ins- l'infortune est sans espé- nt dans un autre ordre; e sagesse, toute morale, , ne sont plus que des rquent, au moins quand éprisées, ou, ce qui est l n'y a que de longues me profonde sagesse, des ent distribuées avec un distinctions assurées aux éférences accordées sans simples, une bonne édu- it plusieurs générations, es presque inespérés de ace, qui puissent laisser in, un avenir plus heu-

hoses, que deviennent les c'est un contrat indisso- is respecté? L'intérêt seul ent un marché de la cu- non une société des per- elle on pense le moins, idées, des mœurs, des xige le moins, c'est l'u- urs. Ce n'est guère qu'en ient des attentats contre nnant une liberté réci- . L'union déclarée perpé- pures ouvertes, les divi- crimes ou les violences. stent dans la même mai- ivent séparés; bien des e pas par là aux haines, est encore plus fâcheux es procédés amers, ces e contrariétés de tous les ur la vie commune le . De là les adultères, les lle, l'oubli des enfants, le ur jeunesse et la perte, es et mères condamnés à , et qui, jusqu'à présent, orce légale, qu'en établis- divorce domestique, plus pteur que celui qui leur table mal du divorce n'est é de contracter de nou-

veaux liens, mais dans celle de rompre de qui doit unir les deux époux. A Dieu ne pl malgré l'état de nos mœurs, j'aie prétendu le plus grand nombre de nos mariages y en a assez qui réunissent ces fâcheu- tères, pour que le mal ait besoin du remède qui y soit applicable, et pour qu fixer l'attention du législateur.

Il est donc vrai que le nombre de malheureux est incalculable en France, dénués de la ressource du divorce, ils r deux partis à prendre, ou de dévorer ju- mort un malheur cuisant, perpétuel et diable, ou de se sauver, dans le sein c- vaises mœurs, du sentiment des peines cruelles qui puissent affliger la vie huma-

Observez que la liberté du divorce n'er pas ceux que des idées religieuses att leurs liens, de les porter jusqu'à la fir pour eux, la pesanteur de ces liens étant par la seule pensée qui puisse les alléger moins besoin du remède que la loi appli- maux qu'ils trouvent moins intolérables.

Mais par rapport aux autres, qui n'o- douceur de trouver un principe de co- dans leur peine, voyons quel intérêt le- teur pourrait avoir de les fixer à jamais situation douloureuse où ils se sont pli- fois.

Est-ce l'intérêt des bonnes mœurs? C doute le premier de tous : mais qui pou- tendre que les bonnes mœurs sont moins par les querelles, les discordes, les a- notoires de deux époux mal assortis, pa- parations de fait, les divorces domestique- tants, qui présentent au public le spect- et continué de la haine entre deux être- fait le serment de l'union la plus intim- comme il arrive presque toujours, de ces divisions, naissent le dérèglement de la- de l'un des époux ou de tous les deux, tion de la foi promise, les adultères, et- maux sans nombre qui y sont attachés, foreurs, oubli de tous ses devoirs, hain- fants communs, injustice, scandales de tou- prodigalité, ruine, outrages à l'honneur de- dira-t-on qu'un divorce légal, prononcé- précautions, les conditions que la loi doi- ter, puisse offenser les mœurs autant que l- ensemble que je viens de présenter? Ne pas dire, en cette occasion, que l'indis- absolue, conservée par respect pour les- est un moyen presque infailible d'ex- mœurs aux plus cruels outrages qu'elles- recevoir?

Veut-on, en proscrivant le divorce, c qu'on ne perde le respect qu'il faut conser- le lien sacré du mariage, et qu'on ne le c- avec ces conjonctions passagères, for- l'impulsion des sens et par le hasard, et- par le premier dégoût, par une autre re- ou par le caprice? Certes, ceux qui se- nent, par ce motif, à proscrire le divo- raison, si le respect pour le mariage est nécessaire de la proscription du divorce mépris pour le bien sacré est nécessaire- conséquence de la permission du divorce.

Mais l'une et l'autre idée sont fausse- voit pas dans les pays où le divorce est plus de fidélité conjugale, plus de concor- les époux, plus de considération pour le- mœurs, plus d'exemples salutaires, de- de leçons utiles prodigués aux enf- avouera volontiers que, respecter le ma-

néanmoins ser  
mais l'un à l'a  
aigris, une vic  
gné deux épou  
semble, et on  
leur défendant  
gements. C'éta  
malheureux, e  
avantages que  
plus heureuse;  
l'infortune ou  
époux, sans di  
pable.

Si, pour cor  
dans le projet  
ses alléguées,  
contracter un  
divorce à ce c  
tre inconvéni  
remédier aux  
tables des épo  
tiennent le pl  
qu'on puisse ar  
de procédés ar  
traitements hos  
meurs, de pass  
jours dans tou  
déchire et que  
un époux hypo  
gards extérieu  
qui lui distille  
arificieuse qu  
de la décence  
d'une fausse te  
cruellement le  
sait lui ôter le

La contestati  
querelle n'attei  
ment où les t

sibilité d'attacher à leurs ulcérés, des esprits bourreau; ils ont éloi-  
ouaient plus vivre en-  
ter l'indissolubilité en-  
de nouveaux enga-  
aux effets du mariage  
re à la société tous les  
ocurés une conjonction  
adanner à l'inutilité, à  
raises mœurs, les deux  
e l'innocent ou du cou-

nal, on attache comme  
la séparation pour cau-  
et jugées, la liberté de  
lage, et si l'on réduit le  
on tombera dans un au-  
direct du divorce est de  
omestiques et insupport-  
sait que ces malheurs  
, non à des faits précis  
rouver, mais à une suite  
ontrariétés irritantes, de  
ositions de goûts et d'hu-  
cillables. Vivez quelques  
aisons que la discorde  
able; vous y verrez ou  
omble sa compagne d'é-  
yeux des étrangers, et  
rticulier; ou une épouse  
ses vices sous le voile  
ouvent même sous celui  
qui déchire d'autant plus  
mari estimable qu'elle  
; plaindre.

outrageante, la plus vive  
ecommmencer, que le mo-  
nt écartés. Les enfants  
là même qu'il serait le  
de ces scènes de dou-  
tôt connaissent des dis-  
si funestes à leur bon-  
leurs mœurs. Voilà les  
es mariages infortunés.  
qu'une femme, puisse  
peuvent prouver? où  
Réduire à des faits pré-  
ion et du divorce qu'on  
plus souvent ne rien  
remède aux malheurs,  
a guérir les malheurs  
us cruels, les plus in-

n conviennent dans le  
it ce qu'ils y répondent,  
ree de bonne volonté,  
dit, peut ne cacher que  
isonnable, et que le ma-  
oit pas ressembler aux  
par le plaisir, et dis-  
caprice.

moyen de maintenir le  
riage, que de refuser le  
e à un jugement précis  
écèlement le détruire?  
est celui-là qu'il faut

stance, la licence des  
celles qui abuseront du  
qui sont livrés à ces sen-  
ordinairement d'autres  
as moins chers. Mettez  
résence les uns des au-

tres, et forcez-les d'opter. Ne leur accor-  
gratuitement le divorce, mais vendez-le  
prix de ce qu'ils ont de plus précieux. Ils  
sensibles à l'intérêt: qu'ils ne puissent di-  
qu'en en faisant le sacrifice. Ils sont fou-  
impatiens: fatiguez-les par des délais. Ils  
empressés de s'unir à l'objet de leur nouvel-  
sion: éloignez-en pour eux la perspective.  
impérieux et jaloux du pouvoir sur leurs en-  
soumettez-en l'exercice à des règles sévères  
achètent leur liberté assez chèrement pour  
ne puisse plus craindre qu'ils n'abusent d'  
de la reprendre. Ils ont des motifs suscep-  
d'une articulation précise, et d'une pré-  
recte d'un jugement formel, ils les propo-  
et le divorce, pleinement justifié, sera pour  
là le plus facile, soumis à des conditions  
généantes. S'ils n'en ont pas, s'il faut les en-  
sur des malheurs que nulle preuve judici-  
constate, et qui peuvent n'en être ni  
réels, ni moins cuisants, ne les privez  
droit du divorce, qui doit s'appliquer sur-  
genre d'infortune; mais mettez-y un pri-  
vous assure de leur sincérité. Par là vous  
acquis la certitude morale, la seule ce-  
dont le législateur ait besoin dans l'exer-  
sa puissance, que le divorce n'est pas for-  
de viles passions, que des malheurs cruels  
forcé l'usage, que toute patience a été é-  
que tous moyens doux ont été vaineme-  
ployés, que les souffrances ont été telles  
sont devenues insupportables, puisque la  
s'est jetée, pour y échapper, dans le seul a-  
ne lui est ouvert par la loi que sous la co-  
des privations et des sacrifices. Par là le  
sera admis et en même temps régularisé.  
tel qu'il convient à la nature humaine; il  
le mariage qui est une société perpétuel-  
son vœu, sans présenter l'idée nécessair-  
immuable éternité, qui ne peut être fait  
l'honneur.

Il sera rare, comme il doit l'être: il  
pliquera qu'aux peines intolérables; loin  
un scandale bien plus révoltant des diss-  
domestiques, des désordres, des ma-  
mœurs, il arrachera les enfants au spec-  
cette démoralisation contagieuse. Leur si-  
douloureuse sans doute encore, ne sera pl-  
eux une occasion prochaine de vices; ils  
éloignés du tableau qui les inspire, et p-  
recueillir une leçon utile de souvenir q-  
auront conservé. Le divorce enfin, ainsi  
sera utile à la société toute entière, rem-  
de grands maux, et ne produira que les in-  
nients inséparables de toute institution hu-

Voilà mes principes. A mon avis, la loi  
Français la liberté du divorce. Le divorce  
sentiellement l'effet de la volonté bien  
de chaque époux: s'il n'est que l'effet  
gement prononcé sur des accusations pré-  
légèrement justifiées, ce n'est plus le div-  
ne remède pas aux plus terribles des m-  
domestiques, à ceux qu'on sent le plus  
ment, et qu'on ne peut souvent prouver  
sonne; ce n'est plus que l'ancienne sépar-  
corps, précédée de la lutte qui devait la  
rer. En rendant cette lutte moins écla-  
moins publique par la forme de votre pro-  
vous ne la rendez que plus exposée aux  
tices, aux partialités, aux préjugés, à  
trigues; mais vous n'apportez remède p-  
aucun des maux que le véritable divorce d-  
soler et guérir; vous n'en détruisez pa-  
l'idée absolue de l'indissolubilité du m-

[Pro

ne doit être adre  
des circonstance  
il faut craindre

C'est dans ce  
d'une faculté d  
teurs du projet  
terminé les cas  
établi en princ  
être intentée qu  
faits précis, sur

Sortir de ce  
divorce par ép  
la légèreté et le  
qui, émises au  
l'amour-propre  
une fois, eule  
principal carac  
dans les famille  
ler tous les inc  
sur le divorce.

Il serait trop  
quel point, cor  
lois. l'immorali  
abusé d'un moy  
qu'au malheur.  
ce souvenir cet  
matière qui tie  
des familles, à  
soit réglé avec  
jugé avec conne  
du divorce soi  
l'abus, timide  
dévastateur de  
puisse jamais s

Ces considéra  
de développer  
bien il serait da  
qui, dans le pro  
teurs à vouloir

stabilis, sur les

ns des cas rares, dans  
t prouvées, et surtout  
arbitrairement.

nitative et restrictive  
op abusé, que les au-  
ivil ont sagement dé-  
orce, et qu'ils ont  
ction ne pourrait en  
cas spécifiés sur des  
s pesées et jugées.

agrandir, admettre le  
des allégations que  
aggrèveront d'abord, et  
seront soutenues par  
stination, c'est, encore  
riage sa dignité, son  
rappeler le désordre  
la société; c'est rappé-  
des lois préexistantes

le retracer ici jusqu'à  
ion et le but de ces  
nce, la cupidité ont  
n'avaient voulu offrir  
is reste du moins de  
lutaire, que dans une  
s aux mœurs, à l'état  
cial, il faut que tout  
xaminé avec scrupule,  
ue les cas et les causes  
inés, vérifiés, et que  
ais bientôt audacieux  
ns les plus sages, ne  
e.

ules, qu'il serait inutile  
annoncent déjà com-  
e s'écarter du principe  
e, à déterminé ses au-  
action en divorce fût  
et prouvés, et fût en-  
ait à cet égard aucune  
tème, lorsqu'à côté des  
nts, ils ont ajouté, et

*un des époux envers  
sa vie commune insup-  
ent entendu (et il faut  
qu'en effet cette con-  
l'un des époux la vie  
de faits, de sévices,  
s répétées qui, en ce  
en divorce.*

évices, pouvant être  
ituelle d'un époux en-  
pouvant être réduite  
avoir pour témoins,  
suppose, les parents,  
mestiques, le mot *con-*  
le, exprimant claire-  
uite, continuité, habi-  
l'une part, de dégoûts  
; et, en résultat, tout  
ommu, en un, consé-  
ioi établir un mode  
rquoi, en ne faisant  
texte de l'incompati-  
tère, en faire revivre

tion peu favorable à  
ubilité du mariage;  
is être étendue, sur-  
société sont intéressés  
tend à dissoudre; de-  
rème de l'intérêt des  
rs, doivent s'évanouir

les considérations individuelles, les intérêts  
sonnels. Sans doute rien n'est plus intére-  
qu'une épouse victime du caprice, du dégoût  
mari; mais si les droits du malheur sont sa-  
encore faut-il que le malheur existe, et qu'il  
constaté.

Les auteurs du projet ont concilié, à cet é-  
ce que l'humanité peut réclamer, et ce qui  
à la sévérité des principes, en admettant le  
orce, mais par des causes déterminées, dan-  
cas limités, et toujours sur preuves et par-  
ment.

En franchissant le temps bien court et  
long depuis lequel la faculté du divorce a été  
cordée, que l'on se reporte à ce qui était  
ricieusement, on verra, en comparant ces  
périodes, bien plus de divorces scandaleux  
dix ans, que de mariages vraiment malheu-  
dans des siècles.

Réduisons donc l'institution du divorce né-  
idées fausses et exagérées qu'on se faisait  
de la liberté; réduisons-la à ce qu'elle  
être, c'est-à-dire, aux cas d'absolue nécessité  
comme, dans aucun cas, la justice ne peut et  
que sur des preuves, et qu'il n'est pas de fai-  
ne puisse être prouvé, il est impossible d'  
au delà des principes fixés dans le projet, et  
déterminée, preuves et jugement.

Il faut cependant en convenir, le mode d'  
orce que nous combattons, tel qu'il est pro-  
assujéti à de longs délais, à de rudes épre-  
à des pertes considérables, ne présente pa-  
mêmes inconvénients qui ont eu lieu jusqu'à  
jourd'hui.

Mais de la nature même et du nombre de  
difficultés dont il faut l'environner pour qu'on  
abuse pas, naît une raison plus forte enco-  
ne pas l'admettre.

D'abord c'est reconnaître le danger du  
cipe; pourquoi donc le consacrer?

Croirait-on qu'il suffise d'en modifier l'a-  
cation par des délais et des formes, par des  
ditions et des épreuves?

Un principe qu'on est obligé de paralyse  
même temps qu'on le crée, peut-il, doit-il ex-  
en législation?

Ce principe, qu'une action en divorce peu  
admise, sans avoir été motivée sur des faits pr-  
sans que la preuve de ces faits ait été admini-  
sans qu'il soit intervenu aucun jugement s-  
qualité des faits et sur le mérite des preuves  
sente une dérogation trop manifeste à tou-  
procédés judiciaires et aux maximes inné-  
élémentaires du droit et de l'équité, pour  
puisse être accueilli; il faut d'autant plus se  
en garde sur ce point, que, par le temps, les  
difficultés dont on environne aujourd'hui l'a-  
du divorce, purement alléguées, peuvent être  
difiées; que, par la même suppression de s-  
bilité qui, aujourd'hui, ferait admettre le prin-  
on pourra un jour se relâcher sur la sévérité  
conditions et des épreuves, et qu'alors le prin-  
resterait non plus entouré des précautions  
ment prises pour en prévenir l'application  
sive, mais uniquement entouré de tous  
dangers.

En deux mots: le principe en soi est-il b-  
utile? Admettez-le franchement; s'il ne l'est  
il faut le rejeter de même; il ne peut pas y  
de composition à cet égard; il y a une contri-  
tion évidente, après qu'on l'a établi, de le re-  
impossible dans l'exécution; et certes, il es-  
de se convaincre par le seul aspect des me-  
qu'on multiplie autour de lui, des précau-



sulte d'une suite  
de filiation et de  
famille à laquelle

Ces faits sont,  
le nom du père a

Que les père et  
fant, et ont pour  
tion, à son entret

Qu'il a été reco  
la société;

Qu'il a été reco

La réunion con  
ces n'est pas tou  
saire.

*Dévelop.* (Le 16<sup>e</sup>

Il ne paraît pas  
chacun des faits é  
*uniforme et non*  
cun des faits qu'il  
n'est pas toujours i  
ture des choses rés  
strictement précises

Art. 18. (Le 18<sup>e</sup>

*Réd. prop.* Art.  
peut même être i  
blic, qu'après qu  
bunal civil saisi  
autorité de chose  
mencement de p  
sion d'état. Ce j  
le commissaire  
nal saisi de la c  
sence des partie  
appelées.

*L'action crim*  
poursuite au civi

Toutes les part  
de l'examen et d

uent le rapport  
individu et la  
tenir.

toujours porté  
appartenir ;  
omme leur en-  
é à son éduca-  
lissement ;  
it pour tel dans

s la famille.  
es circonstan-  
blement néces-

soit sur tous et  
qu'il y ait chaîne  
si-ce pas de cha-  
réunion continue  
écessaire ? La na-  
rigoureusement et

criminelle ne  
ctionnaire pu-  
ndu par le tri-  
st ayant pleine  
qu'il y a com-  
de la suppres-  
provoqué par  
près le tribu-  
t rendu en pré-  
elles dûment

fice suspend la

it appelées lors  
nitiel ; elles font  
convenables à

tribunal civil qui  
ommencement de  
uestion, purement  
ribunal criminel ?

riage.

onnaissance du  
bles, à quelque

1 père est nulle,  
de la maladie  
cédé, et s'il n'a

c ission, au  
pour sa  
Je maladies  
récussent trente

dissolution du

mariage, l'époux, qui n'avait pas reconnu son  
fant avant le mariage, peut en faire la recon-  
sance sans préjudice de tous les droits des en-  
nés hors du mariage.

*Dévelop.* (Le 31<sup>e</sup> du projet).

Du sens littéral de l'article du projet, tel qu'il  
conçu, il serait à craindre qu'on eût pu conclure q  
reconnaissance d'un enfant naturel, faite par un  
après la dissolution de son mariage, mais penda  
vie d'un enfant qui en serait né, serait tellement  
qu'en cas même de mort de cet enfant, la nullité  
encore en être réclamée par des tiers : inconvénien  
la rédaction proposée fait disparaître en assurant le  
de l'enfant né du mariage.

*Réd. prop.* Art. 32. — L'enfant reconnu par  
père acquiert le droit de porter son nom, et d  
clamer, dans sa succession, la portion détermin  
au titre des successions.

*Dévelop.* (Le 32<sup>e</sup> du projet).

Supprimé comme tenant aux formes des actes  
au registre de l'état civil où la même disposition  
recueillie.

*Dévelop.* (Le 33<sup>e</sup> du projet).

Le droit de porter le nom de son père paraît d  
être formellement accordé à l'enfant naturel rec  
puisque l'article 34 spécifie un cas d'exception au  
Il semblerait au contraire exclu par l'article 33 du  
jet, qui commence par ces mots : le seul effet, etc

*Réd. prop.* Art. 33. (Le 34<sup>e</sup> du projet).

#### CHAPITRE IV.

##### *Des enfants adoptifs.*

*Réd. prop.* Art. 34. — L'adoption est autori

Art. 35. — L'adoption n'est permise qu  
hommes âgés de cinquante ans, et aux fen  
âgées de quarante-cinq ans, qui n'ont pas  
fants ou descendants légitimes.

Art. 36. — Il n'est permis d'adopter que  
enfants qui n'ont pas de père légitime vivant

Art. 37. — Les hommes ne peuvent ad  
d'enfant mâle qu'autant qu'il n'a pas encore at  
l'âge de dix-huit ans accomplis, et une fille q  
tant qu'elle n'a pas atteint sa onzième année

Les femmes ne peuvent adopter d'enfant  
l'un ou de l'autre sexe qu'autant qu'ils n'on  
l'âge de dix ans révolus.

Sont exceptés : 1<sup>e</sup> les enfants abandonnés  
sans famille connue ;

2<sup>e</sup> Les enfants naturels des adoptants, par  
reconnus ;

3<sup>e</sup> Ceux qui sont adoptés conjointement  
deux époux.

Les individus compris dans ces trois excep  
peuvent être adoptés à quelque âge qu'ils s  
parvenus au delà de celui qui est détermin  
le précédent article, pourvu, dans ce cas, qu  
père ou la mère adoptant ait fourni aux fra  
leur éducation, nourriture et entretien au n  
pendant les cinq ans qui ont immédiatement  
cédé l'adoption ; ce qui sera constaté par un  
de notoriété reçu par le juge de paix, con  
de sept témoins, lequel sera joint à l'acte d'a  
tion.

*Dévelop.* Les auteurs du projet n'ont pas cru  
mettre l'adoption. La majorité de la commission  
bunal de cassation s'est déterminée à la proposer.  
majorité a remarqué d'abord que s'il est dangereux  
introduire certaines lois trop peu analogues aux  
d'une nation, c'est lorsqu'elles sont impératives ;  
que celles de simple faculté n'ont pas cet inconvé  
puisque'il en résulte seulement qu'on n'en fait pas  
La loi d'adoption ne pourrait être que de cette de  
classe.

Tout ce qui tend à établir de nouveaux liens

(Pro

la ligne maternel  
des lignes, ils ne  
parents de l'auti  
amis appelés par

(L'article 7<sup>e</sup> du j  
Il ne faut pas lai  
poser une assemblé  
de choisir les ami  
parents de celle des  
requis.

Art. 8, 9 et 10.

*Réd. prop.* Art  
révoqué sur les n  
il avait été déliv

*Dévelop.* Cet ar  
ture qui désarme l  
que l'enfant témoi

*Réd. prop.* Art  
sent chapitre soi  
des enfants adop  
lement reconnus.

*Dévelop.* (Le 11<sup>e</sup>  
En admettant l'a  
de donner les dro  
adoptif.

*De l'effet de la p  
qui advienne*

*Réd. prop.* Art  
*riage, l'administ*  
qui adviennent à  
ceux qu'ils acqu  
industrie, hors d  
Ce droit cesse

par leur égarment

ut de parents de l'une être remplacés par des nais par des voisins et e paix.

ère ni la faculté de com- parents maternels, ni celle i destinés à remplacer les n'en fournit pas le nombre

\* et 10<sup>e</sup> du projet). 'ordre d'arrestation est uisitions sur lesquelles

au est conforme à la na- colère d'un père aussitôt tir.

ous les articles du pré- ns aux pères et mères i enfants naturels léga-

in de plus conséquent que ssance paternelle au père

II.

paternelle sur les biens ants non émancipés.

ère père a, durant le ma- a jouissance des biens ts mineurs, autres que : leur travail et leur on paternelle.

administration, lorsque x-huit ans accomplis : ient comptable des re-

, comme on le verra ci- evait pas résulter de droit endre de la volonté du ère n'eût aucun intérêt à tion : en conséquence, nt, il doit cesser de jouir

u la mère à qui appar- t question, sont tuteurs sont, ils tirent leur droit e le sont pas, le titre des ement de ce même droit.

ère ne gagne pas les t été donnés ou légués tion expresse que le a jouissance.

III.

édation.

es père et mère peu- ts, mais seulement pour

celui qui les exhérède ice, soit d'outrages; lui une action crimi-

ge sans son consente- t-un ans jusqu'à celui es mariages aient été

S'il est intervenu contre les enfants u damnation à peine afflictive ou infai

L'effet de l'exhérédation se borne a pti enfants qui en sont frappés, dans la succ de leurs père ou mère, de toute portion partie disponible, et de moitié de ce qu'i raient eu dans la partie indisponible.

L'exercice et les formes de l'exhérédation réglés dans le titre des dispositions.

*Dévelop.* Le droit d'exhérer a toujours paru tenir à la puissance paternelle; et peut-être n jamais plus nécessaire de le lui conserver, en fermant dans de sages limites, telles que celles q sente l'article proposé à ce sujet.

#### CHAPITRE IV.

##### Disposition officieuse.

*Réd. prop.* Art. 16. — Lorsqu'un enfant e à une dissipation notoire, et telle qu'on e de craindre qu'en consommant sa portior ditaire, il ne laisse lui et ses descendant moyens de subsistance, le père ou la mèn pour l'intérêt même de cet enfant et de s térité, lui imposer l'obligation de remett enfants et descendants nés et à naitre, ha lui succéder au jour de sa mort, la propriét portion héréditaire intégrale, de laquelle il servera que le simple usufruit pendant sa

*Dévelop.* (Le 15<sup>e</sup> du projet).

La commission a pensé qu'il ne fallait pas ex l'enfant dissipateur fût marié et eût des desc pour autoriser la disposition officieuse. La tend père n'a-t-elle pas pour objet l'existence de dissipateur lui-même aussi bien que celle de ses dants? et pour ceux qui veulent ne considérer derniers, nous leur demanderons pourquoi ils reraient plutôt les enfants nés ou conçus au t la disposition, que ceux qui naîtront à des postérieures. Tous ne doivent-ils pas être éga yeux du père comme aux yeux du législateur?

La commission n'a pas craint qu'on lui fit le de vouloir, par l'article qu'elle propose, rap substitutions. Une charge imposée au dissipate son intérêt et celui de sa postérité, de rendre, u fois, et pour un degré seulement, n'a aucune avec les fidéi commis d'orgueil et de vanité, qu mettaient de générations en générations la for l'orgueil des races, et qui n'ont pas pu subsister ment en présence des principes de sagesse, d'éq de liberté, qui ont présidé à la Révolution franç

*Réd. prop.* Art. 17. — Cette dispositio cieuse ne peut être faite que par acte tes taire.

La cause y est spécialement exprimée; e être vraie; elle doit subsister encore à l' de la mort du père ou de la mère disp avoir dès lors opéré la consommation au d'une partie notable de la portion hérédit l'enfant.

*Dévelop.* (Le 16<sup>e</sup> du projet).

La commission a pensé que quand bien l'époque du décès du père, la prodigalité de eût cessé, il suffirait, pour soutenir la validité disposition officieuse, qu'une partie notable de cession se trouvât consommée d'avance : car précisément le mal auquel la loi veut, sans do porter remède.

Art. 18. (Le 17<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 19. — Si au moment de l de l'enfant dissipateur, il n'a ni enfants r cendants, les biens de la portion héré passent librement à ses héritiers collatérau la charge de toutes ses dettes légitimes ont avant ou après le décès.

[P

même degré et  
mille décide qu  
déférée.

*Dévelop.* (Le 2  
S'agissant d'une  
paraît pas assez i  
seil de famille est

Art. 21 et 22.

*De la tutelle c*

Art. 23, 24 et  
*Réd. prop.* Ar  
noncer au juge  
la nomination c

Sur cette dé  
que le juge de  
fait, il est tenu  
et il appose pro  
nécessaire pour

*Dévelop.* (Le 26  
Ce n'est point  
paix, mais un de  
le conseil de fami  
que de faire citer,  
dants, oncles ou f  
du domicile du m

*Réd. prop.* Ar  
conseil de fan  
cédule qui en i

Il la fait noti  
conseil, à tous  
maternels jusqu  
ment, résidant  
du domicile du

La significati

xe, le conseil de famille, auquel la tutelle est

ime, l'expression doit ne vaut mieux dire le con-

22° du projet).

IV.

le conseil de famille.

, 24° et 25° du projet).  
ute personne peut dé-  
fait qui donne lieu à

u sur la connaissance  
autrement acquise du  
r le conseil de famille;  
les scellés, s'il le juge  
mineur.

à accorder au juge de  
poser, que de convoquer  
14 de l'article 26°, ainsi  
de l'article 27, les ascen-  
hors de six myriamètres

elui qui convoque le  
du juge de paix, une  
ur, l'heure et l'objet.  
urs avant la tenue du  
et alliés paternels et  
ème degré inclusives  
ce de six myriamètre-

e faite à la personne

onnaissance que le mi-  
es frères ou des oncles,  
de six myriamètres,  
s à remplir les fonc-  
appeler à l'assemblée,  
nt pour qu'ils puis-

défaut du délai pres-  
1 tenue du conseil de  
ation et tout ce qui  
te tous ceux à qui la  
ne se soient trouvés

es auteurs du projet ont  
lé, c'est le délai à obser-  
dule du juge de paix, et

le conseil s'assemble  
out autre lieu par lui

x membres au moins;  
ple pluralité des voix;  
es, le juge de paix a  
uffrage détermine le  
reil nombre de voix

ne donner voix délibé-  
e le partage existe entre

les parents; car, que huit parents soient convo-  
que le juge de paix ait voix délibérative, trois  
feront un choix, trois un autre choix, et deux don-  
leur voix à un troisième sujet. Le juge de paix, de  
sa voix à ce dernier, formerait le partage et en  
temps le déciderait. L'inconvénient serait encor  
sensible en supposant sept parents convoqués,  
donnant leur voix à Pierre, et trois à Jacques : le  
de paix, en donnant son suffrage à Jacques, déter-  
rait la tutelle en sa faveur, contre le vœu de la m  
des parents responsables de cette nomination.

Art. 31. Lorsque les parents ou alliés au-  
et résidant à la distance ci-dessus détermi-  
n'atteignent pas le nombre requis pour for-  
conseil de famille, il est complété par des  
rents de degrés plus éloignés, s'il y en a de  
même distance, sinon par des amis ou des v  
que le juge de paix désigne.

Ces parents, amis ou voisins, seront conv-  
par une cédula qui leur est notifiée ainsi qu  
dit en l'article 27.

Dévelop. (Le 31° du projet).

Ne paraît-il pas convenable de spécifier que le  
sins et amis ne sont appelés qu'après les parents  
seraient pas dans le degré énoncé en l'article  
qu'en toutes circonstances possibles la parent  
être épuisée avant que de recourir aux voisins et

Art. 32. (Le 32° du projet).

Voir l'article 31.

Réd. prop. Art. 33. — S'il n'y a pas de  
ou alliés du mineur, résidant dans la di-  
ci-dessus déterminée, le conseil est com-  
d'amis et voisins convoqués d'office par le  
de paix.

(Le 33° du projet).

Voir l'article 31.

Réd. prop. Art. 34. — Si néanmoins, lors d  
semblée, il était indiqué qu'il existe, même  
de la distance de six myriamètres, quelque  
non convoqué, le juge de paix peut ord  
qu'il sera cité, et proroger l'assemblée.

Voir l'article 31.

Réd. prop. Art. 35. — Le parent, l'ami ou  
qui a été exclu ou destitué d'une tutell  
exclu de tout conseil de famille.

Dévelop. (Le 34° du projet).

La plus rigoureuse précision d'idées a paru ex-  
léger changement proposé dans cet article.

Art. 36. — Lorsqu'un mineur est sans tu-  
tout citoyen qui a des droits à exercer cont  
peut requérir du juge de paix la nomination  
tuteur; le juge de paix y fait procéder; le r  
rant en avance les frais.

(Le 35° du projet).

L'article du projet ne semble-t-il pas renferme  
équivoque sur les frais qu'il autorise à répéter  
le tuteur? Il serait injuste que le tuteur en fût p  
nellement chargé; et il est de droit que celui c  
obligé de faire procéder à la nomination d'un  
à la seule charge d'avancer les frais, répète ces  
sur la chose du mineur.

Art. 37. (Le 36° du projet).

Réd. prop. Art. 38. — Lorsqu'une parti-  
biens du mineur est située dans des départe-  
trop éloignés de son domicile, le tuteur n'  
tenu d'accepter l'administration universelle;  
le conseil de famille nomme, pour ces biens  
administrateur particulier. Celui-ci rend au  
des comptes annuels, lui remet les sommes  
recouvre, et ne fait d'emploi de deniers que  
que le tuteur autorise.

*Des exclusions e*

*Réd. prop.* Art.  
et du conseil de l  
Les mineurs, e  
Les interdits;  
Les femmes au  
ou bisainfeules;

Tous ceux, mé  
avec le mineur, s  
l'état ou de la for  
notable de ses bie  
Il en est de mé  
le mineur ou les  
celui qu'on veut

(Le 54<sup>e</sup> du projet  
Le dernier alinéa  
que c'est contre le  
ce qui cependant, bi  
des auteurs du proje

Art. 55, 56, 57,  
58<sup>e</sup> 59<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup> du j

*De l'appel des dél*

*Réd. prop.* Art.  
conseil de famille  
n'est sujette à l'  
ressées peuvent,  
pourvoir dans les  
nulation ou réfo  
l'arrondissement,

Le délai pour  
compter de la dat  
de famille, et, po  
notification qui le

*tions de la tutelle.*

i exclut de la tutelle

re ou la mère ;

a mère et les aïeules

1. qui sont en procès  
procès, il s'agit de  
neur, ou d'une partie

le pareil procès entre  
re, frère ou sœur de  
tutelle.

lu projet n'exprime pas  
doit exister le procès,  
nt, est le véritable objet

O. (Les 55°, 56°, 57°,

II.

*du conseil de famille.*

une délibération du  
matières de tutelle,  
n. Les parties inté-  
à la charge de se  
en provoquer l'an-  
vant le tribunal de  
en dernier ressort.  
présentes court à  
s-verbal du conseil  
s, à compter de la  
ite.

ii prononce une des-  
it l'instance d'appel.

e une section des ar-  
doivent être communs  
eils de famille sur la  
ui est exprimé dans la  
§1 ; et le dernier alinéa  
lant qu'à une espèce  
ment restreint à cette

33° et 64° du projet).

I.

*du tuteur.*

es 65°, 66°, 67°, 68°

ce que le conseil de  
opos de conserver  
tuteur, en présence  
ères reçues par un  
hes ou publications  
te fera mention.

ilic aux ventes du mo-  
aire.

père et mère, aux-  
ice des biens du mi-  
re les meubles, s'ils  
pour les remettre en

en faire faire, à leurs  
valeur par un expert  
le tribunal de pre-  
tenus de rendre la

valeur estimative de ceux des meubles qu'ils  
pourront pas représenter en nature.

Le père ou la mère, qui perd la jouissance  
biens du mineur dans les divers cas prévus  
dessus, est obligé de faire vendre les meu-  
qu'il avait conservés en nature.

Art. 72. — Aussitôt après l'inventaire, le c-  
seil de famille doit régler la dépense du min-  
sans pouvoir excéder ses revenus pour les frai-  
sa nourriture, de son entretien, de son éducat-

Il règle également les frais nécessaires à  
l'administration des biens.

Il arrête l'emploi qui doit être fait, d'après  
produit de la vente des meubles, et peut mé-  
suivant les circonstances, autoriser le tute-  
disposer du mobilier du mineur, en tout ou  
partie, pour son éducation et son établisse-  
ment.

Le père ou la mère tuteurs n'ont pas bes-  
pour ces divers actes d'administration, de l'au-  
torisation du conseil de famille.

*Dévelop.* (Le 72° du projet).

Les divers actes d'administration énoncés en cet  
cle sont-ils assez importants pour que même le pèr-  
la mère du mineur soient tenus de se faire autorise-  
conseil de famille? Ne convient-il pas d'accorder, to-  
les fois que l'inconvénient ne peut devenir trop gr-  
la plus grande confiance à l'autorité comme à la  
dresse paternelle?

Art. 73. (Le 73° du projet).

*Réd. prop.* Art. 74. — Le tuteur, même le p-  
ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur  
aliéner ses biens immeubles, sans y être auto-  
par un conseil de famille.

Il ne peut, sans cette autorisation, accepter  
répudier une succession.

*Dévelop.* (Le 74° du projet).

L'emprunt a paru devoir être rappelé dans cet art-  
commun à tout tuteur, même père et mère, plutôt  
dans le 78° que la commission a pensé ne devoir  
s'appliquer aux père et mère tuteurs.

Art. 75. (Le 75° du projet).

*Dévelop.* (Le 76° du projet).

L'article 76 du projet doit être supprimé, puisqu'il  
donne aux mineurs que le même droit que les  
cles 95 et 96 du titre des successions accordent à  
les héritiers.

Art. 76. (Le 77° du projet).

*Réd. prop.* Art. 77. — Lorsqu'il est quest-  
de procéder à un partage, de faire emploi  
particuliers de deniers oisifs, ou de soutenir,  
en demandant, soit en défendant, les droits im-  
biliers du mineur, le tuteur, autre que le père  
la mère, doit se faire autoriser par le conseil  
famille.

*Dévelop.* (Le 78° du projet).

Des divers actes mentionnés en l'article 78 du pr-  
l'emprunt seul a paru à la commission ne pas de-  
être confié aux père ou mère tuteurs, sans conseil,  
cet acte ayant en conséquence été énoncé dans le  
l'exception en faveur des père et mère, du besoin d'  
autorisation du conseil de famille, semble devoir  
adoptée.

*Réd. prop.* Art. 78. — Le tuteur peut défen-  
à une demande en partage d'une succession  
divise avec le mineur; mais, s'il n'est le père ou  
mère du mineur, il ne peut provoquer le part-  
sans y être spécialement autorisé par un co-  
de famille.

Art. 79. — Tout partage, dans lequel un min-  
est intéressé, doit être fait en justice.

Il doit être précédé d'une estimation par exp-  
nommés en justice, et affirmée devant elle.



[P

aurait eu comp  
par le tuteur, i  
raient été pris  
mandeur à fin

Tout traité  
nonobstant tou  
justificatives o  
somme quelcor  
tions le deman  
sera cru à son

*Dévelop.* (Le 1  
L'article du pr  
culté de comprou  
du nombre de cel  
plus utile de rec

*Réd. prop.* A  
ou dû concoi  
appelés, à la n  
et responsables  
en cas d'insol  
teur fût insolva  
qu'il ne le soit  
dit au titre des

Cette respons  
ne peut être e

*Dévelop.* (Le 1  
Comment des  
des délibérations  
raient-ils garantis  
été nommé préc

*Réd. prop.*  
contre son tut  
ter du jour de  
les parents se p

(Le 103<sup>e</sup> du pr  
La responsabil

le juge de paix justificatives au-  
ation par le de-

malités est nul,  
remises de pièces  
e reliquat ou de  
desquelles men-  
en cas de déni,

absolument la fa-  
de compte, matière  
is raisonnable et le

qui ont concouru  
ayant été dûment  
eur, sont garantis  
ion de ce tuteur,  
it, soit que le tu-  
nomination, soit  
is, sauf ce qui est

solidaire; et elle  
voisins ou amis.

aient concouru qu'à  
urs de la tutelle, se-  
du tuteur qui aurait

ction du mineur  
dix ans, à comp-  
en garantie contre  
ans.

e doit-elle pas être  
te que l'obligation du

(105° du projet).

on.

e ou la mère peu-  
neur qui est sous  
la atteint l'âge de  
ion à lieu par la  
laquelle doit être  
personne ou par un  
audience du tribu-

it ans a un tuteur  
celui-ci est tenu  
ille pour délibérer  
orisée s'il y a lieu;  
utorisation, le dé-  
ndiquée.

rs, s'ils vivent en-  
dans le conseil de  
ative. Ils peuvent  
ration, et leur op-

t.

re à la puissance pa-  
t la mère, lorsqu'ils  
ou non un enfant âgé  
avant cet âge de dix-  
ancipé de droit, mais  
ite, ne sera-t-il pas

l'effet de l'émanci-

pation du mineur, le tuteur est de droit su-  
rateur; et en cette qualité, il exerce, quant  
actions dont la pleine liberté n'est pas re-  
l'émancipé, les mêmes droits qu'un tuteur  
les mêmes formes, aux mêmes conditions, c-  
mément aux mêmes règles.

*Dévelop.* La conversion de la tutelle ou curatelle  
le seul effet de l'émancipation du mineur, paraît  
sans inconvénient.

*Réd. prop.* Art. 109. — Le mineur émancipé  
pleine administration de ses biens; il peut  
tous les actes qui ne sont que d'administration  
passer des baux, recevoir ses revenus, et en  
ner décharge.

Il ne peut recevoir aucun capital, même  
bilier, ni en donner décharge.

*Dévelop.* (Le 107° du projet).

N'y a-t-il pas inconvénient que l'émancipé puisse  
voir tout capital mobilier? cela ne pourrait-il pas  
ber, en certains cas, toute sa fortune et une fortune  
sidérable?

Il avait été proposé de l'autoriser à recevoir un  
tal mobilier non excédant une année de son  
mais les inconvénients d'exécution ont paru trop  
bles. D'ailleurs, déjà maître de dépenser son  
d'emprunter une somme égale à ce revenu, s'il a  
core maître de recevoir un capital mobilier et  
ce serait au moins trois années de son revenu qu'il  
rait consommer.

Art. 110 et 111. (Les 108° et 109° du projet)

*Réd. prop.* Art. 112. — Le mineur émancipé  
peut aliéner, engager et hypothéquer ses im-  
bles, ni disposer de ses biens meubles ou im-  
bles par donation entre-vifs, si ce n'est par  
trat de mariage en faveur de la personne à la-  
il s'unit.

Il ne peut plaider pour action immobilière  
en demandant soit en défendant, sans être  
risé par le conseil de famille et assisté de  
rateur; si ce curateur est le père ou la mère  
l'émancipé, il pourra l'assister sans autorisation  
du conseil de famille.

*Dévelop.* (Le 110° du projet).

Le tuteur étant devenu curateur à l'émancipé,  
seil de famille n'a pas besoin de lui en nommer  
les cas prévus dans cet article.

*Réd. prop.* Art. 113. — Le mineur, même  
l'âge de dix-huit ans, autorisé par un conseil  
famille à exercer un art ou métier, ou à faire  
commerce, est réputé majeur quant au fait  
commerce.

*Dévelop.* (Le 111° du projet).

Il est évident que la disposition de cet article  
être rendue commune même au mineur qui n'a  
teint sa dix-huitième année.

*Réd. prop.* Art. 114. — Le tuteur ne peut  
marier avec sa pupille, ni marier sa pupille  
son fils, ni son pupille avec sa fille, avant que  
pupille ou la pupille ait atteint vingt-cinq ans  
accomplis, à moins que le mariage ne soit  
cialement autorisé par un conseil de famille  
dont le tuteur, ni son fils avec lequel le mariage  
serait projeté, ne seront point membres.

*Dévelop.* Le 112° du projet).

L'âge de vingt-cinq ans ne doit être requis que  
le pupille ou la pupille, et non dans le fils du  
qui, n'eût-il pas vingt-cinq ans, peut épouser  
ment la pupille de son père, qui a atteint cet  
rédaction de l'article 112 du projet formait équi-  
cet égard.

*Réd. prop.* Art. 115. — L'autorisation de

## DES BIENS ET D

De

Art. 1<sup>er</sup> et 2.

Art. 3 et 4. (1

*Réd. prop.* A leur destination  
fonds y a plac  
les animaux at  
colombiers, le  
miel, les poisson  
et tonnes ; les  
mobiliers que  
ments à perpét

*Dévelop.* (Le 4

L'expression a  
pre que celle des  
tiaux garnissent  
la culture.

Art. 6, 7, 8

*Réd. prop.* A  
non, que le p  
son métayer  
meubles, s'ils  
du bail.

*Ceux qui ne  
l'effet d'un bai*

*Dévelop.* (Le 1

La condition d  
devoir être la m

## MODIFICATIONS DE

biens.

projet).

t.

sujet).

meubles par  
propriétaire d'un  
fonds; savoir :  
les pigeons des  
ruches, les ruches à  
pressoirs, cuves  
souterraines; les effets  
attachés à ses bâti-

), a paru plus pro-  
 restrictive. Des bes-  
oins de être destinés à

et 9<sup>e</sup> du projet).  
aux, estimés ou  
pour la culture à  
sont censés im-  
fonds par l'effet

s à un fonds par

fermier paraissent  
soit cultivé par l'un  
sur la qualité  
aux qui, par l'effet  
du fonds: pourquoi  
unique?

1 projet).

de ce terme.

meubles par  
peuvent se trans-  
qu'ils se meuvent  
aux, soit qu'ils  
face que par une  
roses inanimées.  
les par la loi, les  
soit sur la Répu-

ui ont pour objet  
ets mobiliers;  
es de finance, de  
e des immeubles  
appartiennent aux

finance, commerce  
meubles de leur na-  
ss, lorsque les im-  
mies? Le doute qui  
a besoin d'être dis-  
système contraire

x, barques et  
et baux sur  
l'aliénation de

quelques-uns de ces objets, à cause de leur  
portance, soit soumise à des formes particu-

*Dévelop.* (Le 16<sup>e</sup> du projet).

Il est évident que la condition des baux sur  
doit être la même que celle des moulins sur bateaux.

Art. 17 et 18. (Les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 19. — Le mot *meubles*,  
autre désignation ni addition, ne comprend  
les dettes actives, l'argent comptant, l'arg-  
les pierreries, les livres, les instruments de  
et arts, le linge de corps, les chevaux et  
pages, les grains, vins, foin et autres  
ni rien de ce qui fait l'objet du commerce  
qui dispose, mais seulement tout ce qui est  
ment mobilier.

*Dévelop.* (Le 19<sup>e</sup> du projet).

Les objets ajoutés à l'énumération de l'article 19  
tiennent avec eux-mêmes les motifs des additions pro-

Art. 20 et 21. (Les 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 22. — Si la vente ou le don  
fait d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve  
les effets mobiliers qu'elle contient y sont  
compris, mais non les dettes actives, l'ar-  
comptant, ni les autres droits dont les titres  
déposés dans cette maison.

*Dévelop.* (Le 22<sup>e</sup> du projet).

Pourquoi l'argenterie ne serait-elle pas comprise  
la vente ou don d'une maison portant la clause  
tout ce qui s'y trouve? L'argent comptant, les  
semblent essentiellement suivre la personne par  
elle est. En est-il absolument de même de l'arg-

## CHAPITRE III.

*Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.*

*Réd. prop.* Art. 23. — Les particuliers ont  
libre disposition des biens qui leur appartiennent,  
sauf les exceptions marquées dans les lois :  
les biens de la nation, des établissements publics  
et des communes, sont administrés d'après les  
lois et règlements qui leur sont propres.

Ce n'est non plus que suivant les formes  
critées par ces lois et ces règlements, que la nation  
les établissements publics et les communes  
peuvent vendre leurs biens ou en acquérir de  
nouveaux.

*Dévelop.* (Les 23<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> du projet).

Deux mots ne sont changés dans ces deux articles  
pour plus de correction et de précision.

Art. 24, 25, 26, 27 et 28. (Les 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>,  
27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 29. — Les biens communaux  
sont ceux à la propriété ou au produit de  
les habitants d'une ou plusieurs communes  
appartiennent.

*Dévelop.* (Le 29<sup>e</sup> du projet).

Voir l'article 23.

Art. 30. (Le 30<sup>e</sup> du projet).

## TITRE II.

*De la pleine propriété.*

Art. 1<sup>er</sup>. (Le 1<sup>er</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 2. — Nul ne peut être contraint  
de céder sa propriété, si ce n'est pour cause  
d'utilité publique, et moyennant une juste et  
équitable indemnité.

*Dévelop.* (Le 2<sup>e</sup> du projet).

L'indemnité ne pouvant être juste qu'autant  
qu'elle est préalable, les auteurs du projet ont sans doute  
été inutile d'employer les deux expressions; mais

[Pro]

*Dévelop.* (Le 32<sup>e</sup>  
Pourquoi ne tier  
les autres espèces,  
qui a employé son

*Réd. prop.* Art.  
formée par le m  
partenant à différ  
peuvent être sépa  
matières ont été  
division.

Si les matières  
sans inconvénien  
la propriété dans  
la qualité et de la  
à chacun d'eux. C  
mélange se soit  
par l'un des prop

*Dévelop.* (Le 33<sup>e</sup>  
Le deuxième alin  
que les matières mé  
lang., les unes à un

Art. 33 et 34. (1

*Réd. prop.* Art.  
propriétaire, dont  
insu à former une  
réclamer la propr  
de se borner à de  
tière en même na  
poids et mesure,

*Dévelop.* (Le 36<sup>e</sup>  
Ce n'est pas sa n  
autorisé à réclamer  
lité, quantité et nat

*De l'usufruit, c*

compte, comme dans  
main-d'œuvre, à celui

qu'une chose a été  
usieurs matières ap-  
taires, si les matières  
à l'insu duquel les  
peut en demander la

it plus être séparées  
quière en commun  
on de la quantité, de  
matières appartenant  
lieu encore que le  
ment, ou ait été fait  
l'insu de l'autre.

oser, comme le premier,  
artaient avant le mé-  
les autres à un autre.

5° du projet).  
s tous les cas où le  
a été employée à son  
ne autre espèce, peut  
e chose, il a le choix  
restitution de la ma-  
me quantité, qualité,  
r en argent.

e propriétaire doit être  
matière en même qua-

et de l'habitation.

EMIER.

il.

ÉRALES.

, 2°, 3°, 4° et 5° du

RE.

usufruitier.

fruitier a le droit de  
fruits, soit naturels,  
que l'objet dont il a

qu'on rappelle ici les  
rs du projet ont eux-  
fruits naturels propre-

fruits naturels sont  
ntané de la terre. Le  
sont aussi des fruits

in fonds sont ceux  
re.

ne, qui représentent  
iels d'un fonds, sui-  
es fruits naturels et

industriels comme dis-  
nt nécessaire de donner,  
e à tous, celles qui sont

ant la représentation des

fruits naturels et industriels, et devant subir les m-  
règles, c'est un principe qu'il est bon de placer ici.

*Réd. prop.* Art. 8. — Les fruits civils sont  
loyers de maisons et d'usines;

Les intérêts des sommes exigibles;  
Les arrérages de rentes.

*Dévelop.* (Le 8° du projet).

Les prix des baux à ferme ne devant suivre qu-  
condition des fruits naturels ou industriels, et  
celle des fruits civils, pourquoi les comprendre  
l'énumération des fruits civils?

Art. 9, 10, 11, 12, 13 et 14. (Les 9°, 10°, 11°,  
13° et 14° du projet).

*Réd. prop.* Art. 15. — L'usufruit comprend  
animaux; mais s'il est établi sur un trou-  
susceptible de se reproduire, l'usufruitier est t-  
dans tous les cas, de rendre le troupeau a-  
nombreux qu'il était quand il l'a reçu.

*Dévelop.* L'usufruit peut être concédé de quel-  
animaux ou d'un troupeau; il convient de tracer  
règles qui différencient ces deux cas.

Art. 16, 17 et 18. (Les 15°, 16° et 17° du pr-

*Réd. prop.* Art. 19. — Les arbres fruitiers  
meurent, ceux mêmes qui sont arrachés ou b-  
par accident, appartiennent à l'usufruitier,  
charge de les remplacer par d'autres.

*Dévelop.* (Le 18° du projet).

N'est-il pas utile à la chose que l'usufruitier soit  
de remplacer les arbres fruitiers qui périssent par  
cident comme ceux qui meurent, en lui en donnant  
propriété? Sans doute que les auteurs du projet n-  
donnaient pas la propriété des arbres fruitiers, pé-  
par accident, en le dispensant de les remplacer.  
donnaient-ils cette propriété?

Art. 20, 21, 22, 23, 24 et 25. (Les 19°, 20°, 21°,  
23° et 24° du projet).

## SECTION II.

### *Des obligations de l'usufruitier.*

*Réd. prop.* Art. 26. — L'usufruitier ne peut  
trier en jouissance qu'après avoir fait dresser  
présence du propriétaire, ou lui dûment ap-  
un inventaire des meubles et un état des  
meubles sujets à l'usufruit.

*Dévelop.* (Le 25° du projet).

Est-ce assez de dire ce que l'usufruitier a l'oblig-  
de faire avant d'entrer en jouissance? Ne faut-il  
exprimer qu'il ne peut entrer en jouissance qu'  
avoir rempli les obligations qui lui sont imposées?

*Réd. prop.* Art. 27. — Il donne caution de  
en bon père de famille, à moins qu'il n'en  
dispensé par sa qualité, ou par l'acte consti-  
de l'usufruit.

*Dévelop.* (Le 26° du projet).

Les changements proposés dans les articles 27, 29  
ci-contre, ne tombent que sur des expressions qu-  
par peu correctes.

Art. 28. (Le 27° du projet).

Art. 29. — Le retard de fournir caution ne j-  
pas l'usufruitier des fruits déjà échus; ils lui  
dus du moment où l'usufruit a été ouvert co-  
mément aux règles ci-dessus établies.

Art. 30. (Le 29° du projet).

Art. 31. — L'usufruitier n'est tenu qu'aux  
parations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la ch-  
du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été  
cactionnées par le défaut de réparations d'ent-  
depuis l'ouverture de l'usufruit; auquel cas, l'  
fruitier en est aussi tenu.

extérieur que son intention e

Voir l'observation sur l'article e

## CHAPITRE II

### *Des servitudes établie*

Art. 12. (Le 8<sup>e</sup> du projet).

#### SECTION PRI

### *Des servitudes établies par publique ou com*

Art. 13. (Le 9<sup>e</sup> du projet).

#### SECTION

### *Des servitudes établies par la particulie*

Art. 14 et 15. (Les 10<sup>e</sup> et 1

§ 1<sup>er</sup>.

### *Des murs et des fo*

Art. 16, 17, 18, 19, 20, 21  
27. 28, 29, 30. (Les 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>

sement réglés,  
ons auxquelles  
tudes, et celles

contre l'usage  
i n'est réputé  
fondé sur un  
l'acquisition.

ondé sur un  
e, s'en affran-  
t estimation  
la vaine pâ-  
t diminué en  
qu'il a sous-

articles précé-  
de parcours  
partiennent à  
des particu-  
sciproques ou

les héritages  
se au parcours  
qui a fait la  
it seul de dis-  
par un signe  
se le réserver.

la loi.

pour l'utilité  
le.

our l'utilité des  
projet).

itoyens.

23, 24, 25, 26,  
ues et compris

dans les com-  
e copropriétaire  
ier de contribuer  
t de mitoyenneté ?  
trois mille âmes,  
droit de mitoyen-  
anes d'une popu-  
préféré proposer  
membres tenant  
qu'il fallait donner  
l'autre voisin la  
mitoyen ; et deux  
que partout on fût  
mitoyenneté pour

## § II.

*De la distance et des ouvrages intermédiaire  
quis pour certaines constructions et plantation*

Art. 31. (Le 27° du projet).

*Réd. prop.* Art. 32. — Les plantations de  
et d'arbres de différente nature ne peuvent  
ment être faites près d'un héritage ou mur ve  
qu'en observant sur les distances l  
règlements particuliers.

*Dévelop.* C'est aussi un droit de propriété, de  
moins le principe paraît devoir être consigné d  
Code civil, que celui de ne pas être obligé de se  
trop près de son héritage la plantation de haies ou  
bres, dont le plus ou moins de distance doit être  
miné par des usages et règlements particuliers.

## § III.

*Des vues sur la propriété de son voisin.*

Art. 33, 34, 35, 36 et 37. (Les 28°, 29°, 30  
et 32° du projet).

*Réd. prop.* Art. 38. — Les distances dont  
parlé dans les articles précédents se comptent  
puis le parement extérieur du mur où se fait  
verture.

*Dévelop.* (Le 33° du projet).

Dans l'objet de ce paragraphe, la servitude com  
à peser sur le voisin, du point où la vue pénètre a  
du mur ouvert. C'est donc du parement extéri  
ce mur que doit se mesurer la distance ; et à qu  
s'occuper de savoir s'il y a un mur opposé de s  
tion, et s'il est mitoyen ou non ? La règle générale  
c'est que, s'il s'agit d'une vue droite, une dist  
six pieds doit être entre le parement extéri  
ouvert et le point où commence la propriété

## § IV.

*De l'égout des toits.*

Art. 39. (Le 34° du projet).

## § V.

*Du droit de passage.*

Art. 40, 41, 42. (Les 35°, 36° et 37° du pr

## CHAPITRE III.

*Des servitudes établies par le fait de l'hon*

### SECTION PREMIÈRE.

*Des diverses espèces de servitudes qui peu  
établies sur les biens.*

Art. 43, 44, 45 et 46. (Les 38°, 39°, 40° et  
projet).

### SECTION II.

*Comments'établissent les servitudes.*

Art. 47, 48, 49 et 50. (Les 42°, 43°, 44°, 45  
du projet).

*Réd. prop.* Art. 52. — Le titre constitut  
servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent  
quérir par la prescription, ne peut être re  
que par un acte reconnaissant de la servi  
émané du propriétaire du fonds asservi,  
un jugement ayant acquis l'autorité de l  
jugée.

*Dévelop.* (Le 47° du projet).

Un jugement ayant acquis l'autorité de la chose  
ne doit-il pas pouvoir remplacer le titre d'une sei

Art. 53. (Le 48° du projet).

### SECTION III.

*Des droits du propriétaire du fonds domi*

Art. 54. (Le 49° du projet).

*Réd. prop.* Art. 55. — Ces ouvrages



cordé au condamné pour se rep  
expiré, ne sont envoyés en pos  
cession échue que provisoirem  
caution de restituer au condan

*Dévelop.* (Les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> du pro  
Ces articles sont peut-être super  
4<sup>e</sup> ; mais comme eux ils doivent  
système de la commission, la pronc  
ou, suivant le système du projet,  
doivent dire nettement aussi, c'es  
meurt après le délai qui lui est  
contumace, il est réputé être mo  
nunciation ou de l'exécution de  
succession est déférée à ceux qui  
cette époque ; et que s'il meurt da  
héritiers habiles le jour de ce déci  
lir sa succession.

*Réd. prop.* Art. 19. — Si l  
senté est condamné contrad  
peine emportant mort civile,  
lui sont échues avant la pron  
ment contradictoire, peuvent  
ceux de ses parents qui se tr  
ri s de droit à l'époque du

droit de  
int, et ils  
cession.  
ant et la  
ossession  
s formes

ne doivent  
dire qu'ils  
exprimer la

er.

lô si l'on  
ception pût  
r le cas du  
expression  
ne pouvait-  
t né avant  
écessaire à  
ques signes

si le con-  
st pas res-  
sions qui  
ai, et aux-  
rtiennent  
es s'il eût

délai ac-  
est point  
le la suc-  
donnant  
a lieu.

ne les 3<sup>e</sup> et  
suivant le  
jugement,  
1. Ce qu'ils  
contumax  
r purger la  
de la pro-  
ment, et sa  
héritiers à  
ce sont les  
ont recueil-

ix repré-  
nt à une  
ssions qui  
e ce juge-  
imées par  
re des hé-  
ement, et  
par ceux  
visoire.  
qu'à une  
l reprend  
ertes pen-  
raient été  
tuer tout

: par con-  
élai utile,  
on pro-  
appelé,  
u contu-  
s trouvent

Art. 21, 22, 23, 24 et 25. (Les 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup> 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 26. — La part de l'indigne ac-  
croît à celui ou à ceux qui eussent dû concourir  
avec lui; et, s'il est seul, elle est dévolue au de-  
gré subséquent.

Les enfants de l'indigne ne sont point excl-  
pour la faute de leur père.

*Dévelop.* (Le 13<sup>e</sup> du projet).

La commission a pensé que l'article du projet pouva-  
présenter plusieurs difficultés, qui toutes disparaîtraient  
par la rédaction proposée, qui donne à l'indignité d'un  
héritier les mêmes effets que sa renonciation.

### CHAPITRE III.

#### Des divers ordres de successions.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### Dispositions générales.

*Réd. prop.* Art. 27. — Il y a trois espèces de  
successions pour les parents : la succession qui  
échoit aux descendants, celle qui est *déférée* aux  
ascendants, et celle à laquelle sont appelés les pa-  
rents collatéraux.

*Réd. prop.* Art. 28. — La loi ne considère ni  
nature ni l'origine des biens pour en régler la  
succession.

Néanmoins, toute succession échue à des as-  
cendants ou à des collatéraux se divise en deux  
parts égales, l'une pour les parents de la ligne  
paternelle, l'autre pour les parents de la ligne  
maternelle.

Il ne se fait de dévolution d'une ligne à l'autre  
que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant  
collatéral de l'une des deux lignes.

*Dévelop.* (Le 17<sup>e</sup> du projet).

La commission n'a point admis les exceptions portées  
aux articles 46 et 47 du projet; elle n'a pas cru qu'il  
considération des frères ou sœurs utérins, on dût re-  
noncer pour eux au principe général qui partage toute  
succession en deux parts égales, l'une pour la ligne pa-  
ternelle, l'autre pour la ligne maternelle. Lorsqu'il exis-  
tait des propres, eût-on jamais pensé à donner à un  
frère consanguin les propres maternels, quelque éloigné  
que fût le parent appelé à recueillir ces propres? Or  
division de la succession en deux parties déferées à des  
lignes est une fiction substituée à la distinction des pro-  
pres; les avantages de cette fiction substituée à la di-  
stinction des propres ne paraissent pas devoir permettre  
en aucun cas la dérogation à la règle générale.

Art. 29, 30, 31 et 32. (Les 28<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> du  
projet).

*Réd. prop.* Art. 33. — Pour connaître les degrés  
de parenté en ligne collatérale, il faut compter  
le nombre des générations qu'il y a eu depuis  
l'un des parents jusqu'à la souche commune  
d'où ils descendent *exclusivement*; et depuis cette  
souche commune, *exclusivement*, jusqu'à l'autre  
parent.

Ainsi, deux frères sont au second degré;

L'oncle et le neveu du défunt sont au troisième  
ainsi de suite.

*Dévelop.* (Le 32<sup>e</sup> du projet).

Il est utile d'ajouter que c'est exclusivement à sa sou-  
che commune que se fait la supputation des degrés.

#### SECTION II.

##### De la représentation.

Art. 34. (Le 33<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 35. — La représentation a lieu  
à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle y est admise dans tous les cas, soit que les  
enfants du défunt concourent avec des desce-

[Projet d

frères et sœurs germains dans une des portions affectées à ce la moitié qu'ils prennent à l'autre ligne dans mère, ils ont les trois

*Réd. prop.* Art. 47 des frères ou sœurs d'eux, la moitié de l'avant les règles générales ligne paternelle, ascendants, la moitié se divise entre les frères et sœurs utérins ou les

La division se fait le défunt ne laisse pas de sangs.

Il en est encore de même pour les frères et sœurs mais dans ce dernier cas, les frères et sœurs utérins ont la moitié de la ligne maternelle.

*Réd. prop.* Art. 48 Les frères et sœurs germains utérins, ils ont toute la ligne maternelle déférée aux frères et sœurs utérins.

Il en est de même pour la ligne paternelle, si elle concourt avec la

*Dévelop.* (Les 46e

La commission a fait exiger que les frères et sœurs utérins ne puissent pas donner le droit d'obtenir la division nécessaire affectées aux deux lignes.

Cette exception représente des dispositions qui ne peuvent pas être laissées en concurrence

de concurren-  
ent seuls la  
tant joint à  
ion déferée  
père ou la  
ccession.

e laisse que  
les descendants  
déferée, sui-  
nts dans la  
raux ; l'au-  
es frères et  
eux-ci.

principe, si  
sœurs con-

à tout à la  
et utérins ;  
ascendants,  
lus.

a laissé des  
es et sœurs  
à la portion  
itiée affectée

affectée à la  
rs germains

motif qui lui  
germains pour  
re et mère, et  
insanguins ou  
règle générale  
en deux parts  
aternelle.  
essaie de pré-  
où un défunt  
soit des frères  
érins, soit des

quelconque  
urs descen-  
s règles qui  
essions col-

ne laisse ni  
ccession est  
t sœurs sur-  
ou aux des-

jet).  
concours de  
nais au delà  
t admise, ils  
ortion reve-

représentation,  
pourrait venir  
t loi doit sup-  
en ce cas, que  
le partage par  
ainsi que les  
pour la ligne

optifs.  
stif recueilli,

à titre d'héritier, le tiers de la portion héréditaire qu'il aurait eu droit de recueillir dans la succession de son père ou de sa mère adoptive s'il eût été né d'un légitime mariage, soit qu'il concoure avec les enfants du défunt nés en légitime mariage depuis l'adoption, soit qu'il concoure avec des ascendants ou avec des collatéraux ou avec un époux survivant.

Mais, à défaut de tous parents et d'époux, l'enfant adoptif recueilli, à l'exclusion du fisc, la succession entière du père ou de la mère adoptive.

*Réd. prop.* Art. 56. — Les enfants et descendants légitimes de l'enfant adoptif recueillent les portions fixées par l'article précédent ; lorsque cet enfant adoptif est prédécédé avant l'ouverture de sa succession ; ils viennent par représentation pour ces portions.

*Réd. prop.* Art. 57. — Les enfants adoptifs succèdent avec les enfants et descendants de leur père ou mère d'adoption, ni à aucun de leurs ascendants ou parents collatéraux.

*Réd. prop.* Art. 58. — Si l'enfant adoptif meurt sans aucun enfant ou descendant né en légitime mariage, sa succession entière est dévolue à son père ou à sa mère d'adoption, ou à tous les descendants par égales portions, et à leur défaut aux enfants ou descendants légitimes de leur père ou de leur mère, qui recueillent cette succession selon les mêmes règles établies pour celles des frères et sœurs légitimes.

*Réd. prop.* Art. 59. — À défaut des descendants de l'enfant adoptif, des père et mère d'adoption, des enfants ou descendants de ces père ou mère, la succession de l'enfant pris en adoption retourne à sa famille naturelle et primitive, à l'exclusion de la République ; elle est, dans ce seul cas, recueillie par cette famille suivant l'ordre et les règles communes aux successions.

*Réd. prop.* Art. 60. — Dans le cas où quelque descendant de père, mère, frères, sœurs, ascendants ou autres parents de la famille primitive de l'enfant mis en adoption viendrait à mourir civilement ou naturellement, sans aucun autre héritier direct ou collatéral, la succession appartiendra à l'enfant adopté ou à ses descendants, à l'exclusion de la République.

*Dévelop.* Ce chapitre est une addition nécessaire au présent titre, si l'on admet la proposition d'adoption.

#### CHAPITRE V. (IV<sup>e</sup> DU PROJET)

##### *Des droits des enfants naturels et de leurs successions*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *Des droits de l'enfant naturel né de deux personnes libres.*

Art. 61. (Le 54<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 62. — Cette portion est, dans tous les cas, la propriété d'une valeur égale au tiers de la part héréditaire que l'enfant naturel aurait eu droit de recueillir dans la succession de son père ou de sa mère, s'il eût été légitime.

*Dévelop.* (Le 55<sup>e</sup> du projet).

La disposition de l'article 53 du projet entraîne des conséquences sensibles ; c'est que l'enfant naturel a des droits plus restreints, en cas que le défunt n'ait que des collatéraux, que s'il laisse un ascendant, pouvant réclamer un tiers de la succession contre cet ascendant et n'en pouvant réclamer qu'un quart contre les collatéraux.

*Réd. prop.* Art. 63. — Les enfants ou descendants de l'enfant naturel peuvent seuls réclamer la portion fixée par l'article précédent, lorsque

[Projet

Gouvernement, le  
naire en possession  
présenté aucun par

L'époux, les enfa  
régie des domaines  
session, ne pourron  
pendants de la suc  
ce n'est pour cause  
justice. Ils ne seron  
qu'ils auront perçus  
ont omis les form  
seront responsables  
souffrir les héritier

L'époux, et les  
sont en outre tenus  
leur du mobilier, l  
après trois ans, si,  
présenté aucun hé

*Dévelop. (Les 77°*

Les précautions à  
dans l'un des cas des  
pouvoir et devoir être  
qui sont appelés à ce  
l'époux survivant ser  
blications ?

#### CHAPITRE

*De l'acceptation de*

SE

L

Art. 82 et 83. (I

*Réd. prop. Art.*  
d'une succession  
de cette succession

*Dévelop. Principe*

enverra le pétition-  
cession, s'il ne s'est

fs ou naturels, et la  
x, envoyés en pos-  
les immeubles dé-  
endant trois ans, si  
e et par autorité de  
omptables des fruits  
nes ordinaires. S'ils  
lessus prescrites, ils  
dice que pourraient  
réprésenteraient.

loptifs ou naturels,  
r caution de la va-  
ution sera déchargée  
intervalle, il ne s'est

rojet).

ir s'assurer qu'on est  
s irrégulières, ont paru  
communes à tous ceux  
successions. Pourquoi  
isé des affiches et pu-

U PROJET).

ns, et de la renoncia-

ÈRE.

ion.

° du projet).

ffet de l'acceptation  
jour de l'ouverture

projet, qui paraît né-

es héritiers ne sont  
ra référé au tribu-  
du conseil, d'après  
ntageux au défunt.

Conseil lève le vague  
ssez que si l'interven-  
ire, il faut cependant  
plus administrative et

ptation est expresse  
le titre et la qualité  
ntique ou sous si-

i un écrit sous seing  
t l'avoir été sans in-  
ns faut-il qu'elle soit  
est censé faire atten-  
e.

donation, vente ou  
ritiers à tous ou à  
rs, emporte accep-

le la renonciation,  
ritier au profit d'un  
3 ;

fait, même au pro-  
listinctement, lors-  
onciation.

*Dévelop.* (Le 86° du projet).

Si le renonçant avait trois cohéritiers, la renoncia-  
par lui faite au profit de deux comme au profit d  
seul emporterait acceptation de la succession.

*Réd. prop.* Art. 91. — Celui contre lequel  
créancier de la succession a obtenu un juge-  
même *contradictoire*, passé en force de ch  
jugée, qui le condamne comme héritier, n  
réputé héritier, en vertu de ce jugement, q  
l'égard seulement du créancier qui l'a obtenu.

*Dévelop.* (Le 87° du projet).

Pourquoi établir une différence entre un juge-  
contradictoire et un jugement par défaut, lorsque t  
deux ont acquis l'autorité de la chose jugée ? Et lors  
les auteurs du projet ont eux-mêmes formellement p  
clamé (article 243 du titre II) que l'autorité de la ch  
jugée n'a lieu qu'entre les mêmes parties, pour-  
ferait-on valoir ici cette autorité entre parties au  
que celles qui auraient obtenu le jugement ?

*Réd. prop.* Art. 92. — L'acceptation expre-  
ou tacite du majeur ne peut être révoquée, mé-  
sous prétexte de lésion ; il ne peut répudier  
succession ainsi acceptée, que dans les cas s  
vants : 1° si l'acceptation avait été la suite d  
dol pratiqué envers lui ; 2° si, postérieurement  
l'acceptation, l'actif de la succession se trou-  
absorbé ou diminué de plus de moitié, soit  
la production d'un testament jusqu'alors incon-  
soit par l'annulation d'actes non attaqués au  
ment de l'acceptation.

(Le 88° du projet).

Les deux circonstances dans lesquelles la commis-  
propose que l'on autorise la répudiation d'une suc-  
sion acceptée, ne paraissent pas moins favorables  
celle où les auteurs du projet l'autorisent eux-mêm  
et la jurisprudence a jusqu'à ce jour été constant  
l'appui de ce que propose la commission.

## SECTION II.

### *De la renonciation aux successions.*

Art. 93, 94, 95. (Les 89°, 90° et 91° du proj)

*Réd. prop.* Art. 96. — On ne vient jamais  
représentation de l'héritier renonçant.

Mais si le renonçant est seul héritier dans  
ligne, ou si tous les héritiers, égaux en de-  
renoncent, les enfants viennent de leur chef  
succèdent par têtes.

*Dévelop.* (Le 92° du projet).

Les expressions du projet qui appellent les enf-  
venant de leur chef à remplacer ceux dont la ren-  
ciation a fait vaquer le degré, semblent présenter quel  
équivoque, en ce que *remplacer* quelqu'un, c'es  
représenter. Or, c'est la *représentation* du renon-  
que l'article veut exclure.

*Réd. prop.* Art. 97. — Les créanciers de c  
qui renonce au préjudice de leurs droits peuv  
attaquer la renonciation, et se faire autoriser  
justice à accepter la succession du chef de l  
débitteur et en son lieu et place.

Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu  
faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence  
seulement du montant de leurs créances ; elle  
l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

*Dévelop.* (Le 93° du projet).

La fraude du renonçant, qui suppose à la fois *co-  
lium et eventus*, ne doit pas être exigée pour que  
créanciers puissent attaquer la renonciation ; il  
suffire qu'en résultat elle leur soit *préjudiciable*.

Art. 98, 99, 100 et 101. (Les 94°, 95°, 96° et  
du projet).

*Dévelop.* Ne conviendrait-il pas de déclarer qu  
héritiers qui ont diverti ou recélé quelques effets d

[Projet

Art. 123. (Le 119°

*Des suc*

*Réd. prop. Art. 1*  
*est vacante par*  
*habiles à succéder,*  
*un curateur.*

*Dévelop. (Le 121°*  
*Le cas de cet article*  
*renonciation d'héritier*  
*défaillance d'héritiers,*  
*mais en déshérence.*

Art. 125 et 126. (  
*Réd. prop. Art. 1*  
*sion vacante en ex*  
*Il répond aux c*  
*les conteste ou les*  
*Il administre et*  
*bénéficiaire; mais*  
*suivant l'ordre rég*

*Dévelop. (Le 124°*  
*Soit qu'on assimile*  
*à un tuteur ou à l'hé*  
*de ne lui permettre c*  
*arrêté en justice.*

CHAPITRE

*Du pas*

SE

*De l'action*

Art. 128. (Le 12°  
*Réd. prop. Art.*  
*provoqué nonobst*  
*faite par le défunt*

la succession  
des héritiers  
et lui nomme

la vacance par  
r ; car s'il y a  
vacance vacante,

du projet).  
ir à la succes-  
sion les droits.  
s contre elle,  
à lieu.  
comme l'héritier  
fait payer que

vacance vacante,  
il est nécessaire  
après un ordre

OBJET).

ts.

sa forme.

lage peut être  
ion contraire  
entions faites

de suspendre  
é ; mais sem-  
blable au delà

ans, un terme  
observé, si les  
endres ?

en partage à  
interdits, peut  
rateurs, auto-  
e famille dans  
admis.  
l'action appar-  
sion.

de curateurs ;  
e par leurs par-  
en possession

30° et 131° du

des héritiers  
pas présents,  
lus bref délai,  
sents, soit à la  
ernement près

nt que dans le  
pour l'apposition

Art. 136. (Le 133° du projet).

*Réd. prop.* Art. 137. — Quand le scellé a  
mis sur la demande des héritiers ou d'un cré-  
ancier, les autres créanciers peuvent s'oppo-  
ser au scellé, encore qu'ils n'aient pas de titre  
écrit, et sans être obligés de prendre la permission  
du juge.

Alors on ne peut ni le lever ni procéder à l'in-  
ventaire, sans y appeler tous les opposants.

En cas de contestation du droit des opposants  
ou de quelques-uns d'entre eux, il est statué pro-  
visoirement s'ils seront admis à l'inventaire.

*Dévelop.* (Le 134° du projet).

L'objet de l'addition proposée se présente de lui-même.

*Réd. prop.* Art. 138. — Si l'un des cohéritiers  
refuse de consentir au partage, ou s'il n'est  
d'accord sur sa forme, le tribunal ordonne qu'il  
sera procédé, et commet l'un des juges pour  
opérations ci-après indiquées.

Si, pendant un partage amiablement commen-  
cé, il s'élève quelques contestations sur la mani-  
ère de le terminer, il en est référé au tribunal,  
lequel statue ou nomme un commissaire pour y pro-  
céder.

*Dévelop.* (Le 135° du projet).

Il paraît bon de rendre commune aux partages  
amiablement commencés, la forme de l'intervention  
du commissaire pour terminer les difficultés, s'il s'en éle-  
ve.

Art. 139. — Le tribunal devant lequel se pro-  
duit l'action en partage, est celui du lieu de l'ouverture  
de la succession : c'est lui qui connaît de toutes  
contestations qui peuvent s'élever pendant le  
partage, entre les cohéritiers, créanciers, légataires  
et tous prétendants droits sur l'hérédité ; c'est  
devant lui qu'il est procédé aux licitations, et  
celles qu'il jugerait à propos de déléguer aux  
commissaires de la situation des biens. Ce serait en-  
core devant lui que devraient être portées, après  
le partage, les contestations qui pourraient s'éle-  
ver sur ses effets, sur la garantie que se doivent  
donner à l'autre les copartageants, et sur les deman-  
des en rescision dudit partage.

*Dévelop.* N'est-il pas convenable que lorsqu'on tra-  
cite l'action en partage et de sa forme, on pose le prin-  
cipe que le tribunal du lieu de l'ouverture de la suc-  
cession est celui qui doit en connaître ? et les principa-  
les conséquences de ce principe ne peuvent-elles pas trou-  
ver ici leur place ?

Art. 140 et 141. (Les 136° et 137° du projet).

*Réd. prop.* Art. 142. — L'estimation des meubles  
s'il n'y a pas eu de prisee faite dans un inven-  
taire régulier, doit être faite par gens à ce com-  
petents.

La prisee et estimation doit toujours être faite  
à juste prix.

*Dévelop.* (Le 138° du projet).

Ne vaut-il pas mieux que la prisee et estimation  
soit faite à juste prix ?

Art. 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150,  
151. (Les 139°, 140°, 141°, 142°, 143°, 144°, 145°, 146°  
et 147° du projet).

*Dévelop.* (Le 144° du projet).

Cet article a été vivement discuté à la commission  
deux membres insistant pour qu'il n'y ait pas lieu  
au rapport des sommes dont un cohéritier se trouve débiteur  
envers une succession, surtout si la dette se trouve  
être d'une rente constituée ; les autres membres  
croyant, au contraire, que l'article devait exprimer  
que le rapport devait avoir lieu de toutes sommes dues  
à terme, soit à titre de constitution : la généralité  
des rapports est le seul moyen d'assurer l'égalité des  
partages.



[Proje

*Réd. prop.* Art.  
convolé en second  
époux une part  
*enfants, pour fixe*  
vent rapporter à l  
assuré cette part,  
qui n'ont point été

*Dévelop.* (Le 173  
L'objet du rapport  
devoir être exprimé  
*tant de la part d'en*

*De ce qu*

Art. 178, 179,  
et 177<sup>e</sup> du projet

*Réd. prop.* Art  
par cas fortuit se  
sujet à rapport.

*Dévelop.* Le prin  
proposé paraissait

Art. 183. (Le 17

*De la manière do*

Art. 184, 185, 1  
et 193. (Du 179<sup>e</sup> :

*Réd. prop.* Art  
ne se fait qu'en

Il se fait sur l  
lier avait lors d  
*estimée par exp*  
annexé à l'acte.

*Dévelop.* (Le 189  
Il paraît évident

## SECTION V.

*De la rescision en matière de partage.*

Art. 216, 217, 218, 219, 220, 221 et 222. (sept articles formant cette section du projet).

*Dévelop.* (Le 212° du projet).

Un membre de la commission a proposé de r au sixième la lésion nécessaire pour autoriser la demande en rescision du partage; il a invoqué l'égalité qui est l'essence du partage, le but principal de la loi et même de la Constitution: il a observé qu'un père ayant droit de donner un quart de sa fortune à ses enfants, et de faire entre tous ses enfants un par du surplus, il en résulterait que dans une succession de quatre-vingt-seize mille livres dévolue à ses enfants, l'un d'eux pourrait emporter cinquante-un mille livres et chacun des autres n'aurait que neuf mille francs, ce que ceux-ci pussent se plaindre; car le père n'aurait excédé la portion disponible en donnant à l'enfant privilégié vingt-quatre mille livres; et le partage par lequel il aurait porté le lot de ce même enfant à vingt-mille livres, ne serait attaquant par aucun des autres enfants, qui, touchant neuf mille livres chacun, ne seraient pas lésés de plus du quart, puisqu'un par bien égal de soixante-dix-huit mille livres n'aurait dû à chaque enfant que douze mille livres.

La commission, se réservant d'examiner si l'on doit laisser au père qui a fait un don à l'un de ses enfants le droit de faire ensuite le partage du surplus de sa fortune, a pensé qu'il ne fallait pas exposer les parties à être fréquemment attaquées, comme ils ne manqueraient pas de l'être, lorsqu'on n'aurait qu'à essayer d'établir une lésion d'un sixième. Ce qui fixe les propriétés ne saurait être trop irrévocable.

## SECTION VI ET DERNIÈRE.

*Dispositions générales.*

Art. 223. (Le 218° du projet).

## TITRE II.

## DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.

*Dispositions préliminaires.*

Art. 1 et 2. (Les 1<sup>er</sup> et 2° du projet).

*Réd. prop.* Art. 3. — Il est communicatif, l'un de chacune des parties s'engage à donner ou à faire quelque chose qui est regardé comme l'équivalent de ce qu'elle reçoit.

Dans le contrat aléatoire, l'équivalent consiste dans la chance que les parties ou l'une d'elles ont de gagner ou de perdre, d'après un événement incertain.

*Dévelop.* (Le 3° du projet).

Il n'est de l'essence du contrat aléatoire, ni que les deux parties courent un risque, ni que ce risque soit égal.

Art. 4 et 5. (Les 4° et 5° du projet).

## CHAPITRE PREMIER.

*Des conditions essentiellement requises pour la validité des conventions.*

Art. 6. (Le 6° du projet).

## SECTION PREMIÈRE.

*Du consentement.*

Art. 7, 8, 9 et 10. (Les 7°, 8°, 9° et 10° du projet).

*Réd. prop.* Art. 11. — La violence annule le contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore sur toute personne de son époux, ou de ses enfants, ou de ses ascendants.

*Dévelop.* (Le 11° du projet).

La violence exercée sur un époux doit être présumée affecter l'autre époux aussi vivement que celle exercée contre lui-même, ou contre ses enfants ou ascendants.

[Pro]

Art. 43. (Le 43°

*Des dommages-in*

Art. 44, 45 et 4

Art. 47. — Dan  
convention résult  
mages-intérêts qu  
de la perte éprou  
qu'il a manqué de  
immédiate et dir  
gation.

*Dévelop.* (Le 48°

Lorsque l'inexéc  
du débiteur, ses ob  
que restreintes. L  
semblaient indiqu

Art. 48. — Lo  
celui qui manqu  
certaine somme,  
partie une plus l  
mage se trouve p  
*peut être modérée*  
*le dommage.*

*Dévelop.* (Le 49°

Pourquoi le juge  
sans pouvoir jamai  
doit-ce pas être, d  
que celle proclam  
*conventions légale*  
*qui les ont faites.*

Art. 49. — Dar  
au paiement d'un  
intérêts résultant  
consistent jamais  
intérêts fixés par

l'inexécution

46° du projet).  
exécution de la  
teur, les dom-  
ient, à l'égard  
cier et du gain  
est une suite  
ion de l'obli-

résulte du dol  
tôt être étendues  
article du projet

ion porte que  
r paiera une  
lloué à l'autre  
ique le dom-  
ine stipulée ne  
elle excéderait

le délit stipulé,  
le plus forte? ne  
maxime certaine  
projet, que les  
ont lieu à ceux

qui se bornent  
les dommages-  
exécution, ne  
l'annulation aux  
égles particu-  
lièrement.  
plein droit du  
demeure, sans  
influencer d'aucune

ventions.  
(Les 52°, 53°, 54°)

ans un contrat  
ir le doute si  
censé avoir  
que l'engage-  
non exprimés.

article du projet  
hé à rendre plus  
pose être dans

is des tiers.

les créanciers  
tions de leurs  
ui sont spécia-

que d'exprimer,  
se, le vœu des

anasi, en leur

nom personnel, attaquer tous actes faits par le débiteur en fraude de leurs droits.

Sont toujours réputés faits en fraude des créanciers, les actes réprouvés par la loi concernant les faillites, ainsi que la renonciation faite par le débiteur à un titre lucratif, tel qu'une succession ou une donation.

S'il s'agit d'une renonciation à un titre lucratif, les créanciers qui veulent faire annuler cette renonciation doivent se faire subroger aux droits de leur débiteur, et prendre sur eux tous les avantages et toutes les charges du titre qu'ils acceptent à sa place.

### CHAPITRE III.

#### Des diverses espèces de conventions.

#### SECTION PREMIÈRE.

#### Des obligations conditionnelles.

#### DISTINCTION PREMIÈRE.

#### De la condition en général, et de ses diverses espèces.

Art. 62 et 63. (Les 63° et 64° du projet).

*Réd. prop.* Art. 64. — La condition potestative est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir d'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

Art. 65, 66 et 67. (Les 66°, 67° et 68° du projet).

Art. 68. — Toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sous une condition purement potestative de la part de celui qui s'oblige. Elle n'est pas nulle lorsque la condition dépend de la volonté d'un tiers.

*Dévelop.* (Le 69° du projet).

Il semble que la condition purement potestative doit annuler une convention, que si son accomplissement dépend uniquement de celui qui s'oblige. Il n'y a rien que de naturel et de licite à soumettre l'effet d'une obligation à la volonté de celui envers qui elle est contractée.

Art. 69, 70, 71, 72 et 73. (Les 70°, 71°, 72°, et 74° du projet).

#### DISTINCTION II.

#### De la condition suspensive.

Art. 74, 75 et 76. (Les 75°, 76° et 77° du projet).

#### DISTINCTION III.

#### De la condition résolutoire.

Art. 77. (Le 78° du projet).

*Réd. prop.* La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfait pas à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit : la partie vis-à-vis de laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts.

La résolution doit être demandée et prononcée en justice.

*Dévelop.* (Le 79° du projet).

Le juge ne doit point être autorisé à accorder un délai suivant les circonstances, mais seulement d'après les clauses et les conditions du contrat, qui est la loi des parties et celle des juges.

#### SECTION II.

#### Des obligations à terme.

Art. 79. — Le terme diffère de la condition

[Pro]

tion judiciaire ; les  
*en demeure* dépen-  
tées. Du moment où  
l'obligation devait  
en demeure ; et ass  
l'obligation ne peu  
faut donc pas l'exp

Art. 124, 125 et  
projet).

*De l'extinction c*

Art. 127. (Le 12

*Dévelop.* La délé  
d'une obligation ac  
n'est parfaite et n'éte  
cier a expressément  
son débiteur ; et  
c'est elle qui éteint

La cession de bi  
projet eux-mêmes r  
la convention, si e  
charger de la contra  
elle n'éteint donc pa

SI

*Du païen*

DIS

Art. 128 et 129

*Réd. prop.* Art  
ressée à ce qu'u  
les coobligés et l

Le paiement p  
qui n'y est pas i  
au nom et à l'ac  
quiert pas les droi  
ment duquel la ce

ont il peut être  
qu'il a contrac-  
né dans lequel  
pas été, il est  
passé, lorsque  
tivement. Il ne  
différent.

3° et 127° du

ventionnelles.

de d'extinction  
La délégation  
rsque le créan-  
lait décharger  
complète, et

les auteurs du  
que lui donne  
celui de dé-  
est judiciaire :

ation.

u projet).  
rsonne inté-  
rée, telle que  
acquitter.

par un tiers  
uitle la dette  
mais il n'ac-  
s le consente-  
lieu.

uper de l'inten-  
que de l'effet  
si à ce tiers les  
cède.

133°, 134° et

ment fait au  
it incapable  
ur ne prouve  
du créancier.

semble devoir  
modification du  
ale, sans rap-  
puelle est faite

nt, fait à un  
ou d'une op-  
l'égard des  
peut exercer

, 141 et 145.  
, 143°, 144°,

ts.

3° et 149° du

paiement.

es 150°, 151°,

*Dévelop.* (Le 151° du projet).

Le deuxième alinéa de l'article 150 ne doit-il pas  
retranché et porté au n° 6 de l'article suivant? et  
serait-ce pas le domicile élu pour l'exécution de la c  
vention qui devrait être indiqué d'abord, les offres  
devant être adressées à personne ou domicile qu'en  
qu'il n'ait point été déterminé de lieu pour l'exécution  
la convention?

N'y a-t-il pas, dans beaucoup de circonstances, t  
d'inconvénients à exiger la parfaite intégralité dans  
offres d'arrérages ou intérêts, dans la supputation c  
quels il est si facile de laisser glisser une erreur?  
intérêts comme les frais, ne pourraient-ils être offerts  
une somme quelconque, *sauf à parfaire*?

(Le 152° du projet).

N'y a-t-il pas des choses, telles que des bestiaux,  
exemple, qu'on ne pourrait consigner de la manière  
diquée par cet article? Et celui qui doit ces choses  
doit-il pas être autorisé à se libérer en consignait de  
manière dont elles en seraient susceptibles? L'article  
sans doute un exemple; et les tribunaux pourront  
diffier l'exécution, d'après la nature des objets qui ser  
à livrer.

(Le 153° du projet).

La commission n'a pas trouvé, au titre *des cauti  
nements*, de dispositions qui lui aient paru se référer  
*sauf* qui termine cet article.

## SECTION II.

### *De la novation.*

Art. 155. (Le 156° du projet).

*Dévelop.* Est-il vrai qu'il y ait plus de deux espé  
de novation? est-ce une novation que celle que le pr  
présente comme une troisième espèce? Quand le cré  
cier seul change, il n'y a ni *extinction de dette*, ni li  
*novation de débiteur*.

*Réd. prop.* Art. 156. — La novation ne peut s  
pérer qu'*entre personnes* capables de contract

*Dévelop.* (Le 157° du projet).

Une novation a quelquefois besoin du concours  
trois personnes, et toutes trois doivent être cap  
contracter.

Art. 157. — Le créancier *d'une dette solide*  
peut faire novation *avec un des débiteurs*; en  
cas, les codébiteurs solidaires sont libérés *en*  
*le créancier*.

*Dévelop.* (Le 158° du projet).

Il paraît que l'hypothèse qu'a eue en vue l'article  
projet est celle d'une *dette* solidairement contractée,  
de la novation qui a eu lieu entre le créancier et l  
des débiteurs; en ce cas, ce n'est qu'à l'égard du cré  
cier que les codébiteurs sont libérés; ils demeurent s  
mis à une action en garantie envers celui qui ne  
libérés qu'en contractant une autre dette qui n'es  
la leur.

Art. 158, 159, 160, 161, 162 et 163. (Les 15  
160°, 161°, 162°, 163° et 164° du projet).

## SECTION III.

### *De la délégation.*

Art. 164, 165 et 166. (Les 165°, 166° et 167°  
projet).

## SECTION IV.

### *De la remise de la dette.*

Art. 167, 168, 169 et 170. (Les 167°, 168°, 16  
170° et 171° du projet).

*Réd. prop.* Art. 171. — La remise ou déchai  
conventionnelle ne profite qu'à celui des codé  
teurs auquel elle est accordée, *si la remise n'*  
*cède pas sa part de la dette*; mais, dans tous  
cas, elle éteint la dette vis-à-vis des autres, j  
*qu'à concurrence de la portion remise*.

*Dévelop.* (Le 172° du projet).

Ce que la commission a proposé d'ajouter, étend  
disposition de l'article, qui n'aurait prévu qu'un cas

[Projet d

moins qu'il ne soit p  
leur profit.

Art. 200 et 201. (L

*Réd. prop.* Art. 2  
restituable contre les  
de mariage, de quel  
lorsqu'il a été assis  
ascendants ou par sc

*Dévelop.* (Le 201<sup>e</sup> du

Ces mots, de qu'ique  
à l'article, préviendront  
sont élevées jusqu'à ce  
tendait insolites dans l  
neurs.

*Réd. prop.* Art. 20  
majeur, des obligati  
son quasi-délit.

Art. 204. (Le 204<sup>e</sup>

*Réd. prop.* Art.  
rétablie dans la pl  
ratilié l'engagement  
ricurement, ou a lai  
la loi pour en demar  
n'est plus recevable

*Dévelop.* (Les 13<sup>e</sup> e

La commission a cr  
des articles 13 et 203  
rale à tous les cas, mè  
ticles, mais susceptible

*De la preuve des o*

Art. 206 et 207. (L

SECT

*De la*

Art. 207. (Le 208<sup>e</sup>

employé à  
projet).

n'est pas  
son contrat  
les soient,  
at par ses

ient, ajoutés  
ultés qui se  
es qu'on pré-  
iage des mi-

, comme le  
on délit, de

onne qui,  
contracter, a  
uscrit anté-  
ps fixé par  
la rescision,

s dispositions  
ne règle géné-  
ces deux ar-  
ption.

lle des paie-  
projet).

8°, 209°, 210°

es 212°, 213°

bon en toutes  
de celui qui  
t d'une autre  
ides surprises?  
ans, laboureurs  
r le plus besoin

dans ces classes  
iom, que si on  
seingprivé fus-  
s lettres, ce se-  
ous leurs actes  
ient?

a somme ex-  
rente de celle  
restreinte à la  
acte est écrit  
main de celui  
ne prouve de

le cas où  
l'obligé,

la somme y serait moindre que celle exprimée au bon. |  
faveur de la libération a déterminé la commission  
adopter, même pour ce cas, la somme moindre: et il  
été observé que le plus ordinairement, lorsque ce n'  
pas celui qui s'oblige qui écrit l'acte, il est ée  
par celui envers qui il s'oblige, ou comment ce  
qui aurait exprimé lui-même une obligation de n.i  
francs, pourrait-il réclamer deux mille francs que por-  
rait le bon?

*Réd. prop.* Art. 219. — Les actes sous signatu  
privée n'ont de date contre les tiers que du jo  
où ils ont été enregistrés, ou du jour de la m  
de celui ou de l'un de ceux qui l'ont souscrit,  
du jour où l'existence en a été constatée dans  
acte authentique.

*Dévelop.* (Le 219° du projet). La mention d'un a  
sous seing privé dans un acte authentique, const  
l'existence de cet acte sous seing privé vis-à-vis  
tiers, aussi bien que les circonstances exp'imées en l'  
ticle du projet.

*Réd. prop.* Art. 220. — Les registres des m  
chands ne font point preuve contre les partici-  
liers *non marchands*, des fournitures qui y  
portées.

Art. 221 et 222. (Les 221° et 222° du projet).

*Réd. prop.* Art. 223. — L'écriture sous sei  
privé, mise à la suite, en marge ou au dos d  
titre qui est toujours resté en la possession  
créancier, quoique non signée ni datée par cel  
ci, fait foi, lorsqu'elle tend à établir la libérat  
du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise *par le*  
*biteur*, au dos, en marge ou à la suite d'un d  
ble d'un titre ou d'une quittance qui est entre  
mains, *lorsque ce qui a été écrit par lui tend*  
*maintien de tout ou partie de la dette.*

*Dévelop.* (Le 223° du projet).

Il est sensible que l'écriture, mise au dos d'un  
entre les mains du débiteur, ne fait foi que par le  
cours de la double circonstance que c'est le débiteur  
l'a écrite, et qu'il l'a écrite pour le maintien de l'ob-  
tion contre son intérêt.

### DISTINCTION III.

#### *Des tailles.*

Art. 224. (Le 224° du projet).

### DISTINCTION IV.

#### *Des copies de titres.*

Art. 225 et 226. (Les 225° et 226° du projet).

*Réd. prop.* Art. 227. — La copie d'une donat  
transcrite sur les registres des donations,  
servir que de commencement de preuve par  
il faut même pour cela :

1° Qu'il soit constant que toutes les minute  
notaire, de l'année dans laquelle la dona  
paraît avoir été faite, soient perdues, ou que  
*prouve* la perte particulière par un accident

2° Qu'il existe un répertoire en règle du  
taire, qui constate que l'acte a été fait à la m  
date;

3° Que le donataire  *fasse déposer les tém*  
*instrumentaires de l'acte.*

(Le 227° du projet).

Le léger changement proposé dans cet article,  
que de pure rédaction; car il est évident qu'en exi-  
que la perte *puisse* être prouvée, que les témoins *pu*  
déposer, on entendait que la preuve serait faite e  
témoins entendus.

### DISTINCTION V.

#### *Des actes récognitifs et confirmatifs.*

Art. 228, 229, 230 et 231. (Les 228°, 229°, 230°, 231° du projet).



[Projet

dont on doit répon  
sous sa garde.

Le père et la mère  
responsables du do

Le mari, des fait  
peines de simple p

Les maîtres et le  
leurs domestiques  
auxquelles ils les c

Les instituteurs  
mis par leurs écoli

Le propriétaire  
mage que l'animal  
sous sa garde, soit

(Le 20<sup>e</sup> du projet).

Pourquoi un mari  
de sa femme, au moin  
dra-t-il renvoyer à la  
femme le paiement d

Les restrictions qu  
responsabilité, la rend  
nulle, si elles étaient

Art. 21. (Le 21<sup>e</sup> d

*Réd. prop.* Art. 2:  
propriétaire, soit co  
ment dans lequel p  
aux maisons voisi  
mage que souffren  
ne prouve que l'inc  
lui est étranger, air  
respectivement au

*Dévelop.* Ces deux  
partenir à la matière  
*louage*, où les auteu  
responsabilité de l'inc

*Réd. prop.* Art. 3  
grès de l'incendie,  
riétaires des mais

ue l'on a

nari, sont  
mineurs;  
ptibles de

délits de  
fonctions

blits com-

ou dom-  
nimal fût  
happé.

le des faits  
olice? Fau-  
ubles d'une  
inés?  
porte à la  
absolument

oit comme  
i apparte-  
munique  
du dom-  
ins qu'il  
n fait qui  
locataire,  
tu louage.  
it paru ap-  
u titre du  
parlé de la

r les pro-  
, les pro-  
u par la  
tenus di-  
miniser le  
ment à la  
plus ou  
nt expo-  
tribution  
abattue  
r; et tous  
e en com-  
jouissait  
is, et qui  
our cause

ous Fran-  
obligation  
à aucune  
ainte par  
récédent;  
its.

rend res-  
t intérêts.

es pas frap-  
rit un acte  
prévus par

e et 7<sup>e</sup> du

pend pas  
rononcée  
exécution

*Dévelop.* (Le 8<sup>e</sup> du projet).

Si un jugement contenant condamnation par corps est rendu par défaut et susceptible d'opposition, il n'est pas possible que, malgré l'opposition qui remet les parties au même point qu'il n'y avait eu jugement par défaut, la contrainte par corps soit exécutée.

Il faut donc réduire l'article au cas d'appel, et ne donner l'exécution provisoire malgré l'appel, qu'au jugement fondé en titre. Alors la société a trois garanties de la légitimité de la contrainte par corps, le titre, le jugement, la caution. Mais quelle caution doit être donnée? Il ne serait pas possible de prescrire de règles aux juges, qui recevront la caution présentée.

#### TITRE V.

##### *Du cautionnement.*

Art. 1<sup>er</sup> à 30. (Les trente articles du projet).

#### TITRES VI, VII et VIII.

##### *Du système hypothécaire.*

Le système général du projet sur les objets de ces trois titres, ayant été rejeté par la majorité de la commission, elle présente un travail complet sur d'autres bases.

Voici l'exposé de la discussion qui a déterminé la commission :

La perfection du système hypothécaire sera atteinte,

Si le créancier obtient la sûreté de son paiement par la solvabilité certaine du débiteur;

Si le débiteur conserve l'usage facile de tout le crédit que ce qui lui reste de moyens doit lui procurer;

Si le paiement s'opère par les moyens les plus simples et les moins dispendieux.

L'assurance de la solvabilité du débiteur résulte de la notoriété de son actif et de son passif.

Son actif est connu en général par ses possessions, et plus exactement par ses titres de propriété, dont il justifie à celui qui traite avec lui est l'affaire du contractant. La loi l'abandonne à sa vigilance, et ne peut pas la suppléer; lui seul peut prendre, à cet égard, tous les renseignements nécessaires; et s'il se laisse tromper, il ne peut l'imputer qu'à lui-même. Le gage que le débiteur voudra donner sur un bien qui ne lui appartient pas, ne peut jamais nuire à celui auquel ce bien appartient.

Quant au passif du débiteur, l'objet de la loi hypothécaire est de le faire connaître, au moins à l'égard des dettes qui affectent ses immeubles.

C'est là ce qui oblige de rendre toute hypothèque publique par la voie d'une inscription.

Cette publicité avait été établie sous *Henri III*, sous *Henri IV*, sous *Louis XIV*, en 1673. Les cris des fripons accrédités, qui regrettaient l'abus d'un crédit trompeur et d'une fausse apparence de solvabilité, et ceux des patriciens qui ne pouvaient renoncer à la facilité de s'enrichir aux dépens des débiteurs et des créanciers, ont renversé ces établissements presque à leur naissance.

Ils ont fait de notre temps les mêmes efforts : espérons qu'ils ne réussiront pas.

Tous les gens probes et désintéressés s'accordent à reconnaître que les hypothèques doivent être publiques. Ce n'est pas là ce qui présente une difficulté raisonnable.

Par là, disent quelques-uns, on dégoûtera les capitalistes de prêter des secours aux commerçants sur la foi de leur probité et de leur solvabilité notoire. Non : ces derniers prêts sont inspirés par d'autres motifs, attirés par de plus grands bénéfices, appuyés de voies de contrainte plus rigoureuses, garantis par l'intérêt même des emprunteurs, pour qui le moindre retard dans l'exécution de leurs engagements est le dernier

soit en usufruit, soit  
soit en cas de survie  
sitions mobilières q  
le cas d'échoir à la  
conduite du mari,

Un autre cas sen  
dont la gestion seul  
reliquat qui sera d  
aussi à celui-ci la g  
sera de même à cel  
l'inscription faite au  
terminer, dans le co  
sur la probabilité et  
la probabilité de ce  
dette envers le mine  
quelle qu'elle soit, c  
et c'est à sa pruden  
n'aura lieu que dan  
avec un tuteur; ce  
surtout à l'égard d  
seules méritent une

Il en est de même  
Sa gestion détermin  
sera débiteur; elle  
d'avance, quelle qu  
théqué; il n'est pas  
blique à réduire sa  
somme fixe. La c  
comptable est néces  
il n'y a pas grand in  
et un comptable sc  
crédit, de joindre à  
celle de leur mora  
doit pas empêcher c  
à l'égard de tous au  
proportionné à la pr  
Ces exceptions néce:  
nuire au principe gé

e-vifs,  
dispo-  
t dans  
elon la

tuteur,  
jour le  
oi doit  
; et ce  
n bien  
se dé-  
tuteur,  
et sur  
jour sa  
dette,  
éance;  
ibarras  
traiter  
mun,  
s, qui

ptable.  
dont il  
assuré  
hypo-  
Répu-  
à une  
ars du  
teront:  
tuteur  
enir du  
; biens  
ela ne  
ttache,  
crédit  
libres.  
ne pas  
t de la  
même  
les, ou

nce ne  
hypo-  
istence  
ou du  
on dit,  
rement  
ancier  
er une  
iennes  
st une  
ont pas  
ien des  
ractées  
doi ou  
ouvoir  
ription  
lu jour  
à cet  
s et les  
. s'atta-  
. Alors,  
de plus  
taine la  
contrat  
ontrac-  
ter.  
e hypo-  
ineurs  
la tu-  
ent pas  
loit pas  
grands  
prend

l'administration en l'état où se trouve le mineur en actif et en passif; il ne peut changer son état; nulle dette n'est contractée que par le tuteur et de l'avis de la famille. La garantie du tuteur ne peut changer pendant la tutelle: ainsi il ne doit acquérir d'hypothèque que par l'acte ou le jugement d'apurement de son compte.

Le créancier d'une succession acceptée par bénéfice d'inventaire aura hypothèque légale sur les biens personnels de l'héritier bénéficiaire pour le reliquat présumable de son compte; mais cette présomption ne pouvant pas se fixer au jour de l'adition d'hérédité et avant toute administration, l'hypothèque n'aura lieu que du jour de l'inscription, et la radiation en pourra être ordonnée jusqu'à concurrence de ce qu'elle excédera la dette probable selon les circonstances.

Je vais plus loin, et je crois qu'on peut supprimer cette hypothèque légale; car le créancier est assez assuré par la caution solvable qu'il peut exiger de l'héritier, et que celui-ci ne peut éviter de donner qu'en consentant une hypothèque déterminée sur les biens.

Quant à l'hypothèque légale pour délits, quasi-délits, et pour simple gestion d'affaires, elle n'est établie que par la coutume de Bretagne, art. 178; elle n'est connue dans aucune autre province; et je ne crois pas qu'on puisse l'admettre. Elle ne datera que du jour de la condamnation qui sera obtenue.

Je regarde comme très-important que l'état des hypothèques, soit sur un homme qui fait faillite, soit sur une succession qui depuis a été abdiquée, ou qui n'a été acceptée qu'avec inventaire, ne puisse jamais changer: il n'y a de cette permission la faculté d'une multitude de fraudes qu'il ne faut pas même rendre possibles. La seule difficulté est de savoir si la présomption de fraude qui, en cas de succession, ne commence qu'au jour de l'ouverture, et qui, en cas de faillite, doit remonter à quelque temps auparavant, ne doit pas embrasser plus de six jours: je l'étendrais à deux décades au moins; car on médite une faillite plus de dix jours; et dès qu'on la médite, la fraude est possible et facile: il ne faut pas cependant remonter trop haut, et voilà pourquoi je me borne à deux décades.

Les titres sur lesquels on fonde l'hypothèque et le droit d'inscription, sont les titres authentiques; ce sont les seuls qui constatent un engagement. Ceux sous seing privé ne font pas preuve de la signature, et multiplieraient souvent les inscriptions et la nécessité d'en faire prononcer la radiation. Il est donc bon de borner l'hypothèque aux titres authentiques, en regardant comme tels les actes de mariage et ceux de tutelle, ainsi que les commissions comptables. Il n'y a que ces trois dernières espèces d'actes qui puissent être inscrites pour hypothèque soit éventuelle, soit indéterminée; et cela est plus dangereux, comme je l'ai dit, parce que la moralité du mari, du tuteur et du comptable, achève la conviction de la sûreté du contractant; parce que les tutelles vraiment importantes sont rares; parce que le nombre des administrateurs comptables n'est pas bien considérable; parce qu'il n'y a de restitution de dot et de gain de survie ou de donations, qu'autant qu'il y a des contrats de mariage qui déterminent la dette précise, et que cette précision doit être portée dans l'inscription, parce que, s'il y a des gains de survie admis sans contrat, ils ne seront probablement qu'en usufruit pour la femme, ce qui réduit de beaucoup le risque du contractant, et ce qui d'ailleurs est susceptible d'une détermination fixe sur chaque domaine; parce qu'enfin, à l'exception des échoites éventuelles et mobili-

[Projet c

tion serait général :  
généralité d'une part.  
rien d'incompatible,  
la spécialité, dans le  
d'inscription à certai  
liée essentiellement

Il paraît que la lia  
avec la publicité n'a  
table aspect.

Quel est le but que  
sant la publicité? c'e  
ou contractant à po  
y a de libre dans cha  
et d'être assuré par  
que efficace pour s  
coté, de donner à l'e  
tains de faire reconn  
sède libres de tout o  
obstacle, de la pléni  
enfin de ne faire co  
qu'un nombre limité  
en sorte qu'il n'y ait  
générale de biens, à  
droits et de rangs en  
même débiteur, et q  
saisie réelle et d'ordr  
de profits odieux pou  
ruine déplorable pou  
ciers.

Voilà les bienfaits  
blicité.

Voyons donc si c  
généralité du droit d  
thécaire sur tous les  
même sur tous les bi

Je suppose que c  
les créanciers par le s

que ces deux idées, de l'autre, n'ayant pas vrai de dire que restreindre le droit des déterminés, soit icité.

le de la spécialité isie sous son véri-

en vue, en établisse chaque prêteur connaître ce qu'il de l'emprunteur, ndre une hypothèque; c'est, d'un autre des moyens certains qu'il pose, et d'user, sans crédit réel; c'est ar le même objet ers hypothécaires, à une discussion ment général de s créanciers d'un les poursuites de t plus une source d'affaires, et de eurs et les créan-

ssentiel de la pu-

concilier avec la inscription hypo- résents et futurs, ts du débiteur. appartienne à tous l'un acte notarié. r inscription, sur on est poursuivie; ndre, ce concours ancien inscrit de étaire se trouvera er le premier sa l s'y trouvera de e place; il en sera ne, du vingtième, sé; et tous, y com- qu'après l'entier ms des titres sont e de chicane, tous leur collocation r, et leurs avoués t. Nous voilà donc générale, dans les e contradictions et ; résultant de l'in- res à la curée des neiers, non payés infructueux, n'ont de suivre l'expro- renouvelleront les scandale, de ruine le débiteur, ago- s, soit dépourvu de seul qu'un premier t dès la, par l'effet généralité du droit e retombée sous le dre judiciaire; ce

de ces malheurs le propriétaire s'a- ni clarté dans les lieu d'une sûreté

complète, il conçoit à peine une espérance; à lieu de clarté, il se trouve dans l'épaisseur d ténèbres que répand sur la solvabilité la plus no toire la seule idée d'une discussion générale, d incidents et des frais qu'elle entraîne; quelque bien qui lui soit offert, il trouve assise sur ce bie la main de créanciers supérieurs en masse à a valeur. Les mêmes se retrouvent sur tous les a tres biens dont on lui propose l'hypothèque. Il veut et souvent il ne peut pas reconnaître l'iden tité des personnes et des créances sur chacun d objets hypothéqués; il sait que, quel que soit l'échéance de son droit le bien qu'il préférera faire mettre en vente, il n'en touchera pas le pri qui sera absorbé par tous les créanciers antérieur et qu'il ne lui restera qu'à en saisir un autre do peut-être la valeur lui échappera de même; et qu le troisième, le quatrième ou le dixième domai poursuivi sera le seul qui puisse lui répondre c sa créance, si même les frais auxquels il au donné lieu n'ont pas exercé une hypothèque p vilégiée égale ou supérieure à toutes les autre Dans cet état, s'il prête, il s'expose aux plus grand dangers, malgré la publicité des hypothèques s'il ne prête pas, ce qui sera le parti le plus sag le but de la loi n'est plus rempli; le propriétaire n'obtient point de secours; il n'a qu'un cré fondé en calcul certain, mais anéanti par l'effe et tel qui possède dix domaines de 10,000 livres chacun, et qui ne doit que 30,000 livres en si parties de 5,000 livres chacune, ne trouvera p un écu à emprunter; tandis que, si chacune c ces dettes était portée sur chaque domaine, aurait quatre domaines parfaitement libres, 3 4,000 livres à hypothéquer sur chacun des autre avec pleine certitude, ample exercice d'un cré manifeste de 50 à 55,000 livres, et point de di cussions ni de frais à craindre ni pour lui-même ni pour ses créanciers. Voilà un tableau vrai sensible, qui, s'il ne prouve pas qu'il y ait physiquement liaison essentielle entre la spéciali du droit d'inscrire l'hypothèque et la publicité démontre au moins que le but, que la loi se propos par la publicité, ne peut être atteint qu'en ôtan à tout créancier authentique la faculté de port de plein droit ses inscriptions sur chacun d biens présents et des biens à venir du débiteur.

Certainement le débiteur, ou plutôt le propriétaire, qui traite d'un emprunt à faire, est autorisé à consentir que les prêteurs s'inscrivent sur chacun des biens qui lui appartiennent au moment de l'acte; et, s'il y consent, il se trouve dans la position que j'ai peinte d'abord. Probablement même, s'il a grand besoin du secours qu'il sollicite, et si ce secours ne lui est offert qu'à cette condition, il y consentira. Mais, dans ce cas, il ne pourra imputer son mal qu'à lui-même, ou à la nécessité rigoureuse des circonstances. D'ailleurs, il arrivera bientôt que les capitalistes sentiront qu'il leur est bien plus avantageux de n'avoir qu'une hypothèque déte minée sur un bien libre, ou qui n'est engagé que pour un quart ou un tiers de sa valeur modérément estimée; qu'il est, par ce moyen, bien plus sûr bien plus facile d'être payé, qu'en prenant hypothèque sur tous les biens, en concurrence avec tous les créanciers antérieurs et postérieurs, que, sur le total, il reste une masse libre d'une valeur considérable. Dès qu'un prêteur sage aura ainsi calculé sa véritable utilité, tous les autres seront conduits à faire de même; l'hypothèque bornée à un ou deux domaines libres ou suffisants, deviendra un principe de bonne et sage économie; et c'est d'alors qu'on pourra dater l'éra

nesse, toutes raisons  
crir à jamais ce sys  
qui a fourni ses den  
a suivi sa foi, et n'a  
fait à un commerce  
mœurs, et qu'il n'a  
pourrait posséder un  
ne peut pas fonder  
et morale. Considérons  
res, l'emprunteur les  
ou par son travail et  
hasard, quel capital  
pourrait dire qu'il n'  
s'idération du hasard  
un? Si c'est travail  
assurée par la solva  
pendamment de tou  
le cas, au contraire,  
et des biens libres, il  
s'assurer des gages ;  
il doit se l'imputer ;  
de nouveaux gages.  
gage stipulé en prêt  
blement, que le créan  
der son paiement, m  
le supplément de l'h  
fourni par le débiteur  
survenus ou qu'il a  
raient libres entre s

L'hypothèque sur  
dépendamment de :  
particuliers, les m  
conséquences fâcheu  
l'hypothèque généra

Il y a des natures  
se forment indépend  
relative aux intérêts

uraient pour pros-  
sidérons que celui  
omme sans fortune  
e comme il aurait  
sa probité et ses  
mpter sur ce qu'il  
nce incertaine, qui  
ulation raisonnable  
s possessions futu-  
uises ou par hasard  
industrie : si c'est  
a prété auparavant,  
ha gage qu'en con-  
ait lui en donner  
ie, sa créance est  
emprunteur, indé-  
hypothèque : dans  
avait de la fortune  
er a pu en traitant  
s'il ne l'a pas fait,  
t, il n'a pas besoin  
onc que lorsque le  
fri, ou dépéri nota-  
le droit de deman-  
t l'échéance, sinon  
lequel pourra être  
as qui lui seraient  
ls depuis et qui se-

à venir aurait, in-  
énients propres et  
gers et les mêmes  
ai remarqués dans  
i droit.

es privilégiées qui  
le toute stipulation  
ires, et par consé-  
l'indiquer les biens  
e.

es mineurs sur les  
de la République  
bles; celles qui ré-  
amnation.

is étant impossible,  
puisse user de son  
s biens de son dé-  
frapper d'une in-  
le la condamnation  
ancier a suivi la foi  
acte qui n'empor-  
ne il n'a requis une  
ce débiteur a violé  
as à l'échéance de  
i résultat de la con-  
elle que le débiteur  
or il ne pourrait la  
sents : là se borne  
udiciaire. On veut  
hypothèque légale  
e la République, et  
uissent avoir hypo-  
ennent aux maris,  
s, à la charge de  
ens, à mesure qu'ils  
lébiteurs. Cela peut  
ne de ces créances;  
général.

celui qui a obtenu  
ne qui n'a pas de  
ntissent l'effet de la  
exiger une hypo-  
ndront au débiteur,  
cier la surséance à  
lui donne le droit.

Il est constant en effet qu'en vertu de ce ju-  
ment, celui qui l'a obtenu peut saisir et po-  
suivre la vente du bien acquis. Qui peut le plu-  
peut le moins : non qu'il s'ensuive de là qu'il  
de plein droit l'hypothèque et puisse prendre  
scription; mais s'il consent à faire grâce en su-  
pendant l'exécution, il est juste qu'il ait la facu-  
d'y mettre pour condition que l'hypothèque  
en sera expressément accordée : et alors son  
scription a d'autant plus d'avantage, qu'il est  
de ne rencontrer personne qui eût droit avant  
de s'inscrire sans convention, à l'exception de  
femmes, des pupilles ou de la République,  
l'égard du comptable. Le créancier par conda-  
nation n'a donc pas intérêt d'avoir inscription  
droit sur les biens à venir; et il a intérêt, au co-  
traire, à ce qu'aucun autre, à deux ou trois ce-  
ceptions près, n'ait cette hypothèque de plu-  
droit en se faisant inscrire.

D'un autre côté, il me paraît que le condam-  
qui a obtenu du temps de son créancier doit po-  
voir lui proposer un gage déterminé, libre et sa-  
fisant, qui doit raisonnablement être accepté par  
ce créancier; et dans le cas où il n'y aura qu'un  
simple jugement de reconnaissance d'un a-  
privé, sans condamnation exécutoire, le débiteur  
doit pouvoir offrir des hypothèques suffisantes  
que le juge obligera le créancier d'accepter,  
elles excèdent, en biens libres, le montant de  
créance, d'un quart ou d'une moitié, selon que  
le gage sera impériissable ou sujet à accidents.

Rien n'empêcherait non plus que la famille,  
déférant la tutelle d'un mineur, ne délibérât sur  
offres du tuteur, et ne déterminât ceux de ses biens  
qui seraient hypothéqués au reliquat de la ges-  
tion, selon l'importance de cette gestion et la po-  
ssibilité des événements.

Quant à la femme mariée, s'il y a contrat de ma-  
riage, on pourrait aussi, eu égard à l'importance  
la dot, des donations mobilières qui lui seraient  
faites, soit entre-vifs, soit en cas de survie, de  
nature des échoites mobilières qu'on pourrait pos-  
siblement prévoir, on pourrait, dis-je, régler  
biens du mari sur lesquels porterait la garantie  
ses reprises et conventions; car, par rapport à  
aliénations des biens de la femme ou à ses en-  
gagements contractés pendant le mariage, comme  
est indispensable, pour éviter des fraudes odieuses  
que l'hypothèque contre le mari ne date que  
l'époque de ses actes purement volontaires  
potestatifs, les biens sujets à l'hypothèque devraient  
être déterminés par les actes mêmes.

#### SECONDE OBJECTION CONTRE LA NÉCESSITÉ DES GAGES DÉTERMINÉS D'HYPOTHÈQUE.

On dit : un homme qui a obtenu une conda-  
nation judiciaire peut l'exécuter sur tous les biens  
libres du condamné, même sur tous ceux qui  
lui adviennent depuis cette condamnation; com-  
ment donc n'aurait-il pas le droit, beaucoup  
moindre, de prendre sur ces biens une inscription  
hypothécaire?

La réponse est simple. Ou le porteur de con-  
damnation a pris inscription sur des biens  
présents du condamné; et dans ce cas il ne  
porter son exécution sur ces biens avant d'avoir  
attaquer d'autres; il n'aurait donc pas le  
droit d'exécuter sur les biens à venir, si ce n'est  
après avoir épuisé la solvabilité des biens hy-  
pothéqués : ou il n'a pas de gages acquis par l'in-  
scription; et dans ce cas il peut prendre de d'au-  
partis l'un, ou porter son exécution sur les biens  
survenus, ou en faire grâce au condamné, ou  
la condition de lui livrer cette hypothèque; ce



[Proje

inscriptions judiciaires  
toutes celles qui fu  
elles peuvent être  
obtenus les condan  
ceux qui ont pris  
Remarquez encore  
condamner un dé  
poursuivent l'expr  
bien qui en est l'o  
ciers inscrits, sans  
aucun de ces porte  
en faire grâce, et a  
d'une inscription g  
dive, qui n'arriver  
rement épuisés par

En un mot, nul  
sous une multitud  
il ne satisfait pas  
n'est pas à un prop  
rable que la loi ve  
mérite plus d'avoi  
en vain. Il est doi  
aux condamnations  
dérangement aux r  
pour la spécialité d  
tions à prendre su  
des actes.

QUAT

*Contre la détermin*

On dit :

Un prêteur de d  
pas d'une hypothè  
dix mille francs ;  
quinze mille fran  
somme couvrent d  
cinquante mille liv  
la fortune du débi

s dernières de  
du débiteur ;  
ceux qui ont  
uisent pas à  
us anciennes.  
ceux qui font  
re payés , et  
ouvre, sur le  
on des créan-  
dice. Presque  
itions ne veut  
nent, à l'abri  
ai, mais tar-  
iens ordina-  
; précédentes.  
e à un homme  
ns auxquelles  
veut ainsi. Ce  
et état déplo-  
rédit qu'il ne  
ait lui rendre  
roits attachés  
portent aucun  
la loi établira  
et des inscrip-  
stipulées par

#### *hypothéqués.*

se contentera  
n héritage de  
moins un de  
ers de même  
othèques cent  
, qui forment  
rédit épuisé ;  
ille livres de  
our son crédit  
donner une  
ens, il aurait  
out le monde

le illusion de  
mille livres  
ite pour cent  
pour les frais  
de .

domaines pris  
ourront sup-  
hant de leur  
ui prêter en-  
es cinq mille  
ine : car les  
, entre deux  
mples, modi-  
aucun moyen  
ans le cas de  
a généralité,  
e son étendue  
, non-seule-  
torque contre

ue la législa-  
prunteurs ou  
hypothèque  
C'est une er-  
, qui ne sont  
le droit d'ins-  
les désignant  
age. Si donc  
ne générale,  
ncera à leur

secours, présenté sous cette condition. L'objet de la loi n'est pas de gêner la liberté des conventions, mais d'exiger qu'elles aient été faites. Par là, tout créancier qui voudra avoir hypothèque sur tout l'aura, ou ne contractera pas. Mais la loi prévoit que bientôt les créanciers, les prêteurs, reconnaîtront qu'il leur est utile, autant qu'au débiteur lui-même, de n'avoir qu'une hypothèque déterminée, mais suffisante, mais proportionnée à la créance et à la solidité plus ou moins grande du gage, mais assurée dans ses effets. C'est alors que la loi considérera le système hypothécaire comme ayant atteint le degré de sa perfection, et d'autant plus solidement, qu'elle n'aura rien ordonné, et que la bonne pratique sera l'effet de la volonté des parties et de leur intérêt bien combiné. Concevez que cela arrivera bientôt et certainement. Un prêteur demandera l'hypothèque générale ; ce sera, avant la réflexion, son premier inconvénient, qui tiendra pour beaucoup aux anciennes habitudes. L'emprunteur lui offrira, pour une créance de dix mille francs, un domaine, même d'abord deux domaines de quinze à dix huit mille francs chacun ; il lui en prouvera la pleine franchise ; il le priera des'en contenter. Le prêteur hésitera d'abord ; mais quel homme dur et en même temps insensé insistera pour avoir le gage universel de tous les biens partagés avec huit ou dix créanciers en concours, de préférence au gage spécial d'un ou deux domaines plus que doubles de la créance en valeur, et d'une nature impérissable, sur lesquels l'inscrit aura des droits sans discussion, sans contestation, sans vérification contradictoire avec personne. Il est visible que l'usage du gage limité s'établira de lui-même, et en peu de temps.

#### CINQUIÈME OBJECTION.

Un billet ou autre acte sous seing privé sera préféré par presque tous les créanciers, parce qu'une condamnation obtenue sur ce billet donnera l'hypothèque générale. Cette préférence d'un billet sur un acte authentique est une absurdité que la folie de la loi pouvait seule créer, et qui prouve en même temps que la loi de spécialité sera le plus souvent éludée, et par conséquent toujours inutile.

Réponse. Il faut supposer, dans cette objection, que le créancier par billet n'ait pas obtenu une condamnation en paiement du billet devenu exigible : car, comme je l'ai déjà dit, à celui qui a obtenu une telle condamnation, ce n'est pas une hypothèque qu'il lui faut, c'est son paiement ; il ne s'inscrit pas, il exproprie ou saisit. Il s'agit donc, dans l'hypothèse supposée, non d'une condamnation, mais d'une reconnaissance judiciaire de signatures vis-à-vis d'un autre que d'un commerçant (car la déclaration de 1717, qui subsiste, défend une pareille reconnaissance entre négociants avant les échéances) ; ou bien il s'agit du cas où le débiteur et le créancier sont de concert.

Mais, premièrement, le titre judiciaire ne donne l'hypothèque générale que sur les biens présents, et non sur ceux à venir. Or le propriétaire emprunteur peut accorder l'hypothèque sur tous les biens présents, en les désignant tous ; le prêteur peut l'exiger comme condition essentielle de son prêt ; il n'y aura donc jamais d'intérêt à prendre le circuit d'un billet et d'un jugement, pour obtenir ce qu'on aurait directement par un acte notarié, qui ne coûtera pas plus qu'un jugement.

J'ai dit que la loi, en soumettant à la désignation des biens, n'a pour objet que d'apprendre aux contractants, par leurs réflexions et par l'expé-

[Projet]

Je réponds que  
faibles comme il l'a  
dence et discrétion  
pose au créancier  
le débiteur lui pro  
on peut la suppose  
biens-fonds qu'il  
d'une manière gén  
sera toujours moins  
fortune entière de  
la surabondance de  
des créances dont  
sera toujours moins  
qui lui est offert  
sur l'universalité d  
il traitera en aveu  
traire, par rapport  
de lui de recueillir  
et de motiver sa  
une de ces considé  
jours opposer aux  
arrêtais, repousser  
plus sage et de plu

NEUV

Il en est de même  
conservateur, qui  
de ses inscriptions  
a bien plus tôt fa  
totalité des biens  
arrondissement, q  
tain, sur lequel l  
contrat : on ajout  
mal indiqués; que  
maines varie; que  
ture, cette culture

chacun à faire ses affaires à les faire avec prudence, ignorance qu'on suppose d'un héritage que le gage de sa créance, ne sur la totalité des de lui hypothéquer est même à croire qu'il sur la valeur de la traite avec lui, et sur leur en masse au delà que les a frappés; il sur un seul domaine re ou suffisant, que es : presque toujours ruiner égard. Au conterminé, il dépendra is quelques lumières L'objection est donc gues qu'on peut toulois et qui, si on s'y jours ce qu'il y a de eux pour la société.

#### OBJECTION.

le-ci. On dit que le garant de l'exactitude ificats qu'il en donne, e une créance sur la re compris dans son zifier un héritage cerne est assise par le ivent les noms sont fois le nom des do-caractérise par sa cul-avent; que les tenants ssi des changements; noms vulgairement ont pas ceux qui dé-les titres; et que de ésulter, soit que l'ins-nent appliquée à son ur se trompera sur le livre de raison ou sur les inscriptions; d'où du conservateur par ue sa fortune puisse dommages que ses là on conclut qu'il ne ptions, malgré l'utilité sulter de cette forme. on séquence est bien riétés même des do-et constatées que par is; elles n'ont pas , et ce gage suffit. On s qui prétendent avoir ne celui que les ven-vendre. Il ne sera pas er celui qu'on voudra si la désignation est servateur, qui l'aura pres de l'acte, ne sera a de même du cas l désigné (art. 16 de l, et de celui où l'ertion insignifiante qui onservateur (art. 52). à couvert; personne a loi de veiller à ses de quelques erreurs roposable contre une : se dissimuler que les

erreurs dont on parle arriveront très-rarement. Un bien-fonds est toujours, dans une commune facile à nommer, avec l'arrondissement et le département auquel il appartient : si c'est un maine entier soumis à une seule exploitation, le domaine porte un nom connu qui n'est pas a sujet aux variations qu'on le prétend, puisq contraire il est très-rare qu'il varie; un ferm un métayer, un colon l'exploite, et leur : fournit un autre renseignement aisé : si c'est héritage, une pièce de terre isolée, les tenan aboutissants le limitent et le caractérisent c'est un bâtiment, il n'y a rien d'embarras le dire. En un mot, il me semble qu'une telle ficulté proposée contre une loi est de la class celles que la critique trouvera toujours, et qu législateur ne doit considérer jamais.

#### DIXIÈME OBJECTION.

L'habitude de stipuler des hypothèques spéciales, dit-on, et les leçons des gens de loi qui p eriront cette règle à leurs clients, feront que de créanciers ou de prêteurs consentiront à ne exiger, pour leur créance seule, l'intégrité d domaine libre de toute hypothèque, et à se tenter, pour gage de l'excédant de valeur li d'un domaine déjà affecté, pour un tiers ou moitié de sa valeur totale, à une créance a rière. Cependant, il y a un grand nombre propriétés importantes, indivisibles, ou diffi à diviser, dont on ne peut tirer parti par d'hypothèque, qu'en les engageant successiver à plusieurs. Si les hommes s'accoutument à ref une seconde, une troisième, une sixième h thèque sur ces vastes domaines, et s'ils resser leurs fonds jusqu'à ce qu'un emprunteur ait à offrir le gage d'une propriété isolée sur laq ils n'auront point de concurrents; s'ils adopt pour principe de s'éloigner de toutes les traitions que les auteurs de l'objection appe rivifiantes; qui savent se passer d'une sûreté thématique, et qui soit inspirée par une hon confiance dans l'hypothèque générale, q rivera-t-il?

La défiance viendra par la loi même qui établi des moyens de sûreté infailibles; la elation se resserrera par la prudence qu'on enseignée aux capitalistes; une partie du ci motivé sur les meilleures raisons sera pe pour les propriétaires; et tel qui, avec q domaines de 10,000 fr. chacun, aurait eu, l'hypothèque générale, des secours de 35,000 peut-être n'obtiendra pas les quatre hypothé spéciales, que des crédits de 6 à 7,000 fr. cha ou de 25 à 26,000 fr. au total.

Cette objection prouve bien qu'il est des ch sur lesquelles on peut imaginer et dire tou qu'on veut, sans qu'il y ait un moyen préci réfutation et de conviction, quoiqu'on sen vide de l'argumentation.

On pourrait dire de même que la publicité hypothèques n'est pas un moyen de préveni fraudes qui facilitent un faux crédit d'opin qu'elle ne sert pas à rassurer les prêteurs maintenir l'usage loyal du véritable crédit c'est ainsi que l'évidence deviendrait un blême, quand les préjugés, les habitudes ancien les intérêts de profession et d'état, le voudra ainsi.

Est-il possible de penser que l'on ne vo pas prendre, pour gage d'une seconde créanc 10,000 fr., un domaine de 10,000 qui n'est h thèque qu'à une première créance aussi 10,000 fr., surtout quand, par la spécialit

Je répon  
fares comme  
dence et d  
pose au cré  
le débiteur  
on peut la  
biens-fond  
d'une man  
sera toujou  
fortune ent  
la surabond  
des créanc  
sera toujou  
qui lui est  
sur l'unive  
il traitera  
traire, par  
de lui de  
et de mot  
*une de ces*  
jours oppo  
arrêtait, r  
plus sage

Il en es  
conservat  
de ses ins  
a bien pl  
totalité d  
arrondiss  
tain, sur  
contrat :  
mal indi  
maînes v  
ture, cett  
et l'ent

est à chacun à faire ses affaires, et à les faire avec prudence. Cette ignorance qu'on suppose la valeur d'un héritage que l'on pose pour gage de sa créance, le même sur la totalité des biens agiraient de lui hypothéquer. Il est même à croire qu'il éclairé sur la valeur de la chose qui traite avec lui, et sur cette valeur en masse au delà de l'hypothèque les a frappés; il n'est fondé sur un seul domaine libre ou suffisant, que les propriétés; presque toujours à ce dernier égard. Au contraire déterminé, il dépendra de moins quelques lumières. L'objection est donc des choses vagues qu'on peut toutes les lois et qui, si on s'y en tient toujours ce qu'il y a de plus avantageux pour la société.

#### DEUXIÈME OBJECTION.

de celle-ci. On dit que le conservateur n'est pas garant de l'exactitude des certificats qu'il en donne, qu'il n'inscrit une créance sur la propriété du débiteur compris dans son rôle de spécifier un héritage conservé par hypothèque est assise par le conservateur. On dit souvent que les noms sont quelquefois le nom des domaines, on le caractérise par sa culture, son usage souvent; que les tenants ne sont pas ceux qui désignent dans les titres; et que de là pourra résulter, soit que l'inscription n'est pas appliquée à son conservateur se trompera sur le rôle du conservateur ou sur la ruine du conservateur par la perte de sa fortune puisse résulter de dommages que ses créanciers; et de là on conclut qu'il ne faut pas d'inscriptions, malgré l'utilité qu'il en résulte de cette forme. Cette conséquence est bien fautive; les propriétés même des domaines sont constatées que par les inscriptions; elles n'ont pas de sûreté, et ce gage suffit. On dit que les créanciers qui prétendent avoir le droit de celui que les ventes de vendre. Il ne sera pas désigné celui qu'on voudra vendre; on ne peut pas dire que si la désignation est faite par le conservateur, qui l'aura faite par ses propres de l'acte, ne sera pas faite par le même; au cas où il n'est pas désigné (art. 16 de la loi du 23 août 1871), et de celui où l'inscription est insignifiante qui est faite au conservateur (art. 52). On dit alors à couvert; personne ne peut par la loi de veiller à ses intérêts de quelques erreurs qui sont possibles contre une chose qui peut se dissimuler que les

erreurs dont on parle arriveront très-rarement. Un bien-fonds est toujours, dans un arrondissement facile à nommer, avec l'arrondissement auquel il appartient : si le domaine entier soumis à une seule exploitation porte un nom connu qui n'est pas sujet aux variations qu'on le prétend contraire il est très-rare qu'il varie; un métayer, un colon l'exploite, et fournit un autre renseignement aisé : l'héritage, une pièce de terre isolée, les aboutissants le limitent et le caractérisent; c'est un bâtiment, il n'y a rien d'émouvable à le dire. En un mot, il me semble qu'une difficulté proposée contre une loi est de celles que la critique trouvera toujours le législateur ne doit considérer jamais.

#### DIXIÈME OBJECTION.

L'habitude de stipuler des hypothèques, dit-on, et les leçons des gens de loi feront cette règle à leurs clients, feront de créanciers ou de prêteurs consentir à exiger, pour leur créance seule, l'hypothèque sur un domaine libre de toute hypothèque, à tenter, pour gage de l'excédant de valeur d'un domaine déjà affecté, pour une moitié de sa valeur totale, à une créance plus élevée. Cependant, il y a un grand nombre de propriétés importantes, indivisibles, à diviser, dont on ne peut tirer parti d'hypothèque, qu'en les engageant successivement à plusieurs. Si les hommes s'accoutument à une seconde, une troisième, une sixième hypothèque sur ces vastes domaines, et s'ils ne leur fonds jusqu'à ce qu'un emprunteur offre le gage d'une propriété isolée, ils n'auront point de concurrents; si pour principe de s'éloigner de toutes les considérations que les auteurs de l'objection citent; qui savent se passer d'une hypothèque thématique, et qui soit inspirée par la confiance dans l'hypothèque générale, vivra-t-elle?

La défiance viendra par la loi même établie des moyens de sûreté infailible; la limitation se resserrera par la prudence enseignée aux capitalistes; une partie motivée sur les meilleures raisons pour les propriétaires; et tel qui, pour des domaines de 10,000 fr. chacun, au lieu de l'hypothèque générale, des secours d'urgence peut-être n'obtiendra pas les quatre hypothèques spéciales, que des crédits de 6 à 7,000 fr. ou de 25 à 26,000 fr. au total.

Cette objection prouve bien qu'il est sur lesquelles on peut imaginer et de ce qu'on veut, sans qu'il y ait un moyen de réfutation et de conviction, quoiqu'il y ait de l'argumentation.

On pourrait dire de même que la loi sur les hypothèques n'est pas un moyen de fraudes qui facilitent un faux crédit qu'elle ne sert pas à rassurer les prêteurs, mais à maintenir l'usage loyal du véritable crédit; c'est ainsi que l'évidence deviendra plus évidente, quand les préjugés, les habitudes, les intérêts de profession et d'état, le permettent ainsi.

Est-il possible de penser que l'on ne peut pas prendre, pour gage d'une seconde hypothèque de 10,000 fr., un domaine de 40,000 fr. hypothéqué qu'à une première créance de 10,000 fr., surtout quand, par la

e,  
a-  
-  
it  
-  
e  
-  
e  
-  
e  
-  
-

Ainsi, tous  
cation de la l  
je parle, auro  
thèque spécia  
rejetés dans  
créances anc  
délai, si les  
obtenir et ex  
sur tel ou tel  
maines sont  
thèques gène  
créancier choi  
de l'inscriptio  
créancier qui  
cialité sera c  
avait stipulé,  
autre hypoth  
la stipuler, r  
stipulée. Le v  
malgré la sù  
ne lui servir  
cien créancie  
soumis à l'h  
suivre l'expré

Je réponds  
comme invin  
actuel. En eff  
gine des hyp  
elle a subi di  
elle subsiste  
un délai fixé  
le porte l'art  
qui confirm  
exécution de  
un nouveau  
naire, que  
n'auraient p  
dente.

ciers qui, depuis la publication de l'expiration du délai dont l'inscription pour leur hypothèque a été déplacée de leur rang, et qui est postérieure par toutes les inscriptions le dernier jour du mois des intermédiaires n'ont pu inscrire leur hypothèque particulière sur le domaine, et si tous les docteurs de l'inscription des hypothèques antérieures, ou si l'ancien propriétaire s'inscrivent le domaine frappé, il en résultera que le créancier à la nouvelle loi de spécifier à un autre du gage qu'il a en remplacement, aucune préférence générale, puisqu'il n'a pu inscrire, puisqu'il ne l'aura pas exposé à perdre sa créance, et qu'il ne peut et dû requérir, et qui en sera de même si l'ancien propriétaire fait choix de l'héritage spécial, pour en pour-

difficulté, qu'on présente plus d'objet au moment où il a établi le nouveau régime est du 9 messidor an III; rangements depuis; mais inscription à prendre, dans réanciens antérieurs. Ainsi la loi du 11 brumaire an VII, les inscriptions prises en 9 messidor, et ne prescrit six mois, à partir du 11 brumaire hypothèques anciennes qui écrites selon la loi précé-

scriptions sont faites, et le royaume est épuisé entièrement. On voit donc qu'il faut d'abord réduire le royaume à l'état de nature, et ensuite le rétablir dans son état civil. Les lois de la nature sont donc les premières à être appliquées, et les lois de la civilisation sont les dernières.

it dont on parle, je le con- dans son principe, il n'est issi redoutable qu'on le dit. pendant les délais succes- depuis la loi du 9 messidor ouveaux trois mois accordés aire an VII, la vérité est aître la véritable situation charges auxquelles leurs , et que les nouveaux con- ce eux dans la même igno- trefois sur les hypothèques it de l'acte d'obligation. Ce d'obscurité très-court, qui ès des siècles de la même ssé sous le règne de l'an- on a peine à concevoir que r subsister quelques mois, es, un mal très-nu sible, soit as le détruire et le corriger emiers délais expirés. C'est duit presque toujours dans is des nouveautés les plus in rempart des embarras du tre : ils renoncent au bien té humaine, pour éviter le la réforme ; souvent après qu'il a passé, et qu'on sans retour, souvent, dis-je,

attribuant à la loi nouvelle, quelque bon soit, les inconvénients qui n'étaient attribués à la fatigue et au désordre passager du changement. Ils voudraient en faire conclure qu'il faut revenir à la loi qui était vicieuse en soi, et non à la loi nouvelle. C'est comme si, au lieu de dire : « Ce passage rétrograde, et rentrer en arrière, est toujours sous le joug des anciennes erreurs », on disait : « Ce passage rétrograde, et rentrer en arrière, est toujours sous le joug des nouvelles erreurs ».

Je suis fortement opposé à cette man  
gester, dans laquelle les préjugés  
seul agissent, sous le voile d'une phi  
chimérique et prise à contre-sens.

Quel est donc le résultat des difficile passage dont il s'agit présente ? c'est q le délai déterminé, et tant qu'a duré de la situation du débiteur, il a dû y intervalle de stagnation ou de refroidisse les transactions et dans les affaires. S'i permis de prendre dans cet intervalle thèques générales, je crois bien que les contrats eussent été faits, à cette cond tout aussi peu de sûreté et tout autant nients qu'autrefois : ces hypothèques fendues, non par la loi du 9 messidor, celle du 11 brumaire ; ainsi la difficult sistant que pour les négociations qui on dans les trois mois qui ont suivi la loi maire.

A cette époque, presque toutes les hypothèques anciennes étaient connues ou devaient l'être, car les inscriptions antérieures au 9 messidor, par les lois du 10 vendémiaire, étaient faites dans les délais successivement prescrits, et les inscriptions postérieures, jusqu'au 11 brumaire, étaient inscrites dans les délais successivement prescrits. Ainsi les embarras étaient déjà allés au 11 brumaire; mais il y en avait encore, puisque, dans l'opinion qu'on avait alors, l'excitant suivant l'usage, que la loi du 10 vendémiaire serait rapportée, et, comme on dit, *qu'elle ne pourrait pas tenir*, beaucoup de créanciers négligés de s'inscrire, persuadés que plus tard, si la loi des désobéissants serait grand, ils seraient près de sa chute.

Mais à cet embarras la loi fournissait un remède ; car si elle défendait l'hypothèque générale, elle permettait l'hypothèque spéciale sur tous les biens présents du débiteur, à l'exception de l'espérance incertaine de biens à venir, remplissait, à l'égard des contractants qui s'étaient fait accorder l'hypothèque en détail pour hypothèque de l'espérance, le même effet que l'hypothèque générale. Par là, si les anciens créanciers se retrouvaient par leurs privilèges, les nouveaux s'étaient fait donner droit de se trouver partout par les leur

Si les anciens hypothécaires n'étaient placés que sur un bien spécialement le nouveau créancier, qu'ils écartaient prenait son droit sur les autres biens d'aussi stipulé l'hypothèque spéciale. C'était si effrayant de difficultés invincibles, donc et disparaît : mais il faut revenir au mal, s'il était aussi réel qu'il l'était passé, il est épuisé, il ne reviendra plus rien à en conclure contre l'établissement d'une législation plus judicieuse et plus

Il ne me reste plus qu'à examiner un  
ches de cette législation, car la disp  
donne à l'acquéreur ou à l'adjudicataire  
hypothéqué a des dettes à terme, ou à  
rachetables à volonté, le droit de jouir  
qu'avait le débiteur principal, et par li  
de mettre à la chose vendue ou adju



qui  
eur,  
nier  
r le  
ati-  
one  
an-  
re-  
ère  
ayé  
qué  
r'il  
les  
du  
on  
or,  
ent  
e-  
ve  
r,  
o-  
te

premier bien  
autres biens  
tout, comme  
tera, contre le  
ont été ci-dev  
cier n'aura p  
plois ou des  
soit des créan  
condes ventes  
tuelle de sa c  
qu'il exerce u  
ventes postéri  
thèque qui par  
source que la  
et de leurs ca

Combien vo  
recours, de co  
ne paraît pas

Telles sont  
représentées  
difficultés ne tie  
apparence, p  
prix des ven  
n'avait pas bie  
quences.

Cette idée,  
acquéreurs, d  
lité de la dett

J'avoue que  
je crois qu'il  
adjudicataire.  
très-court, le  
résulter une  
convaincre,  
qu'il n'est pas  
changer de c  
mêmes hypot  
si un créancier

pué, il conservait sur les  
r son hypothèque pour le  
ident? Alors il en résul-  
primitif, les injustices qui  
ées : alors aussi le créan-  
urce que d'exiger des em-  
nents, soit du propriétaire,  
toucheront le prix des se-  
cas de la garantie éven-  
sur la première, il faudra  
en rapport du prix des  
qu'à la place d'une hypo-  
re, il n'ait plus pour res-  
de ceux qui ont touché,  
embarras, de procès, de  
rs et de frais ! Tout cela

ions qui ont été faites,  
leur force. Tant de dif-  
une seule idée, bonne en  
tendait à augmenter le  
indications, mais dont on  
toutes les funestes consé-

oncession qu'on fait aux  
iser des termes d'exigibi-  
quée.

pas de bonne réponse, et  
er à tout acquéreur, à tout  
on de payer, dans un délai  
on acquisition, dût-il en  
sur ce prix. On peut se  
nsidérations précédentes,  
nt, pour un créancier, de  
même en conservant les  
sera même nécessaire que  
me à terme voit vendre  
ou de ses gages, et touche  
e sa créance, il ait le droit  
aut le terme, et de faire  
les autres portions de ses  
e sa créance est essentielle-  
ne peut être échue pour  
ur une autre, quand la sti-  
ablissait pas cette distinc-  
ne peut être empêché que  
s du débiteur et du créan-

est difficile d'adopter l'ar-  
loi du 11 brumaire an VII.  
lques observations impor-  
matière des hypothèques.

## OBSERVATION.

u dans la main des créan-  
même purement chirogra-  
mander la séparation des  
re que les créanciers de  
as prendre hypothèque sur  
sion, ni en poursuivre la  
nt intégral des dettes du  
biens. Ce droit est de la  
, et ne peut être altéré :  
affaires de la succession  
plion sur les héritages qui  
ne un cas où l'héritier ne  
oit sur ces héritages, ni y  
u préjudice des créanciers  
pourtant ignorés. A cet  
maire an VII, article 14,  
ces créanciers : aucun de  
or avec l'héritier ne peut  
ut bien qu'avant de rece-

voir hypothèque sur un bien, il s'assure  
priété sur la tête du débiteur ; il faut  
les titres et qu'il les juge. Il saura dor-  
bien proposé provient d'une succession  
débiteur ; et, par cela seul, il sera suffi-  
averti de ne pas le recevoir pour son ga-  
pas préalablement l'assurance ou qu'il  
de créanciers de la succession, ou qu'il  
payés.

Au reste, il faut que cette entrave  
pas durer éternellement, et que la loi  
terme court à la demande des créancier  
taires pour la séparation des patrimoin-  
juste que le droit de s'inscrire pour ce  
sur les biens héréditaires, ne dure que  
depuis l'ouverture.

## DEUXIÈME OBSERVATION.

Il y a de certains privilèges qui ont  
législateur ne devoir pas être assujettis  
cessité de l'inscription.

Tels sont les frais de scellés et inven-  
La dette de la contribution foncière  
temps déterminé et très-court ;

Les frais de dernière maladie et d'inh-  
Les gages de domestiques pour peu

Ces privilèges ne présentent qu'un  
inconvenient aux créanciers qui se s-  
inscrire, attendu les bornes très-resser-  
lesquelles ils se sont renfermés, et qui  
aucun désordre important dans les spé-  
de sûreté calculées par les prêteurs.

## TROISIÈME OBSERVATION.

Les rentes même perpétuelles, soit co-  
soit foncières, sont déclarées par le Code  
partie des biens meubles ; elles sont décl-  
susceptibles d'hypothèque par l'article 7  
du 11 brumaire an VII : cela est fonc-  
qu'elles sont rachetables. Tant qu'elles  
cela est inévitable ; mais si la faculté  
simple de rachat est abrogée pour les re-  
cières, et si la libération du débiteur  
s'opérer que par voie de licitation, il  
qu'on doit changer ce principe : car el-  
considérées comme équivalentes à u-  
priété dans des immeubles ; et le créanc-  
vu comme copropriétaire, devra jouir d-  
avantages que la loi attache, pour l'usa-  
dit réel, aux propriétés immobilières.

## QUATRIÈME OBSERVATION.

Les femmes, même mineures, et les  
en général, étant obligés de s'inscrire p-  
hypothèque sur leurs maris ou leurs t-  
cette hypothèque ne partant que du jour  
cription, ce qui en rend la date extrême-  
portante, il se trouvera qu'un grand noi-  
privé de toute sûreté par la négligence  
qui sont chargés du soin de l'inscription  
être la responsabilité des père et mère  
mariée, ou des parents de cette fille mi-  
de son tuteur, ainsi que celle de paren-  
du mineur en général qui auront fait la  
tion de la tutelle, sera une ressource ins-  
soit pour assurer l'inscription, soit pour  
de l'omission de cette forme.

l'observe d'abord que cette difficulté  
dans l'ancien régime des hypothèques,  
en grande partie ; car l'oubli de l'oppo-  
lettres de ratification que prendraient l-  
leurs sur les biens vendus par les ma-  
tuteurs, opérerait aussi la perte de la  
d'hypothèque ; sauf le recours contre

L'acquéreur d'un bien, qui ne fait pas la transcription de son titre, reste assujéti à les hypothèques assises sur le bien acquis au delà même du prix de son acquisition, et finement. La transcription seule n'opère pas l'extinction de ces hypothèques : il faut le contrat, la transcription, les inscriptions thécaires : soient notifiés aux créanciers dans le délai fixé par la loi ; et c'est par notification seulement que les hypothèques sont réduites au montant du prix de l'acquisition. Le droit des créanciers de faire mettre l'acquis aux enchères s'ils le jugent vers le prix.

La transcription, suivie des notifications surenchère survenue, a donc eu l'effet de toutes les hypothèques dernières, en ce qu'excèdent le prix dû par l'acquéreur, et de au montant de ce prix les hypothèques de celles qu'ils se distribuera suivant leur rang le même objet et le même effet que ceux ciennes lettres de ratification, qui, comme dit, purgeaient les hypothèques ; mais sous l'exception du prix que devait l'acquéreur qui restait hypothéqué, en premier ou l'héritage, pour être distribué par rang de hypothèques.

Pour le dire en passant, cette ressemblance parfaite entre l'effet de la transcription et notifications et celui des lettres, paraît n'avoir été remarquée par le législateur dans la loi sur la loi de brumaire. Les défenseurs de l'article 15 de cette loi, qui donne à l'acquéreur le droit d'user des délais accordés aux créanciers originaires, se fondaient sur ce que l'hypothèque du créancier à terme était conservée par la transcription, au lieu qu'elle ne l'était pas par les lettres de ratification. Elle est conservée sur le prix et jusqu'à concurrence du prix elle l'était de même, et jusqu'à la même concurrence, après les lettres ; ce qui n'empêche que la créance à terme ne devint exigible me semble, par les raisons que j'ai dit plus haut, qu'elle doit être exigible après la transcription et la notification, comme depuis les lettres de ratification.

Je reviens. Comme l'effet de la transcription suivie de notification est de réduire :

il ne fait pas faire la transcription, le bien acquis, au cas d'acquisition, et indéfiniment n'opère pas même l'extinction : il faut que les hypothèques soient transcrites de l'acquisition, sauf à faire mettre le bien vendu à vil

les notifications, sans avoir eu l'effet d'effacer les hypothèques, en ce qu'elles acquiescent, et de réduire les hypothèques entre les suivants leur rang. C'est l'effet que ceux des antérieurs, qui, comme on le voit, ne devaient l'acquiescement et n'ont pas, sur le premier ordre, sur le bien vendu par rang d'hypo-

thèque, cette ressemblance de transcription et des notes, paraît n'avoir pas lieu dans la discussion des défendeurs de l'adjudication, donne à l'acquéreur le même rang aux débiteurs sur ce que l'hypothèque conservée par la transcription n'était pas par les lettres conservée seulement concurrence du prix; mais jusqu'à la même concurrence qui n'empêchait pas de devenir exigible : et il est que j'ai développées exigibles après la transcription comme depuis les let-

tres de la transcription de réduire au montant établies et inscrites sur le bien que les actes simples n'ont pas besoin de transcription, c'est-à-dire que la propriété a été acquise, et que nul autre, par conséquent sur ses biens, les hypothèques. Celui à qui un domaine est tenu des dettes de son vendeur, ne peut être propriétaire; le vendeur n'est pas grevé de celles de son vendeur, et point d'hypothèque à l'égard du vendeur, il n'est pas besoin de trans-

criptions.

*et ordonnées au conservateur d'inscrire, des hypothèques, non seulement contre son vendeur, mais aussi contre celui-ci.*

(art. 30) d'imposer aux conservateurs d'inscrire les créances, des hypothèques, précédentes propriétaires, à, en tout ou en partie, constatée par le titre de la transcription : cela doit

comprendre toutes les créances résultant de c'est-à-dire même les soultes dues par un vendeur à l'autre, qui, dans ce genre d'opération, a réellement transmis une partie de sa propriété moyennant un prix qui, dans la circonstance, prend le nom de soulte.

Mais, dans le cas où A a vendu à B un bien et est resté créancier du prix, si B a fait transcrire, la créance de A a dû être inscrite; au contraire, la transcription n'a pas été faite, A n'a pas eu d'inscription d'office. Si en même temps A n'a point inscrit sa créance, et que B, dans l'état, ait vendu à C, qui lui doit le prix et qui fait faire la transcription de son contrat au conservateur, qui ne voit que le titre de la vente peut inscrire d'office que la créance de A que deviendra, dans cette espèce, la créance de A? L'hypothèque en est perdue, mais par suite puisqu'il a négligé de prendre inscription, qu'il devait y veiller, sans se reposer sur la diligence du conservateur, qui n'a pas l'obligation de s'exercer lorsqu'il ne procède pas à la transcription du contrat qui constate la dette.

Il y a une espèce différente et qui mérite attention. Un créancier de A a fait inscrire sa créance sur lui et sur tel héritage déterminé; et l'article 16 de la loi exige que l'inscription fasse pas seulement sur l'héritage, mais également sur tel débiteur, dont les nom, profession, domicile ou désignation spécialement être dans l'inscription, pour que le conservateur puisse reconnaître et distinguer tous les cas, l'individu grevé. Il en est de même des oppositions à former en vertu de l'article 1771 : elles devaient aussi indiquer le débiteur; et les difficultés et observations sur lesquelles j'examine sont communes aux deux cas.

A vend l'héritage hypothéqué, et fait faire l'inscription, à B, qui ne fait pas transcrire son contrat, et qui est resté chargé, par conséquent toutes les hypothèques dont son vendeur est grevé.

Dans cette position, B a aussi des créances qui prennent inscription sur lui, et fait faire cette inscription l'héritage qu'il a acquis : il aurait pu, dans l'ancien régime, mettre opposition aux hypothèques sur B; ce qui avait le même effet, et présentait la même question.

B, dans cette hypothèse, vend le même bien à C, qui fait transcrire; la créance de B, sur le prix de la vente, est inscrite d'office sur C et il lève le certificat des inscriptions prises par le vendeur; il y voit les noms des créanciers de la somme de leurs créances; il les paie en concurrence de son prix : mais le conservateur ne lui délivre pas le certificat des inscriptions prises sur A, vendeur de B, duquel C a acheté. C'est la même chose que si, dans l'ancien régime, les créanciers de B, eussent formé opposition sur lui, et si les créanciers de A, vendeur de B, reposant sur l'opposition qu'ils avaient faite sur A, n'en eussent pas réitéré sur B.

Que deviendra, dans ce cas, l'hypothèque du créancier de A? Elle n'a pas été purgée, ou elle n'a pas la valeur du prix de l'achat fait par B, et elle n'a pas fait transcrire.

Elle subsiste donc.

Mais elle n'est pas connue de C, acheteur, puisqu'il n'y a pas, sur B, d'inscription de la créance du créancier de A, et que le conservateur ne lui doit déclaration que des inscriptions sur son vendeur. En donnant exactement la déclaration, il a fait tout ce qu'il a dû; contre lui aucune garantie, pour avoir

ui,  
tat  
ou  
s;  
er,  
our  
u-  
ir.  
ai-  
u-  
rir  
à  
in  
er  
ns  
à  
  
r-  
le  
ts  
n,  
r-

citation quelconque donnée au

2° Il faut que le tribunal où l'  
terminé. Ce peut être celui du d  
la situation, toutes les fois qu'il ;  
d'un jugement clair, déterminan

3° Quant aux créances éventu  
minées, si elles résultent d'un  
vague, émanée sur procès penda  
tribunal, c'est à ce tribunal, qui  
vrai sens de la condamnation, e  
a été exécuté par l'inscription  
que la radiation doit être pour:

4° Il est à observer qu'en m  
éventuelle et indéterminée, on  
la radiation ou la réduction d  
elle paraît exagérée : or, dans  
plus clair que c'est le tribunal  
damnation qui doit être juge de  
puisque lui seul peut évaluer l  
valeur que les circonstances ou  
peuvent donner dès à présent à  
déterminée.

RÉDACTION PROPO:

ouer que cette règle décourage, soit naïvement, que la brix. Il ne faut nent du créanciers suffise adjudication : our les autres faire cette ré- essant le ec lui quelque lieux encore, udicierait tous créanciers. Il nt, les autres huitaine après broger au pre- tion publique. hères, l'acqué- r'en se rendant s'il veut en- chères, il paie

d'inscription, oit se donner ndre un délai mètres de dis- t du tribunal, éme de toute icile élu. citera soit dé- icile élu ou de it d'un acte ou e somme fixe. es et indéter- condensation dans un autre nait mieux le nt le jugement est là, dis-je, e. e de créance demander onscription, si s, il est encore ur de la con- te demande, isoirement la s probabilités : créance in-

ues.

s.

sonnellement t sur tous ses utset à venir. le gage com- s'en distribue qu'il n'y ait, times de pré-

référence sont

ilèges ne pro-

duisent d'effet à l'égard des immeubles, hypothèques ne prennent rang, qu'autant sont rendus publics par inscription sur les tres du conservateur des hypothèques, de l- nière déterminée par la loi, et à compter de li de cette inscription, sauf les seules exception la loi établit expressément.

Art. 5. *La protection accordée par la loi au vilèges consiste, à l'égard de quelques-uns, les précautions prises par la loi pour leur a l'avantage de la première inscription ; et, à l' de tous, en ce que les créanciers ont le droit de inscrire les privilèges sans qu'il soit besoi consentement du débiteur.*

Art. 6. Tout acte translatif de propriété immeuble doit être transcrit sur les registr conservateur : jusque-là il ne peut être oppo tiers. Les actes d'aliénation ou d'hypothèque sentis par le nouveau propriétaire avant cet scription sont comme non avenus à l'égard de qui auraient acquis des propriétaires précé un droit quelconque sur cet immeuble, et q raient fait faire l'inscription ou la transcri de leurs titres.

Art. 7. Les privilèges peuvent avoir lieu si immeubles et sur les meubles.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *Privilèges sur les immeubles.*

Art. 8. Les créanciers privilégiés sur imme sont :

1° Les créanciers et légataires d'un défunt les biens de la succession.

Ils conservent ce privilège par les inscrip faites sur chacun de ces biens, dans les six à compter de l'ouverture de la succession.

Avant l'expiration de ce délai, aucune l thèque ne peut être consentie avec effet su biens par les héritiers, au préjudice de ces ci ciers ou légataires.

2° Le vendeur, sur l'immeuble qu'il a v pour le paiement du prix en tout ou en part

Ce privilège est conservé par la transcri du titre qui a transféré la propriété à l'acqué et qui constate la dette de la totalité ou de p du prix ; à l'effet de quoi le conservateur fait fice l'inscription sur son registre, des créa non encore inscrites qui résultent de ce titre vendeur peut aussi faire faire la transcrip- tion titre de l'acquéreur, et par suite inscrip- ce qui lui est dû a lui-même sur ce prix.

3° Le cohéritier ou copartageant, sur les l de chaque lot, ou sur le bien licité pour et retour de lots, ou pour le prix de la licen

Ce privilège se conserve par l'inscription l à la diligence du cohéritier ou copartageant, les quatre décades du jour de l'acte du pai ou de l'adjudication par licitation ; durant le temps aucune hypothèque ne peut être cons par le propriétaire du bien chargé de soult adjugé par licitation au préjudice du créa de la soult ou du prix.

4° Ceux qui ont fourni les deniers pour le ment du prix de la vente ou de la soult c la licitation.

Sont conservés à leur profit, par les m moyens, les droits et privilèges du vendeur copartageant, pourvu que la destination des niers soit constatée par acte authentique c prunt, et que l'emploi en soit constaté par tance authentique.

5° Les architectes, entrepreneurs, m- r autres ouvriers employés pour édi- r- truire ou réparer un bâtiment quelconque, et

que la condi  
dépendre, et p  
estimée des c  
où elle aurait  
l'étendue de

Art. 25. Les  
riées, sur les  
la diligence d  
soit besoin de  
personne, ou

Art. 26. Si l  
leurs père, m  
sation desquel  
querront les in  
du préjudice c  
l'inscription s  
femmes mine  
malité.

Art. 27. Qu  
emploi de le  
nités de dett  
maris, elles n  
jour de l'inscr  
rieurement à l  
dennité des d  
femme, du jou  
envers qui elle  
biens du mari

Art. 28. Les  
de la date de  
biens de leurs  
qui pourront  
sur ceux de  
actions qui p  
sans préjudice  
dans les actes  
l'égard de l'év  
soit par rappo

le dont elles peuvent  
montant de la valeur  
terminées, dans le cas  
r convention, quant à  
accordée.

pour les femmes ma-  
maris, seront faites à  
les-mêmes, sans qu'il  
ou de l'autorisation de  
rs père et mère.

ariées sont mineures,  
parents, sous l'autori-  
aura été contracté, re-  
ous peine de répondre  
de leur négligence :  
sur la réquisition des  
mes, sans aucune for-

ances des femmes pour  
énés, ou pour indem-  
s par elles avec leurs  
héque qu'à compter du  
aura été faite posté-  
es actes. Quant à l'in-  
ra censée faite, pour la  
ption que le créancier  
ligée aura prise sur les

nterdits ont, à compter  
a, hypothèque sur les  
ir sûreté des créances  
leur administration, et  
rés-tuteurs, quant aux  
ter de leur négligence,  
ation qui serait établie  
de confirmation, soit à  
créances éventuelles,  
hypothéqués, et sans  
des inscriptions, qui  
obtenue par les tuteurs

ont sont faites à la dili-  
u'il soit besoin d'assis-  
ou à celle des tuteurs  
à celle des subrogés-  
ont concouru à la no-  
ls seront tenus, chacun  
ur responsabilité soli-  
des parents contre les  
ir lesdites inscriptions,  
soient faites en temps

établissements publics  
de la date des inscrip-  
ceveurs et administra-  
treté des créances qui  
recette et administra-  
celles des cautions qui  
x, jusqu'à concurrence  
ement; et à l'égard des  
ulement qu'elles auront  
ns préjudice de l'exécu-  
es avec les comptables  
valeur estimée des  
sur les biens nommés  
thèque, ainsi que de la  
s, s'il y a lieu, à défaut

eu de convention, la  
ts publics auront privi-  
bles acquis à titre oné-  
epuis le commencement  
et pour assurer l'effet  
rdé à la nation et aux

établissements publics un délai de deux r  
compter de la transcription des contrats  
quisition faits par les comptables, pour p  
inscription sur les immeubles acquis; et  
autre inscription prise durant ce délai ne  
obtenir la préférence sur celles faites d  
même délai pour la nation et les établi  
publics, bien que celles-ci fussent po  
en date.

## SECTION II.

### *Hypothèques judiciaires.*

Art. 32. Les jugements, soit contradic  
soit par défaut, définitifs ou provisoires, e  
tent, en faveur de celui qui les a obtenus, l  
de s'inscrire pour acquérir hypothèque à co  
de la date de l'inscription, sur tous les bie  
sents du débiteur condamné; et chaque in  
tion, sans qu'il soit besoin de désignatio  
ciale des biens, affecte tous ceux qui sont c  
dans l'arrondissement du conservateur, mé  
portions indivises appartenant au condamn  
une succession dont il est cohéritier.

Les hypothèques, soit judiciaires, soit l  
sur ces portions indivises, n'ont aucun eff  
les biens de la succession qui seront éc  
l'autre copartageant, qu'autant qu'il les  
acquis à titre de licitation, ou à la charge  
soulte envers le débiteur sur qui l'inscr  
aura été prise.

Art. 33. Si les biens présents du débite  
sont pas trouvés suffisants pour la sûre  
condamnations, le créancier peut poursuiv  
à présent le paiement même des condamn  
à terme, ou en faire inscrire le montant su  
cun des biens qui surviendront au débit  
mesure qu'il en deviendra propriétaire; i  
statuer sur les demandes en réduction ou  
tion, qui pourront être formées par celui-ci  
le cas du présent article et du précédent.

Art. 34. L'hypothèque des condamnatio  
crites ne subsiste qu'autant que les juge  
sont confirmés sur l'opposition ou sur l'  
et seulement jusqu'à concurrence des dispos  
confirmées.

Art. 35. Les reconnaissances ou vérific  
faites en jugement des signatures apposées  
acte obligatoire sous seing privé, emporte  
reillement, et aux mêmes conditions, hypot  
à compter de la date des inscriptions, s  
biens immeubles de l'obligé.

Art. 36. Les jugements qui établissent de  
diens, séquestres ou cautions judiciaires, e  
tent également, sous les mêmes conditions,  
thèque sur leurs immeubles, à compter  
date des inscriptions.

Elles sont faites à la diligence des parties  
la nation y est intéressée, à celle des pré  
sous-préfets, auxquels, dans ce cas, il est e  
champ donné avis de ces jugements par le  
missaire du Gouvernement près les tribuna

Art. 37. L'hypothèque pour supplément  
d'une vente d'immeubles, auquel un acqu  
est condamné, n'a d'effet qu'en vertu et à l  
de l'inscription du jugement de condamn

Art. 38. Aucune inscription ne peut étre  
sur les biens personnels d'un héritier, do  
ou légataire universel, pour obligations  
hypothécaires de leur auteur, avant un jug  
de condamnation qui ait déclaré les titre  
cutoires contre eux.

Art. 39. Les jugements contenant conc  
tion d'intérêts en vertu d'obligations qu



tuels, condition  
où cette évalua  
le montant des  
l'époque de l'ex

5° La désigna  
il entend consei

Cette dernière  
dans le cas des l  
lorsqu'à défaut  
tion, pour ces l  
meubles compri  
reau.

Art. 58. Les  
d'une personne  
la simple dénon

Art. 59. Le c  
registre, du co  
au requérant, t  
que l'un des bo  
telle avoir fait l

Art. 60. Le cr  
produisant intér  
pour deux ann  
d'hypothèque qu  
dice des inscript  
tant hypothèque  
arrérages échus  
et non prescrits

Art. 61. N'est  
inscription, ain  
sionnaires, de  
thèques le don  
choisir et indiq  
dissement.

Art. 62. Les dr  
de la nation e  
comptables, des

terminés, dans les cas  
onnée; comme aussi  
de ces capitaux, et

es biens sur lesquels  
ge ou hypothèque.

n'est pas nécessaire  
égales ou judiciaires,  
n, une seule inscrip-  
frappe tous les im-  
ondissement du bu-

à faire sur les biens  
rront être faites sous  
léfunt.

ait mention, sur son  
ordereaux, et remet  
l'expédition du titre,  
pied duquel il cer-

rit pour un capital  
ges, a droit de venir,  
nt, au même rang  
capital; sans préju-  
nières à prendre por-  
e leur date, pour les  
sure de leur échéance

lui qui a requis une  
représentants ou ces-  
e registre des hypo-  
élu, à la charge d'en  
dans le même arron-

que purement légale  
nts publics sur les  
interdits sur les tu-  
femmes mariées sur  
sur la représentation  
tant seulement :

ofession et domicile  
icile qui sera par lui

fession, domicile ou  
eur;

onservé, et le mon-  
ets déterminés, sans  
eux qui sont condi-  
erminées.

onservent les privi-  
pter du jour de leur  
ue dure l'obligation  
le débiteur, ou pen-  
action hypothécaire  
and le bien chargé  
ains.

criptions sont à la  
ipulation contraire;  
nservant, si ce n'est  
s, pour l'inscription

son recours contre  
ne des frais de tran-  
ise par le vendeur;  
éreur.

elles les inscriptions  
créanciers, seraient  
nal compétent, par  
, ou au dernier des  
; et ce, nonobstant  
soit de ceux chez  
on de domicile.

z assignations, deux  
le distance entre le  
la commune où se

trouve le domicile élu, quant l'exploit serait fait  
à ce dernier lieu.

#### CHAPITRE IV.

##### *De la radiation et réduction des inscriptions.*

Art. 66. Les inscriptions sont radiées du con-  
sentement des parties intéressées, ou en vertu  
d'un jugement exécutoire qui l'ordonne.

Art. 67. Dans l'un et l'autre cas, ceux qui re-  
quièrent la radiation déposent au bureau du  
conservateur l'expédition de l'acte authentique  
portant consentement, ou celle du jugement.

Art. 68. La radiation non consentie est de-  
mandée au tribunal dans le ressort duquel  
l'inscription a été faite, si ce n'est lorsqu'elle l'a  
été pour sûreté d'une condamnation éventuelle  
ou indéterminée, sur l'exécution ou liquidation  
de laquelle le débiteur et le créancier prétendu  
sont en instance ou doivent être jugés dans un  
autre tribunal; auquel cas la demande en radia-  
tion doit y être portée.

Art. 69. La radiation doit être ordonnée par les  
tribunaux, lorsque l'inscription a été faite sans  
être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lors-  
qu'elle l'a été en vertu d'un titre soit irrégulier,  
soit éteint ou soldé, ou lorsque les droits de pri-  
vilège ou d'hypothèque sont effacés par les voies  
légales.

Art. 70. Toutes les fois que les inscriptions  
prises par un créancier qui, d'après la loi, aurait  
droit d'en prendre sur les biens présents ou sur  
les biens à venir du débiteur, sans limitation  
convenue, seront portées sur plus de domaines  
différents qu'il est nécessaire à la sûreté des  
créances, l'action en réduction des inscriptions,  
ou en radiation d'une partie en ce qui excède la  
proportion convenable, est ouverte au débiteur.  
On y suit les mêmes règles de compétence éta-  
blies dans l'article précédent.

Art. 71. Sont réputées excessives les inscrip-  
tions qui frappent sur plusieurs domaines, lors-  
que la valeur d'un seul ou de quelques-uns  
d'entre eux excède de plus d'un tiers en fonds  
libres le montant des créances en capital et  
accessoires légaux.

Art. 72. Un autre excès qui donne pareillement  
lieu à la réduction est celui qui résulte d'une  
évaluation faite par le créancier, des créances  
qui, en ce qui concerne l'hypothèque à établir  
pour leur sûreté, n'ont pas été réglées par la  
convention, et qui par leur nature sont condi-  
tionnelles, éventuelles ou indéterminées.

Art. 73. L'étendue convenable à donner à ce  
genre de créances pour en régler les sûretés hy-  
pothécaires, est arbitrée par les juges d'après  
les circonstances, les probabilités des chances et  
les présomptions de fait, de manière à concilier  
les droits vraisemblables du créancier avec l'in-  
térêt du crédit raisonnable à conserver au débi-  
teur, sans préjudice des nouvelles inscriptions à  
prendre avec hypothèque du jour de leur date,  
lorsque l'événement aura porté les créances in-  
déterminées à une somme plus forte.

Art. 74. La valeur des immeubles, dont la com-  
paraison est à faire avec celle des créances et le  
tiers en sus, est déterminée par quinze fois la  
valeur du revenu déclaré par la matrice du rôle  
de la contribution foncière, ou indiqué par la  
cote de contribution sur le rôle, selon la pro-  
portion qui existe dans les communes de la situa-  
tion entre cette cote et le revenu pour les im-  
meubles non sujets à dépérissement, et dix fois  
cette valeur pour ceux qui y sont sujets; sans

temps requis  
1 profit du  
compter du  
le propriété

cier n'inter-  
tion établie  
la tiers dé-

lités et con-  
pour purger  
es et hypo-

hypothèque

de les purger  
les.

3 litres trans-  
onservateur,  
ilèges établis

re ou avec les

le contrat, ou declare par le n

3° Que la même signification  
le même délai au précédent  
teur principal;

4° Que l'original et les copi  
seront signés par le créancier  
son fondé de procuration exp  
cas, est tenu de donner copie

Le tout à peine de nullité.

Art. 94. Faute d'exécution  
dans le délai, la valeur de l'in  
ment fixée au prix stipulé e  
déclarée par le nouveau pro  
en conséquence, libéré de tou  
thèque, en payant ledit prix  
seront en ordre de recevoir.

Art. 95. En cas de revende  
aura lieu suivant les même  
établies pour les expropriation  
gence soit du créancier qui  
du nouveau propriétaire.

Le poursuivant énoncera d  
prix stipulé dans le contrat  
somme en sus à laquelle le cr

rec toutes les  
ou, si le titre  
prix auquel il

acquitter sur-  
hypothécaires,  
prix.

l'extrait du  
titre, le nom  
dent proprié-  
et désignation

le leurs dates,  
noms et dési-  
sommés pour  
ital et acces-  
sances éven-  
être inscrites

propriétaire a fait  
é, tout créan-  
acquérir la mise  
indications pu-

nifiée au nou-  
ours, au plus  
requête de ce  
ar cinq myria-  
icile élu et le  
requérant ;

du requérant,  
x à un ving-  
é stipulé dans  
u propriétaire;  
ra faite dans  
riétaire, débi-

ces exploits  
érant, ou par  
lequel, en ce  
procuration :

ces formalités  
ble définitive-  
le contrat, ou  
re, lequel est,  
ilège et hypo-  
créanciers qui

enchères, elle  
mes qui sont  
cées, à la dili-  
a requise, soit

les affiches le  
déclaré, et la  
er s'est obligé

a, au delà du  
ituer au tiers  
ix coûts de son  
ir les registres  
tion, et ceux  
tente.

ire veut con-  
res, il n'a que  
s dettes hypo-  
tendre dernier

rier requérant,  
a soumission,  
ublique, si ce  
ous les autres

Art. 98. Le nouveau propriétaire aura son re-  
cours tel que de droit, contre celui qui lui a  
transmis la propriété, pour le remboursement de  
ce qu'il aura payé ou dû payer au-delà du prix  
stipulé par son titre, et pour l'intérêt de cet excé-  
dant, à compter du jour de chaque paiement.

Les diligences, autorisées dans le présent cha-  
pitre, ne préjudicient en rien à l'action person-  
nelle que les créanciers non payés conservent  
contre le débiteur, ni à l'action hypothécaire  
qu'ils peuvent avoir sur ses autres biens.

Art. 99. Si les titres des précédents propriétaires  
n'avaient pas été purgés des hypothèques et pri-  
vilèges, ils ne peuvent plus l'être par eux ; mais  
le nouveau propriétaire, qui voudra s'en libérer,  
sera tenu de faire transcrire tous les titres anté-  
rieurs aux siens qui ne l'ont pas été, et de faire  
les notifications prescrites à tous les créanciers  
inscrits sur chacun des anciens propriétaires ;  
faute de quoi leurs privilèges et hypothèques  
subsisteront sur l'immeuble.

Art. 100. A l'égard des créanciers privilégiés  
qui sont dispensés de l'inscription de leurs droits,  
ils sont tenus, à peine de déchéance de leurs pri-  
vilèges, de produire la déclaration de leurs  
créances, et les titres et pièces à l'appui, au greffe  
du tribunal civil de la situation de l'immeuble,  
dans les quarante jours des notifications faites par  
le nouveau propriétaire aux créanciers inscrits.

Cependant la production sera reçue, et aura  
son effet pour leur paiement, tant que le nouveau  
propriétaire n'aura pas soldé son prix, et, en cas  
de revente sur réquisition des créanciers, tant  
que l'ordre ne sera pas arrêté et homologué.

Art. 101. L'ordre et la distribution du prix entre  
les créanciers, en cas de revente aux enchères,  
se feront ainsi qu'il sera réglé dans le titre des  
*expropriations forcées*.

Art. 102. Dans le cas où le titre du nouveau  
propriétaire comprendrait des immeubles et des  
meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypo-  
théqués, les autres non hypothéqués, situés  
dans le même ou dans divers arrondissements  
de bureaux, aliénés pour un seul et même prix,  
ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou  
non à la même exploitation, le prix de chaque  
immeuble, frappé d'inscriptions particulières et  
séparées, sera déclaré dans la notification du  
nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a  
lieu, du prix total exprimé dans le titre : le  
créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun  
cas, être contraint d'étendre sa soumission ni  
l'adjudication sur le mobilier ni sur d'autres im-  
meubles que ceux qui sont hypothéqués à sa  
créance et situés dans le même arrondissement ;  
sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses  
auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprou-  
verait, soit de la division des objets de son acquisi-  
tion, soit de celle des exploitations.

#### CHAPITRE VIII.

##### *Publicité des registres, et responsabilité des conser- vateurs.*

Art. 103. Les conservateurs des hypothèques  
sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requiè-  
rent copie des actes transcrits sur leurs registres  
et celle des inscriptions subsistantes, ou certificat  
qu'il n'en existe aucune.

Art. 104. Ils sont responsables du préjudice ré-  
sultant :

1° Du défaut de mention sur leurs registres des  
transcriptions d'actes de mutation, et des inscrip-  
tions requises en leurs bureaux ;

no  
n-  
et  
en  
sa-  
ré-  
que  
tie  
lle

et

et  
i-

ment sera visé gratuitement, d  
par le juge de paix dans l'arroi  
est le lieu où l'exploit aura été  
sera laissé à ce juge une secor

Art. 18. En tête du command  
des titres de créances; et il y est  
par le débiteur de payer, il y  
la vente que le créancier enten  
immeubles du débiteur, les  
signés.

Art. 19. Si la vente est prov  
renable, le créancier à qui  
mille, par l'ordonne le rembour  
certain de la mise à lui par l  
par lui, alors le commandem  
remplacé par la signification  
créancier requérant, ou par  
aux termes de l'article 71 de  
1807. Avant l'expiration de la  
après l'expiration de ce délai, il s  
à l'exploit, les exploitants ou  
fens, ou les propriétaires des fer  
les mains de qui l'exploit a été  
par le créancier, et par le

in titre exécutoire  
comme le cédant,  
ransport a été faite

avoir lieu en vertu  
légal, exécutoire  
; mais l'adjudica-  
un jugement d'ar-  
sé en force de chose

cer en vertu de ju-  
élai de l'opposition.  
n forme exécutoire,  
écutoire est dûment  
eut être poursuivie  
e la République que  
ient situés.

it être annulée sous  
ait commencée pour  
le qui est due.

ite en expropriation.

ropriation d'immeu-  
andement de payer,  
du créancier, à la  
on domicile, par le  
is qu'il soit besoin

la poursuite sur la  
commandement par le  
es moyens au fond

loit de commande-  
dans les vingt jours,  
ondissement duquel  
té signifié; et il en  
onde copie.

dement est la copie  
st déclaré que, faute  
sera contraint par  
id provoquer de tels  
squels seront dé-

voquée par une su-  
le tiers détenteur a  
ser que jusqu'à con-  
e contrat ou déclaré  
ent au débiteur est  
aite, à la requête du  
édent propriétaire,  
la première section,  
trente jours au plus  
ra notifié par extrait  
locataires, avec dé-  
gages ou loyers entre  
autre que celui ou  
jugement y avoir

de quarante jours,  
ment mentionné en  
ation de la réquisi-  
; prévu en l'article  
'apposition des affi-

ier, requérant la re-  
de faire procéder à  
ce délai, tout autre  
itorisé, en son lieu

pirés depuis le jour  
a signification ci-  
aient été apposées,  
à cette apposition

qu'après un nouveau commandement ou une  
velle signification au débiteur.

Art. 23. L'adjudication de l'immeuble au  
offrant et dernier enchérisseur est publiée  
annoncée par des affiches imprimées, conten-  
1° Le tribunal où elle sera faite, avec in-  
tion du jour et de l'heure, lesquels auront  
indiqués par le président personnellement  
pied d'une pétition du poursuivant.

Ce tribunal est celui dans le ressort du  
l'immeuble ou les immeubles, ou la partie  
immeubles qui rapportent le plus de revenu,  
situés;

2° Le département, l'arrondissement et la  
mune de la situation des biens à vendre, avec  
tenants et aboutissants par orientation autant  
est possible; s'il s'agit d'un ou de plusieurs  
de domaines compris dans la même exploita-  
il suffira de les désigner par leur nom, la si-  
tion du chef-lieu d'exploitation, la qualité  
différentes espèces de culture, la consistance  
l'étendue exprimées généralement;

3° Les noms des locataires, fermiers ou ex-  
tants; et si c'est une maison, le lieu et la rue  
lesquels elle est située, et le numéro si les  
sons sont numérotés dans la commune;

4° Les noms, professions, domiciles du déb-  
et du poursuivant, et ceux du tiers détenteur  
y en a un;

5° Les conditions de l'adjudication à faire,  
première mise à prix, déterminée soit par  
mission du créancier requérant, dans le ca-  
l'article 19, soit, dans les autres cas, à douze  
le revenu évalué dans la matrice du rôle, si  
un fonds de terre, ou à huit fois si c'est un  
meuble sujet à déperissement, et à la moitié  
lement s'il s'agit de la vente d'un usufruit ou d  
nue propriété;

6° L'élection de domicile par le poursuivar  
la demeure d'un avoué qu'il déclarera consti-  
à l'effet de poursuivre en son nom et de rec-  
la signification de tous les actes relatifs à la p-  
suite.

Art. 24. Les affiches sont apposées :

1° A l'extérieur du domicile du débiteur;

2° Dans le cas de l'article 19, à l'extérieur  
domicile du tiers détenteur;

3° A l'extérieur des domiciles des fermiers  
exploitants;

4° A l'extérieur des édifices à vendre, s  
en a;

5° Aux lieux destinés à recevoir des affi-  
publiques dans les communes de la situation  
biens, de la demeure du juge de paix, du  
lieu de l'arrondissement, du bureau des hypo-  
ques, et du chef-lieu du département;

6° A la porte extérieure et à celle de l'audi-  
du tribunal civil qui doit faire l'adjudication.  
Il est en outre déposé deux exemplaires  
greffe de ce tribunal, l'un pour servir à l'a-  
dication, l'autre qui sera affiché par le gre-  
dans l'intérieur de l'auditoire.

Art. 25. L'apposition d'affiches vaut saisie  
biens qui y sont détaillés.

Art. 26. Elle est constatée par simple certi-  
daté et signé par l'huissier, au pied d'un ex-  
plaire d'affiche pour chacun des lieux mentio-  
en l'article précédent.

Art. 27. Dans le délai de cinq jours de la  
nière apposition, il est signifié, à la requête  
poursuivant, au débiteur, au tiers détenteur  
y en a, à chacun des fermiers et exploitant  
locataires, à leur personne ou domicile, et  
créanciers inscrits, à leur domicile élu, que

Il est tenu de heures, au pied d sa déclaration de de la personne p dicataire; sinon il propre nom, tenu et suites de l'adju

Art. 44. Il en es judicataire pour u vable, ou n'ayant nombre de celles? se rendre adjudic

Dans ces cas, l dépens et dommag faute de paiement après deux mois cond jugement c sera exécutée par

Art. 45. La part taire de son immo vant et les autres

Art. 46. Chaque sur le registre d tractée; l'enchéri enchère est couv même que cette c

Art. 47. Le sais opposer, après l nullité, ni aucun les actes de la p la nullité ne ré: dement ou de r fiches; auquel c toujours recevab

Art. 48. Le juge attaqué par la v contravention fo

vingt-quatre l'adjudication, on et domicile est rendu adjudicataire en son etes les charges

est rendu ad-irement insol-connu, ou du it la faculté de

utre, tenu des est condamné, quinzaine; et, tisfaire, un se-ndamnation

être adjudica-e : le poursui-vent.

par le greffier t plus être ré-obligé, si son plus forte, lors rait nulle.

s ne pourront un moyen de ormalités dans néanmoins que it de comman-ositions d'af-oullité seraient

on ne peut être ut, en cas de ou de vice de

pour parvenir de l'adjudica-ant.

ceux du com- qui en tient liches et publi-axe en est faite

re de satisfaire t de payer, tant , que tous les anière qu'ils y eux-ci en font u même juge-la revente à la publications à ours, préalable-anière accou-ge le tribunal, e tribunal aura

ur, est notifiée e de son avoué, ie voie; ce seul l'effet.

tion sur la folle la première, le léficit : s'il y a xcedant tourne ofit du débiteur que les créan-s.

ve transmet à

l'adjudicataire la propriété pleine des bie droits adjudgés, affranchis de toute action en revendication, de toutes servitudes, charges, de et hypothèques, en payant, dans les termes p crits, le prix de l'adjudication et accessoires.

Sont exceptés les services fonciers, pater continus, ainsi que les charges et services éta par la loi, lesquels ne sont point effacés par l adjudication.

Art. 53. Ceux qui ont des droits, charges rée ou servitudes occultes ou non continues, à exe sur les héritages à adjuger, les conservent en tervenant dans la procédure d'adjudication, e les revendiquant selon les formes ci-après.

Art. 54. L'exploit d'intervention sera sign sans qu'il soit nécessaire de citer au burea conciliation, tant au poursuivant, à son dom élu qu'au saisi, avec déclaration, de la par requérant, qu'il fera statuer sur la revendical à la première audience qui se tiendra aprè décade à compter du jour de l'exploit, ou à dience indiquée pour l'adjudication si elle plus rapprochée.

Art. 55. Le même exploit contiendra l'énor tion sommaire des titres justificatifs de la re dication, et copie du certificat que le greffier donné du dépôt de ces titres, au greffe, oi parties intéressées pourront en prendre com nication.

Ait. 56. Si la revendication n'a pour objet la propriété ou l'usufruit d'héritages particul et non un corps de domaine compris dans même exploitation, l'exploit contiendra l'inc tion exacte du département, de l'arrondissen de la commune et de la situation de chaque revendiqué, avec mention de sa nature actu de sa consistance et de ses confins par ten et aboutissants : si c'est un corps de domair sera désigné par son nom, ses espèces de cul sa qualité, consistance, étendue et situation les noms des fermiers exploitants ou locata

Art. 57. Le tribunal prononcera, si faire se sur la revendication, au jour indiqué, se l'audience suivante, après avoir entendu le missaire du Gouvernement, soit que la rev cation porte sur la totalité ou partie des l mis en vente.

En cas d'appel, il y sera statué comme en tière provisoire, et sans attendre le tour de

Art. 58. A défaut d'observation des for ordonnées par les articles 54, 55 et 56, u passé outre à l'adjudication, comme s'il n'y pas eu de revendication, à moins que le pou vant ne s'y oppose.

Toutes les fois, au contraire, que l'actio revendication aura été formée conformément articles ci-dessus, il sera sursis à l'adjudica des objets revendiqués.

Mais, en ce cas, le tribunal, après avoir ent les parties qui seraient présentes et le com saire du Gouvernement, pourra ordonner l' adjudication en tout ou en partie des objets noi vendiqués; à la charge de prononcer à cet é par jugement séparé de celui relatif à la que de revendication.

Art. 59. Lorsque l'adjudication n'aura été retardée par une revendication jugée, sans q jugement il résulte aucun changement su biens à adjuger, il suffira de deux publi faites, de dix jours en dix jours, à l'audiem d'une apposition faite quinze jours d'avance lieux accoutumés de la commune où siège l bunal, de placards indicatifs des jour et heu l'adjudication.



Art. 80. Si les créances sont ou rentes autres que des rentes foncières, elles sont colloquées comme exigibles soit de la vente forcée, soit des foires par le tiers détenteur pour purge.

Art. 81. Les rentes foncières ne rentrent, après l'adjudication, charge du meuble qui en est grevé.

Art. 82. Si les créances venant d'être soumises à une condition, l'acquéreur qui doit servir à les payer restitue l'intérêt aux créanciers immobiliers, sans pouvoir leur en débourser avant l'époque où, par l'événement constant que la créance condamnée, sera payée.

Art. 83. Si néanmoins cette condition est éventuelle, comme sera la garantie, en cas d'un trouble qui ne sont annoncés par aucun acte, après un temps de possession, jugement d'hypothèque pour les autres semblables seulement. O

, pour la con-  
bar préférence  
oit du pour-

oute significa-  
quel qu'il soit,  
sus, ne pour-  
nt à la charge  
ont faits, sans

ation de l'or-  
le greffier, de  
à ceux qui  
ontant en être  
xiste au greffe  
ous-ordre jus-  
en opposition  
ur le créancier

t la nature et  
es accessoires  
ou si c'est une  
à laquelle le  
ion. Le borde-  
ut être réglé,  
après l'adjudi-

re subséquent,  
ui ne viennent  
l'adjudication,  
à faite par le  
qu'elles frap-  
adjudgé.

terme, ou pour  
es ou viagères,  
les, par l'effet,  
alités remplies  
l'immeuble.

rites demeu-  
celles de l'im-

en ordre utile  
portion du prix  
sans les mains  
, qui en paiera  
tement posté-  
rer le capital  
, il sera devenu  
uelle n'exis-

nce est pure-  
m recours en  
l'une éviction  
e circonstance  
insidérable, le  
en ce cas et  
mer que, no-  
ance en ordre  
it, ou qui sont  
charge de rap-  
ne et suffisante  
tir à l'emploi.  
t en rentes via-  
mains de l'ac-  
tera un capital.  
our que les in-  
tribution alors  
rel de la rente  
tion du capital  
vice de chaque  
chaque rentier,  
en ordre utile,  
inqué momen-

Art. 85. Si néanmoins, malgré ces mesures l'emploi fait au profit du créancier de la rente viagère n'est pas suffisant par l'événement pour le service annuel de la totalité de la rente, il restera annuellement créancier de la somme à laquelle s'élève le déficit, et cette somme est reprise sur le capital dont il devient chaque année propriétaire, jusqu'à due concurrence; et à l'époque de son décès, le créancier qui le suit n'a plus à recevoir que le restant du capital.

Art. 86. S'il s'agit d'une aliénation volontaire dont le prix, payable par le tiers détenteur, soit à distribuer entre les créanciers, il est libre à celui-ci de faire procéder en justice à l'ordre de distribution de ce prix suivant les mêmes formes tant avec le débiteur qu'avec le créancier, devant le tribunal civil de la situation des immeubles. Si, par le même acte, il a été aliéné des biens assujettis aux mêmes hypothèques, qui soient situés dans plusieurs ressorts, le tribunal est celui dans le ressort duquel se trouve la partie des biens à laquelle la matrice du rôle attribue le plus de revenu.

Art. 87. Si, dans quelque cas que ce puisse être, des créanciers ont procédé entre eux à l'amiable à l'ordre volontaire du prix des biens de leur débiteur vendus dans la forme convenue avec lui, cet ordre ne devient exécutoire que par un jugement d'homologation rendu à la diligence soit des syndics et administrateurs, soit de l'un des créanciers, contradictoirement avec les créanciers réclamants, sur la seule production de leurs titres et pièces, et sans autre procédure que l'assignation qui leur est donnée sans citation au bureau de paix.

Le tribunal qui rend ce jugement est celui de l'arrondissement où se trouve la partie des biens vendus qui rapporte le plus de revenu.

Quelque convaincue que soit la majorité de la commission, que le système hypothécaire qu'elle soutient doit être préféré, elle ne croit pas moins de son devoir de faire des observations rapides sur divers articles de l'autre projet.

## TITRE VI.

### *Privilèges et hypothèques.*

(Art. 8<sup>o</sup> du projet). Le privilège des fermages en cas de baux non authentiques, paraîtrait devoir être accordé pour une année et l'année courante et la même extension semblerait convenable pour les gages dus aux gens de service.

(Le 11<sup>o</sup>). Si le changement sur l'article 8 pour les gages des gens de service était adopté, il entraînerait un dans la rédaction de l'article 1 pour ces mêmes gages.

(Le 15<sup>o</sup>). Si l'on adopte des rentes foncières non rachetables, elles seraient susceptibles d'hypothèques.

(Le 19<sup>o</sup>). La commission pense, quant à l'hypothèque de la femme, que si elle a un contrat, soit qu'elle soit ou non séparée de biens, ce contrat lui donne hypothèque pour sa dot, ses reprises et ce qui lui écherra; mais que, soit qu'il y ait un contrat ou non, soit qu'elle soit commune ou séparée, on ne doit lui accorder d'hypothèque pour indemnité des dettes par elle contractées avec son mari, ou pour remploi des propriétés aliénées, que du jour des obligations ou vente. Quelle source de fraudes que cette faculté d'un mari, de faire primer tous ses créanciers par des obligations auxquelles il fait consentir sa femme.

(Le 21<sup>o</sup>). Il semblerait qu'un mariage passé à l'étranger ne doive emporter hypothèque

Les frais néces-  
saires à l'ordon-  
nance de l'ordre  
à toute créance,  
suivant.

Art. 76. Tout  
acte fait, tout  
acte au delà de ce qui  
seront passer en l'ordre  
personnelle des  
répétition contre

Art. 77. Le ju-  
ge ordonnera la  
simple bordere  
viendront en ord-  
re acquitté par l'adj-  
aucune déclaratio-  
tionnée et allouée,  
entre les mains  
colloqué.

Art. 78. Les bo-  
rdere la somme de la  
ayant le même ra-  
créance chirogra-  
créancier a droit  
reau de cette der-  
s'il y a lieu quan-  
tation.

Art. 79. Le ju-  
ge détermine celles  
pas en ordre uti-  
et ordonne que l'  
conservateur des  
paraient sur l'in-

Art. 80. Si les  
rentes autres que  
elles sont collo-  
soit de la vente fo-  
par le tiers déter-

poser

insés

le le

s et

lra-

bal :

s'ils

olo-

ion,

on,

us-

ire

rge

re,

arc

ur-

ur-

res

po-

ro-

par

qui

pri-

du

qui

à la

dant

rés-

ins-

iers,

aire

ou-

acut

is, pour la con-  
par préférence  
profit du pour-

toute significa-  
quel qu'il soit,  
lessus, ne pour-  
ont à la charge  
iront faits, sans

ogation de l'or-  
le greffier, de  
on à ceux qui  
montant en être  
existe au greffe  
sous-ordre jus-  
e en opposition  
sur le créancier

nt la nature et  
ses accessoires  
; ou si c'est une  
ne à laquelle le  
ition. Le borde-  
peut être réglé,  
l'après l'adjudi-

tre subséquent,  
qui ne viennent  
l'adjudication,  
faite par le  
ce qu'elles frap-  
i adjudgé.

à terme, ou pour  
res ou viagères,  
ibles. par l'effet,  
malités remplies  
r l'immeuble.

is rites demeure-  
réelles de l'im-

en ordre utile  
portion du prix  
dans les mains  
re, qui en paiera  
iatement posté-  
ivrer le capital  
it, il sera devenu  
onnelle n'exis-

éance est pure-  
un recours en  
d'une éviction  
ne circonstance  
considérable; le  
t, en ce cas et  
onner que, no-  
réance en ordre  
ent, ou qui sont  
à charge de rap-  
pne et suffisante  
sentir à l'emploi.  
nt en rentes via-  
s mains de l'ac-  
stera un capital,  
pour que les in-  
tribution alors  
uel de la rente  
ution du capital  
ervice de chaque  
chaque rentier,  
t en ordre utile,  
nanqué momen-

Art. 85. Si néanmoins, malgré ces mesures l'emploi fait au profit du créancier de la rente viagère n'est pas suffisant par l'événement pour le service annuel de la totalité de la rente, il restera annuellement créancier de la somme à laquelle s'élève le déficit, et cette somme est reprise sur le capital dont il devient chaque année propriétaire, jusqu'à due concurrence; et à l'époque de son décès, le créancier qui le suit n'a plus à recevoir que le restant du capital.

Art. 86. S'il s'agit d'une aliénation volontaire dont le prix, payable par le tiers détenteur, soit à distribuer entre les créanciers, il est libre à celui-ci de faire procéder en justice à l'ordre de distribution de ce prix suivant les mêmes formes tant avec le débiteur qu'avec le créancier, devant le tribunal civil de la situation des immeubles. Si, par le même acte, il a été aliéné des biens assujettis aux mêmes hypothèques, qui soient situés dans plusieurs ressorts, le tribunal est celui dans le ressort duquel se trouve la partie des biens à laquelle la matrice du rôle attribue le plus de revenu.

Art. 87. Si, dans quelque cas que ce puisse être, des créanciers ont procédé entre eux à l'amiable à l'ordre volontaire du prix des biens de leur débiteur vendus dans la forme convenue avec lui, cet ordre ne devient exécutoire que par un jugement d'homologation rendu à la diligence soit des syndics et administrateurs, soit de l'un des créanciers, contradictoirement avec les créanciers réclameurs, sur la seule production de leurs titres et pièces, et sans autre procédure que l'assignation qui leur est donnée sans citation au bureau de paix.

Le tribunal qui rend ce jugement est celui de l'arrondissement où se trouve la partie des biens vendus qui rapporte le plus de revenu.

Quelque convaincue que soit la majorité de la commission, que le système hypothécaire qu'elle soutient doit être préféré, elle ne croit pas moins de son devoir de faire des observations rapides sur divers articles de l'autre projet.

## TITRE VI.

### *Privilèges et hypothèques.*

(Art. 8<sup>o</sup> du projet). Le privilège des fermages en cas de baux non authentiques, paraîtrait devoir être accordé pour une année et l'année courante et la même extension semblerait convenable pour les gages dus aux gens de service.

(Le 11<sup>o</sup>). Si le changement sur l'article 8 pour les gages des gens de service était adopté, il entraînerait un dans la rédaction de l'article pour ces mêmes gages.

(Le 15<sup>o</sup>). Si l'on adopte des rentes foncières rachetables, elles seraient susceptibles d'hypothèques.

(Le 19<sup>o</sup>). La commission pense, quant à l'hypothèque de la femme, que si elle a un contrat, soit qu'elle soit ou non séparée de biens, ce contrat lui donne hypothèque pour sa dot, ses reprises et ce qui lui écherra; mais que, soit qu'il y ait un contrat ou non, soit qu'elle soit commune ou séparée, on ne doit lui accorder d'hypothèque pour indemnité des dettes par elle contractées avec son mari, ou pour remploi des biens aliénés, que du jour des obligations ou ventes. Quelle source de fraudes que cette faculté du mari, de faire primer tous ses créanciers d'obligations auxquelles il fait consigner sa

(Le 21<sup>o</sup>). Il semblerait qu'un pays étranger ne doive emp

et qu'y a-t-il à no  
nance qui nomm

(Le 63<sup>e</sup>). Un séc  
faire exploiter ; i  
céder à un bail :

qu'une exploitati

(Le 78<sup>e</sup>). La po  
varicateur doit é

qui l'aura commi

(Le 107<sup>e</sup>). Pour

clamation est si

obligé de former

(Le 118<sup>e</sup>). Il sen

ici que les reven

comme les denier

privilégiés et hyp

par contribution

phaires.

(Le 128<sup>e</sup>). Enten

céder à l'ordre a

vingt-dix jours es

créanciers qui on

sentent cependant

ne peuvent y être

(Le 130<sup>e</sup>). Ne co

le délai à un moi

(Le 132<sup>e</sup>). Le se

pourrait-il pas êt

Et le renvoi à

être fait à la ch

l'audience ?

(Le 145<sup>e</sup>). Ne po

le dépôt au gre

d'après le congé

d'affiches et la pu

communication s.

tième jour, propo

cédure et passé

e l'ordon-

chargé de  
faire pro-  
tra mieux

e.  
estre pré-  
tribunal

dont la ré-  
il encore

exprimer  
aisie sont,  
créanciers  
distribués  
chirogra-

i peut pro-  
de quatre-  
on que les  
ui se pré-  
soit arrêté,

déterminer

nissaire ne  
jours ?  
rait-il pas  
lutôt qu'à

ier à exiger  
cinq jours  
ès-verbaux  
i prendrait  
au quaran-  
tre la pro-  
in de non-

er que tout  
er entraîne  
as possible  
u omission  
drait-il, en  
-il pas que  
ouverait de  
t seulement  
réparer ce  
sauf à fixer  
, et ordon-  
te nouvelle  
ns tous les  
té affiché et

avait pas les  
l'immeuble

ESTAMENT.

i projet).

ou recevoir.

agé de dix-  
testament, et  
le la moitié  
1 majeur de  
1 l'article ci-

*Dévelop.* (Le 3<sup>e</sup> du projet).

La commission, qui n'a pas pensé que l'âge de dix-huit ans dût émanciper de droit, admet cependant que cet âge peut autoriser la faculté de tester. Il a cependant été observé, par un membre de la commission, qu'il lui paraissait extraordinaire et dangereux de donner au mineur, âgé de dix-huit ans seulement, le droit de disposer par la voie la plus exposée à la séduction et à la fraude.

Art. 6, 7, 8 et 9. (Les 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 10. — La disposition par testament est annulée par la mort civile du donateur, survenue dans l'année de la date de l'acte, et encore subsistante au jour de son décès.

*Dévelop.* (Le 10<sup>e</sup> du projet).

La mort civile ouvre la succession de celui qui en est frappé : pourquoi les légataires se trouveraient-ils exclus par la circonstance que c'est une mort civile plutôt qu'une mort naturelle qui ouvre la succession ? Au moins faut-il restreindre l'article de manière qu'on puisse supposer que les dispositions testamentaires ont pu être faites en raison de ce que celui qui les a faites prévoyait qu'il serait dans le cas d'encourir la mort civile.

Il faut avouer que le remède que présente cet article est surtout nécessaire dans le système des auteurs du projet, qui veulent que la mort civile ne cours que du jour de l'exécution du jugement, et non du jour de la prononciation. Le testament que le condamné aura fait dans cet intervalle se trouvera nul ; mais pourquoi pas des ventes, des obligations, un mariage ? Combien il serait plus expédient de faire courir la mort civile du jour de la prononciation du jugement !

Art. 11, 12 et 13. (Les 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> du projet)

*Réd. prop.* Art. 14. — Le malade, dans le cours de la maladie dont il décède, ne peut faire, l'officier de santé qui le traite, un don ou legs excédant le triple de ce qui pourrait lui être légitimement dû.

(Le 14<sup>e</sup> du projet).

Un legs non excessif paraîtrait devoir être autorisé de la part du malade, envers l'officier de santé qui l'a traité.

Art. 15. (Le 15<sup>e</sup> du projet).

*Dévelop.* Le titre des successions n'a pas de dispositions auxquelles ait paru se référer la restriction indiquée à la fin de cet article.

## CHAPITRE II.

*De la portion des biens dont il est permis de disposer, et de la réduction en cas d'excès.*

### SECTION PREMIÈRE.

*De la portion disponible.*

*Réd. prop.* Art. 16. — Les donations, soit entre-vifs, soit à cause de mort, ne peuvent excéder le quart des biens du donateur, s'il laisse, à sa mort, des enfants ou descendants ; la moitié s'il laisse des ascendants ou des frères et sœurs ; les trois quarts, s'il laisse des oncles ou des neveux ou nièces, enfants, au premier degré d'un frère ou d'une sœur.

A défaut de parents dans les degrés ci-dessus exprimés, les donations peuvent épuiser la totalité des biens du donateur.

*Dévelop.* (Le 16<sup>e</sup> du projet).

Un membre de la commission proposait, sur cet article, de distinguer les donations entre-vifs de celles à cause de mort, et de restreindre celles-ci plus que les premières ; il proposait de graduer la faculté de disposer sur le plus ou moins grand nombre d'enfants ; il proposait d'étendre à des degrés de parenté plus élevés que ceux indiqués par le projet, le droit de rendre une portion quelconque de succession indisponible ; mais la commission ne s'est arrêtée qu'à un seul point ; c'est qu'un oncle, étant au même degré qu'un neveu, ne p-

se partage entre eux dans la porportion de portions héréditaires.

*Dévelop.* (Le 22<sup>e</sup> du projet).

Dans le système de représentation, tel que le la commission, il n'y a pas de cas où des héritiers le droit d'opérer réduction concurremment avec parents n'ayant pas ce même droit : donc, le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 22 du projet doit être supprimé même l'être, dans le sens des auteurs du projet les dispositions de leurs articles 49 et 51.

Quant à l'addition proposée au second alinéa une conséquence nécessaire du principe posé par les auteurs du projet eux-mêmes : mais la question ne se pose à plus d'un procès ; il est utile de la décider.

*Réd. prop.* Art. 23. — Pour déterminer la réduction dont peuvent être susceptibles les donations, soit par actes entre-vifs, soit par dernière volonté, on forme une masse des biens existants au décès du donateur, on réunit fictivement toutes les donations entre-vifs, d'après l'état dans lequel étoient les biens donnés à l'époque de la donation, et on en déduit la valeur à l'époque du décès du donateur, fait déduction de toutes les dettes ; et, comparativement à la valeur du patrimoine net du donateur, on vérifie, eu égard à la qualité des héritiers, quelle est la portion dont il a pu bénéficier.

Art. 24, 25 et 26. (Les 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 27. — Le donataire ne peut réclamer les fruits de ce qui excède la portion dont il a pu bénéficier, qu'à compter du jour de la dénonciation faite de la demande en réduction.

*Dévelop.* (Le 27<sup>e</sup> du projet).

Jusqu'à la demande, le donateur est possesseur à titre de fidèle, et fait les fruits siens.

Art. 28. (Le 28<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 29. — Si une demande en réduction n'autorisait la revendication que pour moins de moitié d'un immeuble donné, le donataire aurait droit de retenir l'immeuble en payant la valeur de la portion disponible.

*Dévelop.* Le motif de la disposition de l'article 29 est posé en addition, se présente de lui-même.

Art. 30, 31 et 32. (Les 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> du projet).

### CHAPITRE III.

de leurs

se propose  
tiers aient  
de d'autres  
quatrième  
mé ; il doit  
et, d'après

linéa, c'est  
par les au-  
n a donné  
der formel-

ner la ré-  
les dona-  
ar acte de  
e de tous  
teur ; on y  
ons faites  
étaient les  
et d'après  
nateur ; on  
comparati-  
du défunt.  
itiers qu'il  
u disposer.  
du [projet].  
ne restitue  
disponible  
iation à lui

ur de bonne

nde en ré-  
n que de  
ié, le dona-  
le entier en  
ible.

l'article pro-

' du projet).

la loi.

t.)

éa : sans pré-  
s dispositions

jet).

s personnes  
enfants et  
e incapable,  
tive, ou qui

ersonne inca-  
iet aux-mêmes  
proposée.

**Réd. prop.** Art. 47. — Toute donation faite dans le cours de la maladie dont décède le donateur, ne peut être considérée que comme donation à cause de mort.

**Dévelop.** Il est sensible que la donation faite dans le cours de la maladie dont le donateur vient à décéder lui a été dictée par la considération d'une mort prochaine.

## SECTION II.

### *De la forme des donations entre-vifs.*

Art. 48. (Le 46° du projet).

Art. 49. (Le 47° du projet).

**Dévelop.** En ajoutant au premier alinéa : *du vivant du donateur.*

L'acceptation étant requise pour former le contrat c'est du vivant du donateur qu'elle doit avoir lieu.

Art. 50 et 51. (Les 48° et 49° du projet).

Art. 52. (Le 50° du projet).

**Dévelop.** En ajoutant au premier alinéa : *ou curateur.*  
La mention du curateur est nécessaire pour le cas où le mineur est émancipé.

Art. 53 à 56. (Du 51° au 54° du projet).

Art. 57. (Le 58° du projet).

**Dévelop.** Placé le dernier de la section, comme dans le projet, cet article prononcerait la nullité absolue d'une donation, non-seulement pour défaut de minute et d'acceptation, mais encore pour défaut d'insinuation. Or défaut d'insinuation peut rendre une donation nulle relativement à des tiers, mais non pas absolument à l'égard du donateur et de ses héritiers.

**Réd. prop.** Art. 58. (Le 55° du projet).

**Dévelop.** Les tiers qui auraient contracté avec les héritiers du donateur doivent être dans la même position que ceux qui auraient contracté avec le donateur.

Dans le système hypothécaire proposé par la commission, il est sensible que toutes donations, même récompenses, rémunératoires et aussi celles faites par contrat de mariage, doivent être transcrites, pour dépouiller le donateur, et être opposées aux tiers.

Ajouter au dernier alinéa, *ou ses héritiers.*

Art. 59 et 60. (Les 56° et 57° du projet).

## SECTION III.

*Des cas auxquels la donation entre-vifs peut être révoquée.*

Art. 61. (Le 59° du projet).

**Réd. prop.** Art. 62. (Le 60° du projet).

**Dévelop.** En ajoutant : 3° *S'il lui intente un procès criminel ou diffamatoire.*

Un procès criminel ou diffamatoire, intenté par un donataire contre le donateur, ne caractérise-t-il pas l'ingratitude pour déterminer la révocation de la donation ?

Art. 63, 64 et 65. (Les 61°, 62° et 63° du projet).

**Réd. prop.** Art. 66 (Le 64° du projet).

**Dévelop.** En ajoutant pour quatrième alinéa : *l'option donnée est reprise par le donateur en l'état où il est au moment de la demande.*

L'addition proposée part du même principe qui a servi pour les diverses dispositions de l'article.

Art. 67 à 70. (Du 65° au 68° du projet).

## CHAPITRE V.

*Des testaments ou donations par acte de dernière volonté.*

## SECTION PREMIÈRE.

### *De la forme des testaments.*

Art. 71. (Le 69° du projet.)

ons.

projet).



[Proje

teur testamentaire  
tement, sauf le do  
profit par le testan

*Dévelop.* N'est-il j  
jusqu'à ce jour et bo  
fonction d'exécuteur  
gratuite, sauf les legs

*De la révocation de  
de*

Art. 134 et 135.

*Réd. prop.* Art.  
rieur révoque de c  
rieurement, s'il n'es  
firmation.

*Dévelop.* (Le 125<sup>e</sup>

L'article du projet  
procès sur le plus ot  
de deux testaments, s  
riété entre leurs dispo  
possibilité de les co  
être supposé la der  
tière, s'il n'y rappelle  
précédemment fait.

Art. 137 à 141. (l

*Réd. prop.* Art.  
chose léguée a tot  
testateur.

Il en est de mèn  
sans le fait et la f  
*ne fût en retard d*

*Dévelop.* (Le 131<sup>e</sup>

Pourquoi l'héritier  
chose léguée lorsqu'i  
il possible d'être jan  
ment péri entre les u

les gratui-  
fait à son

ncipes reçus  
larer que la  
entiellement  
faire?

le mort, et

projet).  
ent posté-  
faits anté-  
ent la con-

à bien des  
des clauses  
de contra-  
ilité ou im-  
tament doit  
sur tout en-  
n testament

projet).  
aduc, si la  
t la vie du

s sa mort,  
noins qu'il  
.

perte de la  
livrer? Est-  
e eût égale-  
-ci n'eût-il  
a aurait été

accroisse-  
une même  
e division  
ividus par  
objet na-  
été légué  
même dis-  
le chacun

avoir opérer  
olégataires,  
.

rojet).

se de mort.  
projet).

tres ascen-

et autres  
re de pré-  
znts, peu-  
partage de

l'ascendant  
escendants,  
aquelle il y

avait à craindre qu'il n'observât point l'égalité qui doit présider à un partage; et il a déjà été observé à qu'il point pourrait être porté l'abus, si le père cumulait le droit de donner un quart avec celui de faire un partage qu'aucun autre enfant ne pourrait attaquer qu'en cas de lésion de plus du quart. Un patrimoine de 96,000 fr. pourrait être divisé de telle manière entre six enfants, qu'un aurait 51,000 fr., et chacun des cinq autres 9,000 fr., sans que ceux-ci eussent droit de réclamer.

Art. 150 à 153. (Du 139° au 142° du projet).

*Réd. prop.* Art. 154. — Si le partage fait, soit entre-vifs, soit par testament, ne rappelle pas tous les enfants vivants à l'époque du décès, ou les descendants de ceux prédécédés, le partage est nul pour le tout : l'enfant ou descendant, qui n'a reçu aucune part, en peut provoquer un nouveau en la forme légale.

(Le 143° du projet).

Ce sont tous les enfants vivants à l'époque du décès, qui doivent être rappelés dans un partage, pour la validité.

*Réd. prop.* Art. 155. — Le partage fait par l'ascendant ne peut être attaqué que dans le seul cas où l'un des copartageants allègue et offre de prouver qu'il contient une lésion de plus du quart à son préjudice.

*Dévelop.* (Le 144° du projet).

Le second alinéa de l'article du projet doit être supprimé, et l'on admet ce que propose la majorité de la commission, que l'ascendant qui a fait don à un descendant successible ne puisse faire le partage du surplus de ses biens.

Art. 156. (Le 145° du projet).

La disposition de cet article ne devrait-elle pas être étendue à toute réclamation contre toute espèce de partage?

#### CHAPITRE VII.

*Des donations faites par contrat de mariage aux époux, et aux enfants à naître du mariage.*

Art. 157. (Le 145° du projet).

*Dévelop.* En ajoutant, fin du premier alinéa : *sauf celle de l'acceptation.*

Art. 153. (Le 147° du projet).

*Dévelop.* En supprimant du dernier alinéa les mots : *elle est sujette à la formalité de l'acceptation.*

Toute donation en contrat de mariage étant faite en contemplation du mariage n'est-elle pas une acceptation formelle du donataire? Aussi l'ordonnance avait-elle dispensé ces sortes de donations de la formalité de l'acceptation; et la commission propose de les en dispenser encore.

Art. 159 à 163. (Du 148° au 152° du projet).

#### CHAPITRE VIII.

*Des donations entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.*

Art. 164. (Le 153° du projet).

*Réd. prop.* Art. 165. — Toute donation entre-vifs, faite par contrat de mariage par un époux à l'autre époux, n'est point censée faite sous la condition de la survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée : il en est autrement s'il y a donation réciproque entre les époux, quand elle serait inégale; en ce cas le survivant seul profite du don.

*Dévelop.* (Le 154° du projet).

Si les donations réciproques entre époux n'étaient pas censées faites sous condition de survie, il s'ensuivrait un échange absolu de propriété tel, que les biens du mari passeraient de droit aux héritiers de la femme, et

SECTION IV.

*la dissolution de la communauté.*

ARTICLE PRÉLIMINAIRE.

(Le 50<sup>e</sup> du projet).

DISTINCTION PREMIÈRE.

*tution de la communauté par la dissolution du mariage.*

55. (Les cinq premiers articles de la projet).

(Le 56<sup>e</sup> du projet).

sion n'a pu admettre que la mort civile n'eût donner ouverture au gain de survie. Les urels du mari ne viennent-ils pas à cette ger la communauté, suivre l'existence rt civilement? On a donc pensé qu'il fall t article, et exprimer formellement, au t mort civile, qu'elle donne ouverture a t au gain de survie.

DISTINCTION II.

*ation de biens demandée par la fem pendant le mariage.*

p. Art. 56. — La femme peut, pend former contre le mari une demar on de biens, toutes les fois que sa n péril par la mauvaise conduite le désordre de ses affaires fait crain ens ne soient pas suffisants pour r oits et reprises de la femme, ou, e me a été mise, par son mari, dan ies mobilières.

(Le 57<sup>e</sup> du projet).

e qui essuierait diverses saisies mobili voir d'autres preuves à faire pour obt n? La jurisprudence a toujours admi

61. (Du 58<sup>e</sup> au 63<sup>e</sup> du projet).

p. Art. 62. — La séparation de bi point ouverture aux droits de su e; mais elle conserve la faculté de as le cas de la mort naturelle ou c i.

(Le projet).

n de la mort civile sera nécessaire l'on admet l'observation de la commi

il en est de même si elle a pris dans cet acte la qualité de commune.

(Le 73<sup>e</sup> du projet).

N'est-ce pas le défaut d'inventaire préalable qui doit faire perdre à la femme qui s'immisce dans les biens d'une communauté le droit d'y renoncer?

*Réd. prop.* Art. 73. — Elle ne peut se faire restituer contre la qualité de commune qu'elle a prise étant majeure, quand même elle l'aurait prise avant d'avoir fait inventaire; *sauf les cas où il échoit restitution en faveur d'un majeur contre l'acceptation d'une succession.*

*Dévelop.* (Le 74<sup>e</sup> du projet).

Il paraît juste d'accorder à une femme qui a accepté une communauté tous les moyens de restitution accordés aux majeurs contre l'acceptation d'une succession. Pourquoi les auteurs du projet semblent-ils n'admettre que le dol des héritiers?

Art. 74 et 75. (Les 75<sup>e</sup> et 76<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 76. — La femme peut, suivant les circonstances, demander au tribunal civil une prorogation des délais prescrits par les articles précédents pour sa renonciation, en la faisant ordonner contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

*Réd. prop.* Art. 77. — La femme qui n'a point fait sa renonciation dans le délai ci-dessus prescrit n'est pas déchue de la faculté de renoncer, si elle ne s'est point immiscée avant inventaire : si elle a fait inventaire, elle peut seulement être poursuivie comme commune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé; et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.

Elle peut être également poursuivie après l'expiration des quarante jours, depuis la clôture de l'inventaire, s'il a été fait et clos avant trois mois.

*Dévelop.* (Les 78<sup>e</sup> et 79<sup>e</sup> du projet).

Il est bon que ces deux articles rappellent qu'ils n'ont lieu que faute d'inventaire préalable.

Art. 78. — La veuve survivante, qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté *avant l'inventaire*, est déclarée commune, nonobstant sa renonciation; et elle est en outre privée de sa portion dans les effets divertis ou recelés.

Art. 79, 80 et 81. (Les 80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup> et 82<sup>e</sup> du projet).

## SECTION VI.

*De l'acceptation faite par la femme ou ses héritiers, et du partage de la communauté.*

Art. 82. (Le 83<sup>e</sup> du projet).

### DISTINCTION PREMIÈRE.

#### *Du partage de l'actif.*

Art. 82 à 95. (Les treize articles du projet).

### DISTINCTION II.

#### *Du paiement des dettes de la communauté.*

Art. 96 à 104. (Les neuf articles du projet).

## SECTION VII.

*De l'effet de la renonciation de la femme ou de ses héritiers.*

Art. 105 et 106. (Les 106<sup>e</sup> et 107<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 108. — Elle a droit d'être nourrie, et ses domestiques, aux dépens de la communauté, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer.

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habita-

## TITRE X. (11<sup>e</sup> DU PROJET).

### *De la vente.*

#### CHAPITRE PREMIER.

*De la nature et de la forme de la vente.*

1<sup>er</sup> à 7. (Du 1<sup>er</sup> au 7<sup>e</sup> du projet).

*prop.* Art. 8. — La promesse de vendre, lorsqu'il y a consentement réciproque des parties sur la chose de prix, si la convention est prouvée par écrit, ou par témoins, dans les cas où ce genre de preuve est admissible.

*elop.* (Les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> du projet).

Il paraît utile d'exprimer ce qui peut motiver la différence des cas dans ces deux articles, et pourquoi, dans la convention est absolue, tandis que, dans l'autre, elle est résoluble : c'est que, dans le premier, elle est pure et simple, et justifiée légalement ; dans le second, la promesse d'arrhes est moins considérée comme une preuve de contrat que comme une espèce de convention, qu'on ne remplit pas la promesse, on en sera tenu pour perdre les arrhes ou les restituer.

La commission a pensé aussi qu'il n'était pas inutile de terminer au risque de qui était la chose dans l'un ou l'autre de la promesse de vendre faite avec arrhes, par la résolution ou complément de la convention.

*prop.* Art. 9. — Si la promesse de vendre est assurée que par une tradition d'arrhes, les contractants est maître de s'en dédire, celui qui les a données, en les perdant ; celui qui les a reçues, en restituant le double ; mais, néanmoins, tant que l'abandon des arrhes n'a point été notifié, ou la restitution du double n'a point été faite, l'engagement subsiste, et la chose est vendue au profit de l'acheteur.

10 et 11. (Les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> du projet).

#### CHAPITRE II.

*Qui peut acheter ou vendre.*

12 et 13. (Les 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> du projet).

*prop.* Art. 14. — Les quatre premiers articles du 14<sup>e</sup> du projet).

Les préfets, sous-préfets et autres officiers des biens nationaux dont les ventes sont au ministère ;

les juges, les commissaires du Gouvernement, les greffiers, des immeubles dont la vente est poursuivie devant eux.

Art. 22. — Si, au moment de la vente, la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, la vente pourra, sur la réclamation de l'une ou l'autre des parties, être annulée, ou le prix réduit à la valeur de la portion qui subsiste, laquelle sera déterminée par une ventilation.

*Dévelop.* (Le 22<sup>e</sup> du projet).

En cas de la perte d'une partie seulement de la chose vendue, pourquoi l'acquéreur seul aurait-il le droit de maintenir ou d'abandonner la vente pour la partie conservée? le vendeur ne doit-il pas avoir la même faculté?

#### CHAPITRE IV.

##### *Des obligations du vendeur.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la délivrance.*

Art. 25 et 26. (Les 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 27. — La tradition d'un droit incorporel, comme d'une hérédité d'une servitude, se fait par l'acte même qui la transfère ou la constitue.

*Dévelop.* (Le 27<sup>e</sup> du projet).

Pourquoi n'appliquerait-on pas à la vente d'un droit incorporel la règle adoptée pour la délivrance d'un immeuble vendu?

Art. 28. (Le 28<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 29. — La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

*Dévelop.* (Le 29<sup>e</sup> du projet).

Le changement proposé fait concourir la disposition de cet article avec la règle générale posée en l'article 140 du titre II pour les conventions en général. Il ne paraît pas y avoir de motif pour y déroger à l'égard des ventes.

*Réd. prop.* Art. 30. — Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, et qu'il s'agisse d'un immeuble, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente;

Ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur;

Ou ses dommages-intérêts, si l'obstacle à l'exécution vient du fait d'autrui.

*Dévelop.* (Le 30<sup>e</sup> du projet).

La commission ne peut admettre en aucun cas que le juge puisse rien changer aux conventions des parties, qui sont loi à leur égard.

Art. 31 à 45. (Les quinze derniers articles de la section du projet).

*Dévelop.* (Le 40<sup>e</sup> du projet).

La latitude de la différence d'un dixième en plus ou en moins n'est-elle pas trop étendue?

#### SECTION II.

##### *De la garantie.*

Art. 46. (Le 46<sup>e</sup> du projet).

#### DISTINCTION PREMIÈRE.

##### *De la garantie en cas d'éviction.*

Art. 47 à 52. (Les six premiers articles du projet).

*Réd. prop.* Art. 53. — Si néanmoins les dégradations ont été faites par l'acquéreur, et qu'il en ait tiré un profit, le vendeur a droit de retenir, sur le prix, une somme égale au profit qu'a fait l'acquéreur.

[Proj

*Réd. prop.* Art.  
rente demeure co  
qu'à concurrence  
la proportion qu'  
de l'immeuble a  
peut, ainsi que le  
la licitation, po  
cette proportion.

Cette licitation  
au moins vingt-se

*Réd. prop.* Art.  
par l'acquéreur, a  
venues par le ba  
profit, sur le prix  
currence seuleme  
meuble, résultant

Si les améliorati  
pas été faites par  
a été fixé, l'estim  
dû résulter de  
prix de la licitati  
sur le prix de  
part proportionne

*Réd. prop.* Art.  
tiers détenteurs d  
qu'il paraisse d'u  
porter la charge  
à rente a droit d  
trat, et la rentré  
sans préjudice d  
passé, pour l'inc  
concurrence de l  
réservée.

*Réd. prop.* Art.  
du bailleur à re  
n'a lieu à son pr  
de l'inscription  
laquelle inscripti

vendu à  
euble jus-  
le, et dans  
uit annuel  
rente; il  
provoquer  
tagé dans

cession que de celui du paiement du prix pour lequel  
il pourrait avoir été accordé un délai.

Les frais et loyaux coûts de l'acte paraissent devoir  
aussi être remboursés avec le capital et les intérêts. Il  
faut que l'acquéreur du droit litigieux soit parfaitement  
idemne.

Art. 132 et 133. (Les 118<sup>e</sup> et 119<sup>e</sup> du projet).

## TITRE XI. (12<sup>e</sup> DU PROJET.)

### De l'échange.

Art. 1<sup>er</sup> à 6. (Les six premiers articles).

*Réd. prop.* Art. 7. — La rescision pour lésion  
d'outre moitié a encore lieu dans l'échange, lors-  
que l'un des échangistes a reçu en argent ou effets  
mobiliers une soulte supérieure à la valeur de  
l'immeuble à lui donné en contre-échange.

Dans ce cas, la voie de rescision pour lésion  
ne peut appartenir qu'à celui qui a reçu la soulte.

*Dévelop.* (Le 7<sup>e</sup> du projet).

Pour déterminer le cas où un échange prend le carac-  
tère de vente, il paraît que le rapport à vérifier est celui  
qu'il y a entre l'immeuble donné par un des échangistes,  
et l'argent ou les effets mobiliers livrés par ce même  
échangiste : l'argent ou les effets mobiliers excéderaient-  
ils en valeur l'immeuble, c'est une vente; et cette vente  
sera susceptible de lésion, si le tout ensemble n'atteint  
pas la moitié de la valeur de l'immeuble donné en  
contre-échange.

Les termes du projet sembleraient présenter un contre-  
sens; car où il y aurait soulte excédant de plus de  
moitié la valeur de l'immeuble cédé en échange, pour  
celui à qui la soulte est due, comment y aurait-il action  
en lésion d'outre moitié au profit de celui qui aurait  
reçu la soulte?

Art. 8. (Le 8<sup>e</sup> du projet, moins le second alinéa).

## TITRE XII. (13<sup>e</sup> DU PROJET).

### Du louage.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1<sup>er</sup> et 2. (Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 3. — Le louage d'ouvrage est un  
contrat par lequel l'une des parties s'engage envers  
l'autre à faire quelque chose, moyennant un prix  
convenu entre elles.

*Dévelop.* (Le 3<sup>e</sup> du projet).

Dans le louage d'ouvrage, le bailleur est celui qui  
s'engage à faire quelque chose.

Art. 4 et 5. (Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> du projet).

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Du louage des choses.

*Réd. prop.* Art. 6. — On peut louer toutes sortes  
de biens meubles et immeubles, excepté ceux qui  
se consomment par l'usage seul qu'on en fait.

*Dévelop.* (Le 6<sup>e</sup> du projet).

Consomment paraît plus exact que *consistent*.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### De la forme et de la durée des baux.

Art. 7. (Le 7<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 8. — Si le bail fait sans écrit  
n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une  
des deux parties le nie, la preuve n'en peut être  
reçue par témoins, dans le cas même où on allé-  
guerait qu'il y aurait eu des arrhes données,  
qu'autant que les loyers réunis des années pour  
lesquelles on prétendrait que la convention aurait  
été faite n'excéderaient pas 200 fr.

L'affirmation peut seulement être déférée à celui  
qui nie le bail.

e qu'après  
r du bail.  
lors faites  
it été con-  
rées à son  
n'a con-  
de l'im-

bail n'ont  
emps qui  
qui aurait  
jointe au  
ite reçoit,  
menté, la

ur ou les  
e manière  
pour sup-  
à bailleur  
du con-  
meuble,  
érages du  
is, jusqu'à  
r la rente

priviligée  
si vendu,  
le du jour  
nmeuble;  
r le con-  
ption du

ère est de  
is de libé-  
t lorsqu'il

est permis  
culté sti-  
au taux  
raison de  
nt article,

re stipulée  
is les ca-  
oins sou-

s la vente  
et si, pour  
e rente au  
foncière,

ncière est  
quée.

corporels.

rojet).  
lequel on  
aire tenir  
oursant le  
et loyaux  
jour où le  
à lui faite.

jour de la



*Des diverses espèces de sociétés.*  
7, 8 et 9. (Les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> du p

*lop.* (Le 10<sup>e</sup> du projet).

Commission propose la suppression  
sans concevoir qu'une société soit ce  
sujet en soit déterminé.

*prop.* Art. 10. — Ceux qui le  
et la société, par succession, c  
y tombent en aucune manière  
11 à 16. (Du 12<sup>e</sup> au 17<sup>e</sup> du proj

### CHAPITRE III.

*Engagements des associés entre eux  
vis des tiers.*

#### SECTION PREMIÈRE.

*Des engagements des associés entre eux.*

7 à 21. (Les cinq premiers articles)

*prop.* Art. 22. — L'associé qui  
une somme dans la société,  
3 du jour auquel il est tenu de la

pour les affaires communes, quelques obligations; elle lui doit *indemnité*, si, dans sa gestion, il a éprouvé non pas seulement des *risques*, mais des *pertes*.

Art. 29. (Le 30<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 30. — Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux, ou à un tiers, pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué que par celui des associés qui prouve qu'il lui fait préjudice de plus d'un quart.

*Dévelop.* (Le 31<sup>e</sup> du projet).

C'est quelque chose de bien vague que de supposer un règlement contraire à l'équité. N'est-il pas plus expédient d'assimiler ici ce règlement à tout partage qui n'est susceptible d'être attaqué que pour lésion de plus d'un quart?

Art. 31 à 36. (Du 32<sup>e</sup> au 37<sup>e</sup> du projet).

Art. 37. — 3<sup>e</sup> Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire, avec lui, les dépenses nécessaires pour la conservation des choses de la société, ou pour l'exécution des entreprises qui ont été l'objet de la société.

*Dévelop.* (Le 38<sup>e</sup> du projet).

C'est aussi une des principales obligations de tout associé, de répondre aux appels de fonds nécessaires pour suivre les entreprises qui ont été l'objet de la société.

Art. 38 à 43. (Les six autres articles du projet).

#### SECTION II.

*Des engagements des associés vis-à-vis des tiers.*

Art. 44 à 52. (Les neuf articles du projet).

#### CHAPITRE IV.

*Des différentes manières dont finit la société.*

Art. 53, 54 et 55. (Les 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, et 56<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 56. — S'il a été contracté société pour l'exploitation d'une usine, et que cette usine périsse, la société est éteinte.

*Dévelop.* (Le 57<sup>e</sup> du projet).

L'exemple d'une usine périe et entraînant la dissolution de la société formée pour son exploitation a paru plus sensible que celui proposé par le projet, qui présente une hypothèse extraordinaire.

Art. 57 à 64. (Du 58<sup>e</sup> au 65<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 65. — Il y a juste sujet, pour un associé, de dissoudre la société avant le terme convenu, lorsqu'une infirmité habituelle l'empêche de vaquer aux affaires de la société qui exigent sa présence ou ses soins personnels; lorsqu'un des associés a un caractère insociable; lorsqu'un ou plusieurs des associés manquent à leurs engagements.

La légitimité de ces causes et autres semblables dépend des circonstances, et est, en cas de contestation, laissée à la prudence des arbitres et des juges.

*Dévelop.* (Le 66<sup>e</sup> du projet).

Le caractère fâcheux d'un associé a toujours été compté parmi les causes légitimes d'une demande en dissolution de société.

Art. 66 et 67. (Les 67<sup>e</sup> et 68<sup>e</sup> du projet).

#### TITRE XIV. (15<sup>e</sup> DU PROJET).

##### Du prêt.

Art. 1<sup>er</sup> et 2. (Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> du projet).

#### CHAPITRE PREMIER.

*Du prêt à usage ou commodat.*

#### SECTION PREMIÈRE.

*De la nature du prêt à usage.*

Art. 37 à 41. (Les cinq articles du projet).

*Dévelop.* (Le 27<sup>e</sup>)  
Si le dépositaire  
déposée, pourquoi  
lieu où le dépôt a é  
part du dépositaire,  
inhérentes à la na

*Réd. prop.* Art  
jours se libérer à  
tion de la chose d  
rendue au depos  
quand même le c  
miné pour sa re  
entre les mains  
ou une oppositic

*Dévelop.* (Le 28<sup>e</sup>)  
La faculté de rés  
réciproque; et le  
libérer à sa volon  
la chose déposée.

*Des obligations de*  
Art. 29. (Le 29<sup>e</sup>)

*De*

Art. 30 et 31. )  
*Réd. prop.* Ar  
d'effets que leur  
geurs sont dans  
rieur de la mai  
qu'autant qu'ils  
nelle de l'auber

*Dévelop.* (Le 32<sup>e</sup>)  
L'hôtelier ne par  
qui ont été apporté  
sa garde personnel  
tout voyageur est di  
gens de l'auberge,  
chargées sur ces v  
tiendrait quelque  
l'argent, de l'argen  
rendre responsable  
ment confié ces sor

Art. 33, 34 et

CHAPITRE IV.

*Des obligations du mandant.*

Art. 29 à 34. (Les six articles du projet).

CHAPITRE V.

*Comment le mandat prend fin.*

Art. 35 à 43. (Les neuf articles du projet).

DISPOSITION GÉNÉRALE.

Art. 44. (Le 44<sup>e</sup> du projet).

TITRE XVII. (18<sup>e</sup> DU PROJET).

*Du gage et du nantissement.*

Art. 1, 2 et 3. (Les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 4. — Les immeubles incorporels, tels que les créances mobilières, peuvent être donnés en nantissement, pourvu qu'il en soit fait acte devant notaire, avec minute, portant que le billet ou autre titre de la créance active a été transporté en nantissement, et remis à ce titre entre les mains de celui auquel le gage est donné.

Art. 5 à 12. (Les huit articles suivants du projet).

*Réd. prop.* Art. 13. — Le gage est indivisible, quoique la dette soit divisible entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier. L'héritier, etc. (Le surplus de l'article du projet).

Art. 14. (Le 14<sup>e</sup> du projet).

TITRE XVIII (19<sup>e</sup> DU PROJET).

*Des contrats aléatoires.*

Art. 1<sup>er</sup>. — Le contrat aléatoire est celui par lequel les contractants ne s'obligent l'un envers l'autre que sous une condition réciproquement incertaine, ou par lequel l'un des contractants ne donne ou fait, ou ne s'engage à donner ou faire, que moyennant un bénéfice casuel ou incertain.

*Dévelop.* (Le 1<sup>er</sup> du projet).

La définition proposée par la commission n'est-elle pas plus rigoureusement exacte?

CHAPITRE PREMIER.

*Du jeu et du pari.*

*Réd. prop.* Art. 2. (Le premier alinéa du projet).

A l'égard de ces sortes de jeux, le juge peut réduire à 500 fr. la réclamation de celui qui a gagné, quelle qu'ait été la condition du jeu ou du pari.

*Dévelop.* (Le 2<sup>e</sup> du projet).

Les jeux admis par les auteurs du projet leur ont paru à eux-mêmes dignes d'être encouragés : n'est-il pas nécessaire d'admettre quelque proportion entre ce qui peut être gagné à ces sortes de jeux, et les frais qu'ils entraînent?

*Réd. prop.* Art. 3. — Dans tous les cas, la loi refuse au perdant la répétition de ce qu'il a volontairement payé.

Néanmoins, l'action en répétition est admise, quand il y a eu, de la part de l'un des joueurs, vol ou escroquerie.

CHAPITRE II.

*Du contrat de vente viagère.*

DISTINCTION PREMIÈRE.

*Entre quelles personnes il peut avoir lieu.*

*Réd. prop.* Art. 4. — Les deux premiers alinéa, tels qu'ils sont.

Les personnes qui sont respectivement incapables de recevoir et de donner, ne peuvent aussi contracter ensemble à ce titre.

[Pro]

forme différente  
naires : on peut  
conciliation, ou  
tique ou privé, o  
dans ce dernier  
que si l'objet est  
cents francs.

Art. 17. La tra  
pables n'a pas b  
homologuée par  
testation.

Art. 18. La tran  
fondés du pouvoi  
valable que celle  
elles-mêmes, pou  
la transaction a é  
terminés dans les

Art. 19. Les pa  
voirs pour transi  
tres de leurs con  
par eux entre les  
les caractères d'u

#### *De la res*

Art. 20. Aucu  
réelle née ou à  
rescindée sous p  
à quelque somme

Art. 21. Les  
violences, soit  
sont sujettes à la  
partie qui a sou

Art. 22. La si  
donne pas lieu à  
est intervenu sur  
appel, ignoré des  
tible d'appel, con

Lorsque la tra  
fausses qui ont é

Lorsque des pi  
à la connaissance  
de l'autre ;

Lorsqu'un min  
sur le compte c

entions ordi-  
e bureau de  
acte authen-  
noins; mais  
admissible  
cédant deux

ersonnes ca-  
cutée, d'être  
si de la con-

r procureurs  
ffet, est aussi  
ar les parties  
sur lesquels  
cisément dé-

ttre les pou-  
mmement arbi-  
tion, passée  
s moins tous  
n.

ons.

contestation  
attaquée ni  
ielconque, et  
uisse monter.  
es, soit par  
des parties,  
emande de la  
le dol.

e de fait, ne  
r'est lorsqu'il  
gement sans  
ment suscep-  
ré de l'autre;  
se les pièces  
me vraies;  
té soustraites  
es par le fait

r, a transigé  
tuteur, sans

é de la per-  
cette qualité.  
avait tran-  
prouvait clai-  
judice à ses  
ur prononcer

on passée par  
ment de son  
ncipé, si elle

que où elle a  
à la femme,  
-mêmes, soit  
ar ou le mari,

être attaquée  
mineurs, des  
s publics, ou  
irs, par ceux

r le tuteur au  
ormalités re-  
ns, sont aussi  
es majeurs.  
s actions soit  
nsactions, est

acquise par le cours de quatre années, à compter du jour de la transaction, entre majeurs; et du jour de la majorité, à l'égard des mineurs.

### CHAPITRE III.

#### *Du compromis.*

Art. 28. Le compromis est un acte authentique ou sous seing privé, par lequel deux ou plusieurs personnes s'obligent de s'en rapporter, sur leurs contestations nées ou prêtes à naître, à un ou plusieurs arbitres convenus ou désignés par elles.

Art. 29. Ne peuvent compromettre que ceux qui sont capables de transiger; et on ne peut compromettre que sur les biens, droits et actions dont on a la libre disposition.

Art. 30. Le compromis sur les droits d'autrui n'est valable qu'autant que celui qui le souscrit était autorisé à le faire par une procuration spéciale.

Art. 31. Peuvent être nommées arbitres toutes personnes quelles qu'elles soient, même les femmes mariées ou non, les mineurs âgés de dix-huit ans, les étrangers.

Art. 32. Le compromis qui fixe un délai pendant lequel les arbitres doivent prononcer, est irrévocable pendant ce délai, si ce n'est du consentement commun de tous ceux qui l'ont souscrit.

Si le compromis n'a fixé aucun délai, ou si le délai convenu est expiré, chacune des parties a le droit de le révoquer, en faisant notifier aux arbitres qu'elle ne veut plus tenir à l'arbitrage.

Art. 33. Aucun compromis n'est valable qu'autant qu'on y a formellement exprimé le différend que les arbitres doivent régler; ces arbitres ne peuvent statuer sur des objets non spécialement déterminés au compromis.

Art. 34. Les arbitres ne peuvent commettre un greffier; la décision est rédigée et écrite par l'un d'eux, et signée par tous, même par ceux contre l'avis desquels elle a passé à la pluralité des opinions.

Si celui ou ceux qui ont été d'avis contraire refusent de signer après en avoir été requis par écrit, l'acte contenant cette réquisition sera joint à la décision; et celle-ci aura son effet, étant signée des autres arbitres en plus grand nombre.

Art. 35. Les décisions arbitrales sont datées du jour et du lieu où elles sont rendues.

Art. 36. Les arbitres sont tenus d'exprimer sommairement les motifs de leurs décisions, dans le cas seulement où le compromis contient une réserve d'appel.

Art. 37. Si les arbitres sont partagés d'opinions, et qu'il n'ait pas été pourvu à ce cas par le compromis, les arbitres avertissent les parties du partage; celles-ci nomment un tiers arbitre, ou elles en diffèrent le choix aux arbitres; dans tous les cas, le tiers arbitre doit être nommé dans le cours des deux décades qui suivent l'avertissement. Ce délai passé, si les parties, ou les arbitres autorisés par elles, n'ont pas choisi le tiers arbitre, il est nommé, sur la réquisition de la partie la plus diligente, par le juge de paix du canton dans lequel les arbitres se sont réunis.

Art. 38. Le tiers arbitre n'est appelé que pour lever le partage: les questions sur lesquelles s'est élevé le partage doivent être énoncées dans la décision qui a pu statuer sur les autres questions; le tiers arbitre ne peut connaître que des questions partagées; il est tenu de délibérer et de prononcer avec les autres arbitres sur ces mêmes questions, à peine de nullité de la décision;

! Proj

les réclamer ne se  
pendant le maria

Art. 38. (Le 37<sup>e</sup>

*Réd. prop.* Art  
l'égard d'une cré  
tion, jusqu'à ce q

Contre une acti  
l'action ait lieu;

Contre une cré  
ce jour soit arriv

Sans préjudice  
quant à l'hypothèq

Et celui qui a g  
d'une rente perpé

ché après vingt

Art. 40 et 41. (

*Du temp*

SE

*Dispe*

Art. 42 et 43. (L

*De la pre*

*Réd. prop.* Art.

réelles que perso

*limitée par une d*

vert par vingt a

cette prescription

tres. ou qu'on pui

*Dévelop.* (Le 43<sup>e</sup> c

Il y a une juste p

nation du temps des

int contre la femme

ne court point à  
épand d'une condi-  
ion arrive;  
ntie, jusqu'à ce que

fixe, jusqu'à ce que

de la prescription  
rdu tiers détenteur ;  
labilité du débiteur  
ut plus être recher-  
cette insolvabilité.  
0<sup>e</sup> du projet).

r prescrire.

ÈRE.

érales.

e du projet).

vingt ans.

les les actions, tant  
t la durée n'est pas  
e la loi, se prescri-  
e celui qui allègue  
de rapporter de ti-  
ser de mauvaise foi.

uivre dans la détermi-  
s : il faut en accorder  
puissent être exercées,  
soit en effet : mais ce  
t de n'en pas accorder  
rée des actions que les  
que les familles sont  
bes, que la jouissance  
ranouit, que les tiers  
nées de la fortune que  
contractent, et qui dis-  
ou imprévue qui prend  
et oubliés. Cette der-  
anquillité générale, au  
des conventions, à la  
porter sur l'intérêt des  
i ont négligé d'exercer  
leur laisse un temps  
res : c'est à leur inertie  
qu'ils éprouvent. Ce  
ent se plaindre, mais  
ers, blessés par la lon-  
gueur moyen d'éviter le  
, et seraient punis sans  
faire.  
terminé la commission  
igne des prescriptions.

I.  
le dix ans.

lui qui acquiert de  
immeuble, acquiert  
ontre l'action en re-

vendication de la propriété, de l'usufruit, des  
servitudes, et des hypothèques, privilèges, ou  
autres droits réels, sans distinction de l'absence  
ou de la présence de celui qui aura cette reven-  
dication.

*Dévelop.* (Le 46<sup>e</sup> du projet).

La commission pense qu'il convient d'abolir toute dis-  
tinction d'absence ou de présence de celui contre lequel  
court la prescription. La facilité des communications  
ne permet pas de supposer trop difficile de veiller à ses  
biens parce qu'on n'est pas dans le ressort du même  
tribunal d'appel.

Art. 47. — Le titre nul par défaut de forme  
n'autorise pas la prescription de dix ans.

Art. 48. (Le 49<sup>e</sup> du projet).

Art. 49. (Le 50<sup>e</sup> du projet).

Art. 50. (Le 51<sup>e</sup> du projet).

*Réd. prop.* Art. 51. — L'action de l'architecte  
ou entrepreneur, soit qu'il y ait ou non devis et  
marché, se prescrit aussi par dix ans.

*Dévelop.* La commission a trouvé convenable de ren-  
fermer l'action de l'architecte ou entrepreneur dans les  
mêmes limites qui l'affranchit de la garantie des gros  
ouvrages par lui faits.

#### SECTION IV.

##### *Des autres prescriptions.*

Art. 52 à 61. (Les dix articles du projet).

##### *Appendice aux prescriptions.*

*Réd. prop.* Art. 62. — Les citations en justice  
sur lesquelles il ne s'est pas formé d'instance, les  
commandements et les saisies (dont il est parlé  
en l'article 26 du présent titre), se périment par  
un an, à compter du jour de leur date.

*Dévelop.* Les péremptions sont des espèces de pres-  
criptions qui paraissent devoir être consacrées par le Code  
civil; et l'article 29 déterminant que la prescription n'est  
point interrompue si l'instance, la sommation ou la saisie  
vient à se périmer, il s'ensuit que ce n'est que compléter  
cet article que de fixer les règles des péremptions.

*Réd. prop.* Art. 63. — L'instance (qui est formée  
en justice par la constitution d'un avoué pour le  
défendeur ou pour l'intervenant) dure autant que  
l'action qui fait la matière de cette instance;  
elle se périme de plein droit par le concours de  
la prescription de cette action, et de la disconti-  
nuation de la procédure depuis un an quand la  
prescription s'accomplit, ou pendant un an de-  
puis que la prescription est accomplie.

#### DISPOSITION GÉNÉRALE.

A compter du jour de la publication du pré-  
sent Code, les lois romaines, les ordonnances,  
les coutumes générales ou locales, les statuts ou  
règlements, et toutes lois publiées jusqu'à ce  
jour, cesseront d'avoir force de lois générales ou  
particulières dans les matières qui sont l'objet  
du présent Code, conformément à ce qui est ex-  
pliqué dans le livre préliminaire.

*Dévelop.* La commission a pensé qu'il fallait ajouter  
à l'énumération contenue dans cette disposition, *toutes*  
*les lois publiées jusqu'à ce jour*, ne fût-ce que pour  
entraîner tous ces décrets prodigieusement multipliés  
par les diverses assemblées qui se sont succédées depuis  
la Révolution.



[Disc. du projet

ce sera la discussion  
classement des dis  
cra-t-elle qu'il ne fi

Le **Premier C**  
surtout s'attacher  
divisions, et ne les  
choses; il la charge  
viennent d'être faite  
port.

Le citoyen **Porta**  
les Consuls à la secti  
nière séance, présen  
livre préliminaire d  
publication, aux eff  
en général.

(1<sup>er</sup> projet de loi. De l  
plication

L'article 1<sup>er</sup> est ai

*Prem*

Art. 1<sup>er</sup>. « Les lois  
« la République, qui  
« tion faite par le Pr  
« Ce délai pourra,  
« modifié par la loi  
« tion. »

Le rapporteur dit  
civil, on avait disti  
tratives, judiciaires  
vaient devenir oblig  
raient été publiées  
tives; les secondes,  
par les tribunaux d  
à-dire les lois mixt  
pouvait être relatif  
autorité du jour de

qui éclairera sur le ; peut-être convain-  
e loi unique.

t que la section doit  
l'arbitraire dans ses  
e dans l'essence des  
les observations qui  
aire un nouveau rap-

rès le renvoi fait par  
islation, dans la der-  
objet de loi extrait du  
civil, et relatif à la  
l'application des lois

ion des effets et de l'ap-  
n général).

1 :

ction.

écutoires dans toute  
s après la promulga-  
onsul.

xigence des cas, être  
l'objet de la publica-

ns le projet de Code  
ois en lois adminis-  
s. Les premières de-  
jour où elles au-  
autorités administra-  
à elles l'auraient été  
es troisièmes, c'est-  
ent l'être, en ce qui  
mpétence de chaque  
cation par l'autorité

le tribunal d'appel  
e ce système, et ne  
nts de rédaction.  
bunaux regarde ce  
té dans le projet de  
ontraire aux vrais  
rands abus.

ple lecture de la loi  
appel ne saurait au-  
que, dans l'instant  
est connue des tri-  
tués souvent à une  
x d'appel. Ils dési-  
par ces tribunaux,  
liquer et à l'exécu-  
exécutoire qu'après  
jour de cette publi-  
s à profit pour faire  
ntes les communes,  
où il y a un juge de  
rais d'impression et  
ix pour le trésor pu-  
qui garantit plus de  
lleurs, dans une ma-  
brèt du fisc ne sau-  
ens de l'Etat.

reconnaissant la né-  
toutes les autorités  
ou de leur exécu-  
connaître à tous les  
tiche, proposent de  
omulgation de la loi  
lequel la loi sera au  
s toute l'étendue de

Les divers systèmes que les observations des  
tribunaux nous présentent n'avaient point  
échappé à la section ; elle en avait discuté d'a-  
vance les inconvénients et les avantages.

La publication des lois est une conséquence du  
principe que les lois ne peuvent être obligatoires  
avant d'être connues : mais il est impossible de  
trouver un mode de publication qui ait l'effet  
d'atteindre personnellement chaque individu ;  
on est réduit à se contenter de la certitude mo-  
rale que tous les citoyens ont pu connaître la loi.

Pour peser les divers degrés de cette certitude  
morale, il faut distinguer les lieux et les temps.

Dans l'ancien régime, la loi était secrètement  
rédigée ; on l'adressait ensuite aux cours souve-  
raines. Ces cours pouvaient en refuser ou en sus-  
pendre l'enregistrement, et délibérer des remon-  
trances. L'enregistrement étant une forme préa-  
lable à l'exécution de la loi, cette exécution ne  
pouvait avoir lieu qu'après que la loi avait été  
enregistrée.

Nous devons même faire remarquer que, dans  
la plupart des anciennes provinces de France, la  
loi n'était exécutoire que du jour de la publica-  
tion qui en était faite par les tribunaux infé-  
rieurs.

Le système de ceux qui voudraient ne rendre  
la loi exécutoire que du jour de sa publication  
par les tribunaux d'appel ou par les tribunaux  
d'arrondissement, se rapproche de cet ancien or-  
dre de choses.

Mais cet ordre n'existe plus. Dans notre droit  
actuel, la loi a toute sa force et tous ses carac-  
tères avant d'être adressée aux tribunaux et aux  
diverses autorités compétentes. D'autre part, la  
loi a déjà acquis le plus haut degré de publicité  
par les discours des orateurs du Gouvernement,  
par la discussion du Tribunal et par celle qui est  
faite en présence du Corps législatif. La loi ne  
peut être promulguée par le Premier Consul que  
dix jours après le décret du Corps législatif ; et  
pendant ce délai, la connaissance de la loi con-  
tinue à circuler dans toute la République.

L'envoi officiel de la loi aux autorités compé-  
tentes n'est donc plus, dans la hiérarchie des  
pouvoirs, qu'un moyen régulier de rendre la loi  
plus intimement présente aux différentes parties  
de l'Etat, et d'en assurer le dépôt dans tous les  
lieux où elle doit être obéie.

Cet envoi pouvant être fait partout dans un  
temps déterminé, pourquoi n'adopterait-on pas  
la proposition de fixer un délai suffisant après  
lequel la loi serait, au même instant, exécutoire  
dans toute la France ?

Une telle idée, qu'il n'eût pas été possible de  
réaliser tant qu'il existait des cours qui avaient  
le droit de refuser ou de suspendre l'enregistre-  
ment des lois, ne rencontre aujourd'hui aucun  
obstacle.

Elle aurait, dit-on, l'inconvénient de retarder  
l'exécution des lois dans certains départements,  
et surtout dans ceux où il importe quelquefois le  
plus que les lois soient promptement exécutées.

En retardant l'exécution des lois, lorsqu'elles  
sont déjà suffisamment connues, elle pourrait  
donner lieu, dans le temps intermédiaire, à un  
grand nombre de fraudes contre ces lois.

Mais on peut répondre que, dans les cas rares  
où il serait essentiel qu'une loi nouvelle fût exé-  
cutée sans délai, à Paris et dans les départements  
environnants, cette loi pourrait le déclarer. Nous y  
avons pourvu par une disposition particulière.

Quant aux fraudes dont le délai peut devenir  
l'occasion, on ne les prévient dans aucun sys-

[Disc. du projet]

de la loi du jour  
commissaire du Ge  
ce magistrat la f  
tion.

Le **Ministre de**  
cation de la loi n'e  
est physiquement  
doit être exécutée ;  
d'avoir égard aux  
à prendre pour rég  
cutoire du jour qu  
missaire du Gouver

Le consul **Cam**  
nients qu'on croit de  
publication des lois  
par des exemples.  
ait fait naître, est  
sont obligés de jug  
de l'avoir reçue.  
d'apporter au mode  
sans motifs : pour  
un département où  
culté d'en user?

Le citoyen **Regi**  
étant égaux en droit  
au même moment à  
rigoureuse ou favo

Le **Premier Co**  
l'égalité des droits  
Français sont éga  
moment où elle ar  
tent.

Le citoyen **Emi**  
délai prévient les e  
malveillance des tr  
blir la loi.

Il ajoute que la p  
blizatoins, mais c

ait présentée par le  
ent, on laisserait à  
en différer l'exécu-

**lee** dit que la publi-  
e que lorsque la loi  
dans le lieu où elle  
ne peut s'empêcher

Le meilleur moyen  
déclarer la loi exé-  
présentée par le com-

dit que les inconvén-  
ter du mode actuel de  
pas jusqu'ici justifiés  
uestion que ce mode  
voir si les tribunaux  
rément à la loi avant  
ment qu'on propose  
publication est donc  
er celui qui vit dans  
st connue, de la fa-

se que, les Français  
ent tous être soumis  
de la loi, qu'elle soit

que le principe de  
té, lorsque tous les  
oumis à la loi au  
le lieu qu'ils habi-

que l'uniformité du  
négligence ou de la  
ui diffèraient de pu-

ion de la loi la rend  
devient exécutoire  
nsi ne pas adopter  
ne, c'est s'exposer à  
sous des règles dif-  
peu distances l'une

que la nature des  
ut un délai général  
e l'on peut et que l'on  
rée, et sur un autre  
le la négligence, soit  
raient à priver quel-  
rançais du bénéfice  
de la loi. Il n'y a,  
le citoyen Roderer,  
le jour où la loi de-  
que département de  
rs d'une publication  
concilier.

qu'il ne suffit pas,  
exécution, qu'elle soit  
doit encore être dans  
ne peut s'en assurer  
éral.

ne que ce délai gên-  
as l'assurance que la  
ux les plus éloignés,  
igatoire; au surplus,  
is où la loi acquerra  
rs seront dans le cas  
au magistrat, du  
r la judiciaire; et la  
es, longtemps avant  
gué.

tient que le système  
exécution de la loi. Il  
délibération l'époque

à laquelle la loi deviendrait obligatoire : le délai  
général ne serait maintenu que pour les grandes  
lois civiles; il serait abrogé pour toutes les autres.  
Il est peu de lois dont l'exécution puisse être dif-  
férée pendant vingt-cinq jours; et, lorsqu'elle est  
très-urgente, il faut que le Gouvernement puisse  
l'accélérer en envoyant des courriers extraordi-  
naires.

Le **Ministre de la Justice** dit que déjà les  
tribunaux ont reconnu le principe que la loi, dans  
les matières civiles, peut être exécutoire du mo-  
ment qu'elle est connue, et admettent les actes  
dans lesquels l'une des parties déclare qu'elle  
stipule d'après une loi promulguée et non encore  
envoyée à l'administration. La promulgation, en  
effet, est la vraie publication de la loi; la publi-  
cation locale n'a été imaginée que pour en ré-  
pandre davantage la connaissance.

Le citoyen **Portalis** dit que la promulgation  
complète le caractère de la loi; que la publication  
est la conséquence de la promulgation, et a pour  
objet de faire connaître la loi.

Il ne pense pas, au surplus, qu'il soit contraire  
à la majesté de la loi de la laisser quelque temps  
sans exécution, lorsque c'est la loi elle-même qui  
le veut.

Les difficultés qu'entraîne le retard n'existent  
que pour les lois administratives, parce qu'ordi-  
nairement elles sont urgentes.

Le **Premier Consul** propose de regarder le  
chef-lieu de chaque département comme le point  
de centre où la loi doit être publiée, et de régler  
le délai à raison d'un jour par vingt lieues, à  
partir de la ville où la loi doit être promulguée.  
Cependant, la présomption de la notoriété reposant  
sur le principe que la loi est obligatoire lors-  
qu'elle est connue, le Gouvernement, dans des  
circonstances urgentes, pourrait abrégier le délai,  
en envoyant la loi par des courriers extraordi-  
naires.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** pense que la  
publication matérielle peut seule donner au Gou-  
vernement l'assurance qu'il a rempli le devoir de  
faire connaître la loi. Comment d'ailleurs le tri-  
bunal de cassation pourrait-il annuler des juge-  
ments où la loi serait blessée, s'il n'a la certitude  
qu'elle a été connue par les juges?

Le **Premier Consul** met aux voix la ques-  
tion de savoir si les lois ne seront obligatoires  
qu'après un délai général; il invite les citoyens ré-  
dacteurs du Code civil à voter avec les conseil-  
lers d'État.

Le **Conseil** rejette la proposition de fixer un  
délai général et uniforme à l'exécution des lois.

Le **Premier Consul** charge la section de  
présenter un autre projet d'article.

Le citoyen **Portalis** fait lecture de l'article 11,  
lequel est ainsi conçu :

Art. 2. « La loi ne dispose que pour l'avenir;  
elle n'a point d'effet rétroactif.

« Néanmoins la loi interprétative d'une loi  
précédente aura son effet du jour de la loi  
qu'elle explique, sans préjudice des jugements  
rendus en dernier ressort, des transactions, déci-  
sions arbitrales et autres passées en force de  
chose jugée. »

Il expose que le principe de la non rétroacti-  
vité des lois ne peut être contesté.

Tous les tribunaux, continue-t-il, approuvent la  
première partie de l'article; mais la seconde est  
l'objet de plusieurs observations.

Le tribunal d'Agen prétend que les lois, même  
simplement interprétatives ou explicatives, ne  
doivent point avoir d'effet rétroactif.

[Disc. du proj]

l'intention de la  
défend aux juges  
de disposition gér

Le citoyen **Roe**  
sition réglant le  
la matière d'une l

Le consul **Cam**  
proposition du ci  
souvent embarrass

Le citoyen **Tron**  
difficulté les place  
comme le péristyl  
lorsqu'elle sera pa  
Codes.

Le **Conseil**, co  
tion par laquelle  
séance, réuni en t  
relatifs à la publi  
tion des lois.

Le **Premier C**  
de la nouvelle réc  
*Portalis*

La question des  
les lois extraites c  
en délibération

*Arrêté* sur la réu  
formeront le Code ci

Le **Conseil** a  
suivre les divisio  
Code civil; qu'il  
réunir en un seul  
ront décrétées, et  
du Code civil une

Le citoyen **Bou**  
chapitre 1<sup>er</sup> du pro

e placer l'article qui éter les lois par voie églementaire.

serve que cette dispo- serve juges, elle doit être

dit qu'en adoptant la ulay, on se trouverait classement du projet. ise qu'on pourrait sans e Code civil, qui sera législation française, un petit nombre de

naintient la délibéra- dans la précédente objet de loi les articles x effets et à l'applica-

ordonne l'impression ésentée par le citoyen

nment seront divisées de Code civil est mise

seul corps des lois qui

l'on continuera de uées par le projet de é un projet de loi pour é diverses lois qui sem- ner à tous les articles que de numéros.

ente à la discussion le sur les personnes qui et sur celles qui n'en

uissance et de la priva-

u :

action.

, née d'un Français et les droits résultant de moins qu'il n'en ait s causes ci-après ex-

en pays étranger, d'un

ger, d'un Français qui peut toujours recou- s, en faisant la déclai- on domicile en France. re faite sur le registre t s'établir. »

droits civils est indé- citoyen, laquelle ne re que conformément

demande si l'enfant d'un père inconnu. civils.

pond que lorsque le uit la condition de la les deux articles in- et que les enfants de ans le pays étranger; l'enfant né en France ur de la population a divisus comme Fran-

çais, pourvu que par une déclaration ils exprimas sent la volonté de l'être.

Le citoyen **Boulay** ajoute qu'on peut d'autan moins refuser les droits civils au fils de l'étranger lorsqu'il naît en France, que la Constitution lu donne les droits politiques.

Le **Premier Consul** propose de rédiger ainsi « Tout individu né en France est Français. »

Le citoyen **Tronchet** observe que le fait de la naissance sur le territoire français ne donne qu l'aptitude d'acquérir la jouissance des droits ci- vils ; mais cette jouissance ne doit appartenir qu' celui qui déclare la vouloir accepter.

Le citoyen **Berlier**, pour résoudre la difficulté du consul **Cambacérès**, propose la rédaction sui- vante : « Toute personne née en France d'un père « ou d'une mère non étrangers, jouit, etc. »

Le citoyen **Tronchet** insiste pour qu'on statu- sur l'enfant né en France d'un père étranger. l observe qu'un tel individu n'acquiert les droit- politiques qu'à l'âge de vingt-un ans ; qu'on ne peut laisser son état en suspens jusqu'à cette époque ; qu'il est même possible qu'il ait les droit- civils sans avoir les droits politiques.

Le **Premier Consul** demande quel inconvé- nient il y aurait à le reconnaître pour Français sous le rapport du droit civil. Il ne peut y avoir que de l'avantage à étendre l'empire des lois ci- viles françaises : ainsi, au lieu d'établir que l'in- dividu, né en France d'un père étranger, n'obtien- dra les droits civils que lorsqu'il aura déclar- vouloir en jouir, on pourrait décider qu'il n'en es- prive que lorsqu'il y renonce formellement.

Le citoyen **Tronchet** dit que les rédacteurs du projet de loi se sont conformés aux anciennes maximes sur l'état civil des étrangers, pour ne rien préjuger en faveur des principes de l'As- semblée constituante, qui a admis tous les étran- gers indistinctement à la jouissance des droit- civils, sans aucune condition de réciprocité. Autrefois cette dernière condition, même dans ce cas, ne permettait à l'étranger de recueillir des successions qu'autant qu'il en faisait emploi dans l'étendue du territoire français.

Le citoyen **Roderer** dit qu'au 6 août 1789 l'Assemblée constituante trouva le droit d'aubaine aboli à l'égard d'un grand nombre de puissances. Cependant le fisc retenait un dixième des succes- sions que recueillaient les étrangers ; c'était ce qu'on nommait le droit de détraction. L'Assemblée a aboli le droit d'aubaine, et même le droit de détraction, d'une manière générale et sans con- dition de réciprocité : alors la France s'est trouvée dans une position singulière à l'égard de plusieurs nations.

Par exemple, les Anglais, qui ont maintenu le droit d'aubaine, venaient recueillir des succes- sions en France et ne rendaient pas les succes- sions qui s'ouvraient chez eux au profit des Fran- çais. Mais il ne s'agit pas encore de cette question, elle se lie à l'article 4 du projet. Ce que le Pre- mier Consul propose regarde les enfants nés en France d'un père étranger. La loi civile ne peu- leur accorder moins que ne leur donne la lo- politique pour l'intérêt de la population.

Le citoyen **Tronchet** soutient qu'on ne peu- donner au fils d'un étranger la qualité de Fran- çais sans qu'il l'accepte. Cette condition ne re- garde pas le mineur, parce qu'il n'a pas de vo- lonté ; mais elle doit être exigée du majeur.

Le **Premier Consul** dit que, si les individus nés en France d'un père étranger n'étaient pas considérés comme étant de plein droit Français alors on ne pourrait soumettre à la conscription

[Disc. du proj

ceux qui n'ont j  
qu'à plus forte r  
tour des enfants  
ne craigne pas la  
elle ramènera les  
pères.

Le citoyen **Cre**  
rait moins embar  
sur la différence  
droits civils entre  
car dans le cas où  
la même faveur q  
blée constituante  
comme les Franç  
draît tout son int

Le citoyen **C**  
l'article 4, qui e  
du chapitre II in  
Cet article est ai  
« France des mé  
« cordés aux Fra  
« cet étranger ap

Le citoyen **Tr**  
cussion. Il propo  
tème de l'Assem  
de n'admettre les  
la condition de la

Le citoyen **R**  
l'article 1 du pr  
quelle est tombé

Le citoyen **De**  
pes abolis par l  
plus rigoureux s  
les pouvoirs du  
narchie, attendu  
son gré l'usage d  
fois même il en t

rtenu à la France ;  
t-on faciliter le re-  
is expatriés. Qu'on  
enfants d'émigrés ;  
aient enportés leurs

cette discussion se-  
on se fixait d'abord  
ra par rapport aux  
ais et un étranger ;  
derait aux étrangers  
it accordée l'Assem-  
appelant à succéder  
tion qu'on agite per-

ande qu'on discute  
1<sup>er</sup> de la section 1<sup>re</sup>  
*Etrangers en général.*  
« L'étranger jouit en  
civils que ceux ac-  
la nation à laquelle

pte cet ordre de dis-  
abord entre le sys-  
ante et le système  
à succéder que sous

mande qu'on adopte  
re l'erreur dans la-  
e constituante.

serve que les princi-  
constituante seraient  
stitution qui limite  
ut que sous la mo-  
pouvait modifier à  
ubaine, et que quel-  
e.

emande quelle était  
t le changement in-  
ituante.  
lit que l'Assemblée  
d'aubaine aboli, ou  
ne grande partie des  
changements étaient  
diers, plus ou moins  
les étrangers qu'ils  
pas d'une successibi-  
nt seulement le fisc.

valoir contre eux le  
aient pas leurs pa-  
aient pas même avec  
même degré, parce  
cité active de succé-

l'Assemblée consti-  
t, sans distinction, et

Il s'agit aujourd'hui

au droit établi par

si l'on rentrera dans

décret ; traités qui

faveur des Français,

dre ou modifier par

Ces traités portent

l'exemption du droit

les nations chez les

ité stipulée pour les

sion ne change rien

droit diplomatique,

es peuples ; il rend,

aux traités.

it qu'on pourrait ré-

ls, dont les étrangers  
régles par le droit  
ropose la rédaction

suivante : « L'étranger jouit en France des droits  
« civils qui sont stipulés par les traités. »

Le **Consell** adopte le principe de l'article.  
Les diverses rédactions proposées sont renvoyées  
à la section de législation.

Le **Premier Consul** charge le citoyen Rœ-  
derer de lui présenter le tableau des rapports que  
les traités ont établis entre la France et les autres  
nations, en ce qui concerne les droits civils.

L'article 5 est adopté ; il est ainsi conçu :

« L'étrangère qui aura épousé un Français,  
« suivra la condition de son mari. »

La discussion est ouverte sur l'article 6, lequel  
est ainsi rédigé :

« L'étranger qui aura fait la déclaration de  
« vouloir se fixer en France pour y devenir  
« citoyen, et qui aura résidé un an depuis cette  
« déclaration, y jouira de la plénitude des droits  
« civils. »

Le **Premier Consul** dit qu'il conviendrait de  
le rédiger ainsi : « L'étranger qui aura été admis  
« à faire la déclaration qu'il veut se fixer, etc. »

Il demande si l'admission donnera aussitôt à  
l'étranger le droit de succéder.

Le citoyen **Emmery** répond que c'est dans  
l'intention d'empêcher cette successibilité préma-  
turée, que la section propose d'assujettir l'étranger  
à une année de stage politique. Les successions  
ouvertes après ce stage lui appartiendraient ; il ne  
recueillerait pas celles qui s'ouvriraient avant  
l'expiration de l'année.

Le citoyen **Tronchet** propose d'ajouter : *et qui  
continuera de résider.*

L'article est adopté, sauf rédaction.

L'article 7 est adopté ; il est ainsi conçu :

« L'étranger, même non résidant en France, est  
« soumis aux lois françaises pour les immeubles  
« qu'il y possède ; il y est personnellement soumis,  
« pendant sa résidence ou son séjour, à toutes les  
« lois de police et de sûreté. »

L'article 8 porte : « L'étranger, même non ré-  
« sidant en France, peut être cité devant les tri-  
« bunaux français pour l'exécution des obliga-  
« tions par lui contractées en France avec un  
« Français ; et s'il est trouvé en France, et il peut  
« être traduit devant les tribunaux de France,  
« même pour des obligations contractées par lui  
« en pays étranger envers des Français. »

Cet article est soumis à la discussion.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il est nécessaire  
d'ajouter à cet article une disposition pour les  
étrangers qui, avant procès entre eux, consentent  
à plaider devant un tribunal français ; que si l'on  
veut laisser subsister la caution *judicatum solvi*,  
il est également nécessaire de s'en expliquer for-  
mellement.

Le **Ministre de la Justice** observe que cette  
caution est indispensable, qu'elle est la garantie  
du citoyen qui plaide contre un étranger.

Le citoyen **Tronchet** observe que la disposi-  
tion sur la caution trouvera sa place dans le Code  
de la procédure civile ; que, jusqu'à ce qu'il soit  
décrété, la matière sera régie par les lois anciennes.

Le consul **Cambacérès** dit qu'un article placé  
à la fin du projet de Code fait cesser l'effet des  
anciennes lois ; qu'il y aurait donc du danger  
pour les Français, de remettre à un temps plus  
éloigné à leur donner les sûretés résultant de la  
caution *judicatum solvi*.

Le citoyen **Boulay** propose de rejeter à l'article  
suivant la disposition sur la caution que devra  
fournir l'étranger, ou d'en faire la matière d'un  
nouvel article.

Le citoyen **Portails** dit que cette caution n'étai



[Disc. du pro

L'article 13 est  
ainsi conçu :

- « Une femme :
- « ger, suivra la
- « Lorsqu'elle
- « vrera la quali
- « réside en Fran
- « sa déclaration

Le **Premier**  
devenue veuve,  
de Française, r  
qu'elle aurait é  
son mariage, d  
épousé un étrang

Les citoyens T  
que l'article lui  
sions; qu'elle n  
qu'elle a renonc  
par le mariage c

Le **Ministre**  
point devrait se  
les nations étra  
se marient en Fi

L'article est ac

Le citoyen **Pe**  
article additionn  
à la femme fran  
son mari frança

Le citoyen **Ti**  
tion donnerait l  
et ses enfants p  
Si l'on se déci  
citoyen Portalis  
femme à donne  
ses biens qu'en  
trera en France  
veuve.

Le citoyen **Be**

la discussion; il est

il épousera un étranger son mari.

La veuve, elle recueille, pourvu qu'elle y rentre en faisant y fixer. »

On demande si la femme, reprenant la qualité aussi les successions à recueillir pendant où elle n'aurait pas

**Boulay** répondent brièvement ces successions en plaindre, attendu qu'il a ses droits civils rétractés.

**Portalis** observe que ce qui se pratique chez les étrangers des femmes qui

On demande qu'il soit fait un service les droits civils soit en pays étranger s'expatrie.

On demande qu'une telle exception. Le mari expatrié des biens de sa femme. On traite la proposition du moins obliger la femme ne disposera de son patrimoine, et qu'elle renonce où elle deviendrait

*(Saint-Jean-d'Angély)* a été décidée par l'Assemblée.

On demande que le citoyen Portalis porte à cet article.

On demande qu'il y a une grande question qui épouse un étranger, ayant épousé un étranger, lorsqu'il s'expatrie : la femme renonce à ses droits civils que pour avoir fait

Portalis est ajournée. On demande la section II, intitulée *des droits civils par une condamnation*.

On demande le premier de cette section, et adopté. Il est ainsi : « La peine de mort, qui s'étend à toute la famille, les seules qui empor-

On demande discutés; ils portent : « L'effet de la mort civile aura lieu que du jour de la condamnation par effigie du juge-

On demande la mort civile pendant la suspension du délai d'acquiescement.

On demande cinq ans. »

On demande que l'article 16 supprimé et exécuté par effigie de cinq ans, pendant son jugement en se basant sur l'ancienne législation pas exclusif : seulement la contumace ne jouissait

pas des droits civils; mais à quelque époque qu'il se représentât, on recommençait la procédure; et si le condamné était absous, le jugement avait un effet rétroactif : cependant on ne restituait pas les biens qui étaient échus pendant la contumace. La section propose de substituer à ce système une suspension de la mort civile et des effets qu'elle a pu produire pendant cinq ans. Elle n'a pas considéré que la mort civile n'est pas une peine directe, mais seulement un effet et une conséquence de la peine capitale. Aux yeux de la loi civile, le mort civilement n'existe pas plus que celui qui a été privé de la vie naturelle : ainsi, vouloir qu'un homme contre lequel a été exécutée par effigie une peine qui entraînait la mort civile ne soit pas réputé mort par rapport aux droits civils, c'est vouloir qu'un mort soit regardé comme vivant. Ce n'est que par humanité qu'on admet le contumax à se représenter et à solliciter un jugement qui efface sa première condamnation. Mais la représentation n'est qu'une condition résolutoire : elle n'a ses effets que lorsqu'elle s'accomplit; elle ne change rien à ce qui a précédé ce moment : dès lors il est impossible de supposer que la mort civile n'a pas existé.

D'un autre côté, la mort civile faisant cesser les droits civils, on ne peut laisser au condamné la portion de vie qui lui est nécessaire pour devenir successible, et pour le devenir au préjudice de parents honnêtes, ce serait donner à celui contre lequel s'élève la présomption d'une condamnation, la préférence sur celui qui jouit de la plénitude de la vie civile.

Le citoyen **Boulay** répond que la section a dû prendre pour guide la loi criminelle telle qu'elle existe aujourd'hui : cette loi ne frappe pas d'abord le condamné d'une mort civile absolue, et telle qu'elle lui enlève tous ses droits, mais d'une quasi-mort civile, qui ne lui imprime que quelques incapacités. Ce système a été introduit en faveur de l'innocence : en effet, l'homme le moins coupable peut avoir de justes motifs de craindre les préventions; il peut vouloir se mettre à l'écart pour apprendre, par la procédure, s'il doit se confier à l'impartialité de ses juges, ou redouter les manœuvres de ses ennemis.

La question, au surplus, n'a d'intérêt que pour les héritiers appelés, à défaut du condamné, à recueillir les successions qui peuvent s'ouvrir pendant le délai de cinq ans. C'est en leur faveur que la section propose de suspendre pendant un temps les effets de la mort civile, afin que leur sort ne dépende pas de l'hypothèse de la révocation du jugement.

Le consul **Cambacérès** dit que la section dans son projet, suppose toujours que l'accusé est innocent et doit se représenter. Ce raisonnement repose sur une base souvent fautive : la présomption s'élève en faveur de la justice; il faut croire que l'accusé fugitif a eu de puissants motifs de prendre ce parti.

Un délai n'est pas nécessaire à l'intérêt des enfants du condamné, puisqu'ils prennent directement les successions que leur père aurait recueillies s'il eût conservé ses droits civils.

Le **Ministre de la Justice** observe qu'un jugement, même par défaut, doit toujours s'exécuter, tant qu'il n'y a pas d'opposition; que le jugement par contumace n'est qu'un jugement par défaut, qui doit avoir son effet (et qui l'a réellement par l'effigie) tant qu'il n'est pas attaqué; que suspendre ses effets pendant cinq ans indépendamment de toute opposition, ce serait s'écarter des principes reçus.

[Disc. du proje

DU 14 THERMIDR

(Dim

Le **Premier** C

Le second et le

Le citoyen **Por**  
rédaction du proje  
du 4 de ce mois,  
*effets et à l'applica*

(1<sup>er</sup> du projet de l  
et de l'application de

L'article premie

Art. 1<sup>er</sup>. « Les l  
« le territoire co  
« compter de leu  
« Consul ; savoir :  
« Dans le ressor  
« lai de...

« Dans le ressor

Le citoyen **Def**  
simple de régler l  
lées par vingt-cin

Le **Ministre**  
mière partie de l'  
chaque ressort lu  
ne convient pas à

Le **Premier** C  
clarer obligatoir  
vernement, du jo  
les autres départe  
calcule à raison c  
nant le chef-lieu j  
nière que, quand

DE LA RÉPUBLIQUE.

du 1801).

préside la séance.

Consuls sont présents.

Lecture de la nouvelle

présenté dans la séance

à la publication, aux

vis.

à la publication des effets

conçu :

on.

exécutoires dans tout

de la République, à

ation par le Premier

al de..., après le dé-

ès le délai de..»

serve qu'il serait plus

les distances calcu-

stice appuie la pre-

is la spécification de

op réglementaire, et

it qu'on pourrait dé-

ieu où siège le Gou-

romulgation; et dans

ès un délai qui serait

par lieue, en pre-

de distance : de ma-

rait connue, elle se-

les départements. Ce

l'avantage d'être in-

n territoriale. Ainsi

le modifier, s'il sur-

ans les divisions ac-

serait fixée par un

sserait au Gouverne-

les distances, toutes

naturels, comme un

chute d'un pont, ou

intercepteraient les

te qu'il est des chefs-

ment rapprochés de

rait obligatoire deux

on, c'est-à-dire dans

urt pour qu'elle pût

rtement. Pour échap-

itoyen Tronchet pro-

lai uniforme et inva-

jouter ensuite un se-

s distances.

qu'on pourrait fixer

tre heures.

ouve la rédaction de

propose la rédaction

auront été promul-

gatoires dans les délais

ait que l'article s'ex-

on des lois dans les

aux.

it que cet objet doit

ue le Gouvernement

L'article de la section est rejeté. Le Premier Consul la charge de rédiger un nouvel article, d'après les amendements qui ont été proposés.

L'article 2 est adopté; il est ainsi conçu :

« La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a

« point d'effet rétroactif. »

L'article 3 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« La loi oblige indistinctement ceux qui habi-

« tent le territoire. »

Le citoyen **Tronchet** dit que cette rédaction est trop générale. Elle contredit l'article 7 du projet sur les droits civils, lequel ne soumet l'étranger qu'aux lois de police et de sûreté. On pourrait le rédiger ainsi :

« La loi régit les propriétés foncières situées

« sur le territoire de la République, les biens

« meubles et la personne des Français. »

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély)

observe que l'article ne s'entend que des lois ci-

viles, en tant qu'elles prononcent sur les droits

personnels et sur la propriété des étrangers.

Le citoyen **Tronchet** répond que l'étranger n'est pas soumis aux lois civiles qui régissent l'état des personnes.

Le citoyen **Regnier** pense qu'on peut laisser subsister la rédaction générale, parce qu'ensuite on établira les exceptions.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély)

répond que l'on serait forcé d'aller plus loin, si

l'on voulait énoncer ici toutes les exceptions :

elles ne concernent pas les étrangers seuls, mais

encore les femmes françaises mariées à des étran-

gers, les Françaises veuves d'étrangers, et plu-

sieurs autres personnes. Il suffit donc ici de po-

ser le principe; les exceptions se trouveront dans

tous les autres projets de loi.

Le citoyen **Tronchet** propose de retrancher le

mot *indistinctement*.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 4 est soumis à la discussion; il est

ainsi conçu :

Art. 4. « La forme des actes est réglée par les lois

« du pays dans lequel ils sont faits ou passés. »

Le citoyen **Rechercher** dit que si, dans cet arti-

cle, l'on a en vue les actes passés en France, on

suppose que la forme des actes ne sera pas la

même dans tous les départements; que si la dis-

position s'applique aux actes passés en pays étran-

ger, le législateur sort du cercle où il doit se ren-

fermer, parce qu'il ne lui appartient pas d'étendre

son pouvoir au delà du territoire français. Il con-

viendrait donc de se borner à dire que les actes

faits par les Français en pays étranger sont vala-

bles lorsqu'ils sont dans la forme prescrite par

les lois du pays où ils ont été passés.

Le citoyen **Regnier** observe que de tels actes

sont valables en France, même lorsqu'ils ont été

faits par des étrangers; il ajoute qu'au surplus le

législateur français ne prononce sur le mérite de

ces actes qu'autant qu'on les ferait valoir en

France, et que les tribunaux français seraient for-

cés de les juger.

L'article est adopté.

Les articles 5 et 6 sont présentés à la discus-

sion; ils sont ainsi conçus :

Art. 5. « Il est défendu aux juges d'interpréter

« les lois par voie de disposition générale et ré-

« glementaire. »

Art. 6. « Le juge qui refusera de juger sous

« prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'in-

« suffisance de la loi, se rendra coupable de déni

« de justice. »

Le citoyen **Regnier** demande que l'article 6

[Disc. du projet]

« ses dispositions ne  
« prétexte que ces act

Le citoyen **Regni**  
section paraît avoir

contraire à la présen

La rédaction ne re  
idée.

Le citoyen **Roder**  
un autre rapport. Il c  
tenir que des disposi  
déclarer nuls *certain*  
ces d'actes. Des act  
être suspects que pa  
sont susceptibles de

Le citoyen **Réal**  
non les lois qui pro  
même espèce, mais  
ces lorsqu'ils sont  
stances. Ainsi une  
individu en faillite,  
dent la faillite, est n  
gation serait un ac  
parce qu'elle a été se  
qui la flétrissent d'un

Le citoyen **Roder**  
à la loi, mais aux tri  
déclarer nuls certain

Le citoyen **Regn**  
doit être prononcée  
un jugement.

Le citoyen **Porta**  
rédaction, on avait  
indiquer que la loi  
prévenir la fraude  
qu'ils sont tous fra  
dans la séance du  
remplacé par celui de

Le citoyen **Regn**

être éludées sous point frauduleux.»  
 l'intention de la clure toute preuve blie par la loi.  
 ez clairement cette

la rédaction sous loi ne devant con- érales, elle ne peut ais certaines espè- uliers ne peuvent de leur nature, ils

l'article concerne ous les actes d'une de toutes les espè- certaines circon- souscrite par un ix jours qui précè- parce qu'une obli- e sa nature, mais s des circonstances ption de fraude.  
 e que ce n'est pas qu'il appartient de terminés.

ne que la nullité i et appliquée par

, dans la première e mot *crainte* pour les actes nuls pour e qu'elle suppose : il rappelle que, ois, ce mot a été tion.

oppose la rédaction

des circonstances, frauduleux, on ne qu'ils ont été faits

ve cette disposition annuler des actes ur présomption de roscrit l'obligation ls de famille.

c'était pour rendre n'il serait possible, actes suspects de l'expression *par la*

ve que sa rédaction ralité qu'on désire ; es qu'elle n'attein- d'autres lois ; que r que l'on n'admet- ntre la présomption

que la section a té de la chose en a légale : cependant nt elle se sert, peut lui est encore per-

Regnier étant plus es de la section.

dit que, dans l'in- icle ne s'applique e comme les présu- actes nuls pour dol, et autres vices ; ce obligations.

Le citoyen **Rœderer** propose la rédaction suivante :

« Lorsque la loi, par la crainte de quelque « fraude, aura prohibé certains actes sous peine « de nullité, on ne sera pas admis à prouver « qu'ils ont été faits de bonne foi. »

Le citoyen **Tronchet** observe que la prohibition et la nullité dont il s'agit ne sont établies qu'en faveur des tiers ; qu'ainsi on ne doit parler ici que des actes frauduleux.

La rédaction du citoyen **Regnier** est adoptée.

L'article 8 est soumis à la discussion et adopté ; il est ainsi conçu :

« Il ne peut être dérogé, par des actes particu- « liers, aux lois qui intéressent l'ordre public et « les bonnes mœurs. »

Le citoyen **Boulay** présente le chapitre 1<sup>er</sup> de la nouvelle rédaction du titre *concernant les personnes qui jouissent des droits civils et celles qui n'en jouissent pas*.

Les articles 1 et 2 sont adoptés ; ils sont ainsi conçus :

Art. 1<sup>er</sup>. « Tout Français jouit des droits civils « résultant de la loi française. »

Art. 2. « Tout individu né en France est Fran- « çais. »

L'article 3 est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

« Tout enfant né d'un Français en pays étran- « ger est Français. »

« Tout enfant né en pays étranger, d'un Fran- « çais qui avait abdiqué sa patrie, peut toujours « recouvrer la qualité de Français, en faisant « la déclaration qu'il entend fixer son domicile « en France.

« Cette déclaration doit être faite sur le regis- « tre de la commune où il vient s'établir. »

Le citoyen **Defermon** demande la suppression de la troisième disposition, laquelle, dit-il, est purement réglementaire.

Le citoyen **Berlier** attaque la seconde : il observe qu'on ne tient la qualité de Français que de deux circonstances, ou de la naissance sur le sol de la République, ou de la naissance d'un père Français ; or l'enfant né en pays étranger d'un père qui a abdiqué la France, n'a ni l'un ni l'autre de ces deux avantages. Ce que l'Assemblée constituante a fait en faveur des religionnaires fugitifs ne peut servir ici d'exemple ; les pères ne s'étaient expatriés que forcément.

Il ne faut pas d'ailleurs perdre entièrement de vue les circonstances : elles obligent quelquefois à modifier le principe général pour des motifs d'intérêt public. Peu d'autres que les enfants d'émigrés profiteront de la seconde disposition de l'article. Peut-être serait-il plus prudent de ne les admettre à devenir Français que suivant le mode établi pour les étrangers : ce ne serait pas les soumettre à des conditions onéreuses et difficiles ; et l'on donnerait au Gouvernement la facilité de repousser ceux d'entre eux dont la présence paraîtrait dangereuse.

Le citoyen **Boulay** dit que la disposition qu'on attaque est due à la faveur de l'origine, et qu'elle sera d'un usage plus fréquent qu'on ne le suppose. Elle est juste ; car le fils ne doit pas porter la peine d'une abdication à laquelle il n'a pas concouru.

Cependant, si l'on craint que les enfants des émigrés n'en abusent, on pourrait ne leur laisser remplir les formalités prescrites pour devenir Français, que lorsqu'ils y auraient été admis par le Gouvernement.

Le consul **Cambacérès** dit que peut-être la

[Disc. du projet d

la liste actuelle n'éta  
peut être effacée par  
empêcher de se mar  
scrits ; et il en sera :  
paré les vrais et les :  
sur la liste que les p

Le citoyen **Tronc**  
proposée par le cons  
toute équivoque.

Le **Premier Con**  
de l'équivoque qui  
émigrés, est indispen  
nation grande et ind  
tout ; elle se répand  
suite. Mais les Franç  
ne vivent chez l'étra  
fortune : les actes  
rattacher à un autr  
que pour obtenir un  
projets. Il est dans  
France quand leur f  
t-il les repousser ? S  
des ordres de cheva  
confondre avec les c  
les armes contre les

Le citoyen **Berli**  
des raisons de comm  
chez l'étranger, n'al

Le **Premier Co**  
de dire, que, s'il ar  
envahie par l'enne  
on ne pourrait, av  
habitants qui vien  
de la République, c  
Français. parce qu  
ancien pays au mo  
parce que même ils

souverain. La néces

nitive, puisqu'elle  
tion, on ne peut  
ui ne sont qu'in-  
à ce qu'on ait sé-  
rés, en ne laissant

que la rédaction  
ères ferait cesser

e l'article, dégagé  
ait appliquer aux  
nation française,  
est répandue par-  
davantage par la  
que les émigrés,  
pour pousser leur  
s ils paraissent se-  
ment ne sont faits  
nécessaire à leurs  
on de rentrer en  
achevée; faudra-  
ils même affiliés à  
ait injuste de les  
ont été prendre

les Français, que  
fortune conduisent  
s leur patrie.

ce à ce qu'il vient  
our qu'une contrée  
édée par un traité,  
lire à ceux de ses  
olir sur le territoire  
du leur qualité de  
as abandonné leur  
qu'il a été cédé;  
erment au nouveau  
server leur fortune,  
porter en France,  
ausmigration.

opose la rédaction  
en pays étranger,  
ué sa patrie, pourra  
é de Français, en  
attend fixer son do-

it que pour l'avenir,  
rés qui sont actuel-  
vera réglé par les  
le Code civil ne  
on.

**Renou** observe qu'il  
dans les familles,  
des émigrés, soit  
adication; que la lé-  
sante pour décider  
ible de faire une loi  
s; qu'on pourrait  
dispositions sur  
émigrés, et en dé-  
l.

l'article 3 tel qu'il

la rédaction pré-

nde si l'enfant né  
ation de son père,  
le du jour qu'il a  
e fixer en France,  
mais perdus.

nd qu'il recueille  
it sa déclaration,  
pas acquise contre  
naire français est

différent, en ce point, de celui de l'étranger qui obtient la naturalisation.

Le citoyen **Regnier** dit qu'il y a beaucoup d'inconvénients à revenir sur des successions partagées; car les familles ont fait leurs arrangements, et se sont liées par des mariages dans la supposition contraire.

Le **Premier Consul** dit que les questions qu'on agite se lient à l'article 13, lequel est ainsi conçu :

« La qualité de Français se perdra par l'abdication qui en sera faite : cette abdication résultera 1° de la naturalisation acquise en pays étranger; 2° de l'acceptation non autorisée par le Gouvernement, de services militaires et de fonctions publiques conférés par un gouvernement étranger; 3° de l'affiliation à toute corporation étrangère qui supposera des distinctions de naissance; 4° enfin de tout établissement en pays étranger sans esprit de retour. »

Le citoyen **Roderer** observe que cet article ferait résulter l'abdication du serment et de l'acceptation de fonctions par un Français habitant d'un pays cédé par la République à une autre puissance; qu'il la fait également résulter de la naturalisation en pays étranger. Cependant, comme on l'a déjà dit, de justes motifs peuvent obliger le Français qui habite un pays cédé par la France à différer son retour sur le territoire de la République; des raisons non moins justes peuvent le forcer à se faire naturaliser chez l'étranger : sans cette précaution, il ne pourrait recueillir les successions qui s'ouvrent à son profit en Angleterre, où le droit d'aubaine existe.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'on ne peut supposer dans un Français l'esprit de retour, lorsque des faits clairs annoncent qu'il a abdicqué sa patrie. Au reste, il peut reprendre quand il veut la qualité de Français, pourvu qu'il revienne s'établir en France.

Le **Premier Consul** dit que si un Français a cette faculté, l'acceptation qu'il fait, sans la permission du Gouvernement, soit de fonctions publiques, soit du service militaire, chez une autre puissance, n'est donc pas une véritable abdication.

Le citoyen **Tronchet** répond que l'abdication est réelle, mais qu'elle n'exclut pas le Français de la faculté de reprendre ses droits. Cette faculté est si certaine que beaucoup de tribunaux ont critiqué l'article qu'on discute, parce qu'elle n'y était pas exprimée.

Le citoyen **Berlier** observe que la section n'a pas supposé que cette faculté existât, puisque, dans l'article 14, elle l'accorde spécialement à la femme française qui a épousé un étranger et qui est devenue veuve. Un Français qui a abdicqué sa patrie ne devrait pouvoir reprendre ses droits civils que de la même manière qu'un étranger est admis à les acquérir.

Le **Premier Consul** dit que la faculté accordée à l'abdiquant est dans l'intérêt de la République; mais qu'il conviendrait de n'en pas étendre la faveur au Français qui, sans la permission du Gouvernement, a pris du service chez l'étranger, où il s'est affilié à une corporation militaire : celui-là doit être regardé comme ayant abdicqué sans retour; le droit commun de l'Europe le considère comme portant les armes contre sa patrie. Il est possible, en effet, qu'en vertu de l'obéissance à laquelle il se soumet, on le dirige contre la France, ou que du moins on le dirige contre les intérêts de la France en le faisant combattre quelque puissance que ce soit; car il ne peut connaître le système politique de son pays. Le



[Disc. du projet

faits qu'elle spécifie  
préalable.

Le citoyen **Boul**  
de l'article, et obser  
nient relevé par le

Le citoyen **Deser**  
**Ræderer** ; il dit que  
gué la qualité de cito  
litiques, de la quali  
que les droits civils,  
faire perdre l'une et

Le citoyen **Emm**  
conservé cette disti  
pas la perte des droi  
pension offerte par  
ni à l'acceptation  
une autre puissance  
le Gouvernement fr

Le citoyen **Ræd**  
rences près, la sect  
perte des droits civ  
qui font perdre les  
dant un Français p  
viront à son profit  
fendu de s'y faire n

Le **Premier Co**  
reprendre sa qualité  
France. Il demande  
pable de prendre l  
échues dans l'interv

Le citoyen **Tron**  
France ne lui rend  
ne peut avoir d'effe

Le **Premier Co**  
recueilleraient les s

Le consul **Camb**  
y avoir de difficulté

pas une abdication

première rédaction écartait l'inconvé-

nie l'avis du citoyen après avoir distingué les droits politiques, qui ne donnent ensuite pour les la même manière. que la section a jusqu'elle n'attache l'acceptation d'un serment étranger, des publiques chez ce est autorisée par

ond qu'à ces différences, pour cause de la les autres causes tiques; que cependant s'ou-erre, s'il lui est dé- qu'il pourra ensuite ais en rentrant en etour le rendra ca-ions qui lui seront

nd que le retour en e droit, parce qu'il f.

mande si les enfants intermédiaires. t qu'il ne peut pas s'enfants qui sont ls ont conservé leur pourrait accorder le s'exposer à voir les nter pour recueillir ent par prescrites. qu'on ne peut ôter

que ce droit n'est l'enfant né en pays abdi-qué sa patrie, non comme républi- l'abdi-quant, il faut ansmettre, pendant e son expatriation, ellement perdus. rve qu'on ne repré-; que d'ailleurs la ses membres; que ser la successibilité n pas dans l'année n.

e la tranquillité des on admettait les en- sions recueillies et tion de leur père; la conduite du père ts.

que la loi naturelle ants qui sont dans urs frères demeurés leur père, ni de la es héritiers collaté- xiger qu'ils rentrent e la succession.

ue du moins on ne eprendre les biens aliénés, afin de ne

pas troubler les tiers acquéreurs, et de ne pas causer une longue suite de procès en garantie.

Le citoyen **Tronchet** observe que, si cette modification était admise, on pourrait éluder les droits des enfants par des aliénations frauduleuses.

Le citoyen **Berlier** dit que l'on raisonne ici dans une hypothèse infiniment rare, puisque le père qui abdique sa patrie emporte ordinairement sa fortune.

Le **Premier Consul** renvoie au titre des successions les questions qui viennent d'être agitées.

On reprend la discussion de l'amendement du citoyen **Rœderer**.

Le **Premier Consul** dit que cet amendement contrarie l'intérêt qu'a l'État de conserver ses membres.

Le citoyen **Defermon** observe qu'en temps de guerre, les négociants français qui ont des maisons chez une puissance ennemie, ou qui transportent des marchandises par mer, sont forcés, par l'intérêt de leur commerce, de faire naturaliser leurs agents en pays étranger. Il serait dur de priver ces agents des successions qui leur échoient en France.

Le citoyen **Tronchet** répond que les cas de guerre sont hors de la loi commune, parce que tout ce qui se fait alors est forcé.

Le citoyen **Boulay**, pour rendre cette idée dans sa rédaction, propose de dire : « La qualité de Français se perdra par l'abdication volontaire qui en sera faite. »

Le citoyen **Thilbaudeau** dit que, dans l'es- pèce dont parle le citoyen Defermon, l'agent naturalisé chez l'étranger prend toujours la précau- tion de faire en France la déclaration du motif de sa naturalisation; que cette déclaration lui conserve la qualité de Français.

Le **Premier Consul** dit que l'un des princi- paux inconvénients du système proposé par le citoyen **Rœderer**, est qu'il détruit, dans les habi- tants des pays cédés à une autre puissance, l'in- térêt de revenir dans leur patrie.

Il faudrait même se borner à suspendre en eux, pour un temps, la qualité de Français.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que la naturalisation en pays étranger ne doit effacer la qualité de Français que quand il est certain qu'il n'y a pas d'esprit de retour.

Le citoyen **Lacué**, pour concilier les diver- ses opinions, propose de donner à la naturalisa- tion en pays étranger deux sortes d'effets, sui- vant la cause qui l'a produite. Dans certains cas, elle emporterait la perte de la qualité de Français; dans d'autres, elle n'en opérerait que la suspension.

Le **Premier Consul** dit que la suspension ferait cependant perdre à l'abdi-quant les succes- sions qui lui écherraient pendant que ses droits seraient suspendus.

Le citoyen **Portalis** dit que la naturalisation en pays étranger, hors le cas où elle est employée comme fraude de guerre, est partout un indice d'abdication. L'intérêt du commerce n'exige ja- mais qu'un Français se fasse naturaliser chez une autre nation. Beaucoup de négociants français sont depuis longtemps établis dans l'étranger sans y avoir pris de lettres de naturalité. Ils y vivent comme Français; ils succèdent en France; ils sont sous la protection des agents diplomati- ques du Gouvernement français.

Quant à ce qu'on a dit que la naturalisation en pays étranger ne caractérise l'ab-lication que lorsqu'elle exclut l'esprit de retour, cette maxime

[Disc. du proje

de la troisième ré  
personnes qui joui  
qui n'en jouissent

Les articles 1 et  
en ces termes :

Art. 1<sup>er</sup>. « Tout  
« résultant de la

Art. 2. « Tout  
« Français. »

L'article 3 est s  
ainsi conçu :

« Art. 3. Tout en  
étranger, est Fran

« Tout enfant n  
« çais qui aurait

« jours recouvrer l  
« la déclaration

« en France.

« Cette déclarat  
« gistre de la com

Le citoyen **De**  
sion de la troisiè

réglementaire; d'a  
plus convenable

tures les registres  
clarations. Il impo

Le citoyen **Ber**  
n'a été ajoutée qu

ration devra être

Le citoyen **Ti**  
suivante :

« Cette déclara

« dans la forme q

L'article est ad

Le **Premier** C

cuper des articles

que des difficultés

ernant les  
s et celles

ont conçus

roits civils

rance est

on; il est

is en pays

l'un Fran-  
surra tou-  
en faisant  
i domicile

sur le re-  
ablir. »

suppres-  
n'est que  
verait-t-on  
us-préfec-  
tes de dé-  
préjuger.  
e difficulté  
e la déclai-

rédaction

en France

ment.

; de s'oc-  
ut s'élever  
l convient  
ions n'ont

apitre III,  
r une con-  
iscussion;

peines af-  
rée de la

seront la  
ge; l'incap-  
d'exercer  
e, de re-  
aucune dis-  
ir aucune  
qu'elle ne  
tuteur, ou  
le témoi-  
ment que  
curateur  
son défaut

u que du  
contradic-

ontumace,  
n. »

ion seront  
d'exercer  
e, de pou-  
ministra-  
ou de con-  
signage en  
ous le nom  
tout sans  
portées par  
t. »

Art. 23. « L'interdiction aura lieu dès le mo-  
« ment de l'exécution du jugement. »

Art. 24. « A l'expiration du délai accordé pour  
« purger la contumace, le condamné sera mort  
« civilement. »

Art. 25. « Les héritiers du mort civilement se-  
« ront saisis de plein droit et irrévocablement de  
« ses biens et actions, à compter du jour où la  
« mort civile aura lieu. »

Art. 26. « Dans aucun cas, la prescription de  
« la peine ne pourra réintégrer le condamné dans  
« ses droits civils. »

Art. 27. « Les biens que le mort civilement  
« pourrait délaissier à sa mort naturelle, tombe-  
« ront en déshérence.

« Néanmoins le Gouvernement pourra en faire  
« telle disposition que l'humanité lui suggérera. »

Art. 28. « Il n'est point dérogé par les disposi-  
« tions ci-dessus aux lois relatives aux émigrés. »  
L'article 18 est d'abord discuté.

Le **Ministre de la Justice** dit que la peine  
de mort emporte plus que la mort civile; et que  
dès lors, quand la mort réelle a lieu, il ne peut  
plus être question de mort civile. Il ajoute que,  
dans le Code pénal actuel, il n'y a pas de peines  
afflictives qui durent toute la vie.

Le citoyen **Boulay** répond qu'on a dû parler  
de la peine de mort sous le rapport de l'individu  
condamné contradictoirement qui parvient à s'é-  
vader.

Le **Premier Consul** dit que, pour s'exprimer  
avec justice, il faudrait s'exprimer ainsi :  
*la condamnation à la peine de mort, etc.*

Le citoyen **Tronchet** dit qu'on ne peut se  
dispenser d'énoncer que la peine de mort entraîne  
la mort civile, attendu que celui qui l'a  
encourue meurt incapable de divers effets ci-  
vils, tels, par exemple, que la faculté de tester.

Le consul **Cambacérès** propose la rédaction  
suivante : « Les peines qui emportent la mort ci-  
« vile sont la condamnation à la peine de mort  
« quoique non exécutée, ou à des peines afflic-  
« tives qui s'étendent à toute la durée de la vie. »

Le citoyen **Portails** observe que la condam-  
nation à la peine de mort n'emporte la mort ci-  
vile que lorsqu'elle est suivie de l'exécution, au  
moins par effigie.

Le consul **Cambacérès** dit que ce principe  
n'a été adopté autrefois qu'à cause du secret dont  
la procédure et le jugement étaient alors entourés.

Le **Premier Consul** demande si la mort na-  
turelle du condamné, avant l'exécution du juge-  
ment, le soustrait à la mort civile.

Le citoyen **Tronchet** répond que, dans le  
temps où les jugements criminels étaient sujets  
à l'appel, le condamné qui mourait après l'appel  
interjeté, et avant ou après le jugement d'appel,  
mais avant l'exécution par effigie, mourait avec  
tous ses droits civils, et que ses biens n'étaient  
pas confisqués; mais qu'aujourd'hui, quoique  
l'appel ne soit plus admis, le principe peut être  
encore appliqué au cas du pourvoi en cassation.

Au reste, ce n'était pas à cause du secret de la  
procédure et du jugement que la mort civile  
n'était encourue que du jour de l'exécution par  
effigie; c'est parce qu'en matière criminelle,  
comme en matière civile, un jugement n'est rien  
tant qu'on n'en fait pas usage et qu'il demeure  
enseveli dans le greffe du tribunal. Lorsque les  
lettres de grâce étaient en usage, les occasions où  
il y avait quelque intérêt à suspendre le jugement  
étaient plus fréquentes: elles se présentent cepen-  
dant encore quelquefois, comme lorsque la  
preuve de l'alibi survient après la condamnation.

[Disc. du pr

tageant. Si une f  
estimerez sa ver  
aucune différen  
se prostituée.

Le citoyen **T**  
d'ajourner toute  
civile, jusqu'à  
pour éviter les c  
dire dans le code  
rue dans les cas  
par les lois crim

Le citoyen **R**  
ses effets sont d  
peut les modifier  
son gré. Rien n  
admette la restri  
sul, si la biensé  
l'une et l'autre  
civile de l'un de  
que la faculté de

Le citoyen **M**  
législation romai  
de la loi premiè  
porte : *Matrimo*  
*aquæ et ignis in*  
*in quem maritus*  
*tionem. Ideoque*  
*petit; sed indota*  
*positum est, nec*  
*mittunt.*

Le citoyen **N**  
attribuer cette c  
le christianisme  
l'empereur *Alex*  
*Ulpian*, le chef  
paléens : au reste  
u'a rompu le m

à ce devoir, vous  
et vous ne mettez  
l'être infâme qui

qu'il convient  
relatives à la mort  
du Code criminel,  
et de se borner à  
civile est encour-  
formes déterminés

la mort civile et  
la loi positive, qui  
ou les resserrer à  
onc à ce que la loi  
par le Premier Con-  
sult commandent;  
iger que la mort  
oblisse pour l'autre  
le mariage.

ie la raison et la  
ainsi. Il fait lecture  
*Répudiis*. Cette loi  
*deportatione, vel*  
*n solvitur, si casus*  
*u'et uxoris adfec-*  
*so jure non com-*  
*s laudandum pro-*  
*nec exempla per-*

ite qu'on ne peut  
de sacrement que  
mariage, puisque  
qui l'a donnée, et  
étaient tous deux  
ance la mort civile  
condamné, ni rendu  
; ils ne succédaient  
et mère, mais ils

e le lien du ma-  
rit du ressort de la  
que cependant la  
effets naturels de

l serait contradic-  
comme légitimes,  
droit de succéder.  
l que c'est la posi-  
de tous les indi-  
ils naissent légi-  
ités.

de ce qu'on oublie  
ie fiction, dont la  
e elle le croit con-

*int-Jean-d'Angély*)

frappé de confis-  
ité; qu'il naît d'un  
e.

la difficulté sub-  
ssions collatérales.  
ond que le parle-  
usions de l'avocat  
tion en faveur des  
ette occasion a  
ort civile du père ne  
ai unit ces enfants  
*as consanguinitatis*

y a eu de grandes  
l'individu mort ci-  
enfants nés depuis  
Lorsqu'en France

la loi réunissait dans le mariage, le contrat et le  
sacrement, le principe religieux de l'indissolubi-  
lité entraînait la continuation du mariage, malgré  
la mort civile de l'un des époux; en conséquence  
les enfants étaient réputés légitimes: mais au-  
jourd'hui il impliquerait contradiction que le  
contrat civil pût survivre à la mort civile de l'un  
des époux.

Il est encore bon de remarquer que la filiation  
des enfants, que l'on supposerait nés d'un con-  
damné qui se cache, serait presque toujours in-  
certaine; la présomption *pater is est* était prin-  
cipalement fondée sur la cohabitation publique  
des époux.

Cependant, dans notre législation moderne,  
nous admettons un genre de peine qui peut com-  
porter des règles particulières. La déportation,  
par exemple, emporte la mort civile: mais si  
l'on voulait former, des déportés pour crime, une  
colonie, pourquoi n'autoriserait-on pas les ma-  
riages de ces déportés? Pourquoi ne garantirait-on  
pas l'état civil des enfants qui naîtraient de ces  
mariages, au moins relativement à tout ce que  
les auteurs de leurs jours auraient possédé ou  
acquis dans la colonie même et depuis leur dé-  
portation?

Le citoyen **Maleville** dit que l'inconvénient  
dont parle le citoyen **Portalis** ne pourrait avoir  
lieu, tout au plus, qu'à l'égard de la femme du  
condamné contumax, et jamais dans le cas de  
celui qui subit sa peine, et qui est bien nécessaire-  
ment sous les yeux du public. Eh! pourquoi,  
d'ailleurs, supposer le crime de la part de celle  
dont on est forcé d'admirer la vertu? Le citoyen  
**Maleville** ajoute que les dispositions de l'ordon-  
nance de 1639 ne s'appliquent qu'aux mariages  
contractés depuis la mort civile, et aux enfants  
qui en sont les fruits; mais qu'elles ne rom-  
pent pas le mariage contracté auparavant, et  
ne privent pas de leur état les enfants qui en  
naissent depuis que leur père est mort civile-  
ment. Cette loi était d'ailleurs d'une dureté qui  
l'a empêchée de recevoir son exécution, même à  
l'égard des mariages qu'elle avait en vue: elle  
déclarait incapables de succéder, non-seulement  
les enfants nés d'un mariage contracté depuis la  
mort civile, mais encore toute leur postérité.

Le citoyen **Boulay** dit que c'est pour corriger  
la dureté du principe, que l'article 27 du projet  
laisse au Gouvernement le droit de disposer de la  
succession du condamné après sa mort naturelle.

Le citoyen **Regnier** dit que cet adoucissement  
ne rend pas aux enfants les honneurs de la légi-  
timité.

Le citoyen **Boulay** répond que ce point est du  
domaine de l'opinion, qui certainement ne flé-  
trira pas les enfants d'un condamné; mais que,  
si l'on admettait le principe de la légitimité des  
enfants nés depuis la mort civile de leur père, la  
mère pourrait introduire des bâtards dans la fa-  
mille.

Le **Premier Consul** dit que la mère n'a pas  
d'intérêt à commettre cette fraude, puisque les  
enfants qu'elle supposerait nés de son mari ne  
recueilleraient pas la succession de leur père.

Le citoyen **Boulay** dit que la mère agirait par  
l'intérêt de leur assurer sa propre succession.

Le citoyen **Regnier** dit qu'il s'agit surtout  
de sauver l'honneur des enfants, et que la loi en  
a le pouvoir. Il ne reste donc qu'à examiner si la  
honte d'une condamnation doit réfléchir sur ceux  
qui tiennent au condamné. L'humanité et la jus-  
tice veulent qu'on en restreigne, autant qu'il est  
possible, les effets.

[Disc. du projet

\* ses dispositions ne  
« prétexte que ces act

Le citoyen **Regn**  
section paraît avoir  
contraire à la présor

La rédaction ne re  
idée.

Le citoyen **Rode**  
un autre rapport. Il c  
tenir que des disposi  
déclarer nuls *certain*  
ces d'actes. Des act  
être suspects que pa  
sont susceptibles de

Le citoyen **Réal**  
non les lois qui pro  
même espèce, mais  
ces lorsqu'ils sont  
stances. Ainsi une  
individu en faillite,  
*dent la faillite*, est n  
gation serait un ac  
parce qu'elle a été so  
qui la flétrissent d'un

Le citoyen **Rode**  
à la loi, mais aux tri  
déclarer nuls certain

Le citoyen **Regn**  
doit être prononcée  
un jugement.

Le citoyen **Porta**  
rédaction, on avait  
indiquer que la loi  
prévenir la fraude  
qu'ils sont tous fra  
dans la séance du  
remplacé par celui d

être éludées sous  
point frauduleux.»  
l'intention de la  
lure toute preuve  
lie par la loi.  
clairement cette

la rédaction sous  
oi ne devant con-  
rales, elle ne peut  
is certaines espè-  
liers ne peuvent  
le leur nature, ils

l'article concerne  
us les actes d'une  
e toutes les espè-  
certaines circon-  
souscrite par un  
x jours qui précè-  
dence qu'une obli-  
sa nature, mais  
s des circonstances  
tion de fraude.

que ce n'est pas  
u'il appartient de  
erminés.  
id que la nullité  
et appliquée par

, dans la première  
mot *crainte* pour  
es actes nuls pour  
qu'elle suppose  
il rappelle que,  
ois, ce mot a été  
ion.

ose la rédaction

des circonstances,  
rauduleux, on ne  
u'ils ont été faits

cette disposition  
annuler des actes  
r présomption de  
oscrit l'obligation  
de famille.

c'était pour rendre  
il serait possible,  
actes suspects de  
l'expression *par la*

e que sa rédaction  
alité qu'on désire ;  
s qu'elle n'attein-  
d'autres lois ; que  
que l'on n'admet-  
tre la présomption

que la section a  
ité de la chose en  
légale : cependant  
elle se sert, peut  
lui est encore per-

Regnier étant plus  
es de la section.

lit que, dans l'in-  
de ne s'applique  
comme les présu-  
ctes nuls pour dol,  
t autres vices ; ce  
obligations.

Le citoyen **Roderer** propose la rédaction  
suivante :

« Lorsque la loi, par la crainte de quelque  
« fraude, aura prohibé certains actes sous peine  
« de nullité, on ne sera pas admis à prouver  
« qu'ils ont été faits de bonne foi. »

Le citoyen **Tronchet** observe que la prohibi-  
tion et la nullité dont il s'agit ne sont établies  
qu'en faveur des tiers ; qu'ainsi on ne doit parler  
ici que des actes frauduleux.

La rédaction du citoyen **Regnier** est adoptée.  
L'article 8 est soumis à la discussion et adopté ;  
il est ainsi conçu :

« Il ne peut être dérogé, par des actes particu-  
« liers, aux lois qui intéressent l'ordre public et  
« les bonnes mœurs. »

Le citoyen **Boulay** présente le chapitre 1<sup>er</sup> de  
la nouvelle rédaction du titre *concernant les per-  
sonnes qui jouissent des droits civils et celles qui  
n'en jouissent pas*.

Les articles 1 et 2 sont adoptés ; ils sont ainsi  
conçus :

Art. 1<sup>er</sup>. « Tout Français jouit des droits civils  
« résultant de la loi française. »

Art. 2. « Tout individu né en France est Fran-  
« çais. »

L'article 3 est soumis à la discussion ; il est  
ainsi conçu :

« Tout enfant né d'un Français en pays étran-  
« ger est Français. »

« Tout enfant né en pays étranger, d'un Fran-  
« çais qui avait abdiqué sa patrie, peut toujours  
« recouvrer la qualité de Français, en faisant  
« la déclaration qu'il entend fixer son domicile  
« en France.

« Cette déclaration doit être faite sur le regis-  
« tre de la commune où il vient s'établir. »

Le citoyen **Defermon** demande la suppression  
de la troisième disposition, laquelle, dit-il, est  
purement réglementaire.

Le citoyen **Berlier** attaque la seconde : il ob-  
serve qu'on ne tient la qualité de Français que  
de deux circonstances, ou de la naissance sur le  
sol de la République, ou de la naissance d'un  
père Français ; or l'enfant né en pays étranger  
d'un père qui a abdiqué la France, n'a ni l'un  
ni l'autre de ces deux avantages. Ce que l'Assem-  
blée constituante a fait en faveur des religion-  
naires fugitifs ne peut servir ici d'exemple ; les  
pères ne s'étaient expatriés que forcément.

Il ne faut pas d'ailleurs perdre entièrement de  
vue les circonstances : elles obligent quelquefois  
à modifier le principe général pour des motifs  
d'intérêt public. Peu d'autres que les enfants  
d'émigrés profiteront de la seconde disposition de  
l'article. Peut-être serait-il plus prudent de ne  
les admettre à devenir Français que suivant le  
mode établi pour les étrangers : ce ne serait pas  
les soumettre à des conditions onéreuses et diffi-  
ciles ; et l'on donnerait au Gouvernement la fa-  
cilité de repousser ceux d'entre eux dont la pré-  
sence paraîtrait dangereuse.

Le citoyen **Boulay** dit que la disposition  
qu'on attaque est due à la faveur de l'origine, et  
qu'elle sera d'un usage plus fréquent qu'on ne le  
suppose. Elle est juste ; car le fils ne doit pas  
porter la peine d'une abdication à laquelle il n'a  
pas concouru.

Cependant, si l'on craint que les enfants des  
émigrés n'en abusent, on pourrait ne leur laisser  
remplir les formalités prescrites pour devenir  
Français, que lorsqu'ils y auraient été admis par  
le Gouvernement.

Le consul **Cambacérés** dit que peut-être la



[Disc. du projet de

la liste actuelle n'étant  
peut être effacée par un  
empêcher de se marier  
scrits ; et il en sera ainsi  
paré les vrais et les faux  
sur la liste que les parents

Le citoyen **Tronch**  
proposée par le conseil  
toute équivoque.

Le **Premier Consul**  
de l'équivoque qui l'a  
émigrés, est indispensable  
nation grande et industrie  
tout ; elle se répandra  
suite. Mais les Français  
ne vivent chez l'étranger  
fortune : les actes peuvent  
rattacher à un autre  
que pour obtenir une  
projets. Il est dans les  
France quand leur fortune  
t-il les repousser ? Se  
des ordres de chevaliers  
confondre avec les émigrés  
les armes contre leur

Le citoyen **Berlier**  
des raisons de commerce  
chez l'étranger, n'abd

Le **Premier Consul**  
de dire, que, s'il arrivait  
envahie par l'ennemi  
on ne pourrait, avec  
habitants qui viendraient  
de la République, qu'  
Français. parce qu'ils  
ancien pays au moment  
parce que même ils o

nitive, puisqu'elle tion, on ne peut ui ne sont qu'in- à ce qu'on ait sé- és, en ne laissant

que la rédaction érés ferait cesser

e l'article, dégagé it appliquer aux nation française, est répandue par- d'avantage par la que les émigrés, our pousser leur s ils paraissent se ment ne sont faits nécessaire à leurs on de rentrer en achevée; faudra- ls même affiliés à ait injuste de les ont été prendre

les Français, que fortune conduisent s leur patrie.

à ce qu'il vient ur qu'une contrée dée par un traité, lire à ceux de ses dir sur le territoire du leur qualité de s abandonné leur qu'il a été cédé; erment au nouveau rver leur fortune, porter en France, ausmigration.

opose la rédaction en pays étranger, ué sa patrie, pourra é de Français, en tend fixer son do-

it que pour l'avenir, és qui sont actuel- vera réglé par les le Code civil ne n.

meu observe qu'il dans les familles, des émigrés, soit diation; que la lé- sante pour décider ble de faire une loi ges; qu'on pourrait es dispositions sur émigrés, et en dé- l.

l'article 3 tel qu'il

r la rédaction pré- és.

ande si l'enfant né cation de son père, que du jour qu'il a se fixer en France, amais perdus.

ond qu'il recueille nt sa déclaration, pas acquise contre inaire français est

différent, en ce point, de celui de l'étranger qui obtient la naturalisation.

Le citoyen **Regnier** dit qu'il y a beaucoup d'inconvénients à revenir sur des successions partagées; car les familles ont fait leurs arrangements, et se sont liées par des mariages dans la supposition contraire.

Le **Premier Consul** dit que les questions qu'on agite se lient à l'article 13, lequel est ainsi conçu :

« La qualité de Français se perdra par l'abdica-  
« tion qui en sera faite : cette abdication résul-  
« tera 1° de la naturalisation acquise en pays  
« étranger; 2° de l'acceptation non autorisée par  
« le Gouvernement, de services militaires et de  
« fonctions publiques conférés par un gouverne-  
« ment étranger; 3° de l'affiliation à toute corpora-  
« tion étrangère qui supposera des distinctions de  
« naissance; 4° enfin de tout établissement en  
« pays étranger sans esprit de retour. »

Le citoyen **Rodière** observe que cet article ferait résulter l'abdication du serment et de l'acceptation de fonctions par un Français habitant d'un pays cédé par la République à une autre puissance; qu'il la fait également résulter de la naturalisation en pays étranger. Cependant, comme on l'a déjà dit, de justes motifs peuvent obliger le Français qui habite un pays cédé par la France à différer son retour sur le territoire de la République; des raisons non moins justes peuvent le forcer à se faire naturaliser chez l'étranger : sans cette précaution, il ne pourrait recueillir les successions qui s'ouvrent à son profit en Angleterre, où le droit d'aubaine existe.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'on ne peut supposer dans un Français l'esprit de retour, lorsque des faits clairs annoncent qu'il a abdicqué sa patrie. Au reste, il peut reprendre quand il veut la qualité de Français, pourvu qu'il revienne s'établir en France.

Le **Premier Consul** dit que si un Français a cette faculté, l'acceptation qu'il fait, sans la permission du Gouvernement, soit de fonctions publiques, soit du service militaire, chez une autre puissance, n'est donc pas une véritable abdication.

Le citoyen **Tronchet** répond que l'abdication est réelle, mais qu'elle n'exclut pas le Français de la faculté de reprendre ses droits. Cette faculté est si certaine que beaucoup de tribunaux ont critiqué l'article qu'on discute, parce qu'elle n'y était pas exprimée.

Le citoyen **Berlier** observe que la section n'a pas supposé que cette faculté existât, puisque, dans l'article 14, elle l'accorde spécialement à la femme française qui a épousé un étranger et qui est devenue veuve. Un Français qui a abdicqué sa patrie ne devrait pouvoir reprendre ses droits civils que de la même manière qu'un étranger est admis à les acquérir.

Le **Premier Consul** dit que la faculté accordée à l'abdiquant est dans l'intérêt de la République; mais qu'il conviendrait de n'en pas étendre la faveur au Français qui, sans la permission du Gouvernement, à pris du service chez l'étranger, où il s'est affilié à une corporation militaire : celui-là doit être regardé comme ayant abdicqué sans retour; le droit commun de l'Europe le considère comme portant les armes contre sa patrie. Il est possible, en effet, qu'en vertu de l'obéissance à laquelle il se soumet, on le dirige contre la France, ou que du moins on le dirige contre les intérêts de la France en le faisant combattre quelque puissance que ce soit; car il ne peut connaître le système politique de son pays. Le

[Disc. du projet d

faits qu'elle spécifie,  
préalable.

Le citoyen **Bouls**  
de l'article, et obser  
nient relevé par le C

Le citoyen **Deferri**  
*Ræderer* ; il dit que l  
gué la qualité de cito  
litiques, de la qualité  
que les droits civils,  
faire perdre l'une et

Le citoyen **Emme**  
conservé cette distin  
pas la perte des droit  
pension offerte par  
ni à l'acceptation d  
une autre puissance  
le Gouvernement fra

Le citoyen **Ræde**  
rences près, la secti  
perte des droits civi  
qui font perdre les di  
dant un Français p  
viront à son profit e  
fendu de s'y faire na

Le **Premier Con**  
reprendre sa qualité  
France. Il demande  
pable de prendre les  
échues dans l'interva

Le citoyen **Tronc**  
France ne lui rendra  
ne peut avoir d'effet

Le **Premier Con**  
recueilleraient les su

Le consul **Cambac**  
x avoir de difficulté

pas une abdication

première rédaction  
écartait l'inconvé-

le l'avis du citoyen  
après avoir distin-  
gué les droits po-  
ssibles, qui ne donne  
d'ensuite pour les  
la même manière.  
que la section a  
siqu'elle n'attache  
l'acceptation d'une  
nement étranger,  
s publiques chez  
est autorisée par

ad qu'à ces diffé-  
rences pour cause de la  
les autres causes  
sibles; que cepen-  
dant les successions qui s'ou-  
vrent, s'il lui est dé-

il pourra ensuite  
s'is en rentrant en  
pour le rendre ca-  
sons qui lui seront

il que le retour en  
droit, parce qu'il

nde si les enfants  
intermédiaires.

qu'il ne peut pas  
enfants qui sont  
ont conservé leur  
pourrait accorder le  
exposer à voir les  
ter pour recueillir  
nt par prescrites.  
On ne peut ôter

ue ce droit n'est  
l'enfant né en pays  
abdiqué sa patrie,  
on comme républi-  
cain, il faut  
transmettre, pendant  
son expatriation,  
lement perdus.

te qu'on ne repré-  
sente que d'ailleurs la  
es membres; que  
er la successibilité  
pas dans l'année

la tranquillité des  
admettait les en-  
fants recueillis et  
on de leur père;  
conduite du père

de la loi naturelle  
enfants qui sont dans  
leurs frères demeurés  
leur père, ni de la  
héritiers collaté-  
raux qu'ils rentrent  
la succession.

de du moins on ne  
prendre les biens  
liés, afin de ne

pas troubler les tiers acquéreurs, et de ne pas  
causer une longue suite de procès en garantie.

Le citoyen **Tronchet** observe que, si cette  
modification était admise, on pourrait éluder les  
droits des enfants par des aliénations fraudu-  
leuses.

Le citoyen **Berlier** dit que l'on raisonne ici  
dans une hypothèse infiniment rare, puisque le  
père qui abdique sa patrie emporte ordinairement  
sa fortune.

Le **Premier Consul** renvoie au titre *des suc-  
cessions* les questions qui viennent d'être agitées.

On reprend la discussion de l'amendement du  
citoyen **Rœderer**.

Le **Premier Consul** dit que cet amendement  
contrarie l'intérêt qu'a l'État de conserver ses  
membres.

Le citoyen **Defermon** observe qu'en temps  
de guerre, les négociants français qui ont des  
maisons chez une puissance ennemie, ou qui  
transportent des marchandises par mer, sont for-  
cés, par l'intérêt de leur commerce, de faire na-  
turaliser leurs agents en pays étranger. Il serait  
dur de priver ces agents des successions qui  
leur échoient en France.

Le citoyen **Tronchet** répond que les cas de  
guerre sont hors de la loi commune, parce que  
tout ce qui se fait alors est forcé.

Le citoyen **Boulay**, pour rendre cette idée  
dans sa rédaction, propose de dire : « La qualité  
« de Français se perdra par l'abdication *volontaire*  
« qui en sera faite. »

Le citoyen **Thibaudeau** dit que, dans l'es-  
pèce dont parle le citoyen **Defermon**, l'agent na-  
turalisé chez l'étranger prend toujours la précau-  
tion de faire en France la déclaration du motif  
de sa naturalisation; que cette déclaration lui  
conservé la qualité de Français.

Le **Premier Consul** dit que l'un des princi-  
paux inconvénients du système proposé par le  
citoyen **Rœderer**, est qu'il détruit, dans les habi-  
tants des pays cédés à une autre puissance, l'in-  
térêt de revenir dans leur patrie.

Il faudrait même se borner à suspendre en  
eux, pour un temps, la qualité de Français.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que la  
naturalisation en pays étranger ne doit effacer la  
qualité de Français que quand il est certain qu'il  
n'y a pas d'esprit de retour.

Le citoyen **Lacué**, pour concilier les diver-  
ses opinions, propose de donner à la naturalisa-  
tion en pays étranger deux sortes d'effets, sui-  
vant la cause qui l'a produite. Dans certains  
cas, elle emporterait la perte de la qualité de  
Français; dans d'autres, elle n'en opérerait que  
la suspension.

Le **Premier Consul** dit que la suspension  
ferait cependant perdre à l'abdiquant les succes-  
sions qui lui écherraient pendant que ses droits  
seraient suspendus.

Le citoyen **Portalis** dit que la naturalisation  
en pays étranger, hors le cas où elle est employée  
comme fraude de guerre, est partout un indice  
d'abdication. L'intérêt du commerce n'exige ja-  
mais qu'un Français se fasse naturaliser chez une  
autre nation. Beaucoup de négociants français  
sont depuis longtemps établis dans l'étranger  
sans y avoir pris de lettres de naturalité. Ils y  
vivent comme Français; ils succèdent en France;  
ils sont sous la protection des agents diplomati-  
ques du Gouvernement français.

Quant à ce qu'on a dit que la naturalisation en  
pays étranger ne caractérise l'abdication que  
lorsqu'elle exclut l'esprit de retour, cette maxime

de la troisième rédaction du titre concernant *personnes qui jouissent des droits civils et de celles qui n'en jouissent pas.*

Les articles 1 et 2 sont adoptés; ils sont conçus en ces termes :

Art. 1<sup>er</sup>. « Tout Français jouira des droits civils résultant de la loi française. »

Art. 2. « Tout individu né en France est Français. »

L'article 3 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« Art. 3. Tout enfant né d'un Français en pays étranger, est Français. »

« Tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aurait abdiqué sa patrie, pourra, après avoir recouvré la qualité de Français, en faire la déclaration qu'il entend fixer son domicile en France. »

« Cette déclaration devra être faite sur le registre de la commune où il vient s'établir. »

Le citoyen **Defermon** demande la suppression de la troisième disposition, qui n'est que réglementaire; d'ailleurs, peut-être trouverait-on plus convenable d'ouvrir dans les sous-préfectures les registres pour recevoir ces sortes de déclarations. Il importe donc de n'en rien préjuger.

Le citoyen **Berlier** observe que cette disposition n'a été ajoutée que pour exprimer que la déclaration devra être faite en France.

Le citoyen **Tronchet** propose la rédaction suivante :

« Cette déclaration devra être faite en France dans la forme qui sera déterminée. »

L'article est adopté avec cet amendement.

Le **Premier Consul** dit qu'avant de discuter des articles sur lesquels il ne peut s'élever que des difficultés de pure rédaction, il convient de se fixer sur ceux dont les dispositions n'ont pas encore été définitivement arrêtées.

En conséquence, la section II du chapitre intitulée *de la perte des droits civils par une condamnation judiciaire* est soumise à la discussion.

int les  
celles

onçus

civils

se est

il est

1 pays

Fran-  
a tou-  
aisant  
micile

le re-  
r. »

ppres-  
it que  
it-t-on  
réfec-  
le dé-  
juger.  
ficulté  
décla-

action

rance

s'oc-  
élever  
vient  
n'ont

re III,  
e con-  
ssion;

es af-  
de la

ont la  
l'inc-  
xercer  
le re-  
ie dis-  
ucune  
elle ne  
ur, ou  
émoi-  
it que  
rateur  
défaut

ue du  
radic-

imace,

seront  
xercer  
pou-  
nistr-  
e con-  
age en  
e nom  
t sans  
es par

Art. 23. « L'interdiction aura lieu dès le mo-  
« ment de l'exécution du jugement. »

Art. 24. « A l'expiration du délai accordé pour  
« purger la contumace, le condamné sera mort  
« civilement. »

Art. 25. « Les héritiers du mort civilement se-  
« ront saisis de plein droit et irrévocablement de  
« ses biens et actions, à compter du jour où la  
« mort civile aura lieu. »

Art. 26. « Dans aucun cas, la prescription de  
« la peine ne pourra réintégrer le condamné dans  
« ses droits civils. »

Art. 27. « Les biens que le mort civilement  
« pourrait délaissier à sa mort naturelle, tombe-  
« ront en déshérence.

« Néanmoins le Gouvernement pourra en faire  
« telle disposition que l'humanité lui suggérera. »

Art. 28. « Il n'est point dérogé par les disposi-  
« tions ci-dessus aux lois relatives aux émigrés. »  
L'article 18 est d'abord discuté.

Le **Ministre de la Justice** dit que la peine  
de mort emporte plus que la mort civile; et que  
dès lors, quand la mort réelle a lieu, il ne peut  
plus être question de mort civile. Il ajoute que,  
dans le Code pénal actuel, il n'y a pas de peines  
afflictives qui durent toute la vie.

Le citoyen **Boulay** répond qu'on a dû parler  
de la peine de mort sous le rapport de l'individu  
condamné contradictoirement qui parvient à s'é-  
vader.

Le **Premier Consul** dit que, pour s'exprimer  
avec justice, il faudrait s'exprimer ainsi :  
*la condamnation à la peine de mort, etc.*

Le citoyen **Tronchet** dit qu'on ne peut se  
dispenser d'énoncer que la peine de mort en-  
traîne la mort civile, attendu que celui qui l'a  
encourue meurt incapable de divers effets ci-  
vils, tels, par exemple, que la faculté de tester.

Le consul **Cambacérés** propose la rédaction  
suivante : « Les peines qui emportent la mort ci-  
« vile sont la condamnation à la peine de mort  
« quoique non exécutée, ou à des peines afflic-  
« tives qui s'étendent à toute la durée de la vie. »

Le citoyen **Portalis** observe que la condam-  
nation à la peine de mort n'emporte la mort ci-  
vile que lorsqu'elle est suivie de l'exécution, au  
moins par effigie.

Le consul **Cambacérés** dit que ce principe  
n'a été adopté autrefois qu'à cause du secret dont  
la procédure et le jugement étaient alors entourés.

Le **Premier Consul** demande si la mort na-  
turelle du condamné, avant l'exécution du juge-  
ment, le soustrait à la mort civile.

Le citoyen **Tronchet** répond que, dans le  
temps où les jugements criminels étaient sujets  
à l'appel, le condamné qui mourait après l'appel  
interjeté, et avant ou après le jugement d'appel,  
mais avant l'exécution par effigie, mourait avec  
tous ses droits civils, et que ses biens n'étaient  
pas confisqués; mais qu'aujourd'hui, quoique  
l'appel ne soit plus admis, le principe peut être  
encore appliqué au cas du pourvoi en cassation.

Au reste, ce n'était pas à cause du secret de la  
procédure et du jugement que la mort civile  
n'était encourue que du jour de l'exécution par  
effigie; c'est parce qu'en matière criminelle,  
comme en matière civile, un jugement n'est rien  
tant qu'on n'en fait pas usage et qu'il demeure  
enseveli dans le greffe du tribunal. Lorsque les  
lettres de grâce étaient en usage, les occasions où  
il y avait quelque intérêt à suspendre le jugement  
étaient plus fréquentes: elles se présentent ce-  
pendant encore quelquefois, comme lorsque la  
preuve de l'*alibi* survient après la condamnation.

[Disc. du projet de Code civil.]

tagéant. Si une femme satisfait à ce que vous estimerez sa vertu ; et cependant vous n'y voyez aucune différence entre elle et l'être qui se prostitue.

Le citoyen **Tronchet** pense qu'il faut d'ajourner toutes les questions relatives au mariage civil, jusqu'à la confection du Code. Il propose pour éviter les contradictions, et de dire dans le code Civil : La mort civile résulte dans les cas et suivant les formes prescrites par les lois criminelles.

Le citoyen **Regnier** dit que la mort civile a ses effets sont du domaine de la loi, et que le législateur peut les modifier, les étendre ou les restreindre à son gré. Rien ne s'oppose donc à ce qu'il admette la restriction proposée par le citoyen **Tronchet**. Mais, si la bienséance et la justice civile de l'une et l'autre paraissent exiger que la faculté de faire rompre le mariage soit réservée à la loi.

Le citoyen **Maleville** dit que la législation romaine le veut ainsi. Il cite l'article de la loi première au Code de *Répudiatione* : *Matrimonium quidem de porci et ignis interdictione, non solvit, in quem maritus incidit, non mulier, uti dicitur in l. 1. §. 1. de Repudiationem. Ideoque dotis exactio ipso jure non petit, sed indotatam esse, cujus laudum positum est, nec rante equitatis, nec e*

*mittunt.*

Le citoyen **Maleville** ajoute qu'il faut attribuer cette décision à l'idée de mariage que le christianisme attache au mariage. Il cite l'empereur *Alexandre Sévère*, qui l'a fait décider par *Ulpien*, le chef de son conseil, étaient païens : au reste, jamais en France la loi n'a rompu le mariage du condamné, et les bâtards les enfants nés depuis ; ils ne sont pas directement à leurs père et mère, et ils étaient légitimes.

Le citoyen **Regnier** dit que le mariage subsistait, parce qu'il était du

r, vous  
mettez  
me qui

onvient  
la mort  
iminel,  
orner à  
encou-  
rminés

civile et  
ve, qui  
errer à  
e la loi  
er Con-  
ndent;  
a mort  
l'autre

n et la  
lecture  
ette loi  
ne, vel  
i casus  
adfec-  
n com-  
m pro-  
la per-

le peut  
ent que  
puisque  
inée, et  
is deux  
rt civile  
rendu  
étaient  
ais ils

lu ma-  
t de la  
dant la  
rels de

tradici-  
gitimes,  
ccéder.  
la posi-  
s indi-  
nt légi-

oublie  
dont la  
oit con-

Angély)  
confis-  
ait d'un

lté sub-  
térales.  
parle-  
l'avocat  
ur des  
asion a  
père ne  
enfants  
initatis

grandes  
mort ci-  
depuis  
France

la loi réunissait dans le mariage, le contrat et le sacrement, le principe religieux de l'indissolubilité entraînait la continuation du mariage, malgré la mort civile de l'un des époux ; en conséquence les enfants étaient réputés légitimes : mais aujourd'hui il impliquerait contradiction que le contrat civil pût survivre à la mort civile de l'un des époux.

Il est encore bon de remarquer que la filiation des enfants, que l'on supposerait nés d'un condamné qui se cache, serait presque toujours incertaine ; la présomption *pater is est* était principalement fondée sur la cohabitation publique des époux.

Cependant, dans notre législation moderne, nous admettons un genre de peine qui peut comporter des règles particulières. La déportation, par exemple, emporte la mort civile : mais si l'on voulait former, des déportés pour crime, une colonie, pourquoi n'autoriserait-on pas les mariages de ces déportés ? Pourquoi ne garantirait-on pas l'état civil des enfants qui naîtraient de ces mariages, au moins relativement à tout ce que les auteurs de leurs jours auraient possédé ou acquis dans la colonie même et depuis leur déportation ?

Le citoyen **Maleville** dit que l'inconvénient dont parle le citoyen *Portalès* ne pourrait avoir lieu, tout au plus, qu'à l'égard de la femme du condamné contumax, et jamais dans le cas de celui qui subit sa peine, et qui est bien nécessairement sous les yeux du public. Eh ! pourquoi, d'ailleurs, supposer le crime de la part de celle dont on est forcé d'admirer la vertu ? Le citoyen **Maleville** ajoute que les dispositions de l'ordonnance de 1639 ne s'appliquent qu'aux mariages contractés depuis la mort civile, et aux enfants qui en sont les fruits ; mais qu'elles ne rompent pas le mariage contracté auparavant, et ne privent pas de leur état les enfants qui en naissent depuis que leur père est mort civilement. Cette loi était d'ailleurs d'une dureté qui l'a empêchée de recevoir son exécution, même à l'égard des mariages qu'elle avait en vue : elle déclarait incapables de succéder, non-seulement les enfants nés d'un mariage contracté depuis la mort civile, mais encore toute leur postérité.

Le citoyen **Boulay** dit que c'est pour corriger la dureté du principe, que l'article 27 du projet laisse au Gouvernement le droit de disposer de la succession du condamné après sa mort naturelle.

Le citoyen **Regnier** dit que cet adoucissement ne rend pas aux enfants les honneurs de la légitimité.

Le citoyen **Boulay** répond que ce point est du domaine de l'opinion, qui certainement ne flétrira pas les enfants d'un condamné ; mais que, si l'on admettait le principe de la légitimité des enfants nés depuis la mort civile de leur père, la mère pourrait introduire des bâtards dans la famille.

Le **Premier Consul** dit que la mère n'a pas d'intérêt à commettre cette fraude, puisque les enfants qu'elle supposerait nés de son mari ne recueilleraient pas la succession de leur père.

Le citoyen **Boulay** dit que la mère agirait par l'intérêt de leur assurer sa propre succession.

Le citoyen **Regnier** dit qu'il s'agit surtout de sauver l'honneur des enfants, et que la loi en a le pouvoir. Il ne reste donc qu'à examiner si la honte d'une condamnation doit réfléchir sur ceux qui tiennent au condamné. L'humanité et la justice veulent qu'on en restreigne, autant qu'il est possible, les effets.



ensemble humaine et uti  
et les lois civiles ayant e  
il est indispensable de les  
les autres; on peut donc  
qu'aura la déportation ho

Le citoyen **Tronchet**  
délibération plus claire,  
mot équivoque de *mort ci*  
jurisconsultes, et de se se  
posée par le citoyen *Porte*  
diger ainsi :

« Il y a des peines qui  
« absolue de tous les c  
« constituent la mort civ  
« a des peines qui n'em  
« d'une partie des droits  
« tuent la mort civile i  
la déportation au rang de  
classe, et on en détermine

Le consul **Cambacér**

que, et que la loi ne  
nécessité partout.  
que le lieu affecté à  
territoire de la Ré-  
des Français non  
il est également  
es d'habitants con-  
es. Alors, comment  
si un individu qui  
hors du lieu de la  
du qui n'a de droits

ond qu'on pourrait  
les déportés. Il suf-  
s du lieu de la dé-  
nt aucun droit du

qu'il y aura toujours  
successions colla-  
rofit de ces enfants,  
l.  
qu'on peut les pré-  
ment s'ils viennent  
sortes de succes-

once qu'il va mettre  
r si on fera une na-  
s.

que cette décision  
tion de l'article 18,  
le déportation sera

qu'il est impossible  
puisqu'elle est tout  
es lois criminelles  
elles des rapports,  
rbiner les unes avec  
rminer ici les effets  
e France.

que, pour rendre la  
onvient d'écarter le  
mot inventé par les  
de l'expression pro-  
on pourrait donc ré-

portent la privation  
civils; ces peines  
oprement dite. Il y  
ent la privation que  
s; ces peines consti-  
rfaite. » On mettrait  
eines de la seconde  
les effets.

lit qu'il importe de  
civile, laquelle est  
s avec elle une idée  
été.

qu'on pourrait dis-  
tent la mort civile  
ue la privation des

ux voix et adoptée.  
le l'article 19.

taque la disposition  
nt à nommer un cu-  
justice. La demande  
isse former : autre-  
ministère public.  
qu'on pourrait faire  
par le juge, sur la re-  
lui présenterait.

e attaque la disposi-  
lement absolument  
ge. Il peut se trouver

des circonstances où il devienne témoin néces-  
saire; et alors la justice doit pouvoir l'entendre,  
sauf à n'avoir en sa déposition que la confiance  
qu'elle peut mériter : quelquefois elle interroge  
même les choses muettes. Il faudrait donc res-  
treindre la disposition au cas où la loi exige la  
présence de témoins pour la validité d'actes  
civils.

Le citoyen **Boulay** dit qu'il répugne qu'un  
homme, flétri par une condamnation, soit entendu  
pour en faire condamner un autre.

Le citoyen **Regnier** dit que le mort civile-  
ment peut être entendu, mais qu'il est repro-  
chable.

Le citoyen **Réal** répond qu'on ne pourrait ad-  
mettre en témoignage le mort civilement que  
parce qu'on le considérerait comme témoin né-  
cessaire : mais il est déjà des cas où le juge est  
obligé de refuser d'entendre même le témoin né-  
cessaire; par exemple, le fils contre le père. Ce  
que la piété filiale défend en ce cas, la morale  
publique doit le défendre, quand il s'agit du mort  
civilement; et le témoignage, même nécessaire,  
d'un homme ainsi flétri, doit être écarté.

Le citoyen **Cretet** observe que, dans le fait,  
le mort civilement ne peut jamais être entendu :  
s'il est déporté, il est absent; s'il est évadé ou  
contumax, il ne se présentera pas.

Le **Ministre de la Justice** répond qu'il peut  
arriver qu'un crime commis dans une prison  
n'ait eu pour témoins que des individus morts  
civilement.

Le citoyen **Regnier** dit que si l'on entend  
les morts civilement dans ce cas, il faut décider  
aussi qu'ils ne pourront être reprochés.

Le citoyen **Roderer** dit que jamais la récu-  
sation n'atteint le témoin jugé nécessaire.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély)  
rappelle qu'autrefois on recevait la déposition d'un  
individu mort civilement, quand elle était jugée  
nécessaire; mais qu'on ne l'assignait pas en con-  
frontation : on pourrait aujourd'hui imiter cet  
ordre, en faisant entendre les individus morts  
civilement par le magistrat de sûreté, dont le mi-  
nistère consiste à recueillir tous les renseigne-  
ments, et en ne les faisant pas comparaître devant  
le jury.

Le **Ministre de la Justice** dit que l'ancien  
usage était fondé sur ce qu'alors on admettait les  
témoignages écrits; qu'aujourd'hui l'on admet  
que les preuves orales dans le débat.

Le citoyen **Réal** observe qu'on écarte même  
la déposition du dénonciateur, quoiqu'il soit dé-  
claré témoin nécessaire, lorsqu'il doit profiter de  
la condamnation.

Le citoyen **Roderer** partage l'opinion du mi-  
nistre de la justice; il voudrait cependant que le  
principe de l'article fût consacré, afin qu'on  
n'admit pas indistinctement le mort civilement  
comme témoin; mais il faut une exception dans  
la loi, pour le cas où il devient témoin nécessaire.  
La place naturelle de cette exception est dans le  
Code criminel.

Le **Premier Consul** demande pourquoi l'on  
s'est servi, dans l'article, de cette expression *le*  
*contrat civil du mariage*.

Le citoyen **Boulay** répond qu'on s'est exprimé  
ainsi, parce que la loi ne voit dans le mariage  
qu'un contrat civil. L'expression qu'on a em-  
ployée a paru d'ailleurs la plus propre à faire  
taire les scrupules des consciences.

Le **Premier Consul** dit qu'elle semble sup-  
poser qu'aux yeux de la loi, il reste encore quel-  
que chose après la dissolution du contrat civil,

[Disc. du projet

chés. L'ordonnance de cinq ans, et admettre même après ce contumax, saisi moi pourrait être aussitôt cédure serait recomme 1670 ne rendait au cas sa condamnation lui qu'il s'était représenté des tiers, de la part dicté cette disposition était comme est en par défaut, qu'on ex qu'il n'est pas atte daient aux droits d caution : ainsi ils possession; et comme provision, il était in de bonne foi. Si le pas pendant les cinq ment tous les biens mais il reprenait tout n'y avait là rien de une fiction : la loi permet revivre un condamné civils, et l'en priver.

L'ordonnance de l' max soit exécuté par heures du jugement tient la même disposition de plein droit la section propose d'en Elle voudrait que le par effigie, et que n civile. Elle objecte c donnance de 1670, la mort civile; qu'ainsi

conservé le délai  
aux à se représen-  
le a décidé que le  
les cinq ans, ne  
mais que la pro-  
is l'ordonnance de  
sous tout ce que  
perdre, que lors-  
cinq ans. L'intérêt  
es héritiers, avait  
ent par contumace  
vile un jugement  
isoirement et tant  
héritiers ne succé-  
né qu'en donnant  
ent abuser de leur  
ossédaient que par  
u'on acquit d'eux  
ne se représentait  
perdait définitive-  
ait été dépouillé,  
s pour l'avenir. Il  
La mort civile est  
dire mourir et faire  
oport à ses droits  
emps.

ussi que le contu-  
is les vingt-quatre  
u 3 brumaire con-  
exécution emporte  
; et cependant la  
et effet nécessaire.

subit l'exécution  
l conservât la vie  
e système de l'or-  
peut anéantir la  
ut-il la suspendre  
assés ne peuvent  
e la mort civile est  
écution, elle doit à  
donner aux tiers  
devait plus cesser,  
tie que résolutoi-

tion propose-t-elle  
-ce pour l'intérêt  
r'a pas la posses-  
donner au fisc les  
nace. Il est difficile  
. C'est ainsi que le  
assi une sorte de  
les fruits pendant  
cinquante, si les  
nt de la mort na-

s, dans le système  
condamné sera-t-  
ort civile, faute de  
ans? Est-ce à ceux  
la condamnation?  
n'est pas ouverte,  
mort civile. Est-ce  
e de succéder après  
s on prive d'abord  
ient les recueillir  
outre leurs héri-

tion, si ces parents  
cinq ans.  
ose, en finissant,  
tiers du condamné,  
ner caution, et de  
se représente pas  
écutaires qu'aura  
nt irrévocables.

Le citoyen **Roderer** dit qu'en effet les biens du contumax seront mieux conservés par sa famille que par le fisc; et que d'ailleurs, en accordant la provision à ses parents, on les met en état de lui faire passer des secours.

Le **Premier Consul** demande si la femme du contumax pourra se remarier dans les cinq ans.

Le citoyen **Tronchet** répond que le mariage du condamné n'est pas dissous pendant le délai de cinq ans, parce que l'importance de ce contrat exclut toute provision, et que le nouveau mariage de la femme ne peut être conditionnel: mais ce n'est là qu'une exception commandée par la nature des choses.

Le citoyen **Defermon** observe que puisqu'il y a des exceptions nécessaires, les principes sur la mort civile sont donc susceptibles de modification; que la peine sera modifiée, si le condamné se représente dans les cinq ans; qu'ainsi toute la question est de savoir si l'on appellera *mort civile* l'effet d'une peine qui peut être modifiée.

Le citoyen **Thibaudeau** dit que l'idée de faire remonter les effets de la mort civile au jour de l'exécution était une combinaison de fiscalité dans l'ordonnance de 1670. Aujourd'hui que le fisc est sans intérêt, il ne s'agit plus que de décider si les successions qui, pendant les cinq ans, s'ouvriront au profit du condamné, appartiendront à ses enfants ou à des collatéraux.

Le citoyen **Tronchet** dit que les enfants, nés avant la mort civile de leur père, les recueilleront de leur chef; que ceux nés depuis n'y peuvent rien prétendre, puisque la loi ne les reconnaît pas.

Le citoyen **Regnier** observe qu'il est cependant un cas où la mort civile du père nuit aux enfants s'ils ne viennent plus par représentation; c'est lorsque l'héritier collatéral appelé se trouve au même degré que le condamné. Il est évident qu'il emportera la succession seul et sans le concours des enfants, puisque ceux-ci ne peuvent plus, par représentation, se placer dans le même degré de lui.

Le citoyen **Boulay** dit que tout se réduit à décider à qui il convient d'accorder la jouissance provisoire pendant les cinq ans. Si on la donne à des héritiers, quelquefois éloignés, on craindrait de se voir dépouillés par l'absolution du contumax, on lui suscite des adversaires dans sa propre famille, d'autant que l'ancien préjugé ne balancera pas l'intérêt des héritiers. On échappe à cet inconvénient en laissant la jouissance provisoire au fisc.

Le consul **Cambacérès** dit que, pour décider entre les deux systèmes, il faut d'abord les comparer.

On convient des deux côtés: 1<sup>o</sup> que la mort civile encourue par un contumax est conditionnelle pendant les cinq ans que la loi lui donne pour purger la contumace; 2<sup>o</sup> qu'après l'expiration de ce délai, il doit, à la vérité, être encore admis à se constituer en jugement, mais que l'absolution qu'il obtient ne fait plus cesser rétroactivement les effets que sa condamnation a opérés par rapport à ses biens.

On se divise en ce que la section ne regarde le contumax que comme frappé d'interdiction pendant le délai de cinq ans, et ne fait commencer sa mort civile qu'après ce délai, tandis que le citoyen **Tronchet**, sans s'occuper de l'avenir, et de l'absolution possible du condamné, veut que le jugement produise d'abord tous ses effets par rapport aux biens, sauf la condition résolutoire. Et, en effet, il est reconnu en droit que la condamnation à la peine forme l'essence du jugement; que les

[Disc. du projet d

principe de l'article e  
car il ne peut être ap  
contradictoirement,  
au contumax absous

Le citoyen **Tronc**  
ces cas, le jugement

Le citoyen **Boulay**  
de contradiction entr  
vant : l'un suppose q  
courue par la nature  
ne le sera que par une

Le citoyen **Regni**  
rabondant, attendu q  
effets de la mort civil  
en général dans celu

Le citoyen **Tronc**  
statuer sur trois cho  
mort civile, sur les  
la manière de l'enc  
faire plusieurs article  
diquer les peines qui  
la mort civile.

L'article est adopté

L'article 19 est sou  
ainsi conçu :

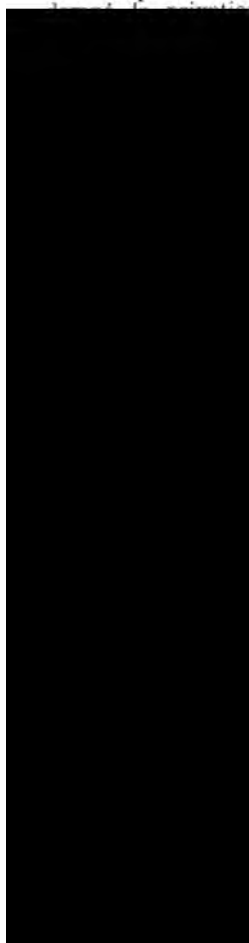
« La condamnation  
« elle emportera t  
« civile, soit qu'elle :  
« toirement ou par  
« jugement n'ait pu

« Les autres pein  
« la mort civile qu'au  
« blira y aura attach

Cet article est adop

L'article 20 est sou  
ainsi conçu :

« La déportation »



op d'exceptions; qui, condamné l'exécution, ni q ans.

que, dans tous étroitivement. une apparence et l'article sui-civile sera en-l'autre, qu'elle ormelles de la loi. l'article est su-l détaillant les tile de la définir

que la loi doit s cas où il y a mort civile, sur e qui oblige à st destiné à in-ture, entraînent

scussion ; il est

de mort natu-et de la mort ncée contradic-encore que le que par effligie. n'emporteront loi qui les éta-

scussion ; il est

contre le con-ts civils dans e français dont e au condamné; s le lieu seule-sa résidence. » l faudrait faire e le lieu de la

est nécessaire action contre le hors d'un dé-et il était dans pple. en cas de on éloignait le rmis des désor-le scandale, où re, d'un mari, s ont aussi une audra-t-il l'ad-

que l'article ne qué à la dépor-orte pas la mort même à temps e bannissement e préjuge rien. suivante :

contre le con-ts civils dans continental et celle qui aura ation. »

conviendrait de pour remplacer xiste plus.

aussi d'avis de es membres de

la société, le coupable condamné pour certains crimes ; mais afin d'éviter toute équivoque, il voudrait qu'on nommât cette peine *relégation*.

Le **Premier Consul** pense qu'on devrait éviter le mot *déportation* pour ne rien préjuger sur le Code criminel, et dire que la mort civile peut avoir lieu pour le continent de la République dans les cas déterminés par le Code criminel.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il s'est servi du mot *déportation*, parce que cette peine existe actuellement dans la loi criminelle.

Le citoyen **Réal** attaque dans l'article cette expression *conserver* ses droits. Il dit que le condamné ne conserve pas, mais recouvre la vie civile dans le lieu de sa déportation.

Le citoyen **Tronchet** répond que le condamné ayant la vie civile dans toute l'étendue de la France au moment de sa condamnation, il la conserve partout où elle ne lui est pas ôtée.

Le citoyen **Réal** observe qu'il en résulterait que le condamné conserverait les biens qu'il avait dans le lieu de sa déportation avant la condamnation.

Le citoyen **Regnier** pense qu'il convient de substituer le mot *reprendre* au mot *conserver*. Le jugement fait mourir civilement le condamné dans tous les lieux où il exerçait ses droits civils. La vie civile ne lui est rendue que dans le lieu de déportation, et seulement au moment où il y arrive.

Le **Ministre de la Justice** propose de supprimer cette phrase : « il en conservera l'exercice » dans le lieu seulement qui lui sera indiqué pour « sa résidence. » Il dit que la disposition que cette phrase indique se déduit de la première. *formâ negandi*.

Le citoyen **Tronchet** adopte l'amendement : *il en reprendra l'exercice pour l'avenir, etc.*

L'article ainsi amendé est adopté.

L'article 21 est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

« Les droits dont la mort civile emportera la » privation sont ceux ci-après :

« La succession du condamné est ouverte au » profit de ses héritiers, auxquels ses biens sont » dévolus de la même manière que s'il était mort » naturellement.

« Il ne peut plus ni recueillir aucune succession. » ni transmettre à ce titre les biens qu'il peut » acquérir par la suite.

« Il ne peut plus ni disposer de ses biens en » tout ou en partie, par donation entre-vifs ou » par testament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est » pour cause d'aliments.

« Il ne peut plus être nommé tuteur, ni con-courir aux opérations relatives à la tutelle.

« Il ne peut plus être témoin dans aucun acte » solennel, ni être reçu à porter témoignage en » justice.

« Il ne peut procéder en justice, ni en défendant » ni en demandant, que sous le nom et par le » ministère d'un curateur spécial qu'il se choisit, » ou qui lui est nommé par le tribunal où l'action » est portée.

« Il est incapable de contracter un mariage » légal et qui produise aucun effet civil.

« Le mariage qu'il avait précédemment con- » tracté est dissous, quant à tous ses effets civils.

« Son époux et ses héritiers peuvent exercer res- » pectivement les droits et les actions auxquels » la mort naturelle donne ouverture ; sauf néan- » moins les gains de survie, que l'autre époux ne » peut exercer qu'après la mort naturelle du con- » damné, lorsque la peine qu'il a encourue n'est

[Disc. du projet de

mariage, comment lui  
quer pour l'exercice d

Le citoyen **Berlier**  
naturelle d'un contun  
de survie, ce serait sou  
par l'impossibilité où  
l'accomplissement de  
obligée d'attendre, pou  
la loi présume la mor  
fût arrivée.

Le citoyen **Regnau**  
dit que les gains de su  
de divorce ; qu'il y a  
des exemples qu'ils pe  
naturelle du mari.

Le **Ministre de la**  
gains de survie sont u  
femme pour la perte  
donc les accorder à la  
frappé de mort civile  
riage dissous.

Le **Conseil** adopte  
civile du mari donne  
survie.

L'article est adopté,  
amendements que le c

L'article 22 est soum  
ainsi conçu : « Les pa  
« précédent reçoivent  
« du déporté, qui peut  
« le mariage antérieur  
« l'un et l'autre maria  
« civils que dans le l  
« quant aux biens qu'i  
« fants nés depuis la d  
« antérieur, soit de c  
« tous leurs descenda

droit de l'invo-

fférer à la mort  
ture des gains  
river la femme  
ait de prouver  
on : elle serait  
ue l'époque où  
des individus

-Jean-d'Angély)  
ouverts en cas  
la législation,  
avant la mort

observe que les  
ion donnée à la  
ari; qu'on peut  
ont l'époux est  
répute le ma-

de que la mort  
aux gains de

ction, avec les  
mis.

discussion; il est  
et 8 de l'article  
ption à l'égard  
mariage, et dont  
dissous; mais  
duisent d'effets  
déportation, et  
sséder. Les en-  
soit du mariage  
leur, ainsi que  
ivent succéder  
e la déportation.  
une exception  
a expliqué ci-

la disposition  
nés depuis le  
principe; mais  
l'exclure quel-  
père, il paraît  
dans le cas du  
la déportation

article repose sur  
ont il parle ont  
édaction ferait  
x mariages.

qu'il résulte de  
ave le déporté  
ine d'avoir ses  
t qu'aussi, si le  
contracter un  
t, mais que ce  
urs; également  
iquer la capa-  
dant, comme il  
x, que des en-  
u père pussent  
des sœurs nés  
eur au principe  
réclame.

général la théo-  
que embarras;  
me serait ma-  
dans un autre.

le mariage ne  
ssous, puisqu'il  
où il subsiste.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne faut pas confondre l'état de la femme avec les effets du mariage. Le mari est dépouillé; la femme exerce ses reprises; cependant elle demeure mariée, puisqu'il est un lieu où son mariage subsiste; mais comme il n'a pas d'effets civils en France, il ne peut y donner aucun droit à ses enfants.

Le citoyen **Thilbaudeau** dit que la rédaction de l'article est telle qu'elle semble permettre au déporté d'avoir deux femmes, puisque le mariage antérieur subsisterait, et qu'il pourrait néanmoins en contracter un nouveau dans le lieu de sa déportation.

Le citoyen **Rœderer** observe que cette hypothèse est fautive : le premier mariage subsistant, le déporté ne pourrait en former un second.

Le **Premier Consul** dit qu'il conviendrait d'obliger la femme à déclarer, dans un délai donné, si elle veut que le mariage subsiste ou soit révoqué; lorsqu'elle déclarerait vouloir maintenir son mariage, elle serait tenue de suivre son mari.

Le citoyen **Tronchet** dit que la disposition n'est pas restreinte à la femme; qu'elle concerne encore les enfants. Il faut, par un principe unique, déterminer le sort des uns et de l'autre.

La femme reste mariée, si elle ne demande pas le divorce après la condamnation de son mari : il en est ainsi, soit qu'elle le suive, soit qu'elle ne le suive pas. Mais restera-t-elle en communauté? Aura-t-elle des droits sur les biens qu'acquerra le déporté? Voilà ce qu'il faut décider.

Quant aux enfants qui naîtront ensuite du mariage, comme ils n'auront pas d'état civil en France, ils ne pourront ni y succéder aux biens du déporté, ni recueillir, par représentation de leur père, des successions collatérales.

Le citoyen **Réal** croit qu'il faudrait donner une autre marche à la discussion, et s'occuper d'abord uniquement des effets que la mort civile produira en France.

Le Code général devra conduire le condamné jusqu'au lieu de sa déportation ou relégation. Arrivé dans ce lieu d'exil perpétuel, le condamné devra y être soumis à des lois d'exception, à un Code spécial, particulier, établi sur d'autres bases, dicté par d'autres intérêts que le Code civil général. C'est dans ce Code particulier qu'on placerait les exceptions dont il ne faut pas hérisser le Code civil. La différence du climat, des mœurs, des habitudes, a toujours exigé, pour les colonies, des exceptions aux lois générales qui régissent la métropole : à plus forte raison, un Code particulier est-il nécessaire pour régler le nouvel état civil du condamné.

Revenant à la question, le citoyen **Réal** dit que la disposition contenue au huitième paragraphe de l'article qui vient d'être adopté s'oppose à l'admission du principe qu'a énoncé le citoyen **Tronchet**; car si le mariage est dissous, si l'époux non déporté peut en contracter un autre, il est impossible d'accorder que la femme qui ne demanderait pas le divorce après la condamnation reste mariée. Il est également impossible d'admettre que la permanence ou la dissolution du mariage antérieur à la condamnation dépende de la déclaration ou de la volonté de la femme; un lien que l'une des parties peut rompre n'est pas celui du mariage. Toutes choses doivent être égales entre les deux époux. Le principe consacré par le paragraphe 8, qui déclare les deux époux libres, ne leur défend pas de contracter, dans le lieu de la déportation, un nouveau mariage, et sauve tous les inconvénients.



[Disc. du projet de

autres Français, si la  
sibilité.

Le citoyen **Bigot-**  
enfants nés depuis le  
légitimes, parce qu'il  
riage valable ; on ne  
sous ce rapport, de le  
portation. Il est vrai q  
exercé par ceux-ci au  
du père commun a al  
tants, et ne laisse plus  
trimoine, aux enfants  
depuis ce moment, t  
ment, quelle que soit  
sont parfaitement éga  
mère ait maintenu le  
déporté, devenu libr  
mariage dans les co  
nouvelle famille.

On pourrait donc é  
du déporté nés de la  
la même successibilit  
s'en trouve qui soient  
d'une autre mère, ils  
lonie.

Le citoyen **Portal**  
deux branches : d'un  
qui suit son mari dép  
rare ; d'un autre, il s  
suit pas : ce cas sera  
titre il doit devenir l  
dernière hypothèse,  
déportation ne succé  
seront légitimes néan  
exister sans la succe  
était admise par rappo  
à la femme qui suit se

nt leur succes-

pense que les  
du père sont  
uits d'un ma-  
es distinguer,  
; avant la dé-  
e successibilité  
la mort civile  
ens alors exis-  
r l'ancien pa-  
nent nés. Mais  
ts indistincte-  
leur naissance,  
osant que leur  
au contraire, le  
é un nouveau  
ommencé une

ous les enfants  
auront partout  
enir; que, s'il  
tre mariage et  
ue dans la co-

la discussion a  
it de la femme  
sera infiniment  
me qui ne le  
inaire, et à ce  
loi. Dans cette  
nés depuis la  
leur père; ils  
légitimité peut  
ette distinction  
aubaine. Quant  
orté, elle aura  
de la morale;  
loi, car la loi  
le plus parfait.  
déportation, ils  
; s'ils sont nés  
qu'ils naissent

ortation opère,  
hement le plus  
e dans un lieu  
evient donc un  
de la France.  
lui appartient,  
emme et lui re-  
ils créent une  
e rapport avec

e les diverses

:  
age est dissous

déportation ne  
ccessibilité du

: leur mère.

rme :  
il d'Etat,  
.

RÉPUBLIQUE.  
1801.)

a séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Tronchet** présente des observa-

tion sur l'article 22, adopté dans la dernière séance.  
Il dit qu'ayant réfléchi sur la complication dont a  
parlé le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély),  
il a remarqué qu'en effet la question du mariage  
des déportés se divise en une infinité de branches  
qu'il importe de saisir toutes. Le citoyen **Tronchet**  
n'en conclut pas néanmoins qu'il soit nécessaire  
de rédiger un Code de déportation avant de pro-  
noncer sur toutes ces questions, mais seulement  
que la rédaction qu'on a adoptée n'est pas assez  
claire, et qu'il faut la remplacer par plusieurs ar-  
ticles. Il s'explique sur les diverses branches de  
la question.

L'individu déporté qui contracte mariage, dit-il,  
Ou n'était point marié,  
Ou était marié, et épouse de nouveau l'indi-  
vidu auquel il était uni,  
Ou était marié avant, et épouse un autre indi-  
vidu que celui auquel il était uni.

Dans le premier et le troisième cas,  
Ou il épouse un individu déporté comme lui,  
Ou il épouse un individu qui jouit de la pléni-  
tude des droits civils.

Ici question préliminaire : cela sera-t-il permis  
au déporté ?

Dans toutes les hypothèses, il s'agit d'examiner  
quels sont les effets civils que produira le ma-  
riage légitime (puisque la loi l'autorise).

Et cette question doit être envisagée sous deux  
points de vue différents :

1° Relativement aux deux époux entre eux ;  
2° Relativement aux enfants ; et ici la ques-  
tion a encore deux branches :

1° Relativement aux enfants nés des mariages  
contractés depuis la déportation ;

2° Relativement aux enfants nés du mariage  
antérieur qui est dissous.

Le citoyen **Tronchet** examine la première  
question.

Dire que le mariage en question produit entre  
les époux des effets civils dans le lieu de la dé-  
portation et sur les biens qui y sont situés, c'est  
présenter une idée qui n'est pas exacte.

Dire simplement qu'il produit entre eux tous les  
effets civils d'un mariage légitime, c'est s'expliquer  
très-exactement ; mais il faut bien entendre tout  
le sens et toute l'étendue de ce principe.

La première proposition ne serait point exacte ;  
en voici la preuve.

Le mariage produit entre les deux époux : 1° des  
droits, des devoirs et des effets personnels ; 2° des  
droits réciproques sur leurs biens.

Les droits, les devoirs et les effets personnels  
sont connus de tout le monde :

Demeure et cohabitation communes ;  
Puissance collatérale ;

Incapacité de la femme d'ester en jugement, de  
contracter sans l'autorisation du mari.

Tous ces effets civils étant personnels, étant  
attachés à l'état général de la personne, sont in-  
divisibles, suivent la personne partout.

Il y a une similitude parfaite entre l'état du  
déporté marié avec un autre individu également  
déporté, et celui de deux étrangers ; entre l'état  
d'un déporté marié avec un individu non déporté,  
et celui d'un étranger qui a épousé une Fran-  
çaise : avec cette différence seulement que, dans  
le second cas, la Française perd ses droits civils  
en France, tant que le mariage subsiste ; au lieu  
que l'individu non déporté les conserve en France.  
Mais cette différence ne fait rien à la question.  
La femme française, se soumettant à la loi civile

[Disc. du projet de Code civil.]

leur donne véritablement une ex-  
leur confère une nouvelle vie civil  
sont restreints au lieu de leur d  
tout ailleurs ils sont morts civil  
aucun des droits qui résultent d  
tous les liens de famille sont rom  
dans tout le reste de la France.

Ils ne peuvent ni l'un ni l'aut  
leurs enfants plus de droits qu'  
ne peuvent donc former qu'une  
étrangère à celle dont ils sont se  
fants ne peuvent donc avoir d'  
mille qu'avec les membres qui s  
souche nouvelle qui tous eux-  
droit de successibilité qu'entre  
ront posséder eux-mêmes civilem  
situés dans le lieu où ils ont l'  
car la possession du mort civilen  
par un acte du droit naturel, de  
peut transmettre à ses parents, l  
session de fait et de droit nature

Il pourra donc être exact de d  
seulement, que le mariage ne leur  
civils que dans le lieu de la dépo  
auteurs et sur les biens qui y so  
l'expression générale a été prise ne  
puis-que le mariage produit à l  
effets qu'ils portent partout.

Voilà pour les enfants nés de  
voyons maintenant quel doit être  
fant né d'un individu déporté  
qui jouit de la plénitude des dr

L'opinant dit d'un individu,  
arriver que ce soit une femme qu  
et qui épouse un homme jou  
civils, soit parce qu'il se trouve d  
soit pour toute autre cause; en  
généraliser la question, qui, c  
séance, n'avait été envisagée que  
vue d'une femme qui a épousé u

Généralisant ainsi la question,  
chet observe que si le conseil

nouvelle,  
les effets  
ion : par-  
; ils n'ont  
ie civile,  
leur égard

remettre à  
 ont; ils  
 le famille  
 leurs en-  
 tien de fa-  
 de cette  
 n'auront  
 ne pour-  
 des biens  
 ce civile :  
 acquiert,  
 qu'il ne  
 u'une pos-

cet égard  
 les effets  
 de leurs  
 tués; mais  
 pas exacte,  
 gard deux

déportés;  
et de l'en-  
n individu  
ils.

qu'il peut  
être déportée,  
des droits  
voisinage,  
qu'il faut  
à dernière  
le point de  
orté.

oyen Tron-  
ste dans la  
la mère,  
raison, au

ir une suite  
onseil, aux  
es opinions  
t reçoit de  
le droit de  
recevoir co  
ue la déci-  
à la mère

à la mère  
iage con-  
la dépor-  
té sérieuse  
la plénitude  
ne de l'in-  
ans la ligne  
ême peine  
de la peine  
erte à cette  
édait alors

iens dont i  
ens que l  
le la dépor

at aux bien  
u territoire  
capacité d

ts nés d'u

**mariage postérieur, quant aux biens situés dans le lieu de la déportation ;**

5° Ils recueilleront toutes les successions collatérales qui pourront s'ouvrir dans la ligne de leur auteur déporté;

6° Enfin ils succéderont à l'autre individu non déporté, eux seuls, si celui-ci ne s'est point remarié; ou concurremment avec les enfants nés d'un second mariage, soit qu'il ait été renouvelé avec le déporté ou avec un tiers; et ils recueilleront seuls les successions collatérales qui pourront s'ouvrir en France dans la ligne de leur auteur déporté.

La seule question qui pourrait s'élever serait celle de savoir s'ils succéderont à leur auteur déporté, pour les biens qu'il aurait pu par hasard posséder dans le lieu de sa déportation.

La solution de cette question dépend du point de savoir si le déporté est censé avoir conservé une partie de ses anciens droits civils, ou si, mort civilement, il ne fait que reprendre une nouvelle vie civile limitée.

Le citoyen **Tronchet** pense que c'est une nouvelle vie.

Il se résume ainsi :

**Le déporté peut contracter mariage dans le lieu de sa déportation.**

Le mariage qu'il avait contracté précédemment est dissous, mais peut être renouvelé avec l'ancien époux, pourvu que celui-ci ait suivi dans l'année son époux dans le lieu de sa déportation.

Le mariage contracté par un déporté, soit avec un individu également déporté, soit avec un individu jouissant de tous ses droits civils, produit à l'égard des deux époux, soit relativement à leurs droits réciproques, soit relativement à leurs droits sur leurs enfants et descendants, les mêmes effets civils que la loi attache au mariage légitime.

A l'égard des enfants du mariage contracté depuis la déportation, il leur procure l'avantage de la légitimité, mais ne leur procure les droits de famille et de successibilité qu'avec les modifications suivantes :

Si le mariage a été contracté entre deux déportés, les enfants et descendants qui en sont issus forment une nouvelle famille qui ne jouit du droit de successibilité que quant aux membres de cette famille, et au père et à la mère qui en sont la source.

Si le mariage a été contracté entre un individu déporté et un individu jouissant de l'intégrité des droits civils en France, les enfants recueillent indistinctement toutes les successions directes et collatérales qui leur sont échues dans la ligne du père et de la mère non déportés; mais ils ne succèdent à leur père ou mère déporté, et aux collatéraux issus de lui depuis la déportation, que quant aux biens situés dans le lieu de la déportation seulement.

La déportation du père ou de la mère n'altère en rien l'intégrité des droits civils des enfants nés avant la condamnation : ils leur succèdent, ainsi qu'à tous leurs parents, de la même manière qu'ils feraient si la déportation n'avait pas eu lieu, à l'exception néanmoins de ceux desdits parents qui forment la nouvelle famille issue du mariage postérieur à la déportation.

Le consul **Cambacérés** demande si l'on statuera particulièrement sur chacun des cas prévus par le citoyen *Tronchet*.

Le citoyen **Desfermon** pense qu'il faut d'abord une disposition générale sur les déportés; qu'elle sera expliquée ensuite par les articles que le citoyen **Tronchet** propose de faire.

un condamné de la société qu'il a troublée  
par des offenses très-graves.

M. **Rœderer** dit que le principe sur lequel est fondé l'article 22 mérite d'être soumis à un nouvel examen. La résolution de rendre la vie civile à tous les déportés indistinctement dans le cas de leur déportation ne pourrait produire que des effets généralement utiles que dans le cas où la déportation serait réservée pour les individus atteints de délits politiques : il n'en sera pas de même si on l'attache aux actions qui partent de tous les temps ont été réputées crimes, méritent la peine capitale. Les déportés ne peuvent pas reprendre indistinctement la vie civile, mais il convient de donner au Gouvernement le droit de la leur rendre, quand il le juge à propos. Il en est ainsi chez tous les peuples, et particulièrement en Angleterre ; tous les déportés y encourent la mort civile, même au lieu de la déportation : le Gouvernement leur rendant le droit de les en affranchir ; mais il faut que ce droit avec une telle circonspection qu'ici on n'en a qu'un seul exemple, c'est celui de *Baringthon*, voleur fameux qui, dans l'année 1795, défendit le vaisseau contre les autres, et les fit rentrer dans le devoir. Il sera dangereux de donner indistinctement aux déportés le droit d'acquiescer, c'est-à-dire les moyens de s'émanciper, d'exciter des séditions et des troubles. Dans aucune prison, on ne laisse de semblables libertés aux détenus ; encore moins le doit-on dans une prison non fermée. Cependant, il est juste et politique de rendre la vie civile à l'état de colon au déporté qui méritera d'être reçu par une conduite sage et laborieuse, l'encourager à devenir meilleur. Le travail général améliore les hommes, et sera d'un grand secours pour policer la colonie. Mais le travail produit par la seule crainte du châtiment ne produit pas cet heureux effet ; il faut donner un intérêt au déporté : il faut qu'il puisse, par son travail, mériter sa liberté, et se former.

la troublée

principe sur être soumis à rendre la légalité dans ait produire as le cas où s individus en sera pas qui partout crimes, et déportés ne t la vie ci-

Gouverne- d il le juge les peuples terre; tous vile, même ernellement air; mais il onspersion, ample, c'est ui, dans la les autres air. Il serait ent aux dé- les moyens es troubles. semblables le doit-on

Cependant ie civile et qui mérite laborieuse; t. Le travail t sera d'un ie. Mais le t châtiment donner un puisse, par former un riétaire. On indistincte-

ase de l'ar- adopte en ombre des x, et qu'on châtiment; nt le droit extraordi- s individus

ervations du on nouvelle. e seulement mort civile. déportation e, et qu'en condamné, est l'ancien té; c'est la e de mort, e cette der- si elle ne e coupable pérer, dans produit la

en Roderer r rapport à admissible, judiciaire,

et que le Gouvernement n'aurait le droit de modifier les jugements criminels qu'autant qu'on lui accorderait le droit de faire grâce. Quand on admettrait l'usage de la relégation, elle n'emporterait pas la mort civile. Cette question est donc étrangère à la discussion qui occupe le conseil.

Le citoyen **Maleville** dit qu'on ne peut se dispenser d'accorder aux déportés les droits civils dans le lieu de leur déportation. Sans cela, que serait la colonie? une troupe d'esclaves sous un commandeur qui leur distribuerait les fruits du travail commun. Réduire la colonie à cet état, ce ne serait pas l'utiliser. On ne parviendra à constituer une vraie colonie qu'en donnant aux déportés, dans le lieu où on veut l'établir, tous les avantages et tous les moyens que l'homme trouve dans l'état de civilisation.

Le citoyen **Roderer** dit qu'il voudrait que la vie civile ne fût rendue aux déportés que par voie de police coloniale.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély)** dit que le système du citoyen **Roderer** est que le déporté encoure partout la mort civile absolue, mais que le Gouvernement puisse l'en relever dans le lieu de la déportation seulement. La décision qui serait prise à cet égard ne ferait pas cesser les difficultés relevées par le citoyen **Tronchet**. Le citoyen **Roderer** présente donc une question nouvelle, qui conduit à examiner d'abord si le déporté sera frappé de mort civile partout, même dans le lieu de sa déportation.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il y a plusieurs questions. Si la mort civile ne doit pas devenir la suite de la déportation, les difficultés dont on s'occupe s'évanouissent. Mais le citoyen **Boulay** lui-même pense que le déporté doit être privé d'une grande partie de ses droits civils. Jusqu'à quel point cette privation influera-t-elle sur le mariage actuellement formé? Sera-t-il dissous, ou subsistera-t-il en devenant cependant résoluble par le divorce? Voilà le point en discussion.

L'opinion du citoyen **Berlier** est que la condamnation à la peine de mort doit produire la mort civile la plus complète; mais que le déporté peut être mis dans une autre classe, et n'être privé que d'une partie de ses droits civils. Il convient donc de régler positivement son état, d'indiquer les droits dont il est privé, d'indiquer également ceux qui lui restent.

Après une longue discussion sur les effets de son mariage, on a décidé que, puisque le déporté est retranché de la société générale, il ne peut plus demeurer dans la société individuelle qui unit deux époux, qu'en conséquence son mariage est rompu; que cependant il peut reprendre son épouse, en s'unissant de nouveau avec elle dans le lieu de sa déportation. Il y a peut-être de l'inconvénient à revenir sur des principes adoptés, et à remettre en question ce que le conseil a décidé après le plus mûr examen.

Quant à la successibilité des enfants, il serait peut-être inconvenant de parler des déportés au titre du mariage et au titre des successions, immédiatement après avoir réglé les citoyens. Les dispositions relatives à la famille des déportés seront mieux placées dans un titre particulier.

À l'égard de l'opinion ouverte par le citoyen **Roderer**, on peut la réduire à des termes très-simples. En effet, il ne s'agit que de la déportation judiciaire, et non de mesures extraordinaires qui, en aucun cas, n'ôtent la vie civile. Il ne reste donc qu'un point à examiner: c'est la question de savoir s'il est nécessaire de priver de tous droits civils l'individu que, par précaution, on a

qui a suivi son mari dans sa déportation a partagé sa condition, et les enfants qu'elle produits ensuite ne sont rien sur le continent. Il faut tenir à cette maxime : les détails ne font que peler les détails.

Les diverses propositions sont mises aux voix.

Le **Consell** adopte le principe de l'article et rejette la proposition de faire un titre particulier des effets de la déportation, et retranche l'article 22.

L'article 23 est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

Art. 23. « Toute condamnation, soit contractée, soit par contumace, n'emporte la déchéance civile qu'à compter du jour de son exécution, soit réelle, soit par effigie.

« L'accusé qui meurt dans l'intervalle entre la prononciation et l'exécution du jugement, meurt dans l'intégrité de ses droits, si ce n'est qu'il se soit donné la mort à lui-même. »

Le citoyen **Portalis** demande la suppression de ces mots : *si ce n'est qu'il se soit donné la mort à lui-même*. Il se fonde sur ce que les lois actuelles gardent le silence sur le suicide. Le suicide n'est pas un crime dans certaines occasions ; et celui du condamné n'a rien de dangereux ; il ne dérange la société ; il ne profite qu'aux tiers ; et il a pour cause ou la conservation de l'honneur, ou l'intérêt des enfants.

Le citoyen **Tronchet** dit que le suicide du condamné peut porter préjudice à ses héritiers en validant son testament.

Le citoyen **Defermon** observe que l'article ne paraît pourvoir à ces fraudes, quoiqu'il ne parle pas formellement du testament.

Le citoyen **Tronchet** dit que la disposition de l'article 28 n'embrasse pas toujours les testaments, parce qu'ils peuvent avoir été faits longtemps avant la condamnation.

Le citoyen **Defermon** dit que, dans ce cas, il ne peut pas y avoir de raisons de les infirmer.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'un testa-

portation a par-  
qu'elle procréée  
nent. Il faut s'en  
ne font qu'ap-

mises aux voix.  
de l'article 20,  
titre particulier  
retranche l'ar-

discussion ; il est

, soit contradic-  
emporte la mort  
e son exécution,

tervalle entre la  
du jugement  
droits, si ce n'est  
lui-même. »

le la suppression  
soit donné à lui-  
les lois actuelles  
. Le suicide peut  
occasions ; mais  
le dangereux ; il  
ofite qu'aux héri-  
conservation de  
ts.

e le suicide d'un  
e à ses héritiers

ve que l'article 28  
quoiqu'il ne parle

la disposition de  
aujourd'hui les testa-  
ir été faits long-

e, dans ce dernier  
ons des infirmes.  
l'un testament  
e la volonté dans  
il faut donc, pour  
le testateur, au  
eu la capacité de  
é.

nt, au surplus, au  
citoyen Portalis.

etranchement.  
que, d'après cette  
levient inutile.  
ssion.

discussion ; il est

mportant mort ci-  
par contumace, la  
du condamné ne  
sion de ses biens,  
suivront l'exécu-

eu, même quant à  
ui résultent de la  
e l'époux du con-  
f que l'époux ne  
mariage qu'après

e la provision que  
ers est une consé-  
le conseil ; que les  
t couvertes, parce  
munauté avec des  
as contracté ; que  
suspendue, parce

que l'importance de ce contrat exclut toute idée  
de provision. Ce serait d'ailleurs favoriser une  
supposition immorale que d'admettre celle que  
ferait la femme, que son mari demeurera sous  
le poids de sa condamnation ; ce serait exposer  
les enfants qu'elle aurait d'un nouveau mariage  
à devenir bâtards, si le premier mari de leur  
mère venait à recouvrer ses droits civils.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** demande  
qu'on prévoie le cas où les héritiers du condamné  
ne pourraient donner caution, et qu'alors on  
substitue le séquestre à la possession provisoire  
qui leur est accordée par l'article.

Le citoyen **Tronchet** dit que ce n'est pas ici  
la place des règles qui décident pour ce cas ; on  
les trouvera ailleurs. Au surplus, ces règles sont  
connues ; on sait qu'à défaut de caution les fonds  
deviennent inaliénables, et qu'il doit être fait  
emploi des meubles.

Le citoyen **Boulay** dit que, dans le système de  
l'article, le mariage est regardé comme dissous, et  
que néanmoins il ne l'est pas parfaitement, puis-  
que la femme ne peut en contracter un nouveau.  
Mais les enfants qui en naîtraient pendant les  
cinq ans de la contumace ne seront pas légi-  
times, si leur père se fait absoudre après ce dé-  
lai : ils seraient donc bâtards, quoique leur père  
fût reconnu innocent ? On préviendrait cette con-  
tradiction en ne déclarant le mariage dissous  
qu'après les cinq ans, c'est-à-dire lorsque le ju-  
gement par contumace aurait acquis la même  
force qu'un jugement contradictoire.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il a été décidé  
qu'un jugement par contumace doit être exécuté  
provisoirement ; mais que la nature du contrat  
de mariage n'admet pas de provision.

Le citoyen **Boulay** convient que la femme ne  
peut pas se remarier dans les cinq ans ; mais la  
difficulté porte sur l'état des enfants qu'elle a eus  
de son mari pendant ce délai.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il n'y a pas de  
certitude légale que ces enfants appartiennent au  
père. Le mariage étant dissous, ils ne peuvent  
plus invoquer la règle : *Pater is est quem iusta  
nuptiæ demonstrant.*

Le citoyen **Boulay** observe que la règle re-  
prend sa force lorsque le père revient dans les  
cinq ans et est absous.

Le consul **Cambacérés** dit qu'on peut se  
placer aussi dans l'hypothèse où le père ne se  
fait absoudre qu'après les cinq ans ; et qu'alors  
les enfants nés entre la condamnation et l'abso-  
lution ne seraient certainement pas légitimes ;  
qu'au reste, l'inconvénient dont parle le citoyen  
**Boulay** paraît exister dans le système qu'avait  
proposé la section.

Le citoyen **Tronchet** ajoute que, quand la loi  
a frappé le mari de mort civile, et déclaré son  
mariage dissous, elle ne peut plus voir, dans la  
fréquentation entre les époux, qu'un concubinage  
qui l'offense.

Le citoyen **Defermon** dit que, dans le sys-  
tème du citoyen **Tronchet**, la femme demeure,  
pendant les cinq ans, dans les devoirs que le ma-  
riage lui impose envers son mari ; qu'elle ne peut  
donc refuser de le fréquenter, s'il l'exige, et qu'il  
est naturel de prévoir que de ce commerce  
pourront naître des enfants. La loi se contredirait  
si elle flétrissait ensuite des enfants nés en quel-  
que sorte sous ses auspices ; et cependant elle  
les déclarerait bâtards, si elle décidait que, même  
à l'égard de son mariage, le contumax, qui se fait  
absoudre après les cinq ans, ne reprend ses droits  
que pour l'avenir.



[Disc. du projet de

dans l'usage actuel, la  
suivie par la voie civil

Le citoyen **Réal** o  
sur laquelle le jugem  
intéressées ont eu le  
choix, au criminel o  
les renvoyer à pours  
condamnation est ané

Le citoyen **Defern**  
doctrine leur portera  
avaient péri.

Le **Ministre de**  
civil on fait valoir les  
la partie intéressée po  
lui offriront les proc  
diciaire.

L'article est adopté  
par le citoyen **Tronch**

Le citoyen **Berliet**  
ne serait pas le cas d'  
tionnel. que si le con  
de nouveau à une peir  
cette mort civile date  
mier jugement. Cette  
est vrai, des idées reg  
justice, et simplifier  
système, par rapport.

Le citoyen **Tronch**  
naux se sont élevés c

Il est de principe q  
anéanti dans toutes  
tumax se représente.  
donc plus que du s  
de l'exécution de ce  
dater la mort civile.

On passe à la disc  
ainsi conçu :



civile est pour-

ant la procédure  
venu, les parties  
pourvoir, à leur  
u'on peut donc  
l'après que la

pendant cette  
si les preuves

répond qu'au  
rites; qu'ainsi  
ir de celles que  
de la police ju-

lement proposé

examiner si ce  
un article addi-  
s est condamné  
la mort civile,  
cution du pre-  
qui s'écarte, il  
sserait point la  
e beaucoup le  
termédiaires.

tous les tribu-  
lisation.

er jugement est  
lorsque le con-  
ation ne résulte  
ent; ainsi c'est  
ment que doit

rticle 28; il est

ation, qui sont  
el la loi attache  
e, sont réputés  
est condamné à

d'ajouter à cet  
actes faits par  
le précédent. »  
s actes dont il  
qu'on regarde  
is parce qu'on  
jusqu'ici n'ont  
et par une pré-  
les a toujours  
lement lorsque  
de fraude, et  
es. Une disposi-  
erait peser sur  
pas lui être im-  
sa famille, des

l'objet de l'ar-  
sition générale,  
irait la faculté  
alier. Cette dis-  
aucun intérêt :  
rant dans leurs  
le sont devenus  
par une cause  
ne peuvent se  
la loi les aver-  
it serait nulle.  
e la disposition  
le paralyserait  
es et indispen-

il serait éton-

nant qu'on laissât à l'accusé la puissance pater-  
nelle, les droits du mariage, tous ses droits enfin,  
à l'exception de celui qui réclame le plus forte-  
ment l'intérêt de sa famille.

Il faut sans doute que la loi s'applique à pré-  
venir les procès et à uniformiser la jurisprudence  
des tribunaux; mais c'est par rapport au droit,  
qui concerne toujours l'intérêt général, et non  
par rapport aux faits, qui ne concernent jamais  
que les intérêts individuels. S'agit-il du droit,  
l'individu n'est rien, la société est tout; s'agit-il  
de faits, chaque individu est la société tout en-  
tière.

L'article est supprimé.

Le citoyen **Boulay** propose de déclarer, par un  
article nouveau, que les actes faits par un mort  
civilement, entre sa condamnation et sa mort  
naturelle, sont nuls.

Le citoyen **Thilbaudeau** dit que ce serait violer  
le principe qui absout le contumax s'il meurt  
dans les cinq ans; que, dans cette hypothèse, on  
ne peut donner aucun effet à une condamnation  
entièrement anéantie.

Le citoyen **Lacuze** dit que cette doctrine est  
trop indulgente; qu'elle donnerait au condamné  
la facilité de vendre ses biens et de se retirer de  
France.

Le **Premier Consul** dit qu'il ne peut pas y  
avoir de question, puisque le mort civilement n'a  
pas la capacité de faire des actes civils.

Le citoyen **Réal** répond qu'il n'en est em-  
pêché, dans l'état actuel de la législation, que par  
le séquestre apposé sur ses biens; mais qu'il le  
pourra d'après le système que le conseil a adopté.

Il ne faut pas croire, au surplus, que personne  
ne traitera avec lui à cause de sa condamnation :  
un contumax peut aller contracter dans des lieux  
où l'on ignore qu'il est condamné.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est impossible,  
dans le système adopté par le conseil, qu'un con-  
damné soustraie ses biens à ses héritiers par des  
aliénations frauduleuses, à moins qu'il ne les  
vende immédiatement après sa condamnation;  
car les héritiers étant saisis aussitôt, et se faisant  
inscrire, on ne peut plus leur enlever leur pro-  
priété. Une loi est donc inutile, puisqu'il y a une  
impossibilité de fait.

Au surplus, la question ne peut s'élever que  
par rapport au contumax qui meurt dans les cinq  
ans. Pourquoi déroger au principe qu'il meurt  
*integro status*, en faveur d'héritiers éventuels, et  
qui ne seront peut-être pas les mêmes à l'expira-  
tion de la cinquième année qu'au moment de la  
condamnation?

Le consul **Cambacérés** dit que, si l'on veut  
adopter la proposition du citoyen **Boulay**, il faut  
supprimer le délai de grâce pour le contumax  
qui meurt dans les cinq ans, et prononcer qu'il  
meurt sous le poids de sa condamnation.

Le citoyen **Boulay** dit que le principe qu'il  
meurt *integro status* n'a été introduit qu'en haine  
du fisc, et que ce motif n'existe plus.

Le citoyen **Réal** dit que, puisque l'individu  
condamné contradictoirement meurt *integro status*  
lorsqu'il meurt avant l'exécution de son jugement,  
la justice ne permet pas de refuser le même  
avantage au contumax qui meurt avant l'expira-  
tion du délai que lui donnait la loi pour se jus-  
tifier.

La proposition du citoyen **Boulay** est mise aux  
voix et rejetée.

L'article 29 est soumis à la discussion; il est  
ainsi conçu :

« Dans aucun cas, la prescription de la peine

[Disc. du p ojet de

de vingt-quatre heures  
ici que du continent :  
des lois dans les colo  
rope doit être détermi  
circonstances et les  
l'époque de l'arrivée da  
taine pour que le déla  
blement par une loi.

Le citoyen **Regnaud**  
dit qu'alors il devie  
l'exception dans la loi

Le citoyen **Portali**  
découle naturellement  
trois principes : le pre  
force d'exécution de  
le Premier Consul ; le  
toire dans chaque par  
moment où elle peut ;  
qu'elle est présumée  
tement après un déla  
heures, augmenté d'a  
myriamètres depuis le  
jusqu'à la ville où sièg  
est évident que cette pr  
que pour le continent,  
colonies, dont le chemi  
entièrement intercepté  
et des saisons. Il faut  
le second principe.

Le citoyen **Tronch**  
les colonies, pour les  
culier est indispensa  
nent, la loi ne devient  
est présumée connue,  
la main du magistrat  
Cette dernière condition  
le délai est trop court.

plus il ne s'agit  
la publication  
les îles de l'Eur-  
règlement. Les  
relles rendent  
rées trop incer-  
re fixé invaria-

**-Jean-d'Angély)**  
ire d'exprimer

que l'exception  
Il pose en effet  
e la loi tire sa  
ation qu'en fait  
elle est exécutoire  
français au  
e; le troisième,  
chaque départe-  
de vingt-quatre  
res qu'il y a de  
a promulgation  
l'appel. Or il  
r'est admissible  
r les îles et les  
longé ou même  
ariété des vents  
leur égard, par

laisse de côté  
églement parti-  
ue sur le conti-  
que lorsqu'elle  
est arrivée dans  
faire exécuter.  
as accomplie si  
est impossible  
ne même aux  
se rapproché de  
ie du Bulletin.  
ois, elle ne sera  
emps après sa  
justice l'envoi  
reaux suffiront  
de temps con-  
ient ordinaire-  
c lieux ou au-  
heures entraîne

Ille que le con-  
par heures.  
pour prévenir  
se propose de  
avènement; et  
us assez de la-  
ar le calcul des

ue le délai de  
ent trop court  
ie dans tout le  
s.

qu'il est im-  
délai proposé,  
aux tribunaux  
nière instance.  
puisque l'objet  
discussion sur  
obligatoire, la  
e qu'il y a de

n'une question  
convenient à ne  
que la loi est  
ée. Quant aux

lois d'urgence, il est beaucoup de moyens d'en hâter la publication.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il s'agit moins, en effet, de trouver des moyens de faire connaître la loi que de fixer une époque où elle sera censée connue.

Le consul **Cambacères** fixe l'état de la délibération, et met d'abord aux voix la question de savoir si l'on maintiendra la fixation du délai adopté dans la dernière séance.

Le **Conseil** décide qu'elle ne sera pas maintenue.

Le **Consul** ouvre la discussion sur la durée du premier délai. Sera-t-il de vingt-quatre heures ou de plusieurs jours? Telle est la question qu'il propose.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) propose de le fixer à trois jours, attendu que vingt-quatre heures ne suffiraient pas pour faire connaître la loi dans tout l'arrondissement du tribunal d'appel de Paris.

Le **Ministre de la Justice** pense qu'il y a un autre motif de le prolonger : c'est, dit-il, que le moment où l'impression de la loi est achevée ne peut concorder avec le départ de tous les courriers qui doivent la porter dans les départements.

Le consul **Cambacérés** dit que, dans cette discussion, l'on ne doit pas se borner au seul intérêt du magistrat ; qu'il y a encore à considérer l'intérêt des particuliers, qui, s'appuyant sur le principe que la loi est exécutoire lorsqu'elle est connue, contractent d'après la loi, avant qu'elle soit parvenue aux magistrats.

Le **Ministre de la Justice** observe que la distinction si juste que vient de faire le Consul ne s'applique qu'aux matières civiles; mais que, dans le criminel, on doit prévoir le cas où un délit serait commis entre la sanction et la publication de la loi qui le punit; que, par ce motif, il faut un délai uniforme pour toutes les lois.

le citoyen **Portails** dit que, puisqu'on adopte le principe que la loi est exécutoire lorsqu'elle est connue, il suffit, pour qu'elle le devienne, que le délai après lequel il est possible qu'elle soit connue expire, sans qu'il soit nécessaire que le magistrat l'ait reçue.

Le **Ministre de la Justice** propose de fixer le premier délai à quarante-huit heures.

Le citoyen **Boulay** propose trente-six heures.  
Cette dernière proposition est adoptée.

Le **Conseil** arrête ensuite que le second délai sera de deux heures par myriamètre.

L'article est adopté avec ces deux amendements.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** demande qu'on fixe d'une manière précise le moment où échoiront les trente-six heures du premier délai.

Le citoyen **Portalls** observe que le mot *après*, qu'il a employé, ne laisse aucun doute sur le *dies termini*; qu'il n'y aurait de doute que si l'on avait dit *dans les trente-six heures*.

Les autres articles sont successivement soumis à la discussion et adoptés: ils sont ainsi conçus :

Art. 2. « La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif. »

Art. 3. « La loi oblige tous ceux qui habitent  
« le territoire. »

Art 4. « La forme des actes est réglée par les lois du pays dans lequel ils sont faits ou passés. »

Art. 5. « Lorsque la loi, à raison des circonstances, aura réputé frauduleux certains actes,

« on ne sera pas admis à prouver qu'ils ont été  
« faits sans fraude. »

Art. 6. « Le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'in-

[Disc. du projet

Le citoyen **Rœderer** défait dans la Cons la concession de le sultera que des hom *Franklin*, par exemp Français, parce qu'i avancé pour espérer tique.

Le citoyen **Porta** rentre reprend de ple lui assurait la faveur

Le citoyen **Fourc** tion que l'on discute moins ne pas défend retour des émigrés.

Le citoyen **Boula** lement convenu que être invoquées par l

Le consul **Camba** ment injuste de trait trer plus mal ou mi devenir Français. E après avoir abdiqué : ensuite sa patrie ado d'intérêt.

D'ailleurs, quoiqu' Français sans exerc serait peut-être cont de favoriser l'établis d'individus qui, n'ay pour exercer les dro rents à cette privatio tes les prérogatives ajoute le Consul, de une erreur que de stituant une volont avoir de bien grande

général c'est un ne pas autoriser ralité. Il en ré- mérite, tels que t jamais devenir ns un âge trop leur stage poli-

l'abdiquant qui orégatives que ine.

que la disposi- favoriser ou du oureusement le

il est universel- les ne peuvent

r'il serait égale- t qui veut ren- anger qui veut in homme qui, ginaire, abdique ut pas inspirer

qu'on peut être s politiques, il e la République nce d'une masse ualités requises eraient indiffé- : cependant tou-

Cette réflexion, tée, et ce serait législateur con- ffects pourraient es.

dement proposé

discussion; il est

usera un étran- nari.

ouvrera la qua- elle réside en aisant la déclai-

appliquer à cet l'article précé-

que, dans cet ouse un étran- ueur que sous dmise à succé- ), du parlement : autres dans la

qu'on ne peut en laissant à la on mariage ses nouvelle patrie. de reconnaître le cas où elle dir en France. l'est décidé que n étranger suit

lement proposé

à la discussion,

vreront la qua- ivus par les ar- s'en prévaloir

« qu'après avoir rempli les conditions qui leur « sont imposées par ces articles, et seulement « pour l'exercice des droits ouverts à leur profit « depuis cette époque. »

Art. 17. « Le Français qui, sans autorisation du « Gouvernement, prendrait du service militaire « chez l'étranger, ou s'affilierait à une corporation « militaire étrangère, perdra sa qualité de Fran- « çais.

« Il ne pourra rentrer en France qu'avec la « permission du Gouvernement, et recouvrer la « qualité de Français qu'en remplissant les con- « ditions imposées à l'étranger pour devenir ci- « toyen ; le tout sans préjudice des peines pro- « noncées par la loi criminelle contre les Français « qui porteraient les armes contre leur patrie. »

Le citoyen **Tronchet** présente une nouvelle rédaction de la section II du chapitre III, intitulée *de la perte des droits civils par une condamnation judiciaire*.

L'article 18, qui est le premier de cette section, est soumis à la discussion ; il porte :

« Les condamnations qui emporteront la mort « civile seront celles qui prononceront des peines « dont l'effet est de priver celui qui est condamné « de toute participation aux droits civils ci-après « exprimés. »

Le citoyen **Tronchet** dit que cet article lui a paru nécessaire pour décider positivement que la mort civile est maintenue ; principe qu'on avait mis en question.

Les citoyens **Boulay** et **Defermon** croient cet article inutile, parce que les deux suivants peuvent le suppléer : l'un décide quand la mort civile est encourue, l'autre en détermine les effets ; tous deux consacrent le principe que la mort civile est maintenue.

L'article est adopté.

Les art. 19, 20, 21 et 22 sont successivement mis à la discussion, et adoptés en ces termes :

Art. 19. « La condamnation à la mort naturelle « emportera toujours la mort civile, soit qu'elle « ait été prononcée contradictoirement ou par « contumace, encore que le jugement n'ait pu être « exécuté que par effigie.

« Les autres peines afflictives n'emporteront la « mort civile qu'autant que la loi qui les établira « y aura attaché cet effet. »

Art. 20. « Les droits dont est privé celui qui a « été condamné à une peine emportant mort ci- « vile sont ceux ci-après :

« Le condamné perd la propriété de tous les « biens qu'il possédait ; sa succession est ouverte « au profit de ses héritiers, auxquels ces biens « sont dévolus de la même manière que s'il était « mort naturellement.

« Il ne peut plus ni recueillir aucune succes- « sion, ni transmettre à ce titre les biens qu'il a « acquis par la suite.

« Il ne peut ni disposer de ses biens, en tout « ou en partie, par donation entre-vifs ni par tes- « tament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour « cause d'aliments.

« Il ne peut être nommé tuteur, ni concourir « aux opérations relatives à une tutelle.

« Il ne peut être témoin dans un acte solennel « ou authentique, ni être admis à porter témoi- « gnage en justice.

« Il ne peut procéder en justice ni en défen- « dant ni en demandant, que sous le nom et par « le ministère d'un curateur spécial, qui lui est « nommé par le tribunal où l'action est portée.

« Il est incapable de contracter un mariage « légal, et qui produise aucun effet civil.

*Première*

Le citoyen **Thibaude**  
*actes destinés à constater*

Les *dispositions générales*  
à la discussion.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté

- Les actes de l'état c
- le jour et l'heure où :
- « noms, noms, âge , prof
- « tous ceux qui y seront

L'article 2 est discuté :

- Les officiers de l'état
- voir ces actes. ne pou
- par note. soit par é
- « que ce qui doit être
- « rants. »

Le citoyen **Fourcroy**  
que les actes seront écri  
dans quelques départem  
croie pas autorisé, par  
servir d'une langue étran  
blique.

Le citoyen **Regnauld**  
observe qu'il importe d  
officiers seront chargés  
parce que, si cette foncti  
res dans les départeme  
pourront être rédigés qu  
mand.

Le **Premier Consul**  
des actes seront si simp  
de les copier dans tous  
est même avantageux  
Français à se servir de l

Le citoyen **Regnauld**  
dit que déjà des formules

le titre des

sont soumi-

conçu :

ont l'année,  
us, les pré-  
omiciles de

gés de rece-  
insérer, soit  
quelconque,  
les compa-

on exprime  
s, afin que,  
on ne se  
la loi, à se  
de la Répu-

m-d'Angély)  
abord quels  
ces actes,  
ée aux mai-  
es actes ne  
ou en alle-

es formules  
endra facile  
ments; qu'il  
er tous les  
ionale.

m-d'Angély)  
igées par la  
es aux offi-  
ans, dans les  
à rédiger les

objet dont le  
mentaire.

s'il ne serait  
l'application  
civil.

e la loi s'en

on et adopté

ssées ne se-  
tre en per-  
ésenter par  
et authen-

ssion; il est

e l'état civil  
sculin, âgés  
ois par les

mande pour-  
eront choisis  
oix ne peut  
et de décès.

qu'il n'y a  
n'y ait quel-

il n'y en a  
lieu de son  
connu; qu'il  
ouveau-né a

Le citoyen **Roederer** demande pourquoi les hommes seuls sont admis à être témoins; autrefois les femmes y étaient également admises.

Le citoyen **Thibaut** répond qu'autrefois on ne distinguait pas, dans les actes de naissance, les témoins d'avec les déclarants; le parrain et la marraine remplissaient les deux ministères: c'est la disposition formelle de l'article 4 de la déclaration de 1736. Mais depuis, la loi du 21 septembre 1792 a établi un nouveau système; elle a exigé la déclaration de la naissance et la présence de témoins pour la solennité de l'acte. La déclaration peut être faite par une femme; mais la loi veut que les témoins soient mâles. Il n'y a aucun motif de changer ces dispositions; les actes de l'état civil sont aussi importants que les testaments, pour lesquels les lois l'ont ainsi ordonné.

Le citoyen **Roederer** dit que les femmes sont celles qui, ordinairement, peuvent le mieux attester le fait de la naissance.

Le citoyen **Boulay** dit qu'elles le certifieront comme déclarantes.

Le citoyen **Thibaut** dit qu'il faut toujours en revenir à distinguer les déclarants qui attestent le fait de la naissance et l'origine de l'enfant, et les témoins appelés pour donner à l'acte la forme solennelle.

Le citoyen **Cretet** rappelle l'observation du citoyen **Tronchet** sur le choix déferé aux parties intéressées.

Le citoyen **Boulay** dit que les hypothèses présentées par le citoyen **Tronchet** sont rares.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que, pour prévenir toute difficulté, on avait proposé de faire appeler les témoins par les déclarants. Il serait utile aussi de prononcer formellement que les parents pourront servir de témoins. Les officiers de l'état civil ne les ont pas repoussés jusqu'ici; mais les tribunaux demandent que la capacité des parents soit déclarée par une disposition expresse.

Le citoyen **Boulay** objecte qu'il est des actes qui, par leur nature, n'admettent pas de déclarants; qu'ainsi la rédaction que rappelle le citoyen **Bigot-Préameneu** ne serait pas assez générale; que l'expression *les parties intéressées* n'exclut pas les parents.

Le citoyen **Regnaud (de Saint Jean-d'Angély)** dit que l'amendement du citoyen **Bigot-Préameneu** tend à prévenir les caprices des officiers de l'état civil.

Il propose d'ajouter, *ou appelés par l'officier public*, afin que cet officier ait une règle sûre pour les cas où personne ne serait intéressé à présenter des témoins, comme, par exemple, lorsqu'on trouve un cadavre ou en enfant exposé.

Le citoyen **Roederer** demande qu'on substitue le mot *produits* au mot *appelés*, lequel suppose une autorité que n'exercent pas les particuliers par qui les témoins sont présentés.

Le consul **Cambacérès** propose de rédiger ainsi: « Les actes de l'état civil seront reçus en présence de témoins. »

L'article est adopté avec les amendements du citoyen **Bigot-Préameneu**, et la substitution du mot *produits* au mot *appelés*.

Le citoyen **Duchâtel** propose de retrancher le mot *que*, en tant qu'il s'applique à ces mots, *choisis par les personnes intéressées*.

Cet amendement est adopté.

L'article 5 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil et par toutes les parties compa-



[Disc. du projet de Co

ment, le pouvoir de dé-  
gents ou prévaricateurs, e  
soins, n'userait pas de  
donné.

Mais, dit-on, le préfet p  
naître la population de sc

Quand ce besoin existe

Gouvernement requerra

les renseignements néces

qués au préfet ; et l'on ne

commissaire ne fasse pas

être des titués.

Le citoyen Regnaud

observe que le citoyen Po

principes du système ad

d'administration était co

et aux parlements : aujc

partient aux autorités ad

ne sont pas moins perman

Les maires sont nom

préfets, et ne peuvent être

l'autorisation du préfet :

la surveillance et la polic

droit de les dénoncer s'il

négligents dans la tenue

civil. En suivant dans l

le système du citoyen Por

clure aussi que les tribut

punir les prévarications.

des archives des commu

nombre d'actes relatifs a

tiques et à la propriété

Cependant, si le conse

du registre sera déposé

nécessaire de faire recevo

non par les maires, mais

qu'ils le fussent par un

fficiers négli-  
t par d'autres  
s'il lui était

soin de con-  
ent.

missaire du  
istres et tous  
nt communi-  
aindre que le  
, car il peut

an-d'Angély)  
onne dans les  
haute police  
énéchaussées  
te police ap-  
es, lesquelles  
es tribunaux.  
allés par les  
cusation sans  
onc sur eux  
lors il a le  
uent ou sont  
res de l'état  
conséquences  
drait en con-  
ne chargés de  
voir le dépôt  
nt un grand  
ivils et poli-  
e.

que le double  
aux, il serait  
de l'état civil  
notaires, afin  
é naturelle-

aires ne sont  
se les charger

que deux re-  
tribunaux, et  
changé à cet  
si l'on vou-  
ribunaux, ou  
les tribunaux  
estions d'état,  
le moyen de  
as qui justifie

que la tenue  
e sur des rai-  
blie que pour  
onvient donc  
e, et pour que  
elle des droits  
écartées, une  
r'une autre à  
e; et alors on  
n choix, que  
des citoyens.  
nt, bien orga-  
grande sûreté;  
majorité des  
stres dans un  
f-lieu de leur  
même facilité,  
les sous-pré-  
ler aux auto-

que, sous la  
qu'un tribunal  
uent un dépôt

unique des registres : en multipliant davantage les dépôts, on en affaiblirait la sûreté.

Le citoyen **Roderer** dit que les chefs-lieux de département sont aussi immobiles que les sièges des tribunaux ; que d'ailleurs les grandes attributions dont les préfets sont chargés aujourd'hui exigent qu'ils aient des archives organisées.

Le citoyen **Tromchet** dit que la commission, en s'occupant des registres de l'état civil, a eu surtout en vue d'assurer l'état des citoyens. Cette propriété précieuse repose, comme les autres, sous l'égide des tribunaux ; c'est pourquoi les tribunaux doivent viser et parapher ces registres qui en sont le fondement : si on leur ôtait ce droit, ils seraient réduits à faire vérifier la signature et le paraphe du préfet à chaque difficulté qui leur serait soumise.

Pour tout concilier, la commission avait proposé de faire tenir le registre triple, afin qu'un exemplaire donnât à l'administration des éléments de statistique ; un autre serait resté à la commune pour que les citoyens pussent lever, sans se déplacer, les extraits dont ils auraient besoin. Elle avait pensé que ce registre pourrait être transmis d'un maire à un autre, de la même manière qu'il l'était sous les curés, et comme les minutes des notaires le sont à leurs successeurs : elle avait considéré encore que, les fonctions de maire étant gratuites, on y attachait une légère indemnité, en laissant à ces fonctionnaires la rétribution que produit la levée des extraits ; et que cette rétribution leur échapperait, si on leur enlevait les registres des années antérieures à l'année courante ; que peut-être cette privation les rendrait moins soigneux dans la tenue des registres.

Le citoyen **Roderer** observe :

1° Que si l'état civil est une propriété, l'état politique en est une aussi, et que cependant l'administration est dépositaire des registres qui le constatent ;

2° Que puisque, dans tous les systèmes, il doit demeurer un registre dans la commune, la crainte d'occasionner des déplacements aux citoyens ne peut influer sur le choix du lieu où sera déposé le second ;

3° Que l'intérêt de suppléer un registre perdu n'est pas le seul motif qui en fasse établir un double ; que ce mode est exigé par la nécessité d'inspecter les registres, et de les inspecter fréquemment, surtout aujourd'hui que les fonctionnaires chargés de les tenir n'ont pas encore acquis l'habitude de leurs fonctions ; que cette inspection ne peut être faite que par l'administration, si les officiers de l'état civil sont de l'ordre administratif ;

4° Qu'il serait impossible à un préfet de donner de fréquents documents sur la population, s'il était obligé de les rassembler ; que même il deviendrait difficile de les rassembler, parce qu'un greffier, comme tout autre dépositaire, ne pouvant perdre de vue son dépôt, le préfet serait obligé d'envoyer prendre des renseignements sur les lieux ;

5° Que, si l'on allègue devant les tribunaux des altérations de registres, ou qu'il y ait d'autres doutes, on fera devant eux la même preuve que lorsqu'il s'agit d'une question d'état politique.

Le consul **Cambacérés** dit qu'on n'a point encore prononcé sur les fonctionnaires qui tiendront les registres de l'état civil. La loi du 19 vendémiaire en chargeait les maires ; l'expérience a prouvé que ce mode présentait de graves inconvénients. Peut-être établira-t-on des fonctionnaires *ad hoc* ; et alors il sera facile de les placer

[Disc. du projet de Co

« justifiés tant par les re  
« tiques des pères et mè  
« moins; sauf la vérifica  
« parties intéressées. »

Le consul **Cambacé**  
d'appel de Lyon a demar  
par cet article, dans le  
ou de la perte des regis  
pour réparer l'omission «

Le citoyen **Thibaud**  
très-dangereux que la lo  
sion, et qu'il était plus c  
testations auxquelles l  
donner lieu fussent porte  
qui y statueraient suiva

Le citoyen **Regnier**  
aucun moyen de réparer  
gistes.

Le consul **Cambacé**  
au titre de la paternité «  
article ne contrarie pas l  
session d'état.

L'article est adopté.

L'article 13 est soumis  
ainsi conçu :

« Les actes de l'état civ  
« étranger, feront foi s'i  
« les formes qui y sont

Le citoyen **Tronchet**  
ticle « que les actes fait  
« reportés sur les regist  
tendu que ces registre  
ce qui concerne l'état civ

Le citoyen **Bigot-P**  
l'omission de cette form  
de l'acte.

Le citoyen **Tronchet**



apiers domes-  
que par té-  
traire par les

le tribunal  
reuve admise  
non existence  
ait également

il qu'il serait  
cas de l'omis-  
que les con-  
s pourraient  
les tribunaux,  
stances.

c'est d'ailleurs  
ns sur les re-

il faudra voir  
iation, si cet  
s sur la pos-

ussion ; il est

gers, en pays  
régigés dans

ajouter à l'ar-  
ranger seront  
France, » at-  
ontenir tout  
çais.

demande si  
ait la nullité

ne non ; mais  
cription.

erait toujours  
date sur les

roposition.

conçu :

on d'un acte  
n autre acte  
era faite par  
les registres  
par les dépo-  
ront été dé-

vention aux  
ers de l'état  
ii ne pourra

d'ajouter à  
plus graves

pose d'ajou-  
parties. »  
dements.

conçu :  
ides et aux  
prévus, se-  
de l'arron-  
actes auront  
ties intéres-  
uvernement,

ision ; il est

onsable des  
egistres pen-

« La même responsabilité aura lieu à l'égard  
« des dépositaires desdits registres. »

Le citoyen **Régulier** reproche à cet article  
d'établir une responsabilité indéfinie, et qui se-  
rait la même pour tous les cas, quoique toutes  
les fautes ne soient pas également graves, et ne  
doivent pas être punies indistinctement avec la  
même rigueur.

Le citoyen **Thibaudeau** dit que l'article 18  
fait les distinctions réclamées par le citoyen **Ré-  
gnier**.

Le consul **Cambacérés** demande si la section  
n'a pas intention de proposer un article qui dé-  
fende d'admettre la preuve outre et contre ce qui  
est contenu aux actes.

Le citoyen **Tronchet** répond que la place  
naturelle de cet article est au titre *des preuves*, et  
que sa disposition doit être étendue à toutes les  
espèces d'actes authentiques.

Le citoyen **Maleville** demande que l'article 17  
soit placé avant l'article 16.

L'article est adopté avec cette transposition.

L'article 18 est soumis à la discussion ; il est  
ainsi conçu :

« Toute altération ou faux dans les actes de  
« l'état civil, toute inscription de ces actes  
« faite sur une feuille volante et autrement que  
« sur les registres publics et à ce destinés, se-  
« ront punis des peines portées au Code pénal,  
« sauf les dommages-intérêts des parties. »

Le citoyen **Régulier** dit qu'en rapprochant  
cet article de l'article qui vient d'être adopté, on  
pourrait en induire que la responsabilité indé-  
finie, établie par le premier, doit être poursuivie,  
en vertu du second, contre le dépositaire des  
registres, lorsque l'auteur du faux n'est pas connu ;  
qu'il serait juste de rédiger l'article de manière à  
prévenir cette équivoque.

L'article est adopté avec cet amendement.

Le citoyen **Thibaudeau** présente la section 1<sup>re</sup>  
du titre. Elle est intitulée, *régles particulières aux  
actes de naissance*.

L'article 19 est soumis à la discussion ; il porte :

« Les déclarations de naissance seront faites,  
« dans les vingt-quatre heures, à l'officier de  
« l'état civil du lieu de l'accouchement : l'en-  
« fant lui sera présenté. »

Le consul **Cambacérés** dit qu'il importe de  
donner à l'officier de l'état civil une règle de con-  
duite pour le cas où un enfant lui serait présenté  
longtemps après sa naissance. La preuve d'une  
inscription tardive ne laisserait pas d'avoir quel-  
que force.

Le citoyen **Tronchet** dit que les tribunaux  
des départements réunis demandent une disposi-  
tion sur ce sujet pour le passé. Ils se fondent sur  
ce que la tenue des registres de ces départements  
a été fort négligée. Le principe général est que les  
tribunaux prononcent entre l'individu qui réclame  
son état sans produire d'acte, et les personnes  
intéressées à le lui contester.

Le **Ministre de la Justice** fait observer que  
l'on a omis dans l'article une disposition sage de  
la loi du 20 septembre 1792 : cette loi autori-  
sait le transport de l'officier en cas de péril im-  
minent.

Le citoyen **Réal** dit qu'en général la présen-  
tation de l'enfant à l'officier est inutile, parce  
que l'acte ne tire sa force que de la déclaration.

Le **Ministre de la Justice** soutient que  
l'officier doit se convaincre par ses yeux de l'exis-  
tence de l'enfant.

Le citoyen **Réal** répond que quelquefois des  
obstacles naturels s'opposent à l'accomplissement

inscrit sur le registre des naissances.  
Le **Premier Consul** dit qu'un  
a pas de père devenant l'enfant  
lique, le commissaire du Gouvern  
tribunal, ou le préfet, doivent aussi  
ar celui qui l'a trouvé.

Le citoyen **Tronchet** observe qu'  
oins nécessaire de remplir d'ab  
officier de l'état civil, les formalités  
rit l'article ; mais que l'article est in  
e qu'il ne dit pas ce que l'enfar  
nsuite : cependant on ne doit pas  
olice à faire des recherches sur le p  
nère, de peur de donner lieu à des

Le **Premier Consul** dit qu'il :  
l'autorité publique l'obligation d'e  
ant dans un hospice.

Le citoyen **Thibaudau** observe q  
ans cet article que de ce qui concer  
enfant ; que les soins nécessaires à  
ation doivent être prescrits par les  
administration.

Le **Premier Consul** dit que si l'o  
e suite ce que l'enfant devient, on  
altre les traces de son état. et on re

l'usage de faire  
événements de  
l'on trouve un  
dit de la nais-  
rellement dans

qu'il convient  
sa feuille par-  
et de l'autoriser  
vil, lorsqu'il ne

que l'article  
nais qu'il peut  
faire une obli-

il suffit de ne  
de l'article en  
ensuite déter-  
mine sur les cas

on.  
ussion ; il est

un enfant nou-  
e à l'officier de  
s vêtements et  
enfant, et toutes  
lieu où il aura  
procès-verbal dé-  
acte de remise  
e apparent, son  
é, et qui sera  
nces. »

un enfant qui  
nt de la Répu-  
ernement près  
assi être avertis

qu'il est néan-  
l'abord, devant  
ités que pres-  
t incomplet, en  
fant deviendra  
as autoriser la  
père ou sur la  
es infanticides.  
l faut imposer  
l'envoyer l'en-

te qu'il ne s'agit  
erne l'état de  
s à sa conser-  
les règlements

l'on n'explique  
on fait dispa-  
rend difficiles  
urront en faire

dit qu'un ré-  
avile à remettre  
ués dans cette  
laration ; qu'on  
outes les villes  
les villes où il  
vil ferait porter

est indispen-  
erbal le lieu où  
amille puisse le

cette opinion.  
endements du

La séance est levée.

Pour extrait conforme :  
*Le secrétaire général du Conseil d'Etat,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 14 FRUCTIDOR AN IX DE LA RÉPUBLIQUE.

(Mardi 1<sup>er</sup> septembre 1801).

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Thilbaudeau** fait lecture de la seconde section du titre *des actes destinés à constater l'état civil*, intitulée *règles particulières aux actes de mariage*.

L'article 25, qui est le premier de cette section, est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

« Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications, un jour de « décade, devant la porte de la maison com- « mune. Ces publications, et l'acte qui en sera « dressé, énonceront les prénoms, noms, profes- « sions et domiciles des futurs époux, et ceux de « leurs pères et mères ; si les époux sont majeurs « ou mineurs. Cet acte énoncera en outre les « jours, lieux et heures, où les publications auront « été faites, et il sera inscrit sur un seul registre, « qui sera déposé, à la fin de chaque année, au « greffe du tribunal de l'arrondissement. »

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) demande qu'à ces mots, *pères et mères*, on ajoute ceux-ci, *aïeuls ou aïeules, à défaut de père ou de mère*.

Le citoyen **Boulay** propose de généraliser la rédaction, et de dire, « et ceux des personnes « dont le consentement est requis pour la validité « du mariage, »

Le citoyen **Thilbaudeau** dit qu'il faut éviter de multiplier les énonciations de cette espèce dans les actes, et en simplifier au contraire la rédaction ; il ajoute que, quant au mode de publication, la section a pensé qu'on leur donnerait plus de publicité en les faisant devant la porte de la maison commune qu'en les faisant dans le lieu des séances.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit qu'il n'existe pas dans tous les lieux une maison commune, et que cette considération a déterminé la disposition de l'arrêté du 7 thermidor an VIII, qui ordonne que les publications seront faites devant la porte du maire, à défaut de maison commune.

Le **Ministre de la Justice** demande qu'on établisse un moyen d'obtenir des dispenses de publication. Il est des circonstances tellement pressantes, que le délai des publications porterait préjudice aux parties, ou pourrait même faire manquer le mariage ; tel est le cas où un officier près de se marier reçoit l'ordre de partir. Le droit d'accorder des dispenses pourrait être confié aux préfets.

Le citoyen **Portails** dit que cette section n'est destinée qu'à régler la forme des actes ; que la question des dispenses doit être renvoyée au titre *du mariage*, où l'on fixera les conditions sous lesquelles ce contrat pourra être formé.

Le **Premier Consul** demande s'il est nécessaire de ne permettre les publications que le décade.

Le citoyen **Thilbaudeau** répond qu'il faut bien un jour déterminé ; car le but des publications est de donner de la publicité au mariage avant qu'il soit célébré. Le mariage serait clandestin, il

[Disc. du projet de Co

Le citoyen **Réal** dit :  
a été qu'on pût former c  
tifs. Une pareille opposit  
enlever l'inexpérience à  
et de séduction; et s'il ex  
il est toujours temps de  
juge de paix. Si l'oppos  
blesse, si le demandeur  
naît la validité, la conc  
diffamation inutile : dans  
publicité n'est permise  
indispensable; et elle n'  
moment où tout espoir d  
D'ailleurs une oppositio  
avec facilité; aucun sent  
peut conseiller une pers  
une opposition motivée.  
vent l'opposant dans l'i  
désaveu qui l'accuserait  
gêreté, paraîtra toujours u  
croira ne pouvoir effacer

Le citoyen **Tronchet**  
des motifs est inutile, j  
observé, l'officier de l'état  
qu'elle serait dangereuse.  
quelquefois d'énoncer, di  
des causes diffamatoire  
l'objet de l'opposition est  
de ramener des jeunes g  
au devoir.

L'article est adopté :  
consul *Cambacérés*.

L'article 28 est soumi  
ainsi conçu :

« L'officier de l'état  
« une mention sommaire  
« registre des publication

de la section  
ons sans mo-  
souvent pour  
t de faiblesse  
notifs graves,  
per devant le  
onnait la fai-  
ée en recon-  
pêchera une  
d'affaires, la  
elle devient  
ensable qu'au  
on est perdu.  
otifs se retire  
our-propre ne  
piniâtre. Mais  
lle place sou-  
é de faire un  
nge ou de lé-  
ublique qu'on  
un jugement.  
l'expression  
omme on l'a  
est pas juge;  
elle obligerait  
e permanent,  
que souvent  
ager le temps  
à la raison et

ndement du

ussion; il est

sans délai  
sitions sur le  
a aussi men-  
esdites oppo-  
de mainlevée  
se. »

un registre  
oppositions,  
ble de les in-

ssi qu'il est  
registre tous  
ependant, si  
ulier pour les  
soit coté et

e l'inscription  
mariages ne

la législation  
gistre particu-  
use des men-  
r la dernière  
, il observe  
ticle ordonne  
actes de l'état

doit craindre  
soit pas mis,  
es de l'état

cumuler sur  
relatifs au  
placer sur un  
étérnisent le  
rra y recourir  
utile de pré-  
dont le ma-  
tableau des  
et quelquefois

environné de soupçons flétrissants, d'autres mariages.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que le registre des publications ne sera pas tenu en double; qu'au contraire, les registres de mariage le seront; qu'ainsi on multiplierait sans nécessité le travail, en y inscrivant les oppositions.

L'article est adopté.

La discussion de l'article 29 est ouverte; il est ainsi conçu :

« En cas d'opposition, l'officier de l'état civil  
« ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui  
« en ait remis la mainlevée, sous peine de  
« destitution, de 300 francs d'amende, et de tous  
« dommages-intérêts. »

Le citoyen **Defermon** demande qu'on substitue le mot *notifié* au mot *remis*, afin que l'opposant puisse, avant la célébration du mariage, interjeter appel du jugement qui prononce la mainlevée.

Le citoyen **Thibaudau** observe que la mainlevée peut aussi être donnée volontairement, et qu'alors il n'est pas besoin de notification; que si la mainlevée est prononcée judiciairement, elle n'a pas d'effet tant que le jugement n'est pas passé en force de chose jugée.

Le citoyen **Réal** dit que cette difficulté pourra être aplanie par une disposition qu'on trouvera au titre *du mariage*.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit qu'aucun article n'explique assez clairement que la mainlevée n'existe que par un jugement non susceptible d'appel.

Le citoyen **Tronchet** pense que l'expression *remis* est exacte dans tous les cas. Cependant, pour lever toute difficulté, il propose d'ajouter, après le mot *mainlevée*, ces mots, « ou donnée volontairement, ou prononcée par un jugement suivi d'un acquiescement ou rendu en dernier ressort. »

L'article est adopté avec l'amendement du citoyen **Tronchet**.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que les tribunaux ont demandé quelle autorité appliquera les peines prononcées par l'article contre l'officier civil, et surtout sa destitution.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'il y sera pourvu par le Code de la procédure.

Le citoyen **Thibaudau** observe qu'il ne peut y avoir de doute sur la destitution de l'officier de l'état civil : elle appartient au Gouvernement, comme sa nomination.

L'article 30 est adopté; il est ainsi conçu :

« S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait  
« mention dans l'acte de mariage; et si les publi-  
« cations ont été faites dans plusieurs commu-  
« nes, les parties remettront un certificat, déli-  
« vré par l'officier de l'état civil de chaque  
« commune, constatant qu'il n'existe point d'op-  
« position. »

Les articles 31 et 32 sont soumis à la discussion; ils sont ainsi conçus :

Art. 31. « L'officier de l'état civil se fera re-  
« mettre l'acte de naissance de chacun des futurs  
« époux. Celui qui serait dans l'impossibilité de  
« se le procurer pourra le suppléer en rapportant  
« un acte de notoriété délivré par le juge de paix  
« du lieu de sa naissance, ou par celui de son do-  
« micile, lorsque le lieu de sa naissance ne sera  
« pas connu. »

Art. 32. « L'acte de notoriété contiendra la dé-  
« claration, par sept témoins de l'un ou de l'autre  
« sexe, parents ou non parents, des prénoms,



[Disc. du projet de

Le citoyen **Tronel**  
le transport de l'offic  
que la cause du transp

Le citoyen **Emme**  
de la cause comprom  
des parties; qu'au su  
du transport, il est r  
égard une autorité r

Le consul **Camba**  
cette discussion au ti  
ne s'agit, dans cette  
matérielle de l'acte.

Le citoyen **Réal** o  
aussi régler les foncti  
déclarations de mari

Le consul **Camba**  
de régler les effets c  
transport fût-il mêm  
tion rentre dans la cl  
poser sur la validité

Le renvoi proposé

L'article 37 est dis

- On énoncera dar
- 1° Les prénoms. r
- professions et dom
- 2° S'ils sont maje
- 3° Les prénoms, n
- des pères et mères
- 4° Le consentem
- et aïeules, et celu
- où ils sont requis
- 5° Les publicatio
- 6° Les oppositio
- levée, ou la mentio
- positions;
- 7° La déclarati
- prendre pour épo

orise  
xiger  
acte.  
ntion  
neur  
abus  
à cet

oyer  
qu'il  
orme

doit  
itiles

saire  
r, ce  
ques-  
pro-

il.  
:

ance,

ciles

yeuls  
pas

iles;  
tain-  
l'op-

se  
de

is et  
s'ils  
côté

drait  
dé-

ef de  
rend  
les  
con-  
en-

ouve  
les

ages  
ulte,  
nsul  
tion,  
our-  
for-

stant  
ffets  
ex-  
trat.  
de-  
l'ar-

llait  
oyer  
con-  
rmé

iner

mariés du titre *sur les devoirs des époux*, et leur fera prononcer la promesse de les remplir.

Le **Premier Consul** adopte d'autant plus volontiers cette idée, que la lecture proposée donnerait à une fille dont on aurait forcé les inclinations, le temps de réclamer à la face du public; que d'ailleurs elle laisserait dans l'esprit des époux des souvenirs qui les porteraient à interroger la loi comme leur régulatrice, lorsque, pendant le cours de leur mariage, il surviendrait entre eux quelques difficultés.

Le consul **Cambacérés** dit que les devoirs d'obéissance et de fidélité que le mariage impose à la femme ne sont pas exprimés dans le titre *sur les droits et les devoirs des époux*. Le Consul propose d'obliger l'officier de l'état civil à les énoncer.

L'article est adopté avec l'amendement du Premier Consul et celui du consul **Cambacérés**. Ces amendements seront reportés à l'article 35.

Le citoyen **Thibaudeau** présente la section IV, intitulée *des règles particulières aux actes de décès*.

Il dit que la section III doit contenir quelques dispositions sur les actes de divorce; mais qu'il est impossible de s'en occuper, jusqu'à ce que le conseil ait fixé son opinion sur le fond de la matière.

L'article 1<sup>er</sup> de la section IV est ainsi conçu :

« Aucune inhumation ne sera faite sans une ordonnance de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès du cadavre pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès. »

Le citoyen **Maleville** rappelle que les tribunaux ont demandé des exceptions à la disposition qui ordonne que l'inhumation sera faite dans les vingt-quatre heures.

Le citoyen **Thibaudeau** dit que la section a cru ces exceptions inutiles, parce qu'il existe des lois de police sur les cas où il pourrait être dangereux de différer les inhumations.

Le citoyen **Portalis** ajoute qu'on abuserait des exceptions si elles étaient consacrées par la loi.

Le consul **Cambacérés** dit qu'on ne voit pas comment ces abus pourraient avoir lieu; qu'au surplus, la sûreté publique doit l'emporter sur toute autre considération; qu'après la publication du Code, elle ne serait plus garantie par les lois de police, puisque le Code les abrogera.

Le citoyen **Portalis** propose d'ajouter, « hors les cas prévus par les lois de police. »

Le consul **Cambacérés** adopte cette rédaction.

Le citoyen **Fourcroy** demande qu'on ajoute à l'article, que « l'officier de l'état civil, pour constater le décès, sera assisté d'un officier de santé, » parce qu'il y a des cas où il est difficile de s'assurer de la mort sans une connaissance réelle de ses signes, de sa certitude; parce qu'il est à craindre qu'on la confonde avec une léthargie; et parce que des exemples assez nombreux prouvent qu'on a enterré des corps vivants. Il cite plusieurs ouvrages sur le danger des inhumations précipitées, sur les morts apparentes, sur la certitude ou l'incertitude des signes de la mort.

Le citoyen **Boulay** répond qu'il n'est pas toujours possible de trouver des officiers de santé; que d'ailleurs ces précautions sont du ressort de la police.

L'article est adopté avec l'amendement du citoyen **Portalis**.

L'article 2 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« L'acte de décès sera dressé par l'officier de

(Disc. du projet de C

Le citoyen **Tronch**  
décès est seul connu de

Le citoyen **Réal** ins  
relatifs au genre de mor  
de décès ; c'est dans le  
ces détails doivent se  
par exemple, se tue en  
un bain public ; ne suffi  
constance, que quelquef  
expirant, soient consign  
dressé par l'officier de p  
de la mort cesse d'être  
pourrait-il et pourquoi  
ces déclarations, entras  
L'acte de décès est pou  
pour la famille. Le proc  
la famille ; il lui servi  
lieu que le suicide cons  
des décès, en éternisan  
souvent peu honorables  
rait sans utilité la mém  
constater un *décès*, et n  
de mort, que ces regist  
appelle pas registres de  
*décès*.

Le **Ministre de la J**  
rel qu'un cadavre soit in  
été trouvé, que là aussi  
et qu'on n'envoie à sou  
tion de cet acte ; que c  
cussion ne fait dresse  
décès que quand le lie  
connu.

Le citoyen **Thibauc**  
été aussi l'intention de  
l'article.

Le citoyen **Cretet** pe

que l'acte de  
décédé.

ne les détails  
agers à l'acte  
pal seul que  
un homme,  
veines dans  
que cette cir-  
ne du suicide  
procès-verbal  
que la cause

Comment se  
que ces faits,  
cte de décès?  
ussi bien que  
est utile qu'à  
eshonorer. Au  
egistre public  
r des causes  
voqué, flétri-  
dé. C'est pour  
ifier un genre  
is : on ne les  
s registres de

qu'il est natu-  
le lieu où il a  
acte de décès,  
l'une expédi-  
article en dis-  
s le lieu de  
le ne sera pas

d que telle a  
en rédigeant

ue l'acte doit  
ation, et qu'il  
du domicile.

la discussion;

de terre et de  
nière prescrite  
cas prévus par

nt un voyage  
es vingt-quatre  
oins pris dans  
ers, un double  
l du bâtiment,  
ière : les deux  
e ou le maître  
savent ou ne  
de le faire, il

rticulière, res-  
quel sera tenu  
atre heures de  
à l'officier de  
navire : il sera  
stres de décès;  
ar celui qui se  
iment dans le  
ficier de l'état

le le décès des  
até de la même  
oyens, hors les  
militaires pen-  
décès doit être

constaté dans les formes prescrites par les règle-  
ments militaires.

Le **Premier Consul** charge les sections de  
législation et de la guerre de s'occuper sans délai  
de la rédaction des articles des règlements rela-  
tifs à la manière de constater le décès des mili-  
taires.

Le projet, dit le Consul, ne pourvoit pas au cas  
où un militaire est mort dans un hôpital hors de  
France; il a mal pourvu au cas où le militaire  
meurt dans un hôpital en France. Alors son acte  
de décès peut être dressé au lieu où il est inhumé;  
mais il faut que copie de l'acte soit envoyée au  
lieu de son domicile. Il est également nécessaire  
de prévoir comment seront envoyés au lieu du do-  
micile les actes de décès des militaires morts sur  
le champ de bataille. Tous ces cas ne sont pas de  
simples accidents qui se répètent rarement; ce  
sont des cas ordinaires dans le cours naturel des  
choses.

Le drapeau, dans quelque endroit qu'il se trouve,  
fixe la résidence du militaire; c'est de là que l'acte  
de son décès doit passer à son domicile réel. Il  
est un moyen facile d'assurer cet envoi; c'est de  
ne permettre aux parents de prendre la succes-  
sion qu'en représentant l'acte de décès.

La section a également omis de régler la ma-  
nière de constater les mariages contractés à l'ar-  
mée par les militaires.

Le citoyen **Thibaudeau** dit que, quand les  
militaires sont en France, ils se marient comme  
les autres citoyens, et qu'il y a, aux dispositions  
générales, un article qui porte que « tous actes  
« de l'état civil des Français, en pays étranger,  
« sont valables, lorsqu'ils ont été rédigés dans  
« les formes qui y sont usitées. »

Le **Premier Consul** dit que le militaire  
n'est jamais chez l'étranger lorsqu'il est sous le  
drapeau : où est le drapeau, là est la France. On  
se marie à l'armée devant les commissaires des  
guerres, et l'acte de mariage demeure inconnu :  
il est nécessaire qu'une loi statue à cet égard sur  
le passé; mais il faut des articles pour l'avenir, sur  
les naissances, les mariages et les décès à l'armée.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il faut confirmer  
les mariages contractés à l'armée d'après les  
usages qui ont pu s'introduire, et proposer à cet  
effet une loi transitoire.

Le citoyen **Portails** dit qu'il est important de  
statuer sur l'avenir.

Le citoyen **Emmery** dit qu'on pourrait désigner  
dans l'armée un fonctionnaire pour remplir les  
fonctions d'officier de l'état civil.

Le citoyen **Boulay** propose de placer dans le  
projet une section particulière sur les actes de  
naissance, de mariage et de décès des militaires  
de terre et de mer.

Les deux articles sont renvoyés, avec les obser-  
vations, aux sections réunies de la législation et  
de la guerre.

L'article 9 est adopté; il est ainsi conçu :

« Les greffiers criminels seront tenus d'envoyer,  
« dans les vingt-quatre heures de l'exécution des  
« jugements portant peine de mort, à l'officier de  
« l'état civil du lieu où le condamné aura été  
« exécuté, tous les renseignements nécessaires  
« pour la rédaction de l'acte de décès, qui sera  
« inscrit le même jour sur les registres. »

L'article 10 est soumis à la discussion; il porte :

« Les concierges des prisons feront mention,  
« sur le registre d'écrou, du décès des détenus;  
« et ils enverront, dans les vingt-quatre heures,  
« un extrait de ce registre à l'officier de l'état  
« civil du lieu où est la prison, qui rédigera l'acte

[ Disc. du projet de Code

Le citoyen **Emmery** pr  
micile.

Les art. 1 et 2 sont sour  
sont ainsi conçus :

Art. 1<sup>er</sup>. « Les conditions  
« cile, relativement à l'exe  
« actions civiles, dépendro  
« loi civile. »

Art. 2. « Le domicile, con  
« sera, pour tout individu  
« a son principal établissem

Le consul **Cambacérés**  
être pas exact de donner de  
individu.

Le citoyen **Emmery** m  
en distinguait deux : l'un c  
que les rédacteurs du pro  
aussi distingué le domicile  
civil ; et la section, pour n  
voque, propose de décider  
sera réglé par la loi civile.

Le citoyen **Tronchet** dit  
individu n'a qu'un domicile  
plusieurs résidences ; il est  
poser d'abord ce principe. /  
ici que du domicile civil ;  
est hors du Code civil. Le  
questions de domicile porta  
cessions, à cause de la d  
locales ; désormais les que  
s'élèveront plus que relativ  
pour savoir devant quel  
intentées : or, sous ce ra  
peut avoir qu'un domicile ;  
qu'il habite tour à tour ne  
résidences.

Le citoyen **Emmery** d

titre du do-

discussion; ils

des du domi-  
droits et des  
nement de la

ce rapport,  
le lieu où il

n'est peut-  
les au même

autrefois on  
autre de fait;  
le civil ont  
du domicile  
aucune équi-  
micile civil

incipe chaque  
puisse avoir  
appeler et de  
il ne s'agit  
le politique  
intérêt des  
sur les suc-  
s coutumes  
domicile ne  
actions, et  
doivent être  
individu ne  
autres lieux  
de simples

section n'a  
cet article;  
entiellement  
L'unité du  
vant: si ce-  
anière plus  
naturellement  
née que pour

faut pas né-  
cessaires, parce  
es les juges  
ont d'établir  
domicile et la  
du domicile.  
ois appellent  
oli larem re-  
am. Il n'y a  
e sur le fait.

habitations  
e partageait  
laquelle il  
raitaux actes  
claration du  
ent cette for-  
appliquée à  
s; et le juge  
prévenir de  
urs du projet  
ider que le  
est là où il  
itoyen actif  
a règle avait  
mbre. Cepen-  
issimulé que  
ion à l'égard  
i ne peuvent  
s sont, par

exemple, les femmes non mariées ou divorcées : mais du moins cette disposition faisait tomber la plupart des procès. La section, pour les extirper entièrement, voudrait obtenir de chacun un acte déclaratif du domicile qu'il se choisit. Cette disposition serait bonne, si l'on pouvait imaginer des moyens d'en assurer l'exécution; mais il n'en existe pas; et dès lors elle laisserait subsister toutes les difficultés qu'on se propose de faire cesser. La règle simple que les rédacteurs du Code civil ont proposée paraît donc préférable.

Le citoyen **Emmery** dit que les réclamations des tribunaux ont beaucoup contribué à déterminer la section à s'écarter de l'opinion des rédacteurs. Elle a discuté leur système; et elle a reconnu qu'outre l'inconvénient de ne pouvoir être appliqué qu'aux citoyens actifs, il présente des difficultés qui le rendraient inapplicable même à une partie des personnes de cette classe. En effet, l'article 2 de la Constitution reconnaît, pour citoyen français, tout homme qui, né en France et âgé de vingt-cinq ans, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton. L'art. 6 cependant ne lui permet l'exercice des droits de cité dans un arrondissement communal que lorsqu'il y a acquis domicile par une année de résidence, et ne l'a pas perdu par une année d'absence. Il peut donc arriver qu'un individu soit citoyen français, sans avoir de domicile politique. Il en est ainsi de celui qui se trouve inscrit dans un arrondissement, et qui, après avoir établi son domicile dans un autre, le quitte sans en reprendre un nouveau, ou sans l'avoir encore acquis. D'où il suit que les contestations sur le domicile politique deviendraient des incidents dans les procès sur le domicile civil, et que les tribunaux en demeureraient les juges; ce qui peut n'être pas sans inconvénient. Cette considération a porté la section à faire la part de la loi politique et celle de la loi civile. Quant à la preuve de l'intention, c'est toujours une question de fait qui dépend des circonstances. La section n'exige pas une déclaration pour preuve; mais elle propose de décider que, quand cette déclaration existera, elle fera preuve: à défaut de ce genre de preuve, on recourrait aux circonstances, de la manière spécifiée dans l'art. 6 du projet.

Le citoyen **Tronchet** réduit la question à savoir s'il faut sur le domicile une seule règle commune à tous, ou si l'on doit en admettre plusieurs.

Il pense qu'une seule suffit, et qu'en décidant qu'un individu a son domicile civil au lieu où il est inscrit pour exercer ses droits politiques, on fait tomber cette foule de difficultés que la section avoue elle-même, puisqu'elle propose diverses mesures pour reconnaître l'intention. Il resterait, il est vrai, des doutes à l'égard d'une partie des citoyens; mais ce serait beaucoup obtenir que de les faire cesser à l'égard du plus grand nombre.

On objecte que l'inscrit peut changer de domicile, et que, d'après l'art. 6 de la Constitution, il n'acquiert de domicile nouveau que par une résidence d'une année.

Mais le domicile peut être formé en une heure, si l'intention n'a rien d'équivoque. Que cette circonstance ne donne qu'après un an la faculté d'exercer les droits de cité dans le domicile nouveau, c'est une précaution sage pour prévenir les fraudes et les brigues; cependant il n'en est pas moins constant que le domicile est formé aussitôt que l'intention et le fait de la résidence concourent pour l'établir.

[Disc. du projet de Co

les membres des autorités  
ils voulaient établir le let  
quer le lieu où ils se propo  
tence civile où ils l'avaie

Le citoyen **Boulay** di  
me le domicile civil; qu  
qui n'exige qu'un instant  
de même du domicile poli  
que par une résidence d't  
domiciles étaient confon  
rait être un au sans domi

Le **Premier Consul**  
inconvenient à ce qu'un  
querir de domicile civil  
année; qu'au surplus il e  
stitution a voulu placer  
le domicile politique.

Le citoyen **Tronche**  
citoyen *Boulay*. Il dit q  
nombre des citoyens acti  
millions; mais quand ce  
faudrait reconnaître, d'ap  
tistique, que chacun de  
chefs de famille fixe le d  
nés au moins.

Le citoyen **Cretet** dit  
venient d'admettre une  
fixation du domicile, e  
donne une règle fixe à t  
est conforme à l'égalité; c  
règle unique, qui ne peu  
on blesse l'égalité des dro  
l'action des tribunaux à l  
abandonne les autres à l'

Le système du citoye  
des inconvénients dans  
avoir son domicile politiq

it déclaré où  
ntendu indi-  
oir leur exis-  
ment eue.

tion consti-  
uite le fait,  
n'en est pas  
est constitué  
si les deux  
ividu pour-

voit aucun  
e puisse ac-  
e laps d'une  
que la Con-  
civil où est

u calcul du  
resserré le  
ant à quatre  
rait exact, il  
es de la sta-  
millions de  
cinq person-

pas d'incon-  
gle pour la  
adoptant on  
yens, ce qui  
uisant à une  
quée à tous,  
qu'on règle  
ins, et qu'on

entraînerait  
: on peut  
lieu où l'on  
quelquefois  
e judiciaire.  
le découvrir  
est possible

le domicile  
que est mise

la faculté de  
nd aux diffi-

tielle en dis-

et article se  
l'empire de la  
qu'elle sta-  
aisant partie  
quel domi-  
ent données.  
proprement  
itique; qu'il  
à où chacun  
un an; que  
supposant  
il convient

observe que  
était rédigé  
st le lieu où

cette opi-  
ts politiques  
al établisse-  
ux auxquels  
nera par les  
ui ne jouis-

L'article 1<sup>er</sup> est adopté.

L'article 2 est également adopté, sauf rédac-  
tion, et dans le sens fixé par le consul *Cambacé-*  
*rès* et par le ministre de la justice.

L'article 3 est soumis à la discussion; il est  
ainsi conçu :

« Le domicile se formera par l'intention jointe  
« au fait d'une habitation réelle.

« Il se conservera par la seule intention.

« Il ne changera que par une intention con-  
« traire, jointe au fait de l'habitation réelle. »

Le **Ministre de la Justice** demande que la  
loi explique ce qu'elle entend par habitation  
réelle : il pense qu'il serait nécessaire de ne la  
réputer constituée qu'après un délai.

Le citoyen **Emmery** dit que les tribunaux  
ont aussi proposé un délai; mais que la volonté  
étant le principal moyen d'établir le domicile,  
on ne pourrait, sans contrarier la liberté, n'ad-  
mettre les effets de la volonté qu'après un délai.

Le **Premier Consul** voudrait que l'habita-  
tion réelle, jointe à l'intention, ne pût changer  
le domicile que lorsque l'intention aurait été  
manifestée trois mois d'avance. La possibilité de  
former brusquement un domicile nouveau,  
pourrait devenir un moyen de se soustraire à ses  
créanciers.

Le citoyen **Emmery** dit que cette opinion  
ramène à la question de savoir si le domicile doit  
être constitué par une déclaration. Le domicile  
dépendant de la volonté, la volonté doit suffire  
pour le conserver. C'est ainsi qu'on a jugé, au  
parlement de Paris, qu'un individu absent depuis  
quarante ans de la ci-devant province d'Anjou,  
où il était né, y avait néanmoins conservé son  
domicile, parce qu'il avait constamment mani-  
festé, par sa correspondance, l'intention d'y re-  
venir.

Le consul **Cambacérés** dit que l'article est  
trop absolu; qu'il est nécessaire de distinguer le  
domicile de naissance du domicile de choix; de  
régler comment on conservera le premier, et  
comment on acquerra le second.

Le **Premier Consul** dit que cette expres-  
sion, *le domicile se formera*, n'est pas exacte. Le  
domicile est formé, de plein droit, par la nais-  
sance. C'est dans le lieu où un homme naît qu'est  
d'abord l'établissement principal auquel l'article  
précédent attache l'effet de constituer le domicile :  
il faut donc expliquer, non comment le domicile  
se forme, mais comment il peut changer. L'article  
devrait être rédigé dans cet esprit, et contenir une  
disposition qui déciderait que le domicile ne  
change que lorsque l'intention de le transférer a  
été déclarée trois mois d'avance.

Le citoyen **Cretet** pense que le délai de trois  
mois devrait être attaché au fait de la résidence  
plutôt qu'à la déclaration d'intention.

Le citoyen **Regnier** répond que, dans les  
questions de domicile, le fait n'est considéré que  
comme une preuve de l'intention, parce qu'à cet  
égard la volonté est tout.

On ne pourrait, au surplus, exiger une déclara-  
tion d'intention sans gêner considérablement  
ceux que la nature de leurs affaires, ou des mo-  
tifs raisonnables et imprévus, obligeraient à chan-  
ger souvent de domicile.

Le **Premier Consul** dit qu'on ne pourrait  
aussi admettre les changements brusques et fré-  
quents, sans blesser l'intérêt de tiers.

Le citoyen **Regnier** observe que tout change-  
ment frauduleux de domicile serait sans effet,  
parce que la fraude vicie tout acte quelconque.

Le **Premier Consul** dit qu'un premier mou-



même qu'il y arriverait, parce que, trois mois d'avance, il aurait déclaré qu'il veut l'y transférer.

La question, continue le Consul, se réduit à ces termes : Doit-on permettre de changer de domicile, comme on change de résidence ? Est-ce blesser la liberté que de ne donner d'effet à la volonté de changer de domicile que trois mois après qu'elle est manifestée ?

Le citoyen **Regnier** observe que des circonstances qu'on n'a pu prévoir trois mois d'avance, telles que l'ouverture d'une succession, peuvent déterminer une personne à changer de domicile.

Le **Premier Consul** dit que si, dans ces cas, la volonté ne peut venir trois mois avant les événements, le domicile peut ne venir que trois mois après la volonté. La loi ne peut attacher d'effets à cette volonté versatile, qui changerait de domicile, pour ainsi dire, à chaque poste : le domicile est là où se trouve le principal établissement, et pour se résoudre à le changer, pour effectuer ce changement, il ne faut pas moins de trois mois.

Le citoyen **Réal** dit que supposer fictivement un homme dans une ville qu'il a quittée, c'est l'obliger à y avoir un fondé de pouvoir, pour empêcher que des jugements par défaut n'opèrent sa ruine.

Le **Premier Consul** dit que c'est précisément parce que cet individu est exposé à des condamnations dans le lieu d'où il sort, qu'il faut y laisser son domicile pendant trois mois après son départ. Cette disposition est indifférente à celui qui n'a pas de dettes. On peut donc leur éviter le déplacement qu'elle entraîne, en faisant sa déclaration trois mois avant de quitter sa résidence. Enfin il faut nécessairement que le créancier ou que le débiteur se décide dans cette alternative, les inconvénients du changement doivent tomber sur celui qui l'opère, et qui a pu même par une déclaration les éviter.

ie, trois mois  
eut l'y trans-

l, se réduit à  
e changer de  
dence? Est-ce  
ier d'effet à la  
que trois mois

ue des circon-  
mois d'avance,  
ssion, peuvent  
r de domicile.  
, dans ces cas,  
ois avant les  
enir que trois  
peut attacher  
i changerait de  
poste : le domi-  
établissement;  
pour effectuer  
moins de trois

ser fictivement  
a quittée, c'est  
pouvoir, pour  
faut n'opèrent

c'est précisé-  
exposé à des  
il sort, qu'il  
ant trois mois  
on est indiffé-

On peut d'ail-  
entraîne, en  
vant de quitter  
ssairement ou  
r se déplace :  
ommodités du  
lui qui l'opère,  
ation les épar-

créancier a pu  
angerait peut-  
écautions; que  
e, il faudrait  
l'on la publiât;  
ficile à l'égard  
placées au mo-  
ne sera jamais  
ix laisser sub-  
est résulté que

en ne s'oppose  
res nécessaires  
on; qu'une loi  
indispensable,  
lu domicile ne  
ette loi aura de  
est le domicile  
r; que l'article  
s difficultés.

n'y a pas de  
a changement  
donner, parce  
ent prononcer  
lorsqu'on allè-  
s au domicile

si l'on croyait  
ère le change-  
l'article 2.  
ue l'arbitraire  
dre que l'arbi-

traire de la loi; et que cette assertion, qui paraît  
un paradoxe, sera vérifiée dans plusieurs cas.

Le citoyen **Regnier** dit que c'est parce que  
les questions de domicile dépendent des circon-  
stances, que jusqu'ici l'on n'a pas fait de loi sur  
cette matière.

Le consul **Cambacérés** dit que l'on pourrait  
borner le projet de loi aux articles 2, 3, 7 et sui-  
vants, et supprimer en entier les articles inter-  
médiaires.

Le citoyen **Bigot-Prémameneu** préfère, pour  
l'établissement du domicile, une habitation de  
trois mois à une déclaration d'intention faite  
trois mois d'avance, parce qu'il peut survenir  
des raisons justes et imprévues qui déterminent  
à changer subitement de domicile : l'habitation  
donne de la notoriété au changement, et laisse  
aux créanciers le temps de prendre leurs mesures.

Le **Premier Consul** renvoie à la section  
les observations qui ont été faites, et la charge  
de revoir la totalité du projet.

Les articles non discutés sont ainsi conçus :

Art. 7. « Le domicile de la femme mariée sera  
celui de son mari.

« Le domicile du mineur non émancipé sera  
celui de ses père, mère ou tuteur.

« Le domicile du majeur interdit sera celui de  
son tuteur. »

Art. 8. « Le domicile des majeurs qui servent  
ou qui travaillent habituellement chez autrui,  
sera celui de la personne qu'ils servent, ou chez  
laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeureront  
avec elle dans la même maison. »

Art. 9. « L'acceptation de fonctions publiques  
exigeant résidence, conférées à vie et non ré-  
vocables, opérera la translation du domicile  
civil du fonctionnaire dans le lieu où il doit  
exercer ses fonctions. »

Art. 10. « Le lieu où les successions s'ouvrent,  
celui où les exploits non remis à la personne  
doivent être adressés, seront déterminés par le  
domicile civil; c'est devant le juge de ce domi-  
cile que seront portées les actions personnelles  
lorsque la loi n'en aura pas autrement disposé. »

(5<sup>e</sup> Projet de loi. — Des absents).

#### *Première rédaction.*

Le citoyen **Thilbaudeau** présente à la discus-  
sion le titre des absents.

Il fait lecture du chapitre 1<sup>er</sup>, de l'absence en  
général, et de la manière dont elle doit être constatée.

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

« Celui qui, après avoir quitté le lieu de son  
domicile ou de sa résidence, n'aura point  
reparu depuis cinq années, ou dont on n'aura  
reçu aucune nouvelle depuis ce temps, pourra  
être déclaré absent. »

Le citoyen **Defermon** dit que le délai de cinq  
ans est trop long, qu'il est de l'intérêt de l'absent  
que l'administration de ses biens ne demeure pas  
abandonnée pendant un si long espace de temps.

Le citoyen **Tronchet** pense qu'on blesserait au  
contraire les intérêts de l'absent si l'on abrégait  
le délai. Il est dangereux de donner connaissance  
par un inventaire, à des collatéraux avides, des  
affaires d'un absent. Les tribunaux ont demandé  
qui administrera cependant les biens, s'il n'y a  
pas de fondé de pouvoir. La réponse à cette objec-  
tion est que la loi protège la propriété des ci-  
toyens, mais qu'elle ne dirige pas leurs affaires :  
elle n'est tuteur que de ceux qui sont incapables  
de gouverner leurs biens. L'absent majeur, lors-

[Disc. du projet c

« pour leur sûreté,  
« expert nommé par  
« immeubles, à l'effe  
« rapport sera homo  
« missaire du Gouve  
« pris sur les biens c  
« Les héritiers pi  
« mettre en possessio  
« tion, pour sûreté d  
« restitutions mobili  
« tenus. »

Art. 11. « Si l'abs  
« années révolues de  
« soire des héritiers  
« chargés de l'oblige  
« des fruits échus p  
« tribunal devra seu  
« sence aura cessé, a  
« convenable pour s  
« soins. »

Art. 12. « Les héri  
« ne jouiront qu'en v  
« ne pourront aliéne  
« meubles de l'absen  
« Néanmoins, si l'a  
« trente ans depuis l  
« ront, à l'expiration  
« en possession défi  
« propriétaires incor  
« ment qui la leur a  
« consentement du  
« ment. »

Art. 13. « A cette é  
« tous ceux qui, aya  
« des droits suspend  
« décès, les auraien  
« sera déchargée. »

procédé, par un à la visite des l'État. Son absence du com- frais en seront

ne pourront se voir donné cau- nistration et des pourraient être

né pendant dix ossession provi- ils seront dé- rendre compte jouissance. Le cas où l'abs- sent une somme es premiers be-

ptifs, tant qu'ils nvoi provisoire, héquer les im-

ontinué pendant soire, ils pour- emander l'envoi s seront rendus n vertu du juge- présence et du du Gouverne-

ation donnée par ens de l'absent ondition de son provisoirement,

à succession de ans révolus du

ression remon- s dernières nou- absent, au profit de ces époques,

ci-dessus, les droits auspendus absent, auraient ient évincés, ne fruits. »

ns, après lequel ront demander tre l'absent mi- teint sa majo-

ndants que l'ab- qu'il a eus de- dans les trente ordé à ses autres ivoir justifier de t mis en posses- éritiers, ou con- e degré. »

endants de l'ab- s que ses autres tenu l'envoi dé- les biens de leur ront de sa mort cette époque ils

emis en posses- qu'autant, qu'en is leur majorité à mort du père,

« il ne se trouvera point un laps de trente années « révolues, qui ait rendu irrévocable l'envoi en « possession définitive des autres héritiers pré- « somptifs de l'absent. »

Art. 20. « Après l'envoi des héritiers présomptifs « en possession provisoire, toute personne qui « aurait des droits à exercer contre l'absent ne « pourra les poursuivre que contre lesdits hé- « ritiers. »

L'article 6 est soumis à la discussion.

Le **Premier Consul** pense qu'il conviendrait de faire insérer au Bulletin le jugement qui déclare l'absence, et de ne lui donner d'effet qu'après un an. Ces précautions sont nécessaires pour en assurer la notoriété, surtout dans les villes éloignées et peu peuplées, où cependant on peut avoir des nouvelles de l'absent.

Le citoyen **Thibaudeau** dit que, dans des temps où il y avait moins de relations entre les peuples et où les communications étaient moins faciles et moins fréquentes, cette précaution eût pu être nécessaire ; mais actuellement que toutes les parties du monde sont ouvertes, que le commerce et les relations politiques ont lié toutes les nations, que la civilisation s'est étendue sur toute la terre, un absent a une foule de moyens de donner de ses nouvelles : la publication du jugement n'est donc pas si utile.

Le **Premier Consul** dit que l'envoi en possession provisoire accordé aux héritiers est indispensable ; mais qu'il doit être entouré de la plus grande publicité, afin d'éveiller l'attention dans les villes de commerce. Le retour est quelquefois si difficile, qu'il n'est pas permis de négliger les précautions.

Le citoyen **Tronchet** demande si l'on suspendra l'envoi en possession pendant l'année de la publication ; ce qui le reculerait à six ans.

Le **Premier Consul** dit qu'il tient moins au nombre des années qu'à la grande publicité. Il voudrait que l'enquête fût faite après quatre ans, la publication de l'absence prononcée aussitôt après l'enquête ; qu'elle fût ordonnée par le tribunal, et que l'envoi en possession fût accordé un an après.

Le consul **Cambacérés** ne voudrait pas qu'on fût toujours obligé d'attendre l'expiration du premier délai pour prononcer l'envoi en possession. Il est des immeubles qui dépérissent faute d'entretien, comme sont les maisons, les usines. Le ministre de la justice pourrait donc faire publier, après deux ans, que tel citoyen est absent et a laissé des propriétés immobilières qui se dégradent ; ensuite, et après un second délai, on prononcerait l'envoi en possession de ses biens.

La distinction que fait le projet de loi entre l'absent qui a laissé un fondé de pouvoir et celui qui n'en a pas laissé est sage. Il en est de même de la disposition qui donne les fruits aux héritiers après dix ans ; mais celle qui, après trente ans, leur donne la propriété incommutable, est injuste. A quelque époque qu'un absent se représente, lui ou ses enfants, ils ne doivent pas être expropriés par fin de non-recevoir. Il est d'ailleurs contradictoire de n'admettre qu'après cent ans la présomption de la mort de l'absent, et de le dépouiller cependant après trente, comme s'il n'existait plus. Le respect dû à la propriété exige qu'en tout temps l'absent reprenne son patrimoine, mais seulement en l'état où il le trouve, de manière qu'il ne puisse même revenir sur les aliénations qui auraient été faites.

Il est encore une autre question, qu'il sera nécessaire d'examiner : c'est celle de savoir si la

[Disc. du projet c

affaires, et d'y porter  
prétexte de veiller à

Le citoyen **Tronc**  
certain que l'absent  
représente dans les s  
appelé ; que le proje  
tence de l'absent est

Le **Premier Con**  
de pourvoir aussi à  
avant la déclaration

Le citoyen **Bigot**  
de ce qui se pratique  
la nécessité d'agir c  
ou d'exercer les dro  
avec lui, lui font no  
Il en est de même q  
sion à son profit et c  
se présente.

Le citoyen **Tronc**  
cas, l'absent est rep  
*surplus les dispositio*  
partiennent à la loi q  
connus.

Le **Premier Co**  
absent a laissé un for  
miné ; mais que si ce  
mourir, ou si l'abs  
donné de procuratio  
ensuite une successio  
saire de donner un a

Le citoyen **Cretet**  
précise, il faut établ  
sence présumée et l'

La suite de la di  
prochaine séance.

La séance est levée

Pour

- « ou autres, et seront choisis par les personnes intéressées. »
- Art. 5. « L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes, ou à leurs fondés de procuration, et aux témoins. Il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité. »
- Art. 6. « Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil et par tous les comparants ; ou mention sera faite de la cause qui empêchera ces derniers de signer. »
- Art. 7. « Les actes de l'état civil seront inscrits dans chaque commune sur un ou plusieurs registres tenus doubles. »
- Art. 8. « Ces registres seront cotés par première et dernière, et paraphés sur chaque feuille, sans frais, par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera. »
- Art. 9. « Les actes seront inscrits sur l'un et l'autre de ces registres, de suite, sans aucun blanc, et conformément aux modèles. Les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien inscrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres. »
- Art. 10. « Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil, à la fin de chaque année. Ils seront déposés dans le mois, l'un aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance. »
- Art. 11. « Les procurations, ou les autres pièces dont la représentation sera exigée pour la rédaction des actes de l'état civil, demeureront annexées au registre qui devra être déposé au greffe du tribunal, après qu'elles auront été paraphées par la personne qui les aura produites et par l'officier de l'état civil. »
- Art. 12. « Toute personne pourra se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ces registres. Ces actes et les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux. »
- Art. 13. « Lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titre que par témoins ; et dans ce cas, les mariages, naissances et décès, pourront être justifiés, tant par les registres ou papiers domestiques des pères et mères décédés, que par témoins, sauf la preuve du contraire par les parties intéressées. »
- Art. 14. « Tous actes de l'état civil des Français et des étrangers, faits en pays étranger, feront foi lorsqu'ils auront été rédigés dans les formes qui y sont usitées. »
- Art. 15. « Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, elle sera faite d'office, ou à la requête des parties, par l'officier de l'état civil, sur les registres courants, ou sur ceux qui auront été déposés aux archives de la commune ; et par le greffier du tribunal de première instance, sur les registres déposés au greffe. »
- Art. 16. « Toute contravention aux articles ci-dessus, de la part des fonctionnaires y dénommés, sera punie d'une amende qui ne pourra excéder 100 francs. »
- Art. 17. « Les condamnations aux amendes ou aux dommages-intérêts seront prononcées à la diligence du commissaire du Gouvernement, ou des parties intéressées, par le tribunal de

[Disc. du projet de Co

- Art. 37. « On énoncera  
« 1° Les prénoms, no  
« sance, professions et c  
« 2° S'ils sont majeurs  
« 3° Les prénoms, no  
« ciles des pères et mère  
« 4° Le consentement  
« et aïeules, et celui de  
« ils sont requis ;  
« 5° Les publications c  
« 6° Les oppositions,  
« levée, ou la mention c  
« positions ;  
« 7° La déclaration  
« prendre pour époux, c  
« union par l'officier j  
« 8° Les prénoms, l  
« domiciles des témoin  
« sont parents ou alliés  
« et à quel degré. »

SECT.

*Règles particulières*

Cette section ne pour  
le titre du divorce sera

SECT

*Règles particulières*

- Art. 1<sup>er</sup>. « Aucune in  
« ordonnance de l'offic  
« pourra la délivrer q  
« près du cadavre pou  
« vingt-quatre heures  
« prévus par les règle

- Art. 2. « L'acte de  
« cier de l'état civil,  
« témoins qui signer

te de mariage :  
lieux de nais-  
les époux ;  
rs ;  
sions et domi-

t mères, aïeuls  
dans le cas où

vers domiciles ;  
eu, leur main-  
point eu d'op-

actants de se  
nciation de leur

professions et  
déclaration s'ils  
s, de quel côté

de divorce.

gée que lorsque  
ient adopté.

de décès.

e sera faite sans  
t civil, qui ne  
transporté au-  
u décès, et que  
ès, hors les cas  
plice. »

dressé par l'offi-  
ration de deux  
i, ou mention  
signer.

ble, les deux  
ou, lorsqu'une  
on domicile, la  
décédée, et un

lra les prénoms,  
de la personne  
l'autre époux ;  
ariée ou veuve,  
sions et domi-  
parents, leur de-

e plus, en tant  
énoms, noms,  
et mère du dé-

les hôpitaux  
oliques, les su-  
uteurs et maitres  
en donner avis,  
à l'officier de  
de décès sur les  
faites, et sur les  
concernant les  
décès, suivant

s hôpitaux, des  
déclarations et

ra l'acte de dé-  
de la personne

gnes ou indices  
rconstances qui  
t, on ne pourra  
un officier de

« police, assisté d'un officier de santé, aura dressé  
« procès-verbal de l'état du cadavre, et des  
« circonstances y relatives, ainsi que des rensei-  
« gnements qu'il aura pu recueillir sur les pré-  
« noms, nom, âge, profession, lieu de naissance  
« et domicile de la personne décédée. »

Art. 6. « L'officier de police sera tenu de trans-  
« mettre de suite à l'officier de l'état civil du lieu  
« où la personne sera décédée, tous les rensei-  
« gnements énoncés dans l'article 3, d'après  
« lesquels l'acte de décès sera rédigé ; il sera in-  
« scrit le même jour sur les registres.

« L'officier de l'état civil en enverra une expé-  
« dition à celui du domicile de la personne dé-  
« cédée, s'il est connu. »

Art. 7. « Les greffiers criminels seront tenus  
« d'envoyer, dans les vingt-quatre heures de l'exé-  
« cution des jugements portant peine de mort, à  
« l'officier de l'état civil du lieu où le condamné  
« aura été exécuté, tous les renseignements  
« énoncés dans l'article 3, d'après lesquels l'acte  
« de décès sera rédigé et inscrit le même jour sur  
« les registres. »

Art. 8. « En cas de décès dans les prisons ou  
« maisons de réclusion, il en sera donné avis sur-  
« le-champ, par les concierges ou gardiens, à l'of-  
« ficier de l'état civil, qui s'y transportera, comme  
« il est dit en l'article 1<sup>er</sup> : il rédigera l'acte de  
« décès, et l'inscrira sur les registres. »

Art. 9. « Dans tous les cas de mort violente ou en  
« prison, ou d'exécution à mort, il ne sera fait sur  
« les registres aucune mention de ces circonstan-  
« ces ; et les actes de décès seront simplement ré-  
« digés dans les formes prescrites par l'article 3. »

Le citoyen **Thibaudau** fait lecture d'une  
nouvelle rédaction du titre *des absents*.

(3<sup>e</sup> Projet de loi. — Des absents).

*Deuxième rédaction.*

Le chapitre 1<sup>er</sup>, intitulé *des individus éloignés  
de leur domicile et non encore déclarés absents*, est  
soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

Art. 1<sup>er</sup>. « Lorsqu'une personne décèdera, lais-  
« sant pour héritiers des individus éloignés de  
« leur domicile, et non encore déclarés absents,  
« le juge compétent apposera les scellés sur les  
« effets de la succession. »

Art. 2. « Le maire de la commune où la personne  
« sera décédée sera tenu d'en donner avis sans délai  
« au juge, s'il ne réside pas dans la commune. »

Art. 3. S'il y a lieu de faire des inventaires,  
« comptes, partages et liquidations, dans lesquels  
« se trouvent intéressés des individus non encore  
« déclarés absents et qui n'ont pas de fondés de  
« procuration, la partie la plus diligente s'adres-  
« sera au tribunal de première instance, qui, après  
« avoir entendu le commissaire du Gouverne-  
« ment, commettra d'office un notaire pour pro-  
« céder à la confection desdits actes. »

Art. 4. « S'il y a nécessité de pourvoir à l'ad-  
« ministration de tout ou partie des biens laissés  
« par une personne éloignée de son domicile et  
« non encore déclarée absente, ou à la conserva-  
« tion des droits qui lui sont échus depuis son  
« départ, il y sera pourvu par le tribunal de pre-  
« mière instance, sur les conclusions du com-  
« missaire du Gouvernement. »

Art. 5. « Les commissaires du Gouvernement  
« près les tribunaux seront spécialement chargés  
« de veiller, dans tous les cas, aux intérêts des  
« personnes éloignées de leur domicile et non en-  
« core déclarées absentes. »

Le citoyen **Tronchet** observe que l'article 1<sup>er</sup>,  
et en général le chapitre, est restreint aux in-



[Disc. du projet de C

soumis à prouver que  
déclarer absent a quit  
arriver en effet qu'on ait  
qui n'est pas sorti de s  
très-forts, quoiqu'on n'  
davre. On peut dire de c  
mais on ne peut pas dir

L'amendement du Pr

Le **Ministre de la J**  
substitue la conjonctiv  
dont se sert l'article.

Cet amendement est :

L'article 7 est soumi  
ainsi conçu :

« L'absence sera con  
« parties intéressées, p  
« par le tribunal de pre  
« dissement où l'absen  
« par celui de l'arrondie  
« sidence, s'il en avait u  
« cile. L'enquête sera  
« avec le commissaire d

Le **Ministre de la J**  
ticle suppose qu'il y a  
ordonnée et faite par  
tribunal du domicile d  
l'absence ; qu'on peut  
mission rogatoire et pe  
cueillir des preuves c  
que provoquer deux j  
naux différents, c'est s  
sultats.

Le citoyen **Boulay** r  
vant prouve qu'un seul

Le citoyen **Defermo**  
section paraît avoir été  
quêtes, mais qu'elles se

« veulent faire  
« domicile. Il peut  
« d'un individu  
« e, des indices  
« rouveré son ca-  
« u'il a disparu,  
« absent.

« ul est adopté.  
« demande qu'on  
« lisionctive ou,

« i que l'article.  
« ussion ; il est

« diligence des  
« té ordonnée  
« ce de l'arron-  
« domicile, et  
« il avait sa ré-  
« de son domi-  
« adictioirement  
« ment. »

« serve que l'ar-  
« double enquête  
« naux ; que le  
« seul juge de  
« par une com-  
« usités, res-  
« lieux ; mais  
« ar des tribu-  
« voir deux ré-

« l'article sui-  
« tjuger.  
« ntention de la  
« fait deux en-  
« onnées toutes

« deau disent  
« ction.  
« doit être fait  
« où le prévenu  
« r ; autrement,  
« on ferait une  
« individu serait  
« moignage de

« te le citoyen  
« ifs ne pussent

« la section n'a  
« e les parents  
« rdinairement  
« s de l'absent :  
« t, puisque le  
« ositions con-  
« ra le résultat

« lement du ci-

« nde en déclai-  
« ouvera suffi-  
« s résultant de  
« ces et docu-  
« r les conclu-  
« nement, sauf

« que cet ar-  
« ent.

« osition du ci-  
« ssion ; il est

« Le commissaire du Gouvernement enverra le  
« jugement définitif au ministre de la justice,  
« pour être rendu public ; il ne sera exécutoire  
« qu'un an après sa date. »

Le citoyen **Defermon** propose de placer ici  
l'article 4 du chapitre 1<sup>er</sup>.

Le citoyen **Thibaudau** propose de le rédiger  
ainsi : « Néanmoins, si, avant la déclaration  
« d'absence, et aussi pendant l'année de la sus-  
« pension du jugement, il y a nécessité de pou-  
« voir, etc. »

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est dangereux  
d'autoriser qui que ce soit à fouiller dans les  
secrets de la fortune et de la maison de l'absent ;  
il serait intolérable qu'une simple demande en  
déclaration d'absence, ou même une absence de  
six mois, donnât ce droit à des héritiers. La loi  
doit donner à chacun la faculté de défendre sa  
propriété ; elle ne doit administrer pour personne ;  
*vigilantibus jura succurrunt*. Ce principe ne souf-  
fre qu'une seule exception : c'est lorsque la cul-  
ture des terres est abandonnée. C'est avec raison  
que l'ordonnance de 1667 a fait cesser l'usage de  
nommer des curateurs aux absents.

Le citoyen **Boulay** dit que le procès-verbal de  
conférence explique que c'est par rapport aux  
ajournements que l'ordonnance a retranché les  
curateurs comme inutiles : d'ailleurs, le tribunal  
juge avant tout s'il y a nécessité d'en nommer.

Le **Premier Consul** dit qu'il est dangereux  
aussi de laisser à l'abandon les affaires d'un in-  
dividu qui s'est absenté sans constituer un fondé  
de pouvoir : ses lettres de change seront protestées,  
son crédit perdu, ses débiteurs deviendront in-  
solvables ; sa ruine enfin sera consommée. Il y  
aurait du danger sans doute à laisser ses héritiers  
prendre connaissance de sa situation ; mais pour-  
quoi l'autorité publique, qui protège les orphe-  
lins et les veuves, parce qu'ils ne peuvent se  
défendre, ne protégerait-elle pas le majeur qui  
n'est pas là pour veiller à ses intérêts ? Qu'elle  
l'abandonne à lui-même lorsqu'il est présent et  
qu'il est capable d'administrer, rien de plus juste ;  
et c'est en ce sens qu'on peut entendre l'adage  
cité par le citoyen **Tronchet** : mais s'il est absent,  
la société devient sa tutrice, et doit le mettre à  
l'abri des vols et des dilapidations.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'il n'y a qu'un  
cas réellement difficile, c'est celui où les lettres  
de change faites par l'absent sont échues : mais  
alors la loi offre un remède ; elle donne aux créan-  
ciers le droit de faire apposer les scellés, parce  
que le non paiement, joint à la disparition, carac-  
térise la faillite. Il est toujours dangereux de  
donner un curateur à l'absent.

Le **Premier Consul** dit que les motifs qui  
font donner un tuteur au mineur doivent décider à  
faire administrer les biens de l'absent : l'un et  
l'autre, quoique par des causes différentes, sont  
également hors d'état de régir leur patrimoine.  
L'intérêt public exige aussi quelquefois qu'on ne  
laisse pas dépérir les biens de l'absent. Il est de  
l'intérêt public que les pensions dues par l'absent  
soient payées, que les marchandises qu'il a vendues  
soient livrées, que les denrées qu'il a emmagasi-  
nées ne soient pas perdues pour la consumma-  
tion. Au surplus, on ne propose de pourvoir à l'ad-  
ministration des biens de l'absent, que lorsqu'il  
n'a pu y pourvoir lui-même, ou lorsque les pré-  
cautions qu'il a prises deviennent inutiles.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il n'a pu être em-  
pêché d'y pourvoir que quand un accident est la  
cause de son absence.

Le **Ministre de la Justice** dit que ce cas

« provisoire des biens qui appartiennent  
« au jour de son départ. »

Art. 11. « Si l'absent a laissé un  
« ses héritiers présomptifs ne pour  
l'envoi en possession provisoire  
« années révolues depuis sa dispar  
ses dernières nouvelles, et qu'a  
déclarer l'absence dans les formes  
les articles ci-dessus. »

Art. 12. « Si, après cinq ans de  
des dernières nouvelles de l'abs  
tion vient à cesser par la mort,  
du procureur fondé, ou toute  
« héritiers présomptifs pourront se  
faire déclarer l'absence. »

Art. 13. « Lorsque les héritiers  
« ront obtenu l'envoi en possession  
« poux de l'absent pourra demander  
provisoire de la communauté, e  
lement à titre de provision tous  
sultant de son contrat de mariage,  
donner caution. »

Art. 14. « L'envoi en possession  
« héritiers présomptifs de l'abs

s. La section  
ue.

nts ; mais il  
it indispen-

est que dans  
de 1667 a  
rateurs aux

avec la mo-  
-talis, l'addi-  
), 4 et 5 du  
s mots, ré-  
de leur do-

mande quel  
ité au juge-

le mode est  
à la sagesse

re de la sec-  
-nce relative-  
-dait au jour

ants :

n'aura pas  
tration de ses  
jour de son  
es, pourront,  
qui aura dé-  
n possession  
ent à l'absent

procuration,  
ut demander  
qu'après dix  
ou ou depuis  
ès avoir fait  
prescrites par

disparition ou  
t, la procura-  
renonciation  
tre cause, les  
ourvoir pour

ésomptifs au-  
rovisoire, l'é-  
la dissolution  
exercer égale-  
les droits ré-  
la charge de

rovisoire des  
nt ne sera  
ni leur don-  
et qui les  
cas qu'il re-

fs de l'absent  
laire de son  
du commis-  
bunal de pre-  
paix commis

obilier, et en  
s et revenus  
session.

ont requérir,  
édé, par un  
la visite des  
r l'état : son-  
nce du com-

« commissaire du Gouvernement ; les frais en seront  
« pris sur les biens de l'absent.

« Les héritiers présomptifs ne pourront se  
« mettre en possession qu'après avoir donné  
« caution pour sûreté de leur administration et  
« des restitutions mobilières dont ils pourraient  
« être tenus. »

Art. 16. « Si l'absence a continué pendant dix  
« années révolues de l'envoi en possession provi-  
« soire des héritiers présomptifs, ils seront dé-  
« chargés de l'obligation de lui rendre compte  
« des fruits échus pendant leur jouissance. Le  
« tribunal devra seulement, dans le cas où l'ab-  
« sence aura cessé, accorder à l'absent une  
« somme convenable pour subvenir à ses premiers  
« besoins. »

Art. 17. « Les héritiers présomptifs, tant qu'ils  
« ne jouiront qu'en vertu de l'envoi provisoire,  
« ne pourront aliéner ni hypothéquer les im-  
« meubles de l'absent.

« Néanmoins, si l'absence a continué pendant  
« trente ans depuis l'envoi provisoire, ou s'il  
« s'est écoulé cent ans révolus depuis la nais-  
« sance de l'absent, les cautions seront déchar-  
« gées, et les héritiers présomptifs pourront, à  
« l'expiration de ce délai, faire prononcer l'envoi  
« en possession définitif par le tribunal de pre-  
« mière instance, en présence et du consente-  
« ment du commissaire du Gouvernement. »

Art. 18. « Lorsque les héritiers présomptifs  
« auront obtenu l'envoi en possession définitif,  
« les légataires, les donataires, et tous ceux qui  
« avaient des droits suspendus par la condition  
« du décès de l'absent pourront, les exercer. »

Art. 19. « Dans le cas du décès prouvé de l'ab-  
« sent pendant l'envoi provisoire, sa succession  
« sera ouverte, du jour de son décès, au profit  
« des héritiers les plus proches à cette époque ; et  
« les parents qui auraient joui des biens de l'ab-  
« sent seront tenus de les restituer, sous la ré-  
« serve des fruits par eux acquis par l'article 16. »

Art. 20. « Si l'absent reparait, ou si son exis-  
« tence est prouvée pendant l'envoi provisoire,  
« les effets du jugement qui aura déclaré  
« l'absence cesseront, sans préjudice des mesures  
« conservatoires prescrites pour l'administration  
« de ses biens. »

Art. 21. « Si l'absent reparait, ou si son exis-  
« tence est prouvée, même après l'envoi définitif,  
« il recouvrera ses biens dans l'état où ils se  
« trouveront, et le prix de ceux qui auraient été  
« aliénés, à moins qu'il n'en ait été fait emploi. »

Art. 22. « Les enfants et descendants directs  
« de l'absent pourront également, dans les  
« trente ans à compter de l'envoi définitif, de-  
« mander la restitution de ses biens, comme il  
« est dit en l'article précédent. »

Art. 23. « Après l'envoi des héritiers présomp-  
« tifs en possession provisoire ou définitif, toute  
« personne qui aurait des droits à exercer contre  
« l'absent ne pourra les poursuivre que contre  
« lesdits héritiers. »

L'article 10 est soumis à la discussion et  
adopté.

Les articles 11 et 12 sont discutés.

Le **Premier Consul** demande sur quoi est  
fondée la différence qu'ils établissent, quant à  
l'envoi en possession, entre l'absent qui a laissé  
un fondé de pouvoir et celui qui n'en a pas laissé.

Le citoyen **Thibaudeau** répond qu'elle l'est  
sur ce que l'administrateur, constitué par la vo-  
lonté de l'absent, doit être préféré à celui que la  
loi pourrait lui donner.

Le **Premier Consul** dit qu'elle peut être

arce que ce sont eux qui ont  
conservation des biens.

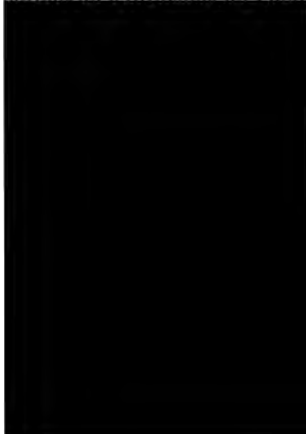
Cet ordre d'administration  
ons sur les fruits doivent être  
ous les absents ; aucun ne doit  
evenus avant un laps de quinze

Le citoyen **Regnier** adopte  
opinion qui tend à uniformiser  
ir la jouissance des héritiers  
distinctement ; mais il pense qu'  
ance à quinze ans dans tous les  
er plus rigoureux que le pro  
riétaire, puisque le projet re  
vingt ans, lorsque l'absent  
e pouvoir : or, comme l'inté  
oit prédominer sur celui des  
onvient d'admettre les mêmes  
ous les cas, le citoyen **Regn**  
es héritiers ne puissent acqui  
ingt ans après le départ de l  
it laissé une procuration, soit  
uissé.

Le citoyen **Boulay** observe  
aient obligés de restituer les  
int vingt ans, ils rendraient  
capital.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'  
voriser l'absent, il est juste au  
es héritiers pour avoir cons  
es biens. La négligence de l'a  
quinze ans, n'a pas donné de  
arement excusable.

Le citoyen **Regnier** pense,  
st rare qu'on puisse reproche  
bsent, de n'avoir pas donné, p  
e ses nouvelles. Peu d'homme  
erents sur la conservation de  
deliges de s'informer de l'état



us d'intérêt à

, les disposi-  
mêmes pour  
privé de ses  
s.

artic de cette

dispositions  
ut absent in-  
er cette jouis-  
c'est se mon-  
envers le pro-  
la jouissance  
sé un fondé  
a propriétaire  
tiers, et qu'il  
ositions dans  
demande que  
les fruits que  
nt, soit qu'il  
n'en ait pas

i les héritiers  
perçus pen-  
somme égale

il est juste de  
ne pas ruiner  
et administré  
qui, pendant  
nouvelles, est

ontraire, qu'il  
c justice à un  
t quinze ans,  
nt assez indif-  
s biens, pour  
s se trouvent.  
nt causé par  
ouvelles.

la discussion  
ur le Premier

se pas d'uni-  
nistration des  
s absences ne  
irconstances;  
de proroger

osent; ses hé-  
la considéra-  
pas les sou-  
jouissance;  
l'administrer,  
e restitution:  
r leur intérêt,  
s de l'absent  
ent à se rendre

nise en avant  
dans l'intérêt  
ation qu'il a  
cesse d'avoir  
er au tribunal  
ou d'appeler  
pouvoir.

les héritiers  
recueillir les  
rendent sans  
leur intérêt  
liorer un pa-  
succéder.  
citoyen, dont  
des Indes, ne

doit être déclaré absent que longtemps après qu'il a cessé d'en donner; car il ne peut revenir qu'après beaucoup de temps et en surmontant une multitude d'obstacles.

Le citoyen **Boutlay** dit que cet individu ne peut pas être réputé absent après un espace de dix années.

Le citoyen **Tronchet** dit que la loi pourrait ne pas donner de règle fixe au juge, mais l'autoriser à prononcer l'absence d'après les circonstances.

Le **Premier Consul** dit que l'article 6 ne donne pas cette liberté au juge.

On pourrait laisser subsister le droit commun, qui est qu'en général l'absence peut être déclarée après cinq ans, et le modifier en ajoutant, « à moins que des circonstances particulières ne fassent penser au tribunal que l'absent n'a pu donner de ses nouvelles. »

Le citoyen **Boutlay** observe que, dans le droit commun tel qu'il a été adopté, l'absence peut être déclarée après quatre ans, parce que l'envoi en possession provisoire n'a lieu qu'après la cinquième année; que, pour reculer la déclaration d'absence à cinq ans, il faut mettre en dehors de ce terme l'année de délai.

Le **Premier Consul** ne trouve aucun inconvénient à cette modification; il voudrait que le juge ne fût pas forcé de prononcer la déclaration d'absence, pour la seule raison que depuis quatre ans l'absent n'a pas donné de ses nouvelles; mais qu'on laissât à sa conviction et à sa conscience à décider si les circonstances caractérisent l'absence.

Le consul **Cambacérés** propose la question suivante :

Un homme, que des spéculations commerciales doivent conduire loin de sa résidence, prévoit qu'il ne pourra de très-longtemps donner de ses nouvelles : pour empêcher que ses héritiers ne s'immiscent dans ses affaires jusqu'à l'époque où ils peuvent demander l'envoi en possession définitif, il organise pour trente ans l'administration de son patrimoine. L'acte qu'il fera aura-t-il ses effets? La loi doit s'en expliquer, si l'on veut qu'il reçoive son exécution, attendu qu'en pareil cas ce n'est ni un testament, ni une disposition de dernière volonté.

Le citoyen **Portalis** dit que cet acte ne serait pas exécuté dans le système qui, après un terme, fait cesser l'effet d'une procuration.

Le citoyen **Tronchet** dit que la loi ne peut, sous aucun rapport, valider un tel acte. Si c'est un acte à cause de mort, il blesse les dispositions qui défèrent la succession à l'héritier; si c'est un acte entre-vifs, il ne peut durer que tant qu'on administre la preuve de la vie de l'absent.

Le citoyen **Portalis** dit que l'acte serait bon dans le système actuel.

Ce serait une procuration ordinaire de trente ans, si l'absent n'avait nommé que des administrateurs; et les administrateurs seraient comptables envers lui.

On ne peut gêner un absent au point de ne pas lui permettre de graduer ses fondés de pouvoir. Le principe est que l'absent ne peut être réputé ni vivant ni mort. L'acte, qui doit avoir ses effets si l'absent est vivant, ne peut donc les perdre que quand la preuve de la mort de l'absent est acquise.

On objectera que l'absent a pu faire des dispositions en haine de ses héritiers; mais, à cet égard, les prohibitions seraient inutiles, car il lui resterait d'autres moyens de signaler cette haine.

[Disc. du projet de l

possession provisoire d  
est fondé en effet à ré  
provision qu'on accor  
présomption de la mort

Le **Premier Consu**  
un délai trop court pou  
l'absent.

Le citoyen **Réal** pr  
si la femme aura l'opti  
sion provisoire des bier  
cice de ses reprises.

Le **Premier Consu**  
la supposition que le m  
que de l'administration  
a pas de difficulté à la  
si l'on part de la sup  
mort, les lois règlent le  
communauté : mais si  
ni comme mort, ni co  
dangereux d'abandonne  
l'administration de son

Le citoyen **Maleville**  
nauté, la femme doit a  
parlé; que s'il n'y en a j  
être envoyés en possesi

Le citoyen **Boulay** d  
du citoyen *Portalis*, la  
accordée à la femme, i  
communauté.

Le citoyen **Tronche**  
accordée, même quand  
la femme non commu  
son mari.

Le consul **Cambac**  
la section de rédiger de  
système.

Cette proposition est

Le légataire  
lui-même la  
, d'après la

rticle 15 fixe  
meubles de

sider d'abord  
oi en posses-  
ari et l'exer-

l'on part de  
t, il ne s'agit  
, et qu'il n'y  
femme; que

L'absent est  
iens et de la  
dère le mari  
il peut être  
t à sa femme

y a commu-  
dont on a  
tiers doivent

le système  
pourrait être  
il y aurait

doit lui être  
us, parce que  
s revenus de

de charger  
dans chaque

nforme :  
l'État.  
LOCRÉ.

UBLIQUE.  
11).  
ge).

séance.  
ont présents.  
du mariage.  
ussion; il est

mariage que  
et des rédac-  
positions gé-

mariage que  
es. »  
mariage con-  
prescrit. »

trat dont la  
oux, celle de  
t néanmoins  
n des époux,  
terminés par

u tribunal de  
Paris, a cru  
nonçant une  
t exacte. En  
des mariages

qui n'ont point été contractés conformément à tout ce qu'elle prescrit.

La section a cru devoir aussi supprimer l'article 3. En thèse générale, elle respecte la règle *omnis definitio in jure periculosa*; et, dans l'espèce particulière, elle a cru que la définition n'était pas d'absolue nécessité. Elle a d'ailleurs pensé, avec le tribunal de Paris, que la définition que donnait le projet n'était pas complète. Il est bien vrai que la durée de ce contrat est, dans l'intention des époux, celle de la vie de l'un d'eux; mais il a cela de commun avec d'autres contrats, et ce caractère ne le distingue pas suffisamment.

Enfin, la section aurait même proposé la suppression de l'article 1<sup>er</sup>, bien convaincue que, si la loi ne considère le mariage que sous ses rapports civils et politiques, ce n'est pas en vertu d'une disposition qui lui soit particulière; mais que, suivant l'observation du tribunal de Paris, c'est par une conséquence nécessaire du pacte social, qui, n'excluant pas de culte, n'en reconnaît cependant aucun.

Cependant elle l'a conservé, comme renfermant une déclaration solennelle qu'il est encore utile de proclamer.

Le consul **Cambacérès** dit que cet article peut être supprimé, parce qu'il est évident que le Code civil ne considère le mariage que sous ses rapports civils.

L'article est retranché.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** demande qu'on conserve le second des articles que les rédacteurs du projet de Code civil avaient proposés, attendu qu'il exclut l'idée que le mariage qui n'est consacré que par le culte est aussi reconnu par la loi.

Le consul **Cambacérès** propose de renvoyer cette disposition au chapitre *des nullités*.

Cette proposition est adoptée.

Le chap. II, intitulé *des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage*, est soumis à la discussion.

L'article 2 porte :

Art. 2. « L'homme ne peut se marier avant « l'âge de quinze ans révolus, et la femme avant « celui de treize ans aussi révolus. »

Le citoyen **Réal** dit que notre ancien droit français, conforme au droit romain, fixait la puberté à quatorze ans pour les hommes, et à douze pour les femmes. Les auteurs du projet ont suivi les dispositions de la loi de 1792, conformes aux constitutions de l'empereur **Léon**. Mais puisqu'on consacre une innovation, faut-il se borner à exiger une seule année de plus? Pourquoi ne pas exiger que la femme ne puisse se marier avant quinze ans, et l'homme avant dix-huit? Des motifs puisés dans l'ordre moral aussi bien que dans l'ordre physique, approuveraient cette innovation. Celle qui est proposée est sans utilité.

En fixant la puberté présumée à douze ans et à quatorze ans, ou à treize et à quinze, pour les Romains, les empereurs **Justinien** et **Léon** faisaient une chose raisonnable, et obéissaient à la nature, qui, dans les climats brûlants de l'Italie, de la Grèce, de Rome et de Constantinople, donne une puberté très-précoce. Devons-nous suivre en ce point leurs lois, nous, habitants de pays froids ou tempérés, où la nature est plus tardive? On serait plus près de la nature et de la raison, en fixant la puberté présumée, pour l'homme à dix-huit ans, et pour la femme à quinze. C'est le vœu des tribunaux de Paris, de Bourges, de Lyon, et d'un des membres de la commission du tribunal de cassation.



de motifs de déclarer incapables ceux qui sont atteints de malices de conformation, à l'égard des législateurs anciens qui ont été aux infirmes, aux hommes qu'il n'en provint des enfants charge à eux-mêmes et à leurs familles.

Le citoyen **Réal** répond à la déclaration de 1736, et aux muets de naissance.

Le citoyen **Bigot-Préaumont** dit que l'article est inutile, s'il n'existe pas un quelconque muet pour lequel le sourd-muet pourrait être utile.

Le citoyen **Réal** répond que ce mode pourra régler les dispositions qui déterminent la célébration des mariages.

Le citoyen **Portails** dit que l'article doit être renversé en principe général que ceux qui pourront se marier, et de ceux qui ne le pourront pas, par voie d'exception au contraire, de poser la question si les sourds-muets sont capables de se marier, et de convertir ensuite en exceptions particulières où ils ne le peuvent pas.

Au surplus, la jurisprudence a levé que par la célébration des sourds-muets et que cela n'a pas causé d'embarras à la famille, d'amis, qui attendent qu'ils expriment par leur mariage.

Le citoyen **Réal** dit qu'il ne faut pas penser de régler la manière d'exprimer leur consentement.

Le citoyen **Hégnault** dit que

mariage ceux  
aires ou de  
quelques lé-  
le mariage  
s, de peur  
malades, à

tion a suivi  
es sourds-

it que l'ar-  
ode suivant  
on consen-

osition qui  
; parmi les  
de la célé-

édaction de  
eu d'établir  
s-muets ne  
donner la  
viendrait,  
ale que les  
arier, et de  
incapacités  
r.

mais eu de  
a comparu-  
ur mariage  
ourés d'une  
nsentement

urra se dis-  
ils devront

m-d'Angély)  
'art de faire  
opose telle-  
e, qu'on ne  
qu'ils sont  
t un inter-  
signes qui  
ole.

usage, parce  
des formes  
és. Mais il  
muets d'in-  
laissées la  
oi gardât le

loi ne peut  
ourds-muets  
t à contrac-  
er, pour le  
té indéfinie  
des autres.  
ent les prin-  
e, exiger la  
s que doit  
enfants, à la  
nt, et qu'ils  
gations. Les  
ite ce degré  
manifeste-  
engagement  
ermine plus  
individu af-  
: on doit  
et contre  
torquer un  
ne sont pas  
e suffit pas

d'être en garde contre l'intérêt que des étrangers peuvent avoir de séduire le sourd-muet; qu'il convient également de ne pas perdre de vue l'intérêt que peut avoir sa famille à l'empêcher de se marier.

Le citoyen **Portalis** dit que la loi n'a pas le pouvoir de changer la nature ni la destinée des hommes. Celle du sourd-muet l'expose inévitablement, par rapport au mariage, à divers dangers dont la loi ne l'affranchira jamais. Elle doit donc se borner à le déclarer incapable de se marier, lorsqu'il ne peut manifester son consentement: si elle se rend plus difficile, elle met le sourd-muet dans un état d'interdiction plus pénible même qu'un mariage hasardé.

Le citoyen **Roderer** dit qu'un sourd-muet qui serait privé de sa famille, se trouverait trop heureux d'avoir le secours d'une compagne: elle l'abandonnera toujours moins que des mercenaires.

Le **Premier Consul** dit que l'article pourrait se taire sur les sourds-muets, puisqu'ils sont capables de se marier sous la condition commune à tous de donner leur consentement; qu'il pourrait se borner à dire comment ils exprimeront qu'ils consentent au mariage.

Le consul **Cambacérés** propose de supprimer l'article. Les dispositions qu'il contient ne sont que des conséquences naturelles de la règle générale, qui exige pour le mariage un consentement valable.

L'article est retranché. Il sera remplacé par une disposition sur la manière dont les sourds-muets de naissance exprimeront leur consentement.

Cette disposition sera placée au chapitre relatif à la célébration des mariages.

L'article 4 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu:

« Le mariage n'est pas valable, si les deux  
« époux n'y ont pas donné un consentement  
« libre.

« Il n'y a point de consentement:

« 1° S'il y a eu violence;

« 2° S'il y a eu erreur dans la personne que

« l'une des parties avait eu intention d'épouser;

« 3° S'il y a eu rapt, à moins que le consente-

« ment n'ait été donné par la personne ravie, après  
« qu'elle a recouvré sa pleine liberté. »

Le citoyen **Roderer** observe que les lois anciennes ne donnaient au consentement de la personne ravie l'effet de valider son mariage, que dix ans après qu'elle avait recouvré sa pleine liberté.

Cette disposition était sage. Le mot *rapt* est générique: il désigne également le rapt de violence et le rapt de séduction. L'un et l'autre, tant qu'il dure, doit être un empêchement au mariage; mais le rapt de violence est le seul dont on puisse reconnaître la cessation d'une manière certaine.

Le citoyen **Réal** répond que, depuis cinq ans, on ne reconnaît plus en France le rapt de séduction.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il faudra examiner s'il ne convient pas de rendre leur force aux anciennes lois relatives à ce délit.

Le citoyen **Portalis** convient de la distinction établie par le citoyen **Roderer**: mais, ajoute-t-il, le rapt de séduction ne peut avoir lieu qu'à l'égard du mineur. Il est commis contre la famille de la personne séduite. Le rapt de violence est donc le seul que la loi doive reconnaître d'une manière absolue; elle ne doit voir le rapt de séduction que par rapport à la famille: or, comme

serait pas parfaitement exacte, attendu qu'il faut de consentement du père n'empêche qu'il y ait un mariage, mais qu'il donne seulement au père le droit de le faire casser.

Le consul **Cambacérés** dit que c'est là de la disposition qu'il propose.

Le citoyen **Boulay** dit qu'il existe d'articles sur le consentement des parents, celui-ci n'en doit pas être séparé.

Le consul **Cambacérés** y consent, qu'on retranche l'expression *filles de famille*.

Le citoyen **Boulay** dit que la section a cru devoir se servir, avec les rédacteurs du Code, du mot générique *enfants*, par lequel on établit, entre les mâles et les filles, une distinction quant à l'âge où le consentement de la mère cesse de leur être nécessaire.

Le citoyen **Réal** dit que cette distinction est mandée par presque tous les tribunaux.

Le citoyen **Portalis** ajoute qu'elle est un vœu de la nature, qui a rendu les filles plus précieuses que les garçons.

L'article est adopté, sauf rédaction.

L'article 7 est soumis à la discussion ; i

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) ajoute que si l'on ne laisse au père qui s'est remarié tous les droits qu'il tient de la nature, on sera fort embarrassé de régler, dans le même cas, les effets de la puissance paternelle.

Le consul **Cambacérés** dit que toutes ces questions sont naturellement subordonnées aux dispositions qu'on adoptera sur le divorce.

L'article est adopté, avec le retranchement demandé par le citoyen **Defermon**.

L'article 8 est ajourné jusqu'après la discussion du divorce; cet article est ainsi conçu :

« Néanmoins, si l'époux a contracté un second mariage après un divorce prononcé contre lui; si le divorce a été prononcé pour cause déterminée et prouvée, ou obtenu par lui sans cause déterminée, le conseil de famille sera légalement assemblé pour délibérer sur le consentement à donner au mariage de l'enfant qui n'a pas l'âge ci-dessus déterminé. »

L'article 9 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« Si le père et la mère sont morts, ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent: s'il y a dissentiment entre eux, la majorité ou le partage des voix emporte consentement. »

Le citoyen **Réal** dit que la section a voulu prévenir tous les doutes, en décidant positivement que les autres parents ne seraient pas admis à délibérer avec les pères, mères, aïeuls et aïeules.

L'article est adopté.

L'article 10 porte : « Les enfants de famille majeurs ne sont point dispensés de demander, par un acte respectueux et formel, le consentement de leur père et de leur mère, ou celui de leurs aïeuls et aïeules, lorsque leur père et leur mère sont décédés, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté. »

Le consul **Cambacérés** demande qu'on ne se serve pas de cette expression, *ne sont point dispensés*: ce n'est pas là le langage des lois.

Le citoyen **Tronchet** demande qu'on dise : « Les enfants de famille majeurs par rapport au mariage. »

Le consul **Cambacérés** propose de dire : « Les enfants de famille, quoiqu'ils aient atteint l'âge où il leur est permis de se marier sans le consentement de leur père, sont tenus de demander, etc..... »

L'article est adopté, sauf rédaction.

L'article 11 est soumis à la discussion, et adopté ainsi qu'il suit :

« Les dispositions contenues aux art. 6, 7, 8, 9 et 10, sont applicables aux enfants naturels légalement reconnus. »

Le citoyen **Réal**, au nom de la section de législation, propose l'article additionnel suivant :

« L'enfant naturel qui n'a point été reconnu; et celui qui, après l'avoir été, a perdu ses père et mère, ou dont les père et mère ne peuvent manifester leur volonté, ne pourra, avant l'âge de vingt-un ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement du tuteur *ad hoc* qui lui sera nommé dans les formes ci-après établies. »

Le citoyen **Réal** dit que la section a cru moral de donner un tuteur au mineur né hors mariage, qui veut se marier et dont le père est inconnu. Ce mode couvre la trace de l'illégitimité de sa naissance, et appelle ses amis à délibérer sur son mariage.

Le citoyen **Defermon** dit que l'intérêt de la

parce que ce sont eux qui ont la conservation des biens.

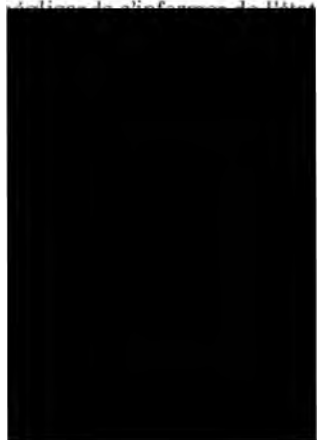
Cet ordre d'administration sur les fruits doivent être sous les absents ; aucun ne doit intervenir avant un laps de quinze ans.

Le citoyen **Regnier** adopte l'opinion qui tend à uniformiser sur la jouissance des héritiers distinctement ; mais il pense qu'il faut l'absence à quinze ans dans tous les cas, et être plus rigoureux que le propriétaire, puisque le projet rend l'absence de vingt ans, lorsque l'absent a le pouvoir : or, comme l'intérêt doit prédominer sur celui des héritiers, il convient d'admettre les mêmes règles dans tous les cas, le citoyen **Regnier** pense que les héritiers ne puissent acquiescer à l'absence de vingt ans après le départ de l'absent, soit qu'il ait laissé une procuration, soit qu'il n'en ait pas laissé.

Le citoyen **Boulay** observe que si les héritiers étaient obligés de restituer les biens de l'absent, pendant vingt ans, ils rendraient le capital.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il faut favoriser l'absent, il est juste aux héritiers pour avoir conservé les biens. La négligence de l'absent pendant quinze ans, n'a pas donné de préjudice, et est donc très rarement excusable.

Le citoyen **Regnier** pense, qu'il est rare qu'on puisse reprocher à l'absent, de n'avoir pas donné, pendant quinze ans, de ses nouvelles. Peu d'hommes s'occupent de la conservation de leurs biens pendant quinze ans.



is d'intérêt à

les disposi-  
mêmes pour  
privé de ses

rtic de cette  
dispositions  
it absent in-  
cette jouis-  
est se mon-  
vers le pro-  
jouissance  
é un fondé  
propriétaire  
iers, et qu'il  
ositions dans  
emande que  
es fruits que  
it, soit qu'il  
n'en ait pas

les héritiers  
perçus pen-  
omme égale

l est juste de  
ne pas ruiner  
et administré  
qui, pendant  
ouvelles, est

ntraire, qu'il  
justice à un  
quinze ans,  
assez indif-  
biens, pour  
se trouvent.  
it causé par  
ouvelles.  
la discussion  
r le Premier

e pas d'uni-  
istration des  
absences ne  
rconstances;  
de proroger

sent; ses hé-  
la considéra-  
pas les sou-  
jouissance;  
administrer;  
restitution;  
leur intérêt,  
s de l'absent  
nt à se rendre

nise en avant  
dans l'intérêt  
ation qu'il a  
cesse d'avoir  
au tribunal  
ou d'appeler  
pouvoir.

les héritiers  
recueillir les  
rendent sans  
leur intérêt  
liorer un pa-  
succéder.  
citoyen, dont  
s l'indes, ne

doit être déclaré absent que longtemps après qu'il a cessé d'en donner; car il ne peut revenir qu'après beaucoup de temps et en surmontant une multitude d'obstacles.

Le citoyen **Boulay** dit que cet individu ne peut pas être réputé absent après un espace de dix années.

Le citoyen **Tronchet** dit que la loi pourrait ne pas donner de règle fixe au juge, mais l'autoriser à prononcer l'absence d'après les circonstances.

Le **Premier Consul** dit que l'article 6 ne donne pas cette liberté au juge.

On pourrait laisser subsister le droit commun, qui est qu'en général l'absence peut être déclarée après cinq ans, et le modifier en ajoutant, « à moins que des circonstances particulières ne fassent penser au tribunal que l'absent n'a pu donner de ses nouvelles. »

Le citoyen **Boulay** observe que, dans le droit commun tel qu'il a été adopté, l'absence peut être déclarée après quatre ans, parce que l'envoi en possession provisoire n'a lieu qu'après la cinquième année; que, pour reculer la déclaration d'absence à cinq ans, il faut mettre en dehors de ce terme l'année de délai.

Le **Premier Consul** ne trouve aucun inconvénient à cette modification; il voudrait que le juge ne fût pas forcé de prononcer la déclaration d'absence, pour la seule raison que depuis quatre ans l'absent n'a pas donné de ses nouvelles; mais qu'on laissât à sa conviction et à sa conscience à décider si les circonstances caractérisent l'absence.

Le consul **Cambacérés** propose la question suivante :

Un homme, que des spéculations commerciales doivent conduire loin de sa résidence, prévoit qu'il ne pourra de très-longtemps donner de ses nouvelles : pour empêcher que ses héritiers ne s'inimisent dans ses affaires jusqu'à l'époque où ils peuvent demander l'envoi en possession définitif, il organise pour trente ans l'administration de son patrimoine. L'acte qu'il fera aura-t-il ses effets? La loi doit s'en expliquer, si l'on veut qu'il reçoive son exécution, attendu qu'en pareil cas ce n'est ni un testament, ni une disposition de dernière volonté.

Le citoyen **Portalis** dit que cet acte ne serait pas exécuté dans le système qui, après un terme, fait cesser l'effet d'une procuration.

Le citoyen **Tronchet** dit que la loi ne peut, sous aucun rapport, valider un tel acte. Si c'est un acte à cause de mort, il blesse les dispositions qui déferent la succession à l'héritier; si c'est un acte entre-vifs, il ne peut durer que tant qu'on administre la preuve de la vie de l'absent.

Le citoyen **Portalis** dit que l'acte serait bon dans le système actuel.

Ce serait une procuration ordinaire de trente ans, si l'absent n'avait nommé que des administrateurs; et les administrateurs seraient comptables envers lui.

On ne peut gêner un absent au point de ne pas lui permettre de graduer ses fondés de pouvoir. Le principe est que l'absent ne peut être réputé ni vivant ni mort. L'acte, qui doit avoir ses effets si l'absent est vivant, ne peut donc les perdre que quand la preuve de la mort de l'absent est acquise.

On objectera que l'absent a pu faire des dispositions en haine de ses héritiers; mais, à cet égard, les prohibitions seraient inutiles, car il lui resterait d'autres moyens de signaler cette haine.

[Disc. du projet de C

possession provisoire de  
est fondé en effet à ré  
provision qu'on accord  
présomption de la mort

Le **Premier Consu**  
un délai trop court pour  
l'absent.

Le citoyen **Réal** pr  
si la femme aura l'optio  
sion provisoire des bier  
cice de ses reprises.

Le **Premier Consu**  
la supposition que le m  
que de l'administration  
a pas de difficulté à la  
si l'on part de la sup  
mort, les lois règlent le  
communauté : mais si l  
ni comme mort, ni co  
dangereux d'abandonne  
l'administration de son

Le citoyen **Maleville**  
nauté, la femme doit a  
parlé; que s'il n'y en a j  
être envoyés en possessi

Le citoyen **Boulay** d  
du citoyen *Portalis*, la  
accordée à la femme, i  
communauté.

Le citoyen **Tronche**  
accordée, même quand  
la femme non commu  
son mari.

Le consul **Cambacé**  
la section de rédiger det  
système.

Cette proposition est

La séance est levée

Le légataire  
lui-même la  
d'après la

ticle 15 fixe  
meubles de

der d'abord  
bien posses-  
sori et l'exer-

l'on part de  
il ne s'agit  
et qu'il n'y  
femme; que  
l'absent est  
iens et de la  
lère le mari  
il peut être  
à sa femme

y a commu-  
dont on a  
iers doivent

le système  
ourrait être  
il y aurait

loit lui être  
s, parce que  
revenus de

de charger  
dans chaque

forme :  
État.  
LOCRÉ.

BLIQUE.  
1).  
e).

éance.  
ont présents.  
du mariage.  
ssion; il est  
mariage que

t des rédac-

qui n'ont point été contractés conformément à tout ce qu'elle prescrit.

La section a cru devoir aussi supprimer l'article 3. En thèse générale, elle respecte la règle *omnis definitio in jure periculosa*; et, dans l'espèce particulière, elle a cru que la définition n'était pas d'absolue nécessité. Elle a d'ailleurs pensé, avec le tribunal de Paris, que la définition que donnait le projet n'était pas complète. Il est bien vrai que la durée de ce contrat est, dans l'intention des époux, celle de la vie de l'un d'eux; mais il a cela de commun avec d'autres contrats, et ce caractère ne le distingue pas suffisamment.

Enfin, la section aurait même proposé la suppression de l'article 1<sup>er</sup>, bien convaincue que, si la loi ne considère le mariage que sous ses rapports civils et politiques, ce n'est pas en vertu d'une disposition qui lui soit particulière; mais que, suivant l'observation du tribunal de Paris, c'est par une conséquence nécessaire du pacte social, qui, n'excluant pas de culte, n'en reconnaît cependant aucun.

Cependant elle l'a conservé, comme renfermant une déclaration solennelle qu'il est encore utile de proclamer.

Le consul **Cambacérés** dit que cet article peut être supprimé, parce qu'il est évident que le Code civil ne considère le mariage que sous ses rapports civils.

L'article est retranché.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** demande qu'on conserve le second des articles que les rédacteurs du projet de Code civil avaient proposés, attendu qu'il exclut l'idée que le mariage qui n'est consacré que par le culte est aussi reconnu par la loi.

Le consul **Cambacérés** propose de renvoyer cette disposition au chapitre *des nullités*.

Cette proposition est adoptée.

Le chap. II, intitulé *des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage*, est soumis à la discussion.

L'article 2 porte :

Art. 2. « L'homme ne peut se marier avant « l'âge de quinze ans révolus, et la femme avant « celui de treize ans aussi révolus. »

Le citoyen **Réal** dit que notre ancien droit français, conforme au droit romain, fixait la puberté à quatorze ans pour les hommes, et à douze pour les femmes. Les auteurs du projet ont suivi les dispositions de la loi de 1792, conformes aux constitutions de l'empereur **Léon**. Mais puisqu'on consacre une innovation, faut-il se borner à exiger une année de plus? Pourquoi ne pas exiger qu'il ne puisse se marier avant quinze ans, ou avant dix-huit? Des motifs puisés moral aussi bien que dans l'ordre prouveraient cette innovation. Celle proposée est sans utilité.

La puberté présumée à douze ans et à treize, ou à quinze, pour les Romains, les empereurs **Justinien** et **Léon** faisaient raisonner qu'ils obéissaient à la nature, et qu'ils suivaient l'exemple de l'Italie, de la Grèce, de Rome, de Constantinople, donne une punition à ceux qui ne suivent pas ce point. Les pays froids ont-ils la puberté tardive? On serait plus raisonnable, en fixant la puberté de l'homme à dix-huit ans, et de la femme à quinze. C'est le vœu des tribunaux de Lyon, et d'un des membres du tribunal de cassation.



[Disc. du projet de l

**de motifs de déclarer in  
qui sont atteints de ma  
vices de conformation,  
gislateurs anciens qui  
aux infirmes, aux hom  
qu'il n'en provint des e  
Charge à eux-mêmes et**

Le citoyen **Réal** répo  
**la** déclaration de 1736,  
**muets de naissance.**

Le citoyen **Bigot-P**  
**ticle** est inutile, s'il n'e  
**lequel** le sourd-muet po  
**tement.**

Le citoyen **Réal** répo  
**réglera** ce mode pour  
**dispositions** qui déterm  
**bration** des mariages.

Le citoyen **Portalis**  
l'article doit être renver  
en principe général qu  
pourront se marier, et c  
capacité que par voie d'ex  
au contraire, de poser l  
sourds-muets sont capab  
convertir ensuite en ex  
particulières où ils peuv

Au surplus, la jurispr  
difficultés à lever que p  
tion des sourds-muets  
n'a pas causé d'embarras  
famille, d'amis, qui a  
qu'ils expriment par les

Le citoyen **Réal** dit  
**penser** de régler la m  
**exprimer** leur consentement

Le citoyen **Reynaud**

ariage ceux  
aires ou de  
quelques lé-  
le mariage  
ts, de peur  
malades, à

tion a suivi  
les sourds-

lit que l'ar-  
ode suivant  
son consen-

osition qui  
e parmi les  
de la célé-

édaction de  
eu d'établir  
s-muets ne  
donner la  
onviendrait,  
ale que les  
arier, et de  
incapacités  
r.

mais eu de  
a comparu-  
ur mariage  
ourés d'une  
nsentement

urra se dis-  
ils devront

m-d'Angély)  
'art de faire  
opose telle-  
e, qu'on ne  
qu'ils sont  
t un inter-  
signes qui  
ole.

usage, parce  
des formes  
és. Mais il  
muets d'in-  
laissées la  
oi gardât le

loi ne peut  
ourds-muets  
t à contrac-  
ier, pour le  
ité indéfinie  
des autres.  
ent les prin-  
e, exiger la  
s que doit  
enfants, à la  
nt, et qu'ils  
gations. Les  
ite ce degré  
manifeste-  
engagement  
ermine plus  
individu af-  
: on doit  
ét et contre  
ctorquer un  
ne sont pas  
e suffit pas

d'être en garde contre l'intérêt que des étrangers peuvent avoir de séduire le sourd-muet; qu'il convient également de ne pas perdre de vue l'intérêt que peut avoir sa famille à l'empêcher de se marier.

Le citoyen **Portalis** dit que la loi n'a pas le pouvoir de changer la nature ni la destinée des hommes. Celle du sourd-muet l'expose inévitablement, par rapport au mariage, à divers dangers dont la loi ne l'affranchira jamais. Elle doit donc se borner à le déclarer incapable de se marier, lorsqu'il ne peut manifester son consentement: si elle se rend plus difficile, elle met le sourd-muet dans un état d'interdiction plus pénible même qu'un mariage hasardé.

Le citoyen **Roderer** dit qu'un sourd-muet qui serait privé de sa famille, se trouverait trop heureux d'avoir le secours d'une compagne: elle l'abandonnera toujours moins que des mercenaires.

Le **Premier Consul** dit que l'article pourrait se taire sur les sourds-muets, puisqu'ils sont capables de se marier sous la condition commune à tous de donner leur consentement; qu'il pourrait se borner à dire comment ils exprimeront qu'ils consentent au mariage.

Le consul **Cambacérés** propose de supprimer l'article. Les dispositions qu'il contient ne sont que des conséquences naturelles de la règle générale, qui exige pour le mariage un consentement valable.

L'article est retranché. Il sera remplacé par une disposition sur la manière dont les sourds-muets de naissance exprimeront leur consentement.

Cette disposition sera placée au chapitre relatif à la célébration des mariages.

L'article 4 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu:

« Le mariage n'est pas valable, si les deux époux n'y ont pas donné un consentement libre.

« Il n'y a point de consentement:

« 1° S'il y a eu violence;

« 2° S'il y a eu erreur dans la personne que l'une des parties avait eu intention d'épouser;

« 3° S'il y a eu rapt, à moins que le consentement n'ait été donné par la personne ravie, après qu'elle a recouvré sa pleine liberté. »

Le citoyen **Roderer** observe que les lois anciennes ne donnaient au consentement de la personne ravie l'effet de valider son mariage, que dix ans après qu'elle avait recouvré sa pleine liberté.

Cette disposition était sage. Le mot *rapt* est générique: il désigne également le rapt de violence et le rapt de séduction. L'un et l'autre, tant qu'il dure, doit être un empêchement au mariage; mais le rapt de violence est le seul dont on puisse reconnaître la cessation d'une manière certaine.

Le citoyen **Réal** répond que, depuis cinq ans, on ne reconnaît plus en France le rapt de séduction.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il faudra examiner s'il ne convient pas de rendre leur force aux anciennes lois relatives à ce délit.

Le citoyen **Portalis** convient de la distinction établie par le citoyen **Roderer**: mais, ajoute-t-il, le rapt de séduction ne peut avoir lieu qu'à l'égard du mineur. Il est commis contre la famille de la personne séduite. Le rapt de violence est donc le seul que la loi doive reconnaître d'une manière absolue; elle ne doit voir le rapt de séduction que par rapport à la famille: or, comme

[Disc. du projet de

de consentement lorsqu'il y a violence, on peut se dispenser de l'acte qui exige le consentement.

Le citoyen **Bigot-Petit** propose la rédaction suivante : « Il n'est pas permis de contracter mariage :

- qu'il n'y a pas de consentement libre et éclairé ;
- ou erreur sur la personne ;
- ou violence.

Cette proposition est adoptée.

L'article 5 est adopté.

- Avant la dissolution du mariage, on ne peut en contracter un nouveau.

L'article 6 est soumis à la discussion et est ainsi conçu :

- Le fils de famille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ne peut contracter mariage sans le consentement de son père ou de son tuteur. En cas de dissentiment, le conseil de famille, composé de sept membres, prononce.

Le consul **Cambacérès** observe que l'expression « conseil de famille » n'est pas juridique, mais qu'on emploie celle-ci dans les lois antérieures. *ceux qui sont en puissance de père de famille.*

Le citoyen **Réal** observe que la proposition posée ne s'étendrait pas au mariage civil.

Le consul **Cambacérès** répond qu'il s'agit de décider en général que le mariage est nul, et non valable que lorsque son défaut est constaté.

Le citoyen **Tronche** observe que la loi ne serait pas parfaitement faite si elle ne disait pas qu'il faut de consentement libre et éclairé, car il y a des mariages, même civils, qui sont contractés sans le consentement du père, et au père le droit de le faire.

Le consul **Cambacérès** observe que la loi ne

on Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély)  
on ajoute que si l'on ne laisse au père qui s'est re-  
marqué tous les droits qu'il tient de la nature, on  
é sera fort embarrassé de régler, dans le même  
s- cas, les effets de la puissance paternelle.

de Le consul **Cambacérés** dit que toutes ces  
n, questions sont naturellement subordonnées aux  
dispositions qu'on adoptera sur le divorce.

L'article est adopté, avec le retranchement  
demandé par le citoyen **Defermon**.

ia- L'article 8 est ajourné jusqu'après la discussion  
du divorce; cet article est ainsi conçu :

est « Néanmoins, si l'époux a contracté un se-  
« cond mariage après un divorce prononcé  
de « contre lui; si le divorce a été prononcé pour  
ui « cause déterminée et prouvée, ou obtenu par  
is « lui sans cause déterminée, le conseil de famille  
n- « sera légalement assemblé pour délibérer sur  
de « le consentement à donner au mariage de l'en-  
« fant qui n'a pas l'âge ci-dessus déterminé. »

se L'article 9 est soumis à la discussion; il est  
le, ainsi conçu :

ie, « Si le père et la mère sont morts, ou s'ils  
« sont dans l'impossibilité de manifester leur  
o- « volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent: s'il  
ia- « y a dissentiment entre eux, la majorité ou le  
« partage des voix emporte consentement. »

lé- Le citoyen **Réal** dit que la section a voulu  
est prévenir tous les doutes, en décidant positive-  
n- ment que les autres parents ne seraient pas admis  
à délibérer avec les pères, mères, aïeuls et  
ne aïeules.

lé- L'article est adopté.

as L'article 10 porte : « Les enfants de famille ma-  
ent « jeurs ne sont point dispensés de demander, par  
« un acte respectueux et formel, le consentement  
ns « de leur père et de leur mère, ou celui de leurs  
« aïeuls et aïeules, lorsque leur père et leur mère  
ir- « sont décédés, ou dans l'impossibilité de mani-  
ue « fester leur volonté. »

vu Le consul **Cambacérés** demande qu'on ne se  
serve pas de cette expression, *ne sont point dis-*  
pensés : ce n'est pas là le langage des lois.

as Le citoyen **Tronchet** demande qu'on dise :  
jet « Les enfants de famille majeurs par rapport au  
l'il « mariage. »

ice Le consul **Cambacérés** propose de dire :  
lle « Les enfants de famille, quoiqu'ils aient atteint  
« l'âge où il leur est permis de se marier sans le  
le- « consentement de leur père, sont tenus de de-  
« mander, etc.... »

le L'article est adopté, sauf rédaction.

ré- L'article 11 est soumis à la discussion, et adopté  
ainsi qu'il suit :

e : « Les dispositions contenues aux art. 6, 7, 8,  
s « 9 et 10, sont applicables aux enfants natu-  
re « rels légalement reconnus. »

ait Le citoyen **Réal**, au nom de la section de lé-  
gislation, propose l'article additionnel suivant :

is- « L'enfant naturel qui n'a point été reconnu;  
bre « et celui qui, après l'avoir été, a perdu ses père  
« et mère, ou dont les père et mère ne peuvent  
« manifester leur volonté, ne pourra, avant l'âge  
un « de vingt-un ans révolus, se marier qu'après  
oit « avoir obtenu le consentement du tuteur *ad hoc*  
loi « qui lui sera nommé dans les formes ci-après  
oir « établies. »

le Le citoyen **Réal** dit que la section a cru moral  
n- de donner un tuteur au mineur né hors mariage,  
sa qui veut se marier et dont le père est inconnu.  
ion Ce mode couvre la trace de l'illégitimité de sa  
n- naissance, et appelle ses amis à délibérer sur son  
ale mariage.

Le citoyen **Defermon** dit que l'intérêt de la

ne se s'épouser, ne porte les belles-sœurs au concubinage, et n'est le fléau des familles. Du moins faut-il empêcher ces alliés de s'épouser quand le premier mariage a été dissous par le divorce ou de leur épouse ; mais c'est si scandaleux que de leur permettre de se remarier par le divorce, pour voler le bras de leur beau-frère ou de leur belle-sœur, avec l'usage des dispenses, avec l'inconvénient de la prohibition dissoute, plus, si on ne veut pas admettre l'adultère, qu'on distingue les cas et que le mariage aura lieu.

Le **Ministre de la Justice** a déclaré l'illégalité donnée par la loi de 1792 aux belles-sœurs porte en effet dans les familles, et est le principe de la force dont les tribunaux sont investis.

Le citoyen **Berlier** admet le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs où le premier mariage a été dissous ; mais il pense que cette

que que  
ibition,  
es s'en  
ne pro-  
ivile, et  
ominer

tions et  
ons ci-  
décret  
ne. Les  
ne fut

t prin-  
ères et  
voir s'il  
u'à eux  
limites

tractés  
ne sont  
aut pas  
! : cha-  
est par  
on a dit  
trouver  
t exact  
aucoup  
ient ces  
t le di-  
possibi-  
à la fa-  
ères et  
le l'in-  
ne per-  
ue leur  
mort de  
e serait  
de s'en  
e dans  
e-sœur.  
ous les  
nt. Au  
mbition  
othèses

que la  
t-frères  
de dans  
des en  
lement

ion du  
s, dans  
par un  
ion ne  
usse le  
n sait  
malité,  
pouvait

nement  
usives;  
nnéteté  
insi, il  
ères et  
point;  
'excep-

ion ab-  
eption-  
it en  
comme  
la per-

mission serait accordée; mais ce motif même appellerait le dérèglement, puisqu'un commerce illicite deviendrait un moyen d'obtenir des dispenses. Or il vaut mieux que la loi permette ouvertement une chose qui n'est pas essentiellement mauvaise, que de dire que l'honnêteté publique la défend, et de placer cependant à côté du précepte un moyen légal de le violer.

Au reste, c'est le dernier état de la législation, et il est bon.

Le citoyen **Tronchet** dit que la prohibition des mariages entre beaux-frères et belles-sœurs est réclamée par les mœurs, parce qu'elle prévient les inconvénients de la familiarité; que cependant il ne l'adopte qu'autant qu'elle pourra être levée par dispenses; que dans le cas contraire, il préfère qu'on permette indistinctement le mariage.

Le citoyen **Maleville** dit que tous les tribunaux s'élèvent contre ces sortes de mariages.

Le **Premier Consul** résume les diverses propositions, et les met aux voix.

Le conseil adopte :

1° Que les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs seront prohibés;

2° Qu'il n'y aura pas de dispenses pour ces mariages;

3° Que les mariages entre oncles et nièces seront prohibés;

4° Qu'il pourra être accordé des dispenses pour ces mariages;

5° Que les mariages entre tantes et neveux seront prohibés;

6° Qu'il pourra être accordé des dispenses pour ces mariages.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'Etat,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 4 VENDEMIARE AN X DE LA RÉPUBLIQUE.

(Samedi 26 septembre 1801).

(6<sup>e</sup> Projet de loi. — Du mariage.)

*Première rédaction.*

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Réal** présente le chapitre II du titre du mariage, intitulé *des formalités relatives à la célébration du mariage*.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté; il est ainsi conçu :

« Le mariage sera célébré publiquement, dans les formes ci-après établies. »

L'article 2 est soumis à la discussion; il porte :

« Il sera célébré dans la commune où l'un des deux époux aura son domicile.

« Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune. »

Le **Premier Consul** demande pourquoi ce chapitre parle du domicile, puisque cette matière est réglée par un autre titre.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'il s'agit ici de la simple habitation, qui n'est pas toujours le domicile.

Le **Premier Consul** dit qu'il faut donc changer la rédaction, et ne parler que d'une habitation de six mois, afin que l'article n'apporte aucune modification aux dispositions sur le domicile.

Le citoyen **Maleville** dit qu'il est nécessaire d'expliquer que la loi entend parler de la dernière résidence, et d'une résidence continue.

[Disc. du projet de Co

Ces motifs avaient re  
dispenses de deux public  
ils n'existent plus; et d  
des causes réelles et puiss  
*causes graves.*

Les dispenses sont surt  
mariages *in extremis*. On  
noncé sur ces sortes de n  
de leur validité se lie à c

Le projet devrait au su  
vernement seul juge de l  
des deux publications. La  
publication pourrait être  
et ce serait ordinairement  
terait; car rarement le r  
pour qu'on ne puisse pa

Le citoyen **Réal** dit q  
doute; mais qu'il suffit  
que la loi doive y pourvo

Quant aux mariages i  
nime de la section est qu'  
valables toutes les fois qu  
cédés de concubinage. Il  
entre les membres de la  
des mariages *in extrem*  
aurait précédés.

Mais il y a d'autres cas  
parlé. On a cité l'exem  
ambassadeur, d'autres fo  
du Gouvernement force  
qu'ils sont prêts de se m

La section, en rédige  
projet de proposer un régl  
quelles dispenses seraien  
ment par le Gouverneme  
raient délivrées par ses  
aurait ensuite fixé les cau

ordinaires les moins : mais le projet exige qu'il dit, pour

aires pour les is encore pro- or la question spenses.

tituer le Gou- de dispenser de la seconde ée au préfet; qu'on sollici- t assez pressé e publication. est rare sans possible, pour

s, l'avis una- être déclarés pas été pré- ce d'opinion, ur la validité concubinage

ont on a déjà nilitaire, d'un s qu'un ordre s délai, lors-

icle, avait le établit d'abord s immédiate- dispenses se- ce règlement lesquelles les

la loi doit dé- appartient de les cas; mais le pouvoir de

le Gouverne- lles ne seront rochent : ce- uires à toutes nt partout où ce de la manie ; mais il faut endre l'obten- plus grand

Par exemple, ports la faci- départ préci- plique exigent accéléré pré-

il ne réserve des deux pu- e accordée que lus puissantes de la seconde écessaire, elle us rapprochés

réserve même, un exemple le disposition

ous n'existera résidant près it; les délais es autres que

le temps nécessaire pour obtenir des dispenses à Paris : tout cela ne prouve-t-il pas que le système des dispenses est vicieux en lui-même?

Le citoyen **Megnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) doute que les dispenses soient nécessaires. Depuis plusieurs années on n'en accorde plus, et cependant personne ne réclame.

Le **Premier Consul** dit que la loi ne peut vouloir que les femmes soient victimes des formalités, et qu'elles perdent l'occasion de contracter un mariage convenable, parce que le temps manque pour remplir les formes. Il est assez dans les habitudes des hommes de ne terminer leurs affaires qu'au dernier moment. Ainsi, pour se régler sur ces habitudes, on doit établir que la dispense de la seconde publication sera accordée toutes les fois qu'on le jugera nécessaire; elle réduit le délai du mariage à trois jours, ce qui suffit ordinairement. A l'égard de la dispense des deux publications, il importe de déterminer les causes qui pourront la faire obtenir.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'elle n'est nécessaire que dans le cas d'un ordre subit de départ.

Le **Premier Consul** ajoute que, cependant, par l'effet de l'éloignement du domicile, la dispense de la seconde publication pourrait différer le mariage de plus de trois jours; qu'ainsi il y a un motif de donner plus de facilité pour l'obtention de la dispense des deux publications.

Le consul **Cambacérés** dit que la question est de savoir s'il est utile que la loi ne donne qu'au Gouvernement seul le pouvoir de dispenser des deux publications.

Le citoyen **Boulay** dit que la section propose de décider que le pouvoir d'accorder des dispenses n'appartient qu'au Gouvernement; mais qu'il peut déléguer le pouvoir de dispenser de la seconde publication.

Le citoyen **Berlier** craint que la faculté d'obtenir la dispense des deux publications ne favorise les mariages clandestins.

Le citoyen **Portalis** dit que le Gouvernement ne peut être que difficilement trompé dans la concession des dispenses, depuis que les causes d'opposition sont réduites à deux, qu'il lui est aisé de vérifier.

L'utilité des dispenses a été universellement reconnue dans tous les temps, dans tous les pays, dans tous les cultes : il faut donc en maintenir l'usage. Le Gouvernement doit avoir à cet égard une certaine latitude. Ce pouvoir ne lui serait pas nécessaire si les lois pouvaient statuer matériellement sur tous les cas; mais comme jamais la loi ne pourra se plier à toutes les circonstances, il faut bien une main qui l'assouplisse.

Le citoyen **Berlier** dit que la loi doit régler seule tout ce qui concerne l'état civil, sans la coopération de l'homme, autrement que pour appliquer ce qu'elle a prescrit.

Le citoyen **Portalis** dit que la loi, qui n'a ni yeux ni oreilles, doit pouvoir être modifiée d'après ce que l'équité exige, suivant les circonstances et suivant les inconvénients qu'elle produit dans les cas particuliers. On a vu des pays bien gouvernés par des hommes sans l'intervention des lois; on n'en a jamais vu régis par les lois sans le concours des hommes.

Le Conseil adopte en principe :

1° Qu'il y aura des dispenses;

2° Qu'elles pourront être accordées pour la seconde publication;

3° Qu'elles ne le seront jamais pour la première.

Le citoyen **Boulay** dit que, d'après cette décision, la loi peut dire que le Gouvernement dé-



[Disc. du projet de Code civ

La seconde est retranchée, faite par le Premier Consul.

L'art. 9 est soumis à la discussion :

Art. 9. « Trois mois après le sur le territoire de la République du mariage contracté sera transcrit sur le registre du lieu de son domicile. »

Le citoyen **Defermon** demande l'abrogation de cet article n'est pas une proposition pénale.

Le citoyen **Réal** répond que la question n'appartient pas au Code. La place naturelle est dans les lois, où déjà elle se trouve.

Le citoyen **Tronchet** voudrait que la contravention fût une amende, au lieu du double droit.

L'article est adopté.

Le citoyen **Réal** présente la motion intitulée *des oppositions aux mariages en nullité.*

La discussion est ouverte sur la motion intitulée, *des Oppositions aux mariages.*

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

Art. 1<sup>er</sup>. « Le père, et à son défaut les aïeux et aïeules, ont le droit d'opposer au mariage de leurs descendants, encore que ceux-ci soient âgés de dix ans accomplis. »

Le consul **Lebrun** dit que l'article est un peu obscur; qu'il faudrait dire : « et à son défaut la mère; au défaut de la mère, les aïeux; et au défaut des aïeux, les aïeules peuvent, etc. »

L'article est adopté avec cette modification.



la réflexion

il est ainsi

du Français  
l'acte de célé-  
pays étranger  
des mariages

ourquoi l'exé-  
par une dis-

te disposition  
vil, et que sa  
l'enregistre-

le la peine de  
indépendam-

pitre III, inti-  
et des deman-

ection 1<sup>re</sup>, in-  
s.

la mère, et à  
euvent former  
enfants et des-  
nt vingt-cinq

édaction n'est  
: « Le père,  
du père et de  
t d'aïeuls, les

adement.  
on; il est ainsi

adants, l'oncle  
e cousin ou la  
euvent former  
suivants :

conseil de fa-  
pas été ob-  
à l'article 10;  
dée sur l'état  
osition n'est  
nt, de provo-  
atuer dans le  
t »

si les person-  
former oppo-  
tre, ou si elles

la nature des  
ositions, rend

a suppression  
opposant sera  
rce que cette  
en de suspen-  
ondée sur une  
ar les retards  
ction.

le juge, en  
tient, de faire  
démence, de  
levée de l'op-

ailleurs, l'ar-  
pposition est  
l lui est libre

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est libre aux tribunaux de ne pas recevoir l'opposition, et d'ordonner qu'on passera outre; mais pour ne laisser aucune équivoque, la loi pourrait exprimer cette faculté.

L'article est adopté avec l'amendement du citoyen **Tronchet**.

L'article 3 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« La personne engagée par mariage avec l'une des parties est encore reçue à former opposition. »

Le consul **Cambacérés** propose de refondre cet article avec les articles précédents, et de n'en faire qu'un article unique qui serait rédigé ainsi :

« L'opposition au mariage est accordée : 1<sup>o</sup> au père, etc. »

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 4 est soumis à la discussion; il est ainsi conçu :

« Tout opposant sera tenu d'élire domicile dans le lieu où le mariage doit être célébré. »

Le citoyen **Defermon** observe que les opposants ignoreront le lieu où le mariage doit être célébré; qu'il serait donc préférable de leur permettre d'élire domicile dans le lieu où se trouve celui au mariage duquel ils forment opposition.

Le citoyen **Boulay** répond que les publications énoncent le lieu de la célébration du mariage.

Le citoyen **Emmery** ajoute que, pour assurer l'effet de son opposition, l'opposant ne manquera pas de la former également et au domicile du futur époux et au domicile de la future épouse.

L'amendement du citoyen **Defermon** est rejeté, et l'article adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés ainsi qu'il suit :

Art. 5. « La demande en mainlevée d'opposition sera portée devant les tribunaux ordinaires »

« Le délai pour la conciliation sera de trois jours. »

« Le tribunal de première instance prononcera dans la décade. »

« Et s'il y a appel, il sera statué, dans la décade de la citation, et sans qu'il soit besoin de recourir à conciliation. »

Art. 6. « Si l'opposition est rejetée, les opposants, autres que les ascendants, pourront être condamnés en des dommages et intérêts. »

La section II, intitulée *des demandes en nullité de mariages*, est soumise à la discussion.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté; il est ainsi conçu :

Art. 1<sup>er</sup>. « La nullité, résultant de ce qu'un mariage aurait été contracté avant que les époux eussent atteint l'âge requis par la loi, peut être réclamée par les époux ou l'un d'eux. »

« Ils sont non recevables à la demander : 1<sup>o</sup> s'il s'est écoulé six mois depuis l'âge exigé par l'article 2 ;

« 2<sup>o</sup> Si la femme a conçu avant l'époque de la réclamation. »

L'article 2 est discuté; il porte :

« La nullité, résultant de ce qu'un mariage a été contracté par l'effet d'un rapt ou de la violence exercée envers l'un des époux, peut être invoquée soit par celui des époux qui a subi cette violence, soit par ses père et mère, aïeul ou aïeule. »

« Néanmoins la demande n'en pourra être admise s'il y a des enfants vivants, ou si, quoiqu'il n'y ait pas d'enfants vivants, les époux ont cohabité pendant une année révolue, et s'il n'y a pas de preuve de la continuation de violence. »

Le citoyen **Maleville** demande pourquoi le

[Disc. du projet de

son véritable état qu  
riage.

Le citoyen **Tronch**  
reur ne tombe pas su  
qualités.

Le **Premier Cons**  
tablement erreur sur la  
qu'on a épousé était  
moment où l'on donn  
a véritable erreur de l  
dividu est substitué ph  
et alors seulement le  
nul. L'erreur sur les q  
mariage, lorsqu'elle i  
l'individu sur lequel  
confond mal à propos  
reurs.

Le citoyen **Tronch**  
que l'erreur annule l  
plus maintenant que d  
opère cet effet. Or l'eri  
tances qui se diversifie  
la loi ne peut toutes le  
poser que le principe,  
terminer les divers cas

**Le Premier Cor**  
erreur physique, elle  
tous les temps, la nu  
pendant, comme le ma  
il faut que l'autorité  
réellement. Si, au co  
que sur les qualités, e  
de la part de l'indivic  
temps et la survenanc  
le vice originaire du n  
constances indiquent  
consentement postérie

près son ma-

s ce cas, l'er-  
mais sur ses

y a pas véri-  
und l'individu  
t présent au  
ement : il n'y  
quand un in-  
un individu ;  
radicalement  
pas vicier le  
s du fait de  
ainsi l'article  
sortes d'er-

été reconnu  
n'il ne s'agit  
quel cas elle  
t de circons-  
à l'infini que  
la loi ne doit  
r jusqu'à dé-  
eur.

lorsqu'il y a  
urs, et dans  
age ; que ce-  
en apparence,  
n'existe pas  
ur ne porte  
pas de fraude  
elle porte, le  
ivent couvrir  
que ces cir-  
ffacé par un

tingue toutes  
ne fait pas.  
r de personne.  
le n'est des-

e si l'on rai-  
nature, dans  
ait prétendre  
ne quand on  
et les qualités  
le mariage,  
l'on a voulu  
dans l'ordre  
is les indivi-  
t constituent  
t, pour ainsi  
idu qui a ces  
les avait pas,  
personne. Du  
ndu en droit ;  
rsonne a con-

es tribunaux  
personne, et

ne le mariage  
qu'il y aurait  
2° qu'il y au-  
l'individu en  
s cas, le ma-  
é et qu'il en

l examen de

conçu :  
un mariage  
our démen-  
ce

« ou fureur, ou par un sourd-muet, peut être  
« réclamée par les père et mère, aïeul ou aïeule,  
« ou curateur de l'interdit ou du sourd-muet. »

L'article 5 porte :

« La nullité résultant de ce qu'un mariage  
« aurait été contracté avant la dissolution légale  
« du premier mariage d'un des époux, peut  
« être réclamée par l'époux qui était libre, par  
« ses père et mère, ou aïeul et aïeule, et par le  
« ministère public. »

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'on a trop resserré le droit de réclamer la nullité du second mariage : il doit appartenir non-seulement à celui des époux qui se trouvait lié par le premier mariage, mais encore aux enfants qui en sont issus, et même au bigame ; car il faut qu'il puisse réparer le délit qu'il a commis.

Le citoyen **Emmery** dit qu'il serait inconvenant qu'une femme, que des enfants, eussent une action criminelle contre leur mari ou leur père ; qu'il ne le serait pas moins que le bigame pût venir arguer de sa propre turpitude ; et que, pour éviter ces inconvénients, la section avait cru devoir autoriser le ministère public à intervenir, parce que toutes ces personnes, à qui la pudeur semble interdire la faculté d'actionner, pourraient exciter la partie publique.

Le **Ministre de la Justice** demande la suppression de l'article, parce qu'il donne à une nullité absolue le caractère d'une nullité simplement relative.

La bigamie est un crime ; on ne peut donc attribuer aucun effet au mariage contracté au préjudice d'un premier mariage légal subsistant. Ouvrir alors une action à telle ou telle personne, c'est supposer que ce second mariage a besoin d'être attaqué pour être nul : il l'est de plein droit.

Le citoyen **Portails** dit que l'action civile contre le second mariage doit être ouverte à tous ceux qui ont intérêt de l'attaquer. En effet si le premier mariage était vicieux, le second serait régulier ; et le second n'est vicieux que lorsque le premier ne l'est pas : ainsi le débat peut s'ouvrir sur cette double question, qui, sous ce rapport, est purement civile.

Le délit de celui qui est devenu bigame, du moins par l'intention, présente une question différente, laquelle seule appartient au droit criminel. Ces motifs justifient l'opinion du citoyen **Bigot-Prémeneu**.

Le **Ministre de la Justice** partage cet avis ; mais il attaque la rédaction, parce qu'elle ne présente pas ce sens et qu'elle est trop générale. Il propose de dire : « avant la dissolution légale d'un premier mariage déjà attaqué. »

Le citoyen **Portails** observe qu'un mariage peut être nul sans être attaqué, et que conséquemment, si on contracte un second mariage, ce second mariage n'est annulé qu'autant qu'à l'époque où l'on réclame contre le second mariage, on n'est point autorisé à faire prononcer la nullité du premier.

L'article est adopté avec l'amendement du citoyen **Bigot-Prémeneu**.

L'article 6 est adopté ; il est ainsi conçu :

« La nullité, résultant de ce qu'un mariage  
« aurait été contracté entre parents ou alliés  
« aux degrés prohibés, peut être réclamée par  
« les époux ou l'un d'eux, par leurs père et  
« mère, ou aïeul et aïeule, par leurs frères et  
« sœurs, et même par le ministère public, dans  
« le cas où il n'échoit pas d'accorder des dis-  
« penses. »

[Disc. du projet de Code civil.]

muler, et à troubler la paix d'imples omissions de formes.

Le citoyen **Tronchet** dit que ce n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire, et qu'il y aura entrer dans une infinité de cas pour régler les diverses espèces.

Les nullités absolues ne produisent pas le même effet; il en est qui peuvent être évitées, et celle résultant du défaut de forme est celle qui ne l'est pas.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il y a des nullités et d'autres qui ne le sont pas, et que les uns peuvent faire valoir les autres.

Le citoyen **Tronchet** dit que si la paix est troublée, si la nullité ne résulte que de quelques formes, permettez au public de venir troubler la paix.

Le citoyen **Portalis** dit que c'est encore là une de ces questions qui ne peuvent être résolues que par la discussion.

Le citoyen **Tronchet** dit que la commission a des idées qui viennent d'être discutées, et qu'il faudrait en discuter.

Le citoyen **Portalis** dit que jusqu'à ce moment on a supposé que les formes étaient bien définies par les auteurs, et qu'il s'agit d'introduire dans le Code ces formes.

Le citoyen **Tronchet** dit que la section, d'accord sur ce point, s'est bornée à dire que l'action serait accordée pour les nullités, dont elle suppose la discussion.

Le citoyen **Portalis** dit que la discussion actuelle commande le travail, puisqu'elle semble admettre que des modifications sont nécessaires. C'est alors à décider avant tout.

Le citoyen **Tronchet** dit que, s'il est possible, il sera d'une grande utilité de décider d'abord si la question même de savoir si la nullité peut être invoquée est possible, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Tronchet** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si la nullité peut être invoquée, et si elle l'est, à une discussion préalable.

énages pour

ne sera ce-  
ait le croire.  
détails pour  
nullités; car  
issent pas le  
se couvrir,  
l'âge.

des nullités  
as. Les col-  
nières; mais  
blie dans la  
le l'inobser-  
-t-on au mi-  
le heureuse  
uances qu'il  
son action.  
ence néces-  
développées,  
l'ordre de

les nullités  
pour se dis-  
tinctes défini-  
oient avec les  
re à quelles  
r faire valoir  
rs la défini-

autre ordre  
cer que ces  
point qu'il  
travail est  
mais peut-  
l'exécution  
ait être sou-  
envoyée à la

nullités rela-  
citoyen *Réal*  
e avec tous  
également la  
elles n'ont  
e style bar-

qui est con-  
rdre public,  
ions, nullités  
termes tech-

idées com-  
ent être con-  
*d'Aguesseau*

les nullités  
enait à cette  
paix des fa-  
te à distinc-

des mœurs  
uist qu'une  
pôt remettre  
ce contre la  
istère public  
donne.

projet expli-  
andée; mais  
mariage est

mais le ma-  
toujours un  
uire. Mais en  
mandée? par  
ons que pré-

proposé, elle

disparaîtra, si, après avoir distingué les nullités absolues d'avec les nullités relatives, on énumère les exceptions qui couvrent les unes et les autres.

Le consul **Cambacérés** demande s'il n'est point de nullité qui soit absolue ou relative suivant les circonstances.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'une nullité relative ne peut jamais devenir absolue, parce qu'elle n'a de force que par la réclamation de ceux en faveur desquels elle est établie.

Le **Premier Consul** dit qu'il serait trop dur de donner à ces sortes de nullités une durée indéfinie; qu'il faudrait les circonscrire dans un délai déterminé. Par exemple, doit-on écouter la réclamation d'un père qui n'a pas donné de consentement au mariage de son fils mineur, qui cependant l'a connu, et a gardé un long silence?

Le citoyen **Tronchet** répond que le silence du père sera une exception que fera valoir le fils, parce qu'il équivaut à une ratification tacite du mariage. Dans tous les temps, la moindre approbation de la part du père a établi une fin de non-recevoir contre lui. La loi pourrait donc le déclarer non recevable, dans tous les cas où il aurait consenti directement ou indirectement au mariage contracté sans son autorité.

Le consul **Cambacérés** dit qu'on doit trouver dans la loi un moyen de faire prévaloir l'équité sur la sévérité des principes.

Le citoyen **Maleville** dit que, suivant le projet, la nullité résultant du défaut de consentement du père ou de la famille, est couverte par la majorité des époux; mais cette fin de non-recevoir pourrait-elle être invoquée par ceux qui ne sont mariés que quelques jours avant leur majorité? Il sera communément impossible que dans un si court intervalle, les ascendants ou la famille aient le temps de réclamer contre le mariage; bien souvent ils n'en seront pas même instruits; et cependant, pour de très-importantes raisons, la loi a voulu que des mineurs ne pussent se marier sans le consentement de leurs ascendants ou de leur famille, et tout mariage contracté sans ce consentement jusqu'au dernier jour de la minorité est absolument nul. Il serait donc inconséquent d'établir la règle que le projet présente. Le tribunal de cassation propose que la fin de non-recevoir ne soit admise que deux ans après la majorité. Ce délai serait trop long, sans doute; mais il en faut un quelconque.

Le **Premier Consul** dit qu'indistinctement, et dans tous les cas, le père et la famille doivent perdre le droit de réclamer contre le mariage fait sans leur aveu, lorsqu'ils n'ont pas proposé leur réclamation un mois après qu'ils ont eu connaissance du mariage; car ils ne devaient pas rester neutres.

Le citoyen **Tronchet** dit que ce délai serait trop court; il affaiblirait la puissance paternelle, dont l'intérêt se lie avec celui des mœurs. Il est une foule de moyens et de ruses pour soustraire à la connaissance du père et de la famille le mariage du mineur: l'argent surtout peut beaucoup dans cette occasion; car, avec ce secours, on parvient à faire dresser un procès-verbal d'affiches, quoiqu'il n'y ait pas eu d'affiches. Il faudrait assigner à la réclamation du père le terme d'un an, à compter du jour où il a eu connaissance du mariage.

Le consul **Cambacérés** propose de déclarer nul le mariage d'un mineur lorsqu'il a été contracté sans le consentement de ceux dont l'autorisation était nécessaire; à moins qu'il ne résulte des circonstances que le père ou ceux qui étaient

\_\_\_\_\_

contenues dans le chapitre doit être réhabilité, soit époux, soit à la diligence le tribunal de première instance. « Le défaut de réhabilitation annule les époux ni les la nullité : mais si la réhabilitation est voquée que par le ministère contractantes, ou le tuteur, neures, sont condamnées à tionnée à leurs facultés, moindre de cent francs, et francs. »

**Art. 17.** • La réhabilitation  
cas de l'article précédent,  
jour de sa première célébration  
des époux que des enfants

Art. 18. « Tout mariage, produit néanmoins les effets des époux qu'à l'égard de celui qui a été contracté de bonne foi »

- Si la bonne foi n'existe pas des deux époux, le mariage civils qu'en faveur de cet époux.

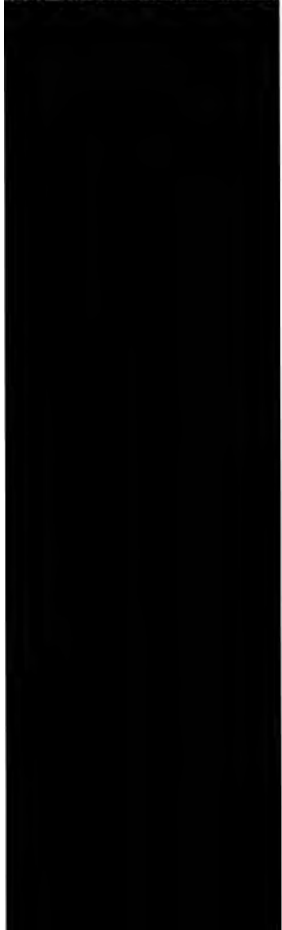
Le citoyen **Réal** présent  
alé des obligations qui nai  
e ses effets civils.

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi con

**Art. 1<sup>er</sup>.** « Les époux ont le devoir de se secourir mutuellement, d'habiter ensemble, de faire une communauté de biens, de s'entretenir et d'élever leurs enfants ».

« L'enfant n'a point d'ac-  
« mère, pour un établisse-  
« autrement. »

Le citoyen **Maleville** ra-



ésent titre,  
sition des  
ssaire près

ise pas né-  
demander  
en est pro-  
les parties  
étaient mi-  
de propor-  
peut être  
céder mille

u dans les  
mariage, du  
it à l'égard  
mariage. »  
éclairé nul,  
nt à l'égard  
lorsqu'il a  
eux époux.  
part de l'un  
it les effets  
enfants: »  
re IV, inti-  
mariage, et

semble, par  
de nourrir,

ses père et  
mariage ou

en pays de  
e son père  
était auto-

et plusieurs  
ée. Eh ! que  
caprice ou  
posait con-  
pourraient  
urs et à la  
ces cas doi-  
rissent pour  
la loi dis-  
aliments à  
avaient pas  
propres be-  
besoin des  
laisser sub-  
droit écrit,

on dont on  
Là, le père  
et des biens  
x, il fallait  
lé par quel-

ice des pays  
n'était pas

u'il y a une  
pas rester

le respect  
pendant à la  
re toujours  
ice du côté  
dides et in-  
arre que de  
iens de son  
filles, à un

certain âge, le droit de demander une dot. Au surplus, la disposition peut être conçue de manière à ne pas devenir nuisible.

Le citoyen **Tronchet** dit que les rédacteurs du projet de Code civil ont trouvé en France deux systèmes établis. Dans les pays de droit écrit, la fille avait une action contre son père pour demander une dot : cette jurisprudence était une modification à l'extrême étendue que le droit écrit donne à la puissance paternelle ; et voilà pourquoi la fille n'avait pas la même action contre sa mère. Dans les pays coutumiers, au contraire, on tenait pour maxime que *ne dote qui ne veut*.

Il fallait choisir entre ces deux systèmes.

Les rédacteurs se sont déterminés par le principe que la loi doit, autant qu'il est possible, ne pas déranger les habitudes des hommes ; en conséquence, ils ont préféré la règle du droit coutumier, lequel régit la majorité de la France. La preuve qu'ils ne se sont pas trompés à cet égard, c'est que peu de tribunaux ont réclamé contre la disposition. Que l'on compte ces tribunaux, qui sont tous des pays de droit écrit, et l'on sera convaincu que les rédacteurs se sont conformés aux habitudes de la majorité des Français.

Une autre considération encore a déterminé les rédacteurs : ils ont réfléchi que la dureté des pères envers leurs enfants est un cas rare et en quelque sorte une exception à l'ordre naturel des choses ; en conséquence, ils ont cru devoir s'arrêter davantage aux inconvénients plus fréquents que produirait la jurisprudence des pays de droit écrit, qu'aux inconvénients rares que peut avoir l'usage des pays coutumiers. Il faut bien se garder d'armer les enfants contre leur père : l'action qu'on propose de leur donner deviendrait un moyen de le gêner, de l'embarrasser, de rompre ses spéculations. Quelquefois il ne voudra pas consentir à un mariage indiscret ; et l'on forcera son consentement, en le plaçant dans l'alternative ou de le donner, ou d'exposer aux regards du public le bilan de ses affaires. Au reste, pour corriger les abus rares du refus des pères, on pourrait autoriser la famille à réclamer la dot au nom de la fille.

Le citoyen **Maleville** soutient que la plus grande partie de la France vit sous l'empire du droit romain. Il régissait déjà la moitié de l'ancien territoire ; il régit également presque tous les départements réunis, la Savoie, le comté de Nice, la Belgique, sauf quelques statuts particuliers, et les quatre départements nouveaux.

Au fond, les mariages sont favorables et préviennent la corruption des mœurs ; aussi **Domat** dit-il : « La fille qui se marie doit être dotée par son père, s'il est vivant ; car le devoir du père est de pourvoir à la conduite de ses enfants renferme celui de doter sa fille. » L'obligation de doter n'était pas aussi directement imposée à la mère ; elle y était cependant tenue subsidiairement, et lorsque le père était pauvre ; ce qui prouve que c'était la faveur des mariages, et non l'objet d'affaiblir l'autorité paternelle, qui avait été le motif de la loi. Que du moins on ne détruise pas formellement la jurisprudence des pays de droit écrit.

Le citoyen **Réal** répond que le Code civil ne peut laisser subsister cette opposition des lois ; et même, s'il ne détruisait formellement l'usage du pays de droit écrit, il serait possible qu'on tirât de son silence la conséquence que cet usage peut être adopté dans les pays coutumiers.



[Disc. du projet de Code civ

ignent qu'il y a des pères  
e mesure est nécessaire. O  
on des mœurs : elle est ch  
z les enfants ; elle n'est m  
z les enfants que parce q  
es. Il importe donc d'exa  
iel, les tribunaux ne doiv  
té de ramener les pères à  
firmative paraît incontest  
onstances pareilles que la  
. En conséquence, il serait  
é le principe que les pèr  
nts à leurs enfants, d'ajout  
i *peut* s'étendre jusqu'à les  
. Cette disposition ne sera  
ieuse. En général les lois  
es de manière qu'elles  
opérations d'équité.

On objecte qu'elle obliger  
blic son bilan. Une telle o  
tre l'obligation de fournir  
e, pour y contraindre le pè  
ndre connaissance de l'état  
e citoyen **Regnauld** (de S  
qu'il y aurait de grands inc  
réfaction proposée. En cas  
mis à la fille de demanc  
ès qu'elle est mariée ; et  
fluence de son mari, qu  
nt pour le père le même  
adresse que la fille. Il arr  
me intéressé épouserait  
ns l'espoir d'en exiger un  
r'il poursuivrait, sous le n  
icun ménagement.

Une autre raison s'élève co  
re, se voyant exposé aux

desquels  
a dépra-  
comme  
irement  
chez les  
ans l'état  
oir l'au-  
gations.  
dans des  
été por-  
ès avoir  
des ali-  
e obliga-  
les éta-  
ne ni ri-  
vent être  
pas les

à rendre  
ournerait  
ts, puis-  
ira aussi  
une.  
d Angély)  
à rejeter  
rit, il est  
ot, même  
est sous  
naturelle-  
la même  
là qu'un  
s dot,  
ou père,  
lle, sans

système. Un  
d'enfants  
s suscep-  
vais con-  
rrait l'en-  
t d'inter-  
viendrait  
des pro-  
se de ci-  
ille, pour  
s enfants  
at de leur

on ; il est  
nts à leurs  
sont dans

aliments  
à moins  
secondes

se que la  
ot alliés.  
tendu dé-  
x des as-

la dispo-  
rrait obli-  
re.  
ait se ser-  
restrein-  
dants de

disposition  
aux-pères  
leur gen-

Le citoyen **Réal** répond que la situation n'est pas la même; qu'il faut des aliments à un vieillard, mais qu'un gendre est d'un âge qui lui permet de pourvoir par son travail à sa subsistance.

Le citoyen **Maleville** observe que les aliments ne sont dus qu'à celui qui ne peut gagner sa vie.

Le consul **Cambacérés** dit que ce n'est aussi que dans ce cas que l'obligation serait réciproque.

Le citoyen **Boulay** dit qu'un père ne doit pas d'aliments à son fils majeur; qu'il n'est tenu que d'entretenir et d'élever ses enfants.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il ne conçoit pas de circonstances qui dispensent le père de fournir la subsistance à un fils dans le besoin; que si le système contraire était admis, il devrait restreindre aussi l'obligation du fils envers le père. Cependant l'obligation générale de nourrir ses enfants comprend nécessairement l'obligation de fournir à leur subsistance dans tous les cas où ce secours leur est nécessaire.

Le citoyen **Réal** dit que c'est dans l'intention de restreindre cette obligation au premier âge, et pour faire sentir qu'elle cesse lorsque l'enfant est élevé, que la section a placé le mot *élever* après celui *entretenir*.

Le citoyen **Boulay** dit que sans doute un père n'abandonnera pas son fils dans le besoin, et que la loi ne peut le supposer; mais que si elle impose formellement au père l'obligation de remplir ce devoir naturel, elle favorisera la paresse dans les enfants.

Le **Premier Consul** dit qu'il serait révoltant de laisser à un père riche la faculté de chasser de sa maison ses enfants après les avoir élevés, et de les envoyer pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance, fussent-ils même estropiés. Telle est cependant l'idée que présente la rédaction. Si elle pouvait être admise, il faudrait donc aussi défendre aux pères de donner de l'éducation à leurs enfants; car rien ne serait plus malheureux pour ces derniers que de s'arracher aux habitudes de l'opulence et aux goûts que leur aurait donnés leur éducation, pour se livrer à des travaux pénibles ou mécaniques auxquels ils ne seraient pas accoutumés. Pourquoi, si le père était quitte envers eux lorsqu'il les a élevés, ne les priverait-on pas aussi de sa succession? Les aliments ne se mesurent pas seulement sur les besoins physiques, mais encore sur les habitudes: ils doivent être proportionnés à la fortune du père qui les doit, et à l'éducation de l'enfant qui en a besoin.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'obligation imposée au père de fournir des aliments à son fils est absolue; mais que la loi doit se borner à consacrer le précepte, et laisser le juge l'appliquer suivant les circonstances: la loi ne peut pas poser une règle générale d'application, parce que l'obligation des pères varie selon leur fortune et leur état. Le juge n'a pas besoin de lois pour empêcher un père opulent de chasser son fils lorsque son éducation est achevée. Les juges doivent encore avoir égard à la position du père. Il est possible, par exemple, qu'un père ait un grand nombre d'enfants et ait beaucoup dépensé pour leur éducation. Si l'on descend dans les classes les moins opulentes, l'obligation du père se réduit à mettre ses enfants en état de travailler. Le juge saura faire toutes ces distinctions.

Le **Premier Consul** dit qu'à la vérité la loi ne peut pas déterminer précisément la quotité des aliments qui seront dus par le père; mais elle peut déclarer, en général, que le père est tenu de nourrir et d'élever ses enfants mineurs, et de les établir,

[Disc. du projet de Co

rojet de Code civil porta  
*olonial de la République.*  
mandé la suppression de c  
adoptée.

Le citoyen **Regnauld** (c  
it qu'un Français peut é  
onies par ses affaires; q  
permis de forcer sa fen  
u'il peut voir des inco  
loignée de lui.

Le **Premier Consul**  
où est la femme de suivre  
t absolue.

Le citoyen **Emmery** d  
obligation ne doit pas aller  
sans l'étranger.

Le citoyen **Regnauld** (c  
lit que, sans doute, le m  
aire de sa femme une é  
endant il ne doit pas être  
orsque ses affaires le co  
itoire français.

Le **Premier Consul** (c  
a femme ne doit recevoir  
t que la femme est oblig  
outes les fois qu'il l'exige.

Le citoyen **Réal** demand  
a femme lorsqu'elle ne v

Le citoyen **Regnauld** (c  
épond que le mari lui se  
uivre, ainsi que l'usage  
lle persiste à s'y refuser,  
abandonné.

Le citoyen **Réal** répon  
un jugement; il demande  
à l'exécuter.

Le **Premier Consul**  
le donner des aliments à

continental ou  
aux ont de-  
a section l'a

n-d'Angély)  
dans les co-  
loit lui être  
ivre, parce  
à la laisser

l'obligation  
est générale

endant cette  
ivre le mari

n-d'Angély)  
le droit de  
mais que ces-  
s'en séparer  
ors du ter-

bligation de  
modification,  
re son mari

on y forcera  
y consentir.  
n-d'Angély)  
nation de le  
é ; et que si  
utée l'avoir

cependant  
parviendra

mari cessera

ette discus-  
du divorce.  
ndon appli-  
t de la cause

es difficul-  
ours ou aux

ranchée.  
sion ; il est

ement sans  
bien même  
non com-

nécessaire,  
natière cri-

substitue le  
quel a un

ent.  
sion ; il est

e ou sépa-  
ner, accep-  
t, ni hypo-  
écrit ou le

postérieur

e, dans les  
biens pa-  
e consente-

it un abus

qui donnait au mari la facilité de dissiper les biens de son épouse : là le mari n'était pas retenu par la nécessité de donner une autorisation publique.

Le citoyen **Maleville** répond qu'en pays coutumier, le mari peut aussi dissiper les biens de sa femme, puisqu'ils deviennent aliénables avec son consentement ; que du moins, en pays de droit écrit, le mari ne peut toucher à la dot.

Le citoyen **Cretet** observe que le mari est retenu, en pays coutumier, par l'obligation de répondre des aliénations qu'il autorise.

Le citoyen **Tronchet** dit que le droit écrit se contredit lui-même lorsqu'il établit, d'un côté, cette maxime : *Interest reipublicæ mulieres indotatas non relinquere* ; et que, de l'autre, il permet aux femmes de disposer de tous leurs biens, pourvu qu'elles leur donnent le caractère de biens paraphernaux. Il faut que le mari puisse veiller à la conservation des biens de son épouse.

Le citoyen **Maleville** dit que, pour ménager une ressource assurée pour la subsistance de la femme et des enfants, il faudrait déclarer une quote des biens de celle-ci inaliénable ; et que tel était aussi l'objet de la loi romaine.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il vaut mieux laisser aux époux la liberté de régler, comme ils le jugent convenable, les conditions de leur mariage.

Le citoyen **Tronchet** dit que le projet de Code civil a été rédigé dans cet esprit : les époux sont entièrement libres dans leurs conventions matrimoniales, quoique le projet règle les effets des stipulations les plus ordinaires et les plus connues ; mais il exige, comme une garantie contre les aliénations désavantageuses des biens de la femme, l'autorisation du mari.

Le citoyen **Maleville** observe que, suivant l'article, la femme non commune ne pourrait aliéner, même ses meubles, sans y être autorisée.

Le citoyen **Réal** répond qu'elle a cette faculté lorsqu'elle est non commune ou séparée de biens.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que, pour l'en priver dans le fait, il faudrait aller jusqu'à lui ôter l'usage et la disposition de ses biens meubles ; car aucune précaution ne l'empêcherait de vendre ses diamants et ses bijoux, fût-elle même en communauté.

Le citoyen **Cretet** demande si la femme peut acheter des immeubles sans l'autorisation du mari.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'elle ne le peut pas, parce qu'elle aliénerait un capital, ou qu'elle s'obligerait.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'il suffirait de lui défendre, en général, de s'obliger sans autorisation.

Le citoyen **Réal** répond que la défense d'hypothéquer ses immeubles est une précaution suffisante.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que néanmoins la femme pourrait acheter ou à un prix trop haut, ou des biens d'une nature peu avantageuse ; que, pour lui éviter ces pertes et prévenir un grand nombre d'autres inconvénients, on doit exiger qu'elle n'achète qu'avec l'autorisation de son mari.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'une raison très-morale vient à l'appui de l'opinion du citoyen **Regnaud**. L'ordonnance de 1731 défendait à la femme d'accepter une donation sans l'autorisation de son mari, parce qu'il est utile que le mari connaisse les causes de la donation. Ce motif doit faire étendre l'incapacité de la femme au cas où elle veut acquérir ; car, au lieu de recevoir un immeuble en nature, elle pourrait recevoir l'argent nécessaire pour l'acheter.

[Disc. du projet de Code

L'article est adopté avec  
oyen **Tronchet**.

Le citoyen **Réal** présente  
ulée des seconds mariages.

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

• La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois de la dissolution du mariage précédent ; elle ne peut non plus contracter un nouveau mariage qu'après trois mois de la dissolution. »

Le consul **Cambacérès** expose les motifs qui ont déterminé la disposition au mari.

Le citoyen **Boulay** répond et réclame l'exiger.

Le **Premier Consul** répond que dix mois n'est pas assez long.

Le **Ministre de la Justice** dit que, par le mot *l'an de deuil*, ce terme est d'une

Le consul **Cambacérès** expose la disposition relative au mari. Il observe que l'on en se sert des préopinants allègue d'indécence ; mais des motifs peuvent-ils prévaloir sur l'urgence ? D'ailleurs, dans des circonstances délicates des convenances, n'était-il pas commun de remarier quarante jours après la dissolution ? Il ne faut pas que l'on multiplie les entraves sans autorité publique.

Le citoyen **Tronchet** dit que la disposition faite à la femme a pour but la confusion de part ; que la disposition subsiste pas pour le mari :

ment du ci-  
n III, inti-

in nouveau  
lus depuis  
nt ; le mari  
second ma-  
cette disso-

quels sont  
n à étendre

décence pa-

le terme de  
femme.

ie, dans nos  
l'on appelle

ir la dispo-  
plus on ré-  
ssité. L'un  
érations de  
nature doi-  
njonctures?

sentiment  
gle des ac-  
un veuf se  
nort de sa  
aveau mul-  
pour la mo-

effet la dé-  
le prévenir  
raison ne  
terme pro-  
teurs, pour  
dividus de  
une femme  
ite de leur

inconvenient  
impression  
d'Auguste  
enceintes.  
parler et  
ges, ou lui  
plus long :  
se montrât,  
re.  
chement de

n ; il porte :  
ages ont les

(7<sup>e</sup> projet de loi. — du divorce).

*Première rédaction.*

Le citoyen **Portalis** présente le titre du divorce.  
Le chapitre 1<sup>er</sup>, intitulé *des causes du divorce*,  
est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

« Le divorce ne pourra être prononcé que pour  
« les causes déterminées par la loi.

« Ces causes sont les sévices ou mauvais  
« traitements, la conduite habituelle de l'un des  
« époux qui rend à l'autre la vie commune in-  
« supportable ; la diffamation publique ; l'aban-  
« don du mari par la femme, ou de la femme par  
« le mari ; l'adultère de la femme accompagné  
« de scandale public, ou prouvé par des écrits  
« émanés d'elle ; celui du mari qui tient sa con-  
« cubine dans la maison commune. »

Le citoyen **Portalis** dit que les tribunaux se  
sont partagés sur le divorce : les uns le repous-  
sent absolument, d'autres le modifient ; deux  
l'admettent dans sa plus grande étendue, et même  
pour cause d'incompatibilité d'humeur.

De là trois questions préliminaires :

Faut-il admettre le divorce ?

Faut-il l'admettre seulement pour causes dé-  
terminées, ou même pour incompatibilité d'hu-  
meur ?

Faut-il admettre avec le divorce la séparation  
de corps ?

Des tribunaux ont dit : dans la religion catho-  
lique, le mariage est un sacrement ; il est indis-  
soluble : le législateur peut-il admettre le divorce  
sans blesser la liberté des cultes ? S'il en a le  
droit, est-il prudent d'en user ? Il faut examiner  
ces deux questions.

Et d'abord, le législateur peut-il autoriser le  
divorce ?

La religion dirige le mariage par sa morale ;  
elle le bénit par un sacrement.

La morale de la religion proscriit le divorce et  
la polygamie ; mais la loi civile n'est pas obligée  
de se plier à tous les préceptes de la morale re-  
ligieuse : s'il en était autrement, les lois ecclé-  
siastiques deviendraient les seules lois de l'État,  
parce qu'il n'est rien que la morale ne règle par  
ses préceptes.

Quant au rite, qui bénit l'union des époux, il  
suppose le mariage, et ne le forme pas. On ne  
peut donc dire que le mariage appartient en en-  
tier à la religion : il existait avant elle ; et on ne  
la fait intervenir que pour attirer la bénédiction  
du ciel sur un des engagements les plus impor-  
tants de la vie. Aussi le mariage a-t-il toujours  
été une des matières du droit civil ; toujours la  
loi civile en a déterminé les empêchements diri-  
nants, et les cas où il est dissous. C'est pour  
raison que, quand les premiers chrétiens  
ont dans la loi civile quelque disposition  
semblait blesser leurs principes, ils ne la  
ont pas eux-mêmes par un règlement  
astique ; ils s'adressaient aux empereurs,  
étaient la modification de la loi, de la  
ance qu'ils reconnussent avoir le droit  
tière du mariage.

Le principe de l'indissolubilité du  
versé dans l'Eglise même :

**Saint Ambroise** ont cru que le  
voir lieu pour cause d'adultère ;

et le premier qui ait fait adopter  
absolue ; et néanmoins l'Eglise

le principe de **Saint Ambroise**

Dans les articles proposés  
à réunion de l'Eglise

on ne parla point

mêmes résultats. La différence entre les mœurs, n'est jamais la même. Cependant, chez les Romains, les exemples finit par ruiner les divorces. Une autre cause a pu les rendre plus fréquents, c'est qu'on établit entre les divergences. Tant qu'on ne connut pas le mariage solennel, l'union conjugale n'était pas respectée : quand on eut institué le mariage moins solennel, formation entre les personnes que la législation se relâcha de sa rigueur et admit le divorce par la même cause que pour les causes les plus graves.

La religion chrétienne sur cette matière. *Justinien*, pour ses principes religieux, défendit le divorce mutuel, et ne le permit que pour les causes les plus importantes. Les législateurs ont changé cette jurisprudence et a continué de varier.

Telle est l'histoire de la législation du divorce.

Il importe maintenant de voir si le divorce pour cause n'est pas contraire à l'opinion des anciens.

On entend dire à quel point la sévérité de la loi, qui rejette le divorce déterminée, avait corrompu la licence. Les anciens, ainsi, *Tacite*, *Juvénal*, blâment au contraire, que la dépravation de la cause la plus ordinaire des divorces ; et c'est à ce sujet que *Juvénal* dit : une femme qui avait l'habitude de se remarier pouvait compter le nombre de ses maris. Au lieu de rétablir les mœurs par l'adoption de l'Évangile, qui interdit le divorce, on a mis des entraves au divorce par l'Évangile, qui interdit le divorce. Ce point par tous les législateurs a été la preuve la plus forte que les divorces rompus ne repoussent pas les mœurs. Tous les hommes aimant la morale, quoique par la

On suppose entre les mains, l'autorité qui gênait re contribua la distinction des de mariage ue le mariage èrement resage du maseule possesent ensemble, ère austérité, nent mutuel, ves.

influa sur la her des prépar consenue pour les, ses successe, et le droit

ion ancienne

er ce qu'était minée, dans

onnes que la ce sans cause urs et introensaient pas itres ont cru, mœurs était tes de divor- il dit, d'une user, qu'elle années par le d on voulut des lois, on se étonnante) été suivi en eci est peut-mœurs corles lois sévèrellement la ; et les lois estreindre les rissure d'opiss obligéant à

d'humeur est ublic de codas un histo- lu divorce. Il ohes se mon- e les théolo-

si l'on doit terminé con- nion, l'expé-

humeur ? Le d'opinion sur commission d'incompati- pas besoin de en prévienne pliées. Mais le secours de les précau- emps ; la loi ole de propo- une pas-

sion violente ? Ainsi, du premier coup d'œil, on voit combien ce système est extraordinaire. C'est avec grande raison que le membre du tribunal de cassation qui l'a combattue disait qu'il est difficile de concevoir comment on peut admettre une disposition qu'on avoue entraîner tant et de si grands dangers.

Si l'on considère en soi la nature du mariage et la nature du divorce, on arrive encore au même résultat. Examinons donc maintenant ce que c'est que le mariage, et ce que c'est que le divorce.

Le mariage, dit-on, est un contrat : oui, dans sa forme extérieure, il est de la même nature que les autres contrats ; mais il n'est plus un contrat ordinaire quand on l'envisage en lui-même, dans son principe et dans ses effets. Serait-on libre de stipuler un terme à la durée de ce contrat, qui est essentiellement perpétuel, puisqu'il a pour objet de perpétuer l'espèce humaine ? Le législateur rougirait d'autoriser expressément une pareille stipulation ; il frémirait si elle lui était présentée : et cependant on veut qu'il l'admette implicitement en adoptant cette cause d'incompatibilité d'humeur qui permet à chacun des époux de régler à son gré la durée du mariage ! Cette liberté tacite est contre la nature du contrat.

Le mariage a encore un autre caractère : il ne subsiste pas pour les époux seuls ; il subsiste pour la société, pour les enfants ; il établit une famille. Faut-il, puisqu'il a tant d'importance, que les premières légèretés, que le premier caprice, soient capables de le détruire ? *Montaigne* dit, avec raison, que le mariage est une chose trop sérieuse pour qu'on doive en sortir par une porte aussi enfantine que la légèreté. Mais, pour nous en mieux convaincre, suivons la dissolution du mariage dans ses effets. Le mari perd son autorité ; la femme passe dans les bras d'un autre ; les enfants ne savent à qui ils appartiennent.

Il faut une autorité dans la famille : la prééminence du sexe la donne au mari ; s'il ne l'exerce point, il y a anarchie ; s'il l'exerce, on demandera le divorce. C'est ainsi que la cause d'incompatibilité ruine l'autorité du mari, même avant qu'elle existe.

L'intérêt de la femme ne repousse pas moins le divorce pour causes indéterminées. Elle est entrée dans le mariage avec sa jeunesse, avec son honneur ; elle en sort flétrie et dégradée : la loi peut-elle réparer ce malheur ? Si elle ne peut le réparer, et qu'elle l'autorise, elle est sacrilège ; si elle ne peut rendre, après le divorce, la dignité d'épouse et de mère, comment souffrirait-elle que la femme fut réduite à une position telle, qu'elle dût ou demeurer dans un célibat forcé, ou se réfugier dans les bras d'un homme qui n'aurait pour elle que du mépris ? Aussi une expérience trop malheureuse a-t-elle éclairé les femmes sur le funeste don que leur avait fait la loi.

Si on se reporte maintenant aux enfants, on se rappellera ces lois anciennes qui avaient établi des peines pour les secondes noces, parce qu'elles supposaient qu'un père qui veut avoir d'autres enfants, qui a donné une marâtre aux fruits de sa première union, n'a plus pour eux la même tendresse : l'amour de la nouvelle épouse absorbe celui des enfants. C'est ainsi que le divorce met en contradiction, dans l'essence même du cœur humain, deux affections qui lui sont également naturelles.

S'il est des esprits que ces considérations ne persuadent pas, on leur demandera qu'est-ce que



[Disc. du projet de Co

patibilité a été employé  
plus honteuses.

Il observe qu'au surplus  
que la simple allégation,  
compatibilité prouvée.

Le citoyen **Boulay** di  
ont décidé son opinion c  
patibilité, c'est que la pr  
secrète dans tous les cas.

Le **Premier Consul**  
cédure publique serait  
serait demandé pour une  
la crainte du déshonne  
époux dans le devoir.

Le citoyen **Réal** dit qu  
demandé le divorce pour  
aura succombé dans sa  
femme sera affreux, si el  
avec lui ; que cependant  
loir, pour demander le di  
famation, puisque la pla

Le citoyen **Portalis** ré  
sation est diffamatoire  
lorsque la procédure a ét  
torise la femme à rompre  
la jugeait pas digne d'être

Le **Premier Consul**  
citoyen *Portalis* se réduit  
liberté des cultes exige qu  
l'intérêt des mœurs dem  
ficile. Ainsi, dans ce syst  
vues politiques que le c  
le serait pas s'il n'était d  
culte. D'un autre côté, i  
et si déshonorant, qu'il  
exclu.

Le citoyen **Portalis** r  
point d'ôter le divorce à

er des causes  
end proscrire  
mettrait l'in-  
es motifs qui  
ause d'incom-  
divorce sera

it-être la pro-  
ve le divorce  
ve ; parce que  
t retenir les

n époux aura  
altère, et qu'il  
le sort de sa  
de retourner  
irra se préva-  
cause de dif-  
a été secrète.  
ne telle accu-  
ieuse, même  
et qu'elle au-  
mari qui ne  
se.

e système du  
principe de la  
te le divorce ;  
le rende dif-  
st pas par des  
admis ; il ne  
cipes d'aucun  
ait si difficile  
quelque sorte

il ne propose  
qui en est en  
ne croit point  
dshonorante ;  
porte ; qu'au  
orce en soi ni

est permis de  
c'est-à-dire  
sposer de ses  
faite en fa-  
véraux sur la  
ique l'un des  
aquelle il est  
pourra néan-  
C'est tout au  
mariage n'é-  
a dit que le  
ntraire à l'in-  
l'esprit de fa-  
re à l'intérêt  
ont incompa-  
re ou de vivre  
st. Rien n'est  
nefamille di-  
ent autrefois,  
enfants, à la  
ts qu'a le di-  
ultipliées que  
elles avaient  
ontée conti-  
mari, parce  
ur les cultes  
corps ; mais  
dre tellement  
apporterait,  
à n'user que

L'article 2 du projet spécifie des causes pour lesquelles il admet le divorce : mais quel malheur ne serait-ce pas que de se voir forcé à les exposer, et à révéler jusqu'aux détails les plus minutieux et les plus secrets de l'intérieur de son ménage ! Le système mitigé de l'incompatibilité prévient, à la vérité, ces inconvénients ; cependant comme il suppose des faits et des preuves, il est aussi flétrissant que le système des causes déterminées.

D'ailleurs ces causes, quand elles seront réelles, opéreront-elles toujours le divorce ? La cause de l'adultère, par exemple, ne peut obtenir de succès que par des preuves toujours très-difficiles, souvent impossibles. Cependant le mari qui n'aurait pu les faire serait obligé de vivre avec une femme qu'il abhorre, qu'il méprise, et qui introduit dans sa famille des enfants étrangers. Sa ressource serait de recourir à la séparation de corps ; mais elle n'empêcherait pas que son nom ne continuât à être déshonoré.

Le Consul se résume en demandant si les deux articles du projet dispenseront les personnes qui voudront user du divorce, de recourir à la séparation de corps.

Le citoyen **Portalis** observe que les causes du divorce étant, d'après le projet, celles qui feraient obtenir la séparation, les difficultés et les facilités seront les mêmes pour les deux modes.

Il répond aux objections qui lui ont été faites. Il dit qu'en autorisant le mariage à quinze et à dix-huit ans, la loi exige aussi le consentement du père ou de la famille ; qu'ainsi elle a pris toutes les précautions qui étaient en son pouvoir pour empêcher le mineur d'être surpris.

Au surplus, il ne faut peut-être pas argumenter des règles des autres contrats, à celles qui doivent régir le mariage. Dans les autres contrats la nature reste muette : mais elle intervient dans le contrat de mariage. De là les distinctions que font les lois entre ces deux espèces de majorité. Le mariage est sans doute une affaire très-sérieuse ; mais la tendresse des pères doit rassurer contre les surprises auxquelles sont exposés les enfants mineurs. Ces mineurs eux-mêmes ont, à cet égard, une maturité que leur donne le sentiment, et qu'on peut prendre pour guide toutes les fois que quelque passion ne les pousse pas à former un mariage inconvenant et mal assorti.

Le **Premier Consul** dit que le mariage n'est pas toujours, comme on le suppose, la conclusion de l'amour. Une jeune personne consent à se marier pour se conformer à la mode, pour arriver à l'indépendance et à un établissement ; elle accepte un mari d'un âge disproportionné, dont l'imagination, les goûts et les habitudes ne s'accordent pas avec les siens. La loi doit donc lui ménager une ressource pour le moment où l'illusion cessant, elle reconnaît qu'elle se trouve dans des liens mal assortis, et que sa volonté a été séduite.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il y a des inconvénients des deux côtés. Cependant, ajoute-t-il, si l'on déshonore le mariage, les passions gagnent ; elles perdent au contraire si le mariage est respecté.

Au reste, quand on veut juger un principe, quand on veut juger une loi, il ne faut pas uniquement s'occuper des inconvénients qu'elle ne peut empêcher et qui sont toujours sensibles ; il faut voir encore ceux qu'elle prévient et qu'elle étouffe. Car si on ne voyait que les inconvénients qu'une loi peut empêcher, il y aurait des raisons de proscrire la morale même. Pour ne pas tomber dans l'erreur, il faut tout balancer. Le contrat de mariage doit au moins

[Disc. du projet de Code

trouve un mari qui sait sa f  
e veut pas divulguer ce sc  
aire d'impression ; on doit  
ar la masse des effets et des  
roduit. Si donc on compar  
ients qui suivent l'exclusi  
ation d'incompatibilité, av  
ue son admission présente  
aprices, on demeure conv  
inconvenient est infinimen  
équient que les autres.

L'objection tirée de l'état  
appante.

Mais si, malgré l'assistan  
mille, un mineur se trouv  
iste de lui accorder la resti  
pourra l'obtenir, si l'on suit  
es des contrats, qu'autant qu

Le **Ministre de la Justi**  
is ont leurs inconvénients  
elle qui en a le moins. Le  
tibilité peut, en quelques  
lutaire ; mais cet avantage  
ompare à tous les inconvén  
aire et qui peuvent comp  
i-même. Qu'est-ce en effe  
incompatibilité d'humeur ?  
its, ou ce n'est plus que l  
ans ce dernier cas, peut-on  
e serait-ce pas se jouer du  
es contrats ? Dans le prem  
raves, ou ils sont légers :  
e monde convient que le div  
ieu ; s'ils sont graves, la loi  
e divorce, sans qu'il soit b  
ompatibilité. A quoi sert  
ompatibilité d'humeur ?

altère et qui ne peut pas chaque chose niens qu'elle les inconvénients simple allé-ense latitude sions et aux de ce dernier rave et plus

eurs est plus

ère et de la t qu'on croie entier, il ne ent les princi- vera la lésion. ue toutes les meilleure est pour incom- e un remède ien si on le u en peuvent e le mariage te allégation se résout en t du caprice. e le divorce ? , le plus saint es faits sont : légers, tout doit pas avoir et pour causes nvoquer l'in- divorce pour

stre, dans ce toujours un it se séparer uera l'incom- es les protes- npatibilité de ule et de sa et le mariage e le mari, par ivaux liens, ; une incom- era invoquée e fondamen- dissous par , malgré l'op-

ur les deux enne, on ne tibilité, et on ps que pour ce système, lheureux : la s de division ; uble accoutu- utre, et finis- epuis qu'il y a divorces sont

ntesquieu re- mme la cause mariage, mais ar la répudia- dans cette dis- vec le divorce. diation n'était ement en trois e ; lorsqu'elle

avait formé des desseins sur sa vie ; lorsqu'elle se servait de fausses clefs.

La répudiation a été ensuite permise à la femme, et alors elle est devenue plus générale. Alors aussi, parce que l'un et l'autre époux avaient le droit de répudiation, et que la volonté d'en user se rencontrait quelquefois dans tous les deux, on a reçu le divorce pour le cas où ce concours existerait, et on l'a admis sans cause. Il n'y a donc de vrai divorce que par consentement mutuel : lorsqu'un seul demande la dissolution du mariage, on doit exiger des causes ; et alors il n'y a plus de divorce, il y a répudiation. La faculté donnée à un seul des époux de rompre le mariage sans cause prouvée serait une tyrannie. L'incompatibilité ne peut donc être admise que lorsqu'elle est mutuelle.

Ce système, au surplus, est très-propre à cacher les causes honteuses du divorce. Presque toujours celui qui aura lieu de craindre qu'on ne les allègue contre lui se prêterait au divorce par consentement mutuel, afin d'éviter un éclat qui le couvrirait de honte.

Le consul **Cambacérés** dit que, si l'on admettait le divorce par consentement mutuel, il serait nécessaire de déclarer les époux qui en auraient usé incapables de contracter ensemble un mariage nouveau ; autrement, l'on abuserait de ce moyen pour opérer un divorce fictif, dont l'objet réel serait de changer les conventions matrimoniales.

Le citoyen **Cretet** dit qu'on a prouvé, à la vérité, les dangers du divorce pour simple allégation d'incompatibilité, mais qu'on n'a pas cherché le moyen d'en corriger les inconvénients.

Ce moyen consisterait peut-être à soumettre d'abord les époux à l'épreuve d'une séparation momentanée, mais assez longue pour leur donner le temps de réfléchir ; d'essayer, en quelque sorte, la vie qui les attend après le divorce ; de laisser calmer les passions impétueuses, et de donner lieu à des regrets que le temps amène souvent, et qui infailliblement viendraient trop tard, si le mariage avait été d'abord rompu ; mais cette séparation ne devrait pas être absolue.

Le **Premier Consul** dit que, dans l'état de la discussion, la première question qu'il paraisse nécessaire de traiter est celle de savoir si le divorce par consentement mutuel sera admis.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** soutient que ce divorce est inadmissible. Le contrat de mariage, n'appartenant pas aux époux seuls, ne peut être détruit par eux : les enfants, la société, y sont parties intéressées.

Le **Premier Consul** dit que le mariage ayant été formé sous l'autorisation des familles, on pourrait exiger cette même autorisation pour le dissoudre par le consentement mutuel, afin qu'il ne fût rompu que de la même manière qu'il a été contracté. Cette condition du consentement de la famille serait une garantie que le mariage ne serait dissous que pour des causes graves et réelles ; et cependant il existerait un moyen de couvrir les causes de divorce que l'intérêt des mœurs ne permet pas de divulger.

Le **Ministre de la Justice** dit que si le divorce par consentement mutuel n'avait lieu que pour couvrir des causes graves, il serait possible de l'admettre ; mais que, si on l'admettait à ce titre, bientôt les causes graves disparaîtraient, et il ne resterait plus que le consentement mutuel : de manière que la dissolution du mariage pourrait être l'effet d'un caprice mutuel ; ce que la loi et les mœurs ne pourront jamais tolérer.

Il ajoute que, jusqu'ici, les conseils de famille

trouve un mari qui sait sa ne veut pas divulguer ce s faire d'impression ; on de par la masse des effets et de produit. Si donc on comp nients qui suivent l'exclu gation d'incompatibilité, a que son admission présen caprices, on demeure cor inconvénient est infinime fréquent que les autres.

L'objection tirée de l'éta frappante.

Mais si, malgré l'assista famille, un mineur se troi juste de lui accorder la res pourra l'obtenir, si l'on sui pes des contrats, qu'autant

Le **Ministre de la Ju** lois ont leurs inconvénien celle qui en a le moins. L patibilité peut, en quelque salulaire ; mais cet avanta compare à tous les inconve naître et qui peuvent con lui-même. Qu'est-ce en ef d'incompatibilité d'humeu faits, ou ce n'est plus que Dans ce dernier cas, peut-c ne serait-ce pas se jouer d des contrats ? Dans le pre graves, ou ils sont légers le monde convient que le c lieu ; s'ils sont graves, la l de divorce, sans qu'il soit compatibilité. A quoi ser incompatibilité d'humeur ?

ultère et qui  
e peut pas  
aque chose  
ients qu'elle  
es inconvé-  
simple allé-  
ense latitude  
sions et aux  
e ce dernier  
ave et plus

urs est plus

bre et de la  
qu'on croie  
entier, il ne  
nt les princi-  
era la lésion.  
ue toutes les  
meilleure est  
pour incom-  
e un remède  
en si on le  
i en peuvent  
le mariage  
de allégation  
se résout en  
t du caprice.  
e le divorce ?  
le plus saint  
es faits sont  
légers, tout  
loit pas avoir  
t pour causes  
nvoquer l'in-  
divorce pour

stre, dans ce  
toujours un  
t se séparer  
uera l'incom-  
es les protes-  
compatibilité de  
ite et de sa  
et le mariage  
le mari, par  
nouveaux liens,  
; une incom-  
era invoquée  
e fondamen-  
dissous par  
malgré l'op-

ur les deux  
enne, on ne  
tibilité, et on  
ps que pour  
ce système,  
lleureux : la  
s de division ;  
able accoutu-  
utre, et finis-  
puis qu'il y a  
divorces sont

ntesquieu re-  
omme la cause  
mariage, mais  
ar la répudia-  
dans cette dis-  
vec le divorce.  
liation n'était  
ement en trois  
e ; lorsqu'elle

avait formé des desseins sur sa vie ; lorsqu'elle se servait de fausses clefs.

La répudiation a été ensuite permise à la femme, et alors elle est devenue plus générale. Alors aussi, parce que l'un et l'autre époux avaient le droit de répudiation, et que la volonté d'en user se rencontraît quelquefois dans tous les deux, on a reçu le divorce pour le cas où ce concours existerait, et on l'a admis sans cause. Il n'y a donc de vrai divorce que par consentement mutuel : lorsqu'un seul demande la dissolution du mariage, on doit exiger des causes ; et alors il n'y a plus de divorce, il y a répudiation. La faculté donnée à un seul des époux de rompre le mariage sans cause prouvée serait une tyrannie. L'incompatibilité ne peut donc être admise que lorsqu'elle est mutuelle.

Ce système, au surplus, est très-propre à cacher les causes honteuses du divorce. Presque toujours celui qui aura lieu de craindre qu'on ne les allègue contre lui se prêtera au divorce par consentement mutuel, afin d'éviter un éclat qui le couvrirait de honte.

Le consul **Cambacérés** dit que, si l'on admettait le divorce par consentement mutuel, il serait nécessaire de déclarer les époux qui en auraient usé incapables de contracter ensemble un mariage nouveau ; autrement, l'on abuserait de ce moyen pour opérer un divorce fictif, dont l'objet réel serait de changer les conventions matrimoniales.

Le citoyen **Cretet** dit qu'on a prouvé, à la vérité, les dangers du divorce pour simple allégation d'incompatibilité, mais qu'on n'a pas cherché le moyen d'en corriger les inconvénients.

Ce moyen consisterait peut-être à soumettre d'abord les époux à l'épreuve d'une séparation momentanée, mais assez longue pour leur donner le temps de réfléchir ; d'essayer, en quelque sorte, la vie qui les attend après le divorce ; de laisser calmer les passions impétueuses, et de donner lieu à des regrets que le temps amène souvent, et qui infailliblement viendraient trop tard, si le mariage avait été d'abord rompu ; mais cette séparation ne devrait pas être absolue.

Le **Premier Consul** dit que, dans l'état de la discussion, la première question qu'il paraisse nécessaire de traiter est celle de savoir si le divorce par consentement mutuel sera admis.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** soutient que ce divorce est inadmissible. Le contrat de mariage, n'appartenant pas aux époux seuls, ne peut être détruit par eux : les enfants, la société, y sont parties intéressées.

Le **Premier Consul** dit que le mariage ayant été formé sous l'autorisation des familles, on pourrait exiger cette même autorisation pour le dissoudre par le consentement mutuel, afin qu'il ne fût rompu que de la même manière qu'il a été contracté. Cette condition du consentement de la famille serait une garantie que le mariage ne serait dissous que pour des causes graves et réelles ; et cependant il existerait un moyen de couvrir les causes de divorce que l'intérêt des mœurs ne permet pas de divulger.

Le **Ministre de la Justice** dit que si le divorce par consentement mutuel n'avait lieu que pour couvrir des causes graves, il serait possible de l'admettre ; mais que, si on l'admettait à ce titre, bientôt les causes graves disparaîtraient, et il ne resterait plus que le consentement mutuel : de manière que la dissolution du mariage pourrait être l'effet d'un caprice mutuel ; ce que la loi et les mœurs ne pourront jamais tolérer.

Il ajoute que, jusqu'ici, les conseils de famille

rait demandé pour d'autres ca  
tère : il n'aurait pas les incon  
pour incompatibilité d'hume  
blesse l'essence du mariage.

Le citoyen **Tronchet** dit q  
section a aussi l'avantage d'  
dure dans le secret. La cause s  
clos ; les procédures demeurent  
le greffe ; le jugement n'exprime  
du divorce.

Ce qu'on doit surtout cra  
système, c'est l'indulgence  
leur intérêt ; car, puisqu'ordin  
nière cause porte l'un des é  
divorce, elle peut aussi déte  
la famille.

Le **Premier Consul** dit  
consentement mutuel, tel qu  
même plus rigoureux que le p  
Les articles de ce dernier pro  
en admettant, pour le divorce  
légères, ils détruisent la belle t  
ils sont fondés.

Le citoyen **Bigot-Préa**  
devant le conseil de famille, le  
ront pour alléguer et avouer  
peuvent conduire à un divo  
également ; qu'ainsi le divorc  
mutuel se trouverait rétabli.

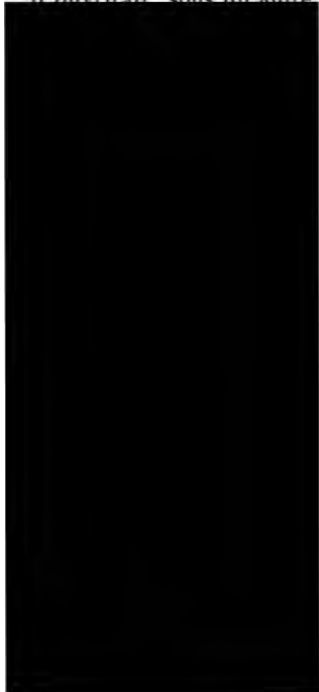
Le **Premier Consul** dit  
d'établir un conseil de famille  
chacun des époux prendrait  
sation de la sienne. Si un s  
refuse son consentement, il n

Le citoyen **Devalnes** dit qu  
cause de la demande en divorce  
ou les sévices, le défendeur n  
le laisser prononcer par con

Le citoyen **Tronchet** dit  
n'admettre le divorce que pou  
et par consentement mutuel  
inconvenients.

Il priverait les parties du d  
d'autres causes légitimes de d  
n'y avait pas égard.

Il ouvrirait, sous un autre



pour adul-  
du divorce  
el en effet

stème de la  
r la procé-  
idée à huis  
achées dans  
as la cause

is l'autre  
ules, c'est  
it cette der-  
résister au  
opinion de

ystème du  
proposé, est  
la section.  
vagues; et  
uses très-  
ur laquelle

serve que,  
s'accorde-  
s faits qui  
ls désirent  
nsentement  
modifications.  
propose pas  
ent dit; que  
ent l'autori-  
ascendants  
de divorce.  
la véritable  
mpuissance  
rétera pas à  
ent mutuel.  
système de  
e d'adultère  
nerait deux

faire valoir  
si la famille

la porte à  
it à la fa-

ction, qu'il  
égères; par  
its qui sont  
donne quel-  
que le pro-  
le des mau-  
ondition des  
abituels. Ce-  
divorce en  
t que pour  
ononcé que  
n'obtiendra  
te sa femme,  
a dot. Alors  
et le divorce

assée, si la  
resse de ses  
des époux,  
ise réelle.  
général les  
et non de

ver que les  
k rendent la

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il n'avait pas conçu d'abord que, dans le système du consentement mutuel, l'adultère serait si absolument la cause unique du divorce, que toutes les autres ne fussent donner lieu qu'à la séparation. S'il en est ainsi, le mariage acquerra une grande dignité. La discussion est continuée à la prochaine séance.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'Etat,*  
**J. G. LOCRÉ.**

## SÉANCE

DU 16 VENDÉMAIRE AN X DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 8 octobre 1801).

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Portalis** résume la discussion de la dernière séance. Il fixe ainsi les questions dont elle a amené l'examen :

Le divorce par consentement mutuel sera-t-il admis? L'admettra-t-on indéfiniment, ou ne pourra-t-il avoir lieu lorsqu'il y a des enfants, ou lorsqu'il se sera écoulé un temps considérable depuis la célébration du mariage?

Ne l'admettra-t-on qu'avec le concours des familles ou de notables?

Ces précautions ôtent-elles au divorce par consentement mutuel les inconvénients du divorce pour incompatibilité d'humeur?

Pour décider ces diverses questions, il faut agiter d'abord la question préliminaire de savoir si le divorce par consentement mutuel doit être admis avec des modifications.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il ne reportera point l'attention du conseil sur les faits que l'on a reconnus être essentiellement des causes de divorce, tels que l'adultère et l'attentat, causes auxquelles il pourra convenir d'en ajouter d'autres, telles que l'infamie encourue ou l'absence déclarée par jugement; mais qu'il y a d'autres points sur lesquels il lui semble bon de se fixer.

Après avoir remarqué, contre ce qui a été avancé par divers orateurs, que la multiplicité des divorces atteste bien plus la corruption des mœurs qu'elle ne la produit, et qu'un mariage en désaccord est plus scandaleux et plus funeste encore à la société qu'un divorce, le citoyen **Berlier** exprime ses regrets sur la défaveur dans laquelle l'abus du divorce fondé sur l'incompatibilité d'humeur a fait tomber ce mode de dissoudre l'union conjugale : il pense que ce mode, aujourd'hui beaucoup trop facile, est dès là même essentiellement vicieux; mais qu'il eût été possible de l'organiser de manière à en faire une institution utile; il cite à ce sujet l'opinion des commissaires du tribunal de cassation, et fait lecture de leurs motifs.

Selon l'opinant, il serait convenable d'ajouter encore quelques modifications à celles proposées par le tribunal de cassation, comme d'obliger les époux qui divorceraient par cette voie à se dessaisir dès à présent d'une partie de leurs biens au profit des enfants : en un mot, le problème serait résolu là où une telle somme d'entraves et de sacrifices serait imposée à l'époux qui voudrait divorcer par ce mode, que l'usage qu'il en ferait ne peut jamais être l'effet du caprice ou de la légèreté, mais la résolution évidente d'un individu qui succombe au malheur de sa position.

Or, si une telle action ne pouvait s'introduire qu'après que le mariage a duré plusieurs années,





la pu mé-  
n'est pas  
enfants;  
rsqu'il en  
el devient  
tre admis

ration est  
ent mutuel

t, que l'in-  
sente-ment  
ne parais-  
l propose  
ce est de-  
t qu'il ne

et arriver.  
on a parlé

que avant  
mutuel ne  
rt; si, par  
ient inu-  
riage, les  
ces et les  
i ce délai  
emple, on  
ain temps  
e, l'ambi-  
ins qui ne  
uceurs de  
uccès les  
és étaient

sente-ment  
plus cer-  
l'un pour

e consen-  
s forcé de  
ra arriver  
oyens de  
ou il em-  
consente-  
pouvait le

in conseil  
dants, qui  
ont le di-  
at néces-

mps cette  
les hom-  
ent de di-  
n des fa-  
sive. Des  
ent l'am-  
si que le  
riage plus  
ective, ils  
a plus: on  
la famille;  
de crimes

e des vues  
ont-elles?  
s; qu'elles  
heureuse.  
iagement,  
libre des  
aura été  
ou, si l'on  
ent égale-

ment un consentement libre, on autorise le di-  
vorce sans causes.

Veut-on des causes, alors les parents devien-  
nent de mauvais juges : les préventions particu-  
lières et l'intérêt les empêcheront de prononcer  
avec impartialité. S'il faut des juges, que ce soient  
les magistrats. On objectera qu'alors il faut aussi  
des faits et des preuves; mais on les suppose  
dans tous les systèmes; et, en effet, un contrat  
aussi sacré que le mariage ne doit être dissous  
que quand il devient évidemment impossible de  
le maintenir.

Mais, dit-on, c'est une condition bien dure que  
de vivre avec un époux, ou avec une épouse, qu'on  
sait criminel, mais dont on ne peut prouver le  
crime. Cet inconvénient existe; mais ce n'est  
qu'un mal particulier : un mal public est un bien  
plus grand malheur.

On a parlé du danger de donner de l'éclat à ces  
sortes de contestations.

Il est possible d'étouffer cet article par des for-  
mes. Les rédacteurs du projet de Code civil en  
ont proposé qui ensevelissent les procédures sur  
divorce dans le plus profond secret. D'ailleurs, la  
cause du divorce qu'on veut cacher, c'est l'adul-  
tère; mais quel serait donc l'inconvénient de flé-  
trir celui qui s'en serait rendu coupable? il fau-  
drait même aller jusqu'à punir le séducteur, à  
qui le crime appartient.

L'autre époux, dit-on, sera déshonoré. C'est là  
une idée populaire, à laquelle le législateur ne  
doit pas s'arrêter. Une épigramme ne blesse que  
légèrement dans cette triste position; et les âmes  
sensibles et honnêtes n'ajoutent pas au malheur  
de l'époux outragé; elles le plaignent, elles le  
consolent.

On a observé que le plus grand nombre des  
mariages est contracté par des mineurs que la  
loi protège, et qu'elle restitue lorsqu'ils ont été  
lésés.

D'abord la loi a pris des précautions pour em-  
pêcher qu'ils ne le fussent; ensuite on ne restitue  
le mineur que contre une lésion prouvée; et d'ail-  
leurs la séduction des passions donne à tous les  
hommes, par rapport au mariage, les faiblesses de  
la minorité.

Une dernière réflexion, c'est que, dans le temps  
où les séparations de corps étaient seules en usage,  
on ne souffrait pas qu'elles fussent volontaires;  
comment souffrirait-on que la dissolution du ma-  
riage le fût?

Le citoyen **Cretet** propose les bases sui-  
vantes :

« Le mariage peut être dissous par le divorce,  
« ou suspendu à temps par la séparation de corps  
« des conjoints, pour les causes déterminées par  
« la loi.

« Les causes du divorce sont...  
« Les causes de la séparation à temps sont...  
« L'action en divorce se porte devant les tribu-  
« naux, par une requête non motivée; les tribu-  
« naux, avant de prononcer, assemblent les fa-  
« milles des conjoints pour être consultées.

« Si, dans l'assemblée des familles, les conjoints,  
« d'une part, et la majorité des membres des fa-  
« milles, d'autre part, consentent au divorce, il  
« est prononcé par le tribunal.

« Faute de ces consentements mutuels, la cause  
« est portée à l'audience et plaidée à huis clos.

« L'action en séparation de corps à temps se  
« porte devant les tribunaux, par simple requête  
« non motivée, tendant à ordonner l'assemblée  
« des familles, qui prononceraient sur la demande  
« en séparation, et sur le temps pendant lequel

\_\_\_\_\_

**intéressés au contrat de mariage, à plaindre ceux qui, devant divorcés, se sont vus presque dans des familles qui leur s**

L'autre modification ten  
familiars dans la procédure  
le Consul distingue : il cro  
et mères et des époux, ou  
dants, peut souvent préve  
projets de désunion qu'un  
qu'un peu de réflexion dis  
est des collatéraux, même  
Consul croit que leur conc  
barrasser, et que leur avi  
par des vues d'intérêt pers

Le citoyen **Portalis** dit  
divorce toujours utile, et l'  
dangereux.

Le divorce est utile, pour les cas dans lesquels il est prononcé : l'adultère, le mariage; c'est pourquoi la cause de divorce partout où l'impuissance, cause honteuse, a toujours été aussi une cause de divorce en matière de mariage.

Mais le consentement n'a-t-il pas lieu au divorce?

Il est, sans doute, préférable à la séparation, pour la compatibilité, puisqu'il s'agit de volontés. Cependant le cas est très-rare, parce qu'il sera très-rare que les deux parties s'accordent pour rompre le mariage.

Au reste, il est nécessaire  
force que pour des causes  
donner d'effet au consente-  
ment qu'il n'y a pas d'enfants, q  
de l'autorisation des pères,  
l'épreuve d'un délai.

l'épreuve d'un délai.

ombien sont  
des époux  
ant déposés  
étrangères !  
ntervenir les  
A cet égard.  
u des pères  
eurs ascen-  
e cesser des  
suggérés, et  
pour ce qui  
et sœurs, le  
erait qu'em-  
uvent dicté

it rendre le  
l'être jamais

causes pour  
fractions au  
a été une  
a été reçu.  
icile à prou-  
de nullité

it-il donner

cause d'in-  
concours des  
mutuel sera  
des époux

3.  
nettre le di-  
nées; de ne  
el que lors-  
est appuyé  
oumettant à

serve qu'en  
mutuel ne de-  
des enfants,  
lus entières,  
ment qui a

nts, le con-  
fre. On veut  
ses particu-  
era trompé;  
orce ne sera  
a consente-  
ause ? sera-  
les familles  
et il en est  
les familles

it examiner  
prononcer  
tient telle-  
être rompu  
ie qu'il y a  
ivorce. Cela  
du minis-  
our la sépa-  
ait pas de  
ne que du  
it au milieu  
motifs vrais  
on revient  
au système  
onsentement  
on voulait

st important  
des tribu-

naux au seul effet de prononcer sans examen le divorce, et d'empêcher cependant que le consentement mutuel, sans motifs, ne donne au mariage une telle instabilité qu'il ne subsiste plus que tant qu'il plaît aux époux d'y rester. Cependant les motifs ne doivent pas être déduits devant les juges. Pour obtenir ce résultat, on pourrait déclarer que le divorce sera admis pour sévices, et pour plusieurs des autres causes moins graves énoncées dans l'article 2 du projet, mais que ces causes seront réputées constatées lorsque les parents autoriseront le divorce. Par là on éviterait la nécessité de prouver publiquement devant les tribunaux, et l'on se ménagerait un moyen de dissimuler des causes scandaleuses de divorce, comme serait celle de l'impuissance.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il n'y aura jamais de divorce par consentement mutuel dans le cas de sévices, parce que le consentement ne sera jamais donné par le mari qui aura maltraité son épouse, n'eût-il d'autre motif pour le refuser que l'intérêt de ne pas restituer la dot : ce motif portait autrefois les maris à combattre les demandes en séparation de corps.

Au reste la faculté de se divorcer par consentement mutuel rend le mariage aussi instable que le ferait la possibilité de se divorcer par l'incompatibilité d'humeur : à moins d'une garantie qu'on ne peut trouver, puisqu'il est reconnu que l'intervention de la famille n'en donnerait pas une suffisante.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** pense qu'en admettant le divorce, il doit être autorisé seulement pour des causes graves ; que les causes moins graves ne doivent donner lieu qu'à une séparation de corps. Mais les familles ne doivent intervenir que pour donner leur avis ; cet avis même apprendra aux tribunaux si elles y consentent : le secret le plus profond envelopperait toute la procédure.

Le **Premier Consul** dit que vouloir n'admettre le divorce que pour cause d'adultère publiquement prouvé, c'est le proscrire absolument : car, d'un côté, peu d'adultères peuvent être prouvés ; de l'autre, il est peu d'hommes assez déhontés pour proclamer la turpitude de leur épouse. Il serait d'ailleurs scandaleux, et contre l'honneur de la nation, de révéler ce qui se passe dans un certain nombre de ménages : on en conclurait, quoiqu'à tort, que ce sont là les mœurs des Français.

Il importe de voir la matière sous ce point de vue. Si l'intérêt des mœurs et de la société exige que les mariages aient de la stabilité, il exige peut-être aussi qu'on sépare des époux qui ne peuvent vivre ensemble, et dont l'union, si elle était prolongée, engloutirait souvent le patrimoine commun, dissoudrait la famille et produirait l'abandon des enfants. C'est offenser la sainteté du mariage que de laisser subsister de pareils nœuds.

Le citoyen **Boulay** dit qu'on aplanirait beaucoup de difficultés, si l'on posait d'abord les principes sur la manière de procéder. Son opinion est que, dans toutes les hypothèses, la procédure doit être secrète : si elle ne l'était pas, un mari qui voudrait ménager l'honneur de ses enfants, et qui même, par générosité, ne voudrait pas flétrir son épouse quelque coupable, serait réduit à se taire et à souffrir.

Il répète qu'il ne voudrait de divorce que pour des causes graves ; et que, pour les autres, on n'admit que la séparation de corps : elle serait facultative, lorsqu'elle devrait être sans retour ;

[Disc. du projet de Code

Le **Premier Consul** ch  
néral du Conseil d'État de  
épreuves la partie des procé  
la discussion du projet de C  
distribuer aux conseillers d  
ront leur opinion et la rectif

La réunion des épreuves  
minute du procès-verbal de

Le citoyen **Boulay** dit q  
arrêté en principe que le c  
faut en déterminer les caus  
tiques qu'il va proposer so  
complet à cet égard, qu'une  
ciples qui doivent entrer d  
paraissent propres à bien fi  
la conduire à un résultat ut

Il est nécessaire de disting  
absolues de divorce, celles  
le faire prononcer immédiat  
épreuve ni restriction.

La première de ces causes  
sans doute la plus forte, la pl  
puisqu'elle attaque dans so  
le lien du mariage, qui cons  
que se sont promise les époi  
elle entraîne des conséque  
l'intégrité des familles qu'  
leur tranquillité. Cependant  
cette cause aussi facile à la  
parce que les suites n'en so  
reuses d'un côté que de l'  
*Boulay* admet volontiers les  
trouvées là-dessus dans le p  
fois il n'insiste pas beaucoup  
et comme le crime est vœ  
deux côtés, si on croit qu'il

étaire gé-  
primer par  
relative à  
de la faire  
uels rever-

formera la  
e.  
seil ayant  
rait lieu, il  
de. Les ar-  
un projet  
idées prin-  
jet, et qui  
ussion et à

il les causes  
le nature à  
ns aucune

ltère : c'est  
e de toutes,  
et dissout  
la fidélité  
d'ailleurs  
i fatales à  
neur et à  
pas rendre  
u'au mari,  
ssi dango-  
le citoyen  
ns qu'il a  
ode. Toute-  
stinctions ;  
t égal des  
as y avoir  
re l'action  
nbattra pas

entat à la  
utre. Com-  
un époux  
ans lequel,  
ne trouve

nation d'un  
amante. On  
cat, contre  
u'ils vivent  
d'avre à un  
doit être  
ples, mais  
eur paraît

et absolues  
existent, et  
les doivent

époux qui,  
emander le  
séparation  
facultative  
inaux : on  
la grande  
est dictée  
a consacré  
même, ab-  
gieuse, une  
oble et gé-  
la foi don-  
uelle on a  
son côté :  
que cette  
e dans les

pays protestants, où le divorce n'est pas en op-  
position avec la religion. Tout exige donc de la  
sagesse et de la politique du législateur français  
qu'il accorde cette faculté aux époux à qui le  
divorce répugne.

Mais, outre cette séparation facultative et poli-  
tique qui remplace le divorce, le citoyen *Boulay*  
en admet une autre, que l'on peut appeler *sépara-  
tion d'épreuve*, qui ne tient pas lieu du divorce,  
mais qui, dans certains cas, est un moyen de  
s'assurer que le divorce peut être légitime.

Il faut considérer que, s'il est des causes qui  
anéantissent pour ainsi dire d'un seul coup le  
mariage, il en est aussi qui, sans produire immé-  
diatement le même effet, le produisent par leur  
continuité : telles sont celles indiquées par l'ar-  
ticle 5. Ces causes, considérées dans un instant  
donné, ne sont pas très-graves par leur nature :  
elles peuvent être l'effet d'un caprice ou d'une  
passion passagère ; elles sont susceptibles d'ou-  
bli : elles diffèrent d'ailleurs par les nuances des  
caractères, de l'éducation et des conditions. Ainsi,  
les admettre comme causes immédiates de di-  
vorce, ce serait porter une atteinte trop funeste à  
la sainteté du mariage : il ne faut donc les ad-  
mettre d'abord que comme causes de séparation.  
La séparation laisse subsister le mariage ; les  
époux, quoique séparés, restent toujours engagés  
l'un à l'autre : mais étant séparés, les causes qui  
avaient altéré leur union peuvent s'anéantir ou  
s'affaiblir ; le temps peut les ramener à des sen-  
timents plus calmes ; des parents, des amis peu-  
vent s'interposer ; enfin l'amitié peut renaître,  
ou du moins la raison se faire entendre, et ra-  
mener les époux l'un à l'autre. Mais si, malgré  
la séparation et l'intervalle de trois années, les  
époux restent désunis ; si rien n'a pu les rappro-  
cher, que doit-on en conclure ? qu'il existe entre  
eux un obstacle insurmontable ; que les causes  
qui ont amené la séparation sont plus graves  
qu'on ne l'avait d'abord cru, et que peut-être  
même elles en cachent de plus secrètes qu'on n'a  
pas voulu dévoiler. Alors il est clair qu'il ne peut  
plus y avoir d'union entre les époux, ni par  
conséquent plus de mariage. Dès lors, l'intérêt  
des époux, celui de la société, la raison, tout  
commande d'accorder le divorce à l'époux qui a  
obtenu la séparation ; car il ne conviendrait pas  
que l'autre pût se faire un titre de ses propres  
torts pour le demander.

Tel est le fond du système du citoyen *Boulay*,  
d'après lequel jamais le divorce ne peut être pro-  
noncé que d'après une cause vérifiée et légitime.

Quelques membres du conseil, ajoute-t-il, ne  
veulent pas de cette vérification : ils opposent le  
scandale de cette sorte de procès, et le déshon-  
neur qui, d'après nos mœurs, en rejaillit toujours,  
même sur l'époux innocent. Ils veulent donc  
qu'on puisse arriver au divorce par une route  
absolument secrète, sans alléguer aucune des  
causes ci-dessus désignées, et en mettant seule-  
ment en avant l'incompatibilité d'humeur, ou le  
consentement mutuel.

Mais si le divorce pouvait être prononcé sur la  
simple allégation d'incompatibilité d'humeur,  
proposée par un des époux, de quelques formes  
qu'on environnât ce moyen, à quelques délais  
qu'on l'assujettit, il est clair que le mariage n'au-  
rait pas même la force de la plus simple et de la  
moins importante convention, puisqu'il n'en est  
aucune qui puisse être rompue par la seule vo-  
lonté d'une des parties contractantes : ce moyen  
ne peut donc jamais être admis, sans quoi le  
mariage ne serait plus qu'une dérision. Aussi les

[Disc. du projet de Code

« commune entre les époux  
« séparation de corps et de

Art. 6. « Quand la séparation  
« aux termes de l'article 1  
« siste pendant trois ans et  
« rapprochement entre les  
« prononcé sur la demande  
« tenu la séparation. »

Art. 7. « La procédure qu  
« demande en divorce, so  
« séparation, sera secrète, e  
« ne sera pas exprimé. »

Art. 8. « L'absence décl  
« divorce; et néanmoins  
« noncé qu'une année apr  
« déclaré l'absence. »

Un autre projet est présenté  
rédacteur de ce deuxième  
moins le tableau de ses opi  
posées dans la dernière séan  
cipes que la discussion l  
pouvant entrer dans les vu  
de ses collègues l'avait inv

Qu'au reste, et puisque ce  
officielle a été imprimée,  
la délibération, il déclare  
services légalement prouvés  
voir pu y insérer. d'après  
cette rédaction, il y a be  
adopte personnellement.

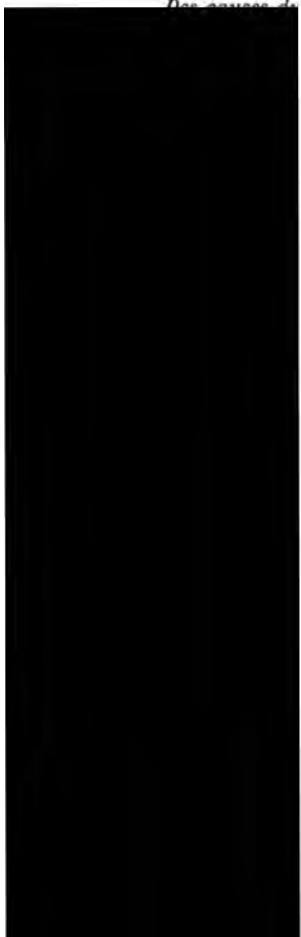
Le citoyen *Berlier* lit ce

## TITRE

*Sur le divorce et les se*

## CHAPITRE P

*Des causes de*



eu à la

noncée  
le sub-  
tende  
ce sera  
ura ob-

t sur la  
nde en  
gement

ause de  
re pro-  
ui aura

Berlier,  
qu'il est  
les ex-  
es prin-  
comme  
t qu'un

irement  
umise à  
use des  
de n'a-  
résidé à  
es qu'il

çu :

ps.

ursuites

uses de  
devant

e de la  
blic, ou  
elui du  
maison

vie de

gement  
terminé

lébats  
, dans

lamné à

uis plus  
ouvelles,

de l'état  
rononce  
de con-

ertificat  
certifi-

« cat du tribunal d'appel, portant que le jugement  
« n'est pas susceptible d'être attaqué par appel ou  
« pourvoi en cassation, ni d'être anéanti d aucune  
« autre manière.

### § III.

#### *Du divorce sur consentement mutuel.*

Art. 6. « Les tribunaux ne peuvent admettre de  
« demandes en divorce fondées sur de simples  
« sévices, injures, mauvais traitements ou vices  
« imputés à l'un des époux.

« Néanmoins, si ces circonstances, leur réunion  
« et leur durée, prenaient un tel caractère, que la  
« vie commune devint insupportable aux deux  
« époux, il pourra y avoir lieu au divorce, mais sur  
« le seul consentement *mutuel* des époux, *ratifié*  
« par leurs ascendants ou, à leur défaut, par un  
« jury spécial, selon que le tout sera expliqué au  
« titre suivant. »

### § IV.

#### *Du divorce pour délaissement.*

Art. 7. « Dans le cas de délaissement ou aban-  
« don de l'un des époux par l'autre, l'époux dé-  
« laissé pourra demander le divorce, en justifiant :  
« 1° De trois sommations à fin de réunion,  
« faites à l'autre époux, à intervalle de six mois  
« au moins chacune ;

« 2° D'un certificat de non-réunion, donné tant  
« par le juge de paix du canton que par la muni-  
« cipalité du domicile de l'époux délaissé. »

Art. 8. « L'officier de l'état civil donnera acte  
« de la demande et de la justification énoncées  
« en l'article précédent.

« Si, un an après, les époux ne se sont point  
« rapprochés, le demandeur en divorce pourra  
« requérir l'officier de l'état civil de le prononcer  
« à la vue d'un nouveau certificat délivré par les  
« mêmes autorités que ci-dessus, et constatant  
« que, dans l'année, il n'y a pas eu de rappro-  
« chement. »

### § V.

#### *Des causes des séparations de corps.*

Art. 9. « Les causes des séparations de corps  
« sont les mêmes que celles du divorce.

« Dans tous les cas où le divorce est autorisé,  
« la demande peut être bornée à une séparation  
« de corps ; mais quand cette séparation est pro-  
« noncée, elle se convertit de plein droit en un  
« divorce, lorsque cette conversion est demandée  
« par l'autre époux. »

Le citoyen **Emmery** dit que le projet du ci-  
toyen **Boulay** fait dépendre la dissolution du ma-  
riage de la séparation de corps dans les cas de  
son article 5 ; qu'en conséquence, il faudrait dé-  
duire d'abord devant le juge, même les motifs  
secrets qui, après avoir opéré la séparation,  
pourraient par la suite opérer le divorce : car si  
ces motifs n'étaient allégués et prouvés, les tri-  
bunaux ne prononceraient pas la séparation, et,  
par une suite nécessaire, le divorce n'aurait ja-  
mais lieu.

Un autre inconvénient, c'est que le divorce in-  
direct deviendra arbitraire ; car le juge, n'étant pas  
lié par l'obligation de prononcer la séparation  
d'après des causes déterminées, peut la refuser  
dans les cas les plus graves, et l'admettre aussi  
pour les motifs les plus légers.

Ce n'est pas cependant qu'il ne soit nécessaire  
d'établir une séparation provisoire afin d'éprou-  
ver la volonté des époux ; mais elle doit être au-  
trement organisée.



[Disc. du projet de Cod

cette institution n'a point les conseils n'ont jamais été appelés que comme d'époux avaient le droit de avis; mais il en sera autres seils auront le droit de donner consentement; ils seront l'opinion publique autant famille.

En un mot, toutes les dirigées contre tel ou tel contre le divorce en lui-même principe a été admis, il faut organisation.

Le citoyen **Regnault** demande la priorité pour **Berlier**, parce qu'il présente un projet qui parait avoir été adopté, le paragraphe III, il organise le Premier Consul. Cependant il faut voir comment serait formé le paragraphe. Le projet de la divorce; celui-ci rentre dans le Premier Consul, adoptés par le Premier Consul et **Maleville**.

La priorité est mise aux deux projets.

Il y a partage. Le Premier Consul fait le projet du citoyen **Boulay**.

L'article 1<sup>er</sup> est soumis à la discussion.

Le Premier Consul demande que l'article exige qu'il y ait séance publique.

Le citoyen **Boulay** répond qu'il faut seulement il y a preuve de la séance publique.

Le Premier Consul demande que l'article exige qu'il y ait séance publique.

Le citoyen **Regnault** demande que l'article exige qu'il y ait séance publique.

est que  
s n'ont  
i, et les  
à leur  
s con-  
er leur  
us par  
it de la

moins  
ce que  
que le  
son or-

(Angély)  
citoyen  
le con-  
i para-  
par le  
expli-  
le ce  
rait le  
es du  
ortalis

reuve,  
iorité.

loi cet

e qu'a-  
ultère.  
it ad-

que le  
i com-  
ter par

cnoser  
tout  
r par-  
re des

as, des  
it aux  
Boulay  
grave,

ances.  
icle ce  
és de

re du  
ser sa  
article  
ubine

édac-  
is ro-  
tre le  
e mo-

re soit  
égale  
s con-

mari  
puis-  
ns la  
reuve

fi le  
a  
cenne  
s lois

romaines qualifient d'horrible l'introduction de la concubine dans la maison commune, parce que, disent-elles, rien n'exaspère plus les épouses chastes. Aussi cette circonstance suffisait-elle pour prouver l'adultère.

Le citoyen **Lacué** observe que punir l'adultère du mari dans cecas seulement, c'est l'autoriser tacitement dans les autres.

Le citoyen **Regnier** dit que l'adultère ne doit être considéré que dans les effets qu'il produit entre les époux. Sous ce rapport, le tort est le même, soit que le crime appartienne au mari, soit qu'il appartienne à la femme. Cependant la femme ne doit pas être admise à accuser son mari, mais elle doit être autorisée à demander le divorce pour cause d'adultère.

Le citoyen **Tronchet** adopte cet avis. En effet, dit-il, les lois romaines prononçaient une peine contre l'adultère, et alors il était juste d'établir une distinction qui servait à graduer la peine d'après les conséquences; mais lorsque l'adultère n'est considéré que par rapport au divorce, tout doit être égal entre les deux époux.

Le citoyen **Boulay** propose de rédiger ainsi :  
« L'adultère est une cause de divorce. »

Cette rédaction est adoptée.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est soumis à la discussion.

Le citoyen **Tronchet** observe que cet article est trop général. Le Code pénal actuel met au rang des peines afflictives la réclusion pour les femmes, les fers pour les hommes, même lorsque cette peine ne doit être que de peu de durée, et qu'ainsi elle ne paraît pas devoir donner lieu à la dissolution du mariage.

Le citoyen **Emmery** répond que dans ce cas même la peine est précédée de l'exposition, qui imprime une flétrissure au condamné.

Le citoyen **Regnier** ajoute que toute peine infamante doit donner lieu au divorce, parce que c'est un supplice, pour un époux vertueux, de vivre avec un être flétri par la justice.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que, d'après l'article 604 du Code des délits et des peines, toute peine afflictive est aussi infamante.

Le **Premier Consul** propose de dire *afflictive et infamante*, parce que la disposition du Code pénal peut changer.

Le citoyen **Regnier** demande qu'on dise *afflictive ou infamante*, attendu que les lois criminelles peuvent dans la suite distinguer ces deux sortes de peines.

L'article est adopté avec l'amendement du citoyen **Regnier**.

L'article 4 est soumis à la discussion.

Le citoyen **Tronchet** demande qu'on ajoute à cet article la disposition de l'article 9 du projet du citoyen **Berlier**, afin que, si l'un des époux n'est pas déterminé par ses principes religieux à ne demander que la séparation, il lui soit permis de demander le divorce.

Le citoyen **Boulay** observe que, par cet article, le droit de former une demande et de choisir entre les deux moyens, n'est accordé qu'à l'époux offensé; qu'il serait inconvenant que le crime de l'autre lui donnât le droit de déranger ce choix et de demander le divorce.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'il ne faut cependant pas priver la femme qui a des torts, d'un moyen de revenir à la vertu, et de reprendre les titres honorables d'épouse et de mère.

Le citoyen **Regnier** dit que l'article est sage,

[Disc. du projet de Co

possession provisoire de  
en assurer l'administratio  
gagnent encore que les  
délai que les uns veulent  
d'autres à quinze ou ving  
définitif en possession des  
les lui restitue, à quelque é

Lorsque la loi agit ave  
lente et graduelle, il sera  
mettre à la femme de divo  
n'est que déclaré absent, c  
rien contre son existence  
ne lui accorder cette facul  
s'est assez prolongée pour  
sompions de la mort de l

Au titre *des absents*, on  
loin : on avait pensé qu  
époux, quelque longue  
suffire pour autoriser l'aut  
veau mariage, et qu'il ne  
sur la preuve positive du  
doctrine conforme à la rai

Le consul **Cambacérès**

Il propose de laisser l'a  
qu'à ce que le titre *des abs*  
ment arrêté.

Le citoyen **Tronchet**  
titre *des absents*, il y avai  
tive aux effets de l'absen  
riage, et qu'elle a été renv

Le citoyen **Boulay** di  
reusement tenu de suivr  
de l'absent, les dispositi  
biens ; car si la femme es  
le mari est aussi la propr

Le citoyen **Regnier** c

neut n'être qu'un résident

et cela pour  
ans, ils ne  
n, après un  
ente ans, et  
once l'envoi  
absent, et on  
reparaître.  
conspection  
ient de per-  
que le mari  
ouve encore  
it au moins  
ue l'absence  
ait des pré-

ne été plus  
de l'un des  
ne pouvait  
cter un nou-  
re admis que  
vait cru cette  
mœurs.  
ette opinion.  
suspens, jus-  
té définitive-

que, dans le  
position rela-  
pport au ma-  
e du mariage.  
est pas rigou-  
d du mariage  
ncernent ses  
riété du mari,  
femme.

l'absence, qui  
don criminel,  
n du contrat,  
se d'accorder  
, en effet, au-  
court; et ce-  
orsqu'il expi-  
ù une femme  
ait de raison.  
sque toujours  
s de fortune,  
femme et de  
que son ab-  
divorce pour  
and l'absent  
de sa femme

e d'ailleurs la  
nt chargée de  
rsqu'il a des  
son retour, si  
le ces enfants

les tribunaux  
ns d'absence,  
sumeraient la

établissant le  
ui vivant ni  
s cas où les  
ux présomp-  
mort de l'ab-  
uvé dans un  
On peut, dans  
te et son ma-  
e raison d'au-  
sque son ab-  
ris de concert  
ts communs.

Le citoyen **Thibaudeau** observe qu'on ne peut décider ces questions sans préjuger l'effet des présomptions à l'égard de l'absence, et qu'il conviendrait de les ajourner.

Le consul **Cambacérés** rappelle qu'il y a eu déjà un ajournement.

L'opinion du Consul, sur le fond, est qu'on doit avoir égard aux présomptions qui naissent des circonstances.

Le citoyen **Thibaudeau** dit que la section ne crut pas devoir adopter l'exception pour les incendies, naufrages ou batailles. Elle pensa qu'elle pouvait être dangereuse. Chez une nation qui a des armées considérables composées de citoyens de toutes classes, adopter aussi légèrement des présomptions de mort, ce serait compromettre souvent les intérêts des défenseurs de la patrie. Il vaut mieux confondre tous ces cas dans la règle générale, au risque de prendre quelquefois des précautions inutiles, pour conserver les droits d'un homme qui serait réellement mort. Il ne peut pas y avoir d'inconvénients à cette réserve; il y en aurait beaucoup à réputer mort un homme réellement vivant, et à agir pour tout ce qui le concerne d'après cette présomption. Le plus scandaleux de ces inconvénients serait d'autoriser le divorce d'une femme que son mari pourrait venir réclamer le lendemain entre les bras d'un autre époux.

Le citoyen **Regnier** dit qu'il est inutile d'ajourner la discussion de cet article, parce que la matière est suffisamment connue. On sait que les questions relatives à la vie ou à la mort des individus sont du nombre des questions d'État dont les tribunaux jugent d'après des preuves. Au surplus, on n'exposera pas les intérêts de l'absent, si l'on n'autorise le divorce que d'après des présomptions jugées.

Le citoyen **Portalis** dit que la présomption de mort, lorsqu'elle acquiert force de preuve par un jugement, n'est plus une simple cause de divorce, mais qu'elle rompt le mariage. *Montesquieu*, en parlant de la dissolution du mariage, dit qu'il serait trop rigoureux d'exiger des preuves positives dans les cas qui n'en comportent que de négatives.

Toutes ces questions de présomptions paraissent devoir être renvoyées au titre de l'absence.

Le conseil renvoie l'article au titre des absents.

Les articles 5 et 6 sont soumis à la discussion.

Le citoyen **Réal** dit que le résultat de l'article 5 serait de remettre en question ce qui a été admis en principe par le conseil; et qu'après avoir décidé que le divorce aurait lieu, le conseil, s'il adoptait l'article proposé, et s'il n'adoptait que cet article, prononcerait que l'usage du divorce serait interdit au plus grand nombre, à la presque totalité des citoyens.

L'adultère est, comme l'a dit le citoyen *Boulay*, la plus forte, la plus légitime, il faudrait dire peut-être la seule cause qui portera un homme honnête à demander le divorce.

L'article 1<sup>er</sup> lui permet, il est vrai, de demander le divorce sur ce motif; et on conçoit que quelques hommes qui auront perdu toute honte, auront le triste courage de profiter du moyen que la loi n'a pu leur refuser, et qu'ils introduiront, devant les tribunaux, une action en divorce fondée sur l'adultère.

Mais un homme qui n'est pas tout à fait insensible à l'honneur, avant de faire retentir les tribunaux des faits scandaleux qui prouveront l'adultère, pensera que le succès même de sa demande attirera sur lui la haine d'un sexe, le mé-

[ Disc. du projet de Code

quelque forme qu'on la dégrade le consentement mutuel des sévices qui seraient le divorce, et qui cacheraient du vice, quand il y aurait aveu mutuel, le tribunal fût tenu de sans examen.

Le citoyen **Regnaud** (dit que l'article ne produira en espère. Autrefois la séparation n'était prononcée sur le seul aveu du demandeur; il fallait aussi que le tribunal fût entendu; il fallait donc que le demandeur eût été énorme, puisque une femme pouvait l'attester. On n'avait pas besoin d'une procédure; et, comme autrefois, n'oserait se pourvoir, pour l'humiliation, qui poursuit le vice; il peut y avoir des faits allégués soient vrais, et impossible de les prouver.

Le citoyen **Boulay** dit qu'il y a publicité, puisque la procédure est publique; si l'on admet le consentement mutuel, le divorce sans cause.

Le citoyen **Bigot-Préau** dit que le consentement mutuel ne couvre pas le vice, le déshonneur de la femme; il faudra que la cause réelle soit connue, dont l'autorisation prononçant le divorce, elle ne peut pas le faire supposer qu'elle l'a fait.

Le **Premier Consul** dit que si l'on se diffame, les époux n'allaient pas se dire d'avoir des sévices, et se diront d'avoir le public n'apercevra que les époux se contenteront de

il voudrait  
et la preuve  
apparent du  
plus graves;  
ement mu-  
le divorce

(d'Angély)  
ffets qu'on  
ait pas pro-  
: il fallait  
e publique  
le scandale  
moins de-  
à ce point,  
le fait est  
malheureux  
e exposé à  
plus sûre-  
er que les  
dant il soit

ra point de  
crète; mais  
, on admet

que le con-  
comme on  
cause; car  
ue de la fa-  
aire; et en  
e publique,  
l'existe pas.  
r ne point  
ue la cause  
e divorce :  
se; car les  
en général  
Si ensuite  
devinent la  
ces bruits  
pparables à  
judiciaires.  
e d'un côté  
ns cause ne  
tre, les sé-  
sion devoir  
ulement de  
ulles pour-

que les sé-  
ils doivent  
le système  
e concours  
une erreur  
un effet au

adopté, sauf  
ix la ques-  
tés prouvés,  
uel des deux

nd que c'est  
que le con-  
fut un motif  
r les sévices

remier Con-

s'il ne serait  
le délai dont  
me les deux  
ce.

Le citoyen **Cretet** dit que ce concours de de-  
mandes équivaut au consentement mutuel.

Le **Premier Consul** dit que si le délai était  
nécessairement prolongé au delà d'un an, le mari  
aurait à craindre que la femme, à laquelle on ne  
peut plus assigner de retraite, telle qu'étaient  
autrefois les couvents, n'introduisit dans la fa-  
mille des enfants étrangers.

Le citoyen **Tronchet** répond que ces enfants  
n'appartiendraient au mari que dans le cas où la  
femme prouverait qu'il a cohabité avec elle.

Le consul **Cambacérés** dit que ces sortes de  
questions seront toujours décidées d'après les cir-  
constances; que si la position du mari est em-  
barrassante, d'un autre côté le mari pourrait aussi  
désavouer, par mauvaise foi, des enfants qui  
seraient vraiment de lui. Tout dépend donc des  
faits particuliers dans ces contestations. Mais il  
faut fixer la question principale, et prononcer  
d'une manière précise entre les deux opinions,  
dont une est de couvrir les causes du divorce par  
le consentement mutuel, l'autre de n'admettre en  
aucun cas le divorce par l'effet de ce consen-  
tement.

Le conseil adopte :

1° Que dans le cas de l'article 6 les deux époux  
pourront demander le divorce après un an de  
séparation, s'ils y consentent mutuellement;

2° Que la séparation pour sévices et mauvais  
traitements pourra être obtenue par un seul, lors-  
que les faits seront prouvés.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

#### SÉANCE

DU 26 VENDÉMAIRE AN X DE LA RÉPUBLIQUE.

(Dimanche 18 octobre 1801).

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Portalis** dit que la troisième ques-  
tion qu'il avait proposée dans la séance du 14 de  
ce mois est celle de savoir si la séparation de  
corps sera admise comme action parallèle à celle  
du divorce; que la marche de la discussion amène  
l'examen de cette question.

La séparation de corps relâche le lien du ma-  
riage, mais ne le rompt pas : les époux continuent  
de demeurer unis; la femme conserve le nom de  
son mari, et reste sous sa surveillance; si elle  
manque à l'honneur, il a contre elle l'action en  
adultère. Enfin la séparation a cet avantage que  
la réconciliation des époux est toujours possible.

Dans l'ancienne législation, la séparation était  
toujours prononcée pour un temps soit fixe, soit  
indéterminé, jamais à perpétuité : on eût craint  
de blesser le principe de l'indissolubilité absolue  
du mariage.

Les tribunaux demandent que la séparation de  
corps soit rétablie et marche parallèlement avec le  
divorce, afin de mettre à l'aise la conscience des  
personnes qui regardent le mariage comme indis-  
soluble.

Ce motif doit en effet la faire admettre. Cepen-  
dant l'usage de la séparation paraît rencontrer  
quelque difficulté, lorsque les deux époux n'ont  
pas les mêmes principes; que l'un croit à l'indis-  
solubilité absolue du mariage, que l'autre croit le  
divorce légitime : mais cette difficulté n'est pas  
réelle; car l'action en séparation ou en divorce  
sera au choix du demandeur, qui sera libre de  
suivre ces principes.

cilient pas avec l'usage d  
cette raison que la plupart  
mandé le rétablissement de  
et qu'elle est en usage m  
testants.

Le **Premier Consul** dit  
au Code pénal les dispositi  
de l'adultère, mais qu'il r  
à l'usage universel en laissa  
autrement la législation se  
qu'elle autoriserait une sé  
trait à la femme adultère d  
complice.

L'opinion du Consul est  
corps doit être admise pour  
échelon pour arriver au div  
dangereux de se borner à  
a adultère, et qu'il convien  
égard la législation ancienn

Le citoyen **Emmery** dit  
protestant, il n'hésitera pas  
tion en divorce dans le cas  
lors il est bon d'établir u  
femme; que si au contraire  
que, il prendra la voie de la  
duira à la séparation de co  
divorce; et alors on appliq  
peines de l'authentique. On  
maison de correction; et si  
son mari ne la reprend pas  
réclusion deviendra perpétu

Le citoyen **Roderer** obs  
de corps est proposée en fa  
qu'en conséquence il convie  
si leur croyance l'admet da  
L'affirmative est très-doute  
que la religion catholique a  
tion de corps pour cette ca

c'est pour  
ux ont de-  
n de corps;  
s pays pro-

it renvoyer  
châtiment  
as déroger  
ne impuni;  
orale, puis-  
qui permet-  
re avec son

paration de  
i comme un  
qu'il serait  
lorsqu'il y  
établir à cet

e mari est  
age de l'ac-  
ère, et qu'a-  
contre la  
est catholi-  
qui le con-  
qu'il y ait  
femme les  
ra dans une  
de deux ans  
rasée, et sa

a séparation  
catholiques;  
iner d'abord  
d'adultère.  
ne voit pas  
é la sépara-  
n'a avoué  
alors, et le  
quel amène  
a considéré  
tres crimes.  
a procédure  
e la cause;  
aura procé-  
ra adultère,  
ément parce

que la pros-  
s, et qu'il y  
e public ne  
le motif de

e crime d'a-  
ne demande  
a partie pu-  
e coupable;  
taire, si le  
re d'empoi-  
eut donc se  
la femme.  
ment éclair-

l y aura di-  
dit tout ce  
per ensuite  
à l'égard de  
se se trouve

il s'agit de  
domaine de  
la loi civile  
uites et les  
ondition de

chacun des époux ; qu'elle explique ce que de-  
viendra la femme, ce que deviendront les enfants.

Le citoyen **Portalis** dit que la section adopte  
cette idée.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne sait si le réta-  
blissement de la séparation, que les tribunaux  
ont demandé d'après des motifs peut-être plus  
spécieux que réels, est un remède absolument  
nécessaire.

En effet, la loi civile ne s'occupe point de ce  
qui se passe dans les consciences. Si elle n'auto-  
rise que le divorce seul, le catholique, qui ne  
verra que ce moyen de quitter son époux, l'em-  
ploiera ; et, pour obéir à ses principes, il ne con-  
tratera pas un mariage nouveau.

Le citoyen **Devalmes** observe que le mari, s'il  
est conséquent dans ses principes, craindra que son  
épouse soit moins scrupuleuse que lui ; et alors,  
pour ne lui pas donner une liberté qu'il ne croit  
pas légitime, il s'abstiendra de demander le di-  
vorce.

Le citoyen **Portalis** dit que la législation doit  
être concordante dans toutes ses parties. Elle con-  
sacre la liberté des cultes : or partout où cette li-  
berté existe, le divorce et la séparation ont été  
également établis, afin que chacun pût en user  
suivant sa conscience. La Prusse surtout a donné  
cet exemple, quoiqu'il ne s'y trouve que peu de  
catholiques.

Mais, dit-on, le catholique, en ne se remarquant  
pas, satisfait à sa conscience. Non, il n'y satisfait  
pas, puisque, par le divorce qu'il a obtenu, il  
donne à l'autre époux la faculté de méconnaître  
le principe de l'indissolubilité du mariage. Il se  
trouve même des personnes qui, sans professer  
la religion catholique, croient cependant que l'en-  
gagement du mariage ne peut se rompre ; ceux-  
là aussi aimeront mieux souffrir que d'induire  
l'autre époux dans l'erreur, et de lui donner la  
facilité de se remarier. Ainsi la liberté des opi-  
nions religieuses et la liberté des opinions morales  
réclament également la séparation de corps.

Au reste, les observations faites par le Premier  
Consul, sur le châtiment que peut mériter le crime  
des époux, sont infiniment sages, et l'on ne peut  
qu'y souscrire.

Le **Ministre de la Justice** observe que la  
question de savoir si l'adultère doit être puni cri-  
minellement, est indifférente à celle de savoir si  
l'adultère peut être un motif de séparation ; que  
la peine dans ce cas est extrinsèque à la demande  
en séparation, comme elle l'est à la demande en  
divorce ; que dans l'un et l'autre cas l'époux  
offensé ne demande qu'un remède civil ; sauf au  
ministère public à faire, pour l'intérêt de la loi,  
si elle l'y autorise, ce qu'il jugera convenable ;  
sauf même à l'époux offensé à prendre lui-même  
la voie criminelle, s'il veut obtenir la punition  
des coupables. Mais on ne peut refuser à l'époux,  
comme moyen de séparation, ce qu'on lui accorde  
comme moyen de divorce. On ne peut refuser le  
moins à celui à qui on accorde le plus.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il faut examiner  
avant tout si la cause d'adultère amènera directe-  
ment la dissolution du mariage, ou s'il faudra  
d'abord faire condamner l'époux coupable, afin  
que la condamnation devienne la preuve de la  
cause pour laquelle le divorce est demandé. Si ce  
dernier système était admis, il en résulterait que  
le tribunal pourrait absoudre la femme, et que  
cependant il resterait au mari des preuves et une  
conviction assez forte pour lui persuader qu'il ne  
peut plus vivre avec son épouse.

Aujourd'hui que la cause d'incompatibilité est



**[Disc. du projet de Code ci**

exposera devant le tribunal la demande; il représentera la cause, ou il indiquera les moyens utiles de faire entendre.

• Si le défendeur comparait aux observations, tant sur les faits demandeur que sur les actes et sur les témoins par lui indiqués de son chef, les témoins qu'il juge nécessaires à sa défense.

- Il sera dressé procès-verbaux, dires et observations que des aveux que l'une c faire. Le procès-verbal sera quises de le signer, et il se leur signature, ou de leur ne veulent ou ne peuvent s

Le tribunal ordonnera la procédure-verbal, et des actes : missaire du Gouvernement. rapporteur, et il ajournera l'aire à un jour fixe.

[illegible]

Le consul **Cambacérés** d'...

propagées deux fois au la

ises de sa  
qui l'ap-  
qu'il croira

posera ses  
gués par le  
ii produits  
indiquera,  
utiles ou

comparu-  
rties, ainsi  
e aura pu  
seront ren-  
ention de  
ou qu'elles

ication du  
s, au com-  
mettra un  
s à compa-

, le deman-  
et le citera

; il porte :  
onnance ci-  
ge commis,  
du Gouver-  
ande si elle  
loit, s'il la  
l admettra  
faits par  
reuve con-

cet article  
délibérera  
demande.  
ibunal est  
ns de non-  
mais que  
avec celle  
s de non-  
ande, sans  
e jugement  
tion de sa-

à rédaction  
puisqu'elle  
oncera sur

r rendre la  
que le dé-  
ceptions en

et 17 sont

la preuve  
s indiqués  
qui auront  
permis à  
s, à moins  
utorisée.  
oins seront  
ême juge-

ectivement  
ception de  
s pourront  
ies.

aison à ces

reçues en

« présence de trois juges au moins, du commis-  
« saire du Gouvernement et des parties, lesquel-  
« les pourront faire aux témoins telles observa-  
« tions et interpellations qu'elles jugeront à  
« propos, sans pouvoir les interrompre dans le  
« cours de leurs dépositions. Il sera dressé procès-  
« verbal de chaque déposition, des dires et obser-  
« vations des parties. Le procès-verbal, après sa  
« clôture, sera lu tant aux parties qu'aux témoins,  
« avec invitation aux uns et aux autres de le si-  
« gner. Il sera fait mention de leur signature, ou  
« de leur déclaration de ne vouloir ou de ne pou-  
« voir signer. »

Art. 13. « Soit que le défendeur ait comparu ou  
« non à ce procès-verbal, et qu'il ait présenté ou  
« non ses témoins, après la clôture des deux en-  
« quêtes ou de celle du demandeur seulement, le  
« tribunal indiquera le jour auquel il sera procédé  
« au jugement définitif sur le rapport d'un des  
« juges à ce commis. »

« Si le défendeur n'a point comparu, l'ordon-  
« nance qui indiquera le jour du jugement lui  
« sera signifiée à la diligence du demandeur, avec  
« citation de comparaître au jour indiqué. »

Art. 14. « Au jour indiqué pour le jugement, le  
« président fera de nouveau aux parties présentes,  
« ou à celle qui comparaitra, toutes les observa-  
« tions propres à opérer une réconciliation. »

Art. 15. « Si le demandeur persiste, le rapport  
« sera fait au tribunal par le juge commis : les  
« parties, si elles sont présentes, proposeront en-  
« suite leurs observations, après quoi, et le com-  
« missaire du Gouvernement entendu, les parties  
« et le commissaire se retireront pour laisser dé-  
« libérer les juges. »

Art. 16. « Le jugement définitif sera arrêté à  
« huis clos, et prononcé publiquement. Lorsqu'il  
« admettra le divorce, il n'en exprimera pas les  
« causes ; il autorisera seulement le demandeur  
« à se retirer devant l'officier de l'état civil pour  
« le faire prononcer. »

Art. 17. « En cas d'appel, soit du jugement qui  
« aurait refusé la permission de citer, soit de ce-  
« lui qui aurait ordonné ou refusé la preuve, soit  
« du jugement définitif, la cause sera instruite et  
« jugée à huis clos par le tribunal d'appel, sur le  
« rôle des affaires urgentes. »

L'article 18 est soumis à la discussion ; il porte :  
« Dans tous les actes de l'instruction sur une  
« demande en divorce, les parties ne pourront  
« se faire représenter par un fondé de pouvoir ;  
« elles pourront néanmoins être assistées d'un  
« avoué ou défenseur. »

« Il est défendu, dans l'instruction soit de pre-  
« mière instance, soit d'appel, de publier de part  
« ni d'autre aucun mémoire imprimé, à peine  
« de 1,000 francs d'amende, tant contre la partie  
« qui l'aura produit que contre chacun des si-  
« gnataires, auteurs et imprimeurs. »

Le consul **Cambacérés** pense qu'il ne fau-  
« drait pas interdire l'impression des défenses, parce  
« qu'il est possible que l'un des époux ait intérêt de  
« redresser l'opinion publique qu'on serait parvenu  
« à égarer. »

Le citoyen **Boulay** observe que ce serait rendre  
la contestation publique.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il voudrait  
qu'elle le fût ; que cette publicité serait un moyen  
d'amener plus sûrement les époux au divorce par  
consentement mutuel ; que d'ailleurs on se flatte  
vainement que la procédure sera secrète ; qu'il  
ne peut pas y avoir de mystère là où il y a tant  
de témoins. Le secret devrait être réservé pour la  
procédure primaire, pendant laquelle on peut en-

[Disc. du projet de Coe

« La femme sera tenue  
« sidence toutes les fois  
« faute d'en justifier, tout  
« pendue. »

Le citoyen **Portalis** dit  
ticle est de ménager la dé  
surveillance du mari.

Le consul **Cambacéré**  
incomplet, en ce qu'il ne po  
demande en divorce est fo

Le citoyen **Portalis** dit  
mun aux deux cas.

L'article est adopté sauf

L'article 3 est soumis à l

Art. 3. « Si la femme n'  
« sants pour fournir à sa  
« poursuite du divorce, le  
« une pension alimentaire  
« cultés du mari.

« Le mari ne sera tenu  
« sion qu'autant que la fem  
« constamment résidé dan  
« par le tribunal. »

Le consul **Cambacérés**  
ment qui accorde la pensio

Le citoyen **Portalis** rép  
entendu réserver cette facu

Le citoyen **Regnault** (d  
demande si ces mots, *re*  
quent aussi à la femme co  
dans ce cas, si sa pension  
sur la communauté, ou su  
du mari.

Le citoyen **Portalis** c  
s'étend à tous les cas où la  
cessaire.

Le citoyen **Tronchet** a

de cette ré-  
ta requise;  
sera sus-

t de cet ar-  
faciliter la

l'article est  
au cas où la  
mari.  
le est com-

il porte :  
venus suffi-  
pendant la  
il accordera  
née aux fa-

r cette pen-  
ra qu'elle a  
n indiquée

si le juge-  
t à l'appel.  
a section a  
i.

n-d'Angély)  
its, s'appli-  
biens, et,  
sera prise  
personnels

disposition  
que du né-

L'esprit de  
ne pension  
indistincte-  
sur les res-  
s biens qui

n; il porte :  
commune,  
droits, re-  
es meubles  
on.

avoir lieu,  
suspendra  
e, pour les  
évidents.

ivorce con-  
le scellés.  
l'apposition  
as examen.  
es articles  
autorisant  
scellés, on  
oser à leur  
agée à l'in-

dans quel  
on du mari.  
e sera tou-  
affaires,  
ne sûreté à  
dire dresser  
à fournir

à effet les  
la femme,  
es doivent  
is que ces

articles se bornent à autoriser l'apposition sans examen des droits de la femme, au lieu que l'article 5, par l'effet de sa rédaction, semble autoriser le mari à contester ces droits, pour échapper au scellé.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'expression *contester l'apposition* est vicieuse, et qu'il est préférable de dire *le mari s'opposera à l'apposition des scellés*.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que l'apposition des scellés doit avoir lieu nonobstant l'opposition du mari, afin que toute distraction devienne impossible pendant le référé qui sera introduit; sans cela le mari ne permettra jamais l'apposition des scellés, et pendant le délai qu'il se procurera il enlèvera les meilleurs effets, il dénaturera tout ce qui sera susceptible d'être changé de forme et caché. Alors les femmes ne trouveront qu'une communauté spoliée, et seront quelquefois réduites à la misère, tandis que leurs époux, du côté desquels pourront être les torts, vivront dans l'opulence.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'alors, comme dans le cas de la saisie de meubles, un huissier restera dans la maison, ou le juge de paix établira un gardien jusqu'après le référé, qui devra avoir lieu à l'instant.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) objecte que ces précautions ne suffiraient pas pour empêcher la soustraction d'un portefeuille qui pourrait renfermer des sommes considérables.

Le citoyen **Emmery** observe qu'un mari prévoit ordinairement qu'il va être exposé à l'apposition des scellés, et que s'il est de mauvaise foi, ses précautions sont prises avant le moment où le juge de paix se présente.

L'article est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés; ils sont ainsi conçus :

Art. 5. « Quand le mari contestera l'apposition des scellés ou lorsqu'il en demandera la mainlevée, le tribunal statuera, sauf l'appel. L'appel, dans ce cas, n'aura point d'effet suspensif. »

« Le tribunal d'appel statuera dans le mois. »

Art. 6. « La mainlevée des scellés sera toujours accordée, si le mari consent qu'il soit procédé à l'inventaire, et s'il présente une sûreté suffisante dans ses biens personnels, ou s'il offre une caution suffisante des droits apparents de la femme. »

L'article 7 est soumis à la discussion; il porte :

« A compter du jour de la demande en divorce, l'état de la communauté ne pourra être changé relativement à la femme, ni par les engagements que le mari pourra contracter, ni par les aliénations qu'il pourra faire. Le mari en devra la garantie à sa femme, et celle-ci aura action pour prévenir ou pour faire réparer les fraudes faites à son préjudice. »

Le citoyen **Regnier** demande au profit de qui tournera l'augmentation qui pourra survenir dans la communauté.

Il observe que cet article gênera beaucoup le mari dans l'administration de ses affaires.

Le citoyen **Portalis** répond que cependant, sans la précaution établie par cet article, on doit craindre beaucoup de fraudes; qu'au surplus il suffirait peut-être de dire que les actes frauduleux seront déclarés nuls.

L'article est adopté sauf rédaction.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire général du Conseil d'État.  
J. G. LOCRÉ.

naît pas la signature de l'acte a été reçu.

Le citoyen **Laenné** d  
saires du Gouvernement p  
aussi soumis aux peines q  
Cet article, en effet, est  
paraîtrait s'appliquer aux  
nement, à raison des fonc  
fiées par l'article 16. Une  
terait-elle pas atteinte à l  
dont ils sont revêtus?

Le consul **Cambacéré**  
anciennes ordonnances, le  
à des amendes, lorsqu'ils s  
dans l'exercice de leurs fo

Le citoyen **Béranger**  
toute sa force, si on l'aff  
de l'exécuter.

Les articles du chapitre

Le chapitre II est sou  
adopté ainsi qu'il suit :

#### CHAPITRE

##### *Des actes de*

Art. 22. « Les déclarati  
« faites dans les trois jour  
« l'officier de l'état civil d  
« présenté. »

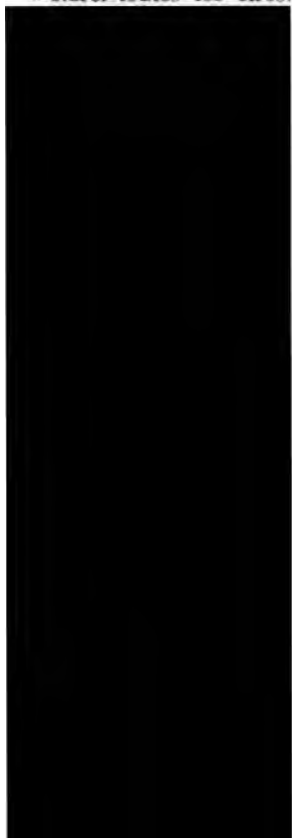
Art. 23. « La naissance  
« par le père, ou, à défaut  
« ciers de santé ou autre  
« assisté à l'accouchement  
« sera accouchée hors de  
« sonne chez qui elle sera

« L'acte de naissance s  
« présence de deux témoi

Art. 24. « L'acte de nais  
« l'heure et le lieu de la  
« l'enfant, et les prénoms  
« les prénoms, noms, pro  
« père et mère, et ceux de

Art. 25. « Toute person  
« enfant nouveau-né, sera  
« l'officier de l'état civil,  
« et autres effets trouvés

« clarer toutes les circon



ic par lequel

les commis-  
sionnaires seront  
régis par l'article 17.  
absolu, qu'il  
s du Gouver-  
neur sont con-  
dition ne por-  
lu caractère

suivant les  
sient soumis  
nt négligents

la loi perd  
ne dispense

és.  
discussion et

sance seront  
ouchement, à  
fant lui sera

sera déclarée  
par les offi-  
s qui auront  
que la mère  
le, par la per-

de suite, en

icera le jour,  
e, le sexe de  
ont donnés ;  
domicile des

ra trouvé un  
le remettre à  
es vêtements  
nt, et de dé-  
temps et du

bal détaillé,  
t de l'enfant,  
donnés, l'au-  
s. Le procès-

nt un voyage  
essé dans les  
du père, s'il  
ris parmi les  
éfaut, parmi  
sera rédigé,  
par l'officier  
sur les bâti-  
ou négociant,  
n du navire.  
à la suite du

ttiment abor-  
toute autre  
ent, les offi-  
e, capitaine,  
déposer deux  
de naissance  
un port fran-  
scription mari-  
re les mains  
ommerciales.

« L'une de ces expéditions restera déposée au  
« bureau de l'inscription maritime, ou à la chan-  
« cellerie du commissariat ; l'autre sera envoyée  
« au ministre de la marine, qui fera parvenir une  
« copie, de lui certifiée, de chacun desdits actes,  
« à l'officier de l'état civil du domicile du père  
« de l'enfant, ou de la mère si le père est incon-  
« nu. Cette copie sera inscrite de suite sur les  
« registres. »

Art. 28. « A l'arrivée du bâtiment dans le port  
« du désarmement, le rôle d'équipage sera déposé  
« au bureau du préposé à l'inscription maritime,  
« qui enverra une expédition de l'acte de nais-  
« sance, de lui signée, à l'officier de l'état civil  
« du domicile du père de l'enfant, ou de la mère  
« si le père est inconnu. Cette expédition sera  
« inscrite de suite sur les registres. »

Art. 29. « L'acte de reconnaissance d'un enfant  
« sera inscrit sur les registres, à sa date ; et il en  
« sera fait mention en marge de l'acte de nais-  
« sance, s'il en existe un.

Le chapitre III est soumis à la discussion, et  
adopté ainsi qu'il suit :

### CHAPITRE III.

#### *Des actes de mariage.*

Art. 30. « Avant la célébration du mariage, l'of-  
« ficier de l'état civil fera deux publications, à  
« huit jours d'intervalle, un jour de dimanche,  
« devant la porte de la maison commune. Ces pu-  
« blications, et l'acte qui en sera dressé, énonce-  
« ront les prénoms, noms, professions et domi-  
« ciles des futurs époux, leur qualité de majeurs  
« ou de mineurs, et les prénoms, noms, profes-  
« sions et domiciles de leurs pères et mères. Cet  
« acte énoncera, en outre, les jours, lieux et  
« heures où les publications auront été faites : il  
« sera inscrit sur un seul registre, qui sera coté  
« et paraphé comme il est dit en l'article 8, et  
« déposé, à la fin de chaque année, au greffe du  
« tribunal de l'arrondissement. »

Art. 31. « Un extrait de l'acte de publication  
« sera et restera affiché à la porte de la maison  
« commune pendant les huit jours d'intervalle de  
« l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra  
« être célébré avant le troisième jour, depuis et  
« non compris celui de la seconde publication. »

Art. 32. « Si le mariage n'a pas été célébré  
« dans l'année, à compter de l'expiration du délai  
« des publications, il ne pourra plus être célébré  
« qu'après que de nouvelles publications auront  
« été faites dans la forme ci-dessus prescrite. »

Art. 33. « Les actes d'opposition au mariage  
« seront signés, sur l'original et sur la copie, par  
« les opposants ou par leurs fondés de procuration  
« spéciale et authentique ; ils seront signifiés, avec  
« la copie de la procuration, à la personne ou au  
« domicile des parties, et à l'officier de l'état ci-  
« vil, qui mettra son visa sur l'original. »

Art. 34. « L'officier de l'état civil fera, sans dé-  
« lai, une mention sommaire des oppositions sur  
« le registre des publications ; il fera aussi men-  
« tion, en marge de l'inscription desdites opposi-  
« tions, des jugements ou des actes de mainlevée  
« dont l'expédition lui aura été remise. »

Art. 35. « En cas d'opposition, l'officier de l'état  
« civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on  
« lui en ait remis la mainlevée, sous peine de  
« trois cents francs d'amende, et de tous dom-  
« mages-intérêts. »

Art. 36. « S'il n'y a point d'opposition, il en  
« sera fait mention dans l'acte de mariage ; et si  
« les publications ont été faites dans plusieurs  
« communes, les parties remettront un certificat.

de la personne décédée. Cette e:  
inscrite de suite sur les registres.  
Le citoyen **Truguet** demande,  
53 et 54, comment les décès se  
us le cas où un bâtiment aura pé  
Le citoyen **ThibaudEAU** répond  
rconstances ne fourniront pas de n  
glera par les dispositions relativ  
Les articles du chapitre sont ado  
Le chapitre 5 est soumis à la disi  
nsi conçu :

#### CHAPITRE V.

*Des actes de l'état civil concernant  
hors du territoire de la Rép*

Art. 55. « Les actes de l'état civi  
territoire de la République, conce  
litaires ou autres personnes et  
suite des armées, seront rédigés d  
prescrites par les dispositions préc  
les exceptions contenues dans les  
vants. »

Art. 56. « Le quartier-maitre, dans  
d'un ou plu urs b illons ou

ncierges ou  
ui s'y trans-  
47, et rédi-

ort violente,  
éclution, ou  
ur les regis-  
ances, et les  
édigés dans  
i. »

t un voyage  
s les vingt-  
témoins pris  
1, à leur dé-  
age. Cet acte  
ats de l'Etat,  
a marine; et  
in négociant  
re ou patron  
rit à la suite

timent abor-  
e autre cause  
s officiers de  
taine, maître  
les de décès,  
ditions, con-

port du dé-  
a déposé au  
maritime; il  
de décès, de  
du domicile  
édition sera

sur les arti-  
ont constatés  
i.

ue quand les  
uves, tout se  
aux absents.  
és.

mission; il t

les militaires  
lique.

faits hors du  
nant des mi-  
ployées à la  
s les formes  
dentes, sauf  
articles sui-

chaque corps  
adrons, et le  
autres corps,  
de l'état ci-  
mplies, pour  
les employés  
vues attaché

le corps de  
d'état civil  
et un autre  
corps d'ar-

officiers  
tres se-

s. et -

" 6

Art. 58. « Les registres seront cotés et paraphés,  
« dans chaque corps, par l'officier qui le com-  
« mande ; et à l'état-major, par le chef de l'état-  
« major général. »

Art. 59. « Les déclarations de naissance à l'ar-  
« mée seront faites dans les dix jours qui suivront  
« l'accouchement. »

Art. 60. « L'officier chargé de la tenue du re-  
« gistre de l'état civil devra, dans les dix jours  
« qui suivront l'inscription d'un acte de naissance  
« audit registre, en adresser un extrait à l'offi-  
« cier de l'état civil du dernier domicile du père  
« de l'enfant, ou de la mère si le père est inconnu. »

Art. 61. « Les publications de mariage des mi-  
« litaires et employés à la suite des armées se-  
« ront faites au lieu de leur domicile : elles se-  
« ront mises, en outre, vingt-cinq jours avant la  
« célébration du mariage, à l'ordre du jour du  
« corps, pour les individus qui tiennent à un  
« corps ; et à celui de l'armée ou du corps d'armée,  
« pour les officiers sans troupes, et pour les em-  
« ployés qui en font partie. »

Art. 62. « Immédiatement après l'inscription  
« sur le registre de l'acte de célébration du ma-  
« riage, l'officier chargé de la tenue du registre  
« en enverra une expédition à l'officier de l'état  
« civil du dernier domicile des époux. »

Art. 63. « Les actes de décès seront dressés  
« dans chaque corps, par le quartier-maître ; et  
« pour les officiers sans troupes et les employés,  
« par l'inspecteur aux revues de l'armée, sur  
« l'attestation de trois témoins ; et l'extrait de ces  
« registres sera envoyé, dans les dix jours, à l'of-  
« ficier de l'état civil du dernier domicile du dé-  
« cédé. »

Art. 64. « En cas de décès dans les hôpitaux  
« militaires ambulants ou sédentaires, l'acte en  
« sera rédigé par le directeur desdits hôpitaux,  
« et envoyé au quartier-maître du corps, ou à  
« l'inspecteur aux revues de l'armée ou du corps  
« d'armée dont le décédé faisait partie : ces offi-  
« ciers en feront parvenir une expédition à l'offi-  
« cier de l'état civil du dernier domicile du dé-  
« cédé. »

Art. 65. « L'officier de l'état civil du domicile  
« des parties auquel il aura été envoyé de l'ar-  
« mée expédition d'un acte de l'état civil, sera  
« tenu de l'inscrire de suite sur les registres. »

Le citoyen **Pottet** dit que les quartiers-maîtres  
ont des fonctions trop multipliées pour qu'ils  
puissent encore s'occuper de la rédaction des ac-  
tes de l'état civil ; que cette attribution apparte-  
nait précédemment aux majors, et qu'il serait  
conséquemment plus convenable d'en charger le  
chef de bataillon ou d'escadron, qui remplace le  
major dans les corps à pied et à cheval.

Le citoyen **Thibaudon** observe que l'article  
55 a été rédigé d'après l'avis de la section de la  
guerre.

Les articles du chapitre sont adoptés.

Le chapitre VI est adopté ; il est ainsi conçu :

#### CHAPITRE VI.

##### *De la rectification des actes de l'état civil.*

Art. 66. « Lorsque la rectification d'un acte de  
« l'état civil sera demandée, il y sera statué, sauf  
« l'appel, par le tribunal compétent, et sur les  
« conclusions du commissaire du Gouvernement :  
« les parties intéressées seront appelées, s'il y a  
« lieu. »

Art. 67. « Le jugement de rectification ne pourra,  
« dans aucun temps, être opposé aux parties in-  
« téressées qui ne l'auraient point requis, ou qui  
« n'y auraient pas été appelées. »



[Disc. du projet de Code c

- « justifiée ; sinon, il admettr
- « preuve des faits par lui al
- « deur à la preuve contraire.

Art. 21. « A chaque acte  
« ties pourront, après le rapp  
« que le commissaire du Go  
« la parole, proposer ou fi  
« moyens respectifs, d'abord  
« recevoir, et ensuite sur le  
« cun cas, le conseil du dema  
« si le demandeur n'est pas  
« sonne. »

Art. 22. « Aussitôt après  
« jugement qui ordonnera le  
« fier du siège donnera lect  
« procès-verbal qui contient  
« faite des témoins que les  
« de faire entendre. Elles se  
« président, qu'elles peuvent  
« d'autres, mais qu'après ce  
« seront plus reçues. »

Art. 23. « Les parties propo  
« reproches respectifs contre  
« voudront écarter. Le tribu  
« reproches, après avoir ente  
« du Gouvernement. »

Art. 24. « Les parents des p  
« de leurs enfants et descen  
« reprochables du chef de l  
« que les domestiques des  
« cette qualité ; mais le tril  
« que de raison aux dépos  
« des domestiques. »

Art. 25. « Tout jugement  
« preuve testimoniale, dénc  
« qui seront entendus, et dé  
« l'heure auxquels les parti

...demandeur a la  
...le défen-  
...se, les par-  
...ge, et avant  
...ait pris  
...poser leurs  
...ins de non-  
...ais, en au-  
...sera admis,  
...ant en per-

...onciation du  
...es, le gref-  
...la partie du  
...ination déjà  
...se proposent  
...erties par le  
...en désigner  
...elles n'y

...e suite leurs  
...oins qu'elles  
...uera sur ces  
...commissaire

...à l'exception  
...ne sont pas  
...té, non plus  
...en raison de  
...ara tel égard  
...es parents et

...admettra une  
...les témoins  
...era le jour et  
...ront les pré-

...moins seront  
...clos, en pré-  
...nement, des  
...mis, jusqu'au

...ou par leurs  
...ins telles ob-  
...elles jugeront  
...ns les inter-  
...ositions. »

...a rédigée par  
...rvations aux-  
...procès-verbal  
...s qu'aux par-  
...requis de le  
...leur signa-  
...ne peuvent

...enquêtes.  
...fendeur n'a  
...al renverra  
...ont il indi-  
...a la commu-  
...missaire du  
...rapporteur.  
...défendeur, à  
...vingt-quatre

...gement défi-  
...ge commis :  
...t, par elles-  
...nseils, telles  
...iles à leur  
...du Gouver-  
...ra prononcé

« publiqueme  
« demandeur  
« ficier de l'ét  
Art. 32. « L  
« été formée  
« graves, enco  
« n'admettron  
« mais avant  
« demander  
« mari, sans  
« juge à propo  
« payer une p  
« ses facultés  
« revenus suff

Art. 33. « A  
« parties ne  
« pourra faire  
« bunal dans  
« prononcer  
« admettra le

Art. 34. « L  
« la raison qu  
« peine infan  
« ver consiste  
« une expédi  
« condamnat  
« minel porta  
« susceptible  
« légale. »

Art. 35. « F  
« préparatoir  
« de première  
« cause sera  
« d'appel, su

Art. 36. « F  
« dernier res  
« qui autoris  
« tenu sera  
« de deux m  
« l'autre part  
« noncer le d  
« néfice du j  
« avenu si l'e  
« le délai ci-  
La section

*Des mesures  
lieu la den  
terminée.*

Art. 37. « L  
« fants rester  
« en divorce  
« ordonné pa  
« la mère, so  
« du Gouver  
« des enfants

Art. 38. « F  
« resse en di  
« mari penda  
« revenus su  
« exiger une  
« aux faculté  
« maison dar  
« résider, et  
« le mari ser

Art. 39. « L  
« résidence c  
« fois qu'elle  
« justification  
« alimentaire  
« en divorce  
« continuer a

cilient pas avec l'usage du cette raison que la plupart d mandé le rétablissement de la et qu'elle est en usage même testants.

Le **Premier Consul** dit au Code pénal les dispositions de l'adultère, mais qu'il ne à l'usage universel en laissant autrement la législation se qu'elle autoriserait une séparation à la femme adultère d'complice.

L'opinion du Consul est que le corps doit être admise pour s échelon pour arriver au divorce dangereux de se borner à l'adultère, et qu'il convient égard la législation ancienne.

Le citoyen **Emmery** dit protestant, il n'hésitera pas à l'union en divorce dans le cas d lors il est bon d'établir une femme; que si au contraire que, il prendra la voie de la duira à la séparation de corps divorce; et alors on applique peines de l'authentique. On l' maison de correction; et si son mari ne la reprend pas, réclusion deviendra perpétuelle.

Le citoyen **Roderer** observe de corps est proposée en faveur qu'en conséquence il convient si leur croyance l'admet dans L'affirmative est très-douteuse que la religion catholique ait l'union de corps pour cette cause que la procédure criminelle qu séquestre de la femme condamne une séparation de fait. En cela le crime d'adultère que comm

c'est pour  
x ont de-  
de corps;  
pays pro-

renvoyer  
châtiment  
s déroger  
e impuni;  
rale, puis-  
ni permet-  
e avec son

aration de  
comme un  
qu'il serait  
lorsqu'il y  
tablir à cet

mari est  
ge de l'ac-  
re, et qu'a-  
contre la  
est catholi-  
qui le con-  
qu'il y ait  
femme les  
a dans une  
e deux ans  
rasée, et sa

séparation  
atholiques;  
ner d'abord  
d'adultère.  
ne voit pas  
la sépara-  
n'a avoué  
alors, et le  
quel amène  
a considéré  
res crimes.  
a procédure  
la cause;  
aura procé-  
ra adultère,  
ment parce

que la pros-  
et qu'il y  
public ne  
le motif de

crime d'a-  
ne demande  
partie pu-  
coupable;  
faire, si le  
d'empoit-  
t donc se  
femme.  
ent éclair-

Y aura di-  
t tout ce  
er ensuite  
l'égard de  
se trouve

l s'agit de  
omaine de  
a loi civile  
ites et les  
adition de

chacun des époux ; qu'elle explique ce que de-  
viendra la femme, ce que deviendront les enfants.

Le citoyen **Portalis** dit que la section adopte  
cette idée.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne sait si le réta-  
blissement de la séparation, que les tribunaux  
ont demandé d'après des motifs peut-être plus  
spécieux que réels, est un remède absolument  
nécessaire.

En effet, la loi civile ne s'occupe point de ce  
qui se passe dans les consciences. Si elle n'auto-  
rise que le divorce seul, le catholique, qui ne  
verra que ce moyen de quitter son époux, l'em-  
ploiera ; et, pour obéir à ses principes, il ne con-  
tractera pas un mariage nouveau.

Le citoyen **Devalmes** observe que le mari, s'il  
est conséquent dans ses principes, craindra que son  
épouse soit moins scrupuleuse que lui ; et alors,  
pour ne lui pas donner une liberté qu'il ne croit  
pas légitime, il s'abstiendra de demander le di-  
vorce.

Le citoyen **Portalis** dit que la législation doit  
être concordante dans toutes ses parties. Elle con-  
sacre la liberté des cultes : or partout où cette li-  
berté existe, le divorce et la séparation ont été  
également établis, afin que chacun pût en user  
suivant sa conscience. La Prusse surtout a donné  
cet exemple, quoiqu'il ne s'y trouve que peu de  
catholiques.

Mais, dit-on, le catholique, en ne se remariant  
pas, satisfait à sa conscience. Non, il n'y satisfait  
pas, puisque, par le divorce qu'il a obtenu, il  
donne à l'autre époux la faculté de méconnaître  
le principe de l'indissolubilité du mariage. Il se  
trouve même des personnes qui, sans professer  
la religion catholique, croient cependant que l'en-  
gagement du mariage ne peut se rompre ; ceux-  
là aussi aimeront mieux souffrir que d'induire  
l'autre époux dans l'erreur, et de lui donner la  
facilité de se remarier. Ainsi la liberté des opi-  
nions religieuses et la liberté des opinions morales  
réclament également la séparation de corps.

Au reste, les observations faites par le Premier  
Consul, sur le châtiment que peut mériter le crime  
des époux, sont infiniment sages, et l'on ne peut  
qu'y souscrire.

Le **Ministre de la Justice** observe que la  
question de savoir si l'adultère doit être puni cri-  
minellement, est indifférente à celle de savoir si  
l'adultère peut être un motif de séparation ; que  
la peine dans ce cas est extrinsèque à la demande  
en séparation, comme elle l'est à la demande en  
divorce ; que dans l'un et l'autre cas l'époux  
offensé ne demande qu'un remède civil ; sauf au  
ministère public à faire, pour l'intérêt de la loi,  
si elle l'y autorise, ce qu'il jugera convenable ;  
sauf même à l'époux offensé à prendre lui-même  
la voie criminelle, s'il veut obtenir la punition  
des coupables. Mais on ne peut refuser à l'époux,  
comme moyen de séparation, ce qu'on lui accorde  
comme moyen de divorce. On ne peut refuser le  
moins à celui à qui on accorde le plus.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il faut examiner  
avant tout si la cause d'adultère amènera directe-  
ment la dissolution du mariage, ou s'il faudra  
d'abord faire condamner l'époux coupable, afin  
que la condamnation devienne la preuve de la  
cause pour laquelle le divorce est demandé. Si ce  
dernier système était admis, il en résulterait que  
le tribunal pourrait absoudre la femme, et que  
cependant il resterait au mari des preuves et une  
conviction assez forte pour lui persuader qu'il ne  
peut plus vivre avec son épouse.

Aujourd'hui que la cause d'incompatibilité est

[Disc. du projet de Code

exposera devant le tribunal  
demande; il représentera  
puient, ou il indiquera les  
utiles de faire entendre.

« Si le défendeur comparait  
observations, tant sur les  
demandeur que sur les a  
et sur les témoins par lui i  
de son chef, les témoins q  
nécessaires à sa défense.

« Il sera dressé procès-ve  
tions, dires et observation  
que des aveux que l'une  
faire. Le procès-verbal ser  
quises de le signer, et il  
leur signature, ou de leu  
ne veulent ou ne peuvent

« Le tribunal ordonnera l  
procès-verbal, et des acte  
missaire du Gouvernemen  
rapporteur, et il ajournera  
raître à un jour fixe.

« Si le défendeur n'a point  
leur lui fera signifier l'ord  
i comparaitre au jour indic

L'article 9 est soumis à la c  
Art. 9. « Au jour indiqué  
dessus, sur le rapport fait  
et après avoir ouï le com  
nement, le tribunal rejette  
lui paraît non recevable, i  
trouve suffisamment just  
le demandeur à faire pr  
lui allégués, et le défende  
traire. »

Le consul **Cambacérés**

nable présenter l'idée que l

ses de sa  
qui l'ap-  
il croira

osera ses  
ués par le  
i produits  
indiquera,  
utiles ou

comparu-  
ties, ainsi  
aura pu  
seront re-  
ention de  
n qu'elles

ication du  
s, au com-  
mettra un  
s à compa-

le deman-  
et le citera

; il porte :  
nnance ci-  
e commis,  
lu Gouver-  
nde si elle  
roit, s'il la  
l admettra  
faits par  
euve con-

cet article  
délibérera  
demande.  
ibunal est  
is de non-  
mais que  
avec celle  
is de non-  
ande, sans  
jugement  
ion de sa-

redaction  
isqu'elle  
icrera sur

rendre la  
ue le dé-  
eptions en

et 17 sont

la preuve  
indiqués  
qui auront  
permis à  
s, à moins  
utorisée.

ins seront  
éme juge-

ectivement  
ception de  
pourront  
es.

aison à ccs

reçues en

« présence de trois juges au moins, du commis-  
« saire du Gouvernement et des parties, lesquel-  
« les pourront faire aux témoins telles observa-  
« tions et interpellations qu'elles jugeront à  
« propos, sans pouvoir les interrompre dans le  
« cours de leurs dépositions. Il sera dressé procès-  
« verbal de chaque déposition, des dires et obser-  
« vations des parties. Le procès-verbal, après sa  
« clôture, sera lu tant aux parties qu'aux témoins.  
« avec invitation aux uns et aux autres de le si-  
« gner. Il sera fait mention de leur signature, ou  
« de leur déclaration de ne vouloir ou de ne pou-  
« voir signer. »

Art. 13. « Soit que le défendeur ait comparu ou  
« non à ce procès-verbal, et qu'il ait présenté ou  
« non ses témoins, après la clôture des deux eu-  
« quêtes ou de celle du demandeur seulement, le  
« tribunal indiquera le jour auquel il sera procédé  
« au jugement définitif sur le rapport d'un des  
« juges à ce commis.

« Si le défendeur n'a point comparu, l'ordon-  
« nance qui indiquera le jour du jugement lui  
« sera signifiée à la diligence du demandeur, avec  
« citation de comparaître au jour indiqué. »

Art. 14. « Au jour indiqué pour le jugement, le  
« président fera de nouveau aux parties présentes,  
« ou à celle qui comparaitra, toutes les observa-  
« tions propres à opérer une réconciliation.

Art. 15. « Si le demandeur persiste, le rapport  
« sera fait au tribunal par le juge commis : les  
« parties, si elles sont présentes, proposeront en-  
« suite leurs observations, après quoi, et le com-  
« missaire du Gouvernement entendu, les parties  
« et le commissaire se retireront pour laisser dé-  
« libérer les juges. »

Art. 16. « Le jugement définitif sera arrêté à  
« huis clos, et prononcé publiquement. Lorsqu'il  
« admettra le divorce, il n'en exprimera pas les  
« causes; il autorisera seulement le demandeur  
« à se retirer devant l'officier de l'état civil pour  
« le faire prononcer. »

Art. 17. « En cas d'appel, soit du jugement qui  
« aurait refusé la permission de citer, soit de ce-  
« lui qui aurait ordonné ou refusé la preuve, soit  
« du jugement définitif, la cause sera instruite et  
« jugée à huis clos par le tribunal d'appel, sur le  
« rôle des affaires urgentes. »

L'article 18 est soumis à la discussion; il porte :  
« Dans tous les actes de l'instruction sur une  
« demande en divorce, les parties ne pourront  
« se faire représenter par un fondé de pouvoir;  
« elles pourront néanmoins être assistées d'un  
« avoué ou défenseur.

« Il est défendu, dans l'instruction soit de pre-  
« mière instance, soit d'appel, de publier de part  
« ni d'autre aucun mémoire imprimé, à peine  
« de 1,000 francs d'amende, tant contre la partie  
« qui l'aura produit que contre chacun des si-  
« gnataires, auteurs et imprimeurs. »

Le consul **Cambacérés** pense qu'il ne fau-  
« drait pas interdire l'impression des défenses, parce  
« qu'il est possible que l'un des époux ait intérêt de  
« redresser l'opinion publique qu'on serait parvenu  
« à égarer.

Le citoyen **Boulay** observe que ce serait rendre  
la contestation publique.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il voudrait  
qu'elle le fût; que cette publicité serait un moyen  
d'amener plus sûrement les époux au divorce par  
consentement mutuel; que d'ailleurs on se flatte  
vainement que la procédure sera secrète; qu'il  
ne peut pas y avoir de mystère là où il y a tant  
de témoins. Le secret devrait être réservé pour la  
procédure primaire, pendant laquelle on peut en-

-----  
e citoyen **Portalis** dit que  
nd à tous les cas où la femme  
aire.

e citoyen **Tronchet** ajoute c  
icle étant d'assurer à la femme  
entaire, cette pension sera pri  
t sur les revenus de la femme  
is du mari, en un mot sur tou  
ront la fournir.

article est adopté.

article 4 est soumis à la discu  
La femme, commune ou r  
ourra, pour la conservation de  
rérir l'apposition des scellés

effets dont le mari est en pos

L'apposition des scellés pou  
ème dans les cas où le tribu  
dmission de la demande en di  
uses prévues dans les articles p  
Le tribunal saisi de la demande e  
tra de la demande en appositio

citoyen **Regnier** demande  
cellés sera accordée par le juge  
citoyen **Tr**                    f répond au

e ré-  
uise;  
sus-  
t ar-  
er la  
e est  
où la  
com-  
orte :  
suffi-  
at la  
dera  
x fa-  
pen-  
lle a  
quée  
uge-  
appel.  
on a  
gély)  
appli-  
s, et,  
prise  
nels  
ition  
né-  
t de  
sion  
acte-  
re-  
qui  
orte :  
me,  
re-  
bles  
ieu,  
dra  
les  
con-  
és.  
tion  
en.  
cles  
sant  
on  
leur  
in-  
quel  
ari.  
ou-  
res,  
té à  
sser  
nir  
les  
me,  
cés

articles se bornent à autoriser l'apposition sans examen des droits de la femme, au lieu que l'article 5, par l'effet de sa rédaction, semble autoriser le mari à contester ces droits, pour échapper au scellé.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'expression *contester l'apposition* est vicieuse, et qu'il est préférable de dire *le mari s'opposera à l'apposition des scellés*.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que l'apposition des scellés doit avoir lieu nonobstant l'opposition du mari, afin que toute distraction devienne impossible pendant le référé qui sera introduit; sans cela le mari ne permettra jamais l'apposition des scellés, et pendant le délai qu'il se procurera il enlèvera les meilleurs effets, il dénaturera tout ce qui sera susceptible d'être changé de forme et caché. Alors les femmes ne trouveront qu'une communauté spoliée, et seront quelquefois réduites à la misère, tandis que leurs époux, du côté desquels pourront être les torts, vivront dans l'opulence.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'alors, comme dans le cas de la saisie de meubles, un huissier restera dans la maison, ou le juge de paix établira un gardien jusqu'après le référé, qui devra avoir lieu à l'instant.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) objecte que ces précautions ne suffiraient pas pour empêcher la soustraction d'un portefeuille qui pourrait renfermer des sommes considérables.

Le citoyen **Emmery** observe qu'un mari prévoit ordinairement qu'il va être exposé à l'apposition des scellés, et que s'il est de mauvaise foi, ses précautions sont prises avant le moment où le juge de paix se présente.

L'article est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés; ils sont ainsi conçus :

Art. 5. « Quand le mari contestera l'apposition des scellés ou lorsqu'il en demandera la mainlevée, le tribunal statuera, sauf l'appel. L'appel, dans ce cas, n'aura point d'effet suspensif.

« Le tribunal d'appel statuera dans le mois. »

Art. 6. « La mainlevée des scellés sera toujours accordée, si le mari consent qu'il soit procédé à l'inventaire, et s'il présente une sûreté suffisante dans ses biens personnels, ou s'il offre une caution suffisante des droits apparents de la femme. »

L'article 7 est soumis à la discussion; il porte : « A compter du jour de la demande en divorce, l'état de la communauté ne pourra être changé relativement à la femme, ni par les engagements que le mari pourra contracter, ni par les aliénations qu'il pourra faire. Le mari en devra la garantie à sa femme, et celle-ci aura action pour prévenir ou pour faire réparer les fraudes faites à son préjudice. »

Le citoyen **Regnier** demande au profit de qui tournera l'augmentation qui pourra survenir dans la communauté.

Il observe que cet article gênera beaucoup le mari dans l'administration de ses affaires.

Le citoyen **Portalis** répond que cependant, sans la précaution établie par cet article, on doit craindre beaucoup de fraudes; qu'au surplus il suffirait peut-être de dire que les actes frauduleux seront déclarés nuls.

L'article est adopté sauf rédaction.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État.*  
J. G. LOCRE.



[Disc. du projet de Code

nait pas la signature de l'officier de l'acte a été reçu.

Le citoyen **Lacour** des saires du Gouvernement pr aussi soumis aux peines qu Cet article, en effet, est t paraîtrait s'appliquer aux co nement, à raison des foncti fiées par l'article 16. Une te terait-elle pas atteinte à la dont ils sont revêtus?

Le consul **Cambacérès** anciennes ordonnances, les à des amendes, lorsqu'ils se dans l'exercice de leurs fon

Le citoyen **Béranger** a toute sa force, si on l'affai de l'exécuter.

Les articles du chapitre s

Le chapitre II est soum adopté ainsi qu'il suit :

#### CHAPITRE

##### *Des actes de n*

Art. 22. « Les déclaration  
« faites dans les trois jours  
« l'officier de l'état civil du  
« présenté. »

Art. 23. « La naissance d  
« par le père, ou, à défaut  
« ciers de santé ou autres  
« assisté à l'accouchement  
« sera accouchée hors de s  
« sonne chez qui elle sera

« L'acte de naissance se  
« présence de deux témoin

Art. 24. « L'acte de naiss

le par lequel

les commis-  
saires seront  
l'article 17.  
absolu, qu'il  
du Gouver-  
nement sont con-  
dition ne por-  
tât caractère

suivant les  
lois sont soumis  
à négligents

la loi perd  
sa dispense

3.  
discussion et

ance seront  
richement, à  
fant lui sera

era déclarée  
par les offi-  
ciers qui auront  
eu la mère  
de, par la per-

de suite, en

cera le jour,  
le sexe de  
ont donnés ;  
domicile des

a trouvé un  
e remettre à  
ses vêtements  
et de dé-  
temps et du

bal détaillé,  
et de l'enfant,  
donnés, l'au-  
tre. Le procès-

at un voyage  
essé dans les  
du père, s'il  
est parmi les  
enfant, parmi  
sera rédigé,  
par l'officier  
sur les bâti-  
ments négociant,  
du navire.  
à la suite du

timent abor-  
toute autre  
ent, les offi-  
ciers, capitaine,  
déposer deux  
de naissance  
un port fran-  
cisé maritime  
re les mains  
commerciales.

« L'une de ces expéditions restera déposée au  
« bureau de l'inscription maritime, ou à la chan-  
« cellerie du commissariat ; l'autre sera envoyée  
« au ministre de la marine, qui fera parvenir une  
« copie, de lui certifiée, de chacun desdits actes,  
« à l'officier de l'état civil du domicile du père  
« de l'enfant, ou de la mère si le père est incon-  
« nu. Cette copie sera inscrite de suite sur les  
« registres. »

Art. 28. « A l'arrivée du bâtiment dans le port  
« du désarmement, le rôle d'équipage sera déposé  
« au bureau du préposé à l'inscription maritime,  
« qui enverra une expédition de l'acte de nais-  
« sance, de lui signée, à l'officier de l'état civil  
« du domicile du père de l'enfant, ou de la mère  
« si le père est inconnu. Cette expédition sera  
« inscrite de suite sur les registres. »

Art. 29. « L'acte de reconnaissance d'un enfant  
« sera inscrit sur les registres, à sa date ; et il en  
« sera fait mention en marge de l'acte de nais-  
« sance, s'il en existe un.

Le chapitre III est soumis à la discussion, et  
adopté ainsi qu'il suit :

### CHAPITRE III.

#### *Des actes de mariage.*

Art. 30. « Avant la célébration du mariage, l'of-  
« ficier de l'état civil fera deux publications, à  
« huit jours d'intervalle, un jour de dimanche,  
« devant la porte de la maison commune. Ces pu-  
« blications, et l'acte qui en sera dressé, énonce-  
« ront les prénoms, noms, professions et domi-  
« ciles des futurs époux, leur qualité de majeurs  
« ou de mineurs, et les prénoms, noms, profes-  
« sions et domiciles de leurs pères et mères. Cet  
« acte énoncera, en outre, les jours, lieux et  
« heures où les publications auront été faites : il  
« sera inscrit sur un seul registre, qui sera coté  
« et paraphé comme il est dit en l'article 8, et  
« déposé, à la fin de chaque année, au greffe du  
« tribunal de l'arrondissement. »

Art. 31. « Un extrait de l'acte de publication  
« sera et restera affiché à la porte de la maison  
« commune pendant les huit jours d'intervalle de  
« l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra  
« être célébré avant le troisième jour, depuis et  
« non compris celui de la seconde publication. »

Art. 32. « Si le mariage n'a pas été célébré  
« dans l'année, à compter de l'expiration du délai  
« des publications, il ne pourra plus être célébré  
« qu'après que de nouvelles publications auront  
« été faites dans la forme ci-dessus prescrite. »

Art. 33. « Les actes d'opposition au mariage  
« seront signés, sur l'original et sur la copie, par  
« les opposants ou par leurs fondés de procuration  
« spéciale et authentique ; ils seront signifiés, avec  
« la copie de la procuration, à la personne ou au  
« domicile des parties, et à l'officier de l'état ci-  
« vil, qui mettra son visa sur l'original. »

Art. 34. « L'officier de l'état civil fera, sans dé-  
« lai, une mention sommaire des oppositions sur  
« le registre des publications ; il fera aussi men-  
« tion, en marge de l'inscription desdites opposi-  
« tions, des jugements ou des actes de mainlevée  
« dont l'expédition lui aura été remise. »

Art. 35. « En cas d'opposition, l'officier de l'état  
« civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on  
« lui en ait remis la mainlevée, sous peine de  
« trois cents francs d'amende, et de tous do-  
« mages-intérêts. »

Art. 36. « S'il n'y a point d'opposition, il en  
« sera fait mention dans l'acte de mariage ; et si  
« les publications ont été faites dans plusieurs  
« communes, les parties remettront un certificat.

[Disc. du projet de Code c

« donné avis sur-le-champ, l  
« gardiens, à l'officier de l'éta  
« portera comme il est dit en  
« gera l'acte de décès. »

Art. 52. « Dans tous les ca  
« ou dans les prisons et mais  
« d'exécution à mort, il ne se  
« tres aucune mention de ces  
« actes de décès seront simp  
« les formes prescrites par l'a

Art. 53. « En cas de décès  
« de mer, il en sera dressé a  
« quatre heures, en présence c  
« parmi les officiers du bâti  
« faut, parmi les hommes de  
« sera rédigé, savoir, sur les  
« par l'officier d'administrat  
« sur les bâtiments apparte  
« ou armateur, par le capitai  
« du navire. L'acte de décès s  
« du rôle d'équipage. »

Art. 54. « Au premier port c  
« dera, soit de relâche, soit po  
« que celle de son désarmem  
« l'administration de la marin  
« ou patron qui auront rédigé  
« seront tenus d'en déposer de  
« formément à l'article 27.

« A l'arrivée du bâtiment c  
« sarmement, le rôle d'équip  
« bureau du préposé à l'insc  
« enverra une expédition de  
« lui signée, à l'officier de l'é  
« de la personne décédée. Ce  
« inscrite de suite sur les reg

Le citoyen **Truguet** dem  
cles 53 et 54, comment les dé

cièrges ou  
i s'y trans-  
47, et rédi-

rt violente,  
clusion, ou  
r les regis-  
ances, et les  
édigés dans

un voyage  
les vingt-  
émoins pris  
à leur dé-  
ge. Cet acte  
ts de l'État,  
marine; et  
négociant  
e ou patron  
it à la suite

iment abor-  
autre cause  
officiers de  
ine, maître  
s de décès,  
litions, con-

port du dé-  
posé au  
maritime; il  
e décès, de  
du domicile  
tion sera

jr les arti-  
nt constatés

le quand les  
ves, tout se  
aux absents.  
s.  
sion; ilt

s militaires  
que.

ls hors du  
ant des mi-  
oyées à la  
les formes  
entes, sauf  
rticles sui-

haque corps  
drons, et le  
tres corps,  
de l'état ci-  
plies, pour  
s employés  
ues attaché

le corps de  
d'état civil  
et un autre  
corps d'ar-  
ux officiers  
registres se-  
que les au-  
jors, et dé-  
la rentrée  
de la Répu-

Art. 58. « Les registres seront cotés et paraphés,  
« dans chaque corps, par l'officier qui le com-  
« mande; et à l'état-major, par le chef de l'état-  
« major général. »

Art. 59. « Les déclarations de naissance à l'ar-  
« mée seront faites dans les dix jours qui suivront  
« l'accouchement. »

Art. 60. « L'officier chargé de la tenue du re-  
« gistre de l'état civil devra, dans les dix jours  
« qui suivront l'inscription d'un acte de naissance  
« audit registre, en adresser un extrait à l'offi-  
« cier de l'état civil du dernier domicile du père  
« de l'enfant, ou de la mère si le père est inconnu. »

Art. 61. « Les publications de mariage des mi-  
« litaires et employés à la suite des armées se-  
« ront faites au lieu de leur domicile : elles se-  
« ront mises, en outre, vingt-cinq jours avant la  
« célébration du mariage, à l'ordre du jour du  
« corps, pour les individus qui tiennent à un  
« corps; et à celui de l'armée ou du corps d'armée,  
« pour les officiers sans troupes, et pour les em-  
« ployés qui en font partie. »

Art. 62. « Immédiatement après l'inscription  
« sur le registre de l'acte de célébration du ma-  
« riage, l'officier chargé de la tenue du registre  
« en enverra une expédition à l'officier de l'état  
« civil du dernier domicile des époux. »

Art. 63. « Les actes de décès seront dressés  
« dans chaque corps, par le quartier-maître; et  
« pour les officiers sans troupes et les employés,  
« par l'inspecteur aux revues de l'armée, sur  
« l'attestation de trois témoins; et l'extrait de ces  
« registres sera envoyé, dans les dix jours, à l'of-  
« ficier de l'état civil du dernier domicile du dé-  
« cédé. »

Art. 64. « En cas de décès dans les hôpitaux  
« militaires ambulants ou sédentaires, l'acte en  
« sera rédigé par le directeur desdits hôpitaux,  
« et envoyé au quartier-maître du corps, ou à  
« l'inspecteur aux revues de l'armée ou du corps  
« d'armée dont le décédé faisait partie : ces offi-  
« ciers en feront parvenir une expédition à l'offi-  
« cier de l'état civil du dernier domicile du dé-  
« cédé. »

Art. 65. « L'officier de l'état civil du domicile  
« des parties auquel il aura été envoyé de l'ar-  
« mée expédition d'un acte de l'état civil, sera  
« tenu de l'inscrire de suite sur les registres. »

Le citoyen **Pottet** dit que les quartiers-maîtres  
ont des fonctions trop multipliées pour qu'ils  
puissent encore s'occuper de la rédaction des ac-  
tes de l'état civil; que cette attribution apparte-  
nait précédemment aux majors, et qu'il serait  
conséquemment plus convenable d'en charger le  
chef de bataillon ou d'escadron, qui remplace le  
major dans les corps à pied et à cheval.

Le citoyen **Thibaudon** observe que l'article  
55 a été rédigé d'après l'avis de la section de la  
guerre.

Les articles du chapitre sont adoptés.

Le chapitre VI est adopté; il est ainsi conçu :

#### CHAPITRE VI.

##### *De la rectification des actes de l'état civil.*

Art. 66. « Lorsque la rectification d'un acte de  
« l'état civil sera demandée, il y sera statué, sauf  
« l'appel, par le tribunal compétent, et sur les  
« conclusions du commissaire du Gouvernement :  
« les parties intéressées seront appelées, s'il y a  
« lieu. »

Art. 67. « Le jugement de rectification ne pourra,  
« dans aucun temps, être opposé aux parties in-  
« téressées qui ne l'auraient point requis, ou qui  
« n'y auraient pas été appelées. »

[Disc. du projet de Code

- justifiée ; sinon, il admettra
- preuve des faits par lui-même
- et à la preuve contraire

Art. 21. « A chaque acte  
• ties pourront, après le rap  
• que le commissaire du G  
• la parole, proposer ou f  
• moyens respectifs, d'abord  
• recevoir, et ensuite sur le  
• cun cas, le conseil du dema  
• si le demandeur n'est pas  
• sonne. »

Art. 22. « Aussitôt après  
• jugement qui ordonnera l  
• fier du siège donnera lec  
• procès-verbal qui contien  
• faite des témoins que les  
• de faire entendre. Elles s  
• président, qu'elles peuen  
• d'autres, mais qu'après c  
• seront plus reçues. »

Art. 23. « Les parties prop  
• reproches respectifs contre  
• voudront écarter. Le tribu  
• reproches, après avoir ent  
• du Gouvernement. »

Art. 24. « Les parents des  
• de leurs enfants et desce  
• reprochables du chef de  
• que les domestiques des  
• cette qualité ; mais le tri  
• que de raison aux dépo  
• des domestiques. »

Art. 25. « Tout jugemen  
• preuve testimoniale, dén  
• qui seront entendus, et d  
• l'heure auxquels les part

ndeur à la  
le défen-

e, les par-  
e, et avant  
nt ait pris  
oser leurs  
ns de non-  
ais, en au-  
sera admis,  
nt en per-

nciation du  
s, le gref-  
i partie du  
nation déjà  
proposent  
rties par le  
en désigner  
t elles n'y

suite leurs  
ins qu'elles  
era sur ces  
ommissaire

l'exception  
e sont pas  
é, non plus  
raison de  
a tel égard  
s parents et

mettra une  
les témoins  
a le jour et  
nt les pré-

oins seront  
los, en pré-  
ement, des  
is, jusqu'au

u par leurs  
es telles ob-  
es jugeront  
les inter-  
sitions. »

rédigée par  
ations aux-  
ocès-verbal  
qu'aux par-  
eux de le  
leur signa-  
ne peuvent

enquêtes,  
fendeur n'a  
al renverra  
ont il indi-  
la commu-  
missaire du  
rapporteur.  
léfendeur, à  
vingt-quatre

ment défi-  
e commis :  
par elles-  
se telles  
leur  
u gouver-

a prononcé

« publiquement : lorsqu'il admettra le divorce, le  
« demandeur sera autorisé à se retirer devant l'of-  
« ficier de l'état civil pour le faire prononcer. »

Art. 32. « Lorsque la demande en divorce aura  
« été formée pour cause de sévices et d'injures  
« graves, encore qu'elle soit bien établie, les juges  
« n'admettront pas immédiatement le divorce :  
« mais avant faire droit, ils autoriseront la femme  
« demanderesse à quitter la compagnie de son  
« mari, sans être tenue de le recevoir, si elle ne le  
« juge à propos; et ils condamneront le mari à lui  
« payer une pension alimentaire proportionnée à  
« ses facultés, si la femme n'a pas elle-même des  
« revenus suffisants pour fournir à ses besoins. »

Art. 33. « Après une année d'épreuve, si les  
« parties ne sont pas réunies, la demanderesse  
« pourra faire citer son mari à comparaître au tri-  
« bunal dans les délais de la loi, pour y entendre  
« prononcer le jugement définitif, qui pour lors  
« admettra le divorce. »

Art. 34. « Lorsque le divorce sera demandé par  
« la raison qu'un des époux est condamné à une  
« peine infamante, les seules formalités à obser-  
« ver consisteront à présenter au tribunal civil  
« une expédition en bonne forme du jugement de  
« condamnation, avec un certificat du tribunal cri-  
« minel portant que ce même jugement n'est plus  
« susceptible d'être réformé par aucune voie  
« légale. »

Art. 35. « En cas d'appel d'aucun jugement, soit  
« préparatoire, soit définitif, rendu par le tribunal  
« de première instance, en matière de divorce, la  
« cause sera instruite et jugée par le tribunal  
« d'appel, sur le rôle des affaires urgentes. »

Art. 36. « En vertu de tout jugement rendu en  
« dernier ressort ou passé en force de chose jugée,  
« qui autorisera le divorce, l'époux qui l'aura ob-  
« tenu sera obligé de se présenter, dans le délai  
« de deux mois, devant l'officier de l'état civil,  
« l'autre partie dûment appelée, pour faire pro-  
« noncer le divorce; à peine de déchéance du bé-  
« néfice du jugement, qui demeurera comme non  
« avenu si l'exécution n'en a été poursuivie dans  
« le délai ci-dessus. »

La section II est ainsi conçue :

## SECTION II.

*Des mesures provisoires auxquelles peut donner  
lieu la demande en divorce pour cause dé-  
terminée.*

Art. 37. « L'administration provisoire des en-  
« fants restera au mari demandeur ou défendeur  
« en divorce, à moins qu'il n'en soit autrement  
« ordonné par le tribunal, sur la demande soit de  
« la mère, soit de la famille, ou du commissaire  
« du Gouvernement pour le plus grand avantage  
« des enfants. »

Art. 38. « La femme demanderesse ou défende-  
« resse en divorce pourra quitter le domicile du  
« mari pendant la poursuite; et si elle n'a pas de  
« revenus suffisants pour fournir à ses besoins,  
« exiger une pension alimentaire proportionnée  
« aux facultés du mari. Le tribunal indiquera la  
« maison dans laquelle la femme sera tenue de  
« résider, et fixer la provision alimentaire que  
« le mari sera obligé de lui payer. »

Art. 39. « La femme sera tenue de justifier de sa  
« résidence dans la maison indiquée, toutes les  
« fois qu'elle en sera requise; à défaut de cette  
« justification, le mari pourra refuser la provision  
« alimentaire, et, si la femme est demanderesse  
« en divorce, la faire déclarer non recevable à  
« continuer ses poursuites. »

[Disc. du projet de Code civ

me ligne. On examinera, le  
titre de la paternité, s'il est  
ns cette matière, des règle  
ur qu'on puisse n'admettre  
Consul ne pense pas qu'  
persuadé que, dans cette  
ut établir que des présomp  
r conséquent céder devant l  
Le citoyen **Bigot-Préame**  
constance de la demeure c  
tre maison que la femme, n'  
e pour en faire dépendre le  
L'article est retranché, et le  
section adoptés.  
Le chapitre II est soumis à l  
si conçu :

#### CHAPITRE II.

##### *Du divorce par consente*

Art. 46. « Le consentemen  
niteurs ne sera point admis

Art. 47. « Le consentemen  
najeurs ne sera admis qu'a  
nariage. »

Art. 48. « Il ne pourra plus  
ns de mariage, ni lorsque le  
ante-cinq ans. »

Art. 49. « Dans aucun cas  
mutuel des époux ne suffira, s  
eurs pères et mères, ou par  
lants vivants, si les pères et

Art. 50. « Les époux déter  
divorce par consentement m  
le faire préalablement inve  
le tous leurs biens meubles  
le régler leurs droits respec  
era néanmoins libre de tran

discussion  
à trouver,  
générales  
exception.  
rienne ; il  
la loi ne  
i doivent  
des faits.  
ite que la  
dans une  
sez déci-  
enfant.  
articles de  
ion ; il est

tuel.

l d'époux

l d'époux  
ix ans de

près vingt  
aura qua-

sentement  
utorisé par  
tres ascen-  
nt morts. »

opérer le  
ront tenus  
estimation  
eubles, et  
lesquels il

us de con-  
les trois

ion seront  
épreuves,

devra se  
épreuves ;  
er à sa  
a pas des  
besoins. »  
ensemble,  
lu tribunal  
ant le juge  
la déclai-  
des deux

ux réunis,  
présence  
ons et ex-  
leur don-  
titre, qui  
éveloppera  
rche. »

is leur ré-  
le juge, de  
tuellement  
roduire et  
notaires,  
30 et 51,  
celui de

és de tous

eurs pères  
ta, portant  
ils autori-

« sont tel ou telle, leur fils ou fille, petit-fils ou  
« petite-fille, marié ou mariée à tel ou telle, à de-  
« mander le divorce et à y consentir. Les pères,  
« mères, aïeuls et aïeules, bisaïeuls et bisaïeules  
« des époux, seront présumés vivants, jusqu'à la  
« représentation des actes constatant leur décès. »

Art. 55. « Les notaires dresseront procès-verbal  
« détaillé de tout ce qui aura été dit et fait en  
« exécution des articles précédents ; la minute en  
« restera au plus âgé des deux notaires, ainsi  
« que les pièces produites qui demeureront anne-  
« xées au procès-verbal, dans lequel il sera fait  
« mention de l'avertissement qui sera donné à la  
« femme de se retirer, dans les vingt-quatre heu-  
« res, dans la maison convenue entre elle et son  
« mari, et d'y résider jusqu'au divorce prononcé. »

Art. 56. « La déclaration ainsi faite sera renou-  
« velée dans la première quinzaine de chacun des  
« quatrième, septième et dixième mois qui sui-  
« vront, en observant les mêmes formalités. Les  
« parties seront obligées à rapporter chaque fois  
« une nouvelle autorisation de leurs pères et mères  
« ou autres ascendants vivants, mais ne seront te-  
« nus à répéter la production d'aucun autre acte. »

Art. 57. « Dans la quinzaine du jour où sera  
« révolue l'année, à compter de la première dé-  
« claration, les époux, assistés chacun de deux  
« amis, personnes notables dans l'arrondissement,  
« âgés de cinquante ans au moins, se représen-  
« teront ensemble et en personne devant le prési-  
« dent du tribunal ou le juge qui en fera les fonc-  
« tions ; ils lui remettront les expéditions, en  
« bonne forme, des quatre procès-verbaux con-  
« tenant leur consentement mutuel, et de tous les  
« actes qui y auront été annexés, et requerront  
« du magistrat, chacun séparément, en présence  
« néanmoins l'un de l'autre et des quatre nota-  
« bles, l'admission du divorce. »

Art. 58. « Après que le juge et les notables assis-  
« tants auront fait leurs observations aux époux,  
« s'ils persévèrent, il leur sera donné acte de leur  
« réquisition et de la remise par eux faite des  
« pièces à l'appui : le greffier du siège dressera  
« procès-verbal, qui sera signé tant par les parties  
« (à moins qu'elles ne déclarent ne savoir ou ne  
« pouvoir signer, auquel cas il en sera fait men-  
« tion) que par les quatre notables, le juge et le  
« greffier. »

Art. 59. « Le juge mettra de suite, au bas de ce  
« procès-verbal, son ordonnance portant que, dans  
« les trois jours, il sera par lui référé du tout, au  
« tribunal, en la chambre du conseil, sur les con-  
« clusions par écrit du commissaire du Gouver-  
« nement auquel les pièces seront, à cet effet,  
« communiquées par le greffier. »

Art. 60. « Si le commissaire du Gouvernement  
« trouve dans les pièces la preuve que les deux  
« époux étaient majeurs lorsqu'ils ont fait leur  
« première déclaration, qu'à cette époque ils  
« étaient mariés depuis deux ans, que le mariage  
« ne remontait pas à plus de vingt, que la femme  
« avait moins de quarante-cinq ans, que le con-  
« sentement mutuel a été exprimé quatre fois  
« dans le cours de l'année, après les préalables  
« ci-dessus prescrits et avec toutes les formalités  
« requises par le présent chapitre, notamment  
« avec l'autorisation des pères et mères des époux,  
« ou avec celle de leurs autres ascendants vi-  
« vants ; en cas de prédécès des pères et mères, il  
« donnera ses conclusions en ces termes : *La loi*  
« *permet* ; dans le cas contraire, ses conclusions  
« seront en ces termes : *La loi empêche*. »

Art. 61. « Le tribunal, sur le référé, ne pourra  
« faire d'autres vérifications que celles indiquées



[Disc. du projet de Code c

ne ligne. On examinera, titre de la paternité, s'il es  
s cette matière, des règ  
r qu'on puisse n'admettre  
Consul ne pense pas qu  
persuadé que, dans cette  
et établir que des présom  
conséquent céder devant  
le citoyen **Bigot-Préam**  
constance de la demeure  
re maison que la femme, i  
pour en faire dépendre l  
l'article est retranché, et l  
ection adoptés.  
le chapitre II est soumis à  
si conçu :

#### CHAPITRE I

##### *Du divorce par consen*

rt. 46. « Le consentement  
iteurs ne sera point adm  
rt. 47. « Le consentement  
ajeurs ne sera admis qu'  
ariage. »  
rt. 48. « Il ne pourra plus  
is de mariage, ni lorsque  
inte-cinq ans. »  
rt. 49. « Dans aucun ca  
utuel des époux ne suffira,  
urs pères et mères, ou pa  
ants vivants, si les pères e  
rt. 50. « Les époux déte  
ivorce par consentement r  
e faire préalablement inv  
e tous leurs biens meuble  
régler leurs droits respe  
ra néanmoins libre de tra

discussion  
trouver,  
générales  
exception.  
rienne ; il  
la loi ne  
i doivent  
des faits.  
te que la  
dans une  
sez déci-  
enfant.  
articles de

ion ; il est

tuel.

l d'époux

l d'époux  
ix ans de

près vingt  
aura qua-

seulement  
utorisé par  
lres ascen-  
at morts. »

opérer le  
ont tenus  
estimation  
eubles, et  
lesquels il

us de con-  
les trois

ion seront  
épreuves,

devra se  
épreuves ;  
ayer à sa  
n'a pas des  
besoins. »  
ensemble,  
u tribunal  
int le juge  
la déclai-  
des deux

réunis,  
présence  
ns et ex-  
leur don-  
titre, qui  
veloppera  
rche. »

s leur ré-  
e juge, de  
uellement  
oduire et  
notaires,  
50 et 51,  
celui de

és de tous

eurs pères  
ta ; portant  
ils autori-

« sent tel ou telle, leur fils ou fille, petit-fils ou  
« petite-fille, marié ou mariée à tel ou telle, à de-  
« mander le divorce et à y consentir. Les pères,  
« mères, aïeuls et aïeules, bisaïeuls et bisaïeules  
« des époux, seront présumés vivants, jusqu'à la  
« représentation des actes constatant leur décès. »

Art. 55. « Les notaires dresseront procès-verbal  
« détaillé de tout ce qui aura été dit et fait en  
« exécution des articles précédents ; la minute en  
« restera au plus âgé des deux notaires, ainsi  
« que les pièces produites qui demeureront anne-  
« xées au procès-verbal, dans lequel il sera fait  
« mention de l'avertissement qui sera donné à la  
« femme de se retirer, dans les vingt-quatre heu-  
« res, dans la maison convenue entre elle et son  
« mari, et d'y résider jusqu'au divorce prononcé. »

Art. 56. « La déclaration ainsi faite sera renou-  
« velée dans la première quinzaine de chacun des  
« quatrième, septième et dixième mois qui sui-  
« vront, en observant les mêmes formalités. Les  
« parties seront obligées à rapporter chaque fois  
« une nouvelle autorisation de leurs pères et mères  
« ou autres ascendants vivants, mais ne seront ten-  
« nus à répéter la production d'aucun autre acte. »

Art. 57. « Dans la quinzaine du jour où sera  
« révolue l'année, à compter de la première dé-  
« claration, les époux, assistés chacun de deux  
« amis, personnes notables dans l'arrondissement,  
« âgés de cinquante ans au moins, se représen-  
« teront ensemble et en personne devant le prési-  
« dent du tribunal ou le juge qui en fera les fonc-  
« tions ; ils lui remettront les expéditions, en  
« bonne forme, des quatre procès-verbaux con-  
« tenant leur consentement mutuel, et de tous les  
« actes qui y auront été annexés, et requerront  
« du magistrat, chacun séparément, en présence  
« néanmoins l'un de l'autre et des quatre nota-  
« bles, l'admission du divorce. »

Art. 58. « Après que le juge et les notables assis-  
« tants auront fait leurs observations aux époux,  
« s'ils persévèrent, il leur sera donné acte de leur  
« réquisition et de la remise par eux faite des  
« pièces à l'appui : le greffier du siège dressera  
« procès-verbal, qui sera signé tant par les parties  
« (à moins qu'elles ne déclarent ne savoir ou ne  
« pouvoir signer, auquel cas il en sera fait men-  
« tion) que par les quatre notables, le juge et le  
« greffier. »

Art. 59. « Le juge mettra de suite, au bas de ce  
« procès-verbal, son ordonnance portant que, dans  
« les trois jours, il sera par lui référé du tout, au  
« tribunal, en la chambre du conseil, sur les con-  
« clusions par écrit du commissaire du Gouver-  
« nement auquel les pièces seront, à cet effet,  
« communiquées par le greffier. »

Art. 60. « Si le commissaire du Gouvernement  
« trouve dans les pièces la preuve que les deux  
« époux étaient majeurs lorsqu'ils ont fait leur  
« première déclaration, qu'à cette époque ils  
« étaient mariés depuis deux ans, que le mariage  
« ne remontait pas à plus de vingt, que la femme  
« avait moins de quarante-cinq ans, que le con-  
« sentement mutuel a été exprimé quatre fois  
« dans le cours de l'année, après les préalables  
« ci-dessus prescrits et avec toutes les formalités  
« requises par le présent chapitre, notamment  
« avec l'autorisation des pères et mères des époux,  
« ou avec celle de leurs autres ascendants vi-  
« vants ; en cas de prédécès des pères et mères, il  
« donnera ses conclusions en ces termes : *La loi*  
« *permet ; dans le cas contraire, ses conclusions*  
« *seront en ces termes : La loi empêche.* »

Art. 61. « Le tribunal, sur le référé, ne pourra  
« faire d'autres vérifications que celles indiquées

[Disc. du projet de Code civil

e consul **Cambacérés**, invoque, propose de substituer *ne divorceront*, à ceux-ci, a l'article est adopté avec cet a l'article 47 est adopté.

e citoyen **Tronchet** dit que l'article 48, qui condamne la e plus se remarier, peut avoir une influence sur les mœurs, en cause au libertinage de cette f e citoyen **Bigot-Préame** nion : il demande que l'incute au complice de la femme l'article est adopté ainsi qu'il

Dans le cas de divorce admissible d'adultère, l'époux coupable ne pourra se remarier avec son coadultère sera condamnée à une maison de correction, pour un terme déterminé, qui ne pourra être plus de trois mois ni excéder deux années l'article 69 est retranché, ses dispositions prises dans l'article précédent les articles 70, 71, 72 et 73 sont maintenus e consul **Cambacérés** dit qu'il ne faut pas le de donner aux tribunaux des difficultés que l'article 74 relate la famille. On ne s'est pas brouillé avec les unions de parents, dans lesquelles les liens ne s'affaiblissent point, et ne sont pas le fruit de la haine.

L'article est adopté ainsi qu'il

Les enfants sont confiés à l'époux qui n'a obtenu le divorce, à moins que le tribunal ne demande de la famille ou du gouvernement, n'ordonne, pour le bien-être des enfants, que tout

er toute  
rticle 46  
orcé.  
ent.

sposition  
adultère  
influence  
sant une

age cette  
soit res-  
re.

tice pour  
e pourra  
a femme  
sion dans  
emps de-  
de trois

ions étant

tés.

rait préfé-  
sion sur  
l'arbitrage  
vé de ces  
; préven-  
rencontre

qui a ob-  
nal, sur la  
dissaire du  
lus grand  
elques-uns  
de l'autre

le sera la  
, dans le

divorce  
ent, ac-  
aucune

i pourra  
ndre des  
erreurs.

on; il est

à la de-  
minée, il  
de en sé-

et jugée  
action ci-

a sépara-  
se d'adul-  
gement,  
correction  
e pourra  
der deux

d'arrêter  
sant à

orps, pro-

« noncée pour toute autre cause que l'adultère  
« de la femme, aura duré trois ans, l'époux qui  
« était originairement défendeur pourra deman-  
« der le divorce au tribunal, qui l'admettra, si le  
« demandeur originaire ne consent pas immédia-  
« tement à faire cesser la séparation.

Art. 83. « La séparation de corps emportera  
« toujours séparation de biens : elle ne pourra  
« pas avoir lieu par le consentement mutuel des  
« époux. »

Le citoyen **Tronchet** rappelle que la sépara-  
tion de corps n'a été admise que pour ne pas  
mettre en opposition avec la loi la conscience de  
ceux qui croient le mariage indissoluble. Il de-  
mande si l'époux qui, à raison de sa croyance re-  
ligieuse, a préféré la séparation de corps, doit  
être admis ensuite à prétendre qu'il ne professe  
pas le culte auquel il a annoncé être attaché et  
dans lequel il a été marié, et demander que la sé-  
paration soit convertie en divorce.

Le citoyen **Jollivet** répond que souvent l'un  
des époux consent à faire célébrer son mariage  
dans le culte de l'autre époux, quoique lui-même  
ne professe pas ce culte.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il en était ainsi  
autrefois, parce que la loi civile ne reconnaissait  
pour enfants légitimes que ceux nés d'un ma-  
riage célébré suivant le rit catholique; qu'il n'en  
est pas de même aujourd'hui, où la loi civile ad-  
met la liberté des cultes, et établit une forme  
commune pour tous les mariages.

Le citoyen **Portails** dit que la loi ne voit plus  
dans le mariage qu'un contrat, et n'en fait dé-  
pendre la validité que de formes purement civiles.  
Les cérémonies du culte n'ajoutent rien à cette  
validité; c'est aux parties à se régler, à cet égard,  
d'après leur conscience. Cette question est donc  
purement théologique. Il est possible que des  
personnes se soumettent à un acte religieux pres-  
crit par un culte qu'ils ne professent pas; que  
dans la suite elles changent de culte : elles ont  
à cet égard la plus entière liberté. La double action  
en divorce et en séparation de corps n'a été éta-  
blie que pour mettre toutes les consciences à  
l'aise.

Le citoyen **Réal** dit que, d'après l'amende-  
ment fait à l'article 68, la femme adultère divorcée  
peut se remarier; que cependant l'article 82 la  
priverait de cette faculté, dans le cas de la sépa-  
ration de corps, puisque, n'étant pas demande-  
resse, il ne lui reste aucun moyen de convertir  
la séparation en divorce.

Le consul **Cambacérés** répond que lorsque  
le mari offensé préfère au divorce la séparation  
de corps, ce serait favoriser l'adultère, que de  
permettre à la femme coupable de s'affranchir du  
lien du mariage que la séparation n'a pu rompre.

Les articles du chapitre sont adoptés.

Le Consul ordonne que le titre ci-dessus sera  
communiqué, par le secrétaire général du Conseil  
d'État, au président de la section de législation  
du Tribunal.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRE.

#### SÉANCE

DU 29 FRUCTIDOR AN X DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 16 septembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** présente le  
titre de la paternité et de la filiation. Il observe

[Disc. du projet de Code civil.

ais ~~auxquels~~. ceux qui prêt  
alité d'enfants doivent notifi  
ons.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il  
dispositions de l'article. Il  
ritiers doivent être toujours do  
bles, quand l'enfant est inscrit  
ari, et que celui-ci n'a pas ré  
oit accorder d'action aux hérit  
clamations de la part du mari,  
l'enfant n'a pas de possession  
est convenable de renfermer

délai. Les héritiers, dans cett  
la plus ordinaire, ne peuvent  
n recevables, puisqu'ils ne sa  
urs, et que c'est l'enfant qui v  
est donc contre lui seulement  
admettre une fin de non-recev

Le citoyen **Regnauld** *(de Saint*  
t que l'obligation de notifier, in  
duirait à de grandes injustices  
e femme accouche pendant  
ri, sous le nom duquel elle fa  
nt : le mari meurt éloigné, da  
nt lequel il lui était permis de  
nt cependant demeure en po  
nt. Il serait possible qu'après  
pers vinsent le lui contester  
ar aurait pas fait notifier sa  
ltaqueraient avec beaucoup  
r'a une époque si éloignée de  
s pourraient rassembler contre  
obabilités.

Le consul **Cambacérés** répo  
ste de forcer à la restitution  
ait, sans droit, d'un bien depui  
e celui qui ne l'a usurpé que

voir la préten-

adopter que les on rece-nom du u'on ne éfaut de is le cas qu'alors ion dans èse, qui devenir deman-attaquer. possible

(l'Angély) l'enfant, exemple, de son rre l'en-élai pen-er. L'en- de son s les hé-qu'il ne tion. Ils ge, parce aissance, foule de

est aussi nme qui neuf ans, six mois. auld ne pose tous, tandis défendre r malgré e de les rt délai, intentée. tion des

de qu'on des hé-rs droits leur au-mettre ver son nque de es deux cher les ster son trouve-ification

on fasse nse que, un délai t-il, que ngt-neuf de son

nt de se ment. Il te, après lequel ce inventaire rriennent ais ordi-

nairement la mère, plus timide, agit avec moins de précipitation. Les héritiers font faire l'inventaire, et ce n'est qu'après un laps de temps que l'enfant est présenté. Dans le premier cas, il est bon d'accorder un délai aux héritiers, et alors deux mois suffisent. Dans le second, où les héritiers sont défendeurs, il est impossible de limiter leurs droits par un délai.

Il importe de distinguer ces deux cas.

Le consul Cambacérés pense que si l'on faisait courir le délai contre le mineur, ce serait trop le mettre à la discrétion de son tuteur.

L'article est renvoyé à la section.

L'article 7 est soumis à la discussion.

Le citoyen Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'il convient de fournir au mari et à ses héritiers un moyen de faire donner un tuteur à l'enfant.

Le citoyen Tronchet répond que cette faculté leur appartient de droit commun.

L'article est adopté.

Le chapitre II est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

#### CHAPITRE II.

##### *Des preuves de la filiation des enfants légitimes.*

Art. 8. « La filiation des enfants légitimes se prouve par l'extrait du registre de l'état civil. »

Art. 9. « A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit. »

Art. 10. « La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir. »

« Les principaux de ces faits sont que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir ;

« Que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

« Qu'il a été reconnu pour tel par la famille ;  
« Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société. »

Art. 11. « Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre ;

« Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance. »

Art. 12. « A défaut de titre de possession constante, la preuve de la filiation peut se faire par témoins, s'il y a commencement de preuve par écrit.

« Il en est de même si l'enfant a été inscrit sous de faux noms, ou comme né de père et mère inconnus. »

Art. 13. « Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et de papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés émanant d'une partie engagée dans la contestation, ou qui aurait intérêt si elle est vivante. »

Art. 14. « La famille à laquelle le réclamant prétend appartenir sera admise à combattre sa réclamation par tous les moyens propres à prouver, non-seulement qu'il n'est pas l'enfant du père, mais encore qu'il n'est pas l'enfant de la mère qu'il réclame. »

Art. 15. « Les tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état. »

Art. 16. « L'action criminelle contre un délit qui aurait été commis dans une suppression d'état, ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état. »

[Disc. du projet de Code civil]

ais ~~auxquels~~, ceux qui prétendent la nullité d'enfants doivent notifier leurs conclusions.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il s'agit des dispositions de l'article. Les héritiers doivent être toujours déclarés héritiers, quand l'enfant est inscrit au nom du mari, et que celui-ci n'a pas révoqué son testament. Il ne doit pas être accordé d'action aux héritiers du mari. Les réclamations de la part du mari, quand l'enfant n'a pas de possession, ne peuvent être accueillies. Il est convenable de renfermer l'action dans un délai. Les héritiers, dans ce cas, sont les plus ordinaires, ne peuvent être déclarés non recevables, puisqu'ils ne sont pas héritiers, et que c'est l'enfant qui est donc contre lui seulement. Il ne faut pas admettre une fin de non-recevoir.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean)** dit que l'obligation de notifier, introduit à de grandes injustices. Une femme accouche pendant le mariage, sous le nom duquel elle figure, mais le mari meurt éloigné, dans un lieu où il lui était permis de ne pas aller. Il ne peut cependant demeurer en possession de son bien. Il serait possible qu'après la mort du mari, les héritiers vinssent le lui contester. Le mari n'aurait pas fait notifier son testament, et les héritiers attaqueraient avec beaucoup de succès. On n'a une époque si éloignée de la mort du mari, qu'ils pourraient rassembler contre lui toutes les probabilités.

Le consul **Cambacérès** répond qu'il ne faut pas se contenter de forcer à la restitution, mais qu'il faut aussi, sans droit, d'un bien de peu de valeur, à celui qui ne l'a usuré que

avoir la  
préten-

adopter  
que les  
on rece-  
nom du  
qu'on ne  
éfaut de  
ne le cas  
u'alors  
n dans  
se, qui  
levenir  
leman-  
laquer.  
ossible

(Angély)  
enfant,  
emple,  
de son  
e l'en-  
ai pen-  
L'en-  
de son  
les hé-  
qu'il ne  
on. Ils  
, parce  
ssance,  
oule de

st aussi  
me qui  
eufs, au-  
x mois.  
uld ne  
ose tou-  
, tandis  
éfendre  
malgré  
de les  
t délai,  
ntentée.  
ion des

e qu'on  
des hé-  
s droits  
leur au-  
umettre  
ver son  
nque de  
es deux  
cher les  
ster son  
trouve-  
ification

on fasse  
nsc que,  
un délai  
t-il, que  
ngt-neuf  
i de son

nt de se  
ement. Il  
te, après  
lequel ce  
inventaire  
riennent  
ais ordi-

nairement la mère, plus timide, agit avec moins de précipitation. Les héritiers font faire l'inventaire, et ce n'est qu'après un laps de temps que l'enfant est présenté. Dans le premier cas, il est bon d'accorder un délai aux héritiers, et alors deux mois suffisent. Dans le second, où les héritiers sont défendeurs, il est impossible de limiter leurs droits par un délai.

Il importe de distinguer ces deux cas.

Le consul **Cambacérés** pense que si l'on faisait courir le délai contre le mineur, ce serait trop le mettre à la discrétion de son tuteur.

L'article est renvoyé à la section.

L'article 7 est soumis à la discussion.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'il convient de fournir au mari et à ses héritiers un moyen de faire donner un tuteur à l'enfant.

Le citoyen **Tronchet** répond que cette faculté leur appartient de droit commun.

L'article est adopté.

Le chapitre II est soumis à la discussion ; il est ainsi conçu :

## CHAPITRE II.

### *Des preuves de la filiation des enfants légitimes.*

Art. 8. « La filiation des enfants légitimes se prouve par l'extrait du registre de l'état civil. »

Art. 9. « A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit. »

Art. 10. « La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir. »

« Les principaux de ces faits sont que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir ; »

« Que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ; »

« Qu'il a été reconnu pour tel par la famille ; »

« Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société. »

Art. 11. « Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre ; »

« Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance. »

Art. 12. « A défaut de titre de possession constante, la preuve de la filiation peut se faire par témoins, s'il y a commencement de preuve par écrit. »

« Il en est de même si l'enfant a été inscrit sous de faux noms, ou comme né de père et mère inconnus. »

Art. 13. « Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés émanant d'une partie engagée dans la contestation, ou qui aurait intérêt si elle est vivante. »

Art. 14. « La famille à laquelle le réclamant prétend appartenir sera admise à combattre sa réclamation par tous les moyens propres à prouver, non-seulement qu'il n'est pas l'enfant du père, mais encore qu'il n'est pas l'enfant de la mère qu'il réclame. »

Art. 15. « Les tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état. »

Art. 16. « L'action criminelle contre un délit qui aurait été commis dans une suppression d'état, ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état. »



[Disc. du projet de Code civil]

temple, l'éducation, les soins  
un mot ce qu'on appelle en  
Le citoyen **Emmery** pense  
avoir égard. L'enfant né d'un  
t-il, n'appartient qu'à sa mère  
mariage il n'y a de certain  
serait donc contre l'ordre  
nce de celui qui se prétend  
évalût sur le désaveu formel  
and il est prouvé, par un av  
désaveu actuel est l'effet de  
veu devient non recevable : to  
nce ne doit être d'aucune co  
malheur si l'application de  
x intérêts de l'enfant.

Le consul **Cambacérés** di  
re conçue de manière à ne  
alheur. Voilà pourquoi le sys  
désaveu serait repoussé com  
squ'il est combattu par un av  
fit pas.

Il importe qu'il soit écarté to  
st pas valable : au surplus  
recevoir comment on blessera  
admettant pour preuve la  
mise à un enfant illégitime  
n'en résulte qu'une simple c  
l'enfant. Permettra-t-on à u  
use de lui enlever ses alimen  
nt la fausseté est prouvée par  
urquoi une règle si laconiq  
squ'il est impossible de tout  
Le citoyen **Berlier** reconn  
sque l'enfant a été traité com  
ensuite s'en déclare le père,  
d'une mère qui n'aurait po

l'enfant;  
tément.  
doit pas  
illicite,  
que hors  
aternité.  
connais-  
l'enfant,  
ère. Mais  
eur, que  
n, ce dé-  
circons-  
n; c'est  
ipe nuit

loi doit  
arer un  
s lequel  
cevable,  
ieur, ne

ois qu'il  
ficile de  
incipes,  
d'état  
père.  
profit  
capri-  
ésaveu  
ances?  
solue,  
  
le que  
celui  
vu et  
é cette  
clarée

exclut  
osé et

obser-  
nais-  
a eu  
r quel  
ssance  
l'avoir  
ui qui  
à telle  
nseve-  
aix, et  
ue? Ce  
incipe  
u père  
re. On  
de ne  
lle que  
ère, on  
3. Cette

convé-  
'abord,  
l'en-  
bre. On  
permet-  
idiquer  
age de  
git que  
ie s'op-  
u père.  
décide  
oit qu'à  
e celui

L'article est adopté ainsi qu'il suit :

« La reconnaissance d'un enfant naturel n'aura d'effet qu'à l'égard de celui qui l'aura reconnu. »  
Les articles 24, 25, 26, 27 et 28 sont adoptés.

Le Consul ordonne que le titre ci-dessus sera communiqué, par le secrétaire-général du Conseil d'Etat, au président de la section de législation du Tribunal.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'Etat.*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 8 VENDÉMAIRE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 30 septembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente le titre de la *puissance paternelle*.

Le chapitre 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

### CHAPITRE PREMIER.

*De l'autorité des pères et mères sur la personne et les biens des enfants.*

(*Rédaction communiquée au Tribunal*).

Art. 1<sup>er</sup>. « L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère. »

Art. 2. « Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation par mariage. »

Art. 3. « Le père seul exerce cette autorité durant le mariage. »

Art. 4. « L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père. »

Art. 5. « Il ne peut se marier que sous les conditions prescrites au titre du mariage. »

Art. 6. « Le père qui aura des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant dont il n'aura pu réprimer les écarts, pourra le faire détenir dans une maison de correction. »

Art. 7. « A cet effet, il s'adressera au président du tribunal de l'arrondissement, qui, sur sa demande, devra délivrer l'ordre d'arrestation nécessaire, après avoir fait souscrire par le père une soumission de payer tous les frais, et de fournir les aliments convenables. »

« L'ordre d'arrestation devra exprimer la durée de la détention et la maison qui sera choisie par le père. »

Art. 8. « La détention ne pourra, pour la première fois, excéder six mois : elle pourra durer une année, si l'enfant, redevenu libre, retombe dans les écarts qui l'avaient motivée. »

« Dans tous les cas, le père sera le maître d'en abréger la durée. »

Art. 9. « Si le père est remarié, il ne pourra faire détenir un enfant du premier lit qu'avec le consentement des deux plus proches parents maternels de cet enfant. »

Art. 10. « La mère survivante ne pourra exercer le droit de détention qu'avec le consentement des deux plus proches parents paternels de ses enfants. »

Art. 11. « Les articles précédents seront communs aux pères et mères des enfants naturels légalement reconnus. »

Art. 12. « Le père, pendant le mariage, et la mère survivante auront, jusqu'à la majorité de leurs enfants non émancipés, l'administration et la jouissance des biens de leurs enfants. »

Art. 13. « Cette jouissance ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui

[Disc. du projet de Code civil.

elles, auquel on se propose  
estion, y est entièrement étra  
ment qu'on demande pourrai  
oufondre l'émancipation de la  
de avec l'émancipation de la  
Le citoyen **Treilhard** dit qu  
ent qu'il a demandé ne préju  
L'article est adopté avec l'am  
en **Treilhard**.

L'article 3 est soumis à la dis  
Le citoyen **Regnauld** (de Sai  
qu'il conviendrait de décider  
ne longue absence du père  
ercée par la mère. L'enfant,  
urerait sans surveillant, si l'  
qu'il est présenté.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'  
re des *absents*.

L'article est adopté.

L'article 4 est discuté.

Le consul **Cambacérés** dema  
pêchera le fils de s'enrôler v  
Le citoyen **Pétiet** dit que les  
gent que, pour s'enrôler ava  
les reglements, le fils mineur  
tement de son père.

Le consul **Cambacérés** dit  
nt plus en harmonie avec les  
Le citoyen **Treilhard** pense  
raître la difficulté en retranc  
ailleurs est inutile, puisque la  
us la puissance du père.

Le citoyen **Boulay** dit que

L'article ne lèverait pas la  
sterait toujours à décider si le  
nce de son père, peut s'enrôl

la un délai de trois jours entre la demande du père  
3- et l'ordre d'arrestation.

re Le citoyen **Berlier** dit que l'article 6 doit être  
r- modifié : il ne s'oppose pas au droit que l'on  
e- veut accorder au père ; mais il ne croit pas que  
i- l'exercice de ce droit doive purement dépendre  
de la volonté ou du caprice d'un père, sans le  
concours d'aucune autre autorité ; et l'opinant  
ne saurait voir cette autre autorité dans la per-  
sonne d'un juge qui ne pourrait ni examiner ni  
ly) refuser la demande en réclusion.

as Dira-t-on que les pères sont généralement  
ra bons ? mais, sans rejeter cette donnée, la loi doit  
e- prévenir l'abus que des pères méchants, ou du  
té moins irascibles, pourraient faire de cette attri-  
bution.

au Citera-t-on *Montesquieu* et d'autres publicistes  
en faveur de la puissance paternelle ? mais l'opi-  
nant ne combat point cette puissance ; il demande  
seulement qu'on la renferme dans des limites  
e- appropriées à nos mœurs : il admet l'autorité  
paternelle ; mais il repousse le *despotisme pater-  
nel*, et pense que le despotisme ne convient pas  
rit mieux dans la famille que dans l'État.

n- Le citoyen *Berlier* examine ensuite ce qui se  
passait sous le régime royal ; il était bien rare que  
ne des lettres de cachet relatives à la réclusion d'un  
fils de famille ne fussent pas précédées d'une déli-  
is- bération de parents.

lui L'opinant est loin de vouloir faire l'éloge des  
fils lettres de cachet et de l'ancien régime ; mais gar-  
dons-nous, dit-il, que nos nouvelles institutions  
ne puissent être défavorablement comparées à  
e- ces usages de la monarchie : il faut donc, à  
il côté de l'autorité paternelle, un pouvoir qui  
is- l'éclaire ou la modère, quand il est question d'un  
ait acte aussi important que celui dont il s'agit.

ul. Quel sera ce pouvoir ? sera-ce un tribunal or-  
par dinaire ou quelques-uns de ses membres ? sera-ce  
la un conseil de famille ?

ico Il pourrait être fort délicat, en plusieurs occa-  
sions, de déférer à la justice des faits appelant  
lée une répression juridique ; réflexion qui conduit le  
la- citoyen *Berlier* à donner la préférence au conseil  
m- de famille.

le En terminant son opinion, il cite à son appui  
la loi du 24 août 1790, et les observations de  
les plusieurs tribunaux d'appel, notamment de  
Rennes, Angers, Bruxelles et Poitiers, réclamant  
e- tous des limites au droit proposé.

ins Le citoyen **Bigot-Préameneu** explique les  
te- motifs de l'article.

ix- Il est fondé sur la juste présomption que le  
père n'usera de son autorité que par un sentiment  
de l'affection et pour l'intérêt de l'enfant ; qu'il  
tile n'agira que pour remettre dans le chemin de  
l'honneur, sans l'entacher, un enfant qu'il aime,  
ois mais que cette tendresse même l'oblige de corri-  
les ger : ce sera en effet le cas le plus ordinaire,  
na- celui par conséquent que la loi doit supposer.

pli- Celle du 24 août 1790 a paru ne pas laisser au  
ele père une assez grande autorité : l'intérêt des  
mœurs, de la société, des enfants eux-mêmes, exige  
qu'il que le pouvoir du père ait plus d'étendue. Les  
magistrats chargés de la police attestent que sou-  
e- vent des pères malheureux réclament un pouvoir  
de correction tel, qu'ils ne soient pas obligés de  
rit révéler aux tribunaux les désordres de leurs  
enfants. La section a cru cependant devoir tem-  
perer l'exercice de l'autorité paternelle ; et c'est  
du dans cette vue qu'elle oblige le père à obtenir du  
président du tribunal l'ordre d'arrestation.

on. Le citoyen **Boulay** dit que la section s'est atta-  
ché à prévenir tout procès entre le père et le fils,

[Disc. du projet de Code civ

« fruit de leur portion héréditaire  
« seulement des descendants nés  
« derniers. »

Art. 16. « Les descendants  
« pourront, de son vivant, de  
« priété dont ils seront saisis  
« position officieuse. »

Art. 17. « L'usufruit laissé  
« être saisi par les créanciers qui  
« des aliments depuis sa jouissance  
« Les autres créanciers, successifs  
« postérieurs à l'ouverture de la  
« pourront saisir l'usufruit qui  
« excéderait ce qui peut servir  
« à la subsistance de l'usufruitier  
« Art. 18. « La mère, constituée  
« pourra frapper l'enfant en tutelle  
« sition officieuse, sans l'assistance  
« tement de son mari. »

L'article 15 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (de Sèze) demande que la disposition soit faite par les enfants dissipateurs.

Le consul **Cambacérès** propose les articles qui formaient l'ancien projet plus clairement l'intention du législateur. Ils sont adoptés.

Les articles 16 et 17 sont adoptés.

L'article 18 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** demande l'adoption de cet article. Il trouve qu'il est trop d'obliger la femme à prendre son mari pour la disposition de son patrimoine. La loi lui donne la capacité de l'autant moins d'inconvénient. L'expression, que l'article 15 exige, que la position officieuse soit motivée.

profit  
e de ces

itier ne  
la pro-  
la dis-

pourra  
it fourni

rs, soit  
ance, ne  
as où il  
it suffire

iage, ne  
e dispo-  
consen-

*P. Angély*)  
aux en-

les deux  
ion ren-  
eil.

oppression  
adictoire  
ement de  
, lorsque  
le. Il y a  
iser cette  
disposi-

ente une  
après les  
a séance.

personne

nneur et

isqu'à sa

orité du-

aison pa-  
re, si ce  
rès l'âge

e mécon-  
d'un en-  
vivants. »

de seize  
détenir  
éder un  
et, à cet  
ssement  
d'arres-

amencés  
arra seu-  
l enfant  
lant six  
nt dudit  
avec le  
ra l'or-  
ra, dans

« le premier cas, abréger le temps de la détention  
« requis par le père. »

Art. 8. « Il n'y aura, dans l'un et l'autre cas,  
« aucune écriture ni formalité judiciaire, si ce  
« n'est l'ordre même d'arrestation, dans lequel  
« les motifs n'en seront pas énoncés.

« Le père sera seulement tenu de souscrire une  
« soumission de payer tous les frais, et de four-  
« nir les aliments convenables. »

Art. 9. « Le père est toujours maître d'abréger  
« la durée de la détention par lui ordonnée ou  
« requise. Si après sa sortie l'enfant retombe dans  
« des écarts semblables, la détention pourra être  
« de nouveau ordonnée de la manière prescrite  
« aux articles précédents. »

Art. 10. « Si le père est remarié, il sera tenu,  
« pour faire détenir son enfant du premier lit,  
« lors même qu'il serait âgé de moins de seize  
« ans, de se conformer à l'article 7. »

Art. 11. « La mère survivante et non remariée ne  
« pourra faire détenir un enfant qu'avec le con-  
« cours des deux plus proches parents paternels,  
« et par voie de réquisition, conformément à l'ar-  
« ticle 7. »

Art. 12. « Dans le cas où l'enfant aurait des biens  
« personnels, sa détention ne pourra, quel que  
« soit son âge, avoir lieu que par voie de réqui-  
« sition en la forme de l'article 7; et l'enfant  
« détenu pourra adresser au commissaire du Gou-  
« vernement près le tribunal d'appel, un mémoire  
« contenant ses moyens de défense. »

Art. 13. « Les articles 6, 7, 8 et 9, seront  
« communs aux pères et mères des enfants natu-  
« rels légalement reconnus. »

Art. 14. « Le père, durant le mariage, et, après  
« la dissolution du mariage, le survivant des père  
« et mère, auront la jouissance des biens de leurs  
« enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis,  
« aux charges et conditions exprimées au titre de  
« la minorité. »

Art. 15. « Cette jouissance n'aura pas lieu au  
« profit de celui des père et mère contre lequel  
« le divorce aurait été prononcé, et elle cessera à  
« l'égard de la mère dans le cas d'un second ma-  
« riage. »

Art. 16. « Elle ne s'étendra pas aux biens que les  
« enfants pourront acquérir par un travail et une  
« industrie séparés, ni à ceux qui leur seront  
« donnés ou légués sous la condition expresse que  
« les père et mère n'en jouiront pas. »

## CHAPITRE II.

### *De la disposition officieuse.*

Art. 17. « Les père et mère pourront, par une  
« disposition officieuse, dans le cas de dissipation  
« notoire, réduire leurs enfants au simple usufruit  
« de leur portion héréditaire, au profit seulement  
« des descendants nés et à naître de ces derniers. »

Art. 18. « La disposition officieuse ne peut être  
« faite que par acte testamentaire.

« La cause y doit être spécialement exprimée :  
« elle doit être juste, et encore subsistante à l'é-  
« poque de la mort du père ou de la mère dis-  
« posants. »

Art. 19. « Les descendants de l'usufruitier ne pour-  
« ront, de son vivant, disposer de la propriété  
« dont ils se sont saisis en vertu de la disposition  
« officieuse. »

Art. 20. « L'usufruit laissé à l'enfant pourra être  
« saisi par les créanciers qui lui auront fourni  
« des aliments depuis sa jouissance.

« Les autres créanciers, soit antérieurs, soit  
« postérieurs à l'ouverture de cette jouissance,  
« ne pourront saisir l'usufruit que dans le cas où

[Disc. du projet de Code civil.]

près trente ans d'absence, la  
us leur appartiendra. »

17. « Tous ceux qui ne  
i de l'envoi provisoire, ne p  
ypothéquer les immeubles de

18. « Si l'absence a continué  
depuis l'envoi provisoire, o  
à laquelle l'époux commun a  
ration des biens de l'absent  
ilé cent ans révolus depuis l  
ent, les cautions seront dé  
oyants droit pourront dema  
biens de l'absent, et faire pr  
ossession définitif par le t  
e instance. »

19. « La succession de l'abs  
our de son décès prouvé, au  
les plus proches à cette époq  
ient jouir des biens de l'abse  
es restituer, sous la réserve  
acquis en vertu de l'article

20. « Si l'absent reparait, ou s  
rouvée pendant l'envoi pro  
lu jugement qui aura déclaré  
it, sans préjudice, s'il y a lie  
ervatoires prescrites pour l'  
s biens au chapitre 1<sup>er</sup>. »

21. « Si l'absent reparait, ou s  
rouvée, même après l'envoi  
rera ses biens dans l'état où il  
rix de ceux qui auraient été  
s provenant de l'emploi qu  
rix de ses biens vendus. »

22. « Les enfants et descend  
ent pourront également, de  
à compter de l'envoi défin.  
stitution de ses biens, com  
le précédent. »

des re-

t qu'en  
talièner

nt. »

it trente

is l'épo-

s l'admi-

s'il s'est

sance de

es ; tous

partage

r l'envoi

l de pre-

ouverte

des héri-

ceux qui

ont tenus

ruits par

existence

e, les ef-

ence ces-

mesures

istration

existence

itif, il re-

ouveront,

és, ou les

it été fait

directs de

es trente

demander

est dit à

tion d'ab-

s droits à

poursui-

voqués en

it l'admi-

roits éven-

ent.

roit échu

as recon-

existait

e preuve

mande. »

laquelle

ce n'est

ivement

de con-

lie à son

articles

sactions

lesquels

enfants et

le laps

présentera

exercées

la sur-

erçus de

mariage.

joint a

« contracté une nouvelle union, sera seul recevable  
« à attaquer ce mariage par lui-même, ou par son  
« fondé de pouvoir, muni de la preuve de son  
« existence. »

Art. 29. « Si l'époux absent n'a point laissé de  
« parents habiles à lui succéder, l'autre époux  
« pourra demander l'envoi en possession provi-  
« soire des biens. »

### CHAPITRE III.

#### *De la surveillance des enfants mineurs du père qui a disparu.*

Art. 30. « Si le père a disparu laissant des en-  
« fants mineurs issus d'un commun mariage, la  
« mère en aura la surveillance, et elle exercera  
« tous les droits du mari quant à leur éducation  
« et à l'administration de leurs biens. »

Art. 31. « Six mois après la disparition du père,  
« si la mère était décédée lors de cette dispari-  
« tion, ou si elle vient à décéder avant que l'ab-  
« sence du père ait été déclarée, la surveillance  
« des enfants sera déferée, par le conseil de fa-  
« mille, aux ascendants les plus proches, et, à  
« leur défaut, à un tuteur provisoire. »

Art. 32. « Il en sera de même dans le cas où  
« l'un des époux qui aura disparu laissera des  
« enfants mineurs issus d'un mariage précé-  
« dent. »

Le citoyen **Berlier** présente le titre de la mi-  
norité, de la tutelle et de l'émancipation.

(Première rédaction).

### CHAPITRE PREMIER.

#### *De la minorité.*

Art. 1<sup>er</sup>. « Le mineur est l'individu de l'un et de  
« l'autre sexe qui n'a point encore atteint l'âge de  
« vingt et un ans accomplis. »

Art. 2. « Jusqu'à l'âge de dix-huit ans accom-  
« plis, le mineur, considéré absolument incapable  
« de se conduire lui-même et de régir ses biens,  
« est placé sous la direction d'un tuteur. »

Art. 3. « A dix-huit ans accomplis, le mineur  
« peut obtenir, par l'émancipation, l'administra-  
« tion de ses biens ; il ne peut agir pour le sur-  
« plus qu'avec l'assistance d'un curateur. »

Le citoyen **Berlier** rappelle la discussion qui  
a eu lieu dans la séance du 26 frimaire an X.

Il en résulte que le Conseil a été d'avis de ré-  
duire le chapitre à l'article premier, et de retran-  
cher les deux autres articles.

Le **Consul** ajourne la discussion du chapi-  
tre 1<sup>er</sup> après les chapitres suivants, afin de ne rien  
préjuger sur l'émancipation.

Le chapitre II, intitulé de la tutelle, est soumis  
à la discussion.

La section 1<sup>re</sup> est ainsi conçue :

### SECTION PREMIÈRE.

#### *De la tutelle des père et mère.*

Art. 4. « Après la dissolution du mariage arri-  
« vée par le décès de l'un des époux, la tutelle des  
« enfants mineurs et non émancipés appartient  
« de plein droit au survivant des père et mère. »

Art. 5. « La mère tutrice gagnera les fruits de  
« la même manière que le père, et sous les seu-  
« les exceptions expliquées au titre de la puis-  
« sance paternelle. »

Art. 6. « Le père tuteur et la mère tutrice sont  
« tenus de faire procéder à un inventaire, à moins  
« qu'il n'y ait exception à ce sujet, portée soit au  
« contrat de mariage, soit au testament, dont, en  
« ce cas, les dispositions seront suivies.

« Ils doivent faire procéder par un Conseil de





—

—

—

—

[Disc. du projet de Code civil.]

t à naître, qui semble suppo  
r ne doive s'occuper de l'en  
ssance, tandis que sa surveill  
r objet d'empêcher la suppos  
l'article est adopté avec cet an  
es articles 8 et 9 sont adoptés  
l'article 10 est discuté.

le citoyen **Tronchet** observ  
ide deux questions : d'un cô  
s les cas, de la tutelle, la mère  
l'autre, il n'en prive jamais le  
es rédacteurs du projet de Co  
ri la jurisprudence, qui priv  
lle la mère remariée, parce  
; le convol en secondes noce  
lresse pour ses enfants est di  
n second mariage peut faire  
fection du père, et il est des  
loute se convertit en certitu  
où un homme opulent épous  
près ces considérations, les r  
nt d'obliger le père à déclare  
iage qu'il se propose de contr  
r la famille à décider s'il de  
lle.

le citoyen **Tronchet** voudra  
mère fussent également soum  
et que lorsqu'ils l'auraient  
t privés de la tutelle.

le citoyen **Berlier** dit que  
ervations de quelques tribun  
section s'est écartée du systèm  
projet de Code civil par rappo  
on a craint qu'un conseil d  
prévenu n'empêchât un mar  
l'érêt même des enfants.

a semblé, d'ailleurs, trop dur

le cura-  
près sa  
ment  
nt.

article  
, dans  
marie;  
arié.  
vaient  
de la  
, de sa  
que sa

issi de  
ces où  
rait le  
vante.  
propo-  
ille le  
l'auto-  
ver la

père et  
forma-  
ls fus-

rès les  
el, que  
acteurs  
l.  
injuste  
té pour

dépen-  
ait que

es pri-  
te lors-  
point  
serait  
la tu-  
n'est-  
elles  
fants?  
hes se  
veuves  
lles se  
nfants  
second

existe  
il im-  
se re-  
il n'a  
en de  
marie  
la tu-  
ri res-

de ré-  
jet de

il est  
oquer  
le doit

gation  
, il est  
biens  
able à

« partir du jour de la célébration de son second mariage. »

Art. 12. « Si c'est la mère qui s'est remariée sans avoir rempli la même obligation, la tutelle ne peut lui être conservée, et son nouveau mari est solidairement responsable de la gestion, à compter du jour de l'acte de mariage. »

Art. 13. « Le conseil de famille ne peut conserver la tutelle à la mère qui se remarie après avoir rempli l'obligation prescrite par l'article 10, qu'en lui donnant pour cotuteur ce second mari, qui devient solidairement responsable de la gestion. »

Le consul **Cambacérès** dit qu'il serait bien dur d'obliger le père à soumettre à la famille le mariage qu'il se propose de contracter.

Mais, au lieu de soumettre le père à la formalité humiliante de l'aveu de la famille sur son mariage, ne pourrait-on pas donner une action à la famille, ou plutôt encore au ministère public, pour le faire déclarer déchu de la tutelle, si son nouveau mariage compromettait, en effet, les intérêts de ses enfants ?

A l'égard de la mère, le père devrait être autorisé à lui ôter, par son testament, jusqu'au titre de tutrice, dans le cas où elle se remarierait. Si le père n'avait rien statué, ou qu'on eût devoir refuser au père le droit dont on vient de parler, il faudrait que la mère fût obligée à consulter la famille sur son mariage, et que l'omission de cette formalité rendît son second mari responsable de la gestion.

Il est des dispositions très-sages dans les articles que le citoyen **Bigot-Préameneu** vient de rappeler; mais il n'est pas juste de confondre le père et la mère, car le mariage du père ne change pas l'état de la famille : elle conserve toujours le même chef, tandis que la mère remariée passe dans une autre famille et sous l'autorité de son second mari. Cette distinction a déjà servi de base aux articles adoptés au titre de *la puissance paternelle*, aux termes desquels le père remarié conserve la jouissance des biens de ses enfants, tandis qu'au contraire la mère les perd si elle contracte un second mariage.

Le citoyen **Berlier** dit qu'on pourrait retrancher du titre toutes les dispositions relatives au père remarié. Il demeurerait sous l'empire des principes généraux qui privent de la tutelle pour inconduite, mauvaise administration et autres cas déterminés. La loi ne s'expliquerait donc que sur la mère remariée, et alors on pourrait adopter les dispositions du projet de Code civil qui la concernent.

Toutes ces observations sont renvoyées à la section.

La section II est ainsi conçue :

#### SECTION II.

##### *De la tutelle déferée par le père ou la mère.*

Art. 11. « Le droit individuel de choisir un tuteur parent ou même étranger n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère. »

Art. 12. « Ce droit ne peut être exercé que d'une des manières suivantes :

« 1<sup>o</sup> Par acte de dernière volonté ;

« 2<sup>o</sup> Par une déclaration faite, ou devant le juge de paix assisté de son greffier, ou devant deux notaires, ou devant un notaire en présence de deux témoins. »

Art. 13. « Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des personnes qu'à défaut

[Disc. du projet de Code civil.]

artements, après l'expiration  
augmenté d'autant de jours  
dix myriamètres (*environ*  
ville où la promulgation aura  
lieu de chaque départemen

. 2. « La loi ne dispose que  
n'a point d'effet rétroactif.

. 3. « Les lois de police et de  
ceux qui habitent le territoire  
des immeubles, même ceux  
angers, sont régis par la loi  
les lois concernant l'état et  
sonnes régissent les Français  
pays étrangers. »

. 4. « Le juge qui refusera  
texte du silence et de l'obscur  
tendance de la loi, pourra  
être coupable de déni de jus

. 5. « Il est défendu aux juges  
voie de disposition générale  
sur les causes qui leur sont

. 6. « On ne peut déroger, par  
des lois particulières, aux lois  
d'ordre public et les bonnes mœurs  
repréhenables. »  
titre II du titre de la minorité  
l'émancipation.

Les articles 22 et 23 sont adoptés.  
L'article 24 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** propose  
de paix de départager : la n  
serait trop différée, s'il fallait  
autre départageant ; car il  
de choisir un membre de  
pendant on ne pourrait appeler,  
personne absente, sans recon

est impossible que tous les individus appelés à l'assemblée, ou soient incapables de la tutelle, ou aient le droit de refuser.

Le consul **Cambacérés** consent à la suppression de l'article, pourvu que l'on conserve à l'absent le droit de s'excuser lorsqu'il y aura des parents plus proches capables de la tutelle.

L'article est supprimé.

La proposition du Consul est adoptée et renvoyée à la section V.

L'article 30 est supprimé.

Les articles 31 et 32 sont adoptés.

On reprend la discussion des articles 25 et 26.

Ils sont adoptés pour être placés dans une section particulière.

La section V est soumise à la discussion. Elle est ainsi conçue :

#### SECTION V.

##### *Des causes qui dispensent de la tutelle.*

Art. 33. « Sont dispensés de la tutelle :

« Les membres des autorités établies par les titres 2, 3 et 4 de l'acte constitutionnel;

« Les juges du tribunal de cassation, commissaires et substituts près le même tribunal;

« Les commissaires de la comptabilité nationale;

« Les préfets;

« Tous citoyens exerçant une fonction publique dans un département autre que celui où la tutelle s'établit. »

Art. 34. « Sont également dispensés de la tutelle :

« Les militaires en activité de service,

« Et ceux qui remplissent hors le territoire de la République une mission du Gouvernement. »

Art. 35. « Les citoyens de la qualité exprimée

« aux deux articles précédents, qui ont accepté

« la tutelle postérieurement aux fonctions, servi-

« ces ou missions qui en dispensent, ne seront plus

« admis à s'en faire décharger pour cette cause.

Art. 36. « Ceux, au contraire, à qui lesdites

« fonctions, services ou missions auront été con-

« férés postérieurement à l'acceptation et gestion

« d'une tutelle, pourront, s'ils ne veulent la con-

« server, faire convoquer un conseil de famille

« pour y être procédé à leur remplacement.

« Si, à l'expiration de ces fonctions, services

« ou missions, le nouveau tuteur réclame sa dé-

« charge, ou que l'ancien redemande la tutelle, elle

« pourra lui être rendue par le conseil de famille.

Art. 37. « Tout individu âgé de soixante-cinq

« ans accomplis peut refuser d'être tuteur.

« Celui qui aura été nommé avant cet âge

« pourra, à soixante-dix ans, se faire décharger

« de la tutelle. »

Art. 38. « Tout individu atteint d'une infirmité

« grave et dûment justifiée est dispensé de la tu-

« telle.

« Il pourra même s'en faire décharger, si cette

« infirmité est survenue depuis sa nomination. »

Art. 39. « Deux tutelles sont pour toutes per-

« sonnes une juste dispense d'en accepter une

« troisième.

« Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé

« d'une tutelle, ne pourra être tenu d'en accepter

« une seconde, excepté celle de ses enfants. »

Art. 40. « Ceux qui ont cinq enfants légitimes,

« sont dispensés de toute tutelle autre que celle

« desdits enfants.

« Les enfants morts en activité de service dans

« les armées de la République seront toujours

« comptés pour opérer cette dispense.

« Les autres enfants morts ne seront comptés

« qu'autant qu'ils auront eux-mêmes laissé des

« enfants actuellement existants. »

[Disc. du projet de Code civil.]

asser bail, ni accepter la cess  
u créance contre son pupille.

rt. 54. « Dans les dix jours q  
e sa nomination, dûment con  
ur requerra la levée des sce  
opposés, et fera procéder immé  
entaire des biens du mineur.  
ubrogé-tuteur.

S'il lui est dû quelque chose  
devra le déclarer dans l'in  
'être déchu de sa créance. »

rt. 55. « Dans le mois qui s  
l'inventaire, le tuteur fera  
nce du subrogé-tuteur, aux  
r un officier public, et après  
iblications dont le procès-ve  
ention, tous les meubles aut  
conseil de famille l'aurait a  
er en nature. »

rt. 56. « Les père et mère, ta  
uissance propre et légale des  
nt dispensés de vendre les m  
ent de les garder pour la  
ture.

Dans ce cas, ils en feront fair  
e estimation à juste valeur  
i sera nommé par le subrogé-t  
rment devant le juge de paix  
leur estimative de ceux des  
pourraient représenter en n

rt. 57. « Le tuteur, même le  
e peut emprunter pour le m  
i hypothéquer ses biens im  
re autorisé par un conseil de  
Cette autorisation ne devra é  
ur les objets suivants ; savoir  
n le paiement d'une dette, o

droit

« dit en l'article précédent : les étrangers y seront nécessairement admis. »

celui

Art. 61. « Le tuteur ne peut, en aucun cas, ré-

le tu-

« pudier soit une donation, soit une succession

at été

« échue au mineur; mais son acceptation pure et

l'in-

« simple, ou sous bénéfice d'inventaire, ne pré-

ce du

« judiciera point à la faculté que le mineur, de-

neur,

« venu majeur, aura, soit d'accepter, soit de re-

peine

« noncer. »

loture

Art. 62. « Tout tuteur, autre que le père ou la

i pré-

« mère, ne peut introduire en justice une action

eques

« relative aux droits immobiliers du mineur, ni

es ou

« acquiescer à une demande relative aux mêmes

e fera

« droits, sans l'autorisation du conseil de famille. »

x que

Art. 63. « Le tuteur, autre que le père ou la

nsér-

« mère, ne peut provoquer un partage qu'avec

« l'autorisation du conseil de famille : il pourra,

« sans cette autorisation, répondre à une demande

« en partage dirigée contre son mineur; mais,

« dans l'un et l'autre cas, le partage sera pure-

« ment provisionnel, sauf ce qui est dit ci-après. »

Art. 64. « Pour obtenir, à l'égard du mineur,

« tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le par-

« tage, dans le cas même où la tutelle est exercée

« par le père ou la mère, devra être fait en jus-

« tice.

« Il sera précédé d'une estimation faite par

« experts nommés par le tribunal civil du lieu

« de l'ouverture de la succession.

« Ces experts, après avoir affirmé leur estima-

« tion devant le président du même tribunal,

« procéderont à la division des héritages et à la

« formation des lots, qui seront tirés au sort et

« en présence soit d'un commissaire du tribunal,

« soit d'un officier public par lui délégué, lequel

« fera la délivrance des lots. »

Art. 65. « Dans le cas où le partage en justice

« est provoqué au nom du mineur et dans son

« intérêt, les frais de justice seront par lui sup-

« portés ;

« Au cas contraire, ils seront supportés par tous

« les copartageants. »

Art. 66. « Le tuteur qui aura des sujets de mé-

« contentement graves sur la conduite du mineur,

« pourra porter ses plaintes à un conseil de fa-

« mille ; et, s'il y est autorisé par ce conseil, pro-

« voquer la réclusion du mineur dans une maison

« de correction, conformément à ce qui est statué

« à ce sujet au titre de la *puissance paternelle*. »

L'article 53 est adopté.

L'article 54 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que la dernière dis-

position de cet article paraît sans objet, puisque

le tuteur ne peut se prétendre créancier sans rap-

porter le titre de sa créance.

Le citoyen **Jollivet** répond qu'on doit pourvoir

à ce qu'il ne puisse faire revivre sa créance en

supprimant la quittance qu'il a donnée.

L'article est adopté.

Les articles 55 et 56 sont adoptés.

L'article 57 est discuté.

Le consul **Cambacérès** pense que cet article

est trop précis. Il est encore d'autres cas que ceux

qu'il spécifie, où l'intérêt du mineur peut exiger

l'aliénation d'un immeuble ou d'un emprunt.

La garantie du mineur dépend surtout de l'im-

puissance où doit être le tuteur d'aliéner ou

d'emprunter sans y avoir été autorisé.

Le citoyen **Tronchet** rappelle que les anciennes

lois se bornaient à défendre les aliénations, hors

les circonstances où elles étaient commandées

par une *nécessité absolue*, ou par un *avantage*

*évident du mineur*. Elles embrassaient ainsi tous

les cas.



[Disc. du projet de Code civil.]

sément et sans solidarité, des  
rêts dus au mineur.

Cette règle n'a lieu que pour  
solvabilité du tuteur existait de  
nomination : si elle est surv  
sponsabilité pèse tout entière  
tuteur, à moins qu'il ne l'ait dé  
la famille, et provoqué un  
tuteur. »

rt. 76. « La responsabilité du  
ra lieu aussi dans le cas où  
ésigné par le père ou la mère,  
tuteur, serait devenu insolvable  
ait fait les diligences prescri  
écédent. »

rt. 77. « Lorsque de telles di  
a lieu et n'auront pas été suiv  
ement de tuteur, les parents c  
pouvoir seront responsable  
it en l'article 75. »

rt. 78. « L'action en garantie,  
rticles précédents, se prescrit p  
née depuis le jour où le comp  
é présenté.

Toute action du mineur cont  
lativement aux frais de la tut  
or dix ans à compter de la ma  
l'article 75 est discuté.

le citoyen **Maleville** dit que  
qu'établit cet article n'a exis  
s le cas où il y avait dol de la  
eurs.

le citoyen **Bigot-Préameneu**  
la ci-devant Bretagne, qui rer  
eurs responsables, n'a jamais

le citoyen **Tronchet** observe c  
épondre de la solvabilité d'un

3-10-

CHAPITRE PREMIER.

*De la jouissance des droits civils.*

Art. 1<sup>er</sup>. « L'exercice des droits civils est indé-  
pendant de la qualité de *citoyen*, laquelle ne  
s'acquiert et ne se conserve que conformément  
à la loi constitutionnelle. »

Art. 2. « Tout Français jouira des droits civils. »

Art. 3. « Tout individu né en France d'un étran-  
ger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de  
sa majorité, réclamer la qualité de *Français*,  
pourvu que, dans le cas où il résiderait en  
France, il déclare que son intention est d'y fixer  
son domicile ; et que, dans le cas où il résiderait  
en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer  
en France son domicile, et qu'il l'y établisse dans  
l'année, à compter de l'acte de soumission. »

Art. 4. « Tout enfant né d'un Français, en pays  
étranger, est Français.

« Tout enfant né, en pays étranger, d'un Fran-  
çais qui aurait perdu la qualité de Français,  
pourra toujours recouvrer cette qualité, en rem-  
plissant les formalités prescrites par l'article 3. »

Art. 5. « L'étranger jouira en France des mêmes  
droits civils que ceux qui sont ou seront ac-  
cordés aux Français par les traités de la nation  
à laquelle cet étranger appartiendra. »

Art. 6. « L'étrangère qui aura épousé un Fran-  
çais suivra la condition de son mari. »

Art. 7. « L'étranger qui aura été admis par le  
Gouvernement à établir son domicile en France,  
y jouira de tous les droits civils tant qu'il con-  
tinuera d'y résider. »

Art. 8. « L'étranger, même non résidant en  
France, pourra être cité devant les tribunaux  
français pour l'exécution des obligations par  
lui contractées en France avec un Français ; il  
pourra être traduit devant les tribunaux de  
France pour les obligations par lui contractées  
en pays étranger envers des Français. »

Art. 9. « Un Français pourra être traduit devant  
un tribunal de France pour des obligations par  
lui contractées en pays étranger, même avec un  
étranger. »

Art. 10. « En toutes matières autres que celles  
de commerce, l'étranger qui sera demandeur  
sera tenu de donner caution pour le paiement  
des frais et dommages-intérêts résultant du  
procès, à moins qu'il ne possède en France des  
immeubles d'une valeur suffisante pour assurer  
ce paiement. »

CHAPITRE II.

*De la privation des droits civils.*

SECTION PREMIÈRE.

*De la privation des droits civils par la perte de  
la qualité de Français.*

Art. 11. « La qualité de Français se perdra : 1<sup>o</sup> par  
la naturalisation acquise en pays étranger ; 2<sup>o</sup> par  
l'acceptation non autorisée par le gouvernement  
de fonctions publiques conférées par un gouver-  
nement étranger, par l'affiliation à toute corpo-  
ration étrangère qui exigera des distinctions de  
naissance ; 4<sup>o</sup> enfin par tout établissement fait  
en pays étranger sans esprit de retour.

« Les établissements de commerce ne pourront  
jamais être considérés comme ayant été faits  
sans esprit de retour. »

Art. 12. « Le Français qui aurait perdu sa qua-  
lité de Français pourra toujours la recouvrer en  
rentrant en France avec l'autorisation du Gou-  
vernement, et en déclarant qu'il veut s'y fixer  
et qu'il renonce à toute distinction contraire à  
la loi française. »

[Disc. du projet de Code civil.]

## CHAPITRE II.

### *formalités relatives à la célébration du mariage.*

l. 16. « Le mariage sera célébré devant l'officier civil du domicile des parties. »

t. 17. « Les deux publications prescrites par l'article 30, chapitre 3 du titre de l'acte civil, seront faites à la municipalité de la commune de l'une des parties contractantes au lieu de son domicile. »

t. 18. « Néanmoins, si le domicile est changé par six mois de résidences, les publications seront faites, en outre, à l'ancien domicile. »

t. 19. « Si les parties contractantes, sont, relativement au mariage, d'autrui, les publications seront faites à la municipalité du domicile de la puissance desquels elle est exercée. »

t. 20. « Le Gouvernement, ou les autorités locales, pourront, par des arrêtés, dispenser de la seconde publication, les mariages célébrés entre Français, et entre Français et étrangers, si l'un des contractants est étranger. »

t. 21. « Le mariage contracté entre Français, et entre Français et étrangers, sera valable s'il a été célébré devant l'officier civil du lieu de célébration, pourvu qu'il y ait eu les publications prescrites par l'article 30, chapitre 3 du titre des actes de l'état civil. »

t. 22. « Dans les trois mois de la célébration du mariage, l'acte de célébration du mariage sera transcrit sur le registre des mariages du lieu de célébration. »

t. 23. « Dans les trois mois de la célébration du mariage, l'acte de célébration du mariage sera transcrit sur le registre des mariages du lieu de célébration. »

nant  
i na-  
qu'il  
ent à  
sent,  
s lois

ticles  
sys-

a em-  
ur de  
n par  
après  
on du  
les le

privé  
a jus-  
télai ;  
t il ne  
finiti-  
es.

: con-  
spira-  
is des

ssion.  
savoir  
i ma-  
ntend  
iel la

essen-  
ce que  
bsolue  
que la  
avoir  
imace

a été  
e que

rminé

imace  
ut est  
i à ce  
Il est  
mort

diffi-  
té de  
ccor-  
tiers  
ouve-  
nt la  
con-  
ans,  
it dé-  
amné

eux -  
: car  
colla-

ie le  
tème  
ts du  
plus  
leur  
essi-  
nace.

Le citoyen **Tronchet** dit que puisque tous les systèmes ont leurs inconvénients, il convient de ne se déterminer que par l'autorité des principes.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que la dissolution du mariage du condamné dans l'intervalle des cinq ans est la plus grande des difficultés que présente le système adopté par le Conseil. En effet, les enfants nés pendant ce laps de temps seraient illégitimes.

On répond que le père, après avoir purgé la contumace, pourra, en les reconnaissant, leur rendre les prérogatives de la légitimité; mais cette nécessité de les reconnaître supposerait qu'ils sont nés illégitimes, et les exposerait à pe dre leur état si leur père, ou par négligence ou par ignorance de ce que la loi prescrit à cet égard, omettait de les reconnaître.

Le citoyen **Tronchet** dit que, dans l'ancien droit, ces enfants auraient été incapables de suc-céder.

Mais quels sont à cet égard les principes?

La légitimité n'est pas un effet de la filiation, mais de la volonté de la loi. La loi, pour l'ac-corder, a besoin de la certitude morale que les enfants sont en effet les fruits de l'union des époux : elle a cette certitude à l'égard des époux qui portent sous les yeux du public les liens du mariage; mais l'a-t-elle également lorsque l'un des époux est errant et caché?

Comment d'ailleurs un homme retranché de la société pourrait-il communiquer à ses enfants des droits civils dont lui-même est privé?

Le citoyen **Boulay** demande comment on peut concilier le principe que la mort civile dissout le mariage aussitôt après l'exécution en effigie, avec la défense faite à la femme de se remarier avant l'expiration des cinq ans donnés pour purger la contumace. Il est plus naturel de laisser le mariage en suspens.

Le citoyen **Tronchet** répond que la défense faite à la femme vient de ce que, pendant cinq ans, il existe une condition résolutoire de la condamnation. Il est donc impossible de permet-tre à la femme de se remarier en quelque sorte provisoirement; car le mal serait sans remède si ensuite, la condamnation venant à cesser, le premier mariage devait reprendre son cours.

Le citoyen **Jollivet** dit que puisqu'on est d'ac-cord de ne pas permettre à la femme de se remarier, il est évident qu'on ne peut regarder le mariage comme dissous, de quelques expressions qu'on se serve pour qualifier l'état du contumax.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il répugne à la rai-son de regarder, pour certain cas, comme mort le même individu que, pour d'autres cas, on veut faire considérer comme vivant.

C'est cependant cette contradiction que com-porte le système du citoyen *Tronchet*, et qui ne peut cesser qu'en substituant à la mort civile la suspension de certains droits civils, durant le temps donné pour purger la contumace.

Il faut bien remarquer d'ailleurs que, nonobstant ce qui fut dit à ce sujet dans les précédentes dis-cussions, la contradiction ne serait pas levée par la faculté qu'aurait la femme du condamné de demander le divorce; car cette voie même sup-pose le mariage subsistant et les deux époux vivants : or, dans le système de la mort civile, la femme du condamné devrait être considérée comme veuve, et son mariage comme dissous de plein droit.

Ainsi, dans une matière qui ne peut être rai-sonnablement scindée, on ne saurait admettre une fiction de mort qui n'opérerait qu'un effet partiel.

CHAPITRE II.

*Formalités relatives à la célébration du mariage.*

16. « Le mariage sera célébré par l'officier civil du domicile des parties. »

17. « Les deux publications prescrites par l'article 30, chapitre 3 du titre des actes, seront faites à la municipalité de l'une des parties contractantes.

18. « Néanmoins, si le domicile que par six mois de résidence ont été fait, en outre, à leur dernier domicile. »

19. « Si les parties contractantes, sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront faites à la municipalité du domicile de la puissance desquels elles sont.

20. « Le Gouvernement, ou le Roi, à cet effet, pourront, pour les dispenses de la seconde publication.

21. « Le mariage contracté en France, et entre Français, est valable s'il a été célébré dans le pays, pourvu qu'il y ait eu les publications prescrites par l'article 3 du titre des actes de l'état civil, et que les lois françaises n'aient point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

22. « Dans les trois mois après la célébration du mariage, l'acte de célébration du mariage, s'il est étranger, sera transcrit sur le registre des mariages du lieu de son

« l'opposition : le tout à peine de nullité et de l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait signé l'acte contenant l'opposition. »

Art. 28. « Le tribunal de première instance prononcera dans la décade sur la demande en mainlevée. »

Art. 29. « S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la citation. »

Art. 30. « Si l'opposition est rejetée, les opposants, autres néanmoins que les ascendants, pourront être condamnés à des dommages-intérêts. »

#### CHAPITRE IV.

##### *Des demandes en nullité de mariage.*

Art. 31. « Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux, ou de l'un des deux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre. »

« Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur. »

Art. 32. « Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui reconnue. »

Art. 33. « Le mariage contracté sans le consentement des père et mère, des ascendants ou du conseil de famille, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis, ou par celui des époux qui avait besoin de ce consentement. »

Art. 34. « L'action en nullité ne peut plus être intentée ni par les époux, ni par les parents dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé une année, sans réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage. Elle ne peut être intentée non plus par l'époux, lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour consentir par lui-même au mariage. »

Art. 35. « Tout mariage contracté en contra-vention aux dispositions contenues aux articles 1, 4, 12, 13 et 14 du chapitre 1<sup>er</sup>, peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public. »

Art. 36. « Néanmoins le mariage contracté par des époux qui n'avaient point encore atteint l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué : 1<sup>o</sup> lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux ou que les époux ont atteint l'âge compétent; 2<sup>o</sup> lorsque la femme, qui n'avait point atteint cet âge, avait conçu avant l'échéance de six mois. »

Art. 37. « Les père, mère, les ascendants et la famille qui ont consenti au mariage contracté dans le cas de l'article précédent, ne sont point recevables à en demander la nullité. »

Art. 38. « Dans tous les cas où, conformément à l'article 35, l'action en nullité peut être intentée par tous ceux qui y ont un intérêt, elle ne peut l'être par les parents collatéraux, ou par les enfants nés d'un autre mariage, du vivant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils y ont un intérêt né et actuel. »

« du Français sur le territo  
« l'acte de célébration du  
« pays étranger sera transc  
« blic des mariages du lieu

#### CHAPITRE

##### *Des oppositions au*

Art. 23. « Le droit de fou  
• célébration du mariage ap  
« engagée par mariage avec  
« contractantes. »

Art. 24. « Le père et, à d  
• et à défaut de père et de  
« aïeules, peuvent former c  
• de leurs enfants et des  
« ceux-ci aient vingt-cinq ;

Art. 25. « A défaut d'aucu  
• ou la sœur, l'oncle ou la  
• cousine germains, majeur  
• opposition que dans les de  
« 1° Lorsque le consente  
« famille, requis par l'arti  
« obtenu ;  
« 2° Lorsque l'opposition ;

ration du ma-

publiquement  
le de l'une des

ordonnées par  
s actes de l'état  
lité du lieu où  
aura son do-

ile actuel n'est  
nce, les publi-  
a municipalité

ntes, ou l'une  
riage, sous la  
ns seront en-  
mille de ceux  
se trouvent. »

ceux qu'il pro-  
ur des causes  
publication. »

« pays étranger  
s et étranger,  
ns les formes  
ait été précédé  
article 30, cha-  
civil, et que  
u aux dispo-  
cédent.

près le retour  
a République,  
contracté en  
le registre pu-  
domicile. »

age.

pposition à la  
t à la personne  
es deux parties

« père, la mère,  
les aïeuls et  
on au mariage  
s, encore que  
omplis. »

« dant, le frère  
e cousin ou la  
uvent former  
suivants :  
tu conseil de  
, n'a pas été

dée sur l'état  
te opposition,  
rer mainlevée  
reque qu'à la  
ner l'interdic-  
délai qui sera

us par l'article  
r ne pourra,  
ratelle, former  
té autorisé par  
convoquer. »  
« énoncera la  
le droit de la  
domicile dans  
re célébré; il  
e soit fait à la  
les motifs de

« l'opposition : le tout à peine de nullité et de  
« l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait  
« signé l'acte contenant l'opposition. »

Art. 28. « Le tribunal de première instance  
« prononcera dans la décade sur la demande en  
« mainlevée. »

Art. 29. « S'il y a appel, il y sera statué dans  
« les dix jours de la citation. »

Art. 30. « Si l'opposition est rejetée, les oppo-  
« sants, autres néanmoins que les ascendants,  
« pourront être condamnés à des dommages-in-  
« térêts. »

#### CHAPITRE IV.

##### *Des demandes en nullité de mariage.*

Art. 31. « Le mariage qui a été contracté sans  
« le consentement libre des deux époux, ou de  
« l'un des deux, ne peut être attaqué que par les  
« époux, ou par celui des deux dont le consen-  
« tement n'a pas été libre.

« Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne,  
« le mariage ne peut être attaqué que par celui  
« des deux époux qui a été induit en erreur. »

Art. 32. « Dans le cas de l'article précédent, la  
« demande en nullité n'est plus recevable toutes  
« les fois qu'il y a eu cohabitation continuée  
« pendant six mois depuis que l'époux a acquis  
« sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui  
« reconnue. »

Art. 33. « Le mariage contracté sans le con-  
« sentement des père et mère, des ascendants ou  
« du conseil de famille, dans les cas où ce con-  
« sentement était nécessaire, ne peut être attaqué  
« que par ceux dont le consentement était re-  
« quis, ou par celui des époux qui avait besoin  
« de ce consentement. »

Art. 34. « L'action en nullité ne peut plus être  
« intentée ni par les époux, ni par les parents  
« dont le consentement était requis, toutes les  
« fois que le mariage a été approuvé expressé-  
« ment ou tacitement par ceux dont le consen-  
« tement était nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé  
« une année, sans réclamation de leur part, depuis  
« qu'ils ont eu connaissance du mariage. Elle ne  
« peut être intentée non plus par l'époux, lors-  
« qu'il s'est écoulé une année sans réclamation  
« de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent  
« pour consentir par lui-même au mariage. »

Art. 35. « Tout mariage contracté en contra-  
« vention aux dispositions contenues aux arti-  
« cles 1, 4, 12, 13 et 14 du chapitre I<sup>er</sup>, peut  
« être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit  
« par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le mi-  
« nistère public. »

Art. 36. « Néanmoins le mariage contracté par  
« des époux qui n'avaient point encore atteint  
« l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait point  
« atteint cet âge, ne peut plus être attaqué : 1<sup>o</sup> lors-  
« qu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux  
« ou que les époux ont atteint l'âge compétent;  
« 2<sup>o</sup> lorsque la femme, qui n'avait point atteint  
« cet âge, avait conçu avant l'échéance de six  
« mois. »

Art. 37. « Les père, mère, les ascendants et la  
« famille qui ont consenti au mariage contracté  
« dans le cas de l'article précédent, ne sont point  
« recevables à en demander la nullité. »

Art. 38. « Dans tous les cas où, conformément  
« à l'article 35, l'action en nullité peut être in-  
« tentée par tous ceux qui y ont un intérêt, elle  
« ne peut l'être par les parents collatéraux, ou  
« par les enfants nés d'un autre mariage, du vi-  
« vant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils  
« y ont un intérêt né et actuel. »



[Disc. du proje

« sans le concours d  
« sentement par é  
Art. 68. « Si le m  
« à ester en jugem  
« risation. »

Art. 69. « Si le m  
« à passer un acte,  
« mari directement  
« instance de l'arro  
« mun, qui peut de  
« tion, après que le  
« ment appelé en l

Art. 70. « La fen  
« blique, peut, sar  
« s'obliger pour ce  
« dit cas, elle obli  
« munauté entre

« Elle n'est pas l  
« elle ne fait que  
« commerce de sc  
« elle fait un com

Art. 71. « Lorsqu  
« damnation en po  
« mante, encore qu  
« par contumace,  
« peut, pendant la  
« jugement ni cont  
« riser par le juge  
« l'autorisation sa  
« ou appelé. »

Art. 72. « Si le  
« juge peut, en cor  
« femme, soit pou  
« contracter. »

Art. 73. « Toute  
« pulée par contra  
« quant à l'adminis

ou son con-  
sers sa femme  
onner l'auto-

er sa femme  
ire citer son  
de première  
micide com-  
son autorisa-  
endu ou dū-  
seil. »

archande pu-  
e son mari,  
égoce; et au-  
s'il y a com-

publique, si  
handises dū  
ement quand

né d'une con-  
ive ou infā-  
ononcée que  
majeure, ne  
ine, ester en  
tre fait auto-  
cas, donner  
été entendu

ou absent, le  
autoriser la  
nt, soit pour

le, même sti-  
valable que  
la femme. »  
l'autorisation,  
ne, soit pour  
acter. »  
défaut d'au-  
que par la  
ritiers. »  
as l'autorisa-

; noncé;  
ue définitive  
civile. »

cter un nou-  
puis la dis-  
rticles sont

és.  
article 47 ex-  
ou l'un des  
ne pourrait  
a possession  
taine qu'elle  
clusion que  
ssi absolue.  
urtout après  
cours de la-  
it mariés en  
ré de remplir  
le l'état civil.

Le citoyen **Treillard** trouve également l'arti-  
cle 46 vicieux, en ce qu'il suppose que la posses-  
sion d'état n'est pas une preuve suffisante du ma-  
riage de l'un des époux vis-à-vis de l'autre.

Ces observations sont adoptées, et le Conseil  
adopte les articles suivants :

Art. 45. « Nul ne peut réclamer le titre d'époux  
« et les effets civils du mariage s'il ne représente  
« un acte de célébration inscrit sur le registre de  
« l'état civil, sauf les cas prévus par l'article 13  
« du titre des actes de l'état civil. »

Art. 46. « La possession d'état ne pourra dis-  
« penser les prétendus époux qui l'invoqueront  
« respectivement, de représenter l'acte de célébra-  
« tion du mariage devant l'officier de l'état civil. »

Art. 47. « Lorsqu'il y a possession d'état, et que  
« l'acte de célébration du mariage devant l'offi-  
« cier de l'état civil est représenté, les époux se-  
« ront respectivement non recevables à demander  
« la nullité de cet acte. »

Art. 48. « Si néanmoins, dans les cas des articles  
« 45 et 46, il existe des enfants issus des deux in-  
« dividus qui ont vécu publiquement comme mari  
« et femme, et qui soient tous deux décédés, la  
« légitimité des enfants ne peut être contestée sous  
« le seul prétexte du défaut de représentation de  
« l'acte de célébration, toutes les fois que cette  
« légitimité est prouvée par une possession d'état  
« qui n'est point contredite par l'acte de nais-  
« sance. »

Les autres articles du projet sont adoptés.

On reprend la discussion du titre *de la minorité,  
de la tutelle et de l'émancipation*.

Le citoyen **Berlier** reproduit le chapitre *de la  
minorité*, dont la discussion avait été ajournée  
dans la séance du 22 vendémiaire.

Le consul **Cambacérés** dit que les articles 2  
et 3 entrent dans le chapitre *de l'émancipation*.

Ils sont renvoyés à ce chapitre.

Le consul **Cambacérés** dit que la seule ques-  
tion que présente l'article 1<sup>er</sup> est celle de savoir  
s'il ne convient pas de reculer la majorité à un  
âge plus avancé.

Ce changement pourrait être utile; mais comme  
depuis longtemps la majorité est fixée à vingt et  
un ans, et que d'ailleurs il paraît conséquent de  
faire coïncider la majorité civile avec la majorité  
politique, il y aurait peut-être quelque inconvé-  
nient à abroger le droit établi.

L'article est adopté.

Le citoyen **Berlier** présente le chapitre III, in-  
titulé *de l'émancipation*; il est ainsi conçu :

#### *De l'émancipation.*

Art. 79. « Le mineur est émancipé de plein droit  
par le mariage. »

Art. 80. « Le mineur qui est sous puissance de  
« père ou de mère, n'est jamais émancipé par le  
« simple bénéfice d'âge; mais il pourra, à dix-  
« huit ans accomplis, être émancipé par la volonté  
« de son père, ou, à défaut de père, par la volonté  
« de sa mère, exprimée soit devant le juge de  
« paix assisté de son greffier, soit devant deux  
« notaires, soit enfin devant un seul notaire, en  
« présence de deux témoins. »

Art. 81. « Tout autre mineur est émancipé de  
« plein droit lorsqu'il a atteint l'âge de dix-huit  
« ans accomplis, à moins que, dans le cours du  
« mois qui précède cette époque, un conseil de  
« famille dûment assemblé ne l'en ait jugé inca-  
« pable. »

Art. 82. « Dans ce dernier cas, le conseil de fa-  
« mille devra, chaque année, dans le mois corres-  
« pondant à celui où il aura déclaré le mineur in-

- dra tutrice, et le curateur
- le subrogé-tuteur. »

Art. 6. « Quand il existe  
• subrogé-tuteur remplira  
• fonctions de curateur. »

Art. 7. « La mère n'est  
• la tutelle; néanmoins, et  
• elle devra en remplir l'

• qu'elle ait fait nommer u

Art. 8. « Si la mère tutr  
• elle devra, avant l'acte d  
• le conseil de famille, q  
• doit lui être conservée.

« A défaut de cette conv  
• tutelle de plein droit, et  
• solidairement responsab  
• aura eu lieu depuis le n

Art. 9. « Lorsque le con  
• convoqué, conservera la  
• donnera nécessairement  
• mari, qui deviendra soli  
• avec sa femme, de la  
• mariage. »

SECTION

Art. 14. « Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale le conseil de famille eût pu en charger. »

## SECTION III.

*De la tutelle des ascendants.*

Art. 15. « Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à son aïeul paternel ; à défaut de celui-ci, à son aïeul maternel ; et ainsi en remontant, de manière que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant maternel du même degré. »

Art. 16. « Si, à défaut de l'aïeul paternel et de l'aïeul maternel du mineur, la concurrence se trouvait établie entre deux ascendants du degré supérieur qui appartenissent tous deux à la ligne paternelle du mineur, la tutelle passera de droit à celui des deux qui se trouvera être l'aïeul paternel du père du mineur. »

Art. 17. « Si la même concurrence a lieu entre deux bisaïeuls de la ligne maternelle, la nomination sera faite par le conseil de famille, qui ne pourra néanmoins que choisir l'un des deux ascendants en concours. »

## SECTION IV.

*De la tutelle déferée par le conseil de famille.*

Art. 18. « Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendants mâles, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement excusé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomination d'un tuteur. »

Art. 19. « Ce conseil sera convoqué, soit sur la réquisition et à la diligence des parents du mineur, de ses créanciers ou d'autres parties intéressées, soit même d'office et à la poursuite du juge de paix du domicile du mineur ; auquel effet toute personne pourra dénoncer à ce juge de paix le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur. »

Art. 20. « Le conseil de famille sera composé, non compris le juge de paix, de six parents ou alliés pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte, que dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne. »

« Le parent sera préféré à l'allié du même degré ; et parmi les parents de même degré, le plus âgé à celui qui le sera moins. »

Art. 21. « Les frères germains du mineur et les maris des sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent. »

« S'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille, qu'ils composeront à eux seuls, avec les ascendants s'il y en a. »

« S'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil. »

Art. 22. « Lorsque les parents ou alliés se trouveront en nombre insuffisant sur les lieux ou dans la distance désignée par l'article 20, le juge de paix appellera, soit des parents ou alliés domiciliés à plus grandes distances, soit, dans la commune même, des citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur. »

u de l'un ou  
ore l'âge de

bre.

riage arrivée  
la tutelle des  
s appartient  
re et mère. »  
re nommer à  
nseil spécial,  
faire aucun

r lesquels le  
era liable à

eil ne pourra  
s suivantes :

evant le juge  
devant deux  
présence de

femme reste  
ur au ventre.  
re en devien-  
le plein droit

s enfants, le  
e temps les

ue d'accepter  
elle la refuse.  
s jusqu'à ce

se remarier,  
e, convoquer  
si la tutelle

le prendra la  
au mari sera  
e gestion qui  
riage. »

nille, dûment  
a mère, il lui  
eur le second  
responsable,  
ostérieure au

u la mère.

choisir un tu-  
n'appartient  
mère. »

ercé que dans  
f, et sous les  
ès. »

on maintenue  
premier ma-  
ur.

née, et main-  
ix de son se-  
u allié de ce

fants de son  
equ'au-  
l'ou famille. »

[Disc. du proj.

« ans accomplis p  
« qui aura été no  
« soixante-dix an  
« telle. »

Art. 46. « Tout i  
« grave et dûmen  
« telle. »

« Il pourra mên  
« infirmité est sur

Art. 47. « Deux  
« sonnes, une just  
« troisième.

« Celui qui, épe  
« d'une tutelle, ne  
« une seconde, ex

Art. 48. « Ceux  
« sont dispensés d  
« desdits enfants.

« Les enfants m  
« les armées de  
« comptés pour op

« Les autres en  
« qu'autant qu'ils  
« enfants actuellen

Art. 49. « La sur  
« tutelle ne pourra

Art. 50. « Si le t  
« délibération qui  
« sur-le-champ, et

« recevable dans  
« proposer ses exc  
« de famille délibé

Art. 51. « Si le t  
« la délibération q  
« pourra faire conv

« délibérer sur ses  
« Ses diligences »

être tuteur. Celui et âge pourra, à charger de la tu-

nt d'une infirmité dispensé de la tu-

l'écharger, si cette sa nomination. » pour toutes per- en accepter une

sera déjà chargé enu d'en accepter ses enfants. » enfants légitimes e autre que celle

é de service dans e seront toujours pense.

ne sont comptés mêmes laissé des s. »

enfants pendant la l'abdiquer. »

é est présent à la a tutelle, il devra l'être déclaré non ation ultérieure,uelles le conseil

n'a pas assisté à éré la tutelle, il il de famille pour

evront avoir lieu partir de la noti- le sa nomination ; un jour par trois leu de son domi- la tutelle : passé t. »

rejetées, il pourra ux pour les faire ant le litige, tenu »

faire exempter de seront personnel- linateurs ; au cas lui-même. »

destitutions de la

teurs ni membres

père ou la mère ;

la mère et les as-

dont les père ou rocès dans lequel e, ou une partie promis. »

elle, et même des- trait d'une tutelle

lraient à être con- ou infamante ; e notoire ;

attesterait l'inc-

sura été exclu ou

« destitué d'une tutelle ne pourra être membre « d'un conseil de famille. »

Art. 57. « Toutes les fois qu'il y aura lieu à une « destitution de tuteur, elle sera prononcée par « le conseil de famille, convoqué à la diligence « du subrogé-tuteur, ou d'office par le juge de « paix.

« Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette « convocation, quand elle sera formellement re- « quise par un ou plusieurs parents ou alliés du « mineur, au degré de cousin germain, ou à des « degrés plus proches. »

Art. 58. « Toute délibération du conseil de fa- « mille, qui prononcera l'exclusion ou la destitu- « tion du tuteur, sera motivée, et ne pourra être « prise qu'après avoir entendu ou appelé le « tuteur. »

Art. 59. « Si le tuteur adhère à la délibération, « il en sera fait mention, et le nouveau tuteur « entrera aussitôt en fonctions.

« S'il y a réclamation, le subrogé-tuteur pour- « suivra l'homologation de la délibération devant « le tribunal de première instance, qui prononcera « sauf l'appel.

« Le tuteur destitué peut lui-même, en ce cas, « assigner le subrogé-tuteur pour se faire déclarer « maintenu en la tutelle. »

Art. 60. « Les parents ou alliés, qui auront re- « quis la convocation, pourront intervenir dans « la cause qui sera instruite et jugée comme af- « faire urgente. »

#### SECTION VIII.

##### *De l'administration du tuteur.*

Art. 61. « Le tuteur prendra soin de la personne « du mineur.

« Il administrera ses biens en bon père de fa- « mille, et répondra des dommages-intérêts qui « pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

« Il ne peut ni acheter les biens du mineur, ni « les prendre à ferme, à moins que le conseil de « famille n'ait autorisé le subrogé-tuteur à lui « en passer bail, ni accepter la cession d'aucun « droit ou créance contre son pupille. »

Art. 62. « Dans les dix jours qui suivront celui « de sa nomination dûment connue de lui, le tu- « teur requerra la levée des scellés, s'ils ont été « apposés, et fera procéder immédiatement à l'in- « ventaire des biens du mineur, en présence du « subrogé-tuteur.

« S'il lui est dû quelque chose par le mineur, « il devra le déclarer dans l'inventaire, à peine « d'être déchu de sa créance. »

Art. 63. « Dans le mois qui suivra la clôture de « l'inventaire, le tuteur fera vendre, en présence « du subrogé-tuteur, aux enchères reçues par un « officier public, et après des affiches ou publica- « tions dont le procès-verbal de vente sera men- « tion, tous les meubles autres que ceux que le « conseil de famille l'aurait autorisé à conserver « en nature. »

Art. 64. « Les père et mère, tant qu'ils ont la « jouissance propre et légale des biens du mineur, « sont dispensés de vendre les meubles, s'ils pré- « fèrent de les garder pour les remettre en nature.

« Dans ce cas, ils en feront faire, à leurs frais, « une estimation à juste valeur par un expert qui « sera nommé par le subrogé-tuteur, et prètera « serment devant le juge de paix ; ils rendront la « valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne « pourraient représenter en nature. »

Art. 65. « Lors de l'entrée en exercice de tonto « tutelle autre que celle des père et mère, le con- « seil de famille réglera par aperçu, et selon l'im-

[Disc. du projet

« ans accomplis peu  
« qui aura été nom  
« soixante-dix ans,  
« telle. »

Art. 46. « Tout in  
« grave et dûment j  
« telle. »

« Il pourra même  
« infirmité est surve

Art. 47. « Deux ti  
« sonnes, une juste  
« troisième.

« Celui qui, épou  
« d'une tutelle, ne p  
« une seconde, exce

« Art. 48. « Ceux c  
« sont dispensés de  
« desdits enfants.

« Les enfants mor  
« les armées de la  
« comptés pour opér

« Les autres enfa  
« qu'autant qu'ils ai  
« enfants actuelleme

Art. 49. « La surve  
« tutelle ne pourra a

Art. 50. « Si le tu  
« délibération qui l  
« sur-le-champ, et s

« recevable dans to  
« proposer ses excu  
« de famille délibér

Art. 51. « Si le tut  
« la délibération qu  
« pourra faire convoq

« délibérer sur ses e  
« Ses diligences à

tre tuteur. Celui  
t âge pourra, à  
harger de la tu-

t d'une infirmité  
ispensé de la tu-

charger, si cette  
a nomination. »  
pour toutes per-  
en accepter une

era déjà chargé  
du d'en accepter  
ses enfants. »  
enfants légitimes  
autre que celle

de service dans  
seront toujours  
use.

se sont comptés  
mêmes laissés des

ants pendant la  
bidiquer. »

est présent à la  
tutelle, il devra  
être déclaré non  
tion ultérieure,  
elles le conseil

n'a pas assisté à  
ré la tutelle, il  
l de famille pour

ront avoir lieu  
artir de la noti-  
sa nomination ;  
un jour par trois  
u de son domi-  
a tutelle : passé

jetées, il pourra  
ix pour les faire  
it le litige, tenu

ire exempter de  
ront personnel-  
nateurs ; au cas  
ui-même. »

destitutions de la

urs ni membres

ère ou la mère ;

à mère et les as-

ont les père ou  
ocès dans lequel  
, ou une partie  
ronis. »

le, et même des-  
ait d'une tutelle

aient à être con-  
u infamante ;  
notoire ;  
testerait l'inca-

ra été exclu ou

« destitué d'une tutelle ne pourra être membre  
« d'un conseil de famille. »

Art 57. « Toutes les fois qu'il y aura lieu à une  
« destitution de tuteur, elle sera prononcée par  
« le conseil de famille, convoqué à la diligence  
« du subrogé-tuteur, ou d'office par le juge de  
« paix.

« Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette  
« convocation, quand elle sera formellement re-  
« quise par un ou plusieurs parents ou alliés du  
« mineur, au degré de cousin germain, ou à des  
« degrés plus proches. »

Art. 58. « Toute délibération du conseil de fa-  
« mille, qui prononcera l'exclusion ou la destitu-  
« tion du tuteur, sera motivée, et ne pourra être  
« prise qu'après avoir entendu ou appelé le  
« tuteur. »

Art. 59. « Si le tuteur adhère à la délibération,  
« il en sera fait mention, et le nouveau tuteur  
« entrera aussitôt en fonctions.

« S'il y a réclamation, le subrogé-tuteur pour-  
« suivra l'homologation de la délibération devant  
« le tribunal de première instance, qui prononcera  
« sauf l'appel.

« Le tuteur destitué peut lui-même, en ce cas,  
« assigner le subrogé-tuteur pour se faire déclarer  
« maintenu en la tutelle. »

Art. 60. « Les parents ou alliés, qui auront re-  
« quis la convocation, pourront intervenir dans  
« la cause qui sera instruite et jugée comme af-  
« faire urgente. »

#### SECTION VIII.

##### *De l'administration du tuteur.*

Art. 61. « Le tuteur prendra soin de la personne  
« du mineur.

« Il administrera ses biens en bon père de fa-  
« mille, et répondra des dommages-intérêts qui  
« pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

« Il ne peut ni acheter les biens du mineur, ni  
« les prendre à ferme, à moins que le conseil de  
« famille n'ait autorisé le subrogé-tuteur à lui  
« en passer bail, ni accepter la cession d'aucun  
« droit ou créance contre son pupille. »

Art. 62. « Dans les dix jours qui suivront celui  
« de sa nomination dûment connue de lui, le tu-  
« teur requerra la levée des scellés, s'ils ont été  
« apposés, et fera procéder immédiatement à l'in-  
« ventaire des biens du mineur, en présence du  
« subrogé-tuteur.

« S'il lui est dû quelque chose par le mineur,  
« il devra le déclarer dans l'inventaire, à peine  
« d'être déchu de sa créance. »

Art. 63. « Dans le mois qui suivra la clôture de  
« l'inventaire, le tuteur fera vendre, en présence  
« du subrogé-tuteur, aux enchères reçues par un  
« officier public, et après des affiches ou publica-  
« tions dont le procès-verbal de vente sera men-  
« tion, tous les meubles autres que ceux que le  
« conseil de famille l'aurait autorisé à conserver  
« en nature. »

Art. 64. « Les père et mère, tant qu'ils ont la  
« jouissance propre et légale des biens du mineur,  
« sont dispensés de vendre les meubles, s'ils pré-  
« fèrent de les garder pour les remettre en nature.

« Dans ce cas, ils en feront faire, à leurs frais,  
« une estimation à juste valeur par un expert qui  
« sera nommé par le subrogé-tuteur, et prêterà  
« serment devant le juge de paix ; ils rendront la  
« valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne  
« pourraient représenter en nature. »

Art. 65. « Lors de l'entrée en exercice de toute  
« tutelle autre que celle des père et mère, le con-  
« seil de famille réglera par aperçu, et selon l'im-



[Disc. du projet c

« liquat dû par le  
« demande, à compt  
« Les intérêts de c  
« le mineur ne cour  
« mation de payer  
« compte. »

Art. 86. « Toute a  
« tuteur, relativeme  
« prescrit par dix an

CH

*De l'*

Art. 87. « Le min  
« droit par le maria

Art. 88. « Le mine  
« être émancipé par  
« père, par sa mère  
« de quinze ans rév

« Cette émancipat  
« clARATION du père  
« juge de paix assis

Art. 89. « Le mine  
« pourra aussi, mai  
« huit ans accomplis  
« de famille l'en jug

« En ce cas, l'éc  
« délibération qui l'a  
« ration que le juge

« conseil de famill  
« acte, que le mineu

Art. 90. « Lorsque  
« diligence pour l'é  
« il est parlé dans l'  
« plusieurs parents

« degré de cousin  
« proches. le jugero  
« ils pourront requ

à intérêt, sans  
ure du compte.  
au tuteur par  
jour de la som-  
vi la clôture du

neur contre son  
de la tutelle, se  
de la majorité.»

ncipé de plein

a marié, pourra  
ou, à défaut de  
ra atteint l'âge

par la seule dé-  
re, reçue par le  
fier.»

s père ni mère  
l'âge de dix-  
pé, si le conseil

résultera de la  
, et de la déclai-  
ne président du  
dans le même

»  
ura fait aucune  
du mineur dont  
ent, et qu'un ou  
ce mineur, au  
des degrés plus  
être émancipé,  
le paix de con-  
pour délibérer à

er à cette réqui-

i mineur éman-  
nos frais de la  
aidera dans sa  
de toutes les  
tout sans préju-  
a majorité.»

pé passera les  
a pas neuf ans ;  
era décharge, et  
nt que de pure  
uable contre ces  
e majeur ne le

ter une action  
même recevoir et  
mobilier, sans  
en surveillera

ne pourra faire  
exte, sans une  
ille, homologuée

u'il aurait con-  
autrement, elles  
es : les tribunaux  
ration la fortune  
aise foi des per-  
avec lui, l'utilité

pé, dont les en-  
ts en vertu de  
privé du béné-  
lui sera retirée

« en suivant les mêmes formes que celles qui  
« auront eu lieu pour la lui conférer. »

Art. 96. « Dès le jour où l'émancipation aura  
« été révoquée, le mineur rentrera en tutelle et y  
« restera jusqu'à sa majorité accomplie. »

Art. 97. « Le mineur émancipé qui fait un  
« commerce est réputé majeur pour les faits re-  
« latifs à ce commerce. »

Le Consul ordonne que le titre ci-dessus sera  
communiqué, par le secrétaire général du con-  
seil, au président de la section de législation du  
Tribunat.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 13 BRUMAIRE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 4 novembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le **Troisième Consul** est présent.

Le citoyen **Bigot-Préameneu**, d'après la  
conférence tenue avec le Tribunat, présente la  
rédaction définitive du titre de la paternité et de  
la filiation.

Elle est ainsi conçue :

### CHAPITRE PREMIER.

*De la filiation des enfants légitimes ou nés dans le  
mariage.*

Art. 1<sup>er</sup>. « L'enfant conçu pendant le mariage a  
« pour père le mari.

« Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant,  
« s'il prouve que pendant le temps qui a couru  
« depuis le trois centième jusqu'au cent quatre-  
« vingtième jour avant la naissance de cet en-  
« fant, il était, soit par cause d'éloignement, soit  
« par l'effet de quelque accident, dans l'impossi-  
« bilité physique de cohabiter avec sa femme. »

Art. 2. « Le mari ne pourra, en alléguant son  
« impuissance naturelle, désavouer l'enfant; il  
« ne pourra le désavouer même pour cause d'adul-  
« tère, à moins que la naissance ne lui ait été  
« cachée; auquel cas il sera admis à proposer tous  
« les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le  
« père. »

Art. 3. « L'enfant né avant le cent quatre-ving-  
« tième jour du mariage ne pourra être désavoué  
« par le mari dans les cas suivants : 1<sup>o</sup> s'il a eu  
« connaissance de la grossesse avant le mariage;  
« 2<sup>o</sup> s'il a assisté à l'acte de naissance et si cet  
« acte est signé de lui ou contient sa déclaration  
« qu'il ne sait signer; 3<sup>o</sup> si l'enfant n'est pas dé-  
« claré viable. »

Art. 4. « La légitimité de l'enfant né trois cents  
« jours après la dissolution du mariage pourra  
« être contestée. »

Art. 5. « Dans les divers cas où le mari est  
« autorisé à réclamer, il devra le faire dans le  
« mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance  
« de l'enfant;

« Dans les deux mois après son retour, si à  
« la même époque il est absent ;

« Dans les deux mois après la découverte de la  
« fraude, si on lui avait caché la naissance de  
« l'enfant. »

Art. 6. « Si le mari est mort avant d'avoir fait  
« sa réclamation, mais étant encore dans le délai  
« utile pour la faire, les héritiers auront deux  
« mois pour contester la légitimité de l'enfant, à  
« compter de l'époque où cet enfant se serait mis

[Disc. du projet d

Le citoyen **Bigot**  
pour maintenir l'hon  
duit les enfants nat  
On ne pourrait se re  
ébranler ce système.

Le citoyen **Treilh**  
tient à la matière des  
l'y renvoyer.

Le citoyen **Tronc**  
ment ferait durer troi  
règne par rapport au

En effet, la loi du 12  
une question. Les un  
reconnu pouvait récl  
les autres, qu'elle n  
enfants dont les pères  
dernière opinion es  
tion. Il reste néann  
des doutes qu'il im  
présent par une loi.

D'ailleurs, les disp  
effets de la légitimité  
un titre qui traite d  
tion. Les dispositions  
cialement à la matiè  
pourrait y renvoyer.  
quotité de la créanc  
turels.

Le citoyen **Boula**  
que soit l'exception  
ébranlerait le princi  
du 12 brumaire, en a  
aux enfants légitime  
est donc nécessaire, j  
entre ces deux espèc  
de séparation parfait  
uns aux autres sous

dit que c'est  
e qu'on a ré-  
ple créance.  
sévérité sans

article appar-  
l propose de

tel ajourne-  
certitude qui  
nts naturels.

a fait naître  
tout enfant  
de cette loi ;  
roits qu'aux  
écédés. Cette  
al de cassa-  
s tribunaux  
esser dès à

erminent les  
placées dans  
t de la filia-  
ent plus spén-  
ns, et qu'on  
il règlent la  
enfants na-

ue favorable  
Consul, elle  
tière. La loi  
nts naturels  
mariage : il  
lire, de tracer  
its une ligne  
assimiler les

affirait peut-  
mariage, de  
l'ont pas les

auront dans  
dans ce ti-  
On a appelé  
exact de la  
décider s'il  
'ajouter à la  
stion se rat-  
successions.  
de réduire  
les enfants  
s, et de ren-  
tion des ali-  
que la ques-  
incapables

Conseil aura  
éritiers, les  
le l'hérédité  
stion appar-  
ns.

trop dur de

it qu'ils peu-  
itiers, parce  
le fisc prend

ra réclamer

eront réglés

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que l'ex-  
ception que cet article fait à la règle générale a  
été proposée par le Tribunal. Elle est fondée sur  
ce que la coïncidence des deux époques de l'en-  
lèvement et de l'accouchement devient une preuve  
de la paternité.

Le consul **Cambacérés** rappelle que, dans la  
conférence avec le Tribunal, on n'était convenu  
de ne rendre la déclaration de paternité que facul-  
tative et non forcée. Le Consul propose en consé-  
quence de substituer le mot *pourra* au mot *sera*.

Le citoyen **Treilhard** dit que le concours de  
l'époque de l'enlèvement avec celle de la concep-  
tion, et la prolongation de la chartre privée ne  
laissant aucun doute sur la paternité, toute re-  
cherche, tout examen devient inutile, et il n'est  
plus possible de laisser au juge le pouvoir de dé-  
cider le contraire. La loi ne doit pas autoriser  
une contestation qui porterait sur un fait évident.  
Le ravisseur n'a pas à se plaindre, la déclaration  
de paternité est ici la suite nécessaire et la peine  
de l'enlèvement. Au surplus, c'est à l'époque de  
la conception, et non à celle de l'accouchement,  
qu'il convient de s'arrêter.

Le citoyen **Tronchet** partage l'opinion du  
Consul.

Le citoyen **Portalis** est du même avis. Il ne  
croit pas que l'intention de punir un tiers puisse  
devenir un motif déterminant pour donner l'état  
civil. La peine de l'enlèvement sera la recherche  
de la paternité.

Le citoyen **Thibaudau** dit qu'il croit que la  
disposition avait été arrêtée d'une manière impé-  
rative et comme une peine imposée au ravisseur ;  
cependant, il peut être plus convenable de s'en  
rapporter aux tribunaux.

Le citoyen **Emmery** voudrait que l'exception  
fut purement facultative.

Il rappelle que, dans la conférence avec le Tri-  
bunal, on trouva contradictoire qu'un individu  
fût réputé père de l'enfant par rapport à la mère,  
et à l'effet de lui payer des dommages et intérêts,  
et qu'il ne le fût plus par rapport à l'enfant lui-  
même. On a proposé, en conséquence, non de don-  
ner action aux parties, mais d'autoriser le juge à  
déclarer d'office la paternité.

Les citoyens **Berlier** et **Maleville** pensent  
aussi que l'exception n'a été proposée que comme  
facultative.

Le citoyen **Muraire** dit que, dans la conférence  
avec le Tribunal, la question fut amenée par la dis-  
position qui accordait des dommages et intérêts à  
la mère. Il parut étrange que le ravisseur ne fût  
pas soumis à une peine plus grave ; et ce fut dans  
cette vue qu'on crut devoir autoriser le juge à le  
déclarer le père de l'enfant, quand d'ailleurs l'épo-  
que de l'accouchement concourrait avec celle du  
rapt.

Le citoyen **Boulay** pense qu'il serait dange-  
reux de rendre l'exception absolue, et d'accorder  
la déclaration de paternité sur la simple demande  
des parties, sans autre examen. En effet, le concours  
de l'époque de l'enlèvement avec celle de la con-  
ception n'est jamais certain ; car il est impossible  
de fixer le moment précis de la conception.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély)**  
dit que si on laissait subsister l'exception comme  
absolue, le tribunal se trouverait quelquefois  
obligé de prononcer contre sa conscience, en dé-  
clarant la paternité du ravisseur, même lorsqu'il  
serait d'ailleurs démontré que l'enfant a un autre  
père.

L'article est adopté ainsi qu'il suit :

« La recherche de la paternité est interdite.

[Disc. du projet ]

il doit des moyens  
donné la vie. Le cito  
que l'interdiction po  
conservée, mais que  
qu'aux ascendants,  
gendres et belles-fil  
gue, et qu'elle ne fù  
dividu, hors le cas o  
il serait même néces  
qui prissent l'intérê  
public fût chargé de

Le citoyen **Boul**  
en principe qu'il est  
que chacun conserve  
qui l'a dissipé tom

Le citoyen **Treill**  
rait présenter un n  
cet article porte :

« En rejetant la  
« tribunal pourra de  
« l'exigent, ordonne  
« désormais emprun  
« ni grever ses bien  
« tance d'un conseil  
« même jugement. »

Or il y a une espè  
cine de la démence  
pourrait appliquer  
Ce se ait couvrir d'  
tion du dissipateur.

Le citoyen **Hegn**  
adopte les principes  
craint qu'il ne soit

Comment, en eff  
caractères de la pi  
prodigue celui qui f  
celui qui administre

qu'il leur a  
surerait donc  
prodigalité fût  
fût permise  
elles-mêmes,  
rs du prodig  
un autre in-  
les enfants.  
t de parents  
e ministère  
ction.  
ois ont érigé  
a République  
e; car celui  
l'État.  
rticle 12 pa-  
prodigalité;

interdiction, le  
circonstances  
ur ne pourra  
ocès, aliéner  
sans l'assis-  
ommé par le  
é qui appro-  
dès lors on  
e cet article.  
e l'interdic-

an-d'Angély)  
ville, mais il  
es appliquer.  
es véritables  
on déclarer  
s libéralités,  
celui qui se  
es ses espé-  
rt les diver-  
on sera con-  
ne qui doive  
ilité, et dont  
ion. Les pro-  
ont presque  
ns le public

it applicable  
te l'invoquer  
iens par des  
ctérisent l'a-  
les dissipera  
nt dans son  
raient, sans  
déclarer en

lit que, si la  
terdiction, il  
rét personnel  
me pour faire  
celui qui ne  
n pourrait la  
le donner un

si les deman-  
prodigalité ont  
oint un motif  
er des désor-  
société. Un  
langereux, et  
ur le sort des  
ant tout si le  
e disposition

vu beaucoup

d'individus qui méritaient d'être interdits et qui cependant ne l'ont pas été; mais que jamais il n'a vu interdire personne qui ne fût dans le cas de l'être.

Le citoyen **Berlier** trouve la question très-délicate. Il est, dit-il, si difficile de *définir le prodigue*, qu'inévitablement son interdiction sera toujours arbitraire.

Celui-là sera-t-il prodigue (dans le sens donnant ouverture à l'action judiciaire), qui, ayant 10,000 francs de revenus, en aura dépensé le double en une année, sans augmentation de ses capitaux? Si on l'interdit dès les premiers temps, ne sera-ce pas, dans la prévoyance de l'avenir, le mettre hors d'état de réparer lui-même ses affaires? Si au contraire l'interdiction est tardive, à quoi servira-t-elle?

Si l'on examine la question dans l'intérêt public, la prodigalité est sans doute un vice, car le bien n'est jamais dans les extrêmes; mais le prodigue nuit-il plus à la société que l'avare?

Si la question est traitée dans l'intérêt des familles, de quel droit un collatéral peut-il se prévaloir? Et à l'égard des enfants, l'exercice d'un tel droit vis-à-vis de leur père ne sera-t-il pas souvent odieux?

Environné de tant de difficultés, le citoyen **Berlier** pense que les rédacteurs du projet de Code civil ont pris un parti très-sage en n'admettant pas l'interdiction pour cause de prodigalité.

L'on vient de proposer, comme parti moyen, de donner un conseil au prodigue; ce tempérament atténue les inconvénients, mais il ne les détruit pas.

L'opinant désirerait que l'on pût définir clairement les cas pour lesquels l'action en prodigalité pourrait être intentée, et les personnes au nom desquelles elle pourrait l'être. Des règles sagement restrictives auraient peut-être quelque utilité; mais dans le vague de la question on y aperçoit plus d'abus que d'avantages.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que chez les Grecs et chez les Romains, on connaissait l'interdiction pour cause de prodigalité. Les Romains se servaient même, pour la prononcer, d'une formule remarquable. Elle portait : *Quando tua bona paterna avitatem nequitia tua disperdis, liberosque tuos ad egestatem perducis, ob eam rem tibi ea re commercioque interdicto*.

On objecte que cette espèce d'interdiction est attentatoire au droit de propriété; qu'elle n'est propre qu'à favoriser de présomptifs héritiers, souvent d'avidés collatéraux.

Cette objection n'est pas fondée. Les exemples d'attaques injustes sont rares; il est de notoriété que les tribunaux se montraient sévères contre les collatéraux; et l'interdiction n'était presque jamais prononcée, quand celui que l'on avait traduit en justice pour prodigalité n'était ni époux ni père.

Ce n'est point le droit de propriété que l'on attaque; c'est pour conserver au prodigue une propriété, qu'on lui ôte le droit de s'en dépouiller en se livrant à des passions coupables.

Mais en même temps il ne faut pas porter le remède au delà de ce qui est nécessaire. L'interdiction pour prodigalité, telle qu'on la prononçait, mettait l'interdit, quant à ses biens, sous l'autorité d'un curateur, comme un mineur l'était sous celle de son tuteur. Il en résulterait une sorte de dégradation de la personne. On ne doit établir de peines que celles qui sont nécessaires; et on peut atteindre le but qu'on se propose par la nomination d'un conseil : le prodigue continuera

ticle 2 au cas où l'interdiction pour démence ou fureur. Les croient donc pas autorisés à l'vidu contre lequel on n'allègue de prodigalité. Si l'on veut qu'il y ait là, il faut s'en expliquer : par exemple, que le prodigue est l'homme en démence, et que l'on donne un conseil.

On a craint les abus de l'interdiction de prodigalité : cependant il serait peut-être un seul exemple de demandes réussissantes, parce que la prodigalité est trop difficile à établir. Elles étaient formées, parce qu'il est facile de lier le prodigue, d'autres raisons, comme l'exhérédation, etc.

Mais, dit-on, il sera donc dans les affaires de celui qu'on a interdit de lui faire rendre compte de l'usage de sa propriété, de faire des spéculations fausses ou malhonnêtes. Il ne sera permis d'invoquer ces causes. Quant aux fausses spéculations, on ne peut pas les considérer comme de la prodigalité.

Ainsi, rien ne s'oppose à ces mesures pour défendre le citoyen contre ses propres excès ; et dès lors il n'y a rien à dire, afin qu'on ne dise pas que, par là, on a tant de dissipateurs, la loi donne à chacun la faculté de se ruiner.

Le citoyen **Emmery** dit qu'il n'a jamais entendu prohiber l'interdiction de prodigalité : elle avait cru, cependant, à mettre directement la prodigalité comme causes d'interdiction. Elle avait été le 12 donnée aux tribunaux de faire enchaîner le prodigue ; on vient de dire qu'il est présenté, il ne peut pas être en effet ; mais on peut en changer la disposition, dire que si des faits de prodigalité sont au soutien de la demande d'interdiction, les tribunaux, en

démence, les tribunaux, en

peut suppléer  
est difficile  
, poussée à  
vrai, en dé-  
as le nom, le  
sitions de cet

puisque l'on  
es, et que la  
nce de cet as-  
remède.  
rait trop tard,  
les débris de  
bris sont pré-  
e nouveau pa-  
ent lui former.  
ix juges assez  
est une erreur.  
eints par l'ar-  
été demandée  
bunaux ne se  
iquer à l'indi-  
que des faits  
étende jusque-  
aut dire, par  
traité comme  
ge pourra lui

ation pour pro-  
ficile d'en ci-  
Rarement ces  
ie la prodiga-  
urement même  
y avait, pour  
ns qui n'exis-  
les substitu-

nis de fouiller  
udra interdire,  
manière dont il  
e contre lui des  
uses? non, car  
des faits noto-  
ions, il est im-  
e des actes de

on prenne des  
ue contre ses  
it y pourvoir,  
un siècle où il  
entendu donner

la section n'a  
ction du dissi-  
ne devoir pas  
au nombre des  
ensé que l'arti-  
pouvoir d'en-  
e prouver que,  
duirait pas cet  
la rédaction, et  
é sont articulés  
interdiction pour  
ant la cause de  
orisés à donner  
quel celui con-  
demandée ne  
is.

se de dire que

urront donner

omination d'un

re est ajournée.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État.*

J. G. LOCRÉ.

## SEANCE

DU 20 BRUMAIRE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 11 novembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le troisième Consul est présent.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente une nouvelle rédaction de la section II du chapitre II du titre de la jouissance et de la privation des droits civils, faite d'après le système proposé par le Tribunat et adopté par le conseil dans la séance du 6 de ce mois.

Elle est ainsi conçue :

### *De la privation des droits civils par suite de condamnations judiciaires.*

Art. 16. « Les condamnations à des peines  
« dont l'effet est de priver celui qui est condamné  
« de toute participation aux droits civils ci-après  
« exprimés, emporteront la mort civile. »

Art. 17. « La condamnation à la mort naturelle  
« emportera toujours la mort civile, soit qu'elle  
« ait été prononcée contradictoirement ou par  
« contumace, encore que le jugement n'ait pu  
« être exécuté que par effigie. »

Art. 18. « Les autres peines afflictives perpé-  
« tuelles n'emporteront la mort civile qu'autant  
« que la loi y aurait attaché cet effet. »

Art. 19. « Par la mort civile, le condamné  
« perd la propriété de tous les biens qu'il possé-  
« dait ; sa succession est ouverte au profit de ses  
« héritiers, auxquels ses biens sont dévolus de  
« la même manière que s'il était mort naturelle-  
« ment et sans testament.

« Il ne peut plus ni recueillir aucune succes-  
« sion, ni transmettre à ce titre les biens qu'il a  
« acquis par la suite.

« Il ne peut ni disposer de ses biens, en tout  
« ou en partie, par donation entre-vifs ni par  
« testament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est  
« pour cause d'aliments.

« Il ne peut être nommé tuteur, ni concourir  
« aux opérations relatives à la tutelle.

« Il ne peut être témoin dans un acte solennel  
« ou authentique, ni être admis à porter témoi-  
« gnage en justice.

« Il ne peut procéder en justice, ni en défen-  
« dant ni en demandant, que sous le nom et par  
« le ministère d'un curateur spécial qui lui est  
« nommé par le tribunal où l'action est portée.

« Il est incapable de contracter un mariage qui  
« produise aucun effet civil.

« Le mariage qu'il avait contracté précédem-  
« ment est dissous quant à tous ses effets civils.

« Son époux et ses héritiers peuvent exercer  
« respectivement les droits et les actions auxquels  
« sa mort naturelle donnerait ouverture. »

Art. 20. « Les condamnations contradictoires  
« n'emportent la mort civile qu'à compter du jour  
« de leur exécution, soit réelle, soit par effigie. »

Art. 21. « Les condamnations par contumace  
« n'emporteront la mort civile qu'après les cinq  
« années qui suivront l'exécution du jugement  
« par effigie, et pendant lesquelles le condamné  
« peut se représenter. »

Art. 22. « Les condamnés par contumace seront,  
« pendant les cinq ans, ou jusqu'à ce qu'ils se  
« représentent, ou qu'ils soient arrêtés pendant  
« ce délai, privés de l'exercice des droits civils.



« jusqu'à la majorité ou l'en  
« pourra seulement requérir l  
« enfant pendant six mois au  
« au président dudit tribunal, »  
« conféré avec le commissaire  
« délivrera l'ordre d'arrestation  
« pourra, dans le premier cas  
« de la détention requis par le  
Art. 8. « Il n'y aura, dans  
« aucune écriture ni formali  
« n'est l'ordre même d'arres  
« les motifs n'en seront point  
« Le père sera seulement le  
« soumission de payer tous le  
« les aliments convenables. »  
Art. 9. « Le père est toujot  
« la durée de la détention par  
« quise. Si, après sa sortie, l'  
« de nouveaux écarts, la déter  
« nouveau ordonnée de la  
« articles précédents. »  
Art. 10. « Si le père est ren  
« pour faire déténir son enf  
« lors même qu'il serait âgé

est ren-  
vové.  
Après la  
présente la  
ce pater-

personne et

nneur et

jusqu'à sa

ortité du-

maison

père, si

près l'âge

mecon-

d'un en-

ivants. »

de seize

détenir,

céder un

et, à cet

issement

d'arres-

imencés,

le père

n de son

dressera

en avoir

nement,

usera, et

le temps

autre cas,

re, si ce

is lequel

crire une

fournir

l'abrégé

ou re-

be dans

être de

rite aux

ra tenu,

emier lit,

de seize

remariée,

l'avec le

its pater-

rnement

iens per-

sa déten-

seize ans,

la forme

mémoire

le tribu-

o compte

instance,

tribunal

au père,

« et après avoir recueilli tous les renseignements,  
« pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par  
« le président du tribunal de première instance. »

Art. 13. « Les articles 6, 7, 8 et 9 seront com-  
« muns aux pères et mères des enfants naturels  
« légalement reconnus. »

Art. 14. « Le père, durant le mariage, et, après  
« la dissolution du mariage, le survivant des père  
« et mère, auront la jouissance des biens de leurs  
« enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis,  
« ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir  
« lieu avant l'âge de dix-huit ans. »

Art. 15. « Les charges de cette jouissance seront :  
« 1° Celles auxquelles seront tenus les usufrui-

« tiers ;  
« 2° La nourriture, l'entretien et l'éducation  
« des enfants, selon leur fortune ;

« 3° Le paiement des arrérages ou intérêts des  
« capitaux ;

« 4° Les frais funéraires et ceux de dernière  
« maladie. »

Art. 16. « Cette jouissance n'aura pas lieu au  
« profit de celui des père et mère contre laquelle  
« divorce aurait été prononcé, et elle cessera à  
« l'égard de la mère dans le cas d'un second ma-  
« riage. »

Art. 17. « Elle ne s'étendra pas aux biens que  
« les enfants pourront acquérir par un travail et  
« une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront  
« donnés ou légués sous la condition expresse que  
« les père et mère n'en jouiront pas. »

## CHAPITRE II.

### *De la disposition officieuse.*

Art. 18. « Les père et mère pourront, par une  
« disposition officieuse, dans le cas de dissipation  
« notoire, réduire leurs enfants au simple usu-  
« fruit de leur portion héréditaire, au profit seu-  
« lement des descendants nés et à naître de ces  
« derniers. »

Art. 19. « La disposition officieuse ne peut être  
« faite que par acte testamentaire.

« La cause doit y être spécialement exprimée :  
« elle doit être juste et encore subsistante à l'épo-  
« que de la mort du père ou de la mère dispo-  
« sant. »

Art. 20. « Les descendants de l'usufruitier ne  
« pourront, de son vivant, disposer de la pro-  
« priété dont ils seront saisis en vertu de la dis-  
« position officieuse. »

Art. 21. « Il sera dressé un inventaire de tous  
« les biens, et en même temps une estimation à  
« juste prix des meubles et effets. Ceux dont l'en-  
« fant réduit à l'usufruit ne voudra pas jouir en  
« nature seront vendus. Il sera fait emploi du  
« prix provenant de ces ventes, de l'argent comp-  
« tant qui excéderait une année de revenu, des  
« recouvrements de dettes actives et des rembour-  
« sements de capitaux. »

Art. 22. « Les opérations prescrites par l'article  
« précédent seront faites à la diligence et en pré-  
« sence des descendants, s'ils sont majeurs, ou  
« d'un tuteur, soit qu'il y ait des descendants  
« mineurs, soit qu'il n'y ait pas de descendants  
« alors existants. »

Art. 23. « L'usufruit laissé à l'enfant pourra  
« être saisi par les créanciers qui lui auront fourni  
« des aliments depuis sa jouissance.

« Les autres créanciers, soit antérieurs, soit  
« postérieurs à l'ouverture de cette jouissance, ne  
« pourront saisir l'usufruit que dans le cas où il  
« excéderait ce qui peut convenablement suffire  
« à la subsistance de l'usufruitier. »

Art. 24. « Les dispositions officieuses seront

ne pourront contracter ensemble  
riage, quelle que soit la cause d  
Le citoyen **Emmery** fait en  
la rédaction définitive du titre d  
Elle est adoptée ainsi qu'il sui

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Des causes du divo*

Art. 1<sup>er</sup>. « Le mari pourra den  
« pour cause d'adultère de sa f

Art. 2. « La femme pourra den  
« pour cause d'adultère de so  
« aura tenu sa concubine dans  
« mune. »

Art. 3. « Les époux pourron  
« demander le divorce pour c  
« injures graves de l'un d'eux «

Art. 4. « La condamnation de  
« une peine infamante sera pc  
« une cause de divorce. »

Art. 5. « Le consentement mut  
« des époux, exprimé de la man  
« la loi, sous les conditions et a  
« qu'elle détermine, prouvera

oux ayant  
aux époux  
dit le ci-  
spécieuse,  
es enfants  
l'on exa-  
égard des  
égard, se  
s.  
er cas les  
oyen Ber-  
mutuel  
s enfants,  
ceux qui  
  
les époux  
consen-  
  
à la dis-  
  
ion dans  
  
contracter  
  
Tribunat  
l'intérêt  
  
e proposi-  
celle qui  
ue le Tri-  
a contrat  
ntéressés.  
les époux  
niveau ma-  
livorce.  
ecture de  
ce.  
  
le divorce  
le divorce  
lorsqu'il  
ison com-  
  
oquement  
éviées ou  
autre. »  
s époux à  
tre époux  
  
ersévérant  
écrite par  
épreuvés  
ment que  
e, et qu'il  
péremp-  
  
ie.  
  
rminée.  
aits ou des  
le en di-  
demande  
l de l'ar-  
uront leur  
  
égués par  
me pour-

« suite criminelle de la part du ministère public,  
« l'action en divorce restera suspendue jusqu'après  
« le jugement du tribunal criminel; alors elle  
« pourra être reprise, sans qu'il soit permis d'in-  
« téresser du jugement criminel aucune fin de non-  
« recevoir ou exception préjudicielle contre l'époux  
« demandeur. »  
Art. 8. « Toute demande en divorce détaillera  
« les faits; elle sera remise, avec les pièces à  
« l'appui, s'il y en a, au président du tribunal  
« ou au juge qui en fera les fonctions, par l'époux  
« demandeur en personne, à moins qu'il n'en  
« soit empêché par maladie; auquel cas, sur sa  
« réquisition et le certificat de deux officiers de  
« santé, le magistrat se transportera au domicile  
« du demandeur pour y recevoir sa demande. »  
Art. 9. « Le juge, après avoir entendu le deman-  
« deur, et lui avoir fait les observations qu'il  
« croira convenables, paraphraser la demande et  
« les pièces, et dressera procès-verbal de la re-  
« mise du tout en ses mains. Ce procès-verbal  
« sera signé par le juge et par le demandeur, à  
« moins que celui-ci ne sache ou ne puisse signer;  
« auquel cas il en sera fait mention. »  
Art. 10. « Le juge ordonnera, au bas de son  
« procès-verbal, que les parties comparaitront en  
« personne devant lui, au jour et à l'heure qu'il  
« indiquera; et qu'à cet effet, copie de son ordon-  
« nance sera par lui adressée à la partie contre  
« laquelle le divorce est demandé. »  
« Art. 11. « Au jour indiqué, le juge fera aux  
« deux époux, s'ils se présentent, ou au deman-  
« deur, s'il est seul comparant, les représentations  
« qu'il croira propres à opérer un rapprochement;  
« s'il ne peut y parvenir, il en dressera procès-  
« verbal, et ordonnera la communication de la  
« demande et des pièces au commissaire du Gou-  
« vernement, et le référé du tout au tribunal. »  
Art. 12. « Dans les trois jours qui suivront, le  
« tribunal, sur le rapport du président ou du juge  
« qui en aura fait les fonctions, et sur les con-  
« clusions du commissaire du Gouvernement,  
« accordera ou suspendra la permission de citer.  
« La suspension ne pourra excéder le terme de  
« vingt jours. »  
Art. 13. « Le demandeur, en vertu de la per-  
« mission du tribunal, fera citer le défendeur,  
« dans la forme ordinaire, à comparaître en per-  
« sonne à l'audience, à huis clos, dans le délai  
« de la loi; il fera donner copie, en tête de la  
« citation, de la demande en divorce et des pièces  
« produites à l'appui. »  
Art. 14. « A l'échéance du délai, soit que le  
« défendeur compareisse ou non, le demandeur  
« en personne, assisté d'un conseil s'il le juge  
« à propos, exposera ou fera exposer les motifs  
« de sa demande; il représentera les pièces qui  
« l'appuient, et nommera les témoins qu'il se  
« propose de faire entendre. »  
Art. 15. « Si le défendeur comparait en per-  
« sonne ou par un fondé de pouvoir, il pourra  
« proposer ou faire proposer ses observations,  
« tant sur les motifs de la demande que sur les  
« pièces produites par le demandeur et sur les  
« témoins par lui nommés. Le défendeur nom-  
« mera de son côté les témoins qu'il se propose  
« de faire entendre, et sur lesquels le demandeur  
« fera réciproquement ses observations. »  
Art. 16. « Il sera dressé procès-verbal des com-  
« parutions, dires et observations des parties,  
« ainsi que des aveux que l'une ou l'autre pourra  
« faire. Lecture de ce procès-verbal sera donnée  
« auxdites parties, qui seront requises de le  
« signer; et il sera fait mention expresse de leur

[Disc. du projet de C

• courir à l'égard des j  
« tance, qu'après l'exp  
« l'égard des jugem  
« cause d'appel, qu'aj  
« d'opposition ; et à l'é  
« dictoires en dernier  
« tion du délai du pou  
Art. 38. « L'époux  
« passer le délai de d  
« miné, sans appeler l  
« cier de l'état civil, s  
« jugement qu'il avait c  
« dre son action en d  
« nouvelle, auquel cas  
« valoir les anciennes

SEC

*Des mesures provisoires  
la demande en divor*

Art. 39. « L'adminis  
« fants restera au mar  
« en divorce, à moins  
« ordonné par le tribu  
« la mère, soit de la fa  
« du Gouvernement, p  
« des enfants. »

Art. 40. « La femme  
« resse en divorce pou  
« mari pendant la pc  
« pension alimentaire  
« du mari. Le tribuna  
« laquelle la femme  
« fixera, s'il y a lieu, l  
« le mari sera obligé

Art. 41. « La femme  
« sa résidence dans  
« les fois qu'elle sera

première ins-  
blai d'appel ; à  
par défaut en  
tion du délai  
ements contra-  
après l'expira-  
ation.

qui aura laissé  
dessus déter-  
devant l'offi-  
lu bénéfice du  
pourra repren-  
on pour cause  
anmoins faire

peut donner lieu  
déterminée.

isoire des en-  
ou défendeur  
soit autrement  
mande soit de  
1 commissaire  
grand avantage

se ou défende-  
e domicile du  
demander une  
ée aux facultés  
a maison dans  
de résider, et  
limentaire que  
»

de justifier de  
ndiquée, toutes  
défaut de cette  
er la provision  
demanderesse  
on recevable à

en biens, de-  
vorce, pourra,  
de la date de  
ention en l'ar-  
rvation de ses  
sur les effets  
scellés ne se-  
e avec prisee.  
représenter les  
ndre de leur  
»

tractée par le  
ité, toute alié-  
les qui en dé-  
te de l'ordon-  
n l'article 10,  
uvé d'ailleurs  
en fraude des

ion en divorce

a éteinte par  
ou soit depuis  
r cette action,  
2. »

le demandeur  
son action ; il  
nouvelle pour  
ation, et alors  
pour appuyer

Art. 46. « Si le demandeur en divorce ne qu'il  
« y ait eu réconciliation, le défendeur en fera  
« preuve, soit par écrit, soit par témoins, dans la  
« forme prescrite en la section 1<sup>re</sup> du présent  
« chapitre. »

### CHAPITRE III.

#### *Du divorce par consentement mutuel.*

Art. 47. « Le consentement mutuel des époux  
« ne sera point admis si le mari a moins de vingt-  
« cinq ans, ou si la femme est mineure de vingt  
« et un ans. »

Art. 48. « Le consentement mutuel ne sera  
« admis qu'après deux ans de mariage. »

Art. 49. « Il ne pourra plus l'être après vingt  
« ans de mariage, ni lorsque la femme aura  
« quarante-cinq ans. »

Art. 50. « Dans aucun cas, le consentement mu-  
« tuel des époux ne suffira s'il n'est autorisé par  
« leurs pères et mères, ou par leurs autres ascen-  
« dants vivants, suivant les règles prescrites par  
« l'article 7, chapitre 1<sup>er</sup> du titre *du mariage*. »

Art. 51. « Les époux, déterminés à opérer le di-  
« vorce par consentement mutuel, seront tenus  
« de faire préalablement inventaire et estimation  
« de tous leurs biens meubles et immeubles, et  
« de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il  
« leur sera néanmoins libre de transiger. »

Art. 52. « Ils seront pareillement tenus de con-  
« stater par écrit leur convention sur les trois  
« points qui suivent :

« 1<sup>o</sup> A qui les enfants nés de leur union seront  
« confiés, soit pendant le temps des épreuves,  
« soit après le divorce prononcé ;

« 2<sup>o</sup> Dans quelle maison la femme devra se re-  
« tirer et résider pendant le temps des épreuves ;

« 3<sup>o</sup> Quelle somme le mari devra payer à sa  
« femme, pendant le même temps, si elle n'a pas de  
« revenus suffisants pour fournir à ses besoins. »

Art. 53. « Les époux se présenteront ensemble,  
« et en personne, devant le président du tribunal  
« civil de leur arrondissement, ou devant le juge  
« qui en fera la fonction, et lui feront la déclara-  
« tion de leur volonté, en présence de deux no-  
« taires amenés par eux. »

Art. 54. « Le juge fera aux deux époux réunis,  
« et à chacun d'eux en particulier, en présence  
« des deux notaires, telles représentations et  
« exhortations qu'il croira convenables ; il leur  
« donnera lecture du chapitre iv du présent titre  
« qui règle les *effets du divorce*, et leur dévelop-  
« pera toutes les conséquences de leur démarche. »

Art. 55. « Si les époux persistent dans leur ré-  
« solution, il leur sera donné acte, par le juge,  
« de ce qu'ils demandent et consentent mutuelle-  
« ment au divorce, et ils seront tenus de produire  
« et déposer à l'instant, entre les mains des no-  
« taires, outre les actes mentionnés aux articles 51  
« et 52 :

« 1<sup>o</sup> Les actes de leur naissance et celui de leur  
« mariage ;

« 2<sup>o</sup> Les actes de naissance et de décès de tous  
« les enfants nés de leur union ;

« 3<sup>o</sup> La déclaration authentique de leurs pères  
« et mères ou autres ascendants vivants, portant  
« que, pour les causes à eux connues, ils auto-  
« risent tel ou telle, leur fils ou fille, petit-fils ou  
« petite-fille, marié ou mariée à tel ou telle, à  
« demander le divorce et à y consentir. Les pères,  
« mères, aïeuls et aïeules des époux seront pré-  
« sumés vivants jusqu'à la représentation des  
« actes constatant leur décès. »

Art. 56. « Les notaires dresseront procès-verbal  
« détaillé de tout ce qui aura été dit et fait en

[Disc. du projet de

« pourra lui accorder  
« époux, une pension  
« excéder le tiers des r  
« Cette pension sera r  
« cesserait d'être néce

Art. 74. « Les enfant  
« qui a obtenu le div  
« bunal, sur la dema  
« commissaire du Gouv  
« le plus grand avanta  
« quelques-uns d'eux  
« soit de l'autre époux,

Art. 75. « Quelle qu  
« les enfants seront co  
« serveront respectivel  
« l'entretien et l'éduc  
« seront tenus d'y co  
« leurs facultés. »

Art. 76. « La dissolu  
« vorce admis en just  
« nés de ce mariage  
« leur étaient assurés ]  
« ventions matrimonia  
« mais il n'y aura d'ou  
« fants que de la même  
« circonstances où ils  
« avait pas eu de divo

Art. 77. « Dans le c  
« ment mutuel, la prop  
« de chacun des deux  
« droit, du jour de let  
« enfants nés de leur  
« conserveront néann  
« moitié jusqu'à la r  
« la charge de pourvo  
« tien et éducation, co

et à leur état. Le tou

ns de l'autre  
qui ne pourra  
autre époux.  
le cas où elle

ifiés à l'époux  
s que le tri-  
amille, ou du  
ordonne, pour  
s, que tous ou  
s aux soins,  
ce personne.  
nne à laquelle  
e et mère con-  
de surveiller  
s enfants, et  
proportion de

age par le di-  
a les enfants  
avantages qui  
a par les con-  
père et mère;  
droits des en-  
ans les mêmes  
uverts s'il n'y

par consente-  
ntié des biens  
mise de plein  
claration, aux  
père et mère  
ance de cette  
urs enfants, à  
riture, entre-  
leur fortune  
ce des autres  
assurés aux-  
natomiales

s.  
lieu à la de-  
léterminée, il  
emande en sé-

uite et jugée  
tre action ci-  
le consente-

lle la sépara-  
cause d'adul-  
jugement, et  
blic, à la ré-  
tion pendant  
être moindre  
nées. »  
ltre d'arrêter  
consentant à

e corps, pro-  
l'adultère de  
l'époux qui  
rra demander  
tra, si le de-  
ment appelé,  
aire cesser la

ps emportera

le la majorité  
la séance du

Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13  
sont adoptés.

L'article 14 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** pense qu'un  
jugement sujet à appel ne doit pas être affiché.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély)**  
dit que cette formalité est nécessaire pour empê-  
cher des tiers d'être trompés.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette considéra-  
tion avait déterminé les rédacteurs du projet de  
Code civil à proposer de former un tableau à  
quatre colonnes, dont l'une aurait contenu le  
nom de la personne contre laquelle serait inter-  
venu le jugement; la seconde, son domicile; la  
troisième, la mention du jugement de première  
instance; la quatrième, la mention du jugement  
qui, sur l'appel, aurait confirmé ou infirmé le  
premier. Il est nécessaire, en effet, que le soup-  
çon qui s'élève contre celui dont l'interdiction  
est poursuivie soit connu du public.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'il est  
cependant bien rigoureux de proclamer ainsi,  
avant que le tribunal d'appel ait rendu son juge-  
ment, le nom d'un citoyen auquel on peut avoir  
intenté un procès injuste.

Le citoyen **Emmery** observe que cet article  
renvoie les détails d'exécution à un règlement,  
et que d'ailleurs l'article 18 fait apercevoir à quelle  
époque le jugement d'interdiction aura son effet.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** adopte cette  
observation, et ajoute que d'ailleurs la présomp-  
tion est contre celui que frappe déjà un premier  
jugement.

L'article est adopté.

Les articles 15, 16 et 17 sont adoptés.

L'article 18 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que pour  
mettre le système complet en harmonie, il con-  
viendrait de réduire à un mois le délai de l'appel.

Le citoyen **Tronchet** voudrait que le jugement  
de première instance fût exécuté provisoirement.  
L'interdiction en effet n'est prononcée que pour  
l'interdit de l'interdit; la loi ne doit donc pas  
l'abandonner pendant un mois aux suggestions  
et aux intrigues.

Le citoyen **Trellhard** observe qu'on ne peut  
nommer par provision un tuteur à celui qu'on veut  
interdire. Quel rôle jouerait ce tuteur? il ne plai-  
derait pas, sans doute, contre le jugement qui  
l'aurait nommé; et s'il plaiderait pour le soutenir,  
le défendeur à l'interdiction ne serait plus dé-  
fendu, puisqu'il ne pourrait l'être qu'avec l'assis-  
tance du tuteur qui serait son adversaire.

Le citoyen **Portalis** dit que comme la de-  
mande en interdiction peut être fondée, il est né-  
cessaire de prendre des précautions provisoires  
en faveur du défendeur; car il ne suffit pas de  
pourvoir à la sûreté des biens, il faut souvent  
pourvoir encore à la sûreté de la personne. La loi  
doit donc autoriser le juge à prendre de ces  
sortes de précautions lorsque les circonstances  
l'exigent.

Le citoyen **Trellhard** dit que ces précautions  
ne sont qu'un incident sur lequel les juges sta-  
tuent suivant les circonstances; mais la question  
principale est de savoir si le jugement de première  
instance recevra provisoirement son exécution par  
la nomination du tuteur; ce qui ne lui paraît pas  
admissible.

Le citoyen **Emmery** dit que ces deux ques-  
tions ont une étroite analogie.

Il pense qu'on lèverait toutes les difficultés, en  
ajoutant à l'article 10 que l'administrateur pourra  
être également chargé du soin de la personne.



ême de l'adoption antérieure  
t pensé que toute espèce d'adop  
nte dans son organisation et po  
ec nos mœurs, n'offrit rien d'ut  
é qu'on a de faire, par d'autres v  
bien à un enfant qu'on affecti  
ie cette facilité, déjà très-grande  
riminal au VIII sur les donations,  
ent étendue encore par la nouve  
s motifs les ont portés à concl  
doption.

D'autres membres, sans partage  
r le fond même de l'institution, c  
peuser qu'il y a un intervalle  
adoption et les moyens qu'on  
ppléer (différence bien établie c  
discussion), ont été frappés par  
rations qui se rattachent à que  
objet.

D'abord il leur a semblé que l'i  
nfant adoptif dans la famille de  
ndant parents du premier tous  
cond, sans leur consentement fi  
cite, s'accommodera difficilement

le nom de

e de l'adop-  
llatéraux. »  
a père ou à  
de père ou  
adoptant et  
les mêmes  
ime. »

adoption, il  
ariage, l'en-  
ins le droit  
la succes-

fant adoptif  
sera subsis-  
tres ascen-  
réciproque  
esoin. »

o rédaction  
ndre assez  
discussion  
nces des 6,

la section.  
e a reçu du  
i, d'après les  
é combattu,  
u s'il fallait

, à ce sujet,

t le principe  
t consacré,  
embarras-  
n harmonie  
vu la faci-  
s, beaucoup  
e ; et parce  
ais la loi de  
a probable-  
égislation :  
au rejet de

ette opinion  
continuant  
nense entre  
que pour y  
le cours de  
autres consi-  
s points du

oduction de  
doptant, en  
parents du  
el ni même  
ec nos idées  
là des perp-  
p loin.

l'adoption  
mêmes mem-  
on veut lui

a-t-on dit,  
vention des  
oi est-ce le  
isse) un tri-  
ement, au  
ins la légis-  
alogies que  
utons dans  
elle dont il

es rectifica-

tions des actes de l'état civil ? l'autorité judiciaire ; c'est un point arrêté.

Quelle est l'autorité qui admettra le divorce, lequel est, comme l'adoption, un changement d'état ? ce sera encore l'autorité judiciaire : pourquoi donc ne pas rendre aussi les tribunaux juges de l'adoption ?

Cette question, au surplus, continue le citoyen *Berlier*, a paru aux membres de la section qui s'y sont arrêtés, devoir influencer sur le fond même de l'institution jusqu'à la dénaturer.

Quand la loi a posé des règles et que l'application en est dévolue aux magistrats ordinaires, il y a une garantie civile qui n'existe plus quand le pouvoir politique s'empare lui-même de l'application. En effet, qui le redressera, si lui-même il lèse ou favorise les personnes sur l'intérêt desquelles il aura à statuer ?

Mais il est un autre rapport sous lequel l'attribution dont il s'agit est encore radicalement vicieuse ; car, s'il est vrai que le recours au pouvoir législatif n'établisse pas d'inégalité de droit, vu qu'il est accordé à tous, peut-on contester qu'il ne résulte une véritable inégalité de fait des seules formalités dont on environne l'adoption ? Les hommes riches ou en crédit ne seront point arrêtés par ces difficultés ; mais assurément l'adoption n'existera que de nom pour la nombreuse classe des habitants de la campagne et des artisans, si l'adoption ne peut se consommer pour eux par la seule intervention de magistrats locaux ou placés à peu de distance.

Telles sont les considérations qui, dans la section, ont frappé ceux même qui, partisans de l'adoption comme *institution civile*, n'ont point trouvé cet objet rempli par le projet, et qui, n'espérant pas qu'on revienne sur des points aussi capitaux et aussi longuement discutés, ont renoncé, quoiqu'à regret, à une institution qui, ainsi organisée, présenterait plus d'inconvénients que d'avantages.

Le citoyen *Berlier* observe, au surplus, que, pour se conformer à ce que réclame impérieusement la justice en faveur des enfants qui ont été adoptés jusqu'à ce jour sur la foi des décrets, la section a rédigé un projet qui, ne traitant que d'intérêts transitoires, ne peut entrer dans le plan du Code civil, et formera la matière d'une loi à part, sur laquelle la discussion s'établira, s'il y a lieu, quand le Conseil aura pris un parti sur la question principale qui lui est soumise en ce moment.

Ce projet est ainsi conçu :

Art. 1<sup>er</sup>. « Les adoptions faites par des individus « de l'un ou de l'autre sexe, depuis le 25 jan-  
« vier 1793 (vieux style), sont valables, soit que  
« l'acte en ait été reçu par des notaires, soit  
« qu'il l'ait été par les officiers de l'état civil.

« Néanmoins, lorsqu'un mineur aura été adopté  
« sans le consentement formel de ses père et mère,  
« ou du survivant d'entre eux, ou de son tuteur,  
« il pourra être réclaté par eux, et l'adoption  
« sera annulée, à moins qu'on ne puisse opposer  
« aux réclamants des faits équivalents à une  
« adhésion de leur parts. »

Art. 2. « L'effet des adoptions maintenues sera  
« 1<sup>o</sup> de conférer ou conserver à l'adopté le nom  
« de l'adoptant, en l'ajoutant à celui de sa propre  
« famille ; 2<sup>o</sup> d'établir entre l'adoptant et l'adopté  
« les droits et devoirs qui existent entre père et  
« fils. »

Art. 3. « L'adopté aura, sur la succession de  
« l'adoptant, les mêmes droits qu'un enfant né  
« en mariage.

« Néanmoins, s'il se trouve en concours avec

[Disc. du projet de Code

raux qu'on vient de lui pr  
l'enfant adoptif à renoncer  
à son père naturel, l'adopti  
traire les moyens de sou  
infortune.

Le **Premier Consul** d  
encore trop partagées pour  
d'un projet de loi; que, da  
discussion ne doit tomber

Le système d'adoption qu  
être trop compliqué : rien  
admette un système plus  
absolument l'adoption, ce  
grand vide dans les lois ci

On a objecté qu'il est im  
la personne d'un citoyen s  
et que le mineur est inca

Mais rien ne s'oppose à  
ment donné par les pare  
mineur ne soit que provi  
conserve le droit d'accepte  
tion lorsqu'il sera devenu  
définitif, qui change son é  
cette époque; que par ce  
père la transmission de r  
inutile de faire sanctionner  
du Corps législatif, et l'a  
suffit.

Le citoyen **Tronchet** di  
opposé à l'adoption.

Il résume les réflexions  
avis.

Au premier coup d'œil,  
l'imagination et la sensibi  
lité elle n'est plus qu'une  
loi qui limite la faculté de

on d'obliger  
on qu'il doit  
ite au con-  
re dans son

pinions sont  
se s'occuper  
s choses, la  
principe.  
osé est peut-  
e à ce qu'on  
nais rejeter  
ser un trop

disposer de  
nsentement,  
donner.  
e consente-  
option d'un  
le mineur  
user l'adop-  
t que l'acte  
féré jusqu'à  
lement s'o-  
il devient  
par un acte  
tribunaux

joujours été  
minent son

option flatte  
dans la réa-  
e frauder la  
Elle serait,  
équence.  
t ni néces-  
effet que de  
it perpétuer

oyen Tron-  
s de l'adop-

ion sont de  
s ceux qui  
enfants.  
ne imitation

ions qui en  
elle en dé-  
en devoirs.  
de la con-  
ie dans les  
iment.  
convénients

mes.  
à la société.  
option aura  
dans leur

i plus ordi-  
ers que par

ent des re-  
ns remède.  
en trouvent  
e ces époux  
ent des en-  
combien il  
an étranger

pour frère. Ce sera là qu'on verra combien l'adop-  
tion est loin d'imiter la nature. La haine s'allu-  
mera entre le père et le fils adoptif, entre celui-  
ci et les enfants naturels : de là des discordes qui  
troubleront longtemps la famille entière. On  
adopte beaucoup dans les campagnes, et l'adop-  
tion réussit. Pourquoi ? parce qu'elle ne lie ni  
l'adoptant, ni l'adopté ; parce que l'un et l'autre  
demeurent absolument libres. Le père sait que si  
la reconnaissance du fils cesse, le bienfait peut  
cesser aussi : le fils sait que le père n'est point  
engagé ; cette vue le contient dans le devoir.

Au surplus, l'adoption n'est pas nécessaire à  
celui qui veut faire le bonheur d'un enfant.

La faculté de disposer, qui va recevoir encore  
plus de latitude, lui suffit. S'il veut plus, il n'est  
mu que par la vanité de perpétuer son nom, et  
de laisser à celui qui doit le porter une fortune  
considérable pour le soutenir avec éclat. Une  
telle vanité n'est tolérable que dans le système  
nobiliaire.

Quant aux enfants adoptés, ils ne courent pas  
moins de hasards.

D'abord, les regrets tardifs du père convertis-  
sent pour eux en malheur cette même adoption  
qui, dans l'opinion du législateur, devait devenir  
la source de leur félicité.

Ensuite, si l'adoption est irrévocable, l'enfant  
se trouve lié par un engagement auquel il n'a  
pas souscrit, et auquel peut-être il répugne. Si  
au contraire il peut, à sa majorité, secouer ce  
joug qui lui pèse, il lui faudra retourner dans sa  
famille originaire : et qu'y trouvera-t-il ? la mi-  
sère ; car son retour ne doit sans doute rien  
changer rétroactivement aux partages et aux au-  
tres dispositions sur lesquelles repose la fortune  
de ses frères.

Voilà pour les personnes : mais, sous le rap-  
port de l'ordre public, l'adoption ne présente pas  
des inconvénients moins graves.

L'enfant adoptif n'aura-t-il des droits que sur  
les biens de l'adoptant ? Alors cet enfant devient  
dans la société un être monstrueux : il est re-  
tranché de sa famille naturelle, et cependant il  
n'appartient pas à sa famille adoptive.

Aura-t-il tous les droits des enfants naturels ?  
Alors le législateur est tout à la fois injuste en-  
vers les parents du père adoptif, et plus libéral  
qu'il ne le peut ; car il ne lui appartient pas  
d'enlever aux citoyens la successibilité, qui est  
pour eux une propriété véritable dans tous les  
degrés auxquels elle s'étend.

Le **Premier Consul** dit que l'adoption est  
si peu une conséquence du régime nobiliaire,  
que c'est dans les républiques qu'elle a été prin-  
cipalement en usage.

D'ailleurs, les modifications proposées la met-  
tent en harmonie avec l'ordre de choses depuis  
longtemps reçu en France. Elle devient une sim-  
ple transmission de noms et de biens ; transmis-  
sion dont l'usage a toujours été fréquent, et qui  
jamais n'a été accusée de faire de l'adopté un  
être monstrueux dans l'ordre social.

Toujours aussi l'adoption a existé dans les  
campagnes ; avec cette différence cependant que,  
quant au droit, elle n'y transmet pas à l'adopté  
le nom de l'adoptant, mais que, dans le fait, le  
nom demeure à l'adopté, parce que personne ne  
le lui conteste.

L'adoption, a-t-on dit, ne sert que la vanité.

Elle a des avantages plus réels : elle sert à se  
préparer pour sa vieillesse un appui et des con-  
solations plus sûrs que ceux qu'on attendrait de  
collatéraux ; elle sert au commerçant, au manu-

[Disc. du projet de Cod

• que de sa majorité, récla  
• çais, pourvu que, dans l  
• France, il déclare que se  
• son domicile, et que, d  
• rait en pays étranger, i  
• fixer en France son d  
• blisse dans l'année, à c  
• mission. »

Art. 4. « Tout enfant n  
• étranger est Français.

« Tout enfant né, en pa  
• çais qui aurait perdu  
• pourra toujours recou  
• remplissant les formal  
• ticle 3. »

Art. 5. « L'étranger jou  
• droits civils que ceux  
• cordés aux Français pa  
• à laquelle cet étranger

Art. 6. « L'étrangère qu  
• çais suivra la condition

Art. 7. « L'étranger qu  
• Gouvernement à établir  
• y jouira de tous les dro  
• tinuera d'y résider. »

Art. 8. « L'étranger, m  
• France, pourra être cit  
• français, pour l'exécuti  
• lui contractées en Fran  
• pourra être traduit de  
• France, pour les obligat  
• en pays étranger, enver

Art. 9. « Un Français p  
• un tribunal de France  
• lui contractées en pays  
• étranger.

Art. 10. « En toutes mat

lité de *Fran-*  
résiderait en  
est d'y fixer  
où il réside-  
oumission de  
qu'il l'y éta-  
l'acte de sou-

nçais en pays

r, d'un Fran-  
de Français,  
qualité en  
ites par l'ar-

ce des mêmes  
ou seront ac-  
s de la nation  
ra. »

usé un Fran-  
cari. »

admis par le  
ile en France,  
aut qu'il con-

résidant en les tribunaux ligations par 1 Français; il tribunaux de i contractées, çais. »

traduit devant  
obligations par  
même avec un

que celles de  
mandeur sera  
paiement des  
int du procès,  
ance des im-  
pour assurer ce

ivils.

*la perte de la*

s se perdra.  
 1 pays étran-  
 torisée par le  
 ues conférées  
 ' par l'affilia-  
 e qui exigera  
 enfin par tout  
 er sans esprit

: ne pourront  
vant été faits

du sa qualité  
recouvrer en  
tion du Gou-  
cut s'y fixer,  
le contraire à

qui épou-  
sation de son

vrera la qua-  
e réside en  
autorisation

« du Gouvernement, et en déclarant qu'elle veut  
« s'y fixer. »

Art. 14. « Les individus qui recouvreront la  
« qualité de Français dans les cas prévus par les  
« articles 4, 12 et 13, ne pourront s'en prévaloir  
« qu'après avoir rempli les conditions qui leur  
« sont imposées par ces articles, et seulement  
« pour l'exercice des droits ouverts à leur profit  
« depuis cette époque. »

Art. 15. « Le Français qui, sans autorisation du  
« Gouvernement, prendrait du service militaire  
« chez l'étranger, ou s'affilierait à une corpora-  
« tion militaire étrangère, perdra sa qualité de  
« Français.

« Il ne pourra rentrer en France qu'avec la  
« permission du Gouvernement, et recouvrer la  
« qualité de Français qu'en remplissant les condi-  
« tions imposées à l'étranger pour devenir citoyen :  
« le tout sans préjudice des peines prononcées par  
« la loi criminelle contre les Français qui ont por-  
« té ou porteront les armes contre leur patrie. »

## SECTION II.

*De la privation des droits civils par suite de condamnations judiciaires.*

Art. 16. « Les condamnations à des peines dont  
« l'effet est de priver celui qui est condamné de  
« toute participation aux droits civils ci-après  
« exprimés, emporteront la mort civile. »

Art. 17. « La condamnation à la mort naturelle  
« emportera la mort civile. »

Art. 18. • Les autres peines afflictives perpétuelles n'emporteront la mort civile qu'autant que la loi y aurait attaché cet effet. »

Art. 19. « Par la mort civile, le condamné perd  
« la propriété de tous les biens qu'il possédait ;  
« sa succession est ouverte au profit de ses héritiers,  
« auxquels ses biens sont dévolus de la même manière  
« que s'il était mort naturellement et sans testament.

« Il ne peut plus ni recueillir aucune suc-  
« sion, ni transmettre à ce titre les biens qu'il  
« a acquis par la suite.

« Il ne peut ni disposer de ses biens en tout ou  
« en partie, par donation entre-vifs ni par testa-  
« ment, ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour  
« cause d'aliments.

« Il ne peut être nommé tuteur ni concourir  
« aux opérations relatives à la tutelle.

« Il ne peut être témoin dans un acte solennel  
« ou authentique, ni être admis à porter témoi-  
« gnage en justice.

« Il ne peut procéder en justice, ni en défendant  
« ni en demandant, que sous le nom et par le  
« ministère d'un curateur spécial qui lui est  
« nommé par le tribunal où l'action est portée.

« Il est incapable de contracter un mariage qui produise aucun effet civil.

« Le mariage qu'il avait contracté précédemment est dissous quant à tous ses effets civils.

« Son époux et ses héritiers peuvent exercer  
« respectivement les droits et les actions aux-  
« quels sa mort naturelle donnerait ouverture. »

Art. 20. « Les condamnations contradictoires  
« n'emportent la mort civile qu'à compter du jour  
« de leur exécution, soit réelle, soit par effigie. »

Art. 21. « Les condamnations par contumace  
« n'emporteront la mort civile qu'après les cinq  
« années qui suivront l'exécution du jugement  
« par effigie, et pendant lesquelles le condamné  
« peut se représenter. »

Art. 22. « Les condamnés par contumace seront  
« pendant les cinq ans, ou jusqu'à ce qu'ils se  
« représentent ou qu'ils soient arrêtés pendant

Art. 19. « Le mari est  
« femme interdite. »

Art. 20. « La femme pou  
« de son mari. En ce ca  
« réglera la forme et les  
« tration ; sauf le recours  
« de la part de la femme  
« l'arrêté de la famille. »

Art. 21. « Nul, à l'excep  
« cendants et descendant  
« server la tutelle d'un i  
« ans. A l'expiration de  
« demander et devra obt

Art. 22. « L'interdit e  
« pour sa personne et po  
« ments sur la tutelle des  
« à la tutelle des interdi

Art. 23. « Les reven  
« être essentiellement e  
« sort et à accélérer sa g  
« tères de sa maladie et  
« conseil de famille pour  
« dans son domicile, ou  
« une maison de santé et

Art. 24. « Lorsqu'il ser  
« de l'enfant d'un interdit  
« d'hoirie, et les autres  
« niales, seront réglées  
« de famille, homologué  
« conclusions du commis

Art. 25. « L'interdictio  
« qui l'ont déterminée. L  
« ne sera prononcée qu'  
« tés prescrites pour par  
« l'interdit ne pourra rep  
« droits qu'après le juge

ar de sa

tutrice  
famille  
dminis-  
unaux,  
ésée par

, des as-  
de con-  
de dix  
r pourra  
ement. »  
mineur  
s règle-  
queront

doivent  
icir son  
s carac-  
tune, le  
ra traité  
cé dans  
spice. »  
mariage  
ncement  
atrimo-  
conseil  
sur les  
ement. »  
s causes  
ainlevée  
formali-  
tion ; et  
e de ses  
ée. »

odigues  
er ni de  
l'assis-  
é par le  
puée par  
fiction ;  
ée de la

is sera  
Conseil  
ation du  
férence  
tion dé-

s, quant  
ieu où il  
opérera  
un autre  
principal

ra d'une  
icipalité  
u où on

resse, la  
circon-

tion pu-  
rvera le  
n'a pas

Art. 6. « L'acceptation de fonctions conférées à  
« vie emportera translation immédiate du do-  
« micile du fonctionnaire dans le lieu où il  
« doit exercer ces fonctions. »

Art. 7. « La femme mariée n'a point d'autre  
« domicile que celui de son mari. Le mineur non  
« émancipé aura son domicile chez ses père et  
« mère ou tuteur. Le majeur interdit aura le sien  
« chez son curateur. »

Art. 8. « Les majeurs qui servent ou travaillent  
« habituellement chez autrui, auront le même  
« domicile que la personne qu'ils servent ou chez  
« laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeureront  
« avec elle dans la même maison. »

Art. 9. « Le lieu où la succession s'ouvrira sera  
« déterminé par le domicile. »

Art. 10. « Lorsqu'un acte contiendra, de la part  
« des parties ou de l'une d'elles, élection de do-  
« micile, pour l'exécution de ce même acte, dans  
« un autre lieu que celui du domicile réel, les  
« significations, demandes et poursuites relatives  
« à cet acte pourront être faites au domicile con-  
« venu et devant le juge de ce domicile. »

La séance est levée.

Pour extrait conforme ;

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCKÉ.

# SÉANCE

DU 11 PRIMAIRE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 2 décembre 1802).

Tenue au palais de Saint-Cloud.

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Berlier** présente une nouvelle ré-  
daction du titre de l'adoption.

Elle est ainsi conçue :

Art. 1<sup>er</sup>. « L'adoption aura lieu dans deux cas :  
« l'un en faveur d'enfants auxquels l'adoptant  
« aura rendu des services durant leur minorité ;  
« l'autre en faveur d'individus, même majeurs,  
« dont l'adoptant aura lui-même reçu d'import-  
« ants services. »

*De l'adoption des enfants auxquels l'adoptant aura  
rendu des services durant leur minorité.*

Art. 2. « Tout individu de l'un ou de l'autre  
« sexe qui, avant d'adopter un enfant, voudra se  
« l'attacher par des liens authentiques, déclarera  
« au juge de paix du domicile de cet enfant l'in-  
« tention où il est de l'adopter, et se soumettra dès  
« ce moment à le recevoir et garder jusqu'à sa  
« majorité pour en prendre soin et le traiter en  
« bon père de famille.

« Le même acte contiendra la soumission de  
« payer au mineur une somme déterminée, à  
« titre d'indemnité, si, à l'époque de sa majorité,  
« l'adoption n'a point lieu. »

Art. 3. « Les déclaration et soumission énoncées  
« dans l'article précédent devront être acceptées  
« au nom de l'enfant par ses père et mère, ou par  
« le survivant d'entre eux ; ou, à leur défaut, par  
« un tuteur muni de l'autorisation d'un conseil  
« de famille ; ou enfin, si l'enfant n'a pas de pa-  
« rents connus, par les administrateurs de l'hos-  
« pice où il aura été recueilli, ou par la municipa-  
« lité du lieu de sa résidence.

« Après cette acceptation, l'enfant sera remis à  
« la personne qui se propose de l'adopter, et qui,  
« à dater de ce jour, exercera sur lui l'autorité  
« paternelle. »

Art. 4. « Le mineur dont il est parlé aux précé-



[Disc. du projet de Cod

s'agit ici du cas où le père a refusé de donner son consentement de payer une indemnité, il n'avait pas lieu.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il n'est pas possible d'établir ici une règle, car si l'on donnerait tout au caprice du père, l'adoptant, comme l'adopté, ne pourrait pas renoncer à l'indemnité, ce qui n'est due que quand l'adopté connaît les motifs qui le déterminent. Il serait donc convenable d'établir l'obligation de l'indemnité, mais elle ne pourra être réclamée que si l'adopté ne peut pas se défendre.

Le citoyen **Berlier** pense que l'indemnité doit être en dommages et intérêts, et que c'est au jugement des tribunaux.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il faut que la déclaration préalable, il faut que l'enfant, quel sera le sort de l'enfant, le père meurt avant l'époque consommée.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il faut alors être en faveur de l'adoptant.

Le citoyen **Regnaud** (de l'Aude) dit que l'enfant qui a reçu une éducation distinguée, et qui a des besoins, si tout à coup il est abandonné, il faut qu'il ait du travail de ses mains. Il faut que les tribunaux prononcent, et que, s'il est dû des dommages, il y ait des dommages.

Le citoyen **Réal** pense que l'adoptif meurt avant l'époque, et qu'après cette époque il ne peut pas réclamer une indemnité à l'enfant.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'il faut que l'adoptant

pour déter-  
a pris l'en-  
l'adoption

e pourquoi  
; pourquoi  
à la raison.  
ir de justes  
l'indemnité  
at pas faire  
se désister :  
éventuelle  
les cas où

la demande  
soumise au

système de  
e de déci-  
adoptif, si le  
on peut être

présomption

n-d'Angély)  
quinze ans,  
é à tous les  
luit à vivre  
e de laisser  
circonstan-  
êts.

ue le père  
option, soit  
er, il est dû

ue, comme  
se refuser  
le juste ré-

L'adoption  
suites doi-  
enfant.

section n'a  
turellement  
un enfant,  
opter à sa

naissance ne  
it de la fa-  
ren de dé-  
écider que  
tant chan-  
oit par des

tion du con-  
naux, pour  
ennité doit

loi ne doit  
l'espèce de  
t, en stipu-  
qui le prend

L'adoption  
et non nu  
ne confier  
il n'ait pas

s de l'adop-  
t présump-  
si l'adop-  
er tout son

rait tomber  
ut la for-

malité de la déclaration préalable.

Le citoyen **Réal** dit que le père qui abandonne son fils à un étranger, sans prendre ses précautions et ses sûretés, n'est pas plus estimable que celui qui le vend. La tendresse paternelle doit prévoir qu'un enfant qui, après avoir reçu une éducation distinguée, serait réduit à chercher sa subsistance dans un travail rude et pénible, demeurerait sans ressource, et peut-être arriverait à s'en procurer par des moyens illicites. Ce serait donc trop hasarder que de se reposer sur le vœu testamentaire de l'adoptant, ne dût-on craindre même que l'événement de sa mort inopinée.

Le vœu testamentaire de l'adoptant ne doit agir sur l'adoption que négativement et pour l'exclure, et non positivement; c'est-à-dire en ce sens qu'elle n'existe que dans le cas où le testateur a déclaré qu'il meurt dans l'intention de la consommer.

Le **Premier Consul** dit qu'on envisage mal la question.

L'adoption est absurde, si l'on suppose qu'elle met en présence deux pères, l'un naturel, l'autre adoptif, pour traiter ensemble d'un enfant.

L'adoption est principalement établie pour donner un père aux orphelins dans l'individu qui, n'ayant que des héritiers éloignés, veut s'attacher un enfant en lui laissant ses biens avec son nom. Elle l'est encore pour des amis qui désirent ajouter ce nouveau lien à ceux qui les unissent déjà. Voilà les cas les plus ordinaires et les plus favorables. C'est donc embarrasser la discussion que de la faire porter sur le cas plus rare et moins favorable où des motifs d'intérêt déterminent le père à donner son fils en adoption. L'intérêt de l'enfant doit d'autant moins occuper le législateur, dans cette dernière hypothèse, que ce sont les avantages évidents que l'adoption procure à cet enfant qui déterminent le père à y consentir.

Quant à la question de savoir si l'adoption peut être réputée définitive, sans vœu testamentaire, lorsque celui qui se propose d'adopter meurt avant la majorité de l'enfant, elle paraît devoir se résoudre par la considération que, pendant la minorité de l'enfant, il n'y a ni adoption, ni adoptant, ni adopté; qu'il n'y a qu'une tutelle officieuse, un tuteur, un pupille.

Le citoyen **Berlier** défend d'abord le projet de la section du reproche qui lui a été fait, d'avoir principalement en vue les enfants donnés en adoption par leurs père et mère : le projet ne concerne pas plus cette espèce d'enfants que les autres; on voit même qu'il a formellement stipulé les intérêts des orphelins en parlant de leurs tuteurs, et ceux même des enfants abandonnés en désignant les administrations d'hospices et les municipalités comme parties légales pour les donner en adoption.

Ainsi l'objection n'est pas fondée, à moins qu'on ne veuille restreindre l'adoption aux seules adoptions de père et de mère : mais cette idée que l'opinant aurait volontiers accueillie dès le principe de la discussion, n'a point paru être celle du Conseil; et l'on ne peut d'ailleurs se dissimuler qu'il y a de bonnes raisons pour repousser cette restriction.

Ce sera souvent, ou même toujours, un père pauvre qui donnera son enfant en adoption, et qui le fera dans la seule vue d'être utile à son enfant : l'acte qu'on regarde comme peu favorable, et comme en opposition avec la nature, sera donc souvent le résultat d'une affection profonde et à laquelle on se livrera d'une manière qui répugnera d'autant moins à la nature que.

circonstances bien extraordinaires, les tribunaux à s'écarter d

Le citoyen **Regnauld** voudrait que, pour prévenir s'expliquât formellement si en la déterminant, soit en a à régler l'indemnité d'après que l'enfant aurait reçue.

Le consul **Cambacère** lui ne doit pas livrer un parce que celui qui en a p temps où il aurait pu l'ado être établi dans un autre t sans renoncer à exiger une ce ne sera plus la présomption chargée de l'enfant a vou seul fait des soins donnés tif de la demande en alim

Le citoyen **Regnauld** observe que, quand on r déclaration, il y aurait t acte préalable qui ferait d'adopter; ce serait l'acte officieux se chargerait de l

Le citoyen **Berlier** pe des bases plus fixes à la cessaire de décider d'abon clation préalable comm de l'adoption.

Le citoyen **Boulay** obs dre peut-être la bienfaisan se lier.

Le **Premier Consul** v officieux fût indistincteme fant jusqu'à un âge déter celui de dix-huit ans. Mais des aliments ne peut deve cessaire de la tutelle offi sulte de graves inconvénie rait l'enfant dans un éta qu'il pourrait impunéme mesures avec son bienfai ments qu'on est forcé de portion de la succession par là la simple tutelle of tin des effets de l'adoption

bliger  
ncipe.  
ngely)  
la loi  
a, soit  
inaux  
cation

que la  
isère,  
ant le  
peut  
arais-  
table,  
i s'est  
era le  
e mo-

ngely)  
ger la  
is un  
ention  
uteur

onner  
st né-  
a dé-  
ssaire

stein-  
rcer à

uteur  
l'en-  
fixer  
onner  
n né-  
en ré-  
place-  
tel,  
r des  
s ali-  
t une  
ix, et  
par-  
roger  
avoir

ajorité  
our le  
e in-  
adop-

onseil  
obli-  
faire  
er un  
a pas  
tribu-  
stan-

ution  
n en-  
sans  
effet,  
t que,  
plus

a fa-  
é pu-  
alors  
it des  
de la

loi n'est plus nécessaire. La loi doit donc se borner à autoriser les stipulations qui seraient faites en faveur du mineur, dans le cas de la mort ou du changement de volonté de celui qui s'en charge; si elle va plus loin, elle anéantit l'adoption, car personne ne voudra adopter.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean d'Angély*) dit que la loi serait incomplète, si elle se reposait des intérêts de l'enfant sur la tendresse des héritiers. A l'égard de l'autorité publique, ou elle se rendra difficile sur les conditions, et alors elle rebutera l'adoptant; ou elle sera facile, et alors son intervention devient inutile.

Il est donc plus juste de renvoyer ces sortes de questions aux tribunaux, pour qu'ils décident d'après les circonstances.

Le consul **Cambacérès** persiste à croire que le conseil doit se fixer, avant tout, sur la question de savoir si la déclaration préalable sera nécessaire.

Le **Premier Consul** rappelle qu'on est convenu de permettre les adoptions par testament : or elles supposent nécessairement un acte préalable de la part de celui qui veut user de cette faculté.

Au reste, on peut réduire le système à un petit nombre de points. On peut permettre d'adopter, à la majorité, l'enfant dont on aura pris soin depuis son bas âge, et l'enfant dont on se sera rendu tuteur officieux. Celui qui se propose d'adopter prendra cette dernière qualité. Mais il faut que ni dans l'un ni dans l'autre cas, ce qu'il aura fait pendant la minorité de l'enfant ne produise l'obligation de l'adopter à sa majorité.

Celui qui aurait été le tuteur officieux pendant cinq ans pourrait adopter l'enfant par une disposition testamentaire.

Le tuteur officieux devrait des aliments à l'enfant, s'il mourait sans l'avoir adopté, ou si, à la majorité de cet enfant, il refusait de l'adopter.

Le titre est renvoyé à la section pour le revoir d'après les observations faites dans le cours de la discussion.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SEANCE

DU 18 FRIMAIRE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi, 9 décembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Berlier**, d'après la conférence tenue avec le Tribunat, présente la rédaction définitive du titre *de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*.

Elle est ainsi conçue :

### CHAPITRE PREMIER.

#### *De la minorité.*

Art. 1<sup>er</sup>. « Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis. »

### CHAPITRE II.

#### *De la tutelle.*

### SECTION PREMIÈRE.

#### *De la tutelle des père et mère.*

Art. 1<sup>er</sup>. « Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. »

Art. 2. « Il est comptable, quant à la propriété

[Disc. du projet de Code

- le nombre réglé par les

Art. 24. « Le délai pour c  
« par le juge de paix à jour  
« qu'il y ait toujours entre l  
• jour indiqué pour la réun  
• tervalle de trois jours au  
• les parties citées résidero  
« ou dans la distance de de  
« Toutes les fois que par  
« il s'en trouvera de domici  
« distance, le délai sera au  
• trois myriamètres. »

Art. 25. « Les parents, al  
« voqués, seront tenus de se  
« de se faire représenter par  
« Le fondé de pouvoir n  
• d'une personne. »

Art. 26. « Tout parent, a  
« et qui, sans excuse légi  
• point, encourra une amer  
« céder 50 francs, et sera  
« par le juge de paix. »

Art. 27. « S'il y a excuse  
« vienne soit d'attendre le  
• le remplacer, en ce cas c  
« l'intérêt du mineur semb  
« paix pourra ajourner l'e  
• roger. »

Art. 28. « Cette assembl  
« droit chez le juge de p  
• désigne lui-même un a  
• des trois quarts au moin  
• voqués sera nécessaire ]

Art. 29. « Le conseil de l  
• le juge de paix, qui y au  
« prépondérante en cas de

Art. 30. « Quand le mine

s articles. »  
 e sera réglé  
 de manière  
 notifiée et le  
 seil, un in-  
 and toutes  
 commune,  
 mètres.  
 rties citées,  
 elà de cette  
 an jour par

is ainsi con-  
 personne, ou  
 aire spécial.  
 éserter plus

i convoqué,  
 comparatra  
 pourra ex-  
 sans appel

et qu'il con-  
 sent, soit de  
 out autre où  
 r, le juge de  
 ou la pro-

ra de plein  
 ns qu'il ne  
 La présence  
 ombres con-  
 délibère. »  
 présidé par  
 ibérative et

lé en France  
 ies ou réci-  
 ale de ses

r seront in-  
 un envers  
 »  
 ministrera en  
 tion, si elle  
 r qu'elle lui

personnelle  
 iteur. Ceux-  
 e la gestion  
 s, ils seront  
 nomination

aura un su-  
 de famille.  
 r pour les  
 en opposi-

ateur seront  
 les qualités  
 i-dessus, ce  
 tions, faire  
 subrogé-tu-  
 é comme il

vant d'avoir  
 amille, con-  
 ents, créan-  
 soit d'office  
 y a eu dol  
 la tutelle,

« sans préjudice des indemnités dues au mineur. »  
 Art. 35. « Dans les autres tutelles, la nomina-  
 « tion du subrogé-tuteur aura lieu immédiate-  
 « ment après celle du tuteur. »

Art. 36. « En aucun cas, le tuteur ne votera  
 « pour la nomination du subrogé-tuteur, lequel  
 « sera pris, hors le cas de frères germains, dans  
 « celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'ap-  
 « partiendra point. »

Art. 37. « Le subrogé-tuteur ne remplacera pas  
 « de plein droit le tuteur lorsque la tutelle de-  
 « viendra vacante, ou qu'elle sera abandonnée  
 « par absence; mais il devra, en ce cas, sous  
 « peine des dommages-intérêts qui pourraient en  
 « résulter pour le mineur, provoquer la nomina-  
 « tion d'un nouveau tuteur. »

Art. 38. « Les fonctions de subrogé-tuteur ces-  
 « seront à la même époque que la tutelle. »

Art. 39. « Les dispositions contenues dans les  
 « sections VI et VII ci-après, s'appliqueront aux su-  
 « brogés-tuteurs.

« Néanmoins, le tuteur ne pourra provoquer la  
 « destitution du subrogé-tuteur, ni voter dans les  
 « conseils de famille qui seront convoqués pour  
 « cet objet. »

#### SECTION VI.

##### *Des causes qui dispensent de la tutelle.*

Art. 40. « Sont dispensés de la tutelle :

« Les membres des autorités établies par les  
 « titres II, III et IV de l'acte constitutionnel ;

« Les juges au tribunal de cassation, commis-  
 « saires et substituts près le même tribunal ;

« Les commissaires de la comptabilité nationale ;  
 « Les préfets ;

« Tous citoyens exerçant une fonction publique  
 « dans un département autre que celui où la tu-  
 « telle s'établit. »

Art. 41. « Sont également dispensés de la tu-  
 « telle :

« Les militaires en activité de service et tous  
 « autres citoyens qui remplissent, hors du terri-  
 « toire de la République, une mission du Gou-  
 « vernement. »

Art. 42. « Si la mission est non authentique et  
 « contestée, la dispense ne sera prononcée qu'a-  
 « près que le Gouvernement se sera expliqué par  
 « la voie du ministre dans le département duquel  
 « se placera la mission articulée comme excuse. »

Art. 43. « Les citoyens de la qualité exprimée  
 « aux articles précédents, qui ont accepté la tu-  
 « telle postérieurement aux fonctions, services  
 « ou missions qui en dispensent, ne seront plus  
 « admis à s'en faire décharger pour cette cause. »

Art. 44. « Ceux, au contraire, à qui lesdits  
 « fonctions, services ou missions auront été con-  
 « férés postérieurement à l'acceptation et gestion  
 « d'une tutelle, pourront, s'ils ne veulent la con-  
 « server, faire convoquer, dans le mois, un con-  
 « seil de famille pour y être procédé à leur rem-  
 « placement.

« Si, à l'expiration de ces fonctions, services  
 « ou missions, le nouveau tuteur réclame sa dé-  
 « charge, ou que l'ancien redemande la tutelle,  
 « elle pourra lui être rendue par le conseil de  
 « famille. »

Art. 45. « Tout citoyen non parent ni allié ne  
 « peut être forcé d'accepter la tutelle que dans  
 « le cas où il n'existerait pas, dans la distance de  
 « quatre myriamètres, des parents ou alliés en  
 « état de gérer la tutelle. »

Art. 46. « Tout individu âgé de soixante-cinq  
 « ans accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui  
 « qui aura été nommé avant cet âge pourra, à

« seil de famille réglera par  
« portance des biens régis,  
« pourra s'élever la dépense  
« ainsi que celle d'administr  
« Le même acte spécifiera  
« risé à s'aider, dans sa gestio  
« administrateurs particulier  
« sous sa responsabilité. »

Art. 68. « Ce conseil déter  
« la somme à laquelle comme  
« l'obligation d'employer l'  
« sur la dépense; cet emplo  
« le délai de six mois, passé  
« les intérêts à défaut d'emp

Art. 69. « Si le tuteur n'a  
« par le conseil de famille  
« doit commencer l'emploi, i  
« exprimé dans l'article pré  
« toute somme non employ  
« qu'elle soit. »

Art. 70. « Le tuteur, mêm  
« ne peut emprunter pour l  
« ou hypothéquer ses bien  
« être autorisé par un conse  
« Cette autorisation ne de  
« pour cause d'une nécessi  
« avantage évident.

« Dans le premier cas, le c  
« cordera son autorisation c  
« constaté par un compte s  
« le tuteur, que les deniers  
« revenus du mineur sont i

« Le conseil de famille in  
« cas, les immeubles qui d  
« préférence, et toutes les c  
« utiles. »

Art. 71. « Les délibératio  
« mille relatives à cet obje  
« qu'après que le tuteur en a  
« l'homologation devant le  
« instance, qui y statuera e  
« seil, et après avoir enten  
« Gouvernement. »

Art. 72. « La vente se fe  
« présence du subrogé-tute  
« seront recues par un m

selon l'im-  
la laquelle  
le mineur,  
es biens.  
est auto-  
plusieurs  
et gérant

sitivement  
le tuteur,  
es revenus  
e fait dans  
tuteur devra

déterminer  
à laquelle  
rès le délai  
intérêts de  
e modique

ou la mère,  
ni aliéner  
es, sans y  
lle.  
cordée que  
, ou d'un

mille n'ac-  
il aura été  
ésenté par  
obiliers et

ns tous les  
vendus de  
qu'il jugera

seil de fa-  
t exécutées  
lé et obtenu  
e première  
re du con-  
nissaire du

ement, en  
chères qui  
ibunal ci-  
is, et à la  
ois diman-  
nés dans le

et certifiée  
s auront eu

les articles  
du mineur,  
jugement  
provocation

ne pourra  
par l'article  
nécessaire-

er ni répu-  
r sans une  
le famille :  
néfice d'in-

ssion répu-  
été acceptée  
ise soit par  
e nouvelle  
soit par le  
état où elle  
ns pouvoir

« attaquer les ventes et autres actes qui auraient  
« été légalement faits durant la vacance. »

« Art. 76. « La donation faite au mineur ne pourra  
« être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation  
« du conseil de famille. »

« Elle aura, à l'égard du mineur, le même effet  
« qu'à l'égard du majeur. »

« Art. 77. « Aucun tuteur ne pourra introduire  
« en justice une action relative aux droits immo-  
« biliers du mineur, ni acquiescer à une demande  
« relative aux mêmes droits, sans l'autorisation  
« du conseil de famille. »

« Art. 78. « La même autorisation sera nécessaire  
« au tuteur pour provoquer un partage; mais il  
« pourra, sans cette autorisation, répondre à une  
« demande en partage dirigée contre le mineur. »

« Art. 79. « Pour obtenir à l'égard du mineur tout  
« l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage  
« devra être fait en justice, et précédé d'une esti-  
« mation faite par experts nommés par le tribu-  
« nal civil du lieu de l'ouverture de la succes-  
« sion. »

« Les experts, après avoir prêté, devant le pré-  
« sident du même tribunal ou autre juge par lui  
« délégué, le serment de bien et fidèlement rem-  
« plir leur mission, procéderont à la division des  
« héritages et à la formation des lots, qui seront  
« tirés au sort, et en présence soit d'un membre  
« du tribunal, soit d'un notaire par lui commis,  
« lequel fera la délivrance des lots. »

« Tout autre partage ne sera considéré que  
« comme provisionnel. »

« Art. 80. « Le tuteur ne pourra transiger au nom  
« du mineur qu'après y avoir été autorisé par le  
« conseil de famille, et de l'avis de trois juriscou-  
« sultes désignés par le commissaire du Gouver-  
« nement près le tribunal civil. »

« La transaction ne sera valable qu'autant  
« qu'elle aura été homologuée par le tribunal  
« civil, après avoir entendu le commissaire du  
« Gouvernement. »

« Art. 81. « Le tuteur qui aura des sujets de mé-  
« contentement graves sur la conduite du mineur,  
« pourra porter ses plaintes à un conseil de fa-  
« mille, et, s'il y est autorisé par ce conseil, pro-  
« voquer la réclusion du mineur, conformément  
« à ce qui est statué à ce sujet au titre de la  
« puissance paternelle. »

## SECTION IX.

### *Des comptes de la tutelle.*

« Art. 82. « Tout tuteur est comptable de sa ges-  
« tion lorsqu'elle finit. »

« Art. 83. « Tout tuteur, autre que le père ou la  
« mère, peut être tenu, même durant la tutelle,  
« de remettre au subrogé-tuteur des états de si-  
« tuation de sa gestion aux époques que le con-  
« seil de famille aurait jugé à propos de fixer,  
« sans néanmoins que le tuteur puisse être as-  
« treint à en fournir plus d'un chaque année. »

« Ces états de situation seront rédigés et remis  
« sans frais, sur papier non timbré, et sans aucune  
« formalité de justice. »

« Art. 84. « Le compte définitif de tutelle sera  
« rendu aux dépens du mineur, lorsqu'il aura  
« atteint sa majorité ou obtenu son émancipation :  
« le tuteur en avancera les frais. »

« On y allouera au tuteur toutes dépenses suf-  
« fisamment justifiées et dont l'objet sera utile. »

« Art. 85. « Tout traité qui pourra intervenir  
« entre le tuteur et le mineur devenu majeur,  
« sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un  
« compte détaillé et de la remise des pièces justi-  
« ficatives; le tout constaté par un récépissé de



- que le tuteur officieux r
- avant la majorité du pupill
- ci ait été mis en état de
- ment sa vie, il sera dû à c
- minorité, des secours dont l
- s'il n'y a été antérieurement
- lation précise du tuteur
- seront réglées soit amiable
- représentants respectifs de
- pupille, soit judiciairement
- tion. »

Art. 6. « A la majorité du  
s'opérera par le consentem

- tuteur officieux et du pupill
- Cette adoption, ainsi qu
- l'article 2, sera reçue par l
- contrat, soit de l'une, soit d
- mis au commissaire du G
- tribunal de première instanc
- à l'homologation de ce tril

Art. 7. « Le tribunal, réu  
du conseil, et après s'être  
gnements convenables, ex  
les conditions de la loi sor  
personne qui se propose d  
bonne réputation ; 3<sup>e</sup> quel  
envers l'enfant.

- Après avoir entendu le c
- vernement, et sans aucune
- cédure, le tribunal pronon
- de motifs, en ces termes :
- *pas lieu à l'adoption.* »

Art. 8. « Le jugement du  
instance sera, de plein dro  
d'appel, qui instruira, da  
que le tribunal de premi  
noncera, sans énoncer de  
est confirmé ou le jugeme

s enfants  
que celui-  
nvenable-  
durant sa  
l'espèce,  
par stipu-  
lui-même,  
tre les re-  
et de son  
contesta-

l'adoption  
ctif du tu-

sultant de  
paix ; et le  
sera trans-  
ent près le  
tre soumis

a chambre  
les rensei-  
1° si toutes  
; 2° si la  
jouit d'une  
a conduite

re du Gou-  
me de pro-  
s énoncer  
ou il n'y a

e première  
u tribunal  
es formes  
ce, et pro-  
e jugement  
rmé ; et en  
pas lieu à

lu jour du  
l'appel ; et  
registres de  
une expé-

optant lui-  
rvoirs.

endu à un  
es, tels que  
r ou la for-  
ourvu qu'il

du les ser-  
ent est mi-  
s veuille se  
une tutelle  
mément à  
les mêmes  
5.

ion pourra  
le juge de

ction et le  
formes éta-

t, outre la  
rvoirs arti-  
nature de

d'adoption.

l'autre sexe  
tutelle of-

« ficiieuse : 1° s'il a des enfants ou descendants  
« légitimes ; 2° s'il n'est âgé que de quarante-cinq  
« ans au moins. »

Art. 13. « Le même individu ne pourra être  
« adopté par plusieurs personnes, si ce n'est par  
« deux époux.

« L'un des époux pourra adopter séparément  
« avec le consentement de l'autre ; le tout sans  
« déroger aux conditions de l'article 12. »

Art. 14. « Les effets de l'adoption consisteront  
« à conférer le nom de l'adoptant à l'adopté,  
« en l'ajoutant au sien propre, et à donner à  
« l'adopté, sur la succession de l'adoptant, les  
« mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né  
« en mariage, même quand il y aurait d'autres  
« enfants dans cette dernière qualité existants  
« lors du décès de l'adoptant.

Art. 15. « Si l'adopté meurt sans descendants  
« légitimes, l'adoptant ou ses descendants succé-  
« deront aux choses données par l'adoptant, et  
« qui existeront en nature lors du décès de  
« l'adopté.

« Le surplus de la succession de l'adopté appar-  
« tiendra à ses propres parents, et ceux-ci exclu-  
« ront toujours, pour les objets même spécifiés  
« au présent article, tous héritiers de l'adoptant  
« autres que ses descendants. »

Art. 16. « Si, du vivant de l'adoptant, et après  
« le décès de l'adopté, les enfants ou descendants  
« laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans  
« postérité, l'adoptant succéderait aux choses don-  
« nées par lui, comme il est dit en l'article pré-  
« cédent ; mais ce droit sera inhérent à sa per-  
« sonne et non transmissible à ses héritiers. »

L'article 1<sup>er</sup> est discuté.

Le Consul **Cambacérés** dit que celui qui  
se charge d'un enfant fait pour lui plus que ce  
qu'on entend communément par cette expres-  
sion, *rendre des services*. On pourrait donc réserver  
cette locution pour la seconde partie de l'article,  
et dire dans la première : *Celui qui aura pris  
soin d'un enfant et rempli envers lui les devoirs  
de la paternité, etc.*

L'article est adopté avec cet amendement et ren-  
voyé à la section pour la rédaction.

L'article 2 est adopté sauf rédaction.

L'article 3 est discuté.

Le citoyen **Boulay** pense que le tuteur offi-  
ciel doit aussi remplir les fonctions de tuteur  
ordinaire.

Le citoyen **Béranger** dit qu'en effet il peut  
dans la suite échoir des successions à l'enfant  
qui est actuellement sans fortune ; qu'alors on  
douterait par qui ses biens doivent être admi-  
nistrés ; qu'ainsi, pour prévenir les incertitudes,  
il est utile que la loi s'explique.

Le consul **Cambacérés** dit que la tutelle offi-  
cieuse est une tutelle véritable ; qu'elle doit donc  
donner à la personne qui la gère l'administra-  
tion de la personne et des biens du mineur. Celui  
qui s'est chargé d'un enfant sans fortune inspire  
nécessairement assez de confiance pour qu'on  
puisse lui remettre l'administration des biens qui  
surviennent à cet enfant.

Le citoyen **Berlier** dit que cette proposition  
est juste ; mais qu'en l'admettant, il importe aussi  
de statuer que le tuteur officieux ne pourra,  
comme l'aurait pu le tuteur ordinaire, imputer  
les dépenses d'éducation sur les revenus du pu-  
pille, sans quoi cette tutelle spéciale n'aurait plus  
rien d'officieux, et ne serait plus un bienfait.

L'article est adopté avec ces amendements.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est discuté.

ment, ou seulement depuis jugement.

Le citoyen **Berlier** dit surtout qu'il suit une tutelle et pas craindre d'attribuer de l'âge, attendu qu'il est beaucoup de délais pourraient nuire à l'âge, le cas où l'adoptant viendrait.

Le citoyen **Treilhard** propose l'adoption est parfaite du jour de la charge de l'inscription qui doit être un délai déterminé.

Le citoyen **Réal** dit qu'il faut mettre au cas où le père adoptif entre le jugement de première instance et l'appel ; alors les délais doivent avoir la même force exécutoire.

Le citoyen **Berlier** propose de mettre son effet depuis la décision du juge de paix.

L'article est adopté avec ce amendement.

Le citoyen **Lacuzé** demande si un individu d'adopter le fils d'un défunt, sans avoir sauvé la vie.

Le citoyen **Berlier** répond que le moyen de la tutelle officielle.

Le citoyen **Tronchet** trouve que d'abord il ne prononce l'âge qui devra exister entre l'adoptant et l'adopté.

Dans le cas de services rendus, l'âge de soixante-dix ans pourra-t-il être de soixante-neuf ? Ensuite il se pose la question de ce qu'il faut entendre par l'âge.

On n'ignore point que les personnes âgées seraient incapables de recevoir l'adoption à raison de leur rapport avec l'adopté, ou par suite de l'influence qu'il exercerait sur sa volonté, son médecin, son avocat, son conseil, ou par suite de la crainte si sage parait devoir être mise, pour empêcher qu'il ne soit un moyen de pactiser.

Peut-être, en général, sera-t-il permis de point étendre, par des voies, de disposer avant d'avoir régu-

on de ce

l'adoption  
ne faut  
ffets, at-  
es où les  
ût-ce que

primer que  
nent, à la  
lieu dans

voir égale-  
à mourir  
et le ju-  
il a faites  
eu testa-

à l'adop-  
devant le

ents.

permis à  
lui aura

employer

e trop va-  
distance  
l'adopté.  
omme de  
ter un de  
re d'expli-  
important.

ces déclai-  
eux qui,  
teur, pou-  
taient son  
Celle pré-  
r à l'adop-  
tienne un

prudent de  
la faculté  
re des suc-  
tre encore  
que la ré-

otion d'un  
rd des en-  
ces.

cation pro-  
rait, dit-il,  
us à celui  
t dans un

ement.

it adoptés.

orit de cet  
ue l'adopté  
té tient de  
rniers à sa  
es dans la

icle semble  
conseil, et  
un change-  
onation ac-  
lités parti-  
ue tous les  
origine, pas-

Le citoyen **Berlier** observe qu'une telle dispo-  
sition ôterait à l'adoptant lui-même le droit de  
retour.

Le citoyen **Béranger** répond que le droit de  
l'adoptant doit sans doute être conservé, mais  
qu'aussi il doit mourir avec lui.

L'article est adopté avec cet amendement.

Le citoyen **Berlier** observe qu'après la direc-  
tion que la discussion a prise, et les observations  
faites sur le projet dès la dernière séance, il a  
imaginé que les matières seraient mieux distri-  
buées dans un autre cadre qui lui a paru offrir  
plus de simplicité et suivre une meilleure mé-  
thode.

Ainsi l'adoption et la tutelle officieuse, formant  
deux institutions distinctes, quoique corrélatives,  
ne doivent plus être confondues dans les mêmes  
dispositions, et peuvent bien former deux cha-  
pitres d'un même titre.

C'est d'après cette idée principale que le citoyen  
**Berlier** avait préparé une nouvelle rédaction, que  
les nouveaux amendements faits en cette séance  
semblent rendre plus nécessaire encore : il croit,  
au surplus, que tous les principes arrêtés, même  
avec leurs modifications, se retrouvent exacte-  
ment dans la nouvelle distribution par lui pro-  
jetée, et s'y trouvent mieux à leur place.

Il fait lecture de cette nouvelle rédaction, qui  
est adoptée en ces termes :

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *De l'adoption.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De l'adoption et de ses effets.*

Art. 1<sup>er</sup>. « L'adoption n'est permise qu'aux per-  
« sonnes de l'un ou l'autre sexe qui seront âgées  
« de plus de cinquante ans, et qui n'auront, à  
« l'époque de l'adoption, ni enfants ni descendants  
« légitimes. »

Art. 2. « Un époux ne peut adopter qu'avec le  
« consentement de l'autre conjoint.

« L'adoption en commun ne peut être faite que  
« par deux époux. »

Art. 3. « La faculté d'adopter ne pourra être  
« exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura,  
« dans sa minorité et pendant six ans au moins,  
« fourni des secours et donné des soins non in-  
« terrompus ;

« Ou envers l'individu moins âgé que l'adoptant,  
« qui aurait sauvé la vie à ce dernier, soit dans  
« un combat, soit en le retirant des flammes ou  
« des flots. »

Art. 4. « L'adoption ne pourra, en aucun cas,  
« avoir lieu avant la majorité de l'adopté.

Art. 5. « L'adoption conférera le nom de l'adop-  
« tant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre  
« de ce dernier.

« Elle donnera à l'adopté, sur la succession de  
« l'adoptant, les mêmes droits que ceux qu'y au-  
« rait l'enfant né en mariage, même quand il y  
« aurait d'autres enfants de cette dernière qualité  
« nés depuis l'adoption et existants lors du décès  
« de l'adoptant. »

Art. 6. « Si l'adopté meurt sans descendants  
« légitimes, l'adoptant ou ses descendants succé-  
« deront aux choses données par l'adoptant et qui  
« existeront en nature lors du décès de l'adopté.

« Le surplus de la succession de l'adopté ap-  
« partiendra à ses propres parents, et ceux-ci  
« excluront toujours, pour les objets même spé-  
« cifiés au présent article, tous héritiers de l'adop-  
« tant autres que ses descendants. »

Art. 7. « Si, du vivant de l'adoptant, et après

Art. 2. « Les effets desdi  
« les mêmes que ceux régl  
« 15 et 16 de la loi sur l'ado  
« civil. »

Le citoyen **Berlier** dit  
faire deux classes d'adoptés,  
voir donner un peu plus  
qu'elle avait présenté dans  
maire, sur le même objet qu  
l'assimilation de tous les a  
cependant, si le Conseil le  
pourrait rétablir la dispositi  
qui, dans le cas du concor  
des enfants du sang, ne lui  
d'enfant imputable sur la qu

Le consul **Cambacérés**  
valider les adoptions faites  
publique, mais qu'il ne v  
eussent l'effet de déranger  
més, ni de dépouiller les  
possession ; il pourrait en  
tion dangereuse. On doit  
côté, que très-peu d'adoptés  
les tribunaux ayant différé j  
sur leurs droits.

Le citoyen **Treilhارد** c  
qui ont eu lieu jusqu'ici  
comme devant placer l'adop  
l'adoptant. Cette considéra  
section. Elle n'a pas aperçu  
tion fondée entre les inc  
adoptés et ceux qui le sero  
lorsque les effets de l'adopt  
mement restreints.

Le consul **Cambacérés**  
actuellement adoptés ne p  
loi qui va être rendue. Cette  
de l'adoption, puisqu'elle

ons seront  
articles 14,  
te au Code

ne point  
a cru de-  
au projet  
du 27 bru-  
, et rendre  
faite ; que  
essaie, on  
nier projet,  
lopté avec  
u'une part  
onible.  
st d'avis de  
sur la foi  
as qu'elles  
s consom-  
ui sont en  
e commo-  
l'un autre  
ouissance,  
prononcer

adoptions  
onsidérées  
famille de  
erminé la  
de distinc-  
tuellement  
ir, surtout  
vent extrê-

s individus  
xiper de la  
e la nature  
lus qu'une

s n'avaient  
eur s'était  
loption. Ils  
tion, puis-  
qui ont été  
un maxi-  
e dans les

le décider  
biens du  
ils se trou-  
rs en ligne  
ollatéraux.  
éviter les  
alés, la loi  
des adop-

oyées à la  
culière sur  
entre pas

'État,  
É.

LIQUE.

id.

ance.

nt présents.  
titre 1<sup>er</sup> du

livre III du projet de Code civil relatif aux  
*successions.*

Le chapitre 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

# CHAPITRE PREMIER.

## *De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.*

Art. 1<sup>er</sup>. « Les successions s'ouvrent par la mort  
« naturelle et par la mort civile. »

Art. 2. « La succession est ouverte par la mort  
« civile, du moment où cette mort est encourue.  
« conformément aux dispositions de la section II  
« du chapitre II du titre *de la jouissance et de la*  
« *privation des droits civils.* »

Art. 3. « Si plusieurs individus, respectivement  
« appelés à la succession l'un de l'autre, périssent  
« dans un même événement, sans qu'on puisse  
« reconnaître lequel est décédé le premier, la  
« présomption de survie est déterminée par l'âge  
« ou le sexe. »

Art. 4. « Si ceux qui ont péri ensemble ont  
« moins de quinze ans, le plus âgé est présumé  
« avoir survécu. »

« S'ils sont tous au-dessus de soixante ans, le  
« moins âgé est présumé avoir survécu. »

« Si les uns ont moins de quinze ans, et les  
« autres plus de soixante, les premiers sont pré-  
« sumés avoir survécu. »

Art. 5. « Entre ceux qui ont plus de quinze ans  
« et moins de soixante, le mâle est toujours pré-  
« sumé avoir survécu, s'il y a égalité d'âge, ou si  
« la différence qui existe n'excède pas une  
« année. »

Art. 6. « Si ceux qui ont péri sont du même  
« sexe, la présomption de survie qui donne ou-  
« verture à la succession dans l'ordre de la  
« nature doit être admise ; ainsi le plus jeune  
« est présumé avoir survécu au plus âgé. Si l'on  
« ignore absolument quel est le plus âgé, la suc-  
« cession de chacun d'eux se défère comme si  
« l'autre n'avait jamais existé. »

Art. 7. « La loi règle l'ordre de succéder : elle  
« appelle en premier lieu les héritiers légitimes ;  
« à leur défaut, les enfants naturels ; ensuite  
« l'époux survivant ; et s'il n'y en a pas, la Ré-  
« publique. »

Art. 8. « Les héritiers légitimes sont saisis de  
« plein droit des biens, droits et actions du dé-  
« funt, sous l'obligation d'acquitter toutes les  
« charges de la succession ; mais les enfants na-  
« turels, l'époux survivant et la République, doi-  
« vent se faire envoyer en possession par justice,  
« dans les formes qui seront déterminées. »

L'article 1<sup>er</sup> est adopté.

L'article 2 est discuté.

Le **Premier Consul** demande quel est l'héri-  
tier dans le cas de cet article.

Le citoyen **Trellhard** dit que la mort civile  
n'étant encourue qu'à l'expiration des cinq  
années qui suivent l'exécution par effigie du con-  
damné par contumace, ce n'est qu'à cette époque  
que la succession est ouverte. Le parent qui,  
dans ce moment, se trouve appelé par la loi est  
héritier.

Le **Premier Consul** demande qui succède,  
lorsque le condamné meurt dans l'intervalle des  
cinq ans.

Le citoyen **Trellhard** dit que le condamné  
meurt alors *integri status*, et que l'ordre de sa  
succession est réglé comme s'il n'y avait point  
de jugement.

Le **Premier Consul** dit qu'il semblerait pré-  
férable de laisser la succession en suspens jus-  
qu'après l'expiration des cinq ans : à cette époque

jouissance, et de ne pas é  
dans une contestation pou  
d'ailleurs dénaturer les i  
d'héritier. Dans le droit écri  
elle excluait d'abord l'hé  
conservait sa force tant qu  
pas annulé : on ne peut  
principes sans retomber da  
tumiers, et alors il n'y a p  
tution. Ainsi l'article préjug  
et même, de ce qu'il don  
saisine à tous les héritiers,  
que la libre disposition en  
plus admissible.

L'article est adopté et  
pour en réduire les dispos  
*ab intestat*.

Le citoyen **Trellhard** ]  
Il est ainsi conçu :

#### CHAPITRE

##### *Des qualités requise*

- Art. 9. « Pour succéder,  
• exister à l'instant de l'ouve  
« Ainsi sont incapables d  
• 1° Celui qui n'est pas e  
• 2° L'enfant mort-né, ]  
• donné quelques signes de  
• 3° Celui qui est mort c  
Art. 10. « Un étranger n  
• aux biens que son parent  
• possède dans le territoire  
• dans les cas et de la mai  
• succède à son parent po  
• le pays de cet étranger.»  
Art. 11. « Sont indignes  
• tels exclus des succession  
• 1° Celui qui serait conda  
• ou tenté de donner la m

igager  
serait  
tution  
nnue,  
et elle  
n'était  
le ces  
s cou-  
insti-  
chosc,  
ient la  
nferer  
serait

ection  
ssions

itre II.

ement  
ssion.

aurait

ccéder  
nçais,  
ie, que  
ançais  
s dans

comme

donné

ine ac-

reurtre  
istice.»  
e peut  
nts du  
e, ni à  
res ou  
reveux

n pour  
us les  
nce de-

nt à la  
s de la  
la faute  
aucun  
ession,  
t mères

ression  
nt inu-  
juences  
énoncé

osition  
e de la  
ils.

borner  
ment à

Cette proposition est adoptée.

Les articles 11, 12, 13 et 14 sont adoptés.

Le citoyen **Trellhard** présente le chapitre III,  
intitulé *des divers ordres de successions*.

La section 1<sup>re</sup> est ainsi conçue :

# SECTION PREMIÈRE.

## Dispositions générales.

Art. 15. « Les successions sont déserées aux  
« descendants du défunt, à ses ascendants et à  
« ses parents collatéraux, dans l'ordre et suivant  
« les règles qui seront déterminés. »

Art. 16. « La loi ne considère ni la nature ni  
« l'origine des biens pour en régler la succe-sion. »

Art. 17. « Toute succession échue à des ascen-  
« dants ou à des collatéraux se divise en deux  
« parts égales; l'une pour les parents de la ligne  
« paternelle, l'autre pour les parents de la ligne  
« maternelle.

« Il ne se fait aucune dévolution d'une ligne à  
« l'autre que lorsqu'il ne se trouve aucun ascen-  
« dant ni collatéral de l'une des deux lignes. »

Art. 18. « Cette première division opérée entre  
« les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait  
« plus de division entre les diverses branches;  
« mais la moitié dévolue à chaque ligne appar-  
« tient à l'héritier ou aux héritiers les plus proches  
« en degré, sauf le cas de la représentation, ainsi  
« qu'il sera dit ci-après. »

Art. 19. « La proximité de parenté s'établit par  
« le nombre des générations; chaque génération  
« s'appelle un degré. »

Art. 20. « La suite des degrés forme la ligne : on  
« appelle ligne directe la suite des degrés entre  
« personnes qui descendent l'une de l'autre; et  
« ligne collatérale, la suite des degrés entre per-  
« sonnes qui ne descendent pas les unes des au-  
« tres, mais qui descendent d'un auteur commun.  
« On distingue la ligne directe en ligne directe  
« descendante et ligne directe ascendante.

« La première est celle qui lie le chef avec ceux  
« qui descendent de lui; la deuxième est celle qui  
« lie un individu avec ceux dont il descend. »

Art. 21. « En ligne directe, on compte autant de  
« degrés qu'il y a de générations entre les person-  
« nes. Ainsi, le fils est à l'égard du père au pre-  
« mier degré, le petit-fils au second, et récipro-  
« quement du père et de l'aïeul à l'égard des fils  
« et petits-fils. »

Art. 22. « En ligne collatérale, les degrés se  
« comptent par les générations, depuis l'un des  
« parents jusques et non compris l'auteur com-  
« mun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

« Ainsi, deux frères sont au deuxième degré,  
« l'oncle et le neveu sont au troisième degré, les  
« cousins germains au quatrième, ainsi de suite. »

L'article 15 est adopté.

L'article 16 est discuté.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il y a de la con-  
nexité entre cet article et le suivant.

Ils tendent à maintenir le droit établi; ils con-  
servent la fente et excluent la refente : cependant  
ces dispositions ne suffisent pas pour empêcher  
qu'une ligne ne s'enrichisse aux dépens de l'autre.  
Peut-être serait-il convenable de rétablir la règle  
*paterna paternis*, pourvu que ses effets ne s'éten-  
dissent pas au delà des degrés de parenté assez  
proches pour que l'origine des biens ne soit en-  
veloppée d'aucune incertitude. Ce serait s'écarter  
de la loi du 17 nivôse : mais on sait que cette loi  
fut faite dans un esprit de morcellement, tandis  
que la disposition proposée serait très-propre à  
maintenir la paix dans les familles.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** partage l'opi-



[Disc. du projet de Cod

« ou, à leur défaut, leurs  
« par représentation du fr  
« ment avec les frères sur  
• Les enfants au premie  
« main viennent par repr  
« concurremment avec le  
« vant. »

Art. 28. « Dans tous les  
« tion est admise, le parta  
« si une même souche  
« branches, la subdivision  
« dans chaque branche,  
« même branche partagent

Art. 29. « On ne représ  
• vivantes, mais seulemen  
« naturellement ou civiler  
« présenter celui à la succ  
« noncé. »

Les articles 23, 24 et 25

Les articles 26 et 27 son

Le consul **Cambacéré**  
articles, le petit neveu se tr  
le défunt ne laisserait poir

Le citoyen **Berlier** tro  
point établir, dans ce ca  
tation entre le neveu et  
semble que la représentati  
vorable que dans les cas  
très-difficile à établir, ce c  
le degré dont il s'agit.

Le citoyen **Regnauld** (  
partage cet avis. S'il est  
le petit-neveu à la repré  
doit point dépendre de la  
un frère du défunt : cette  
traire, ne doit pas faire ac

ts, viennent  
concurrentem-

cousin ger-  
de leur père  
main survi-

représenta-  
par souche;  
il plusieurs  
i par souche  
vidus de la  
par tête.»  
s personnes  
sont mortes  
on peut re-  
quel on a re-

és.

d'après ces  
clu, lorsque

juste de ne  
a représen-  
veuu. Il lui  
e d'être fa-  
ogie serait  
ut être pour

in-d'Angély)  
, d'admettre  
on droit ne  
qu'il existe  
ice, au con-  
petit neveu,  
e par repré-

esprit de la  
t les petits-  
rait un frère  
nain, quand  
les petits-  
est décédé.  
in-d'Angély)  
idée.  
a représen-

orsque deux  
ces neveux  
; mais les  
mettent pas  
veux d'une  
ne sont pas,  
fait rétablir  
dre, réglées  
unt. Or les  
petit-neveu,  
esque plus,  
gré la récu-  
e peu natu-  
ccession lo  
s affections,  
vidu que le  
rdre des af-  
trairement,  
nnables. Or  
ans certains  
s et si géné-  
motifs d'af-  
lout devoir  
on l'a com-  
ur de la re-

Le citoyen **Berlier** dit que lorsqu'il s'agira de la *succession des cousins*, on pourra examiner s'il convient d'étendre la représentation jusqu'à ce degré; de manière que l'enfant du cousin germain concoure, par représentation de son père, avec le cousin germain lui-même; mais il s'agit en ce moment de la *succession dévolue à des frères ou descendants de frères*.

N'admettra-t-on, selon le droit romain, que le neveu du premier degré à concourir avec le frère du défunt; et à défaut de frère, ce neveu exclura-t-il les petits-neveux et arrière-petits-neveux descendant d'autres frères du défunt? Telle est la question qui, malgré l'autorité du droit romain, ne saurait être résolue affirmativement sans perpétrer une grande injustice.

Si la distribution des biens *ab intestat* a pour base l'affection présumée du défunt, il faut accorder l'effet avec la cause. Or voyons ce qui se passe dans les familles; voilà la vraie règle à suivre en cette matière.

Un homme a un neveu, fils de son frère *Jean*, un petit-neveu descendant de son frère *Paul*, et, si l'on veut encore, un arrière-petit-neveu descendant de son frère *Philippe*: ces divers enfants n'auront-ils pas le plus souvent recueilli et partagé les caresses du défunt? N'est-ce point là, par rapport à un homme sans enfants, l'image de la primitive famille, et le tableau vivant qui lui rappelle tous ses frères?

Dans ce cercle très-étroit de personnes aussi intimement liées, la représentation n'est-elle pas un droit tracé par la nature elle-même?

Le citoyen *Berlier* finit en observant que le tribunal d'appel de Lyon a émis son vœu pour que, dans les successions dévolues à des frères et descendants de frères, tous ces descendants fussent admis à la représentation. L'opinant partage entièrement cet avis.

Le Conseil adopte en principe que les enfants des frères du défunt succèdent par représentation à l'infini.

Le **Premier Consul** dit que la disposition qui vient d'être adoptée ne paraît pas devoir être étendue aux cousins germains. Ils sont chefs de familles distinctes et séparées, et ne se connaissent que comme individus.

Le citoyen **Tronchet** dit que le droit commun bornait la représentation à l'oncle et au neveu, qu'on vient d'y déroger peut-être avec raison pour le petit-neveu, mais que cette dérogation ne paraît pas avoir été étendue jusqu'aux cousins.

Le citoyen **Treillard** dit qu'il ne pense pas que la dérogation doive s'étendre aux cousins; et que, sur ce point, il n'a jamais partagé l'avis de la section.

Le Conseil rejette le n° 2 de l'article 26, et adopte en principe que la représentation ne sera pas étendue aux cousins.

La suite de la discussion est ajournée.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire général du Conseil d'État,  
J. G. LOCRÉ.

#### SÉANCE

DU 2 NIVÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 23 décembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

On reprend la discussion de la section II du chapitre III du titre *des successions*.

L'article 28 est discuté.

Le citoyen **Maleville** dit que cet article laisse

Le consul **Cambacérés** le citoyen *Maleville* suppose et il demande si alors le père en argent, ou si le mari sous prétexte qu'il en a disposé plus en nature.

Le citoyen **Tronchet** (l'article n'exclut pas la cré

Le consul **Cambacérés** opinion; mais qu'il est utile subsister de difficulté sur l'article.

La section est chargée de l'article sous ce rapport

Le citoyen **Réal** demande si, attribué au père par rien aux donations qu'aurait

Le citoyen **Treillard** prématurée, et qu'elle doit des donations.

Le citoyen **Regnault** (demande si le père aura un le cas où le fils aura vendu en dot et en aura employé merce.

Le citoyen **Tronchet** répond partient au père qu'autant tour.

Le citoyen **Treillard** a pas pris cette précaution, le droit de disposer, qu'il a m

L'article est adopté.

L'article 32 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** d position de l'article est trop vient de la rédiger ainsi : le

obablement,  
est placée,  
la reprendre  
à la refuser,  
elle n'existe

rédaction de  
re.

partage cette  
plus laisser  
d'entendre

la rédaction

oit de réver-  
ne changera  
re les époux.  
question est  
oyée au titre

an-d'Angély)  
retour dans  
neuble reçu  
ans le com-

e droit n'ap-  
tipulé le re-

si le père n'a  
tellement le  
onner.

ernière dis-  
; qu'il con-  
nts au même  
ar tête.

si l'effet de  
de lien.  
s difficultés

objet était de  
oppression du  
outé, un dé-  
utérin et son  
ue les frères  
nts, le frère  
er les biens  
idé en con-  
emier degré  
fait au pre-

: ces amen-  
ssion.

es.  
père et mère  
ses frères,  
appelés à la  
dants et des

a par repré-  
la section de

ndividu mort  
rères, sœurs,  
appelés qu'à la  
ou la mère

« seulement, a survécu, ils sont appelés à re-  
« cueillir les trois quarts. »

Art. 38. « Les frères et sœurs utérins ou con-  
« sanguins ne sont pas exclus par les frères ou  
« sœurs germains; mais ils ne prennent part que  
« dans la moitié attribuée à leur ligne. Les frères  
« ou sœurs germains prennent part dans les deux  
« lignes. »

Art. 39. « A défaut de frère ou sœur, ou de des-  
« cendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans  
« l'une ou l'autre ligne, la succession est déferée,  
« toujours par moitié dans chaque ligne, aux pa-  
« rents les plus proches. »

« S'il y a concours de parents collatéraux au  
« même degré, ils partagent par tête, sans préju-  
« dice de la représentation des cousins germains,  
« ainsi qu'il a été dit à la section de la représen-  
« tation. »

Art. 40. « Dans le cas de l'article précédent, le  
« père ou la mère survivant a l'usufruit du tiers  
« des biens auxquels il ne succède pas en pro-  
« priété. »

Art. 41. « Les parents au delà du douzième de-  
« gré ne succèdent pas. »

« A défaut de parents au degré successible dans  
« une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent  
« pour le tout. »

Ces six articles sont adoptés sauf rédaction.

Le citoyen **Trellhard** présente le chapitre IV,  
intitulé *des droits des enfants naturels sur les  
biens de leurs père ou mère, et de la succession aux  
biens des enfants naturels.*

La section 1<sup>re</sup> est ainsi conçue :

#### SECTION PREMIÈRE.

*Des droits des enfants naturels sur les biens de  
leurs père ou mère.*

Art. 42. « Les enfants naturels n'ont qu'une  
« créance sur les biens de leurs père ou mère  
« décédés; la loi ne la leur accorde que lorsqu'ils  
« ont été légalement reconnus. »

« La loi ne leur accorde aucun droit sur les  
« biens des parents de leurs père ou mère. »

Art. 43. « Le droit de l'enfant naturel sur les  
« biens de ses père ou mère est réglé ainsi qu'il  
« suit :

« Si le père ou la mère a laissé des descendants  
« légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion  
« héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il  
« eût été légitime : il est de la moitié, lorsque les  
« père ou mère ne laissent pas de descendants,  
« mais bien des ascendants; il est des trois quarts,  
« lorsque les père ou mère ne laissent ni descen-  
« dants ni ascendants. »

Art. 44. « L'enfant naturel a droit à la totalité  
« des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent  
« pas de parents aux degrés successibles. »

Art. 45. « En cas de prédécès de l'enfant natu-  
« rel, ses enfants ou descendants peuvent récla-  
« mer les droits fixés par les articles précédents. »

Art. 46. « L'enfant naturel ou ses descendants  
« sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de  
« prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou  
« de la mère dont la succession est ouverte, et  
« qui serait sujet à rapport d'après les règles  
« établies au chapitre VII, section des rapports. »

Art. 47. « Toute réclamation leur est interdite  
« lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou  
« de leur mère, la moitié de ce qui leur est at-  
« tribué par les articles précédents, avec déclara-  
« tion expresse, de la part de leurs père ou mère,  
« que leur intention est de réduire l'enfant na-  
« turel à la portion qu'ils lui ont assignée. »

« Dans le cas où cette portion serait inférieure

[Disc. du projet de Code

- ou par moitié à tous les
- été reconnus par l'un et l'autre
- A défaut des père et mère
- dévolue aux frères et sœurs
- distinction des frères légitimes
- leurs descendants.»

Art. 53. « La succession  
• n'est dévolue à ses père et  
• sœurs, que lorsqu'il a été  
• elle est au surplus recueillie  
• règles générales sur les successions

Ces deux articles sont discutés  
Le consul **Cambacérés** expose  
motifs qui ont pu déterminer  
l'hérédité des enfants naturels  
mère, à leurs frères, à leurs sœurs  
que ce serait assez d'accorder  
un droit de retour.

Le citoyen **Treilhard** observe  
se trouve exclu par cet article

Le consul **Cambacérés** propose  
poser entre l'enfant naturel et  
à sa succession, une réciprocité  
sible.

Le citoyen **Regnault** (de  
dit que l'enfant naturel ne doit  
que ses descendants; qu'à l'égard  
sonnes avec lesquelles la nature  
rapports, il pourra les avoir  
faculté qui lui appartient de  
de ses biens lorsqu'il n'a pu  
les transmettre.

Le citoyen **Treilhard** rappelle  
tile d'établir des successions  
poser, qui appartient d'ailleurs  
suppléer; mais il s'agit ici  
sions *ab intestat* : or il est  
d'un enfant reconnu soient

and ils ont  
cession est  
éfunt, sans  
urels, ou à  
nt naturel  
, frères ou  
t reconnu :  
nément aux  
"

it point les  
n à déférer  
père, à leur  
lui semble  
t à la mère

le fisc seul

udrait sup-  
on appelle  
est impos-

n-d'Angély)  
ur héritiers  
autres per-  
onné des  
usant de la  
définiment

l.

serait inu-  
lt de dis-  
, pouvait y  
les succes-  
e les frères  
fisc.

impossible  
es enfants  
amille.

e la préfè-  
leur donne  
oux survi-  
la succes-

un enfant  
e. Et pour  
e la recon-  
vient qu'à

est favora-  
nt naturel,  
rvivent, la  
père com-

ait juste de  
ant naturel

-d'Angély)  
le famille,  
ux enfants  
e que ces  
uccession.  
es motifs  
d'établir

ment qu'on  
naturels,  
a section.  
y a plus  
tenant, si  
s descen-  
nt la suc-  
i lui sont

unis par le sang; de l'autre, le fisc : or il est déjà décidé que l'enfant naturel succède, quand tous les degrés de la parenté légitime sont épuisés; on ne peut donc lui refuser l'hérédité de son frère légitime. Pourquoi le frère légitime ne succéderait-il pas, à son tour, au frère naturel, puisqu'aux yeux de la loi ils sont reconnus pour enfants du même père?

Le citoyen **Bigot-Prémamieu** dit que lorsque l'enfant naturel ne laisse point de descendants, sa femme, qui faisait partie de sa famille, vient en premier ordre.

S'il ne laisse point de femme, ses frères doivent être ses héritiers. Cependant, il ne faut pas qu'il y ait un concours entre les frères légitimes et les frères naturels : ces derniers ne doivent venir qu'à défaut des autres, et c'est dans cet ordre qu'ils doivent prendre la succession par exclusion du fisc.

Le citoyen **Tronchet** dit que la difficulté vient de ce que la disposition qu'on discute n'est point à sa place. Les successions légitimes ne sont dévolues que dans les degrés de parenté civile; mais on admet encore un autre genre de successions qu'on nomme irrégulières : c'était là qu'il fallait reporter la disposition. Elle n'établit plus alors qu'une manière de déférer les biens quand il n'y a pas d'héritiers, et alors aussi vient le principe : *fiscus post omnes*.

A l'égard de la vocation des frères légitimes, puisque le fisc se trouve exclu, elle présente une compensation de ce qu'ils ont perdu de la succession de leur père, par la part qui a été donnée à leur frère naturel.

Le consul **Cambacérès** pense aussi que la disposition n'est point à sa place; mais la difficulté qu'on rencontre vient aussi de ce que l'article est trop général.

Il ajoute que, pour éviter toute contradiction, on pourrait reléguer les dispositions de cette section dans un titre particulier. Là on réduirait les enfants légitimes à prendre la portion donnée à l'enfant naturel dans le patrimoine du père commun; mais on ne leur donnerait point, avec le titre d'héritiers, la totalité de la succession; la parenté civile peut seule, en effet, constituer des héritiers. A la vérité, le fisc n'est point favorable; mais comme il a la charge des enfants naturels, il est bon aussi qu'il leur succède quelquefois; et quand la partie de la succession qui provenait du père est rendue aux enfants légitimes, la préférence du fisc n'a plus rien d'odieux.

Le Conseil adopte la proposition du Consul.

Ces articles sont renvoyés à la section.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 9 NIVÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 30 décembre 1802).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Treillard** présente le chapitre v du titre *des successions*.

Il est ainsi conçu :

### CHAPITRE V.

*Des successions déférées au conjoint survivant ou à la République.*

Art. 54. « Lorsque le défunt ne laisse ni parent  
« au degré successible, ni enfants naturels, sa suc-  
« cession est déferée au conjoint qui lui survit. »

« thentique ou privé ; elle est  
« tier fait un acte qu'il n'a  
« sa qualité d'héritier. »

Art. 65. « Les actes pureme  
« surveillance et d'administ  
« sont pas des actes d'aditior  
« n'y a pas pris le titre et la

Art. 66. « La donation, ver  
« fait de ses droits successifs  
« soit à un étranger, soit à l  
« soit à quelques-uns d'eux,  
« acceptation de la successio

« Il en est de même : 1°  
« même gratuite, que fait  
« profit d'un ou plusieurs de  
« la renonciation qu'il fait,  
« tous ses cohéritiers indist  
« reçoit le prix de sa renonci

Art. 67. « Celui contre leq  
« la succession a obtenu u  
« contradictoire, passé en fo  
« qui le condamne comme h  
« héritier, en vertu de ce ju  
« seulement du créancier qui

Art. 68. « Lorsque celui à  
« est échue est décédé sans  
« sans l'avoir acceptée expr  
« ment, ses héritiers peuen  
« pudier de son chef. »

Art. 69. « Si ces héritiers  
« pour accepter ou pour ré  
« elle doit être acceptée sous b

Art. 70. « Le majeur ne p  
« tation expresse ou tacite q  
« cession, que dans le cas  
« aurait été la suite d'un dol  
« il ne peut jamais réclame  
« lésion, excepté seulement d  
« cession se trouverait absor  
« plus de moitié, par la décou  
« inconnu au moment de l'

Art. 71. « Une succession  
« purement et simplement, c  
« ventaire. »

L'article 61 est adopté.

and l'héri-  
aire qu'en

vatoires de  
oivoire ne  
té, si l'on  
l'héritier.»  
nsport que  
oléritiers,  
oléritiers,  
de sa part

onciation,  
critiers au  
iers; 2° de  
profit de  
, lorsqu'il

éancier de  
nt, même  
iose jugée,  
est réputé  
u'à l'égard  
1.»  
succession  
épudiée ou  
ou tacite-  
ou la ré-

as d'accord  
uccession,  
ventaire.»  
er l'accep-  
d'une suc-  
ception  
nvers lui;  
rétexte de  
où la suc-  
minuée de  
testament  
n. »

acceptée  
néfice d'in-

et article  
int ce que  
u mineur.  
est prévu

de l'article  
neur d'ac-  
onéreuse.  
parce que  
ltre relatif  
es.

peut-être  
acte privé

st difficile

ces actes,  
bitraire.

le projet  
tion entre  
jugements  
nt qu'aux

demandeurs; mais quand la qualité contestée par l'héritier avait été jugée contradictoirement avec lui, elle était constatée à l'égard de tous.

Le citoyen **Trellhard** dit que la section n'a pas cru devoir admettre cette distinction. En principe général, les jugements contradictoires ou par défaut ne profitent qu'à ceux qui les obtiennent; et il est possible, d'ailleurs, que le condamné ait été mal défendu, qu'il ait été trahi par ses défenseurs, ou qu'on n'ait point allégué tous ses moyens.

Le citoyen **Defermon** objecte qu'il est possible aussi que le condamné traite avec sa partie adverse, retire les pièces et les supprime.

Le citoyen **Trellhard** répond que si l'on s'arrête aux prévarications possibles, aucune loi ne peut être bonne. Au surplus, l'existence des pièces est constatée par le premier jugement.

Le citoyen **Boulav** objecte que la vérité est une, et qu'on ne peut avoir, à l'égard de l'un, une qualité qu'on n'ait point à l'égard d'un autre.

Le citoyen **Muraire** dit qu'il serait difficile de ne pas regarder comme ayant accepté l'hérédité celui qui a laissé passer en force de chose jugée le jugement qui le déclare héritier: par son silence, il a évidemment manifesté sa volonté; cette preuve est même plus forte que celle qu'on peut tirer d'un acte sous seing privé.

Le citoyen **Emmery** dit que cet argument n'a de force que dans le cas d'un jugement contradictoire. A l'égard des jugements par défaut, ils sont souvent obtenus à l'insu de celui qu'ils frappent. On objectera qu'ils sont susceptibles d'opposition: mais les déboutés d'opposition s'obtiennent d'une manière aussi cachée que les jugements par défaut; et quand on considère que la négligence d'un avoué ou d'un domestique peut compromettre la fortune d'un citoyen, on est disposé à donner moins d'importance à ces sortes de condamnations.

Le citoyen **Maleville** dit que si celui qui a fait acte d'héritier est par cela seul réputé, à l'égard de tous, avoir accepté la succession, à plus forte raison doit-il en être ainsi de celui dont la qualité a été jugée d'après une plaidoirie contradictoire. Pour faire adopter l'opinion contraire, on dit qu'un jugement n'a de force qu'à l'égard de celui contre lequel il est rendu, et qu'il est étranger à tous les autres; mais on pourrait faire la même observation vis-à-vis du successible qui a payé volontairement un seul des créanciers de la succession, ou qui poursuit en revendication l'usurpateur de quelque fonds de cette succession; cependant, dans ce cas, on convient que le successible a fait irrévocablement un acte d'héritier, et qu'il est tenu comme tel vis-à-vis de tout le monde; on n'invoque point la règle *res inter alios acta*; mais pourquoi, dans la même matière, cette règle aurait-elle plus d'effet contre un jugement solennel qui déclare positivement que tel est l'héritier de tel?

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il y a entre ces deux cas cette différence que, dans le premier, l'appelé a manifesté la volonté d'être héritier; que, dans le second, au contraire, il a désavoué cette qualité.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit qu'il serait bizarre d'obliger chaque créancier à faire juger de nouveau la qualité de l'héritier. A la vérité, les jugements n'ont d'effet que pour le même fait entre les mêmes personnes; mais ce n'est que lorsqu'il s'agit du règlement de droits particuliers; s'agit-il d'une qualité universelle, le jugement qui la déclare profite en toute occasion à celui a



**l'héritier, lorsqu'une créance i  
succession. Le créancier peut  
il peut n'avoir d'autre titre q  
en supposant le titre authen  
été reçu par un notaire qui de  
du dernier domicile de celui  
Enfin, le créancier qui vould  
personne et la fortune perso  
une nouvelle garantie, garde  
fond pendant plusieurs années  
pas cet intérêt. Il faut donc fa  
au moins autant que ce que l  
tament.**

Le citoyen **Tronchet** dit q  
barrasserait trop la marche  
d'ailleurs, le remède contre  
on vient de parler est l'accep  
d'inventaire.

L'article est adopté.

L'article 71 est adopté.

La section II est ainsi conç

#### SECTION II.

##### *De la renonciation aux*

Art. 72. « La renonciation à  
• se présume pas : elle ne p  
« greffe du tribunal de pren  
« l'arrondissement duquel la  
« verte, sur un registre particu

Art. 73. « L'héritier qui  
« n'avoir jamais été héritier.»

Art. 74. « La part du renc  
« cohéritiers ; s'il est seul,  
« degré subséquent.»

Art. 75. « On ne vient jan  
« tion d'un héritier qui a re  
« çant est seul héritier de s  
« ses cohéritiers renoncent. I

orbe une  
éloigné ;  
privé ; et  
eut avoir  
nt lieues  
souscrit.  
dans la  
l'héritier  
nce pro-  
taire n'a  
créance  
ur le tes-

veur em-  
es ; que,  
ent dont  
bénéfice

is.  
ession ne  
ite qu'au  
nce dans  
s'est ou-  
et effet.  
st censé

olt à ses  
volue au  
présenta-  
le renon-  
u si tous  
viennent

renonce  
se faire  
ession du  
lace.

annulée  
concur-  
elle ne  
renoncé.  
répudier  
laps de  
plus lon-

du droit  
héritiers  
a faculté  
e n'a pas  
rs ; sans  
vent être  
succes-  
tes vala-  
ccession

ontrat de  
i homme  
ls qu'on

iverti ou  
t déchus  
arent hé-  
ir renon-  
me part

a renon-

Le citoyen **Trellhard** dit que, l'acceptation étant faite au greffe, il en doit être de même de la renonciation ; que d'ailleurs cette forme donne à l'acte sa publicité.

Le citoyen **Jollivet** dit qu'il en résultera deux actes pour l'héritier absent : d'abord la procura- tion qu'il sera obligé de donner ; ensuite la re- nonciation par son fondé de pouvoir.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est prudent d'exiger que la renonciation soit faite au lieu où s'ouvre la succession ; que cette règle ne doit pas recevoir d'exception en faveur de l'héritier absent.

Le consul **Cambacérés** dit que cependant il convient de donner un moyen à celui qui veut renoncer, aussitôt qu'il apprend l'ouverture de la succession. On pourrait donc laisser subsister l'usage de renoncer par un acte devant notaire, qu'on ferait ensuite enregistrer au greffe.

L'article est adopté.

Les articles 73 et 74 sont adoptés.

L'article 75 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** dit que cet article favori- serait la renonciation frauduleuse qu'un père pourrait faire en faveur de ses enfants.

Le citoyen **Trellhard** répond que l'article est au contraire dirigé contre ce cas, puisque les en- fants ne viennent, lorsque le père a renoncé, qu'en supposant qu'il n'y a pas d'autres héritiers du même degré que le père.

Le citoyen **Jollivet** dit que les neveux du dé- funt viennent par tête lorsqu'il n'y a pas de frère parmi les héritiers. Il est donc possible, s'il n'y a qu'un frère et des neveux, que ce frère renonce pour augmenter la part de ses enfants en les faisant partager par tête.

Le citoyen **Trellhard** dit que la part du re- nonçant accroissant celle de ses cohéritiers, la renonciation du frère ne profiterait pas à ses en- fants. En outre, il a été arrêté que le partage se ferait par souches, quand les héritiers ne seraient pas au premier degré.

Le consul **Cambacérés** demande pourquoi les enfants du frère seraient privés de venir de leur chef, lorsque leur père renonce sans intention de frauder ses créanciers.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il est impossible d'admettre les enfants du renonçant dans l'espèce particulière, à quelque titre que ce soit.

S'ils étaient admis de leur chef, il a été re- connu que la renonciation du père pourrait sou- vent intervenir pour bénéficier à ses enfants et nuire à ses cohéritiers.

Mais les admettra-t-on à prendre la simple part qu'aurait eue leur père sans sa renonciation ? L'opinant, en reconnaissant que la représentation n'offrirait plus matière aux mêmes fraudes, ne croit pas néanmoins qu'elle puisse être adoptée : car, d'une part, on ne représente pas un homme vivant ; et d'autre part, on ne peut exercer un droit consommé par la personne sur la tête de laquelle il reposait tout entier.

Si les créanciers sont admis à exercer les droits de leur débiteur jusqu'à concurrence de leurs créances, et nonobstant sa renonciation, c'est en quelque sorte la revendication de leur propre chose ; et c'est aussi parce qu'en plus d'une oc- casion la renonciation pourrait être frauduleuse envers eux.

Or ni l'un ni l'autre de ces motifs n'existent pour les enfants du renonçant : 1° ils n'ont pas les droits de leur père vivant ; 2° il répugne de supposer que celui-ci veuille agir à leur détri- ment, en usant de son droit personnel comme il lui plait.

l'héritier, lorsqu'une créance ig  
succession. Le créancier peut  
il peut n'avoir d'autre titre qu'  
en supposant le titre authentique  
été reçu par un notaire qui den  
du dernier domicile de celui q  
Enfin, le créancier qui voudra  
personne et la fortune person  
une nouvelle garantie, gardera  
fond pendant plusieurs années  
pas cet intérêt. Il faut donc fair  
au moins autant que ce que l'o  
tament.

Le citoyen **Tronchet** dit que  
harrasserait trop la marche c  
d'ailleurs, le remède contre l'i  
on vient de parler est l'accepta  
d'inventaire.

L'article est adopté.

L'article 71 est adopté.

La section II est ainsi conçue

## SECTION II.

### *De la renonciation aux :*

Art. 72. « La renonciation à l  
se présume pas : elle ne pe  
« greffe du tribunal de premi  
« l'arrondissement duquel la su  
« verte, sur un registre particuli

Art. 73. « L'héritier qui r  
« n'avoir jamais été héritier.»

Art. 74. « La part du renon  
« cohéritiers ; s'il est seul, e  
« degré subséquent.»

Art. 75. « On ne vient jam  
« tion d'un héritier qui a reno  
« çant est seul héritier de son

orbe une  
éloigné ;  
privé ; et  
eut avoir  
ent lieues  
souscrit.  
dans la  
l'héritier  
ence pro-  
taire n'a  
a créance  
ur le tes-

veur em-  
res ; que,  
ient dont  
bénéfice

ns.  
ession ne  
ite qu'au  
nce dans  
s'est ou-  
cet effet.  
est censé

roit à ses  
évolue au

présenta-  
le renou-  
ou si tous  
viennent

i renonce  
t se faire  
ession du  
place.

t annulée  
à concur-  
elle ne  
enoncé.

répudier  
laps de  
plus lon-

du droit  
héritiers  
la faculté  
le n'a pas  
ers ; sans  
ivent être  
a succes-  
tes vala-  
uccession

ontrat de  
n homme  
els qu'on

diverti ou  
t déchus  
urent hé-  
ur renon-  
une part

la renon-

Le citoyen **Treilhard** dit que, l'acceptation étant faite au greffe, il en doit être de même de la renonciation ; que d'ailleurs cette forme donne à l'acte sa publicité.

Le citoyen **Jollivet** dit qu'il en résultera deux actes pour l'héritier absent : d'abord la procuration qu'il sera obligé de donner ; ensuite la renonciation par son fondé de pouvoir.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est prudent d'exiger que la renonciation soit faite au lieu où s'ouvre la succession ; que cette règle ne doit pas recevoir d'exception en faveur de l'héritier absent.

Le consul **Cambacérés** dit que cependant il convient de donner un moyen à celui qui veut renoncer, aussitôt qu'il apprend l'ouverture de la succession. On pourrait donc laisser subsister l'usage de renoncer par un acte devant notaire, qu'on ferait ensuite enregistrer au greffe.

L'article est adopté.

Les articles 73 et 74 sont adoptés.

L'article 75 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** dit que cet article favoriserait la renonciation frauduleuse qu'un père pourrait faire en faveur de ses enfants.

Le citoyen **Treilhard** répond que l'article est au contraire dirigé contre ce cas, puisque les enfants ne viennent, lorsque le père a renoncé, qu'en supposant qu'il n'y a pas d'autres héritiers du même degré que le père.

Le citoyen **Jollivet** dit que les neveux du défunt viennent par tête lorsqu'il n'y a pas de frère parmi les héritiers. Il est donc possible, s'il n'y a qu'un frère et des neveux, que ce frère renonce pour augmenter la part de ses enfants en les faisant partager par tête.

Le citoyen **Treilhard** dit que la part du renonçant accroissant celle de ses cohéritiers, la renonciation du frère ne profiterait pas à ses enfants. En outre, il a été arrêté que le partage se ferait par souches, quand les héritiers ne seraient pas au premier degré.

Le consul **Cambacérés** demande pourquoi les enfants du frère seraient privés de venir de leur chef, lorsque leur père renonce sans intention de frauder ses créanciers.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il est impossible d'admettre les enfants du renonçant dans l'espèce particulière, à quelque titre que ce soit.

S'ils étaient admis de leur chef, il a été reconnu que la renonciation du père pourrait souvent intervenir pour bénéficier à ses enfants et nuire à ses cohéritiers.

Mais les admettra-t-on à prendre la simple part qu'aurait eue leur père sans sa renonciation ? L'opinant, en reconnaissant que la représentation n'offrirait plus matière aux mêmes fraudes, ne croit pas néanmoins qu'elle puisse être adoptée : car, d'une part, on ne représente pas un homme vivant ; et d'autre part, on ne peut exercer un droit consommé par la personne sur la tête de laquelle il reposait tout entier.

Si les créanciers sont admis à exercer les droits de leur débiteur jusqu'à concurrence de leurs créances, et nonobstant sa renonciation, c'est en quelque sorte la revendication de leur propre chose ; et c'est aussi parce qu'en plus d'une occasion la renonciation pourrait être frauduleuse envers eux.

Or ni l'un ni l'autre de ces motifs n'existent pour les enfants du renonçant : 1° ils n'ont pas les droits de leur père vivant ; 2° il répugne de supposer que celui-ci veuille agir à leur détriment, en usant de son droit personnel comme il lui plaît.

« décharger du paiement des  
« tant tous les biens de la si  
« ciers et aux légataires;

« 2° De ne pas confondre s  
« avec ceux de la successio  
« contre elle le droit de récla  
« ses créances. »

Art. 91. « L'héritier bénéfic  
« ministrer les biens de la  
« rendre compte de son admi  
« ciers et aux légataires.

« Il ne peut être contrain  
« sonnels qu'après avoir été  
« présenter son compte, et f  
« a cette obligation.

« Après l'apurement du co  
« contraint sur ses biens pe  
« concurrence seulement de  
« trouve reliquataire. »

Art. 92. « Il n'est tenu qu  
« dans l'administration dont

Art. 93. « Il ne peut vend  
« succession que par le mi  
« public, aux enchères, et  
« publications accoutumées.

« S'il les représente en nat  
« de la dépréciation ou de la  
« par sa négligence. »

Art. 94. « Il ne peut vendre  
« dans les formes prescrite  
« ciaire; il est tenu d'en  
« créanciers hypothécaires  
« naltre. »

Art. 95. « Il est tenu, si le  
« personnes intéressées l'ex  
« tion bonne et solvable de  
« compris dans l'inventaire.  
« prix des immeubles non  
« ciers hypothécaires.

« Faute par lui de four  
« meubles sont vendus; et  
« la portion non déléguée du  
« est déposé pour être em  
« charges de la succession. »

Art. 96. « S'il y a des c  
« l'héritier bénéficiaire ne  
« l'ordre et de la manière r

abandon-  
ux créan-

personnels  
conserver  
ement de

argé d'ad-  
r, et doit  
aux créan-

biens per-  
meure de  
ir satisfait

peut être  
e jusqu'à  
dont il se

es graves  
rgé. »  
bles de la  
m officier  
affiches et

t tenu que  
ion causée

ubles que  
Code judi-  
prix aux  
fait con-

ou autres  
onner cau-  
a mobilier  
ortion du  
ux créan-

ution, les  
ainsi que  
nmeubles,  
acquit des

opposants,  
que dans  
juge.

ts, il paie  
ure qu'ils

présentent  
paiement  
ercer que  
présentent  
exercer un  
iers payés

s se pres-  
er du jour  
t du reli-

cellés, s'il  
la charge

et 87 sont

e délai est  
e dans les

, dans la  
lmis à ré-  
ue époque  
liquidait

la succession, et on la réputait vacante : il sem-  
ble donc trop rigoureux d'exclure l'héritier après  
le terme d'une année.

Le citoyen **Trellhard** répond que l'héritier  
aura d'abord deux délais différents, puis celui  
d'une année ; la section n'a pas cru devoir aller  
plus loin, parce qu'elle a craint que l'intérêt des  
créanciers ne se trouvât compromis, si, à une  
époque où les forces de la succession ne seraient  
plus connues, l'héritier était admis à l'accepter  
sous bénéfice d'inventaire.

Le citoyen **Tronchet** dit que le délai d'un an  
serait certainement trop court pour l'héritier qui  
se trouverait aux Indes orientales ; ce terme lui  
suffirait à peine pour apprendre l'ouverture de  
la succession. Mais jamais la faculté de se porter  
héritier bénéficiaire n'a été limitée par un délai ;  
elle a toujours été conservée tant que les choses  
demeuraient entières. Ce principe, en effet, ne  
porte préjudice à personne. Les créanciers ont un  
moyen de conserver et d'exercer leurs droits,  
puisqu'il y a un inventaire et un curateur à la suc-  
cession vacante, lorsqu'aucun parent ne se pré-  
sente. Si le défunt a laissé des parents qui seraient  
appelés à défaut de l'absent, ils sont saisis, sauf  
la pétition d'hérédité : ainsi les biens sont con-  
servés.

Le citoyen **Trellhard** dit que la section a  
craint les fraudes, et qu'elle a cru d'autant plus  
assez faire pour l'héritier, qu'elle propose dans  
l'article de donner aux tribunaux le droit de lui  
accorder de nouveaux délais, ce qui rend indé-  
finie la faculté d'accepter sous bénéfice d'inven-  
taire.

L'article est adopté avec la suppression de la  
dernière disposition.

Les articles 89, 90, 91 et 92 sont adoptés.

L'article 93 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** rappelle l'usage qui  
existe de faire payer à l'héritier la crue, lorsqu'il  
ne représente pas les meubles en nature.

Il demande que la loi s'explique sur cet usage.

Le citoyen **Trellhard** répond que le Code  
judiciaire lèvera la difficulté en décidant que  
les meubles seront toujours estimés à leur juste  
valeur.

Le consul **Cambacérés** pense que l'article  
qui est en discussion serait incomplet s'il ne  
contenait pas la disposition qu'on se propose de  
placer dans le Code judiciaire.

Le citoyen **Tronchet** pense que l'héritier qui  
représente les meubles en nature doit l'intérêt  
du prix qu'il en aurait tiré s'il les avait vendus.

Le citoyen **Trellhard** ne croit pas qu'on  
doive lui imposer cette obligation, attendu que  
les créanciers de la succession ont le droit de  
requérir la vente des meubles.

Le citoyen **Jollivet** observe que souvent des  
créanciers s'en rapportent à l'héritier sur la dis-  
position des meubles, et que la crainte des  
frais les empêche d'en requérir la vente.

Le citoyen **Trellhard** dit que l'article 95 a  
pourvu, sous ce rapport, à l'intérêt des créanciers.

Le citoyen **Jollivet** observe que l'héritier,  
pour échapper à la disposition de cet article,  
peut vendre les meubles clandestinement et en  
placer le prix.

Le citoyen **Trellhard** répond que l'article 93  
l'oblige de se servir du ministère d'un officier  
public.

L'article est adopté.

Les articles 94, 95 et 96 sont adoptés.

L'article 97 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** demande qu'on distin-

« sion, les meubles sont ve  
« en la forme ordinaire. »

Art. 115. « Si les immeuble  
« partager commodément, il  
« la vente par licitation devai  
« Cependant les parties, s  
« majeures, peuvent consent  
« soit faite devant un notai  
« quel elles s'accordent. »

Art. 116. « Après que les me  
« ont été estimés et vendus, s  
« commissaire renvoie les p  
« taire, dont elles conviennent  
« si les parties ne s'accordent  
« On procède devant cet  
« que les copartageants peu  
« formation de la masse gé  
« tion des lots, et aux four  
« chacun des copartageants.

Art. 117. « Chaque cohériti  
« masse, suivant les règles  
« établies, des dons qui lui  
« sommes dont il est débiteur.

Art. 118. « Si le rapport n  
« ture, les cohéritiers à qui il  
« de la succession, font des p  
« nables pour les égaier.

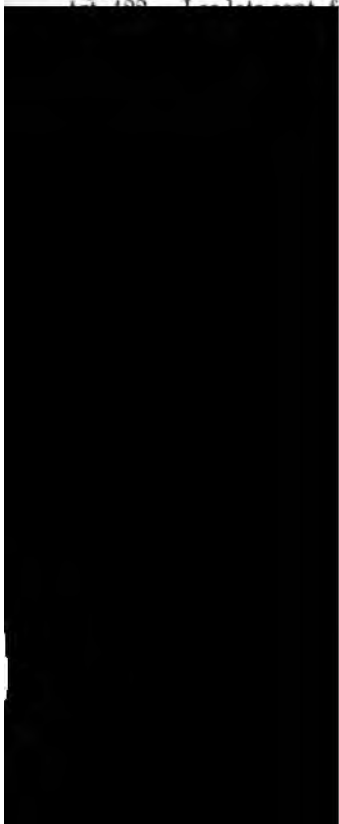
« Ces prélèvements se for  
« sible, en objets de même  
« bonté que les objets non r

Art. 119. « Après ces prél  
« cédé, sur ce qui reste dan  
« position d'autant de lo  
« d'héritiers copartageants,  
« partageantes. »

Art. 120. « Dans la formati  
« lots, on doit éviter, autant c  
« celer les héritages et de  
« tions ; et il convient de faire  
« lot, s'il se peut, la même q  
« d'immeubles, de droits ou d  
« nature et valeur. »

Art. 121. « L'inégalité des  
« compense par un retour, s  
« argent. »

Art. 122. Les lots sont



iquement  
 ent pas se  
 procédé à  
 nal.  
 nt toutes  
 licitation  
 choix du-  
 nmeubles  
 i, le juge-  
 ant un no-  
 éd'office,  
 choix.  
 comptes  
 voir, à la  
 composi-  
 à faire à  
 pport à la  
 t ci-après  
 its et des  
 it en na-  
 la masse  
 its conve-  
 que pos-  
 ualité et  
 nature. »  
 il est pro-  
 à la com-  
 qu'il y a  
 uches co-  
 osition des  
 e, de mor-  
 s exploitans  
 ns chaque  
 eubles,  
 de mêmes  
 nature se  
 te, soit en  
 in des co-  
 e eux sur  
 isi accepte  
 e, les lots  
 -commis-  
 e des lots,  
 poser ses  
 i division  
 observées  
 e souches  
 renvoyées  
 estations,  
 difficultés  
 renverra  
 e partage,  
 es formes  
 sont pas  
 terdits ou  
 tage doit  
 rites pour  
 urs. S'il y  
 érêts op-  
 donné à  
 : »

Art. 127. « S'il y a lieu à licitation dans le cas  
 « du précédent article, elle ne peut être faite qu'en  
 « justice, avec les formalités prescrites pour l'alié-  
 « nation des biens des mineurs. Les étrangers y  
 « sont toujours admis. »

Art. 128. « Les partages faits conformément aux  
 « règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs  
 « avec l'autorisation d'un conseil de famille, soit  
 « par les mineurs émancipés assistés de leurs cu-  
 « rateurs, soit au nom des absents ou non présents,  
 « sont définitifs. Ils ne sont que provisionnels, si  
 « les règles prescrites n'ont pas été observées. »

Art. 129. « Tout individu, même parent du dé-  
 « funt, qui n'est pas son successible, et auquel  
 « un cohéritier aurait cédé son droit à la succes-  
 « sion, peut être écarté du partage, soit par tous  
 « les cohéritiers, soit par un seul, en lui rembour-  
 « sant le prix de la cession. »

Art. 130. « Après le partage, remise doit être  
 « faite à chacun des copartageants des titres par-  
 « ticuliers aux objets qui lui sont échus.

« Les titres d'une propriété divisée restent à  
 « celui qui a la plus grande part, à la charge d'en  
 « aider ceux de ses copartageants qui y auront  
 « intérêt, quand il en sera requis.

« Les titres communs à toute l'hérédité sont  
 « remis à celui que tous les héritiers ont choisi  
 « pour en être le dépositaire, à la charge d'en  
 « aider les copartageants à toute réquisition. S'il  
 « y a des difficultés sur ce choix, il est réglé par  
 « le juge. »

L'article 103 est discuté.

Le consul **Cambacérés** demande quel motif  
 a déterminé la section à limiter à cinq ans la con-  
 vention de suspendre le partage.

Le citoyen **Treilhard** répond que c'est par  
 respect pour le principe, qui veut que personne  
 ne demeure malgré lui dans l'indivision.

Le consul **Cambacérés** dit que, suivant un  
 autre principe, chacun peut renoncer aux facultés  
 que la loi lui accorde; qu'au surplus, on ne voit  
 pas la raison qui a décidé la section à proposer le  
 terme de cinq ans plutôt que tout autre : cette  
 fixation paraît arbitraire.

Le citoyen **Jollivet** dit que cette limitation est  
 dangereuse, surtout dans le cas où il existe une  
 société de commerce formée sous la condition  
 qu'elle durera pendant un laps de temps convenu.

Le citoyen **Treilhard** répond que la société  
 dans laquelle le défunt était engagé est dissoute  
 par sa mort, et que ses héritiers sont tenus de se  
 conformer aux règles particulières à cette sorte  
 de contrat. Au surplus, il s'agit ici non de société  
 de commerce, mais de successions; cependant le  
 terme de cinq ans deviendrait embarrassant, s'il  
 expirait avant que la liquidation fût terminée;  
 mais alors les parties renouvelleraient leur con-  
 vention.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il importe  
 d'expliquer qu'elles en ont le droit.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 104 est discuté.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély)**  
 pense que cet article porterait souvent un préju-  
 dice considérable à l'héritier, sous le rapport des  
 impenses qu'il aurait faites dans les biens dont il  
 aurait eu pendant longtemps la jouissance.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette considéra-  
 tion ne doit pas l'emporter sur le principe que  
 l'héritier ne peut devenir propriétaire que par un  
 partage, ou par la prescription.

Le citoyen **Blgot-Prémeneu** ajoute que  
 l'intérêt seul des tiers commanderait la disposi-  
 tion de l'article.



Art. 156. « Le rapport du  
« qu'en moins prenant.

« Il se fait sur le pied de l  
« lors de la donation, d'après  
« nexé à l'acte; et à défaut  
« une estimation par experts.

Art. 157. « Le rapport de l  
« en moins prenant dans le  
« cession.

« En cas d'insuffisance, l  
« dispenser de rapporter du  
« donnant jusqu'à due conc  
« et à défaut de mobilier, d  
« succession. »

Les articles 131, 132, 133,  
adoptés.

L'article 137 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit  
donner lieu à des fraudes.  
avantager un enfant au p  
pourrait, si cet enfant est m  
nante, donner à l'autre conj  
prendrait ensuite la moitié  
partage de communauté.

Le projet de Code civil p  
règle. Il voulait, article 157,  
lieu, de la part de l'époux suc  
cas où il profiterait du don,  
dont il en profiterait par l'effe

Le citoyen **Treilhard** dit  
cette règle inutile, attendu  
besoin de masquer l'avantag  
conjoint successible, puisqu  
le dispenser du rapport.

Le citoyen **Tronchet** dit  
établit la présomption qu'il y  
port, mais qu'il vaut mieux l

L'article est adopté avec l'  
toyen **Tronchet**.

L'article 138 est adopté.

L'article 139 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (de S  
dit que si la somme donnée p  
est consignée dans un acte, e  
tances des dettes, il y a lieu

ne se fait  
du mobilier,  
stimatif an-  
tat, d'après

onné se fait  
e de la suc-

dire peut se  
re, en aban-  
du mobilier;  
ubles de la

et 136 sont

article peut  
qui voudra  
des autres  
en commu-  
fant préféré  
, à titre de

une autre  
pport n'eût  
que da is le  
la portion  
mmunauté.  
cion a cru  
re n'a pas  
it faire au  
ivement

la section  
se du rap-  
ent du ci-

-d'Angély)  
blissement  
e des quit-  
d'après les  
s : l'article  
as jugé à  
it un jour  
nt que le  
dition de

lorsque la  
putée ne

séparé de  
onsume la  
is qui ne  
ais il ne  
sé de rap-  
son père,  
lissement.

-d'Angély)  
apporter,  
tules au  
it allouée,  
rendre de  
era connu  
es papiers

se déci-  
s. Les tri-  
rapporter  
ère aurait

payées pour lui; mais il n'en serait pas de même, si ces sommes formaient une partie considérable du patrimoine du père.

Le consul **Cambacérés** pense que l'article, juste en soi, doit cependant être limité au cas où il ne résulte pas des circonstances que le défunt a voulu affranchir l'héritier du rapport. Au reste, cet article aura plus d'effet dans la ligne directe, où la loi établira une réserve, que dans la ligne collatérale, où la faculté de disposer recevra une plus grande latitude; peut-être même ne devrait-il en avoir aucun dans cette dernière ligne.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'en effet, puisque le défunt a pu dispenser du rapport, son intention devient la seule règle qu'on puisse suivre : la loi ne peut la suppléer, quand elle n'est pas manifestée.

Le citoyen **Maleville** dit que jamais on n'a précompté à un héritier ce qu'il avait reçu du défunt, à raison de son service militaire, ou pour frais d'étude et d'apprentissage, à moins que ces avances ne fussent exorbitantes relativement à la valeur de la succession.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il paraît nécessaire de s'en expliquer dans l'article.

Cet amendement est adopté.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) insiste sur la proposition qu'il a faite, de ne pas assujettir au rapport les sommes que le père a dépensées pour payer les dettes contractées par son fils mineur.

Le rapport ne paraît juste que quand le fils est établi.

Le citoyen **Berlier** pense que cet article comporte une distinction nécessaire. Point de doute que le rapport ne soit dû, à l'égard des dettes contractées par un individu majeur, et qui ont été acquittées par le défunt, à la succession duquel il vient avec d'autres héritiers. Mais doit-il en être ainsi des dettes faites en minorité? Supposons un enfant, ou un jeune homme de seize à dix-huit ans, qui perde une forte somme au jeu, ou qui trouve chez des usuriers de l'argent pour satisfaire à quelques autres fantaisies de jeunesse : son père veut bien payer (cette conduite, sans doute, est louable); mais si le rapport est de droit rigoureux, qu'en résultera-t-il? Que, malgré toutes les précautions que les lois ont prises pour qu'un mineur ne pût contracter, ni s'obliger valablement, celui-ci aura pu, en un jour et à l'avance, dissiper toute sa fortune, uniquement parce qu'il aura plu à son père de payer une dette illégale.

C'est, dira-t-on, la faute de l'enfant; il est plus juste de la lui faire supporter qu'à tous autres.

Le citoyen **Berlier** ne se dissimule pas que cette réflexion a pour elle toutes les apparences de la justice; cependant elle est loin de résoudre les inconvénients qu'il a exposés. D'ailleurs il ne faut pas voir ici le seul fait de l'enfant; celui du père y entre aussi sous plus d'un rapport.

N'aura-t-il pas quelquefois des reproches à se faire? Les fautes que commet un enfant d'un âge aussi tendre sont souvent le produit de la négligence des pères; en second lieu, n'a-t-il pas lui-même changé la condition légale de son fils?

Il y a même cela de remarquable, que si le père a pu rendre obligatoire vis-à-vis de lui et des siens la dette qui ne l'était pas vis-à-vis du créancier originaire, les cohéritiers devraient bien avoir la faculté, dans le cas où la dette excéderait la part héréditaire, d'actionner en paiement de l'excédant; ce qui n'est pas proposable.

Si l'on objecte que hors de là l'enfant restera

la jurisprudence admette un conditionnel.

Le citoyen **Portalis** dit c difficile.

La donation transfère la vérité reconnue. Le donataire incommutable ? On se d mais il est indifférent ici. C'est le donateur qu'on doit fixer la la au donataire ; or, puisque le transférer la propriété de la c qu'il n'a pas voulu borner sa li (car il n'eût donné qu'un usu voulu que le donataire usât d les besoins auxquels lui, dona ployer : il aurait pu l'hypothé que le donataire pût l'hypothé teur, en ce cas, exerce son d une main médiate, par celle c

Si les cohéritiers réclame créanciers, pour les écarter ils ont accepté l'immeuble p taire avait le droit actuel de l qu'ils n'ont pas dû prévoir éventuellement changer un j

Le citoyen **Bérenger** dit : donataire de vendre, on n d'hypothéquer. La manière d rien au droit de disposition même droit qu'on hypothèqu

Mais si le fils donataire a u il devient facile aux pères position qui réserve une lég ils feront une donation à l'e avantager.

Il importe d'examiner la q port.

Le citoyen **Treilhard** rép talis. Il dit qu'on ne peut, sa au donateur, avant la donati théquer la chose, mais que c donataire que lorsque la do si la donation n'est que cor soit modifiée par une réserve de retour, par exemple, il es

e propriété

uestion est

; c'est une  
-il proprié-  
r ce point;  
attention du  
i appartient  
a entendu  
est évident  
ux produits  
naix qu'il a  
e pour tous  
ait pu l'em-  
donc voulu  
si. Le dona-  
ropriété par  
représentant.  
apport, les  
que, quand  
e, le dona-  
théquér, et  
; droit pût

permet au  
l'empêcher  
r ne change  
en vertu du  
on aliène.  
aussi étendu,  
er à la dis-  
ix enfants :  
ils voudront

ous ce rap-  
itoyen Por-  
e, contester  
oit d'hypo-  
ne passe au  
st parfaite ;  
le, qu'elle  
ne clause  
que le do-  
mitude de  
e disposer

embarras

reques lé-  
de ses en-  
disponible  
nt le droit  
immeuble  
urs droits  
gale : au-  
ancier du  
, en leur  
s'est fait

ort a lieu,  
e la dona-  
ypothèque  
s implici-  
as été for-  
priété du

à savoir  
vente et  
mémorial,  
nisse alié-  
quer. Cette  
oi a pu se

reposer sur l'affection paternelle du soin de con-  
server la légitime aux enfants. La même raison  
de confiance n'existe pas pour l'hypothèque de la  
chose donnée ; car alors ce n'est plus le dona-  
teur, c'est le donataire qui dispose.

S'il fallait absolument opter entre la prohibi-  
tion de vendre et la faculté de vendre entraînant  
le droit d'hypothéquer, la prohibition serait  
préférable.

Le consul **Cambacérés** dit que, dans le droit  
écrit, l'immeuble grevé n'en était pas moins sujet  
au rapport ; que même on évinçait l'acquéreur  
du donataire lorsque les autres biens de la suc-  
cession ne suffisaient pas pour fournir la légitime.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 154 et 155 sont adoptés.

L'article 156 est discuté.

Le citoyen **Maleville** pense que les meubles  
doivent être estimés suivant la valeur qu'ils ont,  
non au temps de la donation, mais à l'époque  
où la succession s'ouvre. Cette règle, qui est sui-  
vie à l'égard des immeubles, doit l'être, à plus  
forte raison, à l'égard des meubles qui dépéris-  
sent par l'usage. Si le donateur les eût gardés,  
il faudrait bien les prendre dans l'état où ils se  
trouveraient ; c'est l'opinion de **Lebrun**, auteur  
très-estimé.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est juste de  
suivre des règles différentes pour les meubles  
que pour les immeubles. Ceux-ci ne sont pas di-  
minués par la jouissance ; au contraire, l'usage  
est la seule jouissance qu'on puisse tirer des  
meubles ; et cet usage les dégrade pour le profit  
du donataire.

De plus, les meubles sont donnés en pleine  
propriété : or *res perit domino*.

Le citoyen **Maleville** répond qu'on ne doit  
s'attacher qu'à rendre à la succession les valeurs  
dont elle est privée : donc le prix des meubles  
ne peut être calculé qu'au moment où la succes-  
sion a droit de les réclamer.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély)  
distingue les meubles précieux et non sujets à  
altération, comme les diamants, l'argenterie, des  
meubles qui se détériorent par l'usage. La valeur  
des premiers lui paraît devoir être rapportée en  
entier. Dans le rapport des autres, il convient de  
supputer la détérioration qu'ils ont dû éprouver,  
et qui en eût diminué la valeur, quand ils seraient  
restés entre les mains du donateur.

L'article est adopté.

L'article 157 est adopté.

La section III est ainsi conçue :

#### SECTION III.

##### *Du paiement des droits.*

Art. 158. « Les cohéritiers contribuent entre  
« eux au paiement des dettes et charges de la  
« succession, chacun dans la proportion qu'il y  
« prend. »

Art. 159. « Le légataire à titre universel con-  
« tribue avec les héritiers au prorata de son émo-  
« lument ; mais le légataire particulier n'est pas  
« tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'action  
« hypothécaire sur l'immeuble légué. »

Art. 160. « Lorsqu'un immeuble de la succes-  
« sion est grevé d'une rente par hypothèque spé-  
« ciale, il doit être estimé au même taux que les  
« autres immeubles : il est fait déduction du ca-  
« pital de la rente sur le prix total ; l'héritier  
« dans le lot duquel tombe cet immeuble de-  
« meure seul chargé du service de la rente, et il  
« doit en garantir ses cohéritiers. »

Art. 161. « Les héritiers sont tenus des dettes

« par sa faute que le cohéritier :  
Art. 173. « Chacun des cohéri  
« lement obligé, en proportion  
« taire, d'indemniser son cohé  
« que lui a causée l'éviction.

« Si l'un des cohéritiers se tre  
« portion dont il est tenu doit  
« partie entre le garanti et te  
« solvables. »

Art. 174. « La garantie de la  
« biteur d'une rente ne peut  
« dans les cinq ans qui suivent  
« a pas lieu à garantie, à raiso  
« du débiteur, quand elle n'est  
« puis le partage consommé. »

Ces quatre articles sont adop  
La section V est ainsi conçue

#### SECTION V.

##### *De la rescision en matière*

Art. 175. « Les partages peu  
« pour cause de violence ou de  
« Il peut aussi y avoir lieu à r  
« des cohéritiers établit à son  
« sion de plus du quart. »

Art. 176. « L'action en rescisi  
« tre tout acte qui a pour obje  
« l'indivision entre cohéritiers  
« qualifié de vente, d'échange  
« ou de toute autre manière.

« Mais après le partage, ou l'ac  
« l'action en rescision n'est plu  
« la transaction faite sur les di  
« présentait le premier acte, n  
« aurait pas eu à ce sujet de pr

Art. 177. « L'action n'est pas  
« vente de droit successif faite  
« des cohéritiers, à ses risques  
« autres cohéritiers ou par l'un

Art. 178. « Pour juger s'il y a  
« time les objets suivant leur  
« du partage. »

Art. 179. « Le défendeur à la  
« cision peut en arrêter le cou  
« destruction du partage, en of  
« sant au demandeur le supplé

éviction. »  
personnel-  
ment héri-  
di- la perte

olvable, la  
lement ré-  
cohéritiers

lité du dé-  
cécée que  
age. Il n'y  
solvabilité  
que de-

re.  
escindés

orsqu'un  
: une lé-

nise con-  
e cesser  
qu'il fût  
saction,

ient lieu,  
le contre  
elles que  
id il n'y  
nencé. »  
ntre une  
le à l'un  
par ses

on es-  
l'époque

en res-  
écher la  
fournis-  
portion  
nature. »  
son lot,  
intenter  
ence, si  
a la dé-  
blence. »

on a cru  
ne cause  
effet se  
de fait  
ente.

Perreur  
ne soit

t il y a  
end-elle  
fait ne  
era-t-il,  
ur com-  
résulte

après les  
devient  
stait, on

l'article

Le citoyen **Treilhard** propose de dire que l'omission d'un bien de la succession n'opérera pas la nullité du partage, mais donnera lieu à un partage supplémentaire.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 176 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que s'il est un auteur qui ait admis qu'un premier partage fait en forme de transaction puisse être attaqué, **Dumoulin** le regarde au contraire comme une véritable transaction, et veut qu'il en ait toute la force, s'il y avait d'ailleurs lieu à une contestation sérieuse, et seulement *in ea re in qua transactum fuit*. En effet, c'est parce que les transactions éteignent les procès qu'on leur accorde le privilège de ne pouvoir être attaquées. Pourquoi des héritiers qui méritent la faveur de la loi seraient-ils privés de l'avantage d'étouffer leurs contestations? Tous les caractères de la transaction se rencontrent dans le partage qu'ils font pour atteindre ce but : il y a matière à transiger, puisqu'il y a des difficultés entre eux; leur partage est qualifié, par eux-mêmes, de transaction; il doit en avoir les effets, *in ea re in qua transactum est*, car la transaction peut être partielle. Par exemple, dans le cas où la contestation porte sur l'estimation d'un immeuble ou sur la qualité d'un héritier, on consent à donner une somme à ce dernier, ou à recevoir un complément de celui auquel l'immeuble est échu : c'est là une véritable transaction, mais seulement *in ea re in qua transactum fuit*; l'acte retient son caractère de partage quant au surplus.

Le citoyen **Treilhard** dit que la question s'est déterminée par la raison que le premier acte que les héritiers font entre eux tend toujours à partager la succession : ainsi cet acte doit être résolu dans les mêmes cas que tout autre partage, peu importe qu'on l'ait appelé une transaction; il faut s'arrêter plus à la réalité qu'au titre. On sait que souvent les parties supposent des difficultés imaginaires, pour donner à leur acte le privilège des transactions; ensuite, il y a un premier procès sur le véritable caractère de l'acte. L'article évite ce procès aux héritiers.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 177, 178, 179 et 180 sont adoptés.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*

J. G. LOCRÉ.

## SEANCE

DU 30 NIVÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 20 janvier 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait un rapport sur la disposition du titre *des donations entre-vifs et des testaments*, relative à la légitime des enfants, à celle des ascendants, et à la réserve au profit des frères et sœurs.

Ce rapport est ainsi conçu :

### § 1<sup>er</sup>.

#### *De la légitime des enfants.*

Quoique le droit de disposer de ses biens ne soit que l'exercice du droit de propriété, auquel il semblerait au premier coup d'œil que la loi ne devrait en aucun cas porter atteinte, il est cependant des bornes qui doivent être posées, lorsque les sentiments naturels et l'organisation sociale ne permettent pas à celui qui dispose de les franchir.

« par sa faute que le cohéritier s  
Art. 173. « Chacun des coheriti  
« lement obligé, en proportion  
« taire, d'indemniser son cohé  
« que lui a causée l'éviction.

« Si l'un des cohéritiers se tro  
« portion dont il est tenu doit  
« partie entre le garanti et to  
« solvables. »

Art. 174. « La garantie de la  
« biteur d'une rente ne peut  
« dans les cinq ans qui suivent  
« a pas lieu à garantie, à raison  
« du débiteur, quand elle n'est  
« puis le partage consommé. »

Ces quatre articles sont adop  
La section V est ainsi conçue

#### SECTION V.

##### *De la rescision en matière*

Art. 175. « Les partages peuv  
« pour cause de violence ou de  
« Il peut aussi y avoir lieu à re  
« des cohéritiers établit à son  
« sion de plus du quart. »

Art. 176. « L'action en rescisi  
« tre tout acte qui a pour obje  
« l'indivision entre cohéritiers  
« qualifié de vente, d'échange  
« ou de toute autre manière.

« Mais après le partage, ou l'ac  
« l'action en rescision n'est plus  
« la transaction faite sur les dif  
« présentait le premier acte, n  
« aurait pas eu à ce sujet de pr

Art. 177. « L'action n'est pas  
« vente de droit successif faite  
« des cohéritiers, à ses risques  
« autres cohéritiers ou par l'un

Art. 178. « Pour juger s'il y a  
« time les objets suivant leur  
« du partage. »

Art. 179. « Le défendeur à la  
« cision peut en arrêter le cour  
« destruction du partage, en off  
« sant au demandeur le supplér

iction. »  
rsonnel-  
hérité-  
la perte

able, la  
nent ré-  
héritiers

du dé-  
cée que  
e. Il n'y  
lvabilité  
que de-

e.  
escindés

orsqu'un  
une lé-

nise con-  
e cesser  
qu'il fût  
saction,

ient lieu,  
e contre  
elles que  
d il n'y  
nencé. »  
ntre une  
le à l'un  
par ses

on es-  
l'époque

en res-  
écher la  
fournis-  
portion  
nature. »  
son lot,  
intenter  
ance, si  
a la dé-  
clence. »

on a cru  
le cause  
effet se  
de fait  
ente.  
l'erreur  
ne soit

t il y a  
end-elle  
fait ne  
era-t-il,  
ur com-  
résulte

près les  
devient  
stant, on

l'article

Le citoyen **Trellhard** propose de dire que l'omission d'un bien de la succession n'opérera pas la nullité du partage, mais donnera lieu à un partage supplémentaire.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 176 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que s'il est un auteur qui ait admis qu'un premier partage fait en forme de transaction puisse être attaqué, **Dumoulin** le regarde au contraire comme une véritable transaction, et veut qu'il en ait toute la force, s'il y avait d'ailleurs lieu à une contestation sérieuse, et seulement *in ea re in qua transactum fuit*. En effet, c'est parce que les transactions éteignent les procès qu'on leur accorde le privilège de ne pouvoir être attaquées. Pourquoi des héritiers qui méritent la faveur de la loi seraient-ils privés de l'avantage d'étouffer leurs contestations? Tous les caractères de la transaction se rencontrent dans le partage qu'ils font pour atteindre ce but : il y a matière à transiger, puisqu'il y a des difficultés entre eux; leur partage est qualifié, par eux-mêmes, de transaction; il doit en avoir les effets, *in ea re in qua transactum est*, car la transaction peut être partielle. Par exemple, dans le cas où la contestation porte sur l'estimation d'un immeuble ou sur la qualité d'un héritier, on consent à donner une somme à ce dernier, ou à recevoir un complément de celui auquel l'immeuble est échu : c'est là une véritable transaction, mais seulement *in ea re in qua transactum fuit*; l'acte retient son caractère de partage quant au surplus.

Le citoyen **Trellhard** dit que la question s'est déterminée par la raison que le premier acte que les héritiers font entre eux tend toujours à partager la succession : ainsi cet acte doit être résoluble dans les mêmes cas que tout autre partage, peu importe qu'on l'ait appelé une transaction; il faut s'arrêter plus à la réalité qu'au titre. On sait que souvent les parties supposent des difficultés imaginaires, pour donner à leur acte le privilège des transactions; ensuite, il y a un premier procès sur le véritable caractère de l'acte. L'article évite ce procès aux héritiers.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 177, 178, 179 et 180 sont adoptés.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SEANCE

DU 30 NIVÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 20 janvier 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait un rapport sur la disposition du titre *des donations entre-vifs et des testaments*, relative à la légitime des enfants, à celle des ascendants, et à la réserve au profit des frères et sœurs.

Ce rapport est ainsi conçu :

§ 1<sup>er</sup>.

*De la légitime des enfants.*

Quoique le droit de disposer de ses biens ne soit que l'exercice du droit de propriété, auquel il semblerait au premier coup d'œil que la loi ne devrait en aucun cas porter atteinte, il est cependant des bornes qui doivent être posées, lorsque les sentiments naturels et l'organisation sociale ne permettent pas à celui qui dispose de les franchir.



« par sa faute que le cohéritier s  
Art. 173. « Chacun des coherit  
« lement obligé, en proportion  
« taire, d'indemniser son cohé  
« que lui a causée l'éviction.

« Si l'un des cohéritiers se trou  
« portion dont il est tenu doit é  
« partie entre le garanti et tou  
« solvables. »

Art. 174. « La garantie de la  
« biteur d'une rente ne peut  
« dans les cinq ans qui suivent  
« a pas lieu à garantie, à raison  
« du débiteur, quand elle n'est  
« puis le partage consommé. »

Ces quatre articles sont adoptés  
La section V est ainsi conçue

#### SECTION V.

##### *De la rescision en matière*

Art. 175. « Les partages peuvent  
« pour cause de violence ou de  
« Il peut aussi y avoir lieu à rescision  
« des cohéritiers établit à son  
« sion de plus du quart. »

Art. 176. « L'action en rescision  
« tre tout acte qui a pour objet  
« l'indivision entre cohéritiers,  
« qualité de vente, d'échange ou  
« ou de toute autre manière.

« Mais après le partage, ou l'acte  
« l'action en rescision n'est plus  
« la transaction faite sur les différends  
« présentait le premier acte, ni  
« aurait pas eu à ce sujet de préjudice.

Art. 177. « L'action n'est pas admissible  
« vente de droit successif faite entre  
« des cohéritiers, à ses risques et  
« autres cohéritiers ou par l'un d'eux.

Art. 178. « Pour juger s'il y a eu  
« time les objets suivant leur valeur  
« du partage. »

Art. 179. « Le défendeur à l'action en  
« rescision peut en arrêter le cours  
« destruction du partage, en offrant  
« sant au demandeur le suppléer.

Le citoyen **Trellhard** propose de dire que l'omission d'un bien de la succession n'opérera pas la nullité du partage, mais donnera lieu à un partage supplémentaire.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 176 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que s'il est un auteur qui ait admis qu'un premier partage fait en forme de transaction puisse être attaqué, **Dumoulin** le regarde au contraire comme une véritable transaction, et veut qu'il en ait toute la force, s'il y avait d'ailleurs lieu à une contestation sérieuse, et seulement *in ea re in qua transactum fuit*. En effet, c'est parce que les transactions éteignent les procès qu'on leur accorde le privilège de ne pouvoir être attaquées. Pourquoi des héritiers qui méritent la faveur de la loi seraient-ils privés de l'avantage d'étouffer leurs contestations? Tous les caractères de la transaction se rencontrent dans le partage qu'ils font pour atteindre ce but : il y a matière à transiger, puisqu'il y a des difficultés entre eux; leur partage est qualifié, par eux-mêmes, de transaction; il doit en avoir les effets, *in ea re in qua transactum est*, car la transaction peut être partielle. Par exemple, dans le cas où la contestation porte sur l'estimation d'un immeuble ou sur la qualité d'un héritier, on consent à donner une somme à ce dernier, ou à recevoir un complément de celui auquel l'immeuble est échu : c'est là une véritable transaction, mais seulement *in ea re in qua transactum fuit*; l'acte retient son caractère de partage quant au surplus.

Le citoyen **Trellhard** dit que la question s'est déterminée par la raison que le premier acte que les héritiers font entre eux tend toujours à partager la succession : ainsi cet acte doit être résolu dans les mêmes cas que tout autre partage, peu importe qu'on l'ait appelé une transaction; il faut s'arrêter plus à la réalité qu'au titre. On sait que souvent les parties supposent des difficultés imaginaires, pour donner à leur acte le privilège des transactions; ensuite, il y a un premier procès sur le véritable caractère de l'acte. L'article évite ce procès aux héritiers.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 177, 178, 179 et 180 sont adoptés.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*

J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 30 NIVÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 20 janvier 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait un rapport sur la disposition du titre *des donations entre-vifs et des testaments*, relative à la légitime des enfants, à celle des ascendants, et à la réserve au profit des frères et sœurs.

Ce rapport est ainsi conçu :

### § 1<sup>er</sup>.

#### *De la légitime des enfants.*

Quoique le droit de disposer de ses biens ne soit que l'exercice du droit de propriété, auquel il semblerait au premier coup d'œil que la loi ne devrait en aucun cas porter atteinte, il est cependant des bornes qui doivent être posées, lorsque les sentiments naturels et l'organisation sociale ne permettent pas à celui qui dispose de les franchir.

« par sa faute que le cohéritier se  
Art. 173. « Chacun des coheriti  
« lement obligé, en proportion  
« taire, d'indemniser son cohér  
« que lui a causée l'éviction.

« Si l'un des cohéritiers se tro  
« portion dont il est tenu doit é  
« partie entre le garanti et tou  
« solvables. »

Art. 174. « La garantie de la s  
« biteur d'une rente ne peut  
« dans les cinq ans qui suivent  
« a pas lieu à garantie, à raison  
« du débiteur, quand elle n'est  
« puis le partage consommé. »

Ces quatre articles sont adopt  
La section v est ainsi conçue

#### SECTION V.

##### *De la rescision en matière*

Art. 175. « Les partages peuv  
« pour cause de violence ou de  
« Il peut aussi y avoir lieu à re  
« des cohéritiers établit à son  
« sion de plus du quart. »

Art. 176. « L'action en rescision  
« tre tout acte qui a pour objet  
« l'indivision entre cohéritiers,  
« qualifié de vente, d'échange e  
« ou de toute autre manière.

« Mais après le partage, ou l'act  
« l'action en rescision n'est plus  
« la transaction faite sur les diff  
« présentait le premier acte, m  
« aurait pas eu à ce sujet de pro

Art. 177. « L'action n'est pas a  
« vente de droit successif faite s  
« des cohéritiers, à ses risques  
« autres cohéritiers ou par l'un d

Art. 178. « Pour juger s'il y a  
« time les objets suivant leur v  
« du partage. »

Art. 179. « Le défendeur à la  
« cision peut en arrêter le cours  
« destruction du partage, en offr  
« sant au demandeur le supplém

ction. »  
sonnel-  
hérédi-  
a perte

able, la  
ient ré-  
éritiers

du dé-  
cée que  
. Il n'y  
vabilité  
que de-

2.  
scindés

rsqu'un  
une lé-

ise con-  
; cesser  
qu'il fût  
saction,

entlieu,  
e contre  
lles que  
d il n'y  
encé. »  
ntre une  
e à l'un  
par ses

, on es-  
époque

en res-  
cher la  
fournis-  
portion  
ature. »  
son lot,  
intenter  
ence, si  
à la dé-  
lence. »

on a cru  
e cause  
effet se  
de fait  
ente.  
l'erreur  
ne soit

il y a  
end-elle  
fait ne  
ra-t-il,  
ir com-  
résulte

près les  
devient  
fait, on

l'article

Le citoyen **Trellhard** propose de dire que l'omission d'un bien de la succession n'opérera pas la nullité du partage, mais donnera lieu à un partage supplémentaire.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 176 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que s'il est un auteur qui ait admis qu'un premier partage fait en forme de transaction puisse être attaqué, **Dumoulin** le regarde au contraire comme une véritable transaction, et veut qu'il en ait toute la force, s'il y avait d'ailleurs lieu à une contestation sérieuse, et seulement *in ea re in qua transactum fuit*. En effet, c'est parce que les transactions éteignent les procès qu'on leur accorde le privilège de ne pouvoir être attaquées. Pourquoi des héritiers qui méritent la faveur de la loi seraient-ils privés de l'avantage d'étouffer leurs contestations? Tous les caractères de la transaction se rencontrent dans le partage qu'ils font pour atteindre ce but : il y a matière à transiger, puisqu'il y a des difficultés entre eux; leur partage est qualifié, par eux-mêmes, de transaction; il doit en avoir les effets, *in ea re in qua transactum est*, car la transaction peut être partielle. Par exemple, dans le cas où la contestation porte sur l'estimation d'un immeuble ou sur la qualité d'un héritier, on consent à donner une somme à ce dernier, ou à recevoir un complément de celui auquel l'immeuble est échü : c'est là une véritable transaction, mais seulement *in ea re in qua transactum fuit*; l'acte retient son caractère de partage quant au surplus.

Le citoyen **Trellhard** dit que la question s'est déterminée par la raison que le premier acte que les héritiers font entre eux tend toujours à partager la succession : ainsi cet acte doit être résoluble dans les mêmes cas que tout autre partage, peu importe qu'on l'ait appelé une transaction; il faut s'arrêter plus à la réalité qu'au titre. On sait que souvent les parties supposent des difficultés imaginaires, pour donner à leur acte le privilège des transactions; ensuite, il y a un premier procès sur le véritable caractère de l'acte. L'article évite ce procès aux héritiers.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 177, 178, 179 et 180 sont adoptés.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*

J. G. LOCRÉ.

## SEANCE

DU 30 NIVÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 20 janvier 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait un rapport sur la disposition du titre *des donations entre-vifs et des testaments*, relative à la légitime des enfants, à celle des ascendants, et à la réserve au profit des frères et sœurs.

Ce rapport est ainsi conçu :

### § 1<sup>er</sup>.

#### *De la légitime des enfants.*

Quoique le droit de disposer de ses biens ne soit que l'exercice du droit de propriété, auquel il semblerait au premier coup d'œil que la loi ne devrait en aucun cas porter atteinte, il est cependant des bornes qui doivent être posées, lorsque les sentiments naturels et l'organisation sociale ne permettent pas à celui qui dispose de les franchir.

dans lequel les père et mère ne  
de leur propriété qu'au profit  
S'ils réclament sur une partie des  
absolue, c'est encore en faveur de  
pour qu'en réparant les inégal  
résulter des talents, des infirmi  
ou des revers de la fortune, ils  
la balance entre leurs enfants,  
à tous l'existence civile : mais  
dinaire des événements, le quar  
il pas suffisant pour cette espè  
entre les enfants, ou pour remp  
que les enfants, des devoirs de r  
cette quotité ne sera-t-elle pas t  
si elle est destinée à une préfé  
désavouerait?

Telle a été l'opinion de la se  
tion, en proposant au Conseil de  
des enfants aux trois quarts de c  
raient s'il n'y avait pas de do  
ou de testament.

## § II.

### *De la légitime des asce*

Les Romains reconnaissaient  
doivent une légitime à leurs ent  
voir dont les enfants sont égale  
leurs pères : *Quemadmodum à*  
*ita à liberis patribus deberi legit*

En France, d'après le systè  
biens-fonds en propres et en a  
ascendants n'était pas le même  
coutume et dans ceux de droit

Un très-petit nombre de co  
naient une légitime ; dans d'aut  
été accordée par une ancienn  
laquelle a succédé celle qui la re  
Elle est fondée sur ce que les e  
presque entièrement privés de l  
ser, si, étant obligés de conserv  
raux les biens propres auxque  
n'avaient aucune part, ils n'eu  
disposition libre des meubles et  
cession desquels les ascendant  
par la loi.

Dans les pays de droit écrit

isposer  
enfants.  
liberté  
ants, et  
peuvent  
faveurs  
rétablir  
nservir  
urs or-  
s n'est-  
llement  
l'autres  
ance; et  
léralable,  
a raison

législa-  
égitime  
cueille-  
tre-vifs

es pères  
t un des  
s envers  
liberis,

sion des  
sort des  
pays de

ir don-  
ur avait  
dence à  
rement.  
sent été  
e dispo-  
collaté-  
endants  
it eu la  
la suc-  
appelés

uelques  
endants  
le tiers  
ndants,

l n'y en  
père et  
n'en li-  
ntation.  
me des  
mbre de  
re dans  
l'article  
séra ré-  
y a un  
ion qui  
eussent  
urrem-  
t. »  
rit avec  
ux as-  
e sur la

res aux  
ts la li-  
prenait  
s et les  
ntre les

D'ailleurs, l'abolition des propres a changé to-  
talement le système des coutumes.

On ne peut plus statuer d'après la répartition  
dans laquelle les ascendants étaient appelés aux  
meubles et acquêts, et ne pouvaient recueillir les  
biens propres.

C'est donc une nécessité de recourir à la légis-  
lation, qui, n'admettant point cette distinction de  
biens, n'a eu à considérer, relativement aux as-  
cendants, que leur droit naturel et les devoirs  
des enfants.

Dans le projet présenté au Conseil, on a cru  
devoir s'écarter du droit romain en deux points.

Le premier, sur la quotité de biens affectés à la  
légitime.

Cette quotité, dans le droit romain, était aussi  
considérable que pour la légitime des enfants. Les  
ascendants avaient le tiers : c'était aussi la légi-  
time des enfants jusqu'au nombre de quatre.

Si, dans le projet présenté, la légitime des ascen-  
dants est de moitié, tandis que celle des enfants  
est des trois quarts, il faut se rappeler que cette  
différence, défavorable aux ascendants, sera pres-  
que toujours balancée par la règle admise, et qui  
leur assure, même sans stipulation, le retour des  
biens qu'ils ont donnés à leurs enfants.

Et lors même que la légitime des ascendants  
serait moindre, on ne peut disconvenir que leur  
sort dépend beaucoup moins de la part qu'ils peu-  
vent recueillir dans la succession de leurs enfants,  
que l'état des enfants dans la société ne dépend  
de la part qu'ils obtiennent dans la succession de  
leurs pères et mères; et sous ce rapport, la légitime  
des enfants a dû être plus considérable.

Le deuxième point dans lequel le projet qui est  
présenté diffère du droit romain, est dans la répar-  
tition de la légitime entre les ascendants.

Le partage d'une quotité de biens fixe et indé-  
pendante du nombre des ascendants a fait naître  
des difficultés et des inconséquences du même  
genre que celles qui ont été observées sur la répar-  
tition de la légitime des enfants.

C'était le même écueil à éviter; et il a été facile  
d'employer le même moyen, celui de fixer la légi-  
time des ascendants comme celle des enfants, dans  
la proportion de ce qui reviendrait à titre d'héri-  
tier, s'il n'y avait pas de donation ou de testament.

### § III.

#### *De la réserve au profit des frères et sœurs.*

Il reste à faire quelques réflexions sur ce qui  
concerne les collatéraux.

Il ne faut pas confondre les réserves coutumières  
et la légitime.

La réserve coutumière s'étendait à tous ceux  
que la loi appelait pour succéder; elle tenait au  
système de la division des biens en propres et  
acquêts, système qui lui-même était fondé sur  
celui de la conservation des mêmes immeubles  
dans les familles.

La légitime, proprement dite, est celle qui est  
indépendante de cette ancienne distinction entre  
les propres et les acquêts.

La légitime a sa cause dans le droit naturel;  
la réserve n'est que de droit positif.

Le système de perpétuer les mêmes biens dans  
les familles se rattachait aux idées féodales; mais  
il tendait encore à un but, qui fut, dans tous les  
temps, celui des législateurs. On voulait maintenir  
et multiplier les rapports de famille, propres à  
entretenir parmi ses membres les sentiments de  
bienveillance et cette responsabilité morale qui  
supplée si efficacement à la surveillance de la loi.  
Resserrer et multiplier les liens de famille, tel fut

Elle souvent l'apparence de la vertu même. Elle fera contracter les heureuses habitudes qui forment et assurent la paix des familles.

Ce droit accordé au père de discipliner ses enfants, suivant leur mérite, n'est d'ailleurs qu'un témoignage des peines et des sollicitudes de sa condition. Un individu insensible à ses maux personnels ; mais ainsi d'un père ; il est naturellement de ses enfants, tourmenté de les honorer par leur mauvaise conduite, les droits ne seraient-ils pas en fait des devoirs ? Pourquoi les peines infligées du côté des pères, et les avantages accordés aux enfants ?

Enfin la France est presque également en pays coutumier et en pays de droit écrit ; les pères ont toujours au moins leurs biens à leur libre disposition, constamment la moitié, et cette disposition est sans contredit la meilleure sous des circonstances qui justifient ce droit, auquel les Français ont depuis tant de siècles ? Bien loin de résister de la puissance paternelle, ne faut-il pas plutôt le cas de l'augmenter ?

L'opinant préfère, sur ce sujet, à la coutume de Paris à celles du Midi, qui accordait au père la libre disposition de ses biens. Il serait peut-être d'augmenter ce droit, dans des cas où il faut bien plutôt augmenter les moyens de contenir leurs enfants.

Le citoyen **Berlier** dit que la proposition posée par la section est la même qui avait été adoptée par les rédacteurs du Code civil, et il combat la restriction proposée par le citoyen **Maleville**.

Si l'on recourt aux vœux émis par les tribunaux d'appel, on en trouve trois, de Limoges, Montpellier et Paris, qui sont conformes à ceux du citoyen **Maleville**, que l'âge des enfants ne soit fixé qu'à moitié de l'âge du père, et qu'ils soient en ab intestat ; mais la question est de savoir si l'on doit

et de  
l'ants  
eurs

Circonscrire et resserrer les inégalités de dispositions entre enfants du même père, ce but était louable et ne l'est pas moins aujourd'hui.

siens  
leur  
ma-  
hées  
offre

A la vérité, l'autorité paternelle a besoin de quelques moyens pour récompenser et punir : on ne doit pas les lui ôter, mais on ne doit pas les rendre excessifs; et ici tout ce qui n'est pas essentiellement nécessaire serait essentiellement mauvais.

est  
ma-  
rins,  
quoi  
avec  
elles  
côté

Le citoyen *Berlier* compare ensuite la proposition du citoyen *Maleville* avec l'état du droit avant la Révolution, et il trouve que la condition de l'enfant, faiblement améliorée dans les pays de droit écrit, deviendrait pire en beaucoup d'autres.

tagée  
Dans  
moitié

Le comparant ensuite avec la législation de quelques États voisins, il dit qu'en Prusse, par exemple, la légitimité de l'enfant peut s'élever quelquefois jusqu'au tiers de la portion *ab intestat*.

s les  
relé-  
som-  
igent  
cou-  
ir les  
t-elle

Enfin il observe que l'un des motifs qui pouvaient autrefois autoriser une assez grande latitude dans les dispositions du père de famille, c'est que l'organisation politique de ce temps devait permettre et même favoriser les dispositions par lesquelles, pour perpétuer ou augmenter l'éclat de sa maison, le père faisait un héritier privilégié.

itions  
rain :  
de la  
adent  
s où  
s les

Ce motif n'existe plus; et l'on fait bien assez aujourd'hui, en laissant au père la disposition du quart.

pro-  
e qui  
jet de  
posée

Le citoyen *Tronchet* dit qu'il ne croit pas, avec la section, que la faculté de disposer par testament soit, comme la faculté de disposer entre-vifs, une suite du droit de propriété. Ce droit ne s'étend pas au delà de la vie; il ne peut donc produire le pouvoir de disposer pour un temps où le propriétaire n'existera plus. Ainsi, la faculté de tester n'est qu'un bénéfice de la loi civile, qui, à cet égard, ajoute à la loi naturelle. Cependant le droit civil doit prendre ses bases dans le droit naturel. Ici, les Romains ne peuvent être pris pour modèles : ils s'étaient élevés en législateurs suprêmes dans leur famille; leur testament était une loi; ils exerçaient sur leurs enfants une puissance illimitée. C'était s'écarter de la loi naturelle : elle veut que celui qui a donné la vie à un enfant lui laisse aussi ses biens. Il semble donc que la totalité du patrimoine paternel devrait passer aux descendants en ligne directe, et que le pouvoir du père devrait être réduit à faire quelques legs rémunérateurs d'une valeur modique. Cependant l'intérêt public exige qu'on lui donne un peu plus de latitude, afin qu'il puisse distribuer des récompenses parmi ses enfants mêmes. Mais comme cette disposition du droit positif est une dérogation au droit naturel, qui défère aux enfants les biens du père sans aucune diminution, il importe de la resserrer moins dans les bornes les plus étroites : ce motif porte nécessairement à fixer la quotité de la légitime à un taux plus élevé que n'avait fait la coutume de Paris.

ribu-  
eux  
e des  
s au-  
trois  
autres  
s, qui  
quo-  
us fa-  
Lyon.  
nt on  
par-  
é, les  
a loi

es de  
ma-  
ré  
ju'en  
exa-

avec  
tion,  
oser  
fir-  
nsti-  
rs, y  
mes  
mu-  
at ce  
i les  
à ce  
t.

Le citoyen *Portails* examine en soi le principe sur lequel se fonde le citoyen *Tronchet*.

D'abord, ce n'est pas dans le droit naturel qu'il faut chercher les règles de la propriété. L'état sauvage ou de nature n'admet pas la propriété; il n'y a que les biens mobiliers, que des fruits dont le plus fort s'empare : ainsi, si la propriété est dans la nature, c'est en ce sens que la nature humaine étant susceptible de perfectibilité, elle tend vers l'ordre social, qui seul fonde la propriété. L'effet de cet ordre est d'établir



qu'alors elles font connaître qu'on tendu changer le principe.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'en donations et les testaments, on a le caractère propre de chacun de détruire les différences qui les distinguent ; le caractère différentiel est la révocation.

Le citoyen **Maleville** dit que définitions nécessaires, on pourrai définir *un acte par lequel le donateur transfère actuellement et irrévocablement d'un donateur au donataire qui l'accepte.*

Le citoyen **Gall** est d'avis de définitions ; elles lui semblent du Code civil.

Les constitutions du Piémont, copiées au grand Frédéric comme parfait, sont dégagées de toute définition ; en effet ne doit définir que les choses qui ne peuvent changer la nature : c'est ce qu'il faut aller chercher les autres constitutions ; car la constitution de Piémont a déjà suivi cette même marche.

Le citoyen **Portalis** observe que Piémont et à Milan, le droit romain décide à défaut des constitutions.

A la vérité, en France, les lois ne contiennent pas des définitions ; mais que n'étant pas des codes, c'est pourquoi les lois de la mal ne posaient que les donations et les testaments déjà définis par les lois du droit commun. Aujourd'hui que le Code destiné à remplacer le droit coutumes, on ne peut se dispenser de donner ces définitions ; car ces lois abrogées ne devraient plus être enseignées dans les écoles ; cela donnerait plus une idée précise de ce que le Code n'était expliquée par le Code complet, tel que celui que le Code n'existe qu'en Prusse, et le Code ne tient des définitions : au reste on suivra l'exemple de Justinien. Peut-être plus précisément ce qu'est un

L'article 3 est discuté.

Le citoyen **Defermon** demande qu'on rédige ainsi : *Le testament est un acte par lequel le testateur seul dispose de tout ou partie de ses biens, et qui n'a d'effet qu'autant que le testateur ne l'a pas révoqué.*

Le **Premier Consul** préfère cette rédaction, attendu qu'elle exclut la fausse idée que le légataire est tenu de prouver que le testateur a persisté dans sa volonté.

Le citoyen **Tronchet** propose de renvoyer aux formes de révocation qui seraient déterminées.

Le consul **Cambacérès** propose de rédiger ainsi : *Le testament est l'acte de dernière volonté par lequel le testateur dispose de tout ou de partie de ses biens.*

Cette rédaction est adoptée.

L'article 4 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que puisqu'on a jugé convenable de conserver les définitions, il est nécessaire d'expliquer ce qu'on entend par *substitution*.

Le citoyen **Tronchet** répond que cette explication se trouve dans l'article.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) réplique que l'article ne définit pas toutes les substitutions, puisqu'il ne s'applique pas à la *substitution officieuse*.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'on a admis la *disposition* et non la *substitution officieuse*.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il est inutile de définir ce qui ne doit pas exister.

Le Consul fait une autre observation.

Il ne propose pas de rétablir les substitutions telles qu'elles existaient dans le dernier état de la législation ancienne : mais quel inconvénient y aurait-il à permettre, dans la ligne collatérale, la disposition officieuse déjà admise dans la ligne directe ? Pourquoi l'oncle ne pourrait-il pas, comme le père, pourvoir à ce qu'un neveu dissipateur n'enlevât pas sa succession à sa famille ? Les biens frappés de disposition officieuse ne demeureraient pas longtemps hors du commerce, puisqu'ils y rentreraient après la mort du premier héritier. On n'aurait pas à craindre la multiplicité des procès, ils naissent des expressions ambiguës des actes : or il n'y aurait plus qu'une clause simple, toujours la même, et dont, par cette raison, la formule serait sans équivoque.

Le citoyen **Treillard** dit que les inconvénients des anciennes substitutions ne dépendaient pas du plus ou du moins de degrés auxquels elles s'étendaient. N'y eût-il qu'un degré, il faudrait néanmoins nommer un curateur à la substitution ; il faudrait remplir toutes les formalités prescrites pour les substitutions les plus étendues : on retomberait toujours enfin dans les embarras de la restitution.

La disposition officieuse n'a rien de commun avec les substitutions : ce n'est qu'un moyen offert au père qui, suivant le vœu de la nature, désire conserver son bien à ses petits-enfants, sans en priver son fils. Ce père atteint le but en réduisant son fils à l'usufruit et en donnant aux petits-enfants la propriété. Encore n'est-il pas arbitrairement de ce droit ; car il faut qu'il motive sa disposition, et que la cause subsiste au moment de son décès.

Le **Premier Consul** dit que, pour accorder au père la disposition officieuse telle qu'elle a été adoptée, il faut nécessairement admettre en principe que des êtres non conçus peuvent être appelés par un testament. Or, si cette supposi-

législation nouvelle pouvait an  
acquis par la législation antérie

Si donc les substitutions sont  
pour un seul degré, les reclama  
nouveler. Il serait difficile de  
cependant il serait impossible  
sans jeter le trouble dans la so  
déclarer nulles les aliénations fai  
dépouiller des acquéreurs de bo  
une foule de procès en garantie  
qu'aux transactions et aux sti  
moniales faites en conséquence  
tante.

Le citoyen **Cretet** dit que les  
des inconvénients d'un ordre s  
dont on a parlé jusqu'ici.

L'expérience a prouvé qu'un g  
tion, n'ayant pas d'intérêt à l  
même à la conservation des biens  
pour s'en approprier les débris.  
fait-il faire son devoir, il y av  
l'infini. Et cependant alors l'u  
pas un dissipateur reconnu.

D'un autre côté, une substitut  
ten lu a la confiance publique ; e  
grevé une apparence de proprié  
accorder un crédit.

Le **Premier Consul** dit qu  
qui ont été faites portent sur les  
plusieurs degrés.

Le citoyen **Maleville** répon  
On redoute, dit-il, les procès.

Les substitutions en faisaient na  
mais c'est parce qu'elles s'étend  
degrés : la manière même de con  
et l'époque où ils étaient évacués  
des fidéicommiss, les droits de ch  
diverses mutations, ceux de leu  
sionnaient des contestations fréq  
venaient surtout interminables  
s'éloignait de l'époque de la fond  
stitution : mais tous ces dangers  
que nuls dans la substitution du

On craint l'abandon et la dégrat  
Cet inconvénient n'a lieu que

droits

même  
se re-  
ser ; et  
mettre  
audrait  
grevés,  
mettre  
er jus-  
matri-  
exis-

ns ont  
ceux

bstitu-  
on ni  
gradait  
r vou-  
océs à  
n'était

piège  
me au  
à lui

ctions  
ons de

ctions.

doute,  
sieurs  
legres,  
mission  
é aux  
, occa-  
qui de-  
qu'on

a sub-  
t pres-  
re.  
biens.  
s sub-

bran-  
er que  
iquera

olition  
substi-

les in-  
n per-  
rés-  
pation  
our re-  
elle, si  
funes-

a sub-  
termes  
nilles;

bstitu-  
ligne  
à ligne  
s deux  
raient  
flama-

substi-

La stabilité des mêmes biens dans les mêmes familles a été présentée comme un avantage. Il est cependant incontestable que la circulation des biens encourage l'industrie et augmente les revenus de l'Etat. Mais ce qu'il importe surtout de se rappeler, c'est que l'intérêt public exige que chacun puisse librement disposer de son bien et en user pour améliorer sa fortune.

Le **Premier Consul** dit qu'il est de l'avis du citoyen *Treilhard* sur la nécessité de multiplier les propriétaires, qui sont les plus fermes appuis de la sûreté et de la tranquillité des Etats; mais qu'il ne peut approuver les conséquences qu'on tire de cette doctrine.

Il ne s'agit pas de rétablir les substitutions telles qu'elles existaient dans l'ancien droit; alors elles n'étaient destinées qu'à maintenir ce qu'on appelait les grandes familles et perpétuer dans les aînés l'éclat d'un grand nom. Ces substitutions étaient contraires à l'intérêt de l'agriculture, aux bonnes mœurs, à la raison; personne ne pense à les rétablir: on propose seulement la substitution du premier degré, c'est-à-dire l'appel d'un individu après la mort d'un autre.

Il est certain que si cette sorte de substitution peut être admise en ligne collatérale, on ne peut l'interdire en ligne directe; mais aussi, si elle est permise en ligne directe, il n'y a pas de motif pour l'exclure en collatérale.

Il y a même entre la disposition officieuse et la substitution telle qu'elle est proposée, une différence qui rend cette dernière préférable sous le rapport de la morale. C'est que les tribunaux peuvent quelquefois intervenir dans la disposition officieuse pour en apprécier les motifs et avoir ainsi à prononcer entre le père et le fils, tandis que la substitution n'est qu'une institution au second degré qui n'a rien d'offensant pour le grevé, et qui ne peut donner lieu à aucune discussion personnelle.

Le citoyen **Treilhard** dit que les substitutions, au moment où elles ont été abrogées, n'étaient plus indéfinies: elles s'étendaient seulement à deux degrés. A l'égard de la disposition officieuse, elle est d'un usage peu fréquent.

Jamais elle ne peut nuire à la mémoire du père, puisqu'elle est au contraire l'effet de sa tendresse pour ses enfants; et les réclamations du fils n'auront rien de diffamant, lorsqu'elles seront présentées avec tout le respect dû à celui duquel il tient son existence.

Au surplus, il serait plus utile de sacrifier la disposition officieuse que de ne la laisser subsister qu'en rétablissant les substitutions.

Le citoyen **Béranger** dit que puisque la loi autorise l'interdiction du dissipateur, il n'est pas nécessaire que le père la prononce par son testament; on peut donc supprimer la disposition officieuse.

A l'égard de la substitution, puisqu'elle ne doit pas être motivée, il n'y a plus que des considérations générales qui doivent la faire admettre: or l'intérêt public ne le commanderait comme remède à la prodigalité, que dans le cas où la plupart des hommes seraient des dissipateurs.

L'opinant vote donc également et contre la disposition officieuse et contre la substitution.

Le **Premier Consul** pense que l'une des plus grandes difficultés dans cette matière est l'appel des enfants non conçus.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** propose un système qu'il croit devoir concilier toutes les opinions.

Il est reconnu, dit-il, qu'il est permis à un tes-

Cette espèce de substitution fut dans le droit romain, parce que l'usage en fut très-fréquent. Chaque testateur avait l'avis qu'il pouvait arriver que l'institué ne succédât point, soit par sa mort, soit qu'il renonçât à l'hérédité, soit qu'il ne fût pas capable de succéder ou qu'il en fût indigne.

L'autre espèce de substitution consistait à passer les biens d'un successeur à un autre, de manière que le premier institué ne succédât pas, ou qu'il ne fût pas capable de rendre à celui ou à ceux nommés après lui.

C'est ce qu'on appela *fidéicommissum*. On employa d'abord une formule de testament par laquelle le testateur se reposait sur un tiers la restitution fut rendue obligatoire. On nomma ces simples fideicommissaires, les testateurs, les substitutions d'un héritier à un autre.

On nomma ces substitutions, *qu'elles* font passer les biens au premier institué, après l'autre, suivant l'ordre, c'est le langage de la loi, suivant le droit, ils sont appelés.

Le droit de substituer plusieurs fois les biens ne fut point borné, on l'appliqua aux simples legs, aux substitutions entre-vifs.

L'usage en fut aussi très-fréquent. Les testateurs y trouvaient l'exercice de leur droit de disposer; ils y voyaient de conserver leurs biens dans la famille, et mettaient ainsi leurs descendants à l'abri de la mauvaise fortune que la nature appelait à posséder.

L'orateur ne dira qu'un mot de substitution connue, dans le testament, sous le nom de *substitutio* lorsqu'un père, ayant sous sa puissance un enfant impubère, ordonne que si cet enfant meurt avant l'âge de puberté, le père ou le tuteur le substitue à sa place.

Cette substitution a le double caractère de substitution vulgaire, qui appelle le premier institué, et de substitution d'un héritier à un autre.

ilgair  
t très-  
le pré-  
remier  
décès,  
t inca-

ui fait  
tre, de  
e qu'à  
i sont

qu'on  
lressée  
bonne  
nsuite  
ieu de  
rverte-  
tre.

parce  
és l'un  
e, dans  
lequel

urs les  
édités;  
isposi-

testa-  
fini de  
moyen  
les; ils  
autres  
e ceux  
ens.

espèce  
e droit  
e. C'est  
enfant  
pas son  
itier, il  
succède

substi-  
si l'en-  
on gra-  
rsonne

ceile de  
tre ces  
quences  
ssions,  
onomie

t qu'ap-  
e passe  
est une  
n indi-  
n exé-  
bien, la  
simple  
pleine,  
tur des  
fficulté,  
ir cette

a défaut  
lorsque,  
trans-  
vement  
consé-  
ssion.  
plus un  
est un

ordre établi entre les personnes que le donateur appelle pour se succéder les unes aux autres; c'est constituer pour les générations futures l'état et l'organisation de la famille; c'est faire un acte de législation plutôt qu'exercer un droit privé; c'était, dans sa plus grande latitude, l'exercice de ce pouvoir indéfini que le chef de famille avait chez les Romains, non-seulement sur ses biens personnels, mais encore sur la famille entière : pouvoir qui était une des bases du système du Gouvernement, et que ne comporte pas notre législation.

Les substitutions étaient sans doute un moyen de conserver les biens.

Mais ce moyen est-il bon? Est-il conforme à l'intérêt des familles?

Toute substitution emporte avec elle l'idée de l'exclusion de la généralité des membres de la famille : c'est une branche que l'on préfère à l'autre; c'est un seul qui, dans chaque branche, écarte tous ses proches.

Il n'est pas possible de concevoir que la famille entière doive être déshéritée pour enrichir l'un de ses membres, et que ce ne soit pas pour elle une cause de ruine et de dissension plutôt qu'un moyen de prospérité. Lorsque les substitutions n'étaient pas dans une famille puissante, les parents dépouillés ne pouvaient avoir dans leur misère aucune ressource.

Si la famille était puissante, les parents dépouillés auraient sans doute préféré une existence assurée dans la propriété d'une partie des biens, plutôt qu'une protection précaire et humiliante.

Mais cette ressource qui existait dans un temps où les familles puissantes avaient pour les emplois lucratifs un privilège exclusif, n'existe plus sous un régime où ce privilège, qui lui-même était une espèce de substitution, n'existe plus.

S'il était question d'établir un système pour conserver les biens dans les familles, celui des propres serait encore préférable, en ce qu'il empêchait seulement les dispositions qui dépouillaient la famille, sans priver tous les membres de la participation aux biens ainsi conservés.

La propriété foncière est sans doute à considérer comme une garantie dans la distribution des emplois : mais il existera un plus grand nombre d'individus avec une fortune donnant une garantie suffisante, quand les patrimoines seront répartis, que quand ils seront dans la main d'un seul dans chaque famille.

Si on écarte les idées de puissance et d'élévation dans l'ordre politique, on ne trouvera plus dans les substitutions de motif pour croire que la volonté du père de famille soit, dans ce cas, préférable à l'ordre établi par la loi; cet ordre est entièrement fondé sur la proximité du degré, sur la présomption de l'affection qui existait entre celui qui meurt et ceux qui lui succèdent.

On ne saurait passer sous silence les troubles dont les familles étaient agitées. Les formes judiciaires et les procès se multipliaient à l'infini sur la conservation des biens substitués, sur l'interprétation des actes de substitution, sur les droits des tiers, et notamment sur ceux des femmes des grevés, sur le calcul des degrés, et sur tous ces autres objets qui ont fait en France la matière d'une loi dans laquelle la multiplicité des précautions n'a servi qu'à manifester leur impuissance.

Telles sont les considérations qui, relativement à l'ordre de succéder et à l'organisation des familles, s'élevaient contre les substitutions, et qui les firent supprimer par la loi du mois d'octobre 1792.

et qui déjà, pour la ligne directe, culté de substituer au premier de

Arrêté par cette difficulté, l'o  
d'examiner au moins si la disposi  
pourrait pas être améliorée par  
Le citoyen *Bruix*, en défendant l  
prévalu, l'a présenté comme un  
voyance dépouillé des vues d'ori  
vaient avoir les substitutions de l  
Le citoyen *Berlier* pense qu'on  
moins qu'on doit aujourd'hui l'e  
manière; et qu'ainsi, si en ligne  
stitution de la portion disponible  
au premier degré à l'égard des  
Le bénéfice doit en être collecti  
par tous les enfants à naître, san  
tuant puisse préférer un aîné à  
garçon à une fille.

L'opinant désirerait que la disp  
amendée.

Quant à la question de savoir  
substituer sera étendue à la liq  
l'opinant pense qu'il n'y a pas à  
cas à l'autre. La disposition offici  
ment proposée grevait sans dou  
substitution restreinte à la port  
mais ses effets du moins se renfe  
ligne directe; ce premier parti ser  
vais que le second, si l'on vou  
celui-ci l'extension que quelques  
rent. Et qu'y a-t-il d'analogue  
enfants et des neveux, ou peut-  
collatéraux plus éloignés? On c  
grande faveur due aux premiers  
le législateur à adopter pour eux  
d'inconvénients; mais cela ne se  
même pour les seconds: l'on p  
s'exposer au reproche d'inconséq  
à une limite tracée par la nature

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint*  
dit qu'il importe d'abord de se l  
qu'il ne s'agit pas de rétablir les a  
tutions, ni même rien qui en app  
ne peut admettre l'appel d'un mâl  
né, au préjudice des autres en  
entier doit être appelé

la fa-  
opose  
tée ne  
ation.  
qui a  
pré-  
pou-  
gime.  
ou du  
cette  
sub-  
tenue  
naitre,  
cueilli  
substi-  
ou un  
  
ainsi  
  
lté de  
térale,  
d'un  
nitive-  
que la  
onible,  
ans la  
mau-  
ire de  
dési-  
petits-  
re des  
me la  
miner  
hérisé  
pas de  
, sans  
arrêter  
ie.  
(Angély)  
raincre  
substi-  
si, on  
remier  
degré  
  
pinion  
  
grever  
nfants,  
me du  
mer à  
éférer,  
ion; il  
exclu-  
son lui  
petits-  
  
'expli-  
ouvait  
ar une  
eux de  
ion ne  
donner  
ux en-  
ur dis-  
  
encore  
ent dé-  
e point  
te, s'il  
rès, l'o-  
e dans  
à très-

mauvaise chose, dès qu'elle resterait pleinement entachée de tous les vices de celle de l'ancien régime, et perdait cette moralité qui doit être son principal soutien.

Il examine ensuite l'argument tiré de la pleine disponibilité, et trouve qu'il n'est pas juste de conclure de ce qu'on peut faire pour tel enfant né, qu'on peut aussi le faire pour tel enfant à naître.

Celui-là existe; il a pu se concilier l'affection de son aïeul; il a pu devenir un objet de préférence; et, sans examiner si cette préférence sera toujours en harmonie avec la justice, il se présentera du moins un individu capable de recevoir la portion disponible, à titre même d'institution: mais il n'en est pas de même des enfants à naître.

En les considérant dans le futur contingent et dans les espaces imaginaires, peut-on faire un choix entre eux? Mais la loi et la raison, qui est la première de toutes, veulent qu'on soit au moins conçu pour être capable de recevoir; et si la loi veut bien pourvoir aux intérêts d'enfants qui n'existent pas encore, la justice veut que ce soit également pour tous. Vainement invoque-t-on la volonté de l'homme: qu'est-ce ici que cette volonté de préférence pour des individus qui n'existent pas? Si l'orgueil et les petites vues de l'ancien régime en sont la base, notre nouvel ordre de choses les repousse; et si ce n'est qu'une disposition purement capricieuse, elle ne doit point être permise.

Le consul **Cambacérés** dit que le père étant autorisé à donner ses biens disponibles à qui il lui plait, il ne serait pas nécessaire que la loi lui permit de les donner à celui de ses petits-enfants qu'il voudrait choisir, s'il ne s'agissait que d'enfants nés: c'est donc aux enfants à naître que s'applique la disposition adoptée dans la dernière séance.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély)** examine si la substitution admise en ligne directe doit être étendue à la ligne collatérale.

Il pense qu'il serait difficile de ne pas la permettre dans les degrés auxquels on a accordé la représentation: les motifs d'affection par lesquels on s'est déterminé sont les mêmes dans les deux lignes.

Les objections qu'on a faites n'ont de force qu'à l'égard des substitutions graduelles et qui s'étendent à plusieurs degrés.

La nomination d'un curateur, la vente des meubles, l'emploi des fonds, ont lieu dans toute succession où l'un des héritiers est mineur.

La disposition officieuse aurait, comme les substitutions, pu donner un crédit imaginaire au grevé; comme la substitution, elle frappait les immeubles d'inaliénabilité pendant la vie d'un individu.

Ces considérations cependant n'avaient pas empêché de l'admettre.

A l'égard de l'inaliénabilité, elle pouvait être funeste, lorsqu'une substitution graduelle et perpétuellement renouvelée la rendait indéfinie; lorsque beaucoup d'immeubles en étaient déjà affectés par d'autres causes, et qu'il restait peu de biens dans le commerce; lorsqu'il y avait une grande masse de biens de mainmorte, de biens ecclésiastiques, de biens du domaine et d'apanage.

Toutes ces propriétés étant rendues à la circulation, l'aliénabilité de quelques biens pendant la vie d'un individu n'influera pas sur le commerce.

Le citoyen **Berlier** observe qu'en concluant toujours de la ligne directe à la ligne collatérale,



Le citoyen **Tronc**  
sont conçues d'une n

On a demandé si la  
premier degré en lign  
De là sortait l'idée qu  
tateur pourrait donc  
qu'il voudrait.

Il a ensuite été ex  
stituer que ses biens  
dans la ligne et da  
premier héritier.

Restaient deux diff

La première, si les  
être appelés;

La seconde, si l'aïe  
à tous les individus  
s'il lui était permis d  
eux.

On a judicieuseme  
s'appliquait pas aux  
inutile, puisque l'aïe  
bli le pouvoir d'appe  
tants. Ainsi, la premi

A l'égard de la seco  
tées par le consul Ca  
disparaître. Cependan  
Conseil statue positiv  
surtout avant de déci  
toriser les substitutio

On ne peut se dissi  
semblée constituante  
d'être frappée des inc

C'en est un sans d  
elles frappent les bien  
le faux crédit qu'elle  
grevé : mais le plus g  
que dont elles frapp  
comme responsable d  
se permettre.

Le citoyen **Réal** d  
système des substitut  
tions qu'on lui fera é  
abus dont elles étaien

Ce système substit  
famille, l'orgueil à l'  
de sa postérité à l'ai

de les questions  
re.

n aurait lieu au  
t en collatérale.  
ntrefois, le tes-  
voudrait et ce

ne pourra sub-  
s, et seulement  
endance de son

naître pourraient

igé de substituer  
llectivement, ou  
sir qu'un d'entre

que si la loi ne  
naître, elle était  
ans le droit éta-  
its-enfants exist-  
é disparaît.

flexions présen-  
font également  
écessaire que le  
es deux points,  
proposition d'au-  
collatérale.

énéral, que l'As-  
le justes motifs  
les substitutions.  
aliénabilité dont  
un encore que  
faire obtenir au  
s, est l'hypothè-  
biens du grevé,  
tions qu'il a pu

établissement du  
é les modifica-  
revivre tous les

cœur du père de  
rnel, et l'amour  
s enfants. Il y a  
ceux qui étaient  
de la postérité,  
se souciaient le

ille avec la mai-  
er la maison, le  
famille, elle la  
l les autres en-  
pauvreté, en in-  
es ferments éter-

uvons, dans les  
nt, cette institu-  
use.

Montesquieu; il ne  
onarchie qui vit  
utile et sans but  
ie.

u'elle existerait  
nt son influence  
Il n'y a plus de  
anonicats; plus  
égés aux cadets  
és.

se que certaines  
qui veulent tou-  
ette institution  
ions dont l'effet,

quelque léger qu'il soit, est toujours de contra-  
rier d'autant l'établissement d'une parfaite et  
universelle tranquillité.

Le **Premier Consul** dit que *Montesquieu* a  
considéré les substitutions dans leurs rapports  
avec le droit public, et que, dans cette discus-  
sion, c'est d'après la justice civile qu'il convient  
de les apprécier.

Il y a une justice civile qui domine le législa-  
teur lui-même. Elle se compose des principes que  
le législateur a constamment avoués pendant une  
longue suite de siècles.

Elle proscriit les substitutions qui ne profite-  
raient qu'aux mâles ou aînés, parce qu'elle donne  
les mêmes droits à tous les enfants.

Elle proscriit également les substitutions dans  
lesquelles le troisième enfant à naître serait ap-  
pelé avant les autres, parce qu'il serait indigne  
d'elle de sanctionner les caprices d'un testateur  
qui ferait régler par le hasard les effets de la  
bienveillance; mais elle avoue la disposition par  
laquelle un père laisse ses biens aux enfants que  
pourra donner à son fils un mariage que ce père  
a lui-même formé.

Cette justice civile autorise le père à donner à  
qui lui plaît ses biens disponibles. Il peut avoir  
de justes motifs d'en priver son fils; il faut qu'il  
puisse alors les donner à ses petits-enfants à  
naître. Sera-ce l'intérêt qu'inspirent les petits-  
enfants qui devra faire admettre cette disposition?  
Non, sans doute: quel intérêt peuvent inspirer des  
êtres qui n'existent pas? Ce sera la considération  
qu'ils doivent être préférés à des étrangers. Ceux-  
ci seraient infailliblement appelés, si l'aïeul, dé-  
cidé à exclure son fils, ne pouvait donner à ses  
petits-enfants.

Le citoyen **Emmery** dit que le mot *substitution*  
jette quelque embarras dans les idées.

On conçoit facilement que le père ayant la libre  
disposition d'une portion de ses biens, il peut ne  
la pas donner à son fils; qu'à plus forte raison il  
peut la lui donner, sous la condition d'en réserver  
la propriété aux petits-enfants nés.

Mais peut-il faire le même avantage aux enfants  
à naître?

Ici la question se complique.

Des individus dans le néant ne sont pas capa-  
bles de recevoir un legs: voilà le principe gé-  
néral.

Quels motifs le législateur peut-il avoir de dé-  
roger à ce principe?

Serait-il déterminé par l'affection qu'il suppo-  
serait à l'aïeul pour ses petits-enfants? Mais  
puisqu'ils ne sont pas connus de l'aïeul, il ne  
peut les aimer.

Penserait-on que l'affection de l'aïeul pour le  
père s'étende aux petits-enfants? Alors les petits-  
enfants doivent lui être également chers, et la  
conséquence de la présomption sera de l'obliger  
à les comprendre tous dans sa libéralité: on ne  
peut plus, sans sanctionner un caprice, lui per-  
mettre de n'en appeler qu'un seul.

Cependant si le legs doit profiter à toute la  
postérité du fils, la substitution perd son caractère  
propre et devient une disposition officieuse,  
puisqu'elle fait profiter le fils de l'usufruit, et  
réserve à ses enfants la propriété dont elle le  
prive. Mais cette disposition officieuse est bien  
moins simple, bien moins bonne que celle qui  
avait été adoptée, puisqu'elle ne porte que sur le  
quart des biens et que l'autre en absorbait la to-  
talité, et par là devenait plus utile et au fils et à  
ses enfants.

Il est encore une autre considération. On veut

rence pour les intérêts, qu'ils n'ont pas provoqué quand après sa mort, il commence, on leur répondait *quas probasti*. Il convie écouter que quand il y a démence, un commencement qui pourrait au surplus être l'acte attaqué. Ceci conduit au titre de l'interdiction.

Le consul **Cambacérès** donne une grande latitude à la loi, mais ne peut pas la restreindre par quelques exceptions, quelquefois excluent l'évidence d'avoir conservé sa raison, voisine de la donation ou il devient impossible de si elle ne peut l'être que par le citoyen *Tronchet*. l'article contient une réserve qui doit être abandonnée.

Le citoyen **Tronchet** est en danger à s'en tenir à la loi, article à l'égard d'un don avant la donation, sa détermination, mais que, si l'on admettait contre un testateur qui testament dépendrait du testament d'une garde ou de quelque

Le citoyen **Emmery** sur le titre de l'interdiction ne s'occupe ni des testaments.

La première partie de la seconde ajournée jusqu'à la fin de l'art. 17 du titre de l'interdiction.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 et 9 sont adoptés.

Le consul **Cambacérès** après son émancipation. poser entre-vifs; mais qui perdait de l'âge et non de

r, même en ma-  
ents.

ie la faveur due  
ependant jusqu'à  
urs réclamations.  
r un peu d'indif-  
ers parents, lors-  
terdiction. Ainsi,  
paient de sa dé-  
*pro accusas moris*  
donc de ne les  
sur le fait de la  
preuve par écrit  
d'ailleurs que de  
réformer l'article,

pense qu'il faut  
la preuve, et ne  
ditions qui quel-  
n individu peut  
une époque très-  
estament; et alors  
ver la démence,  
t le mode indiqué  
emière partie de  
nple qui suffit; le  
tribunaux.

re n'y a pas de  
re partie de l'ar-  
parce que, survi-  
peut être vérifiée;  
sortes de preuves  
is, le sort du tes-  
age très-incertain  
estiques.

e l'article 17 du  
rne ni les dona-

e est adoptée; la  
nouvel examen  
tion.

s.  
draît que, même  
neur ne pût dis-  
culté de tester dé-  
cipation, attendu  
erait à la famille  
ineur.

ge cette opinion.  
a distinction que

être permises au  
lient sans retour,  
lui la faculté de

ne veut pas pré-  
on de déterminer  
plutôt par l'âge  
par la condition  
ependant quel-  
jet.

citée, n'était pas  
ester de certains  
ment celle de la  
aucoup plus libé-  
le de Paris, puis-  
tous leurs biens.

à la simple pu-  
ouze ans, et les  
au surplus, con-

tester à l'âge de  
as modifier cette

règle selon la qualité des mineurs : ainsi, ceux qui n'auraient ni père ni mère pourraient tester sans l'autorisation de personne; ceux au contraire qui auraient leur père ou leur mère ne pourraient tester qu'avec leur autorisation; car si, dans le droit romain, le pubère pouvait tester, cette règle était modifiée par rapport au fils de famille, qui ne pouvait disposer que de son pécule; et bien que tout ce qui touche à la puissance paternelle des Romains ait été peu imité dans notre Code, et avec grande raison sur beaucoup de points, il est possible qu'on en emprunte quelque chose dans le cas que nous traitons, et que, faute d'émancipation, on exige au moins une autorisation spéciale.

Si l'on doit en venir là, n'est-il pas plus simple de partir du principe de l'émancipation, qui embrassera les mineurs de toute espèce, et ne blessera l'autorité de personne?

Au surplus, quand on s'occupe d'une législation nouvelle, il faut surtout se déterminer par la raison plus que par les exemples; et la raison ne refuse-t-elle pas le droit de disposer de son bien, même par testament, à celui qui n'est pas encore jugé capable de le régir?

L'opinant désirerait que cette question fût approfondie.

Les articles sont renvoyés à la section.

Les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont adoptés.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRE.

#### SEANCE

DU 21 PLUVIÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 10 février 1803).

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente le chapitre II, intitulé *de la portion de biens disponibles et de la réduction*.

La section 1<sup>re</sup> est ainsi conçue :

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la portion disponible.*

Art. 18. « S'il y a des enfants ou descendants  
« des enfants au temps du décès, ils auront, à  
« titre de légitime, les trois quarts de ce qui leur  
« reviendrait par succession s'il n'y avait pas de  
« donation entre-vifs ou testamentaire.

« A défaut de descendants, s'il y a des ascen-  
« dants, leur légitime sera de moitié.

« A défaut de descendants et d'ascendants, s'il  
« y a, au temps du décès, des frères ou sœurs ou  
« des descendants d'eux, la loi leur réserve le  
« quart de ce qui leur reviendrait s'il n'y avait  
« pas de donation entre-vifs ou testamentaire,  
« sans néanmoins qu'à raison de cette réserve  
« les donataires par acte entre-vifs, autres que  
« les successibles, puissent être, en tout ou en  
« partie, évincés des biens à eux donnés.

« A défaut de parents dans les degrés ci-dessus  
« exprimés, les donations ou legs pourront épuiser  
« la totalité des biens. »

Art. 19. « Si la donation entre-vifs ou par tes-  
« tament est d'un usufruit ou d'une rente viagère,  
« les héritiers auront l'option ou d'exécuter la  
« disposition, ou de faire l'abandon de la portion  
« disponible. »

Art. 20. « La quotité disponible pourra être  
« donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-

portion disponible, le no  
et c'est cette règle qu'il  
cette échelle, qui, com  
jours en dégradant pro  
lement au cinquième, a  
et toujours ainsi de sui  
enfants. Cette échelle su  
sitions faites au profit d

Elle eût été insuffisante  
si la portion d'enfant c  
d'eux, n'avait pas pu être  
de sa part égale dans  
c'est ce qui a conduit à l  
qui est indivisible dans

Peut-être existe-t-il  
irrégularité, en ce qu  
qu'au nombre de trois  
trouve plus dans une  
n'y a que deux ou me  
le quart, dans ces deu  
d'un enfant, plus un ;  
*commencer l'échelle*  
quart, etc.

Cette petite irrégularité  
Il suffit d'avoir bien fait  
mentale de cette loi, et

C'est en comparant ce  
duirait tout autre systè  
juger auquel on doit de

#### *Droit*

*Trois époques.* 1° Li  
de la puissance pater

2° Réserve du quar  
un pouvoir excessif re  
et produit par la vanité

3° Réserve calculée  
fants. Echelle trop irr  
a reconnu les inconvé

*Droit coutumier, et sp*

Ici, base différente  
plus le nombre des en  
patrimoine ; la moitié

Cette quotité, quanc  
ne faisait qu'égaliser l'é

fants, plus un; à exécuter par quart, va toutement et également au septième, le nombre des gard des dispo-

s. d des enfants, donnée à l'un par lui en sus indisponible : n de l'article 5, de la première. loi une petite ne commence t- qu'elle ne se égale lorsqu'il enfant, puisque pas la portion il aurait fallu ié, le tiers, le

ile à réformer. la base fonda- en résulterait. celui que pro- pourra mieux éférence.

3. C'était l'abus

C'était encore même source, qu'un héritier; ombre des ent tout le monde

utume de Paris.

main. Ce n'est une quotité du sponible.

qu'un enfant, fant; et c'était ction étrangère

plus intoléra- re des enfants. é, que doubler tait l'étranger tre un quart. s grand, si un trois, quatre,

six douzièmes, ant que deux

endant encore s contre trois quer que l'en- ver son don et dans le sys-ouvait pas per-

onible ne de- l'on porte le huit, et même

six douzièmes, au sixième. izièmes, tandis trois quarante-

huitièmes : c'est l'abus de la vanité, qui ne veut qu'un héritier, un seul enfant dans l'opulence, les autres dans l'indigence.

Tels étaient les inconvénients de la quotité adoptée pour droit commun coutumier.

### Loi du 17 nivôse an II.

Le citoyen *Tronchet* ne parlera pas de cette loi, qui réduisait la quotité disponible au profit d'un étranger au sixième, et qui ne permettait aucune espèce de disposition entre enfants. C'était l'abus de l'imagination échauffée par une théorie brillante et métaphysique, la destruction de toute autorité paternelle, une égalité injuste, qui interdisait tout secours pour l'enfant disgracié de la nature, ou frappé par l'inconstance de la fortune.

### Projet actuel.

Ici, le quart disponible indistinctement joint à la permission accordée à l'enfant de le recevoir hors part, en partageant encore dans les trois quarts réservés.

Le citoyen *Tronchet* considère l'effet de la loi d'abord vis-à-vis de l'étranger.

La proportion est tolérable, quand on ne suppose qu'un, deux ou trois enfants; ce sera ou le quart contre les trois quarts, ou trois douzièmes contre quatre douzièmes et demi, ou l'étranger égalé à chaque enfant.

Mais il n'en sera plus de même, si l'on suppose quatre ou six enfants; alors l'étranger aura trois douzièmes contre deux douzièmes et un quart, ou trois douzièmes contre un douzième.

Et l'excès deviendra bien plus grand, si l'on suppose, ce qui n'est pas rare, huit, dix, douze enfants.

L'opinant passe ensuite à l'effet de la loi à l'égard des dispositions entre enfants, en ne la séparant pas de la disposition qui permet l'avantage hors part.

Ici, de même que dans le cas précédent, la disposition devient tolérable quand on ne suppose que deux ou trois enfants. Celui qui est avantagé n'a que la double portion, ou à peu près.

Mais l'inégalité devient trop forte, si l'on suppose quatre, six enfants ou davantage, puisque, dès qu'il y a quatre enfants, celui qui est avantagé a quatre fois autant que chacun de ses frères, quatre douzièmes et demi contre un douzième et demi.

Ainsi, dans ce système, il ne serait plus possible d'admettre le cumul de la portion disponible avec le partage du surplus; et il faudrait en revenir à permettre seulement au père de donner une part d'enfant pour préciput, en comptant un enfant de plus.

### Conclusion.

Ceci ramène naturellement au système de la loi de germinal, non-seulement comme le plus équitable, mais encore comme le plus simple, le plus facile dans son exécution, et le moins compliqué dans ses dispositions.

### Objections.

Le citoyen *Tronchet* a toujours supposé la totalité de la portion disponible donnée soit à un étranger seul, soit à un seul enfant.

Mais cette portion peut être distribuée entre plusieurs personnes étrangères, ou entre plusieurs des enfants; et alors il est évident qu'il y a une disproportion moins grande entre ce que gagne le donataire et ce qui reste à chaque enfant réduit à sa légitime. La disposition permise au père ne

à servir une partie de sa fortune

Le citoyen **Portalis** dit qu'il père la disposition d'une partie est pour le mettre en état de penser, de réparer les inégalités, et de satisfaire aux obligations de reconnaissance ou d'autres obligations envers les étrangers. Il de remplir ces devoirs ; car la que la masse des citoyens, et familles. Or elle ne doit s'occuper qu'elle peut bien régler par ne pouvant ici établir une routine qu'elle s'en rapporte au d'enfants ingrats qu'il n'y a. L'âge des passions fait oublier derniers leurs devoirs ; et d'ailleurs prouve que l'affection est bien ascendants pour les descendants, descendants pour les ascendants.

L'opinant rappelle ce qu'il a dans la séance du 7 pluviôse qu'on laisse au père une très-

Le citoyen **Portalis** dit que

il de partager

éditerranées et est rare et les es, ou les héréditaires de propriétés successoriales amènera les héritages à posséder une ferme, de la culture et, dans ces pays, à faire un héritage

te aux institutions politiques, que faut porter une habitude; et la légitime est tous les usages. tion des uns de porte point d'obstacle empêcher les intérêt de leur famille à laquelle r.

système de la loi la modification

sera du quart à l'échelle. us convenable, approuvée de substitution de petits-enfants. la loi laisse au de ses biens, finir, de récompenser ses engagements que la loi peuvent lui seul est capable de ne peut régir l'intérieur des per que de ce même : donc, générale, il est re. Il y a plus pères injustes. p souvent à ces rs l'expérience as vive dans les , que dans les

it sur ce sujet l conclut à ce de latitude.

proposition du sceptible d'être ent.

ed il n'y a qu'un ication en sera u'un enfant ait tions de la nation affections étran-

référence d'en- as dans l'ordre isponibilité du puisse, si elle de l'un d'eux, ble de celui de it-il que cette a excédée entre

Or c'est ce qui arriverait dans la proposition ultérieure de la disponibilité du quart, appliquée à celui qui a trois enfants ou plus.

Supposons, en effet, un homme dont la fortune s'élève à 120,000 francs, et qui ait six enfants. Si cet homme peut donner 30,000 francs à l'un de ses enfants, qui prendra en outre 15,000 francs pour son sixième dans les 90,000 francs restants, l'enfant avantagé aura 45,000 francs, c'est-à-dire une portion triple de celle de chacun de ses frères.

Une telle disparité entre les enfants du même père, disparité qui pourrait être beaucoup plus choquante si l'on suppose un plus grand nombre d'enfants, ne doit pas exister.

Cependant l'opinant ne propose pas d'ôter la disponibilité du quart au père qui a trois enfants ou un plus grand nombre; mais il voudrait qu'un tel père ne pût jamais en user de manière que l'un de ses enfants se trouvât avoir une portion excédant le double de celle des légitimaires.

C'est en ce sens qu'il faudrait amender la disponibilité du quart, qu'il faudrait d'ailleurs laisser au père comme pouvant avoir à récompenser plusieurs enfants, ou même des étrangers.

Le citoyen **Galli** est de l'avis du citoyen *Portalis*.

Il se rappelle que, d'après un principe généralement adopté, ce qui a été fait, reçu et pratiqué partout et en tout temps doit être respecté. Les lois romaines ont cet avantage : elles ont fixé la légitime d'après des principes pris dans la nature et dans une saine philosophie, et qui, dès lors, ne doivent point être sujets aux variations du temps et de la mode.

Mais il est nécessaire, dit-on, de prévenir les testaments déraisonnables.

Il y en aura sans doute. Néanmoins l'opinant, s'appuyant sur son expérience personnelle, assure que pendant quarante-trois ans qu'il a exercé les fonctions de juge, il a vu à peine quelques testaments où un père ait oublié son caractère et ses devoirs, en préférant des étrangers à ses propres enfants.

Cependant si l'on répugne à suivre littéralement la loi romaine, le citoyen *Galli* propose de donner au père la disposition de la moitié de ses biens, quel que soit le nombre de ses enfants.

Le citoyen **Séguir** dit que l'abus de l'autorité de la part des pères est toujours rare, parce qu'il blesse la nature et leur cœur. On doit bien plus craindre l'indépendance des enfants : elle relâche les liens sociaux et conduit à l'immoralité. Si l'on veut arrêter le désordre, il importe de recréer la magistrature des pères, et de ne la pas renfermer dans des bornes trop étroites. L'opinant appuie la proposition du consul *Cambacérès*.

Le **Premier Consul** dit que plus on se rapprochera des lois romaines dans la fixation de la légitime, et moins on affaiblira le droit que la nature semble avoir confié aux chefs de chaque famille. Le législateur, en disposant sur cette matière, doit avoir essentiellement en vue les fortunes modiques. La trop grande subdivision de celles-ci met nécessairement un terme à leur existence, surtout quand elle entraîne l'aliénation de la maison paternelle qui en est pour ainsi dire le point central.

Le citoyen **Béranger** dit qu'il aperçoit deux résultats contradictoires, mais également vrais : le premier, que la question est importante; le second, que peu importe la manière dont on la



(Disc. du projet de

se décider ici par deux  
l'Etat, celui de la fami

L'intérêt public est  
de chaque famille; c  
organisation de l'Etat.

A l'égard des familles  
par une bonne organis

Or le droit d'aînesse  
l'Etat, ni l'intérêt des  
pour l'avantage d'un s  
le rétablir.

Mais la division égale  
inconvenient; elle détr  
petit héritage, coupé e  
tagé entre plusieurs. n  
La famille ne profite  
qu'est pour chacun la  
çoit? Si l'héritage de  
centre commun à la fa

L'opinant appuie la l  
*bacérés.*

Le consul **Cambac**  
propositions. Il donne  
gradue la légitime de  
trois enfants ou un ph  
réglée aux trois quart  
point s'inquiéter de l'us  
de la portion de biens  
reste, et qu'il ne faut pa  
volonté.

Le **Premier Consi**  
pas préférable de grad  
tité de la succession, p  
enfants.

On pourrait, par exc  
disposition de la mon  
s'élèveraient à 100.000  
disposer que d'une par

Ce système semble l  
en même temps qu'il u  
fortunes, et à empêcher  
considérables.

Le citoyen **Bérengo**  
s'élèvent à 100.000 fra  
portance de cette som  
et suivant les pays

térêts, celui de  
ne organisation  
sulte la bonne  
conservent que

ni l'intérêt de  
n'existait que  
propose pas de

roduit un autre  
es fortunes. Un  
pour être par-  
pour personne.  
division ; car  
ortion qu'il re-  
er, il reste un

u consul Cam-

ne les diverses  
ice à celle qui  
ne quand il y a  
ombre, elle soit  
qu'on ne doit  
père peut faire  
disposition lui  
père une demi-

s'il ne serait  
me sur la quo-  
le nombre des

rder au père la  
iens, lorsqu'ils  
à, il ne pourra

titude au père.  
rver les petites  
n forme de trop

eu de fortunes  
ailleurs l'im-  
vant les temps

le plus grand  
qu'il obligerait  
ise et souvent

tion du consul  
e subsister la  
ourra prendre  
a le père.

u répond que  
e 20, qui n'est  
. Elle n'a pas  
upe le conseil :  
s biens dont le  
oit d'étrangers.  
on est adoptée  
e consul Cam-

orme :  
seil d'Etat,  
É.

RÉPUBLIQUE.

3).

a séance.

sont présents.

On reprend la discussion de la section 1<sup>re</sup> du chapitre II du titre *des donations entre-vifs et des testaments*.

La seconde partie de l'article 18 est adoptée.

La troisième partie du même article est discutée.

Le citoyen **Bigot-Prémamieu** dit que cette partie de l'article présente la question de savoir si la loi établira une réserve au profit des frères et sœurs et de leurs descendants.

Chez les Romains, les parents de cette ligne et de ce degré n'avaient droit de se plaindre de la disposition du testateur, que lorsqu'il avait appelé à sa succession une personne honteuse.

Hors ce cas, ils ne pouvaient prétendre à aucune partie de ses biens.

En France, le système des propres leur donnait une réserve. Ce système avait été imaginé pour conserver les mêmes biens dans les familles : il pouvait produire cet effet dans des temps où le commerce des immeubles était moins fréquent, et où chacun était plus attaché au patrimoine de ses pères. Aujourd'hui que les mœurs ont changé sous ce rapport, il ne peut plus produire les mêmes résultats. Mais à ce moyen, devenu inefficace, il paraît convenable d'en substituer un autre qui, mieux assorti à nos mœurs actuelles, serve à maintenir les familles. C'est dans cet esprit que la section propose la troisième partie de l'article 18.

Si elle y donne plus de force qu'en ligne directe aux dispositions entre-vifs, c'est que des collatéraux ne lui ont pas paru mériter la même faveur que des enfants.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély)** observe qu'en obligeant les successibles à rapporter les donations qu'ils ont reçues, la section favorise moins les parents que les étrangers, puisque ces derniers conservent irrévocablement la chose donnée. Il semble donc que le rapport ne devrait être admis en aucun cas.

Le citoyen **Bigot-Prémamieu** répond que l'établissement d'une légitime en collatérale n'est pas favorable au point d'enlever à un étranger la chose donnée et dont il a dû se croire propriétaire incommutable ; mais qu'en directe la légitime est d'absolue nécessité, et que dès lors on ne peut pas créer, d'un côté, une légitime, et permettre, de l'autre, au testateur d'é luder la loi en faisant des donations aux successibles.

Le citoyen **Tronchet** voudrait qu'il fût accordé une légitime aux frères et aux sœurs. Ce n'est pas que les devoirs qui existent entre les pères et les enfants existent également entre les frères, et qu'en ligne collatérale les parents se doivent des aliments comme en ligne directe. Mais la nature ayant établi des liens très-étroits entre les parents de ce degré, ce serait l'outrager que de les priver de tout en faveur d'étrangers. Cependant la légitime doit être modique.

Ces motifs, qui peuvent déterminer à donner une légitime aux frères, ne s'étendent pas jusqu'à leurs descendants. L'oncle doit sans doute protéger ses neveux, mais ce n'est que dans le cas où les neveux se rendent dignes de son appui. Il est à craindre qu'ils n'oublient leurs devoirs, si la loi leur assure irrévocablement une portion des biens de l'oncle. Ils les rempliront au contraire, s'ils sont obligés d'acheter les bienfaits de l'oncle par leur attachement et par leur respect.

L'opinant examine si l'extension que la section a donnée aux dispositions de la coutume de Paris doit être adoptée.

Dans les pays coutumiers, dit-il, on n'admettait point le cumul de légataires et d'héritiers : on pen-

Les liens, il en résultera établir, en ligne directe, le disposer : ce dont il n'y a personne convenue.

Le citoyen **Muraire** objecte que la légitime est une dette.

Le citoyen **Thibaudet** conclut de ce qu'on peut proposer par donation entre-vie l'établissement de légitime en collatérales. La donation est en l'instant le donateur, ces liens ne sont pas si communs que les liens les plus souvent dans les familles. Maintenant que la distinction est plus, il arriverait très-fréquemment que les collatéraux du premier degré seraient privés de tous les biens. Les habitudes d'une grande famille repoussent un système de sécher des liens de famille. Il faut traiter de maintenir dans la

Le citoyen **Cretet** dit que la légitime, qui n'impose point des aliments en ligne collatérale qui établit entre les liens, laquelle le législateur doit maintenir ne doit pas faire connaître les liens que forment les enfants issus d'un même

Toujours la morale fera ne point abandonner son devoir. Le droit à remplir ce devoir, quoi ne l'étendrait-elle pas ?

Le citoyen **Treilhard** répond que ni le droit écrit, ni la coutume aux frères. La légitime est un système absolument légitime : le plus grand n'avait pas de propres, la légitime est inutile dans ce cas. Le testateur ne peut poser de toute sa fortune à la disposition de ses enfants. Les réserves coutumières ont pour objet de conserver les biens dans la famille et de les transmettre aux plus dignes. Le Premier Consul

Il faudrait aussi  
ulté illimitée  
apparence que

n ligne directe

Il ne faut pas  
ser de ses pro-  
ne doive pas  
ns les limites  
expropriant à  
ctes n'étaient  
ne restassent  
s *ab intestat*.  
propres n'existe  
t que les héri-  
ré se trouve-  
testament, et  
de la France  
serait de relâ-  
porter au con-  
force.

re le droit po-  
on de donner  
l voit la na-  
gue affection à  
gard. Le droit  
lorsqu'il mé-  
sang entre les

oir au fr're de  
igent. Si elle  
à sa vie, pour-  
à de sa mort?  
i le droit cou-  
ais donné de  
propres était  
le celui de la  
des familles  
erve était fort  
avait alors dis-  
de ses frères.  
pour objet de  
, et non pas de  
arents.

Le droit romain  
et aux sœurs  
r avait appelé  
euse.

si la réserve  
rait infiniment  
elle aura lieu

dit que si le  
nce aux frères  
jurisprudence  
beaucoup plus  
réduisaient les  
hôpitalux. Cette  
ent de la loi  
e incapables de

dans quelques  
n'avaient point  
proposait que si  
ût changé ses  
s qu'il leur eût  
ourvu que leur

l'opinion du  
spar lesquelles

se l'affinité que  
an même père.

Cette affinité a été respectée dans les successions *ab intestat*, où elle sert à déterminer l'ordre de la vocation. Dans les successions testamentaires, elle ne peut devenir une règle absolue; car les procédés et la conduite peuvent changer les affections naturelles.

Or, serait-il juste qu'un frère qui, par le mépris des sentiments naturels, se serait rendu étranger à son frère, fût préféré à un étranger qui, par son attachement et ses services, s'est rendu le frère du testateur?

On ne peut tirer aucun argument du système des propres. Le retour par ligne qu'il établissait prouve qu'il n'était pas mesuré sur les degrés de l'affection, mais qu'il était fondé sur l'intention de conserver les biens dans les familles; mais du moins pouvait-on s'y soustraire en dénaturant ses biens, quand on ne voulait obéir qu'à son cœur. Ici la réserve serait forcée; car même les donations entre-vifs faites à des collatéraux seraient soumises au rapport.

Quant aux coutumes dont a parlé le citoyen *Emmery*, elles n'obligeaient pas à conserver aucune portion de ses biens à ses frères, puisqu'il suffisait de rappeler leur nom pour pouvoir disposer indéfiniment.

Le Conseil adopte en principe que la loi établira une réserve en faveur des frères;

Qu'il n'y aura point de réserve pour les neveux venant de leur chef, hors le cas où ils concourraient par représentation avec les frères.

Les mots *autres que les successibles* sont retranchés de l'article.

Le citoyen *Maleville* revient sur la disposition relative aux ascendants, qui lui semble présenter de l'obscurité dans sa rédaction. En la considérant isolément, on croirait que la légitime des ascendants sera toujours de la moitié fixe des biens; mais en la rapprochant de la première partie de l'article, il paraît qu'elle ne sera que de la moitié de ce qu'ils auraient eu, si la succession n'avait pas été diminuée par des donations entre-vifs ou testamentaires, et alors il peut arriver qu'elle soit moins forte que la légitime des frères; car si un défunt laisse ses père et mère et un frère, chacun des père et mère ne prendra qu'un huitième de ses biens, tandis que le frère en prendra le quart.

L'opinant pense que la légitime des ascendants doit être fixée au tiers dans tous les cas: telle est la disposition expresse de l'article 61 de l'ordonnance de 1735.

Le citoyen *Tronchet* dit que cet inconvénient tient à la nature des choses. Une quotité proportionnelle est essentiellement sujette à varier suivant les circonstances; mais la rédaction de l'article semble présenter une autre difficulté. Ces mots, *à défaut de descendants, et d'ascendants* semblent exclure le concours entre les frères et les ascendants, et cependant il est des cas où ce concours existe.

Le citoyen *Bigot-Prémeneu* dit que la difficulté est levée par d'autres dispositions, mais qu'il est en effet utile de la faire cesser par la rédaction de l'article.

La quatrième partie de l'article est soumise à la discussion et adoptée.

L'article 19 est discuté.

Le citoyen *Tronchet* dit que l'objet de cet article est de prévenir une difficulté qui s'est souvent présentée.

La légitime doit être laissée en entier. Il pourrait arriver cependant qu'un testateur, en réservant la totalité de ses biens à ses enfants, les eût

et les effets salutaires resserrer dans des limites. Il serait préférable de diminuer la portion des valeurs degrés à l'échelle des dispositions de la loi. Mais comment établir de disposer d'une partie de la réserve presque en entier, en n'en laissant rien au père?

L'article est adopté.

L'article 21 est discuté.

Le citoyen **Bigot** : l'article tend à enlever au père le droit d'éluider les prohibitions.

Le citoyen **Maleville** : simple de défendre au père de perdre le fonds perdu à ses enfants, comme elle le doit, être sincère et simple. Pour avoir donné à son fils sur un étranger, privé de la faculté de disposer sur sa part disponible, le père a réellement été vendu.

Le citoyen **Portalis** : le père ne viendra pas les procès faire. La réalité du paiement éclaire les contestations.

Il vaudrait mieux s'en tenir à la loi.

Le citoyen **Thibaut** : étouffera les procès. Le père, lorsqu'il se contracte, sera nul, s'il n'est valable.

Le citoyen **Portalis** : conduit le père à traiter.

On veut éviter les procès. L'injustice de ne pas lui donner le fonds est-elle payée? Il ne le donne, chaque année, que pour le même examen que le fonds.

Jusqu'ici on ne s'es

père, que de la  
rait se contre-  
la légitime, de  
ajoutant de nou-  
tion. Au moins  
t en harmonie.  
re a le droit de  
s, et cependant  
ortion aux en-  
dire, que l'usu-

dit que cet  
un des moyens

il serait plus  
ndre son bien à  
vente demeure  
une infinité de  
il en résultera  
la préférence  
ère se trouvera  
qu'on imputera,  
donné, ce qui a  
rait très-injuste.  
l'article ne pré-  
on paraît l'es-  
nécessairement

droit commun.  
t que l'article  
raiterait pas avec  
ar la loi que le  
portion dispo-

qu'alors l'article  
étrangers.  
fera-t-on au fils  
qu'il aura réél-  
ordre ce qu'il a  
du produit des  
en perte, il faut  
it de décider sur

ns ces sortes de  
nt de bonne foi  
s'y trompaient

ue ces sortes de  
avantages dé-  
rticle est rejeté,  
e prouver la si-

l'exception de la  
les cohéritiers  
onsentement au  
endement.

onforme :  
onseil d'État,  
RÉ.

RÉPUBLIQUE.

3).  
la séance.  
ls sont présents.  
é par le Premier  
et Miot pour pré-  
sance du 4 ven-  
tre préliminaire

du projet de Code civil, et pour en soutenir la  
discussion dans sa séance du 14 du même mois,  
dépose sur le bureau l'exposé des motifs de ce  
projet.

Cet exposé est ainsi conçu :

« CITOYENS LÉGISLATEURS,

« Le projet de loi que je viens vous présenter,  
au nom du Gouvernement, est relatif à la publi-  
cation, aux effets et à l'application des lois en  
général.

« Le moment est arrivé où votre sagesse va  
fixer la législation civile de la France. Il ne faut  
que de la violence pour détruire ; il faut de la  
constance, du courage et des lumières pour édifier.

« Nos travaux touchent à leur terme.

« Le vœu des Français, celui de toutes nos As-  
semblées nationales, seront remplis. Jusqu'ici la  
diversité des coutumes formait, dans un même  
Etat, cent Etats différents. La loi, partout opposée  
à elle-même, divisait les citoyens au lieu de les  
unir. Cet ordre de choses ne saurait exister long-  
temps. Des hommes qui, à la voix puissante de la  
patrie, et par un élan sublime et généreux, ont  
subitement renoncé à leurs privilèges et à leurs  
habitudes, pour reconnaître un intérêt commun,  
ont conquis le droit inappréciable de vivre sous  
une commune loi.

« C'est dans le moment de cette grande et salu-  
taire révolution dans nos lois, qu'il importe de  
réclamer quelques-unes de ces maximes fécondes  
qui ont été consacrées par tous les peuples policés,  
et qui servent à diriger la marche de toute légis-  
lation bien ordonnée. Ces maximes sont l'objet du  
projet de loi que je présente : elles n'appartiennent  
à aucun code particulier ; elles sont comme  
les prolégomènes de tous les codes.

« Mais il nous a paru que leur véritable place  
était en avant du Code civil, parce que cette es-  
pèce de code est celle qui, plus que toute autre,  
embrasse l'universalité des choses et des per-  
sonnes.

#### *Publication des lois.*

« Dans un gouvernement, il est essentiel que  
les citoyens puissent connaître les lois sous les-  
quelles ils vivent et auxquelles ils doivent obéir.

« De là les formes établies chez toutes les  
nations pour la promulgation et la publication  
des lois.

« On a cru devoir s'occuper de ces formes, aux-  
quelles l'exécution des lois se trouve nécessaire-  
ment liée.

« Il est sans doute une justice naturelle émanée  
de la raison seule ; et cette justice, qui constitue  
pour ainsi dire le cœur humain, n'a pas besoin  
de promulgation. C'est une lumière qui éclaire  
tout homme venant en ce monde, et qui, du fond  
de la conscience, réfléchit sur toutes les actions  
de la vie.

« Mais, faute de sanction, la justice naturelle,  
qui dirige sans contraindre, serait vaine pour la  
plupart des hommes, si la raison ne se déployait  
avec l'appareil de la puissance, pour unir les  
droits aux devoirs, pour substituer l'obligation à  
l'instinct, et appuyer par les commandements de  
l'autorité les inspirations honnêtes de la nature.

« Quand on a la force de faire ce que l'on  
veut, il est difficile de ne pas croire qu'on en a  
le droit. On se résignerait peu à se soumettre à  
des gênes, si l'on pouvait avec impunité se li-  
vrer à ses penchants.

« Ce que nous appelons le *droit naturel* ne suf-  
fisait donc pas ; il fallait des commandements ou  
des préceptes formels et coactifs.

[Disc. du projet d

« Toute loi suppose  
serve et qui lui obéit.

« Entre la loi et l  
faite, il faut un moy  
cation : car il est néc  
ou puisse savoir qu  
existe comme loi.

« La promulgation  
l'existence de la loi a  
le peuple à l'observati

« Avant la promul  
relativement à l'autor  
mais elle n'est point  
peuple en faveur de q

• La promulgation  
l'exécution de la loi n  
la promulgation de l  
*promulgata*.

« La promulgation  
teur.

En France, la for  
constitutionnelle : ca  
les lois seront promul  
par le Premier Consul.

« D'après la Constitu  
du droit public univ  
dans le projet, que le  
en vertu de la promu  
Consul. Si la voix de  
vait retentir à la fois  
toute précaution ult  
mais la nature mêm  
telle supposition.

« Il faut pourtant q  
nue ou puisse l'être.

« Il n'est certainem  
chaque individu. La  
masse ; elle parle, noi  
au corps entier de la :

« Il suffit que les p  
tre la loi. C'est leur f  
ils ont pu et dû la co  
*scire debuisse, aut poi*  
n'excuse pas.

• La loi était autre  
formation. Elle était

euple qui l'ob-  
ir qui elle est  
de communi-  
e peuple sache  
iste et qu'elle

a de constater  
uple, et de lier

oi est parfaite  
est l'ouvrage ;  
gatoire pour le  
eur dispose.

la loi ; mais  
encer qu'après  
*obligat lex nisi*

voix du législa-

omulgation est  
ation règle que  
elles le seront

rés les maximes  
avons établi,  
ent exécutoires  
par le Premier  
magistrat pou-  
nivers français,  
endrait inutile ;  
résiste à une

gation soit con-

saire d'atteindre  
les hommes en  
particulier, mais

ient pu connaî-  
ignent, quand  
*m est scire, aut*  
orance du droit

stère jusqu'à sa  
ns les conseils  
ification qui en  
ssion n'en était  
nstamment à la  
rivait à la con-  
me l'éclair qui

ient. Toutes les  
ons se font avec  
. Le législateur  
oile. On connaît  
soient réduites  
loi au moment  
e, et il la pro-

le la promulga-  
rcule dans tou-

vant d'être pro-

à qu'une publi-  
r encore garan-  
duit l'obligation  
promulgation.  
ménagé de nou-  
loi promulguée,  
ment, peut être  
x extrémités de

« On avait jeté l'idée d'un délai unique, d'un délai uniforme, après lequel la loi aurait été, dans le même instant, exécutoire partout.

« Mais cette idée ne présentait qu'une fiction démentie par la réalité. Tout est successif dans la marche de la nature : tout doit l'être dans la marche de la loi.

« Il eût été absurde et injuste que la loi fût sans exécution dans le lieu de sa promulgation et dans les contrées environnantes, parce qu'elle ne pouvait pas encore être connue dans les parties les plus éloignées du territoire national.

« Personne n'est affligé de la dépendance des choses. On l'est de l'arbitraire de l'homme.

« J'ajoute que de grands inconvénients politiques auraient pu être la suite d'une institution aussi contraire à la justice qu'à la raison et à l'ordre physique des choses.

« Nous avons donc gradué les délais d'après les distances.

« Le système du projet de loi fait disparaître tout ce que les différents systèmes admis jusqu'à ce jour offraient de vicieux.

« Je ne parle point de ce qui se pratiquait sous l'ancien régime. Les institutions d'alors sont inconciliables avec les nôtres.

« Mais j'observe que dans ce qui s'est pratiqué depuis la Révolution, on avait trop subordonné l'exécution de la loi au fait de l'homme.

« Partout on exigeait des lectures, des transcriptions de la loi ; et la loi n'était point exécutoire avant ces transcriptions et ces lectures. A chaque instant, la négligence ou la mauvaise foi d'un officier public pouvait paralyser la législation, au grand préjudice de l'Etat et des citoyens.

« Les transcriptions et les lectures peuvent figurer comme moyens secondaires, comme précautions de secours.

« Mais il ne faut pas que la loi soit abandonnée au caprice des hommes. Sa marche doit être assurée et imperturbable. Image de l'ordre éternel, elle doit, pour ainsi dire, se suffire à elle-même. Nous lui rendons toute son indépendance, en ne subordonnant son exécution qu'à des délais, à des précautions commandées par la nature même.

« Le plan des rédacteurs du projet de Code joignait au vice de tous les autres systèmes un vice de plus.

« Dans ce plan, on distinguait les lois administratives d'avec les autres ; et, pour la publication, on faisait la part des tribunaux et celle des administrateurs.

« Il fallait donc, avec un pareil plan, juger chaque loi, pour fixer l'autorité qui devait en faire la publication. Cela eût entraîné des difficultés interminables et des questions indiscrètes qui eussent pu compromettre la dignité des lois.

« Le projet que je présente prévient tous les doutes, remplit tous les intérêts, et satisfait à toutes les convenances.

#### *Effets rétroactifs.*

« Après avoir fixé l'époque à laquelle les lois deviennent exécutoires, nous nous sommes occupés de leurs effets.

« C'est un principe général que les lois n'ont point d'effet rétroactif.

« A l'exemple de toutes nos assemblées nationales, nous avons proclamé ce principe.

« Il est des vérités utiles qu'il ne suffit pas de publier une fois, mais qu'il faut publier toujours, et qui doivent sans cesse frapper l'oreille du magistrat, du juge, du législateur, parce qu'elles doivent constamment être présentes à leur esprit.



L'histoire du commerce  
munication des hommes.  
tant qu'il ne l'a jamais é  
que, dans tout ce qui reg  
de la personne, le Fran  
soit, continue d'être régi

#### Lois re

• Les lois qui règlent la  
appelées *réelles* : ces lois  
lors même qu'ils sont pos

• Ce principe dérive de  
appellent *le domaine émi*

• Point de méprise sur  
*ment* ; ce serait une erre  
chaque Etat a un droit un  
tous les biens de son terri

• Les mots *domaine é*  
le droit qu'a la puissance  
disposition des biens par  
sur ces biens des impôts  
soins publics, et de dispo  
pour quelque objet d'utili  
nisant les particuliers qu

• Au citoyen appartient  
rain l'empire. Telle est la n  
de tous les temps ; mais le  
des citoyens réunies et ce  
toire public d'un Etat, et, r  
étrangères, ce territoire  
est sous l'empire du sou  
souveraineté est un droit  
sonnel ; conséquemment, a  
toire ne peut être soustrait  
souverain, comme aucune  
territoire ne peut être sou  
ni à son autorité.

• La souveraineté est in  
de l'être, si les portions  
pouvaient être régies par



es pareils, pour  
de la force des

s les progrès du  
ont plus de rap-  
vaient autrefois.  
toire de la com-  
onc plus impor-  
fixer la maxime  
tat et la capacité  
quelque part qu'il  
oi française.

on des biens sont  
t les immeubles,  
ar des étrangers.  
e les publicistes  
souverain.  
ts domaine émi-  
n conclure que  
de propriété sur

n'expriment que  
que de régler la  
civiles, de lever  
rtionnés aux be-  
es mêmes biens  
lique, en indem-  
ssèdent.

été, et au souve-  
tous les pays et  
étés particulières  
forment le terri-  
nent aux nations  
un seul tout qui  
ou de l'État. La  
lois réel et per-  
partie du terri-  
ministration du  
ne habitant le  
à sa surveillance

le : elle cesserait  
même territoire  
is qui n'émane-

e des choses que  
orme le territoire  
usivement régis  
une partie de ces  
ar des étrangers.

es.

es effets princie-  
e présenter aux  
on.  
ette de la souve-  
ette dette sacrée

raient pas le but  
texte du silence,  
ce de la loi, ils  
des juges avant  
peuvent prévoir  
aux juges. L'ad-  
donc perpétuel-  
s'abstenait de  
testation qui lui  
ir une loi.

r sur les cas qui  
es accidents, les  
res, ne sauraient

« Dans les choses même qui méritent de fixer la sollicitude du législateur, il est impossible de tout fixer par des règles précises. C'est une sage prévoyance de penser qu'on ne peut tout prévoir.

« De plus, on peut prévoir une loi à faire, sans croire devoir la précipiter. Les lois doivent être préparées avec une sage lenteur. Les États ne meurent pas, et il n'est pas expédient de faire tous les jours de nouvelles lois.

« Il est donc nécessairement une foule de circonstances dans lesquelles un juge se trouve sans loi. Il faut donc laisser alors au juge la faculté de suppléer à la loi par les lumières naturelles de la droiture et du bon sens. Rien ne serait plus puéril que de vouloir prendre des précautions suffisantes pour qu'un juge n'eût jamais qu'un texte précis à appliquer. Pour prévenir les jugements arbitraires, on exposerait la société à mille jugements iniques, et, ce qui est pis, on l'exposerait à ne pouvoir plus se faire rendre justice; et avec la folle idée de décider tous les cas, on ferait de la législation un dédale immense dans lequel la mémoire et la raison se perdraient également.

« Quand la loi se tait, la raison naturelle parle encore: si la prévoyance des législateurs est limitée, la nature est infinie; elle s'applique à tout ce qui peut intéresser les hommes: pourquoi voudrait-on méconnaître les ressources qu'elle nous offre?

« Nous raisonnons comme si les législateurs étaient des dieux, et comme si les juges n'étaient pas même des hommes.

« De tous les temps, on a dit que l'équité était le supplément des lois. Or qu'ont voulu dire les jurisconsultes romains quand ils ont ainsi parlé de l'équité?

« Le mot *équité* est susceptible de diverses acceptions. Quelquefois il ne désigne que la volonté constante d'être juste, et dans ce sens il n'exprime qu'une vertu; dans d'autres occasions, le mot *équité* désigne une certaine aptitude ou disposition d'esprit qui distingue le juge éclairé de celui qui ne l'est pas ou qui l'est moins. Alors l'équité n'est, dans le magistrat, que le coup d'œil d'une raison exercée par l'observation et dirigée par l'expérience. Mais tout cela n'est relatif qu'à l'équité morale, et non à cette équité judiciaire dont les jurisconsultes romains se sont occupés, et qui peut être définie un retour à la loi naturelle, dans le silence, l'obscurité ou l'insuffisance des lois positives.

« C'est cette *équité* qui est le vrai supplément de la législation, et sans laquelle le ministère du juge, dans le plus grand nombre des cas, deviendrait impossible.

« Car il est rare qu'il naisse des contestations sur l'application d'un texte précis: c'est toujours parce que la loi est obscure ou insuffisante, ou même parce qu'elle se tait, qu'il y a matière à litige. Il faut donc que le juge ne s'arrête jamais. Une question de propriété ne peut demeurer indécise. Le pouvoir du juge n'est pas toujours dirigé dans son exercice par des préceptes formels; il l'est par des maximes, par des usages, par des exemples, par la doctrine. Aussi le vertueux chancelier d'Aguesseau disait très-bien que le temple de la justice n'était pas moins consacré à la science qu'aux lois, et que la véritable doctrine, qui consiste dans la connaissance de l'esprit des lois, est supérieure à la connaissance des lois mêmes.

« Pour que les affaires de la société puissent marcher, il faut donc que le juge ait le droit d'interpréter les lois et d'y suppléer. Il ne peut y avoir d'exception à ces règles que pour les matières criminelles; et encore, dans ces matières, le juge choisit le parti le plus doux si la loi est obscure

« et moins de soixante, le  
« surmément avoir survécu, s'il  
« la différence qui existe  
« Si ceux qui ont péri  
« présomption de survie  
« succession dans l'ordre  
« admise; ainsi le plus j  
« survécu au plus âgé. »  
Art. 6. « La loi règle l'or  
« les héritiers légitimes;  
« passent aux enfants na  
« survivant; et s'il n'y en  
Art. 7. « Les héritiers  
« plein droit des biens,  
« font, sous l'obligation  
« charges de la succession  
« l'époux survivant et la  
« faire envoyer en posse  
« les formes qui seront d

#### CHAPITRE

##### *Des qualités requises*

Art. 8. « Pour succéder  
« exister à l'instant de l'ou  
« Ainsi sont incapables  
« 1° Celui qui n'est pas  
« 2° L'enfant qui n'est p  
« 3° L'individu mort civ  
Art. 9. « Un étranger n'e  
« biens que son parent ét  
« sède dans le territoire  
« dans les cas et de la ma  
« succède à son parent po  
« le pays de cet étranger,  
« article 5 du titre de la jouis  
« des droits civils. »  
Art. 10. « Sont indignes  
« tels exclus des successio  
« 1° Celui qui serait  
« donné ou tenté de donn

soixante ans, le  
urvécu.  
uinze ans, et les  
emiers sont pré-

lus de quinze ans  
est toujours pré-  
galité d'âge, ou si  
le pas une année.  
à même sexe, la  
ne ouverture à la  
nature doit être  
st présumé avoir

se succéder entre  
défaut, les biens  
ensuite à l'époux  
à la République. »  
es sont saisis de  
et actions du dé-  
uiter toutes les  
enfants naturels,  
lique doivent se  
par justice, dans  
nées. »

succéder.

et nécessairement  
de la succession.  
succéder :  
conçu ;  
viable ;  
t. »

is à succéder aux  
ou Français pos-  
République, que  
lont un Français  
t des biens dans  
rmmément à l'ar-  
et de la privation

ccéder et comme

ané pour avoir  
mort au défunt ;  
e défunt une ac-  
cieuse ;  
ruit du meurtre  
ncé à la justice.  
nciation ne peut  
descendants du  
gne directe, ni à  
à ses frères ou  
tes, ni à ses ne-

succession pour  
rendre tous les  
eu la jouissance  
ssion. »

gne, venant à la  
le secours de la  
lus pour la faute  
peut, en aucun  
cette succession,  
x pères et mères  
»

cessions.

E.

les.

déférées aux des-

« cendants du défunt, à ses ascendants et à ses  
« parents collatéraux, dans l'ordre et suivant les  
« règles qui seront déterminés. »

Art. 15. « La loi ne considère ni la nature, ni  
« l'origine des biens pour en régler la succession. »

Art. 16. « Toute succession échue à des ascen-  
« dants ou à des collatéraux se divise en deux  
« parts égales ; l'une pour les parents de la ligne  
« paternelle, l'autre pour les parents de la ligne  
« maternelle. »

« Les parents utérins ou consanguins ne sont  
« pas exclus par les germains, mais ils ne pren-  
« nent part que dans leur ligne, sauf ce qui sera  
« dit ci-après à l'article 35. Les germains pren-  
« nent part dans les deux lignes. »

« Il ne se fait aucune dévolution d'une ligne  
« à l'autre que lorsqu'il ne se trouve aucun ascen-  
« dant ni collatéral de l'une des deux lignes. »

Art. 17. « Cette première division opérée entre  
« les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait  
« plus de division entre les diverses branches ;  
« mais la moitié dévolue à chaque ligne appar-  
« tient à l'héritier ou aux héritiers les plus  
« proches en degré, sauf le cas de la représenta-  
« tion, ainsi qu'il sera dit à la section II ci-après. »

Art. 18. « La proximité de parenté s'établit par  
« le nombre des générations ; chaque génération  
« s'appelle un *degré*. »

Art. 19. « La suite des degrés forme la ligne :  
« on appelle *ligne directe* la suite des degrés en-  
« tre personnes qui descendent l'une de l'autre ;  
« *ligne collatérale*, la suite des degrés entre per-  
« sonnes qui ne descendent pas les unes des  
« autres, mais qui descendent d'un auteur com-  
« mun. »

« On distingue la ligne directe en *ligne directe*  
« *descendante* et *ligne directe ascendante*. »

« La première est celle qui lie le chef avec ceux  
« qui descendent de lui ; la deuxième est celle  
« qui lie un individu avec ceux dont il descend. »

Art. 20. « En ligne directe, on compte autant  
« de degrés qu'il y a de générations entre les  
« personnes. Ainsi le fils est à l'égard du père  
« au premier degré, le petit-fils au second, et  
« réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard  
« des fils et petits-fils. »

Art. 21. « En ligne collatérale, les degrés se  
« composent par les générations, depuis l'un des  
« parents jusques et non compris l'auteur com-  
« mun, et depuis celui-ci jusqu'à leur parent. »

« Ainsi, deux frères sont au deuxième degré,  
« l'oncle et le neveu sont au troisième degré, les  
« cousins germains au quatrième, ainsi de suite. »

## SECTION II.

### De la représentation.

Art. 22. « La représentation est une fiction de  
« la loi, dont l'effet est de faire entrer les repré-  
« sentants dans la place, dans le degré et dans  
« les droits du représenté. »

Art. 23. « La représentation a lieu à l'infini  
« dans la ligne directe descendante. »

« Elle est admise dans tous les cas, soit que  
« les enfants du défunt concourent avec les des-  
« cendants d'un enfant prédécédé, soit que tous  
« les enfants du défunt étant morts avant lui, les  
« descendants desdits enfants se trouvent entre  
« eux en degrés égaux ou inégaux. »

Art. 24. « La représentation n'a pas lieu en fa-  
« veur des ascendants : le plus proche, dans cha-  
« cune des deux lignes, exclut toujours le plus  
« éloigné. »

Art. 25. « En ligne collatérale, la représenta-  
« tion est admise en faveur des enfants et des-

Art. 44. « Toute réclama  
« lorsqu'ils ont reçu, du vi  
« de leur mère, la moitié d  
« bué par les articles précé  
« expresse, de la part de le  
« leur intention est de rédu  
« la portion qu'ils lui ont a

« Dans le cas où cette po  
« à la moitié de ce qui dev  
« naturel, il ne pourra récl

« ment nécessaire pour par  
Art. 45. « Les disposition  
« ne sont pas applicables a  
« ou incestueux.

« La loi ne leur accorde

Art. 46. « Ces aliments s  
« aux facultés du père ou d  
« et à la qualité des héritier

Art. 47. « Lorsque le père  
« adultérin ou incestueux b  
« un art mécanique, ou lo  
« aura assuré des aliments  
« fant ne pourra élever auc  
« leurs successions.

Art. 48. « La succession  
« cédée sans postérité est d  
« mère qui l'a reconnu, ou  
« deux, s'il a été reconnu p

Art. 49. « En cas de préc  
« de l'enfant naturel, les bi  
« retournent à ses frères ou  
« se retrouvent en nature d  
« actions en reprise, s'il en  
« ces biens aliénés, s'il est  
« également aux frères et s  
« les autres biens passent

#### SECTION

*Des droits du conjoint sui  
« bliqu*



es descendants  
s ont droit de  
du père ou de  
ouverte, et qui  
règles établies  
rts. »

ur est interdite  
leur père ou  
i leur est attri-  
vec déclaration  
e ou mère, que  
fant naturel à

rait inférieure  
enir à l'enfant  
ue le supplé-  
ite moitié. »  
rticles 40 et 41  
nts adultérins

aliments. »  
gés, eu égard  
re, au nombre  
nes. »  
ère de l'enfant  
fait apprendre  
l'un d'eux lui  
vivant, l'en-  
amation contre

ant naturel dé-  
u père ou à la  
oitié à tous les  
et par l'autre. »  
s père et mère  
l en avait reçus  
légitimes, s'ils  
succession; les  
ou le prix de  
dû, retournent  
légitimes. Tous  
res naturels. »

#### *et de la Répu-*

isse ni parents  
naturels, les  
ent au conjoint

survivant, la  
lique. »

et l'adminis-  
tent droit à la  
poser les scel-  
ans les formes  
s successions

l'envoi en pos-  
sistance dans  
st ouverte : le  
mandé qu'après  
ns les formes  
e commissaire

l'encre tenu  
le donner cau-  
la restitution.  
éritiers du de-  
ans; après ce

administration  
as rempli les  
ivement pres-

« crites, pourront être condamnés aux dommages  
« et intérêts des héritiers, s'il s'en représente. »

Art. 56. « Les dispositions des articles 52, 53,  
« 54 et 55 sont communes aux enfants naturels  
« appelés à défaut de parents. »

#### CHAPITRE V.

#### *De l'acceptation et de la répudiation des suc- cessions.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De l'acceptation.*

Art. 57. « Une succession peut être acceptée  
« purement et simplement, ou sous bénéfice d'in-  
« ventaire. »

Art. 58. « Nul n'est tenu d'accepter une succes-  
« sion qui lui est échue. »

Art. 59. « Ceux qui ne sont pas capables de  
« s'obliger ne peuvent pas valablement accepter  
« une succession. »

Art. 60. « L'effet de l'acceptation remonte au  
« jour de l'ouverture de la succession. »

Art. 61. « L'acceptation peut être expresse ou ta-  
« cite : elle est expresse quand on prend le titre  
« ou la qualité d'héritier dans un acte authen-  
« tique ou privé; elle est tacite, quand l'héritier  
« fait un acte qui suppose nécessairement son in-  
« tention d'accepter et qu'il n'aurait droit de  
« faire qu'en sa qualité d'héritier. »

Art. 62. « Les actes purement conservatoires,  
« de surveillance et d'administration provisoire,  
« ne sont pas des actes d'addition d'hérédité si  
« l'on n'y a pas pris le titre et la qualité d'hé-  
« ritier. »

Art. 63. « La donation, vente ou transport que  
« fait de ses droits successifs un des cohéritiers,  
« soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers,  
« soit à quelques-uns d'eux, emporte de sa part  
« acceptation de la succession.

« Il en est de même : 1° de la renonciation,  
« même gratuite, que fait un des héritiers au  
« profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers;  
« 2° De la renonciation qu'il fait, même au  
« profit de tous ses cohéritiers indistinctement,  
« lorsqu'il reçoit le prix de sa renonciation. »

Art. 64. « Lorsque celui à qui une succession  
« est échue est décédé sans l'avoir répudiée ou  
« sans l'avoir acceptée expressément ou tacite-  
« ment, ses héritiers peuvent l'accepter ou la ré-  
« pudier de son chef. »

Art. 65. « Si ces héritiers ne sont pas d'accord  
« pour accepter ou pour répudier la succession,  
« elle doit être acceptée sous bénéfice d'inven-  
« taire. »

Art. 66. « Le majeur ne peut attaquer l'accep-  
« tation expresse ou tacite qu'il a faite d'une suc-  
« cession, que dans le cas où cette acceptation au-  
« rait été la suite d'un dol pratiqué envers lui ;  
« il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lé-  
« sion, excepté seulement dans le cas où la suc-  
« cession se trouverait absorbée ou diminuée de  
« plus de moitié par la découverte d'un testa-  
« ment inconnu au moment de l'acceptation. »

#### SECTION II.

##### *De la renonciation aux successions.*

Art. 67. « La renonciation à une succession ne  
« se présume pas : elle ne peut plus être faite  
« qu'au greffe du tribunal de première instance  
« dans l'arrondissement duquel la succession  
« s'est ouverte, sur un registre particulier tenu à  
« cet effet. »

Art. 68. « L'héritier qui renonce est censé  
« n'avoir jamais été héritier. »

Art. 90. « Il est tenu, si  
« personnes intéressées l'  
« tion bonne et solvable  
« compris dans l'inventai  
« prix des immeubles non  
« hypothécaires.

« Faute par lui de fou  
« meubles sont vendus; e  
« portion non déléguée d  
« sont déposés pour être  
« charges de la successio

Art. 91. « S'il y a de  
« l'héritier bénéficiaire ne  
« l'ordre et de la manière

« S'il n'y a pas de créar  
« les créanciers et les lég  
« présentent. »

Art. 92. « Les créancier  
« se présentent qu'après  
« et le paiement du reliq  
« exercer que contre les l

« Dans l'un et l'autre  
« crit par le laps de trois  
« de l'apurement du com  
« reliquat. »

Art. 93. « Les frais d'in  
« en a été apposé, et de c  
« de la succession.

#### SECTION

##### *Des successio*

Art. 94. « Lorsqu'après  
« pour faire inventaire et  
« présente personne qui r  
« qu'il n'y a pas d'héritier  
« ritiers connus y ont re  
« est réputée vacante. »

Art. 95. « Le tribunal  
« dans l'arrondissement  
« nomme un curateur su  
« sonnes intéressées, ou su  
« missaire du Gouvernem

Art. 96. « Le curateur à  
« est tenu, avant tout, d'  
« par un inventaire; il er  
« droits; il répond aux d

nciers ou autres  
de donner cau-  
eur du mobilier  
la portion du  
e aux créanciers

lte caution, les  
rix, ainsi que la  
des immeubles,  
s à l'acquit des

ciers opposants,  
payer que dans  
par le juge.  
opposants, il paie  
mesure qu'ils se

pposants qui ne  
ient du compte  
nt de recours à  
s.

recours se pres-  
compter du jour  
lu paiement du

, de scellés, s'il  
sont à la charge

tes.

tion des délais  
libérer, il ne se  
une succession,  
, ou que les hé-  
ette succession

emière instance  
lle est ouverte,  
mande des per-  
quisition du com-

cession vacante  
constater l'état  
et poursuit les  
formées contre  
de faire verser  
s la succession,  
nt du prix des  
dans la caisse  
e, pour la con-  
arge de rendre

a section III sur  
mode d'admi-  
endre de la part  
u surplus, com-  
on vacante. »

orts.

sa forme.

contraint à de-  
e partage peut  
nt prohibitions

le suspendre le  
; cette conven-  
là de cinq ans,

emandé, même  
it joui séparé-

« ment de partie des biens de la succession, s'ils  
« n'y a eu un acte de partage ou possession  
« suffisante pour acquérir la prescription. »

Art. 100. « L'action en partage à l'égard des  
« cohéritiers mineurs ou interdits peut être exer-  
« cée par leurs tuteurs spécialement autorisés  
« par un conseil de famille.

« A l'égard des cohéritiers absents, l'action  
« appartient aux parents envoyés en possession. »

Art. 101. « Le mari peut, sans le concours de  
« sa femme, provoquer le partage des objets meu-  
« bles ou immeubles à elle échus, qui tombent  
« dans la communauté. A l'égard des objets qui  
« ne tombent pas en communauté, le mari ne  
« peut en provoquer le partage sans le concours  
« de sa femme; il peut seulement, s'il a le droit  
« de jouir de ces biens, demander un partage pro-  
« visionnel.

« Les cohéritiers de la femme ne peuvent pro-  
« voquer le partage définitif qu'en mettant en  
« cause le mari et la femme. »

Art. 102. « Si tous les héritiers sont présents et  
« majeurs, l'apposition des scellés sur les effets de  
« la succession n'est pas nécessaire, et le par-  
« tage peut être fait dans la forme et par tel acte  
« que les parties intéressées jugent convenable.

« Si tous les héritiers ne sont pas présents, s'il  
« y a parmi eux des mineurs ou des interdits, le  
« scellé doit être apposé dans le plus bref délai,  
« soit à la requête des héritiers, soit à la dili-  
« gence du commissaire du Gouvernement près  
« le tribunal de première instance, soit d'office  
« par le juge de paix dans l'arrondissement du-  
« quel la succession est ouverte. »

Art. 103. « Les créanciers peuvent aussi re-  
« quérir l'apposition des scellés en vertu d'un  
« titre exécutoire ou d'une permission du juge. »

Art. 104. « Lorsque le scellé a été apposé, tous  
« créanciers peuvent y former opposition, en-  
« core qu'ils n'aient ni titre exécutoire, ni per-  
« mission du juge.

« Les formalités pour la levée des scellés et la  
« confection de l'inventaire sont réglées par le  
« Code judiciaire. »

Art. 105. « Si l'un des cohéritiers refuse de  
« consentir au partage, ou s'il s'élève des contes-  
« tations soit sur le mode d'y procéder, soit sur  
« la manière de le terminer, il en est référé au  
« tribunal, qui prononce sur la difficulté, ou qui  
« commet, s'il y a lieu, un des juges pour les  
« opérations du partage »

Art. 106. « L'action en partage et les contes-  
« tations qui s'élèvent dans le cours des opéra-  
« tions sont soumises au tribunal du lieu de l'ou-  
« verture de la succession.

« C'est devant ce tribunal qu'il est procédé aux  
« licitations, et que doivent être portées les de-  
« mandes relatives à la garantie des lots entre  
« copartageants et celle en rescision du partage. »

Art. 107. « L'estimation des immeubles est faite  
« par experts choisis par les parties intéressées,  
« ou, à leur refus, nommés d'office.

« Le procès-verbal des experts doit présenter  
« les bases de l'estimation; il doit indiquer si l'ob-  
« jet estimé peut être commodément partagé, de  
« quelle manière; fixer enfin, en cas de division,  
« chacune des parts qu'on peut en former et leur  
« valeur. »

Art. 108. « L'estimation des meubles, s'il n'y a  
« pas eu de prise faite dans un inventaire régu-  
« lier, doit être faite par gens à ce connaissant,  
« et à juste prix. »

Art. 109. « Chacun des cohéritiers peut deman-  
« der sa part en nature des meubles et immeubles



père, dans le cas où il  
cession. »

Art. 132. « Les dons et  
d'un époux successible  
dispense du rapport.

« Si les dons et legs sont  
deux époux, dont l'un s  
sible, celui-ci en rapport  
sont faits à l'époux succ  
en entier. »

Art. 133. « Le rapport ne  
sion du donateur. »

Art. 134. « Le rapport e  
employé pour l'établisse  
tiers, ou pour le paiement

Art. 135. « Les frais de  
d'éducation, d'apprentis  
naires d'équipement, cet  
d'usage, ne doivent pas

Art. 136. « Il en est de  
l'héritier a pu retirer de  
avec le défunt, si ces co  
taient aucun avantage  
faites. »

Art. 137. « Pareillement  
port pour les association  
entre le défunt et l'un d  
les conditions en ont ét  
authentique. »

Art. 138. « L'immeuble q  
et sans la faute du dona  
rapport. »

Art. 139. « Les fruits et  
suj. ttes à rapport ne  
du jour de l'ouverture d

Art. 140. « Le rappor  
cohéritier à son cohéri  
aux légataires ni aux c  
sion. »

Art. 141. « Le rapport se  
moins prenant. »

Art. 142. « Il peut être  
gard des immeubles, to  
meuble donné n'a pas  
taire, et qu'il n'y a l

épudié sa suc-  
ts au conjoint  
utés faits avec

onjointement à  
t est succes-  
tié; si les dons  
il les rapporte

qu'à la succes-

ce qui a été  
n des cohéri-  
dettes. »

e, d'entretien,  
s frais ordi-  
naires et présents

es profits que  
tions passées  
is ne présen-  
elles ont été

as dû de rap-  
sans fraude,  
itiers, lorsque  
par un acte

ar cas fortuit,  
st pas sujet à

êts des choses  
qu'à compter  
ession. »

ù que par le  
n'est pas dû  
de la succes-

nature ou en

nature à l'é-  
fois que l'im-  
par le dona-  
la succession  
leur et bonté,  
s à peu près

qu'en moins  
né l'immeuble  
; il est dû de  
de l'ouver-

doit être tenu  
nses qui ont  
dont sa valeur  
partage. »

et tenu compte  
ssaires qu'il a  
chose, encore  
fonds. »

côté, doit tenir  
riorations qui  
uble par son

meuble a été  
éliorations ou  
r doivent être  
s articles pré-

fait en nature,  
isse de la suc-  
utes charges  
les créanciers

« ayant hypothèque peuvent intervenir au par-  
« tage, pour s'opposer à ce que le rapport se fasse  
« en fraude de leurs droits. »

Art. 149. « Lorsque le don d'un immeuble, fait  
« à un successible avec dispense du rapport,  
« excède la portion disponible, le rapport de  
« l'excédant se fait en nature, si le retranche-  
« ment de cet excédant peut s'opérer commodé-  
« ment. »

« Dans le cas contraire, si l'excédant est de  
« plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le  
« donataire doit rapporter l'immeuble en totalité,  
« sauf à prélever sur la masse la valeur de la  
« portion disponible : si cette portion excède la  
« moitié de la valeur de l'immeuble, le dona-  
« taire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf  
« à moins prendre et récompenser ses cohéritiers  
« en argent ou autrement. »

Art. 150. « Le cohéritier qui fait le rapport en  
« nature d'un immeuble peut en retenir la pos-  
« session jusqu'au remboursement effectif des  
« sommes qui lui sont dues pour impenses ou  
« améliorations. »

Art. 151. « Le rapport du mobilier ne se fait  
« qu'en moins prenant. »

« Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier,  
« lors de la donation, d'après l'état estimatif an-  
« nexé à l'acte; et à défaut de cet état, d'après  
« une estimation par experts. »

Art. 152. « Le rapport de l'argent donné se fait  
« en moins prenant dans le numéraire de la suc-  
« cession. »

« En cas d'insuffisance, le donataire peut se  
« dispenser de rapporter du numéraire, en aban-  
« donnant, jusqu'à due concurrence, du mobi-  
« lier; et à défaut de mobilier, des immeubles  
« de la succession. »

### SECTION III.

#### *Du paiement des dettes.*

Art. 153. « Les cohéritiers contribuent entre eux  
« au paiement des dettes et charges de la succes-  
« sion, chacun dans la proportion qu'il y prend. »

Art. 154. « Le légataire à titre universel con-  
« tribue avec les héritiers au prorata de son émo-  
« lument; mais le légataire particulier n'est pas  
« tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'ac-  
« tion hypothécaire sur l'immeuble légué. »

Art. 155. « Lorsque des immeubles d'une succes-  
« sion sont grevés de rentes par hypothèque spé-  
« ciale, chacun des cohéritiers peut exiger que les  
« rentes soient remboursées et les immeubles  
« rendus libres avant qu'il soit procédé à la for-  
« mation des lots : si les cohéritiers partagent la  
« succession dans l'état où elle se trouve, l'im-  
« meuble grevé doit être estimé au même taux  
« que les autres immeubles; il est fait déduction  
« du capital de la rente sur le prix total; l'héri-  
« tier dans le lot duquel tombe cet immeuble  
« demeure seul chargé du service de la rente, et  
« il doit en garantir ses cohéritiers. »

Art. 156. « Les héritiers sont tenus des dettes et  
« charges de la succession, personnellement pour  
« leur part et portion virile, et hypothécairement  
« pour le tout, sauf leur recours soit contre leurs  
« cohéritiers, soit contre les légataires universels,  
« à raison de la part pour laquelle ils doivent y  
« contribuer. »

Art. 157. « Le légataire particulier qui a ac-  
« quitté la dette dont l'immeuble légué était  
« grevé, demeure subrogé aux droits du créancier  
« contre les héritiers et successeurs à titre uni-  
« versel. »

Art. 158. « Le cohéritier ou successeur à titre

que parce que des infirmités que cet état ne leur convient p

Le Tribunat a proposé, en s  
*penser l'oncle, vis-à-vis de so  
préalables exigés de l'adoptant*

Mais outre que cette propositi  
aux principes adoptés par le  
craindre que l'adoption pratiq  
veu, sans la condition qui la  
devint qu'un moyen mal dégu  
tres neveux ou nièces de la pe  
raient à la succession de leur c

La section pense que les d  
proposés doivent être rejetés.

Le conseil persiste dans sa  
ration.

Le titre est adopté ainsi qu'i

## CHAPITRE PREM

### *De l'adoption*

#### SECTION PREMIÈ

##### *De l'adoption et de sa*

Art. 1<sup>er</sup>. « L'adoption n'es  
• personnes de l'un ou de l'aut  
• plus de cinquante ans, qui n'  
• de l'adoption, ni enfants, ni  
• times, et qui auront au mo  
• plus que les individus qu'el  
• d'adopter. »

Art. 2. « Nul ne peut être ad  
• si ce n'est par deux époux.

• Hors le cas de l'article 24 c  
• ne peut adopter qu'avec le  
• l'autre conjoint. »

Art. 3. « La faculté d'adopt  
• exercée qu'envers l'individu  
• dans sa minorité et pendant  
• fourni des secours et donné de  
• rompus, ou envers celui qui a  
• à l'adoptant, soit dans un c  
• retirant des flammes ou des f

• Il suffira, dans ce deuxièm  
• tant soit majeur, plus âgé c  
• enfants ni descendants légi  
• marié, que son conjoint conse

avertis  
de dis-  
s soins

ontraire  
serait à  
un ne-  
ble, ne  
er d'au-  
ils au-

ements  
délibé-

qu'aux  
gées de  
époque  
ts légi-  
ans de  
oseront

usieurs,  
l époux  
ient de

ra être  
n aura,  
moins,  
n inter-  
é la vie  
it en le

l'adop-  
té, sans  
s'il est  
ption. »  
un cas,  
Si l'a-  
ou l'un  
quième  
nsente-  
et mère,  
e vingt-

l'adop-  
propre

le natu-  
nmoins  
l'adopté

idividu;  
arraient

tant, et  
joint de

rtinuera  
nère, de  
erminés  
amune à  
re. »  
droit de  
s de l'a-

« adoptant ; mais il aura, sur la succession de l'a-  
« adoptant, les mêmes droits que ceux qu'y aurait  
« l'enfant né en mariage, même quand il y aurait  
« d'autres enfants de cette dernière qualité nés  
« depuis l'adoption. »

Art. 9. « Si l'adopté meurt sans descendants lé-  
« gitimes, les choses données par l'adoptant ou  
« recueillies dans sa succession, et qui existeront  
« en nature lors du décès de l'adopté, retourne-  
« ront à l'adoptant ou à ses descendants, à la  
« charge de contribuer aux dettes et sans préju-  
« dice des droits des tiers.

« Le surplus des biens de l'adopté appartiendra  
« à ses propres parents ; et ceux-ci excluront tou-  
« jours, pour les objets même spécifiés au présent  
« article, tous héritiers de l'adoptant autres que  
« ses descendants. »

Art. 10. « Si, du vivant de l'adoptant, et après  
« le décès de l'adopté, les enfants ou descendants  
« laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans  
« postérité, l'adoptant succéderait aux choses par  
« lui données, comme il est dit en l'article précé-  
« dent ; mais ce droit sera inhérent à la personne  
« de l'adoptant, et non transmissible à ses héri-  
« tiers, même en ligne descendante. »

## SECTION II.

*Des formes de l'adoption.*

Art. 11. « La personne qui se proposera d'adop-  
« ter et celle qui voudra être adoptée se présen-  
« teront devant le juge de paix du domicile de  
« l'adoptant, pour y passer acte de leurs consen-  
« tements respectifs. »

Art. 12. « Une expédition de cet acte sera re-  
« mise dans les dix jours suivants, par la partie  
« la plus diligente, au commissaire du Gouverne-  
« ment près le tribunal de première instance dans  
« le ressort duquel se trouvera le domicile de  
« l'adoptant, pour être soumise à l'homologation  
« de ce tribunal. »

Art. 13. « Le tribunal, réuni en la chambre du  
« conseil, et après s'être procuré ses renseigne-  
« ments convenables, vérifiera : 1° si toutes les  
« conditions de la loi sont remplies ; 2° si la per-  
« sonne qui se propose d'adopter jouit d'une  
« bonne réputation. »

Art. 14. « Après avoir entendu le commissaire  
« du Gouvernement, et sans aucune autre forme  
« de procédure, le tribunal prononcera, sans  
« énoncer de motifs, en ces termes : *Il y a lieu,*  
« ou *il n'y a pas lieu à l'adoption.* »

Art. 15. « Dans le mois qui suivra le jugement  
« du tribunal de première instance, ce jugement  
« sera, sur les poursuites de la partie la plus di-  
« ligente, soumis au tribunal d'appel, qui ins-  
« truira dans les mêmes formes que le tribunal  
« de première instance, et prononcera sans énon-  
« cer de motifs : *Le jugement est confirmé,* ou *le*  
« *jugement est réformé ; et, en conséquence, il y*  
« *a lieu, ou il n'y a pas lieu à l'adoption.* »

Art. 16. « Tout jugement du tribunal d'appel  
« qui admettra une adoption sera prononcé à  
« l'audience, et affiché en tels lieux et en tel  
« nombre d'exemplaires que le tribunal jugera  
« convenable. »

Art. 17. « Dans les trois mois qui suivront ce  
« jugement, l'adoption sera inscrite, à la réquisi-  
« tion de l'une ou de l'autre des parties, sur le  
« registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera  
« domicilié.

« Cette inscription n'aura lieu que sur le vu  
« d'une expédition en forme du jugement du tri-  
« bunal d'appel ; et l'adoption restera sans effet,  
« si elle n'a été inscrite dans ce délai. »

« plus qu'après le paiement :  
« legs particuliers. »

Art. 31. « Dans tous les cas  
« expressément déclaré qu'il  
« soit acquitté de préférence au  
« fèrence aura lieu. même au  
« réservé par l'article précé  
« titre universel. »

Art. 32. « Le donataire rest  
« ce qui excédera la portion di  
« du décès du donateur. si la  
« tion a été faite dans l'année,  
« demande. »

Art. 33. « Les immeubles q  
« la succession par l'effet de  
« viendront sans charge de de  
« créées par le donataire. »

Art. 34. « L'action en rédu  
« tion pourra être exercée par  
« les tiers détenteurs des imm  
« tie de la donation et alién  
« de la même manière et dans  
« contre le donataire lui-mê  
« préalablement faite de ses  
« doit être exercée suivant l  
« aliénations, en commençant  
« cente. »

L'article 22 est adopté.

L'article 23 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Préau**  
de cet article est de régler les  
tabilité, en décidant que la ré  
tion ne peut être demandée  
donateur, ni le donataire obl  
fruits.

Le citoyen **Treillard** pro  
l'article, en ajoutant à l'articl  
donation n'est réductible qu'à  
succession.

Cette proposition est adoptée.

L'article 24 est discuté.

Le consul **Lebrun** dema  
de cet article ; l'article 22 le r  
en effet. d'avoir décidé que  
rait en proportion des droits c

tous les  
eur aura  
tel legs  
ette pré-  
du quart  
gataire à

fruits de  
compter  
le réduc-  
our de la

ont dans  
on, y re-  
othèques

vendica-  
ers entre  
ant par-  
onataire,  
ordre que  
iscussion  
te action  
lates des  
plus ré-

ue l'objet  
la réduc-  
la dona-  
a vie du  
porter les

upprimer  
nt que la  
ire de la

oppression  
. Il suffit,  
on se fe-

rticle est  
écédents  
et sur la

est utile  
ux dona-  
ire qu'ils

te que les  
ement les  
rapport,  
ière non  
ourraient

peuvent  
transmis  
; peuvent  
ort, s'ils  
tion for-  
lle-même  
constant.  
reste des

sur les  
peuvent  
es dettes.  
érité les

biens du défunt ne consistent que dans ce qui reste, les dettes payées, et que les héritiers n'ont droit qu'aux biens qui composent la succession, prélèvement fait des dettes; mais que le bien aliéné par une donation entre-vifs n'est plus dans la succession. Les créanciers hypothécaires antérieurs à la donation, et qui ont rempli les formalités nécessaires pour conserver leurs droits, peuvent répéter leur créance sur les biens donnés, non comme les trouvant dans la succession, mais parce qu'ils sont grevés d'une hypothèque à leur profit. Au contraire, les créanciers postérieurs à la donation, ou qui, étant antérieurs, ne sont cependant que chirographaires, n'ont aucun droit sur les biens donnés; car, d'un côté, ces biens ne sont pas hypothécairement affectés à leur créance; de l'autre, la réductibilité de la donation n'est pas établie en leur faveur; elle n'existe que pour les enfants, et ne peut profiter qu'à ceux pour l'intérêt desquels elle existe. Il est si peu dans l'intention de la loi d'en faire profiter les créanciers, que s'il n'y avait d'enfant que le donataire, ou que la donation fût faite à un étranger, les créanciers ne pourraient en demander la réduction.

Le **Premier Consul** demande comment on règle, dans ce cas, la légitime. Par exemple, un père qui avait un patrimoine de 100,000 fr. a fait à l'un de ses enfants une donation de 50,000 fr., et laisse 25,000 fr. de dettes, comment opère-t-on pour fixer la légitime?

Le citoyen **Treillard** répond qu'on ajoute les 25,000 fr. qui demeurent libres après le paiement des dettes, aux 50,000 fr. donnés, et que la légitime est fixée à raison d'un actif de 75,000 fr.

Le **Premier Consul** suppose que le défunt ait laissé plus de dettes que de biens. Ses enfants reprennent leur légitime sur une donation antérieurement faite à l'un de leurs frères; il semble juste que ce qu'ils retirent par ce moyen soit passible des dettes du père, car la légitime ne peut se prendre que sur les biens de la succession; or il n'y a de biens qu'après le paiement des dettes.

Le consul **Cambacérés** dit que les créanciers du donateur n'ont aucun droit à exercer sur les biens donnés, attendu que ces biens ont été mis hors des mains de leur débiteur; l'exception faite en faveur des enfants, pour leur assurer une légitime, n'appartient qu'à eux seuls et ne change point l'état des créanciers.

Le citoyen **Réal** dit qu'à la vérité l'action en demande de légitime n'a été introduite qu'en faveur des enfants; mais l'enfant qui exerce cette action, fait nécessairement acte d'héritier: dès lors il est tenu de payer toutes les dettes; ainsi les biens qu'il n'aura demandés, qu'il n'aura obtenus qu'en conséquence du droit de légitime, deviendront médiatement le gage des créanciers de la succession, et tomberont dans leur main.

Que si l'on dit que l'enfant, pour exercer cette action se contentera de prendre la qualité d'héritier bénéficiaire, on ne fera que reculer la difficulté sans la résoudre: à la fin des délais accordés à l'héritier bénéficiaire, il faudra que celui-ci prenne un parti. Si, effrayé des charges, il renonce, le résultat de l'action qu'il aura exercée retombant dans la succession, appartiendra au créancier. S'il accepte, il devient héritier pur et simple, et doit tout payer.

Le citoyen **Bligny-Prémeneu** dit que celui qui a donné entre-vifs au delà de sa portion disponible, est contrevenu à la loi relativement à ses héritiers, non relativement à ses créanciers,

ment vrai qu'il n'y a point de succession dont l'actif est affecté. Mais ces principes ne reçoivent que dans les cas ordinaires contre l'exception établie par la loi pour les enfants. Dans le droit commun, le père peut dissiper et disposer librement. C'est donc par une exception que, si il a des enfants, la donation par lui faite à l'un d'eux est modifiée par la réduction. Or quelle est la portée de cette réduction ? Il remonte à la donation et s'identifie avec elle.

D'ailleurs, dans le système actuel, il faut admettre, ou que l'on force les enfants à demander la réduction, ou qu'il ne le peut pas. Si l'on dit qu'il ne le peut pas, comment concilier ce principe avec la liberté où se trouve le créancier ? Si l'on dit qu'il n'y a pas de créancier légitimaire, le créancier légitimaire ne peut être forcé à la réduction, il peut se refuser à la réduction.

L'action en réduction est donnée au créancier légitimaire, à la différence de l'action en réduction qui est une portion de la succession.

Le citoyen **Emmery** dit que le créancier légitimaire ne peut être admis comme droit de réduction, contrairement au droit actuel. Il a été permis aux créanciers légitimaux de demander la réduction sur toute la succession, même sur la portion légitime. Or, point de difficulté si l'on dit que le créancier légitimaire a le droit de demander une fraction de sa portion légitime. Or, point de difficulté si l'on dit, en effet, que la réduction n'est que la portion légitime des biens qui rentrent dans la succession, à moins que les biens qui rentrent dans la succession ne soient des dettes, il faut déclarer que la réduction n'est que la portion légitime des biens qui rentrent dans la succession.

Le citoyen **Bigot-Préaumont** dit que la réduction légitime a été regardée comme un droit de succession sociale : il a donc fallu prendre garde à la conserver aux enfants légitimes, sans blesser dans l'intérêt de la succession sociale.

dans toute les dettes. application n'puissants faveur des et, le père ses biens. s le cas où u profit de tion de la e privilège même de la

inant com- ncier peut uction, ou u'il en a le l'impossi- cer, quand ontraire, le nder la ré- profiter le

e personnel n légitime,

stème peut is qu'il est e. Toujours ndre ce qui même sur s biens re- e, ne soient L'article 18 posera des l'on veut s passibles qu'ils se-

que la lé- ant l'ordre oyens pro- dant on ne oit de pro- titre oné- per que des ence réglé, ée aux en- lu père; et uelle, que e faire des prend, à la , pour s'en réduction, ticulier, et

y trouvant e peut ré- ice en leur

estion peut bjets diffé-

oint de sa- l'action en la leur ac-

us à savoir tion contre ntre le do- ur débiteur, d'héritier; ntuellement qu'il est

accordé, ne peut devenir l'effet de la contrainte.

Ainsi, en analysant bien la discussion, l'article 25 peut être adopté, sauf à statuer sur un cas ultérieur indépendant de cet article; savoir, celui où l'enfant, ayant usé de son droit de réduction, prétendrait en retenir l'effet sans être tenu de payer les créanciers de son père.

Là, selon l'opinant, est le point de la difficulté, et sur lequel il ne peut partager l'opinion du citoyen *Portalis*; car il n'est pas possible de voir seulement l'enfant dans l'individu qui exerce ce droit, mais bien aussi l'héritier au moins légitimaire, et dès là obligé envers les créanciers. Inutilement a-t-on dit que l'action en réduction deviendrait par là illusoire; elle le deviendrait, sans doute, dans la supposition extrême où les dettes du défunt absorberaient toute la portion sujette à réduction; mais ce cas ne sera pas le plus fréquent.

En toute hypothèse, l'enfant fera son calcul. Si l'exercice de son droit doit lui devenir onéreux, il s'en abstiendra: mais s'il en use il ne doit en recueillir les avantages qu'avec les charges; et il faut ramener la législation à ce point, si elle y est contraire.

Le consul **Cambacérés** dit que le système proposé change sans utilité le droit existant. Pour justifier cette assertion, il suffit de connaître ce qui se pratique lors du retranchement des donations pour la légitime des enfants, et de rappeler les principes de la matière. Un père de famille meurt après avoir disposé de son vivant d'une partie de ses biens par des donations entre-vifs; que font les enfants qui lui survivent pour parvenir au règlement de la légitime? Ils procèdent à la composition du patrimoine, dans lequel ils font entrer, non-seulement les biens que le père a laissés en mourant, mais encore ceux qu'il avait précédemment donnés. Si les biens existants suffisent pour remplir les enfants de leur légitime, on les leur expédie, et tout est consommé; s'il y a insuffisance, on retranche ces donations, en commençant par la dernière. Dans le cas où le père ne laisserait aucun bien, la manière d'opérer est toujours la même. On voit que, dans les deux espèces, la donation semble perdre son caractère d'irrévocabilité, puisque les biens qui la composent sont ravis en tout ou en partie au donataire, pour servir à remplir les enfants de leur légitime. Le motif de la loi est que la légitime doit être considérée comme une dette sacrée, qu'il faut toujours acquitter sur ce qui se trouve exister de l'hoirie paternelle, *substantia paterna*, et que les dispositions à titre gratuit qu'un père ou une mère font contiennent toujours cette condition tacite du retranchement pour la légitime des enfants. Ce qui vient d'être dit, ajoute le Consul, est fondé sur la législation romaine, sur l'autorité des docteurs et sur les dispositions précises de l'ordonnance de 1731, aux articles 34 et 35: soit avant, soit depuis la publication de cette ordonnance, personne n'a pensé que les donations sujettes au retranchement pour la légitime fussent affectées au droit des créanciers; ceux-ci n'en ont aucun sur les biens qui sont mis hors de la main de leur débiteur; et il serait étrange de leur donner une action récursoire sur les enfants, puisque ceux-ci n'ont pris aucun engagement envers eux, et que le retranchement des donations qui leur est accordé est une sorte d'exorbitance du droit commun dont eux seuls doivent profiter.

Le **Premier Consul** dit que la loi semble autoriser la fraude, en décidant que, lorsqu'il y a



l'ancéantir? Le cas le plus de la réduction, est celui où vifs a excédé sa portion disponible rendra toujours ce que les libéralités de cette nature dépouille actuellement, et ce un indice que la donation est et dans la proportion de la part

Il est possible que, depuis le décès du père ait beaucoup d'enfants ne doivent exercer les biens qui restent, car si c'est la donation, la légitime deviendrait ce que le père possédait avant de donner.

Le système de la réduction du donataire, qui use sagement plus défavorable que celle qui abuse. Elle l'invite à donner et à consumer, car la réduction ne s'applique que si le donataire ne l'a pas conservée.

Cela sera surtout par rapport à la cause de mariage qu'on appelle dangereux de ne laisser au donataire une propriété incertaine.

L'opinant ne s'oppose point à ce qu'il soit adopté; mais il voudrait qu'il soit examiné de nouveau.

Le **Premier Consul** dit que ce n'était pas réductible, même si le père a excédé sa portion disponible, la donation qui donne une légitime n'est que d'apparence, elle est illusoire.

Le conseil décide :

1° Que l'action en réduction appartient aux enfants donataires;

2° Que les créanciers de la succession ne peuvent exercer leur action sur la légitime rendue au légitimaire.

La séance est levée.

Pour extrait

Le secrétaire général du

J. G.

SEANCE

du système  
cur entre-  
intérêt per-  
e, car, par  
onateur se  
deviendra  
bonne foi  
ponible.  
n, le patri-  
; alors les  
its que sur  
ait jusqu'à  
mesurée sur  
it où il a  
  
possession  
propriété,  
ire qui en  
en et à le  
faire per-  
  
uations à  
bien il est  
u'une pro-  
  
l'article 25  
icle 22 fût  
  
donation  
cas où le  
la disposi-  
its devien-  
  
ieu contre  
  
n peuvent  
la réduc-  
  
:  
l'État,  
  
LIQUE.  
  
e.  
le Premier  
saint-Jean-  
corps légis-  
projet de  
le civil, et  
séance du  
u l'exposé  
  
ance d'un  
nment sans  
oyen fran-  
illant que  
e vœux à  
garantis-  
e douce et  
ir la gloire  
e le même  
  
s grandes  
par la loi  
tie, et l'on  
vation des  
ndividuel,

bien plus encore que le maintien des droits poli-  
tiques, parce que ceux-ci ne peuvent s'exercer  
qu'à des distances plus ou moins éloignées, et que  
l'action de la loi civile se fait sentir tous les  
jours et à tous les instants.

« La loi sur la jouissance et la privation des  
droits civils offre donc un grand intérêt et mérite  
toute l'attention du législateur.

« Le projet qui vous est présenté contient deux  
chapitres : le premier, de la jouissance des droits  
civils; le deuxième, de la privation des droits  
civils. Celui-ci se divise en deux sections, parce  
que l'on peut être privé des droits civils, ou par  
la perte de la qualité de Français, ou par une  
suite des condamnations judiciaires.

« A quelles personnes sera donc accordée la  
jouissance des droits civils? On sent assez que  
tout Français a droit à cette jouissance; mais si  
le tableau de notre situation peut inspirer aux  
étrangers un vif désir d'en partager les douceurs,  
la loi civile ne doit certainement pas élever entre  
eux et nous des barrières qu'ils ne puissent pas  
franchir.

« Cependant cette communication facile, établie  
pour nous enrichir de la population et de l'indus-  
trie des autres nations, pourrait aussi quelquefois  
nous apporter leur écume : tout n'est pas toujours  
bénéfice dans un pareil commerce; et l'on ne  
trouve quelquefois que des germes de corruption  
et d'anarchie, où l'on avait droit d'espérer des  
principes de vie et de prospérité.

« Cette réflexion si naturelle vous explique  
déjà une grande partie des dispositions du projet.

« Tout Français jouit des droits civils; mais  
celui qui est né en France d'un étranger, celui  
né en pays étranger d'un Français, l'étranger  
qui épouse un Français, seront-ils aussi réputés  
Français? Voilà les premières questions qui se  
sont présentées; le projet les décide d'après les  
notions universellement reçues.

« La femme suit partout la condition de son  
mari; elle devient donc Française quand elle  
épouse un Français.

« Le fils a l'état de son père : il est donc Fran-  
çais quand son père est Français; peu importe le  
lieu où il est né, si son père n'a pas perdu sa  
qualité.

« Quant au fils de l'étranger qui reçoit acciden-  
tellement le jour en France, on ne peut pas dire  
qu'il ne naît pas étranger; mais ses premiers  
regards ont vu le sol français; c'est sur cette terre  
hospitalière qu'il a souri pour la première fois  
aux caresses maternelles, qu'il a senti ses pre-  
mières émotions, que se sont développés ses  
premiers sentiments. Les impressions de l'en-  
fance ne s'effacent jamais, tout lui retracera,  
dans le cours de la vie, ses premiers jeux, ses  
premiers plaisirs : pourquoi lui refuserait-on le  
droit de réclamer à sa majorité la qualité de Fran-  
çais, que tant et de si doux souvenirs pourront  
lui rendre chère? C'est un enfant adoptif qu'il  
ne faut pas repousser quand il promettra de se  
fixer en France, et qu'il y établira de fait son  
domicile; c'est la disposition de l'article 9 du  
projet.

« Si nous recevons l'étranger né en France,  
rejetterons-nous de notre sein celui qui sera né  
en pays étranger, mais d'un père qui aurait perdu  
la qualité de Français? Le traiterons-nous avec  
plus de rigueur que l'étranger né sur notre sol?  
Non, sans doute : c'est toujours du sang français  
qui coule dans ses veines; l'inconstance ou l'in-  
conduite du père n'en a pas tari la source; le  
souvenir de toute une famille n'est pas effacé

de s'assurer, par un juste suppression ou de la mod baine : on donna pour ac la mesure des traités comme il est la mesure particuliers.

« Mais depuis l'abolition baine de la part de la Frai qui n'avaient pas auparavant n'en est pas un seul qui a Ils n'avaient plus besoin d eux les Français à la jouis pour obtenir la même pa aussi ont-ils maintenu à ce çais, toute la sévérité de b qu'il est actuellement pro néral des peuples sollicite tière du droit d'aubaine, intérêt, établir une loi de seule elle peut amener le , désire.

« Est-il nécessaire actu aux autorités? *Montesqui* d'aubaine de droit *insens* dans la phrase qu'on cite, gne les droits de naufra qu'il appelle tous les deux y a cependant loin du dro qui, punissant le malheur lisquait les hommes et les vage par la tempête, au sur le principe (erroné moins nullement atroce) sive des droits civils en fa

« *Montesquieu*, d'ailleurs nation seule devait se hà elle la suppression absol quand ce droit était établi autres peuples? Il savait t

en fait de la  
droit d'au-  
l'intérêt est  
ernements,  
tions entre

droit d'au-  
les peuples  
avec elle, il  
législation.  
iciper chez  
rois civils  
en France ;  
re les Fran-  
n : en sorte  
l'intérêt gé-  
olution en-  
ce même  
, parce que  
it que l'on

répondre  
é le droit  
ontesquieu,  
même li-  
d'aubaine,  
insensés. Il  
le naufrage  
crime, con-  
sur le ri-  
aine fondé  
, mais du  
uces exclu-  
ionaux.  
du qu'une  
amer chez  
d'aubaine,  
u chez les  
e certaines  
ont pas bon-  
es nations,  
ul peuple,  
qu'il exis-  
conspira-

té jugé sé-  
désiraient  
nelura-t-on  
de sagesse  
ient le ré-  
t contraire  
nations à  
de leur sol-  
re commu-  
r des pro-  
esoin ?  
t militaire  
s peuples ;  
que grand  
né à l'état  
rait-il une  
ernement  
celles-ci,  
evrait être

me; et ce-  
tre dange-  
te maxime  
ind ennemi

l'abolition  
is de cette  
Assemblée  
rs recom-

manderont à la postérité, ne fut pas quelquefois jetée au delà d'une juste mesure par des idées philanthropiques que l'expérience ne pouvait pas encore régler? Et sans sortir de l'objet qui nous occupe, l'appel que l'Assemblée constituante fit aux autres nations a-t-il été entendu d'elles? En est-il une seule qui ait répondu? N'ont-elles pas, au contraire, conservé toutes leurs règles sur le droit d'aubaine? Concluons de là que si l'Assemblée constituante a voulu préparer l'abolition totale du droit d'aubaine, le plus sûr moyen de réaliser cette conception libérale, c'est d'admettre la règle de la réciprocité, qui peut amener un jour les autres peuples, par la considération de leurs intérêts, à consentir aussi l'abolition de ce droit.

« Ces motifs puissants ont déterminé la disposition du projet, qui n'assure en France, à l'étranger, que les mêmes droits civils accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle les étrangers appartiennent.

« Voilà la seule règle qu'on doit établir dans un Code civil; parce qu'en préparant pour l'avenir la suppression totale du droit d'aubaine, elle n'exclut d'ailleurs aucune des concessions particulières qui pourraient être dans la suite sollicitées par les circonstances et pour l'intérêt du peuple Français.

« Je ne crois pas devoir m'arrêter à quelques autres articles du premier chapitre; la simple lecture en fait sentir assez la sagesse ou la nécessité; et je passe au deuxième chapitre, *de la privation des droits civils*.

« On peut être privé des droits civils par la *perte de la qualité de Français* et par une *suite des condamnations judiciaires*: la première section de ce chapitre a pour objet la *perte de la qualité de Français*.

« Il serait superflu de rappeler qu'il ne s'agit pas ici de droits politiques et de la perte du titre de citoyen, mais du simple exercice des droits civils, droits acquis à un grand nombre de Français qui ne sont pas, qui ne peuvent pas être citoyens: ainsi toute cause qui prive du titre de citoyen ne doit pas nécessairement priver des droits civils et de la qualité de Français; cette qualité ne doit se perdre que par des causes qui supposent une renonciation à sa patrie.

« L'article 17 du projet en présente quatre: 1<sup>o</sup> la naturalisation acquise en pays étranger; 2<sup>o</sup> l'acceptation non autorisée, par le Gouvernement, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3<sup>o</sup> l'affiliation à toute corporation étrangère qui exigera des distinctions de naissance; 4<sup>o</sup> tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour. L'article 13 assigne une cinquième cause; c'est le mariage d'une Française avec un étranger. Enfin l'article 21 place au nombre des causes qui font perdre la qualité de Français, l'entrée, sans autorisation du Gouvernement, au service militaire de l'étranger, ou l'affiliation à une corporation militaire étrangère.

« Il est assez évident que dans tous ces cas, la qualité de Français ne peut plus se conserver: on ne peut pas avoir deux patries. Comment celui qui s'est fait naturaliser en pays étranger, celui qui a accepté du service ou des fonctions publiques chez une nation rivale, celui qui a abjuré le principe le plus sacré de notre pacte social en courant après des distinctions incompatibles avec l'égalité, celui enfin qui aurait abandonné la France sans retour, aurait-il pu conserver le titre de Français? Cependant, dans le nombre des causes qui détruisent cette qualité, on doit faire

ou s'il paraît dans cet inter-  
 ançanti; il meurt alors dans  
 ou s'il vit, et s'il est présen-  
 mence comme s'il n'avait p-

« Dans l'ancienne jurisprudence servilement au principe que le mort civil du jour de l'exécution rigoureuse de cet homme condamné après les crimes qu'il avait représentés, il était réputé innocent de cette exécution. Mais les contradictions et d'inconséquences de ce principe ! »

« L'époux condamné pour  
dans l'intervalle des cinq  
fallu, pour être conséquen  
légitimes, si leur père mou  
dans cet intervalle, et les  
leur père mourait après le  
représenté. Ainsi leur état  
fait évidemment étranger à

« Des successions pouvaient appartenir au condamné dans l'intervalle à qui appartenaient-elles ? à être héritier, s'il mourait dans les cinq ans ; il ne pouvait l'être, s'il mourait après les cinq ans. Ainsi, son droit, le droit de l'héritier, eût dû dépendre d'un fait, de l'expiration ou non de la prescription, qui, d'après les règles des successions, restait incertain ; et comme, au moment du décès, pouvait ne pas avoir expiré l'expiration des cinq ans, le droit du condamné, qui pouvait être héritier, ne pouvait pas se représenter, que se représenterait-il ? d'héritier dans la succession.

« La femme du condamné  
il eût fallu la déclarer ad-  
mourait ou se représenta  
elle eût dû être épouse. Le  
condamné de ne pas se rei-

• Voilà une partie des  
l'attachement trop scrupu  
commencer. même pour la  
vile au moment de l'exéci

Ces considérations, et

gement est  
le son état;  
ion recom-

s'attachait  
imencer la  
r une con-  
, si le con-  
sans s'être  
ent au mo-  
nbarras, de  
coulent de

des enfants  
aurait donc  
es enfants  
représentait  
légitimes, si  
sans s'être  
endre d'un  
ance.

ir au profit  
iq années :  
nné devait  
représentait  
re héritier,  
être repré-  
pelés après  
nent étran-  
re d'héritier  
à l'instant  
l'héritier à  
la volonté  
enter ou ne  
féré le titre  
e personne.  
e remarier ;  
e condamné  
cinq ans ;  
plaisait au

ue présente  
gle qui fait  
la mort ci-

utres qu'on  
règle diffé-  
e difficulté.  
e a cinq ans  
omparison  
son juge-  
able de ne  
es l'instant  
seulement  
ainsi s'éva-  
e contraire.  
u'à ce mo-  
x et père :  
mort civile.  
ntradiction  
tion par ef-  
i terme de  
mort civile.  
elle, serait  
sulte, dans  
pire suivie  
ant succes-  
morte et  
une incer-  
olentes at-  
s.  
e se trouve  
jugement  
ment toute

son exécution ; un tribunal suspend quelquefois cette exécution en tout ou en partie par des motifs très-légitimes : la loi peut, à plus forte raison, en maintenant pour l'exemple l'exécution par effigie au moment de la condamnation, reculer cependant l'époque de la mort civile à l'expiration des cinq ans donnés au contumax pour se représenter.

• Le condamné n'est encore qu'un absent ; ce terme arrivé, sa condamnation devient définitive et produit tout son effet.

• Le contumax peut néanmoins se représenter, même après le terme de cinq années. Quelques fortes présomptions que puisse élever contre lui sa longue absence, quoiqu'on ait droit de soupçonner qu'une comparution si tardive n'est due qu'à l'éloignement des témoins à charge, au dépérissement des preuves que le temps amène toujours après lui, à cet affaiblissement des premières impressions qui, disposant les esprits à l'indulgence et à la pitié, peut faire entrevoir au coupable son impunité, l'humanité ne permet cependant pas qu'on refuse d'entendre celui qui ne s'est pas défendu. Il sera jugé, il pourra être absous : il sera absous, mais il ne rentrera dans ses droits que pour l'avenir seulement, et à compter du jour où il aura paru en justice.

• Il pourra commencer une nouvelle vie, mais sans troubler l'état des familles ni contester les droits acquis pendant la durée de sa mort civile. Ainsi se trouveront conciliés les intérêts du contumax et les intérêts non moins précieux de toute la société.

• Voilà, citoyens législateurs, voilà les principaux motifs du projet de loi sur la *jouissance et la privation des droits civils*. Le Gouvernement pense que la discussion doit s'ouvrir le 17 de ce mois.

Le citoyen **Thibaudeau**, nommé par le Premier Consul, avec les citoyens *Français* et *Jollivet*, pour présenter au Corps législatif, dans sa séance du 9 ventôse, le projet de loi formant le titre II du projet de Code civil, et pour en soutenir la discussion dans sa séance du 20 du même mois, dépose sur le bureau l'exposé des motifs de ce projet.

Cet exposé est ainsi conçu :

« Citoyens législateurs,

• Le projet de loi que nous sommes chargés de vous présenter renferme beaucoup de dispositions qui peuvent d'abord paraître minutieuses ; cependant elles sont d'une grande importance, puisqu'elles ont pour objet de fixer l'état des individus : il s'agit ici de la base fondamentale de la société et de la constitution des familles. Nous n'analyserons point toutes ces dispositions ; il y en a beaucoup qu'il suffira de lire pour que leur utilité soit facilement sentie.

• Ce projet de loi contient six parties distinctes ; cette division était indiquée par la nature des choses.

Trois grandes époques constituent l'état des hommes, et sont la source de tous les droits civils : la naissance, le mariage et le décès.

« Lorsqu'un individu reçoit le jour, il y a deux choses qu'il importe de constater, le fait de la naissance et la filiation.

« Le mariage a pour but de perpétuer régulièrement l'espèce, et de distinguer les familles ; il faut donc des règles qui impriment à ce contrat un caractère uniforme et légal.

« La mort rompt les liens qui attachaient l'homme à la société : en cessant de vivre, il transmet ses droits.

• Les naissances, les mariages et les décès sont donc soumis à des règles qui leur sont particulières.

renseignements qui le leurs, le double qui des de chaque commune position.

« C'est d'après ces notes et parapher les au tribunal de première instance l'un des doubles au greffier à ce double les pièces dont la présentation au

« Il ne suffisait pas de quelle les registres de prescrire le dépôt ; il faut que les officiers civils responsables contre ceux qui se rendent coupables de contraventions ou de délits étrangers à la tenue des registres, de vérifier l'état et de punir les coupables, et réserver les droits des parties lésées.

« On doit, en effet, punir les contraventions qui sont la conséquence de la négligence, des délits criminels, tels que les contraventions. Les contraventions sont punies d'une amende qui ne doit pas être inférieure à 5 francs. Les délits sont punis de peines déterminées par le Code pénal de déterminer les peines.

« Le commissaire du tribunal de première instance doit dresser les registres lorsqu'ils sont déposés, et dresser un procès-verbal sommaire de la vérification et requiert la condamnation.

« Cette vérification doit être faite au tribunal, de rien que les registres ; ils doivent être vérifiés, leurs erreurs, omissions, leurs erreurs, il serait du plus grand intérêt de régulariser, il serait du plus grand intérêt de régulariser, aucune autorité ne peut régulariser les registres. L'allégation est un fait à prouver ; il faut que les registres aux quels l'erreur est due soient régularisés ; c'est la matière qui doit être régularisée ne peuvent en connaître comme on le verra au

d'ail-  
rchi-  
dis-  
faire  
nt du  
oser  
d'an-  
ièces  
s la-  
d'en  
s of-  
eines  
con-  
orité  
d'en  
des  
par-  
con-  
ou de  
nten-  
téra-  
que  
; les  
ju'au  
tri-  
gis-  
resse  
lélits  
loit,  
l'état  
leurs  
ons :  
us le  
rfec-  
sur  
acte  
r les  
les  
aux  
cas,  
des  
des  
is et  
et de  
able.  
le la  
qui  
seule  
nisse  
être  
prit,  
e fût  
perte  
re-  
ères  
nent  
fa-  
ises,  
l'in-  
posi-  
ris-  
rojet  
erne  
nent  
les

formes établies dans les pays où ils se trouvent ou de profiter du bénéfice de la loi française, en s'adressant aux agents diplomatiques de leur nation, qui sont considérés comme officiers de l'état civil. On a donné, à cet égard, quelque extension aux dispositions de l'ordonnance de 1681.

« Le titre II règle ce qui concerne les actes de naissance.

« Les anciennes lois exigeaient simplement, dans les actes de baptême, la signature du père, s'il était présent, et celles du parrain et de la marraine.

« La loi de septembre 1792 exigea davantage : elle imposa au père et à l'accoucheur présent à la naissance, ou à la personne chez laquelle une femme aurait accouché, l'obligation de déclarer la naissance à l'officier de l'état civil; elle punit de deux mois de prison la contravention à cette disposition : mais on reconnut bientôt que la loi était incomplète, puisqu'elle ne déterminait pas le délai dans lequel la déclaration devait être faite. Cette omission fut réparée par la loi additionnelle du 19 décembre 1792, qui fixa ce délai à trois jours, et qui porta la peine jusqu'à six mois de prison en cas de récidive. On ne voit point, dans la discussion de ces lois, le motif de ce nouveau système des déclarations; cependant il est facile de le reconnaître lorsqu'on se reporte aux circonstances. Les dissensions religieuses et politiques faisaient que l'on dissimulait des naissances. Il y avait des parents qui, par esprit d'opposition à la nouvelle législation, ou par les alarmes qu'on jetait dans leur conscience, refusaient de présenter leurs enfants à l'officier civil; l'état de ces enfants était compromis : mais il fallait éclairer plutôt que punir. La menace de la peine ne convertit point les parents de mauvaise foi; elle ne décida point les consciences timorées et crédules : tout le monde sait que la loi ne continua pas moins à être éludée.

« Maintenant que les circonstances sont changées, que la liberté des cultes existe réellement, que les persécutions religieuses ont entièrement cessé, qu'en attribuant à l'autorité civile la rédaction des actes relatifs à l'état des hommes, on ne défend point aux parents de les faire sanctifier par les solennités de leur religion, il est inutile d'employer des moyens de rigueur, dont l'effet est d'ailleurs toujours illusoire. La déclaration des naissances n'a donc été conservée que comme un conseil, et comme l'indication d'un devoir à remplir par les parents ou autres témoins de l'accouchement. On a pensé que la peine ne servirait qu'à éloigner de la mère les secours de l'amitié, de l'art et de la charité, dans le moment où, donnant le jour à un être faible, elle en a le plus besoin pour elle et pour lui. Car quel est celui qui ne redouterait pas d'être témoin d'un fait à l'occasion duquel il pourrait être un jour, quoique innocent, recherché et puni de deux ou six mois de prison ? D'ailleurs, pour punir le défaut de déclaration, il faut fixer un délai dans lequel cette obligation devra être remplie; et si, par des circonstances que le législateur ne peut prévoir, cette déclaration n'a pas été faite dans le temps prescrit, il en résultera que l'on continuera à dissimuler la naissance de l'enfant, plutôt que de s'exposer à subir une peine en faisant une déclaration tardive : ainsi les précautions que l'on croirait prendre pour assurer l'état des hommes ne feraient au contraire que le compromettre.

« Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement, à l'offi-



« La mort en prison ou  
tion ; ce qui comprend l'a  
cusation et de condamnati

« Enfin l'exécution à mo  
ment.

« Quoique, aux yeux de  
et la flétrissure qui en résu  
les, on ne peut pas se dis  
contraire a encore beaucoup  
grand nombre des hommes  
ne peut l'effacer subitemen  
effets, et venir au secours  
raient à en supporter l'inju  
sacré formellement le prit  
en disposant que, dans to  
décès seront simplement  
communes aux décès ordi

« Elle règle ensuite ce  
cès en mer, comme elle l'a

Après avoir embrassé, d  
naissance, le mariage et  
prescrit toutes les précaut  
l'état des hommes, et de pi  
fraude, la négligence ou  
duire, la loi a dû s'occup  
les militaires hors le territ  
c'est l'objet du titre V.

« Les armées de la Répu  
de toute la jeunesse franç  
citoyens que la loi y app  
obéissant à la voix de l  
n'en continue pas moins  
mille ; il ne cesse point d  
droits civils, dans les lim  
bles avec l'état militaire.  
le territoire français, ses d  
loi commune ; mais en ter  
l'armée est sur le territoire  
sairement exception.

« On aurait pu rigoureu  
de loi, se contenter de l'ar  
positions générales, qui po

« l'état civil des Français.

« feront foi, lorsqu'ils au

« formes usitées dans ces

ux de déten-  
station, d'ac-  
te d'un juge-

, les peines,  
t personnel-  
u'un préjugé  
e sur le plus  
rs la loi qui  
adoucir les  
lles qui au-  
a donc con-  
elle de 1790,  
les actes de  
is les formes

erne le dé-  
s naissances.  
évoyance, la  
après avoir  
des d'assurer  
abus que la  
euvent intro-  
qui concerne  
République :

at composées  
nt les fils des  
exception. En  
haque soldat  
nir à une fa-  
ore usage des  
ont compati-  
qu'il est sur-  
régles par la  
erre, lorsque  
il y a néces-

ans le projet  
titre des dis-  
tous actes de  
ays étranger,  
igés dans les

a pensé avec  
inément par-  
ses pas ; que  
oujours atta-

s'est joué du  
Des héritiers  
amilles vien-  
des parents  
l'existence de  
les abus que  
uerre ne per-  
est un grand  
révoyance de

tat civil dans  
major de cha-  
oupe et pour

civil seront  
rtier-maître ;  
ix revues.

s registres, et  
cier de l'état  
être inscrite  
rmées sur le  
tres de l'état  
aux archives

« Les publications de mariage continueront d'être faites au lieu du dernier domicile des époux, et mises en outre à l'ordre du jour des corps ou de l'armée, vingt-cinq jours avant la célébration du mariage.

« Le titre VI du projet de loi contient quelques dispositions relatives à la rectification des actes de l'état civil.

« Il y a eu à cet égard deux systèmes.

« Dans le projet de Code on proposait de décider que les ratures et renvois, non approuvés, ne vicieraient point le surplus de l'acte, et qu'on aurait tel égard que de raison aux observations et dates mises en chiffres. S'il y avait des nullités, le commissaire près le tribunal devrait requérir que les parties et les témoins, qui avaient souscrit les actes nuls, fussent tenus de comparaître devant l'officier de l'état civil, pour rédiger un nouvel acte ; ce qui devait être ordonné par le tribunal. En cas de mort et d'empêchement des témoins, ils étaient remplacés par d'autres témoins.

« La rectification pouvait aussi être ordonnée par les tribunaux, sur la demande des parties intéressées : le jugement ne pouvait jamais être opposé à celles qui n'avaient point requis la rectification, ou qui n'y auraient point été appelées.

« Les jugements de rectification rendus en dernier ressort, ou passés en force de chose jugée, devaient être inscrits sur les registres, en marge de l'acte réformé.

« Ainsi l'on distinguait, à cet égard, deux juridictions : l'une que nous appelons *gracieuse*, lorsque le tribunal ordonnait d'office la rectification ; l'autre *contentieuse*, lorsque la rectification était ordonnée sur la demande des parties. Ce dernier mode forme le second système.

« Le premier système a paru susceptible d'inconvénient, en ce que l'on entamait la question des nullités des actes de l'état civil, qu'il est impossible de préciser assez exactement, et qu'il vaut mieux laisser en litige et à l'arbitrage des juges, suivant les circonstances, sauf quelques cas graves spécialement déterminés aux divers titres du Code civil, tels que celui du mariage, celui de la paternité et de la filiation.

Ensuite on a pensé que rien ne justifiait cette vérification d'office requise par le commissaire et ordonnée par le tribunal : on ne conçoit pas comment elle pourrait être faite sans donner lieu à de graves inconvénients. Les registres de l'état civil sont, comme nous l'avons déjà dit, un dépôt sacré ; nulle autorité n'a le droit de modifier ou de rectifier d'office les actes qui y sont inscrits. Si le commissaire près le tribunal est tenu de vérifier l'état des registres, lorsqu'ils sont déposés au greffe, ce ne peut être que pour constater les contraventions ou les délits commis par les officiers de l'état civil, et pour en requérir la punition : c'est une vérification de police, qui ne doit nullement influer sur la validité des actes ; c'est ainsi que la loi de 1792 l'avait décidé. Les erreurs, les omissions, et tous les vices qui peuvent se rencontrer dans les actes de l'état civil, acquièrent des droits à des tiers. S'il y a lieu à rectification, elle ne doit être ordonnée que sur la demande des parties, contradictoirement avec tous les intéressés : en un mot, la rectification officieuse serait absolument inutile, puisque les partisans de ce système ne peuvent empêcher de convenir qu'elle ne pourrait être opposée à ceux qui n'y auraient pas consenti, ou qui n'y auraient pas été appelés.

« Le projet de loi n'adopte donc la rectification

[Disc. du projet de Code

« Les majeurs qui servent habituellement chez autrui cile que la personne qu'ils travaillent, pour laquelle ils travaillent, pour avec cette personne et de cette conclusion suffit pour le principe général dans ses justes, toute incertitude dans l'appli-

« On rappelle, pour la conversion de laquelle le lieu d'origine est déterminée par le d'importe à tous les intéressés, ment à quel tribunal ils demandent. Un homme peut lui; ses héritiers peuvent éconstances feraient naître s'il n'y était pourvu par usage, et qu'il a paru sage.

Enfin, législateurs, on a la convention par laquelle l'antéces, ou l'une d'elles, éspécial et différent du domicile de tel ou tel acte. Il que prêter sa force à la loi n'a rien que de licite et de ment on exige que l'élection faite dans l'acte même ait pour qu'on ne puisse pas en restreindre l'effet d'une : aux significations, demandatives à ce même acte : elle faites au domicile convenu ce domicile. »

Le citoyen **Bigot-Pré-**  
le Premier Consul, avec l'  
*Boulay*, pour présenter au  
sa séance du 12 ventôse, le  
le titre IV du projet de Co

travaillent  
ême domi-  
it ou chez  
demeurent  
ne maison.  
le prin-  
et prévenir

la règle en  
e la succes-  
a défunt. Il  
oir précisé-  
orter leurs  
oin de chez  
és : ces cir-  
embarras,  
qui est en  
nir.

r autoriser  
es contrac-  
n domicile  
pour l'exé-  
fait en cela  
parties, qui  
ble ; seule-  
micile soit  
réfère : et  
n'a soin de  
stipulation  
suites rela-  
ourront être  
le juge de

nommé par  
s *Cretet* et  
slatif, dans  
loi formant  
et pour en  
e du 21 du  
exposé des

objet les ab-  
appants de  
qui semble  
le protéger  
ance de dé-  
es biens.  
le l'âge ou  
oit par les

l'individu  
ses intérêts.  
e toute leur

; mais lors  
tir des in-  
e plus sou-  
ler dans le  
ses droits.  
ane de cette  
ii sont hors  
it le séjour  
personnes  
r résidence  
velles.  
risconsultes  
des règles

ans le droit

et cet égard,

« Les relations du commerce extérieur et les temps de trouble ont plus que jamais multiplié les absences.

« Enfin, il n'est point de matière sur laquelle la jurisprudence des tribunaux soit plus variée et plus incertaine.

« Lorsque l'absence sans nouvelles s'est prolongée pendant un certain temps, on en a tiré, dans les usages des différents pays, diverses conséquences.

« Dans les uns, et c'est le plus grand nombre, on a pris pour règle que toute personne absente et dont la mort n'est pas constatée doit être présumée vivre jusqu'à cent ans, c'est-à-dire jusqu'au terme le plus reculé de la vie ordinaire; mais qu'alors même un autre mariage ne peut être contracté.

« Dans d'autres pays, on a pensé que, relativement à la possession, et même à la propriété des biens de l'absent, il devait être présumé mort avant l'âge de cent ans, et que le mariage était le seul lien qui dût être regardé comme indissoluble avant l'expiration d'un siècle écoulé depuis la naissance de l'époux absent.

« D'autres enfin ont distingué entre les absents qui étaient en voyage et ceux qui avaient disparu subitement : dans ce dernier cas, on présumait plus facilement leur décès; après un certain temps, on les réputait morts du jour qu'ils avaient disparu, et ce temps était moins long lorsqu'on savait qu'ils avaient couru quelque danger.

« Ces diverses opinions manquent d'une base solide, et elles ont conduit à des inconséquences que l'on aura occasion de faire observer.

« Il a paru préférable de partir d'idées simples et qui ne puissent pas être contestées.

« Lorsqu'un long temps ne s'est pas encore écoulé depuis que l'individu s'est éloigné de son domicile, la présomption de mort ne peut résulter de cette absence; il doit être regardé comme vivant.

« Mais si, pendant un certain nombre d'années, on n'a point de ses nouvelles, on considère alors que les rapports de famille, d'amitié, d'affaires, sont tellement dans le cœur et dans l'habitude des hommes, que leur interruption absolue doit avoir des causes extraordinaires, causes parmi lesquelles se place le tribut même rendu à la nature.

« Alors s'élèvent deux présomptions contraires; l'une de la mort par le défaut de nouvelles, l'autre de la vie par son cours ordinaire. La conséquence juste de deux présomptions contraires est l'état d'incertitude.

« Les années qui s'écoulent ensuite rendent plus forte la présomption de la mort; mais il n'est pas moins vrai qu'elle est toujours plus ou moins balancée par la présomption de la vie; et si, à l'expiration de certaines périodes, il est nécessaire de prendre des mesures nouvelles, elles doivent être calculées d'après les différents degrés d'incertitude, et non pas exclusivement sur l'une ou l'autre des présomptions de vie ou de mort : ce qui conduit à des résultats très-différents.

« Nous avons à parcourir les différentes périodes de l'absence, à examiner sur quel nombre d'années il a été convenable de les fixer, et quelles ont été, dans chacune de ces périodes, les mesures exigées par le propre intérêt de l'absent, par celui de sa famille, et par l'intérêt public, qui veut aussi que les propriétés ne soient pas abandonnées ou trop longtemps incertaines.

« La première période est celle qui se trouve entre le moment du départ et l'époque où les héri-

« Ceux qui déclarent qu'il n'y a plus de nouvelles d'un absent ne peuvent pas dire qu'il n'est qu'ils n'ont point eu de nouvelles : cela n'est point en leur pouvoir.

« Ce n'est point une présomption que dans le même cas, les personnes n'aient point de nouvelles : cela constate encore l'existence des nouvelles, surtout où ce sont des personnes connues.

« Il fallait chercher des moyens de découvrir la vérité; et l'on ne peut espérer de grands succès à donner à la déclaration d'absence, que tous ceux qui, ayant des nouvelles de l'absent, en donnent, et que l'on ne connaitre par la renommée les personnes fâcheuses de son long silence.

« Les formes les plus simples pour la déclaration de l'absence et pour la réintégration sont présentées.

« A la place d'un simple acte de déclaration, on propose de faire constater le lieu du domicile, on propose de faire constater que la déclaration sera contradictoire avec le jugement.

« L'envoi en possession aux parents dont la cupidité, l'espoir d'une propriété future, à séduire le petit nombre de personnes nécessaires pour un acte, trouvaient de trop crédules.

« Suivant la loi proposée, les parents ne produiront non-seulement la déclaration, mais ils manderont la déclaration par le commissaire du Gouvernement, qui fera un devoir d'appeler toutes les personnes en relations avec l'absent pour en

ont eu de  
ien, si ce  
u'il en ait

e. Il n'en  
utres per-  
ents diffé-  
dans d'au-  
ans le cas  
, soit in-

is sûrs de  
in dont on  
t celui de  
telle pu-  
pourraient  
provoqués  
me puisse  
séquences

ur la déclá-  
tion vous

priété dans  
quête qui  
e du Gou-

né par des  
lumée par  
les porter  
qui étaient  
, ou ils en

oins seront  
és qui de-  
mais encore  
Celui-ci se  
it les rela-  
ur son sort

e formule  
e on verra

s qui met-  
a vérité.

rouver des  
que la ré-  
était dans  
nicile. Cet  
quête qui  
micile, et

présentaient  
mandait en  
en posses-  
pour ainsi

ssible aux  
été déter-  
encore, et  
tion d'ab-

it annoncé  
quelque con-  
un voyage  
ou par les  
ng temps.  
ndre dans  
ont point  
e l'absent.  
un navire,  
encore dé-  
is.

vérité, il

en a été ajouté un dont on attend des effets avan-  
tageux; c'est la publicité que le ministre de la  
justice est chargé de donner aux jugements qui  
auront ordonné les enquêtes pour constater l'ab-  
sence sans nouvelles. Ce ministre emploiera non-  
seulement la voie des papiers publics, mais encore  
il provoquera dans les places de commerce les cor-  
respondances avec toutes les parties du globe.

« Cette publication des jugements deviendra  
l'enquête la plus solennelle et la plus univer-  
selle.

« Les résultats en seront attendus pendant une  
année entière, qui sera la cinquième depuis le  
départ. Tous ceux qui auraient eu des nouvelles,  
ou ceux qui en recevraient, auront le temps d'en  
instruire la justice; et il suffira qu'un seul de ces  
avis nombreux parvienne à l'absent pour qu'il  
multiplie les moyens de faire connaître son exis-  
tence.

« C'est ainsi que la loi viendra au secours de  
l'absent d'une manière plus efficace, et qui sera  
exempte d'une grande partie des risques et des  
inconvenients auxquels il était exposé dans l'an-  
cienne forme d'envoi en possession.

« Lorsqu'avec un simple acte de notoriété un  
absent était dépossédé de tous ses biens, cette  
mesure présentait une idée dont on ne pouvait  
se défendre, celle d'un acte arbitraire et sans ga-  
rantie pour ce droit de propriété.

« Mais lorsque, d'une part, les biens se trouve-  
ront dans l'abandon depuis cinq années, lorsque  
de l'autre, toutes les recherches possibles sur  
l'existence de l'absent auront été faites, et tous  
les moyens de lui transmettre des avis auront été  
épuisés, la déclaration d'absence ne pourra plus  
laisser d'inquiétude. Elle ne saurait être dès lors  
aux yeux du public qu'un acte de conservation  
fondé sur une nécessité constante, et pour l'ab-  
sent lui-même un acte de protection qui a garanti  
son patrimoine d'une perte qui devenait inévi-  
table.

« Le jugement qui déclarera l'absence ne sera  
même pas rendu dans le délai de cinq ans, si  
l'absent a laissé une procuration.

« Vous aurez encore ici à observer une grande  
différence entre le droit ancien et celui qui vous  
est proposé.

« L'usage le plus général était de regarder la  
procuration comme n'étant point un obstacle à  
l'envoi en possession après le délai ordinaire.  
Ainsi, l'homme qui prévoyait une longue absence,  
et qui avait pris des précautions pour que la  
conduite et le secret de ses affaires ne fussent  
pas livrés à d'autres qu'à celui qui avait sa con-  
fiance, n'en restait pas moins exposé à ce que sa  
volonté et l'exercice qu'il avait fait de son droit  
de propriété fussent anéantis après un petit  
nombre d'années.

« Il est vrai que quelques auteurs distinguaient  
entre la procuration donnée à un parent et celle  
laissée à un étranger : ils pensaient que la pro-  
curation donnée à un parent devait être exé-  
cutée jusqu'au retour de l'absent, ou jusqu'à ce que  
sa mort fût constatée ; mais que celle donnée à  
un étranger était révocable par les parents  
envoyés en possession.

« Cette distinction qu'il serait difficile de ju-  
stifier, n'a point été admise, et la cessatio-  
trop prompte de l'effet des pouvoirs confiés pa-  
l'absent a été regardée comme une mesure qui  
ne peut se concilier avec la raison ni avec  
l'équité.

« En effet, l'on ne peut pas traiter également  
celui qui a formellement pourvu à l'administra-

l'époux présent, dont l'épouse, n'éprouve aucun préjudice, et surtout profit des héritiers et p

« Les héritiers n'ont j  
présent fût tenu de res  
nauté de biens avec eu  
craient-ils à la dissou  
en était avantageuse, o  
rait-on les admettre à  
pose sur la foi du conti  
titude a suffi pour les  
visoire des biens, ce n'  
que des héritiers, n'a  
et provisoire, peuvent,  
des parties, rompre un

« Il faut conclure de  
présent doit avoir la fi  
tination, soit la dissou

« Tel a été le parti a

« On y a prévu quell  
quences de la continua  
de communauté.

« Dans le premier cas  
fère la continuation de  
être forcé de livrer les  
et leur administration  
ils ne seraient envoyés  
dépositaires. Et par q  
nommerait-on déposit  
qui y sont étrangers  
moitié se trouve sur l

« L'époux présent e  
femme; mais les fem  
capables d'administre  
cas où, sans qu'il y ai  
laissant des enfants, la  
et sa fortune et toute c  
plus favorables que des

mal-  
moin-  
pas au  
é.

époux  
mmu-  
e for-  
on lui  
pour-  
lui re-  
incer-  
pro-  
titude  
récaire  
e l'une  
atique.  
époux  
la con-  
nauté.  
posée.  
consé-  
lution

ui pré-  
pas  
posent  
bsent;  
comme  
d'idées  
ceux  
pour

nent la  
aussi  
lans le  
décède  
lle pas  
ui sont  
ifs?  
conti-  
faculté  
ession,  
érence

faite la  
oit pas  
Il est  
le dé-  
s, les  
biens  
endus  
pothé-  
, occa-  
qu'une  
acquis,  
trat de

de la  
usage  
droits  
; il y  
is res-  
oyés en  
parais-  
comme  
à eux  
qui la

q  
Dum

u  
u  
u  
u

sur lequel on a pu hésiter dans la loi proposée, c'est sur la charge imposée à la femme de donner caution pour sûreté des restitutions qui devraient avoir lieu.

« C'est ainsi qu'on a réglé tout ce qui concerne l'envoi en possession des biens.

« Il fallait ensuite prévoir ce qui pourrait arriver pendant l'absence, et comment seraient exercés les droits de succession, ou tous autres dans lesquels l'absent se trouverait intéressé.

« L'usage ancien à Paris, usage encore existant dans quelques pays, était que l'absent fût considéré, par rapport aux droits qui s'ouvraient à son profit, comme s'il eût été présent. Ainsi, on l'admettait au partage d'une succession, et ses créanciers avaient le droit d'exercer pour lui les actions du même genre en donnant caution.

« On est ensuite revenu à une idée plus simple et la seule qui soit vraie, celle de ne point considérer la présomption de vie ou celle de mort de l'absent, mais de s'en tenir, à son égard, à la règle suivant laquelle quiconque réclame un droit échü à l'individu dont l'existence n'est pas reconnue, doit prouver que cet individu existait quand le droit a été ouvert, et jusqu'à cette preuve, doit être déclaré non recevable dans sa demande.

« S'il s'agit d'une succession, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels celui dont l'existence n'est pas reconnue aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

« Cette règle a été maintenue, et on continuera de l'appliquer aux absents à l'égard de tous les droits qui pourraient leur échoir.

« Après avoir prévu ce qui peut arriver pendant l'absence, il fallait encore déterminer quels sont les droits de l'absent lorsqu'il revient.

« Il est évident que s'il revient ou si son existence est prouvée pendant l'envoi des créanciers en possession, les effets du jugement qui a déclaré l'absence doivent cesser, et que, dans le second cas, celui où l'on sait seulement qu'il existe, sans qu'il soit de retour, on doit se borner, dans l'administration de ses biens, aux mesures conservatrices prescrites par le temps antérieur à la déclaration d'absence.

« Mais un point qui souffrait difficulté, et sur lequel les usages étaient très-variés, c'était celui de la restitution de revenus recueillis par les héritiers envoyés en possession.

« Partout on s'accordait sur ce qu'il eût été trop onéreux aux héritiers de rendre compte des revenus qu'ils auraient reçus pendant un grand nombre d'années. L'existence de l'absent, qui chaque année devient plus incertaine, les malheurs que les héritiers peuvent éprouver, l'accroissement du dépôt, la continuité des soins qu'il serait injuste de laisser aussi longtemps sans aucune indemnité, le refus qui serait fait d'une charge aussi pesante : tous ces motifs ont fait jusqu'ici décider qu'après un certain temps les héritiers doivent profiter des revenus.

« L'époque où finissait l'obligation de les restituer à l'absent, dans le cas de retour, était différente selon les divers pays, et, dans tous, la restitution cessait à cette époque d'une manière absolue; en sorte que si l'absent revenait, il se trouvait, même avec une fortune considérable, privé des ressources qui pouvaient lui être nécessaires au temps de son arrivée.

« Dans plusieurs provinces, les héritiers n'étaient plus tenus après dix ans, de restituer les revenus. D'ailleurs il fallait, pour être dispensé de cette restitution, quinze ans à compter



choses négatives.

L'article est adopté.

L'article 27 est adopté.

L'article 28 est adopté, sauf rédaction  
voyé à la section pour le rendre concor  
les amendements admis sur l'article 23  
nière séance.

L'article 24 est adopté.

L'article 30 est discuté.

Le citoyen **Trellhard** demande s'il  
saurait ériger la disposition, sur la  
quart, en règle absolue. Il est possib  
legs particuliers soient faits pour des  
lement favorables, que les réduire ce  
demment blesser l'intention du testate

Le citoyen **Berlier** répond que l  
donne au testateur le pouvoir de les en :

Le citoyen **Trellhard** dit que quel  
testateur oubliera d'exprimer que le le  
par préférence, et qu'il en sera surtout  
qu'il s'exagérera sa fortune.

Le consul **Cambacérés** dit que si l'  
la préférence aux légataires particulier  
préterait la volonté du défunt contre l

du  
des  
ions

bonne foi se trouverait ruiné par une restitution trop considérable.

C'est d'ailleurs une règle générale, que la restitution des fruits n'est due que du jour de la demande.

ors-  
les

L'article est adopté avec l'amendement du Consul.

mps  
rait  
t du  
le le  
l est  
s la  
ion.  
seil  
tive

Les articles 33 et 34 sont adoptés.

Le citoyen **Tronchet** demande qu'avant de passer au chapitre suivant, la section fasse connaître les motifs qui ont déterminé à retrancher l'article 22 du titre *des donations* du projet de Code civil.

y a  
éri-  
orte  
par-  
éter

Les rédacteurs avaient considéré que la réduction est une faveur réservée aux seuls héritiers, et souvent même à quelques-uns d'entre eux seulement. Or les biens de la succession se partagent entre deux lignes, et par conséquent entre des héritiers de classes différentes, et souvent la réserve légale n'est établie qu'en faveur de l'une de ces classes. En conséquence, les rédacteurs avaient pensé que pour exclure des prétentions contraires à l'esprit de la loi, il convenait d'expliquer que l'action en réduction ne peut être exercée que par celui et au profit de celui pour qui la réserve est établie, et seulement dans la proportion qu'il doit profiter de cette réserve. Les développements qu'ils ont donnés à leur article prouvent qu'il est des cas où la difficulté peut se présenter.

ser,  
na-  
e la  
uait  
au  
sa

Le citoyen **Trellhard** dit que la section a cru inutile de donner une explication, qui résulte évidemment des dispositions adoptées sur la prohibition de disposer et sur la réserve.

,  
r  
ce  
des

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne partage point cette opinion, parce qu'il est très-important, dans un Code destiné à établir un droit absolument nouveau, de prévenir les doutes sur l'étendue que le législateur a voulu donner à ses dispositions.

ren-  
avec  
der-

L'article 22 du titre *des donations* du projet de Code civil est adopté, sauf rédaction.

Il est ainsi conçu :

ces-  
du  
les  
tel-  
évi-

« Au décès du donateur, la réduction de la donation soit entre-vifs, soit à cause de mort, ne peut  
« être demandée que par ceux des héritiers venant  
« à succession au profit desquels la loi a restreint  
« la faculté de disposer, et que proportionnellement  
« à la part qu'ils recueillent dans la succession.

31  
hir.  
s le  
fait  
ors-

« Ainsi les créanciers, donataires et légataires  
« du défunt, ne peuvent demander cette réduction.

nait  
ter-  
mp-  
celui

« Dans les cas où la loi partage la succession  
« par moitié entre les deux lignes paternelle et  
« maternelle, la réduction n'a lieu que pour la  
« moitié de la quotité fixée par la loi, s'il n'y a  
« que l'une des deux lignes dans laquelle il se  
« trouve des héritiers ayant la qualité à laquelle  
« la loi attache le droit de demander la réduction.

a loi  
nt le

« Si dans l'une ou l'autre ligne, ou dans cha-  
« cune de ces lignes, il y a plusieurs héritiers  
« dont les uns aient et les autres n'aient pas le droit  
« de demander la réduction, elle n'a lieu qu'au  
« profit de ceux à qui la loi accorde ce droit; et  
« ceux-ci ne peuvent la demander que propor-  
« tionnellement à la part qu'ils prennent dans la  
« succession. Si, par exemple, il se trouve dans la  
« même ligne un oncle du défunt et un neveu de  
« ce même défunt qui concourent comme étant en  
« égal degré, la réduction ne pourra être demandée  
« que par le neveu; et sa portion héréditaire n'é-  
« tant que du quart du total de la succession, ou  
« de trois douzièmes, il ne pourra demander la  
« réduction que pour les trois douzièmes de la  
« quotité à laquelle la donation est réductible au  
« profit des neveux.

tous

ction  
l'ou-  
re de

« Dans le cas où suivant les articles 42 et 43

[Disc. du projet de Code civil]

Le citoyen **Tronchet** dit que qu'on attaque se trouve dans l'ordre et qu'au surplus elle est juste. absent ; il peut repousser la motif de haine contre son fils non moins odieux de son intérêt dans le cas où lui-même est l'héritier. Pourquoi priver le mineur de l'appel surtout lorsqu'il s'agit d'un acte qu'avantageux ?

Le citoyen **Treilhard** dit qu'elles étaient toujours avantageuses ; il paraît déraisonnable de ne pas les accepter sans autorisation.

Il y aurait de l'inconvénient à une sorte d'appel aux ascendants ; la considération doit déterminer l'adoption de l'article au cas où le père a pour cause son intérêt.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il ne faut point perdre de vue le père a pour cause son intérêt ; très-souvent que le parent d'un enfant transmet, par donation, son héritage de ce père.

Le **Premier Consul** vient de l'état de la délibération.

Le citoyen **Bigot-Préau** dit que les donations sont en général dirigées par le père et la mère.

Le citoyen **Treilhard** dit que les donations sont principalement dirigées de l'article, parce qu'elle priverait l'appel. Il voudrait qu'on s'expliquât sur les pères et mères, et à leur défiance.

Le citoyen **Bigot-Préau** dit qu'il s'agit pas seulement de la réputation du père, et offrir en ce cas un héritage.

Les donations sont en général dirigées par le père et la mère.

sposition  
de 1731,  
peut être  
par un  
le motif  
l, comme  
donateur.  
son aïeul,  
peut être

donations  
irs, il se-  
r le droit

être une  
rs. Cette  
es dispo-  
absent.

orte aussi  
refus du  
Il arrive  
ssipateur  
x enfants

a séance.  
d compte

ervations  
rédaction  
lée d'un  
insi : les  
es ascen-

qu'il ne  
mais de la  
r le refus  
mineur.  
euses au  
cepter la  
t présu-  
itérêt du  
ce refus  
age de la

rien d'in-  
point ici  
e simple  
aplier par

partage  
rent être  
ent oné-  
on qu'on  
accepter

ence des  
nestique

ibunaux  
il aurait  
se sup-

donataire  
le légis-  
lérations  
iveur du  
n.

t de cet

ts que le  
appel du

injustice  
ls.

Mais, d'abord, par qui le recours sera-t-il exercé? Ensuite, ne sera-t-il pas plus injurieux pour le père d'entendre son fils lui prêter des motifs honteux et déraisonnables, que de se voir suppléer par l'aïeul?

L'article est adopté.

L'article 40 est adopté.

L'article 41 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** dit que, si la donation ne pouvait s'accomplir que par l'acceptation faite en vertu de l'autorisation du Gouvernement, la mort du donateur ou son changement de volonté, survenu dans l'intervalle, priverait les hospices du bénéfice de la donation. Il semble donc que l'acceptation provisoire des administrateurs devrait d'abord donner à l'acte ses effets, à la charge de confirmation par le Gouvernement.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'on ne peut, par aucune considération, supposer aux administrateurs le pouvoir d'accepter sans y être autorisés.

L'article est adopté.

L'article 42 est adopté.

L'article 43 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que cet article déroge au droit très-anciennement établi, d'assurer aux donations leur publicité par la voie de l'insinuation; mais ce changement doit être la suite de celui qui est intervenu dans une autre partie de la législation. Il existe aujourd'hui des bureaux d'hypothèques où les actes translatifs de propriété doivent être inscrits pour opérer l'expropriation. La majorité de la section a donc pensé que, la loi établissant une formalité qui doit être nécessairement remplie pour que la donation ait ses effets, la publicité en était assurée par ce moyen.

Les membres de la section, qui ont adopté une opinion différente, se sont fondés sur ce qu'on connaît des donations non sujettes à transcription, comme sont les donations de meubles, et que cependant il est nécessaire de leur donner également de la publicité, lorsque le donateur se réserve l'usufruit des choses données.

La majorité de la section ne s'est point rendue à ces observations. Il lui a semblé que pour quelques espèces de donations qui sont toujours très-rare, il ne fallait point soumettre le plus grand nombre de ces sortes d'actes à une formalité embarrassante et inutile.

On a, au surplus, dans l'une et dans l'autre opinion, entendu que rien n'était préjugé sur le système hypothécaire qui n'était point l'objet de la discussion.

Le citoyen **Tronchet** dit que la loi qui ordonne l'insinuation a continué d'être exécutée même depuis l'établissement du régime hypothécaire, qu'elle peut donc conserver encore ses effets; mais il y aurait de l'inconvénient à confirmer dès à présent ce régime, qui mérite d'être soumis à un examen approfondi, au lieu qu'il n'y en a aucun à laisser les choses dans l'état où elles se trouvent, jusqu'à ce qu'on ait prononcé sur le sort de la loi du 11 brumaire an VII.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'inconvénient serait de doubler les frais pour soumettre les donations à une formalité désormais inutile, puisque la transcription sur les registres hypothécaires est inévitable; que d'ailleurs ces registres assurent mieux la publicité de la donation, que les registres beaucoup plus obscurs de l'insinuation.

Au surplus, l'article ne préjuge rien sur la loi du 11 brumaire an VII. Si dans la suite elle est

ble ; mais on ne juge de la v  
actes qui l'expriment.

Le citoyen **Tronchet** dit q  
section est en contradiction a  
adoptées, et peut devenir très

En effet, on a admis que les  
être rendues publiques par la  
que les héritiers, en étant ave  
sent pas exposés à accepter, s  
succession onéreuse ; et cepen  
sage précaution, on propose u  
truit en partie, en créant un  
que la transcription ne saura

On paraît considérer l'accep  
simple formalité ; cependant  
l'essence des donations, que l  
irrévocable qu'après qu'elle e

D'ailleurs le donataire peut  
de ne point accepter. Il peut  
se soumettre aux charges qui  
tion, et surtout à celle de nou  
donateur : c'est lui présenter  
affranchir, que de lui permet  
libéralité à une époque où les  
déterminée ne peuvent plus é

Le **Premier Consul** dem  
décidé dans le cas suivant :

Un individu donne sa mais  
nir qu'après sa mort au dona  
serve pas l'usufruit. Le dona

Un tel acte n'est ni une d  
ment.

Cependant si on ne l'admet  
nière qualité, on contredit le

Le citoyen **Treilhard** dit  
de la section, l'acte serait val  
tion de dernière volonté.

Le citoyen **Bigot-Préam**

e par les

ème de la  
spositions  
x.

devaient  
tion, afin  
trouvassent  
avoir, une  
é de cette  
qui la dé-  
donation  
publique.  
mme une  
lement de  
parfait et  
ue.

es raisons  
nt voulu  
la dona-  
retenir le  
de s'en  
ueillir la  
squi l'ont  
ies.

qui serait

l'apparte-  
e s'en ré-  
te.  
un testa-

cette der-  
l'article.  
e système  
e disposi-

que l'acte  
t comme  
re qu'il a  
e l'autre.  
par une  
sa mort.  
étruisent  
caractère  
rent.

cas pro-  
on serait  
ent qu'il  
propriété,  
différée

e peut y  
ateur ne  
été ni de

pression  
l'un pro-  
ntend se  
i imposé  
usufruit  
par mode

manière  
. En gé-  
stinguer,  
ntre-vifs

par cette  
avait dé-  
se pro-  
donation  
tion tes-

Le **Premier Consul** dit qu'en effet, chaque espèce d'acte ayant ses principes particuliers et étant soumise à des formes différentes qui en déterminent le caractère et les effets, on aurait des méprises à craindre, si un acte nul, d'après les principes et dans les formes qui lui sont propres, pouvait devenir valable dans les principes d'une autre espèce d'acte.

L'article ne peut avoir qu'un seul effet utile, c'est de venir au secours du donataire absent qui n'a pas eu assez de temps pour accepter la donation avant la mort du donateur. On pourrait donc le limiter à ce cas.

Le citoyen **Treilhard** observe qu'alors il serait nécessaire de fixer un délai à l'acceptation des donations.

Le citoyen **Portalis** dit que la question de la validité d'une donation, dont l'effet se reporte tout entier après la mort du donateur, est décidée par le principe que *donner et retenir ne vaut*.

Un acte qui ne transporte pas à l'instant même la propriété n'est pas une donation entre-vifs, mais un acte rédigé pendant la vie du donateur.

Mais, dit-on, rien n'empêche qu'il ne se convertisse en une disposition à cause de mort.

Il serait très-dangereux, répond le citoyen **Portalis**, de confondre dans leurs effets ces deux espèces d'actes, car les motifs qui déterminent à choisir une donation n'influeraient pas toujours sur le choix d'un héritier.

En effet, un homme isolé veut se délivrer des embarras de l'administration et s'assurer une vie tranquille; il choisit l'individu dans lequel il a le plus de confiance, et lui donne ses biens, à la charge d'une pension viagère. S'il eût fallu instituer un héritier, ce même homme ne serait plus décidé par la confiance; il aurait peut-être choisi le plus pauvre.

Supposons maintenant que le donataire n'accepte qu'après la mort du donateur; dans le système proposé, il prendra la donation dégagée des charges qui l'avaient déterminée. Ainsi les intentions du donateur seront trompées, et la loi substituera sa volonté à celle du défunt, tandis qu'elle ne peut agir sur un acte qui a reçu son complément que pour l'interpréter. Que s'il est incomplet, elle ne doit pas le valider, et elle doit le déclarer nul.

Enfin on n'est assuré de rencontrer la volonté du défunt que lorsqu'elle est manifestée dans les formes auxquelles la loi a attaché l'effet de la faire reconnaître.

Le citoyen **Berlier** reconnaît, avec le citoyen **Portalis**, qu'en matière de contrats, le législateur doit craindre de mettre sa volonté à la place de la volonté de l'homme; mais dans l'espèce, il ne s'agit pas de suppléer à une absence de volonté, puisqu'au contraire on réclame l'effet de cette volonté bien exprimée: ce serait sans doute un singulier respect pour elle que celui qui conduirait à l'anéantir, sous le prétexte que quelques formes relatives au complément du contrat, et d'ailleurs indépendantes de la volonté du donateur, n'ont pas été remplies.

L'opinant examine ensuite l'objection tirée du retard à accepter. Il admet dans cette hypothèse l'exemple le plus fort, celui d'une donation par laquelle le donateur aurait grevé son donataire de charges viagères envers lui, de sorte que, par la conversion proposée, ce dernier recueillerait sans charges ce qui ne lui avait été donné qu'avec des charges; d'où l'on conclut que le contrat serait dénature.

Ce cas même, dit le citoyen **Berlier**, n'a rien

## [Disc. du projet de Code civil

Cet exposé est ainsi conçu :

« Citoyens législateurs,

« Les familles sont la pépinière de la nation ; c'est le mariage qui forme les familles.

« De là les règles et les solennités du mariage ont toujours occupé une place importante dans la législation civile de toutes les nations.

« Le projet de loi qui vous est présenté sur cette importante matière est le titre premier du Code civil. Il est divisé en huit livres.

« Le chapitre premier détermine les conditions requises pour la validité du mariage ; le second prescrit les formalités de la célébration du mariage ; le troisième traite des oppositions au mariage ; le quatrième des demandes en nullité de mariage ; le cinquième des obligations qui naissent du mariage ; le sixième des droits et des devoirs respectifs des époux ; le septième, de la dissolution du mariage ; le huitième, des seconds mariages.

« Ces différents chapitres ont été disposés dans l'ordre qui y a suivi l'ordre naturel des choses.

« On s'est d'abord arrêté au mariage, c'est-à-dire à l'acte par lequel deux époux s'unissent. On a examiné les conditions nécessaires pour préparer leur union et pour assurer sa validité. On a passé ensuite aux effets du mariage, c'est-à-dire à ce que cette union produit au moment de sa célébration et pendant sa durée. Finalement, on a expliqué sur la liberté que l'on a accordée à une nouvelle union après que la première a été légitimement dissoute.

« Tel est le plan du projet de loi.

« Le développement des divers articles du projet de loi doit être précédé par quelques principes généraux sur la nature et les effets du mariage.

« On a parlé diversement du

État, et

mariage  
dans la  
icées.  
ur cette  
objet de

alités et  
ter ma-  
atives à  
oncerne  
traite  
puisme,  
ixième,  
oux; le  
le hui-

out. On

où les  
néces-  
antir la  
x effets  
la con-  
a indi-  
on s'est  
racter  
e a été

de ce  
vations  
essen-

d'après  
occupé.  
lement  
es; les  
civil;  
ement,  
istique.  
acte du  
et sous

lans le  
le con-  
e de la  
animés,  
er aux

pes qui  
re mo-  
zent et  
intelli-

l'autre  
ement,  
re. Le  
iel, qui  
l'objet,  
préféré  
utuels,  
es qui  
i s'éta-  
pables  
l'em-

ouve-  
ue des  
dénués  
la rai-

son se mêle toujours plus ou moins à tous les actes de leur vie; le sentiment est à côté du désir, et le droit succède à l'instinct. Je découvre un véritable contrat dans l'union des deux sexes.

« Ce contrat n'est pas purement civil, quoiqu'en disent les jurisconsultes; il a son principe dans la nature qui a daigné nous associer en ce point au grand ouvrage de la création; il est inspiré, et souvent commandé par la nature même.

« Ce contrat n'est pas non plus un pur acte religieux, puisqu'il a précédé l'institution de tous les sacrements et l'établissement de toutes les religions positives, et qu'il date d'aussi loin que l'homme.

« Qu'est-ce donc que le mariage en lui-même, et indépendamment de toutes les lois civiles et religieuses? C'est la société de l'homme et de la femme, qui s'unissent pour perpétuer leur espèce, pour s'aider, par des secours mutuels, à porter le poids de la vie, et pour partager leur commune destinée.

« Il était impossible d'abandonner ce contrat à la licence des passions. Les animaux sont conduits par une sorte de fatalité; l'instinct les pousse, l'instinct les arrête: leurs désirs naissent de leurs besoins, et le terme de leurs besoins devient celui de leurs désirs. Il n'en est pas ainsi des hommes; chez eux, l'imagination parle quand la nature se tait. La raison et la vertu qui font et assurent la dignité de l'homme, en lui laissant le droit de rester libre, et en lui ménageant le pouvoir de se commander à lui-même, n'opposeraient souvent que de bien faibles barrières à des désirs immodérés et à des passions sans mesure. Ne craignons pas de le dire: si, dans des choses sur lesquelles nos sens peuvent exercer un empire tyrannique, l'usage de nos forces et de nos facultés n'eût été constamment réglé par des lois, il y a longtemps que le genre humain eût péri par les moyens même qui lui ont été donnés pour se conserver et pour se reproduire.

« On voit donc pourquoi le mariage a toujours fixé la sollicitude des législateurs. Mais les règlements de ces législateurs n'ont pu détruire l'essence ni l'objet du mariage en protégeant les engagements que le mariage suppose, et en régularisant les effets qui le suivent. D'autre part, tous les peuples ont fait intervenir le ciel dans un contrat qui doit avoir une si grande influence sur le sort des époux, et qui, liant l'avenir au présent, semble faire dépendre leur bonheur d'une suite d'événements incertains, dont le résultat se présente à l'esprit comme le fruit d'une bénédiction particulière. C'est dans de telles occurrences que nos espérances et nos craintes ont toujours appelé les secours de la religion, établie entre le ciel et la terre pour combler l'espace immense qui les sépare.

« Mais la religion se glorifie elle-même d'avoir été donnée aux hommes, non pour changer l'ordre de la nature, mais pour l'ennoblir et le sanctifier.

« Le mariage est donc aujourd'hui ce qu'il a toujours été, un acte naturel, nécessaire, institué par le créateur lui-même.

« Sous l'ancien régime, les institutions civiles et les institutions religieuses étaient intimement unies. Les magistrats instruits reconnaissaient qu'elles pouvaient être séparées; ils avaient demandé que l'état civil des hommes fût indépendant du culte qu'ils professaient. Ce changement rencontrait de grands obstacles.

« Depuis, la liberté des cultes a été proclamée. Il a été possible alors de séculariser la législation.



vent favoriser son établissement, elle se trouverait exposée à des dangers qui pourraient compromettre sa vertu, et qui ne voit dans le mariage que la conquête. On ne peut avoir les mêmes craintes pour le sexe qui n'est que trop disposé à se laisser séduire, qui l'on peut malheureusement se voir forcé de fuir le mariage comme un fléau et la gêne.

« Dans les actions ordinaires de la vie, la majorité est moins reculée que dans les mariages; c'est que les mariages sont des actions de la vie, celles desquelles influent sur le bonheur ou le malheur de la vie en général, et qui ont une plus grande influence sur les mœurs et l'ordre public.

« Jusqu'ici, en parlant de la majorité, nous avons supposé le consentement des parents, nous avons supposé que le père et la mère vivaient. Si l'un d'eux est mort, ou se trouve dans l'impossibilité de voter, son suffrage, nous avons pensé qu'il devait suffire.

• Si les père et mère sont décédés, ou aîeules les remplacent.

• On fait concourir les aîeules et les aîeux, deux lignes paternelle et maternelle, au partage entre les deux lignes, au consentement, parce que, dans les mariages, on se décide pour la liberté et pour la sûreté. Je ne dois pas omettre de dire que, dans les mariages, on exige, comme autrefois, le consentement des pères et des mères pour le mariage. En exigeant, comme autrefois, le consentement des pères et des mères pour le mariage, nous ne motivons plus la nécessité du consentement par les mêmes raisons.

• Dans l'ancienne jurisprudence, la puissance paternelle dérivait de la puissance, et la puissance maternelle, d'une sorte de propriété qui, dans l'origine, avait été attribuée aux pères sur ceux auxquels ils avaient transmis la vie.

t même  
i pour-  
ille ne  
liberté.  
r notre  
at, et à  
le re-  
la ser-

terme  
es ma-  
ites les  
le bon-  
époux,  
le sort  
et sur

lu con-  
sé que  
eux est  
donner  
isente-

aïeuls

les des  
cas de  
e vaut  
il faut  
ur des  
vation.  
ement  
es en-  
de ce

néces-  
pres-  
pro-  
aux  
né le  
mère  
plus  
tant  
jour-  
accès  
r des  
De là  
degré  
er la  
it et  
rver.  
x qui  
lâche  
et les

ants,  
ente-  
nille,  
stra-

ants,  
nt de  
fants  
d'un  
ites.  
ils  
s un  
e les  
prin-  
le le  
leur  
nt  
i de  
né le

jour. Or, comme la puissance paternelle ne pouvait être produite que par un mariage légitime, les enfants naturels étaient thors de cette puissance.

« Le projet de loi consacre des idées plus équitables. La raison indique que c'est non une vaine puissance accordée au père, mais l'intérêt des enfants qui doit motiver la nécessité du consentement paternel. En conséquence, nous avons cru que l'intérêt des enfants naturels, lorsque ces enfants sont reconnus et peuvent nommer un père certain, n'était pas indigne de fixer la sollicitude du législateur.

« Sans doute il serait contre les bonnes mœurs que les enfants nés d'un commerce illicite eussent les mêmes prérogatives que les enfants nés d'un mariage légitime : mais l'abandon absolu des enfants naturels serait contre l'humanité.

« Ces enfants n'appartiennent à aucune famille ; mais ils appartiennent à l'État : l'État a donc intérêt à les protéger, et il le doit.

« D'autre part, on ne doute pas que les pères naturels ne soient obligés d'élever leurs enfants, de les entretenir et de les nourrir : la loi positive elle-même a placé ce devoir parmi les obligations premières que la nature, indépendamment de toute loi, impose à tous les pères. Or le consentement paternel au mariage des enfants ne fait-il pas partie de la tendre sollicitude que l'on doit apporter à leur entretien, à leur éducation, à leur établissement ? La nécessité de ce consentement, qui est fondée sur des raisons naturelles, ne saurait donc être plus étrangère aux enfants naturels qu'aux enfants légitimes : de là nous avons appliqué aux uns et aux autres les dispositions relatives à la nécessité de ce consentement.

« Cependant, comme les enfants naturels n'appartiennent à aucune famille, on ne leur a point appliqué la mesure par laquelle on appelle les aïeuls et aïeules, et ensuite les assemblées de parents, après le décès des père et mère. On eût placé dans des mains peu sûres l'intérêt de ces enfants, en les confiant à des familles dont ils sont plutôt la charge qu'ils n'en sont une portion. Cependant, comme il fallait veiller pour eux, on leur nomme, dans les cas prévus, un tuteur spécial chargé d'acquiescer à leur égard la dette de la nature et de la patrie.

Quand les enfants, soit naturels, soit légitimes, sont arrivés à leur majorité, ils deviennent eux-mêmes les arbitres de leur propre destinée ; leur volonté suffit : ils n'ont besoin du concours d'aucune autre volonté. Il est pourtant vrai que pendant la vie des père et mère, les enfants majeurs étaient encore obligés de s'adresser aux auteurs de leurs jours pour requérir leur consentement, quoique la loi eût déclaré qu'il n'était plus nécessaire. Il nous a paru utile aux mœurs de faire revivre cette espèce de culte rendu par la piété filiale au caractère de dignité et, j'ose dire, de majesté que la nature elle-même semble avoir imprimé sur ceux qui sont pour nous, sur la terre, l'image et même les ministres du créateur.

« Le mariage, quels que soient les contractants, mineurs ou majeurs, suppose leur consentement. Or point de consentement proprement dit sans liberté : requise dans tous les contrats, elle doit être surtout parfaite et entière dans le mariage ; le cœur doit pour ainsi dire respirer sans gêne dans une action à laquelle il a tant de part : ainsi, l'acte le plus doux doit être encore l'acte le plus libre.

« Il est dans nos mœurs qu'un premier mariage valable et subsistant soit un obstacle à un second mariage. La multiplicité des maris ou des femmes

gouvernement le droit d'accorder ces  
quand les circonstances l'exigent. N  
pourtant limité ce droit à la prohibitio  
mariage entre l'oncle et la nièce, entr  
et le neveu, parce que nous avons cru q  
tifs d'honnêteté publique, qui faisaient  
le mariage entre le frère et la sœur, dev  
porter, dans tous les cas, sur les con  
particulières par lesquelles on croir  
motiver une exception.

« Je ne parle point de la prohibitio  
directe; elle ne saurait être suscepti  
pense. Il n'est pas au pouvoir des loi  
gitimer la contravention aux lois de la

« Dans l'ancienne jurisprudence, les  
étaient accordées par les ministres d  
mais, en ce point, dans tout ce qui co  
contrat, les ministres de l'Eglise n'étaie  
vice-gérants de la puissance temporelle  
ne saurions trop le dire : la religion di  
riage par sa morale, elle le sanctifie pa  
mais il n'appartient qu'à l'Etat de le  
des lois dans ses rapports avec l'ordre d  
Aussi c'est une maxime constante, a

es entre  
égard à  
prévalut  
l'esprit  
plus où  
rères, et  
semblée  
ge dans  
es frères  
les uns  
cousins  
ence qui  
ous ceux  
surveil-  
d'autres  
re à pro-  
société.  
es et in-  
des d'ex-  
le plus  
ait libre  
raison,

ces cas  
ours spé-  
r. La loi  
ne peut  
confier à  
it régler

atière de  
universi-  
riage en-

ibuer au  
spenses;  
s avons  
faite du  
la tante  
les mo-  
prohiber  
ent l'em-  
érations  
pouvoir

en ligne  
de dis-  
es de lé-  
ature.

ispenses  
l'Eglise;  
ernait le  
que les  
ar nous  
e le ma-  
es rites;  
gler par  
société.  
tée par  
ements  
la puis-

es insti-  
péchait  
ccorder  
mais ce  
ou to-

sulte de  
n'avons  
lans les  
t point  
urs qui  
ons du

mariage entre parents; ce ne sont point les mi-  
nistres de l'Eglise, mais les empereurs qui ont  
d'abord dispensé de ces prohibitions. Nous en  
avons la preuve dans une loi d'*Honorius*, par la-  
quelle ce prince défend de solliciter auprès de lui  
des dispenses pour certains degrés, et annonce  
qu'il n'en donnera qu'entre cousins germains.  
Cette loi est au titre X du code Théodosien.

« Il est encore parlé des dispenses que les em-  
pereurs donnaient pour mariages, dans une loi de  
l'empereur *Zenon*, et dans une loi de l'empereur  
*Anastase*.

• *Cassiodore*, sénateur et conseil des rois gots,  
rapporte la formule de dispense que ces rois  
donnaient pour mariages.

« D'après le témoignage du père *Thomassin*, ce  
n'est que dans le onzième siècle que les papes  
commencèrent à accorder des dispenses; et nous  
voyons que, dans des temps postérieurs, les sou-  
verains bien avisés continuèrent à user de leurs  
droits. Ainsi, l'empereur *Louis IV*, célèbre par  
ses disputes avec le Saint-Siège, donna au com-  
mencement du quatorzième siècle des dispenses  
de parenté à *Louis de Brandebourget* à *Marguerite*,  
duchesse de Carinthie.

« La transaction arrêtée à Passeau, en 1552, et  
suivie en 1555 de la paix de la religion, reconnaît  
le droit que les électeurs et les autres souverains  
d'Allemagne avaient d'accorder des dispenses.

« En 1592, le roi *Henri IV*, conformément à  
plusieurs arrêts des parlements, fit un règlement  
général par lequel les dispenses en toute matière  
furent attribuées aux évêques nationaux.

« Ce règlement fut exécuté pendant quatre ans;  
on vit renaître ensuite l'usage de recourir à Rome  
pour certaines dispenses que l'on réputa plus  
importantes que d'autres.

« Mais les droits de la souveraineté sont ina-  
liénables et imprescriptibles. La loi civile peut  
donc aujourd'hui ce qu'elle pouvait autrefois, et  
elle dut reprendre l'exercice du droit d'accorder  
des dispenses, depuis que le contrat de mariage  
a été séparé de tout ce qui concerne le sacrement.

« Si les ministres de l'Eglise peuvent et doivent  
veiller sur la sainteté du sacrement, la puissance  
civile est seule en droit de veiller sur la validité  
du contrat. Les réserves et les précautions dont  
les ministres de l'Eglise peuvent user pour pour-  
voir à l'objet religieux ne peuvent, dans aucun  
cas ni en aucune manière, influencer sur le mariage  
même qui, en soi, est un objet temporel.

« C'est d'après ce principe que l'engagement  
dans les ordres sacrés, le vœu monastique et la  
disparité de culte, qui dans l'ancienne jurispru-  
dence, étaient des empêchements dirimants, ne  
le sont plus. Ils ne l'étaient devenus que par les  
lois civiles qui prohibaient les mariages mixtes, et  
qui avaient sanctionné par le pouvoir coactif les  
règlements ecclésiastiques relatifs au célibat des  
prêtres séculiers et réguliers. Ils ont cessé de l'être  
depuis que la liberté de conscience est devenue  
elle-même une loi de l'Etat, et l'on ne peut cer-  
tainement contester à aucun souverain le droit  
de séparer les affaires religieuses d'avec les affaires  
civiles, qui ne sauraient appartenir au même ordre  
de choses, et qui sont gouvernées par des principes  
différents.

• D'après le droit commun, d'après la morale  
des Etats, ce ne sont point les cérémonies, c'est uni-  
quement la foi, le consentement des parties, qui  
font le mariage, et qui méritent à la compagne  
qu'un homme s'associe la qualité d'*épouse*; qua-  
lité si honorable, que, suivant l'expression des  
anciens, ce n'est point la volupté, mais la vertu,

bizarres qui étaient inspirées par l'ambition et commandées par l'avarice. On ne craint pas les spéculations combinées avec tant d'art, et l'on ne craint pas, en fait de mariage, on s'occupe d'autre chose que du bonheur. Toutes les classes de la société étaient plus ou moins dominées par les mêmes préjugés ; les vanités étaient les mêmes ; les conditions : un caractère sûr, une éducation éprouvée, les grâces de la jeunesse, et même de la beauté, tout était sacrifié à des idées ridicules et misérables, qui faisaient le malheur des générations présentes, et qui faisaient d'avance les générations à venir.

« Dans le système de notre législation, les hommes les plus exposés aux mêmes dangers sont devenus plus maîtres de sa destinée ; il ne faut pas tomber dans l'extrême. Le souvenir de l'abus que l'on faisait de la liberté aux mariages des fils de famille citoyens, n'a pas dû nous déterminer à toute opposition. Nous eussions favorisé les passions et la licence des mœurs, en cherchant à protéger que la liberté des mariages.

« Le mariage est valable quand il est

leurs  
omme  
pré-  
vaise  
majo-  
pères  
finir

pour  
ère ne  
en en-  
oppo-  
grande  
uvent  
ité du  
irait-  
ges et  
espé-  
nteurs  
con-  
qu'il

st pas  
légère  
osait  
rait  
éta-  
aux  
auront  
l, con-  
dans  
la né-  
u des-  
sitions  
on, ou  
s ces  
s les-  
e tout,  
la so-  
ar les  
duées  
es ver-  
char-  
à des  
ent le  
étouf-

ous ne  
; cha-  
; mais  
traire.  
pposi-  
es ci-  
scrire  
jeu des  
int ne

rforme  
l'avoir

ssait la  
ou par  
on, la  
ommu-  
; avait  
gains  
ent ac-  
nt.

dans  
qui ne  
ue la  
s, avait

primé

au contrat, par la foi que les époux se donnent, prévalait sur tout autre caractère.

« Mais si la consommation du mariage n'a jamais été réputée nécessaire pour sa validité, on a du moins pensé, dans tous les temps, qu'un mariage est nul lorsque les conditions et les formes prescrites par les lois n'ont point été observées.

« On sait ce qui a été dit contre les mariages clandestins et contre les mariages secrets. Il importe de fixer l'idée que l'on doit se former de ces deux espèces de mariages. Elles ont donné lieu à beaucoup de méprises, même parmi les hommes instruits, qui n'ont pas toujours su les distinguer avec précision.

« Une déclaration de 1639 privait les mariages secrets de tous effets civils. On appelait *mariages secrets* ceux qui, quoique contractés selon les lois, avaient été tenus cachés pendant la vie des époux. On avait établi en maxime qu'il ne suffisait pas, pour la publicité d'un mariage, qu'il eût été célébré avec toutes les formalités prescrites, mais qu'il fallait encore qu'il fût suivi, de la part des deux époux, d'une profession publique de leur état.

« Le législateur, en flétrissant les mariages secrets, craignait pour l'éducation des enfants nés d'une union tenue cachée; il craignait même pour la certitude de leur naissance; il voulait parer au scandale que peut faire naître la vie commune des deux époux, quand le public ne connaît pas le véritable lien qui les unit et les rapproche; il voulait surtout, d'après l'extrême différence qui existait alors dans les rangs et les conditions des citoyens, prévenir ces alliances inégales qui blessaient l'orgueil des grands noms, ou qui ne pouvaient se concilier avec l'ambition d'une grande fortune.

« C'est par la conduite des époux que l'on jugeait du secret de leur union. Un mariage célébré selon les formes a toujours une publicité quelconque, mais on ne comptait pour rien cette publicité d'un moment, si elle était démentie par la vie entière des conjoints.

« On ne réputait un mariage public que lorsque les époux ne rougissaient pas d'être unis, lorsqu'ils manifestaient leur union par leur vie publique et privée, lorsqu'ils demeuraient ensemble, lorsque la femme portait le nom de son mari, lorsque les enfants portaient le nom de leur père, lorsque les deux familles alliées étaient respectivement instruites du lien qui les rapprochait, lorsqu'enfin les relations d'état étaient publiques et notoires.

« On appelait en conséquence *mariage secret*, celui dont la connaissance avait été concentrée avec soin parmi le petit nombre de témoins nécessaires à sa célébration, et avait été attentivement dérobée aux regards des autres hommes, c'est-à-dire à cette portion de la société qui, par rapport à chaque particulier, forme ce que nous appelons le public.

« Nous n'avons plus les mêmes raisons de redouter l'abus des mariages secrets.

« D'abord, la liberté des mariages n'ayant plus à lutter contre la plupart des préjugés qui la gênaient, les citoyens sont sans intérêt à cacher à l'opinion un mariage qu'ils ne cherchent pas à dérober aux regards de la loi.

« En second lieu, quand les mariages étaient attribués aux ecclésiastiques, le ministre du contrat offrait aux époux qui voulaient contracter un mariage que le respect humain ne leur permettait pas d'avouer, un dépositaire plus indulgent et plus discret. Il n'eût été ni juste ni raisonnable

[Disc. du projet de Co

« Le défaut de liberté e  
mier juge est la personne  
été libre. Des tiers peuve  
des procédés extérieurs, d  
torisé à conclure qu'il y  
trainte; mais ils ne peu  
l'impression continue ou  
qui n'a pas été opérée par

« Il est rare qu'un ma  
une violence réelle et à fo  
tentat dégénérerait en rap  
plus que nullité, il y au  
ment, les faits de crainte  
de liberté sont des faits g  
pables d'ébranler une â  
chés, et combinés avec p  
l'est un acte caractérisé c  
quemment à la personne  
pas été libre, à nous déno  
est celui qui aurait le droi  
pas été libre, quand, n  
j'assure l'avoir été? Dans  
sonnelle, mon témoignage  
rieur à tout autre témoig  
ma liberté n'en deviendra

« Il y a plus : une vo  
l'est pas toujours; ce que  
cipe, par contrainte, on  
ratifier par raison et par  
autorisé à se plaindre, c  
pas? Mon silence ne rep  
qui voudraient inconsid  
me tais?

« Il est incontestable c  
peut être couvert par u  
tacite. Cela était vrai, mé  
nastiques. Après un certai  
sait présumer le consent

dont le pre-  
l n'avoir pas  
les témoins  
se croit au-  
nce ou con-  
is apprécier  
qui a été ou  
és.  
terminé par  
Un tel at-  
; il y aurait  
Communé-  
ent le défaut  
doute, et ca-  
mais plus ca-  
dence que ne  
C'est consé-  
int de n'avoir  
ituation. Quel  
nir que je n'ai  
apparences,  
re aussi per-  
it-il pas supé-  
sentiment de  
a preuve?  
ord forcée ne  
dans le prin-  
ins la suite le  
ni serait donc  
ne me plains  
pas tous ceux  
arler quand je  
faut de liberté  
consentement  
les vœux mo-  
le silence fait  
l'on refusait  
clamait contre  
ait admis dans  
religieux qui  
pu le rompre  
thèse du vœu  
de l'intérêt du  
it action à des  
imparfait dans  
suite, au moins  
sée. comment  
ir troubler un  
es enfants, au  
préjudice des  
t pas?  
n'avoir donné  
qu'aux deux  
consentement  
consentement  
r'y a pas non  
and il y a er-  
e, ne s'entend  
ualités, la for-  
e à laquelle on  
t pour objet la  
déclarée était  
ne trompe, ou  
ngulier de cir-  
tre qui lui est  
mon gré : le  
compète qu'à  
r qu'à l'époux  
dans celle du

défaut de liberté, il fallait prescrire de sages li-  
mites à l'action même que l'on donne aux époux.  
On l'a fait en statuant que la demande en nullité  
ne sera plus recevable toutes les fois qu'il con-  
stera d'une cohabitation continuée pendant six  
mois depuis que l'erreur aura été reconnue, ou  
que la liberté aura été recouvrée.

« Le mariage contracté sans le consentement  
des père et mère, des ascendants ou du conseil  
de famille, dans le cas où ce consentement était  
nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux  
dont le consentement était requis, ou par celui  
des deux époux qui avait besoin de ce consen-  
tement.

« Il est naturel d'interdire aux collatéraux une  
action qui ne peut compéter qu'aux parents dont  
le consentement est nécessaire. Ceux-ci vengent  
leur propre injure en exerçant cette action; ils  
font plus, ils remplissent un devoir. La loi requé-  
rait leur intervention dans le mariage, pour l'uti-  
lité même des époux. Ils satisfont au vœu de la  
loi, ils répondent à sa confiance, en cherchant à  
réparer par la voie de la cassation le mal qu'ils  
n'ont pu prévenir par les voies plus douces d'une  
tendre surveillance. Que deviendrait la loi qui  
exige la nécessité du consentement des parents,  
si ceux-ci ne pouvaient la réclamer quand elle  
est violée?

« Nous avons également cru juste d'accorder  
aux enfants à qui le consentement des parents  
était nécessaire, le droit de faire annuler leur  
propre mariage par la considération du défaut de  
ce consentement. En général il est permis à tous  
ceux qui ont contracté une obligation nulle et  
vicieuse, de réclamer contre leur engagement,  
et surtout lorsqu'ils l'ont contracté pendant leur  
minorité. L'intérêt des parties est la mesure de  
leur action; et si on reçoit favorablement les  
plaintes d'un mineur qui prétend avoir été sur-  
pris dans une convention peu importante, on  
doit, avec plus de justice, lui accorder la même  
faveur lorsqu'il demande à être restitué contre  
l'aliénation qu'il a faite de tous ses biens et de  
sa personne.

« Mais l'action en nullité provenant du défaut  
de consentement des parents, ne peut plus être  
intentée, ni par les époux, ni par les parents  
dont le consentement était requis, toutes les fois  
que le mariage a été approuvé expressément ou  
tacitement par ceux dont le consentement était  
nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé une année  
sans réclamation de leur part depuis qu'ils ont  
eu connaissance du mariage. Elle ne peut être  
intentée non plus par l'époux, lorsqu'il s'est  
écoulé une année sans réclamation de sa part  
depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour con-  
sentir lui-même à son mariage. La sagesse de  
ces dispositions est évidente par elle-même.

« Les nullités qui dérivent du défaut d'âge, de  
l'existence d'un premier lien et de l'empêchement  
de consanguinité, sont d'une autre nature que  
les nullités précédentes. Elles intéressent l'ordre  
public et les bonnes mœurs : elles ne sont pas  
uniquement relatives à l'intérêt privé des époux,  
elles sont liées aux principes de l'honnêteté publi-  
que. Ainsi l'action est ouverte, non-seulement  
aux époux, mais à tous ceux qui y ont intérêt,  
et même au ministère public qui est le gardien  
des mœurs et le vengeur de tous les désordres  
qui attaquent la société.

« Cependant le remède deviendrait souvent pire  
que le mal, si la faculté que l'on donne de dé-  
noncer les nullités dont nous parlons, demeurait  
illimitée dans ses effets comme dans sa durée.



riage, soit par la voie ex  
voie civile, garantit aux  
tous les effets du maria  
sa célébration ; car la pr  
un titre nouveau, elle n  
d'un titre préexistant, c  
remonter à l'époque d'éc  
nous ne saurions trop le  
mariage, il faut un titre c

« Au reste, n'exagéron  
temps. Autre chose est d  
mariage pendant la vie  
est d'en juger après leur  
l'intérêt des enfants. Pe  
la représentation du titre  
jointes ne peuvent raison  
où ils ont contracté l'ac  
leur vie, et les circonstan  
cet acte ; mais, après l  
Des enfants, souvent dé  
âge par les auteurs de le  
dans des contrées éloig  
ne peuvent connaître co  
leur naissance. S'ils n'o  
ments, si les papiers c  
quelle sera leur ressourc  
les condamne point au c  
à prouver que les auteur  
comme époux, et qu'ils  
leur état. Il suffit mêm  
cette possession de leurs  
dans leur acte de nais  
titre. C'est dans le mo  
patrie les a marqués du  
c'est sous la foi de cet  
existé dans le monde ;  
peuvent se produire et s  
cet acte qui constate l  
leur famille ; c'est cet ac  
cité et qui les met sous l

soit par la  
aux enfants  
du jour de  
re n'est pas  
déclaration  
ets doivent  
a date. Mais  
onstater un  
nt.

inguons les  
reuves d'un  
autre chose  
activement à  
des époux,  
re. Des con-  
rrier le lieu  
mportant de  
accompagné  
ut change.  
eur premier  
transportés  
onnaissent et  
passé avant  
eçu de docu-  
s manquent,  
sprudence ne  
ls sont admis  
ours vivaient  
possession de  
enfants que  
soit énoncée  
acte est leur  
t acte que la  
s promesses ;  
ont toujours  
et acte qu'ils  
nnaitre ; c'est  
leur origine,  
r donne une  
n des lois de  
monter à des  
Pouvaient-ils  
étaient point  
irrévocable-  
des registres  
onstater l'état  
r ainsi dire,  
les ?

mariage légi-  
tibles époux  
pendant, par  
ur la considé-  
été reçu, par  
ement caché  
s époux, s'ils  
les enfants  
jours le nom  
its légitimes,  
s autres sont  
l'apparence

e le mariage  
on des juris-  
conjointes ont  
assurer l'état  
riage véritable-  
ment intro-  
s longtemps  
ui consacrée

ans la bonne  
les effets ci-  
risconsultes  
enfants de-

vaient être légitimes par rapport à l'un des con-  
joints, et illégitimes par rapport à l'autre ; mais  
on a rejeté leur opinion, sur le fondement que  
l'état des hommes est indivisible, et que, dans le  
concours, il fallait se décider entièrement pour  
la légitimité.

« Le mariage soumet à de grandes obligations  
ceux qui le contractent.

« Parmi ces obligations, la première est celle  
de nourrir, entretenir et élever ceux auxquels on  
a donné le jour.

« Les aliments et l'entretien ont pour objet la  
conservation et le bien-être de la personne. L'édu-  
cation se rapporte à son avantage moral.

« Dans les pays de droit écrit, le père était  
obligé de doter sa fille pour lui procurer un éta-  
blissement. Cette obligation n'existait pas pour le  
père dans les pays de coutume.

« Il fallait se décider entre ces deux jurispru-  
dences absolument opposées l'une à l'autre. On a  
donné la préférence à la jurisprudence coutu-  
mière, comme moins susceptible d'inconvénients  
et d'abus.

« L'action qu'une fille avait, dans les pays  
de droit écrit, pour obliger son père à la doter,  
avait peu de danger, parce que, dans ces pays, la  
puissance paternelle était si grande, qu'elle avait  
tous les moyens possibles de se maintenir contre  
l'inquiétude et la licence des enfants.

« Aujourd'hui cette puissance n'est plus ce  
qu'elle était. Il ne faut pas l'avilir après l'avoir  
affaiblie. Il ne faut pas conserver aux enfants les  
moyens d'attaque, quand on a dépouillé le père  
de ses moyens de défense.

« Dans les pays coutumiers, où la puissance  
paternelle était plus tempérée, on n'avait eu  
garde de laisser aux enfants le droit d'inquiéter  
leurs pères. Il n'y avait donc point à balancer  
entre la jurisprudence des pays coutumiers et  
celle des pays de droit écrit. Comme il faut que  
tout soit en harmonie, il eût été absurde d'aug-  
menter les droits des enfants quand on diminuait  
ceux des pères. L'équilibre eût été rompu, les  
familles eussent été déchirées par des troubles  
journaliers. L'audace des enfants se fût accrue,  
et il n'aurait plus existé de gouvernement do-  
mestique.

« En laissant subsister la jurisprudence des  
pays de coutume, on ne fait aucune révolution  
dans ces pays. On en eût fait une funeste, si on  
y eût introduit un droit nouveau.

« A la vérité, dans les pays de droit écrit, on  
opère un changement par rapport au droit des  
filles, puisqu'on y affaiblit ce droit en y introdui-  
sant la jurisprudence des pays de coutume. Mais  
ce changement, contraire aux droits des enfants,  
est suffisamment compensé à leur profit par les  
changements qu'a éprouvés la puissance des pères.

« Ce n'est pas dans un temps où tant d'événe-  
ments ont relâché tous les liens, qu'il faut achever  
de les briser tous. On va au mal par une pente  
rapide, et on ne remonte au bien qu'avec effort.  
S'il est des objets dans lesquels les lois doivent  
suivre les mœurs, il en est d'autres où les mœurs  
doivent être corrigées par les lois.

« Nous avons donc cru, après avoir pesé les  
inconvénients et les avantages des diverses juris-  
prudences qui régissaient la France, que les en-  
fants ne devaient point avoir action contre leurs  
père et mère pour un établissement par un ma-  
riage ou autrement.

« Si les père et mère sont obligés de nourrir  
leurs enfants, les enfants sont obligés à leur tour  
de nourrir leurs père et mère.

Sous ce rapport, le mari a l'autorité sur sa femme, mais il co

« Les droits du mari sont tout le reste, que par absence, ou toute cause d'incapacité, l'impossibilité actuelle ou l'hypothèse, l'autorité de la femme, celle du juge.

« L'autorité du juge sur le mari est mineur. Comment autoriser les autres, qu'on ne peut d'autorisation ?

« La nullité des actes du mari sur le défaut d'autorisation peut être opposée que par son mari, ou par le

« Au reste, la femme a l'autorité sur les testaments sans y avoir ces sortes de dispositions d'effet qu'après la mort que l'union conjugale ne blesse les lois de cette

« Nous en avons assez pour faire sentir l'importance du mariage, pour le présenter comme sacré, le plus inviolable des institutions. Ce contre la mort de l'un des conjoints est prononcé : elle a des effets civils, par une action contre l'un des époux.

« Je n'ai pas besoin d'insister sur la dissolution pour cause de dissolution de la société conjugale, dans l'événement qui dissout la société conjugale, la dissolution pour cause de dissolution de la société conjugale, le projet de loi particulier

« Quant à la mort civile, elle est l'accessoire de tout ce qu'elle concerne le mariage, dans le projet de

douces que ce plaisir même. Il y aura toujours assez de mariages pour la prospérité de la République ; l'essentiel est qu'il y ait assez de mœurs pour la prospérité des mariages. C'est à quoi le législateur doit pourvoir par la sagesse de ses règlements : les bonnes lois fondent la véritable puissance des Etats, et elles sont le plus riche héritage des nations. »

#### DIVORCE.

##### *Exposé des motifs.*

Le citoyen **Treilhard**, nommé par le Premier Consul, avec les citoyens **Emmery** et **Dumas**, pour présenter au Corps législatif, dans sa séance du 18 ventôse, le titre VI du projet de Code civil, et pour en soutenir la discussion dans sa séance du 30 du même mois, dépose sur le bureau l'exposé des motifs de ce titre.

Cet exposé est ainsi conçu :

« Citoyens législateurs,

« Le Gouvernement n'a pas dû se dissimuler les difficultés d'une loi sur le divorce : l'intérêt, les passions, les préjugés, les habitudes, des motifs encore d'un autre ordre, toujours respectables par la source même dont ils émanent, présentent, s'il est permis de le dire, à chaque pas, des ennemis à combattre : tous ces obstacles, le Gouvernement les a prévus, et il a dû se flatter de les vaincre, parce que son ouvrage ne doit être offert ni à l'esprit de parti, ni à des passions exaltées, mais à la sagesse d'un corps politique placé au-dessus du tourbillon des intrigues, qui sait embrasser d'un coup d'œil l'ensemble d'une institution, et consacrer de grands résultats quand ils offrent beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients.

« C'est dans cette conviction que je présenterai les motifs du projet de loi sur le divorce ; et, sans en discuter chaque article en particulier, je m'attacherai aux grandes bases. Leur sagesse une fois prouvée, tout le reste en deviendra la conséquence nécessaire.

« Faut-il admettre le divorce ? Pour quelles causes ? Dans quelles formes ? Quels seront ses effets ?

« Faut-il admettre le divorce ?

« Vous n'attendez pas que, cherchant à résoudre cette grande question par les autorités, je fasse ici l'énumération des peuples qui ont admis ou rejeté le divorce ; que je recherche péniblement s'il a été pratiqué en France dans les premiers âges de la monarchie, et à quelle époque l'usage en a été interdit : je ne dirais rien qui fût nouveau pour vous, et tout le monde doit sentir qu'une question de cette nature ne peut pas se résoudre par des exemples.

« L'autorisation du divorce serait inutile, déplacée, dangereuse chez un peuple naissant, dont les mœurs pures, les goûts simples assureraient la stabilité des mariages, parce qu'ils garantiraient le bonheur des époux.

« Elle serait utile, nécessaire, si l'activité des passions et le dérèglement des mœurs pouvaient entraîner la violation de la foi promise, et les désordres incalculables qui en sont la suite.

« Elle serait inconséquente chez un peuple qui n'admettrait qu'un seul culte, s'il pensait que ce culte établit d'une manière absolue l'indissolubilité du mariage.

« Ainsi, la question doit recevoir une solution différente, suivant le génie et les mœurs des peuples, l'esprit des siècles, et l'influence des idées religieuses sur l'ordre politique.

« C'est pour nous, dans la position où nous

par sa nature, augmenté encore par le poison. Le règlement des intérêts après la séparation, lui fournit un no

« Enfin chacun des deux époux, à la vue des regrets, quelquefois au remords, du désir bien naturel de remplir le vide de l'environne, et cependant sans espérer une union qu'il pourra avouer, forme une manière de courir après les distractions, le besoin pressant de se fuir lui-même, l'insensiblement entraîné dans la tourmente de tous les désordres qu'elle me

« A Dieu ne plaise que je prétende que le mariage soit celui de tous les époux ; mais seulement que l'impossibilité de former un nouveau lien les expose à toutes les fautes et aux tentations ; qu'il faut, pour résister à ces tentations si pressantes, un effort peu commun, que toutes les personnes sont capables, et que l'absence d'un lien légitime a souvent plongé un grand nombre de victimes dans les mauvaises passions.

« J'ajoute qu'il n'y a presque pas de réconciliation entre deux époux séparés ; les réconciliations furent quelquefois plus scabieuses que la séparation même : l'on a vu au contraire plusieurs fois, dans les lieux où le divorce n'est pas admis, deux être infortunés, victimes de l'un ou de l'autre, tant qu'ils furent unis, de mauvaises passions, former après leur divorce une nouvelle union, qui, s'ils ne furent pas toujours parés, du moins ne furent suivis d'aucun signe extérieur de repentir.

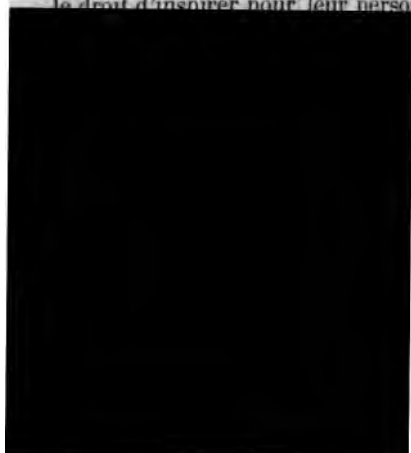
« J'en tire cette conséquence que, pour deux époux, le divorce est sans contredit la séparation.

« Mais les enfants, les enfants, que deviennent-ils après le divorce ? Je demanderai que deviennent-ils après les séparations ?

« Sans doute le divorce ou la séparation forme dans la vie des enfants une lacune bien funeste ; mais ce n'est pas la lacune ou de séparation qui fait le mal, c'est la violence hideuse de la guerre intestinale que les parents commettent par leurs actes nécessaires.

« Au moins les époux divorcés

le droit d'inspirer pour leur perso



moins sans  
e victime  
ait-il l'of-  
terdiction  
égitimes?  
t forcé la  
elque in-  
r l'âge et  
pagne qui  
stamment

de la per-  
ontré que  
éparation.  
la tire de  
demande,  
dernier, et  
ient pour-  
ts?

à déjà des  
iscussion,  
lignité du  
cuniaux,  
l'aliment.

, en proie  
rouvant le  
ffreux qui  
de former  
quelque  
ns par le  
se trouve  
ipation et  
sa suite.

ue ce ta-  
ès! Je dis  
un nou-  
ces de sé-  
s dangers

dont peu  
terdiction  
ns retour  
s mœurs.

exemples  
t que ces  
euses que  
aire plu-  
orce était

l'un et  
lence des  
mariages  
rent heu-  
t éclat ni

pour les  
féralité à

endront-  
on tour,  
?  
tion des  
époque  
divorce  
e tableau  
endu ces

it encore  
respect  
d pourra  
facier par  
s fatales  
n'étant  
l'époux,

cart qui

« C'est peut-être ce qui peut arriver de plus heu-  
reux pour les enfants; l'affection des pères se  
soutiendra bien plus sûrement dans la sainteté  
d'un nœud légitime que dans les désordres d'une  
liaison illicite, auxquels il est si difficile d'échap-  
per quand on n'a plus droit de prétendre aux  
honneurs du mariage.

« Mais, dit-on, les lois ont toujours regardé  
d'un œil défavorable les secondes noces : je  
n'examinerai pas si cette défaveur est fondée sur  
des raisons sans réplique, ou si au contraire, dans  
une foule d'occasions, un second mariage ne fut  
pas pour les enfants un grand acte de tendresse;  
j'observe seulement qu'il ne s'agit point ici d'une  
épouse à qui la mort a ravi son protecteur et son  
ami, et dont le cœur, plein de ses premiers sen-  
timents, repousse avec amertume toute idée d'une  
affection nouvelle.

Il s'agit d'époux dont les discordes ont éclaté,  
dont tous les souvenirs sont amers, qui, éprouvant  
le besoin de fuir pour ainsi dire leur vie passée  
et de se créer une nouvelle existence, se précipi-  
teront trop souvent dans le vice, si les affections  
légitimes leur sont interdites.

« Le véritable intérêt des enfants est de voir  
les auteurs de leurs jours heureux, dignes d'es-  
time et de respect, et non pas de les trouver  
isolés, tristes, éprouvant un vide insupportable,  
ou comblant ce vide par des jouissances qui ne  
sont jamais sans amertume, parce qu'elles ne sont  
jamais sans remords.

« Quant à la société, il est hors de doute  
que son intérêt réclame le divorce, parce que  
les époux pourront contracter dans la suite de  
nouvelles unions : pourquoi frapperait-elle d'une  
fatale interdiction des êtres que la nature avait  
formés pour éprouver les plus doux sentiments  
de la paternité? Cette interdiction serait égale-  
ment funeste et aux individus et à la société :  
aux individus, qu'elle condamne à des privations  
qui peuvent être méritoires quand elles sont vo-  
lontaires, mais qui sont trop amères quand elles  
sont forcées; à la société, qui se trouve ainsi  
appauvrie de nombre de familles dont elle eût pu  
s'enrichir.

« Les formes, les épreuves dont le divorce sera  
environné pourront en prévenir l'abus : espérons  
que le nombre des époux divorcés ne sera pas  
grand; mais enfin, quelque peu considérable  
qu'il soit, ne serait-il pas également injuste et  
impolitique de les laisser toujours victimes, de  
changer seulement l'espèce du sacrifice? Et lors-  
que l'État peut légitimement attendre d'eux des  
citoyens qui le défendront, qui l'honoreront peut-  
être, faut-il étouffer un espoir si consolant?

« Toute personne sans passion et sans intérêt  
sera donc forcée de convenir que le divorce qui,  
brisant le lien, laisse la possibilité d'en contracter  
un nouveau, est préférable à la séparation qui,  
ne conservant du lien que le nom, livre deux  
époux à des combats perpétuels et dont il est si  
difficile de sortir toujours avec avantage.

« Il faut donc admettre le divorce.

• Mais le pacte social garanti à tous les Fran-  
çais la liberté de leur croyance : des consciences  
délicates peuvent regarder comme un précepte  
impérieux l'indissolubilité du mariage. Si le di-  
vorce était le seul remède offert aux époux mal-  
heureux, ne placerait-on pas des citoyens dans  
la cruelle alternative de fausser leur croyance ou  
de succomber sous un joug qu'ils ne pourraient  
plus supporter? Ne les mettrait-on pas dans la  
dure nécessité d'opter entre une lâcheté ou le  
malheur de toute leur vie?

orce pour incompatibilité d'hum  
par consentement mutuel : une  
simple suffira pour les ramener à

• Si l'allégation d'incompatil  
avait été permise à un seul des é  
rait exposé au reproche fondé d'  
solution d'un contrat formé par le  
de deux personnes, au seul repen  
deux contractants ; et, sous ce po  
cause d'incompatibilité était susc  
fortes objections.

« Si, au contraire, on veut sup  
être admise, l'allégation d'incom  
être proposée par les deux époux  
cette cause rentrerait dans celle  
ment mutuel : il n'y aurait que le

• On a dit aussi que les vœux d  
raient presque toujours trompés, et  
d'excès envers l'autre époux ref  
sement : ce refus est possib  
vraisemblable.

« Une femme convaincue d'adul  
verait-elle pas trop heureuse que  
d'indulgence, l'époux consentit à  
blesse ? Le conjoint coupable d'un  
rait-il pas le même intérêt ? Leur c  
elle pas leur premier juge ? Et les  
intéressés aussi à cacher des to  
n'auraient-ils pas toutes sortes d  
vaincre des résistances injustes ? L  
pable persistait dans ses refus  
époux serait toujours libre de for  
pour causes déterminées ; il aurai  
ce que pouvait exiger de lui sa p  
tesse ; il pourvoirait ensuite à sa  
rant à l'autorité des tribunaux.

« Il ne me reste plus sur cette p  
développer les précautions prise

force  
bien  
et.  
neur  
e se-  
dis-  
ment  
des  
ie, la  
plus  
  
pour  
it dû  
r que  
enté-  
ngé.  
irse-  
able  
con-  
pas  
  
trou-  
xcès  
fai-  
l'au-  
est-  
ents,  
ille,  
pour  
cou-  
autre  
ande  
tout  
lica-  
cou-  
  
vous  
abus  
orce  
  
nce,  
dé-  
utes  
pré-  
  
oux  
cinq  
i, il  
is de  
erne  
qua-  
  
pas  
  
con-  
re-  
oser  
; ou  
e et  
de  
  
tire  
au-  
ants  
brés  
ires,  
di-  
soit  
  
arti-  
ne  
trois  
dis-  
ers-

pective d'une union avec l'objet de quelque pas-  
sion nouvelle.

« Enfin, un intérêt d'une autre nature, mais  
non moins vif et non moins pressant, vient s'op-  
poser encore à ce qu'on use de la voie du con-  
sentement mutuel, si elle n'est pas commandée  
également à l'un et l'autre époux par les causes  
les plus irrésistibles : ils sont dépouillés de la  
moitié de leurs propriétés, qui passe de droit aux  
enfants.

« Pouvait-on prendre plus de précautions effi-  
caces pour s'assurer que le consentement mu-  
tuel du mari et de la femme ne sera pas l'effet  
d'une molle complaisance, d'un caprice passager ;  
mais qu'il sera fondé sur les motifs les plus graves,  
puisqu'il doit être accompagné de si fortes ga-  
ranties, et qu'il doit être acheté par de si grands  
sacrifices ? Et supposera-t-on jamais un concert  
frauduleux entre deux époux, entre deux fa-  
milles, pour appliquer un remède de cette vio-  
lence, si en effet le mal ne surpasse pas les forces  
humaines ?

« Les formes de l'instruction augmenteront  
encore les garanties contre les surprises.

« C'est en personne que les époux doivent faire  
leur déclaration devant le juge : ils seront ins-  
truits par lui de toutes les suites de leur dé-  
marche. Ils sont tenus de produire les autorisa-  
tions authentiques de leurs père, mère ou autres  
ascendants vivants ; ils doivent renouveler leur  
déclaration en personne, trois fois, de trois mois  
en trois mois ; il faudra représenter, à chaque  
fois, la preuve positive que les ascendants per-  
sistent dans leur autorisation, afin que les magis-  
trats ne puissent avoir aucun doute sur la per-  
sévéranee dans cette volonté.

« Enfin, après l'expiration de l'année destinée à  
remplir toutes les formalités, on se représentera  
devant le tribunal, et sur la vérification la plus  
scrupuleuse de tous les actes, le divorce pourra  
être admis.

« Je le répète, il était impossible de s'assurer de  
plus de manières et par des preuves plus efficaces,  
de la nécessité du divorce, quand il aura pour  
cause le consentement mutuel.

« Je ne dissimule pas que quelques personnes,  
admettant d'ailleurs cette cause, désireraient  
qu'elle ne fût pas écoutée quand il existe des  
enfants du mariage : mais cette exception serait  
dans le projet une grande inconséquence. On a  
introduit des formes et prescrit des conditions  
telles, qu'on a lieu d'espérer que leur observation  
rigoureuse ne permettra pas même le plus léger  
doute sur l'existence d'une cause péremptoire de  
divorce. Pourquoi donc fermerait-on la voie du  
consentement mutuel lorsque les époux ont  
des enfants ? Cette circonstance ne change en  
aucune façon leur position respective ; et les mo-  
tifs donnés pour justifier la mesure ne s'appli-  
quent pas moins directement au cas où il existe  
des enfants : quel intérêt peuvent-ils avoir plus  
pressant que celui de sauver d'un éclat fâcheux  
le nom qu'ils doivent porter dans le monde, pour  
ne pas y entrer sous de fâcheux auspices ! D'ail-  
leurs, la circonstance des enfants fournit elle-  
même un nouveau préservatif contre l'abus pos-  
sible, puisque les époux se trouvent dépouillés  
de la moitié de leurs propriétés, qui de droit est  
acquise aux enfants.

« En voilà assez, peut-être trop, sur le consen-  
tement mutuel. Je me hâte de passer aux formes  
et aux effets du divorce pour causes déterminées.

« Il fallait avant tout indiquer le tribunal où  
serait portée la demande : à cet égard point de



sont déjà que trop malheureux par les dissensions intestines de leurs fa-

« Mais si le divorce ne doit pas être une occasion de perte, ils ne doivent y trouver une occasion de dépouille de leurs jours ; les droits des enfants sont que de la manière dont ils severts s'il n'y avait pas eu de divorce

« On ne doit pas confondre l'espèce pour cause déterminée, dont les motifs sont susceptibles de discussion et de preuve devant les tribunaux, avec l'espèce des divorces par consentement mutuel : il a fallu, dans le premier cas, des garanties particulières, des garanties, contre l'abus qu'on pourrait faire de la cause ; on ne pouvait pas en trouver d'autres que l'assurance aux enfants d'une part, et de moitié des biens des pères et mères de l'autre. Cette mesure n'est plus nécessaire maintenant. Cette mesure n'est plus nécessaire même très-déplacée dans le cas du divorce pour cause déterminée, qui ne doit être que sur une preuve positive des fautes.

« Quant aux effets du divorce sur les époux, on a dû distinguer l'époux demandeur dont les plaintes sont justifiées, et l'époux défendeur dont les excès sont reconnus. Le premier ne peut et ne doit être exclu d'aucun des avantages à lui faits ; il les conservera dans toute leur intégrité. Le second, au contraire, ne peut en jouir. C'est une chance qu'on prononcerait contre lui. C'est une punition, en ce qu'elle frappe pour récompenser le coupable : il ne faut pas qu'un époux puisse croire qu'il aura toujours les avantages de la communauté, et qu'il regrette peut-être d'avoir forcé l'autre époux à se séparer par le divorce.

« L'époux contre qui le divorce a été prononcé doit-il aussi conserver les avantages qui lui ont été assurés par son contrat de mariage ? Il ne doit être digne de les recueillir ? Et lorsqu'il est convaincu de faits tellement atroces que le divorce doit en être la suite, jouira-t-il encore de ces avantages ?

deux époux est impossible : cette impossibilité une fois constante, la réunion ne pourrait être qu'une occasion nouvelle de scandale.

« Il importe que les époux soient d'avance pénétrés de toute la gravité de l'action qu'ils vont tenter; qu'ils n'ignorent pas que le lien sera rompu sans retour, et qu'ils ne puissent pas regarder l'usage du divorce comme une simple occasion de se soumettre à des épreuves passagères, pour reprendre ensuite la vie commune quand ils se croiraient suffisamment corrigés.

« Il faut aussi qu'on ne puisse pas spéculer sur cette action, et que des époux adroits et avides, peu satisfaits des gains assurés par leur contrat de mariage, ne puissent pas envisager le divorce comme un moyen de former dans la suite de nouvelles conventions pour obtenir de plus grands avantages.

« Les tribunaux ne sauraient porter une attention trop sévère dans l'instruction et l'examen de ces sortes d'affaires, et la perspective d'une réunion possible entre les époux ne pourrait qu'affaiblir dans l'âme du magistrat ce sentiment profond de peine secrète qu'il doit éprouver quand on lui parle de divorce.

« En un mot, le divorce serait un mal, s'il était prononcé quand il n'est pas démontré que la vie commune est insupportable; lorsqu'il est bien reconnu que cette vie commune est insupportable en effet, le second mariage serait lui-même un mal affreux.

« On ne se jouera pas du divorce; à Dieu ne plaise qu'on puisse se familiariser avec l'idée qu'il n'est pas prononcé pour toujours! L'espoir d'une réunion qui pourrait présenter d'abord à des esprits inattentifs l'apparence de quelques avantages, entraînerait de fait et à la longue de funestes conséquences, parce qu'elles corrompraient nécessairement l'opinion qu'on doit se former d'une action de cette nature.

« Tels sont, citoyens législateurs, les motifs du projet de loi dont je vous ai donné lecture. Ses dispositions ont été longtemps examinées, discutées, mûries, et au Conseil d'État et dans ces conférences salutaires et politiques qui, réunissant toutes les lumières, garantissent entre les principales autorités un concert si doux pour les amis du peuple français, si triste pour ses ennemis.

« Plus vous examinerez ce projet, plus, je l'espère, vous demeurerez convaincus de la nécessité d'en faire une loi de la République.

« Dans les maux physiques, un artiste habile est forcé quelquefois de sacrifier un membre pour sauver le corps entier : ainsi les législateurs admettent le divorce pour arrêter des maux plus grands. Pussions-nous un jour, par de bonnes institutions, en rendre l'usage inutile! C'est par de bonnes lois, mais c'est aussi par de bons exemples, que les mœurs publiques se reforment et se purifient : ce n'est pas le langage seul qu'on doit épurer, c'est la morale qu'il faut mettre en action. Que le mariage soit honoré; que le nom et les droits des époux soient respectés; que l'opinion publique régénérée flétrisse également le séducteur et l'infidèle, et nous n'aurons peut-être plus besoin du divorce : mais jusque-là gardons-nous de repousser un remède que l'état actuel de nos mœurs rend encore et trop souvent nécessaire. »

Le citoyen **Bigot-Préameneu** présente la section II du chapitre III du titre *des donations entre-vifs et des testaments*.

Elle est ainsi conçue :

par eux donnés, est non un droit de succession, mais un droit de successibilité.

L'article est adopté en rédaction finale.

Les articles 56 et 57 sont adoptés.

L'article 58 est discuté.

Le consul **Cambacérés** craint que la rédaction du n° 1 de cet article ne laisse trop de latitude à la révocation pour cause de ingratitude. Le donataire ne doit être révoqué que lorsqu'il a attenté à la vie du donateur, ou lorsqu'il l'a diffamé. Il pourrroit, par le mot *attentat* conduisant les tribunaux à révoquer la donation que dans le cas d'un *attentat formel* de la part du donataire, qui ne crussent que l'article ne s'appliquât qu'à quelques moyens par lesquels il a porté atteinte à la vie du donateur en danger.

Le citoyen **Miot** dit que la rédaction du n° 2, et est comprise sous le mot *délits*.

Le citoyen **Treilhard** propose de modifier le n° 2 : ou injures graves.

L'article est adopté avec cette modification.

Les articles 59 et 60 sont adoptés.

Le consul **Cambacérés** propose de réunir ces deux articles en un seul.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 61, 62, 63 et 64 sont adoptés.

L'article 65 est discuté.

Le consul **Cambacérés** fait observer que l'article est une innovation au droit romain.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'il faut prévoir, au moment de la donation, si le donataire se mariera ou non, et que si le donataire ne l'ayant point arrêté, il n'est pas tenu de se marier.

ir, mais  
disposi-

redac-  
it assez  
ingrati-  
bienfait,  
fauteur,  
que ce  
pronon-  
/ aurait  
t qu'ils  
aux au-  
entre les

entre  
généri-

uter au  
nt.

refondre

s.

que cet  
nt.

ateur a  
il pour-  
lération  
de l'ad-  
ir chan-  
être lui-  
la do-

leurs la  
arts des  
dice que

lquefois  
ant gra-  
ie serait  
el il se-  
de voir  
s consi-  
elle que  
ème.

l'ordon-  
venance  
onateur  
repous-  
uit révo-  
cation,  
uger de  
ailleurs  
tion est

que les  
osition,  
ue cette

orité de  
qu'elle  
t sur la  
e d'en-  
ndant  
oute es-  
if d'an-

nuler les contrats. L'intérêt de la propriété doit l'emporter ; et si le donateur a agi avec trop de légèreté, il serait injuste de faire retomber sur le donataire la peine de cette imprudence.

Le consul **Cambacérés** dit que l'intérêt de favoriser les mariages ne peut influencer sur cette question. L'usage entraînera toujours les hommes vers cet engagement, indépendamment des calculs qu'on leur a prêtés dans le cours de cette discussion.

Est-il présumable qu'un donateur ait voulu préférer un étranger à ses propres enfants ? et ne doit-il pas être censé avoir modifié sa libéralité par la condition qu'elle serait nulle s'il devenait père ?

Le Consul pense que cette condition s'attache tacitement à toutes les donations ; qu'il y aurait peut-être trop de dureté à lier irrévocablement un donateur qui, dans sa jeunesse, a pu disposer trop indiscrètement.

L'article est rejeté.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il reste à décider si l'on admettra dans toute son étendue l'ancienne jurisprudence, qui, ne se bornant pas à faire dériver de la survenance d'enfants le droit de révoquer la donation, la déclarait, en ce cas, révoquée de plein droit. Le système avait l'inconvénient de laisser trop longtemps la propriété incertaine ; car le donateur et ses héritiers avaient trente ans pour faire valoir la révocation.

Le citoyen **Portalis** dit que la révocation étant établie en faveur des enfants, et ces enfants ne pouvant pas eux-mêmes faire valoir leurs droits au moment où ils viennent de naître, il est nécessaire que la loi veille pour eux et leur assure ses bienfaits.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) ne partage point cet avis. Il pense que s'il est juste d'accorder au donateur le droit d'écouter le sentiment de la paternité, qu'il ne connaissait pas encore au moment où il a disposé, il est juste aussi de le laisser décider lui-même si ce sentiment est plus fort dans son cœur que celui qui l'avait porté à donner.

Le consul **Cambacérés** dit que la question proposée par le citoyen **Tronchet** vient d'être résolue par le conseil, qui a écarté l'article proposé pour revenir au droit établi par l'ordonnance de 1731.

La question est mise aux voix.

Le conseil adopte le droit établi par l'ordonnance de 1731.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** présente la section 1<sup>re</sup> du chapitre IV, intitulée : *des dispositions testamentaires*.

Elle est ainsi conçue :

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la forme des testaments.*

Art. 66. « Un testament ne pourra être fait conjointement et dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de donation réciproque et mutuelle. »

Art. 67. « Un testament pourra être fait par acte public et sous signature privée. »

Art. 68. « Le testament par acte public est celui qui est reçu par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins qui sachent et puissent signer. »

« Il doit être écrit par le notaire tel qu'il est dicté par le testateur ; il doit lui en être donné lecture en présence de témoins. »

« Il est fait de tout mention expresse. »

« Si le testateur déclare qu'il ne peut ou ne sait

[Disc. du projet de Code ci

vant deux notaires assistés d  
devant un notaire et quatre t

3° Que la forme du testam  
conservée telle qu'elle est é  
nance de 1735; qu'il ne sera p  
lorsque le testateur ne saura c  
mais que la cause de l'empêc  
mée dans le testament;

4° Que, dans les campagne  
moitié des témoins sache écr

L'article 69 est discuté.

La première partie de cet  
avec l'amendement *que les te*  
*blicoles.*

Le citoyen **Treilhard** obs  
partie de l'article doit recev  
à l'égard du testament myst  
légataire ne pouvant connaît  
tament, il n'y a pas les mè  
exclure que lorsque le testam

Le consul **Cambacérés** aj  
témoins se réduit à attester un

Le citoyen **Bigot-Préam**  
d'ailleurs c'est le testateur lu  
les témoins.

La proposition du citoyen *T*

La séance est levée.

Pour extrait

*Le secrétaire général du*  
*J. G.*

---

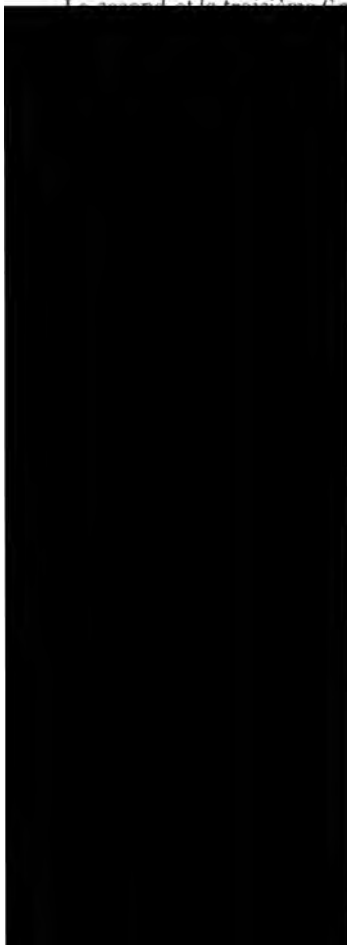
SÉANCE

DU 21 VENTÔSE AN XI DE

*(Samedi 12 mars*

Le **Premier Consul** prés

Le second et le troisième C



ou ne restât pas incertaine. C'est par elle que les familles se perpétuent et qu'elles se distinguent les unes des autres : c'est une des bases de l'ordre social; on doit la maintenir et la consolider.

« Il a fallu, pour y parvenir, s'attacher à des faits extérieurs et susceptibles de preuves.

« On trouve un premier point d'appui dans cette institution qui, consacrée par tous les peuples civilisés, a son origine et sa cause dans la nature même; qui établit, maintient et renouvelle les familles; dont l'objet principal est de veiller sur l'existence et sur l'éducation des enfants; dont la dignité inspire un respect religieux; dans le mariage.

« Les avantages que la société en retire doivent être principalement attribués à ce que, pour fixer la paternité, il établit une présomption qui presque toujours suffit pour écarter tous les doutes.

« Cette présomption, admise chez tous les peuples, est devenue une règle d'ordre public, dont l'origine, comme celle du mariage, se perd dans la nuit des temps : *Pater est quem nuptiæ demonstrant*. Quels pourraient donc être les indices plus grands que ceux qui résultent de la foi promise des deux époux, de leur cohabitation, des regards de leurs concitoyens au milieu desquels ils passent leur vie ?

« Cependant lorsqu'on est forcé d'avouer que cette règle, si nécessaire au maintien de la société, n'est établie que sur des indices, le législateur se mettrait en opposition avec les premiers éléments du droit et de la raison, s'il faisait prévaloir une présomption à une preuve positive ou à une présomption plus forte. Au lieu de soutenir la dignité du mariage, on l'avilirait : on le rendrait odieux, s'il servait de prétexte à légitimer un enfant qui, aux yeux du public, conviendrait par des circonstances décisives, n'appartiendrait point au mariage.

« Tel serait le cas où le mari aurait été dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

« Cette impossibilité peut avoir pour cause l'éloignement ou quelque accident.

« La distance qui a séparé le mari et la femme doit avoir toujours été telle, qu'il ne reste aucun doute sur ce qu'il ne peut y avoir eu de rapprochement.

« La loi n'a dû admettre contre la présomption résultant du mariage, que les accidents qui rendent physiquement impossible la cohabitation. Elle a aussi prévenu tous ces procès scandaleux, ayant pour prétexte des infirmités plus ou moins graves, ou des accidents dont les gens de l'art ne peuvent tirer que des conjectures trompeuses.

« Le mari lui-même ne sera point admis à désavouer l'enfant, en alléguant son impuissance naturelle.

« Des exemples célèbres ont prouvé que ni cette cause d'impossibilité de cohabitation, ni la déclaration du mari qui veut s'en prévaloir, ne méritent confiance. Les gens de l'art n'ont eux-mêmes aucun moyen de pénétrer de pareils mystères; et tel mari dont le mariage a été dissous pour cause d'impuissance, a obtenu d'un autre mariage une nombreuse postérité.

« En vain la voix du mari s'élèverait-elle contre sa femme pour l'accusation la plus grave, celle de l'adultère : ce crime, fût-il prouvé, ne ferait naître contre l'enfant que le père voudrait désavouer, qu'une présomption qui ne saurait balancer celle qui résulte du mariage. La femme peut avoir été coupable sans que le flambeau de l'hyménée fût encore éteint.

« Cependant si la femme, ayant été condamnée pour adultère, avait caché à son mari la nais-

preuve. En outre, il s'entend appeler de père, et son silence équivaut à un consentement en faveur de l'enfant : la qualité de père a consenti une fois à porter est irrévocable.

« Il devra réclamer dans le mois, sur les lieux de la naissance de l'enfant, deux mois après son retour, si, à la date de son retour, il est absent; et dans les deux mois couverts de la fraude, si on lui a caché la naissance.

« Cependant si le mari meurt avant d'avoir fait sa déclaration, et lorsque le délai pour former n'était pas encore expiré, l'action pouvait intenter est au nombre des actions que la loi transmet à ses héritiers. On a vu que le plus souvent les enfants dont la paternité est contestée, ne sont produits que qu'après la mort du mari, qui aura eu les moyens de les repousser. D'ailleurs, le mari meurt dans le court délai que lui laisse la loi pour réclamer, a le plus souvent été privé de la puissance d'avoir d'autres soins que ceux de prolonger ses derniers instants. On a vu que les familles à être injustement dépouillées de leur action contre l'enfant et

enfant par  
habitation.  
ité pendant  
is centième  
ant la nais-  
long de la  
e plus court  
ue où a pu  
squ'à celui  
court, il y  
a présomp-  
la nature a

tre opposée  
près la dis-

en résulte  
qu'elle ne  
stances.  
donnant au  
et la raison  
a en même  
ait été pré-  
ore en con-  
rdé comme  
eille action  
e dans les

ia des mo-  
t qu'il croit  
r-le-champ  
u'il a reçu,  
p éclater sa  
er du nom  
aveu formel  
re que l'on  
ocable.  
il se trouve  
nt; dans les  
me époque,  
près la dé-  
t caché la

at qu'il ait  
lai pour la  
ction qu'il  
oits que la  
sidéré que  
timité peut  
la famille  
u tous les  
mari qui  
onne la loi  
dans l'im-  
ux de pro-  
exposé les  
, si on eût  
e mari eût

que l'état  
n, et elle  
r sa légiti-  
e l'époque  
du mari,  
et troublés

s héritiers  
lais, en se  
tenant le

d'aucune  
lélai d'un  
contre le  
sa mère.

« Après avoir établi le petit nombre d'exceptions à la règle générale *pater est quem nuptiæ demonstrant*, la loi indique aux enfants légitimes les preuves qu'ils doivent fournir de leur filiation.

« Déjà vous avez vu dans un précédent titre du Code combien de précautions ont été prises pour constater l'état civil des citoyens. Des actes dressés de manière à établir une preuve complète sont inscrits sur des registres toujours ouverts à ceux qu'ils peuvent intéresser.

« S'il existe sur ces registres un acte qui constate l'état réclamé par l'enfant, il ne peut s'élever aucun doute sur sa filiation. C'est un acte public et authentique; il fait foi tandis qu'il n'est point inscrit de faux.

« Mais il est possible que le registre sur lequel l'acte a été inscrit soit perdu, qu'il ait été brûlé, que les feuilles en aient été déchirées ou rongées; il est même encore possible, et surtout dans des temps de trouble ou de guerre civile, que les registres n'aient pas été tenus, ou qu'il n'y ait pas eu d'acte dressé.

« C'est pour l'enfant un malheur d'être privé d'un titre aussi commode.

« Mais son état ne dépend point de ce genre de preuve.

« L'usage des registres publics pour l'état civil n'est pas très-ancien, et c'est dans des temps plus modernes encore qu'ils ont commencé à être tenus plus régulièrement. Ils ont été établis en faveur des enfants, et seulement pour les dispenser d'une preuve moins facile.

« Le genre de preuve le plus ancien, celui que toutes les nations ont admis, celui qui embrasse tous les faits propres à faire éclater la vérité, celui sans lequel il n'y aurait rien de certain ni de sacré parmi les hommes, c'est la preuve de la possession constante de l'état d'enfant légitime.

« Différente des conventions qui la plupart ne laissent d'autres traces que l'acte même qui les constate, la possession d'état se prouve par une longue suite de faits extérieurs et notoires, dont l'ensemble ne pourrait jamais exister s'il n'était pas conforme à la vérité.

« On ne peut plus douter que l'enfant ne soit né de mariage, quand il prouve que ses père et mère, unis légitimement, l'ont constamment traité comme le sont tous les enfants légitimes.

« Cette preuve peut se composer de faits si nombreux et si variés, que leur énumération eût été impossible.

« La loi se borne à indiquer les principaux.

« L'individu a-t-il toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir?

« Le père l'a-t-il traité comme son enfant, et a-t-il pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement?

« A-t-il été constamment reconnu pour tel dans la société?

« A-t-il été reconnu pour tel dans la famille?

« La loi n'exige point que tous ces faits concourent; l'objet est de prouver que l'enfant a été reconnu et traité comme légitime: il n'importe que la preuve résulte de faits plus ou moins nombreux, il suffit qu'elle soit certaine.

« Lorsque les deux principes moyens de constater l'état civil d'un individu, qui sont le titre de naissance et la possession conforme à ce titre, se réunissent, son état est irrévocablement fixé.

« Il ne serait même pas admis à réclamer un état contraire, et réciproquement nul ne serait recevable à le lui contester.

« Le titre et la possession d'état ne pourraient



tention de réclamer, s'il est mort six  
après cinq années expirées depuis

• Dans tous ces cas, l'action ne  
tentée par ses héritiers.

« C'est ainsi que, dans la loi propo-  
ché à concilier l'intérêt de ceux qui  
état et celui des familles. Il n'est po-  
plus favorable que celle d'un enf-  
couvrir son état civil. Mais aussi  
d'enfants qui se trouvent injuste-  
position malheureuse, sont moins  
les exemples d'individus troublan-  
repos des familles; il y a plus  
par la cupidité qu'il n'y a de pé-  
dénaturés.

« Après avoir établi les règles  
des enfants légitimes, la loi s'occu-  
enfants nés hors mariage.

« Elle met dans une classe à part  
nés de pères et mères libres, pen-  
au rang d'enfants légitimes, lors-  
et mères s'unissent par les liens

« La légitimation par le mariage  
au nombre des lois romaines.

« Le droit canonique, suivi à cet  
depuis un grand nombre de siècles  
nombre de ses principes, que la l-  
rendait légitimes les enfants que l-  
eus ensemble antérieurement.

« L'ordre public, le devoir du p-  
la mère, la faveur due à l'enfant  
à faire maintenir cette espèce de

« L'ordre public est intéressé à  
et la femme qui vivent dans le dé-  
moyen d'éviter l'un et l'autre de c-  
celui de se séparer par dégoût, o-  
tinuer un commerce illicite. La  
dans une union sainte et respe-  
tages assez précieux pour les  
tracter.

• Au nombre de ces avantages  
celui de prouver à l'enfant pour  
lui avoir inspiré des sentiments d-  
tes les prérogatives que donne d-  
qualité d'enfant légitime. C'est



ent entrer  
tenue en-  
tent.

it, les héri-  
qu'ils ont

nduite de  
droits, ou  
ie doivent  
e famille à  
ie regardé

rd, si l'en-  
en est for-

rée respec-  
ois années  
dure com-

is eu l'in-  
l'avoir fait,  
majorité.  
rra être in-

, on a cher-  
ament leur  
le demande  
ui veut re-  
exemples  
dans cette  
ibreux que  
istement le  
ns excités  
t de mères

la filiation  
lu sort des

qui, étant  
être élevés  
eurs pères  
ariage.  
séquent fut

en France  
it aussi au  
lu mariage  
ux avaient

'intérêt de  
t concourt  
nation.  
e l'homme  
e aient un  
ux écueils,  
ai de con-  
leur offre  
des avan-  
à la con-

omme aura  
nature doit  
resse, tou-  
société la  
de sa part  
cesse lui

ne le plus  
recouvrer  
titres ho-

ère qui  
sauraient  
invoquent

les effets d'une union qui a des rapports si intimes avec leur naissance antérieure.

« Cependant, si l'intérêt des mœurs a fait admettre la légitimation par mariage subséquent, ce même intérêt s'oppose à ce qu'elle ait lieu, si les enfants ne sont pas nés de pères et de mères libres. Les fruits de l'adultère ou de l'inceste ne sauraient être ensuite assimilés à ceux d'un hymen légitime.

« Il est encore, pour le repos des familles, une condition exigée des pères et mères : ils doivent reconnaître, avant le mariage ou dans l'acte de la célébration, les enfants qu'ils ont à légitimer.

« Ceux qui regrettent que la reconnaissance postérieure à la célébration n'ait pas le même effet, pensent que la légitimation est une suite nécessaire du mariage, et ils craignent que la pudeur ou l'intérêt de ne pas aliéner le cœur de parents austères n'ait empêché les époux de faire à temps les actes de reconnaissance.

« La règle suivant laquelle le mariage légitimait de plein droit, avait été admise dans le système où la recherche de la paternité n'était pas interdite. Alors l'enfant conservait toujours le droit de prouver contre ses père et mère l'origine de sa naissance; il n'avait pas besoin d'être reconnu. Mais lorsqu'il n'y a de paternité constante que par la reconnaissance même du père, ainsi qu'on l'expliquera dans la suite, il est indispensable que l'enfant soit d'abord avoué pour être ensuite légitimé.

« La légitimation n'est point un effet nécessaire du mariage : elle n'est qu'un bénéfice de la loi. Autrefois même, dans plusieurs pays, elle devait être rendue solennelle par des cérémonies publiques au moment de la célébration.

« Dans d'autres, tels que l'Angleterre, on ne l'a point adoptée; elle a été considérée comme favorisant le concubinage.

« Dans la loi proposée, si on la regarde comme utile à l'ordre public, ce n'est qu'avec des précautions dictées par l'expérience.

« Les enfants nés hors mariage n'ont point en leur faveur de présomption légale de leur naissance; ils n'ont qu'un témoignage : il doit être donné dans un temps non suspect. La loi ne peut laisser à des époux la faculté de s'attribuer des enfants par leur consentement mutuel. Les familles ne doivent pas être dans une continuelle incertitude.

« La pudeur ou la crainte par lesquelles on suppose que les père et mère ont pu être enchaînés avant le mariage et à l'époque de sa célébration, ne sont pas des motifs d'admettre une reconnaissance tardive.

« La loi ne saurait faire entrer en considération une fausse pudeur et des vues d'intérêt. Il est au contraire dans ses principes que rien ne peut dispenser d'obéir à la conscience et de remplir les devoirs de la nature.

« Cette légitimation est admise même en faveur des enfants décédés qui ont laissé une postérité, et dans ce cas elle profite à leurs descendants.

« L'équité a prescrit cette mesure. La légitimation du père aurait eu sur le sort et sur la fortune de ses enfants une telle influence, qu'elle ne saurait être regardée comme un bienfait qui lui soit personnel. C'est un chef de famille que la loi a voulu créer : si ce chef n'existe plus, ses descendants doivent être admis à le représenter.

« Une déclaration du 26 novembre 1639 avait déclaré incapables de toutes successions les enfants nés de femmes que les pères avaient entre-

On ne peut pas dire que le monde  
soit un lieu de bonheur. Mais  
c'est un lieu où l'on peut  
être heureux.

Le monde est un lieu où l'on peut  
être heureux. Mais ce n'est pas  
un lieu où l'on peut être  
heureux tout le temps. C'est  
un lieu où l'on peut être  
heureux parfois. C'est un lieu  
où l'on peut être heureux  
quelquefois. C'est un lieu où  
l'on peut être heureux  
souvent. C'est un lieu où l'on  
peut être heureux  
toujours.

Mais ce n'est pas un lieu où l'on  
peut être heureux tout le temps.  
C'est un lieu où l'on peut être  
heureux parfois. C'est un lieu  
où l'on peut être heureux  
quelquefois. C'est un lieu où  
l'on peut être heureux  
souvent. C'est un lieu où l'on  
peut être heureux  
toujours. Mais ce n'est pas un  
lieu où l'on peut être heureux  
tout le temps. C'est un lieu où  
l'on peut être heureux parfois.  
C'est un lieu où l'on peut être  
heureux quelquefois. C'est un  
lieu où l'on peut être heureux  
souvent. C'est un lieu où l'on  
peut être heureux toujours.

urs de leurs

régime, un  
herches de  
unaux aux  
gements les  
la plus va-  
ait la plus  
lanchi dans  
ient point à  
udente, ou  
e genre de  
affligeantes.  
nité étaient  
é.

nts naturels  
2 brumaire  
faire cesser  
voudraient  
notifs plau-

a preuve de  
résulter que  
s ou privés  
nnés à titre  
tant à leur  
il en serait

L'état et les  
ère seraient  
ion du Code  
ar les dispo-  
s, en cas de  
tion, la re-  
un officier  
de ces en-

du Code ci-  
la promul-  
t établi que  
la paternité  
naissance  
déclaration

disposition,  
rnité, a été  
être établie  
naissance,  
illes soient  
, que cette  
acte même  
que.

entle excep-  
l'époque se  
ors le ravis-  
rsonnes in-  
t.

r et la forte  
grossesse de  
rapporte à  
notifs suffi-  
de moyens  
de l'enfant.  
e genre de  
s naturelle,  
sement des

e de la pa-  
Il ne s'agit  
stères de la  
ité de l'en-  
euvent être

prendre des

précautions contre ce genre de preuves qui pourra être admis. Si la crainte des vexations et de la diffamation a fait rejeter les recherches de la paternité, ce serait pour les femmes un malheur encore plus grand, si leur honneur pouvait être compromis par quelques témoins complaisants ou subornés. On ne présume point qu'un enfant ait été mis au monde sans qu'il y ait par écrit quelques traces, soit de l'accouchement, soit des soins donnés à cet enfant. Il était donc à la fois de justice particulière et d'honnêteté publique de n'admettre l'enfant à prouver qu'il est identiquement le même que celui dont la mère qu'il réclame est accouchée, que dans le cas où il aura déjà un commencement de preuve par écrit.

« La reconnaissance des enfants adultérins ou incestueux serait de la part du père et de la mère l'aveu d'un crime. Il a été réglé qu'elle ne pourrait avoir lieu qu'au profit d'enfants nés d'un commerce libre.

« On a voulu également éviter le scandale public que causerait l'action judiciaire d'un enfant adultérin ou incestueux qui rechercherait son état dans la preuve du délit de ceux qu'il prétendrait en même temps être les auteurs de ses jours. Ils ne seront dans aucun cas admis à la recherche, soit de la paternité, soit de la maternité.

« La déclaration de la mère sur la paternité ne pouvant devenir un titre pour inquiéter celui qu'elle aurait désigné, il devait être décidé, par réciprocité et par le même motif d'honnêteté publique, que celui qui se reconnaîtrait pour père ne pourrait point donner des droits contre la femme qu'il indiquerait. La reconnaissance du père, sans l'indication et l'aveu de la mère, n'aura d'effet qu'à l'égard du père.

« Il semble, au premier coup d'œil, que la reconnaissance du père ne devrait être d'aucun effet, quand elle est désavouée par la mère. C'est elle qui doit avoir, plus encore que celui qui se reconnaît pour le père, le secret de la paternité. Mais il est possible que la mère, soit par haine contre le père qui s'est reconnu, soit par d'autres considérations, désavoue cette reconnaissance. On a trouvé qu'il serait trop dur que le cri de la conscience et de la nature, de la part du père, fût étouffé par un seul témoignage qui pourrait même souvent être suspect.

« Il faut encore observer qu'il serait contraire aux mœurs que la reconnaissance du père ne pût être faite sans indiquer la mère, afin qu'elle avoue ou qu'elle désavoue. Il pourrait même arriver qu'elle mourût avant d'avoir fait sa déclaration. Le père doit donc avoir le droit de reconnaître l'enfant sans indiquer la mère; et puisqu'il n'a pas besoin de son concours, c'est un motif de plus pour que le désaveu de la mère indiquée ne puisse nuire aux enfants.

« Il est un cas dans lequel un enfant naturel ne pourrait se prévaloir de la reconnaissance du père; c'est celui où elle aurait été donnée par l'un des époux au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, pendant son mariage, d'un autre que de son époux. Une pareille reconnaissance ne pourra nuire ni à l'autre époux ni aux enfants nés de ce mariage. Il ne peut pas dépendre de l'un des époux de changer, après son mariage, le sort de sa famille légitime, en appelant des enfants naturels qui demanderaient une part dans les biens. Ce serait violer la foi sous laquelle le mariage aurait été contracté. Si l'ordre public ne permet pas que des époux reconnaissent, après leur mariage, leurs propres enfants qu'ils voudraient légitimer, à plus forte raison les enfants qui sont étrangers à

entre eux n'atteignent nul aut  
famille.

« Si, dans le code cité, l'orga  
idée principale est susceptible d'a  
moins le vrai point de départ y  
l'avons suivi, ou plutôt nous no  
contrés dans la même voie, aprè  
beaucoup d'autres systèmes.

« Ainsi la possibilité de faire  
été aperçue, et plusieurs adversa  
tution s'y sont ralliés lorsqu  
qu'elle était compatible avec no  
ciales.

« Eh! comment, sans faire i  
français, pourrait-on penser q  
répugne à une institution qui d  
fois un acte de consolation pour  
et un acte de bienfaisance env  
adopté?

« Que la loi la consacre, et les  
diront : elles y gagneront aussi ;  
se faire, a souvent besoin d'être

« Autrefois, dans l'absence de l  
on pas vu des institutions d'hériti  
tion de porter le nom de l'institua  
faire aujourd'hui; il faut donn  
humaines un écoulement heure  
geant vers un but utile.

« Admettez une adoption sag  
et vous verrez les citoyens qui  
ni l'espoir d'en obtenir, se chois  
et pour leur vieillesse, un appui  
nombreuse d'enfants peu fortu  
tour, paieront d'une éternelle  
bienfait de leur éducation et de

« Ce ne sera plus l'orgueil qu  
acte; l'habitant des campagnes

re de la  
de cette  
ions, du  
et nous  
es ren-  
xaminé  
  
ie loi a  
tte ins-  
connu  
es so-  
  
peuple  
aractère  
out à la  
adopte,  
qui est  
  
applau-  
n, pour  
  
i, n'a-t-  
condi-  
t mieux  
assions  
s diri-  
  
ganisée,  
nfants,  
vivant,  
e classe  
à leur  
ance le  
  
a à cet  
comme  
  
optant,  
s'il y a  
adopté,  
l'Etat,  
me.  
tout ce  
nisée:  
osition  
  
loption  
l'adop-  
is jouir  
é com-  
e sera,  
ternité  
.  
urra-t-  
  
cordée  
it non-  
encore  
u ma-  
  
ateurs,  
tre at-  
querait  
ais les  
eront-  
faculté  
s âgées  
  
et âge :  
usque-  
c leur  
  
plique

également à celle qui ne l'est pas, car le terme de la fécondité leur est commun.

« A l'égard des hommes, si cette limite n'existe pas invinciblement pour eux, il en est bien peu qui après cinquante ans songent au mariage, et, disons plus, il est peu dans l'intérêt social qu'ils y songent.

« Mais ici se place la discussion d'un point important et longuement agité dans les délibérations qui ont précédé l'émission du projet.

« Convient-il d'ajouter à la condition d'âge celle d'être ou d'avoir été marié ; ou, en d'autres termes, convient-il de refuser le bénéfice de l'adoption aux célibataires ?

« Les lois contre le célibat ont été, chez les différents peuples de la terre, plus ou moins sévères, selon les besoins des sociétés pour lesquelles elles étaient faites.

« Les lois de Lycurgue sont comptées parmi les plus rigoureuses qui aient été portées contre le célibat ; mais nous ne sommes pas dans la position des Spartiates.

« Toutefois si la faculté d'adopter, accordée aux célibataires âgés de plus de cinquante ans, pouvait être un encouragement général au célibat, il faudrait sans doute leur ravir cette faculté, plutôt que d'exposer la société toute entière aux maux résultant de l'abandon des mariages.

« Ce point accordé, voyons si les craintes qu'on a manifestées à ce sujet sont fondées.

« Les partisans de l'exclusion des célibataires la fondent moins sur les moyens qui, au delà de cinquante ans, peuvent leur rester encore pour se reproduire, que sur la crainte de voir les jeunes gens mêmes s'éloigner du mariage, dans la perspective de la faculté qu'ils auront d'adopter un jour.

« Vaine terreur ! C'est trop accorder à la prévoyance de l'homme et trop peu aux impulsions de la nature ; qu'on s'en fie à celle-ci ; et de même qu'on préfère ses enfants à ceux d'autrui, de même aussi le mariage sera généralement préféré à l'adoption.

« Qu'arrivera-t-il avec l'adoption ? Ce qui arrivait avant elle et sans elle : il y aura toujours quelques célibataires sans doute, mais ce sera une exception dans la société, et cette exception ne devra point sa naissance au calcul qu'on suppose ; elle existe aujourd'hui, elle a toujours existé.

« Tel homme se trouvera parvenu au revers de la vie sans avoir songé au mariage, uniquement par insouciance ; tel autre ne s'en sera abstenu que pour cause de maladie ou d'infirmités ; tel autre enfin pour soutenir de proches parents auxquels il tiendra lieu de père, car il peut se trouver jusque dans le célibat quelques motifs louables, ou du moins quelques excuses légitimes.

« Eh bien, arrêtons-nous d'abord à la première espèce, la moins favorable de toutes.

« Cet homme frivole et insouciant n'a point payé sa dette à la patrie : cela est vrai ; mais le temps opportun de la payer sera passé, et les mariages tardifs, rarement heureux pour les individus, sont plus rarement encore utiles à la société.

« Pourquoi donc ne pas admettre cet homme à réparer ses torts par la voie la plus convenable à sa situation ? Pourquoi lui interdire un acte de bienfaisance ? Lui refuser l'adoption, ne serait-ce pas lui dire : *Tu as été inutile jusqu'à présent, nous te condamnons à l'être toujours ?*

« Mais si l'attention se porte sur les autres classes de célibataires, et principalement sur les individus que les infirmités ont éloignés du mariage, combien l'exclusion ne serait-elle pas plus injuste envers eux !

[Disc. du projet de Code civil.]

entre eux n'atteignent nul autre famille.

« Si, dans le code cité, l'organ idée principale est susceptible d'au moins le vrai point de départ y e l'avons suivi, ou plutôt nous nous contrés dans la même voie, après beaucoup d'autres systèmes.

« Ainsi la possibilité de faire r été aperçue, et plusieurs adversai titution s'y sont ralliés lorsqu'i qu'elle était compatible avec nos ciales.

« Eh! comment, sans faire in français, pourrait-on penser qu répugne à une institution qui de fois un acte de consolation pour c et un acte de bienfaisance envc adopté?

« Que la loi la consacre, et les n diront : elles y gagneront aussi; c se faire, a souvent besoin d'être i

« Autrefois, dans l'absence de l' on pas vu des institutions d'héritic tion de porter le nom de l'instituar faire aujourd'hui; il faut donne humaines un écoulement heureu geant vers un but utile.

« Admettez une adoption sage et vous verrez les citoyens qui n ni l'espoir d'en obtenir, se choisi et pour leur vieillesse, un appui nombreuse d'enfants peu fortun tour, paieront d'une éternelle r bienfait de leur éducation et de l

« Ce ne sera plus l'orgueil qui acte; l'habitant des campagnes a

de la  
le cette  
ons, du  
et nous  
es ren-  
aminé  
  
e loi a  
ite ins-  
econnu  
les so-  
  
peuple  
ractère  
ut à la  
adopte,  
qui est  
  
applau-  
i, pour  
  
, n'a-t-  
condi-  
mieux  
issions  
s diri-  
  
anisée,  
nfants,  
vivant,  
classe  
à leur  
ince le  
  
à cet  
omme  
  
optant,  
s'il y a  
dopté,  
l'État,  
ne.  
out ce  
nisée:  
osition  
  
option  
l'adop-  
sjour  
com-  
sera,  
ernité  
  
irra-t-  
  
ordée  
non-  
encore  
ma-  
  
teurs,  
re at-  
uerait  
is les  
ront-  
eulté  
âgées  
  
âge:  
sque-  
leur  
  
lique

également à celle qui ne l'est pas, car le terme de la fécondité leur est commun.

« A l'égard des hommes, si cette limite n'existe pas invinciblement pour eux, il en est bien peu qui après cinquante ans songent au mariage, et, disons plus, il est peu dans l'intérêt social qu'ils y songent.

« Mais ici se place la discussion d'un point important et longuement agité dans les délibérations qui ont précédé l'émission du projet.

« Convient-il d'ajouter à la condition d'âge celle d'être ou d'avoir été marié; ou, en d'autres termes, convient-il de refuser le bénéfice de l'adoption aux célibataires?

« Les lois contre le célibat ont été, chez les différents peuples de la terre, plus ou moins sévères, selon les besoins des sociétés pour lesquelles elles étaient faites.

« Les lois de Lycurgue sont comptées parmi les plus rigoureuses qui aient été portées contre le célibat; mais nous ne sommes pas dans la position des Spartiates.

« Toutefois si la faculté d'adopter, accordée aux célibataires âgés de plus de cinquante ans, pouvait être un encouragement général au célibat, il faudrait sans doute leur ravir cette faculté, plutôt que d'exposer la société toute entière aux maux résultant de l'abandon des mariages.

« Ce point accordé, voyons si les craintes qu'on a manifestées à ce sujet sont fondées.

« Les partisans de l'exclusion des célibataires la fondent moins sur les moyens qui, au delà de cinquante ans, peuvent leur rester encore pour se reproduire, que sur la crainte de voir les jeunes gens mêmes s'éloigner du mariage, dans la perspective de la faculté qu'ils auront d'adopter un jour.

« Vaine terreur! C'est trop accorder à la prévoyance de l'homme et trop peu aux impulsions de la nature; qu'on s'en fie à celle-ci; et de même qu'on préfère ses enfants à ceux d'autrui, de même aussi le mariage sera généralement préféré à l'adoption.

« Qu'arrivera-t-il avec l'adoption? Ce qui arrivait avant elle et sans elle: il y aura toujours quelques célibataires sans doute, mais ce sera une exception dans la société, et cette exception ne devra point sa naissance au calcul qu'on suppose; elle existe aujourd'hui, elle a toujours existé.

« Tel homme se trouvera parvenu au revers de la vie sans avoir songé au mariage, uniquement par insouciance; tel autre ne s'en sera abstenu que pour cause de maladie ou d'infirmités; tel autre enfin pour soutenir de proches parents auxquels il tiendra lieu de père, car il peut se trouver jusque dans le célibat quelques motifs louables, ou du moins quelques excuses légitimes.

« Eh bien, arrêtons-nous d'abord à la première espèce, la moins favorable de toutes.

« Cet homme frivole et insouciant n'a point payé sa dette à la patrie: cela est vrai; mais le temps opportun de la payer sera passé, et les mariages tardifs, rarement heureux pour les individus, sont plus rarement encore utiles à la société.

« Pourquoi donc ne pas admettre cet homme à réparer ses torts par la voie la plus convenable à sa situation? Pourquoi lui interdire un acte de bienfaisance? Lui refuser l'adoption, ne serait-ce pas lui dire: *Tu as été inutile jusqu'à présent, nous te condamnons à l'être toujours?*

« Mais si l'attention se porte sur les autres classes de célibataires, et principalement sur les individus que les infirmités ont éloignés du mariage, combien l'exclusion ne serait-elle pas plus injuste envers eux!



plis, l'adopté aura besoin du conseil du père et mère; à tout âge, il devra être sous le conseil. Les droits des père et mère seront ainsi respectés autant qu'il sera possible.

« Mais jusqu'ici, citoyens, nous n'avons considéré qu'une classe d'adoptés.

« Nous avons maintenant à vous proposer une autre espèce d'adoption dirigée, non sur le père et mère, mais sur le pupille à qui on aura donné l'éducation, les soins que l'enfance appelle, et dont on aura reçu le service et la conservation de sa propre vie, et dont les circonstances propres à signaler un grand service méritent d'être reconnues.

« Cette position est l'inverse de celle que nous avons vue; elle mérite peut-être plus de faveur.

« Un citoyen sauve la vie à un autre dans un combat, soit en le retirant des flots, soit en le protégeant.

« Qui n'applaudirait point à l'adoption de l'homme sauvé d'acquitter sa dette envers celui qui lui aura conservé la vie?

« Ici le sentiment entraîne, et la justice ne peut que le suivre. Elle porte à rejeter toute entrave à l'adoption dans un cas si favorable.

« Cependant, citoyens, les lois ne peuvent que régler quelques-unes des conditions générales de l'adoption; il y en a d'autres aussi que des circonstances particulières ne permettent pas de prescrire.

« Ainsi, s'il y a des enfants, les parents s'opposent à l'adoption, n'est-ce pas? ou si, dans tous les autres actes que la reconnaissance commande même, et qui sont de la nature de la dette propre des enfants, si leur père ou mère est capable de l'oublier, ou hors d'état d'y pourvoir, l'adoption est-elle possible?

« Excepté ce cas, et celui où le

de ses  
ir leur  
adopté  
l'être.  
nous

d'une  
s l'in-  
r tous  
s celui  
e de la  
circon-  
nement.  
ms la-  
s, mais

it dans  
ou des

u'aura  
optant

mon-  
condi-

il est  
i peu-  
aire, il  
ns non

réexis-  
xclure  
admet,  
ient la  
capa-  
ir.

serait  
la vie,  
e der-  
nature  
r plus

econde  
omme  
tions,  
ystème  
carac-  
nt peu  
ritique  
ption.  
tion à

lle en  
lui de

le be-  
adop-  
e titre

es de  
s-unes  
ans la

entre  
es en-  
adopté  
adop-  
adopté

entre  
ports  
entre  
iment

« Voyons maintenant quels seront les effets de l'adoption par rapport à la successibilité.

« Le projet accorde à l'adopté, vis-à-vis de l'adoptant, tous les droits d'un enfant légitime.

« Je m'arrête ici pour répondre à une objection dirigée contre cette proposition.

« Comment, a-t-on dit, cette successibilité qui absorbe tout, se conciliera-t-elle, dans le cas où l'adoptant aurait des frères ou des neveux, avec la réserve que la législation actuelle leur fait, et que la législation projetée modifie sans l'annuler ? Ces frères, ces neveux, seront-ils pleinement écartés de la succession ?

« Oui, ils le seront, mais sans qu'il en résulte d'incohérence dans le système général de nos lois.

« Ce sera une prime accordée à l'adoption sur le testament, et à l'homme utile qui aura élevé un citoyen, sur celui qui, au terme de son inutile carrière, voudrait disposer sans réserve.

« L'on vient de parler de la successibilité de l'adopté, une autre disposition s'y rattache.

« Comme cette successibilité sort du droit commun, elle a lieu sans réciprocité ; mais le projet consacre le droit qui appartient à l'adoptant de reprendre les choses par lui données à l'adopté, dans le cas où celui-ci mourrait sans enfants.

« Rien de plus juste que ce retour ; car si les parents de l'adopté succèdent à celui-ci par le principe qu'il est resté dans la famille, leurs droits ne peuvent raisonnablement s'étendre aux choses données par l'adoptant quand elles existent en nature, et qu'il se présente pour les reprendre.

« Citoyens législateurs, vous connaissez maintenant les conditions, les causes et les effets de l'adoption ; il reste à vous donner une idée des formes dans lesquelles elle devra être prononcée.

« S'il ne s'agissait ici que d'un acte de l'état civil, consistant dans un fait simple, tel qu'une naissance, un décès ou même un mariage, il suffirait sans doute de s'adresser directement à l'officier de l'état civil pour le constater ; mais d'assez nombreuses conditions en forment l'essence, pour que leur examen soit matière d'un jugement préalable.

« Ainsi, après une demande d'adoption reçue par le juge de paix, le tribunal de première instance, et ensuite celui d'appel (sur le renvoi officiel et nécessaire qui lui sera fait de la procédure et du premier jugement), vérifieront si toutes les conditions de la loi sont remplies.

« Mais leur mission ne se bornera point à ce simple examen ; ils auront aussi à examiner la moralité de l'adoptant et la réputation dont il jouit.

« Le besoin de cette disposition s'est fait surtout sentir quand la question a été traitée sous le rapport des mœurs domestiques.

« L'adoption pourrait devenir un présent funeste, si l'adoptant était sans mœurs ; qu'il soit donc examiné sous ce rapport important.

« Et remarquez combien notre institution va par ce moyen, s'ennoblir encore.

« Tout individu qui craindrait les regards de la justice ne se présentera point pour adopter, ou du moins il sera repoussé par les tribunaux ; mais celui qui sera admis par eux obtiendra par ce seul fait un éclatant témoignage de sa bonne conduite, un titre d'autant plus honorable que, donné et confirmé à la suite d'un examen judiciaire par des hommes à qui la loi recommande une juste sévérité, il ne pourra être confondu dans la foule de ces vagues témoignages accordés par

CHAPITRE PREMIER.

*De la majorité.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La majorité est fixée à  
« accomplis. A cet âge on est capable  
« actes de la vie civile, sauf la res-  
« au titre du mariage. »

CHAPITRE II.

*De l'interdiction.*

Art. 2. « Le majeur qui est dans  
« tuel d'imbécillité, de démence ou  
« être interdit, même lorsque cet  
« des intervalles lucides. »

Art. 3. « Tout parent est recevable  
« l'interdiction de son parent; il en est  
« de l'un des époux à l'égard de l'autre. »

Art. 4. « Dans le cas de fureur, si  
« n'est provoquée ni par l'époux  
« rents, elle doit l'être par le communi-  
« vernement, qui, dans les cas d'im-  
« démence, peut aussi la provoquer.  
« le mari ou la femme qui n'a ni époux, ni époux  
« connu. »

Art. 5. « Toute demande en interdiction  
« portée devant le tribunal de première instance.

Art. 6. « Les faits d'imbécillité, de  
« de fureur, seront articulés par écrit  
« poursuivront l'interdiction près  
« moins et les pièces. »

Art. 7. « Le tribunal ordonnera  
« de famille, formé selon le mode  
« section IV du chapitre II du titre  
« de la tutelle et de l'émancipation.  
« avis sur l'état de la personne dont  
« est demandée. »

Art. 8. « Ceux qui auront provoqué

	« vent être affichés dans la salle de l'auditoire et « dans les études des notaires de l'arrondisse- « ment. »
1 ans is les ortée	Art. 15. « L'interdiction ou la nomination d'un « conseil aura son effet du jour du jugement; « tous actes passés postérieurement par l'interdit « ou sans l'assistance du conseil, seront nuls de « droit. »
habi- , doit sente	Art. 16. « Les actes antérieurs à l'interdiction « pourront être annulés, si la cause de l'inter- « diction existait notoirement à l'époque où ces « actes ont été faits. »
puer nême	Art. 17. « Après la mort d'un individu, les actes « par lui faits ne pourront être attaqués pour « cause de démence, qu'autant que son interdiction « aurait été prononcée ou provoquée avant « son décès, à moins que la preuve de la démence « ne résulte que de l'acte même qui est attaqué. »
iction s pa- Gou- ou de in in- arent	Art. 18. « S'il n'y a pas d'appel du jugement « d'interdiction rendu en première instance, ou « s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la « nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur « à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre « de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation. « L'administrateur provisoire cessera ses fonc- « tions et rendra compte au tuteur s'il ne l'est « pas lui-même. »
sera nce. » ce ou x qui es té-	Art. 19. « Le mari est de droit le tuteur de sa « femme interdite. »
onseil é à la orité, e son iction	Art. 20. « La femme pourra être nommée tu- « trice de son mari. En ce cas, le conseil de fa- « mille réglera la forme et les conditions de « l'administration, sauf le recours devant les « tribunaux de la part de la femme qui se croi- « rait lésée par l'arrêté de la famille. »
erdic- il de les sera voir	Art. 21. « Nul, à l'exception des époux, des as- « cendants et descendants, ne sera tenu de con- « server la tutelle d'un interdit au delà de dix « ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra « demander et devra obtenir son remplacement. »
il de ur à sen- l'un Dans nent	Art. 22. « L'interdit est assimilé au mineur « pour sa personne et pour ses biens; les lois « sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la « tutelle des interdits. »
e, le mis- per-	Art. 23. « Les revenus d'un interdit doivent « être essentiellement employés à adoucir son « sort et à accélérer sa guérison. Selon les carac- « tères de sa maladie, et l'état de sa fortune, le « conseil de famille pourra arrêter qu'il sera « traité dans son domicile, ou qu'il sera placé « dans une maison de santé et même dans un « hospice. »
e en l'au- ppe-	Art. 24. « Lorsqu'il sera question du mariage « de l'enfant d'un interdit, la dot ou l'avance- « ment d'hoirie, et les autres conventions matri- « moniales, seront réglées par un avis du conseil « de famille, homologué par le tribunal sur les « conclusions du commissaire du Gouvernement. »
dic- cir- deur run- ner ypo- lui	Art. 25. « L'interdiction cesse avec les causes « qui l'ont déterminée; néanmoins, la mainlevée « ne sera prononcée qu'en observant les forma- « lités prescrites pour parvenir à l'interdiction; « et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice de « ses droits qu'après le jugement de mainlevée. »
u en irra, eau, per-	
tion ence ins- doi-	

### CHAPITRE III.

#### *Du conseil judiciaire.*

Art. 26. « Il peut être défendu aux prodigues  
« de plaider, de transiger, d'emprunter, de rece-  
« voir un capital mobilier et d'en donner dé-  
« charge, d'aliéner ni de grever leurs biens  
« d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil  
« qui leur est nommé par le tribunal. »

Art. 27. « La défense de procéder sans l'assis-

comme sur beaucoup d'autres, les Français et sont encore gouvernés par des principes opposés; et les principes moins rigoureux, plus ou moins r que la partie du sol français où ils est régie par le droit écrit ou par l'ancien droit.

« La législation des Romains, si elle a beaucoup de points à la nature, elle se prête de la raison, s'écarte de l'usage d'une manière bien étrange lorsqu'elle parle de la *puissance paternelle* : elle méconnaît le droit naturel et le droit des nations pour règles uniques ses institutions.

« Aussi Justinien reconnaît-il qu'elle n'est pas la *puissance paternelle*, telle qu'elle était chez les Romains, elle était toute particulière à ce peuple.

« Sous l'empire de cette législation, le droit ancien, le père de famille avait une puissance égale à celle du maître sur son esclave, et même au père de famille, le fils n'était pas même considéré comme un homme, mais comme une *chose* dont le père avait l'absolue propriété; il pouvait l'abuser. Le père pouvait, sous ce nom, charger de fers son fils; il pouvait le tuer.

« Cette *puissance* durait pendant toute la vie du père de famille, et embrassait tous ses biens.

« Cette législation peint avec une vérité et le législateur qui l'a créée, et les mœurs de ses brigandages, et les usages de son siècle et des lieux auxquels elle s'appliquait.

« Mais en même temps que Rome avait ainsi cette législation d'une inhumanité présumée, il lui conférait ce principe de la puissance paternelle, en disant presque

taient  
diffé-  
is ou  
selon  
fessés  
outu-

ne en  
inter-  
'autre  
ccupe  
ors et  
prend

sance  
nains,

par le  
puis-  
Rela-  
mille  
sonne,  
mille  
er, en  
ation,  
lre, il

a vie  
is ses

lélité,  
com-  
ie du  
venir.  
quait  
em-  
ce ca-  
s, que  
es ses

emps  
toute

rrrait  
isen-  
fut  
s pa-  
autre  
s ra-

on de  
int à

le de  
ouva  
qui  
le di-

nt le  
e, la  
prin-  
tions  
ésul-  
teur.  
es, la  
prin-  
outes

ie, et  
mais  
e lé-  
ouis-  
ation

« Dans le dernier état de cette législation, le fils de famille reste de droit sous la puissance paternelle pendant toute la vie de son père. Il y est maintenu quand même il aurait soixante ans, à moins qu'il ne plaise au père de l'émanciper.

« Comme sous l'empire de l'ancienne législation, le fils de famille marié, non émancipé, n'a point sur ses enfants cette puissance que son père exerce sur lui, ils sont encore sous la puissance de son père; conséquence révoltante, mais nécessaire et exacte du principe sur lequel toute la théorie de cette législation est établie.

« Relativement aux biens qui appartiennent au fils de famille, la loi conserve toute sa première injustice.

« A l'exception des *pécules*, tout appartient au père; le père a la propriété des biens d'une certaine nature, et la jouissance de tous les autres pendant tout le temps que subsistera la *puissance paternelle*, c'est-à-dire pendant toute sa vie.

« Pendant la vie de son père, le fils de famille, même majeur, ne peut s'obliger pour cause de prêt.

« Il ne peut tester, même avec le consentement de son père.

« Voilà, sauf quelques exceptions de détails, les principes fondamentaux qui gouvernent encore aujourd'hui les départements de la République soumis au régime du droit écrit.

« Il suffit de les énoncer pour prouver qu'ils sont contraires à toute idée de liberté, d'industrie, de commerce; qu'ils contrarient, dénaturent et anéantissent dans son principe la *puissance paternelle* elle-même, qu'ils flétrissent la vie, et nuisent à la prospérité générale.

« L'on observera peut-être que ces principes ne sont jamais suivis à la rigueur; que l'émancipation antérieure au mariage ou par mariage, obvie à tous les abus : l'on prouve alors qu'il est jugé depuis longtemps que cette législation est incompatible avec nos mœurs, et que son abrogation a été nécessaire.

« Quelques-uns des principes du droit écrit sur cette matière ont été adoptés par quelques coutumes. Ils y paraissent en d'autant plus grand nombre, ils y dominent avec d'autant plus de force, que les départements gouvernés par ces coutumes sont plus voisins de ceux qui sont régis par le droit écrit.

« Mais ces coutumes si différentes, si opposées entre elles sur tous les autres points de législation, ont été aussi divisées, aussi opposées, soit dans le choix qu'elles ont fait de diverses parties du système de la *puissance paternelle*, soit dans les modifications plus ou moins prononcées qu'elles ont fait éprouver aux dispositions qu'elles empruntaient dans ce système au droit romain.

« Ainsi, à l'inconvénient résultant de l'admission d'un système peu moral dans son principe et dans ses conséquences, cette fusion a ajouté l'inconvénient aussi grave résultant d'une multitude de contradictions nouvelles, introduites dans cette multitude de législations coutumières, déjà si discordantes et si opposées entre elles sur tous les autres points.

« Et le désordre résultant de toutes ces législations opposées, se fait d'autant plus sentir, lorsqu'il s'agit de la *puissance paternelle*, que si ce statut, en tant qu'il donne au père la jouissance des biens du fils de famille, est un statut réel qui n'a conséquemment de pouvoir que sur les biens de son territoire; ce même statut, en tant qu'il met le fils de famille dans l'incapacité d'agir,

sa bonne administration.

« Un des articles du projet accorde la puissance et les mêmes droits aux pères et aux enfants naturels légalement reconnus.

« D'après ce que nous avons déjà dit, on ne peut pas penser que cette disposition ne se trouve pas dans le droit romain. L'adoption ou la reconnaissance pouvait seule, dans ce cas, donner la puissance paternelle; c'est toujours la conséquence très-exacte du principe qui, dans la législation, tirait la puissance paternelle du droit civil. Mais le législateur qui a reconnu cette puissance, uniquement fondée sur la reconnaissance, ne recevait de la loi civile qu'une confirmation; il a dû, pour être conséquent, accorder à la mère qui reconnaissent légalement un enfant naturel, et sur cet enfant, une puissance et des droits semblables à ceux auxquels donne naissance une union légitime. C'est ainsi, et par le même principe, que, dans le projet de loi sur le mariage, vous avez vu le législateur reconnaître à l'enfant naturel qui veut se marier, le même droit de parenté que le père ou la mère naturels qui sont également reconnus.

« Après avoir constitué la puissance paternelle, établi les devoirs qu'elle impose, les droits qu'elle accorde, fixé ses limites et sa durée; après, ainsi, de concert avec la nature, donner à l'enfant, des défenseurs à l'enfance, des conseils, des instructions, une bonne éducation à l'adolescence, c'est-à-dire après avoir établi quels soient les devoirs onéreux attachés à l'exercice de la puissance paternelle, le législateur a dû en déterminer les effets utiles.

« La loi romaine accorde au père (sauf la disposition de divers pécules) tout ce qui appartient au fils de famille pendant la vie du père.

« La plupart des coutumes ne reconnaissent point de droit utile attaché à l'exercice de la puissance paternelle, et celle de Paris garde à cet égard le silence le plus absolu; car il ne faut pas confondre avec le droit dont nous parlons, qui résultait du droit de *garde noble* ou de *garde seigneuriale* accordé au survivant sur les biens restés en minorité.



des biens de ses enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation qui pourra avoir lieu avant cet âge.

« Après la dissolution du mariage, il accorde les mêmes droits au père ou à la mère survivants.

« Dans l'un et l'autre cas, le législateur exige qu'à l'époque où l'enfant aura accompli sa dix-huitième année, les père et mère cessent de conserver la jouissance des biens de leurs enfants, parce que si les pères jouissaient des biens de leurs enfants jusqu'à la majorité de ces derniers, on aurait à craindre que, pour se conserver cet avantage dans toute son étendue, ils ne se refusassent à consentir à une émancipation ou à un mariage dont pourrait dépendre le bonheur et la fortune de leurs enfants.

« Enfin, en prononçant par cet article que la mère jouit, dans cette circonstance, des droits qu'il accorde au père, le législateur établit un droit égal, une égale indemnité là où la nature avait établi une égalité de peines, de soins et d'affections ; il répare, par cette équitable disposition, l'injustice de plusieurs siècles ; il fait, pour ainsi dire, entrer pour la première fois la mère dans la famille, et la rétablit dans les droits imprescriptibles qu'elle tenait de la nature, droits sacrés, trop méprisés par les législations anciennes, reconnus, accueillis par quelques-unes de nos coutumes, et notamment par celle de Paris, mais qui, effacés dans nos codes, auraient dû se retrouver écrits en caractères ineffaçables dans le cœur de tous les enfants bien nés.

« Mais en même temps que, fidèle interprète de la nature, le moderne législateur rend le nom de mère à toute sa dignité ; en même temps, gardien austère des bonnes mœurs, il refuse à celui des père et mère contre lequel le divorce aura été prononcé, la jouissance accordée par l'article 14. Celui contre lequel le divorce a été prononcé a, par un délit grave, brisé les nœuds les plus sacrés : pour lui il n'y a plus de famille.

« Enfin, une dernière disposition prononce que cette jouissance cessera à l'égard de la mère dans le cas d'un second mariage. Quelques motifs parlaient en faveur des mères qui ne se marient que pour conserver à leurs enfants l'établissement formé par leur père, mais cette exception ne peut effacer l'inconvenance qu'il y aurait à établir en principe que la mère peut porter dans une autre famille les revenus des enfants du premier lit, et enrichir ainsi son époux à leur préjudice. »

#### MINORITÉ, TUTELLE ET ÉMANCIPATION.

##### *Exposé des motifs.*

Le citoyen **Berlier**, nommé par le Premier Consul, avec les citoyens *Emmery* et *Miot*, pour présenter au Corps législatif, dans sa séance du 25 ventôse, le projet de loi formant le titre X du projet de Code civil, et pour en soutenir la discussion dans sa séance du 5 germinal suivant, dépose sur le bureau l'exposé des motifs de ce projet.

Cet exposé est ainsi conçu :

« Citoyens législateurs,

« Déjà plusieurs projets de loi destinés à faire partie du Code civil vous ont été présentés, et déjà quelques-uns ont obtenu votre sanction.

« Nous vous apportons aujourd'hui la suite, mais non la fin de ce grand travail.

« Le titre qui va vous être soumis est celui qui traite de la *minorité, de la tutelle et de l'émancipation*.

« Sa division en trois chapitres répond à chacune des matières indiquées dans son texte.



« Mais un enfant peut rester sans pascendants, et sans que le dernier ses père et mère lui ait désigné de c'est ici qu'en l'absence des perscées lui porter une affection supéri les autres affections, le concours de deviendra nécessaire et la tutelle es dative.

« Pour parvenir à une bonne org conseils de famille, il a paru néce rendre peu nombreux, de n'y adm plus proches parents de chaque lign à l'influence d'une ligne sur l'autr d'un nombre égal de parents pris d


« On appellera donc les trois plus pr de chaque ligne. Voilà (sauf le cas de mains et majeurs, s'ils excèdent ce r mite qu'on a cru devoir adopter; el conseil de famille au nombre de sept prenant le juge de paix, qui en sera président, et dont le caractère impar les résultats vers le bien et l'utilité d

« Ainsi disparaîtront beaucoup d principalement celles à la faveur d portait souvent sur un parent éloig fectionné la charge que devait nature porter le parent le plus proche; abu déjà du temps de *Domat*, et dont il son discours préliminaire sur le titre

« On n'a pourtant pas dû ériger en le plus proche parent serait toujours rement tuteur; c'eût été étendre la time au delà de ses justes limites, et ble que quelquefois un cousin convi qu'un oncle, ou que l'emploi soit pl moins onéreux pour lui : on aura tout ties convenables quand, par son org conseil de famille offrira intérêt d'af prit de justice.

« Nous venons, citoyens législater ner les diverses espèces de tutelles d les quatre premières sections du cha cussion.

« Le surplus de ce chapitre, conten relatives à toutes les tutelles, n'offr



très-âgé  
déduite  
ndront à  
réglera  
car il a  
confir-  
rait ca-  
tre tracé  
hèse été  
re la tu-

soit tes-  
de quel-  
nt de la  
devra en

mineur  
légitime,  
place du

mère, ni  
urant de  
teur; et  
s présu-  
à toutes  
llatéraux  
ellement

ation des  
e de les  
que les  
d'obvier  
ur l'appel  
chacune.  
s parents  
ères ger-  
re) la li-  
ortera le  
y com-  
embre et  
dirigera  
ineur.

igues, et  
elles on  
peu af-  
ent sup-  
existait  
laint en  
tutelles.

cipe que  
nécessai-  
le légi-  
it possi-  
mieux  
icile ou  
s garan-  
tion, le  
n et es-

'exami-  
bes dans  
en dis-  
s règles  
peu de

ogé-tu-  
à celles  
liquées

dispens-  
cluent.  
sur ces  
at de la

législation, et leurs différences n'ont pas même besoin d'être analysées.

« Nous en dirons à peu près autant des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> sections, relatives à l'administration du tuteur et à la reddition des comptes de tutelles.

« Cependant il est quelques objets d'un ordre supérieur et sur lesquels il nous a semblé que nous devons plus particulièrement fixer votre attention.

« Ainsi, par exemple, le projet contient des vues nouvelles au sujet des transactions qui pourront avoir lieu durant la tutelle.

« Les principes admis jusqu'à ce jour, sans repousser ces transactions, en rendaient l'usage impraticable; car elles ne pouvaient valoir qu'autant qu'elles profitaient au pupille et que celui-ci s'en contentait, si *hoc pupillo expediat*; et ce point de fait, toujours subordonné à la volonté future du mineur, écartait nécessairement un contrat aussi peu solide.

« De cette manière, toutes les difficultés dans lesquelles un mineur était engagé devenaient un dédale d'où l'on ne pouvait sortir qu'à grands frais, parce que les issues conciliatoires étaient fermées, et que si le tuteur n'osait rien faire qui eût l'air d'altérer un droit équivoque, de son côté l'adversaire du pupille ne voulait point traiter avec un homme dont le caractère ne lui offrait aucune garantie.

« De là la ruine de plus d'un mineur; de là aussi de nombreuses entraves pour beaucoup de majeurs.

« Il convenait de mettre un terme à de si grands inconvénients, et le projet y a pourvu en imprimant un caractère durable aux transactions pour lesquelles le tuteur aura été autorisé par le conseil de famille, de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le commissaire du Gouvernement, et après que le tribunal civil aura homologué la transaction sur les conclusions du même commissaire.

« Tant de précautions écartent toute espèce de danger; elles subviennent aussi aux besoins de la société, qui, en accordant une juste sollicitude aux mineurs, doit aussi considérer les majeurs; elles donnent enfin à l'administration du tuteur son vrai complément. Que serait-ce en effet qu'un administrateur qui ne trouverait pas dans la législation un moyen d'éviter un mauvais procès, ni de faire un arrangement utile?

« Le projet qui vous est soumis contient un autre changement assez grave dans la durée de l'action qui existera contre le tuteur à raison de son administration.

« Jusqu'à ce jour cette action n'a, en général, reçu pour limites que celles de la plus longue prescription immobilière, prescription dont la mesure était différente selon les pays, mais qui, dans un grand nombre, allait jusqu'à trente ans.

« Quelle que doive être désormais la plus longue prescription, il a paru, dans le cas particulier, convenable de s'arrêter à celle de dix ans; car si le pupille est très-favorable, il est impossible de ne pas prendre en considération aussi la situation du tuteur lui-même.

« La tutelle fut pour lui, tant qu'elle dura, un acte onéreux, une charge de famille dont les embarras ne doivent pas être immodérément prolongés contre lui: en accordant au pupille dix ans après sa majorité pour l'exercice de toutes les actions relatives à la tutelle, on fait assez; et tout excès en cette matière serait un mal réel pour la société tout entière.

« Enfin il existe un point sur lequel nous avons

[Disc. du projet de Code civil.

« Tel est, citoyens législateur  
du projet de loi sur *la minorité  
mancipation*.

« Si nous n'avons motivé que  
principales, et spécialement ce  
le plus de l'ancienne législation  
devoir nous arrêter là, dans  
n'offre au surplus que des détails  
doute, mais simples, faciles, et  
de commentaires. »

On reprend la discussion de  
chapitre IV du titre *des donations  
des testaments*, relative à la forme.

L'article 70 est discuté.

Le consul **Cambacérès** se  
d'examiner s'il ne convient pas  
fonction de recevoir les testaments  
à des officiers d'un grade plus élevé  
sous-lieutenant, car, ajoute le consul  
l'intérêt des militaires qu'on rend  
de tester; cependant la loi ble  
intérêt qu'elle veut favoriser, si  
tait pas les testaments des militaires  
mes suffisantes pour donner la forme  
sont en effet l'expression de la volonté  
tateur.

Peut-être conviendrait-il de s'en  
positions de l'ordonnance de 1793.

Le citoyen **Regnaud** (de St-Étienne)  
dit qu'il y a, surtout aujourd'hui,  
rêt à prévenir la supposition de  
taires, car la conscription peut  
armées des citoyens très-opulents.

Le citoyen **Gouvion-Saint**  
dire : les testaments des militaires.

général  
e et l'é-

ositions  
écartent  
ons cru  
ère qui  
ux sans  
eptibles

n 1<sup>re</sup> du  
-vifs et  
aments.

importe  
ifier la  
ilitaires  
celui de  
st pour  
faculté  
même  
soumet-  
les for-  
qu'ils  
du tes-

ux dis-

Angély)  
id inté-  
ts mili-  
ans les

ose de  
ourront  
tte ex-  
ait les

3 mili-  
ens de  
ler les

'appli-  
ances.  
urs un  
pour-  
s tes-  
ité.

ession  
se des

utile  
raient  
t-être  
nala-

e cet  
us, à  
État,  
il le  
utre  
n ou  
bord  
du  
n ou

l'autre conjointement avec le capitaine, le maître ou le patron, ou ceux qui les remplacent.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 79, 80, 81 et 82 sont adoptés.

L'article 83 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** craint que par erreur on ne veuille reconnaître pour valables les testaments olographes lorsqu'ils seraient revêtus de la forme des testaments mystiques.

Il propose de rédiger l'article de manière à prévenir cette erreur.

L'article est adopté avec la proposition du citoyen *Tronchet*.

L'article 84 est adopté.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRIÉ.

# SEANCE

DU 27 VENTÔSE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Vendredi 18 mars 1803).

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente la section II du chapitre IV du titre *des donations entre-vifs et des testaments*.

Elle est ainsi conçue :

## SECTION II.

*De l'exécution des testaments et des exécuteurs testamentaires.*

Art. 85. « Tout legs pur et simple, fait soit à titre universel, soit à titre particulier, donnera au légataire, le jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants cause.

« Néanmoins le légataire ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en pré-tendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour de sa demande en délivrance formée en justice contre l'héritier, ou du jour auquel l'héritier en aurait consenti volontairement la délivrance. »

Art. 86. « Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice :

« 1<sup>o</sup> Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament ;  
« 2<sup>o</sup> Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments. »

Art. 87. « Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de l'héritier ;

« Les droits d'enregistrement seront dus par le légataire :

« Le tout s'il n'en a été autrement ordonné par le testament.

« Chaque legs pourra être enregistré séparément, sans que cet enregistrement puisse profiter à aucun autre qu'au légataire ou à ses ayants cause. »

Art. 88. « Les héritiers ou débiteurs d'un legs seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont ils profiteront dans la succession.

« Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils seront détenteurs. »

Art. 89. « La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du donateur. »

Art. 90. « Lorsque celui qui a légué la pro-

[Disc. du projet de Code civil.]

On objecte encore que le testam  
nul, il est juste de ne lui donner  
que sa validité aura été reconnue

Mais d'abord, il y a incompara  
testaments valides que de testa  
ce ne sont pas les cas rares que l  
prendre pour bases de ses lois. L  
sion est due au titre.

Le système des pays coutum  
principe la distinction des biens  
acquêts. Or cette distinction n'  
paraît juste de décider que l'hérit  
sera saisi de plein droit comme  
testat.

Le citoyen **Bigot-Préamenu**  
de donner un effet provisoire à  
tres, la section a cru devoir préf  
ritier *ab intestat*, parce qu'il est  
n'est pas douteux que le défunt  
l'ordre commun des successions  
héritier de son choix; mais on n  
a usé de cette faculté que lorsq  
est reconnu.

Dans le système du droit romai  
famille était législateur. la loi,  
quente, devait admettre d'abord l'  
mais il n'en peut être de même  
de notre législation, où l'institut  
une dérogation au droit commu  
sions.

Au surplus, c'est s'abandon  
alarmes, que de craindre, de la  
*ab intestat*, des difficultés dér  
héritier ne s'exposera pas à la c  
dommages et intérêts, qui serait  
table d'une contestation mal fon

nt être  
l'après

lus de  
ls : or  
ir doit  
provi-

pour  
; et en  
lus, il  
ntaire  
ab in-

forcée  
aux ti-  
le l'hé-  
ble. Il  
oger à  
érer un  
n qu'il  
ament

ère de  
consé-  
stitué;  
ystème  
ier est  
ucces-

vaines  
éritier  
s. Cet  
on en  
idubi-

ncc de  
droit  
qu'elle  
la di-  
t écrit  
traire,  
ue et  
deux  
hacun  
miner

e sang  
n'était  
trans-  
la fa-  
la loi,  
due et  
dans  
: était

de se  
aculté  
ner sa  
de, de  
l'héri-  
s con-  
i mon-  
il soit

là où  
obscure  
e suc-

rtout,  
it être  
s plus

roir la

même saisine que celle qui appartenait à l'héritier légal en pays coutumier.

On doit distinguer deux effets dans la saisine : la possession et la jouissance.

Rien ne s'oppose à ce que l'héritier testamentaire obtienne les fruits à compter du jour où la succession s'est ouverte; mais il y a de grandes difficultés à faire commencer sa possession à la même époque.

Il est vrai que, dans les pays de droit écrit, on admettait un autre principe; mais cette jurisprudence était d'autant plus étonnante, qu'elle était contraire à une disposition formelle d'une loi romaine.

*Adrien*, en établissant un droit de vingtième sur les successions testamentaires, avait, pour assurer la perception du droit, obligé l'héritier institué à ne se mettre en possession qu'avec l'autorisation du prêteur; et les réclamations d'un contradicteur ne suspendaient pas la mise en possession.

*Justinien*, en réformant cette législation, voulut 1° que quand le testament serait régulier dans la forme, le juge mit l'héritier en possession: cette disposition exclut évidemment la saisine de plein droit, et suppose un examen préalable; 2° que quand il se présenterait un contradicteur, la possession fût adjugée au titre le plus apparent.

Il semble donc qu'en admettant les institutions testamentaires, en leur donnant l'effet d'attribuer les fruits à l'institué à compter de l'ouverture de la succession, pourvu qu'il les réclame dans un court délai, on doit cependant l'obliger à présenter son titre au juge et à le faire reconnaître. La publication ordonnée par *Justinien* devient inutile; elle est suppléée par l'enregistrement: mais le juge doit avoir le droit de différer la saisine, si le testament lui paraît irrégulier dans la forme.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il y a ici deux considérations: l'une de droit, et qui dépend des principes de la matière; l'autre de fait, et qui dépend des résultats.

On a dit qu'en principe l'héritier *ab intestat* seul est certain: or, dans le concours de deux titres, le plus évident doit être préféré.

On a donc raisonné comme s'il existait simultanément deux titres.

C'est une erreur. Lorsqu'il existe un héritier testamentaire, il n'y a plus d'héritier légal; car la loi n'attache pas moins d'effet à la disposition que fait l'homme en vertu de l'autorisation qu'elle lui donne, qu'à la disposition qu'elle fait elle-même directement: ainsi, l'héritier testamentaire est héritier légal, comme l'héritier *ab intestat*.

On objecte que le testament duquel il tient sa qualité peut être attaqué.

Si l'on suspendait l'effet des actes qui peuvent être attaqués, il faudrait donc suspendre l'exécution non-seulement des testaments, mais encore des ventes, des donations, de presque toutes les transactions civiles. Mais voici les principes par lesquels on doit se déterminer:

1° La présomption est toujours qu'un acte est valable; elle ne cesse que lorsque l'acte est annulé;

2° Cette présomption le rend exécutoire.

Pourquoi, demande-t-on, ne pas appeler l'héritier *ab intestat*?

C'est parce que, dans les choses où l'homme dispose en vertu du pouvoir que lui en donne la loi, sa volonté doit être exécutée plus scrupuleusement que la disposition de la loi elle-même: *Mitius contrahitur cum lege, quam cum homine*. La maxime, *le mort saisit le vif*, reçoit ici son ap-

[Disc. du projet de Code civil.]

On dit : le testament peut être dant l'individu saisi en vertu de dilapidera la succession.

On peut tourner cette objection du sang.

Mais ce qui doit décider, c'est une exception à l'ordre commun faux dans un testament serait ut poursuivra comme tout autre c prononcera, suivant les circonstances provisoire du titre attaqué

Le Consul propose d'adopter la il a parlé, entre le cas où il y a celui où il n'en existe pas.

Il conclut, au surplus, à ce dernière hypothèse on prenne q tions ; que, par exemple, les h soient appelés à la reconnaissance du testament.

Le citoyen **Tronchet** dit que so dans celle du Consul.

Il est certain que, quand il exis le montant de la succession doit c

Au surplus, ce qu'on a dit pou ne peut y avoir de concours entre d'héritiers, n'est pas applicable : existe tout à la fois un héritier héritier légal des réserves.

Mais que doit statuer la loi pc n'y a pas de réserve?

Elle doit obliger indistinctem testamentaire à s'adresser au ju la saisine : car les héritiers peuve ou absents ; ils peuvent avoir dro Le juge, suivant les circonstances l'apposition des scellés, appellera

Le citoyen **Tronchet** demande le renvoi de ces observations à la section.

Le consul **Cambacérès** dit que, dans le droit romain, le testament était nul lorsqu'il ne contenait point d'institution d'héritier, et que par cette raison l'héritier institué pour une quotité seulement était réputé institué pour le tout; que, dans notre droit, ce principe n'est point admis; qu'ainsi la personne qui ne recueillera qu'une partie des biens, quelque nom que le testateur lui donne, ne sera cependant qu'un légataire; qu'au surplus, il est utile de prévenir la difficulté par la rédaction.

Cette proposition est adoptée.

L'article est renvoyé à la section.

L'article 86 est adopté.

L'article 87 est adopté avec l'amendement que la dernière disposition sera réduite au cas où il y aura des demandes en délivrance de legs particuliers.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que le notaire doit avoir la faculté de délivrer séparément l'extrait du testament à chaque légataire.

Le Conseil décide que l'article est rédigé dans ce sens.

Les articles 88 et 89 sont adoptés.

L'article 90 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que *Dumoulin* regarde l'intention d'opérer une incorporation et une union à la chose léguée, comme une preuve que le testateur a eu la volonté d'augmenter le legs. Tel serait, par exemple, le cas où il aurait réuni deux domaines pour n'en former qu'un seul. Mais il est, en outre, une incorporation matérielle de fait, comme lorsque le testateur établit une communication entre deux maisons contiguës. Au surplus, le citoyen *Tronchet* préfère l'opinion de la section à celle de *Dumoulin*, attendu qu'il ne faut s'arrêter qu'à la volonté très-assurée du testateur, et qu'il lui a été facile de s'expliquer.

L'article est adopté.

L'article 91 est adopté.

L'article 92 est discuté.

Le citoyen **Maleville** observe que cet article introduit une innovation au droit reçu.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** répond que le legs de la chose d'autrui est tellement contraire à l'ordre ordinaire, qu'il peut toujours à cet égard y avoir des doutes sur la volonté du testateur. Ils sont encore plus grands, s'il a donné la chose d'autrui croyant qu'elle lui appartenait.

Le citoyen **Tronchet** dit que, dans le premier cas même, la volonté du testateur n'est pas assez certaine pour qu'on puisse agir comme si elle était bien connue. Il lui était facile en effet de s'expliquer.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il faut une règle pour mettre fin aux subtilités, et que la meilleure est celle qui exige que le testateur s'explique clairement.

L'article est adopté.

Les articles 93, 94, 95, 96, 97, 98 sont adoptés.

L'article 99 est adopté avec l'amendement que la contribution sera supportée également par l'héritier et par le légataire universel.

Les articles 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108 et 109 sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** présente la section III.

Elle est ainsi conçue.

### SECTION III.

*De la révocation des testaments et de leur caducité.*

Art. 110. « Les testaments ne pourront être ré-



[Disc. du projet de Code civil.]

un cas qui semble cependant dev

Si un premier testament est l  
acte postérieur, mais que cet act  
deviendra le premier testament ?

Cette question était fort contro  
cien droit.

Les uns soutenaient que quoiq  
tament ou l'acte révocatoire fût r  
un changement de volonté, et q  
regarder la succession comme ou

Les autres, se fondant sur la  
*qui est nul ne produit aucun e*  
que le premier testament subsiste  
force.

L'opinant partage le premier a

Au surplus, quelle que soit l'opi  
il importe de ne point laisser cet  
décise.

Le citoyen **Tronchet** dit que  
quoique nul, annonce néanmoins  
testateur, un changement de volo  
est d'anéantir le testament.

Le Conseil adopte l'observati  
**Tronchet**, et décide qu'elle sera cc  
position.

Le citoyen **Bigot-Préamen**  
chapitre V.

Il est ainsi conçu :

#### CHAPITRE V.

*Des dispositions permises en fa  
enfants du donateur ou testateu  
de ses frères et sœurs.*

Art. 126. « Les biens dont les  
« ont la faculté de disposer, pourr  
« donnés en tout ou en partie à un

u. « la jouissance de l'enfant, du frère ou de la sœur  
in « grevés de restitution cessera. »

ie Art. 132. « Les femmes des grevés ne pourront  
n- « avoir, sur les biens à rendre, de recours subsi-  
s- « diaires, en cas d'insuffisance des biens libres,  
it « que pour le capital des deniers dotaux, et dans  
it « le cas seulement où le testateur l'aurait expres-  
t. « sément ordonné. »

ce Art. 133. « Les dispositions autorisées par les  
nt « articles précédents ne seront valables qu'autant  
sa « que celui qui les aura faites aura, par le même  
« acte, ou par un acte postérieur en forme authen-  
« tique, nommé un tuteur chargé de l'exécution  
« de ces dispositions. »

.l, Art. 134. « Si, à la mort de celui qui a disposé,  
i- « le tuteur par lui nommé n'existe plus, ou s'il a  
« une des dispenses admises au titre *des tutelles*, il  
« en sera nommé un autre, à la diligence du grevé,  
e, « dans le délai d'un mois à compter du jour du  
u « décès du donateur ou testateur, ou du jour que,  
et « depuis cette mort, l'acte contenant la disposi-  
« tion aura été connu. »

n Art. 135. « Le grevé qui n'aura pas satisfait à  
i- « l'article précédent sera déchu du bénéfice de la  
le « disposition, dont le droit pourra dès lors être  
« déclaré ouvert au profit des appelés, à la dili-  
« gence, soit des appelés, s'ils sont majeurs, soit  
« de tout autre parent des appelés, ou même  
« d'office à la diligence du commissaire du Gou-  
« vernement près le tribunal de première instance  
s- « du lieu où la succession est ouverte. »

ls Art. 136. « Après le décès de celui qui aura  
« disposé à titre universel ou par quotité, à la  
s « charge de restitution, il sera procédé, dans les  
x « formes ordinaires, à l'inventaire de tous les  
e « biens et effets qui composeront sa succession.  
i- « Il contiendra la prise à juste prix des meubles  
x « et effets mobiliers. »

- Art. 137. « Cet inventaire sera fait à la requête  
« du grevé de restitution, et dans le délai fixé au  
s « titre *des successions*, en présence du tuteur  
e « nommé pour l'exécution, et des appelés s'ils  
- « sont majeurs. »

c Art. 138. « Si l'inventaire n'a pas été fait à la  
« requête du grevé dans le délai ci-dessus, il y  
« sera procédé dans le mois suivant, à la diligence  
e « du tuteur nommé pour l'exécution, en présence  
, « du grevé, qui sera tenu de rembourser les frais,  
l « et des appelés s'ils sont majeurs. »

s Art. 139. « S'il n'a point été satisfait aux deux  
s « articles précédents, il sera procédé au même  
l « inventaire, à la diligence des personnes dési-  
l « gnées en l'article 135, en y appelant le grevé et  
e « le tuteur nommé pour l'exécution. »

5 Art. 140. « Le grevé de restitution sera tenu de  
t « faire procéder à la vente, par affiches et en-  
« chères, de tous les meubles et effets compris  
« dans la disposition, à l'exception néanmoins de  
s « ceux qu'il aurait été chargé par l'auteur de la  
e « disposition de conserver en nature, et de ceux  
« dont il est mention dans les deux articles sui-  
- « vants. »

3 Art. 141. « Les meubles meublants et autres  
t « choses mobilières qui auraient été compris dans  
3 « la disposition, à la condition expresse de les  
3 « conserver en nature, seront rendus dans l'état  
3 « où ils se trouveront lors de la restitution. »

3 Art. 142. « Les bestiaux et ustensiles servant  
, « à faire valoir les terres seront censés compris  
3 « dans les donations entre-vifs ou testamentaires  
, « desdites terres; et le grevé sera seulement tenu  
3 « de les faire priser et estimer pour en rendre  
, « une égale valeur lors de la restitution. »

Art. 143. « Il sera fait par le grevé, dans le

Le citoyen **Trellhard** éclair par un exemple. Il suppose que à l'un de ses enfants un quart un quart par le partage ; si les nombre de six, les cinq autre entre eux que la moitié, chacun dixième au total.

L'intention de la section a été abus, en n'accordant pas cumula le droit de disposer au profit de celui de leur partager son bien.

Le citoyen **Maleville** dit qu'un père lègue un de ses biens enfants, un autre bien à un autre considère cette disposition comme

L'article lui ôterait ensuite la ser de la portion disponible ; ce qui combien les dispositions du genre d'indiquer sont favorables, et ce de laisser à la prévoyance et à la tendre des pères de famille la distribution de leurs biens suivant la position leurs enfants, et de ne pas réduire faculté d'un prélegs, en livrant le à un morcellement que le caprice sastreux et bizarre.

Le citoyen **Trellhard** observe **Maleville** se méprend sur l'objet

Le citoyen **Muraire** doute de mettre l'exception proposée. Le code pour la justifier est exact ; mais au père l'intention d'être équitable enfants, et non celle d'ajouter, par avantages qu'il a déjà faits à l'un lui serait facile, s'il était dans des tions, de frauder la loi par des et détournées.

action  
lonné  
ge, et  
nt au  
geant  
qu'un

ir cet  
à père  
nts et

arriver  
de ses  
t qu'on  
age.

dispo-  
on sent  
vient  
nporte  
clairée  
mique  
cun de  
simple  
biens  
redé-

citoyen  
ve ad-  
n a fait  
pposer  
ses en-  
ge, aux  
eux. Il  
isposi-  
irectes

simple  
le pré-  
nt l'ar-  
ire du

on sur  
ire ne  
dié le

qui a  
ice des  
era pas  
ie lui  
récipt  
rètera  
enfants  
ntage :  
nais-  
cordée

in acte  
embar-

point  
rien  
tagés;  
dieux,  
d'être  
urs un

ait fait  
temps  
loi se-  
mille,  
le son  
ouvait

qui ne serait attaquant que dans le cas d'une lé-  
sion de plus du quart.

Pour éviter cet inconvénient, il faudrait, en  
admettant le partage, décider qu'il pourrait être  
rescindé pour la plus petite lésion; mais alors il  
est bien plus simple de l'interdire tout à fait dans  
le cas dont il s'agit, comme le décide l'article en  
discussion.

L'article est adopté sauf rédaction.

L'article 157 est adopté.

L'article 158 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que cet  
article est destiné à mettre un frein aux demandes  
indiscrettes de partage.

L'article est adopté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente le  
chapitre VII.

Il est ainsi conçu :

#### CHAPITRE VII.

*Des donations faites par contrat de mariage aux  
époux et aux enfants à naître du mariage.*

Art. 159. « Toute donation entre-vifs de biens  
« présents, quoique faite par contrat de mariage  
« aux époux ou à l'un d'eux, sera soumise aux  
« règles générales prescrites pour les donations  
« faites à ce titre.

« Elle ne pourra avoir lieu au profit des enfants  
« à naître, si ce n'est dans les cas énoncés au  
« chapitre V ci-dessus. »

Art. 160. « Les pères et mères, les autres ascen-  
« dants, les parents collatéraux des époux, et  
« même les étrangers, pourront, par contrat de  
« mariage, donner tout ou partie des biens qu'ils  
« laisseront au jour de leur décès, tant au profit  
« desdits époux qu'au profit des enfants à naître  
« de leur mariage, dans le cas où le donateur  
« survivrait à l'époux aîné.

« Pareille donation, quoique faite au profit seu-  
« lement des époux ou de l'un d'eux, sera tou-  
« jours, dans ledit cas de survie du donateur,  
« présumée faite au profit des enfants et descen-  
« dants à naître du mariage. »

Art. 161. « La donation, dans la forme portée  
« au précédent article, sera irrévocable, en ce  
« sens seulement que le donateur ne pourra plus  
« disposer, à titre gratuit, des objets compris  
« dans la donation, si ce n'est pour sommes mo-  
« diques, soit à titre de récompense ou autre-  
« ment. »

Art. 162. « La donation par contrat de mariage  
« pourra être faite cumulativement des biens  
« présents et à venir, en tout ou en partie, à la  
« charge qu'il sera annexé à l'acte un état esti-  
« matif des dettes et charges du donateur exis-  
« tantes au jour de la donation : auquel cas il sera  
« libre au donataire, lors du décès du donateur,  
« de s'en tenir aux biens présents, en renonçant  
« au surplus des biens du donateur. »

Art. 163. « Si l'état dont est mention au précé-  
« dent article n'a point été annexé à l'acte con-  
« tenant donation des biens présents et à venir,  
« le donataire sera obligé d'accepter ou de répu-  
« dier cette donation pour le tout. En cas d'accep-  
« tation, il ne pourra réclamer que les biens qui  
« se trouveraient existants au jour du décès du  
« donateur, et il sera soumis au paiement de  
« toutes les dettes et charges de la succession. »

Art. 164. « La donation par contrat de mariage  
« en faveur des époux et des enfants à naître de  
« leur mariage, pourra encore être faite à condi-  
« tion de payer indistinctement toutes les dettes  
« et charges de la succession du donateur, ou  
« sous d'autres conditions dont l'exécution dépen-

[Disc. du projet de Code civil]

L'article est adopté avec les amendements proposés par le consul *Cambacérés* *Berlier*.

Les articles 177 et 178 sont adoptés.  
La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du*  
J. G.

## SÉANCE

DU GERMINAL, AN XI DE LA RÉPUBLIQUE

(Jeudi, 24 mars 1803)

Le **Second Consul** préside.

Le citoyen **Treillard** annonce l'adoption du projet de Code civil, relatif à la tutelle, décrété par le Corps législatif, le 30 ventôse.

Le citoyen **Bigot-Préameau** annonce l'adoption du titre VII du projet de Code civil, relatif à la paternité et à la filiation, adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 28 ventôse.

Le citoyen **Berlier** annonce l'adoption du projet de Code civil, relatif à la tutelle officieuse, adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 2 germinal.

Le citoyen **Bigot-Préameau** annonce l'adoption du titre IX du projet de Code civil, relatif à la puissance paternelle, adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 28 ventôse.

Le citoyen **Emmery**, nommé par le Second Consul avec les citoyens *Treillard* et *Saint-Cyr*, pour présenter au Corps législatif, dans sa séance du 28 ventôse, le projet de Code civil formant le titre XI du projet de Code civil, relatif à la succession, pour en soutenir la discussion.

Le 8 germinal, déposé sur le bureau.

nts pro-  
citoyen

démence ou de fureur, lors même qu'il y a des intervalles lucides.

'Etat,

« Ce n'est pas sur quelques actes isolés qu'on s'avisera jamais de décider qu'un homme a perdu le sens et la raison : telle est la triste condition de l'humanité, que le plus sage n'est pas exempt d'erreurs. Mais lorsque la raison n'est plus qu'un accident dans la vie de l'homme, lorsqu'elle ne s'y laisse apercevoir que de loin en loin, tandis que les paroles et les actions de tous les jours sont les paroles et les actions d'un insensé, on peut dire qu'il existe un état habituel de démence; c'est alors le cas de l'interdiction.

UE.

« Le mineur sorti de l'enfance n'est qu'un interdit frappé par une disposition générale de la loi, qui est uniquement fondée sur les défauts ordinaires de la jeunesse, sur son état habituel. Il est à présumer que ces défauts s'affaibliront de jour à autre; car chez le mineur les progrès de la raison doivent naturellement suivre ceux de l'âge. Il est rare, au contraire, que le majeur qui a une fois éprouvé des pertes en ce genre, parvienne à les réparer complètement : sa condition est pire que celle du mineur; la loi doit au moins la même protection et les mêmes secours.

titre VI  
e, a été  
ance du

nce que  
tif à la  
par le  
inal.  
itre VIII  
ion et à  
orps lé-

« Par qui l'interdiction peut-elle être provoquée? Ici la loi distingue le cas de l'imbécillité ou de la démence et celui de la fureur. On a pensé que la famille devait rester l'arbitre du sort de celui dont l'état n'intéressait, strictement parlant, que la famille. Lorsque la sûreté publique n'est pas compromise, forcerez-vous le fils, le frère, l'épouse, à proclamer l'humiliation d'un père, d'un frère, d'un époux? Si les intéressés à la conservation des biens ne se plaignent pas, personne n'a droit de se plaindre. L'interdiction pour cause d'imbécillité ou de démence ne pourra donc être provoquée que par un parent, ou par l'un des époux à l'égard de l'autre.

nce que  
tif à la  
e Corps

Premier  
ouvion-  
gislatif,  
t de loi  
civil, et  
séance  
osé des

« Il n'y a qu'un cas d'excepté; c'est celui d'une personne imbécile ou en démence, qui n'aurait ni époux, ni épouse, ni parent connu : alors, sans imposer à la partie publique l'obligation d'agir, on lui en donne le pouvoir; elle en usera si l'intérêt du malade l'exige; cependant elle ne sera pas forcée de faire sans nécessité un éclat fâcheux.

t de la  
sera ré-  
sistées  
pourra  
tion et

« C'est autre chose s'il s'agit d'un furieux dont les excès menacent le repos et la sûreté publics; c'est alors pour le commissaire du Gouvernement un devoir rigoureux de provoquer l'interdiction de l'être dangereux et nuisible. L'intérêt de tous doit ici prévaloir sur les égards et ménagements particuliers.

sion en  
mprend  
majorité

3.  
comme  
sur ce  
ué qu'il  
de mo-

« Toute demande en interdiction sera portée devant le tribunal de première instance de l'arrondissement. Le conseil de famille sera consulté; et pour que son avis soit plus impartial, on écarte du conseil les parents qui ont provoqué l'interdiction. Ils se sont rendus parties; ils ne doivent pas rester parmi les juges.

un ans  
neut pas  
s civils.  
ra donc  
, à l'ex-  
portant  
je veux  
je m'at-  
except-  
ages, et  
le je ne

« Cependant on a cru convenable que l'époux ou l'épouse et les enfants de la personne dont l'interdiction est demandée, pussent être admis au conseil de famille sans y avoir voix délibérative; parce qu'en général ils sont plus en état de donner, sur les faits et sur les habitudes du malade, les éclaircissements nécessaires; parce que, si l'interdiction était provoquée par d'autres parents plus éloignés, l'époux, l'épouse ou les enfants seraient intéressés personnellement à contredire une démarche qui réfléchirait désagréablement sur eux; parce que, lors même que l'époux, l'épouse ou les enfants, cédant à la nécessité la plus impé-

dans ce  
llité, de

« Après la mort d'une personne ne peut plus attaquer, pour cause de démence, les actes par elle faits. Deux cas sont exceptés :

« 1° Si l'interdiction avait été s du moins provoquée avant le décès ;

« 2° Si la preuve de la démence l'acte même qui serait attaqué.

« Les motifs de l'exception, dans ces cas, sont d'une évidence frappante et ne nécessitent aucun développement.

« Il faut prendre garde que, dans ces cas, on ne prescrit pas aux juges de rejeter ou d'admettre des actions qui ne sont ni légitimes et fondées, et ne paraissent pas suspectes par cela même qu'elles sont présentées dans certaines circonstances, qui se présentent sous des combinaisons différentes, qu'elle faut la sagacité du plus habile législateur.

« Enfin, l'interdiction cesse à l'égard de ceux qui l'ont déterminée ; mais, par le jugement qui l'a prononcée, et par la sûreté publique, il faut qu'il y ait un jugement de mainlevée, et que les motifs qui ont précédé et accompagné la mesure garantissent encore la sagesse de la mesure. Seulement l'interdit peut reprendre ses droits.

« Le troisième et dernier chapitre concerne les prodigues. Vous avez pu remarquer que jusqu'à présent cette question n'a jamais été en question. On a même douté qu'il y avait des mesures à prendre en matière de prodigalité.

« Elle est sans doute l'abus de la propriété elle-même ne s'agit pas du droit d'user et du droit d'abuser, dit-on, punir un homme de son droit, parce qu'il a fait de son droit, pas le meilleur, non pas même le plus sage, mais enfin un usage qui n'était pas celui qui lui convenait à lui, propriété titre de disposer de sa propriété à son plaisir.

te, on  
lité ou  
ivant.

oncée,  
e per-

ait de

ernier  
it pas

remier  
ion de  
euvent  
raître  
dives;

les  
me de  
en dé-

causes  
our le  
pour  
un ju-  
orma-  
remier  
: alors  
ice de

relatif  
oyens  
ut pas  
s'il y  
prodi-

riété ;  
-t-elle  
Com-  
a joui  
, non  
usage,  
lu, et  
à ce  
i bon

riété  
nains  
rodi-  
doit  
a so-  
cher,  
con-  
sortir

3 fa-  
riété  
mille  
ne de

ment  
ecté,  
lou-  
sulte  
s, en  
urne  
uler  
qui  
e, et  
er et  
dont  
uel-

t des

fautes qu'il avait eu réellement le droit de faire qu'on interdisait le prodigue, mais parce qu'on le voyait incapable d'exercer son droit de propriété avec sagesse et en suivant les lumières de la droite raison.

« La loi romaine disait expressément que le prodigue resterait en curatelle, *quamdiu sanos mores receperit*, tant que ses habitudes ne seraient pas rectifiées, et que ses mœurs ne seraient pas devenues saines et pures; par où nous voyons que la loi romaine portait plus son attention et sa sévérité sur le principe des actions du prodigue que sur ses actions mêmes : en effet, la prodigalité est presque toujours la suite d'autres passions pernicieuses, d'autres penchants très-condamnables. Ce sont ces vices qu'on attaque en ôtant au prodigue les moyens d'abuser de sa fortune.

« On ne vous propose cependant pas, citoyens législateurs, d'user à l'égard du prodigue du remède extrême de l'interdiction. Il a paru qu'il suffisait de lui donner un conseil, sans lequel il ne pourrait plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques. Déjà je vous ai fait remarquer en quoi diffèrent essentiellement l'interdiction et la dation de conseil. Ce que j'ai dit à cet égard me paraît propre à justifier la mesure proposée relativement aux prodigues.

« Ceux qui ont droit de demander l'interdiction pour cause d'imbécillité et de démence, pourront provoquer contre les prodigues la défense de plaider, de contracter sans conseil; leur demande sera instruite et jugée suivant les règles prescrites pour l'interdiction : il en sera de même lorsqu'il sera question de lever cette défense. »

Le citoyen **Bigot-Préameneu** présente une nouvelle rédaction du titre *des donations entre-vifs et des testaments*, faite d'après les amendements adoptés dans les séances des 30 nivôse, 7, 14, 21, 28 pluviôse, 5, 12, 19, 26 et 27 ventôse.

Le Conseil l'adopte en ces termes :

#### *Dispositions générales.*

Art. 1<sup>er</sup>. « On ne pourra disposer de ses biens à titre gratuit, que par donation entre-vifs ou par testament, dans les formes ci-après établies. »

Art. 2. « La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la propriété de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. »

Art. 3. « Le testament est un acte par lequel le testateur seul dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qui n'a d'effet qu'autant que cette disposition n'a pas été par lui annulée ou révoquée, ou qu'elle n'est pas caduque. »

Art. 4. « Les substitutions sont prohibées.

« Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire. »

Art. 5. « Sont exceptées de l'article précédent les dispositions permises aux pères et mères, aux frères et sœurs, au chapitre V du présent titre. »

Art. 6. « La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le don, l'hérité ou le legs, dans le cas où le donataire, l'héritier institué ou le donataire ne recueillerait pas, ne sera pas regardée comme une substitution, et sera valable. »

Art. 7. « Il en sera de même de la disposition



[Disc. du projet de Code civil.

« née en tout ou en partie, soit p  
« soit par testament, aux enfani  
« cessibles du donateur, sans étr  
« port par le donataire ou légat  
« succession, pourvu que la di  
« faite expressément à titre de  
« part.

« La déclaration que le don ou  
« de préciput et hors part, pour  
« par acte qui contiendra la disp  
« térieurement, dans la forme  
« entre-vifs ou testamentaires. »

## SECTION II.

### *De la réduction des donat*

Art. 30. « Les dispositions, so  
« à cause de mort, qui excédero  
« ponible, seront réductibles à  
« de l'ouverture de la succession  
« Seront exceptées, dans le cas  
« par la loi au profit des frères et  
« tions entre-vifs, lesquelles ne s  
« tibles. »

Art. 31. « La réduction pourr  
« par ceux au profit desquels la l  
« par leurs héritiers ou ayants  
« pourra l'être par les donataires  
« par les créanciers du défunt, s  
« ciers à exercer leurs droits sui  
« vrés par l'effet de cette réduct

Art. 32. « La réduction se déte  
« une masse de tous les biens e  
« du donateur ou testateur : on  
« ment ceux dont il a été disp  
« entre-vifs, d'après leur état à  
« nations et leur valeur au ten

Art. 39. « Les immeubles qui rentreront dans la succession par l'effet de la réduction y re- viendront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire. »

Art. 40. « L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie de la donation et aliénés par le donataire, de la même manière et dans le même ordre que contre le donataire lui-même, et discussion préalable- ment faite de ses biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre de dates des aliénations, en commençant par la plus récente. »

### CHAPITRE III.

#### *Des donations entre-vifs.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la forme des donations entre-vifs.*

Art. 41. « Tous actes portant donation entre- vifs seront passés devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats, et il en restera minute, sous peine de nullité. »

Art. 42. « La donation entre-vifs n'engagera le donateur et ne produira pendant sa vie aucun effet que du jour qu'elle aura été acceptée en ter- mes exprès.

« L'acceptation pourra être faite par un acte postérieur ; mais alors la donation n'aura d'ef- fet que du jour de l'acte qui constatera l'accep- tation. »

Art. 43. « Si le donataire est majeur, l'accepta- tion doit être faite par lui, ou, en son nom, par la personne fondée de sa procuration portant pouvoir d'accepter la donation faite, ou un pou- voir général d'accepter les donations qui au- raient été ou qui pourraient être faites.

« Cette procuration devra être passée devant notaire, et une expédition devra en être an- nexée à la minute de la donation. »

Art. 44. « La femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consentement de son mari, ou en cas de refus du mari, sans autorisation du juge. »

Art. 45. « La donation faite à un mineur non émancipé ou à un interdit, devra être acceptée par son tuteur, conformément à l'article 47, au titre de la minorité.

« Le mineur émancipé pourra accepter avec l'assistance de son curateur.

« Néanmoins les père et mère du mineur éman- cipé ou non émancipé, ou les autres ascendants, même du vivant des père et mère, quoiqu'ils ne soient ni tuteurs ni curateurs du mineur, pour- ront accepter pour lui. »

Art. 46. « Le sourd-muet qui saura écrire pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoir.

« S'il ne sait pas écrire, l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet. »

Art. 47. « Les donations faites au profit d'hos- pices des pauvres d'une commune, ou d'établis- sements d'utilité publique, seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou éta- blissements, après y avoir été dûment auto- risés. »

Art. 48. « La donation dûment acceptée sera parfaite par le consentement des parties ; et la propriété des objets donnés sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradi- tion. »

Art. 49. « Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation devra être faite au

[Disc. du projet de Code civil.

• tuelles ou rémunératoires, mén  
• raient été faites en faveur de ma  
• que par les conjoints ou les asc  
• reront révoquées de plein dro  
• nance d'un enfant légitime du  
• d'un posthume, ou par la légiti  
• fant naturel par mariage subsé

Art. 73. • Cette révocation aura

• l'enfant du donateur ou de  
• conçu au temps de la donation

Art. 74. • La donation demeure  
• révoquée, lors même que le doi  
• tré en possession des biens d  
• aurait été laissé par le donat  
• venance de l'enfant; sans néan  
• nataire soit tenu de restituer  
• perçus, de quelque nature qu  
• n'est du jour que la naissance  
• légitimation par mariage sub  
• été notifiée par exploit ou aut  
• forme; et ce, quand même la  
• rentrer dans les biens donnés  
• mée que postérieurement à cet

Art. 75. • Les biens compris d  
• révoquée de plein droit rentre  
• trimoine du donateur, libres d  
• et hypothèques du chef du don  
• puissent demeurer affectés, m  
• ment, à la restitution de la dot  
• ce donataire, de ses reprises o  
• tions matrimoniales; ce qui  
• même la donation aurait été f  
• mariage du donataire et inséré  
• et que le donateur se serait ol  
• tion par la donation à l'exéci  
• de mariage. »

qui au-  
r autres  
demeu-  
surve-  
même  
un en-

ore que  
rice fût

llement  
rait en-  
qu'il y  
la sur-  
e le do-  
par lui  
t, si ce  
it ou sa  
ui aura  
bonne  
le pour  
été for-  
ation.)  
onation  
s le pa-  
charges  
is qu'ils  
idiaire-  
nne de  
conven-  
quand  
veur du  
contrat,  
ne cau-  
contrat

ées ne  
u leur  
nateur,  
onateur  
dona-  
l'enfant  
vait été  
ar une

par la-  
évoca-  
enfant,  
ra pro-

ayants  
nnées,  
ir faire  
enance  
trente  
courir  
enfant  
as pré-  
troit. »

nents.  
er par  
d'hé-  
sel ou  
nation

t con-  
ux ou  
tiers,  
elle. »

Art. 81. « Un testament pourra être olographe,  
« ou fait par acte public, ou dans la forme mys-  
« tique. »

Art. 82. « Le testament olographe ne sera point  
« valable, s'il n'est écrit en entier, daté et signé  
« de la main du testateur : il n'est assujéti à  
« aucune autre forme. »

Art. 83. « Le testament par acte public est ce-  
« lui qui est reçu par deux notaires en présence  
« de deux témoins, ou par un notaire en pré-  
« sence de quatre témoins. »

Art. 84. « Si le testament est reçu par deux  
« notaires, il leur est dicté par le testateur, et il  
« doit être écrit par l'un de ces notaires tel qu'il  
« est dicté.

« S'il n'y a qu'un notaire, il doit également  
« être dicté par le testateur et écrit par ce no-  
« taire.

« Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné  
« lecture au testateur en présence des témoins.

« Il est fait du tout mention expresse. »

Art. 85. « Ce testament doit être signé par le  
« testateur ; s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut  
« signer, il sera fait dans l'acte mention expresse  
« de sa déclaration, ainsi que de la cause qui  
« l'empêche de signer. »

Art. 86. « Il faut que les témoins sachent et  
« puissent signer ; et néanmoins, dans les cam-  
« pagnes où il serait difficile de trouver des té-  
« moins qui sachent signer, il suffira qu'un des  
« deux témoins sache et puisse signer, si le tes-  
« tament est reçu par deux notaires, et que deux  
« des quatre témoins sachent et puissent signer,  
« s'il est reçu par un notaire. »

Art. 87. « Ne pourront être pris pour témoins  
« du testament par acte public, ni les légataires à  
« quelque titre qu'ils soient, ni leurs parents ou  
« alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement,  
« ni les clerks des notaires par lesquels les actes  
« seront reçus. »

Art. 88. « Lorsque le testateur voudra faire un  
« testament mystique ou secret, il sera tenu de  
« signer ses dispositions, soit qu'il les ait écrites  
« lui-même ou qu'il les ait fait écrire par un  
« autre : sera le papier qui contiendra ses dispo-  
« sitions, ensemble le papier qui servira d'enve-  
« loppe, s'il y en a une, clos et scellé, avec les  
« précautions en tels cas requises et accoutu-  
« mées. Le testateur présente ce papier ainsi  
« clos et scellé à sept témoins au moins, y com-  
« pris le notaire, il le fera clore et sceller en leur  
« présence, et il déclarera que le contenu en ce  
« papier est son testament écrit et signé de lui,  
« ou écrit par un autre et signé de lui ; le notaire  
« en dressera l'acte de suscription, qui sera écrit  
« sur ce papier ou sur la feuille qui servira d'en-  
« veloppe ; cet acte sera signé tant par le testa-  
« teur que par le notaire, ensemble par les au-  
« tres témoins. Tout ce que dessus sera fait de  
« suite et sans divertir à autres actes ; et en cas  
« que le testateur, par un empêchement survenu  
« depuis la signature du testament, ne puisse  
« signer l'acte de suscription, il sera fait mention  
« de la déclaration qu'il en aura faite, sans qu'il  
« soit besoin, en ce cas, d'augmenter le nombre  
« des témoins. »

Art. 89. « Si le testateur ne sait signer, ou s'il  
« n'a pu le faire lorsqu'il a fait écrire ses dispo-  
« sitions, il sera appelé à l'acte de suscription un  
« témoin, outre le nombre porté par l'article pré-  
« cédent, lequel signera l'acte avec les autres té-  
« moins, et il y sera fait mention de la cause  
« pour laquelle ce témoin aura été appelé. »

Art. 90. « Ceux qui ne savent ou ne peuvent lire

[Disc. du projet de Code civ

Art. 111. « Un Français qui  
« étranger pourra faire, au pr  
« d'étrangers, ses dispositions  
« acte sous signature privée, a  
« crit en l'article 82, ou par  
« avec les formes usitées dans  
« passé. »

Art. 112. « Ces testaments ne  
« cutés sur les biens situés e  
« avoir été enregistrés au bure  
« testateur, s'il en a conservé  
« reau de son dernier domicile  
« et dans le cas où le testamen  
« dispositions d'immeubles qu  
« il devra être, en outre, enreg  
« la situation de ces immeuble  
« être exigé un double droit. »

Art. 113. « Les formalités au  
« testaments sont assujettis pa  
« de la présente section et de l  
« vent être observées à peine »

SECTION III.

*De l'institution d'héritier et d*

Art. 114. « L'héritier institu  
« universel auront les mêmes c  
« jets aux mêmes charges. »

Art. 115. « Lorsqu'au décès  
« des héritiers auxquels une q  
« est réservée par la loi, ces h  
« de plein droit, par sa mort, c  
« la succession, et l'héritier in  
« universel, est tenu de leur  
« vrance des biens compris dan

Art. 116. « Néanmoins, dan  
« l'héritier institué, ou le lé

## SECTION IV.

*Des legs à titre universel.*

Art. 121. « Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier.

« Tout autre legs ne forme qu'une disposition à titre particulier. »

Art. 122. « Les légataires à titre universel seront tenus de demander la délivrance aux héritiers naturels, et, à leur défaut, aux héritiers institués ou légataires universels. »

Art. 123. « Le légataire à titre universel sera tenu, comme l'héritier institué ou le légataire universel, des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout. »

Art. 124. « Lorsque le testateur n'aura disposé que d'une quotité de la portion disponible, et qu'il l'aura fait à titre universel, ce légataire sera tenu d'acquitter les legs particuliers par contribution avec les héritiers. »

## SECTION V.

*Des legs particuliers.*

Art. 125. « Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants cause.

« Néanmoins le légataire particulier ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour de sa demande en délivrance formée en justice contre l'héritier naturel, ou, à son défaut, contre l'héritier institué ou le légataire universel, ou du jour auquel ils en auraient volontairement consenti la délivrance. »

Art. 126. « Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice :

« 1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament;

« 2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments. »

Art. 127. « Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de l'héritier, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de déduction de la réserve légale.

« Les droits d'enregistrement seront dus par le légataire.

« Le tout, s'il n'en a été autrement ordonné par le testament.

« Chaque legs pourra être enregistré séparément, sans que cet enregistrement puisse profiter à aucun autre qu'au légataire ou à ses ayants cause. »

Art. 128. « Les héritiers ou débiteurs d'un legs seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont ils profiteront dans la succession. »

« Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils seront détenteurs. »

Art. 129. « La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera le jour du décès du donateur. »

Art. 130. « Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles

[Disc. du projet de Code civil.]

Art. 111. « Un Français qui se  
« étranger pourra faire, au profit  
« d'étrangers, ses dispositions tes  
« acte sous signature privée, ains  
« crit en l'article 82, ou par a  
« avec les formes usitées dans le  
« passé. »

Art. 112. « Ces testaments ne po  
« cutés sur les biens situés en l  
« avoir été enregistrés au bureau  
« testateur, s'il en a conservé un  
« reau de son dernier domicile co  
« et dans le cas où le testament  
« dispositions d'immeubles qui y  
« il devra être, en outre, enregist  
« la situation de ces immeubles,  
« être exigé un double droit. »

Art. 113. « Les formalités auxq  
« testaments sont assujettis par  
« de la présente section et de la  
« vent être observées à peine de

### SECTION III.

*De l'institution d'héritier et du l*

Art. 114. « L'héritier institué  
« universel auront les mêmes dro  
« jets aux mêmes charges. »

Art. 115. « Lorsqu'au décès du  
« des héritiers auxquels une quot  
« est réservée par la loi, ces hérit  
« de plein droit, par sa mort, de  
« la succession, et l'héritier insti  
« universel, est tenu de leur der  
« vance des biens compris dans l

Art. 116. « Néanmoins, dans  
« l'héritier institué, ou le légat

## SECTION IV.

*Des legs à titre universel.*

Art. 121. « Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier.

« Tout autre legs ne forme qu'une disposition à titre particulier. »

Art. 122. « Les légataires à titre universel seront tenus de demander la délivrance aux héritiers naturels, et, à leur défaut, aux héritiers institués ou légataires universels. »

Art. 123. « Le légataire à titre universel sera tenu, comme l'héritier institué ou le légataire universel, des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout. »

Art. 124. « Lorsque le testateur n'aura disposé que d'une quotité de la portion disponible, et qu'il l'aura fait à titre universel, ce légataire sera tenu d'acquitter les legs particuliers par contribution avec les héritiers. »

## SECTION V.

*Des legs particuliers.*

Art. 125. « Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants cause.

« Néanmoins le légataire particulier ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour de sa demande en délivrance formée en justice contre l'héritier naturel, ou, à son défaut, contre l'héritier institué ou le légataire universel, ou du jour auquel ils en auraient volontairement consenti la délivrance. »

Art. 126. « Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice :

« 1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament; »  
 « 2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments. »

Art. 127. « Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de l'héritier, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de déduction de la réserve légale.

« Les droits d'enregistrement seront dus par le légataire.

« Le tout, s'il n'en a été autrement ordonné par le testament.

« Chaque legs pourra être enregistré séparément, sans que cet enregistrement puisse profiter à aucun autre qu'au légataire ou à ses ayants cause. »

Art. 128. « Les héritiers ou débiteurs d'un legs seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont ils profiteront dans la succession. »

« Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils seront détenteurs. »

Art. 129. « La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera le jour du décès du donateur. »

Art. 130. « Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles



[Disc. du projet de Code civil.]

« d'être divisée sans détérioration ;  
« par le même acte, à plusieurs p  
« séparément. »

Art. 157. « Les mêmes causes q  
« ticle 66 et les deux premières  
« l'article 67 du présent titre, aut  
« mande en révocation de la don  
« seront admises pour la demand  
« des dispositions testamentaires.

Art. 158. « Si cette demande es  
« injure grave faite à la mémo  
« elle doit être intentée dans l'a  
« du jour du délit. »

#### CHAPITRE V.

*Des dispositions permises en fav  
faveurs du donateur ou testateu  
de ses frères ou sœurs.*

Art. 159. « Les biens dont les  
« ont la faculté de disposer po  
« eux donnés en tout ou en part  
« sieurs de leurs enfants, par ac  
« testamentaire, avec la charge  
« biens aux enfants nés et à naî  
« degré seulement, desdits donat

Art. 160. « Sera valable, en c  
« enfants, la disposition que le  
« par acte entre-vifs ou testame  
« d'un ou plusieurs de ses frè  
« tout ou partie des biens qui n  
« servés par la loi dans sa su  
« charge de rendre ces biens au  
« à naître, au premier degré se  
« frères ou sœurs donataires. »

Art. 161. « Les dispositions

nnée,  
nème

l'ar-  
ns de  
a de-  
-vifs,  
ation

r une  
tuteur,  
npter

ts-en-  
ifants

nères  
e par  
plu-  
fs ou  
ces  
emier

sans  
faite  
profit  
rs, de  
nt ré-  
vec la  
lés et  
edsits

ar les  
lables  
ra au  
e du  
ze ou

grevé  
neurt  
et des  
niers  
on de

aux-  
acte  
cccep-  
entre-  
ue les  
grévés

is de  
profit,  
enir à  
nt de  
lispo-

t ou-  
que ce  
de la

irront  
subs-  
ibres,  
dans  
pres-

auto-  
t, par  
ur en  
bargé

Art. 167. « Lorsqu'il n'aura point nommé de  
« tuteur, ou lorsqu'à son décès le tuteur par lui  
« nommé n'existera plus, ou qu'il aura une des  
« dispenses admises au titre *des tutelles*, il en  
« sera nommé un autre, à la diligence du grevé,  
« ou de son tuteur s'il est mineur, dans le délai  
« d'un mois, à compter du jour du décès du do-  
« nateur ou testateur, ou du jour que, depuis  
« cette mort, l'acte contenant la disposition aura  
« été connu. »

Art. 168. « Le grevé qui n'aura pas satisfait à  
« l'article précédent sera déchu du bénéfice de  
« la disposition, dont le droit pourra dès lors être  
« déclaré ouvert au profit des appelés, à la dili-  
« gence, soit des appelés s'ils sont majeurs, soit de  
« tout autre parent des appelés, ou même d'office,  
« à la diligence du commissaire du Gouverne-  
« ment près le tribunal de première instance du  
« lieu où la succession est ouverte. »

Art. 169. « Après le décès de celui qui aura  
« disposé à la charge de restitution, il sera pro-  
« cédé, dans les formes ordinaires, à l'inventaire  
« de tous les biens et effets qui composeront sa  
« succession, excepté néanmoins le cas où il ne  
« s'agirait que d'un legs particulier. Cet inven-  
« taire contiendra la prise à juste prix des  
« meubles et effets mobiliers. »

Art. 170. « Il sera fait à la requête du grevé de  
« restitution, et dans le délai fixé au titre *des suc-  
« cessions*, en présence du tuteur nommé pour  
« l'exécution, et des appelés s'ils sont majeurs.  
« Les frais seront pris sur les biens compris dans  
« la disposition. »

Art. 171. « Si l'inventaire n'a pas été fait à la  
« requête du grevé dans le délai ci-dessus, il y  
« sera procédé dans le mois suivant, à la dili-  
« gence du tuteur nommé pour l'exécution, en  
« présence du grevé ou de son tuteur, et des ap-  
« pelés s'ils sont majeurs. »

Art. 172. « S'il n'a point été satisfait aux deux  
« articles précédents, il sera procédé au même  
« inventaire, à la diligence des personnes dési-  
« gnées en l'article 168, en y appelant le grevé  
« ou son tuteur, et le tuteur nommé pour l'exé-  
« cution. »

Art. 173. « Le grevé de restitution sera tenu  
« de faire procéder à la vente, par affiches et en-  
« chères, de tous les meubles et effets compris  
« dans la disposition, à l'exception néanmoins de  
« ceux qu'il aurait été chargé, par l'auteur de la  
« disposition, de conserver en nature, et de ceux  
« dont il est mention dans les deux articles sui-  
« vants. »

Art. 174. « Les meubles meublants et autres  
« choses mobilières qui auraient été compris  
« dans la disposition, à la condition expresse de  
« les conserver en nature, seront rendus dans  
« l'état où ils se trouveront lors de la restitution. »

Art. 175. « Les bestiaux et ustensiles servant à  
« faire valoir les terres seront censés compris  
« dans les donations entre-vifs ou testamentaires  
« desdites terres, et le grevé sera seulement tenu  
« de les faire priser et estimer, pour en rendre  
« une égale valeur lors de la restitution. »

Art. 176. « Il sera fait par le grevé, dans le  
« délai de six mois, à compter du jour de la  
« clôture de l'inventaire, un emploi des deniers  
« comptants, de ceux provenant du prix des meu-  
« bles et effets qui auront été vendus, et de ce  
« qui aura été reçu des effets actifs.

« Ce délai pourra être prolongé s'il y a lieu. »

Art. 177. « Le grevé sera pareillement tenu de  
« faire emploi des deniers provenant des effets  
« actifs qui seront recouvrés et des rembourse-

[Disc. du projet de Code civil.]

« leur mariage pourra encore être  
« tion de payer indistinctement toutes  
« charges de la succession du donateur  
« d'autres conditions dont l'exécution  
« de sa volonté, par quelque personne  
« nation soit faite : le donataire sera  
« accomplir ces conditions, s'il n'aime  
« cer à la donation ; et en cas qu'il  
« par contrat de mariage, se soit réservé  
« de disposer d'un effet compris dans  
« de ses biens présents, ou d'une somme  
« prendre sur ces mêmes biens la  
« somme, s'il meurt sans en avoir  
« censés compris dans la donation  
« dront au donataire ou à ses héritiers

Art. 198. « Les donations faites  
« mariage ne pourront être attaquées  
« réelles nulles, sous prétexte de  
« donation. »

Art. 199. « Toute donation faite  
« mariage sera caduque, si le mariage  
« n'a pas eu lieu. »

Art. 200. « Les donations faites à  
« dans les termes des articles 193,  
« dessus, deviendront caduques, si  
« survit à l'époux donataire décédé  
« l'époux. »

Art. 201. « Toutes donations faites  
« par leur contrat de mariage  
« l'ouverture de la succession du donateur  
« tibles à la portion dont la loi lui  
« disposer. »

#### CHAPITRE VIII.

*Des donations entre époux, soit pendant le mariage, soit pendant le m*

ndi-  
es et  
sous  
lrait  
do-  
l'ac-  
ion-  
eur,  
erté  
tion  
se à  
la  
ra  
ient-  
t de  
cla-  
pta-  
du  
suit  
oux  
ci-  
eur  
sté-  
oux  
de  
luc-  
t de  
  
de  
de  
it à  
ori-  
  
ens  
na-  
di-  
ion  
ou-  
sus  
  
de  
ux  
ci-  
le  
na-  
uf  
nts  
ux  
  
de  
as  
s-  
ité  
et  
on  
ce  
  
ait  
à  
un  
us  
  
rat  
  
e,  
ux

« de ses parents dont le consentement est requis  
« pour la validité de son mariage; et avec ce  
« consentement, il pourra donner tout ce que la  
« loi permet à l'époux majeur de donner à l'autre  
« conjoint. »

Art. 207. « Toutes donations faites entre époux  
« pendant le mariage, quoique qualifiées entre-  
« vifs, seront toujours révocables.

« La révocation pourra être faite par la femme  
« sans y être autorisée par le mari ni en justice.

« Ces donations ne seront point révoquées par  
« la survenance d'enfants. »

Art. 208. « Les époux ne pourront, pendant le  
« mariage, se faire, ni par acte entre-vifs, ni par  
« testament, aucune donation mutuelle et réci-  
« proque par un seul et même acte. »

Art. 209. « L'homme ou la femme qui, ayant  
« des enfants d'un autre lit, contractera un second  
« ou subséquent mariage, ne pourra donner à son  
« nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le  
« moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces  
« donations puissent excéder le quart des biens. »

Art. 210. « Les époux ne pourront se donner  
« indirectement au delà de ce qui leur est permis  
« par les dispositions ci-dessus.

« Toute donation simulée par le déguisement  
« de l'acte, ou faite à personnes interposées, sera  
« nulle. »

Art. 211. « Seront réputées faites à personnes  
« interposées, les donations de l'un des époux aux  
« enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux,  
« issus d'un autre mariage, et celles faites par le  
« donateur aux parents dont l'autre époux sera  
« héritier présomptif au jour de la donation,  
« encore que ce dernier n'ait point survécu à son  
« parent donataire. »

Le Consul ordonne que le projet de loi ci-dessus  
sera communiqué, par le secrétaire général du  
conseil, au président de la section de législation.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 15 GERMINAL AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Mardi 5 avril 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Berlier** annonce que le titre X du  
projet de Code civil, relatif à la *minorité, à la*  
*tutelle et à l'émancipation*, a été décrété par le  
Corps législatif dans sa séance du 5 germinal.

Le citoyen **Emmery** annonce que le titre XI  
du projet de Code civil, relatif à la *majorité, à*  
*l'interdiction et au conseil judiciaire*, a été décrété  
par le Corps législatif dans sa séance du 8 ger-  
minal.

## DES SUCCESSIONS.

Le citoyen **Trollhard**, d'après la conférence  
tenue avec le Tribunal, présente la rédaction dé-  
finitive du titre *des successions*.

Le Conseil l'adopte en ces termes :

*Des différentes manières dont on acquiert la pro-  
priété.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La propriété des biens s'acquiert et  
« se transmet par succession, par donation entre-  
« vifs ou testamentaire, et par l'effet des obliga-  
« tions. »

Art. 2. « La propriété s'acquiert aussi par acces-  
« sion ou incorporation, et par prescription. »

[Disc. du projet de Code civil.]

« leur mariage pourra encore être  
« tion de payer indistinctement toutes  
« charges de la succession du donateur  
« d'autres conditions dont l'exécution  
« de sa volonté, par quelque personne  
« nation soit faite : le donataire  
« accomplir ces conditions, s'il n'aime  
« cer à la donation ; et en cas qu'il  
« par contrat de mariage, se soit réservé  
« de disposer d'un effet compris dans  
« de ses biens présents, ou d'un  
« prendre sur ces mêmes biens  
« somme, s'il meurt sans en avoir  
« censés compris dans la donation  
« dront au donataire ou à ses héritiers

Art. 198. « Les donations faites  
« mariage ne pourront être attaquées  
« réelles nulles, sous prétexte de donation.

Art. 199. « Toute donation faite  
« mariage sera caduque, si le mari  
« pas. »

Art. 200. « Les donations faites à  
« dans les termes des articles 193.  
« dessus, deviendront caduques,  
« survit à l'époux donataire décédé.

Art. 201. « Toutes donations faites  
« par leur contrat de mariage  
« l'ouverture de la succession du donateur  
« tibles à la portion dont la loi lui  
« disposer. »

#### CHAPITRE VIII.

*Des donations entre époux, soit pendant le mariage, soit pendant le m*

« de ses parents dont le consentement est requis  
« pour la validité de son mariage; et avec ce  
« consentement, il pourra donner tout ce que la  
« loi permet à l'époux majeur de donner à l'autre  
« conjoint. »

Art. 207. « Toutes donations faites entre époux  
« pendant le mariage, quoique qualifiées entre-  
« vifs, seront toujours révocables.

« La révocation pourra être faite par la femme  
« sans y être autorisée par le mari ni en justice.

« Ces donations ne seront point révoquées par  
« la survenance d'enfants. »

Art. 208. « Les époux ne pourront, pendant le  
« mariage, se faire, ni par acte entre-vifs, ni par  
« testament, aucune donation mutuelle et réci-  
« proque par un seul et même acte. »

Art. 209. « L'homme ou la femme qui, ayant  
« des enfants d'un autre lit, contractera un second  
« ou subséquent mariage, ne pourra donner à son  
« nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le  
« moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces  
« donations puissent excéder le quart des biens. »

Art. 210. « Les époux ne pourront se donner  
« indirectement au delà de ce qui leur est permis  
« par les dispositions ci-dessus.

« Toute donation simulée par le déguisement  
« de l'acte, ou faite à personnes interposées, sera  
« nulle. »

Art. 211. « Seront réputées faites à personnes  
« interposées, les donations de l'un des époux aux  
« enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux,  
« issus d'un autre mariage, et celles faites par le  
« donateur aux parents dont l'autre époux sera  
« héritier présomptif au jour de la donation,  
« encore que ce dernier n'ait point survécu à son  
« parent donataire. »

Le Consul ordonne que le projet de loi ci-dessus  
sera communiqué, par le secrétaire général du  
conseil, au président de la section de législation.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 15 GERMINAL AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Mardi 5 avril 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Berlier** annonce que le titre X du  
projet de Code civil, relatif à la *minorité, à la*  
*tutelle et à l'émancipation*, a été décrété par le  
Corps législatif dans sa séance du 5 germinal.

Le citoyen **Emmery** annonce que le titre XI  
du projet de Code civil, relatif à la *majorité, à*  
*l'interdiction et au conseil judiciaire*, a été décrété  
par le Corps législatif dans sa séance du 8 ger-  
minal.

## DES SUCCESSIONS.

Le citoyen **Trellhard**, d'après la conférence  
tenue avec le Tribunat, présente la rédaction dé-  
finitive du titre *des successions*.

Le Conseil l'adopte en ces termes :

*Des différentes manières dont on acquiert la pro-  
priété.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La propriété des biens s'acquiert et  
« se transmet par succession, par donation entre-  
« vifs ou testamentaire, et par l'effet des obliga-  
« tions. »

Art. 2. « La propriété s'acquiert aussi par acces-  
« sion ou incorporation, et par prescription. »

Art. 25. « La proximité de paren  
« le nombre des générations ; cha  
« s'appelle un *degré*. »

Art. 26. « La suite des degrés fo  
« on appelle *ligne directe* la suite d  
« personnes qui descendent l'une  
« *gne collatérale*, la suite des degré  
« nes qui ne descendent pas les un  
« mais qui descendent d'un auteur  
« On distingue la ligne directe e  
« *descendante* et *ligne directe ascen*

« La première est celle qui lie le  
« qui descendent de lui ; la deuxiè

« lie une personne avec ceux don

Art. 27. « En ligne directe, on  
« de degrés qu'il y a de génératio  
« sonnes : ainsi le fils est, à l'égal  
« premier degré ; le petit-fils au  
« proquement du père et de l'aïeu  
« fils et petits-fils. »

Art. 28. « En ligne collatérale,  
« comptent par les générations, de  
« parents jusques et non compris  
« mun, et depuis celui-ci jusqu'à l  
« Ainsi, deux frères sont au deu  
« l'oncle et le neveu sont au tro  
« les cousins germains au quatri  
« suite. »

## SECTION II.

### *De la représentation*

Art. 29. « La représentation est  
« la loi, dont l'effet est de faire en  
« sentants dans la place, dans le d  
« droits du représenté. »

Art. 30. « La représentation a  
« dans la ligne directe descendante

« Elle est admise dans tous les ca  
« enfants du défunt concourent av  
« dants d'un enfant prédécédé, soit  
« enfants du défunt étant morts avai  
« cendants desdits enfants se trouv  
« en degrés égaux ou inégaux. »

Art. 31. « La représentation n'a  
« veur des ascendants ; le plus pro  
« cune des deux lignes, exclut to  
« éloigné. »

Art. 32. « En ligne collatérale, la  
« est admise en faveur des enfants

« Ils succèdent par égales portions et par tête,  
« quand ils sont tous au premier degré et appelés  
« de leur chef : ils succèdent par souche, lorsqu'ils  
« viennent tous ou en partie par représentation. »

## SECTION IV.

*Des successions déférées aux descendants.*

Art. 36. « Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni  
« frère, ni sœur, ni descendants d'eux, la succes-  
« sion se divise par moitié entre les ascendants  
« de la ligne paternelle et les ascendants de la  
« ligne maternelle.

« L'ascendant qui se trouve au degré le plus  
« proche recueille la moitié affectée à sa ligne,  
« à l'exclusion de tous autres.

« Les ascendants au même degré succèdent par  
« tête. »

Art. 37. « Les ascendants succèdent, à l'exclu-  
« sion de tous autres, aux choses par eux données  
« à leurs enfants ou descendants décédés sans  
« postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent  
« en nature dans la succession.

« Si les objets ont été aliénés, les ascendants re-  
« cueillent le prix qui peut en être dû. Ils succè-  
« dent aussi à l'action en reprise que pouvait avoir  
« le donataire. »

Art. 38. « Lorsque les père et mère d'une per-  
« sonne morte sans postérité lui ont survécu, si  
« elle a laissé des frères, sœurs ou des descen-  
« dants d'eux, la succession se divise en deux  
« portions égales, dont moitié seulement est dé-  
« férée au père et à la mère, qui la partagent en-  
« tre eux également.

« L'autre moitié appartient aux frères, sœurs  
« ou descendants d'eux, ainsi qu'il sera expliqué  
« dans la section *des successions collatérales*. »

Art. 39. « Dans le cas où la personne morte  
« sans postérité laisse des frères, sœurs, ou des  
« descendants d'eux, si le père ou la mère est  
« prédécédé, la portion qui lui aurait été dévolue,  
« conformément au précédent article, se réunit à  
« la moitié déférée aux frères, sœurs, ou à leurs  
« représentants, ainsi qu'il sera ci-après expli-  
« qué. »

## SECTION V.

*Des successions collatérales.*

Art. 40. « En cas de préléccs des père et mère  
« d'une personne morte sans postérité, ses frères,  
« sœurs, ou leurs descendants, sont appelés à  
« l'exclusion des ascendants et des autres colla-  
« téraux.

« Ils succèdent, ou de leur chef, ou par repré-  
« sentation, ainsi qu'il a été réglé dans la section  
« de la *représentation*. »

Art. 41. « Si les père et mère de la personne  
« morte sans postérité lui ont survécu, ses frères,  
« sœurs, ou leurs représentants, ne sont appelés  
« qu'à la moitié de la succession. Si le père ou la  
« mère seulement a survécu, ils sont appelés à  
« recueillir les trois quarts. »

Art. 42. « Le partage de la moitié ou des trois  
« quarts dévolus aux frères ou sœurs, aux termes  
« de l'article précédent, s'opère entre eux par  
« égales portions, s'ils sont tous du même lit; s'ils  
« sont de lits différents, la division se fait par  
« moitié entre les deux lignes paternelle et ma-  
« ternelle du défunt; les germains prennent part  
« dans les deux lignes, et les utérins et consan-  
« guins chacun dans leur ligne seulement; s'il  
« n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils suc-  
« cèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres  
« parents de l'autre ligne. »

Art. 43. « A défaut de frère ou sœur, ou de des-



[Disc. du projet de Code civil.]

Art. 25. « La proximité de pare  
« le nombre des générations ; cha  
« s'appelle un *degré*. »

Art. 26. « La suite des degrés l  
« on appelle *ligne directe* la suite  
« personnes qui descendent l'une  
« *gne collatérale*, la suite des degr  
« nes qui ne descendent pas les u  
« mais qui descendent d'un auteu

« On distingue la ligne directe  
« *descendante* et *ligne directe ascen*

« La première est celle qui lie le  
« qui descendent de lui ; la deuxi  
« lie une personne avec ceux do

Art. 27. « En ligne directe, on  
« de degrés qu'il y a de génératic  
« sonnes : ainsi le fils est, à l'éga  
« premier degré ; le petit-fils au  
« proquement du père et de l'aïeul  
« fils et petits-fils. »

Art. 28. « En ligne collatérale  
« compte par les *générations*, c  
« parents jusques et non compris  
« mun, et depuis celui-ci jusqu'à

« Ainsi, deux frères sont au de  
« l'oncle et le neveu sont au tr  
« les cousins germains au quati  
« suite. »

## SECTION II.

### *De la représentation*

Art. 29. « La représentation est  
« la loi, dont l'effet est de faire e  
« sentants dans la place, dans le c  
« droits du représenté. »

Art. 30. « La représentation a  
« dans la ligne directe descendan

« Ils succèdent par égales portions et par tête, « quand ils sont tous au premier degré et appelés « de leur chef : ils succèdent par souche, lorsqu'ils « viennent tous ou en partie par représentation. »

#### SECTION IV.

##### *Des successions déferées aux descendants.*

Art. 36. « Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni « frère, ni sœur, ni descendants d'eux, la succes- « sion se divise par moitié entre les ascendants « de la ligne paternelle et les ascendants de la « ligne maternelle.

« L'ascendant qui se trouve au degré le plus « proche recueille la moitié affectée à sa ligne, « à l'exclusion de tous autres.

« Les ascendants au même degré succèdent par « tête. »

Art. 37. « Les ascendants succèdent, à l'exclu- « sion de tous autres, aux choses par eux données « à leurs enfants ou descendants décédés sans « postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent « en nature dans la succession.

« Si les objets ont été aliénés, les ascendants re- « cueillent le prix qui peut en être dû. Ils succè- « dent aussi à l'action en reprise que pouvait avoir « le donataire. »

Art. 38. « Lorsque les père et mère d'une per- « sonne morte sans postérité lui ont survécu, si « elle a laissé des frères, sœurs ou des descen- « dants d'eux, la succession se divise en deux « portions égales, dont moitié seulement est dé- « férée au père et à la mère, qui la partagent en- « tre eux également.

« L'autre moitié appartient aux frères, sœurs « ou descendants d'eux, ainsi qu'il sera expliqué « dans la section *des successions collatérales*. »

Art. 39. « Dans le cas où la personne morte « sans postérité laisse des frères, sœurs, ou des « descendants d'eux, si le père ou la mère est « prédécédé, la portion qui lui aurait été dévolue, « conformément au précédent article, se réunit à « la moitié déferée aux frères, sœurs, ou à leurs « représentants, ainsi qu'il sera ci-après expli- « qué. »

#### SECTION V.

##### *Des successions collatérales.*

Art. 40. « En cas de pré décès des père et mère « d'une personne morte sans postérité, ses frères, « sœurs, ou leurs descendants, sont appelés à « l'exclusion des ascendants et des autres colla- « téraux.

« Ils succèdent, ou de leur chef, ou par repré- « sentation, ainsi qu'il a été réglé dans la section « de la *représentation*. »

Art. 41. « Si les père et mère de la personne « morte sans postérité lui ont survécu, ses frères, « sœurs, ou leurs représentants, ne sont appelés « qu'à la moitié de la succession. Si le père ou la « mère seulement a survécu, ils sont appelés à « recueillir les trois quarts. »

Art. 42. « Le partage de la moitié ou des trois « quarts dévolus aux frères ou sœurs, aux termes « de l'article précédent, s'opère entre eux par « égales portions, s'ils sont tous du même lit; s'ils « sont de lits différents, la division se fait par « moitié entre les deux lignes paternelle et ma- « ternelle du défunt; les germains prennent part « dans les deux lignes, et les utérins et consan- « guins chacun dans leur ligne seulement; s'il « n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils suc- « cèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres « parents de l'autre ligne. »

Art. 43. « A défaut de frère ou sœur, ou de des-

Art. 67. « L'effet de l'acceptation  
jour de l'ouverture de la successio

Art. 68. « L'acceptation peut être  
tacite : elle est expresse, quand  
titre ou la qualité d'héritier dan  
thentique ou privé ; elle est tacite  
ritier fait un acte qui suppose né  
son intention d'accepter, et qu'il  
de faire qu'en sa qualité d'héritier

Art. 69. « Les actes purement c  
de surveillance et d'administratio  
ne sont pas des actes d'adition  
l'on n'y a pas pris le titre ou la  
ritier. »

Art. 70. « La donation, vente ou  
fait de ses droits successifs un d  
soit à un étranger, soit à tous se  
soit à quelques-uns d'eux, empor  
acceptation de la succession.

« Il en est de même : 1° de la  
même gratuite, que fait un des  
profit d'un ou de plusieurs de ses

« 2° De la renonciation qu'il fai  
profit de tous ses cohéritiers inc  
lorsqu'il reçoit le prix de sa renon

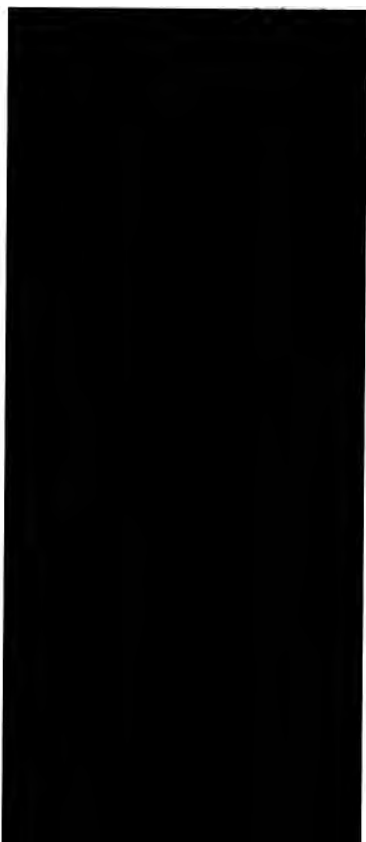
Art. 71. « Lorsque celui à qui u  
est échue est décédé sans l'avoir  
sans l'avoir acceptée expresséme  
ment, ses héritiers peuvent l'acce  
pudier de son chef. »

Art. 72. « Si ces héritiers ne sor  
pour accepter ou pour répudier  
elle doit être acceptée sous bén  
taire. »

Art. 73. « Le majeur ne peut att  
tion expresse ou tacite qu'il a fa  
cession, que dans le cas où cet  
aurait été la suite d'un dol pratiq  
il ne peut jamais réclamer sous l  
sion, excepté seulement dans le  
cession se trouverait absorbée ou  
plus de moitié par la découver  
ment inconnu au moment de l'ac

## SECTION II.

### *De la renonciation aux suc*



Art. 80. « Tant que la prescription du droit  
« d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers  
« qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter  
« encore la succession, si elle n'a pas déjà été  
« acceptée par d'autres héritiers, sans préjudice  
« néanmoins des droits qui peuvent être acquis  
« à des tiers sur les biens de la succession, soit  
« par prescription, soit par actes valablement  
« faits avec le curateur à la succession vacante. »

Art. 81. « On ne peut, même par contrat de  
« mariage, renoncer à la succession d'un homme  
« vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on  
« peut avoir à cette succession. »

Art. 82. « Les héritiers qui auraient diverti ou  
« recélé des effets d'une succession, sont déchus  
« de la faculté d'y renoncer : ils demeurent héri-  
« tiers purs et simples, nonobstant leur renon-  
« ciation, sans pouvoir prétendre aucune part  
« dans les objets divertis ou recelés. »

### SECTION III.

#### *Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.*

Art. 83. « La déclaration d'un héritier qu'il en-  
« tend ne prendre cette qualité que sous bénéfice  
« d'inventaire, doit être faite au greffe du tri-  
« bunal civil de première instance dans l'arron-  
« dissement duquel la succession s'est ouverte :  
« elle doit être inscrite sur le registre destiné à  
« recevoir les actes de renonciation. »

Art. 84. « Cette déclaration n'a d'effet qu'au-  
« tant qu'elle est précédée ou suivie d'un inven-  
« taire fidèle et exact des biens de la succession,  
« dans les formes réglées par le Code de la pro-  
« cédure civile, et dans les délais qui seront ci-  
« après déterminés. »

Art. 85. « L'héritier a trois mois pour faire in-  
« ventaire, à compter du jour de l'ouverture de la  
« succession. »

« Il a de plus, pour délibérer sur son accepta-  
« tion ou sur sa renonciation, un délai de qua-  
« rante jours, qui commence à courir du jour de  
« la clôture de l'inventaire, s'il a été terminé  
« avant les trois mois. »

Art. 86. « Si cependant il existe dans la succes-  
« sion des objets susceptibles de dépérir, ou  
« dispendieux à conserver, l'héritier peut, en sa  
« qualité d'habile à succéder, et sans qu'on puisse  
« en induire de sa part une acceptation, se faire  
« autoriser par justice à procéder à la vente de  
« ces effets. »

« Cette vente doit être faite par officier public,  
« après les affiches et publications réglées par le  
« Code de la procédure civile. »

Art. 87. « Pendant la durée des délais pour  
« faire inventaire et pour délibérer, l'héritier ne  
« peut être contraint à prendre qualité, et il ne  
« peut être obtenu contre lui de condamnation ;  
« s'il renonce lorsque les délais sont expirés ou  
« avant, les frais par lui faits légitimement jusqu'à  
« cette époque sont à la charge de la succession. »

Art. 88. « Après l'expiration des délais ci-dessus,  
« l'héritier, en cas de poursuite dirigée contre  
« lui, peut en demander un nouveau, que le tri-  
« bunal saisi de la contestation accorde ou refuse  
« suivant les circonstances. »

Art. 89. « Les frais de poursuite, dans le cas de  
« l'article précédent, sont à la charge de la suc-  
« cession, si l'héritier justifie, ou qu'il n'avait  
« pas eu connaissance du décès, ou que les délais  
« ont été insuffisants, soit à raison de la situation  
« des biens, soit à raison des contestations sur-  
« venues : s'il n'en justifie pas, les frais restent à  
« sa charge personnelle. »

scellés, l'apposition des scellés  
la succession n'est pas nécess  
peut être fait dans la forme  
les parties intéressées jugen  
si tous les héritiers ne sont pa  
a parmi eux des mineurs ou d  
elle doit être apposé dans le p  
à la requête des héritiers, soi  
a commissaire du Gouverneme  
de première instance, soit  
de paix dans l'arrondissen  
cession est ouverte. »

Art. 110. « Les créanciers peuven  
position des scellés en vertu

Art. 111. « Lorsque le scellé a é  
cienciers peuvent y former opp  
n'aient ni titre exécutoire  
la page.

« La formalités pour la levée d  
fection de l'inventaire sont  
Code de la procédure civile. »

Art. 112. « L'action en partage, e  
s'élèvent dans le cours  
ont soumises au tribunal du li  
re de la succession.

C'est devant ce tribunal qu'il e  
citations, et que doivent être j  
mandes relatives à la garantie

partageants et celles en rescisio  
Art. 113. « Si l'un des cohérit

consentir au partage, ou s'il s'élè  
tions, soit sur le mode d'y procé  
manière de le terminer, le trib  
comme en matière sommaire, c  
a lieu, pour les opérations du j  
sur le rapport duquel il dé  
tions. »

Art. 114. « L'estimation des imme  
experts choisis par les parti  
à leur refus, nommés d'office  
le procès-verbal des experts  
les bases de l'estimation; il de  
l'objet estimé peut être commod  
de quelle manière; fixer enfin,  
ion, chacune des parts qu'on peu

« tion des lots et aux fournissements à faire à  
« chacun des copartageants. »

Art. 119. « Chaque héritier fait rapport à la  
« masse, suivant les règles qui seront ci-après  
« établies, des dons qui lui ont été faits et des  
« sommes dont il est débiteur. »

Art. 120. « Si le rapport n'est pas fait en nature,  
« les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une por-  
« tion égale sur la masse de la succession. »

« Les prélèvements se font, autant que possible,  
« en objets de même nature, qualité et bonté que  
« les objets non rapportés en nature. »

Art. 121. « Après ces prélèvements, il est pro-  
« cédé, sur ce qui reste dans la masse, à la compo-  
« sition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers  
« copartageants ou de souches copartageantes. »

Art. 122. « Dans la formation et composition des  
« lots, on doit éviter, autant que possible, de mor-  
« celer les héritages et de diviser les exploita-  
« tions; et il convient de faire entrer dans chaque  
« lot, s'il se peut, la même quantité de meubles,  
« d'immeubles, de droits ou de créances de mêmes  
« nature et valeur. »

Art. 123. « L'inégalité des lots en nature se com-  
« pense par un retour, soit en rente, soit en argent. »

Art. 124. « Les lots sont faits par l'un des cohé-  
« ritiers, s'ils peuvent convenir entre eux sur le  
« choix, et si celui qu'ils avaient choisi accepte la  
« commission : dans le cas contraire, les lots sont  
« faits par un expert que le juge-commissaire  
« désigne. »

« Ils sont ensuite tirés au sort. »

Art. 125. « Avant de procéder au tirage des lots,  
« chaque copartageant est admis à proposer ses  
« réclamations contre leur formation. »

Art. 126. « Les règles établies pour la division  
« des masses à partager sont également observées  
« dans la subdivision à faire entre les souches  
« copartageantes. »

Art. 127. « Si, dans les opérations renvoyées  
« devant un notaire, il s'élève des contestations,  
« le notaire dressera procès-verbal des difficultés  
« et des dires respectifs des parties, les renverra  
« devant le commissaire nommé pour le partage,  
« et au surplus il sera procédé suivant les formes  
« prescrites au Code de la procédure civile. »

Art. 128. « Si tous les cohéritiers ne sont pas  
« présents, ou s'il y a parmi eux des interdits ou  
« des mineurs même émancipés, le partage doit  
« être fait en justice, conformément aux règles  
« prescrites par les articles 109 et suivants, jusques  
« et compris l'article précédent. S'il y a plusieurs  
« mineurs qui aient des intérêts opposés dans le  
« partage, il doit leur être donné à chacun un tu-  
« teur spécial et particulier. »

Art. 129. « S'il y a lieu à licitation dans le cas  
« du précédent article, elle ne peut être faite  
« qu'en justice avec les formalités prescrites pour  
« l'aliénation des biens des mineurs. Les étrangers  
« y sont toujours admis. »

Art. 130. « Les partages faits conformément aux  
« règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs,  
« avec l'autorisation d'un conseil de famille, soit  
« par les mineurs émancipés, assistés de leurs  
« curateurs, soit au nom des absents ou non pré-  
« sents, sont définitifs. Ils ne sont que provision-  
« nels, si les règles prescrites n'ont pas été obser-  
« vées. »

Art. 131. « Toute personne, même parente du  
« défunt, qui n'est pas son successible, et à la-  
« quelle un cohéritier aurait cédé son droit à la  
« succession, peut être écartée du partage, soit  
« par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui  
« remboursant le prix de la cession. »

[Disc. du projet de Code civil.]

« cet état, d'après une estimation  
« juste prix et sans crue. »

Art. 159. « Le rapport de l'argen  
« en moins prenant dans le numér  
« cession.

« En cas d'insuffisance, le don  
« dispenser de rapporter du numér  
« donnant, jusqu'à due concurrenc  
« et à défaut de mobilier, des im  
« succession. »

### SECTION III.

#### *Du paiement des dette*

Art. 160. « Les cohéritiers cor  
« eux au paiement des dettes et  
« succession, chacun dans la pr  
« qu'il y prend. »

Art. 161. « Le légataire à titre  
« tribue avec les héritiers au pror  
« lument; mais le légataire partic  
« tenu des dettes et charges, sauf  
« tion hypothécaire sur l'immeubl

Art. 162. « Lorsque des immeuble  
« sion sont grevés de rentes par h  
« ciale, chacun des cohéritiers pe  
« les rentes soient remboursées et  
« rendus libres avant qu'il soit pr  
« mation des lots : si les cohéritie  
« succession dans l'état où elle s  
« meuble grevé doit être estimé :  
« que les autres immeubles ; il es  
« du capital de la rente sur le pr  
« tier dans le lot duquel tombe ce  
« meure seul chargé du service d  
« doit en garantir ses cohéritiers.

Art. 163. « Les héritiers sont te  
« et charges de la succession. »

, à « être exercé lorsqu'il y a novation dans la  
ait « créance contre le défunt, par l'acceptation de  
ac- « l'héritier pour débiteur. »  
se Art. 170. « Il se prescrit, relativement aux meu-  
un- bles, par le laps de trois ans.  
er, « A l'égard des immeubles, l'action peut être  
la « exercée tant qu'ils existent dans la main de  
« l'héritier. »  
Art. 171. « Les créanciers de l'héritier ne sont  
« point admis à demander la séparation des pa-  
« trimoines contre les créanciers de la suc-  
« cession. »  
Art. 172. « Les créanciers d'un copartageant,  
« pour éviter que le partage ne soit fait en fraude  
« de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y  
« soit procédé hors de leur présence : ils ont le  
« droit d'y intervenir à leurs frais ; mais ils ne  
« peuvent attaquer un partage consommé, à  
« moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans  
« eux, et au préjudice d'une opposition qu'ils  
« auraient formée. »

#### SECTION IV.

##### *Des effets du partage et de la garantie des lots.*

Art. 173. « Chaque cohéritier est censé avoir  
« succédé seul et immédiatement à tous les effets  
« compris dans son lot, ou à lui échus sur licita-  
« tion, et n'avoir jamais eu la propriété des autres  
« effets de la succession. »

Art. 174. « Les cohéritiers demeurent respecti-  
« vement garants les uns envers les autres des  
« troubles et évictions seulement qui procèdent  
« d'une cause antérieure au partage.

« La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction  
« soufferte a été exceptée par une clause particu-  
« lière et expresse de l'acte de partage ; elle  
« cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier  
« souffre l'éviction. »

Art. 175. « Chacun des cohéritiers est person-  
« nellement obligé, en proportion de sa part hé-  
« réditaire, d'indemniser son cohéritier de la  
« perte que lui a causée l'éviction.

« Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable,  
« la portion dont il est tenu doit être également  
« répartie entre le garanti et tous les cohéritiers  
« solvables. »

Art. 176. « La garantie de la solvabilité du dé-  
« biteur d'une rente ne peut être exercée que  
« dans les cinq ans qui suivent le partage. Il n'y  
« a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité  
« du débiteur, quand elle n'est survenue que de-  
« puis le partage consommé. »

#### SECTION V.

##### *De la rescision en matière de partage.*

Art. 177. « Les partages peuvent être rescindés  
« pour cause de violence ou de dol.

« Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lors-  
« qu'un des cohéritiers établit à son préjudice  
« une lésion de plus du quart. La simple omis-  
« sion d'un objet de la succession ne donne pas  
« ouverture à l'action en rescision, mais seule-  
« ment à un supplément à l'acte de partage. »

Art. 178. « L'action en rescision est admise  
« contre tout acte qui a pour objet de faire cesser  
« l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût  
« qualifié de vente, d'échange et transaction, ou  
« de toute autre manière.

« Mais après le partage, ou l'acte qui en tient  
« lieu, l'action en rescision n'est plus admissible  
« contre la transaction faite sur les difficultés  
« réelles que présentait le premier acte, même  
« quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès  
« commencé. »



[Disc. du projet de Code civil.]

vaient si énergiquement exprimé : *la mort saisit le vif*. Les biens, le défunt ne peuvent pas rester en sursis, remplacé au moment où il décède par l'héritier celui qui, à ce même instant, est appelé par la loi.

« Nulle différence sur ce point entre la mort naturelle et la mort civile ; c'est toujours de la mort qui saisit l'héritier.

« Mais il peut arriver que plusieurs personnes dont les unes doivent succéder aux biens d'un défunt dans un même événement, ne puissent connaître précisément laquelle sera la dernière. C'est cependant celle-ci qui doit succéder, et dont la succession se fait sur les biens qui appartenaient aux précédents.

« Il a bien fallu recourir aux présomptions en l'absence de preuves, et donner des règles pour déterminer un ordre dans lequel on devait poser que les trépas se sont suivis.

« C'est d'abord par les circonstances qu'il faut décider, s'il est possible, de la survie ; mais si l'on ne peut tirer aucune conclusion des circonstances du fait, c'est de l'âge ou du sexe qu'il faut puiser, et non pas des preuves, mais les conjectures les plus vraisemblables.

« Dans l'âge où les forces humaines augmentent, l'accroissement, le plus âgé sera le plus survivant, comme étant le plus fort ; par conséquent, dans l'âge du dépérissement, ce sera pour le moins âgé : dans l'âge de la vieillesse, on supposera que c'est le mâle qui est le plus capable de résister ; et si les personnes sont du même sexe, la plus jeune sera celle qui donnera ouverture à la succession.

s : avec la volonté présumée du défunt, et ce parent  
un coupable ou lâche devrait-il hériter de celui qu'il  
est aurait assassiné ou dont il aurait laissé les mânes  
ur sans vengeance ?

ve « Non certainement : et celui-là ne peut récla-  
mer les droits de la nature, qui en a abjuré tous  
ort les sentiments ; cependant le défaut de dénoncia-  
ue tion du meurtrier peut quelquefois n'être pas  
l'effet d'une indifférence coupable. Si le meur-  
trier était un père, un fils, un époux, le silence  
mes ne serait-il pas un premier devoir, et comment  
écé- la loi pourrait-elle dans ce cas ordonner de le  
r'on rompre ?

orte « Nous avons donc pensé que le défaut de dé-  
rité nonciation ne pourrait être opposé à ceux qui,  
ssie unis avec le meurtrier par les liens d'une parenté  
des. étroite, ne pourraient le dénoncer sans blesser  
is, à les règles de la morale et de l'honnêteté publique.

ines « Nous n'avons pas jugé convenable d'étendre  
davantage les causes d'indignité : il ne faut pas,  
fait sous le prétexte spécieux de remplir la volonté  
i de présumée d'un défunt, autoriser des inquisitions  
lu- qui pourraient être également injustes et odieuses.  
orce C'est par ce motif que nous n'avons pas cru devoir  
lirai admettre quelques causes reçues cependant dans  
plus le droit romain, comme, par exemple, celles qui  
seraient fondées sur des habitudes criminelles  
entre le défunt et l'héritier, ou sur la disposition  
t de qu'on prétendrait avoir été faite par l'héritier  
voir d'un bien du défunt avant son décès, ou sur l'al-  
ra- légation que l'héritier aurait empêché le défunt  
tion de faire son testament ou de le changer.

ire, « Ces causes ne présentent pas, comme celles  
cu, que nous avons admises, des points fixes sur les-  
per- quels l'indignité serait déclarée ; elles portent sur  
de des faits équivoques, susceptibles d'interprétation,  
ans dont la preuve est bien difficile ; l'admission en  
serait par conséquent arbitraire.

op- « Sans doute l'ennemi du défunt ne doit pas  
es : être son héritier ; mais les causes d'indignité  
ice, doivent être tellement précises, qu'on ne puisse  
rité se méprendre dans leur application : autrement,  
on pour venger un défunt, on jetterait dans toute  
ses. sa famille des semences inépuisables de haine et  
ou- de discorde.

unt « Après avoir déterminé l'instant où les suc-  
pro- cessions sont ouvertes, et déclaré les qualités né-  
être cessaires pour être habile à succéder, des diffi-  
ces- cultés nouvelles et plus sérieuses peut-être ont  
par dû nous occuper. Fallait-il distinguer dans une  
çu, succession les différentes espèces de biens dont  
ent elle est composée ? et l'héritier le plus proche  
me est-il si invinciblement saisi, que dans aucun cas  
il ne doive souffrir la concurrence d'un héritier  
ins plus éloigné ? Aura-t-on égard, dans la transmis-  
vie sion des biens, à leur nature et à leur origine ?  
au Admettra-t-on la représentation dans quelques  
pra- cas ? Quel sera l'effet du double lien ?

u'il « Il existait, entre les dispositions du droit ro-  
cée main et celles du droit coutumier, une première  
différence qui en entraînait beaucoup d'autres.

idé « A Rome, un mourant ne laissait qu'une suc-  
sur cession ; elle était déferée au degré le plus proche.

ure « Dans nos usages, nous connaissions, au cou-  
re, traire, presque autant de successions que de na-  
ré- tures de biens. Un mourant laissait un héritier  
des meubles et acquêts, un héritier des propres  
paternels, un héritier des propres maternels. La  
même personne pouvait quelquefois réunir toutes  
ces qualités, mais elles étaient souvent dissémi-  
nées sur plusieurs têtes, qui pouvaient même  
n'être unies entre elles par aucun lien de parenté.

our « Le désir de conserver les biens dans les fa-  
rait milles, désir louable quand il est contenu dans de

[Disc. du projet de Code civil.]

de en faveur des descendants de  
sœurs : nous avons trouvé les mé  
convenance et d'affection pour les  
que pour les neveux ; mais la rep  
peut pas s'étendre plus loin. S  
admettre cette fiction dans la succ  
das, il n'y aurait aucune raison  
et nous aurions dans notre Code la  
à l'infini, source intarissable de p

« J'ai déjà dit que la représentation  
qui donnait aux enfants la portio  
leur père, s'il était encore vivant.  
pas prétendre plus que lui, en c  
qu'ils se trouvent ; ils ne doivent  
qu'une tête dans la succession, autre  
qui les rappelle serait très-préju  
cohéritiers. Mais comme le trépas  
doit pas leur nuire, il ne faut pas  
leur profite. C'est par cette raison q  
doivent s'opérer par souches toute  
y a lieu à représentation.

« La règle d'un partage égal c  
branches paternelle et maternelle  
un moyen simple, mais efficace, d  
à toutes les contestations que fa  
privilege du double lien sur le lien :  
dire le privilege de ceux qui descen  
père et de la même mère sur ceux  
dent que de l'un des deux.

« Justinien avait d'abord introdu  
cessions collatérales une préférence  
frères et sœurs conjoints des deux  
défunt, sur les frères et sœurs qui  
que d'un seul côté. Bientôt il acc  
préférence aux neveux et nièces q  
défunt par le double lien.

laisse des frères et sœurs, la succession sera divisée, moitié pour les père et mère, moitié pour les frères et sœurs ; si le père ou la mère sont morts, ceux-ci auront les trois quarts.

« Nous avons encore sur ce point interrogé les affections de la nature. Sans doute des pères et mères doivent succéder de préférence à des collatéraux ; mais lorsque, perdant un de leurs enfants, il leur en reste d'autres encore, le partage de la succession entre les pères et les enfants n'est-il pas dans l'ordre de la nature ? Dans le droit romain, les ascendants excluaient les frères utérins ou consanguins ; ils concouraient avec les frères germains. Dans la plupart de nos coutumes, les père, mère, aïeul et aïeule, succédaient aux meubles et acquêts ; ils ne succédaient pas aux propres : dans quelques provinces, les aïeul et aïeule ne succédaient pas, mais seulement les père et mère. Nous avons substitué à ces dispositions diverses une règle juste, simple et d'une application facile. Les père et mère partageront avec leurs autres enfants la succession du fils décédé ; ils auront chacun leur quart, et les enfants l'autre moitié. Si l'un des père et mère était décédé, les enfants auraient les trois quarts, qu'ils partageraient entre eux par portions égales s'ils étaient du même lit. S'ils sont de lits différents, il s'opère une division entre les deux lignes ; chaque enfant prend sa part dans la sienne, et s'il n'y a d'enfants que d'un côté, ils recueillent le tout.

« Des dispositions si conformes au vœu de la nature n'ont pas besoin d'être expliquées.

« Je passe à un autre article qui n'aura pas plus besoin d'apologie.

« Lorsque le défunt laisse un père ou une mère, s'il ne laisse d'ailleurs ni descendant, ni frère, ni sœur, ni neveux, ni aucun ascendant dans l'autre ligne, nous avons conservé dans ce cas au père ou mère survivant l'usufruit du tiers des biens dévolus aux collatéraux, faible consolation sans doute pour le père ou la mère, mais consolation qui pourra leur procurer du soulagement dans l'âge des infirmités et des besoins. Cette disposition est encore fondée sur la volonté présumée du fils, qui certainement n'eût pas voulu, pour hâter la jouissance des collatéraux, laisser dans la détresse les auteurs de ses jours.

« Enfin, nous avons pensé que les parents au delà du douzième degré ne devaient pas succéder. Les relations de famille sont effacées dans un si grand éloignement, et une longue expérience nous a prouvé que des successions dévolues à de telles distances étaient toujours en proie à une foule de contestations qui concentraient, pour ainsi dire, toute l'hérédité dans la main des gens de justice : heureux encore lorsque la cupidité enflammée ne soutenait pas ses prétentions par de fausses généalogies, si difficiles à connaître quand il faut remonter à plusieurs siècles !

« Voilà tout ce que j'avais à dire sur cette première partie.

Je passe à la seconde, celle des successions qu'on nomme irrégulières, parce qu'elles ne sont plus déferées dans l'ordre d'une parenté légitime.

« Les anciennes lois appelaient, à défaut de parents, l'époux survivant, et à son défaut le domaine.

« Nous avons admis ces dispositions ; mais n'y a-t-il pas des droits plus légitimes encore, et qui doivent précéder ceux du conjoint et de la République ? Je veux parler des droits des enfants naturels qui ont été reconnus.

« Déjà vous avez sanctionné par votre suffrage une loi qui doit en même temps préserver les fa

rement public; il sera fait au gre d'arrondissement dans lequel la ouverte.

« La clandestinité pourrait couvrir de fraudes : il est inutile sans doute que celui-là ne pourra pas exercer la renonciation à une succession, qui en a recélé quelques effets. Il n'est pas d'annoncer ici qu'un héritier après la renonciation utile ne saurait en frustrer par des renonciations dont il a touché secrètement le prix; la renonciation est la base de tous les actes, et on ne peut toujours le droit d'accepter, le débiteur, une succession qu'ils avantagent.

« Mais ne doit-il pas y avoir une différence entre l'acceptation pure et simple et l'acceptation sous réserve de l'héritier à toutes les charges et quoiqu'elles excèdent de beaucoup et la renonciation qui le dépouille sans retour, encore que par l'événement elle ne trouve surpasse de beaucoup le droit de l'héritier sera-t-on nécessairement l'héritier d'une ruine totale par une acceptation et la certitude d'un dépouillement par une renonciation méticuleuse?

« Ces inconvénients n'avaient pas échappé à nos jurisconsultes; ils avaient dû en tirer plus vivement encore chez les Romains, qui attachaient une espèce de honte à la renonciation des héritiers. Pour rassurer sur les acceptations, on avait admis d'abord l'acceptation sous réserve de délibérer, qui donnait la possibilité de connaître l'état d'une succession : on demandait, et, pendant ce temps, on prenait connaissance de tous les titres.

« Cette précaution pouvait cependant être encore insuffisante, et il arrivait que la renonciation acceptée comme bonne était découverte, par les charges découvertes qu'on avait d'abord ignorées.

« Justinien crut devoir rassurer

héritiers, en leur accordant la

un  
est

coup  
e que  
le re-  
rti ou  
perflu  
suc-  
ciers  
t-êtr  
doit  
ciers  
leur  
croire

oyen  
umet  
tion,  
ffices,  
sans  
if se  
Lais-  
rainte  
dée,  
a par

ppé à  
sen-  
s, qui  
sans  
es ac-  
oit de  
con-  
ait au  
qui le  
ouvait  
et de

trou-  
suc-  
ise en  
ite et

nt les  
cepter  
accep-  
biens  
ls de  
l'était  
ce du  
ctions  
éfont.  
dans  
droit  
vou-  
obligé  
expé-  
erie :  
n est

notre  
ment

iven-  
qua-  
par le  
n dé-  
héri-  
, et il

urvu  
e dé-

clarer au greffe qu'il entend jouir du bénéfice d'inventaire ;

« 2° Par la nécessité de faire un inventaire fidèle qui constate le véritable état de la succession ;

« 3° Par les précautions prises pour empêcher le déperissement ou la soustraction du mobilier ;

« 4° Par la déchéance prononcée contre l'héritier qui n'aurait pas compris tous les effets dans l'inventaire ;

« 5° Par les formes prescrites pour la vente des meubles et des immeubles ;

« 6° Par le compte rigoureux que l'héritier doit rendre de son administration.

« C'est ainsi que les intérêts opposés de l'héritier et des créanciers ont été scrupuleusement respectés dans le projet, et il ne paraît pas que cette partie soit plus que les autres susceptible d'objections fondées.

« Il ne me reste plus qu'à vous parler du partage des successions : c'est l'objet du dernier chapitre ; il présente cinq sections : *du partage et de sa forme, des rapports, du paiement des dettes, des effets du partage et de la garantie des lots, de la rescision en matière de partages.*

« C'est encore ici l'intérêt des héritiers et l'intérêt des créanciers qu'il s'agit de protéger et de maintenir ; toutes les dispositions de ce chapitre, comme celles du chapitre précédent, ne sont que la conséquence de quelques principes dont la vérité ne peut être méconnue.

« C'est d'abord un point constant que personne ne peut être contraint de rester avec d'autres dans un état d'indivision. On peut donc toujours demander un partage, s'il est possible, ou la licitation, si le partage ne peut s'opérer. Cependant il peut exister quelques causes légitimes de différer, et il n'est pas défendu de suspendre l'exercice de cette action pendant un temps limité : une pareille convention doit être exécutée.

« Lorsque le partage s'opère entre héritiers, tous majeurs et présents, ils sont libres d'y procéder dans la forme qu'ils trouvent la plus convenable, et s'il s'élève des difficultés, c'est au tribunal du lieu où la succession est ouverte qu'elles doivent être portées.

« Mais dans le nombre des cohéritiers, il peut se trouver des mineurs, des interdits, des absents, et il a fallu tracer des règles pour maintenir dans leur intégrité des intérêts qui furent toujours placés sous une surveillance spéciale de la loi.

« Le législateur doit éviter deux dangers avec le même soin, celui de ne pas pourvoir suffisamment à l'intérêt du plus faible, et celui de blesser les intérêts des majeurs, en les tenant dans une longue incertitude sur la solidité des actes : le projet a prévenu ces deux inconvénients.

« L'apposition des scellés, la nécessité d'un inventaire, les estimations par experts, la formation des masses devant un officier commis à cet effet, les ventes par autorité et sous les yeux de la justice, le tirage des lots au sort, tout garantit, autant que possible, la conservation rigoureuse de tous les droits, et dans les opérations préliminaires du partage et dans le partage lui-même : on a, par conséquent, dû établir pour règle que les actes faits avec toutes ces formalités par les tuteurs, sous l'autorisation d'un conseil de famille, ou par les mineurs émancipés, assistés de leurs curateurs, seront définitifs. Ils ne pourront être attaqués que pour des causes communes à toutes les parties, telles que le dol, la violence, ou la lésion de plus du quart.

« Pour faire un partage, il faut de toute néces-

épave, on avait admis d'abord le  
libérer, qui donnait la possibilité  
l'état d'une succession : on ac-  
moins un délai de cent jours à l'héri-  
mandait, et, pendant ce temps, il  
rendre connaissance de tous les papi-  
ous les titres.

• Cette précaution pouvait cependa-  
er encore insuffisante, et il arrivait qu'  
ssion acceptée comme bonne était ma-  
jet, par les charges découvertes dans  
u'on avait d'abord ignorées.

• Justinien crut devoir rassurer entiè-  
éritiers, en leur accordant la liberté  
ous bénéfice d'inventaire : l'effet de c-  
ation était d'empêcher la confusion  
l'une succession avec les biens pers-  
'héritier, d'où il résultait : 1° que celu-  
enu des dettes que jusqu'à due concu-  
énéfice; 2° qu'il conservait l'exercice d-  
ersonnelles qu'il pouvait avoir contre

• Une institution aussi sage a été ad-  
s pays coutumiers. A la vérité, comm-  
omain n'y avait pas force de loi, celui-  
is l'usage du l'office d'inventaire ét

bunai  
on est

ucoup  
e que  
le re-  
rti ou  
perflu  
suc-  
nciers  
it-être  
doit  
nciers  
e leur  
croire

oyen  
oumet  
tion,  
ffices,  
sans  
tif se  
Lais-  
crainte  
sardée,  
du par

appé à  
e sen-  
ns, qui  
ir sans  
des ac-  
roit de  
con-  
dait au  
qui le  
pouvait  
et de

e trou-  
ne suc-  
aise en  
suite et

ent les  
ccepter  
accep-  
biens  
iels de  
n'était  
nce du  
actions  
léfunt.  
e dans  
e droit  
si vou-  
obligé  
l'expé-  
llerie :  
en est

notre  
lement

inven-  
e qua-  
par le  
en dé-  
l'héri-  
, et il

ourvu  
de dé-

clarer au greffe qu'il entend jouir du bénéfice d'inventaire ;

« 2° Par la nécessité de faire un inventaire fidèle qui constate le véritable état de la succession ;

« 3° Par les précautions prises pour empêcher le déperissement ou la soustraction du mobilier ;

« 4° Par la déchéance prononcée contre l'héritier qui n'aurait pas compris tous les effets dans l'inventaire ;

« 5° Par les formes prescrites pour la vente des meubles et des immeubles ;

« 6° Par le compte rigoureux que l'héritier doit rendre de son administration.

« C'est ainsi que les intérêts opposés de l'héritier et des créanciers ont été scrupuleusement respectés dans le projet, et il ne paraît pas que cette partie soit plus que les autres susceptible d'objections fondées.

« Il ne me reste plus qu'à vous parler du partage des successions : c'est l'objet du dernier chapitre ; il présente cinq sections : *du partage et de sa forme, des rapports, du paiement des dettes, des effets du partage et de la garantie des lots, de la rescision en matière de partages.*

« C'est encore ici l'intérêt des héritiers et l'intérêt des créanciers qu'il s'agit de protéger et de maintenir ; toutes les dispositions de ce chapitre, comme celles du chapitre précédent, ne sont que la conséquence de quelques principes dont la vérité ne peut être méconnue.

« C'est d'abord un point constant que personne ne peut être contraint de rester avec d'autres dans un état d'indivision. On peut donc toujours demander un partage, s'il est possible, ou la licitation, si le partage ne peut s'opérer. Cependant il peut exister quelques causes légitimes de différer, et il n'est pas défendu de suspendre l'exercice de cette action pendant un temps limité : une pareille convention doit être exécutée.

« Lorsque le partage s'opère entre héritiers, tous majeurs et présents, ils sont libres d'y procéder dans la forme qu'ils trouvent la plus convenable, et s'il s'élève des difficultés, c'est au tribunal du lieu où la succession est ouverte qu'elles doivent être portées.

« Mais dans le nombre des cohéritiers, il peut se trouver des mineurs, des interdits, des absents, et il a fallu tracer des règles pour maintenir dans leur intégrité des intérêts qui furent toujours placés sous une surveillance spéciale de la loi.

« Le législateur doit éviter deux dangers avec le même soin, celui de ne pas pourvoir suffisamment à l'intérêt du plus faible, et celui de blesser les intérêts des majeurs, en les tenant dans une longue incertitude sur la solidité des actes : le projet a prévenu ces deux inconvénients.

« L'apposition des scellés, la nécessité d'un inventaire, les estimations par experts, la formation des masses devant un officier commis à cet effet, les ventes par autorité et sous les yeux de la justice, le tirage des lots au sort, tout garantit, autant que possible, la conservation rigoureuse de tous les droits, et dans les opérations préliminaires du partage et dans le partage lui-même : on a, par conséquent, dû établir pour règle que les actes faits avec toutes ces formalités par les tuteurs, sous l'autorisation d'un conseil de famille, ou par les mineurs émancipés, assistés de leurs curateurs, seront définitifs. Ils ne pourront être attaqués que pour des causes communes à toutes les parties, telles que le dol, la violence, ou la lésion de plus du quart.

« Pour faire un partage, il faut de toute néces-



vir des expressions d'un auteur mod  
cipes lumineux et féconds, ces gra  
qui renferment presque toutes les  
qui les préparent : c'est là qu'il  
pour se les rendre familières et pr  
tions sûres et frappantes qu'on  
comme autant d'oracles de la justi

« Les compilations du droit r  
pas, j'en conviens, exemptes de qu  
ni d'un désordre qui doit en rendr  
ble; mais quel courage ne serait p  
la perspective de cette riche et ab  
son qui s'offre au bout de la carriè  
maines, tirant d'elles-mêmes toute  
autre autorité que celle de leur s  
commander à tous les peuples l'ol  
respect : un consentement unani  
rées du titre de *raison écrite*, et ell  
jours être l'objet principal des m  
bon magistrat et d'un véritable juri

« De tous les privilèges dont l'h  
gueillit, je n'en connais qu'un de r  
de pouvoir s'instruire et raisonne  
l'exercice de cette faculté est utile  
états; mais il est un besoin absolu  
prétendent à l'honneur d'éclairer o  
concitoyens.

« Pardonnez, citoyens législateur  
qui ne tiennent peut-être pas direc  
que j'ai dû me proposer; j'espère  
vous ne les jugerez pas déplacées  
où l'on semble épuiser toutes le  
l'esprit pour se dispenser d'acquér

« Je n'ajouterai qu'un mot : le  
vous présentons, longtemps méd  
d'Etat, a encore acquis un degré  
par les observations des commiss  
nat. Vous allez en entendre la leci

#### DONATIONS ET TESTAMENTS

##### *Rédaction définitive*

Le citoyen **Bigot-Prémeneu**  
du résultat de la conférence tenu  
nat sur le titre des donations et  
testaments.



prin-  
cimes  
ns ou  
cher,  
s no-  
arder  
  
sont  
faits,  
péni-  
u par  
mois-  
is ro-  
, sans  
nt su  
et le  
hono-  
t tou-  
d'un  
.  
enor-  
celui  
doute  
les  
A qui  
leurs  
  
xions  
objet  
t que  
siècle  
es de  
ence.  
nous  
onseil  
ction  
ribu-  
  
  
  
  
mpte  
ribu-  
t des  
  
éter-  
l'ar-  
des  
it est  
  
reint  
don-  
oser,  
res-  
age-  
tème  
nier,  
qui  
nion  
  
ie le  
dans  
oins  
  
tiers  
pa-  
s, et  
les-  
tre-  
  
., il  
fr.;  
oser

que de la moitié de ce qui leur fût revenu, et conséquemment ils devraient prendre 25,000 fr. Cependant si les 40,000 fr. dont le défunt n'a point disposé étaient partagés par moitié entre les ascendants d'une part et les frères ou sœurs de l'autre, les ascendants n'auraient que 20,000 fr. Le Tribunal observe que dans ce cas les ascendants doivent prendre sur les biens non donnés 25,000 fr., et que les frères ou sœurs n'ont droit qu'aux 15,000 fr. restants. Cette observation est juste et présente une explication utile pour l'exécution de la règle établie en faveur des ascendants.

La disposition est adoptée dans les termes suivants :

« Les libéralités par actes entre-vifs ou par testa-  
« ment ne pourront excéder la moitié des biens,  
« si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plu-  
« sieurs ascendants dans chacune des lignes pa-  
« ternelle et maternelle ; et les trois quarts, s'il  
« ne laisse d'ascendants que dans une ligne.

« Les biens ainsi réservés au profit des ascen-  
« dants seront par eux recueillis dans l'ordre où  
« la loi les appelle à succéder : ils auront seuls  
« droit à cette réserve, dans tous les cas où un  
« partage en concurrence avec des collatéraux  
« ne leur donnerait pas la quotité de biens à  
« laquelle elle est fixée. »

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** continue et dit que le Tribunal demande le retranchement de la disposition de l'article 34, qui autorise les créanciers du défunt à exercer leurs droits sur les biens recouvrés par l'effet de la réduction de la donation.

Les motifs du Tribunal sont que l'enfant à qui la loi accorde la réduction ne pourrait la faire qu'en payant les dettes du défunt postérieures à la donation ; que l'action en réduction est un droit purement personnel ; que ce droit est réclamé par l'individu comme enfant, abstraction faite de la qualité d'héritier qu'il peut prendre ou non ; que s'il en était autrement, il arriverait souvent que l'action en réduction serait illusoire.

D'ailleurs il est indifférent pour les créanciers du défunt postérieurs à la donation que l'enfant exerce son droit de réduction ou non, puisque, s'il ne l'exerce pas, les créanciers n'en ont pas moins leur recours sur les biens donnés. La réduction ne doit donc pas exister pour eux, mais uniquement pour l'enfant.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'absent de la séance où la disposition que le Tribunal attaque a été adoptée, il s'est trouvé dans l'impossibilité de la combattre. Il croit l'opinion du Tribunal conforme aux principes.

L'article suppose que l'enfant ne retirera sa légitime qu'au profit des créanciers postérieurs à la donation : or il a été reconnu en principe que toutes les fois qu'il s'agit d'exécuter une disposition prohibitive, il faut considérer pour quelle fin elle existe : si c'est par des motifs d'intérêt public, la prohibition est absolue ; mais si elle n'est relative qu'à un intérêt particulier, ce serait s'écarter du but de la loi que d'en donner le bénéfice à une autre personne qu'à celle en faveur de qui la loi l'a établie. On a rendu deux fois hommage à ce principe : 1° dans le titre du *mariage*, où, en distinguant entre les formalités celles qui sont introduites par des raisons d'ordre public de celles qui ont pour objet l'intérêt des pères ou d'autres individus, on n'a permis qu'à ces personnes de faire valoir l'omission des dernières ; 2° dans le titre *des successions*, où on a décidé que le rapport profitait aux héritiers seulement

« étranger, que dans le cas où cet  
« rait disposer au profit d'un Franç

CHAPITRE II.

*De la portion de biens disponible et d*

SECTION PREMIÈRE.

*De la portion de biens dispo*

Art. 21. « Les libéralités, soit par a  
« soit par testament, ne pourront ex  
« des biens du disposant, s'il ne  
« décès qu'un enfant légitime; le t  
« deux enfants; le quart, s'il en  
« un plus grand nombre. »

Art. 22. « Sont compris dans l'arti  
« sous le nom d'*enfants*, les descen  
« que degré que ce soit : néanmoi  
« comptés que pour l'enfant qu'il  
« dans la succession du disposant.

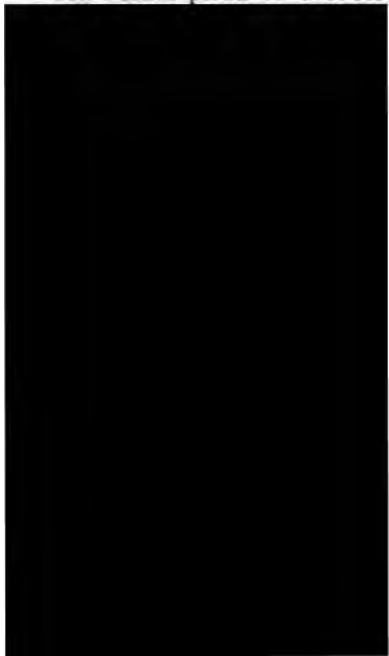
Art. 23. « Les libéralités par acte  
« par testament ne pourront excéde  
« biens, si, à défaut d'enfant, le dé  
« ou plusieurs ascendants dans chac  
« paternelle et maternelle; et les tr  
« ne laisse d'ascendants que dans

« Les biens ainsi réservés au pr  
« dants seront par eux recueillis d  
« la loi les appelle à succéder. Ils au  
« à cette réserve, dans tous les c  
« tage en concurrence avec des  
« leur donnerait pas la quotité de l  
« elle est fixée. »

Art. 24. « A défaut d'ascendants  
« dants, les libéralités par actes en  
« tementaires pourront épuiser  
« biens. »

Art. 25. « Si la disposition par ac  
« par testament est d'un usufruit  
« viagère dont la valeur excède la  
« nible, les héritiers au profit desq  
« une réserve auront l'option ou d  
« disposition, ou de faire l'aband  
« priedé de la quotité disponible. »

Art. 26. « La valeur en pleine  
« biens aliénés, soit à charge de  
« soit à fonds perdu ou avec rés



Art. 29. « La réduction des dispositions entre-vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la loi fait la réserve, par leurs héritiers ou ayants cause : les donataires, les légataires ni les créanciers du défunt ne pourront demander cette réduction ni en profiter. »

Art. 30. « La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du donateur ou testateur : on y réunit fictivement ceux dont il y a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer. »

Art. 31. « Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre-vifs qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires ; et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite en remontant des dernières aux plus anciennes. »

Art. 32. « Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature. »

Art. 33. « Lorsque la valeur des donations entre-vifs excédera ou égalera la quotité disponible, toutes les dispositions testamentaires seront caduques. »

Art. 34. « Lorsque les dispositions testamentaires excéderont soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc sans aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers. »

Art. 35. « Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu ; et le legs qui en sera l'objet ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale. »

Art. 36. « Le donataire restituera les fruits de ce qui excédera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année ; sinon, du jour de la demande. »

Art. 37. « Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire. »

Art. 38. « L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations, et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente. »

### CHAPITRE III.

#### *Des donations entre-vifs.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la forme des donations entre-vifs.*

Art. 39. « Tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaires, dans la



pour « sa légitimation par mariage subséquent lui  
ve- « aura été notifiée par exploit ou autre acte en  
pour « bonne forme; et ce, quand même la demande  
iens « pour rentrer dans les biens donnés n'aurait été  
pres « formée que postérieurement à cette notification. »

Art. 71. « Les biens compris dans la donation  
chef « révoquée de plein droit rentreront dans le pa-  
le « trimoine du donateur libres de toutes charges  
ous « et hypothèques du chef du donataire, sans  
lui- « qu'ils puissent demeurer affectés, même subsi-  
« diairement, à la restitution de la dot de la  
irra « femme de ce donataire, de ses reprises ou au-  
lans « tres conventions matrimoniales; ce qui aura  
« lieu quand même la donation aurait été faite  
ma- « en faveur du mariage du donataire et insérée  
sé- « dans le contrat, et que le donateur se serait  
« obligé comme caution, par la donation, à l'exé-  
« cution du contrat de mariage. »

Art. 72. « Les donations ainsi révoquées ne pour-  
cu- « ront revivre ou avoir de nouveau leur effet,  
ide, « ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par  
« aucun acte confirmatif; et si le donateur veut  
ruse « donner les mêmes biens au même donataire,  
née, « soit avant ou après la mort de l'enfant par la  
ona- « naissance duquel la donation avait été révo-  
tura « quée, il ne le pourra faire que par une nou-  
« velle disposition. »

Art. 73. « Toute clause ou convention par la-  
par « quelle le donateur aurait renoncé à la révo-  
re, « tion de la donation pour survenance d'enfant,  
do- « sera regardée comme nulle, et ne pourra pro-  
'ac- « duire aucun effet. »

Art. 74. « Le donataire, ses héritiers ou ayants  
rati- « cause, ou autres détenteurs des choses don-  
ites « nées, ne pourront opposer la prescription pour  
tres « faire valoir la donation révoquée par la surve-  
bjet « nance d'enfant, qu'après une possession de  
nté- « trente années, qui ne pourront commencer à  
'ex- « courir que du jour de la naissance du dernier  
rge « enfant du donateur, même posthume; et ce,  
« sans préjudice des interruptions telles que de  
« droit. »

## CHAPITRE VI.

### *Des dispositions testamentaires.*

#### . SECTION PREMIÈRE.

##### *Des règles générales sur la forme des testaments.*

Art. 75. « Toute personne pourra disposer par  
par « testament, soit sous le titre d'institution d'héri-  
de « tier, soit sous le titre de legs, soit sous toute  
nps « autre dénomination propre à manifester sa vo-  
do- « lonté. »

Art. 76. « Un testament ne pourra être fait  
nu- « dans le même acte par deux ou plusieurs per-  
nu- « sonnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de  
ou « disposition réciproque et mutuelle. »

Art. 77. « Un testament pourra être olographe,  
ont « ou fait par acte public, ou dans la forme mys-  
un « tique. »

Art. 78. « Le testament olographe ne sera point  
os- « valable, s'il n'est écrit en entier, daté et signé  
na- « de la main du testateur; il n'est assujéti à au-  
uis « cune autre forme. »

Art. 79. « Le testament par acte public est  
ore « celui qui est reçu par deux notaires en présence  
tut « de deux témoins, ou par un notaire en présence  
« de quatre témoins. »

Art. 80. « Si le testament est reçu par deux no-  
nt « taires, il leur est dicté par le testateur, et il doit  
ait « être écrit par l'un de ces notaires tel qu'il est  
il « dicté.

« S'il n'y a qu'un notaire, il doit également être  
la « dicté par le testateur et écrit par ce notaire.

« les mains de ce commissaire, qui  
« venir au ministre de la marine,  
« fera faire le dépôt au greffe de  
« paix du lieu du domicile du testat

Art. 100. « Au retour du bâtiment e  
« dans le port de l'armement, soit  
« autre que celui de l'armement, les  
« naux du testament, également clos e  
« l'original qui resterait, si, conform  
« ticle précédent, l'autre avait été dé  
« le cours du voyage, seront remis  
« préposé de l'inscription maritime  
« les fera passer sans délai au minis  
« rine, qui en ordonnera le dépôt a  
« dit au même article. »

Art. 101. « Il sera fait mention su  
« bâtiment, à la marge du nom du  
« la remise qui aura été faite des  
« testament, soit entre les mains d  
« saire des relations commerciales, s  
« d'un préposé de l'inscription ma

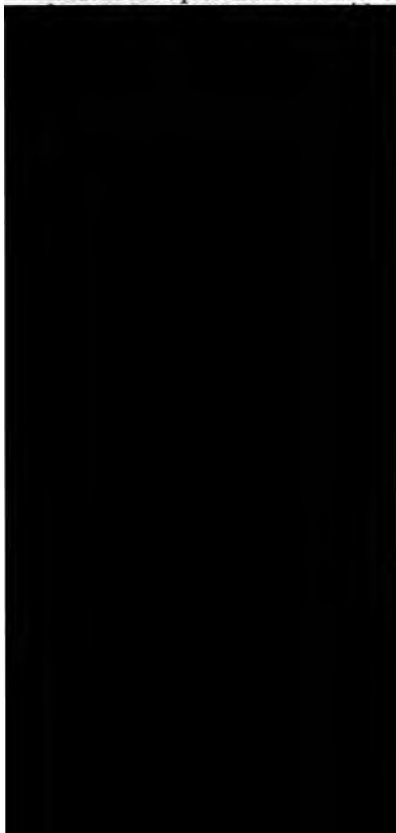
Art. 102. « Le testament ne sera  
« fait en mer, quoiqu'il l'ait été dan  
« voyage, si, au temps où il a été f  
« avait abordé une terre, soit étrang  
« domination française, où il y au  
« crier public français ; auquel cas i  
« lable qu'autant qu'il aura été dres  
« formes prescrites en France, ou s  
« usitées dans les pays où il aura é

Art. 103. « Les dispositions ci-dessu  
« munes aux testaments faits par le  
« sagers qui ne feront point partie de

Art. 104. « Le testament fait sur me  
« prescrite par l'article 96 ne sera v  
« tant que le testateur mourra en l  
« les trois mois après qu'il sera desc  
« et dans un lieu où il aura pu le re  
« formes ordinaires. »

Art. 105. « Le testament fait sur m  
« contenir aucune disposition au pro  
« ciers du vaisseau, s'ils ne sont par  
« tateur.

« Les testaments compris dans le  
« dessus de la présente section sero



SECTION III.

*Des institutions d'héritiers, et des legs en général.*

Art. 109. « Les dispositions testamentaires sont, « ou universelles, ou à titre universel, ou à titre « particulier.

« Chacune de ces dispositions, soit qu'elle ait « été faite sous la dénomination d'institution « d'héritier, soit qu'elle ait été faite sous la déno- « mination de legs, produira son effet suivant les « règles ci-après établies pour les legs universels, « pour les legs à titre universel et pour les legs « particuliers. »

SECTION IV.

*Du legs universel.*

Art. 110. « Le legs universel et la disposition « testamentaire par laquelle le testateur donne à « une ou plusieurs personnes l'universalité des « biens qu'il laissera à son décès. »

Art. 111. « Lorsqu'au décès du testateur, il y « a des héritiers auxquels une quotité de ses biens « est réservée par la loi, ces héritiers sont saisis « de plein droit, par sa mort, de tous les biens de « la succession ; et le légataire universel est tenu « de leur demander la délivrance des biens com- « pris dans le testament. »

Art. 112. « Néanmoins, dans les mêmes cas, le « légataire universel aura la jouissance des biens « compris dans le testament, à compter du jour « du décès, si la demande en délivrance a été « faite dans l'année depuis cette époque ; sinon « cette jouissance ne commencera que du jour de « la demande formée en justice, ou du jour que la « délivrance aurait été volontairement consentie. »

Art. 113. « Lorsqu'au décès du testateur il n'y « aura pas d'héritiers auxquels une quotité de ses « biens soit réservée par la loi, le légataire uni- « versel sera saisi de plein droit par la mort, sans « être tenu de demander la délivrance. »

Art. 114. « Tout testament olographe sera, avant « d'être mis à exécution, présenté au président « du tribunal de première instance de l'arrondis- « sement dans lequel la succession est ouverte. « Ce testament sera ouvert, s'il est cacheté. Le « président dressera procès-verbal de la présen- « tation, de l'ouverture et de l'état du testament, « dont il ordonnera le dépôt entre les mains du « notaire par lui commis.

« Si le testament est dans la forme mystique, « sa présentation, son ouverture, sa description « et son dépôt seront faits de la même manière ; « mais l'ouverture ne pourra se faire qu'en pré- « sence de ceux des notaires et des témoins si- « gnataires de l'acte de suscription qui se trou- « veront sur les lieux, ou eux appelés. »

Art. 115. « Dans le cas de l'article 113, si le « testament est olographe ou mystique, le léga- « taire universel sera tenu de se faire envoyer en « possession par une ordonnance du président, « mise au bas d'une requête à laquelle sera joint « l'acte de dépôt. »

Art. 116. « Le légataire universel qui sera en « concours avec un héritier auquel la loi réserve « une quotité des biens, sera tenu des dettes et « charges de la succession du testateur, person- « nellement pour sa part et portion, et hypothé- « cairement pour le tout, et il sera tenu d'acquit- « ter tous les legs, sauf le cas de réduction, ainsi « qu'il est expliqué aux articles 34 et 35. »

SECTION V.

*Des legs à titre universel.*

Art. 117. « Le legs à titre universel est celui



Art. 140. « S'il y a plusieurs exécutaires qui aient accepté, un seul peut être tenu au défaut des autres ; et ils seront solidaires du compte du mobilier qui leur a été confié, à moins que le testateur n'ait renfermé dans celle qui lui était assignée ses fonctions, et que chacun d'eux n'ait été renfermé dans celle qui lui était assignée.

Art. 141. « Les frais faits par l'exécutaire pour l'apposition des scellés, le compte et les autres fonctions, seront à la charge de l'exécutaire. »

#### SECTION VIII.

##### *De la révocation des testaments et de*

Art. 142. « Les testaments ne peuvent être révoqués en tout ou en partie que par un acte postérieur, ou par un acte devant lequel le testateur a fait une déclaration portant déclaration du changement.

Art. 143. « Les testaments postérieurs ne révoqueront pas d'une manière expresse ceux qui précèdent, n'annuleront dans ceux-ci que les dispositions y contenues qui sont incompatibles avec les nouvelles, ou contraires. »

Art. 144. « La révocation faite par un acte postérieur aura tout son effet, si le testateur a nommé un nouvel héritier, ou si le nouvel acte reste sans exécution, ou si le testateur a cité de l'héritier institué ou du légataire, ou si le testateur a refusé de recueillir. »

Art. 145. « Toute aliénation, telle que la vente avec faculté de rachat ou la donation, que fera le testateur de tout ou d'une partie de la chose léguée, emportera la révocation de la légation pour tout ce qui a été aliéné, en ce que la donation postérieure soit nulle, et que le testateur n'ait renfermé dans la main du testateur. »

Art. 146. « Toute disposition testamentaire est caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur. »

Art. 147. « Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendant d'un événement incertain, et telle que, dans l'intervalle, le testateur, cette disposition ne doive être exécutée qu'autant que l'événement arrivera.

« par le même acte à plusieurs personnes, même  
« séparément. »

Art. 153. « Les mêmes causes qui, suivant l'ar-  
« ticle 62 et les deux premières dispositions de  
« l'article 63 du présent titre, autoriseront la de-  
« mande en révocation de la donation entre-vifs,  
« seront admises pour la demande en révocation  
« des dispositions testamentaires. »

Art. 154. « Si cette demande est fondée sur une  
« injure grave faite à la mémoire du testateur, elle  
« doit être intentée dans l'année, à compter du  
« jour du délit. »

#### CHAPITRE V.

*Des dispositions permises en faveur des petits-  
enfants du donateur ou testateur, ou des enfants  
de ses frères ou sœurs.*

Art. 155. « Les biens dont les pères et mères  
« ont la faculté de disposer, pourront être par  
« eux donnés en tout ou en partie à un ou plu-  
« sieurs de leurs enfants, par acte entre-vifs ou  
« testamentaire, avec la charge de rendre ces biens  
« aux enfants nés et à naître, au premier degré  
« seulement desdits donataires. »

Art. 156. « Sera valable, en cas de mort sans  
« enfants, la disposition que le défunt aura faite  
« par acte entre-vifs ou testamentaire, au profit  
« d'un ou plusieurs de ses frères ou sœurs, de  
« tout ou partie des biens qui ne sont point ré-  
« servés par la loi dans sa succession, avec la  
« charge de rendre ces biens aux enfants nés et  
« à naître, au premier degré seulement, desdits  
« frères ou sœurs donataires. »

Art. 157. « Les dispositions permises par les  
« deux articles précédents ne seront valables  
« qu'autant que la charge de restitution sera  
« au profit de tous les enfants nés et à naître du  
« grevé, sans exception ni préférence d'âge ou de  
« sexe. »

Art. 158. « Si, dans les cas ci-dessus, le grevé  
« de restitution au profit de ses enfants meurt  
« laissant des enfants au premier degré et des  
« descendants d'un enfant prédécédé, ces der-  
« niers recueilleront, par représentation, la por-  
« tion de l'enfant prédécédé. »

Art. 159. « Si l'enfant, le frère ou la sœur aux-  
« quels des biens auraient été donnés par acte  
« entre-vifs, sans charge de restitution, acceptent  
« une nouvelle libéralité faite par actes entre-  
« vifs ou testamentaires, sous la condition que  
« les biens précédemment donnés demeureront  
« grevés de cette charge, il ne leur est plus per-  
« mis de diviser les deux dispositions faites à  
« leur profit, et de renoncer à la seconde pour  
« s'en tenir à la première, quand même ils offri-  
« raient de rendre les biens compris dans la se-  
« conde disposition. »

Art. 160. « Les droits des appelés seront ouverts  
« à l'époque où, par quelque cause que ce soit, la  
« jouissance de l'enfant, du frère ou de la sœur  
« grevés de restitution cessera. L'abandon anti-  
« cipé de la jouissance au profit des appelés ne  
« pourra préjudicier aux créanciers du grevé  
« antérieurs à l'abandon. »

Art. 161. « Les femmes des grevés ne pourront  
« avoir, sur les biens à rendre, de recours sub-  
« sidiaire, en cas d'insuffisance des biens libres,  
« que pour le capital des deniers dotaux, et dans  
« le cas seulement où le testateur l'aurait expres-  
« sément ordonné. »

Art. 162. « Celui qui fera les dispositions auto-  
« risées par les articles précédents pourra, par  
« le même acte, ou par un acte postérieur en  
« forme authentique, nommer un tuteur chargé

[Disc. du projet de Code civil.]

« les enfants qui existeront à l'é  
« et les descendants de ceux prédé  
« tage sera nul pour le tout. Il e  
« provoqué un nouveau dans la  
« soit par les enfants ou descenda  
« ront reçu aucune part, soit m  
« entre qui le partage aurait été fa

Art. 186. « Le partage fait par l'as  
« être attaqué pour cause de lésio  
« quart; il pourra l'être aussi dan  
« résulterait du partage et des disj  
« par préciput, que l'un des copar  
« avantage plus grand que la loi r

Art. 187. « L'enfant qui, pour u  
« exprimées en l'article précédé  
« partage fait par l'ascendant, devi  
« des frais de l'estimation; et il les  
« définitif, ainsi que les dépens de  
« si la réclamation n'est pas fondé

#### CHAPITRE VII.

*Des donations faites par contrats d*  
*époux et aux enfants à naître d*

Art. 188. « Toute donation entre  
« présents, quoique faite par contr  
« aux époux ou à l'un d'eux, sera  
« règles générales prescrites pour  
« faites à ce titre.

« Elle ne pourra avoir lieu au  
« fants à naître, si ce n'est dans le  
« au chapitre v ci-dessus. »

Art. 189. « Les pères et mères, le  
« dants, les parents collatéraux  
« même les étrangers, pourront,  
« mariage, donner tout ou partie d  
« laisseront au jour de leur décès.

« prendrait de sa volonté, par quelque personne  
« que la donation soit faite : le donataire sera  
« tenu d'accomplir ces conditions, s'il n'aime  
« mieux renoncer à la donation ; et en cas que  
« le donateur, par contrat de mariage, se soit  
« réservé la liberté de disposer d'un effet compris  
« dans la donation de ses biens présents, ou d'une  
« somme fixe à prendre sur ces mêmes biens,  
« l'effet ou la somme, s'il meurt sans en avoir  
« disposé, seront censés compris dans la donation,  
« et appartiendront au donataire ou à ses héri-  
« tiers. »

Art. 194. « Les donations faites par contrat de  
« mariage ne pourront être attaquées, ni déclarées  
« nulles, sous prétexte de défaut d'acceptation. »

Art. 195. « Toute donation faite en faveur du  
« mariage sera caduque, si le mariage ne s'en-  
« suit pas. »

Art. 196. « Les donations faites à l'un des époux  
« dans les termes des articles 189, 191 et 192 ci-  
« dessus deviendront caduques, si le donateur  
« survit à l'époux donataire et à sa postérité. »

Art. 197. « Toutes donations faites aux époux  
« par leur contrat de mariage seront, lors de  
« l'ouverture de la succession du donateur, réduc-  
« tibles à la portion dont la loi lui permettait de  
« disposer. »

#### CHAPITRE VIII.

*Des dispositions entre époux, soit par contrat de  
mariage, soit pendant le mariage.*

Art. 198. « Les époux pourront, par contrat de  
« mariage, se faire réciproquement, ou l'un des  
« deux à l'autre, telle donation qu'ils jugeront à  
« propos, sous les modifications ci-après ex-  
« primées. »

Art. 199. « Toute donation entre-vifs de biens  
« présents, faite entre époux par contrat de ma-  
« riage, ne sera point censée faite sous la condi-  
« tion de survie du donataire, si cette condition  
« n'est formellement exprimée ; et elle sera sou-  
« mise à toutes les règles et formes ci-dessus  
« prescrites pour ces sortes de donations. »

Art. 200. « La donation de biens à venir, ou de  
« biens présents et à venir, faite entre époux par  
« contrat de mariage, soit simple, soit réciproque,  
« sera soumise aux règles établies par le chapitre  
« précédent, à l'égard des donations pareilles qui  
« leur seront faites par un tiers ; sauf qu'elle ne  
« sera point transmissible aux enfants issus du  
« mariage, en cas de décès de l'époux donataire  
« avant l'époux donateur. »

Art. 201. « L'époux pourra, soit par contrat de  
« mariage, soit pendant le mariage, pour le cas  
« où il ne laisserait point d'enfants ni descendants,  
« disposer en faveur de l'autre époux, en pro-  
« priété, de tout ce dont il pourrait disposer en  
« faveur d'un étranger, et en outre de l'usufruit  
« de la totalité de la portion dont la loi prohibe  
« la disposition au préjudice des héritiers. »

« Et pour le cas où l'époux donateur laisserait  
« des enfants ou descendants, il pourra donner à  
« l'autre époux, ou un quart en propriété et un  
« autre quart en usufruit, ou la moitié de tous  
« ses biens en usufruit seulement. »

Art. 202. « Le mineur ne pourra, par contrat de  
« mariage, donner à l'autre époux, soit par do-  
« nation simple, soit par donation réciproque,  
« qu'avec le consentement et l'assistance de ceux  
« dont le consentement est requis pour la vali-  
« dité de son mariage ; et avec ce consentement,  
« il pourra donner tout ce que la loi permet à  
« l'époux majeur de donner à l'autre conjoint. »

Art. 203. « Toutes donations faites entre époux

[Disc. du projet de Code civil

« les enfants qui existeront à l'  
« et les descendants de ceux pré  
« tage sera nul pour le tout. Il  
« provoqué un nouveau dans  
« soit par les enfants ou descend  
« ront reçu aucune part, soit  
« entre qui le partage aurait été

Art. 186. « Le partage fait par l'  
« être attaqué pour cause de lés  
« quart; il pourra l'être aussi d  
« résulterait du partage et des d  
« par préciput, que l'un des cop  
« avantage plus grand que la loi

Art. 187. « L'enfant qui, pour  
« exprimées en l'article précé  
« partage fait par l'ascendant, de  
« des frais de l'estimation; et il  
« définitif, ainsi que les dépens d  
« si la réclamation n'est pas fon

#### CHAPITRE VII.

*Des donations faites par contrats  
époux et aux enfants à naître*

Art. 188. « Toute donation en  
« présents, quoique faite par con  
« aux époux ou à l'un d'eux, se  
« règles générales prescrites poi  
« faites à ce titre.

« Elle ne pourra avoir lieu a  
« fants à naître, si ce n'est dans  
« au chapitre v ci-dessus. »

Art. 189. « Les pères et mères,  
« dants, les parents collatéraux  
« même les étrangers, pourront  
« mariage, donner tout ou partie  
« laisseront au jour de leur décès

écès  
par-  
être  
gale,  
au-  
ceux

urra  
; du  
où il  
aites  
t un  
et. »  
uses  
ra le  
ance  
a en  
tion,

aux  
je.  
biens  
ariage  
e aux  
ations

es en-  
oncés

ascen-  
ix, et  
at de  
qu'ils  
profit  
naître  
rateur

profit  
, sera  
ateur,  
scen-

portée  
e sens  
s dis-  
dans  
iques,

riage  
is pré-  
, à la  
at des  
u jour  
u do-  
s'en  
i sur-

précé-  
conten-  
ir, le  
oudier  
cepta-  
as qui  
lu do-  
toutes

ariage  
tre de  
condi-  
dettes  
ir, ou  
on dé-

« prendrait de sa volonté, par quelque personne  
« que la donation soit faite : le donataire sera  
« tenu d'accomplir ces conditions, s'il n'aime  
« mieux renoncer à la donation ; et en cas que  
« le donateur, par contrat de mariage, se soit  
« réservé la liberté de disposer d'un effet compris  
« dans la donation de ses biens présents, ou d'une  
« somme fixe à prendre sur ces mêmes biens,  
« l'effet ou la somme, s'il meurt sans en avoir  
« disposé, seront censés compris dans la donation,  
« et appartiendront au donataire ou à ses héri-  
« tiers. »

Art. 194. « Les donations faites par contrat de  
« mariage ne pourront être attaquées, ni déclarées  
« nulles, sous prétexte de défaut d'acceptation. »

Art. 195. « Toute donation faite en faveur du  
« mariage sera caduque, si le mariage ne s'en-  
« suit pas. »

Art. 196. « Les donations faites à l'un des époux  
« dans les termes des articles 189, 191 et 192 ci-  
« dessus deviendront caduques, si le donateur  
« survit à l'époux donataire et à sa postérité. »

Art. 197. « Toutes donations faites aux époux  
« par leur contrat de mariage seront, lors de  
« l'ouverture de la succession du donateur, réduc-  
« tibles à la portion dont la loi lui permettait de  
« disposer. »

#### CHAPITRE VIII.

*Des dispositions entre époux, soit par contrat de  
mariage, soit pendant le mariage.*

Art. 198. « Les époux pourront, par contrat de  
« mariage, se faire réciproquement, ou l'un des  
« deux à l'autre, telle donation qu'ils jugeront à  
« propos, sous les modifications ci-après ex-  
« primées. »

Art. 199. « Toute donation entre-vifs de biens  
« présents, faite entre époux par contrat de ma-  
« riage, ne sera point censée faite sous la condi-  
« tion de survie du donataire, si cette condition  
« n'est formellement exprimée ; et elle sera sou-  
« mise à toutes les règles et formes ci-dessus  
« prescrites pour ces sortes de donations. »

Art. 200. « La donation de biens à venir, ou de  
« biens présents et à venir, faite entre époux par  
« contrat de mariage, soit simple, soit réciproque,  
« sera soumise aux règles établies par le chapitre  
« précédent, à l'égard des donations pareilles qui  
« leur seront faites par un tiers ; sauf qu'elle ne  
« sera point transmissible aux enfants issus du  
« mariage, en cas de décès de l'époux donataire  
« avant l'époux donateur. »

Art. 201. « L'époux pourra, soit par contrat de  
« mariage, soit pendant le mariage, pour le cas  
« où il ne laisserait point d'enfants ni descendants,  
« disposer en faveur de l'autre époux, en pro-  
« priété, de tout ce dont il pourrait disposer en  
« faveur d'un étranger, et en outre de l'usufruit  
« de la totalité de la portion dont la loi prohibe  
« la disposition au préjudice des héritiers. »

« Et pour le cas où l'époux donateur laisserait  
« des enfants ou descendants, il pourra donner à  
« l'autre époux, ou un quart en propriété et un  
« autre quart en usufruit, ou la moitié de tous  
« ses biens en usufruit seulement. »

Art. 202. « Le mineur ne pourra, par contrat de  
« mariage, donner à l'autre époux, soit par do-  
« nation simple, soit par donation réciproque,  
« qu'avec le consentement et l'assistance de ceux  
« dont le consentement est requis pour la vali-  
« cité de son mariage ; et avec ce consentement,  
« il pourra donner tout ce que la loi permet à  
« l'époux majeur de donner à l'autre conjoint. »

Art. 203. « Toutes donations faites entre époux

que ce droit consiste essentiellement que chacun peut faire de ce qui est sa disposition ne doit avoir sa mort, elle n'en est pas moins sa vie, et qu'en lui contestant la liberté c'est réduire sa propriété à un simple

« Au milieu de ces discussions, que l'on peut suivre avec sûreté que la nature a fait entendre à tout et qui a dicté presque toutes les lois

« Les liens du sang, qui unissent les familles, sont formés par l'affection que la nature a mise dans les parents les uns pour les autres.

« Les sentiments augmentent en raison de la parenté, et elle est portée au plus haut entre les pères et mères et leurs enfants

« Il n'est aucun législateur sage qui n'ait considéré ces différents degrés d'affection lui présentant le meilleur ordre pour la mission des biens.

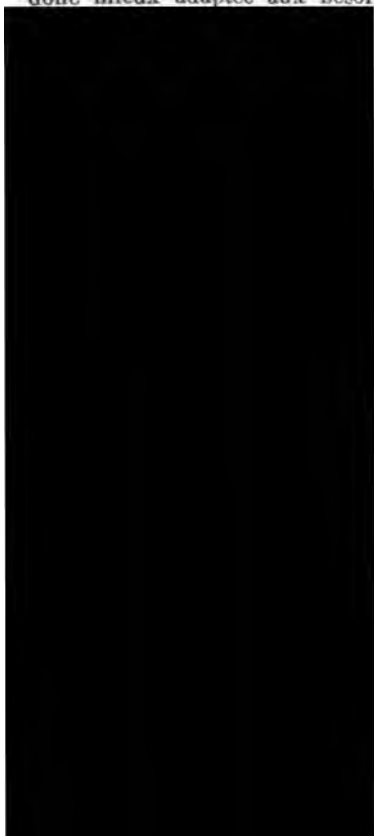
« Ainsi la loi civile, pour être sage à l'égard, n'a rien à créer, et les lois sont écartées que quand ils ont saisi de leur puissance le plus grand principe de la meilleure organisation des familles

« Lorsque la loi ne doit suivre que les sentiments même de la nature ; lorsque la mission des biens, c'est le cœur et le nombre de la famille qu'elle doit considérer ; elle ne saurait regarder comme indifférent comment la mission des biens se fit par la volonté ou que ce fût par l'autorité de la loi

« Il est cependant, en partant de ces idées, un avantage certain à laisser à un certain degré la volonté de l'individu

« La loi ne saurait avoir pour objet le général des familles. Ses regards se fixent sur chacune d'elles, ni peut-elle pénétrer l'intérieur pour calculer les ressources et les besoins de chacun de ses membres ; elle ne peut régler ce qui conviendrait le mieux à la liberté.

« Ce sont des moyens de conservation que le père de famille peut seul avoir. La loi est donc mieux adaptée aux besoins



sage  
ent ;  
après  
nt sa  
oser,  
nit.

guide  
voix  
ples,

nsti-  
nents  
r des  
e ces  
imité  
degré

con-  
mme  
rans-

à cet  
s'en  
intérêt  
et la

ouve-  
trans-  
mem-  
pour-  
smis ;  
mme,

nières  
isqu'à

'ordre  
ent se  
is son  
duite,  
t pour  
rospe-

que le  
é sera  
avan-

issant  
cieux  
a pas  
pour-  
ement

it par  
r mos-  
s pas-  
amille  
blé les  
devra  
omis-

la loi  
lle se  
ze que  
es na-  
olonté  
olonté

lors-  
de la  
squ'au  
est un  
sation  
re que

la dégager des passions nuisibles, pour lui con-  
server ce qu'elle a de raisonnable. Elle n'anéantit  
point les libéralités excessives ; elle ne fait que  
les réduire. La volonté reste entière dans tout ce  
qu'elle a de compatible avec l'ordre public.

« Ainsi les propriétaires les plus jaloux de leur  
indépendance n'ont rien à regretter : ils ne peu-  
vent la regarder comme altérée par la loi civile,  
soit que cette loi supplée à leur volonté non ma-  
nifestée, en établissant l'ordre des successions,  
soit que, par des règles sur les donations et les  
testaments, elle contienne cette volonté dans des  
bornes raisonnables.

« Que la faculté de disposer de ses biens soit  
un bienfait de la loi, ou que ce soit l'exercice du  
droit de propriété, rien n'est plus indifférent,  
pourvu que la loi ne soit pas contraire aux prin-  
cipes qui viennent d'être exposés. S'il en était  
autrement ; si le législateur, dirigé par des vues  
politiques, avait rejeté le plan tracé par la nature  
pour la transmission des biens ; si la faculté de  
disposer était resserrée dans des limites trop  
étroites, il serait dérisoire de soutenir que cette  
faculté ainsi réduite fût encore un bienfait, et  
que, sous l'empire d'une pareille loi, il y eût un  
libre exercice du droit de propriété.

« Mais heureusement le système dans lequel la  
faculté de disposer a toute l'étendue que compor-  
tent les sentiments et les devoirs de famille, est  
celui qui s'adapte le mieux à toutes les formes de  
gouvernement, à moins que le gouvernement ne  
soit absolument despotique.

« En effet, lorsque les familles auront un inté-  
rêt politique à ce que la distribution des biens  
reçoive des modifications, d'une part cet intérêt  
entrera dans les calculs du père de famille, et de  
l'autre son ambition ou sa vanité seront conte-  
nues par les devoirs que la loi ne lui permettra  
pas de transgresser. La loi, qui donnerait à l'am-  
bition la facilité de sacrifier ces devoirs, serait  
destructive des familles, et, sous aucun rapport,  
elle ne pourrait être bonne.

« Il faut encore observer que la loi civile, qui  
s'écarte le moins de la loi naturelle par cela même  
qu'elle est susceptible de se plier aux différentes  
formes de gouvernement, est aussi celle qui peut  
le mieux fixer le droit de propriété et le pré-  
server d'être ébranlé par les révolutions.

« Lorsque la faculté de disposer, renfermée  
dans de justes bornes, présente de si grands  
avantages, il n'est point surprenant qu'elle se  
trouve consacrée dans presque toutes les légis-  
lations.

« Les plus anciens monuments de l'histoire  
fournissent les preuves de l'usage des testaments,  
sans que l'on puisse y découvrir l'époque où cet  
usage a commencé.

« Il eut lieu chez les Égyptiens.

« On le retrouve dans les villes de Lacédémone,  
d'Athènes, et dans toutes les contrées de la Grèce.

« Lorsqu'environ trois cents ans après la fonda-  
tion de Rome, ses députés revinrent d'Athènes avec  
le recueil de lois qu'ils adoptèrent, celle qui con-  
cerne les testaments est exprimée en ces termes :  
*Pater familias uti le gassit super familiâ pecu-  
nidque suâ ita jus esto.*

« Ainsi les Romains, pénétrés alors plus que  
jamais du sentiment de la liberté publique, ne  
lui trouvèrent pas de fondement plus solide,  
qu'en donnant au père de famille une autorité  
absolue. Ils craignirent sans doute que la loi ne  
s'égaraît plutôt que l'affection des pères, et cette  
grande mesure fut une des bases de leur gouver-  
nement.



grande existence; de réduire ceux qui a fait égaux à implorer les secours et la pitié du possesseur d'un patrimoine être commun : et rarement l'opuler lorsque son origine n'est pas pure, sentiments de bienfaisance et d'équité.

« Enfin, si les substitutions peuvent être réduites au nombre des institutions politiques, il faut les abolir d'une manière suffisante et proportionnée aux abus, en donnant, pour disposer d'elles, une liberté compatible avec les devoirs de la société.

« Ce sont tous ces motifs qui ont confirmé l'abolition des substitutions prononcée par la loi d'octobre 1792.

« Les règles sur la capacité de recevoir par donations entre-vifs ou par testament forment la matière du premier chapitre.

« Il résulte des principes déjà établis sur le droit de propriété, que toute personne peut recevoir de l'une et de l'autre manière que la loi ne l'en déclare incapable.

« La volonté de celui qui dispose d'une fortune est la loi.

« Cette volonté ne peut même pas être nulle si elle est saine d'esprit.

« Il a suffi d'énoncer ainsi ce principe afin de laisser aux juges la plus grande liberté dans son application.

« Celui qui dispose de sa fortune doit être parvenu à l'âge où il peut avoir les connaissances propres à le diriger.

« La loi ne peut, à cet égard, être que la loi sur des présomptions.

« Il fallait choisir entre celle qui fixe l'âge de l'émancipation et celle que l'on peut varier d'un nombre fixe d'années.

« Plusieurs motifs s'opposaient à ce qu'on réglât l'émancipation.

« Les père et mère peuvent émanciper leur enfant lorsqu'il a quinze ans révolus, et lorsqu'il a donné ce droit en comptant que l'enfant continuerait à guider l'enfant qui est encore, dans un âge aussi tendre, les connaissances suffisantes pour diriger sa conduite. On a pu dire par ce motif que le mineur qui a pu

rait irrévocablement de sa propriété. Cela serait contraire au principe suivant lequel il ne peut faire, même à titre onéreux, l'aliénation de la moindre partie de ses biens. Dans les donations entre-vifs, la loi présume que le mineur serait la victime de ses passions. Dans les dispositions testamentaires, l'approche ou la perspective de la mort ne lui permettra plus de s'occuper que des devoirs de famille ou de reconnaissance.

« Il ne suffit pas que la volonté soit certaine, il faut encore qu'elle n'ait pas été contraire ou extorquée par l'empire qu'aurait eu sur l'esprit du donateur celui au profit duquel est la disposition.

« Cet empire est tel de la part d'un tuteur sur son mineur, et les abus seraient à cet égard si multipliés, qu'il a été nécessaire d'interdire au mineur émancipé la faculté de disposer, même par testament, au profit de son tuteur.

« On n'a pas voulu que les tuteurs pussent concevoir l'espérance qu'au moyen des dispositions qu'ils obtiendraient de leurs mineurs parvenus à la majorité, ils pourraient se dispenser du compte définitif de tutelle. Tous les droits de la minorité continuent même au profit du majeur contre celui qui a été son tuteur, jusqu'à ce que les comptes soient rendus et apurés ; et l'expérience a prouvé qu'il était nécessaire d'interdire au mineur devenu majeur la faculté de renoncer à ce compte. Cette règle serait facilement éludée, si des donations entre-vifs ou testamentaires acquittaient le tuteur et rendaient ses comptes inutiles.

« On a seulement excepté les pères et mères, ou autres ascendants ; et quoiqu'ils soient tuteurs, la piété filiale doit se présumer plutôt que la violence ou l'autorité.

« La loi regarde encore comme ayant trop d'empire sur l'esprit de celui qui dispose et qui est atteint de la maladie dont il meurt, les médecins, les chirurgiens, les officiers de santé ou les pharmaciens qui le traitent. On n'a point cependant voulu que le malade fût privé de la satisfaction de leur donner quelques témoignages de reconnaissance, eu égard à sa fortune et aux services qui lui auraient été rendus.

« Il eût aussi été injuste d'interdire les dispositions, celles même qui seraient universelles, faites dans ce cas par un malade au profit de ceux qui le traiteraient et qui seraient ses parents. S'il y avait des héritiers en ligne directe du nombre desquels ils ne seraient pas, la présomption qui est la cause de leur incapacité reprendrait toute sa force.

« Ce serait en vain que la loi aurait, par ces motifs, déclaré les personnes qui viennent d'être désignées incapables de recevoir, si l'on pouvait déguiser la donation entre-vifs sous le titre de contrats onéreux, ou si l'on pouvait disposer sous le nom de personnes interposées.

« C'est à la prudence des juges, lorsque le voile qui cache la fraude est soulevé, à ne se déterminer que sur des preuves, ou au moins sur des présomptions assez fortes pour que les actes dont la fraude s'est enveloppée ne méritent plus aucune confiance. Si c'est un acte déguisé sous un titre onéreux, il doit être annulé, lorsqu'il est prouvé que celui qui l'a passé n'a pas voulu faire un contrat onéreux qui lui était permis, mais que son intention a été d'éluder la loi, en disposant au profit d'une personne incapable.

« On a désigné les personnes que les juges pourront toujours regarder comme interposées : ce sont les père et mère, les descendants, et l'époux de la personne incapable.

dixième. Ainsi la part, qui doit être ]  
quand il y a moins d'enfants, se trou-  
vante. Ce renversement de l'ordre na-  
justifié par aucun motif.

« La coutume de Paris a mis une b  
entre le droit de propriété et les devoir  
Les auteurs de cette loi ont pensé qu  
et les devoirs des pères et mères son  
sacrés, qu'ils sont également fonda  
l'ordre social, qu'ils forment entre eu  
bre parfait ; et que, si l'un ne doit pa  
sur l'autre, le cours des libéralités d  
quand la moitié des biens est absorbe

« Le système de la loi parisienne e  
cution simple. On y trouve toujours  
tion juste dans le traitement des enfa  
à leur nombre et à leur droit hérédit

« Mais elle peut souvent donner c  
contraires à ceux que l'on se propose

« On veut que chaque enfant ait un  
biens suffisante pour qu'il ne perc  
dans lequel l'ont placé les auteurs de  
ne doit donc pas laisser la liberté  
d'une moitié, dans le cas où les enfa  
raient par leur nombre réduits à un  
portion.

« Le meilleur système est celui dar  
a égard au nombre des enfants, en r  
qu'on laisse aux pères et mères tou  
compatible avec la nécessité d'assur  
enfants.

« La législation romaine a eu égare  
bre ; mais elle est susceptible de  
dans les proportions qu'elle établit.

« Ainsi, lorsqu'elle donne au père  
disposer des deux tiers, si ses enfa  
pas au-dessus du nombre de quatre, e  
fait entrer en considération que la lil  
lui qui n'est obligé de pourvoir qu'un  
ne doit pas être autant limitée que lo  
plusieurs.

« La liberté de disposer des deu  
biens, lors même que les enfants étai  
bre de quatre, était trop considéra  
celle qui est donnée par la loi du 4 ger

nde  
pe-  
tait  
rale  
lle.  
bits  
ent  
de  
ili-  
ter  
ter

terminé à adopter la proportion dans laquelle les libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testaments, ne pourront excéder la moitié des biens, s'il n'y a qu'un enfant légitime; le tiers, s'il en laisse deux; et le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

« La loi devait-elle faire une réserve au profit des ascendants?

« Les Romains reconnaissaient que si les pères doivent une légitime à leurs enfants, c'est un devoir dont les enfants sont également tenus envers leurs pères.

*Quemadmodum à patribus liberis, ita liberis patribus deberi legitimam.*

xé-  
or-  
ard  
ats

« En France, d'après le système de la division des biens en propres et acquêts, le sort des ascendants n'était pas le même dans le pays de coutume et dans ceux de droit écrit.

de  
tat  
On  
ser  
ve-  
tite

« Un très-petit nombre de coutumes leur donnait une légitime; dans d'autres, elle leur avait été accordée par une jurisprudence à laquelle avait succédé celle qui la refusait d'une manière absolue.

« Les enfants étaient obligés de conserver à leurs collatéraux presque tous les biens propres dont les ascendants étaient exclus.

on  
ips  
rté  
des

« Si l'on n'avait pas laissé à ces enfants la disposition des meubles et des acquêts à la succession desquels les ascendants étaient appelés par la loi, ils eussent été presque entièrement privés de la liberté de disposer.

mons  
de  
ont  
int  
ce-  
int  
a

« Dans les pays de droit écrit, et dans quelques coutumes qui s'y conformaient, les ascendants avaient une légitime : elle consistait dans le tiers des biens. Le partage de ce tiers se faisait également entre eux. Il n'y avait point de légitime pour les aïeuls, quand les père et mère ou l'un d'eux survivaient, parce qu'en ligne ascendante il n'y a point de représentation.

les  
me-  
me  
ll,  
ins  
le-  
op

« La comparaison du droit écrit avec celui des coutumes, respectivement aux ascendants, ne pouvait laisser aucun doute sur la préférence due au droit écrit.

« Le droit coutumier, en donnant les propres aux collatéraux, et en laissant aux enfants la libre disposition des meubles et acquêts, ne prenait point assez en considération les devoirs et les droits qui résultent des rapports intimes entre les père et mère et leurs enfants.

un  
de  
lle  
r-  
de  
ce  
ns  
ts.  
on  
ll,  
et  
ue

« Les devoirs des enfants ne sont pas, sous le rapport de l'ordre social, aussi étendus que ceux des pères et mères, parce que le sort des ascendants est plus indépendant de la portion de biens qui leur est assurée dans la fortune de leurs descendants, que l'état des enfants ne dépend de la part qu'ils obtiennent dans les biens de leurs pères et mères.

« La réserve ne sera, par ce motif, que de moitié des biens au profit des ascendants, et sans égard à leur nombre, lorsqu'il y en aura dans chacune des lignes paternelle ou maternelle.

« S'il n'y a d'ascendants que dans l'une des lignes, cette réserve ne sera que du quart.

r-  
et  
té  
es

« Déjà l'on a établi dans le titre des successions une règle que l'on doit regarder comme une des bases principales de tout le système de la transmission des biens par mort.

é-  
ie  
la  
is

« C'est leur division égale entre les deux lignes paternelle et maternelle, lorsque celui qui meurt ne laisse ni postérité, ni frères, ni sœurs. Cette division remplira sans inconvénient le vœu généralement exprimé pour la conservation des biens dans les familles.

3-  
« Le sort des ascendants n'était point assez dé-

end à en soutenir tous les membres, à en rapprocher l'un qu'un corps, à en rapprocher l'un qu'en provoquant la bienfaisance des pères pendant qu'ils vivent. Le seul moyen de provoquer est de lui laisser son indépendance. Il est dans le cœur humain que le sentiment de la bienfaisance s'amortisse aussitôt qu'il se trouve en présence d'une moindre idée de contrainte; cette indépendance s'accorde plus avec cette noblesse, avec cette pureté de sentiment que n'en ont l'homme bienfaisant; il cesse de bienfaisance parce qu'il ne croit plus pouvoir l'obliger plus rien à donner à ceux qui ont le droit d'exiger.

« Puisque la France est assez heureuse d'avoir conservé dans une grande patrie cet esprit de famille nécessaire à la prospérité commune, gardons-nous de perdre aussi grand moyen de régénération de la nation. C'est un feu sacré qu'il faut entretenir; il existe, qu'il faut allumer dans les âmes de ceux qui ont un aussi grand besoin de son secours et qu'il peut seul vivifier.

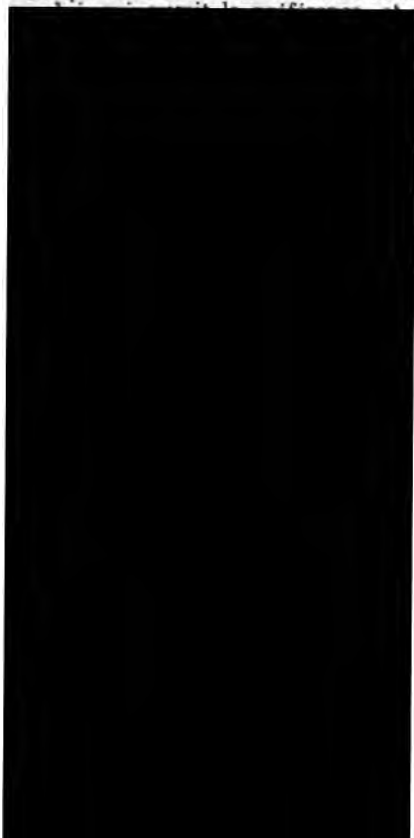
« Cependant ne devrait-on point faire une exception en faveur des frères et sœurs qui meurt ne laissant ni ascendants, ni descendants ?

« Ne doit-on pas distinguer dans la famille ceux qui la constituent le plus intimement, ceux qui sont présumés avoir vécu sous le même toit, avoir été soumis à l'autorité du même chef de famille, tenir de lui un patrimoine qu'il leur a donné, son cœur de voir réparti entre eux, et ceux plus souvent ils doivent à ses économies et à ses travaux ?

« Quel serait le frère qui pourrait sacrifier comme un sacrifice à sa liberté la rétribution modique, telle que serait un salaire, à ses frères et sœurs, en quelque nombre qu'ils fussent ?

« Peut-il y avoir quelque avantage à transmettre le droit de transmettre tout son patrimoine à une famille étrangère, en nuisant à sa propre, autant qu'il est en son pouvoir de le faire ?

« Ce qui serait une cause éternelle de division.



été oublié, que dans un seul cas, celui où une personne mal famée, *turpis persona*, avait été instituée héritière. La réclamation que le frère pouvait alors faire d'une portion des biens n'était, sous le nom de légitime, qu'une vengeance due à la famille qui avait éprouvé du testateur une aussi grande injure.

« Cependant le tableau de l'amitié fraternelle n'a jamais été plus touchant que dans les pays où la liberté de disposer est entière.

« Si, comme on l'a prouvé, celui qui ne doit éprouver aucune contrainte dans ses dispositions de dernière volonté est beaucoup plus porté aux actes de bienfaisance pendant sa vie, c'est surtout entre frères que cette assistance mutuelle est vraisemblable, et qu'elle peut influencer sur leur prospérité.

« Plus la réserve que l'on croirait pouvoir faire au profit des frères et sœurs serait modique, et moins elle pourrait être d'une utilité réelle; moins on doit la préférer aux grands avantages que l'on peut se promettre d'une pleine liberté de disposer.

« Si l'on imposait en collatérale des devoirs rigoureux de famille, ce devrait aussi être au profit des neveux dont les père et mère sont décédés. Ce sont ces neveux qui ont le plus besoin d'appui; c'est à leur égard que les oncles tiennent lieu d'ascendants; c'est aux soins et à l'autorité des oncles qu'est entièrement confié le sort de cette partie de la famille.

« On ne pourrait donc pas se borner au seul degré de frères et de sœurs, si l'on voulait, en collatérale, établir une réserve légale; et cependant ceux même qui ont été d'avis de cette réserve n'ont pas pensé qu'on pût l'étendre au delà de ce degré, sans porter injustement atteinte au droit de propriété.

« Il est sans doute, dans le cours de la nature, que les frères et sœurs soient unis par les liens intimes qu'ont formés une éducation et une naissance communes: mais l'ordre social, qui exige une réserve en ligne directe, n'est point également intéressé à ce qu'il y en ait au profit des frères et sœurs.

« Le père a contracté, non-seulement envers ses enfants, mais encore envers la société, l'obligation de leur conserver des moyens d'existence proportionnés à sa fortune: ce devoir de leur conserver des moyens se trouve rempli à l'égard des frères ou sœurs, puisque chacun a sa portion des biens des père et mère communs.

« Les enfants qui n'ont point de postérité ont, envers ceux qui leur ont donné le jour, des devoirs à remplir, qui ne sauraient être exigés par des frères ou sœurs, les uns envers les autres.

« C'est après avoir longtemps balancé tous ces motifs pour et contre la réserve légale au profit des frères et sœurs, qu'il a été décidé de n'en établir qu'en ligne directe, et que toutes les fois que celui qui meurt ne laissera ni ascendants ni descendants, les libéralités par actes entre-vifs pourront épuiser la totalité des biens.

« Après avoir ainsi déterminé la quotité disponible, il fallait régler un point sur lequel il y a eu jusqu'ici diversité de législation; il fallait décider si la quotité disponible pourrait être donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament, aux enfants ou autres héritiers de celui qui a disposé, sans que le donataire venant à sa succession fût obligé au rapport.

« Chez les Romains, et dans les pays de droit écrit, il n'y a jamais eu de variation à cet égard; toujours on a eu le droit de choisir entre les héritiers ceux que l'on voulait avantager, soit par l'institution d'héritier, soit autrement.

ble, les donataires ne seraient pas préférables à des héritiers directs, les premiers d'un pur bénéfice, les seconds d'un patrimoine nécessaire. La quotité réservée dans la fortune du donateur ne peut être présumée l'effet de sa volonté envers le donataire.

Ce sont ces motifs qui ont fait d'une réserve indispensable de faire composer une quotité des biens sur lesquels la quotité réservée par la loi, ceux qui sont réservés entre-vifs.

On doit même y comprendre le cas où la propriété aurait été transmise ; dans le cas du divorce ; il ne peut jamais être pour eux un avantage tel, qu'ils ne soient privés de la réserve légale.

Il ne doit être fait aucune déduction de la quotité réservée du droit des enfants naturels ; ce droit subsiste avant la mort, et c'est sous cette réserve qu'une participation à la succession.

Les biens sur lesquels les enfants naturels doivent prendre la portion réservée étant ainsi déterminés, on doit voir comment ces héritiers exerceront leur droit lorsque les biens, libres de dettes, ne suffisent pas pour remplir la quotité réservée.

Il est évident que ce retour sur la quotité réservée n'est admissible que de la quotité qui profite desquels la loi a restreint la quotité réservée proportionnellement au droit des enfants naturels dans la succession.

Si maintenant on examine quelle est la quotité d'insuffisance des biens libres, on voit que les dispositions qui doivent être annulées ou réduites pour que la quotité réservée soit remplie, il ne peut y avoir de réduction ou l'annulation doit porter sur les legs.

Les biens légués font partie de la quotité réservée au profit desquels est la quotité réservée par la loi dès l'instant où la succession est ouverte. Les legs ne sont payables qu'après l'acquit des dettes et

« Mais il est plus conforme aux principes que les donations soient réduites, en commençant par la plus récente, et en remontant successivement aux plus anciennes.

« En effet, on n'a pas, dans les premières donations, excédé la mesure prescrite, si les biens donnés postérieurement suffisent pour remplir la réserve légale. Si la réduction portait sur toutes les donations, le donateur aurait un moyen de révoquer en tout, ou par de nouvelles donations, celles qu'il aurait d'abord faites.

« D'ailleurs, lorsqu'il s'agit d'attaquer des propriétés qui remontent à des temps plus ou moins éloignés, l'ordre public est intéressé à ce que la plus ancienne propriété soit maintenue de préférence. C'est le fondement de cette maxime : *Qui prior est tempore, potior est jure*.

« Ces principes, déjà consacrés par l'ordonnance de 1731 (art. 34), ont été maintenus.

« On a aussi conservé cette autre disposition de la même loi, suivant laquelle, lorsque la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des héritiers ayant une réserve légale, il peut retenir sur les biens donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature. Dans ce cas, il était possible de maintenir ainsi la propriété de l'héritier donataire sans causer de préjudice à ses cohéritiers.

« La règle suivant laquelle la réduction doit se faire, des donations les plus récentes, serait illusoire, si le donataire évincé pouvait se regarder comme subrogé contre le donataire antérieur dans les droits de celui qui l'a évincé.

« D'ailleurs la réduction est un privilège personnel, et dès lors elle ne peut être l'objet d'une subrogation, soit tacite, soit même conventionnelle.

« Quant aux créanciers de celui dont la succession s'ouvre, ils n'ont de droit que sur les biens qu'ils y trouvent; ces biens doivent toujours, et nonobstant toute réserve légale, être épuisés pour leur paiement : mais ils ne peuvent avoir aucune prétention à des biens dont leur débiteur n'était plus propriétaire. Si les titres de leurs créances sont antérieurs à la donation, ils ont pu conserver leurs droits en remplissant les formalités prescrites.

« Si ces titres sont postérieurs, les biens qui dès lors étaient par la donation hors des mains de leur débiteur n'ont jamais pu être leur gage.

« Il paraît contraire aux principes de morale que l'on puisse recueillir, même à titre de réserve, des biens provenant d'une personne dont toutes les dettes ne sont pas acquittées; et la conséquence semble être que si le créancier ne peut pas, à cause du droit de propriété du donataire, avoir action contre lui, au moins doit-il exercer ses droits contre l'héritier sur les biens recouvrés par l'effet de la réduction.

« Si l'on s'attachait à l'idée que celui qui a le droit de réduction ne doit pas avoir de recours contre les donataires, à moins que les biens dont ceux-ci auraient été évincés ne devinssent le gage des créanciers du défunt, il vaudrait autant donner à ces créanciers, contre les donataires, une action directe, que de l'accorder aux héritiers pour que les créanciers en profitent; ou plutôt alors, comme il ne s'agirait réellement que de l'intérêt et des créanciers, on ne devrait pas faire intervenir les héritiers pour dépouiller les donataires au profit des créanciers. Ceux-ci d'ailleurs pourraient-ils espérer que les héritiers se porteraient à exercer un pareil recours? Leur délicatesse ne serait-elle



gligence de ceux que la loi charge.  
Les liens du sang et de l'affection ont été  
considérés comme étant à cet égard un motif  
valant; et sans porter atteinte, soit à l'autorité  
paternelle, soit à l'administration des biens  
des ascendants de l'un et de l'autre, on a  
permis à quelque degré qu'ils soient, d'accepter  
d'accepter pour leurs descendants, devant  
des père et mère, et quoiqu'ils ne soient  
tuteurs ni curateurs du mineur, sans  
besoin d'aucun avis de parents.

« Les bonnes mœurs et l'autorité du mariage  
ont exigé que la femme mariée ne pût faire  
une donation sans le consentement de son  
mar, ou, en cas de refus de son mari, sans  
l'approbation de la justice. En imposant cette  
condition aux femmes mariées en général, on n'a  
rien dit ni pour celles qui ne seraient pas  
communauté avec leurs maris, ni pour celles  
qui seraient séparées par jugement.

« Depuis que, par les heureux efforts de la  
civilisation et du génie, les sourds et muets  
ont été rendus à la société, ils sont devenus  
capables de remplir les devoirs et d'en exercer  
les droits. Le sourd et muet qui saura par l'écriture  
sa volonté pourra lui-même, ou par un  
intermédiaire ayant sa procuration, accepter une  
donation. Si le sourd et muet ne sait pas écrire,  
l'acceptation devra être faite en son nom  
par un curateur qui lui servira pour remplir  
cette formalité.

« Quant aux donations qui seront faites  
aux hospices, aux pauvres des communes,  
aux établissements d'utilité publique, et  
acceptées par leurs administrateurs, le  
Gouvernement, qui veille aux droits des  
communes, comme à l'intérêt des pauvres, les  
approuvera.

« Après avoir ainsi prescrit les formalités  
de l'acte même de donation, la loi règle  
les effets de la donation, qui sont extérieurs.

« Plusieurs dispositions de l'ordonnance de  
1731 sont relatives à la tradition de fait  
des biens donnés. Cette formalité avait été établie  
dans les coutumes, mais elle n'était pas  
générale dans les pays de droit écrit; elle n'a  
été introduite que par l'ordonnance de 1731.

été nécessaires, et une simple formalité d'enregistrement était devenue la matière d'un recueil volumineux de lois compliquées.

« Toute cette législation relative à la publicité des actes de donations entre-vifs est devenue inutile depuis que, par la loi qui s'exécute maintenant dans toute la France, non-seulement ces actes, mais encore toutes les autres aliénations d'immeubles, doivent être rendus publics par la transcription sur des registres ouverts à quiconque veut les consulter. L'objet de toutes les lois sur les insinuations sera donc entièrement rempli, en ordonnant que lorsqu'il y aura donation de biens susceptible d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation devra être faite aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés.

« Quant aux meubles qui seraient l'objet des donations, ils ne sauraient être mis au nombre des gages que les créanciers puissent suivre; il n'est aucun des différents actes par lesquels on peut aliéner des meubles, qui soit assujéti à de semblables formalités.

« L'insinuation se faisait non-seulement au lieu de la situation des biens, mais encore à celui du domicile : cette dernière formalité n'ayant point été jugée nécessaire dans le système général de la conservation des droits des créanciers, il n'y avait pas de motif particulier pour l'employer dans le cas de la transmission des biens par donations entre-vifs; on peut s'en reposer sur l'activité de ceux qui auront intérêt de connaître le gage de leurs créances ou de leurs droits. Quant aux héritiers, l'inventaire leur fera connaître, par les titres de propriété, quels sont les biens; et dans l'état actuel des choses, il n'est aucun héritier qui, ayant le moindre doute sur le bon état d'une succession, ne commence par vérifier sur les registres du lieu de la situation des biens quelles sont les aliénations.

« Les personnes qui sont chargées de faire faire la transcription, et qui par ce motif ne pourront opposer le défaut de cette formalité, sont les maris, lorsque les biens auront été donnés à leurs femmes; les tuteurs ou curateurs, quand les donations auront été faites à des mineurs ou à des interdits; les administrateurs, quand elles auront été faites à des établissements publics.

« Les femmes ont dû, pour la conservation de leurs droits, être autorisées par la loi à faire procéder seules à la formalité de l'inscription, quand elle n'aura pas été remplie par les maris.

« La question de savoir si les mineurs et ceux qui jouissent du même privilège peuvent être restitués contre le défaut d'insinuation des donations entre-vifs, n'était clairement décidée ni par le droit romain, ni par les anciennes ordonnances. Il y avait à cet égard une diversité de jurisprudence; et l'ordonnance de 1731, conformément à une déclaration du 19 janvier 1712, avait prononcé que la restitution n'aurait pas lieu, lors même que les tuteurs ou autres administrateurs seraient insolvable.

« Cette règle a été confirmée : elle est fondée sur le principe, que si les mineurs ont des privilèges pour la conservation de leur patrimoine, et pour qu'ils ne soient pas surpris par les embûches tendues à la fragilité de leur âge, ils ne doivent pas être dispensés du droit commun, lorsqu'il s'agit seulement de rendre, par des donations, leur condition meilleure.

« On a examiné la question de savoir si les donations entre-vifs qui n'auraient point été acceptées pendant la vie du donateur, et qu'il

• On a seulement maintenu et e  
règle établie par l'ordonnance de 1735.  
Un testament ne pourra être fait co  
et dans le même acte par deux ou pl  
sonnes, soit au profit d'un tiers, so  
donation réciproque et mutuelle. Il  
de faire renaitre la diversité de juris  
avait eu lieu sur la question de sa  
le décès de l'un des testateurs le te  
vait être révoqué par le survivant.  
le révoquer, c'est violer la foi de la  
le déclarer irrévocable, c'est chang  
du testament, qui, dans ce cas, n'es  
ment un acte de dernière volonté.  
terdire une forme incompatible,  
bonne foi, soit avec la nature des

• Au surplus, on a choisi dans le  
et dans les coutumes les formes d'  
à la fois par les plus simples et le

• Elles seront au nombre de troi  
ment olographe, celui fait par acte  
testament mystique.


• Ainsi les autres formes de test  
plus forte raison les dispositions qui  
tes verbalement, par signes ou par  
sives, ne seront point admises.

• Le testament olographe, ou sc  
privée, doit être écrit en entier, dat  
la main du testateur.

• Cette forme de testament n'étai  
les pays de droit écrit qu'en faveu  
Au milieu de toutes les solennités  
mains environnaient leurs testam  
privé ne leur paraissait pas mériter  
fiance; et s'ils avaient, par respec  
lonté des pères, soumis leurs d  
l'exécuter, lorsqu'elle serait ainsi n  
avaient même encore exigé la prés  
témoins. .

• Devait-on rejeter entièrement le  
olographes? Cette forme est la plus  
l'expérience n'a point appris qu'il  
des abus qui puissent déterminer à  
primer.

• Il valait donc mieux rendre cel



sés à se trouver souvent dans l'impossibilité de faire ainsi dresser leurs testaments.

« Ces motifs ont déterminé à régler que le testament par acte public sera reçu par deux notaires en présence de deux témoins, ou par un notaire en présence de quatre témoins.

« L'usage des testaments mystiques ou secrets était inconnu dans les pays de coutume; c'était une institution à propager en faveur de ceux qui ne savent pas écrire, ou qui, par des motifs souvent plausibles, ne veulent ni faire leur testament par écrit privé, ni confier le secret de leurs dispositions. Elle devenait encore plus nécessaire quand, pour les testaments par acte public, on exige, dans tous les cas, la présence de deux témoins, et qu'il doit même s'en trouver quatre, s'il n'y a qu'un notaire.

« Mais en admettant la forme des testaments mystiques, on ne pouvait négliger aucune des formalités requises dans les pays de droit écrit.

« On doit craindre dans ces actes les substitutions de personnes ou de pièces : il faut que les formalités soient telles, que les manœuvres les plus subtiles de la cupidité soient déjouées ; et c'est surtout le nombre des témoins qui peut garantir que tous ne sauraient entrer dans un complot criminel. On a donc cru devoir adopter les formalités des testaments mystiques ou secrets, telles qu'on les trouve énoncées dans l'ordonnance de 1735.

« On a voulu rendre uniformes les formalités relatives à l'ouverture des testaments mystiques. Leur présentation au juge, leur ouverture, leur dépôt, seront faits de la même manière que pour les testaments olographes. On exige de plus que les notaires et les témoins par qui l'acte de suscription aura été signé, et qui se trouveront sur les lieux, soient présents ou appelés.

« Telles seront en général les formalités des testaments. Mais il est possible que le service militaire, que des maladies contagieuses, ou des voyages maritimes, mettent les testateurs dans l'impossibilité d'exécuter à cet égard la loi ; cependant c'est dans ces circonstances où la vie est souvent exposée, qu'il devient plus pressant et plus utile de manifester ses dernières volontés. La loi serait donc incomplète si elle privait une partie nombreuse des citoyens, et ceux surtout qui ne sont loin de leurs foyers que pour le service de la patrie, d'un droit aussi nature. et aussi précieux que celui de disposer par testament.

« Aussi, dans toutes les législations, a-t-on prescrit, pour ces différents cas, des formes particulières qui donnent autant de sûreté que le permet la possibilité d'exécution ; celles qui déjà ont été établies par l'ordonnance de 1735 ont été maintenues avec quelques modifications qui n'exigent pas un examen particulier.

« Après avoir prescrit les formalités des testaments, on avait à régler quels seraient leurs effets, et comment ils seraient exécutés.

« Il n'y aura plus à cet égard aucune diversité.

« L'héritier institué et le légataire universel auront les mêmes droits, et seront sujets aux mêmes charges.

« Dans les coutumes où l'institution d'héritier était absolument défendue, ou n'était admise que dans les contrats de mariage, il n'y avait de titre d'héritier que dans la loi même ; ce qu'on exprimait par ces mots : *le mort saisit le vif*. Les légataires universels étaient tenus, lors même qu'ils recueillaient tous les biens, d'en demander la délivrance.

« Dans les pays de droit écrit, presque tous les

bles, ou tout le mobilier, ou une qu  
meubles, ou une quotité du mobilier

• Ces légataires, comme ceux à titr  
sont tenus de demander la délivrai  
fallait les distinguer, parce qu'il e  
ceux qui recueillent ainsi à titre u  
quote-part des biens de la successio  
jettis à des charges qui ne sauraient e  
sur les legs particuliers. Telle est la  
aux dettes et charges de la successio  
des legs particuliers par contributio  
qui recueillent, sous quelque titre  
l'universalité des biens.

• Lorsqu'il y aura un légataire à t  
d'une quotité quelconque de tous  
devra mettre dans cette classe ce  
porté dans le même testament po  
des biens, sous le titre de légataire u

• Quant aux legs particuliers, on s  
aux règles de droit commun, et l'on  
prévenir les difficultés indiquées par  
il suffit de lire ces dispositions pour  
les motifs.

• Il en est ainsi, et de celles qui co  
exécuteurs testamentaires, et de la r  
testaments ou de leur caducité.

• La loi établit des règles partic  
taines dispositions entre-vifs ou de  
lonté, qui exigent des mesures qui leur

• Telles sont les dispositions perm  
et mères et aux frères ou sœurs, d  
tude, se prolongeant dans l'aveni  
fait craindre que des petits-enfant  
veux ne fussent exposés à l'infortun  
duite ou par les revers de ceux qui le  
le jour.

• Dans la plupart des législations  
notre jusqu'aux derniers temps,  
paternelle a eu dans l'exhérédation  
grands moyens de prévenir et de punir  
des enfants. Mais en remettant cette  
dans la main des pères et mères,  
qu'à venger leur autorité outragée.

écarté des principes sur la transmissi

• Un des motifs qui ont fait supp  
d'exhérédation, est que l'application

sa portion héréditaire ; ce qui eût assuré la propriété aux descendants nés et à naître de cet enfant.

« On avait trouvé les traces de cette disposition officieuse dans les lois romaines ; mais après un examen plus approfondi, on y a découvert la plupart des inconvénients de l'exhérédation.

« La plus grande puissance des pères et mères, c'est de la nature et non des lois qu'ils la tiendront. Les efforts des législateurs doivent tendre à seconder la nature et à maintenir le respect qu'elle a inspiré aux enfants : la loi qui donnerait au fils le droit d'attaquer la mémoire de son père, et de le présenter aux tribunaux comme coupable d'avoir violé ses devoirs par une proscription injuste et barbare, serait elle-même une sorte d'attentat à la puissance paternelle ; elle tendrait à la dégrader dans l'opinion des enfants. Le premier principe dans cette partie de la législation est d'éviter, autant qu'il est possible, de faire intervenir les tribunaux entre les pères et mères et leurs enfants. Il est le plus souvent inutile et toujours dangereux de remettre entre les mains des pères et des mères des armes que les enfants puissent combattre et rendre impuissantes.

« C'eût été une erreur de croire que l'enfant, réduit à l'usufruit de sa portion héréditaire, ne verrait lui-même que l'avantage de sa postérité, et qu'il ne se plaindrait pas d'une disposition qui lui laisserait la jouissance entière des revenus. Cette disposition officieuse pour les petits-enfants eût été contre le père ainsi grevé une véritable interdiction qui eût pu avoir sur son sort, pendant le reste de sa vie, une influence funeste. Comment celui qui aurait été proclamé dissipateur par son père même pourrait-il se présenter pour des emplois publics ? Comment obtiendrait-il la confiance dans tous les genres de professions ?

« N'était-il pas trop rigoureux de rendre perpétuels les effets d'une peine aussi grave, quand la cause pouvait n'être que passagère ?

« Il a donc été facile de prévoir que tous les enfants, ainsi condamnés par l'autorité des pères et mères, se pourvoiraient devant les tribunaux : et avec quel avantage n'y paraîtraient-ils pas ?

« La dissipation se compose d'une suite de faits que la loi ne peut pas déterminer : ce qui est dissipation dans une circonstance ne l'est pas dans une autre. Le premier juge, celui dont la voix serait si nécessaire à entendre pour connaître les motifs de sa décision, n'existerait plus.

« Serait-il possible d'imaginer une scène plus contraire aux bonnes mœurs, que celle d'un aïeul dont la mémoire serait déchirée par son fils réduit à l'usufruit, en même temps que la conduite de ce fils serait dévoilée par ses propres enfants ? Cette famille ne deviendrait-elle pas le scandale et la honte de la société ? Et à quelle époque pourrait-on espérer que le respect des enfants pour les pères s'y rétablirait ? Il aurait donc bien mal rempli ses vœux, le père de famille qui, en réduisant son fils à l'usufruit, n'aurait eu qu'une intention bienfaisante envers ses petits-enfants ; et s'il eût prévu les conséquences funestes que sa disposition pouvait avoir, n'eût-il pas dû s'en abstenir ?

« La loi qui eût admis cette disposition eût encore été vicieuse, en ce que la réduction à l'usufruit pouvait s'appliquer à la portion héréditaire en entier. C'était porter atteinte au droit de légitime, qui a été jusqu'ici regardé comme ne pouvant pas être réduit par les pères et mères eux-

**l'emploi des deniers, pour la transcription contenant les dispositions, sur les biens affectés à des sommes colloquées avec privilège**

« Il est encore un autre genre qui doit avoir sur le sort des familles une influence : ce sont les partages faits entre père, mère, ou les autres ascendants, et les enfants ; c'est le dernier et l'un des plus importants de la puissance et de l'autorité des pères et mères. Ils s'en rapportent volontiers à cette sage répartition que le père a faite entre leurs enfants. Mais il y a encore et surtout à ceux qui ont peu de biens, à ceux qui ont des biens dont le partage n'est pas facile, ou sera susceptible d'exciter de grandes inquiétudes sur les dissensions qui peuvent s'élever entre leurs enfants. C'est une chose douloureuse, pour un bon père, de voir ses travaux dont le produit devait leur procurer une heureuse retraite, se voir l'occasion de haines et de discordes ! A qui donc pourrait-on enlever la responsabilité de la répartition des biens entre les enfants, qu'à des pères et mères, ou à tous autres en connaissant les avantages et les inconvénients ; à des magistrats qui rempliront cette magistrature avec l'impartialité des juges, mais avec le soin, cet intérêt, cette prévoyance paternelle peut seule inspirer ?

« Cette présomption, quelquefois en faveur des pères et mères, a été laissée des inquiétudes sur l'abus qu'on pourrait faire de ce pouvoir ceux qui, par ignorance, par orgueil, ou par d'autres motifs voudraient réunir la majeure partie des biens sur la tête d'un seul de leurs enfants. On a calculé que plus les enfants seraient nombreux, plus il serait facile au père d'accuser l'un d'eux au profit de l'enfant préféré.

« Il eût été injuste, et même contraire à l'équité que l'on se proposait, de refuser aux pères et mères le droit de disposer librement d'une partie de ses biens. On a donc laissé à l'usage de cette faculté dans le partage, ainsi qu'il peut éviter des démêlés

« Mais, d'un autre côté, c'était laisser dans les pactes de famille une incertitude qui causait les plus graves inconvénients. Le démissionnaire qui avait la propriété sous la condition de la révocation, se flattait toujours qu'elle n'aurait pas lieu. Il traitait avec des tiers, il s'engageait, il dépensait, il aliénait, et la révocation n'avait presque jamais lieu sans des procès qui empoisonnaient le reste de la vie de celui qui s'était démis, et qui rendaient sa condition pire que s'il eût laissé subsister sa démission.

« On a supprimé cette espèce de disposition ; elle est devenue inutile. Les pères et mères pourront, dans les donations entre-vifs, imposer les conditions qu'ils voudront ; ils auront la même liberté dans les actes de partage, pourvu qu'il n'y ait rien de contraire aux règles qui viennent d'être exposées, et suivant lesquelles les démissions des biens, si elles avaient été autorisées, eussent été déclarées irrévocables.

« Il est deux autres genres de donations qui toujours ont été mises dans une classe à part, et pour lesquelles les règles générales doivent être modifiées.

« Ce sont les donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître de cette union, et les donations entre époux.

« Toute loi dans laquelle on ne chercherait pas à encourager les mariages, serait contraire à la politique et à l'humanité. Loin de les encourager, ce serait y mettre obstacle, si l'on ne donnait pas le plus libre cours aux donations, sans lesquelles ces liens ne se formeraient pas. Il serait même injuste d'assujettir les parents donateurs aux règles qui distinguent d'une manière absolue les donations entre-vifs des testaments. Le père qui marie ses enfants s'occupe de leur postérité : la donation actuelle doit donc être presque toujours subordonnée à des dispositions sur la succession future. Non-seulement les contrats de mariage participent de la nature des actes entre-vifs et des testaments, mais encore on doit les considérer comme des traités entre les deux familles, traités pour lesquels on doit jouir de la plus grande liberté.

« Ces principes sont immuables, et leurs effets ont dû être maintenus dans la loi proposée.

« Ainsi les ascendants, les parents collatéraux des époux, et même les étrangers, pourront, par contrat de mariage, donner tout ou partie des biens qu'ils laisseront au jour de leur décès.

« Ces donateurs pourront prévoir le cas où l'époux donataire mourrait avant eux, et dans ce cas étendre leur disposition au profit des enfants à naître de leur mariage. Dans le cas même où les donateurs n'auront pas prévu le cas de leur survie, il sera présumé de droit que leur intention a été de disposer, non-seulement au profit de l'époux, mais encore en faveur des enfants et descendants à naître du mariage.

« Ces donations pourront comprendre à la fois les biens présents et ceux à venir. On a seulement pris à cet égard une précaution dont l'expérience a fait connaître la nécessité.

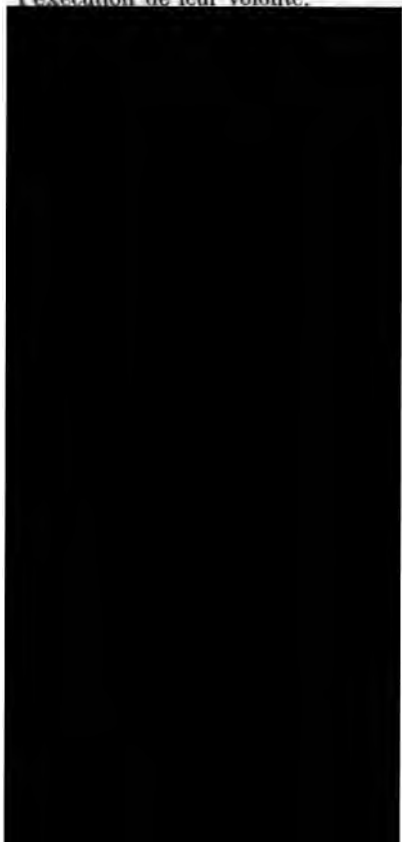
« L'époux auquel avaient été donnés les biens présents et à venir avait, à la mort du donateur, le droit de prendre les biens existants à l'époque de la donation, en renonçant aux biens à venir, ou de recueillir les biens tels qu'ils se trouvaient au temps du décès. Lorsque le donataire préférait les biens qui existaient dans le temps de la donation, des procès sans nombre, et qu'un long intervalle de temps rendait le plus souvent inextricables, s'élevaient sur la fixation de l'état



la faveur des seconds mariages qu'à  
sont les pères ou mères qui ont  
ne pas manquer à leur égard, lorsqu  
de nouveaux liens, aux devoirs de la  
Il a été réglé que, dans ce cas, les d  
profit du nouvel époux ne pourront e  
part d'enfant légitime le moins pren  
dans aucun cas, ces donations ne poi  
der le quart des biens ; il n'a pas été  
saire de porter plus loin ces précauti

« Tels sont, citoyens législateurs, l  
ce titre important du Code civil. Vo  
avec quel soin on a toujours cherch  
tenir cette liberté si chère, surtout da  
du droit de propriété ; que si une part  
est réservée par la loi, c'est en favou  
unis par des liens si intimes et dans  
tions telles, qu'il est impossible de p  
la volonté des chefs de famille en  
riée ; qu'ils seront d'ailleurs les arbi  
mes du sort de leurs héritiers ; que  
sance sera respectée, et leur affection  
qu'ils jouiront de la plus douce cons  
distribuant à leurs enfants, de la ma  
jugeront la plus convenable au bonh  
cun d'eux, des biens qui sont le plus  
produit de leurs travaux ; qu'ils pou  
étendre cette autorité bienfaisante e  
trice jusqu'à une génération future  
mettant à leurs petits-enfants ou à  
de frères ou de sœurs, une partie s  
biens, et les préserver ainsi de la rui  
les exposerait la conduite ou le gen  
sion des pères et mères. Vous avez v  
soin on a conservé la faveur due aux  
mariage, et que la liberté des époux  
entre eux sera plus entière, qu'ils se  
point plus indépendants l'un de l'au  
doit contribuer à maintenir entre eux  
et les égards.

« Enfin, vous avez vu que partout  
à rendre les formes simples et sûre  
cesser cette foule de controverses q  
les familles, et laissaient presque  
testateurs dans une incertitude aff  
l'exécution de leur volonté.



## SÉANCE

DU 6 VENDÉMAIRE AN XI DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 29 septembre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.Le citoyen **Berlier**, au nom de la section de législation, présente le titre X du livre III du projet de Code civil.

Il est ainsi conçu :

*Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.*

## CHAPITRE PREMIER.

*Dispositions générales.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent :

« 1<sup>o</sup> Ils ne peuvent, par une disposition générale, se soumettre à aucune des anciennes lois ou coutumes qui sont abrogées par la présente;

« 2<sup>o</sup> Ils ne peuvent, par aucune disposition générale ou spéciale, déroger soit aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, soit aux droits conférés au survivant des époux par titres de la puissance paternelle et de la tutelle, soit aux dispositions prohibitives du Code civil;

« 3<sup>o</sup> Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux; sans préjudice des donations entre-vifs ou testamentaires, qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le Code. »

Art. 2. « Toutes conventions matrimoniales doivent être rédigées par acte authentique et devant notaire. »

Art. 3. « Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. »

Art. 4. « Les changements qui y seraient faits avant la célébration du mariage, doivent être constatés par acte authentique.

« Nul changement ou contre-lettre n'est au surplus valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage. »

Art. 5. « Tout changement, même revêtu des formes prescrites par l'article précédent, sera sans effet à l'égard des tiers, s'il n'a été rédigé à la suite de la minute du contrat de mariage, si l'expédition n'en est délivrée à la suite de l'expédition de ce contrat, et s'il n'en a été fait mention expresse sur le registre de l'enregistrement, en marge de l'article qui contient l'enregistrement du contrat. »

Art. 6. « Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible; et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, de ceux de ses parents dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage. »

## CHAPITRE II.

*De la communauté légale.*

Art. 7. « Il y a communauté entre les époux, s'il n'y a convention contraire. »

la femme; mais si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée, en cas de refus du mari, les créanciers, en l'absence des immeubles de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.  
Art. 21. « Lorsque la succession échue aux époux est en partie mobilière et partie immobilière, les dettes dont elle est grevée sont à la charge de la communauté dans la proportion de la portion contributive de chacun. Dans les dettes, eu égard à la nature mobilière comparée à celle des immeubles, la portion contributive se répartition.

Cette portion contributive se répartit sur l'inventaire auquel le mari doit faire approuver de son chef, si la succession lui est dévolue personnellement, soit comme dirigeant les actions de sa femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue. »

Art. 22. « A défaut d'inventaire, et dans les cas où ce défaut préjudicie à la femme, les héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre le recouvrement du droit, et même faire preuve, tant par papiers domestiques que par témoignage, du soin par la commune renommée, de l'existence et valeur du mobilier non inventorié.  
« Le mari n'est jamais recevable à contester la preuve. »

Art. 23. « Les dispositions de l'article précédent n'ont point d'effet à ce que les créanciers de la succession en partie mobilière et en partie immobilière poursuivent leur paiement sur les biens de la communauté, soit que la succession échue au mari, soit qu'elle soit échue à la femme, lorsque celle-ci l'a acceptée du côté de son mari; le tout sauf les réceptions.

« Il en est de même si la succession est acceptée par la femme que comme autorisée, en cas de refus du mari, et que néanmoins le mobilier a été confondu dans celui de la communauté par un inventaire préalable. »

Art. 24. « Si la succession n'a été acceptée que par la femme que comme autorisée, en cas de refus du mari, et s'il y a eu inventaire

« n'est pour l'établissement des enfants communs.  
« Il ne peut donner par un acte entre-vifs l'universalité de son mobilier.

« Il ne peut même faire une donation entre-vifs de partie de son mobilier avec réserve d'usufruit. »

Art. 29. « La donation testamentaire faite par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté.

« S'il a donné en cette forme un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature qu'autant que l'effet, par l'événement du partage, tombe au lot des héritiers du mari : si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet donné, sur la part des héritiers du mari dans la communauté, et sur les biens personnels de ce dernier. »

Art. 30. « Les amendes encourues par le mari pour crime n'emportant pas mort civile, peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à la femme ; celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue propriété de ses biens personnels, tant que dure la communauté. »

Art. 31. « Les condamnations prononcées contre l'un des deux époux pour crime emportant mort civile, ne frappent que sa part de la communauté et ses biens personnels. »

Art. 32. Les actes faits par la femme sans le consentement du mari, et même avec l'autorisation de la justice, n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce. »

Art. 33. « La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants, en cas d'absence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice. »

Art. 34. « Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme.

« Il peut exercer seul toutes les actions mobilières qui appartiennent à la femme.

« Il ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement.

« Il est responsable de tout dépérissement des capitaux de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires. »

Art. 35. « Les baux que le mari a faits des biens de sa femme pour un temps qui excède neuf ans, ne sont, en cas de dissolution de la communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers, que pour le temps qui reste à courir, soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf où il se trouve. »

Art. 36. « Les baux de neuf ans ou au-dessous que le mari a passés ou renouvelés des biens de sa femme, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque, s'il s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté. »

Art. 37. « La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est réputée, à l'égard de celui-ci, s'être obligée que comme caution ; elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée. »

Art. 38. « Le mari qui garantit solidairement ou

« ou qu'il ne soit prouvé que les der  
« recus par lui, ou ont tourné à son  
« Il est garant du défaut d'emploi  
« ploi, si la vente a été faite en sa p  
« son consentement; il ne l'est poin  
« de cet emploi. »

Art. 56. « La communauté, dissout  
« paration, soit de corps et de biens,  
« seulement, peut être rétablie du c  
« des deux parties.

« Elle ne peut l'être que par un ac  
« que passé devant notaires et avec

« En ce cas, la communauté réta  
« son effet du jour du mariage; les  
« remises au même état que s'il n'  
« eu de séparation; sans préjudice,  
« de l'exécution des actes d'admin  
« ont pu être faits par la femme da  
« valle.

« Toute convention par laquelle l  
« tabliraient leur communauté sous d  
« différentes de celles qui la réglea  
« rement, est nulle. »

Art. 57. « La dissolution de commu  
« par le divorce ou la séparation, s  
« et de biens, soit de biens seulemen  
« pas ouverture aux droits de survie c  
« mais celle-ci conserve la faculté d  
« lors de la mort naturelle ou civile d

#### SECTION IV.

*De l'acceptation de la communauté, et  
ciation qui peut être faite avec les c  
y sont relatives.*

Art. 58. « Après la dissolution de  
« nauté, la femme ou ses héritiers et  
« ont la faculté de l'accepter ou d'y  
« toute convention contraire est null

Art. 59. « La femme qui s'est imm  
« les biens de la communauté ne  
« noncer.

« Les actes purement administratif  
« vatoires n'emportent point immixt

Art. 60. « La femme majeure, qu  
« un acte la qualité de commune, l

« pas déchu de la faculté de renoncer si elle ne  
« s'est point immiscée et qu'elle ait fait inventaire;  
« elle peut seulement être poursuivie comme com-  
« mune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit  
« les frais faits contre elle jusqu'à sa renoncia-  
« tion.

« Elle peut également être poursuivie après  
« l'expiration des quarante jours depuis la clôture  
« de l'inventaire, s'il a été fait et clos avant les  
« trois mois. »

Art. 65. « La veuve qui a diverti ou recélé  
« quelques effets de la communauté, est déclarée  
« commune nonobstant sa renonciation : il en est  
« de même à l'égard de ses héritiers. »

Art. 66. « Si la veuve meurt avant l'expiration  
« des trois mois et quarante jours, ses héritiers  
« peuvent renoncer à la communauté dans les  
« formes établies ci-dessus, et y sont admis  
« même après ledit délai, et nonobstant le défaut  
« d'inventaire, tant qu'ils ne se sont point im-  
« miscés. »

Art. 67. « Les dispositions des articles 61 et sui-  
« vants sont applicables aux femmes des indi-  
« vidus morts civilement, à partir du moment où  
« la mort civile a commencé. »

Art. 68. « La femme divorcée ou séparée de  
« corps, qui n'a point, dans les trois mois et qua-  
« rante jours après le divorce ou la séparation dé-  
« finitivement prononcés, accepté la communauté,  
« est censée y avoir renoncé, à moins qu'étant  
« encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la  
« prorogation en justice, contradictoirement avec  
« le mari, ou lui dûment appelé. »

Art. 69. « Les créanciers de la femme peuvent  
« attaquer la renonciation qui aurait été faite par  
« elle ou par ses héritiers en fraude de leurs  
« créances, et accepter la communauté de leur  
« chef. »

#### SECTION V.

##### *Du partage de la communauté après l'acceptation.*

Art. 70. « Après l'acceptation de la communauté  
« par la femme ou ses héritiers, l'actif se partage,  
« et le passif est supporté de la manière aci-près  
« déterminée. »

#### § 1<sup>er</sup>.

##### *Du partage de l'actif.*

Art. 71. « Les époux ou leurs héritiers rappor-  
« tent à la masse des biens existants tout ce  
« dont ils sont débiteurs envers la communauté,  
« à titre de récompense ou d'indemnité, d'après  
« les règles ci-dessus prescrites, section II du pré-  
« sent titre. »

Art. 72. « Chaque époux ou son héritier rap-  
« porte également les sommes qui ont été tirées  
« de la communauté, ou la valeur des biens que  
« l'époux y a pris pour doter un enfant d'un  
« autre lit, ou pour doter personnellement l'en-  
« fant commun. »

Art. 73. « Sur la masse des biens, chaque époux  
« ou son héritier prélève :

- « 1<sup>o</sup> Ceux de ses biens personnels, et qui ne  
« sont point entrés en communauté, s'ils existent  
« en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi;
- « 2<sup>o</sup> Le prix des immeubles ou capitaux de rentes  
« qui ont été aliénés pendant la communauté, et  
« dont il n'a point été fait remploi;
- « 3<sup>o</sup> Les indemnités qui lui sont dues par la  
« communauté. »

Art. 74. « Les prélèvements de la femme s'exer-  
« cent avant ceux du mari.

« Ils s'exercent pour les biens qui n'existent  
« plus en nature, d'abord sur l'argent comptant,

« délibérer, de prendre sa nourriture  
« ses domestiques, soit sur les prov  
« tantes, s'il y en a, soit par emprun  
« de la masse commune, à la charg  
« modérément.

« Elle ne doit aucun loyer à raison  
« tion qu'elle a pu faire, pendant ces  
« une maison dépendant de la com  
« appartenant aux héritiers du m  
« maison qu'habitaient les époux à l'  
« dissolution de la communauté ét  
« tenue à titre de bail à loyer, la fen  
« tribuera point, pendant les inéme  
« paiement dudit loyer, lequel sera  
« masse. »

Art. 98. « La femme renonçante e  
« de toute contribution aux dettes de  
« nauté, tant à l'égard du mari que  
« ciers : elle reste néanmoins tenue  
« ci, lorsqu'elle s'est obligée conjoin  
« son mari, ou lorsque la dette, dever  
« la communauté, provenait origin  
« son chef ; le tout sauf son recours  
« mari ou ses héritiers. »

Art. 99. « Elle peut exercer toutes  
« et reprises ci-dessus détaillées, tant  
« de la communauté que sur les biens  
« du mari.

« Ses héritiers le peuvent de même  
« ce qui concerne le prélèvement  
« hardes, ainsi que le logement et  
« pendant le délai donné pour faire  
« délibérer, lesquels droits sont pr  
« sonnels à la femme survivante. »

### CHAPITRE III.

*Des conventions qui peuvent modifier la communauté légale, ou l'exclure totale*

#### SECTION PREMIÈRE.

*De la communauté conventionnelle, ou des conventions modificatives de la communauté légale*

Art. 100. « Les époux peuvent modifier la communauté légale par toutes espèces de conventions non contraires à l'article 1°

« prélevé ses apports dûment justifiés, le partage  
 « se borne aux acquêts faits par les époux, en-  
 « semble ou séparément, durant le mariage, et  
 « provenant tant de l'industrie commune que des  
 « économies faites sur les fruits et revenus des  
 « deux époux. »

Art. 102. « Si le mobilier existant lors du ma-  
 « riage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par  
 « inventaire ou état en bonne forme, il est réputé  
 « acquêt.

## § II.

*De la clause qui exclut de la communauté le mo-  
 bilier en tout ou partie.*

Art. 103. « Les époux peuvent exclure de leur  
 « communauté tout leur mobilier présent et futur.  
 « Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réci-  
 « proquement dans la communauté jusqu'à con-  
 « currence d'une somme ou d'une valeur déter-  
 « minée, ils sont, par cela seul, censés se réserver  
 « le surplus. »

Art. 104. « Cette clause rend l'époux débiteur  
 « envers la communauté de la somme qu'il a pro-  
 « mis d'y mettre, et l'oblige à justifier de cet  
 « apport. »

Art. 105. « L'apport est suffisamment justifié  
 « quant au mari, par la déclaration portée au  
 « contrat de mariage, que son mobilier est de  
 « telle valeur. »

« Il est suffisamment justifié, à l'égard de la  
 « femme, par la quittance que le mari lui donne,  
 « ou à ceux qui l'ont dotée. »

Art. 106. « Chaque époux a le droit de repren-  
 « dre et de prélever, lors de la dissolution de la  
 « communauté, la valeur de ce dont le mobilier  
 « qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est  
 « échu depuis, excédait sa mise en communauté. »

Art. 107. « Le mobilier qui échoit à chacun des  
 « époux pendant le mariage doit être constaté  
 « par un inventaire.

« A défaut d'inventaire du mobilier échu au  
 « mari, ou d'un titre propre à justifier de sa con-  
 « sistance et valeur, déduction faite des dettes,  
 « le mari ne peut en exercer la reprise.

« Si le défaut d'un inventaire porte sur le mo-  
 « bilier échu à la femme, celle-ci ou ses héri-  
 « tiers sont admis à faire preuve, soit par titres,  
 « soit par témoins, soit par commune renommée,  
 « de la valeur de ce mobilier. »

## § III.

*De la clause d'ameublement.*

Art. 108. « Lorsque les époux ou l'un d'eux font  
 « entrer en communauté tout ou partie de leurs  
 « immeubles présents ou futurs, cette clause s'ap-  
 « pelle *ameublement*. »

Art. 109. « L'ameublement peut être déter-  
 « miné ou indéterminé.

« Il est déterminé quand l'époux a déclaré  
 « ameubler et mettre en communauté un tel im-  
 « meuble, en tout ou jusqu'à concurrence d'une  
 « certaine somme.

« Il est indéterminé, quand l'époux a simple-  
 « ment déclaré apporter en communauté ses im-  
 « meubles jusqu'à concurrence d'une certaine  
 « somme. »

Art. 110. « L'effet de l'ameublement déter-  
 « miné est de rendre l'immeuble ou les immen-  
 « bles qui en sont frappés, biens de la commu-  
 « nauté comme les meubles mêmes.

« Le mari en peut disposer comme des autres  
 « effets de la communauté, et les aliéner en to-  
 « talité, lorsqu'ils sont ameublés en totalité.

« Si l'immeuble n'est ameublé que pour une



« communauté, la clause est un forfa  
« l'autre époux ou ses héritiers à pay  
« convenue, soit que la communaut  
« ou mauvaise, suffisante ou non, p  
« la somme. »

Art. 126. « Si la clause n'établit l  
« l'égard des héritiers de l'époux, c  
« le cas où il survit, a droit au part  
« moitié. »

Art. 127. « Le mari ou ses héritier  
« nent, en vertu de la clause énon  
« cle 123, la totalité de la comm  
« obligés d'en acquitter toutes les de  
« Les créanciers n'ont, en ce ca  
« tion contre la femme ni contre se  
« Si c'est la femme survivante qu  
« nant une somme convenue, le dr  
« toute la communauté contre les  
« mari, elle a le choix ou de leur  
« somme, en demeurant obligée  
« dettes, ou de renoncer à la com  
« d'en abandonner aux héritiers du m  
« et les charges. »

Art. 128. « Il est permis aux épou  
« que la totalité de la communauté  
« au survivant, ou à un d'eux seu  
« aux héritiers de l'autre à faire la  
« apports de leur auteur.

« Cette stipulation n'est point  
« avantage sujet aux règles relative  
« tions, soit quant au fond, soit quan  
« mais simplement une convention  
« entre associés. »

### § VIII.

#### *De la communauté à titre uni*

Art. 129. « Les époux peuvent éta  
« contrat de mariage, une commun  
« selle de leurs biens, tant meubles qu  
« présents et à venir, ou de tous leur  
« sents seulement, ou de tous leurs l  
« seulement. »

#### *Dispositions communes aux huit par la présente section.*

Art. 130. « Ce qui est dit aux huit  
« dont se compose la présente sect  
« pas à leurs dispositions précises le  
« dont est susceptible la commun

- « 1<sup>o</sup> Par la clause portant que tous les biens de la femme lui seront dotaux;
- « 2<sup>o</sup> Par la stipulation qu'ils lui seront tous paraphernaux;
- « 3<sup>o</sup> Par la déclaration formelle que les époux se marient sans communauté;
- « 4<sup>o</sup> Par la clause exprimant que les époux sont séparés de tous biens;
- « 5<sup>o</sup> Par la disposition mixte qui, embrassant la totalité des biens de la femme, stipule les uns dotaux et les autres paraphernaux. »

#### § 1<sup>er</sup>.

*De la clause qui établit tous les biens de la femme purement dotaux.*

Art. 133. « La clause portant que tous les biens de la femme lui seront dotaux ne donne point à celle-ci le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage. »

Art. 134. « Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il doit faire des capitaux après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice. »

Art. 135. « Si dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y en a de nature à se consumer par l'usage, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation. »

Art. 136. « Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit. »

Art. 137. « La stipulation de biens dotaux ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus, pour son entretien et ses besoins personnels. »

Art. 138. « Les immeubles constitués en dot, même dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables. »

« Toute convention contraire est nulle, sauf la stipulation du droit de retour, ou de toutes autres dispositions permises par le Code, notamment par les articles 337 et suivants du troisième livre, ou de la disposition officieuse, selon les formes et dans les cas déterminés par le Code. »

#### § II.

*Des paraphernaux.*

Art. 139. « Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage que tous les biens de la femme lui seraient paraphernaux, celle-ci conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus. »

Art. 140. « Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat, et s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. »

Art. 141. « Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme, même celle qui jouit de ses biens comme paraphernaux, ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice. »

« communauté, la clause est un forfait  
« l'autre époux ou ses héritiers à pa  
« convenue, soit que la communau  
« ou mauvaise, suffisante ou non, p  
« la somme. »

Art. 126. « Si la clause n'établit l  
« l'égard des héritiers de l'époux, c  
« le cas où il survit, a droit au part  
« moitié. »

Art. 127. « Le mari ou ses héritie  
« nent, en vertu de la clause énon  
« cle 123, la totalité de la comm  
« obligés d'en acquitter toutes les d

« Les créanciers n'ont, en ce ca  
« tion contre la femme ni contre s

« Si c'est la femme survivante q  
« nant une somme convenue, le di  
« toute la communauté contre les  
« mari, elle a le choix ou de leu  
« somme, en demeurant obligée  
« dettes, ou de renoncer à la com  
« d'en abandonner aux héritiers du  
« et les charges. »

Art. 128. « Il est permis aux épou  
« que la totalité de la communauté  
« au survivant, ou à un d'eux seu  
« aux héritiers de l'autre à faire le  
« apports de leur auteur.

« Cette stipulation n'est point  
« avantage sujet aux règles relativ  
« tions, soit quant au fond, soit qua  
« mais simplement une convention  
« entre associés. »

### § VIII.

#### *De la communauté à titre uni*

Art. 129. « Les époux peuvent éta  
« contrat de mariage, une commun  
« selle de leurs biens, tant meubles q  
« présents et à venir, ou de tous leu  
« sents seulement, ou de tous leurs  
« seulement. »

#### *Dispositions communes aux huit pa la présente section.*

Art. 130. « Ce qui est dit aux huit

- « 1° Par la clause portant que tous les biens de la femme lui seront dotaux ;
- « 2° Par la stipulation qu'ils lui seront tous paraphernaux ;
- « 3° Par la déclaration formelle que les époux se marient sans communauté ;
- « 4° Par la clause exprimant que les époux sont séparés de tous biens ;
- « 5° Par la disposition mixte qui, embrassant la totalité des biens de la femme, stipule les uns dotaux et les autres paraphernaux. »

# § 1<sup>er</sup>.

*De la clause qui établit tous les biens de la femme purement dotaux.*

Art. 133. « La clause portant que tous les biens de la femme lui seront dotaux ne donne point à celle-ci le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage. »

Art. 134. « Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il doit faire des capitaux après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice. »

Art. 135. « Si dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y en a de nature à se consumer par l'usage, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation. »

Art. 136. « Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit. »

Art. 137. « La stipulation de biens dotaux ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus, pour son entretien et ses besoins personnels. »

Art. 138. « Les immeubles constitués en dot, même dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables.

« Toute convention contraire est nulle, sauf la stipulation du droit de retour, ou de toutes autres dispositions permises par le Code, notamment par les articles 337 et suivants du troisième livre, ou de la disposition officieuse, selon les formes et dans les cas déterminés par le Code. »

# § II.

*Des paraphernaux.*

Art. 139. « Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage que tous les biens de la femme lui seraient paraphernaux, celle-ci conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus. »

Art. 140. « Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat, et s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. »

Art. 141. « Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme, même celle qui jouit de ses biens comme paraphernaux, ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.

trait plus direct à la communauté tend à la faire considérer comme :

Il ne faut pas, dit-on, que la moitié des bénéfices qui appartiennent à l'industrie du mari.

Mais cette non participation de l'épouse aux actes qui enrichissent l'union conjugale n'est pas une proposition bien hasardée. Un grand nombre de femmes qui ont des revenus pécuniaires, soit par leurs talents et leur économie, ont contribué au ménage autant et quelquefois plus que leurs maris. Cela n'est-il pas vrai, pour les femmes d'artisans et de cultivateurs ? C'est une classe importante de la société et qui n'en est pas moins intéressante. Et l'on doit remarquer que dans cette classe principalement il n'y a pas de contrats de mariage, ou à tout le plus un peu : c'est donc surtout pour elle que d'avoir un droit commun qui supplée aux conventions, et qui le fasse d'une manière équitable, la communauté légale remplira ce rôle.

Il reste à répondre à l'objection que si une société à laquelle l'un des associés seul renonce, offre une situation incompatible avec les principes de la société ordinaire.

Cela est vrai, dit le citoyen L., mais le mariage n'est point une société ordinaire ; s'agit donc de poser de bonnes règles pour la société, sans établir de comparaisons avec des sociétés qui ne lui ressemblent point. On peut dire que les difficultés touchant l'embarras des partages, etc., ne méritent pas une réponse : l'on exagérera sans doute, mais si la communauté est juste, on ne sera pas trop commode de la repousser, si ce n'est dans des cas où il faudra un jour la payer.

Toutes ces objections écartées, il ne reste qu'une vérité bien sentie ? C'est que la communauté sera un lien de plus entre les époux.

Au reste, il sera libre aux parties de stipuler ce qu'elles voudront, mais puisqu'il faut un droit commun pour les cas où il n'y aura pas de conventions, puisque ce droit commun doit varier selon les localités, et qu'il

On répondra que les parties ne sont pas forcément soumises au droit commun, puisqu'elles auront eu la faculté de l'exclure.

Mais pour user de cette faculté, il faut qu'elles fassent un contrat; de là des frais qu'elles voulaient peut-être s'épargner. Dans la plupart des pays de droit écrit, les habitants des campagnes se marient sans contrat. Il est d'ailleurs des circonstances où il peut répugner à l'amour-propre de faire un contrat, pour dire qu'on ne veut pas de contrat. Ces obstacles empêcheront plusieurs mariages; et cependant l'intérêt de l'État est qu'ils se multiplient.

La loi doit donc se borner à établir la communauté comme une institution positive que les parties prennent quand elle leur convient, et qui leur est étrangère quand elles ne croient pas devoir se l'appliquer. Ce principe est admis par le droit écrit; mais il dérive du droit naturel, qui laisse à chacun la liberté de former ou de ne pas former de contrat. Pourquoi priver de cette liberté les habitants des pays qui en ont contracté l'habitude?

La communauté n'était pas de droit commun dans une grande partie de la France. En général, ce qui est arbitraire ne peut être le droit commun. *Dumoulin* donne ce titre au droit romain, mais c'est parce qu'il n'avait pas reçu en France de sanction légale. La loi positive ne peut commander un droit commun; il n'en existe pas d'autre que celui qu'établit l'équité naturelle.

En soi, cette disposition serait une source de procès entre les époux lors de la dissolution du mariage: elle donnerait lieu à des arbitrages et à des frais qui souvent absorberaient les biens de la communauté, pour déterminer quels sont ceux du patrimoine des époux sur lesquels porte la communauté. Elle pouvait n'avoir pas ces inconvénients lorsque le mariage n'était dissous que par la mort; elle les aurait aujourd'hui que le divorce est admis; elle aurait de plus le désavantage de transmettre à la femme la moitié des fruits dus aux labours du mari, et d'en faire ainsi le prix des chagrins que celle qui les recueille a donnés à celui qui les a acquis.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** demande que, pour mieux reconnaître si la communauté des biens entre époux est dans l'ordre naturel, les partisans du droit écrit exposent comment les intérêts de chaque époux étaient distingués, surtout dans la classe moins aisée; comment ces intérêts étaient conciliés et ménagés, lorsque les parties n'avaient pas fait de contrat, et s'il n'en résultait aucunes difficultés.

Le citoyen **Maleville** répond que chacun des époux administrait ses biens pendant le mariage, et les reprenait après. Les acquêts appartenaient en entier au mari.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il est difficile d'admettre un système intermédiaire entre la communauté et la non communauté. Quand les époux ne se seront pas expliqués, il faudra bien que la loi décide s'ils sont ou ne sont pas communs en biens.

Au surplus, l'essence des choses repousse l'idée d'indépendance qu'on vient de présenter. Les époux sont nécessairement entre eux dans un état de société. Mais conçoit-on une société qui n'ait pas ses règles? Il en faut surtout pour une société aussi étroite que celle du mariage, société de tous les moments, qui agit incessamment sur toutes les circonstances de la vie; *individuum vitae consuetudinem continens*, et qui fait naître entre ceux qu'elle lie des obligations respectives. Les sociétaires doivent sans doute être libres de

[Disc. du projet de Code civil.]

ticle 7, c'est que, venant immédiatement après quelques dispositions générales, il est le plus important de sa série et le plus important dont il exprime l'un des points fondamentaux.

Le citoyen **Treilhارد** pense qu'il y a une certaine difficulté à soumettre dès à présent le chapitre 1<sup>er</sup>. Lorsqu'on arrive à l'article 7, qui commence le chapitre II, on se rappelle quel quel se rattache la question générale. On se demande s'il convient de l'ajourner.

Le citoyen **Boulay** observe que la question générale naît de l'art. 1<sup>er</sup> du chapitre I. On se demande si le système intermédiaire proposé par *Portalis*.

Le citoyen **Maleville** dit qu'il ne s'agit pas d'ajourner l'article 7 après la discussion des autres articles du chapitre II, afin que l'on sache bien ce qu'on veut dire.

Le citoyen **Bigot-Préaumont** est aussi d'avis de l'ajournement, afin de donner à cette grande question toute la maturité dont elle est susceptible. On se rappelle que dans la législation de Rome, on a successivement le sort des femmes. On a vu tout ce qui concerne leurs droits, leur condition pendant le mariage, leur subordination à l'idée de maintenir les rapports, la puissance absolue du mari. Dans les premiers temps, ce fut d'une vente que les femmes passaient sous la puissance paternelle sans n'apportaient point de dot; elle n'avait aucune propriété qui ne lui appartenait mari. On reconnut les inconvénients de cette société était exposée en laissant le mari à l'indigence. Le régime des dotal a été admis à succéder. Enfin elles obtin-

Au reste, il est difficile de concilier cette disposition avec celle qui précède, et qui laisse aux parties une liberté indéfinie dans leurs conventions matrimoniales, pourvu qu'elles ne blessent pas les mœurs.

Le citoyen **Tronchet** expose les motifs qui ont déterminé la section.

Elle a voulu empêcher les notaires de continuer à insérer dans leurs actes une clause usitée dans les contrats de mariage, lorsque les parties voulaient établir leur communauté sur d'autres principes que sur ceux de la coutume de leur domicile : on exprimait alors qu'elles se mariaient suivant telle ou telle coutume. Cette clause serait nulle après la confection du Code civil : puisqu'il abroge toutes les coutumes, il n'est plus possible de les reconnaître ; ou si on leur conservait une sorte d'existence, le système bien-faisant de l'uniformité des lois civiles serait dérangé.

Le consul **Cambacérés** ne pense pas que les stipulations dont vient de parler le citoyen **Tronchet** seraient nulles. Il ne doit y avoir de stipulations nulles que celles qui blessent les dispositions du Code civil.

Le citoyen **Berlier** dit que la proposition qu'on discute n'implique nulle contradiction avec la faculté laissée aux époux de régler leurs conventions comme ils le veulent. Cette faculté n'est point ici blessée *quant à la matière* ; elle n'est restreinte que *quant à la forme*. Les époux stipuleront en détail toutes les conditions de leur union ; mais ils ne pourront, en termes généraux, se référer à telle ancienne loi ou à telle ancienne coutume : voilà ce que dit l'article et ce qu'il devait dire, par respect pour le nouveau Code et pour atteindre les bienfaits qu'il promet. Ne serait-ce pas en effet perpétuer l'existence de quatre cents et quelques lois ou coutumes qui régissaient la France, que de permettre de s'y référer pour les conventions à venir ?

Qui veut la fin, continue le citoyen **Berlier**, doit vouloir les moyens ; or, plus d'uniformité, plus de Code civil proprement dit, si l'on permet cette bizarre alliance : et qu'on ne dise pas que dans les temps les plus orageux de la Révolution, il ne fut pas défendu de stipuler selon telle ou telle coutume, malgré la défaveur alors attachée à toutes les anciennes institutions ; cela est vrai : il y a même plus, car, sans stipulations, ces coutumes ont continué de régir les mariages faits dans leurs ressorts jusqu'à nos jours : mais pourquoi cela ? c'est parce que, jusqu'à présent, il n'y a point eu sur cette matière de nouvelles lois, et que, pour défendre de stipuler d'après les anciennes, *par référé et en termes généraux*, il fallait bien établir un droit nouveau. Ce moment est enfin arrivé, et cette situation nouvelle exige qu'il soit posé une barrière dont la volonté générale ne pourra s'offenser, quand la défense de rappeler les anciennes lois ou coutumes, comme règles des conventions futures, n'empêchera pas de convertir leurs dispositions en stipulations *spéciales* : s'il en résulte dans les premiers moments un peu d'embarras, c'est le tort de toutes les institutions nouvelles ; mais il faut renoncer à celle-ci, si l'on veut laisser les anciennes en concours avec elle.

Le citoyen **Réal** ajoute que le droit serait hérissé d'autant plus de difficultés, qu'il faudrait étudier à la fois et le droit qui a existé et le droit qui existe.

Le consul **Cambacérés** dit que cet inconvénient existerait en effet, si, par la rédaction, on autorisait expressément l'usage de rappeler les



de la puissance maritale. Cette question pourra, au surplus, être traitée par l'article 141 du projet, qui s'en occupe et qui propose d'interdire à toute femme l'aliénation de ses biens sans le consentement du mari ou l'autorisation de la justice.

Mais en ce moment on examine si la question est purement de savoir si on doit déroger à la puissance maritale et si les exceptions que la loi lui a faites ou lui fait ne sauraient faire un doute.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'en fait, les biens dotaux étaient administrés même par la femme; mais elle disposait de ses biens paraphernaux, et le droit écrit qui n'était point au parlement de Paris; car, dans ces dispositions, l'autorisation du mari était exigée. Elle n'était pas parce que le mari est le premier chef de la femme, et comme un devoir résultait pour elle qui lui est dû. Néanmoins elle ne constitue un obstacle, puisqu'elle n'est point absolue et qu'elle peut être suppléée par l'autorité judiciaire.

On a plus d'une fois reconnu, par exemple, qu'il était prudent de ne point l'autoriser elle-même.

Au surplus, permettre d'exclure la femme de cette autorisation, ce serait déroger à la puissance du titre du mariage, lequel, loin d'être commun entre les femmes, les comprend toutes dans la disposition, en spécial s'applique même à la femme non mariée. S'il s'élevait quelques difficultés sur l'application de l'article en discussion, les députés prononceraient; et il est certain qu'en vertu de l'article 211, ils proscriraient toute disposition tendant à affranchir la femme de la nécessité de prendre l'autorisation de son mari pour l'aliénation de ses biens; car la stipulation est valable s'il ne s'agissait que de l'administration. En effet, l'article 211 porte évidemment que le cas prévu par la disposition que l'on propose, l'autorisation du mari étant une conséquence de la puissance maritale, toute exception

liberté des conventions matrimoniales, du moins convient-il de ne pas la proclamer d'abord comme illimitée : elle deviendrait lusoire ; car les tribunaux n'oseraient lui laisser toute sa latitude, se trouvant gênés par la défense d'avoir égard aux dérogations même spéciales.

On a fait valoir l'intérêt public. Le seul intérêt qu'ait l'Etat dans cette matière, c'est que les mariages se multiplient, et dès lors il ne faut pas gêner ceux qui les contractent.

Le citoyen **Trellhard** dit que sans doute il faut faciliter les mariages, et que l'intention de la section n'a pas été d'y mettre des obstacles ; elle laisse aux conventions toute la latitude qu'elles doivent raisonnablement avoir : mais comme cette latitude ne peut pas être sans bornes, et qu'elle doit être illimitée par des exceptions, la section a pensé que celles qu'elle propose étaient nécessaires. Il convient d'examiner l'article sous ce rapport, et d'expliquer les intentions des rédacteurs.

Peut-être ces mots *générale* ou *spéciale* étaient-ils inutiles. On peut, sans inconvénient, les retrancher ; mais les exceptions doivent être conservées.

Le mari est, par la nature même des choses, le maître et le chef de la société ; car, dans toute association, un seul doit commander, et ce doit être celui à qui la nature a donné le plus de moyens pour la bien gouverner. On ne peut donc ôter au mari ses droits sans blesser l'ordre de la nature, et c'est seulement là ce que dit l'article. Il se borne à défendre toute stipulation qui rendrait la femme chef de la société conjugale.

Il ne parle de la puissance paternelle que pour défendre les stipulations qui priveraient le père de son pouvoir sur la personne de ses enfants et de l'usufruit de leurs biens.

Ce qu'il dit de la tutelle est conforme aux principes qui ont été adoptés. En arrêtant le titre *des tutelles*, on a repoussé toutes les propositions qui tendaient à priver la mère du titre honorable de *tutrice*, et l'on a pourvu en même temps à ce que sa faiblesse ne rendit pas ces égards funestes aux enfants. C'est dans cet esprit qu'on a autorisé le père à nommer un conseil de tutelle.

Il était nécessaire enfin d'empêcher toutes dérogations aux prohibitions contenues dans le Code civil ; il faudra, pour que cette défense n'entraîne aucun inconvénient, discuter avec soin les prohibitions qu'on voudra établir.

Au reste, la question est déjà jugée. L'article 217, au titre *du mariage*, décide que toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme ; et pour donner à cette disposition un plus grand caractère, on l'a placée au chapitre *des droits et des devoirs respectifs des époux*.

L'autorisation du mari est souvent utile ; elle n'est jamais dangereuse, puisque la femme peut en référer au juge.

Le citoyen **Maleville** propose de supprimer ces mots, ou *qui appartiennent au mari comme chef*, attendu que, sans ajouter rien à la loi, ils peuvent conduire à la fausse conséquence que la femme ne doit, en aucun cas, avoir la libre disposition de ses paraphernaux.

Le citoyen **Béranger** dit qu'en général il est inutile de pourvoir à ce que, sous prétexte de la liberté de stipuler sur les biens, on ne déroge aux dispositions qui règlent les rapports personnels entre les époux. La loi a exprimé ailleurs sa volonté sur ce dernier sujet. Le titre qu'on dis-

[Disc. du projet de Code civil.]

Les nos 2 et 3 sont adoptés.

L'article 2 est discuté.

Le citoyen **Maleville** observe qu'en droit écrit, on était dans l'usage de passer les contrats sous seing privé. Il pense qu'il n'est pas nécessaire de déclarer valables les actes qui auraient été passés jusqu'à la publication de la loi, à la charge par les contractants de les faire enregistrer dans un délai fixé. Ceci devrait être sans frais.

Le citoyen **Tronchet** répond que la loi civile, comme toute autre loi, ne produit son effet que pour l'avenir, il ne peut y avoir de difficultés sur ces sortes d'actes.

Le citoyen **Fourcroy** demande si les conventions matrimoniales après la publication de la loi.

Le citoyen **Tronchet** répond qu'il n'y a rien de changé.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Je)** propose qu'il est nécessaire de s'en proposer d'ajouter à la rédaction, *ava*  
*et par acte authentique.*

Cette rédaction est adoptée.

L'article 3 est discuté.

Le citoyen **Béranger** demande si les conventions matrimoniales qui seraient faites aux contractions matrimoniales depuis la célébration de la loi mais avant la publication du Code produiraient leur effet.

Le citoyen **Tronchet** répond que la loi sera jugée d'après le droit commun en vigueur à l'époque où elle sera promulguée.

Le citoyen **Maleville** demande si, d'après l'article, on pourra, après la célébration de la loi, ajouter à la dot suivant l'usage du pays de droit écrit.

Le citoyen **Treilhard** répond qu'il n'y a rien de changé.

La loi ne produit pas une convention.

L'article est adopté.

L'article 5 est discuté.

Le consul **Cambacérés** dit que cet article a l'inconvénient de faire dépendre la validité du changement fait aux conventions matrimoniales, de la négligence ou de la mauvaise volonté d'un simple employé de l'enregistrement.

Le citoyen **Treilhard** dit que la formalité prescrite par l'article est nécessaire pour empêcher qu'un tiers ne soit trompé par une dérogation cachée.

Le consul **Cambacérés** dit qu'alors il convient d'imposer des peines à la négligence ou à la mauvaise volonté de l'employé de l'enregistrement; que d'ailleurs on peut supprimer cette précaution, parce que le tiers dont il vient d'être parlé aura la facilité d'aller consulter l'acte chez le notaire qui l'aura reçu.

Le citoyen **Tronchet** dit que la publicité des contre-lettres est indispensable pour prévenir les surprises, quoique peut-être il serait préférable d'en abroger l'usage.

L'article est adopté avec le retranchement de ces mots : *et s'il n'en a été fait mention expresse sur le registre de l'enregistrement, en marge de l'article qui contient l'enregistrement du contrat.*

L'article 6 est adopté.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

# SÉANCE

DU 13 VENDÉMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 6 octobre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

On reprend la discussion du titre X du livre III, du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

Le citoyen **Berlier** fait lecture du chapitre II, de la communauté légale.

Le citoyen **Berlier** observe que l'article 7, qui est le premier de ce chapitre, ayant été ajourné dans la dernière séance, jusqu'après la discussion totale du même chapitre, il convient de passer aux articles suivants qui organisent la communauté conjugale considérée abstraction faite de l'article 7; la question de savoir si elle formera le droit commun restant encore indécise.

Quelque décision que l'on prenne à ce sujet, le citoyen **Berlier** pense que l'organisation proposée peut convenir, et sera en harmonie avec les habitudes des pays coutumiers, qui tous admettaient la communauté, à l'exception de ceux régis par les coutumes de Normandie, Reims et Auvergne.

Quant aux règles de la communauté, l'on n'a point cherché à innover, mais à améliorer, et surtout à recueillir et simplifier des préceptes épars et souvent obscurs.

La section I<sup>re</sup>, de ce qui compose la communauté, activement et passivement, est soumise à la discussion.

L'article 8 est discuté.

Le citoyen **Maleville** présente des observations sur cet article.

Il ne les propose que dans l'hypothèse où la communauté légale deviendrait le droit commun des pays qui n'y ont pas été soumis jusqu'à présent; car, si elle ne doit avoir lieu qu'en vertu d'une stipulation, il ne s'oppose pas à ce que ceux qui sont habitués à ce régime le conservent.

Suivant l'article en discussion, les époux sont

très-précieux lorsqu'il s'agit de réparer de la communauté dans des pays où connue.

L'opinant termine en proposant de communauté universelle la base du droit en permettant néanmoins les stipulations pour objet de la limiter.

Le citoyen **Tronchet** examine les positions contraires qui viennent d'être dont une tend à limiter la communauté à la rendre indéfinie.

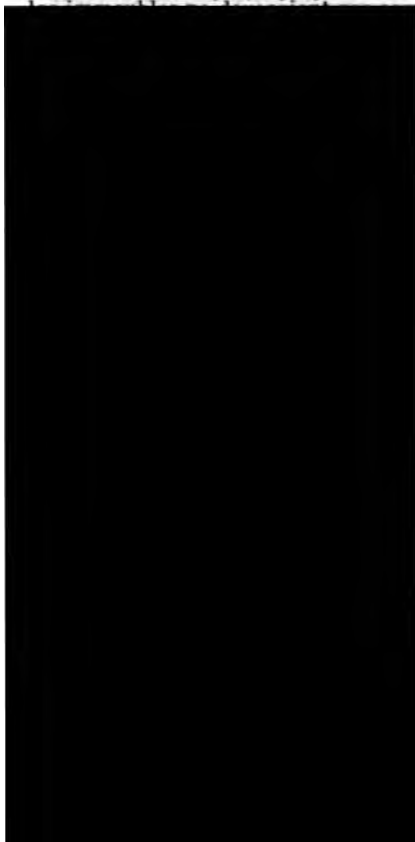
On fonde la première sur la possibilité communauté devienne le droit commun on la réduit aux conquêts, alors ce système du droit écrit qui formera le droit.

On a déjà exposé les considérations dicté la disposition qui est présentée communauté légale, soit sur la communauté contractuelle.

D'abord, la section a évité de proposer des nouvelles : elle s'est attachée à maintenir que les règles consacrées par l'usage.

Ensuite, c'est aller contre le but de d'exclure de la communauté les biens. La loi établit la communauté pour ceux qui font pas de contrat de mariage, ou qui lui qu'ils font, s'en réfèrent à cet égard commun ; ces précautions sont destinées à surmonter les difficultés. La loi manquera son objet, si elle laissait hors de la communauté les biens meubles que les époux possèdent avant le mariage, et ceux qui leur viennent depuis. Comment, après trente ans de mariage jusqu'aux effets à son usage que ceux qui ont apportés ? Les difficultés seraient innombrables et s'étendraient au patrimoine entier des campagnes où le mobilier compose souvent la fortune des époux : ceci concerne les femmes qui ne font pas de contrat de mariage, qui en font peuvent stipuler comme elles veulent sur leurs biens meubles, si elles les trouvent considérables pour les laisser tomber dans leur communauté.

Sur la seconde proposition, il importe bien pénétrer de l'importance de ne pas changer les habitudes. Le projet proposé les re-



des tribunaux de chaque pays, et l'on verra si c'est dans ceux de droit écrit que les mariages occasionnent plus de procès.

Le citoyen **Berlier** réplique que la coutume du ci-devant duché de Bourgogne faisait entrer les meubles dans la communauté conjugale, et que ce point de fait sera aisé à vérifier s'il pouvait être ici de quelque influence; mais cela paraît inutile pour décider la question.

La proposition du citoyen **Maleville** est rejetée.

Celle du citoyen **Béranger** n'est pas appuyée.

L'article est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

L'article 11 est discuté.

Le citoyen **Defermon** demande si, par cet article, on entend mobiliser les capitaux de rentes.

Autrefois, dit-il, les rentes étaient réputées immeubles, et alors il était facile de les connaître, parce que le prêt à intérêt étant défendu, elles seules faisaient produire un revenu à des capitaux. Mais ces sortes de prêts étant maintenant permis, même d'une manière si indéfinie que le taux de l'intérêt n'est pas réglé par la loi, il devient indispensable d'expliquer positivement ce qu'on appelle capitaux de rentes.

Le citoyen **Berlier** dit que ces mots, *capitaux de rentes*, ont une acception qui a semblé rendre inutile toute explication ultérieure; c'est une somme principale, aliénée de telle sorte que le créancier n'en peut demander le remboursement à aucune époque, bien que le débiteur puisse se libérer toujours.

Au surplus, l'opinant observe que si, par amendement au projet des rédacteurs du Code, la section a cru devoir refuser aux capitaux de rentes la qualité de meubles en communauté, c'a été d'abord parce que de tels capitaux sont souvent importants, et en second lieu, parce qu'il n'est pas difficile de connaître de quel chef ils proviennent.

Le citoyen **Jollivet** pense que la définition demandée est cependant nécessaire pour faire cesser la confusion d'idées que l'usage a introduite; car on considère assez généralement comme un capital de rente le prix d'un immeuble dont le paiement est fixé à un terme, mais qui jusque-là porte intérêt.

Le citoyen **Tronchet** dit que dans l'ancienne jurisprudence il n'y avait pas de doute sur la nature des rentes : elles étaient réputées immeubles, et n'entraient pas dans la communauté légale. Au reste, le caractère distinctif de ces sortes de biens n'est pas incertain. Le capital d'une rente est la somme donnée par le créancier comme prix de sa rente, que ce créancier ne peut jamais répéter, puisqu'elle est aliénée; mais que le débiteur peut rendre pour racheter la rente.

On a depuis mobilisé les capitaux de rente; ils entreraient donc de plein droit dans la communauté légale, si l'on n'avait égard qu'à leur nature; mais ces biens sont trop importants pour n'en être pas exceptés. Cette exception s'accorde d'ailleurs avec les motifs qui ont déterminé la désignation des biens auxquels la communauté légale doit s'étendre. On n'a eu intention, en effet, d'en comprendre que les biens qui se confondent nécessairement, parce que rien n'en indique l'origine : or les rentes reposent sur un titre qui en fait connaître le propriétaire.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il adopte cette règle; mais il voudrait qu'on lui donnât, dans ses conséquences, toute l'étendue dont elle est susceptible, en l'appliquant aux capitaux dont l'origine est attestée par des titres authentiques.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que le

l'immeuble ainsi acquis, on tombe dans le danger de l'hypothéquer aux dettes des autres biens au lieu qu'on l'en affranchit si l'époux a un titre d'hérédité. Cette considération doit faire tenir l'ancienne règle.

A l'égard de la seconde partie de l'article, le citoyen *Tronchet* observe qu'on n'y a pas le principe de l'option laissée à la femme après la dissolution de la communauté.

Il propose de réparer cette omission.

L'article est adopté avec l'amendement du citoyen *Tronchet*.

Les articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 sont adoptés.

La section II, de l'administration de la communauté, et de l'effet des actes de l'un des époux, relativement à la société conjugale, est mise à la discussion.

Les articles 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35 sont adoptés.

L'article 35 est discuté.

Le citoyen *Defermon* demande si l'article ne doit s'entendre que des baux faits par le mari seul, ou s'il s'étend aux baux faits conjointement par le mari et par la femme.

Le citoyen *Treilhard* répond qu'il n'y a pas à avoir de doute. L'article dit que si l'époux a fait seul des baux, qu'il ne s'agit que des baux faits par le mari seul, surplus on peut ajouter le mot *seul* pour rendre la loi encore plus claire.

L'article est adopté avec cet amendement.

Les articles 36, 37, 38, 39 et 40 sont adoptés.

L'article 41 est discuté.

Le citoyen *Jollivet* dit que l'objet de l'article est évidemment de pourvoir aux besoins de la femme, et que cependant, dans l'hypothèse où il lui deviendrait préjudiciable, si, lors de la dissolution de la communauté, les biens communaux trouvaient insuffisants pour fournir la somme due au prix de l'immeuble vendu. Il croit donc, au lieu de renvoyer dans tous les cas la femme à ces biens, de lui permettre d'en faire un autre emploi, même après que la communauté a été dissoute.

Le citoyen *Treilhard* dit que l'a

femme perdrait la faculté d'accepter au seul moment où elle pourrait en user avec discernement. En effet, jusqu'à l'inventaire, elle ignore les forces et les charges de la communauté : peut-être tous les biens qui la composent sont-ils absorbés par les dettes; c'est cependant dans cet état d'incertitude que, d'après le système proposé, elle serait obligée d'opter, et au contraire, à l'instant où elle acquerrait assez de lumières pour se déterminer avec connaissance, l'option lui serait interdite.

Le citoyen **Treilhard** pense qu'on pourrait décider que la femme sera admise à accepter le emploi, même après la dissolution de la communauté, lorsque la déclaration de emploi faite par le mari ne lui a pas été connue. Mais si elle a été présente et partie au contrat, il convient de lui refuser cet avantage. Elle a dû s'expliquer au moment même, parce que, sous aucun rapport, et surtout pour que les créanciers de la communauté ne soient pas trompés, la propriété de l'immeuble acquis et la nature de cette propriété ne peuvent pas demeurer incertaines.

Le citoyen **Jollivet** admet cette distinction.

Le citoyen **Tronchet** la rejette. Il dit que, dans aucun cas, la propriété ne peut demeurer incertaine par rapport aux créanciers. Il serait contre le bon ordre de permettre aux époux de se jouer de l'intérêt de tiers, et de remettre, après la dissolution de la communauté, à fixer la nature de l'immeuble.

Le citoyen **Treilhard** répond qu'il est impossible d'opposer le défaut d'acceptation à la femme qui n'a pu s'expliquer. On dira qu'elle a pu le faire postérieurement; mais elle a pour elle la présomption que le temps lui a manqué, ou qu'elle a été empêchée d'une autre manière.

Le citoyen **Berlier** dit que la faculté réclamée par le citoyen **Jollivet** au profit de la femme aurait pour désavantage de laisser la propriété longtemps incertaine; et que deviendraient, dans l'interval, les actions des tiers? Que deviendraient aussi les droits par eux acquis à l'époque où il plairait à la femme d'accepter le emploi? Si le contrat ne s'est point formé avec elle dès l'origine, il doit lui rester pour toujours étranger.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il faudrait encore amender cet amendement par la condition que l'immeuble existera encore en nature dans la communauté, et n'aura pas été hypothéqué; car il est conquis de communauté tant que l'acceptation de la femme ne lui a pas donné la qualité de propre.

Le consul **Cambacérès** et le citoyen **Treilhard** disent que l'article doit être ainsi entendu.

Le citoyen **Berlier** observe que tous ces amendements et sous-amendements sont peut-être la meilleure preuve de la bonté de l'article; car si la femme, à l'égard de laquelle il n'existe point de vrai contrat, ne peut se prévaloir de la déclaration de son mari que sauf le droit d'autrui, le emploi ne lui offre pas plus d'avantages que l'action ordinaire pour ses reprises, qu'elle peut exercer sur cet immeuble comme sur tous autres.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 42, 43, 44 et 45 sont adoptés.

La section III, *de la dissolution de la communauté, et de quelques-unes de ses suites*, est soumise à la discussion.

L'article 46 est adopté.

L'article 47 est discuté.

Le citoyen **Réal** dit que cet article indique le danger que courent les intérêts du mineur, mais qu'il n'indique pas également le remède.



l'immeuble ainsi acquis, on tombe sous le coup de l'hypothèque aux dettes au lieu qu'on l'en affranchit si l'on a le titre d'hérédité. Cette considération tend à maintenir l'ancienne règle.

A l'égard de la seconde partie, le citoyen **Tronchet** observe qu'on ne peut pas le principe de l'option laissée à la femme après la dissolution de la communauté.

Il propose de réparer cette omission.

L'article est adopté avec l'amen-  
dement du citoyen **Tronchet**.

Les articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 sont adoptés.

La section II, de l'administration de la communauté, et de l'effet des actes de l'époux, relativement à la société conjugale, est mise à la discussion.

Les articles 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36 sont adoptés.

L'article 35 est discuté.

Le citoyen **Defermon** demande que des baux faits par le mari seul, ou s'il s'étend aux baux faits par le mari et par la femme.

Le citoyen **Treilhard** répond que pas y avoir de doute. L'article dit que si qu'il ne s'agit que des baux faits par le mari seul, on peut ajouter le mot « par la femme » à la loi encore plus claire.

L'article est adopté avec cet amendement.

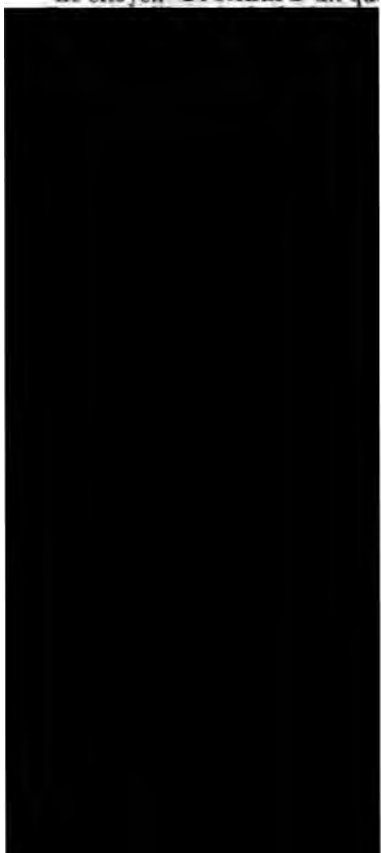
Les articles 36, 37, 38, 39 et 40 sont adoptés.

L'article 41 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** dit que l'article est évidemment de pourvoir à la femme, et que cependant, dans le cas où il lui deviendrait préjudiciable, si la communauté est dissoute, les biens de la communauté, les biens de la femme, trouvent insuffisants pour fournir le prix de l'immeuble vendu.

Il propose, au lieu de renvoyer dans la communauté, de lui permettre de reprendre son emploi, même après que la communauté est dissoute.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'il



femme perdrait la faculté d'accepter au seul moment où elle pourrait en user avec discernement. En effet, jusqu'à l'inventaire, elle ignore les forces et les charges de la communauté : peut-être tous les biens qui la composent sont-ils absorbés par les dettes; c'est cependant dans cet état d'incertitude que, d'après le système proposé, elle serait obligée d'opter, et au contraire, à l'instant où elle acquerrait assez de lumières pour se déterminer avec connaissance, l'option lui serait interdite.

Le citoyen **Treilhard** pense qu'on pourrait décider que la femme sera admise à accepter le remploi, même après la dissolution de la communauté, lorsque la déclaration de remploi faite par le mari ne lui a pas été connue. Mais si elle a été présente et partie au contrat, il convient de lui refuser cet avantage. Elle a dû s'expliquer au moment même, parce que, sous aucun rapport, et surtout pour que les créanciers de la communauté ne soient pas trompés, la propriété de l'immeuble acquis et la nature de cette propriété ne peuvent pas demeurer incertaines.

Le citoyen **Jollivet** admet cette distinction.

Le citoyen **Tronchet** la rejette. Il dit que, dans aucun cas, la propriété ne peut demeurer incertaine par rapport aux créanciers. Il serait contre le bon ordre de permettre aux époux de se jouer de l'intérêt de tiers, et de remettre, après la dissolution de la communauté, à fixer la nature de l'immeuble.

Le citoyen **Treilhard** répond qu'il est impossible d'opposer le défaut d'acceptation à la femme qui n'a pu s'expliquer. On dira qu'elle a pu le faire postérieurement; mais elle a pour elle la présomption que le temps lui a manqué, ou qu'elle a été empêchée d'une autre manière.

Le citoyen **Berlier** dit que la faculté réclamée par le citoyen **Jollivet** au profit de la femme aurait pour désavantage de laisser la propriété longtemps incertaine; et que deviendraient, dans l'intervalle, les actions des tiers? Que deviendraient aussi les droits par eux acquis à l'époque où il plairait à la femme d'accepter le remploi? Si le contrat ne s'est point formé avec elle dès l'origine, il doit lui rester pour toujours étranger.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il faudrait encore amender cet amendement par la condition que l'immeuble existera encore en nature dans la communauté, et n'aura pas été hypothéqué; car il est conquis de communauté tant que l'acceptation de la femme ne lui a pas donné la qualité de propre.

Le consul **Cambacérès** et le citoyen **Treilhard** disent que l'article doit être ainsi entendu.

Le citoyen **Berlier** observe que tous ces amendements et sous-amendements sont peut-être la meilleure preuve de la bonté de l'article; car si la femme, à l'égard de laquelle il n'existe point de vrai contrat, ne peut se prévaloir de la déclaration de son mari que sauf le droit d'autrui, le remploi ne lui offre pas plus d'avantages que l'action ordinaire pour ses reprises, qu'elle peut exercer sur cet immeuble comme sur tous autres.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 42, 43, 44 et 45 sont adoptés.

La section III, *de la dissolution de la communauté, et de quelques-unes de ses suites*, est soumise à la discussion.

L'article 46 est adopté.

L'article 47 est discuté.

Le citoyen **Réal** dit que cet article indique le danger que courent les intérêts du mineur, mais qu'il n'indique pas également le remède.

stant de ce qu'elle n'était pas  
blique, et que par cette raison  
devait pas être affichée au tribu  
se faisait séparer clandestinemer  
duisait ensuite ses créanciers, e  
un faux procès-verbal de vent  
femme propriétaire des meubles

Le citoyen **Bigot-Préamen**  
impossible d'imposer à la fen  
d'appeler les créanciers; que, n'  
ministration, elle n'est même p  
connaître tous, et que d'ailleurs  
extrême donnerait lieu à une  
qui entraîneraient et beaucoup  
beaucoup de frais.

Au reste, tout est solennel dan  
les motifs et les causes qui l'o  
sont consignés : si donc elle a  
par collusion entre le mari et la  
permis aux créanciers d'intenter  
cause de fraude.

Le citoyen **Treilhard** dit qu  
du citoyen *Regnauld (de Saint-J*  
remédierait pas aux inconvénie  
qués. Dans son hypothèse, en e  
poser que les époux agissent de  
ce concert existe, ils auront à  
quelques créanciers supposés pa  
ront entamer des poursuites, afi  
en les appelant, paraisse remplir  
posée à la séparation, et elle :  
qu'elle n'a pas connu les autre  
seront les seuls véritables.

Il suffit donc de poser ici le p  
blicité, et de renvoyer, pour le n  
au Code de la *procédure civile* de  
tient sur ce sujet les dispositions

La section IV, de l'acceptation de la communauté, et de la renonciation qui peut y être avec les conditions qui y sont relatives, est soumise à la discussion.

L'article 58 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** observe que cet article paraît en contradiction avec l'article 1<sup>er</sup>, qui établit la liberté des stipulations matrimoniales.

Le citoyen **Berlier** répond que le mari étant, par la nature des choses, le maître absolu de la communauté, il doit être accordé quelque chose à la femme ou à ses héritiers, non pour contrebalancer ce pouvoir, mais afin qu'à son terme les résultats n'en atteignent pas leur propre substance d'une manière souvent ruineuse.

La faculté de renoncer est juste, sans doute, dans une société de cette espèce, et ce point n'est pas même contesté; mais s'il en est ainsi, pourquoi voudrait-on qu'il fût permis de se départir d'une telle faculté? Elle est ici conservatrice des droits du faible. Elle est véritablement d'ordre public, et la prohibition d'y déroger doit être maintenue.

L'article est adopté.

Les articles 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69 sont adoptés.

La section V, du partage de la communauté après l'acceptation, est soumise à la discussion.

Les articles qui la composent ne donnent lieu à aucune observation, et sont adoptés.

La section VI de la renonciation à la communauté, et de ses effets, est soumise à la discussion.

Les articles qui la composent sont adoptés sans observations.

L'article 7, ajourné après le chapitre II, est soumis à la discussion.

Le citoyen **Maleville** dit qu'il persiste dans l'opinion qu'il a précédemment émise.

La communauté légale n'était pas le droit commun de la majorité de la France. Elle était d'abord inconnue dans tous les pays de droit écrit, qui en forment une si grande partie; elle était rejetée dans la vaste province de Normandie, et réduite à la société d'acquêts dans les deux Bourgognes, et d'autres coutumes particulières: cependant, si on doit rendre un droit commun, c'est celui, sans doute, auquel la majorité du peuple est déjà habituée, toutes choses d'ailleurs égales.

On a fait valoir le silence des tribunaux comme un indice qu'elle est avouée par l'opinion publique. De tous les tribunaux placés dans le pays de droit écrit, un seul, a-t-on dit, celui de Montpellier, a réclamé.

On aurait dû ajouter celui de Rouen, qui s'est également élevé contre la communauté légale. Mais en général on interprète mal le silence des tribunaux: il n'est pas de leur part un aveu. On a eu occasion depuis de s'instruire d'une manière particulière du sentiment de ceux des pays de droit écrit, et de se convaincre qu'il n'est nullement favorable à la communauté.

D'ailleurs les choses ne seraient pas égales entre les diverses parties du territoire français. Le système de la communauté, en effet, est absolument inconnu dans les pays de droit écrit, et cependant il ne leur suffira pas, pour s'y soustraire, de l'exclure par une stipulation générale; il faudra encore, à la manière dont la loi est rédigée, entrer dans une foule de détails, et recourir à beaucoup de stipulations particulières, si l'on veut qu'il ne conserve aucune influence sur la communauté conjugale.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il croit en général le système de la communauté le plus ap-

ment du mari, sans causes légitimes, elle interdit à la femme d'en disposer entre-vifs, mais elle lui laisse la faculté de le faire par testament, parce qu'alors l'effet que dans un temps où le mari n'a aucun droit aux fruits. Ainsi la dot est aliénable après la dissolution du mariage, mais l'inaliénabilité n'a rien de commun avec les substitutions, ni avec le mariage qui ne peut avoir lieu qu'à une condition, l'inaliénabilité a cessé.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il ne voit pas les motifs de l'innovation proposée. Il ne voit même pas l'utilité des dispositions destinées à fixer le système du droit.

D'abord, ils n'énoncent pas à quelles conditions toutes les maximes que le droit écrit a établies, il suffit d'avoir établi un droit écrit, d'avoir laissé aux parties la liberté de choisir entre les usages qu'elles préféreront, de prendre le droit écrit pour règle de leur conduite. Il n'est pas besoin, pour qu'un droit écrit ait tous ses effets, d'insérer les dispositions du droit écrit dans le Code civil; mais au contraire, non plus l'affaiblir, en dénaturant les dispositions.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'il ne voit pas de concilier l'inaliénabilité de la dot avec le commerce et l'abolition de la dotalité. Pourquoi, de tous les biens qui sont dotaux sont-ils seuls soumis à l'inaliénabilité? L'inaliénabilité en assurant la conservation de la famille; mais cet intérêt est de l'ordre de la police du législateur. L'obligation de la dot est au père par le droit naturel; elle est au fils par toute condition et de toute espèce.

Au reste, même dans les pays coutumiers, on a si bien reconnu que l'inaliénabilité était impossible, qu'on l'a modifiée par de nombreuses exceptions.

Dans les pays coutumiers, on a permis au mari de donner une dot, et cependant on n'y a pris que des précautions imaginées par le droit naturel pour en assurer la conservation; on y a pris des moyens moins extraordinaires que dans le droit écrit.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il ne voit pas l'utilité de l'inaliénabilité n'a jamais été

## SÉANCE

DU 20 VENDÉMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 13 octobre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.Le citoyen **Treilhارد** présente le livre II du projet de Code civil, intitulé *des biens et des différentes modifications de la propriété*.

Il dit qu'il croit inutile de faire précéder d'une explication la discussion du projet qu'il présente au nom de la section. Les articles qu'il contient sont presque entièrement pris du projet de Code civil : les principes qu'il offre sont universellement connus.

Le citoyen **Treilhارد** présente à la discussion le titre 1<sup>er</sup> de ce livre.

Il est ainsi conçu :

*De la distinction des biens.*Art. 510. « Tous les biens sont meubles ou im  
« meubles ;« Ils appartiennent ou à la nation en corps, ou  
« à des communes, ou à des particuliers. »

## CHAPITRE PREMIER.

*Des immeubles.*Art. 511. « Les biens sont immeubles ou par  
« leur nature, ou par leur destination, ou par  
« l'objet auquel ils s'appliquent. »Art. 512. « Les fonds de terre et les bâtiments  
« sont immeubles par leur nature. »Art. 513. « Les moulins à vent ou à eau, fixes  
« sur piliers et faisant partie du bâtiment, sont  
« aussi immeubles par leur nature. »Art. 514. « Les récoltes pendantes par les racines,  
« et les fruits des arbres non encore recueillis,  
« sont pareillement immeubles ; et néanmoins le  
« propriétaire qui fait saisir les fruits à défaut de  
« paiement du prix de la ferme n'est pas tenu  
« de remplir les mêmes formalités que pour la  
« saisie des immeubles, ainsi qu'il est expliqué  
« au Code de la procédure judiciaire.« Dès que les grains sont coupés, et les fruits  
« détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.« Si une partie seulement de la récolte est  
« coupée, cette partie seule est meuble. »Art. 515. « Les coupes ordinaires des bois taillis  
« ou des futaies mises en coupes réglées ne  
« deviennent meubles qu'au fur et à mesure que  
« les arbres sont abattus. »Art. 516. « Les animaux que le propriétaire du  
« fonds livre au fermier ou au métayer pour la  
« culture, estimés ou non, sont censés immeu-  
« bles, tant qu'ils demeurent attachés au fonds  
« par l'état de la convention.« Ceux qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au  
« fermier ou métayer sont meubles. »Art. 517. « Les tuyaux servant à la conduite des  
« eaux dans une maison ou autre héritage sont  
« immeubles et font partie du fonds auquel ils  
« sont attachés. »Art. 518. « Les objets que le propriétaire d'un  
« fonds y a placés pour le service de l'exploita-  
« tion de ce fonds sont immeubles par destina-  
« tion.

« Ainsi, sont immeubles par destination :

« Les animaux attachés à la culture,

« Les ustensiles aratoires,

« Les semences données aux fermiers ou colons  
« partiaires,

« Les pigeons des colombiers,

« Les lapins de garennes,

« Les ruches à miel,

« Les poissons des étangs,

à l'insuffisance des secours que l'on octroie.

Au surplus, il est encore d'autres établissements publics que les hospices; on s'agit pas d'agiter et de décider la question de savoir s'il est avantageux de supprimer les établissements publics en général; il s'agit de ne pas la priver. On pourrait donc ajouter que, quant à leurs biens, les établissements sont soumis à des règles particulières.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il ne faut pas tester aux établissements publics les biens qui leur sont affectés; mais que l'importante question est de savoir s'ils peuvent être propriétaires de biens. L'Assemblée constituante, et jusqu'à présent, ont décidé que ces sortes de biens sont à la nation.

La section n'a pas cru devoir se prononcer sur cette question. Si c'était ici le lieu de le faire, ce serait facile de prouver qu'on ne peut pas supprimer tous les caractères de la propriété publique; si le surséance est supprimée, à quelle condition de ses biens? à la nation? à la commune? Le propriétaire de ces biens, puisqu'il ne peut pas les prendre quand elle veut. Il est plus loyal de déclarer dès à présent que de reconnaître un droit de propriété dérisoire; que de reconnaître véritablement propriétaire, et qu'il ne peut abuser et disposer.

Ce serait à tort qu'on voudrait faire des réflexions aux communes: elle est dans une position bien différente. Leur existence est permanente; si une commune est supprimée, elle ne peut que pour être réunie à une autre commune; elle ne peut donc pas d'être absolument; elle n'a pas d'existence individuelle, pour se séparer avec une autre commune. Les établissements publics, au contraire, n'existent que dans le lieu où ils sont placés; si le lieu vient à être inutile, même dangereux, et alors ils cessent absolument.

es tirent

sements  
er, par  
2. Il ne  
nant la  
les éta-  
es pro-  
gative-  
le que,  
publics

ut con-  
d'admi-  
et d'en  
e savoir  
devant  
lle. Il a  
iennent

de cette  
iner, il  
trouver  
publics  
établis-  
a dispo-  
st donc  
libre de  
mple et  
nation  
ospires  
-là seul  
user,

uer ces  
ns une  
st per-  
ce n'est  
e cesse  
que son  
ifondre  
nts pu-  
lement  
ty de-  
prime,

blisse-  
s : gé-  
uliers,  
orie ne  
spices.  
ue ce  
is qu'il  
omen-  
blerait  
ublics.  
ant la

nt.  
nt du  
is à la

osition  
, par  
partie  
e bâti-  
-il ne  
lle il a

tes de  
nation

générale d'usines; et qu'ainsi, l'article 518 les déclare immeubles.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'en effet l'intention de la section a été de les comprendre dans cet article.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** ajoute qu'on doit interpréter cet article par l'article 524.

L'article est adopté.

L'article 514 est discuté.

Le citoyen **Maleville** observe que cet article, en déclarant immeubles les fruits pendants par les racines, dispense néanmoins le propriétaire qui les fait saisir à défaut de paiement du prix de la ferme, de remplir les formalités prescrites pour la saisie des immeubles. Il propose de modifier de la même manière la disposition de l'article 516, relative aux animaux livrés par le propriétaire au métayer pour la culture du fonds, sans quoi, et si l'exception est exprimée pour un cas et non pour l'autre, on croira qu'elle a été exclue pour celui-ci.

Cette proposition est adoptée.

Le citoyen **Dauchy** propose de dispenser également les percepteurs des contributions de remplir pour la saisie des fruits non recueillis, les mêmes formalités que pour la saisie des immeubles.

Le consul **Cambacérés** dit que les collecteurs ont toujours joui de ce privilège.

Au surplus, l'article ne préjuge rien contre eux, puisqu'il ne réserve pas au propriétaire *exclusivement* la faculté qu'il lui donne; il ne s'oppose pas à ce qu'on l'accorde également aux percepteurs.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'article a seulement pour objet d'établir une règle entre le propriétaire qui succède, ou à un autre propriétaire, ou à un usufruitier. C'est uniquement pour ce cas qu'il déclare immeubles les fruits non encore recueillis; il ne concerne pas les créanciers : s'ils saisissent l'immeuble, ils saisissent avec les fruits pendants par les racines; s'ils ne les saisissent pas, ils ont, à l'égard des récoltes non faites, le droit d'opposition ou de saisie-arrêt, d'après les règles qui seront établies au Code de la *procédure civile*.

Le citoyen **Pelet** pense que l'article devrait s'en expliquer autrement : on pourrait croire qu'il abroge l'usage de saisir les fruits avant la récolte, et de les mettre en séquestre.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) observe que dans le Code de la *procédure civile*, il y aura un titre sur la saisie-brandon.

Le citoyen **Tronchet** propose d'y renvoyer, en ajoutant à l'article : *sans préjudice de la saisie des fruits, ainsi qu'il sera dit au Code de la procédure*.

Le consul **Cambacérés** pense que le Code civil ne doit s'appliquer d'aucune manière sur un point qui appartient en entier au Code de la *procédure*. Il propose en conséquence de supprimer la fin du premier alinéa depuis ces mots : *et néanmoins le propriétaire*.

Cet amendement est adopté.

L'article 515 est adopté.

L'article 516 est discuté.

Le citoyen **Defermon** demande que la disposition de cet article soit étendue à tous les animaux donnés par le propriétaire, même à titre de cheptel.

Le citoyen **Trellhard** dit que dans l'esprit de l'article, ils font tous également partie du fonds.

Le citoyen **Pelet** demande que les vers à soie qui se trouvent dans un fonds, et les usines des-



[Disc. du projet de Code civil]

tachés à son intérêt. Il est évident que, dans ce cas, la transcription devient inutile.

Ces entreprises, au surplus, ne sont pas de la vertu d'une loi. Peut-être faut-il décider que, si l'action est mobilière, elle ne donne pas droit à la transcription. Peut-être faut-il décider que, si l'action est immobilière, elle ne donne pas droit à la transcription.

Le citoyen **Treilhard** propose de renvoyer la question au Code du commerce.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il préfère à résoudre la difficulté de renvoyer la question au Code du commerce soit discuté. Il pense que, si l'action est mobilière, elle ne donne pas droit à la transcription. Il pense que, si l'action est immobilière, elle ne donne pas droit à la transcription.

Le citoyen **Tronchet** propose de renvoyer la question au Code du commerce. Il pense que, si l'action est mobilière, elle ne donne pas droit à la transcription. Il pense que, si l'action est immobilière, elle ne donne pas droit à la transcription.

Cette distinction est adoptée.

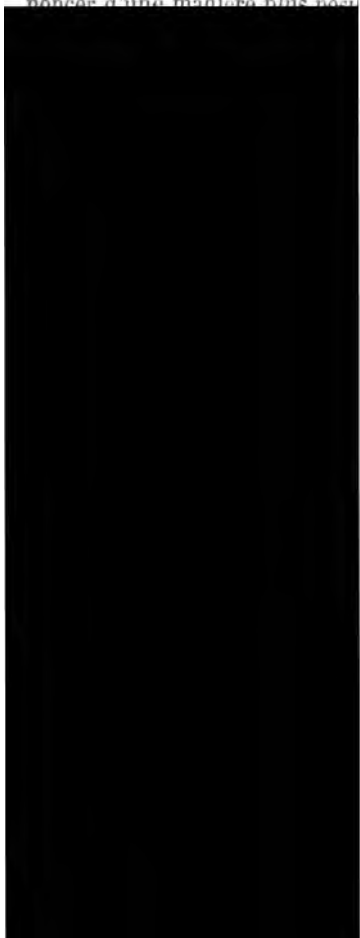
Le consul **Cambacérès** dit qu'il préfère à résoudre la difficulté de renvoyer la question au Code du commerce soit discuté. Il pense que, si l'action est mobilière, elle ne donne pas droit à la transcription. Il pense que, si l'action est immobilière, elle ne donne pas droit à la transcription.

La section propose de les classer comme meubles, même quand elles représentent des biens immobiliers aliénés. Il serait juste de leur donner aux particuliers le droit de stipuler que, si l'action est immobilière, elle ne donne pas droit à la transcription.

La proposition du Consul est adoptée.

Les articles 524, 525 et 526 sont adoptés. L'article 527 est discuté.

Le citoyen **Cretet** pense qu'il faut décider d'une manière plus positive.



lans ces  
it qu'en  
xaminer  
une en-  
ner sans  
voyer la  
eut dif-  
que le  
de dés-  
qu'elle  
neubles.  
tion du  
st meu-  
ire des  
des qui  
a suivi  
a ques-  
er, par  
des con-  
la dis-  
nature  
neubles,  
un im-  
moins  
rentes  
ée à la  
de pro-  
nature  
ujet de  
(*Angély*)  
et indé-  
t : elles  
tachées  
de.  
donner  
ressoir  
dans la  
ne peut  
pétuelle  
la des-  
la na-  
n'a été  
ication  
été ré-  
ets in-  
i, à ce  
orce de  
itume :  
on que  
oplique  
comme  
placer  
ualité  
e leur  
la loi  
t cette  
imaux  
e doit  
es pla-  
e était

nécessairement meuble, par cela seul qu'elle peut être enlevée sans dégradation de l'immeuble, il faudrait aller jusqu'à regarder comme meubles les statues placées dans les niches.

L'article est adopté.

Le Conseil décide qu'on exprimera dans l'article 519, que les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Les articles 528 et 529 sont adoptés.

Le chapitre III, *des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent*, est soumis à la discussion.

L'article 530 est discuté.

Le citoyen **Béranger** demande la suppression de la première partie de cet article, parce que le principe qu'il pose se retrouve dans l'article 537.

Le citoyen **Trellhard** dit que l'article 537 définit la propriété en général; mais que, comme les particuliers, l'État et les communes ne disposant pas de leurs biens de la même manière, il a fallu exprimer cette différence dans un autre article.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) demande que la seconde disposition de l'article soit étendue aux biens des établissements publics.

Le citoyen **Trellhard** propose de la rédiger ainsi : *les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, etc.*

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 531 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) observe que cet article doit être réformé, en ce qu'il comprend indistinctement dans le domaine public, les chemins publics, les rues et places publiques; il fait remarquer que les lois distinguent entre les grandes routes et les chemins vicinaux; ceux-ci sont la propriété des communes, et entretenus par elles. Ce principe est dans la jurisprudence du Conseil. Chaque jour, des arrêtés mettent l'entretien des chemins vicinaux à la charge des communes. Quant aux rues et places publiques, elles sont aussi la propriété des communes, aux termes de la loi du 11 frimaire an VII, de divers arrêtés du Gouvernement, et notamment de celui rendu pour la commune de Paris, relativement au percement d'une rue. Il n'y a d'exception à ce principe que pour les rues et places où passent les grandes routes entretenues par l'État.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'en effet les chemins vicinaux et les rues, qui ne sont pas grandes routes, appartiennent aux communes.

Le citoyen **Tronchet** observe qu'il y a des chemins qui, sans être grandes routes, appartiennent cependant à la nation.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit qu'il est facile de distinguer les chemins dont la propriété appartient à la nation; ce sont ceux qu'elle entretient.

La distinction proposée par le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*), sur les chemins vicinaux, et le retranchement de l'énonciation des rues et places publiques, sont adoptés.

Le citoyen **Cretet** demande qu'on déclare aussi les chemins de halage propriété nationale.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 532, 533, 534, 535 et 536 sont adoptés.

Le citoyen **Trellhard** présente le titre II.

Il est ainsi conçu :

### *De la propriété.*

Art. 537. « La propriété est le droit de jouir e

Art. 556. « Si une rivière ou  
« formant un bras nouveau, cou  
« le champ d'un propriétaire ri  
« une île, ce propriétaire conse  
« de son champ, encore que l'il  
« dans un fleuve ou dans une r  
« ou flottable. »

Art. 557. « Si un fleuve ou un  
« gable, flottable ou non, se for  
« cours en abandonnant son anc  
« priétaires des fonds qu'il vie  
« prennent, à titre d'indemnité,  
« donné, chacun dans la propor  
« qui lui a été enlevé. »

Art. 558. « Les pigeons, lapin  
« passent dans un autre colom  
« étang, appartiennent aux pro  
« objets, pourvu qu'ils n'y aient  
« par fraude et artifice. »

## § II.

### *Des droits d'accession relativementement bilières.*

Art. 559. « Le droit d'accessi  
« pour objet deux choses me  
« tenant à deux maîtres différer  
« ment subordonné aux principe  
« tuelle.

« Les règles suivantes ne doi  
« d'exemple au juge, pour se  
« les cas non prévus, suivant l  
« particulières. »

Art. 560. « Lorsque deux che  
« à différents maîtres, qui ont é  
« nière à former un tout, sont  
« rables, en sorte que l'une puis  
« l'autre, le tout appartient au  
« chose qui forme la partie princi  
« de payer à l'autre la valeur de  
« été unie. »

Art. 561. « Est réputée pa  
« celle à laquelle l'autre n'a été  
« l'usage, l'ornement ou le compl  
« Ainsi le diamant est la partie  
« tivement à l'or dans lequel il

« L'habit, relativement au gal

, en se  
nvrasse  
en fait  
ropriété  
formée  
vigable

navi-  
ouveau  
es pro-  
per ret-  
aban-  
terrain

is, qui  
nne ou  
de ces  
attirés

ses mo-

id il a  
appari-  
ntière-  
ité na-

ir que  
r dans  
stances

tenant  
le ma-  
s sépa-  
er sans  
de la  
charge  
qui a

incipale  
pour  
l'autre.  
e rela-  
hâssé ;  
ubture

e unie  
prin-  
isu du  
er que  
endue,  
uelque  
a été

former  
gardée  
est ré-  
ble en  
à peu

e quel-  
appar-  
ouvelle  
on ren-  
était  
chose  
rix de

re était  
sât de  
ployée,  
princi-  
nir la

« chose travaillée, en remboursant le prix de la  
« matière au propriétaire. »

Art. 566. « Lorsqu'une personne a employé en  
« partie la matière qui lui appartenait, et en par-  
« tie celle qui ne lui appartenait pas, à former une  
« chose d'une espèce nouvelle, sans que ni l'une  
« ni l'autre des deux matières soient entièrement  
« détruites, mais de manière qu'elles ne puissent  
« pas se séparer sans inconvénient, la chose est  
« commune aux deux propriétaires, en raison,  
« quant à l'un, de la matière qui lui appartenait ;  
« quant à l'autre, en raison à la fois et de la ma-  
« tière qui lui appartenait et du prix de sa main-  
« d'œuvre. »

Art. 567. « Lorsqu'une chose a été formée par  
« le mélange de plusieurs matières appartenant  
« à différents propriétaires, mais dont aucune ne  
« peut être regardée comme la matière principale,  
« si les matières peuvent être séparées, celui à  
« l'insu duquel les matières ont été mélangées  
« peut en demander la division.

« Si les matières ne peuvent plus être séparées  
« sans inconvénient, ils en acquièrent en commun  
« la propriété, dans la proportion de la quantité,  
« de la qualité et de la valeur des matières appar-  
« tenant à chacun d'eux. »

Art. 568. « Si la matière appartenant à l'un  
« des propriétaires était de beaucoup supérieure  
« à l'autre par la quantité et le prix, en ce cas  
« le propriétaire de la matière supérieure en va-  
« leur pourrait réclamer la chose provenue du mé-  
« lange, en remboursant à l'autre la valeur de  
« sa matière. »

Art. 569. « Lorsque la chose reste en commun  
« entre les propriétaires des matières dont elle a  
« été formée, elle doit être licitée au profit com-  
« mun. »

Art. 570. « Dans tous les cas où le propriétaire  
« dont la matière a été employée à son insu à  
« former une chose d'une autre espèce, peut ré-  
« clamer la propriété de cette chose, il a le choix  
« de demander la restitution de sa matière en  
« même nature, quantité, poids, mesure et bonté,  
« ou sa valeur. »

Art. 571. « Ceux qui auront employé des matières  
« appartenant à d'autres, et à leur insu, pourront  
« aussi être condamnés à des dommages et inté-  
« rêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites  
« par voie extraordinaire, si le cas y échet. »

L'article 537 est discuté.

Le citoyen **Pelet** demande qu'on supprime le  
mot *règlement*.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély)  
répond que l'usage de la propriété est subordonné  
non-seulement à la loi, mais encore aux règle-  
ments de police.

Le citoyen **Treilhard** ajoute qu'en général la  
Constitution donne au Gouvernement le droit de  
faire des règlements.

L'article est adopté.

L'article 538 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély)  
demande qu'on définisse le mot *utilité publique*,  
pour prévenir les difficultés qui quelquefois se  
sont élevées sur ce sujet.

Le consul **Cambacérés** dit que le Code civil  
ne peut établir que des règles générales, et non  
en déterminer les diverses applications.

L'article est donc présenté dans la forme qui  
lui convient.

Mais l'article 539, en laissant quelque équivoque  
sur les cas d'urgence, pourrait donner lieu à des  
abus locaux.

L'article est adopté.

Le citoyen **Treilhard** ajoute que répond d'ailleurs à l'objection, puisqu'elle est bornée aux fleuves, et qu'elle ne prend pas les îles. Ainsi, d'après cet article, le fleuve n'est pas susceptible de prescription, mais il ne s'ensuit pas que les morcellements qui se placent au milieu ne puissent être acquis à des particuliers, et, sous ce rapport, ils sont prescriptibles.

L'article est adopté avec l'amendement de *Jollivet*.

Les articles 555 et 556 sont adoptés.

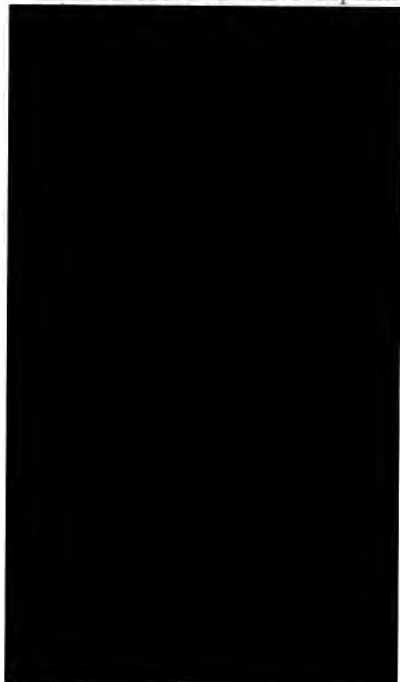
L'article 557 est discuté.

Le citoyen **Gally** observe que c'est contraire au droit romain, à l'égal de l'usage reçu, surtout dans la 27<sup>e</sup> division, où il produirait des effets fâcheux.

La loi *adeo 7<sup>a</sup> ff. de acquir. rer. si toto 5<sup>o</sup>* décidant sur la propriété donnée par un fleuve, la donne à ce fleuve *alveum habent sua prædia*. Les instituts disent *§ quod si naturali 23<sup>o</sup>*, disent *prior quidem alveus eorum est qui ejus prædia possident : pro modo solummodo cujusque agri quæ prope ripam autem alveus ejus juris esse incipit cum flumen est, id est publicus*.

Ces décisions sont fondées sur ce que les riverains ayant souffert les incommodités et les autres dommages du voisinage du fleuve, il est juste de leur en faire la compensation, en leur abandonnant le fleuve à délaissé. Ce n'est pas qu'il faille à souhaiter qu'on pût accorder une indemnité aux propriétaires des héritages des deux rives, mais s'empare dans son cours nouveau, l'indemnité ne doit pas être assignée au préjudice du droit antérieur des riverains.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il a été invoqué par le citoyen *Gally* n'était pas. La jurisprudence du parlement de Paris, par exemple, était conforme au système de l'équité milite surtout pour ceux qui sont en amont du cours du fleuve dépouillés.



Le citoyen **Dupuy** ajoute que loin de prévenir les difficultés, l'article les ferait naître.

Qu'on suppose une tabatière au lieu d'une bague ; s'il s'agit de déterminer l'étendue d'un legs de la totalité des meubles, les diamants exceptés, on prétendra d'un côté que la tabatière y doit être comprise, parce que le diamant n'y est employé que comme ornement ; tandis qu'on soutiendra de l'autre qu'elle en doit être exceptée, parce que le diamant, d'après l'article, est toujours la partie principale : on mettra donc en contradiction le principe et l'exemple.

Le citoyen **Tronchet** répond que les exemples ne sont employés que pour guider dans l'application du principe, auquel tout le reste est subordonné ; ce serait donc par le principe qu'on jugerait la contestation dont il vient d'être parlé.

Mais l'article y est absolument étranger ; il n'a pas été rédigé pour servir à interpréter les testaments ; son objet unique est de présenter une règle pour prononcer entre deux propriétaires, dont l'un a employé les matières de l'autre. Si, par exemple, un bijoutier s'est servi, pour enrichir son travail, de diamants qui ne lui appartenaient pas, il y aura lieu à appliquer l'article ; on jugera alors lequel est le plus précieux des diamants ou du travail auquel ils sont adaptés.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que cette considération prouve qu'il suffit du principe posé dans l'article 559 ; que les autres articles sont inutiles. Les décisions qu'ils présentent sur l'application du principe général aux cas particuliers, se trouvent dans les livres des jurisconsultes. D'ailleurs, nonobstant ces articles, ce seront toujours les circonstances qui régleront l'application du principe, et presque toujours aussi elles s'éloigneront des exemples qu'on propose ; ainsi, qu'on se borne ou non à énoncer le principe général, il sera nécessairement le régulateur unique dans ces sortes de contestations.

Le consul **Cambacérés** dit que le principe général, établi par l'article 559, serait insuffisant. Il est, en effet, beaucoup d'espèces qui doivent être décidées par des motifs particuliers : telle est celle, par exemple, où les deux choses unies peuvent être séparées.

Ces principes particuliers sont tous connus et suivis dans l'usage. Les omettre pour s'en tenir au principe général de l'article 559, ce serait livrer de nouveau la controverse des questions depuis longtemps décidées : on peut retrancher les exemples, s'en tenir à poser les principes, et s'abandonner pour le surplus à l'équité des juges.

Le citoyen **Tronchet** observe que l'article 561 est le seul qui contienne des exemples, que les autres établissent les principes particuliers dont le Consulat vient de parler.

L'article est adopté avec la suppression des exemples.

Les articles 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570 et 571 sont adoptés.

Le citoyen **Treilhard** présente à la discussion le titre III du livre II.

Il est ainsi conçu :

*De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.*

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *De l'usufruit.*

Art. 572. « L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, avec le même avantage que le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance. »

« fants, les vendeurs ou les donateurs, et  
« d'usufruit, ne sont pas tenus de cau-  
« tion. »

Art. 598. « Si l'usufruitier ne trou-  
« caution, les immeubles sont donnés :  
« mis en séquestre.

« Les sommes comprises dans l'usu-  
« placées.

« Les denrées sont vendues, et le pri-  
« venant est pareillement placé.

« Les intérêts de ces sommes, et les  
« fermes, appartiennent dans ce cas à  
« tier. »

Art. 599. « A défaut d'une caution de  
« l'usufruitier, le propriétaire peut exi-  
« meubles qui dépérissent par l'usa-  
« vendus, pour le prix en être placé co-  
« des denrées; et l'usufruitier jouit d-  
« pendant son usufruit. »

Art. 600. « Le retard de donner c-  
« prive pas l'usufruitier des fruits a-  
« peut avoir droit; ils lui sont dus du-  
« où l'usufruit a été ouvert. »

Art. 601. « L'usufruitier n'est tenu q-  
« parations d'entretien.

« Les grosses réparations demeurent à  
« du propriétaire, à moins qu'elles r-  
« occasionnées par le défaut de réparat-  
« tretien depuis l'ouverture de l'usufru-  
« cas l'usufruitier en est aussi tenu. »

Art. 602. « Les grosses réparations s-  
« de la construction des gros murs et c-  
« du rétablissement des poutres et des c-  
« entières;

« Celui des digues et des murs de so-  
« et de clôture aussi en entier.

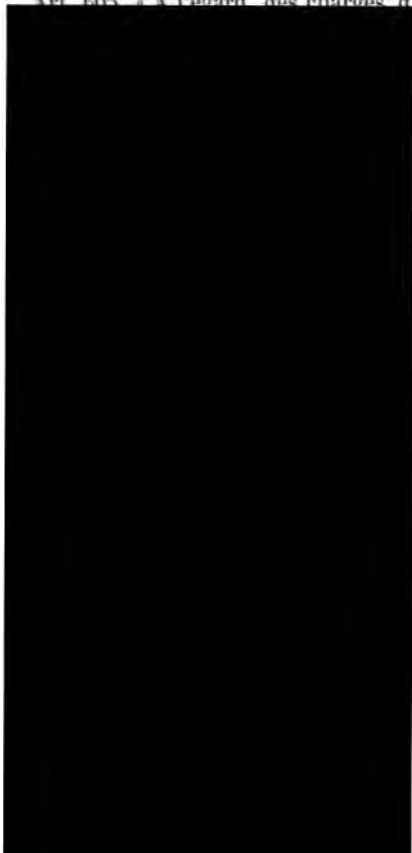
« Toutes les autres réparations sont d'c-

Art. 603. « Ni le propriétaire ni l'usu-  
« sont tenus de rebâtir ce qui est ton-

« tusté, ou ce qui a été détruit par cas-

Art. 604. « L'usufruitier est tenu, p-  
« jouissance, de toutes les charges an-  
« l'héritage, telles que les contributions  
« qui, dans l'usage, sont censées ch-  
« fruits. »

Art. 605. « A l'égard des charges, q-



« le propriétaire a le choix ou de payer cette  
« somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient  
« compte des intérêts pendant la durée de l'usu-  
« fruit, ou de faire vendre jusqu'à due concu-  
« rence une portion des biens soumis à l'usufruit. »

Art. 609. « L'usufruitier n'est tenu que des frais  
« des procès qui concernent la jouissance. »

Art. 610. « Si, pendant la durée de l'usufruit,  
« un tiers commet quelque usurpation sur le  
« fonds, ou attente autrement aux droits du pro-  
« priétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer  
« à celui-ci ; faute de ce, il est responsable de  
« tout le dommage qui peut en résulter pour le  
« propriétaire, comme il le serait de dégradations  
« commises par lui-même. »

Art. 611. « Si l'usufruit n'est établi que sur un  
« cheval ou autre animal qui vient à périr sans la  
« faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu  
« d'en rendre un autre ni d'en payer l'estimation »

Art. 612. « Si le troupeau, sur lequel un usufruit  
« a été établi, périt entièrement par accident ou  
« par maladie et sans la faute de l'usufruitier,  
« celui-ci n'est tenu, envers le propriétaire, que  
« de lui rendre compte des cuirs ou de leur va-  
« leur. »

« Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usu-  
« fruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concu-  
« rence du croît, les têtes des animaux qui ont  
« péri. »

### § III.

#### *Comment l'usufruit prend fin.*

Art. 613. « L'usufruit s'éteint par la mort na-  
« turelle et par la mort civile de l'usufruitier ;

« Par l'expiration du temps pour lequel il a  
« été accordé ;

« Par la consolidation, ou la réunion sur la  
« même tête, des deux qualités d'usufruitier et  
« de propriétaire ;

« Par le non usage du droit pendant trente ans ;

« Par la perte totale de la chose sur laquelle  
« l'usufruit est établi. »

Art. 614. « L'usufruit peut aussi s'éteindre par  
« l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance.  
« soit en commettant des dégradations sur le  
« fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entre-  
« tien. »

Art. 615. « Dans le cas de l'article précédent,  
« les juges peuvent, suivant la gravité des cir-  
« constances, ou prononcer l'extinction absolue  
« de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du pro-  
« priétaire dans la jouissance de l'objet qui en  
« est grevé, que sous la charge de payer annuel-  
« lement à l'usufruitier une somme déterminée,  
« jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser. »

Art. 616. « L'usufruit accordé à une commune  
« ne dure que trente ans. »

Art. 617. « L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un  
« tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette  
« époque, encore que le tiers soit mort avant  
« l'âge fixé. »

Art. 618. « La vente de la chose sujette à usu-  
« fruit ne fait aucun changement dans le droit  
« de l'usufruitier ; il continue de jouir de son  
« usufruit, s'il n'y a pas formellement renoncé. »

Art. 619. « Les créanciers de l'usufruitier peu-  
« vent faire annuler la renonciation qu'il aurait  
« faite à leur préjudice. »

Art. 620. « Si une partie seulement de la chose  
« soumise à l'usufruit est détruite, l'usufruit se  
« conserve sur ce qui reste. »

Art. 621. « Si l'usufruit n'est établi que sur un  
« bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un  
« incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule



**Treilhard** répond que la jouissance n'est conférée que par l'acquisition de certaines sortes de propriétés doivent être réservées à elle, afin que l'exploitation en soit faite par ceux-là seuls qui ont, et les facultés nécessaires, et les facultés nécessaires à la réussite de semblables entreprises. L'exclusion est même due au propriétaire, car si toutes choses sont d'ailleurs communes à lui et ses concurrents.

**Defermon** pense que cependant le propriétaire a obtenu la concession, et il est permis d'en donner l'usufruit et la jouissance d'un autre bien.

**Treilhard** dit que l'article est en faveur même à ce cas, mais à celui où la concession a été ouverte pendant la durée de la concession.

**Defermon** dit qu'alors il est nécessaire de changer la rédaction, afin qu'il n'y ait aucune réprise sur l'intention de la loi.

**Tronchet** partage cette opinion, mais il insiste sur les termes qu'il est nécessaire d'employer dans les termes qu'il est nécessaire d'employer pour produire l'exclusion absolue de la concession pendant comme les principes rationnels.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il faut distinguer l'usufruit du fonds où la mine est placée, de celui de la concession. On ne peut les confondre que lorsque les terrains, sous lesquels la mine s'étend, appartiennent au même propriétaire; ce qui est très-rare. L'usufruit de la concession ne doit en effet être déferé qu'avec la confirmation du Gouvernement.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 595 est adopté.

Le § II des obligations de l'usufruitier, est soumis à la discussion.

L'article 596 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) demande quel serait l'effet de la clause par laquelle un testateur aurait dispensé l'usufruitier de faire inventaire et de donner caution, et déclaré que, dans le cas où l'on voudrait exiger l'accomplissement de ces conditions, il lègue la chose en toute propriété. Un jugement récent du tribunal d'appel de Paris a décidé que, dans ce cas, le légataire est néanmoins tenu de faire inventaire, mais aux frais de l'héritier qui le requiert, pour éviter la contestation après le décès dudit légataire, et les embarras d'un inventaire par commune renommée.

Le citoyen **Trellhard** doute que le jugement dont on a parlé ait été précisément rendu dans la même espèce. Il est évident en effet qu'une telle clause est valable; car le testateur qui pouvait d'abord donner la propriété de la chose, peut, à plus forte raison, dispenser son légataire des conditions ordinaires imposées à la jouissance de l'usufruitier, et ordonner que le legs d'usufruit deviendra un legs en toute propriété, si ses intentions ne sont point respectées.

Le consul **Cambacérés** dit qu'une telle clause est certainement valable.

Le citoyen **Maleville** ajoute qu'elle est très-fréquente dans les testaments.

L'article est adopté.

Les articles 597 et 598 sont adoptés.

L'article 599 est discuté.

Le consul **Cambacérés** trouve qu'il est trop rigoureux de priver l'usufruitier même des meubles nécessaires à son usage, lorsqu'il lui a été impossible de fournir une caution.

Le citoyen **Trellhard** répond que cette rigueur est nécessaire pour la sûreté du propriétaire; qu'au surplus elle ne porte pas préjudice à l'usufruitier, puisqu'il vivra dans l'état où il se trouvait avant la libéralité qui lui a été faite, et qu'il touchera le revenu que produira le prix des meubles.

Le consul **Cambacérés** dit que ces considérations peuvent être d'un grand poids, lorsque l'usufruit est assis sur un mobilier considérable; mais qu'il faut surtout calculer l'effet de la disposition, par rapport aux petites fortunes. Dans les campagnes, par exemple, un mari laisse à sa femme l'usufruit du peu de meubles qui composaient leur ménage, et peut-être tout leur patrimoine: certainement une faible rente ne remplacera pas les avantages que l'usufruitière eût tiré des meubles en nature. Cependant il importe, dans ce cas, de se régler par l'intention du testateur, et de maintenir dans leur réalité les avantages qu'il a entendu procurer.

L'article est adopté avec l'amendement que l'usufruitier, qui n'aura pu fournir caution, conservera néanmoins en nature les meubles nécessaires à son usage, suivant son état et sa condition.

Les articles 600, 601, 602, 603, 604, 605 et 606 sont adoptés.

ir piliers et faisant partie du bâti.  
ssi immeubles par leur nature. »

rt. 514. « Les récoltes pendantes p  
s, et les fruits des arbres non  
eillis, sont pareillement immeuble

Dès que les grains sont coupés, et  
tachés, quoique non enlevés, ils so

Si une partie seulement de la  
oupée, cette partie seule est meub

rt. 515. « Les coupes ordinaires des  
1 des futaies mises en coupes régl

ennent meubles qu'au fur et à r  
s arbres sont abattus. »

rt. 516. « Les animaux que le prop  
nds livre au fermier ou au méta

lture, estimés ou non, sont censés  
nt qu'ils demeurent attachés au

effet de la convention.

Ceux qu'il donne à cheptel à d'ai  
ermier et métayer sont meubles. »

rt. 517. « Les tuyaux servant à la c  
aux dans une maison ou autre hér

nmeubles et font partie du fonds auq  
tachés. »

rt. 518. « Les objets que le propri  
nds y a placés pour le service et l'e

ce fonds, sont immeubles par c  
Ainsi sont immeubles par destina

Les animaux attachés à la culture

Les ustensiles aratoires ;

Les semences données aux fermier

rtiaires ;

Les pigeons des colombiers ;

Les lapins des garennes ;

Les ruches à miel ;

Les poissons des étangs ;

Les pressoirs, chaudières, alambic

annes ;

Les ustensiles nécessaires à l'explo

rges, papeteries et autres grandes

Les pailles et engrais.

Sont aussi immeubles par destin

fets mobiliers que le propriétaire

1 fonds à perpétuelle demeure. »

rt. 519. « Le propriétaire est censé



it « autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes,  
i- « comme les animaux, soit qu'ils ne puissent  
- « changer de place que par l'effet d'une force  
« étrangère, comme les choses inanimées. »

ts Art. 523. « Sont meubles par la détermination  
s. « de la loi, les obligations et actions qui ont pour  
st « objet des sommes exigibles ou des effets mobi-  
is « liers, les actions ou intérêts dans les compagnies  
- « de finance, de commerce ou d'industrie, encore  
te « que des immeubles dépendant de ces entreprises  
« appartiennent aux compagnies. Ces actions ou  
« intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque  
« associé seulement, tant que dure la société.

u « Sont aussi meubles par la détermination de  
la « la loi, les rentes perpétuelles ou viagères, soit  
es « sur la République, soit sur des particuliers. »

ur Art. 524. « Les bateaux, bacs, navires, moulins  
u « et bains sur bateaux, et généralement toutes  
« usines non fixées par des piliers, et ne faisant  
« point partie de la maison, sont meubles; la  
s « saisie de quelques-uns de ces objets peut ce-  
t « pendant, à cause de leur importance, être sou-  
et « mise à des formes particulières, ainsi qu'il sera  
« expliqué dans le Code de la *procédure civile*. »

n Art. 525. « Les matériaux provenant de la dé-  
a « molition d'un édifice, ceux assemblés pour en  
« construire un nouveau, sont meubles jusqu'à ce  
« qu'ils soient employés par l'ouvrier dans une  
« construction. »

s Art. 526. « Le mot *meuble*, employé seul dans  
« les dispositions de la loi ou de l'homme, sans  
« autre addition ni désignation, ne comprend pas  
« l'argent comptant, les pierreries, les dettes ac-  
« tives, les livres, les instruments des sciences,  
« des arts et métiers, le linge de corps, les che-  
t « vaux, équipages, armes, grains, vins, foins et  
« autres denrées; il ne comprend pas aussi ce qui  
« fait l'objet du commerce d'un citoyen. »

t Art. 527. « Les mots *meubles meublants* ne com-  
« prennent que les meubles destinés à l'usage et  
« à l'ornement des appartements, comme tapis-  
series, lits, sièges, glaces, pendules, tables, por-  
celaines, et autres objets de cette nature.

« Les tableaux qui font partie du meuble d'un  
« appartement y sont aussi compris; mais non  
« les collections de tableaux qui peuvent être dans  
« les galeries ou pièces particulières.

« Il en est de même des porcelaines; celles seu-  
lement qui font partie de la décoration d'un  
« appartement sont comprises sous la dénomin-  
ation de *meubles meublants*. »

Art. 528. « L'expression *biens meubles*, celle de  
« *mobilier* ou d'*effets mobiliers*, comprennent gé-  
« néralement tout ce qui est censé meuble d'après  
« les règles ci-dessus établies.

« La vente, ou le don d'une maison meublée,  
« ne comprend que les meubles meublants. »

Art. 529. « La vente, ou le don d'une maison  
« avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas  
« l'argent comptant, ni les dettes actives et autres  
« droits dont les titres peuvent être déposés dans  
« la maison; tous les autres effets mobiliers y  
« sont compris. »

### CHAPITRE III.

*Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.*

Art. 530. « Les particuliers ont la libre dispo-  
« sition des biens qui leur appartiennent, sous  
« les modifications marquées par les lois.

« Les biens qui n'appartiennent pas à des par-  
« ticuliers sont administrés et ne peuvent être  
« aliénés que dans les formes et suivant des règles  
« qui leur sont particulières. »

« à la hauteur de la décharge de  
« core que le volume de l'eau vien  
« nuer.

« Réciproquement le propriétaire  
« n'acquiert aucun droit sur les terr  
« que son eau vient à couvrir dan  
« extraordinaires. »

Art. 552. « Si un fleuve ou une  
« gable ou non enlève, par une :  
« une partie considérable et reconn  
« champ riverain, et la porte vers ur  
« rieur ou sur la rive opposée, le pro  
« partie enlevée peut réclamer sa pr  
« il est tenu de former sa demande  
« après ce délai, il n'y sera plus  
« moins que le propriétaire du cha  
« partie enlevée a été unie n'eût p  
« possession de celle-ci. »

Art. 553. « Les îles, îlots, atterris  
« forment dans le lit des fleuves ou  
« navigables ou flottables, appartienn  
« tion, s'il n'y a titre ou presc  
« traire. »

Art. 554. « Les îles et atterrissemer  
« ment dans les rivières non navig  
« flottables, appartiennent aux prop  
« rains du côté où l'île s'est formée  
« pas formée d'un seul côté, elle a  
« propriétaires riverains des deux  
« de la ligne qu'on suppose tracée a  
« rivière. »

Art. 555. « Si une rivière ou un  
« formant un bras nouveau, coupe  
« champ d'un propriétaire riverain,  
« île, ce propriétaire conserve la pr  
« champ, encore que l'île se soit  
« un fleuve ou dans une rivière  
« flottable. »

Art. 556. « Si un fleuve ou une rivie  
« flottable ou non, se forme un n  
« en abandonnant son ancien lit, les  
« des fonds qu'il vient d'occuper  
« titre d'indemnité, l'ancien lit aband  
« dans la proportion du terrain  
« enlevé. »

Art. 557. « Les pigeons, lapins,



Art. 561. « Néanmoins, quand la chose unie  
« est beaucoup plus précieuse que la chose prin-  
« cipale, et quand elle a été employée à l'insu du  
« vrai propriétaire, celui-ci peut demander que  
« la chose unie soit séparée pour lui être rendue,  
« même quand il pourrait en résulter quelque dé-  
« gradation de la chose à laquelle elle a été jointe. »

Art. 562. « Si de deux choses unies pour former  
« un seul tout, l'une ne peut point être regardée  
« comme l'accessoire de l'autre, celle-là est ré-  
« putée principale qui est la plus considérable en  
« valeur, ou en volume si les valeurs sont à peu  
« près égales. »

Art. 563. « Si un artisan ou une personne quel-  
« conque a employé une matière qui ne lui appar-  
« tenait pas à former une chose d'une nouvelle  
« espèce, soit que la matière puisse ou non re-  
« prendre sa première forme, celui qui en était  
« le propriétaire a le droit de réclamer la chose  
« qui en a été formée, en remboursant le prix de  
« la main-d'œuvre. »

Art. 564. « Si cependant la main-d'œuvre était  
« tellement importante qu'elle surpassât de  
« beaucoup la valeur de la matière employée,  
« l'industrie serait alors réputée la partie prin-  
« cipale, et l'ouvrier aurait le droit de retenir la  
« chose travaillée, en remboursant le prix de la  
« matière au propriétaire. »

Art. 565. « Lorsqu'une personne a employé en  
« partie la matière qui lui appartenait, et en partie  
« celle qui ne lui appartenait pas, à former une  
« chose d'une espèce nouvelle, sans que l'une  
« ni l'autre des deux matières soit entièrement  
« détruite, mais de manière qu'elles ne puissent  
« pas se séparer sans inconvénient, la chose est  
« commune aux deux propriétaires, en raison,  
« quant à l'un, de la matière qui lui appartenait;  
« quant à l'autre, en raison à la fois et de la ma-  
« tière qui lui appartenait et du prix de sa main-  
« d'œuvre. »

Art. 566. « Lorsqu'une chose a été formée par  
« le mélange de plusieurs matières appartenant à  
« différents propriétaires, mais dont aucune ne  
« peut être regardée comme la matière princi-  
« pale, si les matières peuvent être séparées,  
« celui à l'insu duquel les matières ont été mé-  
« langées peut en demander la division. »

« Si les matières ne peuvent plus être séparées  
« sans inconvénient, ils en acquièrent en com-  
« mun la propriété, dans la proportion de la  
« quantité, de la qualité et de la valeur des ma-  
« tières appartenant à chacun d'eux. »

Art. 567. « Si la matière appartenant à l'un des  
« propriétaires était de beaucoup supérieure à  
« l'autre par la quantité et le prix, en ce cas le  
« propriétaire de la matière supérieure en valeur  
« pourrait réclamer la chose provenue du mé-  
« lange, en remboursant à l'autre la valeur de  
« sa matière. »

Art. 568. « Lorsque la chose reste en commun  
« entre les propriétaires des matières dont elle a été  
« formée, elle doit être licitée au profit commun. »

Art. 569. « Dans tous les cas où le propriétaire  
« dont la matière a été employée à son insu à  
« former une chose d'une autre espèce, peut ré-  
« clamer la propriété de cette chose, il a le choix  
« de demander la restitution de sa matière en  
« même nature, quantité, poids, mesure et bonté,  
« ou sa valeur. »

Art. 570. « Ceux qui auront employé des ma-  
« tières appartenant à d'autres et à leur insu,  
« pourront aussi être condamnés à des dommages  
« et intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des pour-  
« suites par voie extraordinaire, si le cas y échet. »

« faites, encore que la valeur de  
« augmentée.  
« Il peut cependant enlever les  
« et autres ornements qu'il aura  
« mais à la charge de rétablir les  
« premier état. »

§ II.

*Des obligations de l'usufruitier*

Art. 595. « L'usufruitier ne peut  
« sance qu'après avoir fait dresser  
« du propriétaire, ou lui dûment autorisé,  
« faire des meubles et un état  
« sujets à l'usufruit. »

Art. 596. « Il donne caution d'  
« père de famille, s'il n'en est dispensé  
« constitutif de l'usufruit; cependant  
« mère ayant l'usufruit légal du  
« enfants, le vendeur ou le donateur  
« d'usufruit, ne sont pas tenus  
« tion. »

Art. 597. « Si l'usufruitier ne  
« caution, les immeubles sont donnés  
« mis en séquestre.

« Les sommes comprises dans  
« placées.

« Les denrées sont vendues, et  
« venant est pareillement placé.

« Les intérêts de ces sommes  
« fermes appartiennent dans ce  
« cas. »

Art. 598. « A défaut d'une caution  
« l'usufruitier, le propriétaire peut  
« les meubles qui dépérissent par  
« vendus, pour le prix en être payé  
« lui des denrées, et l'usufruitier  
« intérêt pendant son usufruit. Ce  
« fruitier pourra demander, et les  
« ordonner, suivant les circonstances,  
« partie des meubles nécessaires pour  
« lui soit délaissée, sous sa simple  
« toire, et à la charge de les  
« l'extinction de l'usufruit. »

Art. 599. « Le retard de donner  
« prive pas l'usufruitier des fruits  
« peut avoir droit : ils lui sont d'ailleurs

en fût

leaux  
acer,  
s leur

jouis-  
sance  
nven-  
eubles

bon  
l'acte  
ère et  
leurs  
éserve  
r cau-

as de  
me ou

sont

pro-

ix des  
usufruit-

art de  
r que  
soient  
le ce-  
e son  
usu-  
irront  
u'une  
usage  
jura-  
ter à

n ne  
els il  
ment

répa-

harge  
t été  
d'en-  
quel

elles  
êtes,  
ertu-

ment

l'en-

itier,  
é de  
ait. »  
nt la  
es de  
au-  
des

vent  
urée  
ire y

« Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts. »  
« Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit. »  
Art. 605. « Le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit, et sans aucune répétition de sa part. »

Art. 606. « L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué ; s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire, sauf ce qui a été dit au titre des donations et testaments, article 309. »

Art. 607. « L'usufruitier à titre universel doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes, ainsi qu'il suit :

« On estime la valeur du fonds sujet à usufruit ; on fixe ensuite la contribution aux dettes, à raison de cette valeur.

« Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

« Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix ou de payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit. »

Art. 608. « L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance, et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu. »

Art. 609. « Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci ; faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même. »

Art. 610. « Si l'usufruit n'est établi que sur un cheval ou autre animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre ni d'en payer l'estimation. »

Art. 611. « Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi pérît entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu, envers le propriétaire, que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

« Si le troupeau ne pérît pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri. »

### § III.

#### *Comment l'usufruit prend fin.*

Art. 612. « L'usufruit s'éteint par la mort naturelle et par la mort civile de l'usufruitier ;

« Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé ;

« Par la consolidation, ou réunion sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier ou de propriétaire ;

« Par le non usage du droit pendant trente ans ;

« Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi. »

Art. 613. « L'usufruit peut aussi s'éteindre par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien. »



- « sée sur un héritage pour l'usage et
- « héritage voisin appartenant à un
- « propriétaire. »

Art. 634. « La servitude n'établit

- « minence d'un héritage sur l'autre.

Art. 635. « Elle derive ou de la situation

- « relative des lieux, ou des obligations
- « de la loi, ou des conventions entre
- « propriétaires. »

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Art. 636. « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à servir à l'écoulement des eaux qui en découlent naturellement sans la main de l'homme y ait contribué.

- « Le propriétaire inférieur ne peut le contraire.
- « Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

Art. 637. « Celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté, dans les limites de la propriété.

Art. 638. « Celui dont la propriété d'une eau courante, autre que celle qui est assujettie à la dépendance du domaine public, est interrompue par la propriété d'un tiers, peut s'en servir à son passage, sans préjudice de la compensation de ses propriétés.

- « Celui dont cette eau traverse le terrain d'un tiers, peut même, dans l'intervalle qu'elle traverse, en user à sa volonté, mais à la charge de la faire passer à la sortie de ses fonds, à son coût.

Art. 639. « S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ses eaux sont utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété. »

Art. 640. « Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés respectives.

Art. 641. « Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés respectives, sans préjudice de l'exception portée dans l'article 642.

Art. 642. « Le propriétaire qui ne veut pas procéder au bornage de sa propriété, perd son droit au bornage.



d'un pro- « hameaux, tout mur servant de séparation entre  
 rée- « bâtiments, cours et jardins, et même entre en-  
 « clos dans les champs, est présumé mitoyen, s'il  
 « n'y a titre ou marque du contraire. »  
 « Art. 648. « Il y a marque de non mitoyenneté  
 « lorsque la sommité du mur est droite et aplomb  
 « de son parement d'un côté, et présente de l'au-  
 « tre un plan incliné;  
 « Lors encore qu'il n'y a que d'un côté, ou un  
 « chaperon, ou des filets et corbeaux de pierre  
 « qui y auraient été mis en bâtissant le mur.  
 « Dans ces cas, le mur est censé appartenir  
 « exclusivement au propriétaire du côté duquel  
 « sont l'égout ou les corbeaux et filets de pierre.  
 « Art. 649. « La réparation et la reconstruction du  
 « mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui  
 « y ont droit, et proportionnellement au droit de  
 « chacun. »  
 « Art. 650. « Cependant tout propriétaire d'un mur  
 « mitoyen peut se dispenser de contribuer aux  
 « réparations en abandonnant le droit de mitoyen-  
 « neté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne  
 « pas un bâtiment qui lui appartienne. »  
 « Art. 651. « Tout copropriétaire peut faire bâtir  
 « contre un mur mitoyen, et y faire placer des  
 « poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur,  
 « à cinquante-quatre millimètres [2 pouces] près,  
 « sans préjudice du droit qu'a le voisin de faire  
 « réduire à l'ébauchoir la poutre jusqu'à la moitié  
 « du mur, dans le cas où il voudrait lui-même  
 « asseoir des poutres dans le même lieu, ou y  
 « adosser une cheminée. »  
 « Art. 652. « Tout copropriétaire peut faire ex-  
 « hausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul  
 « la dépense de l'exhaussement, les réparations  
 « d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture  
 « commune, et en outre l'indemnité de la charge  
 « en raison de l'exhaussement et suivant la valeur. »  
 « Art. 653. « Si le mur mitoyen n'est pas en état  
 « de supporter l'exhaussement, celui qui veut  
 « l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à  
 « ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre  
 « de son côté. »  
 « Art. 654. « Le voisin qui n'a pas contribué à  
 « l'exhaussement peut en acquérir la mitoyen-  
 « neté en payant la moitié de la dépense qu'il a  
 « coûtée, et la valeur de la moitié du sol fourni  
 « pour l'excédant d'épaisseur s'il y en a. »  
 « Art. 655. « Tout propriétaire joignant un mur  
 « a de même la faculté de le rendre mitoyen, en  
 « remboursant au maître du mur la moitié de sa  
 « valeur et du sol sur lequel il est bâti. »  
 « Art. 656. « L'un des voisins ne peut pratiquer  
 « dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfon-  
 « cement, ni y appliquer ou appuyer aucun ou-  
 « vrage, sans le consentement de l'autre, ou sans  
 « avoir, à son refus, fait régler par experts les  
 « moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage  
 « ne soit pas nuisible aux droits de l'autre. »  
 « Art. 657. « Tout mur de séparation entre voisins,  
 « qui sera construit ou rétabli à l'avenir, doit  
 « avoir au moins trente-deux décimètres (dix  
 « pieds) de hauteur, compris le comble, dans les  
 « villes de cinquante mille âmes et au-dessus,  
 « et vingt-six décimètres (huit pieds) dans les  
 « autres. »  
 « Art. 658. « Lorsque les différents étages d'une  
 « maison appartiennent à divers propriétaires, si  
 « les titres de propriété ne règlent pas le mode de  
 « réparations ou reconstructions, elles doivent  
 « être faites ainsi qu'il suit :  
 « Les gros murs et le toit sont à la charge de  
 « tous les propriétaires, chacun en proportion de  
 « la valeur de l'étage qui lui appartient.

« Celles de la seconde espèce s'  
« rales. »

Art. 682. « Les servitudes sont,  
« ou discontinues.

« Les servitudes continues sont  
« l'usage est ou peut être contin  
« besoin du fait actuel de l'hom  
« les conduites d'eau, les égouts  
« autres de cette espèce.

« Les servitudes discontinues s'  
« ont besoin du fait actuel de l'ho  
« exercées : tels sont les droits d  
« sage, pacage et autres semblabl

Art. 683. « Les servitudes sont vi  
« rentes, ou non apparentes.

« Les servitudes visibles sont cel  
« cent par des ouvrages extérieu  
« porte, une fenêtre, un aqueduc.

« Les servitudes non apparentes  
« n'ont pas de signe extérieur de l  
« comme, par exemple, la prohib  
« sur un fonds, ou de ne bâtir qu'  
« déterminée. »

## SECTION II.

### *Comment s'établissent les se*

Art. 684. « Les servitudes conti  
« rentes s'acquièrent par titres ou  
« sion de trente ans. »

Art. 685. « Les servitudes contin  
« rentes et les servitudes discontin  
« ou non apparentes ne peuvent s'  
« titres.

« La possession même immém  
« pas pour les établir, sans ce  
« puisse attaquer aujourd'hui les  
« cette nature déjà acquises par  
« dans les pays où elles pouvaient  
« cette manière. »

Art. 686. « La destination du p  
« vaut titre à l'égard des servitudes  
« apparentes. »

Art. 687. « Il n'y a destination  
« famille que lorsqu'il est prouvé  
« fonds actuellement divisés ont  
« même propriétaire, et que c'est

« et non à ceux du propriétaire du fonds assu-  
 « jetti, à moins que le titre d'établissement de  
 « la servitude ne dise le contraire. »  
 Art. 693. « Dans le cas même où le proprié-  
 « taire du fonds assujetti est chargé par le titre  
 « de faire à ses frais les ouvrages nécessaires  
 « pour l'usage ou la conservation de la servitude,  
 « il peut toujours s'affranchir de la charge, en  
 « abandonnant le fonds assujetti au propriétaire  
 « du fonds auquel la servitude est due. »  
 Art. 694. « Si l'héritage pour lequel la servi-  
 « tude a été établie vient à être divisé, la servi-  
 « tude reste due pour chaque portion, sans néan-  
 « moins que la condition du fonds assujetti soit  
 « aggravée.  
 « Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un passage,  
 « tous les copropriétaires seront obligés de l'exer-  
 « cer par le même endroit. »  
 Art. 695. « Le propriétaire du fonds débiteur  
 « de la servitude ne peut rien faire qui tende à  
 « en diminuer l'usage ou à le rendre plus incom-  
 « mode.  
 « Ainsi il ne peut changer l'état des lieux ni  
 « transporter l'exercice de la servitude dans un  
 « endroit différent de celui où elle a été primiti-  
 « vement assignée.  
 « Mais cependant, si cette assignation primi-  
 « tive était devenue plus onéreuse au proprié-  
 « taire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait  
 « d'y faire des réparations avantageuses, il pour-  
 « rait offrir au propriétaire de l'autre fonds un  
 « endroit aussi commode pour l'exercice de ses  
 « droits, et celui-ci ne pourrait pas s'y refuser. »  
 Art. 696. « De son côté, celui qui a un droit de  
 « servitude ne peut en user que suivant son titre,  
 « sans rien innover, ni dans le fonds qui doit la  
 « servitude, ni dans le fonds à qui elle est due,  
 « qui puisse aggraver la condition du premier. »

#### SECTION IV.

##### *Comment les servitudes s'éteignent.*

Art. 697. « Les servitudes cessent lorsque les  
 « choses se trouvent en tel état qu'on ne peut  
 « plus en user. »  
 Art. 698. « Elles revivent si les choses sont  
 « rétablies de manière qu'on puisse en user; à  
 « moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de  
 « temps suffisant pour faire présumer l'extinc-  
 « tion de la servitude, ainsi qu'il est dit arti-  
 « cle 701 ci-après. »  
 Art. 699. « Toute servitude est censée éteinte  
 « lorsque le fonds auquel elle est due, et celui qui  
 « la doit, sont réunis dans la même main. »  
 Art. 700. « La servitude est censée éteinte par  
 « le non usage pendant trente ans. »  
 Art. 701. « Les trente ans commencent à cou-  
 « rir, selon les diverses espèces de servitudes, ou  
 « du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il  
 « s'agit de servitudes discontinues; ou du jour où  
 « il a été fait un acte contraire à la servitude, lors-  
 « qu'il s'agit de servitudes continues. »  
 Art. 702. « Le mode de la servitude peut se  
 « prescrire comme la servitude même, et de la  
 « même manière. »  
 Art. 703. « Si l'héritage en faveur duquel la  
 « servitude est établie appartient à plusieurs par  
 « indivis, la jouissance de l'un empêche la pres-  
 « cription à l'égard de tous. »  
 Art. 704. « Si parmi les copropriétaires il s'en  
 « trouve un contre lequel la prescription n'ait pu  
 « courir, comme un mineur, il aura conservé le  
 « droit de tous les autres. »  
 Les articles 633, 634 et 635 sont adoptés.  
 Le citoyen **Treillard** fait lecture du cha

« Celles de la seconde espèce :  
« *rentes*. »

Art. 682. « Les servitudes sont  
« ou discontinues.

« Les servitudes continues se  
« l'usage est ou peut être contri  
« besoin du fait actuel de l'hon  
« les conduites d'eau, les égout  
« autres de cette espèce.

« Les servitudes discontinues  
« ont besoin du fait actuel de l'h  
« exercées : tels sont les droits c  
« sage, pacage et autres semblab  
Art. 683. « Les servitudes sont v  
« rentes, ou non apparentes.

« Les servitudes visibles sont ce  
« cent par des ouvrages extérieu  
« porte, une fenêtre, un aqueduc.

« Les servitudes non apparentes  
« n'ont pas de signe extérieur de  
« comme, par exemple, la probi  
« sur un fonds, ou de ne bâtir qu  
« déterminée. »

## SECTION II.

*Comment s'établissent les se*

Art. 684. « Les servitudes conti  
« rentes s'acquièrent par titres ou  
« sion de trente ans. »

Art. 685. « Les servitudes conti  
« rentes et les servitudes discontin  
« ou non apparentes ne peuvent s  
« titres.

« La possession même immém  
« pas pour les établir, sans ce  
« puisse attaquer aujourd'hui les  
« cette nature déjà acquises par  
« dans les pays où elles pouvaie  
« cette manière. »

Art. 686. « La destination du p  
« vaut titre à l'égard des servitude  
« apparentes. »

Art. 687. « Il n'y a destinatio  
« famille que lorsqu'il est prouvé  
« fonds actuellement divisés ont

« et non à ceux du propriétaire du fonds assu-  
« jetti, à moins que le titre d'établissement de  
« la servitude ne dise le contraire. »

Art. 693. « Dans le cas même où le proprié-  
« taire du fonds assujetti est chargé par le titre  
« de faire à ses frais les ouvrages nécessaires  
« pour l'usage ou la conservation de la servitude,  
« il peut toujours s'affranchir de la charge, en  
« abandonnant le fonds assujetti au propriétaire  
« du fonds auquel la servitude est due. »

Art. 694. « Si l'héritage pour lequel la servi-  
« tude a été établie vient à être divisé, la servi-  
« tude reste due pour chaque portion, sans néan-  
« moins que la condition du fonds assujetti soit  
« aggravée.

« Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un passage,  
« tous les copropriétaires seront obligés de l'exer-  
« cer par le même endroit. »

Art. 695. « Le propriétaire du fonds débiteur  
« de la servitude ne peut rien faire qui tende à  
« en diminuer l'usage ou à le rendre plus incom-  
« mode.

« Ainsi il ne peut changer l'état des lieux ni  
« transporter l'exercice de la servitude dans un  
« endroit différent de celui où elle a été primiti-  
« vement assignée.

« Mais cependant, si cette assignation primi-  
« tive était devenue plus onéreuse au proprié-  
« taire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait  
« d'y faire des réparations avantageuses, il pour-  
« rait offrir au propriétaire de l'autre fonds un  
« endroit aussi commode pour l'exercice de ses  
« droits, et celui-ci ne pourrait pas s'y refuser. »

Art. 696. « De son côté, celui qui a un droit de  
« servitude ne peut en user que suivant son titre,  
« sans rien innover, ni dans le fonds qui doit la  
« servitude, ni dans le fonds à qui elle est due,  
« qui puisse aggraver la condition du premier. »

#### SECTION IV.

##### *Comment les servitudes s'éteignent.*

Art. 697. « Les servitudes cessent lorsque les  
« choses se trouvent en tel état qu'on ne peut  
« plus en user. »

Art. 698. « Elles revivent si les choses sont  
« rétablies de manière qu'on puisse en user; à  
« moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de  
« temps suffisant pour faire présumer l'extinc-  
« tion de la servitude, ainsi qu'il est dit arti-  
« cle 701 ci-après. »

Art. 699. « Toute servitude est censée éteinte  
« lorsque le fonds auquel elle est due, et celui qui  
« la doit, sont réunis dans la même main. »

Art. 700. « La servitude est censée éteinte par  
« le non usage pendant trente ans. »

Art. 701. « Les trente ans commencent à cou-  
« rir, selon les diverses espèces de servitudes, ou  
« du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il  
« s'agit de servitudes discontinues; ou du jour où  
« il a été fait un acte contraire à la servitude, lors-  
« qu'il s'agit de servitudes continues. »

Art. 702. « Le mode de la servitude peut se  
« prescrire comme la servitude même, et de la  
« même manière. »

Art. 703. « Si l'héritage en faveur duquel la  
« servitude est établie appartient à plusieurs par  
« indivis, la jouissance de l'un empêche la pres-  
« cription à l'égard de tous. »

Art. 704. « Si parmi les copropriétaires il s'en  
« trouve un contre lequel la prescription n'ait pu  
« courir, comme un mineur, il aura conservé le  
« droit de tous les autres. »

Les articles 633, 634 et 635 sont adoptés.

Le citoyen **Trellhard** fait lecture du cha

ce n'était que sauf le droit que les inférieurs pouvaient avoir acquis par prescription de trente ans : cette modification par *Bannelier*, pour le ci-devant duché de Gogrie.

Au reste, et abstraction faite des anticipations, il faut aujourd'hui faire ce qui est utile et le plus juste : or sera-t-il utile de priver l'héritage inférieur d'un bénéfice ? Il est vrai, ne pas lui accorder après un grand laps de temps, ne pas le retirer sans un notable détriment ?

L'on a dit que c'était simple tolérance de part du propriétaire de la source : n'est-ce pas l'idée que l'on veut attacher à cette possession, la loi n'a pas moins le droit de fixer les effets de la manière la plus équitable pour la société.

Le consul **Cambacérès** dit qu'il faut empêcher l'abus qu'un propriétaire fasse de ses droits, sans néanmoins gêner l'exercice. On ne peut le forcer, comme on ne peut le punir, à faire signifier tous les trente ans aux propriétaires inférieurs, pour empêcher qu'ils ne prescrivent contre lui.

En se réglant donc par les principes, on peut mettre en question si une source est propriété ; et par une suite nécessaire, si elle peut refuser au propriétaire le droit de puiser à son gré. L'écoulement naturel des fonds inférieurs n'apporte pas de difficulté à ce droit.

A l'égard du cas particulier proposé par *Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)*, de l'intérêt d'une commune entière, on cherche à le concilier avec le droit du propriétaire : on y arriverait en laissant à celui-ci des eaux qui lui sont indispensables, et en forçant d'indemniser le propriétaire de l'usage d'utilité publique, et lorsqu'il n'y a que des particuliers qui possèdent les fonds, rien ne peut plus balancer les droits du propriétaire.

Cependant la modification qu'on a proposée pour faire au principe général est juste

les dérivations de sa source à des tiers qui se trouveraient ainsi enrichis par la ruine de celui auquel les eaux seraient enlevées.

L'article est adopté avec les amendements proposés par le citoyen *Berlier*, le citoyen *Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)* et par le consul *Cambacérès*.

L'article 638 est discuté.

Le citoyen **Pelet** dit qu'il est à craindre que l'un des propriétaires supérieurs ne s'empare tellement des eaux, qu'il n'en absorbe l'usage et n'en laisse rien échapper vers les propriétés inférieures.

Le citoyen **Tronchet** répond que cet abus est impossible, parce que, dans le cas de contestation, les tribunaux déterminent la jouissance de chacun par un règlement qui fixe le temps pendant lequel chaque propriétaire usera des eaux, et même l'heure où il pourra s'en servir.

Le citoyen **Gally** dit que la disposition générale de l'article est utile et juste; que cependant, pour ne point bouleverser les usages dans le ci-devant Piémont, il est nécessaire de la modifier par une exception.

En effet, dans le Piémont, presque tous les terrains sont fécondés à l'aide d'irrigations qui viennent des fonds supérieurs. On les réduirait à être stériles, si ces eaux leur étaient retirées. Mais pour que l'article n'ait sous ce rapport aucune conséquence fâcheuse, il suffit d'excepter de son application les eaux acquises à l'irrigation des fonds inférieurs, par titre ou par possession.

Le citoyen **Trellhard** dit que lorsqu'il y a titre, il prévient toutes les difficultés; s'il n'y a pas de titre qui fasse un propriétaire, quelle autre règle peut-on suivre que celle qui est établie par l'article?

Le citoyen **Tronchet** dit qu'en effet, dans ce cas, chacun des propriétaires dans le domaine desquels l'eau passe est obligé de la rendre à son cours ordinaire.

Le citoyen **Gally** dit que si le propriétaire supérieur profite des eaux des irrigations, elles n'arriveront pas aux propriétés inférieures dans toute la quantité qui leur est due par titre ou par possession.

Le citoyen **Tronchet** dit que quand l'eau passe sur plusieurs héritages, sans que personne en soit propriétaire, l'usage en est déterminé entre tous par un règlement.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que le cours des eaux intéressant presque toujours l'utilité publique, il devient aussi souvent l'objet de règlements administratifs, différents de ceux que font les tribunaux entre les propriétaires; qu'il conviendrait donc de subordonner la jouissance de ceux-ci aux dispositions de ces sortes de règlements.

Le citoyen **Tronchet** dit que ces règlements ne doivent pas être prévus dans le Code civil.

Le consul **Cambacérès** pense qu'on pourrait cependant, au lieu de dire que *chacun usera des eaux à sa volonté*, spécifier que la jouissance du propriétaire supérieur sera réglée de manière à ne pas nuire à celle du propriétaire inférieur.

Le citoyen **Gally** dit que cette composition est impossible, parce que le propriétaire supérieur ne peut avoir la jouissance des eaux sans en préjudicier le propriétaire inférieur : cependant ce dernier est le seul qui, par titre ou possession, ait le droit d'en user dans la totalité qui lui est due.

Le citoyen **Trellhard** observe que l'article ne s'applique pas au cas où il existe un titre de propriété.



Les articles 658, 659, 660, 661, 665, 666 et 667 sont adoptés.

Le § II, *de la distance et des ouvrages requis pour certaines constructions* soumis à la discussion.

L'article 668 est discuté.

Le citoyen **Berlier** observe que n'est qu'un renvoi pur et simple aux statuts locaux, ce qui éloigne du but proposé dans le Code civil; il pense que les distances ou contre-murs user dans l'application de cet article pas une assez forte variété dans les points du territoire, pour qu'il soit possible les assujettir à une règle commune et ce serait au moins un point à examiner.

Le citoyen **Treilhard** répond qu'il s'agit d'établir une règle uniforme, parce que la construction n'est pas partout avec les mêmes principes d'après les mêmes principes.

L'article est adopté.

Le § III, *des vues sur la propriété d'autrui* est soumis à la discussion.

L'article 669 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette disposition est indispensable lorsque les bâtiments d'un propriétaire voisin sont appuyés au mur d'un autre; qu'alors il faut empêcher que l'auvent ou la vue dans l'habitation personnelle raison cesse dans le cas contraire.

Le citoyen **Treilhard** répond qu'il repose sur ce principe que le mur est une propriété commune; qu'ainsi deux voisins n'en peut disposer séparément de l'autre.

L'article est adopté.


Les articles 670, 671, 672, 673 sont adoptés.

Le § IV, *de l'égout des toits*, est soumis à la discussion.

L'article 675 qui le compose est adopté.

Le § V, *du droit de passage*, est soumis à la discussion.

Les articles 676, 677, 678 et 679 sont adoptés.



« titres de la puissance paternelle et de la tutelle, ni aux dispositions prohibitives du Code civil. »

Art. 3. « Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux ; sans préjudice des donations entre-vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le Code. »

Art. 4. « Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts ci-devant locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par la présente loi. »

Art. 5. « Ils peuvent cependant déclarer d'une manière générale qu'ils entendent se marier, ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal ; mais la simple stipulation que les époux se marient sans communauté ou qu'ils seront séparés de biens, n'emporte point soumission au régime dotal.

« Au premier cas et sous le régime de la communauté, les droits des époux et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du chapitre II ci-après.

« Au deuxième cas et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du chapitre III. »

Art. 6. « A défaut de déclaration pareille ou de contrat de mariage, les règles établies dans le chapitre II formeront le droit commun de la France. »

Art. 7. « Toutes conventions matrimoniales seront rédigées, avant le mariage, par acte authentique et devant notaire. »

Art. 8. « Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. »

Art. 9. « Les changements qui y seraient faits avant la célébration du mariage doivent être constatés par acte authentique.

« Nul changement ou contre-lettre n'est au surplus valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage. »

Art. 10. « Tout changement, même revêtu des formes prescrites par l'article précédent, sera sans effet à l'égard des tiers, s'il n'a été rédigé à la suite de la minute du contrat de mariage, et si l'expédition n'en est délivrée à la suite de l'expédition de ce contrat. »

Art. 11. « Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible ; et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, de ceux de ses parents dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage. »

## CHAPITRE II.

### *Du régime en communauté.*

#### PREMIÈRE PARTIE.

##### *De la communauté légale.*

Art. 12. « La communauté qui s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les six sections qui suivent. »

« la femme; mais si la succession  
« acceptée par la femme que comme  
« justice au refus du mari, les créanciers  
« d'insuffisance des immeubles de la  
« ne peuvent se pourvoir que sur  
« propriété des autres biens personnels  
« femme. »

Art. 26. « Lorsque la succession é  
« des époux est en partie immobilière  
« dont elle est grevée ne sont à la co  
« communauté que jusqu'à concurrence  
« portion contributoire du mobilier da  
« eu égard à la valeur de ce mobilier  
« celle des immeubles.

« Cette portion contributoire se r  
« l'inventaire auquel le mari doit fa  
« soit de son chef, si la succession  
« personnellement, soit comme dirig  
« risant les actions de sa femme, s'il  
« succession à elle échue. »

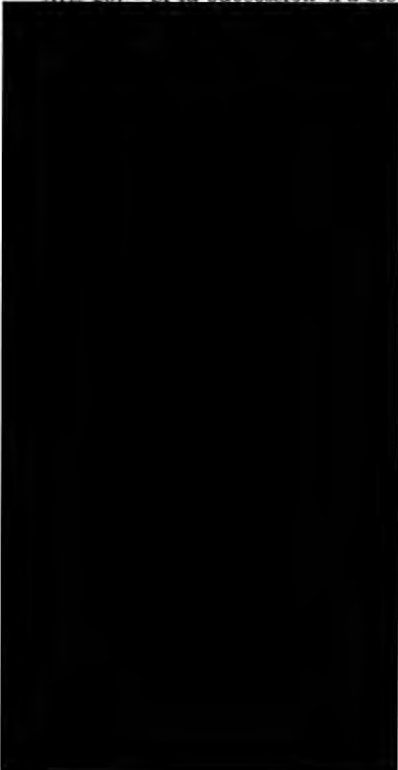
Art. 27. « A défaut d'inventaire, e  
« les cas où ce défaut préjudicie à la  
« ou ses héritiers peuvent, lors de la  
« de la communauté, poursuivre les r  
« de droit, et même faire preuve, ta  
« et par papiers domestiques que p  
« et au besoin par la commune reno  
« consistance et valeur du mobilier  
« torié.

« Le mari n'est jamais recevable  
« preuve. »

Art. 28. « Les dispositions de l'a  
« font point obstacle à ce que les cré  
« succession en partie mobilière et e  
« mobilière, poursuivent leur paier  
« biens de la communauté, soit que l  
« soit échue au mari, soit qu'elle so  
« femme, lorsque celle-ci l'a acceptée  
« tement de son mari; le tout sauf les r  
« respectives.

« Il en est de même si la success  
« acceptée par la femme que comme  
« justice, et que néanmoins le mobili  
« confondu dans celui de la commu  
« un inventaire préalable. »

Art. 29. « Si la succession n'a été



« gratuit, des immeubles de la communauté, si  
« ce n'est pour l'établissement des enfants com-  
« muns. »

« Il ne peut donner par un acte entre-vifs l'uni-  
« versalité de son mobilier. »

« Il ne peut même faire une donation entre-vifs  
« de partie de son mobilier avec réserve d'usu-  
« fruit. »

Art. 34. « La donation testamentaire faite par  
« le mari ne peut excéder sa part dans la commu-  
« nauté. »

« S'il a donné en cette forme un effet de la  
« communauté, le donataire ne peut le réclamer  
« en nature qu'autant que l'effet, par l'événement  
« du partage, tombe au lot des héritiers du mari :  
« si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers,  
« le légataire a la récompense de la valeur totale  
« de l'effet donné, sur la part des héritiers du  
« mari dans la communauté, et sur les biens per-  
« sonnels de ce dernier. »

Art. 35. « Les amendes encourues par le mari  
« pour crime n'emportant pas mort civile, peuvent  
« se poursuivre sur les biens de la communauté,  
« sauf la récompense due à la femme; celles en-  
« courues par la femme ne peuvent s'exécuter  
« que sur la nue propriété de ses biens personnels,  
« tant que dure la communauté. »

Art. 36. « Les condamnations prononcées contre  
« l'un des deux époux pour crime emportant  
« mort civile, ne frappent que sa part de la com-  
« munauté et ses biens personnels. »

Art. 37. « Les actes faits par la femme sans le  
« consentement du mari, et même avec l'autori-  
« sation de la justice, n'engagent point les biens  
« de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle con-  
« tracte comme marchande publique et pour le  
« fait de son commerce. »

Art. 38. « La femme ne peut s'obliger ni engager  
« les biens de la communauté, même pour tirer  
« son mari de prison, ou pour l'établissement de  
« ses enfants en cas d'absence du mari, qu'après  
« y avoir été autorisée par justice. »

Art. 39. « Le mari a l'administration de tous les  
« biens personnels de la femme. »

« Il peut exercer seul toutes les actions mobi-  
« lières qui appartiennent à la femme. »

« Il ne peut aliéner les immeubles personnels  
« de sa femme sans son consentement. »

« Il est responsable de tout dépérissement des  
« biens personnels de sa femme, causé par défaut  
« d'actes conservatoires. »

Art. 40. « Les baux que le mari seul a faits des  
« biens de sa femme pour un temps qui excède  
« neuf ans, ne sont, en cas de dissolution de la  
« communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme  
« ou de ses héritiers, que pour le temps qui reste  
« à courir, soit de la première période de neuf  
« ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de  
« la seconde, et ainsi de suite, de manière que  
« le fermier n'ait que le droit d'achever la jouis-  
« sance de la période de neuf ans où il se  
« trouve. »

Art. 41. « Les baux de neuf ans ou au-dessous  
« que le mari a passés ou renouvelés des biens  
« de sa femme, plus de trois ans avant l'expira-  
« tion du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux,  
« et plus de deux ans avant la même époque, s'il  
« s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que  
« leur exécution n'ait commencé avant la disso-  
« lution de la communauté. »

Art. 42. « La femme qui s'oblige solidairement  
« avec son mari pour les affaires de la commu-  
« nauté ou du mari, n'est réputée, à l'égard de  
« celui-ci, s'être obligée que comme caution; elle

faut d'emploi ou de remploi du p  
meuble que la femme séparée a  
l'autorisation de la justice, à moins  
concouru au contrat, ou qu'il ne s  
que les deniers ont été reçus par  
tourné à son profit.

« Il est garant du défaut d'emploi  
ploi, si la vente a été faite en sa  
de son consentement; il ne l'est po  
lité de cet emploi. »

Art. 62. « La communauté, dissout  
paration, soit de corps et de biens, s  
seulement, peut être rétablie du co  
des deux parties.

« Elle ne peut l'être que par un ac  
que passé devant notaires et avec r

« En ce cas, la communauté rétab  
son effet du jour du mariage; les  
remises au même état que s'il n'y  
eu de séparation, sans préjudic  
de l'exécution des actes d'admini  
ont pu être faits par la femme d  
tervalle.

« Toute convention, par laquelle le  
tabliraient leur communauté sous  
tions différentes de celles qui la ré  
térieurement, est nulle. »

Art. 63. « La dissolution de comm  
rée par le divorce ou la séparat  
corps et de biens, soit de biens se  
donne pas ouverture aux droits de  
femme; mais celle-ci conserve la f  
exercer lors de la mort naturelle  
son mari. »

#### SECTION IV.

*De l'acceptation de la communauté et  
ciation qui peut y être faite, avec le  
qui y sont relatives.*

Art. 64. « Après la dissolution de  
nauté, la femme ou ses héritiers et a  
ont la faculté de l'accepter ou d'y  
toute convention contraire est nulle

Art. 65. « La femme qui s'est im  
les biens de la communauté ne peu  
Les actes purement administrati



« y a lieu, prononcée contradictoirement avec les  
« héritiers du mari, ou eux dûment appelés. »

Art. 70. « La veuve qui n'a point fait sa renon-  
« ciation dans le délai ci-dessus prescrit, n'est  
« pas déchuë de la faculté de renoncer si elle ne  
« s'est point immiscée et qu'elle ait fait inven-  
« taire; elle peut seulement être poursuivie  
« comme commune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé,  
« et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa  
« renonciation. »

« Elle peut également être poursuivie après  
« l'expiration des quarante jours depuis la clô-  
« ture de l'inventaire, s'il a été fait et clos avant  
« les trois mois. »

Art. 71. « La veuve qui a diverti ou recélé  
« quelques effets de la communauté est déclarée  
« commune nonobstant sa renonciation : il en est  
« de même à l'égard de ses héritiers. »

Art. 72. « Si la veuve meurt avant l'expiration  
« des trois mois et quarante jours, ses héritiers  
« peuvent renoncer à la communauté dans les  
« formes établies ci-dessus, et y sont admis même  
« après ledit délai, et nonobstant le défaut d'in-  
« ventaire, tant qu'ils ne se sont point immiscés. »

Art. 73. « Les dispositions des art. 67 et sui-  
« vants sont applicables aux femmes des indivi-  
« dus morts civilement, à partir du moment où  
« la mort civile a commencé. »

Art. 74. « La femme divorcée ou séparée de  
« corps, qui n'a point, dans les trois mois et qua-  
« rante jours après le divorce ou la séparation  
« définitivement prononcés, accepté la commu-  
« nauté, est censée y avoir renoncé, à moins  
« qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait ob-  
« tenu la prorogation en justice, contradictoire-  
« ment avec le mari, ou lui dûment appelé. »

Art. 75. « Les créanciers de la femme peuvent  
« attaquer la renonciation qui aurait été faite par  
« elle ou par ses héritiers en fraude de leurs  
« créances, et accepter la communauté de leur  
« chef. »

#### SECTION V.

##### *Du partage de la communauté après l'acceptation.*

Art. 76. « Après l'acceptation de la commu-  
« nauté par la femme ou ses héritiers, l'actif se  
« partage et le passif est supporté de la manière  
« ci-après déterminée. »

#### § 1<sup>er</sup>.

##### *Du partage de l'actif.*

Art. 77. « Les époux ou leurs héritiers rappor-  
« tent à la masse des biens existants tout ce dont  
« ils sont débiteurs envers la communauté, à titre  
« de récompense ou d'indemnité, d'après les  
« règles ci-dessus prescrites, section II du présent  
« titre. »

Art. 78. « Chaque époux ou son héritier rap-  
« porte également les sommes qui ont été tirées  
« de la communauté, ou la valeur des biens que  
« l'époux y a pris pour doter un enfant d'un autre  
« lit, ou pour doter personnellement l'enfant  
« commun. »

Art. 79. « Sur la masse des biens, chaque époux,  
« ou son héritier, prélève :

« 1<sup>o</sup> Ceux de ses biens personnels et qui ne  
« sont point entrés en communauté, s'ils existent  
« en nature, ou ceux qui ont été acquis en rem-  
« ploi ;

« 2<sup>o</sup> Le prix de ses immeubles qui ont été alié-  
« nés pendant la communauté, et dont il n'a point  
« été fait remploi ;

« 3<sup>o</sup> Les indemnités qui lui sont dues par la  
« communauté. »

« communauté arrive par la mort du  
« a droit, pendant les trois mois et  
« qui lui sont accordés pour faire  
« délibérer, de prendre sa nourriture  
« ses domestiques, soit sur les profits  
« tantes, s'il y en a, soit par emprunt  
« de la masse commune, à la charge  
« modérément.

« Elle ne doit aucun loyer à raison  
« tion qu'elle a pu faire, pendant la  
« une maison dépendant de la communauté  
« appartenant aux héritiers du défunt  
« maison qu'habitaient les époux avant  
« la dissolution de la communauté  
« tenue à titre de bail à loyer, la  
« tribuera point, pendant les mêmes  
« paiement dudit loyer, lequel sera  
« masse. »

Art. 104. « La femme renonce  
« chargée de toute contribution à la  
« communauté, tant à l'égard des  
« créanciers : elle reste néanmoins  
« ceux-ci, lorsqu'elle s'est obligée  
« avec son mari, ou lorsque la  
« dette de la communauté, provenant  
« ment de son chef ; le tout sans  
« contre le mari ou ses héritiers. »

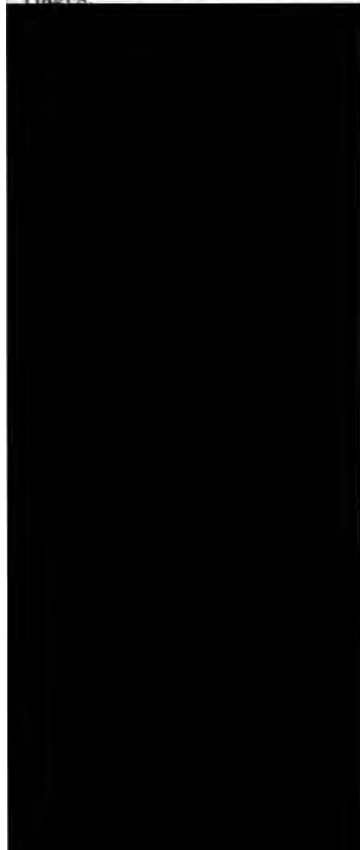
Art. 105. « Elle peut exercer toutes  
« et reprises ci-dessus détaillées sur  
« biens de la communauté que sur  
« sonnels du mari.

« Ses héritiers le peuvent de même  
« qui concerne le prélèvement des  
« des, ainsi que le logement et  
« pendant le délai donné pour faire  
« délibérer, lesquels droits sont  
« sonnels à la femme survivante. »

*Disposition relative à la communauté  
que l'un des époux ou tous deux  
de précédents mariages.*

Art. 106. « Tout ce qui est dit  
observé, même lorsque l'un des  
deux auront des enfants de p

riages



- « 5° Qu'en cas de renonciation, la femme pourra reprendre ses apports francs et quittes ;
- « 6° Que le survivant aura un préciput ;
- « 7° Que les époux auront des parts inégales ;
- « 8° Qu'il y aura entre eux communauté à titre universel. »

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la communauté réduite aux acquêts.*

Art. 108. « Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté, et les dettes de chacun d'eux, actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

« En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux, ensemble ou séparément, durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux. »

Art. 109. « Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt. »

#### SECTION II.

##### *De la clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou partie.*

Art. 110. « Les époux peuvent exclure de leur communauté tout leur mobilier présent et futur.

« Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus. »

Art. 111. « Cette clause rend l'époux débiteur envers la communauté de la somme qu'il a promis d'y mettre, et l'oblige à justifier de cet apport. »

Art. 112. « L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage, que son mobilier est de telle valeur.

« Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari lui donne ou à ceux qui l'ont dotée. »

Art. 113. « Chaque époux a le droit de reprendre et de prélever, lors de la dissolution de la communauté, la valeur de ce dont le mobilier qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est échu depuis, excédait sa mise en communauté. »

Art. 114. « Le mobilier qui échoit à chacun des époux pendant le mariage doit être constaté par un inventaire.

« A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari, ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur, déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la reprise.

« Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier. »

#### SECTION III.

##### *De la clause d'ameublement.*

Art. 115. « Lorsque les époux ou l'un d'eux fait entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs, cette clause s'appelle ameublement. »



« pour tout droit de communauté, &  
« tant que la communauté entière, en  
« restera à l'époux survivant. »

Art. 131. « Lorsqu'il a été stipulé  
« ou ses héritiers n'auront qu'une c  
« dans la communauté, comme le tier  
« l'époux ainsi réduit ou ses héritier  
« tent les dettes de la communauté  
« tionnellement à la part qu'ils pr  
« l'actif. La convention est nulle, si  
« l'époux ainsi réduit ou ses héritie  
« ter une plus forte part, ou si elle  
« de supporter une part dans les d  
« celle qu'ils prennent dans l'actif. »

Art. 132. « Lorsqu'il est stipulé c  
« époux ou ses héritiers ne pourro  
« qu'une certaine somme pour tout c  
« munauté, la clause est un forfait qu  
« tre époux ou ses héritiers à payer la  
« venue, soit que la communauté se  
« mauvaise, suffisante ou non, pour  
« somme. »

Art. 133. « Si la clause n'établit le  
« l'égard des héritiers de l'époux, c  
« le cas où il survit, a droit au part  
« moitié. »

Art. 134. « Le mari ou ses héritier  
« nent, en vertu de la clause énonc  
« cle 130, la totalité de la communau  
« gés d'en acquitter toutes les dettes

« Les créanciers n'ont, en ce cas  
« tion contre la femme ni contre se

« Si c'est la femme survivante qu  
« nant une somme convenue, le dr  
« toute la communauté contre les  
« mari, elle a le choix ou de leu  
« somme, en demeurant obligée à tou  
« ou de renoncer à la communauté, &  
« donner aux héritiers du mari les  
« charges. »

Art. 135. « Il est permis aux époux  
« que la totalité de la communauté  
« au survivant, ou à l'un deux seu  
« aux héritiers de l'autre à faire le  
« apports de leur auteur.

« mais les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs quoique inégaux des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants du premier lit. »

Art. 138. « La communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale, pour tous les cas auxquels il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat. »

#### SECTION IX.

##### *Des conventions exclusives de la communauté.*

Art. 139. « Lorsque, sans se soumettre au régime dotal, les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens, les effets de cette stipulation sont réglés comme il suit. »

#### § 1<sup>er</sup>.

##### *De la clause portant que les époux se marient sans communauté.*

Art. 140. « La clause, portant que les époux se marient sans communauté ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés appartenir au mari pour soutenir les charges du mariage. »

Art. 141. « Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il doit faire des capitaux après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice. »

Art. 142. « Si dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y en a de nature à se consumer par l'usage, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation. »

Art. 143. « Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit. »

Art. 144. « La clause énoncée au présent paragraphe ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus, pour son entretien et ses besoins personnels. »

Art. 145. « Les immeubles constitués en dot, dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables. »

« Néanmoins ils ne peuvent être aliénés sans le consentement du mari; et à son refus, sans l'autorisation de la justice. »

#### § II.

##### *De la clause de séparation de biens.*

Art. 146. « Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance libre de ses revenus. »

Art. 147. « Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat; et s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. »

Art. 148. « Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner

« pour tout droit de communauté, &  
« tant que la communauté entière, en  
« restera à l'époux survivant. »

Art. 131. « Lorsqu'il a été stipulé  
« ou ses héritiers n'auront qu'une c  
« dans la communauté, comme le tiers  
« l'époux ainsi réduit ou ses héritiers  
« tent les dettes de la communauté  
« tionnellement à la part qu'ils pr  
« l'actif. La convention est nulle, si  
« l'époux ainsi réduit ou ses héritiers  
« ter une plus forte part, ou si elle  
« de supporter une part dans les de  
« celle qu'ils prennent dans l'actif. »

Art. 132. « Lorsqu'il est stipulé q  
« époux ou ses héritiers ne pourro  
« qu'une certaine somme pour tout d  
« munauté, la clause est un forfait qu  
« tre époux ou ses héritiers à payer la  
« venue, soit que la communauté so  
« mauvaise, suffisante ou non, pour  
« somme. »

Art. 133. « Si la clause n'établit le  
« l'égard des héritiers de l'époux, c  
« le cas où il survit, a droit au part  
« moitié. »

Art. 134. « Le mari ou ses héritiers  
« nent, en vertu de la clause énonc  
« cle 130, la totalité de la communau  
« gés d'en acquitter toutes les dettes

« Les créanciers n'ont, en ce cas,  
« tion contre la femme ni contre se

« Si c'est la femme survivante qu  
« nant une somme convenue, le dro  
« toute la communauté contre les  
« mari, elle a le choix ou de leur  
« somme, en demeurant obligée à tout  
« ou de renoncer à la communauté, e  
« donner aux héritiers du mari les  
« charges. »

Art. 135. « Il est permis aux époux  
« que la totalité de la communauté :  
« au survivant, ou à l'un deux seu  
« aux héritiers de l'autre à faire la  
« apports de leur auteur.

« mais les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs quoique inégaux des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants du premier lit. »

Art. 138. « La communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale, pour tous les cas auxquels il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat. »

## SECTION IX.

*Des conventions exclusives de la communauté.*

Art. 139. « Lorsque, sans se soumettre au régime dotal, les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens, les effets de cette stipulation sont réglés comme il suit. »

§ 1<sup>er</sup>.*De la clause portant que les époux se marient sans communauté.*

Art. 140. « La clause, portant que les époux se marient sans communauté ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés appartenir au mari pour soutenir les charges du mariage. »

Art. 141. « Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il doit faire des capitaux après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice. »

Art. 142. « Si dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y en a de nature à se consumer par l'usage, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation. »

Art. 143. « Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit. »

Art. 144. « La clause énoncée au présent paragraphe ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus, pour son entretien et ses besoins personnels. »

Art. 145. « Les immeubles constitués en dot, dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables. »

« Néanmoins ils ne peuvent être aliénés sans le consentement du mari; et à son refus, sans l'autorisation de la justice. »

## § II.

*De la clause de séparation de biens.*

Art. 146. « Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance libre de ses revenus. »

Art. 147. « Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat; et s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. »

Art. 148. « Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner

Art. 172. « Si la dot est mise en péril,  
« peut poursuivre la séparation de bi  
« qu'il est dit aux articles 54 et suivant  
« pitre II. »

SECTION III.

*De la restitution de la dot.*

Art. 173. « Si la dot consiste en imm  
« Ou en meubles non estimés par le  
« mariage, ou bien mis à prix, avec décl  
« l'estimation n'en ôte pas la propriété à  
« Le mari ou ses héritiers peuvent  
« traints de la restituer sans délai, apr  
« lution du mariage. »

Art. 174. « Si elle consiste en une somm  
« Ou en meubles mis à prix par  
« sans déclaration que l'estimation n'e  
« le mari propriétaire,  
« La restitution n'en peut être exigée  
« après la dissolution. »

Art. 175. « Si les meubles dont la  
« reste à la femme sont dépéris par l'us  
« la faute du mari, il ne sera tenu de les  
« dans l'état où ils se trouvent, et ce qui

Art. 176. « Si la dot comprend des  
« ou constitutions de rente qui ont pér  
« fert des retranchements qu'on ne puis  
« à la négligence du mari, il n'en sera  
« et il en sera quitte en restituant les

Art. 177. « Si un usufruit a été constitu  
« mari ou ses héritiers ne sont obligés,  
« lution du mariage, que de restituer le  
« fruit, et non les fruits échus durant le

Art. 178. « Si le mariage a duré dix  
« l'échéance des termes pris pour le p  
« la dot, la femme ou ses héritiers pour  
« pérer contre le mari, après la dissoluti  
« riage, sans être tenus de prouver qu'i  
« Excepté qu'il ne justifiait des diligenc  
« ment par lui faites pour s'en procur  
« ment. »

Art. 179. « Si le mariage est dissous  
« de la femme, l'intérêt et les fruits  
« restituer courent de plein droit, au p  
« héritiers, depuis le jour de la dissol

« La perte de la dot tombe uniquement sur la femme. »

#### SECTION IV.

##### *Des biens paraphernaux.*

Art. 183. « Tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot sont paraphernaux. »

Art. 184. « Si tous les biens de la femme sont paraphernaux, et qu'il n'y ait pas de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, le mari est censé les avoir assumés en entier pour son compte. »

Art. 185. « La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux.

« Mais elle ne peut les aliéner, ni paraître en jugement à raison desdits biens, sans l'autorisation du mari, ou, à son refus, sans la permission de la justice. »

Art. 186. « Si la femme donne sa procuration au mari pour administrer ses biens paraphernaux, avec charge de lui rendre compte des fruits, il sera tenu, vis-à-vis d'elle, comme tout mandataire. »

Art. 187. « Si, sans donner de pouvoir exprès à son mari, la femme souffre qu'il jouisse de ses biens paraphernaux, le mari n'est tenu, à la dissolution du mariage, ou à la première demande de la femme, qu'à la représentation des fruits existants; et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors. »

Art. 188. « Si le mari a joui des biens paraphernaux malgré l'opposition constatée de la femme, il est comptable envers elle de tous les fruits tant existants que consommés. »

Art. 189. « Le mari qui jouit des biens paraphernaux est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier. »

#### SECTION V.

##### *De la société d'acquêt.*

Art. 190. « Lorsqu'en se soumettant au régime dotal, les époux ont néanmoins stipulé une société d'acquêts, les effets de cette société sont réglés comme il est dit aux articles 108 et 109 du chapitre II. »

##### *Disposition générale.*

Art. 191. « Toute clause de soumission au régime dotal doit être affichée en la principale salle de chacun des tribunaux de première instance dans le ressort desquels se trouvent et le domicile des époux et les immeubles dotaux.

« Faute d'avoir rempli cette formalité, les droits que des tiers pourraient acquérir de bonne foi sur le fonds dotal seront maintenus, sauf le recours de la femme ou de ses héritiers contre le mari ou ses héritiers. »

Le chapitre I<sup>er</sup>, contenant les *dispositions générales*, est adopté.

Le chapitre II, *du régime en communauté*, est adopté.

Le citoyen **Berlier** fait lecture du chapitre III : *du régime dotal*.

Les articles 150 et 151 sont adoptés.

La section I<sup>re</sup>, *de la constitution de la dot*, est soumise à la discussion.

L'article 152 est adopté.

L'article 153 est discuté.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il peut y avoir de l'abus à permettre de constituer un augment de dot en argent, mais qu'il ne conçoit pas pourquoi on le défendrait également en immeubles.

venient, appliquer le principe de l'inaliénabilité absolue aux biens spécifiés par l'article, mais que dans l'article on n'a eu en vue des actions plus obscures et moins connues que la prescription, qui peut les atteindre, ne commencer pendant le mariage; mais si l'action n'est commencée avant, il serait injuste d'imputer à la femme seule une négligence dont sont également responsables ceux qui n'ont pas interrompu la prescription plus tôt.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il est nécessaire d'exprimer cette distinction.

Le citoyen **Tronchet** attaque l'article comme contraire aux principes de l'imprescriptibilité que la prescription suspendue pendant le mariage, comme dans le cas de l'article, doit être absolue. Tout au plus, il propose de clarifier la prescription suspendue pendant le mariage, comme dans le cas de l'article.

Le citoyen **Treilhard** dit que la prescription aurait des effets extraordinaires si la prescription avait commencé trois ans avant le mariage, et si le mariage avait duré plus de vingt-sept ans après la dissolution, l'action aurait duré quatre-vingts ans.

Le consul **Cambacérés** dit que l'article a besoin d'explication. Déjà **Portalès** a parlé d'une distinction qu'il propose d'exprimer : elle conduit à décider si on donnera un recours à la femme contre le mari pour les actions qu'il aurait laissées prescrire pendant le mariage. Il faudra ensuite, si la règle générale est modifiée, indiquer les modifications dont elle est susceptible.

Les articles 170 et 171 sont renvoyés à la commission.

L'article 172 est adopté.

La section III, de la restitution de l'immeuble, est soumise à la discussion.

Les articles 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182 qui la composent, sont renvoyés à la commission.

La section IV, des biens paraphernaux, est soumise à la discussion.

L'article 183 est adopté.

L'article 184 est discuté.

Le consul **Cambacérés** craint que l'article ne consacre une injustice.

Le citoyen **Berlier** partage cette opinion.

Le consul **Cambacérés** ajoute que si le mari était sans fortune, il faudrait bien que la subsistance de la famille fût prise sur les biens de la femme.

Le citoyen **Portalis** dit que dans le droit écrit l'exécution de l'article était subordonnée à la possibilité où était le mari de fournir seul aux charges du mariage.

Le citoyen **Maleville** propose d'étendre au cas dont il s'agit la disposition de l'article 147.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 185, 186, 187, 188 et 189 sont adoptés.

La section v, *de la société d'acquêts*, est soumise à la discussion.

L'article 190 qui la compose est adopté.

L'article 191, sous la rubrique, *disposition générale*, est soumis à la discussion.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il ne voit pas l'utilité de cet article. On ne peut présumer en effet que celui qui achète un bien ne se fasse pas représenter les titres qui en rendent le vendeur propriétaire. *Nemo debet esse ignarus conditionis illius cum quo contrahit.*

Le consul **Cambacérés** dit que cet article ne donne aucune garantie contre le mari; car s'il néglige la formalité de l'affiche, sans doute la femme négligera également de la remplir. Y obligera-t-on ses parents? Ce serait étendre encore les embarras dans lesquels les familles se trouvent jetées par la loi qui les oblige de former inscription, lorsqu'ils ont concouru à la nomination d'un tuteur.

L'article est retranché.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

#### SÉANCE

DU 11 BRUMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 3 novembre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Treilhارد** présente le titre IV du livre II du projet de Code civil, rédigé conformément aux amendements adoptés dans la séance du 4 brumaire an XII.

#### *Des servitudes ou services fonciers.*

Art. 633. « Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage voisin appartenant à un autre propriétaire. »

Art. 634. « La servitude n'établit aucune prééminence d'un héritage sur l'autre. »

Art. 635. « Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires. »

#### CHAPITRE PREMIER.

*Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Art. 636. « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué. »

« Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. »

« Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

Art. 637. « Celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté. »



venient, appliquer le principe de l'inaliénabilité absolue aux biens spécifiés par l'article, mais que dans l'article on n'a eu en vue que des actions plus obscures et moins connues, qui peuvent les atteindre, ne commencer pendant le mariage; mais si l'action a commencé avant, il serait injuste d'imputer à la femme seule une négligence dont sont également responsables ceux qui n'ont pas interrompu l'action plus tôt.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il est nécessaire d'exprimer cette distinction.

Le citoyen **Tronchet** attaque l'article comme contraire aux principes de l'imprescriptibilité, laquelle doit être absolue. Tout au plus on peut clarifier la prescription suspendue pendant le mariage, comme dans le cas de l'article 172.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'action aurait des effets extraordinaires si la prescription avait commencé trois ans avant le mariage, et si le mariage avait duré plus de trois ans, il en résulterait qu'elle ne s'accomplirait que vingt-sept ans après la dissolution. L'action aurait duré quatre-vingts ans.

Le consul **Cambacérés** dit que l'article a besoin d'explication. Déjà **Portalès** a parlé d'une distinction qu'il faut exprimer : elle conduit à décider si on donnera un recours à la femme pour les actions qu'il aurait laissées prescrire. Il faudra ensuite, si la règle générale est adoptée, que le citoyen **Tronchet** est modifiée, de faire des modifications dont elle est susceptible.

Les articles 170 et 171 sont renvoyés à la commission.

L'article 172 est adopté.

La section III, de la restitution des biens, est soumise à la discussion.

Les articles 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182 qui la composent, sont renvoyés à la commission.

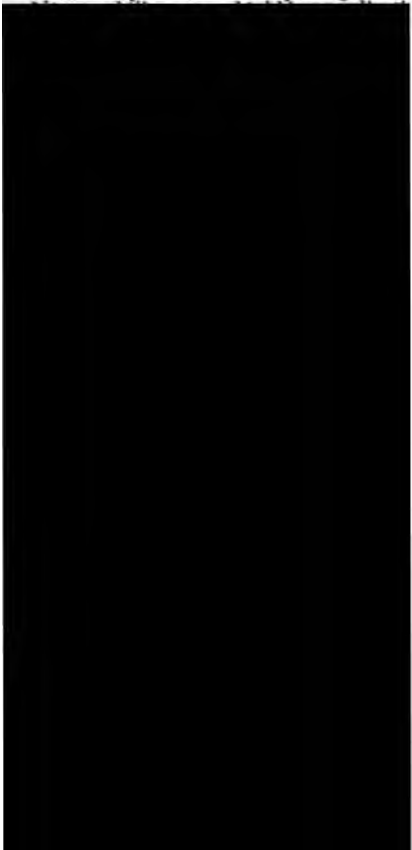
La section IV, des biens paraphernaux, est soumise à la discussion.

L'article 183 est adopté.

L'article 184 est discuté.

Le consul **Cambacérés** craint qu'on ne consacre une injustice.

Le citoyen **Berlier** partage cette opinion.



Le consul **Cambacérés** ajoute que si le mari était sans fortune, il faudrait bien que la subsistance de la famille fût prise sur les biens de la femme.

Le citoyen **Portalis** dit que dans le droit écrit l'exécution de l'article était subordonnée à la possibilité où était le mari de fournir seul aux charges du mariage.

Le citoyen **Maleville** propose d'étendre au cas dont il s'agit la disposition de l'article 147.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 185, 186, 187, 188 et 189 sont adoptés.

La section v, de la société d'acquêts, est soumise à la discussion.

L'article 190 qui la compose est adopté.

L'article 191, sous la rubrique, *disposition générale*, est soumis à la discussion.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il ne voit pas l'utilité de cet article. On ne peut présumer en effet que celui qui achète un bien ne se fasse pas représenter les titres qui en rendent le vendeur propriétaire. *Nemo debet esse ignarus conditionis illius cum quo contrahit.*

Le consul **Cambacérés** dit que cet article ne donne aucune garantie contre le mari; car s'il néglige la formalité de l'affiche, sans doute la femme négligera également de la remplir. Y obligera-t-on ses parents? Ce serait étendre encore les embarras dans lesquels les familles se trouvent jetées par la loi qui les oblige de former inscription, lorsqu'ils ont concouru à la nomination d'un tuteur.

L'article est retranché.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*

J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 11 BRUMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 3 novembre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Treilhard** présente le titre IV du livre II du projet de Code civil, rédigé conformément aux amendements adoptés dans la séance du 4 brumaire an XII.

### *Des servitudes ou services fonciers.*

Art. 633. « Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage voisin appartenant à un autre propriétaire. »

Art. 634. « La servitude n'établit aucune prééminence d'un héritage sur l'autre. »

Art. 635. « Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires. »

### CHAPITRE PREMIER.

*Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Art. 636. « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

« Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

« Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

Art. 637. « Celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté. »

venient, appliquer le principe de l'inaliénabilité absolue aux biens spécifiés par l'article, mais que dans l'article on n'a eu en vue des actions plus obscures et moins connues que dans la description, qui peut les atteindre, ne commencer pendant le mariage; mais si l'action a commencé avant, il serait injuste d'imputer à la femme seule une négligence dont sont également responsables ceux qui n'ont pas interrompu l'action plus tôt.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il est nécessaire d'exprimer cette distinction.

Le citoyen **Tronchet** attaque l'article comme contraire aux principes de l'imprescriptibilité, laquelle doit être absolue. Tout au plus on peut clarifier la prescription suspendue par le mariage, comme dans le cas de

Le citoyen **Treilhard** dit que si l'action aurait des effets extraordinaires, la prescription aurait commencé trois ans avant le mariage, et si le mariage avait duré plus de vingt ans, il en résulterait qu'elle ne s'accomplirait que vingt-sept ans après la dissolution du mariage. L'action aurait duré quatre-vingts ans.

Le consul **Cambacérés** dit que l'article a grand besoin d'explication. Déjà **Portalès** a parlé d'une distinction qu'il faut d'exprimer : elle conduit à décider si on donnera un recours à la femme pour les actions qu'il aurait laissées prescrire. Il faudra ensuite, si la règle générale est adoptée, que le citoyen **Tronchet** est modifiée, de faire des modifications dont elle est susceptible.

Les articles 170 et 171 sont renvoyés à la commission.

L'article 172 est adopté.

La section III, de la restitution des biens, est soumise à la discussion.

Les articles 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182 qui la composent, sont renvoyés à la commission.

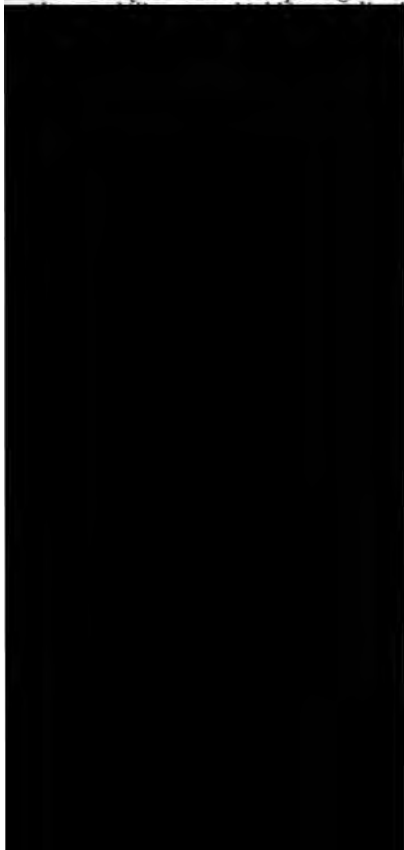
La section IV, des biens paraphernaux, est soumise à la discussion.

L'article 183 est adopté.

L'article 184 est discuté.

Le consul **Cambacérés** craint qu'on ne consacre une injustice.

Le citoyen **Berlier** partage cet avis.



Le consul **Cambacérés** ajoute que si le mari était sans fortune, il faudrait bien que la subsistance de la famille fût prise sur les biens de la femme.

Le citoyen **Portalis** dit que dans le droit écrit l'exécution de l'article était subordonnée à la possibilité où était le mari de fournir seul aux charges du mariage.

Le citoyen **Maleville** propose d'étendre au cas dont il s'agit la disposition de l'article 147.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 185, 186, 187, 188 et 189 sont adoptés.

La section v, *de la société d'acquêts*, est soumise à la discussion.

L'article 190 qui la compose est adopté.

L'article 191, sous la rubrique, *disposition générale*, est soumis à la discussion.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il ne voit pas l'utilité de cet article. On ne peut présumer en effet que celui qui achète un bien ne se fasse pas représenter les titres qui en rendent le vendeur propriétaire. *Nemo debet esse ignarus conditionis illius cum quo contrahit.*

Le consul **Cambacérés** dit que cet article ne donne aucune garantie contre le mari; car s'il néglige la formalité de l'affiche, sans doute la femme négligera également de la remplir. Y obligera-t-on ses parents? Ce serait étendre encore les embarras dans lesquels les familles se trouvent jetées par la loi qui les oblige de former inscription, lorsqu'ils ont concouru à la nomination d'un tuteur.

L'article est retranché.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 11 BRUMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 3 novembre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

Le citoyen **Treilhard** présente le titre IV du livre II du projet de Code civil, rédigé conformément aux amendements adoptés dans la séance du 4 brumaire an XII.

### *Des servitudes ou services fonciers.*

Art. 633. « Une servitude est une charge im-  
posée sur un héritage pour l'usage et l'utilité  
d'un héritage voisin appartenant à un autre  
propriétaire. »

Art. 634. « La servitude n'établit aucune pré-  
minence d'un héritage sur l'autre. »

Art. 635. « Elle dérive ou de la situation natu-  
relle des lieux, ou des obligations imposées par  
la loi, ou des conventions entre les proprié-  
taires. »

### CHAPITRE PREMIER.

#### *Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Art. 636. « Les fonds inférieurs sont assujettis  
envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les  
eaux qui en découlent naturellement, sans que  
la main de l'homme y ait contribué.

« Le propriétaire inférieur ne peut point élever  
de digue qui empêche cet écoulement.

« Le propriétaire supérieur ne peut rien faire  
qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

Art. 637. « Celui qui a une source dans son  
fonds peut en user à sa volonté. »

Art. 661. « Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, les titres de propriété ne règlent pas les réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

« Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient ;  
« Le propriétaire de chaque étage fait les réparations cher sur lequel il marche.

« Le propriétaire du premier étage fait les réparations du lier qui y conduit ; le propriétaire du deuxième étage fait, à partir du premier, l'escalier qui y conduit ; et ainsi de suite. »

Art. 662. « Lorsqu'on reconstruit un mur ou une maison, les servitudes passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans que les propriétaires puissent être aggravés, et la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise. »

Art. 663. « Tous fossés entre deux propriétés sont présumés mitoyens, s'il n'y a aucune marque du contraire. »

Art. 664. « Il y a marque de non mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre est d'un côté seulement du fossé. »

Art. 665. « Le fossé est censé appartenir à celui du côté duquel le rejet est fait. »

Art. 666. « Le fossé mitoyen doit être tenu à frais communs. »

Art. 667. « Toute haie qui sépare deux propriétés en état de clôture est réputée mitoyenne, si n'y a titre ou possession suffisante du contraire. »

Art. 668. « Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuels, ou par les usages constants et locaux, et à défaut de règlements et usages, à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages. »

Art. 669. « Le voisin peut exiger que les arbres et arbustes plantés à une moindre distance soient élagués. »

Art. 670. « Les arbres qui se trouvent dans une haie mitoyenne sont mitoyens comme les murs, et chacun des deux propriétaires a le droit de les élaguer. »

Art. 674. « Ces fenêtres ou jours ne peuvent  
« être établis qu'à vingt-six décimètres (huit pieds)  
« au-dessus du plancher ou sol de la chambre  
« qu'on veut éclairer, si c'est à rez-de-chaussée,  
« et à dix-neuf décimètres (six pieds) au-dessus  
« du plancher, pour les étages supérieurs. »

Art. 675. « On ne peut avoir des vues droites  
« ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres sem-  
« blables saillies sur l'héritage clos ou non clos  
« de son voisin, s'il n'y a dix-neuf décimètres  
« (six pieds) de distance entre le mur où on les  
« pratique et ledit héritage. »

Art. 676. « On ne peut avoir des vues par côté  
« ou obliques sur le même héritage, s'il n'y a  
« six décimètres (deux pieds) de distance. »

Art. 677. « La distance dont il est parlé dans  
« les deux articles précédents se compte depuis  
« le parement extérieur du mur où l'ouverture se  
« fait ; et s'il y a balcons ou autres semblables  
« saillies, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la  
« moitié du mur opposé de séparation, si ce mur  
« est mitoyen.

« Si ce dernier mur n'est pas mitoyen, l'inter-  
« valle doit se compter jusqu'à son parement in-  
« térieur. »

#### § IV.

##### *De l'égout des toits.*

Art. 678. « Tout propriétaire doit établir des  
« toits de manière que les eaux pluviales s'écou-  
« lent sur son terrain ou sur la voie publique ; il  
« ne peut les faire verser sur le fonds de son  
« voisin. »

#### § V.

##### *Du droit de passage.*

Art. 679. « Le propriétaire dont les fonds sont  
« enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie  
« publique, peut réclamer un passage sur les fonds  
« de ses voisins pour l'exploitation de son héri-  
« tage, à la charge d'une indemnité proportionnée  
« au dommage qu'il peut occasionner. »

Art. 680. « Le passage doit régulièrement être  
« pris du côté où le trajet est le plus court du  
« fonds enclavé à la voie publique. »

Art. 681. « Néanmoins il doit être fixé dans  
« l'endroit le moins dommageable à celui sur  
« le fonds duquel il est accordé. »

Art. 682. « L'action en indemnité, dans le cas  
« prévu par l'art. 679, est prescriptible ; et le  
« passage doit être continué, quoique l'action en  
« indemnité ne soit plus recevable. »

#### CHAPITRE III.

##### *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

##### SECTION PREMIÈRE.

##### *Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.*

Art. 683. « Il est permis aux propriétaires d'é-  
« tablir sur leurs propriétés, ou en faveur de  
« leurs propriétés, telles servitudes que bon leur  
« semble, pourvu néanmoins que les services éta-  
« blis ne soient imposés ni à la personne, ni en  
« faveur de la personne, mais seulement à un  
« fonds et pour un fonds, et pourvu que ces ser-  
« vices n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre  
« public.

« L'usage et l'étendue des servitudes ainsi éta-  
« blies se règlent par le titre qui les consti-  
« tue ; à défaut de titre, par les règles ci-après. »

Art. 684. « Les servitudes sont établies ou pour  
« l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds  
« de terre.

Art. 661. « Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, les titres de propriété ne règlent pas les réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

« Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

« Le propriétaire de chaque étage fait les réparations sur lequel il marche.

« Le propriétaire du premier étage fait les réparations qui y conduisent ; le propriétaire de l'étage fait, à partir du premier, les réparations qui conduisent chez lui ; et ainsi de suite. »

Art. 662. « Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes passives se continuent à l'égard du mur ou de la nouvelle maison, sans que qu'elles puissent être aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise. »

Art. 663. « Tous fossés entre deux propriétés sont présumés mitoyens, s'il n'y a une marque du contraire. »

Art. 664. « Il y a marque de non mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre est d'un côté seulement du fossé. »

Art. 665. « Le fossé est censé appartenir à celui du côté duquel le rejet est fait. »

Art. 666. « Le fossé mitoyen doit être tenu à frais communs. »

Art. 667. « Toute haie qui sépare deux propriétés en état de clôture est réputée mitoyenne, s'il n'y a titre ou possession suffisante du contraire. »

Art. 668. « Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuels, ou par les usages constants et locaux, et à défaut de règlements et usages, à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages. »

Art. 669. « Le voisin peut exiger que les arbres plantés à une moindre distance soient élagués. »

Art. 670. « Les arbres qui se trouvent dans une haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie elle-même, et chacun des deux propriétaires a le droit de les élaguer. »

Art. 674. « Ces fenêtres ou jours ne peuvent être établis qu'à vingt-six décimètres (huit pieds) au-dessus du plancher ou sol de la chambre qu'on veut éclairer, si c'est à rez-de-chaussée, et à dix-neuf décimètres (six pieds) au-dessus du plancher, pour les étages supérieurs. »

Art. 675. « On ne peut avoir des vues droites ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres semblables saillies sur l'héritage clos ou non clos de son voisin, s'il n'y a dix-neuf décimètres (six pieds) de distance entre le mur où on les pratique et ledit héritage. »

Art. 676. « On ne peut avoir des vues par côté ou obliques sur le même héritage, s'il n'y a six décimètres (deux pieds) de distance. »

Art. 677. « La distance dont il est parlé dans les deux articles précédents se compte depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait; et s'il y a balcons ou autres semblables saillies, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la moitié du mur opposé de séparation, si ce mur est mitoyen.

« Si ce dernier mur n'est pas mitoyen, l'intervalle doit se compter jusqu'à son parement intérieur. »

#### § IV.

##### *De l'égout des toits.*

Art. 678. « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin. »

#### § V.

##### *Du droit de passage.*

Art. 679. « Le propriétaire dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner. »

Art. 680. « Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique. »

Art. 681. « Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé. »

Art. 682. « L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'art. 679, est prescriptible; et le passage doit être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable. »

### CHAPITRE III.

#### *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

##### SECTION PREMIÈRE.

##### *Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.*

Art. 683. « Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre public.

« L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après. »

Art. 684. « Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.



Le Consul ordonne que le titre ci-communicé officieusement, par le général du Conseil d'Etat, à la section du Tribunat, conformément à l'agreminal an X.

Le citoyen **Berlier** présente la deration du titre X du livre III, *du contrat et des droits respectifs des époux*.

Il observe que la rédaction du chapitre tenant les *dispositions générales*, et chapitre II, *du régime en communauté*, est à celle adoptée dans la séance du 4 br. Il fait lecture du chapitre III, ainsi

### CHAPITRE III.

#### *Du régime dotal.*

Art. 150. « La dot, sous ce régime  
« celui du chapitre II, est le bien qui  
« apporte au mari pour supporter les  
« mariage. »

Art. 151. « Tout ce que la femme s  
« ou qui lui est donné en contrat de  
« dotal, s'il n'y a stipulation contraire

### SECTION PREMIÈRE.

#### *De la constitution de dot.*

Art. 152. « La constitution de dot  
« tous les biens présents et à venir  
« ou tous ses biens présents seulem  
« partie de ses biens présents et à ven  
« un objet individuel.

« La constitution en termes généraux  
« biens de la femme ne comprend  
« à venir. »

Art. 153. « La dot ne peut être  
« même augmentée pendant le mariage.

Art. 154. « Si les père et mère cons  
« jointement une dot sans distinguer  
« chacun, elle sera censée constituée  
« égales.

« Si la dot est constituée par le père  
« droits paternels et maternels, la mère  
« présente au contrat, ne sera point

« la dot demeurera en entier à la charge  
Art. 155. « Si le survivant des p

ra	« ses revenus pour son entretien et ses besoins
3-	« personnels. »
1-	Art. 160. « Le mari n'est pas tenu de fournir
8	« caution pour la réception de la dot, s'il n'y a
	« pas été assujetti par le contrat de mariage. »
ic-	Art. 161. « Si la dot ou partie de la dot consiste
ige	« en objets mobiliers mis à prix par le contrat,
	« sans déclaration que l'estimation n'en fait pas
on-	« vente, le mari en devient propriétaire, et n'est
ia-	« débiteur que du prix donné au mobilier. »
ne	Art. 162. « L'estimation donnée à l'immeuble
	« constitué en dot n'en transporte point la pro-
	« priété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse. »
	Art. 163. « L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal, si la condition de l'emploi n'a été stipulée par le contrat de mariage. »
us	Art. 164. « Les immeubles constitués en dot ne
ne	« peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant
du	« le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni
	« par les deux conjointement, sauf les exceptions
ue	« qui suivent. »
est	Art. 165. « La femme peut, avec l'autorisation
	« de son mari, ou, sur son refus, avec la permis-
	« sion de justice, donner ses biens dotaux pour
	« l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un
	« mariage antérieur; mais si elle n'est autorisée
	« que par la justice, elle doit réserver la jouis-
er	« sance à son mari. »
le,	Art. 166. « Elle peut aussi, avec l'autorisation
ne	« de son mari, donner ses biens dotaux pour
ne	« l'établissement de leurs enfants communs. »
	Art. 167. « L'immeuble dotal peut être aliéné,
es	« lorsque l'aliénation en a été permise par le
ns	« contrat de mariage. »
	Art. 168. « L'immeuble dotal peut encore être
ni	« aliéné avec la permission de justice, et aux en-
	« chères, après trois affiches :
n-	« Pour tirer de prison le mari ou la femme ;
de	« Pour fournir des aliments à la famille, dans
ns	« les cas prévus par les art. 197, 199 et 200 du
	« livre 1 <sup>er</sup> du présent Code ;
ur	« Pour payer les dettes de la femme ou de ceux
le	« qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont
et	« une date certaine antérieure au contrat de ma-
»	« riage ;
re	« Pour faire de grosses réparations indispensa-
a-	« bles pour la conservation de l'immeuble dotal ;
se	« Enfin, lorsque cet immeuble se trouve indivis
ix	« avec des tiers, et qu'il est reconnu impartia-
r-	« geable.
	« Dans tous les cas, l'excédant du prix de la
re	« vente au-dessus des besoins reconnus restera
ls	« dotal, et il en sera fait emploi, comme tel, au
es	« profit de la femme. »
	Art. 169. « Si, hors les cas d'exception qui
nt	« viennent d'être expliqués, la femme, ou le
	« mari, ou tous les deux conjointement, aliènent
le	« le fonds dotal, l'aliénation sera radicalement
lu	« nulle.
ir	« La femme ou ses héritiers pourront la faire
	« révoquer après la dissolution du mariage, sans
	« qu'on puisse leur opposer aucune prescription
a-	« pendant sa durée.
	« Le mari lui-même pourra faire révoquer l'a-
is	« liénation pendant le mariage, en demeurant
is	« néanmoins sujet aux dommages et intérêts de
is	« l'acheteur, pourvu que celui-ci ait ignoré le
is	« vice de l'achat. »
	Art. 170. « Les immeubles dotaux sont impres-
it	« criptibles pendant le mariage, à moins que la
1-	« prescription n'ait commencé auparavant. »
c	Art. 171. « Le mari est tenu, à l'égard des biens
	« dotaux, de toutes les obligations de l'usufrui-
	« tier ;

« des parties s'engage à donner ou  
« chose qui est regardée comme l'éq  
« ce qu'elle reçoit.

« Dans le contrat *aléatoire*, l'équi  
« siste dans la chance de gain ou de  
« chacune des parties, d'après un  
« incertain. »

Art. 4. « Le contrat de *bienfaisanc*  
« dans lequel l'une des parties proc  
« un avantage purement gratuit.

« Le contrat à *titre onéreux* est cel  
« jettit chacune des parties à donne  
« quelque chose. »

Art. 5. « Il y a des contrats qui on  
« mination propre et particulière, et  
« n'en ont pas.

« Les uns et les autres sont soumis  
« générales qui sont l'objet du présen

« Les premiers sont, en outre, sus  
« règles particulières, qui seront expi  
« les titres relatifs à chacun d'eux. »

#### CHAPITRE PREMIER.

*Des conditions essentiellement requises  
l'idité des conventions.*

Art. 6. « Quatre conditions sont  
pour la validité d'une convention :

« Le consentement de la partie qui  
« Sa capacité de contracter,  
« Un objet certain qui forme la mat  
« gagement,  
« Une cause licite dans l'obligation

#### SECTION PREMIÈRE.

*Du consentement.*

Art. 7. « Il n'y a point de consenten  
« s'il n'a été donné que par erreur,  
« extorqué par violence, dol ou artifi

Art. 8. « L'erreur n'annu le la con  
« lorsqu'elle tombe sur la substance  
« chose qui en est l'objet.

« Elle ne l'annule point lorsqu'ell  
« que sur la personne avec laquelle on  
« de contracter, à moins que la cons  
« cette personne ne soit la cause prir

« œuvres l'autre partie n'aurait pas contracté.

« Il ne se présume pas, et doit être prouvé. »

Art. 15. « La lésion ne vicie pas toujours les conventions ; on ne la considère que dans certains contrats, et quelquefois à l'égard de certaines personnes, ainsi qu'il sera expliqué à la section XI du chapitre IV du présent titre. »

Art. 16. « La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit ; elle donne seulement lieu à une action en restitution, dans les cas et de la manière expliqués en la même section. »

Art. 17. « On ne peut, en général, s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même. »

Art. 18. « Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci, sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort, ou qui a promis de faire ratifier si le tiers refuse de tenir l'engagement. »

Art. 19. « On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer si le tiers en réclame l'exécution. »

Art. 20. « On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers ou ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention. »

## SECTION II.

### *De la capacité des parties contractantes.*

Art. 21. « Les incapables de contracter sont :

« Les impubères,

« Les mineurs,

« Les interdits,

« Les femmes mariées, dans les cas exprimés par la loi,

« Et généralement tous ceux auxquels la loi a interdit certains contrats ou l'aliénation de certaines choses. »

Art. 22. « Les engagements contractés par les impubères sont radicalement nuls.

« Ceux contractés par les mineurs, les interdits et les femmes mariées, ne peuvent être attaqués que par eux dans les cas prévus par la loi. Ils en peuvent poursuivre l'exécution à leur profit, et ne peuvent répéter ce qu'ils ont payé en conséquence après que la loi les a établis dans la pleine capacité de contracter. »

## SECTION III.

### *De l'objet et de la matière des contrats.*

Art. 23. « Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige de donner, ou un fait que l'une des parties s'oblige de faire ou de ne pas faire. »

Art. 24. « Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat. »

Art. 25. « Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui peuvent être l'objet des conventions. »

Art. 26. « Il faut que l'obligation ait pour objet une chose certaine, ou au moins déterminée quant à son espèce.

« Mais sa quotité peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée. »

Art. 27. « Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

« On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession. »

« Ces dommages et intérêts sont to  
« sans que le créancier soit tenu (

« d'aucune perte.

« Ils ne sont dus que du jour de la  
« excepté dans les cas où la loi les fai

« plein droit. »

Art. 51. « Il n'est point dû d'intérêts

« Mais les sommes dues pour des r  
« que baux à ferme, loyer de maison,  
« de fruits, forment des capitaux q  
« produire des intérêts.

« Il en est de même des intérêts (

« paie pour un débiteur à son créar

« sommes provenant des intérêts don

« sont tenus de faire emploi, aux ter

« ticles 449 et 450 du présent Code. »

#### SECTION IV.

##### *De l'interprétation des conventi*

Art. 52. « On doit, dans les conve  
« chercher quelle a été la commun  
« des parties contractantes, plus qu  
« grammatical des termes. »

Art. 53. « Lorsqu'une clause est sus  
« deux sens, on doit plutôt l'entendr  
« avec lequel elle peut avoir quelqu  
« dans le sens avec lequel elle n'  
« produire aucun. »

Art. 54. « Les termes susceptibles d  
« doivent être pris dans le sens qui  
« plus à la matière du contrat. »

Art. 55. « Ce qui est ambigu s'inter  
« qui est d'usage dans le pays où le  
« passé.

« On doit suppléer dans le contrat le  
« y sont d'usage, quoiqu'elles n'y  
« exprimées. »

Art. 56. « Toutes les clauses des  
« s'interprètent les unes par les aut  
« nant à chacune le sens qui résul  
« entier. »

Art. 57. « Dans le doute, la conven  
« prête contre celui qui a stipulé, et à  
« de celui qui a contracté l'obligatio

Art. 58. « Onelmes généraux qu

« aurait d'abord acceptée, et à laquelle ce débiteur  
 « aurait ensuite renoncé.  
 « Dans l'un et l'autre cas, le créancier prend  
 « sur lui les risques et les charges résultant du  
 « titre qu'il accepte à la place de son débiteur. »

## CHAPITRE III.

*Des diverses espèces d'obligations.*

## SECTION PREMIÈRE.

*Des obligations personnelles.*§ 1<sup>er</sup>.*De la condition en général, et de ses diverses espèces.*

Art. 64. « La condition est le cas d'un événement futur et incertain, dont on fait dépendre l'obligation, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas. »

Art. 65. « La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur. »

Art. 66. « La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher. »

Art. 67. « La condition *mixte* est celle qui dépend tout à la fois de la volonté de la partie contractante et de la volonté d'un tiers. »

Art. 68. « Toute condition d'une chose impossible ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend. »

Art. 69. « La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation sous laquelle elle a été contractée. »

Art. 70. « Toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sous une condition purement potestative de la part de celui qui s'oblige. »

Art. 71. « Toute condition doit s'accomplir de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût. »

Art. 72. « La condition qui consiste en ce qu'un événement arrive, et qui renferme un temps fixe, est censée défaillie, lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie; et elle n'est censée défaillie, que lorsqu'il est devenu certain que la chose n'arrivera pas. »

Art. 73. « La condition qui consiste en ce qu'un événement n'arrive pas, et qui renferme un temps fixe, est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. Elle l'est également, si, avant le terme, il est certain que la chose n'arrivera pas. S'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas. »

Art. 74. « Les conditions apposées aux actes entre-vifs peuvent s'accomplir après la mort de celui au profit duquel l'obligation est contractée. »

Art. 75. « La condition est réputée accomplie, lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement. »

Art. 76. « La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté; si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier. »

Art. 77. « Le créancier peut, avant que la con-

Art. 98. « L'obligation peut être quoique l'un des deux débiteurs soit créancier de l'autre au paiement de la chose; par exemple, si l'un d'eux n'est point arboré à l'autre. »

Art. 99. « L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de part et d'autre entre les débiteurs, qui n'en sont tenus que chacun pour sa part et portion. »

Art. 100. « La solidarité ne se présume; il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu de la disposition de la loi. »

Art. 101. « Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à l'un des débiteurs qu'il veut choisir, sans qu'il puisse lui opposer le bénéfice de division. »

Art. 102. « Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'exercer de pareilles poursuites contre les autres. »

Art. 103. « Le codébiteur solidaire, par le créancier, peut lui opposer les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, et qui sont communes à tous les débiteurs. »

« Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des débiteurs. »

Art. 104. « Si la chose due a péri pendant la demeure de l'un des débiteurs, les codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose. Les dommages et intérêts, qui ne peuvent être répétés par le créancier que contre celui dont le fait ou l'omission y donne lieu. »

Art. 105. « La remise de la dette, faite par le créancier à l'un des codébiteurs solidairement, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre les autres. »

« Mais, en ce dernier cas, il ne peut réclamer la dette que déduction faite de ce qu'il a reçu de celui auquel il a fait la remise. »



« teurs dans les arrérages ou intérêts de la dette,  
 « n'anéantit la solidarité que pour les arrérages  
 « ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir,  
 « ni pour le capital, à moins que le paiement  
 « divisé n'ait été continué pendant dix ans con-  
 « sécutifs. »

Art. 112. « Si l'affaire pour laquelle la dette a  
 « été contractée solidairement ne concernait que  
 « l'un des coobligés solidaires, celui-ci est tenu  
 « de toute la dette vis-à-vis des autres codébi-  
 « teurs, qui ne sont considérés que comme ses  
 « cautions. »

#### SECTION V.

##### *Des obligations divisibles et indivisibles.*

Art. 113. « L'obligation est divisible ou indivi-  
 « sible, selon qu'elle a pour objet une chose qui,  
 « dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécu-  
 « tion, est ou n'est pas susceptible de division,  
 « soit matérielle, soit intellectuelle. »

Art. 114. « L'obligation est encore indivisible,  
 « quoique la chose ou le fait qui en est l'objet  
 « soit indivisible par sa nature, si le rapport sous  
 « lequel elle est considérée dans l'obligation ne la  
 « rend pas susceptible d'exécution partielle. »

Art. 115. « La solidarité stipulée ne donne pas  
 « à l'obligation le caractère d'indivisibilité. »

#### § 1<sup>er</sup>.

##### *Des effets de l'obligation divisible.*

Art. 116. « L'obligation qui est susceptible de  
 « division doit être exécutée entre le créancier  
 « et le débiteur comme si elle était indivisible.  
 « La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de  
 « leurs héritiers, qui ne peuvent demander la  
 « dette ou qui ne sont tenus de la payer que  
 « pour les parts ou portions dont ils en sont saisis,  
 « ou dont ils en sont tenus comme représentant  
 « le créancier ou le débiteur. »

Art. 117. « Le principe établi dans l'article pré-  
 « cédent reçoit exception à l'égard des héritiers  
 « du débiteur :

« 1<sup>o</sup> Dans le cas où la dette est hypothécaire ;

« 2<sup>o</sup> Lorsqu'elle est d'un corps certain ;

« 3<sup>o</sup> Lorsqu'il s'agit de la dette alternative de  
 « deux choses au choix du créancier, dont l'une  
 « est indivisible ;

« 4<sup>o</sup> Lorsque l'un des héritiers est chargé seul,  
 « par le titre, de l'exécution de l'obligation ;

« 5<sup>o</sup> Lorsqu'il résulte soit de la nature de l'en-  
 « gagement, soit de la chose qui en fait l'objet,  
 « soit de la fin qu'on s'est proposée dans le con-  
 « trat, que l'intention des parties a été que la  
 « dette ne pût s'acquitter par partie.

« Dans les trois premiers cas, l'héritier qui  
 « possède la chose due ou le fonds hypothéqué à  
 « la dette, peut être poursuivi pour le tout sur la  
 « chose due ou sur le fonds hypothéqué, sauf le  
 « recours contre ses cohéritiers. Dans le qua-  
 « trième cas, l'héritier seul est chargé de la dette ;  
 « et dans le cinquième cas, chaque héritier peut  
 « aussi être poursuivi pour le tout, sauf son re-  
 « cours contre ses cohéritiers. »

#### § II.

##### *Des effets de l'obligation indivisible.*

Art. 118. « Chacun de ceux qui ont contracté  
 « conjointement une dette indivisible en est  
 « tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait  
 « point été contractée solidairement.

Art. 119. « Il en est de même à l'égard des hé-  
 « ritiers de celui qui a contracté une pareille  
 « obligation.

Art. 120. « Chaque héritier du créancier peut



« créanciers saisissants ou opposants  
« peuvent, selon leur droit, le contraindre  
« de nouveau, sauf en ce cas seulement  
« cours contre le créancier. »

Art. 139. « Le créancier ne peut être  
« de recevoir une autre chose que celle  
« due, quoique la valeur de la chose o  
« égale ou même plus grande. »

Art. 140. « Le débiteur ne peut poin  
« créancier de recevoir en partie le paiem  
« dette, même divisible.

« Le juge peut néanmoins, en con  
« de la position du débiteur, ou à ca  
« contestation sur une portion de la di  
« riser la division du paiement; le jug  
« dans le premier cas, user de ce pouvo  
« une grande réserve. »

Art. 141. « Le débiteur d'un corps  
« déterminé est libéré par la remise d  
« en l'état où elle se trouve lors de la  
« pourvu que les détériorations qui y se  
« nues ne viennent point de son fait  
« faute, ni de celle des personnes dont  
« ponsable, ou qu'avant ces détériorati  
« fût pas en demeure. »

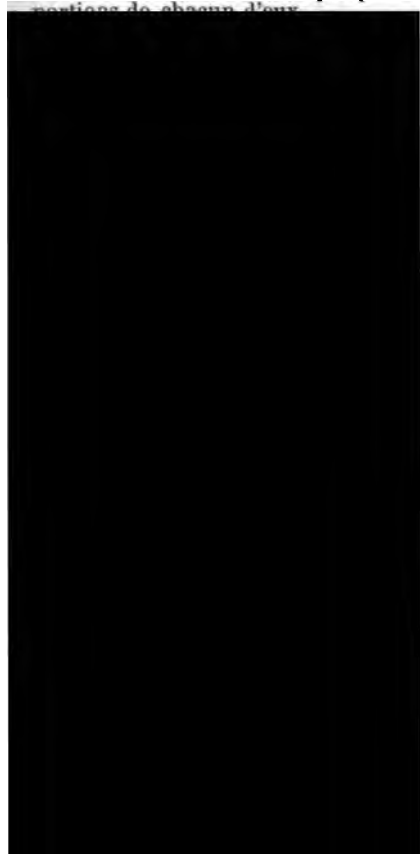
Art. 142. « Le paiement doit être exé  
« le lieu désigné par la convention. Si  
« est pas désigné, le paiement, lorsq  
« d'un corps certain et déterminé, do  
« dans le lieu où était, au temps de l'e  
« la chose qui en a fait l'objet.

« Hors ces deux cas, le paiement do  
« au domicile du débiteur. »

Art. 143. « Les frais du paiement  
« charge du débiteur. »

Art. 144. « Tous ceux qui sont ter  
« dette pour d'autres, ou avec d'autre  
« quels ils en doivent être acquittés e  
« partie, sont de plein droit subrogés a  
« et actions du créancier, déduction fa  
« portion dont ils auraient été person  
« tenus. »

Art. 145. « Le recours du codébite  
« dette solidaire, qui l'a payée en entie  
« s'exerce contre les autres que pour l



« peut plus demander l'imputation sur une  
« créance différente, à moins qu'il n'y ait eu dol  
« ou surprise de la part du créancier. »

Art. 150. « Lorsque la quittance ne porte aucune  
« imputation, le paiement doit être imputé sur  
« celle des créances que le débiteur avait pour  
« lors le plus intérêt d'acquitter entre celles qui  
« sont pareillement échues; sinon sur celle échue,  
« quoique moins onéreuse que celles qui ne le  
« sont point.

« Si les dettes sont d'égale nature, l'impu-  
« tation se fait sur la plus ancienne; toutes  
« choses égales, elle se fait proportionnelle-  
« ment. »

### § III.

#### *Des offres de paiement et de la consignation.*

Art. 151. « Lorsque le créancier refuse de rece-  
« voir son paiement, le débiteur peut lui faire  
« des offres réelles, et, au refus du créancier de  
« les accepter, consigner la somme ou la chose  
« offerte.

« Les offres réelles suivies d'une consignation  
« libèrent le débiteur; elles tiennent lieu, à son  
« égard, de paiement, lorsqu'elles sont jugées va-  
« lablement faites, et la chose ainsi consignée de-  
« meure aux risques du créancier. »

Art. 152. « Pour que les offres réelles soient  
« valables, il faut :

« 1° Qu'elles soient faites au créancier ayant  
« la capacité de recevoir, ou à celui qui a pou-  
« voir de recevoir pour lui;

« 2° Qu'elles soient faites par une personne ca-  
« pable de payer;

« 3° Qu'elles soient de la totalité de la somme  
« exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais  
« liquidés, et d'une somme pour les frais non li-  
« quidés, sauf à parfaire;

« 4° Que le terme soit échu, s'il a été stipulé  
« en faveur du créancier;

« 5° Que la condition sous laquelle la dette a  
« été contractée soit arrivée;

« 6° Que les offres soient faites, ou à la per-  
« sonne du créancier, ou à son domicile, ou au  
« domicile élu pour l'exécution de la convention;

« 7° Que les offres soient faites par un officier  
« ministériel ayant caractère pour ces sortes  
« d'actes. »

Art. 153. « Il n'est pas nécessaire, pour la va-  
« lidité de la consignation, qu'elle ait été auto-  
« risée par le juge; il suffit :

« 1° Qu'elle ait été précédée d'une sommation  
« signifiée au créancier, et contenant l'indication  
« du jour, de l'heure et du lieu où la chose of-  
« ferte sera déposée;

« 2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose  
« offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué  
« par la loi pour recevoir les consignations;

« 3° Qu'il y ait eu procès-verbal dressé par l'of-  
« ficier ministériel du refus qu'a fait le créancier  
« de recevoir la chose offerte, ou de sa non-com-  
« parution;

« 4° Qu'en cas de non comparution de la part  
« du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait  
« été signifié, avec sommation de le retirer. »

Art. 154. « Tant que la consignation n'a point  
« été acceptée par le créancier, le débiteur peut  
« la retirer; et s'il l'a retirée, ses codébiteurs ou  
« ses cautions ne sont point libérés. »

Art. 155. « Lorsque le débiteur a lui-même ob-  
« tenu un jugement passé en force de chose ju-  
« gée, qui a déclaré ses offres et sa consignation  
« bonnes et valables, il ne peut plus, même du  
« consentement du créancier, retirer sa consigna-

du projet de Code civil.]

« Ce que le créancier a pour la décharger de son être imputé sur la dette du débiteur principal et »

#### SECTION IV.

##### *De la compensation.*

« Lorsque deux personnes ont l'une envers l'autre, il s'opère une compensation qui éteint dans les cas et de la manière »

« La compensation n'a lieu que si les deux dettes sont de même nature, c'est-à-dire si elles sont toutes deux exigibles, ou si elles sont toutes deux non exigibles, ou si elles sont toutes deux liquides et exigibles, ou si elles sont toutes deux non liquides et exigibles, ou si elles sont toutes deux non liquides et non exigibles. »

« La compensation a lieu dans les cas de l'une ou l'autre des causes de l'une ou l'autre des dettes dans le cas :

« La demande en restitution d'un objet qui a été injustement approprié ;  
« La demande en restitution d'un objet qui a été injustement approprié ;

« La dette qui a pour cause de l'usage ;  
« La dette qui a pour cause de l'usage ;

« La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au »

« Le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier »

« Le débiteur auquel on a fait une cession de son créancier a faite de son créancier, ou qui a accepté purement et simplement la cession, ne peut plus opposer la compensation qu'il avait opposée avant la cession ou l'acceptation »

« Lorsque les deux dettes sont de même nature, c'est-à-dire si elles sont toutes deux exigibles, ou si elles sont toutes deux non exigibles, ou si elles sont toutes deux liquides et exigibles, ou si elles sont toutes deux non liquides et exigibles, ou si elles sont toutes deux non liquides et non exigibles. »

## SECTION V.

*De la confusion.*

Art. 191. « Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances. »

Art. 192. « La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal profite à ses cautions.

« Celle qui s'opère dans la personne de la caution n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale.

« Celle qui s'opère dans la personne du créancier ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur. »

## SECTION VI.

*De l'extinction ou de la perte de la chose due.*

Art. 193. « Lorsque le corps certain et déterminé, qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, ou à se perdre de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il ait été mis en demeure, à moins qu'il ne se soit chargé des cas fortuits, ou que la chose ne fût également périée chez le créancier, si elle lui eût été livrée lors de la demande.

« Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

« Quelle que soit la cause de la perte de la chose volée, elle ne dispense pas celui qui l'a soustraite de la restitution du prix. »

Art. 194. « Lorsque la chose est périée, mise hors du commerce, ou perdue, sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il y a quelques droits ou actions en indemnité, par rapport à cette chose, de les céder à son créancier. »

## SECTION VII.

*De l'action en nullité ou en rescision des conventions.*

Art. 195. « Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

« Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

« Dans tous les cas, le temps ne court, contre les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et contre les mineurs, que du jour de la majorité. »

Art. 196. « La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre des tutelles.

« A l'égard des majeurs, la lésion ne donne lieu à rescision que dans les actes de ventes d'immeubles et dans les partages. Les causes qui peuvent autoriser cette rescision, ses conditions et ses effets, sont expliquées aux titres des successions et de la vente. »

Art. 197. « Le mineur n'est pas restituable pour cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un événement casuel et imprévu.

« Lorsque la vente de l'immeuble du mineur ou de l'interdit a été précédée des formalités

Art. 181. « Ce que le créancier a reçu en caution pour la décharge de son créancier principal doit être imputé sur la dette et à la décharge du débiteur principal et des cautions. »

#### SECTION IV.

##### *De la compensation.*

Art. 182. « Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère une compensation qui éteint les dettes, dans les cas et de la manière exprimés. »

Art. 183. « La compensation n'a lieu que si les deux dettes ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce, et si elles sont également liquides et exigibles. »

« Les prestations en grains ou denrées mesurées, et dont le prix est réglé par des cours publics, peuvent se compenser avec des sommes liquides et exigibles. »

Art. 184. « La compensation a lieu que si les deux dettes ont pour causes de l'une ou l'autre des causes de l'une ou l'autre des dettes, excepté dans le cas :

« 1° De la demande en restitution d'un objet dont le propriétaire a été injustement dépossédé ;  
« 2° De la demande en restitution d'un objet du prêt à usage ;

« 3° D'une dette qui a pour cause des choses déclarées insaisissables. »

Art. 185. « La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal. »

« Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal. »

Art. 186. « Le débiteur auquel on a opposé la compensation que son créancier a faite de sa dette avec un tiers, ou qui a accepté purement et simplement cette cession, ne peut plus opposer au créancier la compensation qu'il avait avant la signification ou l'acceptation de la cession au cédant. »

Art. 187. « Lorsque les deux dettes ne sont pas payables en même lieu, on n'en peut

SECTION V.

*De la confusion.*

Art. 191. « Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances. »

Art. 192. « La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal profite à ses cautions.

« Celle qui s'opère dans la personne de la caution n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale.

« Celle qui s'opère dans la personne du créancier ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur. »

SECTION VI.

*De l'extinction ou de la perte de la chose due.*

Art. 193. « Lorsque le corps certain et déterminé, qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, ou à se perdre de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il ait été mis en demeure, à moins qu'il ne se soit chargé des cas fortuits, ou que la chose ne fût également périée chez le créancier, si elle lui eût été livrée lors de la demande.

« Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

« Quelle que soit la cause de la perte de la chose volée, elle ne dispense pas celui qui l'a soustraite de la restitution du prix. »

Art. 194. « Lorsque la chose est périée, mise hors du commerce, ou perdue, sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il y a quelques droits ou actions en indemnité, par rapport à cette chose, de les céder à son créancier. »

SECTION VII.

*De l'action en nullité ou en rescision des conventions.*

Art. 195. « Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

« Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

« Dans tous les cas, le temps ne court, contre les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et contre les mineurs, que du jour de la majorité. »

Art. 196. « La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre des tutelles.

« A l'égard des majeurs, la lésion ne donne lieu à rescision que dans les actes de ventes d'immeubles et dans les partages. Les causes qui peuvent autoriser cette rescision, ses conditions et ses effets, sont expliquées aux titres des successions et de la vente. »

Art. 197. « Le mineur n'est pas restituable pour cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un événement casuel et imprévu.

« Lorsque la vente de l'immeuble du mineur ou de l'interdit a été précédée des formalités

- « 2° lorsqu'ils contiennent la mention
- « que la note a été faite pour suppléer
- « du titre, en faveur de celui au profit
- « énoncent une obligation.

« Ils font foi, conformément à l'article 1368 du titre des actes de l'état civil, à l'égalité des sances, mariages ou décès, lorsqu'il

« existé de registres, ou qu'ils sont par

Art. 221. « L'écriture sous seing privé

« le créancier à la suite, en marge ou

« titre qui est toujours resté en sa

« fait foi, quoique non signée ni datée

« lorsqu'elle tend à établir la libération

« biteur.

« Il en est de même de l'écriture mise

« crier au dos, ou en marge, ou à la

« double d'un titre ou d'une quittance

« double est entre les mains du débiteur.

### § III.

#### *Des tailles.*

Art. 222. « Les tailles corrélatives à la

« tailles font foi entre les personnes

« dans l'usage de constater ainsi les

« qu'elles font et reçoivent en détail.

### § IV.

#### *Des copies des titres.*

Art. 223. « Les copies, lorsque le titre

« subsiste, ne font foi que de ce qui

« au titre, dont la représentation peut

« être exigée. »

Art. 224. « Lorsque le titre original

« plus, les copies font foi, d'après les

« suivantes :

« 1° Les grosses ou premières

« ainsi que les copies qui ont été tirées

« autorité du magistrat, parties présentes

« appelées, ou celles qui ont été tirées

« sence des parties et de leur consentement

« proque, font la même foi que l'original

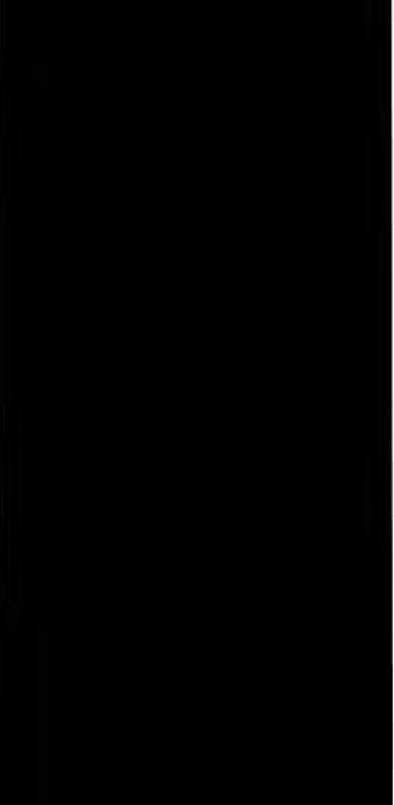
« 2° Les copies qui, sans l'autorité

« trat, ou sans le consentement des

« depuis la délivrance des grosses ou

« expéditions, auront été tirées sur le

« l'acte par le notaire qui l'a reçu.



« témoins de l'acte, s'ils existent encore, soient entendus. »

## § V.

*Des actes récongnitifs et confirmatifs.*

Art. 226. « Les actes récongnitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée ;

« Ils n'ont aucun effet dans ce qu'ils contiennent de plus ou de différent que ce qui est porté dans ce titre primordial.

« Néanmoins, s'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, et dont l'une eût trente ans de date, le créancier pourrait être dispensé de représenter le titre primordial. »

Art. 227. « Dans la confirmation ou ratification d'un acte radicalement nul, on doit, pour qu'elle soit valable, trouver la substance de l'acte nul, la mention de la nullité et l'intention de la réparer.

« La confirmation ou ratification d'un acte nul emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte. »

Art. 228. « Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entrevifs, nulle en la forme ; il faut qu'elle soit faite en la forme légale. »

Art. 229. « La confirmation, ou ratification d'une donation par les héritiers ou ayants cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer, soit les vices de forme, soit toute autre exception. »

## SECTION II.

*De la preuve testimoniale.*

Art. 230. « Il doit être passé acte devant notaires, ou sous signature privée, de toutes conventions sur choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires ; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs ;

« Le tout sans préjudice de ce qui est prescrit dans les lois relatives au commerce. »

Art. 231. « La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de cent cinquante francs. »

Art. 232. « Celui qui a formé une demande excédant cent cinquante francs ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive. »

Art. 233. « La preuve testimoniale, sur la demande d'une somme même moindre de cent cinquante francs, ne peut être admise, lorsque cette somme est déclarée être le restant d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit. »

Art. 234. « Si, dans la même instance, une partie fait plusieurs demandes dont il n'y ait point de titre par écrit, et que, jointes ensemble, elles excèdent la somme de cent cinquante francs, la preuve par témoins n'en peut être admise, encore que la partie allègue que ces créances proviennent de différentes causes, et qu'elles se soient formées en différents temps, si ce n'était que ces droits procédassent par



- « Et celle déferée à la caution principal.
- « Dans ces deux derniers cas, l'affirmation du codébiteur solidaire ou de la caution est déferée aux autres codébiteurs ou au débiteur principal, que lorsqu'elle a été déferée sur la caution, et non sur le fait de la solidarité ou du nement. »

§ II.

*De l'affirmation déferée d'office.*

- Art. 255. « Le juge peut déferer l'affirmation, ou pour en faire la décision de la cause, ou seulement terminer le montant de la condamnation. »

- Art. 256. « Le juge ne peut déferer l'affirmation, soit sur la demande, soit sur l'exception qui y est opposée, que sous les conditions suivantes. Il faut :

- « 1° Que la demande ou l'exception soit pleinement justifiée ;
- « 2° Qu'elles ne soient pas totalement dénuées de preuves. »

- « Hors ces deux cas, il doit ou admettre ou rejeter purement et simplement la demande. »

- Art. 257. « L'affirmation déferée d'office par le juge à l'une des parties, ne peut être déferée à l'autre. »

- Art. 258. « L'affirmation sur la chose demandée ne peut être déferée au demandeur, que lorsqu'il est d'office impossible de constater autrement cette chose. »

- « Le juge doit même, en ce cas, déclarer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son affirmation. »

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** propose d'ajouter aux dispositions du titre qu'il présente sur l'affirmation presque en entier dans le droit romain, quelques subtilités qui ne méritent pas d'être discutées.

Les dispositions préliminaires sont adoptées sans discussion.

Les articles 1, 2, 3, 4 et 5 sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** propose d'ajouter au chapitre 1<sup>er</sup>, des conditions essentielles pour la validité des conventions.

Le citoyen **Portalis** dit qu'on se méprend sur le sens des lois lorsqu'on prend leurs expressions dans l'acception qu'elles ont dans le langage ordinaire. C'est ainsi que, dans le droit romain, *justus* ne signifie pas équitable, mais est synonyme à *solemnis* : on dit *justæ nuptiæ* pour désigner un mariage légalement formé. De même quand les lois romaines parlent de la crainte capable d'affecter celui qu'elles nomment *constantem virum*, elles veulent dire qu'on ne doit pas avoir égard aux circonstances qui pourraient faire peur à un enfant, mais seulement à celles qui sont de nature à causer à un homme fait une frayeur raisonnable.

Le citoyen **Maleville** dit que l'expression *constantem virum* a toujours été ainsi entendue.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'on peut cependant déferer à l'observation du citoyen **Segur**, en supprimant la négation, qui donne à l'article une forme limitative.

Le citoyen **Portalis** adopte cet amendement, mais en ce sens qu'on ne reconnaîtra la violence qu'aux caractères déterminés par la loi. On pourrait donc, après avoir posé le principe général que la violence annule le contrat, ajouter : « il y a violence lorsqu'elle est de nature, etc. »

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 11 est adopté.

L'article 12 est adopté avec l'amendement proposé par le citoyen **Gally**, d'ajouter : ou un autre ascendant.

L'article 13 est discuté.

Le citoyen **Miot** demande que le mot *tacitement* soit retranché. On pourrait en abuser pour supposer une approbation qui n'aurait pas été réellement donnée.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que sans cette expression l'article serait trop absolu. Il exclurait l'approbation tacite qui résulte de l'exécution totale ou partielle du contrat.

L'article est adopté.

L'article 14 est adopté.

L'article 15 est discuté.

Le consul **Cambacérés** dit que cet article pourrait préjuger l'importante question de savoir si la restitution pour cause de lésion sera rétablie; elle mérite un sérieux examen. L'embarras que le papier-monnaie jetait sur l'évaluation des prix a beaucoup contribué au changement qu'a subi l'ancienne législation. Cette cause n'existe plus. La question se présente donc sous un autre aspect. Il est possible que les exceptions annoncées par l'article satisfassent à toutes les difficultés; mais comme elles ne sont pas encore connues, on peut craindre que la rédaction ne gêne la discussion subséquente.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que la section admet la rescision pour cause de lésion d'outre moitié à l'égard du contrat de vente, et que c'est par ce motif que l'article limite le principe général.

Le citoyen **Berlier** dit que si l'article préjugait que la restitution pour cause de vileté de prix en contrat de vente sera rétablie au profit des majeurs, il le combattrait, parce qu'il regarde ce retour aux vieilles règles comme également funeste et à la société et aux particuliers.

Cette discussion se présentera sous la section à laquelle le présent article renvoie; mais les termes de cet article paraissent à l'opinant tels qu'il n'en résulte aucun préjugé. Au reste, on peut ne l'adopter qu'en réservant à la discussion toute sa latitude, quand on arrivera à l'examen des espèces pour lesquelles la lésion peut être admise.

partie de l'article soit remplacée par :  
*ion : et qui puisse l'être quant à sa qu*

L'article est adopté avec ces amend

L'article 27 est adopté.

La section IV, *de la cause*, est so

liscussion.

L'article 28 est discuté.

Le citoyen **Ségu** dit qu'il est diffi

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jec*)  
cite pour exemple d'une semblable ob

Le citoyen **Foureroy** dit que si la  
s'applique à un cas semblable, elle  
redire celle qui déclare l'obligati

Le citoyen **Bigot-Prémeneu**  
sens de l'article. Un citoyen reconnaît  
somme sans énoncer la cause de sa  
obligation est valable, parce que la  
qu'il doit fait présumer qu'il y a un  
volonté de s'engager a dû en effet ét

Le citoyen **Trellhard** dit que ce  
familiarisés avec les principes du d  
vent très-bien qu'il y a des obligation:  
Par exemple, si je dis : *je dois à Pie*  
pose qu'une cause a déterminé moi  
j'ai reçu la valeur de ce que je m'obli  
on que je dois réellement par une  
conque. Si je dis au contraire : *je*  
*Pierre une somme de*, il n'y a pas de  
sumée, parce que je ne me suis pas  
teur.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il y  
de cas où celui qui souscrit une o  
borne à reconnaître devoir. Tel est, j  
celui où l'obligation a pour cause un  
que le débiteur ne veut pas avoue  
ment. Alors on suppose qu'il y a un  
il n'est pas présumable qu'un homme  
débiteur sans l'être en effet. Le dé  
ciation de la cause n'est pris en cons

Au reste, il ne s'agit pas de permettre que l'usage ajoute aux engagements, mais seulement de l'en constituer l'interprète. On ne peut trop spécifier dans un acte. Dans un bail à ferme, par exemple, on charge le fermier de cultiver ses terres par sols et saisons, et d'y mettre des engrais; mais on ne détermine ni en quel temps il les ensemencera, ni avec quels engrais il les rendra fécondes. Tout cela varie suivant les lieux, et est abandonné à l'usage.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) ajoute qu'il en est de même dans un brevet d'apprentissage. L'usage détermine, dans chaque métier, par quels travaux l'apprenti doit commencer et comment il passe successivement à d'autres travaux.

Le citoyen **Tronchet** dit que le contrat de vente, par exemple, admet des obligations résultant naturellement du contrat, parce qu'elles tiennent à son essence, et qui ont leur effet quoiqu'elles ne soient point exprimées. Telle est entre autres la garantie.

L'article est adopté.

La section 1<sup>re</sup>, de *l'obligation de donner*, est soumise à la discussion.

Les articles 33 et 34 sont adoptés.

L'article 35 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que la section a retranché la dernière disposition, attendu que le débiteur peut être mis en demeure par d'autres faits non moins probants qu'une sommation.

L'article est adopté.

L'article 36 est discuté.

Le citoyen **Séguir** dit qu'en matière de commerce la tradition même ne transfère pas toujours la propriété. L'usage de la revendication doit être maintenu pour les affaires de négoce.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que cet usage pourra être conservé par le *Code de commerce*, qui fera une exception au principe général. L'article ne préjuge rien sur ce sujet.

L'article est adopté.

Les articles 37 et 38 sont adoptés.

La section II, de *l'obligation de faire ou ne pas faire*, est soumise à la discussion.

Les articles 39, 40, 41, 42, 43 et 44 qui la composent sont adoptés.

La section III, de *la réglemeut des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation*, est soumise à la discussion.

L'article 45 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) demande s'il suffit d'une cause qui soit étrangère au débiteur pour justifier son retard, et s'il ne serait pas nécessaire de réduire l'excuse au seul cas de la force majeure.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** observe que l'excuse est réduite au cas où la cause étrangère au débiteur ne peut lui être imputée; il serait injuste de le rendre responsable de l'impossibilité absolue.

Le citoyen **Treillard** dit que si quelqu'un a vendu un cheval qu'on lui ait volé ensuite, sans qu'on puisse lui reprocher de négligence, il ne doit pas de dommages-intérêts.

Le citoyen **Réal** demande s'il en sera de même dans le cas où un marchand aurait vendu du vin qu'il lui serait impossible de livrer.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) demande si, dans le même cas, le marchand s'étant soumis à livrer le vin dans un délai convenu, son retard sera excusé, parce que la baisse ou la crue des eaux aura empêché le vin d'arriver.

toutes les conditions qu'on a voulu  
et ils se trouvent ruinés par les resso  
qu'ils se sont ménagées pour éviter le

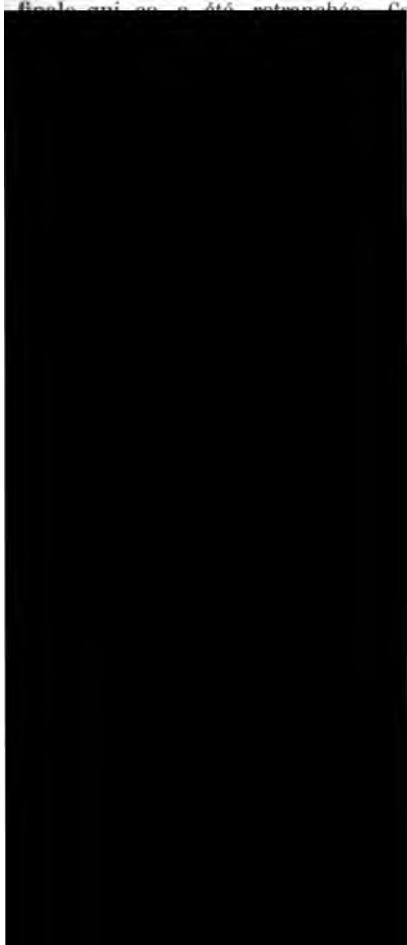
Le citoyen **Begouen** dit que si ce  
sion était adoptée, les contrats ne s  
rien ; tout serait abandonné à l'arbitr

Le citoyen **Defermon** dit qu'il ne p  
d'écarter les stipulations, mais seule  
point autoriser formellement celles q  
l'usure, afin que le créancier, n'ayant  
de la loi, écoute la pudeur et n'ose les  
en justice. Tout se réduit à ne poi  
juge à condamner un débiteur à payer  
cent d'intérêt, lorsque dans le comm  
serait de six pour cent.

Le citoyen **Treilhard** ne croit pa  
nient aussi grand que le représente  
*Defermon*. La pudeur empêchera touj  
ostensiblement des stipulations d'un  
orbitant. Les personnes qui prêtent  
stipulent des termes courts et un in  
nable ; elles ne craignent point d'  
stipulation dans toute son étendue. C  
permettent l'usure ont grand soin  
parler des intérêts dans le contrat ; el  
tent au capital et enveloppent le t  
même obligation.

Au surplus, les intérêts doivent être  
la loi ou par la convention. Le Code  
illicite tout pacte contraire aux lois.  
la suite une loi fixe l'intérêt de l'arg  
lation qui le porterait plus haut sera

Le consul **Cambacérés** partage ce  
Il pense que, pour répondre à ceux q  
que le juge ne soit forcé de pronon  
damnation qui répugnerait à sa co  
suffirait de rétablir dans l'article 49 la



Si, par exemple, un créancier demande une somme qui lui est due depuis plusieurs années, et les intérêts à raison du retard de paiement, les tribunaux lui alloueront l'un et l'autre ; mais ils ne pourront lui allouer également des intérêts pour le retard de paiement de ceux que le capital a produits. Cependant si, par une convention nouvelle, les parties avaient réglé ensemble, et si, ajoutant au capital primitif les intérêts échus, le créancier avait accordé pour le tout un nouveau crédit au débiteur, avec stipulation d'intérêts qui deviendraient le prix de ce nouveau crédit, il n'y a point de doute que la stipulation ne dût avoir ses effets.

Les citoyens **Bigot-Prémeneu** et **Treillard** disent que la section a rédigé l'article dans ce sens.

Le citoyen **Maleville** dit que dans l'ancienne jurisprudence, les intérêts ne se cumulaient jamais par jugement avec le capital, à l'effet de produire à leur tour de nouveaux intérêts : on ne souffrait pas davantage que les parties fissent elles-mêmes ce cumul ; cette espèce d'usure, appelée *anatocisme*, était au contraire sévèrement réprimée. Il y avait seulement des exceptions à ce principe, et l'article discuté ne les a pas toutes rappelées.

Mais la question est de savoir si l'on doit abroger cet ancien principe, et tolérer indéfiniment la stipulation ou la condamnation judiciaire des intérêts des intérêts : l'opinant soutient hautement la négative. *Vetus urbi fœnore malum*, dit *Tacite* : il n'y a pas de plus sûr moyen pour ruiner les familles et l'État même : et l'on peut à peine se faire une idée de l'énorme et rapide progression d'une dette même modique qu'on permettra à un créancier avide de multiplier ainsi, en faisant produire sans cesse de nouveaux intérêts à d'autres intérêts.

Sans doute on ne peut pas empêcher qu'un créancier, comptant avec un débiteur qu'il tient dans les fers, l'oblige à reconnaître des intérêts échus, comme un nouveau capital qu'il lui prête. Mais la loi n'a pas besoin de lui indiquer ce moyen, et surtout, elle ne doit pas autoriser formellement et sans détour les intérêts des intérêts.

Le citoyen **Pellet** dit qu'il n'a pas entendu parler du cas où la cumulation s'opérerait par le fait des parties, mais du cas où les intérêts étaient liquidés judiciairement. Il est évident qu'alors ils se réunissent à la somme principale et forment un capital unique. Dès lors le retard de paiement doit leur faire produire des intérêts suivant la règle qui vient d'être posée.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) demande que toute liquidation faite, soit de gré à gré, soit judiciairement, ait également l'effet de faire produire des intérêts à la totalité des sommes dont elles constituent le débiteur.

Le citoyen **Réal** dit qu'il en résulterait un abus très-grand. Le créancier ferait assigner son débiteur à tous les trimestres, afin que les intérêts échus, se réunissant au capital, lui produisissent des intérêts.

Le citoyen **Gally** propose une autre exception qui, dit-il, a été admise par les jurisconsultes les plus scrupuleux. Il demande que les intérêts des intérêts soient dus toutes les fois qu'il y a transport à une autre personne. Par exemple, *Sextius* doit à *Mevius* une somme de 2,000 francs. Le retard du paiement a fait produire à cette somme 500 francs d'intérêts : tant que ces deux sommes sont dues à *Mevius*, les 500 francs d'intérêts ne doivent point rendre d'intérêts. Mais si *Mevius*,

ne pouvaient jamais produire d'autre effet. Maintenant le système est changé, l'intérêt est autorisé : il faut donc que les principes adoptés autrefois par les tribunaux, et réservés licites, soient étendus à ceux qui prêtent, puisqu'on ne peut admettre le prêt à intérêt sans en admettre égale-ment les conséquences.

La question est renvoyée à la section IV.

La section IV, de l'interprétation des testaments, est soumise à la discussion.

L'article 52 est discuté.

Le citoyen **Defermon** pense que le *grammatical* ne présentant que des idées, il doit être préféré à une simple présomption ; en mettant en question l'intention clairement exprimée, on parviendrait à éluder l'intention des parties sous le prétexte de la mieux saisir.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que l'article est fait pour le cas où les termes expriment mal l'intention des parties qui se trouvent manifestée.

Le consul **Cambacérès** dit que l'article est textuellement copié du traité des obligations de *Pothier*.

Les citoyens **Troilhard** et **Maleville** disent que le citoyen *Bigot-Prémeneu* a expliqué l'esprit de l'article.

Le citoyen **Tronchet** dit que ce n'est peut-être jamais devenu un moyen de détermination des parties ; car ce ne sera que de simples allégations qu'on s'écartera de l'acte ; ce sera d'après les indices clairs qu'il n'exprime point la volonté des contractants.

Le citoyen **Defermon** demande qu'on retranche les mots *expressions grammaticales* du *sens grammatical*.

L'article est adopté avec cet amendement.

Les articles 53, 54, 55, 56, 57, 58 sont adoptés.

La section V, de l'effet des conventions des tiers, est soumise à la discussion.

Les articles 60, 61, 62 et 63 qui la concernent sont adoptés.

73, 74, 75, 76 et 77 qui composent ce paragraphe sont adoptés.

Le § II, de la condition *suspensive*, est soumis à la discussion.

L'article 78 est adopté.

L'article 79 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que la section propose d'ajouter à la disposition qui termine cet article, que lorsque la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le choix de la prendre dans l'état où elle se trouve, ou d'exiger des dommages-intérêts.

L'article est adopté avec cet amendement.

Le § III, de la condition *résolutoire*, est soumis à la discussion.

Les articles 80 et 81 qui le composent, sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait lecture de la section II, *des obligations à terme*.

Les articles 82, 83 et 84 sont adoptés.

L'article 85 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que, dans l'usage, la faillite du débiteur ne rend exigibles les obligations à terme que lorsqu'elles sont chirographaires, attendu que le domaine engagé répond du paiement des obligations hypothécaires.

Les citoyens **Bigot-Prémeneu**, **Trellhard** et **Réal** disent que toutes les obligations, de quelque nature qu'elles soient, deviennent nécessairement exigibles, parce qu'on ne peut se dispenser de procéder à la liquidation générale des dettes du failli.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'il n'est cependant pas juste de faire concourir le créancier hypothécaire dans la distribution du prix des meubles, puisqu'il a d'ailleurs ses sûretés, et d'enlever aux créanciers chirographaires une partie des seuls biens sur lesquels ils pussent prendre leurs créances.

Le citoyen **Séguir** demande s'il ne conviendrait pas de retrancher du Code civil toute disposition relative aux faillites, et de renvoyer cette matière dans son entier au *Code de commerce*.

Le citoyen **Trellhard** répond qu'elle n'appartient pas exclusivement à ce dernier Code, car on peut faillir sans être marchand : à la vérité, la faillite alors est appelée *déconfiture* ; mais peu importe la dénomination, lorsque la chose est la même.

Le citoyen **Defermon** reprend l'objection du citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) et l'appuie. Il dit que le créancier hypothécaire ayant toute sûreté pour son paiement dans l'immeuble sur lequel l'hypothèque est assise, il ne peut plus rien prétendre sur le surplus des biens : ils doivent être réservés, sans diminution, aux créanciers chirographaires.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette question est subordonnée à ce qui sera décidé sur le régime hypothécaire. Dans l'état actuel des choses, on se trouve très-embarrassé, lorsque, dans une faillite où il y a des créances hypothécaires et des créances chirographaires, les unes à terme, les autres exigibles, les unes et les autres viennent alternativement. L'hypothèque ne prive pas le créancier de son recours sur les autres biens. Il est donc impossible de payer les chirographaires tant que les créances hypothécaires à terme ne sont pas payées.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que le paiement du créancier hypothécaire, mais à terme, n'est point l'objet de l'article ; il ne concerne que le débiteur, auquel il ôte le droit de se prévaloir du terme.



[Disc. du projet de Code civil.]

ne pouvaient jamais produire d'au  
Maintenant le système est changé,  
térêt est autorisé : il faut donc que l  
adoptés autrefois par les tribunaux,  
rêts licites, soient étendus à ceux qu  
prêt, puisqu'on ne peut admettre le  
prêt à intérêt sans en admettre égale  
les conséquences.

La question est renvoyée à la sect

La section IV, de l'interprétation  
tions, est soumise à la discussion.

L'article 52 est discuté.

Le citoyen **Defermon** pense  
grammatical ne présentant que des  
doit être préféré à une simple prés  
tention ; en mettant en question  
clairement exprimée, on parviendra  
éluder l'intention des parties sous  
la mieux saisir.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu**  
ticle est fait pour le cas où les terme  
mal l'intention des parties qui se trou  
manifestée.

Le consul **Cambacérès** dit que  
textuellement copié du traité des o  
*Pothier*.

Les citoyens **Troilhard** et **Male**  
que le citoyen *Bigot-Prémeneu* a  
expliqué l'esprit de l'article.

Le citoyen **Tronchet** dit que c  
peut jamais devenir un moyen de dé  
tention des parties ; car ce ne sera  
simples allégations qu'on s'écartera  
de l'acte ; ce sera d'après les indi  
clairs qu'il n'exprime point la volo  
tractants.

Le citoyen **Defermon** demande c

tra les mots expressions grammatic

73, 74, 75, 76 et 77 qui composent ce paragraphe sont adoptés.

Le § II, de la condition *suspensive*, est soumis à la discussion.

L'article 78 est adopté.

L'article 79 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que la section propose d'ajouter à la disposition qui termine cet article, que lorsque la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le choix de la prendre dans l'état où elle se trouve, ou d'exiger des dommages-intérêts.

L'article est adopté avec cet amendement.

Le § III, de la condition *résolutoire*, est soumis à la discussion.

Les articles 80 et 81 qui le composent, sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait lecture de la section II, *des obligations à terme*.

Les articles 82, 83 et 84 sont adoptés.

L'article 85 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que, dans l'usage, la faillite du débiteur ne rend exigibles les obligations à terme que lorsqu'elles sont chirographaires, attendu que le domaine engagé répond du paiement des obligations hypothécaires.

Les citoyens **Bigot-Prémeneu**, **Trellhard** et **Réal** disent que toutes les obligations, de quelque nature qu'elles soient, deviennent nécessairement exigibles, parce qu'on ne peut se dispenser de procéder à la liquidation générale des dettes du failli.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'il n'est cependant pas juste de faire concourir le créancier hypothécaire dans la distribution du prix des meubles, puisqu'il a d'ailleurs ses sûretés, et d'enlever aux créanciers chirographaires une partie des seuls biens sur lesquels ils pussent prendre leurs créances.

Le citoyen **Ségur** demande s'il ne conviendrait pas de retrancher du Code civil toute disposition relative aux faillites, et de renvoyer cette matière dans son entier au *Code de commerce*.

Le citoyen **Trellhard** répond qu'elle n'appartient pas exclusivement à ce dernier Code, car on peut faillir sans être marchand : à la vérité, la faillite alors est appelée *déconfiture*; mais peu importe la dénomination, lorsque la chose est la même.

Le citoyen **Defermon** reprend l'objection du citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) et l'appuie. Il dit que le créancier hypothécaire ayant toute sûreté pour son paiement dans l'immeuble sur lequel l'hypothèque est assise, il ne peut plus rien prétendre sur le surplus des biens : ils doivent être réservés, sans diminution, aux créanciers chirographaires.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette question est subordonnée à ce qui sera décidé sur le régime hypothécaire. Dans l'état actuel des choses, on se trouve très-embarrassé, lorsque, dans une faillite où il y a des créances hypothécaires et des créances chirographaires, les unes à terme, les autres exigibles, les unes et les autres viennent alternativement. L'hypothèque ne prive pas le créancier de son recours sur les autres biens. Il est donc impossible de payer les chirographaires tant que les créances hypothécaires à terme ne sont pas payées.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que le paiement du créancier hypothécaire, mais à terme, n'est point l'objet de l'article; il ne concerne que le débiteur, auquel il ôte le droit de se prévaloir du terme.

L'article est supprimé.

Les articles 127, 128, 129 et 130 sont

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente le chapitre IV de l'extinction des obligations.

L'article 131 est adopté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait la section 1<sup>re</sup>, du paiement.

Le § 1<sup>er</sup>, du paiement en général, est en discussion.

Les articles 132, 133 et 134 sont adoptés.

L'article 135 est discuté.

Le citoyen **Séguier** dit que la dernière disposition de cet article peut avoir des inconvénients, par exemple, le débiteur paie à ses créanciers de son créancier qui, dans les paiements de ce dernier, ne devait l'être qu'après les autres créanciers plus urgents, il n'y a pas de motif pour lequel il paie.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** répond que dans ce cas, le paiement n'ayant point profité de celui qui se trouve libéré, la personne qui l'a fait ne peut se prévaloir de l'extinction de l'obligation, puisqu'il ne s'applique qu'à l'espèce où l'extinction a été réellement utile à celui dont elle a éteint l'obligation.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) pense que l'observation du citoyen Séguier est fondée. En effet, une personne peut avoir plusieurs créanciers, dont les uns, à raison du titre de leur créance, méritent la préférence sur les autres. Telle serait, par exemple, la créance de celui qui a fourni des choses nécessaires à la vie, sur celle de celui qui n'a fourni que des choses de luxe.

Le citoyen **Réal** dit que les citoyens **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) ne font que reproduire la disposition de l'article, sous une autre forme. Elle est présentée. Elle ne prononce rien sur l'extinction de l'obligation; ce qui est réglé par la subrogation sera réglé ailleurs.

Le citoyen **Defermon** dit que si Paul a prêté une somme de mille francs à Jacques, et que Jacques doit une pareille somme à Paul, et que Jacques soit payé par Pierre, celui-ci devient naturellement créancier de Jacques, et qu'alors la subrogation est incontestable. Il pourrait y

sur son créancier, et de venir ensuite les compenser pour leur valeur intégrale.

Le consul **Cambacérés** dit que ces raisonnements ne sont que spécieux. Il est certain que le principe rappelé par la section peut entraîner quelques abus ; mais les tribunaux y porteront remède, en prononçant d'après les circonstances. Par exemple, dans l'hypothèse présentée par le citoyen *Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)*, si le paiement a empêché le créancier d'éteindre des dettes plus urgentes que celle dont elle le libère, les tribunaux décideront qu'il n'a point tourné à son profit.

En général, les lois ont toujours été et doivent être favorables à la libération ; elles accueillent donc tous les moyens qui l'opèrent, toutes les fois qu'il n'en résulte pas de préjudice pour des tiers. L'article proposé contient cette limitation. Si cependant on désire qu'elle soit plus formellement énoncée, il suffit de dire que le *paiement ne sera valable que lorsqu'il n'aura point porté préjudice au créancier*. Ce ne serait, au surplus, que rendre la même idée par d'autres expressions. Mais il y aurait beaucoup d'inconvénients à retrancher l'article sans rien mettre à la place ; ce serait renverser les principes reçus.

Le citoyen **Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** adopte la rédaction du Consul.

Le citoyen **Bigot-Prémameneu** observe que l'article est pour le cas où celui qui reçoit n'a pas de pouvoir, et décide qu'alors le paiement sera valable lorsqu'il aura tourné au profit de celui qu'il libère. Ainsi tout se réduira à prouver qu'il a été avantageux au créancier ; preuve moins incertaine que celle qui tendrait à établir que le paiement ne lui a pas été préjudiciable.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'article va même plus loin que ne demande le citoyen *Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)* ; car il ne se borne pas à exiger que le paiement n'ait point été préjudiciable au créancier, il veut encore que le paiement lui ait été avantageux.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'on est hors de la question. Une dette ne peut être éteinte que par le paiement, et le paiement peut être fait par tous ceux qui le veulent ; or si A doit mille francs à B, et B à C, il y a deux dettes différentes. Si donc on paie à C la dette de B, on ne paie pas celle de A ; on paie une autre dette.

Le consul **Cambacérés** dit que l'article proposé par la section est conforme à la doctrine de *Pothier*, dans son traité des obligations.

Le citoyen **Réal** dit que tel a toujours été l'usage.

Le consul **Cambacérés** pense qu'il ne faut rien innover ; que les difficultés qui pourront s'élever dans quelques cas particuliers seront réglées par les tribunaux.

L'article est adopté.

Les articles 136, 137, 138 et 139 sont adoptés.

L'article 140 est discuté.

Le consul **Cambacérés** demande si cet article autoriserait le juge à prononcer la division du paiement, même lorsqu'il y aurait une stipulation contraire. Il pense que ce serait donner trop de pouvoir aux tribunaux.

Le citoyen **Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** observe que plus la loi laisse de latitude aux tribunaux pour modifier les conventions, moins il existe de crédit.

Le citoyen **Bigot-Prémameneu** dit qu'il n'a pas été dans l'intention de la section de donner à la disposition l'étendue dont a parlé le Consul ; qu'au surplus le projet présenté offre des chan-

SEANCE

DU 25 BRUMAIRE AN XII DE LA RÉPU

(Jeudi 10 novembre 1803)

Le **Second Consul** préside la séance.

On prend la discussion du titre II  
*des contrats ou des obligations conventionnelles*.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait la section II du chapitre IV, de la novation.

Les articles 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173 et 174 qui la composent sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait la section III, de la remise de la dette.

Les articles 175, 176 et 177 sont adoptés.

L'article 178 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** pense qu'il ne faut pas d'obliger le débiteur à prouver que la grosse a été volontaire. Il est même difficile de concilier cette condition avec la prescription établie par la première disposition de l'article 178. La remise de la grosse est toujours supposée tant que le créancier ne prouve par une quittance que la grosse est parvenue dans la main du débiteur, par surprise, ou parce qu'elle s'est égarée.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'art. 178 du projet de Code civil était ainsi conçu :

« remise de la grosse du titre ne suffit pas pour faire présumer la remise de la dette volontaire. » La section a pensé que la rédaction présentée dans ces termes donnerait lieu à beaucoup de contestations ; elle est partie de l'idée que la remise de la grosse au débiteur n'est que l'intention de se libérer, mais qu'il n'y a pas de remise réelle que celle qui est volontaire : or, la grosse peut être tombée au pouvoir du débiteur par beaucoup d'autres causes, il est donc juste de lui permettre de se prévaloir de cette circonstance, qu'en justifiant qu'elle est l'effet de la remise volontaire du créancier. Ce fait, au reste, pourra être prouvé de toutes les manières, par témoins, par serment, ou enfin par tous les indices qu'il sera permis de rassembler et de produire.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne s'oppose pas au changement que propose

contre le changement que propose

moyen de lever les difficultés ; car, soit qu'on charge le débiteur de prouver que la remise de la grosse a été volontaire, soit qu'on charge le créancier de prouver qu'elle ne l'a pas été, la preuve sera impossible dans beaucoup d'hypothèses.

L'article doit donc être supprimé.

Le citoyen **Jollivet** appuie cette proposition. L'article proposé lui paraît être en opposition avec les articles 223 et 224 du chapitre V, qui ne placent pas la remise de la grosse au rang des preuves du paiement.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que jusqu'ici la remise du titre a eu cet effet, et que la sûreté du créancier n'a néanmoins pas été compromise. La grosse est considérée comme un double de l'original ; ainsi, quand le créancier la remet au débiteur, il est présumé avoir voulu anéantir le titre pour opérer la libération.

Le consul **Cambacérés** dit que *Pothier*, dans son traité des obligations, fait une distinction entre les actes authentiques dont il reste minute et les simples billets ou titres en brevet ; cet auteur n'admet la présomption de la libération par l'effet de la remise du titre, qu'à l'égard des actes de cette dernière espèce, et ne l'étend aux grosses que lorsqu'elle est soutenue de quelque autre fait probant.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette distinction est dans la nature des choses ; qu'elle justifie l'article proposé par la commission pour décider que la remise de la grosse, quand elle seule, ne libère pas le débiteur.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'opinion de *Pothier* est la base de la disposition que la section présente. Dans la doctrine de cet auteur, la remise d'une obligation sous seing privé est une preuve de libération, parce que le créancier se dépouillant en entier du seul titre sur lequel il pût établir son action, renonce évidemment à l'exercer.

S'il y a parité de motifs dans le cas où le créancier remet la grosse de l'obligation, point de doute qu'il ne doive aussi y avoir parité de droit. Or pourquoi prend-on une grosse ? Parce que la minute ne pouvant sortir des mains du notaire, on veut cependant que le créancier en ait un double. La grosse est si bien considérée comme pièce originale, qu'il est défendu au notaire d'en délivrer une seconde sans y être autorisé par le juge, et que la permission du juge n'est accordée que sur la preuve que la dernière grosse s'est égarée et que la créance n'est pas éteinte.

Cependant, comme la grosse peut être parvenue au débiteur par une autre cause que la remise volontaire, et qu'alors il est possible d'en obtenir une seconde, puisque la minute existe, *Pothier* dit avec raison que la libération du débiteur ne résulte pas de la seule circonstance qu'il est en possession de la grosse. La section adopte entièrement cette opinion, et elle entre parfaitement dans l'esprit de *Pothier*, lorsqu'elle exige du débiteur la preuve que la grosse lui a été volontairement remise.

On ne peut néanmoins se dissimuler la force des objections qui ont été faites contre cette disposition : dans l'exécution, elle serait presque illusoire. Cette considération détermine le citoyen **Treilhard** à appuyer l'avis ouvert d'abord par le citoyen **Tronchet**, et à réputer la libération acquise, si le créancier ne prouve que la grosse n'est pas sortie de sa main par une remise volontaire.

SEANCE

DU 25 BRUMAIRE AN XII DE LA RÉP

(Jeudi 10 novembre 1803)

Le **Second Consul** préside la séance.

On prend la discussion du titre II  
**des contrats ou des obligations conventionnelles en général.**

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait la section II du chapitre IV, de la notation des obligations.

Les articles 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173 et 174 qui la composent sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait la section III, de la remise de la dette.

Les articles 175, 176 et 177 sont adoptés.

L'article 178 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** pense qu'il ne faut pas obliger le débiteur à prouver que la grosse a été volontaire. Il est même difficile de concilier cette condition avec la présomption établie par la première disposition de l'article 178. La remise de la grosse est toujours supposée tant que le créancier ne prouve par aucune pièce qu'elle est parvenue dans la main du débiteur, par surprise, ou parce qu'elle s'est égarée.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'objet de Code civil était ainsi conçu :

« La remise de la grosse du titre ne suffira pas pour faire présumer la remise de la dette ; elle ne sera que la preuve d'un fait. » La section a pensé que la proposition présentée dans ces termes donnerait lieu à un grand coup de contestations ; elle est partie de l'idée que la remise de la grosse au débiteur n'est que l'intention de se libérer, mais qu'il n'y a pas de remise réelle que celle qui est volontaire : c'est pourquoi la grosse peut être tombée au pouvoir du débiteur par beaucoup d'autres causes, il est permis de lui permettre de se prévaloir de cette remise, qu'en justifiant qu'elle est l'effet de la remise volontaire du créancier. Ce fait, au reste, pourra être prouvé de toutes les manières, par témoins, par serment, ou enfin par tous les indices qu'il sera permis de rassembler et de produire.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne faut pas admettre le changement que propose

moyen de lever les difficultés ; car, soit qu'on charge le débiteur de prouver que la remise de la grosse a été volontaire, soit qu'on charge le créancier de prouver qu'elle ne l'a pas été, la preuve sera impossible dans beaucoup d'hypothèses.

L'article doit donc être supprimé.

Le citoyen **Jollivet** appuie cette proposition. L'article proposé lui paraît être en opposition avec les articles 223 et 224 du chapitre V, qui ne placent pas la remise de la grosse au rang des preuves du paiement.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que jusqu'ici la remise du titre a eu cet effet, et que la sûreté du créancier n'a néanmoins pas été compromise. La grosse est considérée comme un double de l'original ; ainsi, quand le créancier la remet au débiteur, il est présumé avoir voulu anéantir le titre pour opérer la libération.

Le consul **Cambacérés** dit que *Pothier*, dans son traité des obligations, fait une distinction entre les actes authentiques dont il reste minute et les simples billets ou titres en brevet ; cet auteur n'admet la présomption de la libération par l'effet de la remise du titre, qu'à l'égard des actes de cette dernière espèce, et ne l'étend aux grosses que lorsqu'elle est soutenue de quelque autre fait probant.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette distinction est dans la nature des choses ; qu'elle justifie l'article proposé par la commission pour décider que la remise de la grosse, quand elle seule, ne libère pas le débiteur.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'opinion de *Pothier* est la base de la disposition que la section présente. Dans la doctrine de cet auteur, la remise d'une obligation sous seing privé est une preuve de libération, parce que le créancier se dépouillant en entier du seul titre sur lequel il pût établir son action, renonce évidemment à l'exercer.

S'il y a parité de motifs dans le cas où le créancier remet la grosse de l'obligation, point de doute qu'il ne doive aussi y avoir parité de droit. Or pourquoi prend-on une grosse ? Parce que la minute ne pouvant sortir des mains du notaire, on veut cependant que le créancier en ait un double. La grosse est si bien considérée comme pièce originale, qu'il est défendu au notaire d'en délivrer une seconde sans y être autorisé par le juge, et que la permission du juge n'est accordée que sur la preuve que la dernière grosse s'est égarée et que la créance n'est pas éteinte.

Cependant, comme la grosse peut être parvenue au débiteur par une autre cause que la remise volontaire, et qu'alors il est possible d'en obtenir une seconde, puisque la minute existe, *Pothier* dit avec raison que la libération du débiteur ne résulte pas de la seule circonstance qu'il est en possession de la grosse. La section adopte entièrement cette opinion, et elle entre parfaitement dans l'esprit de *Pothier*, lorsqu'elle exige du débiteur la preuve que la grosse lui a été volontairement remise.

On ne peut néanmoins se dissimuler la force des objections qui ont été faites contre cette disposition : dans l'exécution, elle serait presque illusoire. Cette considération détermine le citoyen **Treilhard** à appuyer l'avis ouvert d'abord par le citoyen **Tronchet**, et à réputer la libération acquise, si le créancier ne prouve que la grosse n'est pas sortie de sa main par une remise volontaire.



SEANCE

DU 25 BRUMAIRE AN XII DE LA RÉPU

(Jeudi 10 novembre 1803)

Le **Second Consul** préside la séance.

On prend la discussion du titre II, *des contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait la section II du chapitre IV, *de la novation.*

Les articles 164, 165, 166, 167, 168, 171, 172, 173 et 174 qui la composent sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait la section III, *de la remise de la dette.*

Les articles 175, 176 et 177 sont adoptés.

L'article 178 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** pense qu'il n'y a pas à obliger le débiteur à prouver que la grosse a été volontaire. Il est même difficile de concilier cette condition avec la présomption établie par la première disposition de l'article 175. La remise de la grosse est toujours supposée tant que le créancier ne prouve pas le contraire. La preuve est parvenue dans la main du débiteur, par surprise, ou parce qu'elle s'est égarée.

Le citoyen **Trellhard** dit que l'article 178 du projet de Code civil était ainsi conçu :

« La remise de la grosse du titre ne suffit pas pour faire présumer la remise de la dette. » La section a pensé que la rédaction présentée dans ces termes donnerait lieu à beaucoup de contestations; elle est partie de l'idée que la remise de la grosse au débiteur n'est que l'intention de se libérer, mais qu'il n'y a pas de remise réelle que celle qui est volontaire : or, la grosse peut être tombée au pouvoir du débiteur par beaucoup d'autres causes, il est donc permis de lui permettre de se prévaloir de cette remise, qu'en justifiant qu'elle est l'effet de la remise volontaire du créancier. Ce fait, au reste, pourra être prouvé de toutes les manières, par témoins, par serment, et enfin par tous les indices qu'il sera permis de rassembler et de produire.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne s'oppose pas au changement que propose

moyen de lever les difficultés ; car, soit qu'on charge le débiteur de prouver que la remise de la grosse a été volontaire, soit qu'on charge le créancier de prouver qu'elle ne l'a pas été, la preuve sera impossible dans beaucoup d'hypothèses.

L'article doit donc être supprimé.

Le citoyen **Jollivet** appuie cette proposition. L'article proposé lui paraît être en opposition avec les articles 223 et 224 du chapitre V, qui ne placent pas la remise de la grosse au rang des preuves du paiement.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que jusqu'ici la remise du titre a eu cet effet, et que la sûreté du créancier n'a néanmoins pas été compromise. La grosse est considérée comme un double de l'original ; ainsi, quand le créancier la remet au débiteur, il est présumé avoir voulu anéantir le titre pour opérer la libération.

Le consul **Cambacérès** dit que *Pothier*, dans son traité des obligations, fait une distinction entre les actes authentiques dont il reste minute et les simples billets ou titres en brevet ; cet auteur n'admet la présomption de la libération par l'effet de la remise du titre, qu'à l'égard des actes de cette dernière espèce, et ne l'étend aux grosses que lorsqu'elle est soutenue de quelque autre fait probant.

Le citoyen **Tronchet** dit que cette distinction est dans la nature des choses ; qu'elle justifie l'article proposé par la commission pour décider que la remise de la grosse, quand elle seule, ne libère pas le débiteur.

Le citoyen **Treilhard** dit que l'opinion de *Pothier* est la base de la disposition que la section présente. Dans la doctrine de cet auteur, la remise d'une obligation sous seing privé est une preuve de libération, parce que le créancier se dépouillant en entier du seul titre sur lequel il pût établir son action, renonce évidemment à l'exercer.

S'il y a parité de motifs dans le cas où le créancier remet la grosse de l'obligation, point de doute qu'il ne doive aussi y avoir parité de droit. Or pourquoi prend-on une grosse ? Parce que la minute ne pouvant sortir des mains du notaire, on veut cependant que le créancier en ait un double. La grosse est si bien considérée comme pièce originale, qu'il est défendu au notaire d'en délivrer une seconde sans y être autorisé par le juge, et que la permission du juge n'est accordée que sur la preuve que la dernière grosse s'est égarée et que la créance n'est pas éteinte.

Cependant, comme la grosse peut être parvenue au débiteur par une autre cause que la remise volontaire, et qu'alors il est possible d'en obtenir une seconde, puisque la minute existe, *Pothier* dit avec raison que la libération du débiteur ne résulte pas de la seule circonstance qu'il est en possession de la grosse. La section adopte entièrement cette opinion, et elle entre parfaitement dans l'esprit de *Pothier*, lorsqu'elle exige du débiteur la preuve que la grosse lui a été volontairement remise.

On ne peut néanmoins se dissimuler la force des objections qui ont été faites contre cette disposition : dans l'exécution, elle serait presque illusoire. Cette considération détermine le citoyen **Treilhard** à appuyer l'avis ouvert d'abord par le citoyen **Tronchet**, et à réputer la libération acquise, si le créancier ne prouve que la grosse n'est pas sortie de sa main par une remise volontaire.

en relâchant la caution, le créancier dans certaines circonstances, à des ris il est juste de lui donner l'indemnité.

Au surplus, la caution ne s'engage ment qu'au moyen d'arrangements qu'elle prend avec le débiteur; ainsi le seul mérite véritablement la protection

Le citoyen **Treilhارد** dit que le créancier prenant une caution, n'a d'autre ob pouver à la sûreté de sa créance : o reçoit, cet objet est rempli jusqu'à c de la somme qu'il recouvre. Les lois ré cautionnement gratuit et officieux, et tif elles accordent de la faveur aux ca moindre est de faire tourner à leur pr boursement partiel qui diminue rée dette. La disposition présentée est don aux principes de la justice et à l'esprit de cautionnement.

Le citoyen **Ségar** dit que cette dispce facilement éludée. Si le créancier man licatesse, il recevra le prix moyennan relâche la caution, et n'exprimera c qu'une décharge pure et simple.

Le citoyen **Treilhارد** dit que la l rien contre les fraudes que rien ne tra L'article est adopté.

Le citoyen **Bigot-Prémameneu** fait la section vi, de la compensation.

L'article 182 est adopté.

L'article 183 est discuté.

Le citoyen **Maleville** propose d'ête cle aux créances faciles à liquider. Si était incontestable, et que, pour en fix tant précis, il ne fallût plus qu'une qui pût se faire sans difficulté, il ser d'obliger le créancier à payer ce qu'il a débiteur, quoiqu'on fût bien convain lui doit plus rien : par exemple, si j'ai billet cent francs à un artisan qui m' pour une somme plus forte de choses d tier, il serait dur de l'obliger à me r somme, lorsqu'il oppose la compensati est si facile de vérifier que c'est mo traire, qui suis son débiteur.

Le citoyen **Bigot-Prémameneu** di

quider sa créance et d'accomplir la compensation.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'effet de la compensation de droit est tel, qu'au moment où les deux créances se rencontrent, elles s'éteignent réciproquement, et les intérêts qu'elles pourraient produire cessent de courir.

Il ne faut pas confondre la compensation de droit avec la compensation judiciaire que des motifs d'équité font admettre par le motif qui vient d'être expliqué.

Le citoyen **Maleville** dit que du moins il est nécessaire d'exprimer dans l'article ce pouvoir qu'on attribue au juge ; qu'au surplus sa proposition est conforme au texte de la loi romaine, au sentiment de *Dumoulin*, de *Ricard*, des auteurs du répertoire de jurisprudence ; qu'il est permis au débiteur d'opposer sa créance, quoique non encore liquidée, à la demande de son créancier, pourvu que cette créance soit facile à liquider.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que jamais les tribunaux ne font cesser l'intérêt que depuis la liquidation ; ce qui prouve qu'ils ne distinguent pas entre le cas où elle est facile et celui où elle rencontre plus de difficultés.

Le citoyen **Maleville** dit que la jurisprudence dont parle le citoyen **Bigot-Préameneu** n'est ni générale, ni fondée en principe ; que de quelque manière qu'une créance soit payée, il est bien constant qu'elle ne peut plus produire d'intérêts dès qu'elle se trouve acquittée ; mais qu'il se contente au surplus des explications que donnera le procès-verbal : elles suffiront pour faire connaître au juge qu'il peut admettre la compensation d'équité en différant la condamnation.

L'article est adopté.

L'article 184 est discuté.

Le consul **Cambacérès** rappelle que jamais la compensation n'a été admise à l'égard des impositions. Peut-être serait-il utile d'énoncer le principe dans cet article.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** répond que la disposition étant dans l'ordre civil, est étrangère aux impositions qui tiennent à l'ordre public. Rien ne doit en arrêter le paiement : l'intérêt général exige que l'État ne soit pas privé de ses revenus.

Le citoyen **Portalis** dit qu'il n'y a de compensation avec le trésor public que lorsqu'il doit à la manière des particuliers et qu'on lui doit de la même manière, c'est-à-dire lorsque la dette nait de contrats régis par le droit civil, comme serait, par exemple, un contrat de vente.

L'article est adopté.

Les articles 185, 186, 187, 188, 189 et 190 sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait lecture de la section v, *de la confusion*.

Les articles 191 et 192 qui la composent sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait lecture de la section vi : *de l'extinction ou de la perte de la chose due*.

Les articles 193 et 194 qui la composent sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** fait lecture de la section vii, *de l'action en nullité ou en rescision des conventions*.

L'article 195 est adopté.

L'article 196 est discuté.

Le citoyen **Berlier** attaque la seconde partie de l'article, en ce qu'elle préjuge que le majeur pourra être restitué pour lésion dans le prix des immeubles par lui vendus, ce qui tend à faire

use de lésion en matière de ventes, qu'il ne vaille plus pour la rétablir? *L'ancien usage* était un abus démontré, et quoique cette rescision nous vint du droit romain, et même de la loi *rem majoris*, ce serait fausser le respect pour cette législation en disant qu'il faut l'avoir, que de n'oser y toucher dans des dispositions aussi évidemment défectueuses.

Dira-t-on, pour autoriser la rescision, que l'art. 1093 agit, qu'elle est admise pour lésion du quart, dans les partages entre cohéritiers? D'abord, il y a dans cette dernière espèce un caractère d'un ordre supérieur, c'est le maintien de l'égalité entre cohéritiers; d'un autre côté, elle appartient à chacun des cohéritiers comme dans la rescision pour vente, à tous les contractants : ainsi nulle analogie ni de formes, ni dans la substance de l'action. On applique si peu contradiction, que tous les arts de code, le dernier excepté, et la loi du 14 fructidor an III, en rejetant toute rescision pour vente, la maintenaient à l'égard des autres cohéritiers.

Opposera-t-on enfin l'intérêt du fisc? Pour cette objection, l'opinant lit les observations du tribunal d'appel de Rouen, et se fortifie de motifs par lesquels ce tribunal repousse toute cette proposition des rédacteurs du projet de code civil.

Le citoyen **Berlier** termine en observant qu'à malgré la propension des hommes à résister à ce qui froisse leurs habitudes, il ne faut point dans la société réclamer la modification de l'action dont il s'agit; ainsi les citoyens ont vaincu la routine, et la loi nouvelle a mérité le respect du législateur.

Une réflexion enfin qui mérite aussi d'être remarquée par le Conseil, c'est que la lésion n'est possible qu'à l'égard des créanciers obérés, et qu'alors leurs créanciers peuvent surenchérir et faire ainsi disparaître le grief, soit qu'on maintienne la loi de l'an VII, soit qu'on en revienne à l'édit de 1763.

Inutile sous ce rapport, injuste dans sa substance, impolitique dans ses conséquences, la proposition qu'on discute ne doit donc

l'ordre public. La loi du 14 fructidor an III ne l'abroge pas sous ce rapport, mais parce que sous l'empire du papier-monnaie elle était devenue inexécutable. Au milieu de la décroissance de la monnaie d'alors, on ne pouvait plus déterminer exactement la valeur donnée aux choses. Cette raison est la seule que le rapporteur de la loi du 14 fructidor ait présentée.

On a parlé de l'incertitude que le système de la rescision jette, dit-on, sur la propriété. Mais par le passé il n'a pas eu cet effet; et l'inconvénient sera encore moindre pour l'avenir, puisque la section proposera de réduire l'action à quatre ans.

On objecte que peu de ces actions réussissent. C'est un motif de plus de la maintenir. Un vendeur ne s'exposera à une expertise et à l'embarras d'un procès, que lorsqu'il aura la conviction intime que la cause est juste.

L'opinant ne tire aucune induction de ce qui se pratique à l'égard des partages. Il reconnaît que par rapport à ces actes, la rescision est fondée sur d'autres principes que par rapport à la vente.

Mais il lui semble qu'une disposition dictée par l'humanité et par la justice, qui devient un frein contre la spoliation de l'homme nécessiteux; qui, depuis des siècles qu'elle existe, n'a pas troublé l'ordre public; dont les effets vont être resserrés dans un délai plus court; contre laquelle il ne s'est élevé de réclamation que de la part d'un seul tribunal; qui n'a été abrogée que par des raisons de circonstance, doit être rétablie, et qu'il n'y a point de motifs pour ne pas revenir aux principes.

Elle ne serait pas supplée par la surenchère, car souvent c'est pour réparer des malheurs et pour ne pas avoir recours aux emprunts, que l'on est contraint de vendre à tout prix. La surenchère deviendra une garantie de plus pour les cas où elle pourra être un remède à la lésion.

Le citoyen **Defermon** dit que les principes sur lesquels on fonde le rétablissement de la rescision pour lésion d'outre moitié à l'égard des immeubles, obligerait de l'accorder également contre la vente des meubles. Les motifs d'équité qu'on fait valoir sont les mêmes dans les deux cas. L'intérêt du vendeur n'est pas moins grand dans l'un que dans l'autre. Celui qui vend à vil prix sa manufacture nuit autant et quelquefois plus à sa fortune que celui qui fait des sacrifices sur la valeur de son champ.

Mais entre majeurs, la fraude, la violence, le dol, sont les seules causes qui doivent amener la résolution des contrats.

Avant la Révolution on s'écartait de ce principe, et on admettait la rescision pour cause de lésion, parce que le système de toute la législation tendait à maintenir les biens dans les familles, et principalement dans les mains des seigneurs. C'est dans cet esprit qu'elle avait institué aussi le retrait lignager. Le système est maintenant changé. On a supprimé le retrait lignager par respect pour la foi des contrats, et aussi parce que celui qui se défait de son bien est ordinairement moins en état de le bien cultiver que celui qui l'achète. Ces considérations doivent également écarter la rescision pour cause de lésion entre majeurs.

Le citoyen **Portalis** dit que la question est de savoir si l'on doit renoncer au droit qui établit la rescision pour cause de lésion, ou si l'on doit le maintenir; car la législation intermédiaire n'est pas assez affirmée pour qu'on puisse regarder l'ancien droit comme irrévocablement aboli.

On soutient que cet ancien droit blesse égale-

plus fixe. Il s'écoulera peut-être un si que le changement s'opère et se consol.

Les circonstances repoussent donc l'issement de la rescision pour lésion.

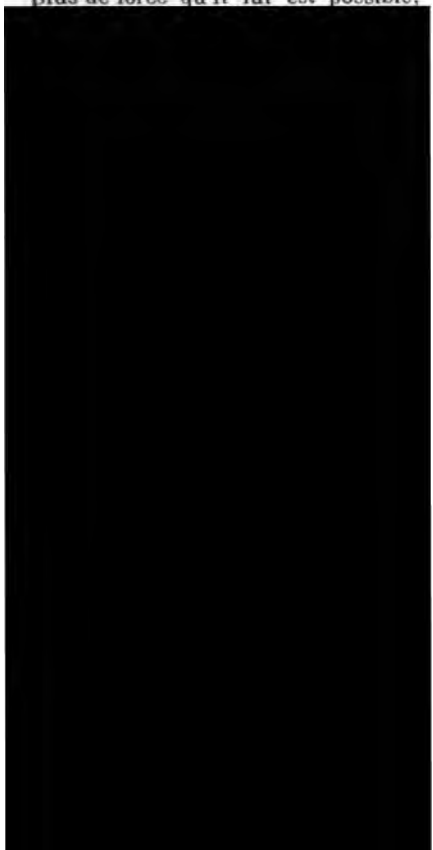
Voici une autre considération, qui to immédiatement à l'intérêt public. N'es craindre que l'innovation proposée affi confiance des acquéreurs de domaines n Sans parler de l'influence qu'elle pou dans le commerce sur le prix des dor vendus, il est naturel de concevoir d tudes pour ceux qui restent à vendre proclame que la lésion peut faire res ventes, ceux qui se proposent d'acqu biens redouteront l'application du quoique dans un avenir éloigné, et sou gouvernement : or celui qui achète ses enfants soient aussi assurés que lu conserver leur propriété.

Bu fin la loi nouvelle serait une cor avec les principes adoptés par le Con quelques jours. On a reconnu que, da constances, il est impossible de fixer l'argent; on a donc entendu laisser la p latitude sur la valeur des choses: dès vient impossible d'admettre un systèm pose qu'il est facile de la déterminer.

Au reste, ce système donnerait lieu finité de fraudes. Par exemple, dans u où les rentes sont sur la place à ur élevé, un propriétaire vend son fonds pour en acquérir; il réalise ce place constitue un revenu beaucoup plus for qu'il tirait de son immeuble : lui per ensuite et quand les rentes ont remo venir sur l'acquéreur pour exiger un s de prix?

Le consul **Cambacérés** résume la et émet son opinion individuelle.

Elle n'est point consignée, dit-il, da cours qui précéda, au Conseil des Cinq présentation du projet de Code civil. C qu'un rapporteur est obligé de se dé toute opinion personnelle et de rend plus de force qu'il lui est possible.



ce qu'il cède? Cependant le contrat sera valable si l'on décide que la lésion n'est jamais une cause de rescision, et il le sera au mépris des principes qui en déterminent l'essence.

On a parlé de féodalité. Connaissait-on la féodalité chez les Romains, de qui la loi sur la rescision nous est venue? Elle a été rendue parce que la position où les Romains se trouvaient alors ressemblait beaucoup à celle des peuples modernes; alors aussi des gens à argent trompaient les citoyens et spéculaient sur l'embaras des malheureux. La loi a été reconnue si morale, qu'elle a conservé sa force, non-seulement dans le Bas-Empire, mais encore dans tous les pays qui avaient formé l'Empire romain; cependant, comme ses effets étaient trop restreints, la jurisprudence les a, avec raison, étendus à l'acheteur.

A la vérité cette loi a été abolie en France; mais l'abrogation n'en fut d'abord proposée que par suite du système politique alors adopté. Le projet était de ne laisser subsister aucune des institutions établies, aucun des principes reçus. Plusieurs lois furent portées dans ces vues: la loi du 17 nivôse sur les successions, celle du 12 brumaire sur les enfants naturels, n'ont pas eu d'autres motifs. Si l'on ne s'est pas occupé de la rescision dans le même temps, c'est que cette matière a paru moins urgente: on l'a donc laissée en suspens jusqu'au 19 fructidor an III.

A cette dernière époque, les vues politiques n'étaient plus les mêmes; on n'attaqua pas le principe de la loi, mais on pensa que dans les circonstances il était impossible de l'appliquer. Les assignats étaient la seule monnaie dans laquelle il fût permis de stipuler; leur décroissance journalière en rendait la valeur incertaine: il n'était donc plus possible de fixer le juste prix des immeubles. Ces considérations seules ont décidé à abroger la rescision pour lésion d'outre moitié.

Ensuite, et après le retour du numéraire, vinrent les lois sur les stipulations faites sur le papier monnaie. On reconnut que certaines ventes entraînaient une lésion énorme, et malgré que la rescision fût abolie depuis trois années, on permit de l'invoquer pendant un an contre les contrats lésionnaires.

Il fut donc avoué que quand, dans un contrat commutatif, l'une des parties a reçu infiniment moins que ce qu'elle a donné, le contrat est vicié dans son essence. Comment cette maxime serait-elle repoussée dans la même loi où le principe qui lui sert de base est solennellement proclamé? Comment, dans un moment où l'on s'attache à rendre leur force aux idées morales, pourrait-on légitimer un contrat commutatif où le vendeur ne reçoit que le centième de la valeur de sa chose?

On peut au surplus modifier la loi ancienne, exiger une lésion plus forte que d'outre moitié, abréger la durée de l'action, valider les ventes existantes, ne pas étendre la loi aux ventes faites par l'autorité publique; mais que les principes du contrat commutatif soient respectés.

Qu'on ne craigne pas d'alarmer les acquéreurs de domaines nationaux; la loi ne s'appliquera qu'aux ventes ordinaires, et non aux ventes faites à l'enchère.

Qu'on n'appréhende pas que les améliorations faites par l'acquéreur tournent à son préjudice; chacun sait qu'on estime le bien suivant la valeur qu'il avait au temps de la vente.

Mais qu'on craigne plutôt d'abandonner à d'autres le soin de remplir la lacune qu'on laisserait dans le Code civil; car, il n'en faut pas douter, la rescision pour lésion énorme serait un jour



es mineurs, et ces contrats fort rares, d'une exception : mais c'est à la raison majeure à veiller à ceux qui leur sont p... ne assimilation ironique ne saurait eff... rincipe véritablement élémentaire, et qu... e menacer la société dans ses bases, l... ontraire à mettre les hommes et les c... eur vraie place, et à rendre aux contra... ntre majeurs, sans fraude ni violence, respect qui leur est dû.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il ne... rais élevé de réclamation contre la loi r... ui établit la rescision pour cause de lésio... u'il y en a eu évidemment contre la... i fructidor, puisqu'en l'an VI il a fallu... rescision pour quelques cas particuliers.

L'article qui fixe les caractères du contr... utatif est, dit-on, un article général qui... as d'une manière particulière les princip... ente.

Cet article, quoiqu'il ne soit point parti... i vente, s'y applique cependant de même... échange, et en général à tous les contrat... utatifs.

On observe qu'il y a cette différence e... ol ordinaire et la lésion, que le dol est... ar des faits particuliers dont il est possib... ibunaux de juger la vérité, au lieu que p... onnaître s'il y a lésion ils sont obligés... apporter aveuglement à des experts.

La lésion elle-même est quelquefois si é... ue les tribunaux ont cru pouvoir se di... 'interroger des experts. Cependant de ce... as n'est pas le plus ordinaire, il n'en résu... u'on doit repousser la rescision dans t... autres : tout ce qu'on en peut conclure, c'e... ut chercher les moyens pour corriger les... énients du mode d'estimation pratiqué ju... ; pour empêcher qu'en définitif un seul l... e devienne l'arbitre suprême de la val... mmeuble ; mais il faut ou sacrifier le... aux conventions, ou laisser ses effets à... an qu'ont eue les parties, lorsqu'elles on... a contrat commutatif de se donner mu... ent l'équivalent de ce qu'elles reçoivent

lorsqu'on a pensé que l'appréciation des immeubles dépendait autrefois d'une règle unique. La valeur variait comme aujourd'hui, suivant les lieux ; et ils se vendaient, les uns au denier trente, les autres au denier quarante, d'autres au denier cinquante.

Au surplus, l'opinant croit que la discussion est épuisée. Il est évidemment reconnu que l'équité ne permet pas de soutenir un contrat commutatif entaché de lésions énormes. Le danger ne saurait être que dans l'application de cette vérité ; or l'article se borne à poser le principe, c'est au titre *de la vente* que se placent les règles d'application. On peut donc l'adopter, et sur le surplus renvoyer au titre *de la vente*.

Le citoyen **Boulay** dit que sa conscience répugnerait à admettre la validité du contrat dans le cas de la lésion très-énorme, mais qu'il répugnerait également à laisser à l'action une durée de quatre ans, comme la section le propose. Il lui semble que, pour mieux se déterminer, on pourrait ajourner la discussion du tout, afin de ne point séparer le principe de son application.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il faut se borner à un renvoi pur et simple à la section, parce que la difficulté ne porte pas seulement sur les détails, mais sur le principe même : en effet, il est incertain qu'on applique même aux actes de la catégorie citée par le consul **Cambacérés** la rescision pour lésion ; et lui-même a fourni l'idée d'annuler de tels actes pour cause d'erreur démontrée.

Il ne faut pas se lier par les mots, quand on n'est point fixé sur la nature des choses.

Le citoyen **Tronchet** craint que si l'ajournement du tout est adopté, la discussion qui vient l'avoir lieu ne soit perdue.

Le consul **Cambacérés** pense que pour ne point se lier, on peut ne point parler de lésion dans le titre dont le Conseil s'occupe.

La première partie de l'article est adoptée.

Les observations qui ont été faites sont renvoyées à la section, pour présenter les cas où la restitution peut avoir lieu entre majeurs.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
J. G. LOCRÉ.

## SÉANCE

DU 2 FRIMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE.

(Jeudi 24 novembre 1803).

Le **Second Consul** préside la séance.

On reprend la discussion du titre II du livre III, *les contrats ou des obligations conventionnelles en général*.

Les articles 197, 198, 199, 200, 201, 202 et 203, qui terminent la section VII du chapitre IV, ne donnent lieu à aucune observation, et sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** présente le chapitre V, *de la preuve des obligations et de celle du paiement*.

Les articles 204 et 205 sont adoptés.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait lecture de la section I<sup>re</sup>, *de la preuve littéraire*.

L'article 206 est discuté.

Le citoyen **Fourcroy** observe que cet article énonce que deux divisions, qui se trouvent épuisées dans les deux premiers paragraphes, que l'ordre paraît exiger qu'on donne au paragraphe une autre subdivision.

L'observation du citoyen **Fourcroy** est admise et renvoyée à la section.

teur, ne doive l'emporter, s'il se rencontre différence entre les sommes exprimées lorsque le corps de l'acte et le bon sont écrits par le débiteur, toute règle absolue devenir injuste dans l'application, car il a pu tomber sur la somme la moins forte sur la plus considérable. C'est donc par ces circonstances qu'il faut juger de semblables situations.

Le citoyen **Treilhard** dit que, dans l'hypothèse, il existe un double titre; qu'une présomption doit être pour le moins onéreuse.

Le citoyen **Béranger** répond que l'acte d'une présomption n'est pas plus pour le débiteur que pour le créancier; tout dépend des circonstances.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** observe que ce serait appeler trop légèrement la présomption judiciaire, que de ne poser aucune base.

Le citoyen **Regnaud (de Saint-Jean)** dit que cette preuve deviendrait nécessairement le résultat de registres ou d'autres renseignements semblables, que c'est la somme la plus forte qui est due.

Le citoyen **Defermon** dit que la loi ne devient embarrassée que parce qu'on change l'espèce de l'article, lequel se réfère à l'article précédent. C'est à ce dernier article qu'il faut reporter; il paraît établir une fausse présomption; en effet, c'est le corps de l'acte qui est le véritable objet de l'attention des parties; le bon est l'ordinaire qu'une note indicative; ainsi l'un et l'autre expriment une somme; mais l'énonciation écrite dans le corps de l'acte l'emporte. Il conviendrait donc de modifier l'article 215 dans ce sens.

Le consul **Cambacérés** dit que l'on ne peut blesser les principes reçus en matière de preuve, que de ne pas réduire, dans l'acte, l'obligation à la somme la moins forte; mais n'est là qu'une simple présomption qui n'est ni l'évidence et à la preuve contraire; la rédaction proposée est de paraître convaincre par la présomption en certitude, tellement que la preuve contraire ne pourrait être admise. L'

comme incomplet, en ce qu'il y a d'autres circonstances que l'enregistrement et la mort qui peuvent donner à l'acte une date certaine contre les tiers.

Il en demande le renvoi à la section.

Le citoyen **Berlier** dit que, hors le cas d'une apposition de scellés encore subsistante sur l'écrit sous seing privé, dont la date en ce cas serait devenue certaine à l'époque même de l'apposition des scellés, il ne conçoit pas d'autres espèces à joindre à celles exprimées dans l'article ; car la simple mention dans un acte public ne saurait donner une grande consistance à l'acte sous seing privé dont elle ne ferait point connaître la teneur : d'ailleurs, on ne mentionne dans un acte public les écrits sous seing privé qu'autant qu'ils ont été préalablement enregistrés.

Au surplus le citoyen **Berlier** ne s'oppose point au renvoi à la section ; mais il croit que l'on pourrait dès à présent se borner à l'amendement qu'il a indiqué.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 218 et 219 sont discutés.

Le citoyen **Begouen** rappelle que, suivant l'ordonnance de 1673, les livres des marchands ne font jamais preuve que quand les parties ont déclaré s'y rapporter, et qu'ils ne sont même produits que d'après cette déclaration.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** observe que cette disposition se retrouve dans l'article 219, et qu'elle semble même plus clairement exprimée dans cette rédaction : « Celui qui veut en tirer « avantage ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention. »

Le citoyen **Treilhard** dit que l'article proposé par le citoyen **Begouen** serait dangereux. On ne peut être forcé de s'en rapporter indéfiniment aux livres, ni d'admettre comme prouvées les fausses énonciations qu'ils peuvent contenir. Au surplus, l'article de la section ne cause aucun préjudice aux marchands : s'il résulte en effet des livres quelque preuve contre celui qui en demande l'apport, les tribunaux y auront égard.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il est difficile d'admettre que lorsqu'on déclarera s'en rapporter aux livres sur les preuves qu'ils peuvent offrir contre un négociant, on ne se soumettra pas également à déférer aux preuves qui en résulteront en sa faveur.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit qu'ayant exercé les fonctions de juge d'appel, il a eu occasion de vérifier que la jurisprudence des tribunaux est d'ordonner d'office l'apport des registres lorsqu'ils peuvent éclaircir une allégation.

Le citoyen **Treilhard** dit que, dans ces mêmes fonctions, il a été à portée de se convaincre que peu de ces registres sont en règle.

Le citoyen **Séguir** dit que les commentateurs pensent que les tribunaux ne doivent pas ordonner l'apport des registres, afin que les affaires des négociants ne soient pas exposées aux regards du public ; qu'on n'ordonne l'apport de ces registres que dans les cas de faillite, ou lorsque les parties ont déclaré qu'elles s'y rapporteraient. Il cite à l'appui de son opinion l'ordonnance de 1673 et le commentaire de *Jousse*.

Le citoyen **Treilhard** répond que le secret des affaires n'est pas violé, parce que le négociant indique la page et la ligne où se trouve l'énonciation qui a rapport au procès.

Le citoyen **Portalis** dit qu'on distingue : quand l'exhibition des registres est ordonnée pour une affaire commune entre deux négociants, ils font preuve des deux côtés, hors le cas de

« meuble ou un meuble corporel, celui qui  
« est tenu de la conserver; et il est mén  
« de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçu  
« vaise foi. »

Art. 13. « Si celui qui a reçu de bo  
« vendu la chose, il ne doit restituer q  
« de la vente. »

Art. 14. « Celui auquel la chose est  
« doit tenir compte, même au possesseu  
« vaise foi, de toutes les dépenses néce  
« utiles qui ont été faites pour la coi  
« de la chose. »

## SECTION II.

### *Des délits et des quasi-délits.*

Art. 15. « Tout fait quelconque de l'ho  
« cause à autrui un dommage, oblige  
« la faute duquel il est arrivé à le répar

Art. 16. « Si d'une maison habitée  
« sieurs personnes, il est jeté sur un p  
« l'eau ou quelque chose qui cause un c  
« ceux qui habitent l'appartement d'où  
« sont tous solidairement responsables  
« que celui qui a jeté ne soit connu, a  
« il doit seul la réparation du dommag

Art. 17. « Les hôtes qui n'habitent  
« sant dans la maison d'où la chose a  
« ne sont point tenus du dommage, à r  
« ne soit prouvé que ce sont eux qui  
« mais celui qui les loge en est tenu. »

Art. 18. « On est responsable du dom  
« l'on a causé non-seulement par son fai  
« core par sa négligence ou par son impi

Art. 19. « On est responsable non-  
« du dommage que l'on cause par son p  
« mais encore de celui qui est causé  
« des personnes dont on doit répondre  
« choses que l'on a sous sa garde.

« Le père, et la mère après le décès  
« sont responsables du dommage causé  
« enfants mineurs habitant avec eux; »

« Les maîtres et les commettants, du  
« causé par leurs domestiques et prép  
« les fonctions auxquelles ils les ont p  
« Les instituteurs et les artisans, du

est dure. Lorsqu'on fait une action de pure charité, on n'entend pas s'imposer des engagements ultérieurs aussi considérables. Un citoyen, par exemple, prendra soin du champ de son voisin qui est à l'armée, sans se soumettre à le cultiver jusqu'à ce que le propriétaire ait achevé son temps de service.

Le citoyen **Trellhard** dit que l'obligation dont se charge *negotiorum gestor* s'interprète toujours par l'équité ; elle est réduite à ces termes, qu'il ne peut abandonner l'affaire qu'il a entreprise, intempestivement et de manière à causer du préjudice à celui qu'elle concerne. Ainsi circonscrite, elle est juste ; car, en se chargeant de suivre l'affaire, il a pu empêcher un autre de s'en charger.

Le citoyen **Foucreroy** observe qu'il peut cependant arriver que, par un changement de circonstances, le *negotiorum gestor* ne puisse plus donner ses soins à l'affaire.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'alors il s'en déchargera en avertissant le propriétaire.

Le citoyen **Defermon** dit que cette modification doit être exprimée et mise à la place de la disposition qui fait durer l'obligation jusqu'au retour du propriétaire.

Le consul **Cambacérés** dit que l'article peut effrayer dans la forme qu'il est présenté ; mais qu'il faut s'attacher surtout à l'esprit de ses dispositions. On rencontre partout des gens officieux, toujours prêts à se mêler des affaires d'autrui, très-souvent pour les gâter. Le remède contre leur zèle indiscret, et quelquefois intéressé, est de ne pas leur permettre d'abandonner, quand il leur plait, l'affaire qu'ils ont commencée. Cependant cette règle ne doit pas être appliquée avec une trop grande sévérité : quelques services de bon voisinage ne doivent pas faire supposer qu'on a voulu se constituer *negotiorum gestor*. Mais quand des circonstances plus décisives prouvent qu'on a pris cette qualité, il faut bien qu'on demeure responsable de ce mandat volontaire, et qu'on ne puisse s'en décharger à contre-temps.

La rédaction pourrait exprimer ces distinctions.

L'article est adopté avec les amendements du consul **Cambacérés** et du citoyen **Defermon**.

Les articles 5 et 6 sont adoptés avec les mêmes modifications.

L'article 7 est discuté.

Le citoyen **Béranger** dit que cet article fait ressortir l'extrême dureté de l'article 4, puisqu'il établit pour tous les cas la peine de dommages-intérêts.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 8 et 9 sont adoptés.

L'article 10 est adopté sauf rédaction.

Les articles 11, 12, 13 et 14 sont adoptés.

Le section II, *des délits et des quasi-délits*, est soumise à la discussion.

Les articles 15 et 16 sont adoptés.

L'article 17 est discuté.

Le citoyen **Milot** dit que l'énonciation du principe suffit ; que les exemples doivent être retranchés.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 18 est adopté.

L'article 19 est discuté.

Le consul **Cambacérés** propose de substituer le mot *employés* au mot *préposés*, afin que la responsabilité du maître soit réduite au cas où le préposé a causé quelques dommages dans le cours de l'exécution des ordres qu'il a reçus.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 20 est discuté.

## SECTION II.

### *De la capacité des parties contractantes.*

Art. 24. « Les incapables de contracter

« Les impubères,

« Les mineurs,

« Les interdits,

« Les femmes mariées, dans les cas

« par la loi,

« Et généralement tous ceux auxquels

interdit certains contrats. »

Art. 25. « Les engagements contractés

impubères sont radicalement nuls. »

Art. 26. « Le mineur, l'interdit et la

mariée, ne peuvent attaquer, pour

capacité, leurs engagements, que dans

prévus par la loi.

« Les personnes capables de s'engager

« vent opposer l'incapacité du mineur,

« terdit ou de la femme mariée, avec

« ont contracté. »

## SECTION III.

### *De l'objet et de la matière des contrats.*

Art. 27. « Tout contrat a pour objet ou

qu'une partie s'oblige de donner, ou ou

l'une des parties s'oblige de faire ou de

faire. »

Art. 28. « Le simple usage ou la simple

sion d'une chose peut être, comme

même, l'objet du contrat. »

Art. 29. « Il n'y a que les choses qui

le commerce qui puissent être l'objet

ventions. »

Art. 30. « Il faut que l'obligation ait po

une chose au moins déterminée quant

espèce.

« Sa quotité peut être incertaine, pourvu

puisse être déterminée. »

Art. 31. « Les choses futures peuvent

l'objet d'une obligation.

« On ne peut cependant renoncer à la

cession non ouverte, ni faire aucune

tion sur une pareille succession. »

## SECTION PREMIÈRE.

*De l'obligation de donner.*

Art. 37. « L'obligation de donner emporte celle  
« de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la  
« livraison, à peine de dommages et intérêts en-  
« vers le créancier. »

Art. 38. « L'obligation de veiller à la conserva-  
« tion de la chose, soit que la convention n'ait  
« pour objet que l'utilité de l'une des parties,  
« soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune,  
« oblige celui qui en est chargé à apporter tous  
« les soins d'un bon père de famille.

« Cette obligation est plus ou moins étendue  
« relativement à certains contrats, dont les effets,  
« à cet égard, sont expliqués sous les titres qui  
« les concernent. »

Art. 39. « L'obligation de livrer la chose est  
« parfaite par le seul consentement des parties  
« contractantes.

« Elle rend le créancier propriétaire, et met la  
« chose à ses risques, dès l'instant où elle a dû  
« être livrée, encore que la tradition n'en ait pu  
« être faite, à moins que le débiteur ne soit en  
« demeure de la livrer, auquel cas la chose reste  
« aux risques de ce dernier. »

Art. 40. « Le débiteur est constitué en demeure,  
« soit par une sommation ou par autre acte équi-  
« valent, soit par l'effet de la convention, lors-  
« qu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte,  
« et par la seule échéance du terme, le débiteur  
« sera en demeure. »

Art. 41. « Les effets de l'obligation de donner  
« ou livrer un immeuble sont réglés aux titres  
« du contrat de vente et des privilèges et hypo-  
« thèques. »

Art. 42. « Si la chose aliénée à deux personnes  
« successivement est purement mobilière, celui  
« des deux acquéreurs qui en a été mis en pos-  
« session réelle est préféré, et en demeure pro-  
« priétaire, encore que son titre soit postérieur  
« en date, pourvu toutefois qu'il ait acquis de  
« bonne foi. »

## SECTION II.

*De l'obligation de faire ou ne pas faire.*

Art. 43. « Toute obligation de faire ou ne pas  
« faire se résout en dommages et intérêts, en cas  
« d'inexécution de la part du débiteur. »

Art. 44. « Néanmoins le créancier a le droit de  
« demander que ce qui aurait été fait par contra-  
« vention à l'engagement soit détruit, et il peut  
« se faire autoriser à le détruire aux dépens du  
« débiteur, sans préjudice des dommages et in-  
« térêts, s'il y a lieu. »

Art. 45. « Le créancier peut aussi, en cas d'ine-  
« xécution, être autorisé à faire exécuter lui-  
« même l'obligation aux dépens du débiteur. »

Art. 46. « Les dommages et intérêts ne sont dus  
« que lorsque le débiteur est en demeure de rem-  
« plir son obligation, excepté néanmoins lorsque  
« la chose que le débiteur s'était obligé de faire  
« ne pouvait l'être utilement que dans un certain  
« temps qu'il a laissé passer. »

Art. 47. « Le débiteur est condamné, s'il y a  
« lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit  
« à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à  
« raison du retard dans l'exécution, toutes les  
« fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution pro-  
« vient d'une cause étrangère qui ne peut lui être  
« imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise,  
« foi de sa part. »

Art. 48. « Si l'obligation est de ne pas faire,  
« celui qui y contrevient doit les dommages-in-



« la manière que les parties ont vraisen-  
ment voulu et entendu qu'elle le fût. »

Art. 77. « La condition qui consiste en  
« événement arrive, et qui renferme un  
« fixe, est censée défaillie, lorsque le te-  
« expiré sans que l'événement soit ar-  
« n'y a point de temps fixe, la conditi-  
« toujours être accomplie; et elle n'est ce-  
« faillie que lorsqu'il est devenu certain  
« chose n'arrivera pas. »

Art. 78. « La condition qui consiste en  
« événement n'arrive pas, et qui renfer-  
« temps fixe, est accomplie lorsque ce te-  
« expiré sans que l'événement soit arri-  
« l'est également, si, avant le terme, il es-  
« que la chose n'arrivera pas. S'il n'y a  
« temps déterminé, elle n'est accomplie  
« qu'il est certain que l'événement n'arrive-  
ra pas. »

Art. 79. « La condition est réputée ac-  
« lorsque c'est le débiteur, obligé sous ce-  
« dition, qui en a empêché l'accomplisse-  
ment. »

Art. 80. « La condition accomplie a  
« rétroactif au jour auquel l'engagement  
« contracté; si le créancier est mort ava-  
« l'accomplissement de la condition, ses droits  
« à son héritier. »

Art. 81. « Le créancier peut, avant que  
« dition soit accomplie, exercer tous les  
« conservatoires de son droit. »

## § II.

### *De la condition suspensive.*

Art. 82. « L'obligation contractée sou-  
« condition suspensive est celle qui dé-  
« d'un événement futur et incertain, ou d'un  
« événement actuellement arrivé, mais enco-  
« connu des parties.

« Dans le premier cas, l'obligation ne  
« d'effet qu'après l'événement.

« Dans le second cas, l'obligation est  
« et le droit est acquis au créancier du jour  
« elle a été contractée. »

Art. 83. « Lorsque l'obligation a été con-  
« sous une condition suspensive, la ch-  
« fait la matière de la convention demeur-  
« risques du débiteur qui ne s'est obligé

« plein droit. La partie vis-à-vis de laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention, lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

« La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances. »

## SECTION II.

### *Des obligations à terme.*

Art. 86. « Le terme diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution. »

Art. 87. « Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance du terme; mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété. »

Art. 88. « Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation, ou des circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier. »

Art. 89. « Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme, lorsqu'il a fait faillite, ou lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier. »

## SECTION III.

### *Des obligations alternatives.*

Art. 90. « Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation. »

Art. 91. « Le choix appartient au débiteur s'il n'a pas été expressément accordé au créancier. »

Art. 92. « Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises; mais il ne peut pas offrir une partie de l'une et une partie de l'autre. »

Art. 93. « L'obligation contractée d'une manière alternative devient pure et simple, si l'une des deux choses promises n'était pas susceptible de l'obligation contractée. »

Art. 94. « L'obligation alternative devient également pure et simple, si l'une des choses promises péricule et ne peut plus être livrée même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

« Si toutes deux sont périées, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière. »

Art. 95. « Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déferé par la convention au créancier :

« Ou l'une des choses seulement est périée, et alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périée;

« Ou les deux choses sont périées, et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre, à son choix. »

Art. 96. « Si les deux choses sont périées sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 198 du présent titre. »

Art. 97. « Les mêmes principes s'appliquent aux cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative. »

choses au choix du créancier, dont l'indivisible;

« 4° Lorsque l'un des héritiers est chargé par le titre, de l'exécution de l'obligation »

« 5° Lorsqu'il résulte, soit de la nature du gage, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin qu'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des parties a été que la dette ne pût s'acquitter par partie. »

« Dans les trois premiers cas, l'héritier qui a reçu la chose due ou le fonds hypothéqué, peut être poursuivi pour le tout, soit sur la chose due ou sur le fonds hypothéqué, et a recours contre ses cohéritiers. Dans le quatrième cas, l'héritier seul est chargé de l'obligation, et dans le cinquième cas, chaque héritier peut être poursuivi pour le tout, sauf son recours contre ses cohéritiers. »

## § II.

### *Des effets de l'obligation indivisible.*

Art. 121. « Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait été contractée solidairement. »

Art. 122. « Il en est de même à l'égard des héritiers de celui qui a contracté une dette indivisible. »

Art. 123. « Chaque héritier du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible. »

« Il ne peut seul faire la remise de la dette ; il ne peut recevoir seul le paiement de la chose. Si l'un des héritiers a remis la dette, ou reçu le prix de la chose, le cohéritier ne peut demander la chose, mais seulement la déduction faite de sa valeur, sur la concurrence de la portion du cohéritier qui a fait la remise ou qui a reçu le prix. »

Art. 124. « L'héritier du débiteur, assés pour la totalité de l'obligation, peut demander au créancier pour mettre en cause ses cohéritiers, moins que la dette ne soit de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier qui ne peut alors être condamné seul.

Art. 130. « La peine peut être modifiée par le juge, lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie. »

Art. 131. « Lorsque l'obligation primitive, contractée avec une clause pénale, est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur, et elle peut être demandée soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine. »

Art. 132. « Lorsque l'obligation primitive contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cette obligation, et pour la part seulement dont il était tenu de l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

« Cette règle reçoit exception lorsque, la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité. En ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui, et contre les autres cohéritiers, pour leur portion seulement, sauf leur recours. »

#### CHAPITRE IV.

##### *De l'extinction des obligations.*

Art. 133. « Les obligations s'éteignent :

- « Par le paiement,
- « Par la novation,
- « Par la remise volontaire,
- « Par la compensation,
- « Par la confusion,
- « Par la perte de la chose,
- « Par la nullité ou la rescision,
- « Par l'effet de la condition résolutoire qui a été expliquée au précédent chapitre,
- « Et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier. »

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *Du paiement.*

##### § 1<sup>er</sup>.

##### *Du paiement en général.*

Art. 134. « Tout paiement suppose une dette ; ce qui a été payé pour une dette qui n'existait pas est sujet à répétition.

« La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées. »

Art. 135. « Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

« L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en acquit du débiteur, et que ce ne soit pas en son nom propre, en se faisant subroger aux droits du créancier. »

Art. 136. « L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers, contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même. »

Art. 137. « Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

« Néanmoins le paiement d'une somme en argent, ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'en était

- Art. 157. « Pour que les offres ré  
• valables, il faut :**  
• 1° Qu'elles soient faites au créancier  
• capacité de recevoir, ou à celui qui  
• de recevoir pour lui;  
• 2° Qu'elles soient faites par un  
• capable de payer;  
• 3° Qu'elles soient de la totalité d  
• exigible, des arrérages ou intérêt  
• frais liquidés, et d'une somme po  
• non liquides, sauf à parfaire;  
• 4° Que le terme soit échu, s'il ;  
• en faveur du créancier.  
• 5° Que la condition sous laquell  
• été contractée soit arrivée;  
• 6° Que les offres soient faites a  
• on est convenu pour le paiement,  
• n'y a pas de convention spéciale su  
• paiement, elles soient faites, ou à  
• du créancier, ou à son domicile, o  
• cile élu pour l'exécution de la conve  
• 7° Que les offres soient faites par  
• ministériel ayant caractère pour  
• d'actes. »

- Art. 158. « Il n'est pas nécessaire,  
• lidité de la consignation, qu'elle ait é  
• par le juge ; il suffit :**  
• 1° Qu'elle ait été précédée d'une  
• signifiée au créancier, et contenant  
• du jour, de l'heure et du lieu où la c  
• sera déposée;  
• 2° Que le débiteur se soit dessaisi  
• offerte, en la remettant dans le dé  
• par la loi pour recevoir les consign  
• 3° Qu'il y ait eu procès-verbal de  
• ficier ministériel du refus qu'a fait  
• de recevoir la chose offerte, ou de s  
• parution;  
• 4° Qu'en cas de non-comparution  
• du créancier, le procès-verbal du d  
• été signifié, avec sommation de le r  
**Art. 159. « Tant que la consignatio  
• été acceptée par le créancier, le dé  
• la retirer: et s'il l'a retirée, ses cod  
• ses cautions ne sont point libérés.**

« celle que les créanciers acceptent volontairement, et qui n'a d'effet que celui résultant des stipulations mêmes du contrat passé entre eux et le débiteur. »

Art. 165. « La cession judiciaire est un bénéfice que la loi accorde au débiteur malheureux et de bonne foi, auquel il est permis de faire, en justice, l'abandon de tous ses biens à tous ses créanciers. »

Art. 166. « Par la cession judiciaire, la propriété n'est point conférée aux créanciers, mais seulement le droit de faire vendre les biens à leur profit et d'en percevoir jusqu'alors les revenus. »

Art. 167. « Les créanciers ne peuvent refuser la cession judiciaire.

« Elle opère la décharge de la contrainte par corps, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi.

« Au surplus elle ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés; et, dans le cas où ils auraient été insuffisants, s'il lui en survient d'autres, il est obligé de les abandonner jusqu'au parfait paiement. »

## SECTION II.

### *De la novation.*

Art. 168. « La novation s'opère de trois manières :

« 1<sup>o</sup> Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte;

« 2<sup>o</sup> Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien, qui est déchargé par le créancier;

« 3<sup>o</sup> Lorsqu'un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé. »

Art. 169. « La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter. »

Art. 170. « La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte. »

Art. 171. « La novation par la substitution, soit d'un nouveau créancier, soit d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur. »

Art. 172. « La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige en sa place envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation. »

Art. 173. « Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en contienne une réserve expresse, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte ou tombé en déconfiture au moment de la délégation. »

Art. 174. « La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation.

« Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui. »

Art. 175. « Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés. »

Art. 176. « Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les privilèges et hypothèques primitifs de la créance ne peuvent point passer sur les biens du nouveau débiteur. »

- « Le débiteur est tenu de prouver le cas
- « qu'il allègue.
- « Quelle que soit la cause de la perte
- « chose volée, elle ne dispense pas celui
- « soustraite de la restitution du prix. »
- Art. 199. « Lorsque la chose est péri
- « hors du commerce, ou perdue, sans la f
- « débiteur, il est tenu, s'il y a quelques d
- « actions en indemnité par rapport à cett
- « de les céder à son créancier. »

SECTION VII.

*De l'action en nullité ou en rescision des  
tions.*

- Art. 200. « Dans tous les cas où l'ac
- « nullité ou en rescision d'une conventi
- « pas limitée à un moindre temps par
- « particulière, cette action dure dix ans.
- « Ce temps ne court, dans le cas de v
- « que du jour où elle a cessé ; dans le c
- « reur ou de dol, du jour où ils ont été
- « vêts ; et pour les actes passés par les
- « mariées non autorisées, du jour de la
- « tion du mariage.
- « Dans tous les cas, le temps ne court
- « les interdits, que du jour où l'interdic
- « levée ; et contre les mineurs, que du jo
- « majorité. »

- Art. 201. « La simple lésion donne li
- « rescision en faveur du mineur non én
- « contre toutes sortes de conventions ; e
- « veur du mineur émancipé, contre tou
- « ventions qui excèdent les bornes de s
- « cité, ainsi qu'elle est déterminée au
- « tutelles. »

- Art. 202. « Le mineur n'est pas restitua
- « cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte q
- « événement casuel et imprévu. »

- Art. 203. « La simple déclaration de
- « faite par le mineur ne fait point obsta
- « restitution. »

- Art. 204. « Le mineur commerçant, l
- « ou artisan, n'est point restituable co
- « engagements qu'il a pris à raison de s
- « merce ou de son art. »

à ces actes, comme s'ils les avaient faits  
rité. »

## CHAPITRE V.

*preuve des obligations, et de celle du  
paiement.*

211. « Celui qui réclame l'exécution d'une  
entention doit la prouver.

212. « Les règles qui concernent la preuve  
ciproquement celui qui se prétend libéré  
justifier le paiement, ou le fait qui a produit  
inction de son obligation. »

213. « Les règles qui concernent la preuve  
ale, la preuve testimoniale, les présomp-  
, la confession de la partie et le serment,  
expliquées dans les sections suivantes. »

### SECTION PREMIÈRE.

*De la preuve littéraire.*

#### § 1<sup>er</sup>.

*Du titre authentique.*

214. « L'acte authentique est celui qui a  
çu par officiers publics ayant le droit d'ins-  
enter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et  
les solennités requises. »

215. « L'acte qui n'est point authentique  
incompétence ou l'incapacité de l'officier,  
r un défaut de forme, vaut comme écriture  
e, s'il a été signé des parties. »

216. « L'acte authentique fait pleine foi de  
nvention qu'il renferme entre les parties  
actantes et leurs héritiers ou ayants cause.  
anmoins, en cas de plainte en faux princi-  
l'exécution de l'acte argué de faux sera  
endue par la mise en accusation; et en cas  
cription de faux faite incidemment, les  
naux peuvent, suivant les circonstances,  
ndre provisoirement l'exécution de l'acte. »

217. « L'acte authentique fait foi entre les  
es, même de ce qui n'y est exprimé qu'en  
es énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait  
apport direct à la disposition. Les énoncia-  
s étrangères à la disposition ne peuvent  
r que d'un commencement de preuve. »

218. « Les contre-lettres ne peuvent avoir  
effet qu'entre les parties contractantes :  
n'ont jamais d'effet contre les tiers. »

#### § II.

*De l'acte sous seing privé.*

219. « L'acte sous seing privé, reconnu  
celui auquel on l'oppose, ou légalement  
pour reconnu, a, contre ceux qui l'ont  
crit et contre leurs héritiers ou ayants cause,  
ême foi que l'acte authentique. »

220. « Celui auquel on oppose un acte sous  
z privé est obligé d'avouer ou de désavouer  
ellement son écriture ou sa signature.  
s héritiers ou ayants cause peuvent se con-  
er de déclarer qu'ils ne connaissent point  
iture ou la signature de leur auteur. »

221. « Dans le cas où la partie désavoue  
écriture ou sa signature, et dans le cas où  
héritiers ou ayants cause déclarent ne les  
t connaître, la vérification en est ordonnée  
istice. »

222. « Les actes sous seing privé, qui con-  
nent des conventions synallagmatiques, ne  
valables qu'autant qu'ils ont été faits en  
nt d'originaux qu'il y a de parties ayant un  
rêt particulier.

suffit d'un original pour toutes les personnes  
it le même intérêt.



- ciation à opposer, soit les vices de fo
- toute autre exception. »

## SECTION II.

### *De la preuve testimoniale.*

Art. 237. « Il doit être passé acte de  
• taires, ou sous signature privée, de toi  
• ventions sur choses excédant la somr  
• leur de cent cinquante francs, même  
• pôts volontaires ; et il n'est reçu aucun  
• par témoins contre et outre le cor  
• actes, ni sur ce qui serait allégué avc  
• avant, lors ou depuis les actes, encore  
• gisse d'une somme ou valeur moind  
• cinquante francs ;

• Le tout sans préjudice de ce qui es  
• dans les lois relatives au commerce. »

Art. 238. « La règle ci-dessus s'applique  
• l'action contient, outre la demande d  
• une demande d'intérêts qui, réunis a  
• excèdent la somme de cent cinquante

Art. 239. « Celui qui a formé une dem  
• cédant cent cinquante francs, ne peut  
• admis à la preuve testimoniale, mèn  
• treignant sa demande primitive. »

Art. 240. « La preuve testimoniale, s  
• mande d'une somme même moindre de  
• quante francs, ne peut être admise, lor  
• somme est déclarée être le restant d'un  
• plus forte qui n'est point prouvée p

Art. 241. « Si, dans la même inst  
• partie fait plusieurs demandes dont il r  
• de titre par écrit, et que, jointes  
• elles excèdent la somme de cent  
• francs, la preuve par témoins n'en  
• admise, encore que la partie allègue  
• créances proviennent de différentes  
• qu'elles se soient formées en différen  
• si ce n'était que ces droits procédas  
• succession, donation ou autrement, de  
• différentes. »

Art. 242. « Toutes les demandes, à  
• titre que ce soit, qui ne seront entière  
• tifiées par écrit, seront formées par

### SECTION III.

#### *Des présomptions.*

Art. 245. « La présomption est un jugement  
« que la loi ou le magistrat porte sur la vérité  
« d'une chose, par une conséquence tirée de faits  
« et de circonstances, et qui est fondée sur ce  
« qui arrive communément et plus ordinaire-  
« ment. »

#### § 1<sup>er</sup>.

##### *Des présomptions établies par la loi.*

Art. 246. « La présomption légale est celle qui  
« est attachée, par une loi spéciale, à certains  
« actes ou à certains faits; tels sont :

« 1<sup>o</sup> Les actes que la loi déclare nuls comme  
« présumés faits en fraude de ses dispositions,  
« d'après leur seule qualité ;

« 2<sup>o</sup> Les cas dans lesquels la loi déclare la pro-  
« priété ou la libération résulter de certaines cir-  
« constances déterminées ;

« 3<sup>o</sup> L'autorité que la loi attribue à la chose  
« jugée ;

« 4<sup>o</sup> La force que la loi attache à la confession  
« de la partie ou à son affirmation. »

Art. 247. « L'autorité de la chose jugée n'a lieu  
« qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement.

« Il faut que la chose demandée soit la même ;

« que la demande soit fondée sur la même cause ;

« que la demande soit entre les mêmes parties

« et formée par elles et contre elles en la même

« qualité. »

Art. 248. « Nulle preuve n'est admise contre la

« présomption de la loi, lorsque, sur le fondement

« de cette présomption, elle annule certains actes

« ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle

« n'ait réservé la preuve contraire, et sauf ce

« qui sera dit sur l'affirmation et la confession

« judiciaires. »

#### § II.

##### *Des présomptions qui ne sont point établies par la loi.*

Art. 249. « Les présomptions qui ne sont point  
« établies par la loi sont abandonnées aux lu-  
« mières et à la prudence du magistrat, qui ne

« doit admettre que des présomptions graves ,

« précises et concordantes, et dans le cas seule-  
« ment où la loi admet la preuve testimoniale, à

« moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de

« fraude ou de dol. »

### SECTION IV.

#### *De l'aveu de la partie.*

Art. 250. « L'aveu qui est opposé à une partie,  
« est ou extrajudiciaire ou judiciaire. »

Art. 251. « L'allégation d'un aveu extrajudiciaire

« purement verbal, est inutile toutes les fois qu'il

« s'agit d'une demande dont la preuve testimo-  
« niale ne serait point admissible. »

Art. 252. « L'aveu judiciaire est la déclaration

« faite en justice.

« Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

« Il ne peut être divisé contre lui.

« Il ne peut le révoquer, à moins qu'il ne prouve

« qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne

« pourrait le révoquer sous prétexte d'une erreur

« de droit. »

### SECTION V.

#### *Du serment.*

Art. 253. « Le serment judiciaire est de deux

« espèces :

Art. 8. « Le maître, dont l'affaire a été  
 « ministérée, doit remplir les engagements  
 « gérant a contractés en son nom, l'ind  
 « de tous les engagements personnels qu'  
 « et lui rembourser toutes les dépenses  
 « nécessaires qu'il a faites. »

Art. 9. « Celui qui reçoit par erreur ou  
 « ment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige  
 « tituer à celui de qui il l'a indûment re

Art. 10. « Lorsqu'une personne qui, pa  
 « se croyait débitrice, a acquitté une det  
 « le droit de répétition contre le créanci  
 « Néanmoins ce droit cesse dans le c  
 « créancier a supprimé son titre par suite  
 « ment; sauf le recours de celui qui a pa  
 « le véritable débiteur. »

Art. 11. « S'il y a eu mauvaise foi de  
 « de celui qui a reçu, il est tenu de resti  
 « le capital que les intérêts ou les fruits  
 « du paiement. »

Art. 12. « Si la chose indûment reçue es  
 « meuble ou un meuble corporel, celui  
 « reçue est tenu de la conserver; et il e  
 « garant de sa perte par cas fortuit, s'il  
 « de mauvaise foi. »

Art. 13. « Si celui qui a reçu de bon  
 « vendu la chose, il ne doit restituer qu  
 « de la vente. »

Art. 14. « Celui auquel la chose est  
 « doit tenir compte, même au possesseur  
 « vaise foi, de toutes les dépenses néces  
 « utiles qui ont été faites pour la conser  
 « la chose. »

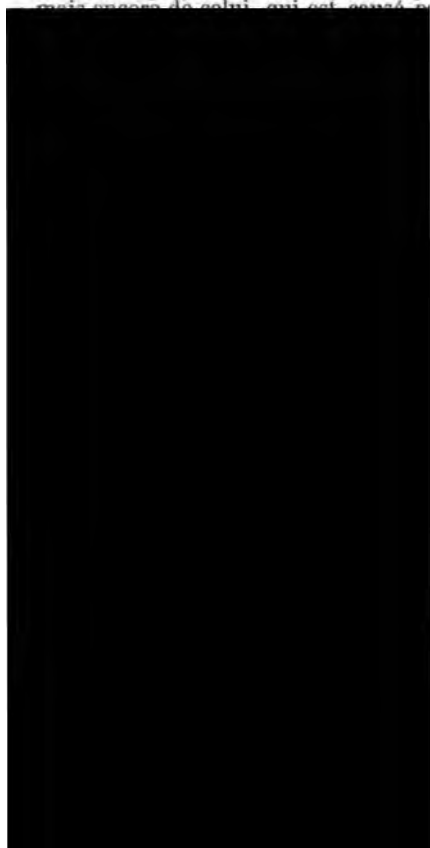
## SECTION II.

### *Des délits et des quasi-délits.*

Art. 15. « Tout fait quelconque de l  
 « qui cause à autrui un dommage, obl  
 « par la faute duquel il est arrivé à  
 « rer. »

Art. 16. « Chacun est responsable du d  
 « qu'il a causé non-seulement par son f  
 « encore par sa négligence ou par son impr

Art. 17. « On est responsable, non-s  
 « du dommage que l'on cause par son pr  
 « mais encore de celui qui est causé p



du Tribunal, conformément à l'arrêté du 16 germinal an X.

### LIVRE III.

#### TITRE IV.

##### DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

Le citoyen **Portalis** présente le titre IV du livre III.

Il est ainsi conçu :

##### *De la contrainte par corps.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La contrainte par corps a lieu, en matière civile, contre les agents du Gouvernement, pour la répétition des deniers publics et nationaux, et contre toutes personnes, pour le stellionat. »

« Il y a stellionat, lorsqu'on vend un immeuble qu'on a précédemment vendu, ou dont on n'est pas propriétaire ; »

« Lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués, ou que l'on déclare des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés. »

Art. 2. « La contrainte a lieu pareillement :

« 1<sup>o</sup> Pour dépôt nécessaire ; »

« 2<sup>o</sup> En cas de réintégrande, pour le délaissement, ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voies de fait, pour la restitution des fruits perçus pendant l'indue possession, et le paiement des domages et intérêts adjugés au propriétaire ; »

« 3<sup>o</sup> Pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet ; »

« 4<sup>o</sup> Pour la représentation des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens ; »

« 5<sup>o</sup> Contre les cautions judiciaires ; »

« 6<sup>o</sup> Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée ; »

« 7<sup>o</sup> Contre les avoués et huissiers, pour la restitution des titres à eux confiés, et des deniers par eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonctions. »

Art. 3. « Ceux qui, par un jugement rendu au pétitoire, et passé en force de chose jugée, ont été condamnés à désemparer un fonds, et qui refusent d'obéir, peuvent, par un second jugement, être contraints par corps, quinzaine après la signification du premier jugement à personne ou domicile. »

« Si le fonds ou l'héritage est éloigné de plus de cinq myriamètres du domicile de la partie condamnée, il sera ajouté au délai de quinzaine un jour par cinq myriamètres. »

Art. 4. « La contrainte par corps ne peut être ordonnée contre les fermiers pour le paiement des fermages des biens ruraux, si elle n'a été stipulée formellement dans l'acte de bail ; néanmoins ils peuvent être contraints par corps, faute par eux de représenter, à la fin du bail, le cheptel de bétail, les semences et les instruments aratoires qui leur ont été confiés, à moins qu'ils ne justifient que le déficit de ces objets ne procède point de leur fait. »

Art. 5. « Hors les cas déterminés par les articles précédents, ou qui pourraient l'être à l'avenir par une loi formelle, il est défendu à tous juges de prononcer la contrainte par corps, à tous huissiers de l'exécuter, à tous notaires et greffiers de recevoir des actes dans lesquels

Le citoyen **Béranger** observe que la section ne s'étendrait pas aux receveurs municipaux.

Le citoyen **Portalis** répond que l'intention de la section n'a pas été de les y comprendre.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit qu'ils l'étaient jadis.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean) dit que les receveurs des communes y sont maintenant soumis.

Le citoyen **Portalis** dit que si l'on veut opposer tous ces agents dans l'effet de l'article, il suffit de dire : *tous dépositaires et comptables des deniers publics et nationaux*.

Cette rédaction est adoptée.

Le consul **Cambacérés** demande si les cas énoncés dans l'article sont les seuls qui constituent le stellionat.

Le citoyen **Portalis** dit que le stellionat est un genre de fraude, et que cette consistance l'avait déterminé à repousser la définition restrictive qu'en présente l'article.

Le citoyen **Treilhارد** dit que le stellionat consiste à vendre ce qu'on n'a pas, à vendre comme libre ce qu'on ne possède pas librement.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il propose cette rédaction. Elle ne bornerait pas le stellionat à la vente des immeubles, tandis que le genre de fraude peut se rencontrer aussi dans la vente d'une universalité de meubles.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il est bien d'appliquer l'idée du stellionat aux meubles, mais sous le rapport de l'action qu'on a, car la contrainte par corps est établie par l'article en faveur de celui qui a acquis un bien sans en avoir la délivrance ne peut lui être faite.

En vente de meubles, au contraire, la chose se fait de la main à la main, et nulle ne reste à celui qui est nanti du meuble auquel il y a bien, dans ce cas, un délit de la part du vendeur; il y a bien une partie lésée, mais ce n'est pas la personne qui était propriétaire du meuble, non l'acheteur.

La définition donnée par l'article est exacte, et ne fait d'ailleurs nul obstacle à

prétendrait peut-être qu'il y a vente d'une universalité de meubles.

Le citoyen **Portalis** pense qu'en effet il faudrait fixer une somme au-dessous de laquelle la vente de meubles ne pourrait jamais être considérée comme la vente d'une universalité.

Le citoyen **Béranger** dit que la valeur de la chose ne change pas la nature du délit; que dans aucune circonstance l'escroquerie ne mérite de faveur; que d'ailleurs on n'est plus au temps où les meubles seuls étaient réputés des biens de quelque valeur: aujourd'hui les meubles, bien plus que les immeubles, sont des objets de commerce.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il ne s'agit pas ici du commerce, puisqu'il a des règles qui lui sont particulières.

Le citoyen **Bégouen** observe que ces règles sont expressément maintenues par l'article 8.

Le citoyen **Defermon** dit que, dans les usages du commerce, il n'y a point de stellionat lorsque les mêmes marchandises sont vendues à deux acquéreurs différents.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) ajoute qu'en effet il est dans la nature du commerce de vendre, ou plutôt de s'engager à fournir, des marchandises qu'on n'a pas actuellement en son pouvoir. Si on ne peut les livrer, la vente se résout en dommages-intérêts, hors le cas de fraude. Mais s'il y avait fraude, il y aurait lieu à une poursuite criminelle. Il ne faut pas changer les usages qui excluent le stellionat pour vente de meubles ou marchandises.

Le consul **Cambacérés** partage cette opinion; mais il pense qu'on doit rappeler dans la loi les cas de fraude, et déclarer qu'ils demeurent soumis à la peine prononcée par la loi du 22 juillet 1791, afin qu'on n'infère pas du silence du Code civil qu'il a entendu abroger cette loi. On ne saurait prendre trop de précautions pour prévenir les doutes dans cette matière du stellionat, qui comporte des distinctions extrêmement subtiles; car, par exemple, on peut présenter aussi comme une escroquerie la double vente d'un immeuble.

L'article est adopté avec les deux amendements, dont un tend à déclarer que la loi du 22 juillet n'est pas abrogée; l'autre, que l'article n'est pas applicable aux affaires du commerce.

Le citoyen **Bégouen** présente une nouvelle observation sur l'article qui vient d'être adopté.

Il dit qu'il peut exister sur un immeuble des hypothèques provenant d'inscriptions faites par un tiers, et que le propriétaire ignore de bonne foi; que, dans ce cas, il serait injuste de le soumettre à la peine du stellionat pour ne les avoir pas déclarées.

Le citoyen **Treilhard** dit que jamais un propriétaire ne peut ignorer les inscriptions qui existent sur ses biens. Il sait d'abord s'il est des personnes qui aient le droit d'en former; ensuite il a la facilité de consulter les registres hypothécaires.

On objectera que l'acquéreur peut également faire cette vérification; qu'ainsi il est inutile d'attacher une peine aussi sévère que la contrainte par corps à la fausse déclaration du vendeur.

Mais cette mesure n'en est pas moins nécessaire, parce qu'il est possible qu'entre la vérification que fait l'acquéreur et l'instant où la vente se consume, il survienne des inscriptions quelquefois même frauduleusement ménagées par le vendeur. C'est par cette raison qu'on a intérêt d'exiger de lui une déclaration qui, le soumettant à la contrainte par corps, l'oblige d'être vrai. Il doit savoir au surplus si son bien est libre ou affecté d'hypothèques.

ble que le Gouvernement soit trompé ; ainsi faut des sûretés qui suppléent à l'impossibilité de faire un choix tel qu'il ne lui reste aucune inquiétude. On peut cependant lui contester le droit de considérer toutes les cautions comme des débiteurs directs ; mais il aura toutes les facilités qu'il soit possible d'établir, si, en distinguant entre les cautions, on l'autorise de stipuler la contrainte par corps de celles qui sont assues aux entreprises.

L'inconvénient du projet est qu'il n'admet pas de semblables stipulations.

Le citoyen **Réal** dit que les cautionnements ne donnent au Gouvernement une garantie réelle que les cautions ; qu'en laissant subsister l'usage de la stipulation de la contrainte par corps contre les cautions, elles deviennent difficiles à trouver, et par une suite nécessaire les cautionnements sont plus fréquents.

Le citoyen **Portalis** observe que l'article concerne que les cas où la contrainte par corps a lieu sans stipulation que les cas où elle peut avoir lieu par l'effet d'une stipulation, sont d'un autre article auquel on pourrait renvoyer cette discussion, ne fût-ce que pour établir l'ordre dans la rédaction.

Le citoyen **Béranger** dit que les cautionnements ne peuvent jamais présenter une garantie suffisante, puisque jamais ils ne peuvent être égaux aux avances ; car, s'ils l'étaient, les cautionnements deviendraient inutiles.

Le citoyen **Maleville** observe que, quand on dit que la condition des cautions doit être la même que celle du débiteur principal, il n'a point entendu parler de celles qui donnent pour gage leurs immeubles, mais de celles qui s'obligent personnellement et solidairement. Il n'y a point de doute qu'elles ne deviennent débiteurs directs.

sont forcées de leur confier leurs titres.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** demande que la contrainte par corps ait également lieu, faute par le fermier de rendre les engrais. Il est en effet des pays où la première année on lui fournit des engrais, à la charge de les rendre à l'expiration du bail. Or, quand il manque à cet engagement, il prive souvent le fermier qui lui succède de moyens d'exploitations indispensables.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 5 est discuté.

Le consul **Cambacérés** propose d'ajouter *en matière civile*, pour que la rédaction soit conforme à ce qui a été arrêté sur l'article 1<sup>er</sup>.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 6 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** propose, au nom de la section, d'interdire la contrainte par corps pour toute dette au-dessous de trois cents francs.

Le citoyen **Jollivet** dit que si l'on doit fixer un *maximum*, il faut du moins ne pas l'appliquer aux fermages.

Le citoyen **Berlier** dit que cette modification ne saurait être retranchée de la loi sans consacrer une dureté que repoussaient nos anciennes ordonnances.

Et pourquoi cesserait-elle relativement aux *fermages*, et lorsque dans un bail on se sera indéfiniment soumis à la contrainte par corps ? La loi qui pourrait défendre une telle stipulation et qui la défend même dans le dernier état des choses, ne peut-elle en limiter l'effet ? N'a-t-on pas remarqué que plusieurs tribunaux d'appel se sont opposés au rétablissement de la contrainte par corps qui serait stipulée dans les baux ; et si des considérations supérieures auxquelles l'opinant s'est rendu avec peine, ont fait admettre cette stipulation rigoureuse, faut-il la rendre odieuse par son excès ?

L'on a dit ailleurs qu'il était difficile de *maximer* les intérêts pécuniaires, et qu'une somme de 300 francs, modique pour un tel, pouvait être très-considérable pour tel autre ; mais cet argument n'a-t-il pas contre lui plusieurs textes de notre législation ? Et qu'est-ce que les lois de compétence établies à raison des sommes ? Au reste, cette difficulté se réduit à un point fort simple : ne serait-ce pas un scandale public que de voir traîner un homme en prison pour une dette civile de cinquante francs ou de cent francs ? Et s'il devait s'élever contre une telle rigueur un murmure respectable, parce qu'il serait fondé sur un sentiment louable de compassion, le législateur ne serait-il pas indiscret en y donnant lieu ?

Le consul **Cambacérés** dit qu'en général la disposition aurait souvent l'inconvénient de faire naître un procès sur le montant de la dette. Ce serait dans beaucoup de cas le moyen de défense du débiteur.

Le citoyen **Portalis** dit qu'on peut prévenir ces contestations, en disant que la contrainte par corps ne sera pas prononcée pour une somme au-dessous de trois cents francs.

Le consul **Cambacérés** demande s'il sera néanmoins permis de la stipuler pour un prix de ferme de cinquante francs.

Le citoyen **Trellhard** répond que cette stipulation ne serait pas interdite, parce qu'un fermage de cinquante francs produit pour la durée d'un bail de neuf ans une somme plus forte que trois



la contrainte par corps. Mais si l'on se borne à dire d'une manière vague qu'il faut un jugement pour jeter le créancier dans des frais de retard sans mesure, et il ne serait possible d'obtenir son paiement.

Il faut lui maintenir la sûreté qu'il prend sur la personne de son fermier, sans néanmoins l'exposer à perdre, en ce qu'il n'en abuse par un premier mouvement d'humeur; mais ce cas sera toujours rare. d'ailleurs, les juges viendraient au secours du fermier en lui accordant un délai. C'est l'esprit qu'il convient de revoir la loi du 15 mai de l'an VI.

Le citoyen **Berlier** dit que la loi de 1793 a été faite uniquement, s'il s'en souvient bien, pour l'intérêt du commerce, ne doit pas avoir trait à la question qu'on discute.

La proposition de donner un délai supplémentaire après un premier commandement a quelque chose de plus satisfaisant; cependant l'opinion contraire, même en donnant à cette idée l'organe dont elle serait susceptible, cela pût suffire, le fermier peut prétendre qu'il a payé, ou qu'il doit moins de trois cents francs: en ce cas la contrainte ira-t-elle toujours de plein droit. Voilà donc un cas (et il pourra souvent se présenter) où l'intervention du juge sera utile quand il y aura un titre authentique.

A l'égard de tous les autres cas où la contrainte par corps peut avoir lieu, il suffit d'en faire la nomenclature pour se convaincre que le législateur seul peut en faire l'application; prenons pour exemple le dépôt: un dépôt sera presque toujours établi par un acte authentique; en concluant que le dépositaire peut être contraint par l'exhibition de cet acte? Si cette conclusion

« au défaut du débiteur, ce que celui-ci lui doit. »

Art. 2. « Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

« On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité. »

Art. 3. « Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

« Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

« Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul, mais seulement réductible à la mesure de l'obligation principale. »

Art. 4. « On peut se rendre caution, sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

« On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné. »

Art. 5. « Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au delà des limites dans lesquelles il a été contracté. »

Art. 6. « Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais. »

Art. 7. « Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligée. »

Art. 8. « Le débiteur, qui est obligé à fournir une caution, doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et qui ait son domicile dans le département où elle doit être donnée. »

Art. 9. « La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce ou lorsque la dette est modique.

« On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation. »

Art. 10. « Lorsque le débiteur a volontairement donné une caution, sans y être tenu par la loi ni par une condamnation, le créancier qui a reçu une caution dont il s'est contenté ne peut plus en demander d'autre, quand même elle deviendrait insolvable. »

## CHAPITRE II.

### *De l'effet du cautionnement.*

#### SECTION PREMIÈRE.

#### *De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution.*

Art. 11. « La caution n'est obligée envers le créancier, à le payer, qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les mêmes principes qui ont été ci-dessus établis pour les dettes solidaires. »

Art. 12. « Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal, que lorsque la caution le requiert. »

Art. 13. « La caution qui requiert la discussion doit indiquer au créancier les biens du débiteur

« discussion du principal débiteur et de la caution. »

Le citoyen **Bigot-Prémamieu** fait le chapitre 1<sup>er</sup>, *De la nature et de l'étendue du cautionnement*.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

L'article 3 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** pense qu'il serait possible de stipuler la contrainte contre la caution, quoiqu'elle n'eût pas été établie contre le débiteur.

Les citoyens **Maleville**, **Bigot-Prémamieu**, **Treilhard** et **Muraire** répondent que le cautionnement n'est qu'un accessoire de l'obligation principale; que la condition de la caution doit donc être plus dure que celle du débiteur.

L'article est adopté.

Les articles 4, 5, 6 et 7 sont adoptés.

L'article 8 est discuté.

Le citoyen **Jollivet** dit que cet article accorde beaucoup trop les facilités que doit exiger le débiteur pour la présentation de la caution. Il serait possible, en effet, qu'il ne pût en trouver dans le département, et qu'au delà, à une distance très-rapprochée, il eût un ami qui se chargerait de le cautionner.

Le citoyen **Treilhard** observe que ce projet ne concerne pas le cas où le créancier exige la caution qu'il désire, mais celui où la caution est confiée au débiteur. Alors il faut que le créancier ne puisse être forcé d'accepter la caution dont la poursuite deviendrait trop onéreuse.

Le citoyen **Béranger** répond que si le créancier attache quelque intérêt à avoir une caution domiciliée dans le département, il peut le lui procurer; mais que la loi ne doit pas ajouter au projet pour aggraver la condition du débiteur.

cautions hypothécaires; mais pour les dettes modiques, on se contente d'une caution dont on estime la solvabilité par sa consistance personnelle.

Le citoyen **Treillard** dit que si l'on réduit la proposition aux dettes modiques, elle perd beaucoup de son intérêt, et ne porte plus que sur quelques cas particuliers. Alors il suffit de l'article 8, qui fixe les caractères des cautions exigées pour les obligations importantes. Si la caution présentée n'était pas propriétaire d'immeubles, le créancier a eu tort de l'accepter. Si elle avait des immeubles, il a eu tort de ne pas former d'inscription.

Le citoyen **Béranger** dit que l'article 10 porte atteinte à la substance du contrat.

Tout ce qu'on a dit pour le soutenir est vrai, lorsqu'il s'agit d'une caution hypothécaire ou déterminée; mais la question se présente dans d'autres circonstances.

Les articles 8 et 9 sont pour le cas où la caution est forcée. Ils règlent la manière de remplir l'intention des contractants, qui ont voulu que le créancier eût une caution suffisante: hors les engagements de commerce et les obligations modiques, ils ne mesurent la solvabilité de la caution que sur les immeubles dont elle est propriétaire: il est très-difficile au débiteur de trouver une caution qui réunisse tous les caractères prescrits par ces articles: le créancier, pour le faciliter et pour prévenir une contestation, a pu se relâcher un peu de ses droits; et cependant l'article 10 tourne contre lui la complaisance qu'il a eue pour son débiteur.

Le citoyen **Berlier** dit que, nonobstant l'estime due à l'opinion de *Pothier*, opinion d'ailleurs fort souvent gênée par les textes qu'il voulait concilier, il peut y avoir ici une distinction à faire, mais qui s'applique à un cas beaucoup plus restreint.

Si les citoyens **Regnaud** et **Béranger** se bornaient à demander que l'obligation de fournir une nouvelle caution, en cas d'insolvabilité de la première, eût lieu lorsque cette première caution refusée par le créancier n'aurait été admise que par le juge, cela serait juste, et ce n'est point dans une telle espèce qu'on saurait avec succès opposer à la partie le fait du juge comme le sien propre; en effet, il n'y a là rien de libre, et conséquemment nul argument à tirer de la volonté qui est la base des contrats.

Mais quand cette volonté s'est exprimée d'une manière formelle et libre, surtout, pourquoi, inscrite dans l'acte postérieur, n'aurait-elle pas le même effet que celle consignée dans l'acte primitif? S'il y a ici différence dans les temps, il n'y en a point dans la chose. Quand on promet de donner une caution, il est sous-entendu, sans doute, qu'elle sera solvable; mais il est formellement établi que le créancier sera juge de cette solvabilité, puisqu'il peut recevoir la caution ou la contester.

Qu'importe donc, lorsqu'il l'accepte sans contrainte et sans réserve, que ce soit dans l'acte primitif ou dans un acte postérieur? Cet acte-ci est-il autre chose que le complément du premier?

L'obligation indéfinie de fournir une caution est, dit-on, toute autre chose que le contrat qui se forme sur l'indication précise d'un tel pour caution. Que cela établisse une différence jusqu'à l'indication précise de la caution et l'acceptation qui en est faite, soit; mais à cette seconde époque, la condition des parties ne devient-elle pas absolument la même qu'elle eût été dans l'acte

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État*  
J. G. LOCRÉ.

#### SÉANCE

DU 23 FRIMAIRE AN XII DE LA RÉPUBLIQUE

(Jeudi 15 décembre 1803.)

Le **Premier Consul** préside la séance.

Le second et le troisième Consuls sont présents.

On reprend la discussion du titre V, livre III, du cautionnement.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** fait du chapitre II, de l'effet du cautionnement.

La section 1<sup>re</sup>, de l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution, est soumise à discussion.

Les articles 11, 12 et 13 sont adoptés.

L'article 14 est discuté.

Le consul **Cambacérès** demande pour le créancier ne serait pas obligé de discuter les biens que le débiteur peut avoir hors de la discussion du tribunal d'appel.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** répond qu'il a toujours été reçu que le créancier n'est tenu de discuter les biens situés à une certaine distance que la discussion en devienne dispendieuse et trop embarrassante.

L'article est adopté.

L'article 15 est discuté.

Le citoyen **Lacuée** dit que cet article tend à détruire l'effet de l'article 13. Ce dernier assure à la caution le bénéfice de la discussion, pourvu qu'elle indique les biens du débiteur, qu'elle avance les frais : l'article 15 veut ensuite l'en priver, quoiqu'elle ait satisfait aux deux conditions, car il permet au créancier de ne pas discuter le débiteur et de poursuivre pendant la caution.

Le citoyen **Muraire** observe au citoyen **Lacuée** que la seconde partie de l'article 13 est sa première disposition au créancier qui n'est seulement requis de discuter le débiteur personnel, mais auquel la caution n'a pas à

Le **Premier Consul** dit que l'article devrait exprimer plus clairement que l'insolvabilité du débiteur retombe sur la caution, lorsqu'elle s'est bornée à indiquer les biens du débiteur sans avancer les frais.

Le citoyen **Treillard** dit que l'article est rédigé dans ce sens.

Le consul **Cambacérès** dit qu'on peut s'en tenir dans cette matière à un principe beaucoup plus simple. La caution, qui n'a pas renoncé au bénéfice de discussion, doit ne pouvoir éteindre l'action du créancier qu'en payant la dette : sa garantie sera dans la subrogation de celui qu'elle paie. Aucune autre circonstance que le paiement ne peut enlever au créancier ses droits contre la caution.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** observe que le cautionnement est un office d'ami gratuit ; s'il était intéressé, il changerait de nature et deviendrait une société : il ne serait donc pas juste de rendre la condition de la caution trop difficile ; personne ne voudrait plus cautionner. Quand la caution indique les biens du débiteur et qu'elle avance les frais de discussion, le créancier ne souffre aucun préjudice.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'article 15 est inutile, s'il ne tend qu'à établir le principe que lorsque la caution s'est bornée à indiquer les biens du débiteur, elle demeure responsable de son insolvabilité ; que si en outre elle avance les frais de discussion, la responsabilité tombe sur le créancier. Ce principe était déjà consacré par l'article 13, qui règle évidemment les deux cas.

Mais il a voulu prévoir le cas où le créancier, quoique mis en état de discuter le débiteur principal, est cependant demeuré dans l'inaction, et où le débiteur est devenu insolvable. On suppose qu'alors sa négligence doit tourner contre lui-même, et que la caution ne peut plus être poursuivie. Cette règle repose sur un faux principe, car la caution doit aussi répondre de l'insolvabilité du débiteur ; elle pouvait également la prévenir, puisqu'elle avait une action contre le débiteur pour l'obliger à se libérer.

Le consul **Cambacérès** dit que si l'article 15 était adopté, il faudrait du moins fixer le temps pendant lequel le créancier serait responsable de l'insolvabilité du débiteur principal.

Mais cet article pose en effet sur un faux principe, ou du moins sur un principe controversé. Les auteurs se partagent sur la question de savoir si, dans le cas prévu, ce sera sur le créancier ou sur la caution que tombera l'insolvabilité du débiteur ; et cependant la section pose en principe que c'est au créancier qu'elle doit nuire.

Le citoyen **Treillard** dit qu'il est facile d'entendre et de justifier la proposition de la section.

Elle autorise la caution à requérir la discussion des biens du débiteur principal, mais à la charge de les indiquer et d'avancer les frais. Quand le créancier accepte ces avances, il se charge des suites, et l'insolvabilité subséquente du débiteur est à sa charge.

Mais il peut arriver que la caution ne remette pas les frais : alors le créancier conserve tous ses droits contre elle ; c'est ce qu'il était inutile d'exprimer.

Il peut arriver aussi que le créancier, après avoir reçu, demeure dans l'inaction, et que le débiteur solvable au moment où la discussion a été requise et que la caution a rempli les conditions prescrites, devienne ensuite insolvable : cependant la caution qui s'est crue en sûreté, parce qu'elle a satisfait à ce qui était exigé d'elle

dification adoptée pour l'article 15 soit é l'article 18, attendu que le créancier a pu l'insolvabilité des cautions, si elle est s dans un temps très-rapproché de celui divisé son action.

Le citoyen **Muraire** répond qu'il n parité de raisons, parce que, dans le cas ticle 18, la division est en entier du créancier.

Le citoyen **Rigot-Préameneu** ajout cautions ont pu compter sur le bénéfice division, qu'elles sont donc déchargées division s'opère et que les événements po ne peuvent plus les concerner; au lieu le cas de l'article 15, la caution n'est pa de plein droit par cela seul qu'elle a inc biens et fait l'avance des poursuites. On donc lui accorder cette faveur qu'après

Le citoyen **Defermon** observe que, l'article 16, chaque caution répond de l de la dette. Si donc l'une d'elles, se voya suivie par le créancier, demande la div l'action, le tribunal pourra la prononc considération que toutes les cautions so bles. Ainsi, lorsque peu après l'une d'el de l'être, il n'est pas juste de décharger de cet événement la caution qui a obte vision, pour en charger le créancier qu pas la faculté de le prévenir.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il ne f séparer l'article 16 de l'article 17, qui résout cette objection.

L'article est adopté.

La section II, de l'effet du cautionn tre le débiteur et la caution, est soumise cussion.

Les articles 19, 20, 21, 22 et 23 qui la

titres IV et V du livre III du projet de Code civil, édictés conformément aux amendements adoptés dans les séances des 16 et 23 frimaire.

Le Conseil les adopte en ces termes :

#### TITRE IV.

##### *De la contrainte par corps en matière civile.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La contrainte par corps a lieu, en matière civile, pour le stellionat.

« Il y a stellionat, lorsqu'on vend un immeuble qu'on a précédemment vendu, ou dont on n'est pas propriétaire;

« Lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués, ou que l'on déclare des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés. »

Art. 2. « La contrainte par corps a lieu pareillement :

« 1<sup>o</sup> Pour dépôt nécessaire;

« 2<sup>o</sup> En cas de réintégrande, pour le délaissement ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voies de fait, pour la restitution des fruits qui en ont été perçus pendant l'indue possession, et le paiement des dommages et intérêts adjugés au propriétaire;

« 3<sup>o</sup> Pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet;

« 4<sup>o</sup> Pour la représentation des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens;

« 5<sup>o</sup> Contre les cautions judiciaires et contre les cautions des contraignables par corps, lorsqu'elles se sont soumises à cette contrainte;

« 6<sup>o</sup> Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée;

« 7<sup>o</sup> Contre les notaires, les avoués et les huissiers, pour la restitution des titres à eux confiés, et des deniers par eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonctions. »

Art. 3. « Ceux qui, par un jugement rendu au pétitoire, et passé en force de chose jugée, ont été condamnés à désemparer un fonds, et qui refusent d'obéir, peuvent par un second jugement être contraints par corps, quinzaine après la signification du premier jugement à personne ou domicile.

« Si le fonds ou l'héritage est éloigné de plus de cinq myriamètres du domicile de la partie condamnée, il sera ajouté au délai de quinzaine un jour par cinq myriamètres. »

Art. 4. « La contrainte par corps ne peut être ordonnée contre les fermiers pour le paiement des fermages des biens ruraux, si elle n'a été stipulée formellement dans l'acte de bail; néanmoins, ils peuvent être contraints par corps, faute par eux de représenter, à la fin du bail, le cheptel de bétail, les semences et les instruments aratoires qui leur ont été confiés, à moins qu'ils ne justifient que le déficit de ces objets ne procède point de leur fait. »

Art. 5. « Hors les cas déterminés par les articles précédents, ou qui pourraient l'être à l'avenir par une loi formelle, il est défendu à tous juges de prononcer la contrainte par corps, à tous huissiers de l'exécuter, à tous notaires et greffiers de recevoir des actes dans lesquels elle serait stipulée, et à tous Français de consentir pareils actes, encore qu'ils eussent été passés en pays étranger; le tout à peine de nullité, dépens, dommages et intérêts. »

Art. 6. « Dans les cas mêmes ci-dessus énoncés,



- lement de ces insolvabilités ; mais elle r
- plus être recherchée à raison des insolve
- survenues depuis la division. »

Art. 17. « Si le créancier a divisé lui-m  
• volontairement son action, il ne peut r  
• contre cette division, quoiqu'il y eût,  
• antérieurement au temps où il l'a ain  
• sentie, des cautions insolvables. »

#### SECTION II.

##### *De l'effet du cautionnement entre le débiteur caution.*

Art. 18. « La caution qui a payé a son r  
• contre le débiteur principal, soit que le c  
• nement ait été donné au su ou à l'insu  
• biteur.

• Ce recours a lieu tant pour le princip  
• pour les intérêts et les frais ; néanmoins  
• tion n'a de recours que pour les frais p  
• faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur  
• cipal les poursuites dirigées contre elle.

• Elle a aussi recours pour les domma  
• intérêts, s'il y a lieu. »

Art. 19. « La caution a pour le reco  
• mêmes actions et le même privilège de  
• gation que la loi accorde au codébiteur  
• daire. »

Art. 20. « Lorsqu'il y avait plusieurs dé  
• principaux solidaires d'une même dette,  
• tion qui les a tous cautionnés a contre  
• d'eux le recours pour la répétition du tot  
• qu'elle a payé. »

Art. 21. « La caution qui a payé une pr  
• fois n'a point de recours contre le d  
• principal qui a payé une seconde fois, lors  
• ne l'a point averti du paiement par ell  
• sauf son action en répétition contre le cré  
• Lorsque la caution aura payé sans être

nément s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations. »

Art. 25. « La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution. »

Art. 26. « La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette.

« Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur. »

Art. 27. « La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. »

Art. 28. « L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé. »

Art. 29. « La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement. »

#### CHAPITRE IV.

*de la caution légale et de la caution judiciaire.*

Art. 30. « Toutes les fois qu'une personne est obligée par la loi ou par une condamnation à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 8 et 9 du présent titre.

« Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit en outre être susceptible de contrainte par corps. »

Art. 31. « Celui qui ne peut pas trouver une caution est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant. »

Art. 32. « La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du principal débiteur. »

Art. 33. « Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire ne peut demander la discussion du principal débiteur et de la caution. »

Le Consul ordonne que les titres ci-dessus sont communiqués officieusement, par le secrétaire général du Conseil d'État, à la section de législation du Tribunat, conformément à l'arrêté du 18 germinal an X. »

### LIVRE III.

#### TITRE XI.

##### DE LA VENTE.

Le citoyen **Gally** présente le titre XI du livre III. Il est ainsi conçu :

#### TITRE XI.

##### *De la vente.*

##### CHAPITRE PREMIER.

*De la nature et de la forme de la vente.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer.

La vente d'un immeuble peut être faite par acte authentique ou sous seing privé. »

Art. 2. « Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de

- résolution de la vente, ou sa mise en pa
- si le retard ne vient que du fait du ve
- Art. 30. « Dans tous les cas, le ven
- être condamné aux dommages et int
- en résulte pour l'acquéreur, du défa
- livraison au terme convenu. »

- Art. 31. « Le vendeur n'est pas tenu d
- la chose, si l'acheteur n'en paie pas l
- que le vendeur ne lui ait pas accordé
- pour le paiement. »

- Art. 32. « Il ne sera pas non plus ol
- délivrance, quand même il aurait ac
- délai pour le paiement, si, depuis la v
- cheteur est tombé en faillite, ou en é
- confiture, en sorte que le vendeur se
- danger imminent de perdre le prix.
- que l'acheteur ne lui donne caution de
- terme. »

- Art. 33. « La chose doit être délivrée
- où elle se trouve au moment de la ver
- Depuis ce jour, tous les fruits appa
- à l'acquéreur. »

- Art. 34. « L'obligation de livrer la cl
- prend ses accessoires, les dépendances
- quelles elle serait inutile, et tout ce
- destiné à son usage perpétuel. »

- Art. 35. « Le vendeur est tenu de c
- contenance telle qu'elle est portée a
- sous les modifications ci-après exprin

- Art. 36. « Si la vente d'un immeuble
- avec indication de la contenance, à
- tant la mesure, le vendeur est obligé c
- à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité
- au contrat ;

- Et si la chose ne lui est pas possi
- l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur
- de souffrir une diminution proportio
- prix. »

- Art. 37. « Si, au contraire, dans le ca
- ticle précédent, il se trouve une conten
- grande que celle exprimée au contrat
- reur a le choix de fournir le supplémen
- ou de se désister du contrat, si l'ex
- d'un dixième au-dessus de la conte
- clarée. »

prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acquéreur, doivent être intentées dans l'année, à compter du jour du contrat, à peine de déchéance. »

Art. 42. « S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec expression de la mesure de chacun, et qu'il s'en trouve moins en l'un et plus en l'autre, on fait compensation à concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies. »

Art. 43. « La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue, avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au titre II du présent livre. »

## SECTION II.

### *De la garantie.*

Art. 44. « La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose, ou les vices rédhibitoires. »

### § 1<sup>er</sup>.

#### *De la garantie en cas d'éviction.*

Art. 45. « Quoique, lors de la vente, il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente. »

Art. 46. « Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie. »

Art. 47. « Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel; et toute convention contraire est nulle. »

Art. 48. « Dans le même cas de stipulation de non garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix; »

« A moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses périls et risques. »

Art. 49. « Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé il a droit de demander contre le vendeur :

« 1<sup>o</sup> La restitution du prix ;

« 2<sup>o</sup> Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince;

« 3<sup>o</sup> Tous les frais faits, tant sur la demande en garantie de l'acheteur que ceux faits par le demandeur originaire;

« 4<sup>o</sup> Enfin, les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat. »

Art. 50. « Lorsque, à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur, ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix. »

Art. 51. « Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit. »

Art. 52. « Si la chose vendue se trouve avoir

- les conventions, le contrat de vente p
- résolu par l'usage de la faculté de ra
- par la vileté du prix. »

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la fuculté de rachat.*

- Art. 79. « La faculté de rachat est un p
- lequel le vendeur se réserve de re
- la chose vendue, moyennant la re:
- du prix principal, et le rembourseme
- il est parlé à l'article 93. »

- Art. 80. « La faculté de rachat ne p
- stipulée pour un terme excédant cinq

- Si elle a été stipulée pour un ter
- long, elle est réduite à ce terme. »

- Art. 81. « Le terme fixé est de riguet
- peut être prolongé par le juge. »

- Art. 82. « Faute par le vendeur d'avo
- son action de réméré dans le terme

- l'acquéreur demeure propriétaire irrév

- Art. 83. « Le délai court contre tou
- sonnes, même contre le mineur, sauf,
- lieu, le recours contre qui de droit. »

- Art. 84. « Le vendeur à pacte de rachi
- l'exercer contre un second acquéreur
- même la faculté de réméré n'aurait pas
- clarée dans le second contrat. »

- Art. 85. « L'acquéreur à pacte de racha
- tous les droits de son vendeur ; il peut j
- tant contre le véritable maître que con
- qui prétendraient des droits ou hyp
- sur la chose vendue. »

- Art. 86. « Il peut opposer le bénéfice d
- cussion aux créanciers de son vendeur

- Art. 87. « Si l'acquéreur à pacte de
- d'une partie indivise d'un héritage, s'e
- adjudicataire de la totalité, sur une l
- provoquée contre lui, il peut obliger le
- à retirer le tout, lorsque celui-ci veut
- pacte. »

- Art. 88. « Si plusieurs ont vendu conjo
- et par un seul contrat, un héritage c
- entre eux, chacun ne peut exercer l'a
- réméré que pour la part qu'il y avait.

- Art. 89. « Il en est de même si cel
- vendit seul un héritage à laissé r

Art. 93. « Le vendeur qui usé du pacte de rachat doit rembourser non-seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires, et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

« Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de rachat, il le reprend exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé: il est tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur. »

## SECTION II.

### *De la rescision de la vente pour cause de lésion.*

Art. 94. « Si le vendeur a été lésé de plus de sept douzièmes dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente, « Quand même il aurait expressément renoncé, dans le contrat, à la faculté de demander cette rescision,

« Et qu'il aurait déclaré donner la plus-value. »

Art. 95. « Pour savoir s'il y a lésion de plus de sept douzièmes, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente. »

Art. 96. « La demande n'est plus recevable après l'expiration de deux années, à compter du jour de la vente.

« Ce délai court contre les femmes mariées et contre les absents, les interdits et les mineurs venant du chef d'un majeur qui a vendu.

« Ce délai court aussi et n'est pas suspendu pendant la durée du temps stipulé pour le pacte de rachat. »

Art. 97. « La preuve de la lésion ne pourra être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer lésion. »

Art. 98. « Cette preuve ne pourra se faire que par un rapport de trois experts qui seront tenus de dresser un seul procès-verbal commun, « et de ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix. »

Art. 99. « Le procès-verbal contiendra les motifs des avis différents, si aucun y a, sans qu'il soit permis de faire connaître de quel avis chaque expert a été. »

Art. 100. « Les trois experts seront nommés d'office, à moins que les parties ne se soient accordées pour les nommer tous les trois conjointement. »

Art. 101. « Pourront néanmoins, les juges, rescinder un acte de vente, sans qu'il soit besoin d'estimation d'experts, lorsqu'une lésion suffisante sera déjà établie par preuve littérale. »

Art. 102. « Dans le cas où l'action en rescision est admise, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il en a payé, ou de parfaire le juste prix et de garder la chose.

« Le tiers possesseur a le même droit, sauf sa garantie contre son vendeur. »

Art. 103. « Si l'acquéreur opte de garder la chose en suppléant le juste prix, il doit l'intérêt du supplément, du jour de la demande en rescision ;

« S'il préfère de la rendre et de recevoir le prix, il rend les fruits du jour de la demande ;

« Et l'intérêt du prix qu'il a payé lui est aussi compté du jour de la même demande. »

Art. 104. « La rescision pour lésion n'a pas lieu en faveur de l'acheteur. »

la vente n'est parfaite qu'après que la marchandise a été mesurée et livrée.

Le consul **Cambacérés** partage cette opinion mais ce qui importe, dit-il, c'est de ne pas mettre le cas de l'article 4 à la disposition de l'article 2, qui, suivant l'axiome *res perit domino*, met la chose aux risques de l'acheteur comment que la vente est parfaite.

Le citoyen **Jollivet** pense qu'on pourra défendre cette idée, en disant que le vendeur est responsable jusqu'à ce que la marchandise soit pesée ou mesurée.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'il suffit d'interdire de l'article le cas où la vente est faite en poids.

Le citoyen **Muraire** observe que l'article ne pourroit à ce cas.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'il est inutile de changer la rédaction, parce que l'article 2 indique comment une vente devient parfaite.

Le principe de l'article est adopté et renvoyé à la section pour le rédiger conformément aux distinctions qui ont été faites.

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est discuté.

Le citoyen **Miot** demande que la disposition de l'article ne s'étende pas au cas où elle soit détruite par la convention. On peut, par exemple, acheter un baril d'huile sans y goûter.

Le citoyen **Gally** répond que l'exception proposée ayant été érigée en règle générale, elle est aussi inutile qu'embarrassante de la répéter dans chacun des articles auxquels elle s'applique.

L'article est adopté.

Les articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 sont adoptés.

Le citoyen **Gally** fait lecture du chapitre *qui peut acheter ou vendre*.

L'article 13 est adopté.

L'article 14 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) pense qu'il faudrait expliquer plus clairement le 3<sup>e</sup> de cet article qu'il s'agit d'une créance que le mari avait sur la femme antérieure ou sur son mariage, ou par suite d'une stipulation dans le contrat de mariage.

Le citoyen **Tronchet** répond que ce



appliquer l'article aux préfets, que ce sera le moyen de prévenir les abus possibles, et surtout les soupçons.

L'article est adopté.

L'article 16 est adopté.

Le citoyen **Galli** fait lecture du chapitre III, des choses qui peuvent être vendues.

L'article 17 est adopté.

L'article 18 est discuté.

Le citoyen **Treilhard** demande le retranchement de ces mots, *qualifiée telle*, parce que l'esprit de l'article est de prononcer la nullité de la vente dans tous les cas.

Le citoyen **Tronchet** dit que le droit romain valide ces sortes de ventes, pourvu qu'il soit prouvé que le vendeur n'ignorait pas que la chose ne lui appartenait pas. De cette condition naissent des questions très-difficiles à résoudre. On a voulu les prévenir par ces mots, *qualifiée telle dans le contrat*. On a voulu également écarter les subtilités du droit romain, car il est ridicule de rendre la chose d'autrui.

Le citoyen **Berlier** dit que la vente de la chose d'autrui est indubitablement nulle, soit qu'on ait ou non *qualifiée telle*, et qu'ainsi le retranchement de ces mots est très-justement demandé, en ce que cette circonstance ne peut influencer sur la validité ou l'invalidité du contrat.

Mais il est un point de vue ultérieur sous lequel la distinction devient utile et raisonnable; c'est pour régler les suites de l'inexécution.

Si le vice a été énoncé, il suffira sans doute que le prix soit restitué à l'acheteur avec intérêt, car il y a eu faute commune, ou, en tout cas, celui-ci a sciemment couru la chance.

Mais si le vice n'a pas été énoncé, le vendeur, qui a surpris la bonne foi de l'acquéreur, lui doit les dommages-intérêts.

C'est ce que l'article devrait dire au lieu de ce qui y est exprimé.

Le citoyen **Defermon** observe qu'il peut arriver cependant qu'une mère tutrice, pour libérer ses mineurs de la manière la moins onéreuse, vende des propriétés qui lui sont communes avec eux, en leur réservant des propriétés plus utiles; qu'alors il serait contre l'intérêt des mineurs de déclarer nulle une semblable vente.

Le citoyen **Tronchet** répond que cette mère n'a point vendu la chose d'autrui, puisque sa qualité de tutrice lui donnait le droit de vendre les biens du mineur, en garantissant la vente.

Le consul **Cambacérés** craint que le principe que la vente de la chose d'autrui est nulle n'embarrasse dans beaucoup de cas, s'il est posé d'une manière trop absolue. Cette raison détermine le Consul à penser qu'il convient de laisser subsister la disposition du droit romain, pour l'hypothèse où la chose vendue n'a pas été annoncée dans le contrat comme appartenant à un tiers; qu'ainsi l'article peut être adopté tel qu'il est rédigé.

Le citoyen **Tronchet** dit que le propriétaire, qui n'a point exprimé qu'il vendait la chose d'autrui, doit être réputé n'avoir pas su cette circonstance; mais celui qui l'a énoncée, s'est soumis à des dommages-intérêts, quoique la vente soit nulle.

Le consul **Cambacérés** demande s'il les doit, même lorsque la chose a péri.

Le citoyen **Tronchet** répond que la perte de la chose ne change rien à l'engagement du vendeur, car, dès le principe, il était dans l'impuissance de livrer la chose vendue; or c'est de cette impuissance, qui rendait le contrat inexécutable, que naît l'obligation de payer des dommages-intérêts.



déclarée et la contenance réelle, ne point sur des terres vagues et de peu de valeur.

Le citoyen **Béranger** dit qu'en effet, si le défaut de mesure ne porte que sur ces seules terres, il pourrait se faire que la différence superficielle fût d'un dixième, tandis que le prix elle serait à peine d'un centième.

Le citoyen **Berlier** dit qu'il ne faut pas confondre la valeur et la mesure; il ne s'agit que de la dernière, et d'une opération très-simple qui doit se terminer la toise à la main.

Au surplus, c'est une vaine supposition de dire que la différence portera le plus sur les terres de moindre valeur, car, pour quelque chose, il faut exister d'abord; et elle porte ici sur le défaut même d'existence.

Quel est donc le seul calcul admissible pour notre espèce? C'est que le défaut de mesure s'applique au tout ou à chacune des espèces comprises dans le tout, ce qui revient au même.

Ainsi, en admettant que le domaine se compose de terres de trois qualités, et qu'il ne s'agit que de quatre-vingt-huit hectares au lieu de cent portés dans la vente, la différence, calculée au détail, devrait se reporter, non sur une de la première, ou de la seconde, ou de la troisième qualité, mais sur toutes et dans une proportion : on fait la même chose, et d'une manière beaucoup plus simple, en déduisant le déficit douze pour cent du prix total.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que la quotité de chaque espèce de terre a été énoncée dans le contrat de vente, il sera facile de connaître l'espèce de terre dont la contenance n'est pas suffisante, et d'en parfaire le prix, et que la différence ne doit pas être prise sur la totalité du domaine vendu; mais si la contenance des terres a été énoncée sans distinction, il est indispensable de prendre la différence sur la totalité de leur valeur, et cette valeur se règle sur le prix.

Le Conseil adopte en principe qu'on ne doit pas égard à la différence que lorsqu'elle sera d'un dixième, et qu'on l'estimera d'après la valeur des objets vendus.

L'article 30 est discuté.

l'article 38 que ce qui touche à l'obligation du vendeur, quand il livre moins que ce qu'il a promis, sauf à régler particulièrement ce qui concerne l'acheteur, quand il y a excédant de mesure.

Une réduction de prix est plus aisée à faire qu'un supplément, et le vendeur est censé mieux connaître l'étendue de son héritage que l'acquéreur ; voilà ce qui différencie les espèces, et ce qui pourrait faire admettre une autre quotité ou d'autres règles pour le cas d'excédant ; mais il n'est point nécessaire de revenir sur la matière qui a été l'objet de la première délibération, s'il est d'une justice évidente que celui qui a promis cent hectares doive en livrer au moins quatre-vingt-quinze ; et l'on peut se borner à renvoyer à la section la seconde question, pour la coordonner avec le reste du système.

Le citoyen **Béranger** dit qu'il conviendrait de réduire la faculté de l'option au cas où il y a excédant de mesure. Afin de ne point soumettre l'acquéreur à une obligation qu'il ne pourrait pas remplir, on lui permettrait de rendre des terres jusqu'à due concurrence.

Le consul **Cambacérès** dit que l'article devrait être rédigé de manière qu'il laissât aux juges la faculté de décider d'après les circonstances et la situation des parties.

L'article est renvoyé à la section.

Les articles 40, 41, 42 et 43 sont adoptés.

La section II, *de la garantie*, est soumise à la discussion.

Les articles 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67 et 68 qui composent cette section sont adoptés.

Le citoyen **Gally** fait lecture du chapitre V, *des obligations de l'acheteur*.

Les articles 69, 70, 71, 72, 73, 74 et 75 sont adoptés.

L'article 76 est discuté.

Le citoyen **Bégouen** observe que cet article serait applicable au commerce, où cependant aucune vente n'est résiliée sans que l'acheteur ait été mis en demeure de retirer les marchandises. Si l'on s'écartait de cet usage, on donnerait trop d'avantages au vendeur dans le cas où le cours des choses vendues augmenterait.

Le citoyen **Gally** consent à restreindre l'article à la vente d'effets mobiliers.

Le citoyen **Réal** dit que la disposition est conforme à ce qui a été décidé par l'article 40 du titre *des contrats ou des obligations conventionnelles en général*, d'après lequel le débiteur est constitué en demeure sans aucune sommation.

Le consul **Cambacérès** dit que toute équivoque sera levée par le procès-verbal qui indiquera que l'article n'est point applicable aux affaires de commerce.

Le citoyen **Defermon** dit que cet article paraît mettre l'acheteur à la discrétion du vendeur. Si celui qui a acheté cent barils d'huile ne se présente que trois mois après pour les retirer, le vendeur pourrait le repousser en soutenant que la vente est résiliée. Il faut donc aussi prononcer sur le sort de l'acheteur, et lui accorder également l'avantage de renoncer à la vente, faute par le vendeur d'avoir livré ; autrement celui-ci aurait dans tous les temps le droit de réclamer l'exécution du contrat, tandis que l'acheteur en serait privé.

Le citoyen **Béranger** dit que l'acheteur seul est en faute : c'était à lui à retirer les choses ven-

Parmi plusieurs preuves, *Thomasius* L. l. 1, C. Th., *De contrah, exempt.*, ainsi *Venditionis atque emptionis fidem nulla scriptio violentia factam rumpi, mnt Nec enim sola pretii vilioris querela c sine ulla culpa celebratus litigioso stre bandus est.*

L'auteur de la dissertation observe qu compilation, les canonistes et les th se saisirent de la question, et que plusie tre eux ayant prétendu que la moindre l cialit le contrat, cette opinion vint singul à l'appui d'un texte qui n'accordait la que pour lésion de moitié.

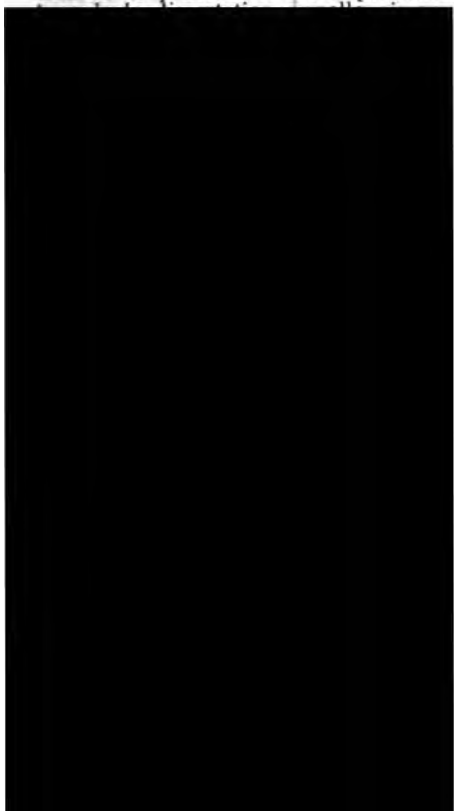
Il examine le principal motif donné l'humanité, et il pense que la justice e considérer dans les contrats, et qu'il ne au législateur d'y intervenir que quand l qui fondent le contrat ont été blessées.

Il cherche ce que veut dire ce *Dolus re* les docteurs ont cru pouvoir substituer : aux machinations personnelles; il avoue comprend pas cette proposition : en tou la trouve en opposition avec une loi de *Dioclétien* à qui l'on attribue la loi 2: *Eod. tit.* porte : *Dolus emptoris qualitate non quantitate pretii, æstimatur* : c'est lever contre un texte formel que de sou le dol résulte de la seule vileté du pri suffisamment prouvé par elle.

Sur ce mot *prix*, l'auteur remarque l'embarras de *Tribonien*, qui s'est tantôt l'expression *veri pretii*, tantôt de celle. iii : mais il n'y a qu'un prix, c'est celui le contrat.

Les choses n'ont pas en général un un prix juste; elles valent moins pour l valent plus pour l'autre; le plus ou d'affection, les convenances, la situation des parties; voilà bien des motifs d'appr diverses : mais le prix n'est connu qu convention même; c'est elle qui le con il ne faut pas le chercher ailleurs.

Comment d'ailleurs arriver autrement tion de ce prix? C'est cette opération c



L'une porte sur la question de savoir si la loi 2, Code, *De resc. vend.*, est apocryphe ; l'autre a pour objet le mérite de cette loi.

*Thomasius* s'étend beaucoup plus sur le premier point.

Cependant on ne voit pas bien précisément à quoi tend son raisonnement. Veut-il établir que la loi n'a pas existé pendant toute la durée de la législation romaine ? Il articule un fait incontestable ; mais il en est de même de beaucoup d'autres lois romaines. Au surplus, ce n'est point par la date qu'il faut juger de la bonté des lois.

Il est sans doute des lois dont on aime à contester l'origine, dont on veut savoir quelles circonstances les ont fait naître ; ce sont elles qui ont formé la législation des *rescripts*. Il est possible cependant qu'une bonne loi naisse d'un mauvais principe. Le législateur, qui opère seul, agit presque toujours d'après ses passions, son intérêt et les sentiments dont il est affecté ; néanmoins son intérêt peut se trouver d'accord avec l'intérêt public, et alors il porte des lois sages et utiles : aussi avons-nous vu même le règne de *Justinien* produire de bonnes lois.

Les lois générales n'inspirent pas la même curiosité. Il est difficile que des passions ou des intérêts particuliers en soient la base.

Écartons donc, dit le citoyen *Portalis*, la première partie de la dissertation, et jugeons la loi en elle-même.

Avec quoi faudra-t-il la comparer ? Sera-ce avec les mœurs et les usages du pays où elle a existé ? Non : ce sera avec la raison. Le droit ne fait pas des règles, mais les règles naissent du droit. C'est donc d'après les principes du contrat de vente qu'il faut examiner la loi dont il s'agit.

Ils ont été posés dans cette séance même. Le contrat de vente a été mis au rang des contrats commutatifs, et dans cette idée on a cherché à le ramener à sa nature, en corrigeant toutes les inégalités qui pouvaient mettre quelque différence à l'avantage du vendeur ou de l'acheteur. C'est avec autant de scrupule que de justice, qu'on a pourvu à ce que l'insuffisance ou l'excédant de mesure ne donnât pas à l'acheteur plus qu'il n'a payé, et ne privât pas le vendeur de plus qu'il n'a reçu. On a donc reconnu que la lésion ne résulte pas toujours de la vileté du prix, mais qu'elle change la condition des parties et blesse la nature du contrat. Comment maintenant voudrait-on qu'une lésion de moitié ne présentât pas un caractère d'injustice, lorsqu'on a attaché tant d'importance à toute lésion au-dessus du vingtième ?

*Thomasius* convient qu'il doit y avoir rescision, quand les règles du contrat de vente sont violées.

Ne le sont-elles pas dans le cas où ce contrat, qui doit assurer à chacun l'équivalent de ce qu'il donne, a l'effet désastreux de donner presque tout à l'un et presque rien à l'autre ?

*Thomasius* demande comment la lésion pourra être vérifiée ; il dit que s'il n'est pas impossible, c'est du moins très-difficile de la reconnaître.

La lésion sera vérifiée comme tout autre fait, ou d'après des preuves, ou d'après l'examen de la chose.

On admet la preuve testimoniale dans les constatations civiles les plus importantes ; on l'admet dans le criminel, où l'importance est plus grande encore, et cependant il y a beaucoup plus de danger à la recevoir pour l'examen d'un fait isolé que pour celui qui se confond avec la chose même. Les doutes de *Thomasius* ne viennent que de ce que les professeurs en général, se perdant dans

privé du flambeau de la vérité évidente. Si les présomptions règlent tout, pourquoi les repousser dans le seul cas où elles peuvent être l'effet de la corruption; et alors que si on les repousse, on maintient ce qu'il y a de plus injuste, la lésion énorme?

Le consul **Cambacérés** dit que, quant à lui, jamais il ne donnera son assentiment à un système dans lequel un contrat reconnu commutatif devient inébranlable, quoique son effet soit de donner tout à l'un et rien à l'autre. Ce serait un code révoltant, que celui qui consacrerait un principe semblable. Quel père de famille ne tremblerait pour son fils, si un jeune homme de vingt-un ans, encore en proie aux passions, et prêt à tout sacrifier à la jouissance du moment, pouvait par une signature indiscrete se dépouiller irrévocablement de sa fortune? Au temps où *Thomasius* écrivait, on n'était majeur qu'à vingt-cinq ans : du moins y avait-il une garantie qui n'existe plus aujourd'hui; or le législateur doit prendre la société telle qu'elle est.

Le Consul partage entièrement l'avis du citoyen *Portalis*, et il lui paraît avoir parfaitement répondu aux objections faites relativement aux experts et au dol *re ipsâ*. La preuve du dol est bien plus certaine lorsqu'elle résulte de l'inspection de la chose, que lorsqu'il faut la tirer de dépositions de témoins. Au surplus, l'exécution des dispositions sur le dol en général n'est pas encore organisée, et lorsqu'on s'occupera de cette partie de la législation, on verra qu'on sera forcé d'admettre et des experts et des visites.

Les articles proposés par le citoyen *Berlier* sont raisonnables : ils rendent l'opinion que le Consul a exposée dans une séance précédente : on pourrait les discuter, mais la question préalable blesserait tous les principes. Le Consul répète que jamais elle n'obtiendra son suffrage, et il voit, même avec plaisir, que l'impression des procès-verbaux apprendra du moins à la France entière qu'il s'est élevé contre cette opinion.

La suite de la discussion est ajournée.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire général du Conseil d'Etat,  
J. G. LOCRÉ.

de cette disj  
les cessionn

Le citoyen  
du projet d'  
détournés d  
crainte de n

On peut d  
aléatoire en  
ment du pro  
glé le prix d  
prétendre q  
le leur reml

Le citoyen  
qu'un homr  
pauvre, lui  
partie, cepe  
suivie, se h  
elle profite  
aux condan

Le citoyen  
cessionnaire  
on vient de  
plaideur inc  
devient don  
cession, il a  
généreux; c

Le citoye  
naires de d  
veur. Dans  
de ces sort  
certains inc  
naient à tra  
gagées deva  
deurs et ol  
droits. Ils p  
verses avec  
devant Viva  
1782, qu'il  
parvint à re  
saires et de

L'article  
Les articl

Le citoye

cette disposition est la défaveur qui pèse sur les cessionnaires de droits litigieux.

Le citoyen **Bigot-Prémamieu** dit que l'objet du projet d'article est que les cessionnaires soient détournés de faire de ces odieux marchés, par la crainte de n'en pas tirer de bénéfice.

On peut dire en leur faveur que le contrat est éatoire en tant qu'il y a incertitude sur l'événement du procès, mais lorsqu'eux-mêmes ont réglé le prix de ce qu'ils ont acheté, ils ne peuvent réclamer qu'on les constitue en perte quand on leur rembourse.

Le citoyen **Lacuée** observe qu'il peut arriver qu'un homme opulent, pour obliger un citoyen pauvre, lui achète ses droits litigieux. L'adversaire, cependant, qui voit qu'elle va être poursuivie, se hâte de rembourser le cessionnaire : elle profite donc seule du marché, et se soustrait aux condamnations dont elle était menacée.

Le citoyen **Tronchet** dit que le procédé du cessionnaire est immoral, même dans le cas dont on vient de parler. S'il n'eût voulu qu'obliger le plaideur indigent, il lui eût fait des avances. Il devient donc évident qu'en se faisant faire une cession, il a cédé à un sentiment beaucoup moins généreux ; qu'il a voulu se ménager un bénéfice.

Le citoyen **Pelet** dit que toujours les cessionnaires de droits litigieux ont été vus avec défaveur. Dans le midi de la France, surtout, l'abus de ces sortes de marchés a été porté au point que certains individus en faisaient métier. Ils parvenaient à traîner en longueur les contestations engagées devant les tribunaux, pour fatiguer les plaideurs et obtenir à vil prix la cession de leurs droits. Ils poursuivaient ensuite leurs parties adverses avec la plus extrême rigueur. Dans le ci-devant Vivarais, le désordre devint si général en 1782, qu'il amena une insurrection qu'on ne parvint à réprimer qu'en envoyant des commissaires et de la force armée.

L'article est adopté.

Les articles 121 et 122 sont adoptés.

### LIVRE III.

#### TITRE XII.

##### DE L'ÉCHANGE.

Le citoyen **Gally** présente le titre XII du livre III. Il est ainsi conçu :

##### *De l'échange.*

Art. 1<sup>er</sup>. « L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre. »

Art. 2. « L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que pour la vente. »

Art. 3. « Si l'un des échangeurs a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue. »

Art. 4. « Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages-intérêts, ou de répéter sa chose. »

Art. 5. « La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange. »

Art. 6. « Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange. »

L'article 5 est ajourné comme lié à la question de la rescision pour cause de lésion.

« l'expiration des baux écrits, le preneur restera  
« et le bailleur le laissera en possession. »

Art. 22. « Lorsqu'il y a un congé signifié, le  
« preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne  
« peut invoquer la tacite réconduction. »

Art. 23. « Si le locataire d'une maison ou d'un  
« appartement continue de même sa jouissance  
« après l'expiration du bail par écrit, sans oppo-  
« sition de la part du bailleur, il sera censé les  
« occuper aux mêmes conditions, pour le terme  
« fixé par l'usage des lieux, et ne pourra plus en  
« sortir ni en être expulsé qu'après un congé  
« donné de la manière prescrite en l'article 14. »

Art. 24. « Dans le cas de l'article précédent, la  
« caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux  
« obligations résultant de la prolongation. »

## SECTION II.

### *Des obligations du bailleur.*

Art. 25. « Le bailleur est obligé, par la nature  
« du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune  
« stipulation particulière :

- « 1° De délivrer au preneur la chose louée ;
- « 2° D'entretenir cette chose en état de servir  
« à l'usage pour lequel elle a été louée ;
- « 3° D'en faire jouir paisiblement le preneur  
« pendant la durée du bail. »

Art. 26. « Le bailleur est tenu de délivrer la  
« chose en bon état de réparations de toute es-  
« pèce.

« Il doit y faire, pendant la durée du bail,  
« toutes les réparations qui peuvent devenir né-  
« cessaires, autres que les locatives. »

Art. 27. « Il est dû garantie au preneur pour  
« tous les vices ou défauts de la chose louée qui  
« en empêchent l'usage, quand même le bailleur  
« ne les aurait pas connus lors du bail.

« S'il résulte de ces vices ou défauts quelque  
« perte pour le preneur, le bailleur est tenu de  
« l'indemniser. »

Art. 28. « Si, pendant la durée du bail, la chose  
« louée est détruite en tout ou en partie par cas  
« fortuits, le preneur peut, suivant les circon-  
« stances, demander ou une diminution du prix,  
« ou la résiliation même du bail, mais sans aucun  
« autre dédommagement. »

Art. 29. « Le bailleur ne peut, pendant la durée  
« du bail, changer la forme de la chose louée. »

« de p  
Art.  
« fait  
« chos  
« en j  
« men  
« ou à  
« doit  
« être  
« man

Art.  
« tion  
« 1°  
« fam  
« don  
« 2°

« ven  
Art.  
« à ur  
« dest  
« pou  
« cons  
« E  
« dan  
« néce  
« inté

Art.  
« son  
« moi  
« répo  
Art.  
« entr  
« clau  
« cess  
« At  
« blet  
« At

« part  
« A  
« qu'i  
« et q  
« mai  
« A  
« par  
« et d

prix, suivant ce qui est dit à l'article 70. »  
 t. 33. « Si ceux qui ont commis les voies de  
 prétendent avoir quelque droit sur la  
 chose louée, ou si le preneur est lui-même cité  
 justice pour se voir condamner au délaisse-  
 ment de la totalité ou de partie de cette chose,  
 à souffrir l'exercice de quelque servitude, il  
 t appeler le bailleur à sa garantie, et doit  
 e mis hors d'instance, s'il l'exige, en nom-  
 mant le bailleur pour lequel il possède. »

### SECTION III.

#### *Des obligations du preneur.*

34. « Le preneur est tenu de deux obliga-  
 tions principales :

° D'user de la chose louée en bon père de  
 famille, et suivant la destination qui lui a été  
 donnée par le bail ;

° De payer le prix du bail aux termes con-  
 venus. »

35. « Si le preneur emploie la chose louée  
 à un autre usage que celui auquel elle a été  
 destinée, ou dont il puisse résulter un dommage  
 pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les cir-  
 constances, obtenir la résiliation du bail.

« Dans ce cas de résiliation, le preneur est con-  
 damné à payer le prix du bail pendant le temps  
 nécessaire à la relocation, et aux dommages et  
 intérêts qui ont pu résulter de l'abus. »

36. « Le locataire qui ne garnit pas la mai-  
 son de meubles suffisants peut être expulsé, à  
 moins qu'il ne donne des sûretés capables de  
 répondre du loyer. »

37. « Les réparations locatives ou de menu  
 entretien dont le preneur est tenu, s'il n'y a  
 une autre convention, sont celles qui deviennent né-  
 cessaires pendant la durée du bail,  
 pour les portes, contre-cœurs, chambranles et ta-  
 bleaux de cheminées ;

le crépissage du bas des murailles des ap-  
 partements, à la hauteur d'un mètre ;

les pavés et carreaux des chambres, lors-  
 qu'il y en a seulement quelques-uns de cassés,  
 pourvu que le pavé en général n'est pas devenu  
 mauvais par vétusté ;

les vitres, excepté qu'elles ne soient cassées  
 par grêle ou autres accidents extraordinaires  
 de force majeure, dont le preneur ne peut  
 être tenu ;

les portes, croisées, planches de cloison ou  
 fermeture des boutiques, gonds, targettes et  
 ferrures, sauf qu'il en manque par vétusté ou  
 mauvaise qualité, ou qu'ils aient été cassés ou  
 endommagés par une force majeure ;

et toutes autres désignées par l'usage des lieux. »

38. « Le curage des puits et celui des  
 fossés d'aisance sont à la charge du bailleur,  
 s'il n'y a clause contraire. »

39. « Si le fermier d'un héritage rural ne  
 fournit pas des bestiaux et des ustensiles né-  
 cessaires à son exploitation, s'il abandonne la  
 terre, s'il ne cultive pas en bon ménage et  
 pour sa famille, s'il emploie la chose louée  
 à un autre usage que celui auquel elle a été  
 destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les  
 obligations du bail, et qu'il en résulte un dommage  
 pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les cir-  
 constances, obtenir la résiliation du bail.

« Dans ce cas de résiliation, le fermier est condamné,  
 qu'il est dit du preneur à l'article 35 de ce

40. « S'il a été fait un état des lieux entre  
 le bailleur et le preneur, au commencement du  
 bail, le preneur doit rendre la chose telle qu'il



sont séparés de la terre, à moins que l'on ne donne au propriétaire une quotité de récolte, telle que la moitié ou le tiers en nature ; dans lequel cas, le propriétaire doit supporter sa part de perte, pourvu que le fermier ne soit pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

• Il ne peut également en demander lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé. »

Art. 68. • Le fermier peut renoncer aux cas fortuits. »

Art. 69. • Cette renonciation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, du ciel, gelée ou coulure.

• Elle ne s'entend point des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, d'une inondation, auxquels le pays n'est point ordinairement sujet ; à moins que le fermier n'ait renoncé à tous les cas fortuits prévus ou non prévus. »

Art. 70. • Si le fermier a été empêché de cultiver une partie du fonds, le propriétaire lui doit toujours un rabais proportionné sur le prix de la ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement lui aient été dénoncés.

• Cette dénonciation doit être faite dix jours au moins, si le domicile du propriétaire n'est éloigné de plus de 22 myriamètres (50 lieues) et de deux mois, s'il demeure au delà. »

## CHAPITRE II.

### *Du bail à cheptel.*

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 71. • Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un troupeau de bétail pour le garder, le nourrir et l'engraisser, sous les conditions convenues entre elles.

Art. 72. • Il y a trois espèces de cheptels :

- Le cheptel simple ou ordinaire,
- Le cheptel à moitié,
- Et celui donné au fermier ou au colon par le propriétaire.

Art. 73. • On peut donner à cheptel

is fortuit est toujours tenu de rendre compte  
es peaux des bêtes. »

rt. 81. « Si le cheptel périt en entier sans la  
ute du preneur, la perte en est pour le bail-  
ur; »

S'il n'en périt qu'une partie, la perte est sup-  
ortée en commun. »

rt. 82. « On ne peut stipuler que le preneur  
upportera la perte totale du cheptel, quoique ar-  
vée par cas fortuit et sans sa faute, »

Ou qu'il supportera, dans la perte, une part  
us grande que dans le profit, »

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail,  
elque chose de plus que le cheptel qu'il a  
urni.

Toute convention semblable est nulle.

Le preneur profite seul des laitages, du fu-  
ier et du travail des animaux donnés à cheptel.

La laine et le croît se partagent. »

rt. 83. « Le preneur ne peut disposer d'aucune  
ête du troupeau sans le consentement du bail-  
ur. »

rt. 84. « Lorsque le cheptel est donné au fer-  
ier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire  
qui ce fermier tient; sans quoi il peut le  
isir et le faire vendre pour ce que son fermier  
i doit. »

rt. 85. « Le preneur ne pourra tondre sans en  
évenir le bailleur. »

rt. 86. « S'il n'y a pas de temps fixé par la  
nvention pour la durée du cheptel, il est  
nsé fait pour trois ans. »

rt. 87. « Le bailleur peut en demander plus tôt  
résolution, si le preneur ne remplit pas ses  
obligations. »

rt. 88. « A la fin, ou lors de la résolution du  
il, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.  
Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque  
pèce, jusqu'à concurrence de la première esti-  
ation. L'excédant se partage. »

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir  
première estimation, le bailleur prend ce qui  
ste, et les parties se font raison de la perte. »

## SECTION II.

### *Du cheptel à moitié.*

t. 89. « Le cheptel à moitié est une société  
ns laquelle chacun des contractants fournit  
moitié des bestiaux, qui demeurent communs  
ur le profit ou pour la perte. »

rt. 90. « Le preneur profite seul, comme dans  
cheptel simple, des laitages, du fumier et  
s travaux des bêtes. »

Toute convention contraire est nulle, à moins  
le bailleur ne soit propriétaire de la mé-  
irie dont le preneur est fermier ou colon par-  
aire. »

t. 91. « Toutes les autres règles du cheptel  
nple s'appliquent au cheptel à moitié. »

## SECTION III.

*Cheptel donné par le propriétaire à son fer-  
mier ou colon partiaire.*

### § 1<sup>er</sup>.

#### *Du cheptel donné au fermier.*

t. 92. « L'estimation du cheptel donné au  
mier ne lui en transfère pas la propriété,  
is néanmoins le met à ses risques. »

t. 93. « Tous les profits appartiennent au fer-  
ier pendant la durée de son bail, s'il n'y a  
nvention contraire. »

t. 94. « Dans les cheptels donnés au fermier  
au colon partiaire, le fumier n'est point dans

• travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles. »

Art. 120. « Si l'ouvrier ne fait pas l'ouvrage convenu, ou s'il ne le fait pas tel et dans le temps qu'il l'a promis, il est tenu de tous les dommages et intérêts qui peuvent résulter de l'inexécution de son obligation. »

Art. 121. « L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie. »

Art. 122. « Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits par l'entreprise, n'ont d'action contre le propriétaire pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il peut se trouver débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée. »

Art. 123. « Les maçons, charpentiers, serruriers et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section : ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent. »

Le citoyen **Gally** fait lecture des dispositions générales.

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.

L'article 4 est discuté.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) observe que le *devis, marché ou prix fait*, est une convention qui passe les bornes du louage, lorsqu'elle comprend, indépendamment de la main d'œuvre, la fourniture des matériaux.

Il demande que l'article soit rédigé dans le sens de cette distinction. Il ajoute que, pour l'ordre des matières, la facilité de la discussion et ce moment, et la commodité des recherches, après l'omission de la loi, il faudrait distinguer le simple louage d'ouvrages d'avec les entreprises sur devis et à forfait.

Le citoyen **Tronchet** demande que le mot *gagé* soit ajouté au mot *louage de travail*; cette dernière expression ne présentant pas l'idée qu'on attache au mot *gagé*.

L'article est adopté avec ces deux amendements.

L'article 5 est adopté.

Le citoyen **Gally** fait lecture du chapitre 1<sup>er</sup> du louage des choses.

L'article 6 est adopté.

dir des lieux dans toute la latitude qui appartient au propriétaire lui-même, à moins qu'une use particulière ne limite ce droit. Il est seulement responsable de l'usage qu'il en fait.

Au surplus, une disposition qui restreindrait ce droit serait facilement éludée. On l'invoquerait inutilement : le locataire répondrait qu'il n'y a pas contrevenu ; qu'il ne sous-loue pas son appartement, qu'il le prête : si elle peut avoir quelque inconvénient, le propriétaire aura soin de se le mégar, ainsi que le projet le lui permet, par une disposition particulière.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que l'article 35 pourvoit à l'inconvénient que craint le citoyen **Pelet** : cet article autorise le propriétaire à ne résilier le bail, si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter du dommage pour le bailleur.

Le citoyen **Lacué** convient qu'en effet l'article 35 suffit pour prévenir l'abus qu'on pourrait faire de l'article 10.

L'article est adopté.

Les articles 11, 12 et 13 sont adoptés.

L'article 14 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** observe qu'il y a des lieux où l'usage rend les locations annuelles ; qu'ainsi, en manifestant l'intention de révoquer en général les usages, on abolirait néanmoins celui dont il s'agit, si l'on établissait généralement que la location d'une boutique ou d'un corps de logis entier, lorsqu'il n'y a pas de bail écrit, est de six mois.

Le citoyen **Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** dit que, dans tous les cas, il ne suffirait pas de renvoyer aux corps de logis entiers le délai de six mois, parce que dans les grandes villes, et singulièrement à Paris, on loue peu de corps de logis, mais on loue ordinairement un étage entier, dont le prix est bien plus considérable que celui d'un corps de logis dans une petite ville.

Le citoyen **Fourcroy** dit qu'il ne voit aucune difficulté à s'en référer indéfiniment aux usages des lieux.

Le citoyen **Gally** pense que, pour les maintenir, il suffit d'ajouter à l'article : *sauf les usages contraires*.

Le citoyen **Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** répond que cette rédaction aurait l'inconvénient de subordonner la loi à l'usage. C'est la diversité et l'incertitude de ces usages qui causent des contestations, auxquelles une disposition précise de la loi mettrait fin.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** propose de en rapporter à l'usage dans les cas des deux derniers alinéas de l'article, et de retrancher toute énonciation de termes.

Le consul **Cambacérés** voudrait que, dans toutes ses dispositions, l'article fût moins restrictif ; qu'il laissât aux juges la faculté de déférer aux usages des lieux et aux circonstances. Le délai, en effet, ne doit pas être le même lorsqu'il s'agit du déplacement d'une manufacture, d'un grand établissement, d'une famille considérable, d'un homme public, tel qu'un notaire, que lorsqu'il ne s'agit que du déménagement d'un célibataire, ou d'une personne sans état et sans suite ; lorsqu'on occupe une habitation importante dans une grande ville, que lorsqu'on ne tient à loyer une chaumière dans une campagne.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'usage des lieux est toujours réglé les termes sur l'étendue et le prix de l'habitation.

Le Conseil adopte en principe que sur les

« travaux ou ces matériaux peuvent lui être  
« utiles. »

Art. 120. « Si l'ouvrier ne fait pas l'ouvrage  
« convenu, ou s'il ne le fait pas tel et dans le  
« temps qu'il l'a promis, il est tenu de tous les  
« dommages et intérêts qui peuvent résulter de  
« l'inexécution de son obligation. »

Art. 121. « L'entrepreneur répond du fait des  
« personnes qu'il emploie. »

Art. 122. « Les maçons, charpentiers et autres  
« ouvriers qui ont été employés à la construction  
« d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à  
« l'entreprise, n'ont d'action contre le propriétaire  
« pour lequel les ouvrages ont été faits, que jus-  
« qu'à concurrence de ce dont il peut se trouver  
« débiteur envers l'entrepreneur au moment où  
« leur action est intentée. »

Art. 123. « Les maçons, charpentiers, serruriers  
« et autres ouvriers qui font directement des  
« marchés à prix fait, sont astreints aux règles  
« prescrites dans la présente section : ils sont en-  
« trepreneurs dans la partie qu'ils traitent. »

Le citoyen **Gally** fait lecture des dispositions  
générales.

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.

L'article 4 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély)  
observe que le *devis, marché ou prix fait*, est une  
convention qui passe les bornes du louage, lors-  
qu'elle comprend, indépendamment de la main-  
d'œuvre, la fourniture des matériaux.

Il demande que l'article soit rédigé dans le  
sens de cette distinction. Il ajoute que, pour l'or-  
dre des matières, la facilité de la discussion en  
ce moment, et la commodité des recherches  
après l'omission de la loi, il faudrait distinguer  
le simple louage d'ouvrages d'avec les entreprises  
sur devis et à forfait.

Le citoyen **Tronchet** demande que le mot  
*gage* soit ajouté au mot *louage de travail*; cette  
dernière expression ne présentant pas l'idée  
qu'on attache au mot *gage*.

L'article est adopté avec ces deux amende-  
ments.

L'article 5 est adopté.

Le citoyen **Gally** fait lecture du chapitre 1<sup>er</sup>,  
du louage des choses.

L'article 6 est adopté.

La section va de la forme et de la durée des

sur des lieux dans toute la latitude qui appartient au propriétaire lui-même, à moins qu'une usage particulière ne limite ce droit. Il est seul responsable de l'usage qu'il en fait.

Au surplus, une disposition qui restreindrait ce droit serait facilement éludée. On l'invoquerait inutilement : le locataire répondrait qu'il n'y a pas contrevenu ; qu'il ne sous-loue pas son appartement, qu'il le prête : si elle peut avoir quelque avantage, le propriétaire aura soin de se le mégar, ainsi que le projet le lui permet, par une stipulation particulière.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** dit que l'article 35 pourvoit à l'inconvénient que craint le citoyen **Pelet** : cet article autorise le propriétaire à résilier le bail, si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter du dommage pour le bailleur.

Le citoyen **Lacué** convient qu'en effet l'article 35 suffit pour prévenir l'abus qu'on pourrait faire de l'article 10.

L'article est adopté.

Les articles 11, 12 et 13 sont adoptés.

L'article 14 est discuté.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** observe qu'il y a des lieux où l'usage rend les locations annuelles ; qu'ainsi, en manifestant l'intention de supprimer en général les usages, on abolirait néanmoins celui dont il s'agit, si l'on établissait généralement que la location d'une boutique ou d'un corps de logis entier, lorsqu'il n'y a pas de bail écrit, est de six mois.

Le citoyen **Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** dit que, dans tous les cas, il ne suffirait pas de renvoyer aux corps de logis entiers le délai de six mois, parce que dans les grandes villes, et singulièrement à Paris, on loue peu de corps de logis, mais on loue ordinairement un étage entier, dont le prix est bien plus considérable que celui d'un corps de logis dans une petite ville.

Le citoyen **Fourcroy** dit qu'il ne voit aucune difficulté à s'en référer indéfiniment aux usages des lieux.

Le citoyen **Gally** pense que, pour les maintenir, il suffit d'ajouter à l'article : *sauf les usages contraires*.

Le citoyen **Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** répond que cette rédaction aurait l'inconvénient de subordonner la loi à l'usage. C'est la diversité et l'incertitude de ces usages qui causent des contestations, auxquelles une disposition précise de la loi mettrait fin.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** propose de renvoyer à l'usage dans les cas des deux derniers alinéas de l'article, et de retrancher toute énonciation de termes.

Le consul **Cambacérès** voudrait que, dans toutes ses dispositions, l'article fût moins restrictif ; qu'il laissât aux juges la faculté de déférer aux usages des lieux et aux circonstances. Le délai, en effet, ne doit pas être le même lorsqu'il s'agit du déplacement d'une manufacture, d'un grand établissement, d'une famille considérable, d'un homme public, tel qu'un notaire, que lorsqu'il ne s'agit que du déménagement d'un célibataire, ou d'une personne sans état et sans suite ; lorsqu'on occupe une habitation importante dans une grande ville, que lorsqu'on ne tient à loyer une chaumière dans une campagne.

Le citoyen **Tronchet** dit que l'usage des lieux doit toujours régler les termes sur l'étendue et le prix de l'habitation.

Le Conseil adopte en principe que sur les

trouve expliquée par la communication nécessaire qui s'établit entre les deux fermiers. Mais le propriétaire ne s'est expliqué ni directement ni indirectement, et que, dans ce silence, si le fermier a continué d'exploiter, il est justifié qu'il continue.

Le citoyen **Regnauld** (de Saint-Jean-d'Angély) dit que le système est de supposer que le fermier a suffisamment manifesté l'intention de continuer au fermier son exploitation, en le laissant jouir d'un temps en jouissance; mais que, la loi ne peut précisément déterminer ni la durée de ce temps, ni les circonstances qui prouvent l'intention, elle fait tout ce qui est en son pouvoir en posant le principe, et elle en renvoie l'application à l'arbitrage du juge.

Le citoyen **Tronchet** dit qu'un des grands inconvénients de la tacite reconduction est qu'elle n'est invoquée contre le propriétaire que lorsqu'il y a un bail nouveau; car le propriétaire, si l'intérêt n'est pas de laisser ses terres sans culture, ne se met pas en devoir d'expulser le fermier, lorsqu'il n'en a pas un autre à lui substituer.

La tacite reconduction tourne donc tout contre le propriétaire, et toujours aussi elle punit la mauvaise foi du fermier : si celui-ci a eu intention de lui laisser son exploitation, il faut le réduire à n'en justifier qu'en portant un nouveau bail.

Le citoyen **Treillard** dit qu'il est impossible que le preneur reste en jouissance sans que le bailleur y ait consenti. On n'attend pas que la fin d'un bail pour préparer la récolte nouvelle, ainsi le fait du propriétaire a dû avertir le fermier de son intention; si elle n'a pas été manifestée au fermier ni de cette manière, ni d'aucune autre, qu'a-t-il pu faire de mieux, pour l'intérêt du propriétaire, que de ne pas laisser les terres sans culture et continuer son exploitation? Dans ce cas, il est juste qu'il jouisse comme celui qui n'a pas un bail par écrit, et il serait injuste de l'en priver après qu'il a pourvu aux intérêts du propriétaire.

Le citoyen **Defermon** dit que, dans ce système, la condition des deux parties n'est pas égale.

Que des actes furtifs et précipités, précédés ou suivis de la contradiction immédiate du propriétaire, ne sauraient non plus fonder la tacite reconduction ; mais que l'article n'autorise point à faire cette objection, puisqu'il dispose formellement et uniquement pour le cas où le propriétaire a laissé le fermier en possession.

Cette possession, continue le citoyen *Berlier*, est un fait ; or, en faisant abstraction du premier bail, on ne peut se dispenser d'apercevoir dans les nouveaux actes possessoires au moins un bail écrit ; et l'article en discussion ne pouvait dire moins que d'assimiler, comme il le fait, l'ancien fermier à celui qui jouit sans bail écrit.

L'opinant observe d'ailleurs qu'il serait contraire aux règles de l'équité qu'après avoir laissé commencer une nouvelle exploitation, le propriétaire pût ensuite, et avant son achèvement, expulser le fermier ; car il est résulté des actes du fermier et de la tolérance du propriétaire un contrat *per factum*, qui doit sans doute être respecté dans d'étroites limites, mais qui cependant mérite quelque considération.

Le citoyen *Séguir* dit qu'il serait nécessaire de fixer du moins un délai avant l'expiration duquel le fermier ne fût pas réputé être resté en possession.

Le consul *Cambacérès* dit que ces mots, *laissé en possession*, pourront sans doute donner lieu à quelques procès ; mais qu'il ne faut point s'arrêter à cet inconvénient, puisque les procès comme les guerres seront toujours inévitables entre les hommes ; le législateur ne doit point, dans la vue de les prévenir, consacrer une injustice : c'en serait une cependant, que d'expulser tout à coup le fermier qui a ensemencé sans rencontrer d'opposition les terres dont le bail est expiré.

Le citoyen *Bigot-Prémeneu* pense que, sans poser de règles précises soit à l'effet d'expulser le fermier, soit à l'effet de le laisser en jouissance, il convient d'abandonner ces cas à la sagesse des juges.

Le citoyen *Portails* dit que l'article, tel qu'il est proposé, remplit ces vues, puisque ce seront les juges qui décideront dans quelles circonstances le propriétaire sera réputé avoir laissé le fermier en possession ; mais que du moins il leur donne une règle, et n'abandonne pas les parties à un arbitraire absolu.

Le citoyen *Jollivet* dit qu'il a eu récemment occasion de vérifier quelle est la jurisprudence sur ces sortes de questions. Un fermier, qu'il n'avait pas expressément expulsé, a persisté à vouloir labourer après l'expiration du bail, et a empêché le nouveau fermier d'entrer en jouissance. Les tribunaux, en dépouillant le fermier ancien, ont ordonné que le nouveau lui rembourserait ses labours et semences.

Le citoyen *Trellhard* dit que cette décision est dans l'esprit de l'article 20.

Le consul *Cambacérès* dit qu'il est difficile de rejeter la tacite reconduction dans une loi où l'on admet des baux non écrits. Comment ne pas reconnaître qu'un bail semblable s'est formé, lorsque toutes choses demeurent dans le même état entre le bailleur et le preneur ? Sans doute, ce raisonnement ne serait pas exact, si l'on proposait de donner, comme autrefois, trois ans de durée au bail nouveau ; mais il faut prendre garde qu'on le réduit au terme d'un bail non écrit.

Le citoyen *Séguir* dit qu'il reste cependant cette différence qu'en formant un bail même non écrit, les parties ont du moins stipulé verbalement ; mais celui qui a fait un bail écrit a dû



Le citoyen **Tronchet** ajoute que souverain ou la mauvaise foi des parties obligent à des experts ; qu'ainsi il est utile de lever les doutes en fixant l'opinion sur les plus ordinaires.

Le citoyen **Bigot-Prémeneu** propose de placer à la tête de l'article, et avant l'énun- ciation, la disposition qui maintient les usages.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) demande que l'obligation de faire le crépi du bas des murailles soit étendue à tous les clos, tels que les écuries et autres.

L'article est adopté avec les amendements de citoyens **Bigot-Prémeneu** et **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*).

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) propose de charger le locataire de la réparation des parquets et planchers en bois, s'ils venaient à être brisés.

Le citoyen **Trellhard** dit que ce n'est pas une réparation locative : si une feuille de parquet ou une partie du plancher est brisée faute du locataire, il doit en indemniser le propriétaire, non parce que les réparations de parquet sont une charge de la location en général, mais parce qu'il a détérioré la chose d'autrui.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean-d'Angély*) observe que le projet met à la charge du locataire généralement toutes les détériorations qui ne proviennent pas de vétusté, telles que les creux de terre ou pavés brisés ; et il y a une ressemblance parfaite entre cette dégradation et le bris d'une feuille de parquet ou d'une des planches qu'on emploie au lieu de parquet dans un grand nombre de départements.

L'observation est renvoyée à la section.

Les articles 38, 39 et 40 sont adoptés.

L'article 41 est discuté.

Le citoyen **Desfermon** propose de ne pas obliger le locataire à rendre les lieux en bon état qu'après les réparations locatives seulement.

Le citoyen **Trellhard** répond que c'est le sens de l'article.

L'article est adopté.

Les articles 42 et 43 sont adoptés.

L'article 44 est discuté.

ns ne peuvent se rapporter, on dise : *de la ré-  
vocation du bail à loyer ou à ferme.*

Le citoyen **Tronchet** dit que les dispositions  
cette section conviennent également à toute  
pèce de louage.

La rubrique est maintenue.

L'article 47 est adopté.

L'article 48 est discuté.

Le citoyen **Defermon** propose d'ajouter à  
l'article : *s'il n'y a convention contraire.*

Le citoyen **Treilhard** dit que cette clause est  
droit, qu'elle dérive des principes généraux  
des conventions.

Le citoyen **Defermon** observe que cependant  
il a cru devoir l'ajouter à l'article suivant.

Le citoyen **Berlier** répond que c'est parce que  
l'article 49 change le droit existant, et que par  
cette raison il a fallu donner plus de développe-  
ment à une disposition qui établit un droit dont  
les effets ne sont pas encore déterminés par la  
jurisprudence.

L'article est adopté.

L'article 49 est adopté.

L'article 50 est discuté.

Le citoyen **Defermon** demande pourquoi on  
l'attacherait pas au bail sous seing privé l'effet  
que l'article donne au bail authentique.

Le citoyen **Treilhard** répond que c'est parce  
que ce serait faciliter la fraude; qu'au surplus le  
bail sous seing privé conserve toute sa force en-  
tre le bailleur et le preneur.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il y a sans  
doute de très-fortes raisons pour abolir la loi  
*Æde*, mais qu'on ne peut se dissimuler que ce  
changement dans le droit existant nuira à la va-  
leur des maisons.

Le citoyen **Tronchet** répond que la loi *Æde*  
n'était fondée sur aucune raison solide; que la  
loi *Emptorem* avait un motif, mais qui n'était  
après tout qu'une subtilité : l'acquéreur, disait-  
on, n'étant que successeur à titre singulier, ne  
doit pas, comme le successeur à titre universel,  
être tenu des engagements personnels de son au-  
teur.

Depuis l'Assemblée constituante, ces deux lois  
ont été abandonnées : on a pensé cependant que,  
pour prévenir les difficultés et les procès, il con-  
venait de les abroger formellement, en laissant  
néanmoins la faculté de s'y soumettre par une  
stipulation particulière.

Le consul **Cambacérés** dit qu'il se rend à ces  
raisons; son observation ne porte que sur l'effet  
que produira le changement de jurisprudence.  
Il en résultera certainement une diminution dans  
la valeur des maisons. La précaution que prendra  
le propriétaire de faire renoncer le preneur au  
droit commun, persuadera ce dernier que le bail-  
leur se propose de vendre prochainement sa mai-  
son, et, par une suite de cette idée, le loyer sera  
fixé plus bas. Si les parties n'ont pas dérogé au  
droit commun, et que la maison soit vendue,  
l'acheteur qui se trouvera gêné dans sa jouis-  
sance, par la nécessité de respecter le bail exis-  
tant, ne voudra acheter qu'à un prix moins élevé.

Le citoyen **Berlier** dit que le bail authentique  
doit être maintenu, parce que son sort ne peut ni  
ne doit dépendre d'un acte postérieur; tant pis  
pour le bailleur, si, voulant vendre ensuite, il  
trouve un moindre prix. La raison ne veut pas  
que le contrat qu'il a souscrit devienne résoluble  
par son seul fait. Au surplus, le citoyen **Tronchet**  
a fort justement observé que la loi *Emptorem*  
ne reposait que sur l'une de ces subtilités que l'on  
trouve trop souvent dans le droit romain; elle

d'une propriété particulière. L'Assemblée constituante a donné toutes les garanties nécessaires à la propriété, en établissant la règle que personne ne pourra être contraint à céder sa propriété que pour cause d'utilité publique et sans une juste et préalable indemnité. Il n'y a pas de motifs, et il y a, au contraire, des inconvénients à sortir de ces termes.

Le citoyen **Regnaud** (de Saint-Jean-d'Angély) dit qu'à la vérité l'Assemblée constituante a bornée à exprimer ces deux conditions, mais que des dispositions ultérieures, et surtout la loi du 10 août 1793, ont ajouté la condition nouvelle que le Trésor public réclame, et le Gouvernement s'y est toujours conformé. Il ne s'agit pas ici des cas d'urgence, mais de ceux qui se réduisent à peu près au cas de guerre et au cas d'incendie : il est évident qu'il faut empêcher l'embarquement d'une ville ou dans la vue de pourvoir à sa défense, l'administration doit disposer sans délai ; mais l'article est de pourvoir aux cas ordinaires où l'urgence n'est pas la même, et alors il est difficile de se refuser à la proposition du Tribunat.

Le citoyen **Lacuze** dit qu'en théorie le principe du Tribunat est vrai, mais que si on l'applique en règle générale, dans certaines circonstances il gênerait l'administration. Les cas où il est plus multiplié qu'on ne le suppose : si l'on veut entreprendre de les fixer pour en faire des exceptions à la règle, on donne, par cela même, à la règle, une force plus absolue ; il serait donc possible de s'en écarter dans les cas qui auraient été omis, et qui cependant ne souffriraient de retard : si l'on voulait adopter l'opinion du Tribunat, du moins ne devrait-on point obliger l'administration à recourir au Corps législatif d'agir, mais se borner à établir que, chaque fois que les actes de ce genre seront soumis au Corps législatif en la même forme que les arrêtés royaux aux douanes.

Le consul **Cambacérès** dit qu'on n'en fait pas la question sous son véritable point de vue.

Si l'on se trouvait encore à l'époque où l'on a créé le Tribunat, l'Assemblée constituante a été ren-

contraindre à exprimer la

riété, lorsqu'elle a dit que nul ne pourrait être épossédé que pour cause d'utilité publique et vec une indemnité préalable.

Le citoyen **Ségur** pense que toute expropriation doit être ordonnée par une loi, mais qu'il est inutile d'exprimer ce principe, comme si l'on s'en tait écarté jusqu'ici.

L'article 538 est maintenu.

Le citoyen **Treilhard** continue, et dit que le Tribunal a proposé un amendement à l'article 548.

Le Tribunal a demandé une exception à la règle générale en faveur de celui qui, ayant joui de bonne foi, *animo domini*, a fait des constructions ou des plantations sur un sol qu'il croyait à lui. La loi attache tant de faveur à la bonne foi, qu'elle lui laisse les fruits qu'il a perçus : il serait donc contre ces principes de le traiter avec la même sévérité que l'individu dont la jouissance est entachée de mauvaise foi. Il ne doit pas perdre ses dépenses. Dans cette vue, le Tribunal propose d'obliger le propriétaire à lui payer ou le prix des matériaux et de la main-d'œuvre, ou la plus-value du fonds.

Cette addition est juste, la section n'a pas hésité à l'admettre.

L'amendement du Tribunal est adopté.

Le citoyen **Treilhard** présente ensuite la rédaction définitive du livre II.

Le Conseil l'adopte ainsi qu'il suit :

## DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

### TITRE PREMIER.

#### DE LA DISTINCTION DES BIENS.

Art. 510. « Tous les biens sont meubles ou immeubles. »

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Des immeubles.*

Art. 511. « Les biens sont immeubles ou par leur nature ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent. »

Art. 512. « Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature. »

Art. 513. « Les moulins à vent ou à eau, fixes sur piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature. »

Art. 514. « Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

« Dès que les grains sont coupés, et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

« Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble. »

Art. 515. « Les coupes ordinaires des bois taillis ou des futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. »

Art. 516. « Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention.

« Ceux qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au fermier ou métayer sont meubles. »

Art. 517. « Les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou autre héritage, sont immeubles et font partie du fonds auquel ils sont attachés. »

Art. 518. « Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont immeubles par destination.

« Ainsi, sont immeubles par destination, quand

« tant d'une ou plusieurs communes ou  
« droit acquis. »

Art. 536. « On peut avoir sur les biens  
« droit de propriété, ou un simple droit de  
« sance, ou seulement des services fonciers  
« tendre. »

## TITRE II.

*De la propriété.*

Art. 537. « La propriété est le droit de j  
« disposer des choses de la manière la pl  
« solue, pourvu qu'on n'en fasse pas un  
« prohibé par les lois ou par les règlements

Art. 538. « Nul ne peut être contraint de  
« sa propriété, si ce n'est pour cause d'util  
« blique, et moyennant une juste et préala  
« démnité. »

Art. 539. « La propriété d'une chose, so  
« bilière, soit immobilière, donne droit si  
« ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit  
« soirement, soit naturellement, soit artifi  
« ment.

« Ce droit s'appelle *droit d'accession*. »

## SECTION PREMIÈRE.

*Du droit d'accession sur ce qui est produi  
la chose.*

Art. 540. « Les fruits naturels ou industri  
« la terre,

« Les fruits civils,

« Le croît des animaux, appartiennent :  
« priétaire par droit d'accession. »

Art. 541. « Les fruits produits par la  
« n'appartiennent au propriétaire qu'à la  
« de rembourser les frais des labours, trav  
« semences faits par des tiers. »

Art. 542. « Le simple possesseur ne f  
« fruits siens que dans le cas où il poss  
« bonne foi; dans le cas contraire, il est t  
« rendre les produits avec la chose au pr  
« taire qui la revendique. »

Art. 543. « Le possesseur est de bonne foi  
« il possède comme propriétaire, en vert  
« titre translatif de propriété dont il ign  
« vices.

« Il cesse d'être de bonne foi du mom

sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment. »

Art. 547. « Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages, avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur ; il peut aussi être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu : mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever. »

Art. 548. « Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir, ou d'obliger celui qui les a faits à les enlever.

« Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui ; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

« Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le rembourser de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé, qui n'aura pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression desdits ouvrages, plantations et constructions ; mais il aura le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur. »

Art. 549. « Les atterrissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière, s'appellent *alluvion*.

« L'alluvion profite au propriétaire riverain, soit qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non ; à la charge, dans le premier cas, de laisser le marche-pied ou chemin de halage, conformément aux règlements. »

Art. 550. « Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre ; le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

« Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer. »

Art. 551. « L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre, quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

« Réciproquement le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires. »

Art. 552. « Si un fleuve ou une rivière navigable ou non enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain, et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété ; mais il est tenu de former sa demande dans l'année : après ce délai il n'y sera plus recevable, à moins que

§ 1<sup>er</sup>.*Des droits de l'usufruitier.*

Art. 575. « L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit. »

Art. 576. « Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels. »

« Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture. »

Art. 577. « Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes. »

« Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils. »

Art. 578. « Les fruits naturels et industriels, pendant par branches ou par racines, au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier. »

« Ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit appartiennent au propriétaire sans récompense de part ni d'autre des laboureurs et des semences, mais aussi sans préjudice à la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au moment où à la cessation de l'usufruit. »

Art. 579. « Les fruits civils sont réputés s'acquiescir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique au prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils. »

Art. 580. « Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais sous la charge d'en rendre de pareille quantité, qu'elle soit en nature ou leur estimation à la fin de l'usufruit. »

Art. 581. « L'usufruit d'une rente viagère appartient aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages. »

sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine. »

Art. 585. « Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire. »

Art. 586. « Il peut prendre, dans les bois, des échelas pour les vignes; il peut aussi prendre sur les arbres des produits annuels ou périodiques; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires. »

Art. 587. « Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres. »

Art. 588. « L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. S'il donne à ferme, il doit se conformer, pour les époques où les baux doivent être renouvelés et pour leur durée, aux règles établies pour le mari à l'égard des biens de la femme, dans le titre du contrat de mariage et des droits respectifs des époux. »

Art. 589. « L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit. »

Art. 590. « Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même. »

Art. 591. « Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; et néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après en avoir obtenu la permission du Gouvernement.

« Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières dont l'exploitation n'est point encore commencée, ni au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit. »

Art. 592. « Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

« De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

« Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir ces lieux dans leur premier état. »

## § II.

### *Des obligations de l'usufruitier.*

Art. 593. « L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont; mais il ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser, en présence du propriétaire, ou lui dûment appelé, un inventaire des meubles et un état des immeubles sujets à l'usufruit. »

Art. 594. « Il donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par acte constitutif de l'usufruit; cependant les père et mère ayant l'usufruit légal du bien de leurs



- tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à l'époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé. »

Art. 614. « La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de l'usufruit, s'il n'a pas formellement renoncé.

Art. 615. « Les créanciers de l'usufruitier ne peuvent faire annuler la renonciation que faite à leur préjudice. »

Art. 616. « Si une partie seulement de la chose soumise à l'usufruit est détruite, l'usufruitier conserve sur ce qui reste. »

Art. 617. « Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou par vétusté, l'usufruitier n'aura plus de jouir ni du sol ni des matériaux.

« Si l'usufruit était établi sur un domaine, le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouira du sol et des matériaux. »

## CHAPITRE II.

### *De l'usage et de l'habitation.*

Art. 618. « Les droits d'usage et d'habitation s'établissent et se perdent de la même manière que l'usufruit. »

Art. 619. « On ne peut en jouir, comme en le cas de l'usufruit, sans donner préalablement caution, et sans faire des états et inventaires.

Art. 620. « L'usager et celui qui a le droit d'habitation doivent jouir en bon père de famille. »

Art. 621. « Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et, à défaut, d'après ses dispositions, plus ou moins étendue. »

« d'un héritage appartenant à un autre propriétaire. »

Art. 631. « La servitude n'établit aucune prééminence d'un héritage sur l'autre. »

Art. 632. « Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires. »

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Art. 633. « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

« Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

« Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

Art. 634. « Celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription. »

Art. 635. « La prescription, dans ce cas, ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété. »

Art. 636. « Le propriétaire de la source ne peut en changer le cours lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts. »

Art. 637. « Celui dont la propriété borde une eau courante, autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public par l'article 531, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

« Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire. »

Art. 638. « S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, et dans tous les cas les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés. »

Art. 639. « Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs. »

Art. 640. « Tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'article 675 ci-après. »

Art. 641. « Le propriétaire qui veut se clore perd son droit au parcours et vaine pâture, en proportion du terrain qu'il y soustrait. »

#### CHAPITRE II.

##### *Des servitudes établies par la loi.*

Art. 642. « Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers. »

Art. 643. « Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marchepied le long des rivières navigables ou flottables, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

« Tout ce qui concerne cette espèce de servitude

- et chacun des deux propriétaires a droit
- requérir qu'ils soient abattus. »

## § II.

### *De la distance et des ouvrages intermédiaires relatifs à certaines constructions.*

- Art. 667.** • Celui qui fait creuser un puits ou
- fosse d'aisance près d'un mur mitoyen ou non
  - Celui qui veut y construire cheminée ou à
  - forge, four ou fourneau ;
  - Y adosser une étable,
  - Ou établir contre ce mur un magasin de
  - ou amas de matières corrosives,
  - Est obligé à laisser la distance prescrite
  - les règlements et usages particuliers sur
  - objets, ou à faire les ouvrages prescrits par
  - mêmes règlements et usages, pour éviter
  - nuire au voisin. »

## § III.

### *Des vues sur la propriété de son voisin.*

- Art. 668.** • L'un des voisins ne peut, sans
- consentement de l'autre, pratiquer dans le mur
  - mitoyen aucune fenêtre ni ouverture,
  - quelque manière que ce soit, même à verre
  - dormant. »

- Art. 669.** • Le propriétaire d'un mur non
- toyen, joignant immédiatement l'héritage d'un
  - trui, peut pratiquer dans ce mur des jours
  - fenêtres à fer maillé et verre dormant.

- Ces fenêtres doivent être garnies d'un tre
- de fer, dont les mailles auront un décim
- environ trois pouces huit lignes) d'ouvert
- au plus, et d'un châssis à verre dormant. »

- Art. 670.** • Ces fenêtres ou jours ne peuvent
- être établis qu'à vingt-six décimètres (huit pi
  - au-dessus du plancher ou sol de la cham
  - qu'on veut éclairer, si c'est à rez-de-chaus
  - et à dix-neuf décimètres (six pieds) au-des
  - du plancher pour les étages supérieurs. »

- Art. 671.** • On ne peut avoir des vues dro
- ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres s
  - blables saillies sur l'héritage clos ou non
  - de son voisin, s'il n'y a dix-neuf décim
  - (six pieds) de distance entre le mur où on

« du côté où le trajet est le plus court du  
ds enclavé à la voie publique. »

« 677. « Néanmoins il doit être fixé dans  
endroit le moins dommageable à celui sur le  
ds duquel il est accordé. »

« 678. « L'action en indemnité, dans le cas  
révu par l'article 675, est prescriptible, et le  
passage doit être continué, quoique l'action en  
ndemnité ne soit plus recevable. »

### CHAPITRE III.

*Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

#### SECTION PREMIÈRE.

*Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être  
établies sur les biens.*

Art. 679. « Il est permis aux propriétaires  
l'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de  
eurs propriétés, telles servitudes que bon leur  
emble, pourvu néanmoins que les services  
tablis ne soient imposés ni à la personne ni en  
aveur de la personne, mais seulement à un  
fonds et pour un fonds, et pourvu que ces ser-  
vices n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'or-  
dre public.

« L'usage et l'étendue des servitudes ainsi  
établies se règlent par le titre qui les consti-  
tue; à défaut de titre par les règles ci-après. »

Art. 680. « Les servitudes sont établies ou pour  
l'usage des bâtiments ou pour celui des fonds  
de terre;

« Celles de la première espèce s'appellent *ur-  
baines*, soit que les bâtiments auxquels elles  
sont dues soient situés à la ville ou à la cam-  
pagne;

« Celles de la seconde espèce se nomment  
*rurales*. »

Art. 681. « Les servitudes sont ou continues  
ou discontinues.

« Les servitudes continues sont celles dont  
l'usage est ou peut être continuuel sans avoir  
besoin du fait actuel de l'homme : tels sont  
les conduites d'eau, les égouts, les vues et au-  
tres de cette espèce.

« Les servitudes discontinues sont celles qui  
ont besoin du fait actuel de l'homme pour être  
exercées : tels sont les droits de passage, pui-  
sage, pacage et autres semblables. »

Art. 682. « Les servitudes sont apparentes ou  
non apparentes.

« Les servitudes apparentes sont celles qui  
annoncent par des ouvrages extérieurs, tels  
qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

« Les servitudes non apparentes sont celles qui  
n'ont pas de signe extérieur de leur existence,  
comme, par exemple, la prohibition de bâtir  
sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur  
déterminée. »

#### SECTION II.

*Comment s'établissent les servitudes.*

Art. 683. « Les servitudes continues et appa-  
rentes s'acquièrent par titre, ou par la posses-  
sion de trente ans. »

Art. 684. « Les servitudes non apparentes et  
les servitudes discontinues, apparentes ou non  
apparentes, ne peuvent s'établir que par titres.

« La possession même immémoriale ne suffit  
pas pour les établir, sans cependant qu'on  
puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de  
cette nature déjà acquises par la possession,  
dans les pays où elles pouvaient s'acquérir de  
cette manière. »

Art. 685. « La destination du père de famille

morales seront écoutées : par exemple, l'on le domestique produira des témoins en l'absence desquels le maître se sera expliqué quotité ou sur le paiement, soit du salaire des gages ; y aura-t-il encore lieu de lui l'affirmation ?

Le citoyen **Trellhard** répond qu'on ne peut avoir égard à des preuves de cette nature sans ouvrir la porte aux fraudes ; les ouvriers pourraient-ils pas se servir de témoins étrangers ?

L'article est adopté avec l'amendement de classement proposé par le consul **Cambacérès**.

Le citoyen **Béranger** observe que l'article semblerait s'opposer à ce qu'un individu puisse s'engager pour une entreprise dont il serait impossible de fixer la durée. On préviendrait une fautive application, et l'on maintiendrait la disposition, si l'on s'exprimait ainsi : *on ne peut engager ses services à temps*.

Le consul **Cambacérès** dit qu'on ne peut primer qu'il est permis de s'engager jusqu'à l'accomplissement d'une entreprise.

Ces propositions sont renvoyées à la section.

Les articles 102, 103 et 104 sont adoptés avec les amendements ci-dessus.

La section II, *des voituriers par terre et par eau*, est soumise à la discussion.

Les articles 105 et 106 sont discutés.

Le citoyen **Defermon** dit qu'il n'y a aucun doute qu'un voiturier ne doive répondre des objets qui lui sont directement remis, mais que si ils sont remis à des tiers ou dans un entrepôt, le voiturier ne peut plus en répondre ; il faut que la responsabilité porte sur les tiers.

Le citoyen **Béranger** dit que le voiturier est chargé que du moment où il prend le dépôt dans l'entrepôt.

Le citoyen **Trellhard** observe que les articles 107 et 109 lient les tiers qui tiennent l'entrepôt.

Le citoyen **Defermon** dit qu'il parle, non des entrepreneurs de roulage et des directeurs des diligences publiques, que les articles 107 et 109 concernent, mais de ceux qui, sans avoir cette qualité, se rendent commissionnaires entre le voiturier et la personne qui veut faire transporter

faut alors que l'entrepreneur demeure chargé envers le public, et le voiturier envers lui.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) objecte que ce système mettrait les entrepreneurs à la discrétion des voituriers.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il serait sans doute préférable qu'il y eût toujours un enregistrement; mais qu'il est impossible de l'espérer.

Au reste, les difficultés qui s'élèvent dans ces cas entre le voiturier et l'entrepreneur, s'expliquent par les circonstances d'après lesquelles le cas se détermine.

Le consul **Cambacérés** dit qu'un maître ne peut suivre le domestique qu'il charge de porter un paquet aux voitures publiques; cependant il faut qu'il ait ses sûretés. Il ne peut les trouver que dans la responsabilité de l'entrepreneur. Celui-ci n'a pas à se plaindre : s'il ne tient pas de registres, par cela seul il devient suspect de mauvaise foi; s'il en tient, et qu'il n'ait pas enregistré, même sans que le voyageur l'ait requis, même malgré son refus, il est en faute. La loi doit veiller pour celui qui fait le dépôt, et rendre l'enregistrement forcé de la part de l'entrepreneur.

Le voyageur, dira-t-on, profitera peut-être de l'omission de cette formalité pour réclamer des effets plus précieux que ceux qu'il a déposés.

Mais on sait comme on prononce sur de semblables contestations : on se réduit à ce qui est vraisemblable, et on défère le serment.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que l'article 108 comprend aussi les voituriers qui n'ont point de registres, et qui, la plupart, ne sachant même pas écrire, seraient hors d'état d'en tenir. On a dû assujettir à des formes plus sévères les entrepreneurs de voitures et roulage.

Le consul **Cambacérés** pense que les articles de cette section seraient mieux placés au titre du *dépôt*.

Le citoyen **Defermon** rappelle que la régie nationale avait une règle d'après laquelle la personne qui n'avait pas fait une déclaration par écrit, ne pouvait, en cas de perte du paquet, réclamer au delà de cent cinquante francs : on pourrait appliquer ici cette règle. Mais ce serait changer les principes reçus que de soumettre les entrepreneurs aux mêmes engagements que les aubergistes. Ils ne peuvent répondre des paquets qui sont remis au voiturier pendant sa route et bien de leur présence.

Le consul **Cambacérés** résume la discussion.

Sur l'article 105, il faut examiner si les obligations des aubergistes sont trop étendues pour y soumettre les voituriers, si le dépôt fait à ces derniers est en effet un dépôt nécessaire. On pourrait rappeler précisément ceux de ces engagements auxquels on croirait devoir assujettir des voituriers.

A l'article 106, on pourrait ajouter : *sans préjudice de la responsabilité de l'entrepreneur*.

On a demandé sur l'article 107, que l'entrepreneur ne fût chargé que lorsque les paquets auraient été enregistrés.

Mais la personne qui les envoie prend toujours un reçu. Cette pièce suffit pour charger l'entrepreneur. C'est sa faute s'il n'a pas de registres.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) lit que dans le cas de l'article 105, il n'y a pas le dépôt nécessaire.

Il avoue, au surplus, qu'un reçu doit suffire pour charger l'entrepreneur.

Le citoyen **Trellhard** observe que les voyageurs ont le droit de porter avec eux un paquet

morales seront écoutées : par exemple, l'ouvrier ou le domestique produira des témoins en l'absence desquels le maître se sera expliqué sur la solvabilité ou sur le paiement, soit du salaire, soit des gages; y aura-t-il encore lieu de lui déférer l'affirmation?

Le citoyen **Treilhard** répond qu'on ne peut pas avoir égard à des preuves de cette espèce sans ouvrir la porte aux fraudes; les ouvriers pourraient-ils pas se servir de témoins entre eux?

L'article est adopté avec l'amendement et le classement proposés par le consul **Cambacérés**.

Le citoyen **Béranger** observe que l'article semblerait s'opposer à ce qu'un individu pût s'engager pour une entreprise dont il serait impossible de fixer la durée. On préviendrait cette fautive application, et l'on maintiendrait néanmoins la disposition, si l'on s'exprimait ainsi : *on ne peut engager ses services à temps*.

Le consul **Cambacérés** dit qu'on peut primer qu'il est permis de s'engager jusqu'à l'accomplissement d'une entreprise.

Ces propositions sont renvoyées à la section. Les articles 102, 103 et 104 sont adoptés, avec les amendements ci-dessus.

La section II, *des voituriers par terre et par eau*, est soumise à la discussion.

Les articles 105 et 106 sont discutés.

Le citoyen **Defermon** dit qu'il n'y a pas de doute qu'un voiturier ne doive répondre des objets qui lui sont directement remis, mais que s'ils sont remis à des tiers ou dans un entrepôt, le voiturier ne peut plus en répondre; alors tout fait que la responsabilité porte sur les tiers.

Le citoyen **Béranger** dit que le voiturier n'est chargé que du moment où il prend le paquet dans l'entrepôt.

Le citoyen **Treilhard** observe que les articles 107 et 109 lient les tiers qui tiennent l'entrepôt.

Le citoyen **Defermon** dit qu'il parle, non des entrepreneurs de roulage et des directeurs des voitures publiques, que les articles 107 et 109 concernent, mais de ceux qui, sans avoir cette qualité, se rendent commissionnaires entre le voiturier et la personne qui veut faire transporter

et alors que l'entrepreneur demeure chargé vers le public, et le voiturier envers lui.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que ce système mettrait les entrepreneurs à la discrétion des voituriers.

Le citoyen **Trellhard** dit qu'il serait sans doute préférable qu'il y eût toujours un enregistrement; mais qu'il est impossible de l'espérer.

Il reste, les difficultés qui s'élèvent dans ces rapports entre le voiturier et l'entrepreneur, s'expliquent par les circonstances d'après lesquelles le dépôt se détermine.

Le consul **Cambacérés** dit qu'un maître ne peut pas suivre le domestique qu'il charge de porter un paquet aux voitures publiques; cependant il ne peut qu'il ait ses sûretés. Il ne peut les trouver que dans la responsabilité de l'entrepreneur. Lui-ci n'a pas à se plaindre : s'il ne tient pas de registres, par cela seul il devient suspect de mauvaise foi; s'il en tient, et qu'il n'ait pas enregistré, même sans que le voyageur l'ait requis, même malgré son refus, il est en faute. La loi doit veiller pour celui qui fait le dépôt, et rendre l'enregistrement forcé de la part de l'entrepreneur.

Le voyageur, dira-t-on, profitera peut-être de la mission de cette formalité pour réclamer des bagages plus précieux que ceux qu'il a déposés.

Mais on sait comme on prononce sur de semblables contestations : on se réduit à ce qui est vraisemblable, et on défère le serment.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit que l'article 108 comprend aussi les voituriers qui n'ont point de registres, et qui, la plupart, ne sachant même pas écrire, seraient hors d'état d'en tenir. On a dû assujettir à des formes plus sévères les entrepreneurs de voitures et roulage.

Le consul **Cambacérés** pense que les articles de cette section seraient mieux placés au titre du dépôt.

Le citoyen **Defermon** rappelle que la réglementation avait une règle d'après laquelle la personne qui n'avait pas fait une déclaration par écrit, ne pouvait, en cas de perte du paquet, réclamer au delà de cent cinquante francs : on pourrait appliquer ici cette règle. Mais ce serait enfreindre les principes reçus que de soumettre les entrepreneurs aux mêmes engagements que les aubergistes. Ils ne peuvent répondre des paquets qui sont remis au voiturier pendant sa route et en l'absence de leur présence.

Le consul **Cambacérés** résume la discussion. Sur l'article 105, il faut examiner si les obligations des aubergistes sont trop étendues pour y soumettre les voituriers, si le dépôt fait à ces derniers est en effet un dépôt nécessaire. On pourrait rappeler précisément ceux de ces engagements auxquels on croirait devoir assujettir des voituriers.

A l'article 106, on pourrait ajouter : *sans préjudice de la responsabilité de l'entrepreneur*.

On a demandé sur l'article 107, que l'entrepreneur ne fût chargé que lorsque les paquets auraient été enregistrés.

Mais la personne qui les envoie prend toujours un reçu. Cette pièce suffit pour charger l'entrepreneur. C'est sa faute s'il n'a pas de registres.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que dans le cas de l'article 105, il n'y a pas de dépôt nécessaire.

Il avoue, au surplus, qu'un reçu doit suffire pour charger l'entrepreneur.

Le citoyen **Trellhard** observe que les voyageurs ont le droit de porter avec eux un paquet



« Si l'édifice donne à prix fait perit par le vice du sol, l'architecte en est responsable, à moins qu'il ne prouve avoir fait au maître les représentations convenables pour le dissuader d'y bâtir. »

Le citoyen **Réal** dit qu'il y a sur les constructions des règles qu'il n'est pas permis au propriétaire lui-même d'enfreindre : ce sont les règles de la police des bâtimens, telles que celles qui déterminent l'épaisseur des murs. L'architecte, dans ces cas, doit se refuser à la volonté du propriétaire.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que l'exécution des réglemens dont on vient de parler était confiée à une autorité qui n'existe plus, à la chambre des bâtimens ; ainsi les constructions ne sont plus vérifiées.

Le citoyen **Réal** dit que ce n'était pas là l'objet de la chambre des bâtimens ; elle n'était qu'une chambre de consultation, et réglait les mémoires : mais alors, comme aujourd'hui, les tribunaux appliquaient les réglemens, et punissaient les contraventions.

Le citoyen **Tronchet** dit que la section a eu raison d'écarter l'addition faite par le projet. L'architecte, en effet, ne doit pas suivre les caprices d'un propriétaire assez insensé pour compromettre sa sûreté personnelle, en même temps que la sûreté publique.

Le citoyen **Bigot-Préameneu** dit qu'il n'est pas probable qu'un propriétaire soit capable de cet excès de folie ; qu'ainsi les allégations de l'architecte ne méritent aucune confiance.

Le citoyen **Pelet** dit que les principes de la construction, sous le rapport de la sûreté, n'étant pas les mêmes dans les petites localités que dans les grandes villes, il conviendra de ne pas établir de règle générale.

Le consul **Cambacérès** pense que la disposition retranchée par la section doit être rétablie avec une légère modification.

Elle sera utile surtout pour le cas, rare à la vérité, mais qui cependant peut se présenter, où le propriétaire étant décédé avant la chute du bâtiment, ses héritiers poursuivraient l'architecte. Il est juste, s'il parvient à prouver qu'il a fait des représentations, et que le propriétaire n'a pas voulu s'y rendre, il soit dégagé envers eux de

en la modifiant.

Le citoyen **T** inconvenient à é tecté ; le proprié de la constructi instruire, et à ne plaisance conda

Le citoyen **Tr** l'architecte est re vices, soit de com mettent la solidit

Le citoyen **Ré** ferme cette expli

Le citoyen **Bé** contre l'architect le bâtiment ne po que sa chute a p tion.

Le Conseil rej la rédaction de la fixe à dix ans la

L'article 116 es

Le citoyen **Tr** vient une surpris architectes avaien priétaire l'idée de plan adopté, et ments fussent, le devis se trouvait

L'article est ad

L'article 117 es

L'article 118 es

Le citoyen **Reg** observe que *Pot* veut que le contr tiers, si l'on est c ment serait consti terminé ; mais qu tiée à un archite qu'on avait dans avec lui.

Le citoyen **Ré** ne serait pas jus prévoir qu'il se tracté avec la fen que l'architecte a

Comment d'ail à exécuter le con

à modifiant de la manière qu'il a expliqué. Le citoyen **Trellhard** dit qu'il n'y a aucun inconvénient à être sévère à l'égard de l'architecte; le propriétaire ne connaît pas les règles de construction : c'est à l'architecte à l'expliquer, et à ne pas s'en écarter par une confiance condamnable.

Le citoyen **Tronchet** propose d'expliquer que l'architecte est responsable toutes les fois que les plans, soit de construction, soit du sol, compromettent la solidité du bâtiment.

Le citoyen **Réal** observe que le mot *périt* rend bien cette explication.

Le citoyen **Bérenger** ajoute que si l'action contre l'architecte n'a pas une durée trop longue, le bâtiment ne pourra périr sans qu'il soit évident que sa chute a pour cause un vice de construction.

Le Conseil rejette la proposition de rétablir la rédaction de la commission, adopte l'article, et fixe à dix ans la durée de la garantie.

L'article 116 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que cet article présente une surprise qui était très-commune. Les architectes avaient coutume de suggérer au propriétaire l'idée de faire quelques changements au plan adopté, et quelque légers que ces changements fussent, les architectes soutenaient que le plan se trouvait annulé.

L'article est adopté.

L'article 117 est adopté.

L'article 118 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) observe que *Pothier* fait ici une distinction. Il dit que le contrat subsiste à l'égard des héritiers, si l'on est convenu, en général, que le bâtiment serait construit pour un prix qui serait déterminé; mais que si la construction a été confiée à un architecte par l'effet de la confiance qu'on avait dans ses talents, le contrat s'éteint avec lui.

Le citoyen **Réal** pense que cette distinction ne serait pas juste. Le propriétaire n'a pas pu prévoir qu'il se trouverait un jour avoir contact avec la femme, avec les enfants en bas âge de l'architecte a laissés.

Comment d'ailleurs ceux-ci parviendraient-ils à exécuter le contrat? Il faudrait des avis de parents et le concours d'une famille entière, pour mener une entreprise qui ne peut être conduite que par l'intelligence d'un seul.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) répond que le système du citoyen *Réal* priverait les héritiers de l'architecte des bénéfices qu'il devait tirer de l'entreprise, et les exposerait peut-être à des pertes, si, par exemple, des matériaux avaient déjà été achetés. Il peut y avoir quelque inconvénient pour les héritiers à exécuter le marché; mais il est cependant dans leur intérêt qu'il subsiste. Ce n'est pas néanmoins que le choix de l'ouvrier doive leur appartenir privativement; il se réduirait à le présenter, et à n'obliger le propriétaire à l'accepter que lorsqu'il serait habile. Le citoyen **Trellhard** dit qu'il faudrait donc faire prononcer par un jury sur l'habileté de cet ouvrier. L'article 119 garantit la succession des droits auxquelles on la dit exposée.

Le citoyen **Bérenger** dit que quand on traite avec un architecte, ce n'est pas seulement parce qu'il est architecte, mais parce qu'on le croit habile; ainsi, s'il meurt, la confiance qui a formé le contrat et qui en est le principe n'existe plus, par une suite nécessaire, le contrat se trouve annulé.

Si l'édifice donné à prix fait périt par le vice du sol, l'architecte en est responsable, à moins qu'il ne prouve avoir fait au maître les représentations convenables pour le dissuader d'y consentir.

Le citoyen **Réal** dit qu'il y a sur les constructions des règles qu'il n'est pas permis au propriétaire lui-même d'enfreindre : ce sont les ordres de la police des bâtimens, telles que celles qui déterminent l'épaisseur des murs. L'architecte, dans ces cas, doit se refuser à la volonté du propriétaire.

Le citoyen **Regnaud** *(de Saint-Jean-d'Angély)* dit que l'exécution des réglemens dont on vient de parler était confiée à une autorité qui n'existe plus, à la chambre des bâtimens ; ainsi les constructions ne sont plus vérifiées.

Le citoyen **Réal** dit que ce n'était pas là l'objet de la chambre des bâtimens ; elle n'était qu'un conseil de consultation, et réglait les mémoires des architectes. Mais alors, comme aujourd'hui, les tribunaux appliquaient les réglemens, et punissaient les conventions.

Le citoyen **Tronchet** dit que la section a eu raison d'écarter l'addition faite par le projet. L'architecte, en effet, ne doit pas suivre les caprices d'un propriétaire assez insensé pour compromettre sa sûreté personnelle, en même temps que la sûreté publique.

Le citoyen **Bigot-Prémameu** dit qu'il n'est pas probable qu'un propriétaire soit capable d'un tel excès de folie ; qu'ainsi les allégations de l'architecte ne méritent aucune confiance.

Le citoyen **Pelet** dit que les principes de la construction, sous le rapport de la sûreté, n'étant pas les mêmes dans les petites localités que dans les grandes villes, il conviendra de ne pas établir une règle générale.

Le consul **Cambacérés** pense que la disposition retranchée par la section doit être rétablie avec une légère modification.

Elle sera utile surtout pour le cas, rare à l'origine, mais qui cependant peut se présenter, où le propriétaire étant décédé avant la chute du bâtiment, ses héritiers poursuivraient l'architecte. Il est juste, s'il parvient à prouver qu'il a fait de

modifiant de la manière qu'il a expliqué. citoyen **Treilhard** dit qu'il n'y a aucun vnement à être sévère à l'égard de l'archi- le propriétaire ne connaît pas les règles construction : c'est à l'architecte à l'en lire, et à ne pas s'en écarter par une com- mence condamnable.

citoyen **Tronchet** propose d'expliquer que itecte est responsable toutes les fois que les soit de construction, soit du sol, compro- nt la solidité du bâtiment.

citoyen **Réal** observe que le mot *périt* ren- cette explication.

citoyen **Béranger** ajoute que si l'action e l'architecte n'a pas une durée trop longue, iment ne pourra périr sans qu'il soit évident a chute a pour cause un vice de construc-

Conseil rejette la proposition de rétablir daction de la commission, adopte l'article, et à dix ans la durée de la garantie.

article 116 est discuté.

citoyen **Tronchet** dit que cet article pré- t une surprise qui était très-commune. Les itectes avaient coutume de suggérer au pro- taire l'idée de faire quelques changements au adopté, et quelque légers que ces change- ts fussent, les architectes soutenaient que le s se trouvait annulé.

article est adopté.

article 117 est adopté.

article 118 est discuté.

citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) rve que *Pothier* fait ici une distinction. Il que le contrat subsiste à l'égard des héri- , si l'on est convenu, en général, que le bâti- t serait construit pour un prix qui serait dé- iné ; mais que si la construction a été con- à un architecte par l'effet de la confiance n avait dans ses talents, le contrat s'éteigne : lui.

citoyen **Réal** pense que cette distinction erait pas juste. Le propriétaire n'a pas pu oir qu'il se trouverait un jour avoir con- té avec la femme, avec les enfants en bas âge l'architecte a laissés.

omment d'ailleurs ceux-ci parviendraient-ils écuter le contrat ? Il faudrait des avis de pa- s et le concours d'une famille entière, pour ver une entreprise qui ne peut être conduite par l'intelligence d'un seul.

citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) nd que le système du citoyen *Réal* priverait éritiers de l'architecte des bénéfices qu'il de- t tirer de l'entreprise, et les exposerait peut- à des pertes, si, par exemple, des matériaux ent déjà été achetés. Il peut y avoir quelque arras pour les héritiers à exécuter le marché ; s il est cependant dans leur intérêt qu'il sub- e. Ce n'est pas néanmoins que le choix de vrier doive leur appartenir privativement ; se réduirait à le présenter, et à n'obliger le riétaire à l'accepter que lorsqu'il serait habile. e citoyen **Treilhard** dit qu'il faudrait donc e prononcer par un jury sur l'habileté de cet rier. L'article 119 garantit la succession des es auxquelles on la dit exposée.

citoyen **Béranger** dit que quand on traite un architecte, ce n'est pas seulement parce l est architecte, mais parce qu'on le croit ile ; ainsi, s'il meurt, la confiance qui a formé ontrat et qui en est le principe n'existe plus, ar une suite nécessaire, le contrat se trouve uit.

donne a prix fait perit par le vice l'architecte en est responsable, à moins qu'il n'ait eu avoir fait au maître les représentations convenables pour le dissuader d'y

**Réal** dit qu'il y a sur les contraventions qu'il n'est pas permis au maître d'enfreindre : ce sont les épaisseurs des murs. L'architecte, doit se refuser à la volonté du maître.

**Legnauld (de Saint-Jean-d'Angély)** dit que les règlements dont on vient de parler sont confiés à une autorité qui n'existe plus ; ainsi les contraventions ne sont plus vérifiées.

**Réal** dit que ce n'était pas là l'objet des règlements ; elle n'était qu'une consultation, et réglait les mémoires : comme aujourd'hui, les tribunaux appliquent les règlements, et punissent les contraventions.

**Franchet** dit que la section a eu l'addition faite par le projet. L'architecte, ne doit pas suivre les caprices du maître assez insensé pour compromettre sa réputation, en même temps que la section.

**Bigot-Prémamieu** dit qu'il n'est pas qu'un propriétaire soit capable de folie ; qu'ainsi les allégations de folie méritent aucune confiance.

**Pelet** dit que les principes de la section sur le rapport de la sûreté, n'étant pas dans les petites localités que dans les grandes, il conviendra de ne pas établir de distinction.

**Ambacérés** pense que la disposition par la section doit être rétablie sans modification.

Il dit surtout pour le cas, rare à la section, mais qui cependant peut se présenter, où le maître étant décédé avant la chute du bâtiment, les héritiers poursuivraient l'architecte. Il dit qu'il parvient à prouver qu'il a fait des plans, et que le propriétaire n'a pas pu, par conséquent, se plaindre, et qu'il soit dégagé envers eux de toute responsabilité.

en la modifiant de son plan. Le citoyen **Trel** dit qu'il est inconvenient à être l'architecte ; le propriétaire de la construction doit instruire, et à ne pas se laisser aller à la complaisance du maître.

Le citoyen **Trel** dit que l'architecte est responsable des vices, soit de construction, soit de solidité, et qu'il ne peut pas se plaindre de la chute du bâtiment.

Le citoyen **Réal** dit qu'il ferme cette explication.

Le citoyen **Réal** dit qu'il se plaint contre l'architecte, et qu'il dit que le bâtiment ne peut pas tomber que sa chute a pu être évitée.

Le Conseil rejette la rédaction de la loi, et fixe à dix ans la durée de la garantie.

L'article 116 est adopté.

Le citoyen **Trel** dit qu'il vient une surprise, et qu'il dit que les architectes avaient proposé l'idée de modifier le plan adopté, et qu'il dit que les plans fussent, les devis se trouvaient.

L'article est adopté.

L'article 117 est adopté.

L'article 118 est adopté.

Le citoyen **Regis** dit qu'il observe que **Poitou** veut que le contrat soit fait, si l'on est convenu que le bâtiment serait construit ; mais qu'il dit que le contrat est lié à un architecte, et qu'il dit qu'on avait dans le contrat avec lui.

Le citoyen **Réal** dit qu'il ne serait pas juste de prévoir qu'il se traiterait avec la femme, et qu'il dit que l'architecte a le droit de se plaindre.

Comment d'ailleurs peut-on exécuter le contrat ?

modifiant de la manière qu'il a expliqué. Le citoyen **Treilhard** dit qu'il n'y a aucun inconvénient à être sévère à l'égard de l'architecte ; le propriétaire ne connaît pas les règles de construction : c'est à l'architecte à l'enseigner, et à ne pas s'en écarter par une complaisance condamnable.

Le citoyen **Tronchet** propose d'expliquer que l'architecte est responsable toutes les fois que les plans, soit de construction, soit du sol, compromettent la solidité du bâtiment.

Le citoyen **Réal** observe que le mot *périt* rend cette explication.

Le citoyen **Béranger** ajoute que si l'action contre l'architecte n'a pas une durée trop longue, le bâtiment ne pourra périr sans qu'il soit évident que sa chute a pour cause un vice de construction.

Le Conseil rejette la proposition de rétablir l'édiction de la commission, adopte l'article, et fixe à dix ans la durée de la garantie.

L'article 116 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que cet article présente une surprise qui était très-commune. Les architectes avaient coutume de suggérer au propriétaire l'idée de faire quelques changements au plan adopté, et quelque légers que ces changements fussent, les architectes soutenaient que le plan se trouvait annulé.

L'article est adopté.

L'article 117 est adopté.

L'article 118 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) observe que *Pothier* fait ici une distinction. Il dit que le contrat subsiste à l'égard des héritiers, si l'on est convenu, en général, que le bâtiment serait construit pour un prix qui serait déterminé ; mais que si la construction a été confiée à un architecte par l'effet de la confiance qu'on avait dans ses talents, le contrat s'éteint contre lui.

Le citoyen **Réal** pense que cette distinction ne serait pas juste. Le propriétaire n'a pas pu prévoir qu'il se trouverait un jour avoir contredit avec la femme, avec les enfants en bas âge, que l'architecte a laissés.

Comment d'ailleurs ceux-ci parviendraient-ils à exécuter le contrat ? Il faudrait des avis de parents et le concours d'une famille entière, pour mener une entreprise qui ne peut être conduite que par l'intelligence d'un seul.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) répond que le système du citoyen *Réal* priverait les héritiers de l'architecte des bénéfices qu'il devait tirer de l'entreprise, et les exposerait peut-être à des pertes, si, par exemple, des matériaux avaient déjà été achetés. Il peut y avoir quelque inconvénient pour les héritiers à exécuter le marché ; mais il est cependant dans leur intérêt qu'il subsiste. Ce n'est pas néanmoins que le choix de l'ouvrier doive leur appartenir privativement ; il se réduirait à le présenter, et à n'obliger le propriétaire à l'accepter que lorsqu'il serait habile.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'il faudrait donc faire prononcer par un jury sur l'habileté de cet ouvrier. L'article 119 garantit la succession des droits auxquelles on la dit exposée.

Le citoyen **Béranger** dit que quand on traite avec un architecte, ce n'est pas seulement parce qu'il est architecte, mais parce qu'on le croit habile ; ainsi, s'il meurt, la confiance qui a formé le contrat et qui en est le principe n'existe plus, par une suite nécessaire, le contrat se trouve éteint.

ne a prix tant perit par le vice  
te en est responsable, à moins  
avoir fait au maître les repré-  
nables pour le dissuader d'y

**I** dit qu'il y a sur les con-  
es qu'il n'est pas permis au  
me d'enfreindre : ce sont les  
les bâtiments, telles que celles  
épaisseur des murs. L'archi-  
doit se refuser à la volonté

**auld** (de Saint-Jean-d'Angély)  
des réglemens dont on vient  
lée à une autorité qui n'existe  
des bâtiments ; ainsi les con-  
plus vérifiées.

dit que ce n'était pas là l'objet  
bâtiments ; elle n'était qu'une  
ation, et réglait les mémoires :  
e aujourd'hui, les tribunaux  
lemens, et punissaient les con-

**chet** dit que la section a eu  
dition faite par le projet. L'ar-  
e doit pas suivre les caprices  
sez insensé pour compromettre  
elle, en même temps que la

**t-Préameneu** dit qu'il n'est  
propriétaire soit capable de  
; qu'ainsi les allégations de  
tent aucune confiance.

**I** dit que les principes de la  
le rapport de la sûreté, n'étant  
s les petites localités que dans  
l conviendra de ne pas établir

**acérés** pense que la disposi-  
la section doit être rétablie  
dification.

rtout pour le cas, rare à la  
pendant peut se présenter, où  
t décédé avant la chute du bâ-  
s poursuivraient l'architecte.  
vient à prouver qu'il a fait des  
que le propriétaire n'a pas  
l soit dégagé envers eux de

en la modifiant de

Le citoyen **Trel**  
inconvenient à être  
tecte ; le propriétaire  
de la construction  
instruire, et à ne p  
plaisance condam

Le citoyen **Tre**  
l'architecte est res-  
vices, soit de con-  
mettent la solidité

Le citoyen **Réa**  
ferme cette explic

Le citoyen **Béa**  
contre l'architecte  
le bâtiment ne po-  
que sa chute a po-  
tion.

Le Conseil rej  
la rédaction de la  
fixe à dix ans la d

L'article 116 est

Le citoyen **Tre**  
vient une surprise  
architectes avaien  
priétaire l'idée de  
plan adopté, et d  
mens fussent, le  
devis se trouvait

L'article est ad

L'article 117 es

L'article 118 es

Le citoyen **Reg**  
observe que *Poti*  
veut que le contra-  
tiers, si l'on est c  
ment serait constr  
terminé ; mais qu  
fiée à un archite  
qu'on avait dans s  
avec lui.

Le citoyen **Béa**  
ne serait pas jus  
prévoir qu'il se  
tracté avec la fem  
que l'architecte a

Comment d'aill  
à exécuter le con-

modifiant de la manière qu'il a expliqué. Le citoyen **Trellhard** dit qu'il n'y a aucun inconvénient à être sévère à l'égard de l'architecte ; le propriétaire ne connaît pas les règles de construction : c'est à l'architecte à l'enjoindre, et à ne pas s'en écarter par une complaisance condamnable.

Le citoyen **Tronchet** propose d'expliquer que l'architecte est responsable toutes les fois que les vices, soit de construction, soit du sol, compromettent la solidité du bâtiment.

Le citoyen **Réal** observe que le mot *périt* rend cette explication.

Le citoyen **Béranger** ajoute que si l'action contre l'architecte n'a pas une durée trop longue, le bâtiment ne pourra périr sans qu'il soit évident que la chute a pour cause un vice de construc-

Le Conseil rejette la proposition de rétablir la rédaction de la commission, adopte l'article, et fixe à dix ans la durée de la garantie.

L'article 116 est discuté.

Le citoyen **Tronchet** dit que cet article présente une surprise qui était très-commune. Les architectes avaient coutume de suggérer au propriétaire l'idée de faire quelques changements au plan adopté, et quelque légers que ces changements fussent, les architectes soutenaient que le contrat se trouvait annulé.

L'article est adopté.

L'article 117 est adopté.

L'article 118 est discuté.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) observe que *Pothier* fait ici une distinction. Il dit que le contrat subsiste à l'égard des héritiers, si l'on est convenu, en général, que le bâtiment serait construit pour un prix qui serait déterminé ; mais que si la construction a été confiée à un architecte par l'effet de la confiance qu'on avait dans ses talents, le contrat s'éteint contre lui.

Le citoyen **Réal** pense que cette distinction ne serait pas juste. Le propriétaire n'a pas pu prévoir qu'il se trouverait un jour avoir contracté avec la femme, avec les enfants en bas âge de l'architecte a laissés.

Comment d'ailleurs ceux-ci parviendraient-ils à exécuter le contrat ? Il faudrait des avis de parents et le concours d'une famille entière, pour lever une entreprise qui ne peut être conduite que par l'intelligence d'un seul.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) répond que le système du citoyen *Réal* priverait les héritiers de l'architecte des bénéfices qu'il devait tirer de l'entreprise, et les exposerait peut-être à des pertes, si, par exemple, des matériaux avaient déjà été achetés. Il peut y avoir quelque inconvénient pour les héritiers à exécuter le marché ; mais il est cependant dans leur intérêt qu'il subsiste. Ce n'est pas néanmoins que le choix de l'ouvrier doive leur appartenir privativement ; il se réduirait à le présenter, et à n'obliger le propriétaire à l'accepter que lorsqu'il serait habile. Le citoyen **Trellhard** dit qu'il faudrait donc faire prononcer par un jury sur l'habileté de cet ouvrier. L'article 119 garantit la succession des droits auxquelles on la dit exposée.

Le citoyen **Béranger** dit que quand on traite avec un architecte, ce n'est pas seulement parce qu'il est architecte, mais parce qu'on le croit habile ; ainsi, s'il meurt, la confiance qui a formé le contrat et qui en est le principe n'existe plus, par une suite nécessaire, le contrat se trouve éteint.



• ce débiteur sur la créance de la société ;  
 • la sienne, dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût, par sa quittance, obtenu l'imputation intégrale sur sa créance particulière ; mais s'il a exprimé dans sa quittance l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

Art. 18. • Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement obtenu sa quittance *pour sa part*. »

Art. 19. • Chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui a procurés dans d'autres affaires. »

Art. 20. • Si les choses dont la jouissance communément a été mise dans la société sont des choses certains et déterminés qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques du associé propriétaire.

• Si ces choses se consomment, si elles se perdent ou s'altèrent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un associé, elles sont aux risques de la société.

• Si la chose a été estimée, l'associé ne peut réclamer que le montant de son estimation. »

Art. 21. • Un associé a action contre la société non seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bon pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion. »

Art. 22. • Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société. »

Art. 23. • Si les associés sont convenus de rapporter à l'un d'eux, ou à un tiers, pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué, s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

• Nulle réclamation n'est admise à ce sujet.

ul ne peut, sans une nouvelle convention, ir en l'absence de l'autre, lors même que ce-ci serait dans l'impossibilité actuelle de ncourir aux actes d'administration. »

rt. 28. « A défaut de stipulations spéciales r le mode d'administration, l'on suit les règles ivantes :

1° Les associés sont censés s'être donné réci-ouement le pouvoir d'administrer l'un pour utre : ce que chacun fait est valable, même our la part de ses associés, sans qu'il ait pris ur consentement, sauf le droit qu'ont ces der-iers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération rant qu'elle soit conclue.

2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les em-voie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il e s'en serve pas contre l'intérêt de la société, u de manière à empêcher ses associés d'en ser selon leur droit.

3° Chaque associé a le droit d'obliger ses as-sociés à faire, avec lui, les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

« 4° L'un des associés ne peut faire d'innova-tions sur les immeubles dépendant de la so-ciété, même quand il les soutiendrait avanta-geuses à cette société, si les autres associés n'y consentent. »

Art. 29. « L'associé, qui n'est point administra-teur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société. »

Art. 30. « Chaque associé peut, sans le consen-tement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société; il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

« Il répond des dommages causés à la société par cette tierce personne, comme de ceux qu'il aurait causés lui-même. »

Art. 31. « Des lois spéciales règlent de quelle manière les associés aliènent ou acquièrent pour la société, en matière de commerce. »

## SECTION II.

*Des engagements des associés vis-à-vis des tiers.*

Art. 32. « Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus soli-dairement des dettes sociales, et l'un des as-sociés ne peut obliger les autres, si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir. »

Art. 33. « Dans ces mêmes sociétés, chacun des associés est tenu, envers le créancier avec lequel il a contracté, pour sa part virile, encore que sa part dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation sur le pied de cette dernière part. »

Art. 34. « La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société. »

Art. 35. « Les engagements résultant envers les tiers, des sociétés de commerce, sont spéciale-ment réglés par les lois commerciales. »

## CHAPITRE IV.

*Des différentes manières dont finit la société.*

Art. 36. « La société finit :

« 1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée ;



onc de renfermer la société des biens dans les mêmes limites.

L'analogie n'est pas exacte : il y a entre les eux contrats cette différence essentielle que la onation est gratuite, au lieu que la société est ntéressée.

Reste, donc l'inconvénient des avantages indirects.

On l'a déjà observé : avec la faculté étendue le disposer qui existe maintenant, il n'y a de raudes à craindre que pour le fisc. Le remède est dans le droit qui lui appartient d'attaquer les ontrats simulés.

Le citoyen **Tronchet** dit que la commission a vu dans la société de tous biens, même présents, qu'une véritable donation ; que ce motif avait déterminée à l'exclure, parce qu'elle tend à frauder le fisc, à frauder les tiers qui ne se trouvent plus avertis par la publication, enfin à éluder les prohibitions établies pour certains cas et entre certaines personnes.

Le citoyen **Treilhard** dit qu'on ne peut empêcher la société des biens présents, sans gêner le libre usage de la propriété.

S'il fallait chercher dans ce contrat un autre caractère que celui que son titre présente, ce ne serait pas une donation qu'il faudrait y voir ; ce serait une vente, car la mise de l'un est le prix de la mise de l'autre, quand même les deux mises paraîtraient inégales.

Les parties seules, lorsqu'elles sont majeures, peuvent juger jusqu'à quel point le contrat établit l'égalité ; elle ne se mesure pas toujours par l'argent : l'industrie, l'affection, beaucoup d'autres considérations raisonnables sont mises dans la balance et déterminent l'évaluation.

La crainte de faciliter les donations déguisées ne doit pas faire impression.

Il est sans doute du plus grand intérêt d'assurer au Gouvernement les ressources sans lesquelles il se trouverait paralysé ; mais il est des moyens pour empêcher que le fisc ne soit fraudé : ne peut-on pas assujettir les sociétés de tous biens aux mêmes droits que les donations ?

Pour empêcher que les prohibitions ne soient éludées, on peut interdire ces sortes de sociétés entre personnes qui sont incapables de se donner.

Avec ces précautions, il ne restera plus qu'un contrat fondé sur des motifs légitimes.

Le citoyen **Réal** revient à l'opinion de la commission.

Il a été reconnu en effet que, par des considérations d'un ordre supérieur, la liberté de disposer doit être quelquefois gênée. De là des prohibitions et des dispositions restrictives qu'il serait impossible de concilier avec la faculté de donner sous le voile d'une société de tous les biens. Par exemple, les donations sont révoquées par survenance d'enfants : cependant, s'il n'y a en apparence qu'une société, les enfants ne recueilleront pas le bénéfice de cette disposition, et la loi se trouvera en contradiction avec elle-même, lorsqu'à côté de la disposition qui les favorise, elle aura placé une autre disposition qui donne la facilité de les en frustrer.

Le citoyen **Tronchet** dit que néanmoins un amendement serait indispensable.

La vente est un contrat comme la société, et cependant, quand elle est faite à des personnes prohibées, et à vil prix, il est permis de l'attaquer, comme n'étant qu'une donation déguisée.

Toutes les donations, même les donations réciproques, sont soumises aux prohibitions et aux réserves : donc si les sociétés de tous biens peu-

étant de droit, la partie de l'article qui devient oiseuse.

Le citoyen **Regnaud** (*de Saint-Jean*) observe qu'elle est prise textuellement de

Le citoyen **Treilhard** dit que néanmoins inutile de l'exprimer : on a énoncé au principe général que chacun répond de son emploi.

L'article est adopté avec le retranchement de la dernière disposition.

L'article 31 est supprimé, sa disposition entrant dans l'article général qui déclare les affaires de commerce ne sont pas réglées par les principes du Code civil.

La section II : *Des engagements des associés envers des tiers*, est soumise à la discussion.

Les articles 32, 33 et 34 sont adoptés, sans discussion.

L'article 35 est supprimé par les mêmes motifs que l'article 34.

Le citoyen **Berlier** fait lecture du chapitre *Des différentes manières dont finit la société*.

Les articles 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42 qui le composent sont adoptés.

### LIVRE III.

#### TITRE XIV.

##### DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ.

*Rédaction communiquée au Tribunal.*

Le citoyen **Berlier** présente une nouvelle rédaction du titre qui vient d'être discuté; qu'elle est conforme aux amendements.

Le Conseil l'adopte en ces termes :

*Du contrat de société.*

##### CHAPITRE PREMIER.

*Dispositions générales.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

Art. 2. « Toute société doit avoir un objet certain, qui constitue son but commun ».

« la propriété des biens à venir, est prohibée, « sauf entre époux, et conformément à ce qui est « réglé à leur égard. »

Art. 7. « La société universelle de gains ren- « ferme tous ce que les parties acquerront par « leur industrie, à quelque titre que ce soit, pen- « dant le cours de la société : les meubles que « chacun des associés possède au temps du con- « trat y sont aussi compris ; mais leurs immeubles « personnels n'y entrent que pour la jouissance « seulement. »

Art. 8. « La simple convention de société uni- « verselle, faite sans autre explication, n'emporte « que la société universelle de gains. »

Art. 9. « Nulle société universelle ne peut avoir « lieu qu'entre personnes respectivement capables « de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, « et auxquelles il n'est point prohibé de s'avan- « tager au préjudice d'autres personnes. »

## SECTION II.

### *De la société particulière.*

Art. 10. « La société particulière est celle qui « ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, « ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir. »

Art. 11. « Le contrat par lequel plusieurs per- « sonnes s'associent, soit pour une entreprise dé- « signée, soit pour l'exercice de quelque métier « ou profession, est aussi une société particu- « lière. »

## CHAPITRE III.

### *Des engagements des associés entre eux et vis-à-vis des tiers.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *Des engagements des associés entre eux.*

Art. 12. « La société commence à l'instant même « du contrat, s'il ne désigne une autre époque. »

Art. 13. « S'il n'y a pas de convention sur la « durée de la société, elle est censée contractée « pour toute la vie des associés ; ou, s'il s'agit « d'une affaire dont la durée soit limitée, pour « tout le temps que doit durer cette affaire. »

Art. 14. « Chaque associé est débiteur envers « la société de tout ce qu'il a promis d'y ap- « porter.

« Lorsque cet apport consiste en un corps cer- « tain, et que la société en est évincée, l'associé « en est garant envers la société, de la même ma- « nière qu'un vendeur l'est envers son acheteur. »

Art. 15. « L'associé, qui devait apporter une « somme dans la société et ne l'a point fait, de- « vient, de plein droit, et sans demande, débiteur « des intérêts de cette somme, à compter du jour « où elle devait être payée.

« Il en est de même à l'égard des sommes qu'il « a prises dans la caisse sociale, à compter du « jour où il les en a tirées pour son profit parti- « culier ; le tout sans préjudice de plus amples « dommages-intérêts, s'il y a lieu. »

Art. 16. « Les associés, qui se sont soumis à « apporter leur industrie à la société, lui doivent « compte de tous les gains qu'ils ont faits par « l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette so- « ciété. »

Art. 17. « Lorsque l'un des associés est, pour « son compte particulier, créancier d'une somme « exigible envers une personne qui se trouve de- « voir à la société une somme également exige- « ble, cet associé doit imputer ce qu'il reçoit de « ce débiteur, sur la créance de la société et sur « la sienne, dans la proportion des deux créan- « ces, encore qu'il eût, par sa quittance, dirigé

« revêtu des mêmes formes que le contrat de société. »

Art. 36. La chose que l'un des associés mettre dans la société, et qui a péri, dissolution de la société par rapport à associés. »

Art. 37. S'il a été stipulé qu'en cas de l'un des associés, la société continue avec son héritier, ou seulement entre ciés survivans, ces dispositions seront au second cas, l'héritier du décédé qu'au partage de la société eu égard à tion de cette société lors du décès, et il cipe aux droits ultérieurs qu'autant qu'une suite nécessaire de ce qui s'est fait la mort de l'associé auquel il succède.

Art. 38. « La dissolution de la société volonté de l'une des parties, ne s'opère qu'aux sociétés dont la durée est illimitée s'opère par une renonciation notifiée à associés, pourvu que cette renonciation bonne foi et non faite à contre-temps. »

Art. 39. « La renonciation n'est pas de bonne foi, lorsque l'associé renonce pour s'attribuer à lui seul le profit que les associés s'étaient posé de retirer en commun. »

• Elle est faite à contre-temps, lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il est à la société que sa dissolution soit différée.

Art. 40. « La dissolution des sociétés ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y a de justes motifs, comme lorsqu'un associé manque à ses engagements ou qu'un associé habituellement le rend impropre aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la gravité et la gravité sont laissées à l'appréciation des juges. »

Art. 41. « Les règles concernant le partage de successions, la forme de ce partage, et les actions qui en résultent entre les coassociés s'appliquent aux associés, sauf l'action en rescision pour cause de lésion, laquelle n'est accordée à ces derniers. »



Le titre est adopté ainsi qu'il suit :

DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

CHAPITRE PREMIER.

*Dispositions générales.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La loi ne régit que l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent. »

Art. 2. « Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par les titres de la puissance paternelle et de la tutelle, ni aux dispositions prohibitives du Code civil. »

Art. 3. « Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux ; sans préjudice des donations entre-vifs et testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes ou dans les cas déterminés par le Code. »

Art. 4. « Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par la présente loi. »

Art. 5. « Ils peuvent cependant déclarer d'une manière générale qu'ils entendent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal. »

« Au premier cas, et sous le régime de la communauté, les droits des époux et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du chapitre II ci-après. »

« Au deuxième cas, et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du chapitre III. »

Art. 6. « La simple stipulation que la femme se constitue ou qu'il lui est constitué des biens en dot ne suffit pas pour soumettre ces biens au régime dotal, s'il n'y a dans le contrat de mariage une déclaration expresse à cet égard. »

« La soumission au régime dotal ne résulte pas non plus de la simple déclaration faite par les époux, qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens. »

Art. 7. « A défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de la communauté ou le modifient, les règles établies dans la première partie du chapitre II formeront le droit commun de la France. »

Art. 8. « Toutes conventions matrimoniales seront rédigées, avant le mariage, par acte devant notaire. »

Art. 9. « Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. »

Art. 10. « Les changements qui y seraient faits avant cette célébration doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage. »

« Nul changement ou contre-lettre n'est plus valable, sauf le cas contraire et le cas de changement simultané de volonté des personnes qui



nes formes que le contrat de so-

ose que l'un des associés devait  
société, et qui a péri, opère la  
la société par rapport à tous les

été stipulé qu'en cas de mort de  
s, la société continuerait, ou  
er, ou seulement entre les asso-  
, ces dispositions seront suivies;  
, l'héritier du décédé n'a droit  
le la société eu égard à la situa-  
société lors du décès, et ne parti-  
s ultérieurs qu'autant qu'ils sont  
ssaire de ce qui s'est fait avant  
socié auquel il succède. »

lissolution de la société par la  
une des parties, ne s'applique  
s dont la durée est illimitée, et  
e renonciation notifiée à tous les  
u que cette renonciation soit de  
n faite à contre-temps. »

renonciation n'est pas de bonne  
ssocié renonce pour s'approprier  
ofit que les associés s'étaient pro-  
en commun. »

ite à contre-temps, lorsque les  
plus entières, et qu'il importe  
e sa dissolution soit différée. »

lissolution des sociétés à terme  
demandée par l'un des associés  
convenu, qu'autant qu'il y en a  
fs, comme lorsqu'un autre asso-  
es engagements ou qu'une infir-  
le rend impropre aux affaires de la  
res cas semblables, dont la légi-  
rativité sont laissées à l'arbitrage

règles concernant le partage, des  
forme de ce partage, et les obli-  
résultent entre les cohéritiers,  
ax associés, sauf l'action en res-  
ise de lésion, laquelle n'est point  
derniers. »

*tives aux sociétés de commerce.*

dispositions du présent titre ne  
aux sociétés de commerce que  
qui n'ont rien de contraire aux

Le titre est ad

## DU CONTRAT DE

Di

Art. 1<sup>er</sup>. « La l  
« jugale, quant  
« ventions spéci  
« comme ils le  
« ne soient pas  
« en outre, sou  
Art. 2. « Les  
« droits résultan  
« personne de  
« appartiennent  
« droits confér  
« les titres de la  
« telle, ni aux  
« civil. »

Art. 3. « Ils r  
« tion ou renon  
« ger l'ordre lé  
« port à eux-m  
« enfants ou de  
« enfants entre  
« entre-vifs et  
« lieu selon le  
« nés par le C

Art. 4. « L  
« d'une mani  
« réglée par  
« locaux qu  
« parties du  
« gés par la

Art. 5. « L  
« manière gé  
« sous le ré  
« régime do  
« Au prem  
« munauté,  
« tiers seron

« pitre II ci-  
« Au deu  
« leurs droi  
« du chapitr

Le titre est adopté ainsi qu'il suit :

LE CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

CHAPITRE PREMIER.

*Dispositions générales.*

Art. 1<sup>er</sup>. « La loi ne régit que l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent. »

Art. 2. « Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par les titres de la puissance paternelle et de la tutelle, ni aux dispositions prohibitives du Code civil. »

Art. 3. « Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux ; sans préjudice des donations entre-vifs et testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes ou dans les cas déterminés par le Code. »

Art. 4. « Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par la présente loi. »

Art. 5. « Ils peuvent cependant déclarer d'une manière générale qu'ils entendent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal. »

« Au premier cas, et sous le régime de la communauté, les droits des époux et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du chapitre II ci-après. »

« Au deuxième cas, et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du chapitre III. »

Art. 6. « La simple stipulation que la femme se constitue ou qu'il lui est constitué des biens en dot ne suffit pas pour soumettre ces biens au régime dotal, s'il n'y a dans le contrat de mariage une déclaration expresse à cet égard. »

« La soumission au régime dotal ne résulte pas non plus de la simple déclaration faite par les époux, qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens. »

Art. 7. « A défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de la communauté ou le modifient, les règles établies dans la première partie du chapitre II formeront le droit commun de la France. »

Art. 8. « Toutes conventions matrimoniales seront rédigées, avant le mariage, par acte devant notaire. »

Art. 9. « Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. »

Art. 10. « Les changements qui y seraient faits avant cette célébration doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage. »

« Nul changement ou contre-lettre n'est au surplus valable, sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui

- qui n'entrent point en communauté;
- « 5° Des aliments des époux, de l'éducation et de l'entretien des enfants, et de toute autre charge du mariage. »

Art. 24. « La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme, qu'autant qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage, ou d'un reçu avant la même époque une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès de l'un ou de plusieurs signataires dudit acte.

- « Le créancier de la femme, en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine avant le mariage, ne peut en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue-propriété de ses immeubles personnels.

« Le mari, qui prétendrait avoir payé pour la femme une dette de cette nature, n'en peut demander la récompense ni à sa femme ni à ses héritiers. »

Art. 25. « Les dettes des successions purement mobilières qui sont échues aux époux pendant le mariage sont pour le tout à la charge de la communauté. »

Art. 26. « Les dettes d'une succession purement immobilière, qui échoit à l'un des époux pendant le mariage, ne sont point à la charge de la communauté; sauf le droit qu'ont les créanciers de poursuivre leur paiement sur les immeubles de ladite succession.

- « Néanmoins si la succession est échue au mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement, soit sur tous les biens propres au mari, soit même sur ceux de la communauté; sauf dans ce second cas la récompense due à la femme ou à ses héritiers.

Art. 27. « Si la succession purement immobilière est échue à la femme, et que celle-ci l'ait acceptée du consentement de son mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur tous les biens personnels de la femme; mais si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice, ou au refus du mari, les créanciers, en cas

mobilière poursuivent leur paiement sur les biens de la communauté, soit que la succession soit échue au mari, soit qu'elle soit échue à la femme, lorsque celle-ci l'a acceptée du consentement de son mari; le tout sauf les récompenses respectives.

« Il en est de même si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice, et que néanmoins le mobilier en ait été confondu dans celui de la communauté sans un inventaire préalable. »

Art. 31. « Si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les créanciers ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens tant mobiliers qu'immobiliers de ladite succession, et, en cas d'insuffisance, sur la nue-propriété des autres biens personnels de la femme. »

Art. 32. « Les règles établies par les articles 25 et suivants régissent les dettes dépendant d'une donation, comme celles résultant d'une succession. »

Art. 33. « Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes que la femme a contractées avec le consentement du mari, tant sur tous les biens de la communauté, que sur ceux du mari ou de la femme; sauf la récompense due à la communauté, ou l'indemnité due au mari. »

Art. 34. « Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari, est à la charge de la communauté; et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme ni sur ses biens personnels. »

## SECTION II.

*e l'administration de la communauté, et de l'effet des actes de l'un ou de l'autre époux relativement à la société conjugale.*

Art. 35. « Le mari administre seul les biens de la communauté.

« Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme. »

Art. 36. « Il ne peut disposer entre-vifs à titre gratuit des immeubles de la communauté, ni de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs.

« Il peut néanmoins disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit. »

Art. 37. La donation testamentaire faite par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté.

« S'il a donné en cette forme un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature qu'autant que l'effet, par l'événement du partage, tombe au lot des héritiers du mari: si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet donné, sur la part des héritiers du mari dans la communauté et sur les biens personnels de ce dernier. »

Art. 38. « Les amendes encourues par le mari pour crime n'emportant pas mort civile, peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à la femme; celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue-propriété de ses biens personnels, tant que dure la communauté. »

Art. 39. « Les condamnations prononcées contre l'un des deux époux pour crime emportant

« qui n'entrent point en communauté; »

« 5° Des aliments des époux, de l'éducation et  
« entretien des enfants, et de toute autre charge  
« du mariage. »

Art. 24. « La communauté n'est tenue des dettes  
« mobilières contractées avant le mariage par la  
« femme, qu'autant qu'elles résultent d'un acte  
« authentique antérieur au mariage, ou ayant  
« reçu avant la même époque une date certaine,  
« soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un  
« ou de plusieurs signataires dudit acte. »

« Le créancier de la femme, en vertu d'un acte  
« n'ayant pas de date certaine avant le mariage,  
« ne peut en poursuivre contre elle le paiement  
« que sur la nue-propriété de ses immeubles per-  
« sonnels. »

« Le mari, qui prétendrait avoir payé pour sa  
« femme une dette de cette nature, n'en peut de-  
« mander la récompense ni à sa femme ni à ses  
« héritiers. »

Art. 25. « Les dettes des successions purement  
« mobilières qui sont échues aux époux pendant  
« le mariage sont pour le tout à la charge de la  
« communauté. »

Art. 26. « Les dettes d'une succession pure-  
« ment immobilière, qui échoit à l'un des époux  
« pendant le mariage, ne sont point à la charge  
« de la communauté; sauf le droit qu'ont les  
« créanciers de poursuivre leur paiement sur les  
« immeubles de ladite succession. »

« Néanmoins si la succession est échue au  
« mari, les créanciers de la succession peuvent  
« poursuivre leur paiement, soit sur tous les  
« biens propres au mari, soit même sur ceux de  
« la communauté; sauf dans ce second cas la ré-  
« compense due à la femme ou à ses héritiers. »

Art. 27. « Si la succession purement immobilière  
« est échue à la femme, et que celle-ci l'ait  
« acceptée du consentement de son mari, les  
« créanciers de la succession peuvent poursuivre  
« leur paiement sur tous les biens personnels de  
« la femme; mais si la succession n'a été acceptée  
« par la femme que comme autorisée en justice  
« au refus du mari, les créanciers, en cas d'in-  
« suffisance des immeubles de la succession, ne  
« peuvent se pourvoir que sur la nue-propriété  
« des autres biens personnels de la femme. »

Art. 28. « Lorsque la succession échue à l'un des

« mobilière poursuivent leur paiement sur les  
« biens de la communauté, soit que la succes-  
« sion soit échue au mari, soit qu'elle soit échue  
« à la femme, lorsque celle-ci l'a acceptée du  
« consentement de son mari; le tout sauf les ré-  
« compenses respectives.

« Il en est de même si la succession n'a été  
« acceptée par la femme que comme autorisée en  
« justice, et que néanmoins le mobilier en ait été  
« confondu dans celui de la communauté sans  
« un inventaire préalable. »

Art. 31. « Si la succession n'a été acceptée par  
« la femme que comme autorisée en justice au  
« refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les  
« créanciers ne peuvent poursuivre leur paie-  
« ment que sur les biens tant mobiliers qu'im-  
« mobiliers de ladite succession, et, en cas d'in-  
« suffisance, sur la nue-propriété des autres biens  
« personnels de la femme. »

Art. 32. « Les règles établies par les articles 25  
« et suivants régissent les dettes dépendant d'une  
« donation, comme celles résultant d'une succes-  
« sion. »

Art. 33. « Les créanciers peuvent poursuivre le  
« paiement des dettes que la femme a contractées  
« avec le consentement du mari, tant sur tous les  
« biens de la communauté, que sur ceux du mari  
« ou de la femme; sauf la récompense due à la  
« communauté, ou l'indemnité due au mari. »

Art. 34. « Toute dette qui n'est contractée par  
« la femme qu'en vertu de la procuration générale  
« ou spéciale du mari, est à la charge de la com-  
« munauté; et le créancier n'en peut poursuivre  
« le paiement ni contre la femme ni sur ses biens  
« personnels. »

## SECTION II.

*De l'administration de la communauté, et de  
l'effet des actes de l'un ou de l'autre époux rela-  
tivement à la société conjugale.*

Art. 35. « Le mari administre seul les biens de  
« la communauté.

« Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer  
« sans le concours de la femme. »

Art. 36. « Il ne peut disposer entre-vifs à titre  
« gratuit des immeubles de la communauté, ni  
« de l'universalité ou d'une quotité du mobilier,  
« si ce n'est pour l'établissement des enfants com-  
« muns.

« Il peut néanmoins disposer des effets mobi-  
« liers à titre gratuit et particulier au profit de  
« toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve  
« pas l'usufruit. »

Art. 37. La donation testamentaire faite par le  
« mari ne peut excéder sa part dans la commu-  
« nauté.

« S'il a donné en cette forme un effet de la  
« communauté, le donataire ne peut le réclamer  
« en nature qu'autant que l'effet, par l'événement  
« du partage, tombe au lot des héritiers du mari :  
« si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers,  
« le légataire a la récompense de la valeur totale  
« de l'effet donné, sur la part des héritiers du  
« mari dans la communauté et sur les biens per-  
« sonnels de ce dernier. »

Art. 38. « Les amendes encourues par le mari  
« pour crime n'emportant pas mort civile, peu-  
« vent se poursuivre sur les biens de la commu-  
« nauté, sauf la récompense due à la femme;  
« celles encourues par la femme ne peuvent s'exé-  
« cuter que sur la nue-propriété de ses biens per-  
« sonnels, tant que dure la communauté. »

Art. 39. « Les condamnations prononcées contre  
« l'un des deux époux pour crime emportant

à la ré-  
 rendu. »  
 nmeuble  
 sur la  
 prix de  
 s'exerce  
 as d'in-  
 ité. Dans  
 ue sur le  
 qui soit  
 aliéné. »  
 is sur la  
 acquitter  
 l'un des  
 prix d'un  
 services  
 conser-  
 s person-  
 que l'un  
 l des  
 com-  
 con-  
 er la  
 buer,  
 moitié,  
 se en  
 it été  
 x.  
 le ou  
 a sur  
 pour  
 ur de  
 seul à  
 auté,  
 ans le  
 ar la  
 de la  
 pres-  
 t, ou  
 . »  
 toute  
 cou-

- « Pour remplir les droits et reprises de la fe-  
 « Toute séparation volontaire est nulle. »  
 Art. 58. « La séparation de biens, quoiqu'  
 prononcée en justice, est nulle, si elle n'a poi-  
 exécutée par le paiement réel des droits et  
 reprises de la femme effectué par acte au-  
 thentique, jusqu'à concurrence des biens du  
 mari, ou au moins par des poursuites commen-  
 cées dans la quinzaine qui a suivi le jugement, et  
 non interrompues depuis. »  
 Art. 59. « Toute séparation de biens doit,  
 pour son exécution, être rendue publique par l'af-  
 fixation sur un tableau à cet effet destiné dans la prin-  
 cipale salle du tribunal de première instance ;  
 mais, si le mari est marchand, banquier ou  
 commerçant, dans celle du tribunal de com-  
 merce du lieu de son domicile, et ce à pe-  
 nalité de l'exécution.  
 « Le jugement, qui prononce la séparation de  
 biens, remonte quant à ses effets au jour de la  
 demande. »  
 Art. 60. « Les créanciers personnels de la femme  
 ne peuvent sans son consentement demander la  
 séparation de biens.  
 « Néanmoins, en cas de faillite ou de dé-  
 faillance du mari, ils peuvent exercer les droits  
 de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant  
 de leurs créances. »  
 Art. 61. « Les créanciers du mari peuvent  
 opposer leur opposition contre la séparation de biens pro-  
 noncée et même exécutée en fraude de leurs droits.  
 Ils peuvent même intervenir dans l'instance pour la  
 contester. »  
 Art. 62. « La femme qui a obtenu la séparation de  
 biens doit contribuer proportionnellement avec ses  
 facultés et à celle du mari, tant aux dépenses du  
 ménage qu'à ceux d'éducation des enfants  
 communs.  
 « Elle doit supporter entièrement ces frais si le  
 mari ne reste rien au mari. »  
 Art. 63. La femme séparée soit de corps et de  
 biens, soit de biens seulement, en reprend la  
 administration.  
 « Elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner »

ablieraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle. »

Art. 66. La dissolution de communauté opérée le divorce ou la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme; mais celle-ci conserve la faculté de les exercer lors de la mort naturelle ou civile de son mari. »

#### SECTION IV.

*l'acceptation de la communauté et de la renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.*

Art. 67. « Après la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers et ayants cause ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer : toute convention contraire est nulle. »

Art. 68. « La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté ne peut y renoncer.

Les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent point immixtion. »

Art. 69 « La femme majeure, qui a pris dans un acte la qualité de commune, ne peut plus y renoncer ni se faire restituer contre cette qualité, quand même elle l'aurait prise avant l'avoir fait inventaire, s'il n'y a eu dol de la part des héritiers du mari. »

Art. 70. « La femme survivante qui veut conserver la faculté de renoncer à la communauté, doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux même appelés.

Cet inventaire doit être par elle affirmé sincèrement et véritable, lors de sa clôture, devant l'officier public qui l'a reçu.

Art. 71. « Dans les trois mois et quarante jours après le décès du mari, elle doit faire sa renonciation au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel le mari avait son domicile ; cet acte doit être inscrit sur le registre établi pour recevoir les renonciations à succession. »

Art. 72. « La veuve peut, suivant les circonstances, demander au tribunal civil une prorogation du délai prescrit par l'article précédent pour sa renonciation ; cette prorogation est, s'il y a lieu, prononcée contradictoirement avec les héritiers du mari ou eux même appelés. »

Art. 73. « La veuve, qui n'a point fait sa renonciation dans le délai ci-dessus prescrit, n'est pas déchue de la faculté de renoncer si elle n'est point immiscée, et qu'elle ait fait inventaire ; elle peut seulement être poursuivie comme commune, jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.

Elle peut également être poursuivie après l'expiration des quarante jours depuis la clôture de l'inventaire, s'il a été clos avant les trois mois. »

Art. 74. La veuve qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté est déclarée commune, nonobstant sa renonciation ; il en est de même à l'égard de ses héritiers. »

Art. 75. « Si la veuve meurt avant l'expiration des trois mois sans avoir fait ou terminé l'inventaire, les héritiers auront pour faire ou pour terminer l'inventaire un nouveau délai de trois mois à compter du décès de la veuve. et de



aliénés  
a point

par la

s'exer-

existent

omptant,

ment sur

s ce der-

déféré à

reprises

insuffi-

prises

us par

penses

nauté,

our de

nts des

sse, le

époux

ont di-

mmu-

ui qui

virile

au lot

chargé

que la

oncia-

t de la

mmu-

nes, la

eu, les

alte, et

les qui

our les

« pour moitié à la charge de chacun des époux ou  
« de leurs héritiers : les frais de scellé, inventaire,  
« vente de mobilier, liquidation, licitation ou  
« partage, font partie de ces dettes. »

Art. 97. « La femme n'est tenue des dettes de la  
« communauté, soit à l'égard du mari, soit à l'égard  
« des créanciers, que jusqu'à concurrence de son  
« émolument, pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle  
« inventaire, et en rendant compte tant du con-  
« tenu de cet inventaire que de ce qui lui en est  
« échu par le partage. »

Art. 98. « Le mari est tenu pour la totalité des  
« dettes de la communauté par lui contractées,  
« sauf son recours contre la femme ou ses héritiers  
« pour la moitié desdites dettes. »

Art. 99. « Il n'est tenu que pour moitié de celles  
« personnelles à la femme, et qui étaient tombées  
« à la charge de la communauté. »

Art. 100. « La femme peut être poursuivie pour  
« la totalité des dettes qui procèdent de son chef  
« et étaient entrées dans la communauté, sauf son  
« recours contre le mari ou son héritier pour la  
« moitié desdites dettes. »

Art. 101. « La femme, même personnellement  
« obligée pour une dette de communauté, ne peut  
« être poursuivie que pour la moitié de cette dette,  
« à moins que l'obligation ne soit solidaire. »

Art. 102. « La femme qui a payé une dette de  
« la communauté au delà de sa moitié, n'a point  
« de répétition contre le créancier pour l'excédant,  
« à moins que la quittance n'exprime que ce  
« qu'elle a payé était pour sa moitié. »

Art. 203. « Celui des époux qui, par l'effet de  
« l'hypothèque exercée sur l'immeuble à lui échu  
« en partage, se trouve poursuivi pour la totalité  
« d'une dette de communauté, a de droit son re-  
« cours pour la totalité de cette dette contre l'autre  
« époux ou ses héritiers. »

Art. 104. Les dispositions précédentes ne font  
« point obstacle à ce que, par le partage, l'un ou  
« l'autre des copartageants soit chargé de payer  
« une quotité de dettes autres que la moitié, même  
« de les acquitter entièrement. »

« Toutes les fois que l'un des copartageants a  
« payé des dettes de la communauté au delà de  
« la portion dont il était tenu, il y a lieu au re-  
« cours de celui qui a trop payé contre l'autre. »

Art. 105. « Tout ce qui est dit ci-dessus à l'égard

, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des  
ciers. Elle reste néanmoins tenue envers  
ci lorsqu'elle s'est obligée conjointement  
son mari, ou lorsque la dette devenue  
de la communauté provenait originaire-  
de son chef; le tout sauf son recours  
e le mari ou ses héritiers. »

109. « Elle peut exercer toutes les actions  
prises ci-dessus détaillées, tant sur les biens  
communauté que sur les biens personnels  
ari.

héritiers le peuvent de même, sauf en ce  
concerne le prélèvement des linge et har-  
insi que le logement et la nourriture pen-  
le délai donné pour faire inventaire et  
érer; lesquels droits sont purement per-  
els à la femme survivante.

*tion relative à la commnnauté légale lorsque  
des époux ou tous deux ont des enfants de  
dents mariages.*

110. « Tout ce qui est dit ci-dessus sera  
vé, même lorsque l'un des époux ou tous  
auront des enfants de précédents mariages.  
toutefois la confusion du mobilier et des  
s opérait, au profit de l'un des époux, un  
age supérieur à celui qui est autorisé par  
le 387 du livre III du Code civil, les en-  
du premier lit de l'autre époux auraient  
on en retranchement. »

## DEUXIÈME PARTIE.

*ommunauté conventionnelle, et des conven-  
qui peuvent modifier ou même exclure la  
communauté légale.*

3. « Les époux peuvent modifier la com-  
auté légale par toute espèce de conven-  
non contraires aux articles 1, 2, 3 et 4 du  
nt titre.

s principales modifications sont celles qui  
ieu en stipulant de l'une ou de l'autre des  
ières qui suivent, savoir :

ue la communauté n'embrassera que les  
êts;

Que le mobilier présent ou futur n'entrera  
t en communauté, ou n'y entrera que pour  
partie;

Qu'on y comprendra tout ou partie des  
eubles présents ou futurs, par la voie de  
eublissement;

Que les époux paieront séparément leurs  
s antérieures au mariage;

Qu'en cas de renonciation, la femme pourra  
endre ses apports francs et quittes;

Que le survivant aura un préciput;

Que les époux auront des parts inégales;

Qu'il y aura entre eux communauté à titre  
ersel. »

## SECTION PREMIÈRE.

*de la communauté réduite aux acquêts.*

112. « Lorsque les époux stipulent qu'il  
aura entre eux qu'une communauté d'ac-  
s, ils sont censés exclure de la commu-  
té, et les dettes de chacun d'eux actuelles et  
res, et leur mobilier respectif présent et  
r.

i ce cas, et après que chacun des époux a  
vé ses apports dûment justifiés, le partage se  
e aux acquêts faits par les épouxensem-  
ou séparément durant le mariage, et pro-  
t tant de l'industrie commune que des  
mies faites sur les fruits et revenus des  
des deux époux. »

« de renonciation à la communauté, elle  
« dra tout ou partie de ce qu'elle y aura  
« soit lors du mariage, soit depuis : mais  
« pulation ne peut s'étendre au delà des ci  
« mellement exprimées, ni au profit  
« sonnes autres que celles désignées.

« Ainsi, la faculté de reprendre le mo  
« la femme a apporté lors du mariage  
« point à celui qui serait échu pendan  
« riage.

« Ainsi, la faculté accordée à la femm  
« tend point aux enfants ; celle acco  
« femme et aux enfants ne s'étend poin  
« ritiers ascendants ou collatéraux.

« Dans tous les cas, les apports ne pe  
« repris que déduction faite des dette  
« nelles à la femme, et que la communa  
« acquittées. »

#### SECTION IV.

##### *Du préciput conventionnel.*

Art. 129. « La clause par laquelle l'é  
« vivant est autorisé à prélever, avant  
« tage, une certaine somme ou une certa  
« tité d'effets mobiliers en nature, ne do  
« à ce prélèvement au profit de la fem  
« vante que lorsqu'elle accepte la com  
« à moins que le contrat de mariage  
« réservé ce droit, même en renonçant

« Hors le cas de cette réserve, le pr  
« s'exerce que sur la masse partageabl  
« sur les biens personnels de l'époux pr

Art. 130. « Le préciput n'est poin  
« comme un avantage sujet aux form  
« donations, mais comme une conventi  
« riage. »

Art. 131. « La mort naturelle ou civ  
« ouverture au préciput. »

Art. 132. « Lorsque la dissolution d  
« communauté s'opère par le divorce ou pa  
« tion de corps, il n'y a pas lieu à la c  
« actuelle du préciput ; mais l'époux qui  
« soit le divorce, soit la séparation  
« conserve ses droits au préciput au c  
« vie. Si c'est la femme, la somme ou  
« qui constitue le préciput reste toujo

« plus forte part, ou si elle les dispense de sup-  
« porter une part dans les dettes, égale à celle  
« qu'ils prennent dans l'actif. »

Art. 136. « Lorsqu'il est stipulé que l'un des  
« époux ou ses héritiers ne pourront préten-  
« dre qu'une certaine somme pour tout droit de  
« communauté, la clause est un forfait qui oblige  
« l'autre époux ou ses héritiers à payer la somme  
« convenue, soit que la communauté soit bonne  
« ou mauvaise, suffisante ou non, pour acquitter  
« la somme. »

Art. 137. « Si la clause n'établit le forfait qu'à  
« l'égard des héritiers de l'époux, celui-ci, dans  
« le cas où il survit, a droit au partage légal par  
« moitié. »

Art. 138. « Le mari ou ses héritiers qui retien-  
« nent, en vertu de la clause énoncée en l'arti-  
« cle 134, la totalité de la communauté, sont obligés  
« d'en acquitter toutes les dettes.

« Les créanciers n'ont en ce cas aucune action  
« contre la femme ni contre ses héritiers.

« Si c'est la femme survivante qui a, moyen-  
« nant une somme convenue, le droit de retenir  
« toute la communauté contre les héritiers du  
« mari, elle a le choix ou de leur payer cette  
« somme, en demeurant obligée à toutes les dettes,  
« ou de renoncer à la communauté, et d'en aban-  
« donner aux héritiers du mari les biens et les  
« charges. »

Art. 139. « Il est permis aux époux de stipuler  
« que la totalité de la communauté appartiendra  
« au survivant, ou à l'un d'eux seulement, sauf  
« aux héritiers de l'autre à faire la reprise des  
« apports et capitaux tombés dans la communauté  
« du chef de leur auteur.

« Cette stipulation n'est point réputée un avan-  
« tage sujet aux règles relatives aux donations,  
« soit quant au fonds, soit quant à la forme, mais  
« simplement une convention de mariage et entre  
« associés. »

#### SECTION VIII.

##### *De la communauté à titre universel.*

Art. 140. « Les époux peuvent établir par leur  
« contrat de mariage une communauté universelle  
« de leurs biens tant meubles qu'immobiles, présents  
« et à venir, ou de tous leurs biens présents seu-  
« lement, ou de tous leurs biens à venir seule-  
« ment. »

##### *Dispositions communes aux huit sections ci-dessus.*

Art. 141. « Ce qui est dit aux huit sections ci-  
« dessus ne limite pas à leurs dispositions pré-  
« cises les stipulations dont est susceptible la  
« communauté conventionnelle.

« Les époux peuvent faire toutes autres con-  
« ventions, ainsi qu'il est dit à l'article premier  
« du présent titre et sauf les modifications portées  
« par les articles 2, 3 et 4.

« Néanmoins, dans le cas où il y aurait des en-  
« fants d'un précédent mariage, toute convention  
« qui tendrait dans ses effets à donner à l'un des  
« époux au delà de la portion réglée par l'arti-  
« cle 387 du livre III du Code civil, sera sans effet  
« pour tout l'excédant de cette portion; mais les  
« simples bénéfices résultant des travaux com-  
« muns et des économies faites sur les revenus  
« respectifs quoique inégaux des deux époux, ne  
« sont pas considérés comme un avantage fait au  
« préjudice des enfants du premier lit. »

Art. 142. « La communauté conventionnelle  
« reste soumise aux règles de la communauté  
« légale, pour tous les cas auxquels il n'y a pas

vente, le mari en devient propriétaire débiteur que du prix donné au mobilier.

Art. 166. « L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaré la convention en justice. »

Art. 167. « L'immeuble acquis des biens de la femme n'est pas dotal, si la condition n'a été stipulée par le contrat de mariage. »

Art. 168. « Les immeubles constitués en dot peuvent être aliénés ou hypothéqués par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement; sauf les exceptions qui suivent. »

Art. 169. « La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou sur son refus, avec l'autorisation de justice, donner ses biens de dot pour l'établissement des enfants qu'elle a eus de son mariage antérieur; mais si elle n'est autorisée que par la justice, elle doit réserver sa portion à son mari. »

Art. 170. « Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens de dot pour l'établissement de leurs enfants communs. »

Art. 171. « L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage. »

Art. 172. « L'immeuble dotal peut être aliéné avec la permission de la justice, dans les cas suivants : »

« Pour tirer de prison le mari ou la femme ; »  
« Pour fournir les aliments à la femme ; »  
« Dans les cas prévus par les articles 197, 198 et 199 du livre 1<sup>er</sup> du présent Code ; »

« Pour payer les dettes de la femme qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au contrat de mariage ; »

« Pour faire de grosses réparations nécessaires pour la conservation de l'immeuble ; »

« Enfin, lorsque cet immeuble se trouve divisé avec des tiers ; et qu'il est reconnu indivisible. »

« rés aliénables par le contrat de mariage, sont  
« imprescriptibles pendant le mariage, à moins  
« que la prescription n'ait commencé auparavant.  
« Ils deviennent néanmoins prescriptibles après  
« la séparation de biens, quelle que soit l'époque à  
« laquelle la prescription a commencé. »

Art. 176. « Le mari est tenu, à l'égard des  
« biens dotaux, de toutes les obligations de l'usu-  
« fruitier.

« Il est responsable de toutes prescriptions  
« acquises et détériorations survenues par sa  
« négligence. »

Art. 177. « Si la dot est mise en péril, la femme  
« peut poursuivre la séparation de biens, ainsi  
« qu'il est dit aux articles 57 et suivants du cha-  
« pitre II. »

### SECTION III.

#### *De la restitution de la dot.*

Art. 178. « Si la dot consiste en immeubles,

« Ou en meubles non estimés par le contrat de  
« mariage, ou bien mis à prix, avec déclaration  
« que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la  
« femme,

« Le mari ou ses héritiers peuvent être contraints  
« de la restituer sans délai après la dissolution du  
« mariage. »

Art. 179. « Si elle consiste en une somme d'ar-  
« gent,

« Ou en meubles mis à prix par le contrat,  
« sans déclaration que l'estimation n'en rend pas  
« le mari propriétaire,

« La restitution n'en peut être exigée qu'un an  
« après la dissolution. »

Art. 180. « Si les meubles dont la propriété reste  
« à la femme ont déperî par l'usage et sans la  
« faute du mari, il ne sera tenu de rendre que  
« ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trou-  
« veront.

« Et néanmoins, la femme pourra dans tous les  
« cas retirer les linge et hardes à son usage  
« actuel, sauf à précompter leur valeur lorsque  
« ses linge et hardes auront été primitivement  
« constitués avec estimation. »

Art. 181. « Si la dot comprend des obligations  
« ou constitutions de rente qui ont péri, ou souf-  
« fert des retranchements qu'on ne puisse imputer  
« à la négligence du mari, il n'en sera point tenu,  
« et il en sera quitte en restituant les contrats. »

Art. 182. « Si un usufruit a été constitué en  
« dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à  
« la dissolution du mariage, que de restituer le  
« droit d'usufruit, et non les fruits échus durant  
« le mariage. »

Art. 183. « Si le mariage a duré dix ans depuis  
« l'échéance des termes pris pour le paiement de  
« la dot, la femme ou ses héritiers pourront la  
« répéter contre le mari après la dissolution du  
« mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a  
« reçue, à moins qu'il ne justifîât de diligences  
« inutilement par lui faites pour s'en procurer le  
« paiement. »

Art. 184. « Si le mariage est dissous par la mort  
« de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à  
« restituer courent de plein droit au profit des  
« héritiers depuis le jour de la dissolution.

« Si c'est par la mort du mari, la femme a le  
« choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant  
« l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments  
« pendant ledit temps aux dépens de la succes-  
« sion du mari ; mais, dans les deux cas, l'habita-  
« tion durant cette année et les habits de deuil  
« doivent lui être fournis sur la succession, et  
« sans imputation sur les intérêts à elle dus. »

venir à leur secours sans ébranler la foi de conventions?

Quoi! la loi ne vient-elle pas au secours de majeurs dans beaucoup d'autres cas, où ces motifs, s'ils étaient solides, devraient l'en détourner. On peut en effet appliquer à l'erreur, au dol, à la crainte inspirée sans violence, toutes les considérations que l'on fait valoir pour le cas de lésion, et cependant la loi ne s'y est pas arrêtée.

Il y a plus; elle secourt le majeur, même contre la lésion, pour d'autres actes que le contrat de vente. En effet, le partage où il y a lésion du tiers au quart n'est-il pas rescindé?

On répondra que c'est par le motif particulier que l'égalité la plus parfaite est de l'essence de partages.

Aussi se contente-t-on d'une lésion moindre. Mais une égalité quelconque n'est pas moins de l'essence des autres contrats, sinon on ne verrait plus dans les parties que des oppresseurs et de opprimés: ils ne peuvent donc subsister lorsqu'ils produisent une lésion qui passe toute raison et toute mesure.

Ainsi on n'aperçoit pas de motifs pour respecter le contrat de vente plus que les autres contrats, comme si ceux-ci ne se formaient pas aussi par le consentement.

Mais est-il bien vrai qu'il y ait consentement dans un contrat qui présente une lésion énorme?

On convient que l'erreur vicie le consentement que l'homme trompé n'a pas consenti.

Dès lors, lorsqu'un citoyen s'est trouvé dans des circonstances telles que, s'il eût connu tout l'étendue de la lésion, il n'eût pas souscrit le contrat, on ne peut pas dire qu'il ait consenti car personne ne consent spontanément à d'aussi grandes pertes. Aussi *Dumoulin* dit-il qu'il doit être restitué non comme lésé, mais comme trompé.

Et qu'on ne dise pas qu'on ne peut pas supposer que des majeurs se laissent surprendre.

Un majeur qui sort de la minorité, surtout depuis qu'elle finit à vingt et un ans, n'a pas encore atteint l'époque de la raison.

Un majeur n'est pas toujours présent. Il est obligé de donner des procurations, même générales. Son mandataire est trompé, quelquefois le trompe.

Un majeur vieillit, et l'on profite de sa caducité pour lui surprendre, sous le titre de vente, de

rédaction est l'ouvrage du Conseil. Ce n'est pas devant lui qu'elle a besoin d'être faite. Or si dans ce texte l'idée qu'on attache au juste prix est claire, il ne peut devenir dans un autre.

Il faut discuter les objections de détail. Demandez pourquoi le principe de la rescision est équitable n'est pas appliqué aux nobilières.

parce que la nature des choses s'y oppose. Leur des biens mobiliers est tellement variable qu'il est très-difficile de la fixer, et alors plus de règles pour discerner la lésion.

Leur des immeubles change aussi sans cesse mais la variation est bien moins rapide : ce que vaut un immeuble dans un temps, dans des circonstances, dans un lieu donnés. On des termes de comparaison pour juger si leur se trouve lésé.

On se rejette sur le mode d'exécution, et qu'il n'est pas sans danger d'admettre une loi dont l'application ne peut être faite que par un moyen aussi incertain que l'expertise.

Les experts méritent-ils donc moins de confiance que des témoins qu'on retrouve cependant dans la législation civile, et, ce qui est plus encore, dans la législation criminelle ?

Ils méritent davantage.

Les témoins déposent de faits fugitifs, et dont on ne trouve aucune trace que dans leur mémoire : des témoins déposent de faits qui sont présents, et qu'on peut vérifier après eux.

Les experts peuvent être corrompus, des témoins aussi peuvent l'être ; mais du moins les témoins sont démentis par d'autres témoins irréprochables, la chose vendue et le prix.

Les experts motivent leur témoignage ; ils ne craignent pas si les faits qui existent encore les démentent : il suffit à des témoins, pour ne pas être soupçonnés, de ne rien affirmer d'inexact.

En plus, le ministère des experts n'est pas toujours employé : la lésion peut être vérifiée par des preuves littérales, par les ventes publiques, par les partages, par les baux. Il est quelquefois de comparer le prix avec celui des propriétés voisines.

On objecte enfin qu'il est dangereux de laisser la rescision incertaine.

On veut qu'un terme de dix ans soit trop long.

On s'oppose à ce qu'on donne à l'action une durée trop longue. Mais s'il fallait la sacrifier à cette crainte de laisser un moment la rescision incertaine, ce serait sacrifier l'équité et alors l'action de dol, d'erreur, et beaucoup d'autres, ne peuvent plus subsister.

On dit encore, la loi qu'on veut rétablir n'a toujours existé ; elle était inconnue dans les premiers temps de Rome.

Toutes les lois naissent du temps et des circonstances : celle-ci a été appelée par des abus de corruption ; est-ce donc un temps de réaction qu'il faut choisir pour l'abroger ?

M. Berlier répond au citoyen Portalis, en disant par rappeler sommairement tous les motifs de l'action qu'on veut faire revivre. Ce n'est pas contraire à l'intérêt public, puisqu'elle met la propriété en suspens pendant le délai donné par la rescision.

Cela est contraire au crédit privé et à la foi publique, puisque les créanciers seront exposés à ne pas échapper des mains de leurs débiteurs.

Cela est injuste et inégale, en ce qu'on veut



Code civil, n'est-il pas évident que, si elle leur eût déplu, ils auraient réclamé? Et dès lors leur silence ne peut plus avoir pour principe qu'une opinion favorable.

Mais l'abolition de l'action en rescision n'est pas seulement en opposition avec l'opinion générale, elle contrarie encore l'esprit du Code civil.

Il a été reconnu en effet que l'égalité doit être la base des contrats de bonne foi. C'est sur ce principe que l'on admet la rescision pour cause de lésion en matière de partage. Le contrat de vente aussi est un contrat, non-seulement commutatif, mais encore de bonne foi; comment pourrait-on, sans se contredire, refuser de lui appliquer le principe général qui règle tous les contrats de la même nature?

Ne serait-ce pas se contredire encore que d'admettre la rescision pour cause de dol, d'erreur, ou de surprise, et de la rejeter cependant alors que les faits même attestent l'existence de ces vices destructeurs du contrat, alors qu'ils démontrent jusqu'à l'évidence, qu'il n'y a pas eu volonté spontanée?

Enfin, ce n'est pas lorsque la fraude s'agit pour se soustraire au paiement des droits du fisc, qu'il convient de lui donner de nouvelles facilités, en lui offrant un moyen de dissimuler le véritable prix des ventes.

Le citoyen **Regnauld** (*de Saint-Jean-d'Angély*) dit que déjà il a eu occasion d'énoncer son opinion sur la matière que le Conseil discute.

Il se bornera donc à résumer les réflexions qu'il a précédemment présentées, et à les fortifier par de nouveaux développements.

On prétend que l'action en rescision pour lésion même entre majeurs, dérive de l'essence du contrat de vente.

S'il en est ainsi, pourquoi n'accorder cette action que contre les ventes d'immeubles? Elle doit nécessairement être admise contre toute vente quelconque, et dès lors contre celle des biens meubles. Ce contrat-ci n'est pas moins commutatif que celui qui transmet la propriété d'un immeuble: il peut n'être pas moins important, comme lorsqu'il a pour objet un navire, des diamants, des tableaux et d'autres meubles précieux, qui, dans les successions et dans certains cas prévus par la loi, sont assimilés aux immeubles. Ce-

vaie  
prix  
de l  
habi

L'  
dive  
rais  
pied  
qu'a

L'  
impo

Ta  
raier  
avar

Le  
profi  
sont  
de r  
la m

Qu  
des

Ma

qui,  
bles,

à va  
En

l'atte

seme

alarr

natic

être

sera

Le

sur l

porta

péral

avan

form

en re

Il c

les a

des d

bliqu

Ma

civil,

pour

trouv

cont

valeur d'un million, soient achetés fort cher au prix de vingt-cinq mille francs, parce qu'à raison de leur situation on ne les acquiert pas pour habiter, mais pour démolir et pour abattre.

L'opinion individuelle ajoute encore à cette diversité d'évaluation. Tel croit faire un marché raisonnable en acquérant un bien national sur le pied de vingt fois le revenu; tel autre pense qu'au dixième le prix en serait trop élevé.

L'évaluation exacte des biens est donc presque impossible.

Tant d'inconvénients et de difficultés ne seraient pas à beaucoup près balancés par les avantages.

Le rétablissement de l'action en rescision ne profitera jamais qu'à un très-petit nombre de personnes : il en est peu qui soient assez dépourvues de raison pour vendre leur bien au-dessous de la moitié de sa valeur.

Quelques-uns cependant souscriront par besoin des marchés désavantageux.

Mais ils se trouvent dans le même cas que ceux qui, par un motif semblable, vendent leurs meubles, leurs rentes, en un mot des choses sujettes à varier de valeur.

Enfin, une dernière considération qui mérite l'attention la plus sérieuse, c'est que le rétablissement de l'action en rescision peut jeter des alarmes dans l'esprit des acquéreurs de biens nationaux. La malveillance parviendrait peut-être à leur persuader qu'un jour cette action sera dirigée contre eux.

Le **Premier Consul** dit qu'avant de parler sur le fond du projet qui est d'une grande importance pour les mœurs, il discutera les considérations politiques qu'on vient de mettre en avant, et examinera si en effet les circonstances forment obstacle au rétablissement de l'action en rescision.

Il est certain que toute mesure, qui inquiéterait les acquéreurs de domaines nationaux, amènerait des désordres dans l'Etat, et blesserait la foi publique.

Mais à s'en tenir même aux principes du droit civil, le rétablissement de l'action en rescision pour cause de lésion ne peut les alarmer. On trouve dans le projet qu'elle ne sera pas admise contre les ventes par licitation : or, si des ventes garanties par l'autorité d'un tribunal deviennent irrévocables, combien plus les aliénations garanties par l'autorité de la loi elle-même, d'une loi qui n'est pas moins respectable que le Code civil?

Il n'y aurait qu'une contre-révolution qui pourrait opérer l'expulsion des acquéreurs de domaines nationaux, et rappeler les anciens propriétaires : jusque-là ils ont pour eux la protection de la loi et toute la force du Gouvernement.

On demande pourquoi la lésion ne serait d'aucun poids dans les ventes de meubles.

Ne voit-on pas que la loi de la rescision est une loi de mœurs qui a pour objet le territoire? Peu importe comment un individu dispose de quelques diamants, de quelques tableaux; mais la manière dont il dispose de sa propriété territoriale n'est pas indifférente à la société. C'est à elle qu'il appartient de donner des règles et des bornes au droit de disposer; et c'est d'après ce principe que la loi assure une légitime aux enfants sur les biens des pères, aux pères sur les biens des enfants; c'est parce que le droit de propriété ne donne à personne la disposition indéfinie de ses biens, parce que personne ne peut en user contre les mœurs, que la loi pèse d'un côté les affections, de l'autre les devoirs; et que par de sages prohibi-

Il est impossible de défendre celui qui de son malheur ou de sa folie.

Mais on revient par un détour, et, en respectant le principe, on l'évade cependant en proposant de retrancher l'expertise, c'est le moyen principal de vérifier la lésion.

Après tout, qu'est-ce que l'expertise peut d'effrayant?

D'abord, on ne s'en servira que lorsqu'elle est indispensable et en la modifiant par les précautions capables d'en prévenir l'abus. Elle n'est pas plus dangereuse dans la première cas que dans une foule d'autres où l'on qu'elle doit être admise.

Le principal inconvénient de l'expertise, c'est que chaque partie nommant son expert, l'expert se croyait plutôt le défenseur de la personne qui l'avait nommé, que l'arbitre impartial. Il y avait donc toujours partage d'opinion et alors le tribunal nommait d'office un sur-expert qui en effet finissait par être le seul juge de la situation.

Le projet remédie à cet inconvénient, en ordonnant que les trois experts soient nommés par le tribunal et en ordonnant que si elles ne s'accorde

sur cette nomination, elle sera faite par le juge.

Le projet veut que les experts motivent leur opinion, mais seulement en commun et sans que l'avis de chacun soit énoncé. Il y a donc toujours une majorité, mais les parties demeurent sans influence, puisque les experts ne présentent qu'un avis commun ; personne ne peut savoir avec certitude comment chaque expert a opiné.

Enfin le rapport des experts ne lie point le juge. Il peut nommer d'office de nouveaux experts, et même chercher la vérité par tout autre moyen.

Le **Premier Consul** dit qu'il est nécessaire de se fixer d'abord sur le principe. Il y a une foule de moyens de découvrir la véritable valeur d'un bien, même indépendamment des expertises. On peut recourir aux ventes, aux partages, aux baux et à beaucoup d'autres circonstances.

Le Conseil adopte en principe que l'action en rescision sera accordée aux majeurs pour cause de lésion énorme.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

*Le secrétaire général du Conseil d'État,*  
**J. G. LOCRÉ.**

---

---

TABLE CHR

TOME SI

---

Pages.

OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL SUR LE  
PROJET DE CODE CIVIL.

Tribunal de Rennes.....	1
Tribunal de Rouen.....	26
Tribunal de Toulouse.....	57
Tribunal de cassation.....	84

DISCUSSION DU CODE CIVIL.

28 MESSIDOR AN IX (17 juillet 1801).

<i>Conseil d'Etat.</i> — Arrêté concernant le mode à suivre pour discuter le Code civil.....	196
---	-----

4 THERMIDOR AN IX (23 juillet 1801).

<i>Conseil d'Etat.</i> — De la publication, des effets et de l'application des lois en général.....	197
--	-----

AIRES.

## OGIQUE

	Pages.
RUCTIDOR AN IX (1 <sup>er</sup> septembre 1801).	
<i>lat.</i> — Des actes de l'Etat civil.....	247
RUCTIDOR AN IX (3 septembre 1801).	
<i>lat.</i> — Du domicile.....	254
RUCTIDOR AN IX (11 septembre 1801).	
<i>lat.</i> — Des actes de l'Etat civil.....	263
Des absents.....	265
Des effets de l'absence.....	269
RUCTIDOR AN IX (13 septembre 1801).	
<i>lat.</i> — Du mariage.....	273
NDÉMAIRE AN X (26 septembre 1801).	
<i>at.</i> — Du mariage.....	279
NDÉMAIRE AN X (27 septembre 1801).	
<i>lat.</i> — Du mariage.....	286
ENDÉMAIRE AN IX (6 octobre 1801).	
<i>at.</i> — Du mariage.....	294
Du divorce.....	295
ENDÉMAIRE AN X (8 octobre 1801).	
<i>at.</i> — Du divorce.....	303
ENDÉMAIRE AN X (16 octobre 1801).	
<i>at.</i> — Du divorce.....	309
ENDÉMAIRE AN X (18 octobre 1801).	
<i>at.</i> — Du divorce.....	317
RUCTIDOR AN X (9 septembre 1802).	
<i>at.</i> — Actes de l'Etat civil.....	324
Du divorce.....	328
RUCTIDOR AN X (16 septembre 1802).	
<i>at.</i> — Paternité et filiation.....	333
NDÉMAIRE AN XI (30 septembre 1802).	
<i>at.</i> — Puissance paternelle.....	337
NDÉMAIRE AN XI (14 octobre 1802).	
<i>at.</i> — Des absents.....	342
Minorité, tutelle et émancipa- tion.....	343

# TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARCHIVES

	Pages.	
RE AN XII (17 novembre 1803).		
- Contrats ou obligations conventionnelles en général..	691	Conseil
RE AN XII (24 novembre 1803).		
- Contrats ou obligations conventionnelles en général....	699	Conseil
RE AN XII (8 décembre 1803).		
- Contrats ou obligations conventionnelles en général...	704	
Engagements qui se forment sans convention.....	716	
De la contrainte par corps...	717	
Du cautionnement.....	723	
RE AN XII (15 décembre 1803).		
- Du cautionnement.....	727	
RE AN XII (22 décembre 1803).		
- Contrainte par corps en matière civile.....	729	Conseil
Du cautionnement.....	730	
De la vente.....	731	

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE

TABLE CHRONOLOGIQUE DES OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL CIVIL, CONTENUES DANS LE TOM

Tribunal d'appel de Rennes.....	
— — de Rouen.....	
— — de Toulouse.....	
— de cassation .....	

		Pages
	9 NIVÔSE AN XII (31 décembre 1803).	
11	Conseil d'Etat. — De la vente.....	743
	De l'échange.....	743
	Du louage.....	744
	14 NIVÔSE AN XII (5 janvier 1804).	
19	Conseil d'Etat. — Des biens et des différentes	
	modifications de la pro-	
	priété.....	754
14	De la distinction des biens...	755
	De la propriété.....	757
6	De l'usufruit, de l'usage et de	
7	l'habitation.....	758
13	Des servitudes ou services	
	fonciers.....	761
	Du louage.....	764
17	Du contrat de société.....	768
	21 NIVÔSE AN XII (12 janvier 1804).	
9	Conseil d'Etat. — Du contrat de mariage et	
0	des droits respectifs des	
1	époux.....	775
	De la vente.....	786

LE CHRONOLOGIQUE.

AUX D'APPEL ET DE CASSATION SUR LE PROJET DE CODE  
DANS LE TOME SEPTIÈME.

.....	(p. 1)
.....	( 26)
.....	( 57)
.....	( 83)

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Le Code civil au Conseil d'État, sera placée à la fin du tome

MICHIGAN,

2 1912









UNIVERSITY OF MICHIGAN

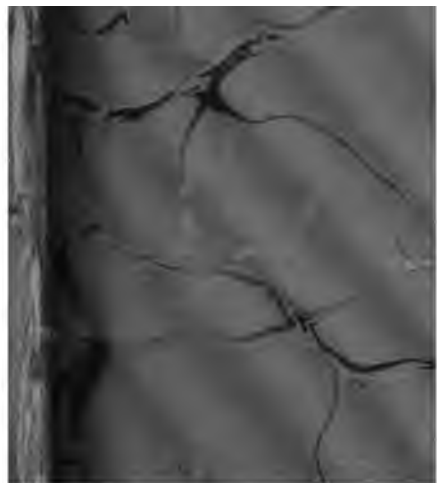


01123 0011

1951 JAN 11







UNIVERSITY OF MICHIGAN



01123 0011

1971 MAY 21